Histoire Géographie

Tle

Nouveau Bac

Programme 2020

Pour s'entrainer et réviser :

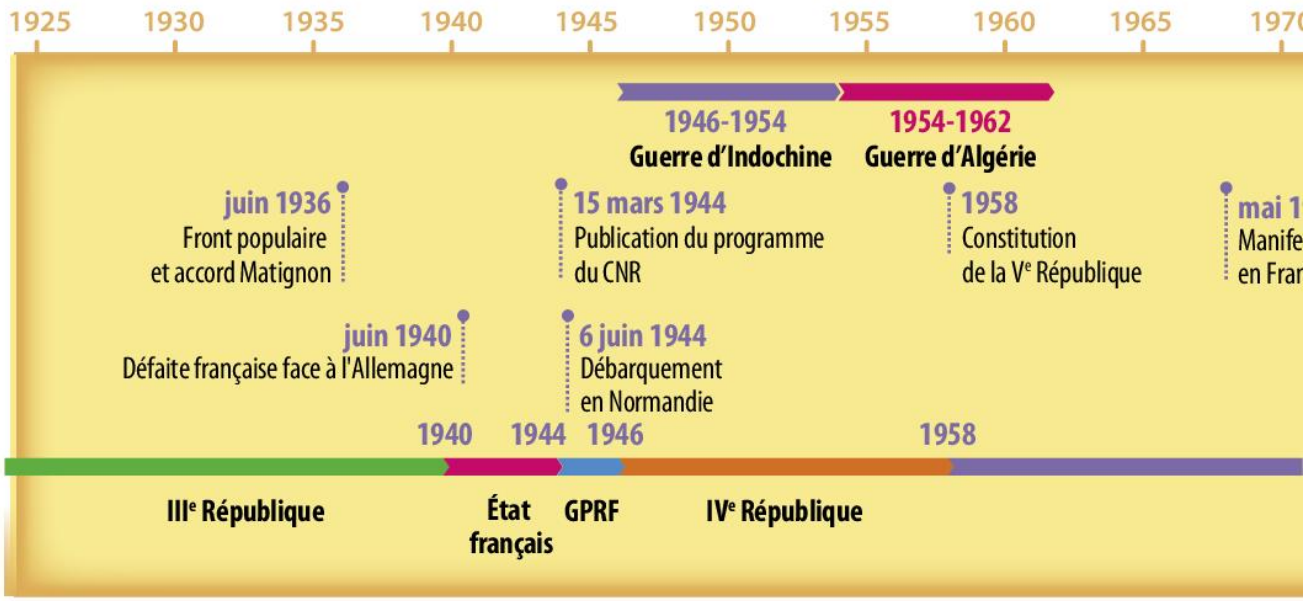
- 100 pages de méthodes Bac
- Des vidéos, des cartes et des croquis interactifs
- Des QCM interactifs

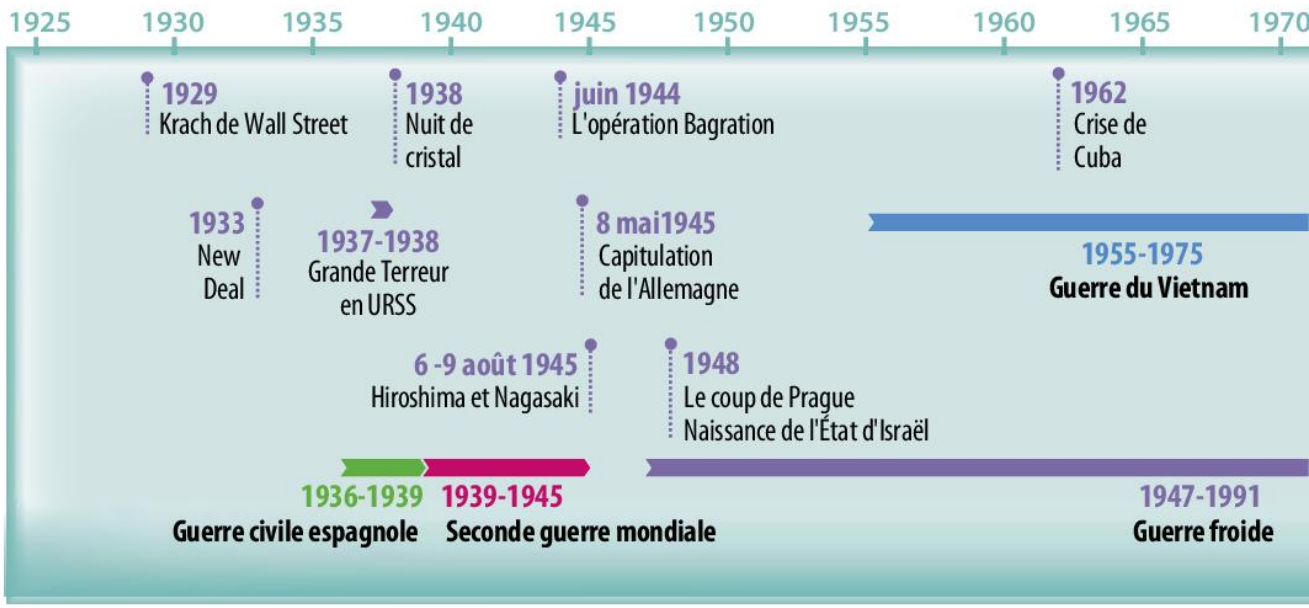
Accès libre : mon manuel toujours accessible en ligne sur mesmanuels.fr/4597648

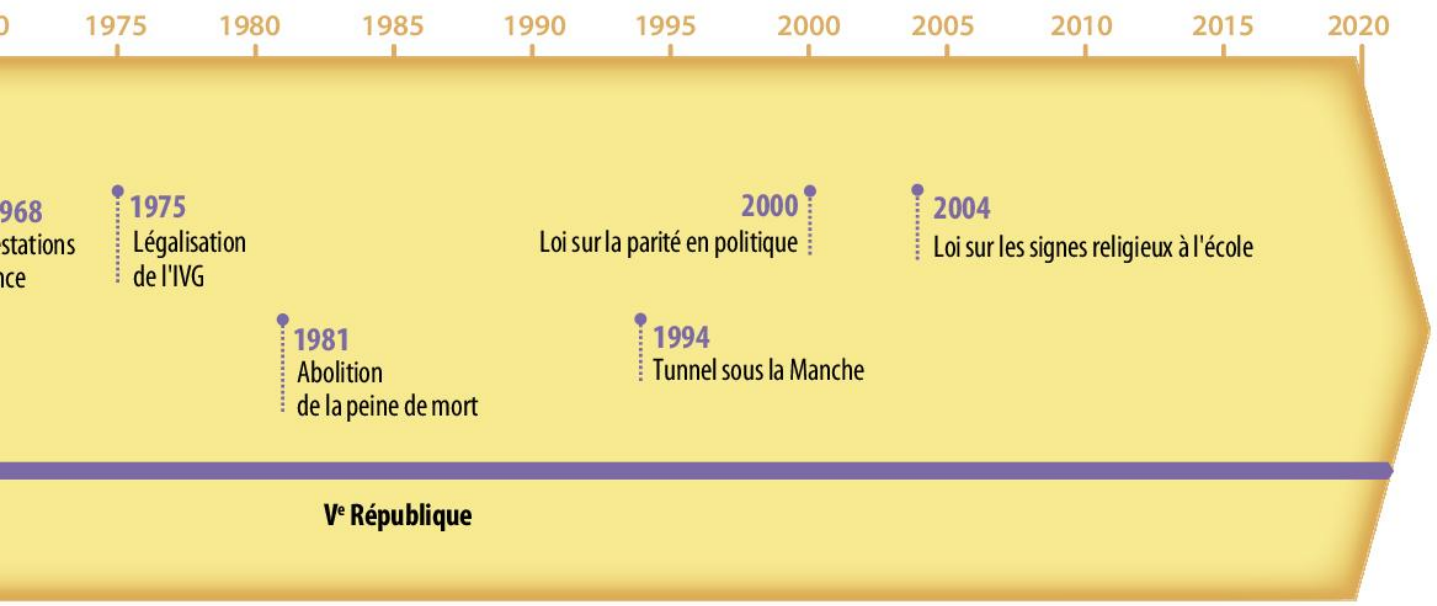
Manuel numérique

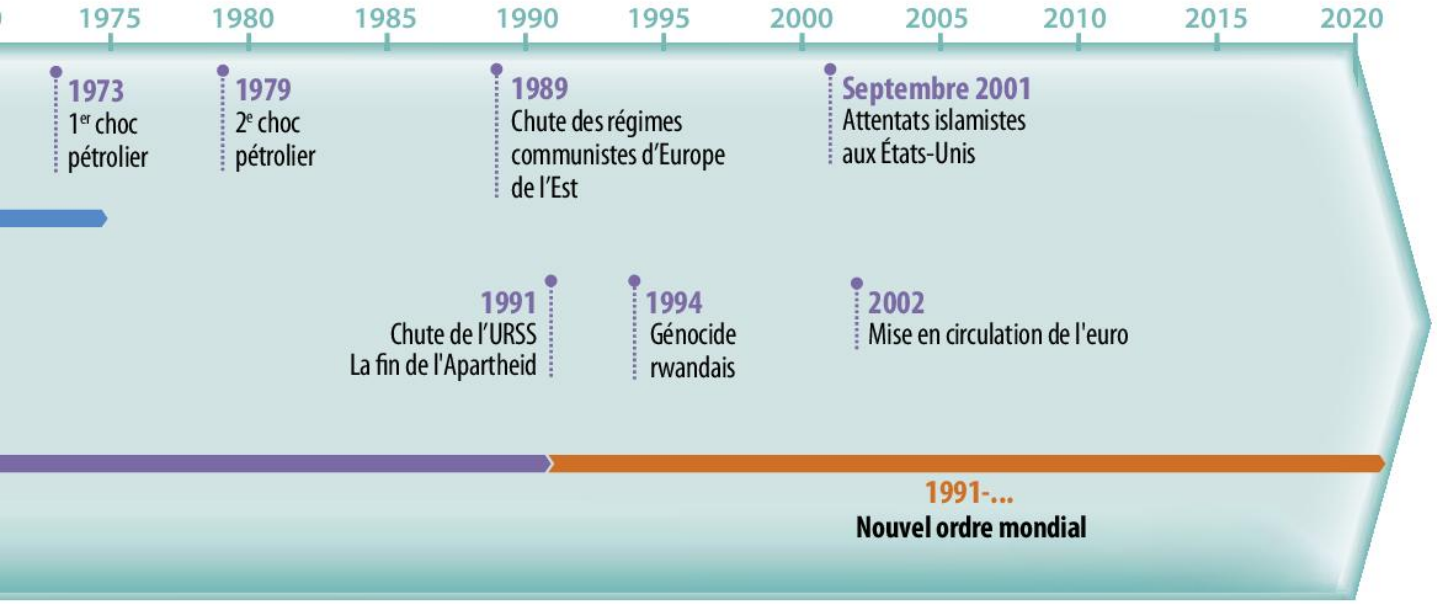
Ressources numériques

hachette ÉDUCATION


1925
1930
1935
1940
1945
1950
1955
1960
1965
1946-1954
Guerre d'Indochine
1954-1962
Guerre d'Algérie
juin 1936
Front populaire
et accord Matignon
15 mars 1944
Publication du programme
du CNR
1958
Constitution
de la Ve République
juin 1940
Défaite française face à l'Allemagne
6 juin 1944
Débarquement
en Normandie
1940
1944
1946
1958
IIIe République
État
français
GPRF
IVe République


1925
1930
1935
1940
1945
1950
1955
1960
1965
1929
Krach de Wall Street
1938
Nuit de
cristal
juin 1944
L'opération Bagration
1962
Crise de
Cuba
1933
New
Deal
1937-1938
Grande Terreur
en URSS
8 mai1945
Capitulation
de l'Allemagne
1955-1975
Guerre du Vietnam
6 -9 août 1945
Hiroshima et Nagasaki
1948
Le coup de Prague
Naissance de l'État d'Israël
1936-1939
Guerre civile espagnole
1939-1945
Seconde guerre mondiale
1947-1991
Guerre froide


0
1975
1980
1985
1990
1995
2000
2005
2010
2015
2020
968
stations
nce
1975
Légalisation
de l'IVG
1981
Abolition
de la peine de mort
2000
Loi sur la parité en politique
1994
Tunnel sous la Manche
2004
Loi sur les signes religieux à l'école
Ve République


1975
1980
1985
1990
1995
2000
2005
2010
2015
2020
1973
1er choc
pétrolier
1979
2e choc
pétrolier
1989
Chute des régimes
communistes d'Europe
de l'Est
Septembre 2001
Attentats islamistes
aux États-Unis
1991
Chute de l'URSS
La fin de l'Apartheid
1994
Génocide
rwandais
2002
Mise en circulation de l'euro
1991-...
Nouvel ordre mondial

CAPACITÉS ET MÉTHODES

1 Maîtriser et utiliser des repères chronologiques et spatiaux

Connaître et se repérer	– Identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et ruptures chronologiques. – Identifier et expliciter les dates et acteurs des grands événements. – Nommer et localiser les grands repères géographiques ainsi que les principaux processus et phénomènes étudiés. – Utiliser l'échelle appropriée pour étudier un phénomène.
Contextualiser	– Mettre un événement ou une figure en perspective. – Mettre en œuvre le changement d'échelles, ou l'analyse à différentes échelles (multiscalaire), en géographie. – Identifier les contraintes et les ressources d'un événement, d'un contexte historique, d'une situation géographique. – Mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes, de localisations différentes. – Confronter le savoir acquis en histoire et en géographie avec ce qui est entendu, lu et vécu.

2 S'approprier les exigences, les notions et les outils de la démarche historique et de la démarche géographique

Employer les notions et exploiter les outils spécifiques aux disciplines	– Employer les notions et le lexique acquis en histoire et en géographie à bon escient. – Transposer un texte en croquis. – Réaliser des productions graphiques et cartographiques dans le cadre d'une analyse. – Savoir lire, comprendre et apprécier une carte, un croquis, un document iconographique, une série statistique …
Conduire une démarche historique ou géographique et la justifier	– S'approprier un questionnement historique et géographique. – Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique ou géographique. – Justifier des choix, une interprétation, une production.
Construire une argumentation historique ou géographique	– Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique ou géographique. – Utiliser une approche historique ou géographique pour mener une analyse ou construire une argumentation.
Utiliser les outils numériques	– Utiliser les outils numériques pour produire des cartes, des graphiques, des présentations. – Identifier et évaluer les ressources pertinentes en histoire-géographie.

Histoire Géographie

Tle

Nouveau Bac

Programme 2020

Histoire

Directeurs d'ouvrage

MICHAËL NAVARRO
Professeur à l'INSPE de l'académie de Lyon, Université Lyon 1 (69)

HENRI SIMONNEAU
Professeur d'histoire en CPGE Lycée Marcelin-Berthelot,Saint-Maur-des-Fossés (94)

Auteurs

Laurent Martin
Professeur d'histoire à l'université de la Sorbonne-Nouvelle (Paris 3)

Lise Battais
Professeur d'histoire-géographie au lycée Lucie-Aubrac, Bollène (84)

Christian Birebent
Professeur d'histoire-géographie au lycée Couperin, Fontainebleau (77)

Thomas Deguffroy
Professeur d'histoire-géographie au lycée Guy-Mollet, Arras (62)

Julien Dochez
Académie de Lille

Diane Grillère
Professeur d'histoire en CPGE
Lycée Marcelin Berthelot, Saint-Maur-des-Fossés (94)

Hayat El Kaaouachi
Professeur d'histoire-géographie au lycée Henri-Wallon, Aubervilliers (93)

Aude van Kerckhove
Professeur d'histoire-géographie au lycée Henri-Wallon, Aubervilliers (93)

Sylvain Lancelot
Professeur d'histoire-géographie au lycée Aragon-Picasso, Givors (69)

Mathieu Lemoine
Professeur d'histoire en CPGE
Lycées De Gaulle et Malherbe, Caen (14)

Sébastien Repaire
Professeur d'histoire-géographie, TZR dans l'académie de Versailles

Ludovic Vandoolaeghe
Professeur d'histoire-géographie au lycée Robespierre, Arras (62)

Géographie

Directrices d'ouvrage

Anne GASNIER
Professeur d'histoire-géographie au lycée Marguerite-Yourcenar au Mans (72)

Fanny MAILLO-VIEL
Professeur d'histoire-géographie au lycée Christophe-Colomb à Sucy-en-Brie (94)

Auteurs

Franciane Allaire
professeur d'histoire-géographie au lycée Albert-Châtelet à Douai (59)

Valérie Bodineau
professeur à l'université de Nantes, INSPE - Site du Mans (72)

Riselaine Chapel
professeur d'histoire-géographie au lycée Aimé-Césaire à Clisson (44)

Christophe Counil
professeur d'histoire-géographie au lycée Marguerite-Yourcenar au Mans (72)

Géraldine Féaux
professeur d'histoire-géographie au lycée Robert-Garnier à la Ferté-Bernard (72)

Thomas Gangneux
professeur de géographie en CPGE au lycée Descartes à Tours (37)

Nicolas Marichez
professeur d'histoire-géographie au lycée Anatole-France à Lillers (62)

Bernadette Merenne-Schoumaker
professeur ordinaire honoraire à l'université de Liège (Belgique)

Julien Picollier
formateur à l'INSPE de Grenoble (38)

Philippe Rekacewicz
géographe et cartographe à l'université de Helsinki (Finlande)

hachette
ÉDUCATION

Histoire : L'éditeur remercie tous les enseignants qui ont bien voulu contribuer à la conception de cet ouvrage et, en particulier, les relecteurs pédagogiques, Michel Plénet (professeur d'histoire-géographie au lycée Sacré-Cœur, Privas, Ardèche) et Sébastien Smiejczak (professeur d'histoire-géographie au lycée François-Mauriac, Bordeaux, Gironde) ainsi que Fabrice Meunier (professeur d'histoire-géographie au lycée Bréquigny à Rennes, Ille-et-Vilaine), Anne Siou et Sandrine Lecoustre (professeures d'histoire-géographie au lycée Anita-Conti à Bruz, Ille-et-Vilaine), pour leurs précieux conseils et suggestions.

Géographie : Nous remercions tous les enseignants qui ont bien voulu contribuer à la conception de cet ouvrage et, en particulier les relectrices pédagogiques, Anne Angles (professeur d'histoire-géographie au lycée Victor Duruy, Paris), Marion Giuliani (professeur d'histoire-géographie au lycée Victor Duruy, Paris) et Valérie Phelippeau (professeur d'histoire-géographie au lycée Galilée, Cergy) pour leurs précieux conseils et suggestions.

Contributeurs numériques (partie Histoire) : **Jean-Pierre Costille**, lycée Jules-Haag, Besançon (25) ; (partie Géographie) : **Vianney Orjebin**, collège Jean-Macé, Fontenay-sous-Bois (94)

Maquette de couverture et intérieure : Anne-Danielle Naname
Mise en page : Anne-Danielle Naname, Adeline Calame et Laurine Caucat
Iconographie : Laurence Blauwblomme (partie Histoire), Katia Davidoff (partie Géographie)
Cartographie et infographie : AFDEC
Fabrication : Miren Zapirain et Victor Grimaldi
Suivi éditorial : Bénédicte Gaillard, Doriane Giuili, Laure Péraudin, Sarah Rivoal, Clarisse Robert
Relecture : Doriane Giuili
Stagiaires éditoriales : Lorraine Kleindienst, Élise Lemaître, Barbara Pagel

hachette-education.com
© Hachette Livre 2020, 58, rue Jean-Bleuzen, 92178 Vanves Cedex.

ISBN : 978-2-01-708823-3
ISBN à utiliser pour toute commande de l'ouvrage

PAPIER À BASE DE FIBRES CERTIFIÉES

hachette s'engage pour l'environnement en réduisant l'empreinte carbone de ses livres. Celle de cet exemplaire est de :
00 g éq. CO_2
Rendez-vous sur www.hachette-durable.fr

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des articles L.122-4 et L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que « les analyses et les courtes citations » dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite ».

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français de l'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par l'article L335-2 du Code de la propriété intellectuelle.

SOMMAIRE

Histoire Tle Programme 2020

Programme 16
Présentation du manuel numérique 17
Présentation des épreuves 18

THÈME 1
Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)

CHAPITRE 1

L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux 24

Comment la crise de 1929 bouleverse-t-elle les sociétés capitalistes à l'échelle mondiale ?

CARTES Une crise durable des économies capitalistes 26
ÉTUDE 1929, le krach de Wall Street 28
ÉTUDE D'une crise américaine à une crise mondiale 30
POINT DE PASSAGE Les conséquences de la crise en Amérique latine 32
LEÇON 1 Une crise des sociétés capitalistes 34

POINT DE PASSAGE 1933, F. D. Roosevelt et le *New Deal* 36
POINT DE PASSAGE Juin 1936, le Front populaire et les accords Matignon MÉTHODE BAC–E3C 38
LEÇON 2 Les réponses des États à la crise économique 40

AUTRE SUPPORT Un film : *La Vie est à nous* de Jean Renoir (1936) 42
EXERCICES BAC–E3C 43
RÉVISION / AUTOÉVALUATION 46

SOMMAIRE • HISTOIRE

CHAPITRE 2

Les régimes totalitaires 48

Comment la mise en place de régimes totalitaires dans l'entre-deux-Guerres a-t-elle un impact considérable sur l'ordre européen ?

CARTES Le développement des régimes totalitaires 50

ÉTUDE Le fascisme italien, une nouvelle forme de dictature 52
ÉTUDE Le régime soviétique : la toute-puissance du Parti communiste MÉTHODE BAC–E3C 54
POINT DE PASSAGE 1937-1938, la Grande Terreur en URSS 56
ÉTUDE Le nazisme, un totalitarisme antisémite 58
POINT DE PASSAGE 9-10 novembre 1938, la « Nuit de Cristal » 60
LEÇON 1 Les caractéristiques des régimes totalitaires 62
LEÇON 2 Violence et terreur dans les régimes totalitaires 64

ÉTUDE La Guerre civile espagnole (1936-1939) 66
POINT DE PASSAGE 1936-1938, les interventions étrangères dans la Guerre civile espagnole : géopolitique des totalitarismes 68
LEÇON 3 Un ordre européen menacé par les totalitarismes 70

TRAVAIL DE L'HISTORIEN L'idéologie raciale nazie 72
EXERCICES BAC–E3C 73
RÉVISION / AUTOÉVALUATION 76

CHAPITRE 3

La Seconde Guerre mondiale 78

Comment le second conflit mondial a-t-il pu atteindre un seuil de violence inégalé ?

CARTES Protagonistes et théâtres d'opérations 80

ÉTUDE Une guerre sur les cinq continents 82
LEÇON 1 Un conflit d'ampleur mondiale 84

POINT DE PASSAGE Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre MÉTHODE BAC–E3C 86
ÉTUDE La France de Vichy 88
ÉTUDE La résistance en France 90
POINT DE PASSAGE De Gaulle et la France Libre 92
LEÇON 2 Défaite, collaboration et résistance en France 94

POINT DE PASSAGE Le front de l'Est et la guerre d'anéantissement 96
ÉTUDE Le génocide des Juifs et des Tsiganes 98
ÉTUDE Auschwitz-Birkenau, un centre d'extermination 100
POINT DE PASSAGE Juin 1944 : le débarquement en Normandie et l'opération Bagration 102
POINT DE PASSAGE 6 et 9 août 1945 : les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki 104
LEÇON 3 Les violences de masse 106

AUTRE SUPPORT Un film : *Dunkerque* de Christopher Nolan, 2017 108
EXERCICES BAC–E3C 109
RÉVISION / AUTOÉVALUATION 112

THÈME 2

La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970)

CHAPITRE 4

La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial 114

Comment les années d'immédiat après-guerre annoncent-elles la mise en place d'un nouvel ordre mondial ?

CARTES Le monde de 1945 à 1948 116

POINT DE PASSAGE 15 mars 1944 : le programme du CNR 118
ÉTUDE 1945-1946 : les procès de Nuremberg et de Tokyo : 120
ÉTUDE La naissance d'un nouvel ordre mondial 122
LEÇON 1 Reconstruire le monde après 1945 124

ÉTUDE 1946, le discours de Fulton de Winston Churchill MÉTHODE BAC – E3C 126
ÉTUDE L'affrontement des deux Grands en Allemagne (1945-1948) 128
POINT DE PASSAGE 1948, la naissance de l'État d'Israël 129
POINT DE PASSAGE 25 février 1948 : le « coup de Prague » 130
LEÇON 2 La constitution d'un monde bipolaire 132

TRAVAIL DE L'HISTORIEN La propagande, une arme politique 134
EXERCICES BAC–E3C 135
RÉVISION / AUTOÉVALUATION 138

CHAPITRE 5

Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde 140

Comment la guerre froide et la décolonisation ont-elles favorisé l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale ?

CARTES Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde 142

POINT DE PASSAGE Les guerres d'Indochine et du Vietnam 144
POINT DE PASSAGE 1962, la crise des missiles de Cuba 148
ÉTUDE Les fondements idéologiques de la guerre froide MÉTHODE BAC–E3C 150
LEÇON 1 Deux superpuissances pour un monde bipolaire 152

ÉTUDE Les conflits au Proche et au Moyen-Orient 154
ÉTUDE La Chine de Mao, un nouvel acteur dans les relations internationales 156
POINT DE PASSAGE L'année 1968 dans le monde 158
LEÇON 2 Décolonisation, nouveaux acteurs et émergence du tiers-monde 160

TRAVAIL DE L'HISTORIEN La crise de Suez, les impérialismes face à de nouveaux acteurs politiques 162
EXERCICES BAC–E3C 163
RÉVISION / AUTOÉVALUATION 166

SOMMAIRE • HISTOIRE

CHAPITRE 6

La France : une nouvelle place dans le monde 168

Comment la France, de 1945 à 1969, redéfinit-elle sa place dans le monde ?

CARTES La France : une nouvelle place dans le monde 170

ÉTUDE La France entre guerre froide et construction européenne (1947-1957) 172

POINT DE PASSAGE Charles de Gaulle et Pierre Mendès France, deux conceptions de la République MÉTHODE BAC – E3C 174

LEÇON 1 La IVe République, entre décolonisation, guerre froide et construction européenne 176

POINT DE PASSAGE La guerre d'Algérie et ses mémoires 178

POINT DE PASSAGE La Constitution de 1958 182

LEÇON 2 La crise algérienne et la naissance de la Ve République 184

ÉTUDE La modernisation de l'économie française 186

ÉTUDE Une politique étrangère ambitieuse (1958-1969) 188

LEÇON 3 L'affirmation de la puissance française dans les années 1960 190

TRAVAIL DE L'HISTORIEN Mai 1968 192

EXERCICES BAC–E3C 193

RÉVISION / AUTOÉVALUATION 196

THÈME 3

Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991

CHAPITRE 7

La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux 198

Quelles sont les conséquences des transformations majeures que connaît le monde dans les années 1970 et 1980 ?

CARTES Transformations économiques et politiques du monde de 1973 à 1991 200

ÉTUDE 1973, le premier choc pétrolier 202

ÉTUDE Le chômage de masse dans les pays occidentaux 204

LEÇON 1 Les chocs pétroliers et la fin des Trente Glorieuses 206

POINT DE PASSAGE Ronald Reagan et Deng Xiaoping : acteurs d'un nouveau capitalisme 208

LEÇON 2 Libéralisation et dérégulation de l'économie dans les années 1980 212

ÉTUDE 1978-1979, la révolution islamique d'Iran 214

ÉTUDE L'élargissement de la CEE à l'Europe méridionale, un choix politique 216

POINT DE PASSAGE L'année 1989 dans le monde 218

ÉTUDE 1989-1991, la fin de l'URSS MÉTHODE BAC–E3C 222

LEÇON 3 La démocratisation des sociétés à la fin de la guerre froide 224

TRAVAIL DE L'HISTORIEN Les derniers jours du mur de Berlin 226

EXERCICES BAC–E3C 227

RÉVISION / AUTOÉVALUATION 230

CHAPITRE 8

Un tournant social et culturel, la France de 1974 à 1988 232

Comment la France s'adapte-t-elle aux évolutions de la société dans les années 1970 et 1980 ?

POINT DE PASSAGE L'interruption volontaire de grossesse, un droit nouveau pour les femmes 234
ÉTUDE La démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur 236
ÉTUDE Immigration et intégration 238
POINT DE PASSAGE L'épidémie du sida en France 240
LEÇON 1 1974-1988, les transformations sociales de la France 242
ÉTUDE La place et les droits des femmes dans la société française 244
ÉTUDE Les jeunes dans la société française 246
ÉTUDE 1981, l'élection de François Mitterrand MÉTHODE BAC – E3C 248
POINT DE PASSAGE L'abolition de la peine de mort 250
LEÇON 2 1974-1988, l'évolution politique de la France 252
ÉTUDE Les transformations du paysage audiovisuel français 254
ÉTUDE La politique culturelle de François Mitterrand 256
LEÇON 3 1974-1988, un nouveau paysage culturel français 258

TRAVAIL DE L'HISTORIEN La politique de regroupement familial des étrangers en France 260
EXERCICES BAC–E3C 261
RÉVISION / AUTOÉVALUATION 264

THÈME 4

Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990, entre coopérations et conflits

CHAPITRE 9

Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux 266

Comment un monde multipolaire, dans lequel la coopération internationale se renforce, a-t-il émergé depuis les années 1990 ?

CARTES Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux 268
POINT DE PASSAGE 1991-1994 : la fin de l'apartheid 270
ÉTUDE Les guerres de Yougoslavie : retour des crimes de masse 272
ÉTUDE 1994 : le génocide des Tutsis au Rwanda 274
LEÇON 1 Violences d'État, crimes de masse et génocides 276
POINT DE PASSAGE Le 11 septembre 2001 MÉTHODE BAC – E3C 278
ÉTUDE L'intervention américaine en Irak en 2003 280
ÉTUDE La guerre en Ukraine et les tensions entre grandes puissances 281
LEÇON 2 De nouvelles formes de conflits 282

ÉTUDE La mise en place d'une justice internationale 284
ÉTUDE Les réfugiés en Méditerranée 286
LEÇON 3 Vers une gouvernance mondiale ? 288

TRAVAIL DE L'HISTORIEN Analyser un discours fondateur : Dominique de Villepin et l'intervention en Irak (2003) 290
EXERCICES BAC–E3C 291
RÉVISION / AUTOÉVALUATION 294

CHAPITRE 10

La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question 296

Pourquoi l'élargissement et l'approfondissement suscitent-ils des débats au sein de l'Union européenne depuis 1992 ?

CARTES 1992-2020 : un nouveau projet européen 298

ÉTUDE 1992, Maastricht, la construction d'une Europe politique 300
POINT DE PASSAGE 1992, l'euro : genèse, mise en place et débats MÉTHODE BAC – E3C 302
POINT DE PASSAGE 1994, le tunnel sous la Manche 304
ÉTUDE 2016, le Brexit 305
LEÇON 1 Construire l'Union européenne 306

ÉTUDE Les citoyens et le projet européen 308
LEÇON 2 Une construction qui fait débat 310

TRAVAIL DE L'HISTORIEN Écosse et Angleterre face au Brexit 312
EXERCICES BAC–E3C 313
RÉVISION / AUTOÉVALUATION 316

CHAPITRE 11

La République française 318

Comment la République française s'est-elle adaptée aux profondes mutations de la société depuis les années 1990 ?

ÉTUDE Adapter la Constitution de 1958 aux évolutions politiques 320
ÉTUDE La réaffirmation du principe de laïcité (2004) 322
POINT DE PASSAGE L'approfondissement de la décentralisation 324
LEÇON 1 La République française, un régime stable qui sait se réformer 326

POINT DE PASSAGE Depuis les années 2000, la parité : du principe aux applications 328
ÉTUDE Depuis les années 1990, les évolutions des conceptions de la famille 330
LEÇON 2 La République s'adapte aux évolutions de la société 332

AUTRE SUPPORT Une BD : *L'Histoire de la Ve République* de Thomas Legrand et François Warzala 334
EXERCICES BAC–E3C 335
RÉVISION / AUTOÉVALUATION 338

SOMMAIRE DES MÉTHODES BAC-E3C

Analyse de document

CH. 1 Analyse de document (un discours) 38
CH. 2 Analyse d'une affiche de propagande 55
CH. 7 Analyse d'un texte 222
CH. 9 Analyse critique de document (un discours) 279

Analyse de documents

CH. 3 Analyse de deux textes 87
CH. 4 Analyse de documents (un texte et une carte) 126
CH. 5 Analyse de documents (deux discours) 150
CH. 6 Analyse de documents (deux discours) 174
CH. 8 Analyse de documents (deux textes) 248
CH. 10 Analyse de documents (deux textes) 303

SOMMAIRE DES EXERCICES BAC-E3C

Analyse de document

CH. 1 Analyse de document (une caricature) 43
CH. 3 Analyse de document (une affiche) 109
CH. 4 Analyse de document (un discours) 135
CH. 5 Analyse de document (une lettre) 163
CH. 6 Analyse de document (une affiche) 193
CH. 7 Analyse de document – sujet d'entraînement 227
CH. 8 Analyse de document (un texte) 263
CH. 10 Analyse de document (un article) 315
CH. 11 Analyse de document (un article) 336
Analyse de document (des statistiques) 337

Analyse de documents

CH. 1 Analyse de documents – Comprendre les attentes de l'épreuve 44
CH. 2 Analyse de documents (un texte et la couverture d'un magazine) 73
CH. 8 Analyse de documents (un texte et une caricature) 262
CH. 9 Analyse de documents – Confronter deux documents 292
CH. 10 Analyse de documents (un texte et un timbre) 314

Réponse à une question problématisée

CH. 2 Réponse à une question problématisée – Analyser la question problématisée 74
CH. 3 Réponse à une question problématisée – Mobiliser ses connaissances 110
CH. 4 Réponse à une question problématisée – Rédiger les paragraphes du développement 136
CH. 5 Réponse à une question problématisée – Rédiger l'introduction et la conclusion 164
CH. 6 Réponse à une question problématisée – Rédiger en utilisant des mots de liaison 194
CH. 7 Réponse à une question problématisée – Travailler les transitions entre les parties 228
CH. 8 Réponse à une question problématisée – sujets d'entraînement 261
CH. 9 Réponse à une question problématisée – sujets d'entraînement 291
CH. 10 Réponse à une question problématisée – sujets d'entraînement 313
CH. 11 Réponse à une question problématisée – sujets d'entraînement 335

Géographie Tle

Programme 2020

Thème 1 Mers et océans au cœur de la mondialisation 342

Repères — Les territoires maritimes au cœur de la mondialisation ... 344

Études de cas
1 Le golfe Arabo-Persique, un espace maritime aux enjeux planétaires ... 346
2 La mer de Chine méridionale, une des mers les plus convoitées au monde ... 350
3 L'océan Indien : rivalités régionales et coopérations internationales ... 354
4 Le détroit de Malacca, un enjeu stratégique dans la mondialisation ? ... 358

Questions sur le monde

1 Mers et océans : vecteurs essentiels de la mondialisation ... 360

Cartes Les réseaux maritimes, au cœur de la mondialisation ... 362
Cours 1 Une économie mondiale de plus en plus maritime ... 364
Exemple Pourquoi le canal de Suez est-il contraint de s'élargir ? ... 366
Cartes Des espaces maritimes hiérarchisés ... 368
Cours 2 Des espaces maritimes aménagés par la mondialisation ... 370
SECTION EUROPÉENNE Exemple L'océan Arctique, un espace maritime intégré dans le commerce mondial ? ... 372
Fiche de révision ... 374

2 Mers et océans, entre appropriation, protection et liberté de circulation ... 376

Cartes Les mers et océans : des espaces appropriés par les États ... 378
Cours 1 Mers et océans : des espaces règlementés dans la mondialisation ... 380
Exemple Comment assurer la circulation dans la Manche, un des couloirs maritimes les plus fréquentés au monde ? ... 382
Cartes Les mers et océans : des espaces entre valorisation et protection ... 384
Cours 2 Mers et océans, des espaces valorisés sous tensions ... 386
Exemple Les ressources halieutiques de l'Afrique de l'Ouest, facteurs de tensions ? ... 388
Cours 3 Mers et océans, des espaces à protéger ... 390
SECTION EUROPÉENNE Exemple La protection des océans doit-elle empêcher toute valorisation des ressources maritimes en Australie ? ... 392
Fiche de révision ... 394

• Méthodes BAC-E3C ... 396
• Sujets BAC-E3C ... 404
• Conclusion à l'échelle mondiale ... 406

Question sur la France

3 La France : une puissance maritime ? ... 408

Études de cas
1 L'Indo-pacifique, un enjeu pour la puissance maritime de la France ... 410
2 La CMA CGM : quelles stratégies pour rester un géant maritime ? ... 414

Cartes Une puissance maritime française présente sur tous les océans ... 416
Cours 1 Les océans, un enjeu géopolitique pour la France ... 418
Exemple Pourquoi le contrôle des îles Éparses par la France suscite-t-il des tensions ? ... 420
Cartes Les océans : une ressource économique à préserver ... 422
Cours 2 Les océans, un enjeu économique et environnemental pour la France ... 424
Exemple Comment le port du Havre s'adapte-t-il à une concurrence mondiale croissante ? ... 426
Exemple Les EMR (énergies marines renouvelables) : un nouveau potentiel énergétique pour la France ? ... 427
Fiche de révision ... 428

• Méthodes BAC-E3C ... 430
• Sujets BAC-E3C ... 436

Thème 2 Dynamiques territoriales, coopérations et tensions dans la mondialisation 438

Repères — La mondialisation, facteur de recomposition des territoires ... 440

Études de cas
1 Les îles de la Caraïbe et des Antilles : entre ouverture mondiale et intégration régionale ... 442
2 La Russie, un pays dans la mondialisation ... 446
3 L'Asie du Sud-Est : inégalités d'intégration et enjeux de coopération ... 450
4 Les corridors de développement, une solution pour dynamiser l'Amérique latine ? ... 454

Questions sur le monde

4 Des territoires inégalement intégrés dans la mondialisation ... 456
Cartes Des facteurs de hiérarchisation dans la mondialisation ... 458
Cours 1 Les facteurs d'intégration à la mondialisation ... 460
Exemple Les nouvelles routes de la soie, nouvel outil d'intégration des territoires ? ... 462
Cartes Des territoires hiérarchisés par la mondialisation ... 464
Cours 2 Un basculement des centres d'impulsion à l'échelle mondiale ... 466
Exemple Pourquoi les territoires indiens ne bénéficient-ils pas tous de l'intégration à la mondialisation ? ... 468
Cours 3 Des métropoles recomposées par la mondialisation ... 470
Exemple Pourquoi Times Square apparaît-il comme un centre du monde ? ... 472
Exemple Comment les zones franches intègrent-elles Nairobi dans la mondialisation ? ... 473
Fiche de révision ... 474

5 Coopérations, tensions et régulations aux échelles mondiale, régionale et locale ... 476
Cartes Les défis de la mondialisation ... 478
Cours 1 Une mondialisation sous tensions ... 480
Exemple Comment le commerce des déchets reflète-t-il les tensions de la mondialisation ? ... 482
Cartes Une mondialisation entre coopérations et régulations ... 484
Cours 2 Régulations et coopérations dans la mondialisation ... 486
Exemple Comment l'OMC (Organisation mondiale du commerce) régule-t-elle le commerce mondial ? ... 488
Exemple Les États sont-ils en mesure de réguler les GAFA ? ... 489
Cours 3 Vers une régionalisation des échanges ... 490
Exemple L'Aceum (ex-Alena) est-elle toujours un outil d'intégration en Amérique du Nord ? ... 492
Fiche de révision ... 494

• Méthodes BAC-E3C ... 496
• Sujets BAC-E3C ... 504
• Conclusion à l'échelle mondiale ... 506

Question sur la France

6 La France : un rayonnement international différencié et une inégale attractivité dans la mondialisation ... 508

Études de cas
1 Les musées français : entre influence culturelle et attractivité touristique ... 510
2 Comment la France peut-elle tirer parti de l'organisation des Jeux olympiques en 2024 ? ... 514

Cartes Le rayonnement international de la France ... 516
Cours 1 La France : un rayonnement international différencié ... 518
Exemple Comment le groupe hôtelier Accor contribue-t-il à la puissance économique de la France ? ... 520
Exemple Comment le groupe L'Occitane valorise-t-il son image locale pour se développer internationalement ? ... 521
Cartes Des territoires français inégalement attractifs dans la mondialisation ... 522
Cours 2 Une inégale attractivité des territoires français ... 524
Exemple La nouvelle région Sud peut-elle devenir le 2e pôle d'attractivité économique en France ? ... 526
Fiche de révision ... 528

• Méthodes BAC-E3C ... 530
• Sujets BAC-E3C ... 534

SOMMAIRE • GÉOGRAPHIE

Thème 3 L'Union européenne dans la mondialisation : des dynamiques complexes 536

Repères
Les territoires de l'Union européenne dans la mondialisation ... 538

Études de cas
1 L'Allemagne, une puissance européenne aux territoires inégalement intégrés dans la mondialisation ... 540
2 Les transports dans l'UE, outil d'ouverture, de compétitivité et de cohésion ... 544
3 La politique agricole commune (PAC) : les effets territoriaux d'une politique européenne ... 548
4 Pourquoi Aerospace Valley se cartographie-t-elle à plusieurs échelles ? ... 552

Questions sur le monde

7 L'Union européenne dans la mondialisation ... 554

Cartes L'Union européenne : un pôle majeur de la mondialisation ... 556
Cours 1 L'Union européenne, une association régionale inégalement ouverte sur le monde ... 558
Cours 2 Les enjeux de l'affirmation de l'Union européenne dans le monde ... 560
Exemple L'Union européenne, un moteur de la lutte contre le changement climatique ? ... 562
Exemple Existe-t-il une politique étrangère de l'Union européenne ? ... 563
Cartes Des politiques pour renforcer la compétitivité de l'Union européenne ... 564
Cours 3 L'Union européenne, un espace qui soutient la compétitivité de ses territoires ... 566
SECTION EUROPÉENNE
Exemple Vers une politique numérique commune dans l'Union européenne ? ... 568
Cartes Des politiques pour diminuer les inégalités au sein de l'Union européenne ... 570
Cours 4 L'Union européenne, un espace qui tente de réduire ses inégalités ... 572
Exemple L'entrée dans l'Union européenne, un facteur de dynamisme pour les États européens ? ... 574
Fiche de révision ... 576

• Méthodes BAC-E3C ... 578
• Sujets BAC-E3C ... 584
• Conclusion à l'échelle mondiale ... 586

Question sur la France

8 La France, les dynamiques différentiées des territoires transfrontaliers ... 588

Études de cas
Comment la protection de l'environnement transforme-t-elle les territoires frontaliers guyanais ? ... 590

Cartes La diversité des territoires transfrontaliers français ... 592
Cours 1 Des territoires transfrontaliers français au cœur de l'intégration européenne ... 594
Exemple Comment la frontière transforme-t-elle le quotidien des Français frontaliers ? ... 596
Cours 2 Des territoires transfrontaliers français contrastés ... 598
Exemple Une coopération frontalière catalane en difficulté ? ... 600
Exemple Une coopération frontalière franco-allemande dynamique ? ... 601
Fiche de révision ... 602

• Méthodes BAC-E3C ... 604
• Sujets BAC-E3C ... 609

Thème 4 — La France et ses régions dans l'Union européenne et dans la mondialisation : lignes de force et recompositions 610

Repères

Les acteurs de l'aménagement des territoires français dans la mondialisation 612

Études de cas

1 L'Île-de-France, la région capitale 614
2 La région Auvergne-Rhône-Alpes, entre attractivité et contrastes territoriaux 618
3 Les Hauts-de-France, une région carrefour de l'Europe ..... 100 % numérique
4 Les défis du développement de La Réunion ..... 100 % numérique
5 L'Occitanie, une région face aux inégalités socio-économiques ..... 100 % numérique
6 La Nouvelle-Aquitaine, les défis de la plus grande région française ..... 100 % numérique
7 Grand-Est, les défis d'une région frontalière ..... 100 % numérique
8 Les pays de la Loire, relever les défis de l'attractivité ..... 100 % numérique
9 Bourgogne-Franche-Comté, une région en quête d'une nouvelle dynamique territoriale ..... 100 % numérique
10 La Bretagne, une région à forte identité qui s'ouvre à la mondialisation ..... 100 % numérique
11 Centre-Val de Loire, une région compétitive qui mise sur la durabilité ..... 100 % numérique
12 La Corse, une île marquée par la littoralisation ..... 100 % numérique
13 La Normandie, une région entre traditions et innovations ..... 100 % numérique
14 La Région Sud (ex-Paca), une attractivité renouvelée ..... 100 % numérique
15 La Guyane, une région aux défis sociaux et environnementaux ..... 100 % numérique
16 La Guadeloupe, une région face au défi du changement global ..... 100 % numérique
17 La Martinique, une région ultramarine en quête de durabilité ..... 100 % numérique
18 Mayotte, une région française dans l'océan Indien ..... 100 % numérique

Question conclusive sur la France

9 La France et ses régions dans l'Union européenne et dans la mondialisation 622

Cartes — Les contrastes des territoires français 624
Cours 1 — Les lignes de force du territoire français 626
Cartes — Les mutations du territoire français dans la mondialisation 628
Cours 2 — Des recompositions à toutes les échelles 630
Exemple — Pourquoi Paris reste-t-elle l'hypercentre de la France ? 632
Cartes — La place des régions françaises dans l'Union européenne et dans la mondialisation 634
Cours 3 — Les régions, au cœur des recompositions territoriales 636
Exemple — Comment la région Guadeloupe agit-elle pour une meilleure intégration de son territoire dans la mondialisation ? 638
Fiche de révision 640

• Sujets BAC-E3C 642

Lexique Géographie 644
Lexique Histoire 648
Biographie 653
Page Crédits 656
Atlas 658

SOMMAIRE • GÉOGRAPHIE MÉTHODES

Thème 1

	Méthodes BAC-E3C	Sujets BAC-E3C
Production graphique	• La maritimisation de l'économie mondiale ... p. 396	• L'industrie de la croisière dans le monde ... p. 404 • La puissance maritime de la France dans le monde ... p. 436
Analyse de document(s)	• Échanges, ressources et tensions dans les mers et les océans du monde ... p. 398 • Les ressources halieutiques, des ressources convoitées ... p. 400 • L'évolution de la hiérarchie portuaire mondiale ... p. 402 • L'inégale compétitivité des ports français ... p. 430 • Les îles, facteurs de la puissance maritime de la France ... p. 432 • Les aires maritimes protégées de la France ... p. 433	• L'océan Arctique, un espace maritime sous tensions ... p. 401 • La mer Baltique, un espace maritime en mutation ... p. 405 • Les enjeux de la puissance maritime de la France ... p. 437
Question problématisée	• Comment les réseaux de transport et de communication contribuent-ils à hiérarchiser les espaces maritimes dans la mondialisation ? ... p. 403 • Comment la puissance maritime de la France s'exprime-t-elle dans le monde ? ... p. 434	• Comment l'appropriation des mers et des océans renforce-t-elle les tensions entre les États ? ... p. 404 • Pourquoi les mers et les océans restent-ils des enjeux économiques, environnementaux et géostratégiques pour la France ? ... p. 436

Thème 2

	Méthodes BAC-E3C	Sujets BAC-E3C
Production graphique	• Shanghai, une ville mondiale attractive dans la mondialisation ... p. 496 • L'inégal rayonnement de la France dans le monde ... p. 530	• L'inégale intégration des territoires africains dans la mondialisation ... p. 497 • Le Sahara, un désert en cours d'intégration à la mondialisation ... p. 503 • L'inégale attractivité des territoires français ... p. 534
Analyse de document(s)	• Réussites et les freins de la coopération des pays d'Asie du Sud-Est ... p. 498 • Panama, une ville inégalement intégrée à la mondialisation ... p. 500 • Les tensions de la mondialisation qui entravent le commerce ... p. 501 • L'inégale attractivité touristique en France ... p. 532	• Coopérations et de tensions dans la mondialisation ... p. 499 • Les défis de Ne York pour rester une ville mondiale attractive ... p. 504 • Les îles françaises des Antilles, entre intégration régionale et européenne ... p. 505 • La France, un pôle économique attractif dans le monde ... p. 535
Question problématisée	• Comment les associations économiques régionales permettent-elles aux États de mieux s'intégrer dans la mondialisation ? ... p. 502 • Par quels moyens la France maintient-elle son rayonnement international ? ... p. 533	• Comment la mondialisation hiérarchise-t-elle les territoires à toutes les échelles ? ... p. 503 • Comment l'attractivité de la France se traduit-elle sur ses territoires ? ... p. 534

Thème 3

	Méthodes BAC-E3C	Sujets BAC-E3C
Production graphique	• Inégalités territoriales et politiques de cohésion de l'Union européenne p. 578 • Atouts et défis de la coopération transfrontalière : l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai p. 604	• L'archipel des Canaries, un territoire européen inégalement ouvert sur le monde p. 579 • L'Allemagne, puissance européenne intégrée à la mondialisation p. 584 • L'inégal dynamisme des territoires transfrontaliers français p. 609
Analyse de document(s)	• L'Union européenne, une puissance contestée dans la mondialisation p. 580 • Les politiques européennes au service de la compétitivité des territoires et de la lutte contre les inégalités p. 582	• Les projets transfrontaliers dans les territoires français p. 606 • Les évolutions de la politique de cohésion de l'Union européenne p. 585
Question problématisée	• Pourquoi l'Union européenne est-elle un espace inégalement ouvert au monde ? p. 583 • Pourquoi les territoires transfrontaliers français sont-ils inégalement dynamiques ? p. 608	• Comment l'Union européenne agit-elle pour valoriser les atouts de ses territoires et en accroître la compétitivité ? p. 584 • Comment la frontière transforme-t-elle le quotidien des Français frontaliers ? p. 609

Thème 4

	Sujets BAC-E3C
Production graphique	• Le rôle des acteurs publics dans les recompositions des territoires français p. 642
Analyse de document(s)	• La métropolisation dans l'organisation et la recomposition des territoires français p. 643
Question problématisée	• Comment les lignes de force structurent-elles les territoires français ? p. 642

PROGRAMME Tle

Histoire

« Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques, des années 1930 à nos jours » (48 heures)

THÈME 1 (13-15 heures)

Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)

Chapitre 1 L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

Chapitre 2 Les régimes totalitaires

Chapitre 3 La Seconde Guerre mondiale

THÈME 2 (13-15 heures)

La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970)

Chapitre 1 La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial

Chapitre 2 Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde

Chapitre 3 La France : une nouvelle place dans le monde

THÈME 3 (10-12 heures)

Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991

Chapitre 1 La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux

Chapitre 2 Un tournant social, politique et culturel, la France de 1974 à 1988

THÈME 4 (8-10 heures)

Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990, entre coopérations et conflits

Ce dernier thème donne des perspectives sur les évolutions en cours, aux échelles mondiale, européenne et nationale.

Chapitre 1 Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux

Chapitre 2 La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

Chapitre 3 La République française

Géographie

« Les territoires dans la mondialisation : entre intégrations et rivalités » (48 heures)

THÈME 1 (13-15 heures)

Mers et océans : au cœur de la mondialisation

Questions

Mers et océans : vecteurs essentiels de la mondialisation.

Mers et océans : entre appropriation, protection et liberté de circulation.

Question spécifique sur la France

La France : une puissance maritime ?

THÈME 2 (13-15 heures)

Dynamiques territoriales, coopérations et tensions dans la mondialisation

Questions

Des territoires inégalement intégrés dans la mondialisation.

Coopérations, tensions et régulations aux échelles mondiale, régionale et locale.

Question spécifique sur la France

La France : un rayonnement international différencié et une inégale attractivité dans la mondialisation.

THÈME 3 (12-14 heures)

L'Union européenne dans la mondialisation : des dynamiques complexes

Questions

Des politiques européennes entre compétitivité et cohésion des territoires.

L'Union européenne, un espace plus ou moins ouvert sur le monde.

Question spécifique sur la France

La France : les dynamiques différenciées des territoires transfrontaliers.

THÈME CONCLUSIF (6-8 heures)

La France et ses régions dans l'Union européenne et dans la mondialisation : lignes de force et recompositions

Questions

Les lignes de force du territoire français.

Des recompositions territoriales à toutes les échelles, entre attractivité, concurrence et inégalités.

Pour consulter le programme dans son intégralité :
https://cache.media.education.gouv.fr/file/SPE8_MENJ_25_7_2019/17/2/spe243_annexe1_1159172.pdf

Les ressources numériques de votre manuel papier

Les ressources numériques de votre manuel papier en accès direct
Pour apprendre et s'entraîner efficacement, en classe comme à la maison !

Accédez rapidement et facilement aux différentes ressources de votre manuel grâce aux QR-Codes ou en vous rendant directement sur le site de la collection.

COMMENT FAIRE ? DEUX SOLUTIONS :

1 Flashez le QR-Code

Avec l'appareil photo de votre smartphone ou de votre tablette, flashez le QR-Code présent en début de chaque chapitre. Vous accéderez immédiatement aux ressources du chapitre concerné.

2 Rendez-vous sur le site collection

Dans votre navigateur, saisissez l'URL de la collection, présent à proximité de chaque QR-Code :
lycee.hachette-education.com/hg/tle

Le QR-Code et le site lycee.hachette-education.com/hg/tle vous mèneront directement à toutes les ressources du manuel :

- **Des croquis et des schémas** à télécharger en PDF et à compléter.
- **Des versions interactives d'exemples** pour apprendre à exploiter le numérique.
- **Des vidéos** pour commencer ou prolonger le cours.
- **Des cartes et des schémas interactifs** à compléter.
- **Des fiches d'autoévaluation** à télécharger.
- Des liens vers **des ressources complémentaires** pour aller plus loin.
- **Des QCM interactifs** d'autoévaluation pour tester ses connaissances.

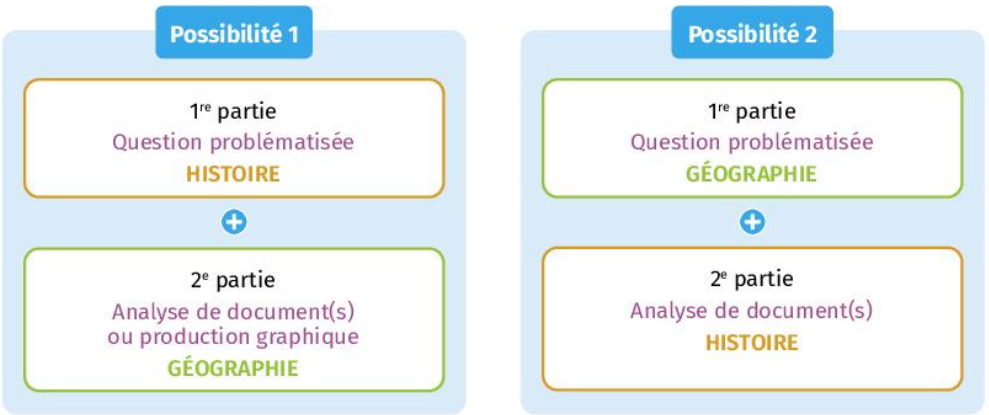
Retrouvez également ces ressources dans le manuel numérique !

Les épreuves communes de contrôle continu (E3C) en Terminale

Classe de Terminale : troisième épreuve d'E3C

Comme pour les deux épreuves de Première, l'épreuve d'E3C d'histoire-géographie de Terminale se compose de deux parties. La première consiste en une question problématisée ; la seconde est soit une analyse de document(s), soit la réalisation d'une production graphique.

Durée : 2 heures
Période : 3e trimestre



1h **1re partie**

Réponse à une question problématisée 10 points

Il s'agit d'une réponse rédigée et construite. Le candidat doit montrer qu'il a acquis des capacités d'analyse, qu'il maîtrise des connaissances, sait les sélectionner et les organiser de manière à répondre à la problématique de la question. En Terminale, le candidat devra construire son plan.

1h **2e partie**

Analyse de document(s) ou réalisation d'une production graphique 10 points

L'analyse de document(s) (HISTOIRE ou GÉOGRAPHIE)

Elle est accompagnée d'une consigne suggérant une problématique et des éléments de construction de l'analyse. Le ou les documents comportent un titre, et si nécessaire un nombre limité de notes explicatives.

La production graphique (GÉOGRAPHIE)

Lorsque la production graphique est un croquis, ce croquis est réalisé à partir d'un texte élaboré pour l'exercice qui présente une situation géographique. Un fond de carte est fourni. Le candidat fait preuve d'une plus grande autonomie qu'en Première pour identifier, organiser et hiérarchiser les éléments à présenter et construire la légende.

Dans le cas d'une autre production graphique, les consignes et les données servant à l'élaboration de cette production sont fournies avec l'exercice.

Critères évalués

Critères généraux

- Mobiliser des connaissances.
- Rédiger des réponses construites et argumentées, montrant une maîtrise correcte de la langue.
- Exploiter, organiser et confronter des informations.

Critères spécifiques

- Analyser un document de source et de nature diverses.
- Comprendre, interpréter et pratiquer différents langages graphiques.

Question problématisée

Il s'agit de rédiger un texte cohérent et structuré pour répondre à une question problématisée. À l'inverse de la classe de Première, la question n'est pas toujours accompagnée d'une consigne précisant le plan.

Les étapes de réalisation

Étape 1

10 min

Analyser et comprendre la question problématisée

- Identifier les termes et les notions clés.
- Délimiter l'espace concerné : échelle, type d'espace.
- Comprendre les enjeux de la question problématisée : que faut-il démontrer ?

Quelle est la définition de puissance ?

Pourquoi est-il nécessaire d'aborder cette question à l'échelle mondiale ?

Comment la puissance maritime de la France s'exprime-t-elle dans le monde ?

Vous présenterez les fondements puis les manifestations de la puissance maritime française. Enfin, vous soulignerez les limites de cette puissance.

Sur quels élements repose la puissance maritime de la France ?

Comment la puissance française s'exprime-t-elle sur les mers et les océans ? Classez ces manifestations en différents thèmes.

À l'aide de la page 418, relevez les éléments qui limitent la puissance maritime de la France.

Étape 2

10 min

Préparer la réponse à la question problématisée

- Élaborer un plan qui réponde à la question problématisée.
- Organiser ses idées en les plaçant dans les différents paragraphes du plan et en les hiérarchisant (idée générale, argument, exemples).

Étape 3

40 min

Rédiger la réponse à la question problématisée

- Rédiger une ou deux phrases d'introduction.
- Rédiger les paragraphes en utilisant des exemples précis, intégrant un schéma si le sujet s'y prête, soignant les liaisons entre les paragraphes.
- Rédiger une ou deux phrases de conclusion.
- Relire attentivement la rédaction pour éviter les fautes d'orthographe.

Introduction : débuter par une référence à l'actualité en lien avec le sujet.

Poser la problématique en commençant par un connecteur logique.

Annoncer le plan en une seule phase.

Commencer chaque partie par une petite phrase d'introduction.

L'extension récente de sa ZEE permet à la France de posséder le 2e domaine maritime mondial et d'affirmer sa puissance maritime sur l'ensemble des mers et océans de la planète. Il s'agit ainsi pour elle de disposer d'une présence et d'une capacité d'action internationale.

Aussi, comment la puissance maritime française s'exprime-t-elle dans le monde ?

Dans un premier temps, nous étudierons les fondements de la puissance maritime française avant de nous intéresser à ses manifestations puis à ses limites.

Dans cette première partie, nous nous intéresserons aux fondements de la puissance maritime de la France.

Tout d'abord, avec 5 000 km de littoral, la France métropolitaine est le seul pays européen à posséder trois façades maritimes (Atlantique, Méditerranée et Manche).

Toutefois, la puissance française repose sur l'étendue de sa zone économique exclusive qui couvre 10,7 millions de km² grâce, notamment, à ses territoires ultramarins des océans Atlantique (Saint-Pierre-et-Miquelon, Antilles françaises, Guyane), Indien (La Réunion, Mayotte, Terres australes et antarctiques françaises) et Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française).

(...)

Dans cette deuxième partie, nous verrons comment se manifeste la puissance maritime de la France.

Elle est d'abord une puissance géopolitique. En effet, l'étendue de la ZEE permet à la France de posséder des bases militaires sur l'ensemble des océans et de pouvoir déployer rapidement ses forces militaires partout dans le monde. Elle dispose de la sixième force navale mondiale. Elle peut ainsi participer au contrôle des mers et océans et lutter contre les activités illicites (surpêche, piraterie, terrorisme).

La France dispose également d'une économie maritime très développée. Elle est portée par les secteurs traditionnels de la marine marchande, de l'industrie, de la pêche et du tourisme grâce à la présence de grandes entreprises au rayonnement international (CMA CGM, Chantiers de l'Atlantique ...). Elle cherche, par ailleurs, à développer sa présence dans les nouveaux secteurs de l'économie bleue (biotechnologies, énergies maritimes renouvelables...).

(...)

Pour conclure, la puissance maritime française repose d'abord sur un vaste domaine maritime qui lui permet d'exprimer sa puissance militaire, économique et environnementale. Toutefois, cette puissance n'est pas sans limite, que cela soit d'un point de vue politique ou économique. En définitive, la France valorise donc sa puissance maritime par tous les moyens dont elle dispose.

Conclusion : répondre à la problématique en une ou deux phrases résumant les grandes idées du développement.

Analyse de document(s)

Il s'agit de rédiger un texte cohérent et structuré d'analyse d'un ou de deux documents, accompagnés d'une consigne. La consigne peut ou non fournir le plan de l'analyse.

A Les étapes de réalisation

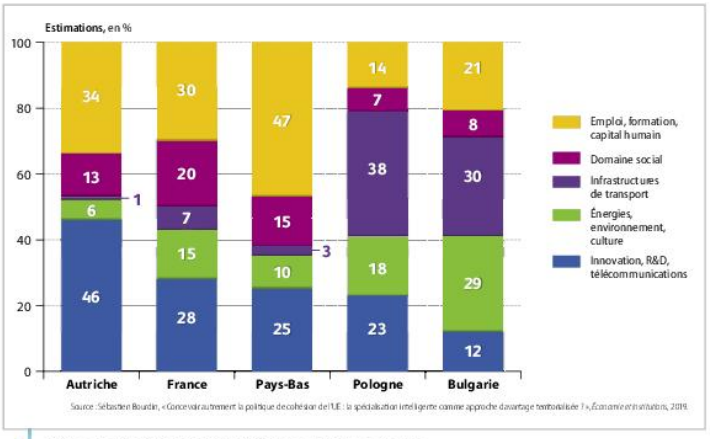
10 mn Étape 1

Comprendre la consigne accompagnant le(s) document(s)

- Identifier les notions clés.
- Comprendre les enjeux de la consigne : que faut-il démontrer ? Un plan d'analyse est-il fourni ou faut-il le construire ?

En analysant les documents, vous montrerez les priorités, les effets et les évolutions de la politique de cohésion de l'UE dans les années 2010.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.



Source : Sébastien Bourdin, « Concevoir autrement la politique de cohésion de l'UE : la spécialisation intelligente comme approche davantage territorialisée ? », *Économie et institutions*, 2019.

1 **L'usage des fonds européens selon les pays**

2 **La réorientation de la politique de cohésion**

La question de savoir quel est le meilleur usage des fonds de cohésion est régulièrement posée. Les Allemands ont pesé pour que l'utilisation des fonds de cohésion soit réorientée. La politique de cohésion aidera l'ensemble des régions à moderniser leur industrie et à investir dans l'innovation, ainsi que dans la transition vers une économique circulaire à faibles émissions de carbone. En somme : on arrête avec les routes, les lampadaires et les pistes cyclables... L'outil lui-même sera également piloté différemment. La Commission européenne entend privilégier une « approche sur mesure ». Le PIB par habitant reste le critère prépondérant, mais de nouveaux critères viennent pondérer celui-ci puisque la Commission prendra en compte le taux de chômage chez les jeunes, le faible niveau d'éducation, les effets du changement climatique et l'intégration des migrations. Ces critères ont été pensés pour réorienter une partie importante des fonds de cohésion vers l'Espagne (35 % des jeunes au chômage en mars 2018), la Grèce et l'Italie. Les pays de l'Est ne connaissant quasiment pas le chômage reçoivent nettement moins ... Ce qui est une habile façon de mettre la Hongrie et la Pologne sous pression. Mais également de montrer à l'Italie pourquoi l'Europe est bonne pour elle.

Le Point, 31 mai 2018.

20 mn Étape 2

Préparer l'analyse de document(s)

- Lire attentivement le(s) document(s).
- Élaborer un plan qui réponde aux attentes de la consigne. Pour dégager les grandes idées des documents, s'aider des notions clés du chapitre qui doivent apparaître clairement.
- Prélever les informations du (des) document(s) en les classant dans les parties du plan. Au brouillon, les idées peuvent être classées dans un tableau, par exemple.
- Mobiliser des connaissances pour définir, expliquer, illustrer ou critiquer les informations prélevées.

30 mn Étape 3

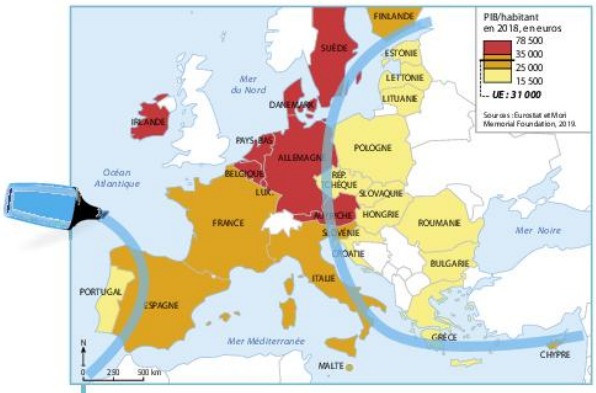
Rédiger l'analyse de document(s)

- Rédiger une ou deux phrases d'introduction (nature de ou des document(s), problématique guidant l'analyse)
- Rédiger les parties de l'analyse de document en articulant informations prélevées dans le(s) document(s) et connaissances.
- Rédiger une phrase de conclusion qui insiste sur l'apport des documents pour répondre à la consigne.
- Relire attentivement la rédaction pour éviter les fautes d'orthographe.

B Conseils de réalisation lorsque le document est...

• une carte

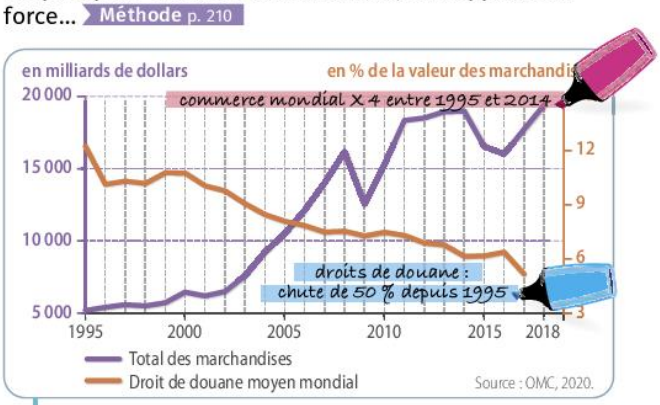
Repérer, en les entourant sur le document si nécessaire, les grands ensemble géographiques et identifier les exceptions au sein de chaque grand ensemble Méthode p. 78



Les inégalités dans l'Union européenne

• un graphique

Repérer les éléments de construction (forme du graphique, unité de mesure), tendances générales (augmentation, diminution,...) ; procéder à des calculs simples pour mesurer les tendances, les rapports de force... Méthode p. 210



L'évolution du commerce mondial depuis 1995

• un texte

Repérer les différents arguments et exemples en utilisant un code couleur les attribuant l'une ou l'autre des parties du plan choisi pour l'analyse. Méthode p. 110

La réaction du président G. W. Bush au soir du 11 septembre

Bonsoir. Aujourd'hui, nos concitoyens, notre mode de vie, notre liberté même ont été attaqués dans une série d'actes terroristes meurtriers et délibérés. Les victimes étaient dans des avions ou dans leur bureau : secrétaires, hommes et femmes d'affaires, militaires et officiers, pères et mères, amis et voisins. [...]
Ces massacres ont été planifiés [illegible]iter notre nation dans le chaos et la retraite. Mais ils ont échoué. Notre pays est fort. Un grand nombre de personnes s'est mobilisé pour défendre notre grande nation. Les attaques terroristes peuvent secouer les bases de nos plus grands bâtiments, mais elles ne peuvent pas toucher les fondements de l'Amérique. Ces actes brisent l'acier, mais ils ne peuvent pas entamer celui de la détermination américaine.

L'Amérique a été visée parce que nous sommes la lanterne de la liberté et des opportunités dans le monde. Et personne n'empêchera cette lumière de briller. [...]
Nous ne ferons aucune distinction entre les t[illegible]es qui ont commis ces actes et ceux qui les hébergent.
[...] Au nom des Américains, je remercie les nombreux chefs d'État étrangers qui ont appelé pour présenter leurs condoléances et offrir leur aide. L'Amérique et nos amis et alliés se joignent à tous ceux qui veulent la paix et la sécurité dans le monde et nous ferons front ensemble pour gagner la guerre contre le terrorisme.

Discours du président G. W. Bush le 11 septembre 2001 au soir.

• une affiche

Repérer et expliquer les différents procédés graphiques (décor, personnages, couleurs...) et les slogans. Identifier l'auteur et son intention. Méthode p. 179

Un culte du chef
« Merci au cher Staline pour notre enfance heureuse ! » Affiche de 1935.

• une photographie 178
• une série statistique 80

Production graphique

Il s'agit de réaliser une production graphique (croquis, schéma cartographique, schéma fléché) à partir d'un texte. Lorsqu'il s'agit d'un croquis, un fond de carte est fourni.

A Les étapes de réalisation

Étape 1 — 10 min

Comprendre le texte à transposer

- Lire attentivement le texte fourni.
- Reconstituer le plan du texte pour en dégager les idées générales qui constitueront les grandes parties de la légende. Ces idées générales doivent répondre au sujet à traiter.

Sujet : La maritimisation de l'économie mondiale

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « La maritimisation de l'économie mondiale » accompagné d'une légende organisée.

L'expansion du commerce a profondément marqué la géographie maritime : les routes maritimes se sont déplacées et amplifiées pour coller aux besoins des producteurs et des consommateurs, des canaux (Suez, Panama) ont dû repousser leurs limites pour s'adapter au gigantisme croissant des navires, tandis que des détroits (Malacca, Ormuz, Bab-el Mandeb, Gibraltar) sont au bord de la congestion du fait de l'explosion du trafic.

Les trois grands blocs, à la fois premiers exportateurs et premiers importateurs mondiaux (Chine, Union européenne, États-Unis), tracent un chemin est-ouest : le chemin transpacifique (Asie-Amérique), le chemin de l'Asie à l'Europe et, dans une moindre mesure, le chemin transatlantique (Europe-Amérique). Cette route est particulièrement empruntée par les porte-conteneurs transportant des produits manufacturés (lesquels représentent 73 % des exportations mondiales). Assez naturellement aussi, les trafics de vracs liquides (notamment les hydrocarbures) tracent une route des régions d'exportation de matières premières et énergétiques (Moyen-Orient, Afrique, Russie) vers l'Amérique, l'Europe et l'Asie orientale. De même, la liaison entre les continents les plus riches (Amérique du Nord, Europe occidentale) d'une part et l'Afrique occidentale, l'Amérique du Sud et l'océan Indien d'autre part est assurée par des porte-conteneurs de dimension moyenne. Enfin, l'évolution contemporaine du commerce a conduit à la mise en place d'une nouvelle route, la sud-sud. Le développement des pays émergents (Chine, Brésil, Afrique du Sud, Inde, Mexique), les ressources minières de l'Australie, les ressources agricoles de l'Amérique latine ont inscrit ces pays dans ces nouveaux tracés. Mais les commerçants rêvent déjà à une nouvelle route, celle du nord-est à travers l'Arctique : un passage où pourraient se frayer les navires parmi les glaces fondues du fait du réchauffement climatique. Tous les États éloignés de ces routes maritimes sont enclavés et marginalisés dans la mondialisation.

D'après G. Le Solleu et A. Piot, « La carte des routes maritimes », *L'Éléphant*, n°22, avril 2018.

Étape 2 — 20 min

Préparer la légende du croquis

- Identifier les informations à cartographier et leurs localisations en surlignant le texte. Limiter leur nombre afin de ne pas surcharger le croquis (8-10 est souvent conseillé).
- Classer les informations dans la légende organisée en deux ou trois parties. Les formulations doivent privilégier des expressions claires et concises. Il est conseillé d'utiliser les notions clés vues en classe.
- Proposer des figurés possibles pour chaque information. Il faut les adapter aux informations à représenter (memento cartographique). Varier les couleurs et la taille des figurés pour traiter les informations.

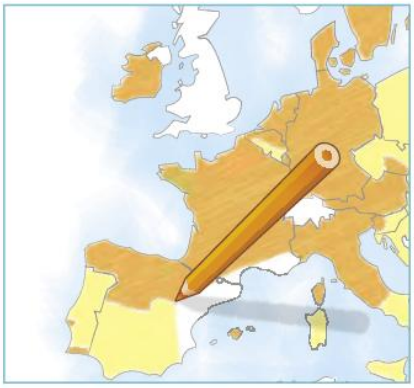
Étape 3 — 30 min

Réaliser l'ensemble du croquis

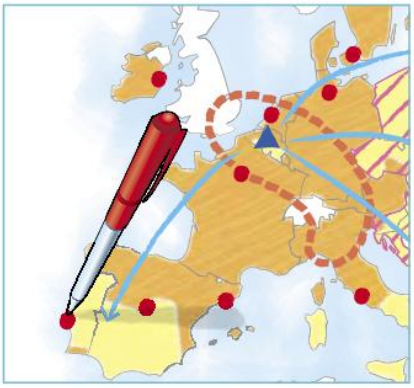
- Reporter la légende au propre en problématisant chaque titre de partie.
- Réaliser le croquis en commençant par les figurés de surface.
- Reporter les éléments de nomenclature prélevés dans le texte ainsi que le titre.

B Les conseils de réalisation

D'abord les figurés de surface au crayon de couleur



Puis les figurés ponctuels et linéaires au feutre

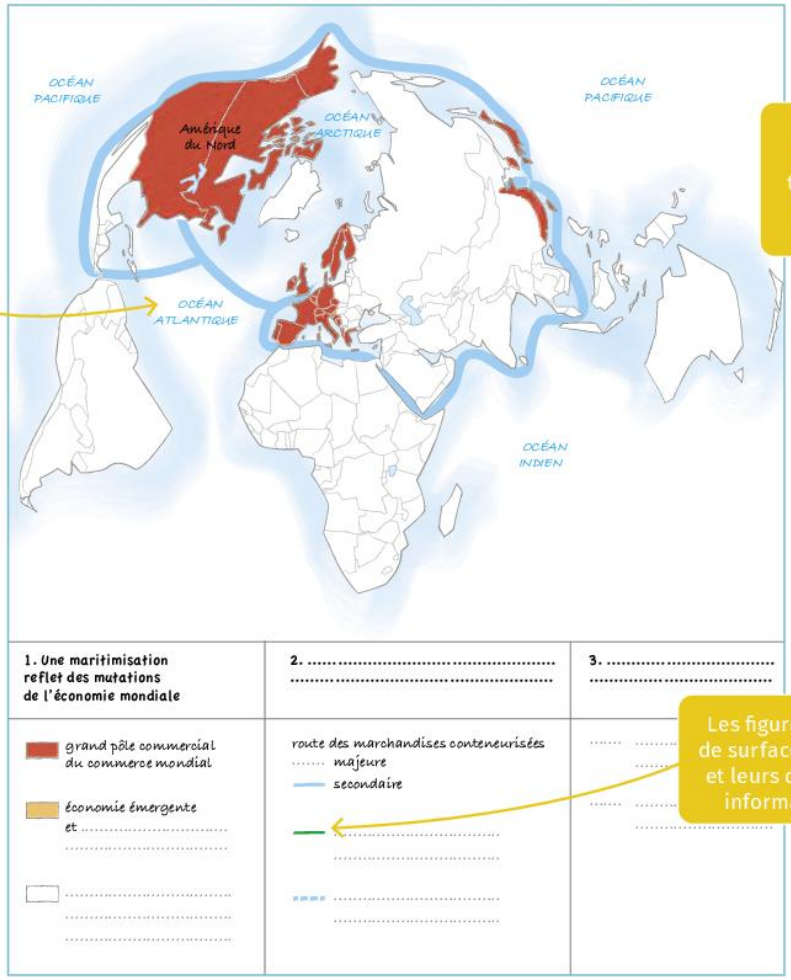


Enfin, la nomenclature et le titre au feutre fin

Le croquis sera réalisé sur un fond de carte fourni avec le sujet et devra proposer une transposition du texte. Quelques localisations peuvent vous aider à vous repérer.

Le titre reprend l'idée essentielle du croquis. Il est toujours placé en haut du croquis.

La maritimisation de l'économie mondiale



Le croquis doit être lisible grâce à l'utilisation de bons outils et au soin.

La nomenclature est adaptée au sujet traité en faisant varier les caractères et les couleurs utilisés.

Le croquis doit être accompagné d'une légende clairement organisée en parties. Elle peut prendre plusieurs formes (tableau, linéaire).

Les figurés sont variés (figurés de surface, ponctuels, linéaires) et leurs couleurs adaptées aux informations représentées

CHAPITRE

1

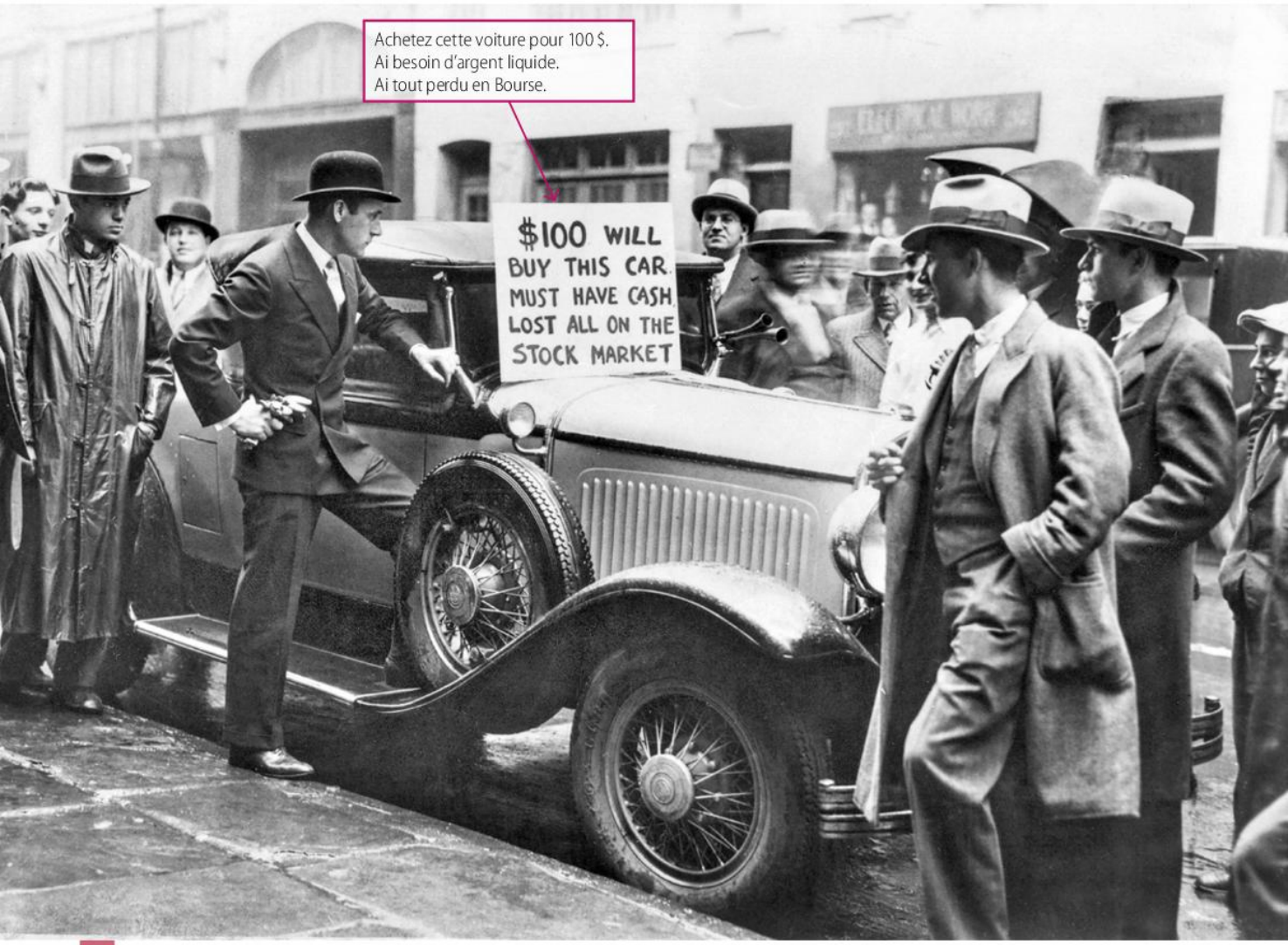
L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

Comment la crise de 1929 bouleverse-t-elle les sociétés capitalistes à l'échelle mondiale ?

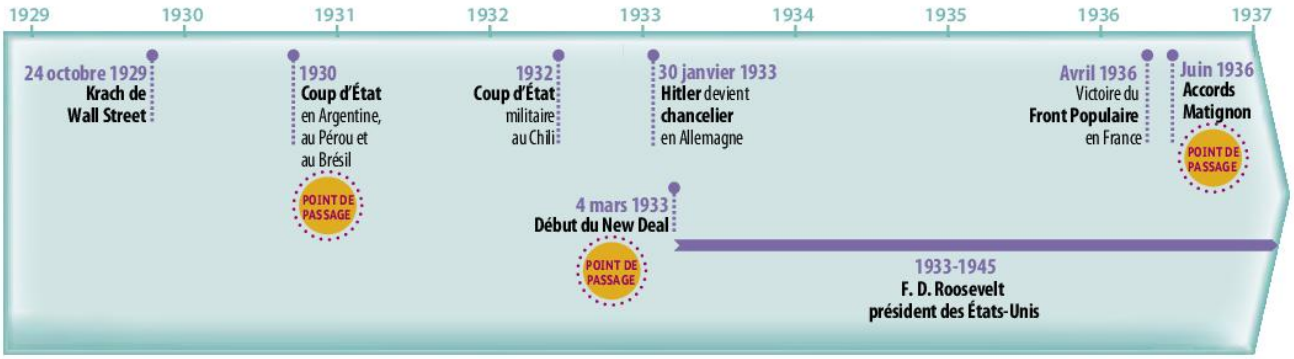
Vidéo d'introduction
Qu'est qu'un krach boursier ?



1 L'effondrement de la Bourse de New York en octobre 1929

Le spéculateur Walter Thornton propose son automobile à vendre pour cent dollars en argent liquide, car il a perdu toute sa fortune sur les marchés financiers, 30 octobre 1929.

› Comment cette photographie illustre-t-elle l'ampleur du krach de Wall Street ?



2 **Une marche de la faim au Royaume-Uni, 25 octobre1932**

Traversée de Berkhamsted, Hertfordshire, par les marcheurs de la faim en route vers Londres, distante encore d'environ 50 km.

› Comment la situation intérieure britannique souligne-t-elle la diffusion de la crise économique à l'échelle mondiale ?

Notions

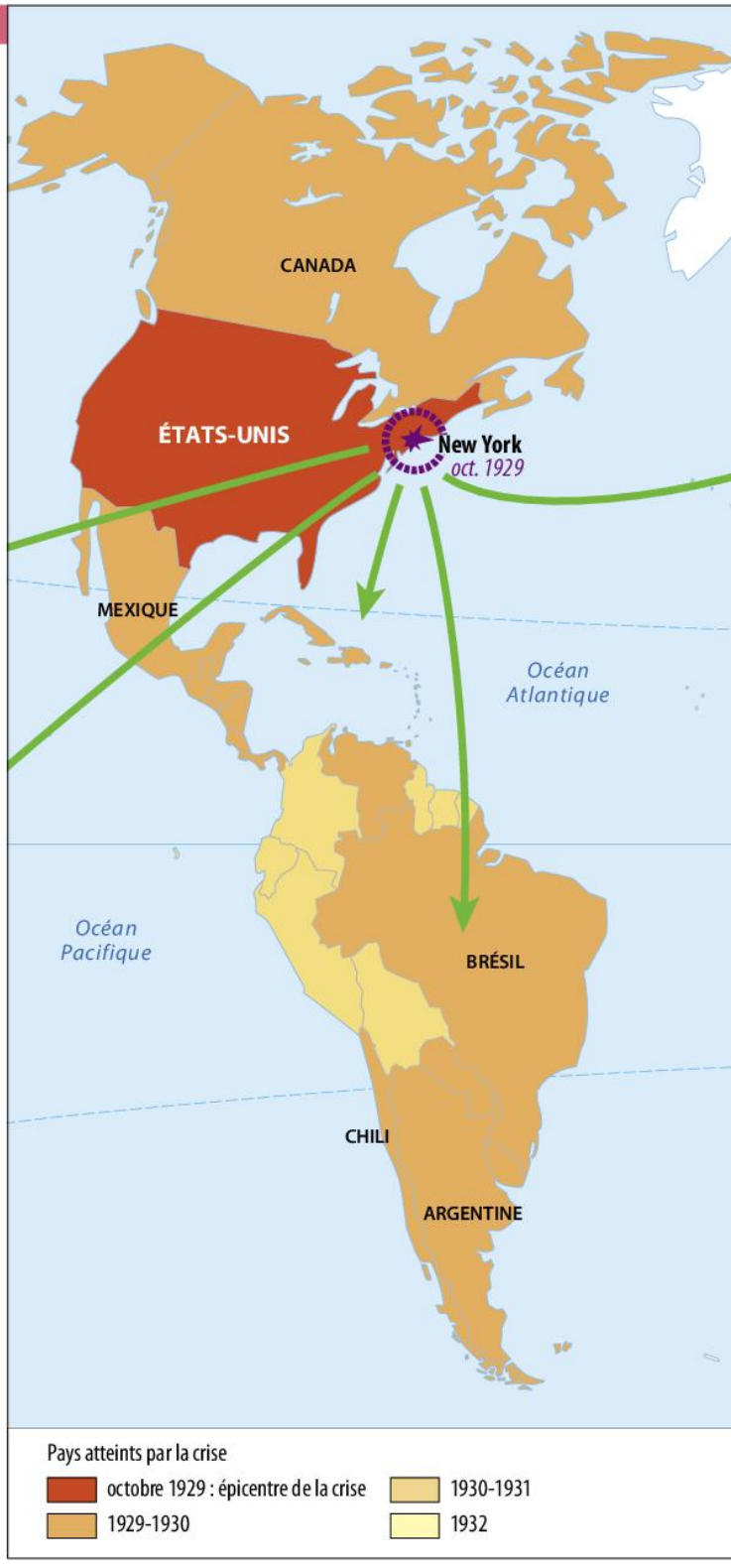
- **capitalisme :** système économique et social qui repose sur la propriété privée des moyens de production et le salariat, dans lequel les échanges se font d'après les règles de l'offre et de la demande.
- **crise :** période de dépression ou de stagnation durable de l'économie.

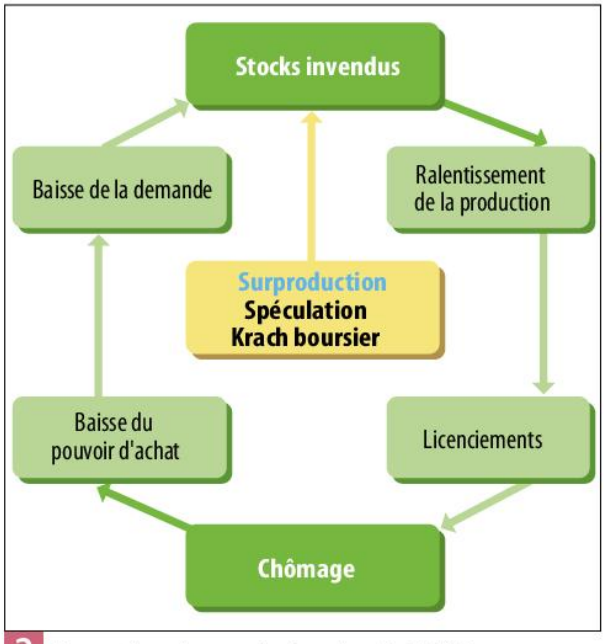
CARTES

Une crise durable des économies capitalistes

1

La propagation de la crise dans le monde





2 **Les mécanismes de la crise de 1929 et ses conséquences**

Vocabulaire

- surproduction : situation où la production de biens ou de services dépasse la demande des consommateurs.

QUESTIONS

1. Doc. 1 Décrivez les étapes de la diffusion de la crise de 1929.
2. Doc. 2 Quels sont les mécanismes de la crise de 1929 ?

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

ÉTUDE

1929, le krach de Wall Street

Pendant les années 1920, dans une atmosphère de prospérité, la transformation des structures des entreprises et le développement du recours au crédit favorisent la spéculation. Le krach boursier de Wall Street, le 24 octobre 1929 (*Black Thursday*, « mardi noir »), symbolise l'entrée des pays capitalistes dans la crise économique des années 1930.

Comment le krach de Wall Street entraîne-t-il une profonde crise économique et sociale aux États-Unis ?

1 Le krach de Wall Street vu par un employé de Goldman Sachs

Sidney J. Weinberg est, en 1929, employé chez Goldman Sachs, une grande banque d'investissement.

29 octobre 1929. Je me souviens très bien de cette journée. Je suis resté une semaine au bureau sans mettre le pied à la maison. Les nouvelles n'arrêtaient pas de tomber. J'ai oublié combien de temps ça a duré. Il devait être dix ou onze heures du soir quand on a eu les derniers rapports. Un coup de tonnerre. Tout le monde était sous le choc. Personne ne comprenait ce qu'il se passait. À Wall Street, c'était la confusion. Ils ne comprenaient pas mieux. Ils pensaient qu'on allait annoncer quelque chose.

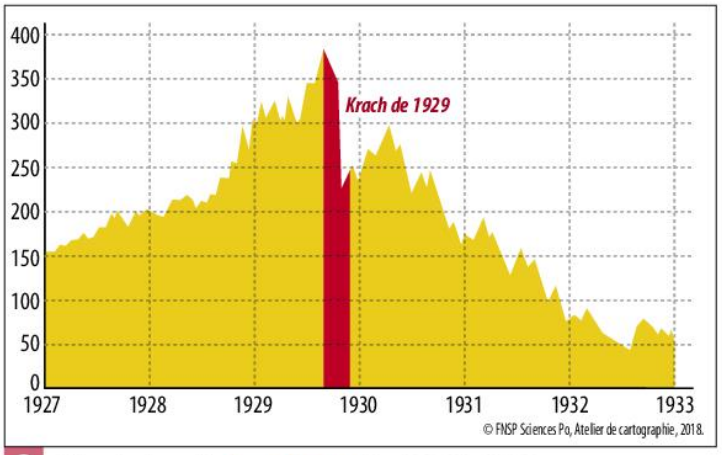
Les personnalités ont fait des déclarations. John D. Rockefeller Jr[1] a déclaré sur les marches de J. P. Morgan[2], je crois, que lui et ses fils allaient acheter des actions. Le marché est aussitôt descendu à nouveau. Des entreprises se sont associées pour soutenir le marché. En vain. Le public a eu peur et a vendu. […]

La cause de tout ça, c'était l'excès de spéculation, le mépris de toutes les règles économiques. Il y avait des gens qui vendaient continuellement à la baisse[3]. On pouvait vendre n'importe quoi et faire baisser le marché sans raison. Plus vous le faisiez baisser, plus vous créiez de panique. […]

Personne n'a eu assez de sagesse pour voir le truc venir. Beaucoup de gens ont dit après « Je l'ai vu venir, j'ai vendu toutes mes actions ». Il y a comme un problème de crédibilité, ici. Il y a toujours des gars conservateurs, qui ont sans doute vendu. Mais je n'en connais aucun.

Sidney J. Weinberg, entretien avec Studs Terkel (dir.), *Hard Times. Histoires orales de la Grande Dépression*, éditions Amsterdam, Paris, 2009.

1. John D. Rockefeller a fait fortune dans le raffinage du pétrole. C'est un des hommes les plus influents du monde des affaires dans les années 1920.
2. J. P. Morgan est une des plus grandes banques d'investissement des États-Unis.
3. Cela signifie que le vendeur perd de l'argent en vendant, mais qu'il a peur que les actions continuent de baisser.



2 L'évolution du Dow Jones de 1927 à 1933

3 Les conséquences du krach selon l'ambassadeur de France aux États-Unis

Paul Claudel, poète et romancier, est nommé ambassadeur de France à Washington en 1927. Il est un observateur privilégié de la crise de 1929.

Il est probable que les importations françaises aux États-Unis vont être touchées. Mais les conséquences paraissent devoir être plus sérieuses. On calcule que plus de 25 milliards de dollars ont été perdus. Le pouvoir d'achat, et surtout de crédit, de la grande masse de la population américaine a été considérablement réduit.

La classe moyenne est la plus atteinte, car, comme d'habitude ce sont surtout les petits qui ont perdu leurs économies. Ce fait pourrait avoir des répercussions sur les ventes au crédit, car le système de l'*installment plan*[1] existe à peu près dans tous les domaines, automobiles, radios, fourrures, maisons, etc. Des resserrements sérieux sont certains de ce côté-là. Mais il y a plus que cela. […] Déjà on commence à admettre que la dépression pourrait s'étendre au-delà des compartiments indiqués ci-dessus. L'industrie de l'acier est en baisse, comme la fabrication des automobiles et, signe plus caractéristique, comme les chargements des chemins de fer. Ne peut-on admettre que le pays est décidément entré dans la voie d'une dépression, qui, sans revêtir les proportions de celle de 1920, pourrait néanmoins être sérieuse ? Les quelques mois à venir le diront.

Paul Claudel, *La Crise : correspondance diplomatique, Amérique 1927-1932*, Métailié, 1993.

1. Système de crédit à la consommation.

4 Le taux de chômage aux États-Unis entre 1928 et 1938

5 Manifestation de chômeurs à Times Square (New York), 8 novembre 1930

Sur les vestes des manifestants sont indiquées leurs professions.

6 La misère des fermiers américains

Texte original en anglais
Classes Européennes

La crise de 1929 touche aussi profondément les fermiers, qui sont ruinés par la baisse des prix et qui, endettés, sont menacés de saisie de leurs biens.

Partout dans le Middle West, la tension monte entre les fermiers et les autorités […] au sujet des impôts et des ventes par saisie. Dans de nombreux cas, les expulsions n'ont pu être empêchées que par l'action collective des fermiers. Il n'y avait eu aucune réelle violence, du moins jusqu'à ce que la propriété de Cichon, près de Elkhorn (Wisconsin), ne soit assiégée le 6 décembre par les forces de l'ordre armées de mitrailleuses, de fusils, de pistolets et de bombes lacrymogènes. La propriété de Max Cichon avait été vendue après saisie au mois d'août dernier. Il refusait depuis de laisser pénétrer l'acheteur ou les autorités sur ses terres. Il accueillait les visiteurs indésirables avec un fusil. […] Cichon est aujourd'hui en prison à Elkhorn. Sa femme et ses deux enfants, qui se trouvaient avec lui dans la maison, ont été recueillis à l'hospice du comté. Cichon n'est pas fauteur de troubles. Il jouit de la confiance de ses voisins, qui, récemment encore, l'avaient élu juge de paix de Sugar Creek. Qu'un homme de son statut et possédant de telles dispositions puisse en arriver à de telles extrémités en défiant les autorités est un signal clair que nous pouvons nous attendre à ce que de nouveaux troubles éclatent dans les régions agricoles, à moins qu'on ne vienne rapidement en aide aux fermiers.

Dépêche publiée dans *The Nation*, décembre 1932.

Vocabulaire

- **action :** titre de propriété négociable d'une partie du capital d'une société anonyme.
- **banque d'investissement :** établissement de crédit opérant des placements de produits financiers (actions, obligations, etc.) sur les marchés boursiers avec des prises de risque souvent très importantes.
- **dépression :** phase de réduction de l'activité économique qui entraîne une baisse de la demande, de la production et des revenus et une montée du chômage.
- **Dow Jones :** indice créé à la fin du XIXe siècle indiquant la valeur des trente premières entreprises cotées à la Bourse de New York.
- **krach boursier :** chute soudaine et violente du cours des actions dans une bourse.
- **spéculation :** achat d'un bien en vue de réaliser un gain lors de sa revente.

Parcours 1

▪ Identifier et expliciter les dates et acteurs des grands événements

1. Doc. 1 Expliquez les mécanismes de la crise financière aux États-Unis, qui démarre lors de la semaine du 24 octobre 1929.
   Aide Montrez le rôle des phénomènes de spéculation et de panique, et soulignez les faiblesses du système bancaire américain de l'époque.
2. Doc. 2 et 3 Expliquez quelles sont les conséquences économiques de ce krach.
3. Doc. 5 et 6 Quelles réactions la crise engendre-t-elle au sein de la population ?
4. Doc. 4, 5 et 6 Quelles sont les conséquences sociales de la crise ?
   Aide Montrez l'ampleur de la crise pour préciser quelles catégories de la population sont touchées par la crise.

Bilan Expliquez le processus par lequel le krach de Wall Street est suivi d'une crise économique et sociale profonde aux États-Unis.

Parcours 2

Travail de groupe

▪ Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique
▪ Mettre un événement en perspective

À l'aide des documents proposés, montrez que la portée du krach de 1929 dépasse le cadre de la Bourse de Wall Street pour s'étendre à la totalité de la société américaine.
Aide Répartissez-vous le travail : certains décrivent les mécanismes de l'événement, d'autres réfléchissent aux différentes conséquences que cela provoque (financières, sociales, …). Mettez ensuite en commun avant de rédiger votre analyse.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE

Lien internet

▪ Utiliser le numérique
Actualités Pathé du 6 novembre 1929

ÉTUDE

D'une crise américaine à une crise mondiale

La crise touche, plus ou moins rapidement et de manière plus ou moins profonde, l'ensemble des pays capitalistes. Cela révèle à la fois l'interdépendance croissante des économies mondialisées mais aussi le rôle capital joué par les États-Unis dans l'économie mondiale.

Comment la crise financière américaine devient-elle une crise mondiale touchant tous les domaines de la société ?

1 **Foule devant une Caisse d'épargne, Berlin, Allemagne, 1931**

2 La diffusion mondiale de la crise vue par un économiste soviétique

Eugène Varga (1879-1964) est un économiste d'origine hongroise qui a émigré en URSS en 1920.

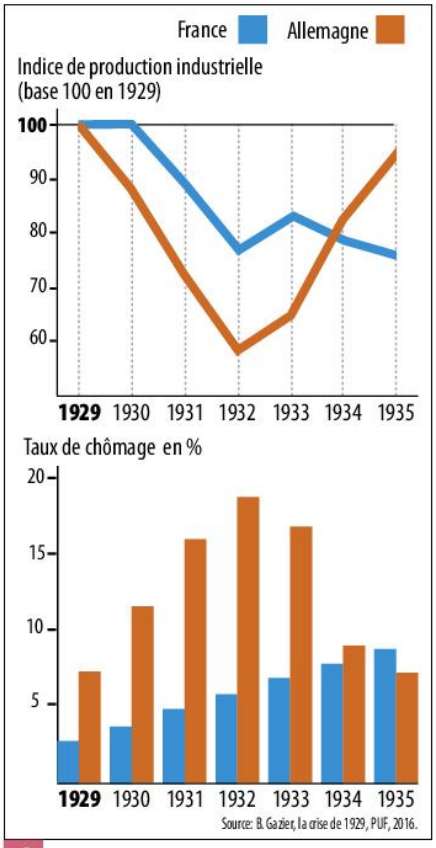
Aux États-Unis, on a enfoui sous la terre, avec la charrue, en 1933, 10 millions d'hectares (environ un quart de toute la superficie) de coton mûr. Au Brésil, on brûle chaque année 10 millions de sacs de café (à peu près les besoins mondiaux annuels), on les jette à la mer, on s'en sert pour faire des routes. On ne récolte pas le thé. On ne saigne pas les arbres à caoutchouc. Des cargaisons entières d'oranges ont été jetées à la mer à Londres. Cinq millions de porcs ont été achetés et détruits par le gouvernement des États-Unis en automne 1933. Au Danemark, on a abattu hebdomadairement 1 500 vaches et on a fait avec leur chair des engrais artificiels. En Argentine, on a abattu tout simplement les moutons les plus vieux par centaines de mille pour faire place à la génération plus jeune ; le transport aux abattoirs aurait coûté plus cher qu'il n'aurait rapporté. Et ainsi de suite. Tout ceci à un moment où des millions et des millions de chômeurs et leurs familles sont affamés, vêtus de haillons ! Jamais dans l'histoire de l'humanité on n'a vu de chose pareille ! La décomposition du capitalisme, la contradiction entre les forces de production et les rapports de production sont tangibles, compréhensibles pour chaque paysan et chaque ouvrier.

Eugène Varga, *La Crise économique, sociale, politique*, Éditions sociales, 1935.

3 Rythme des faillites et liquidations de banques en France

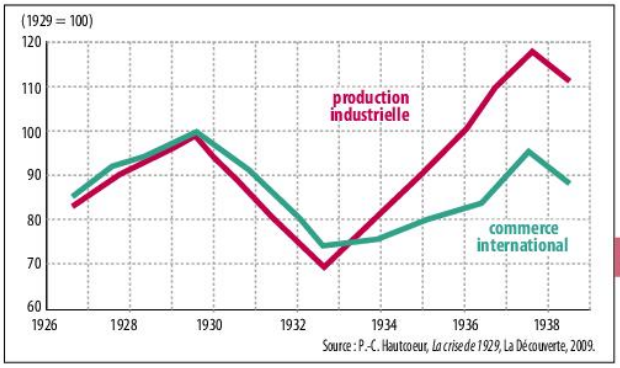
Année	Nombre de faillites
1929	84
1930	101
1931	135
1932	83
1933	90
1934	128
1935	123
Total 1929-1935	**744**

Compte général du ministère de la Justice, in L. Marco, *La Montée des faillites en France XIXe-XXe siècles*, L'Harmattan, 1989.



4 **Les manifestations de la crise en France et en Allemagne**

5 **Distribution de repas à des enfants de chômeurs dans une école primaire, Allemagne, vers 1932**



6 **L'évolution du commerce international de 1926 à 1938**

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE

– Rendez-vous sur Lien internet https://www.histoire-image.org/fr/etudes/crise-1929-etats-unis-allemagne

– Utilisez les entrées « Contexte historique », « Analyse des images » et « Interprétation » et prenez des notes pour approfondir le thème « D'une crise américaine à une crise mondiale ».

Parcours 1

- Mettre en œuvre le changement d'échelle
- Mettre un événement en perspective

1. Doc. 1 et 3 Quelles sont les conséquences de la crise de 1929 dans les pays européens ?
   Aide Montrez en quoi le doc. 1 illustre le désarroi de la population et témoigne de la propagation rapide de la crise en Europe.
2. Doc. 2 Décrivez les manifestations de la crise dans les différents pays du monde selon cet auteur.
3. Doc. 2, 4 et 5 Quelles sont les manifestations et les conséquences sociales de la crise économique ?
   Aide Pensez à croiser les documents pour mettre en lumière certaines contradictions de la crise.
4. Doc. 6 Expliquez pourquoi cette crise ébranle les fondements de la puissance des pays européens.

Bilan En vous appuyant sur l'ensemble des documents, montrez l'ampleur et les caractéristiques de la crise à l'échelle mondiale.

Parcours 2

- Mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes, de localisations différentes
- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

À l'aide des documents proposés, expliquez comment la crise de 1929 devient une crise mondiale.

Aide Montrez les mécanismes de diffusion de la crise dans un système capitaliste qui rend les économies très interdépendantes.

POINT DE PASSAGE

Les conséquences de la crise en Amérique latine

La crise de 1929 plonge l'Amérique latine, affectée dès 1928 par une chute des cours de certaines matières premières, dans le marasme économique. Les pays exportateurs sont durement touchés par la baisse des importations des pays développés et la chute des prix mondiaux, tandis que le marché international de capitaux s'effondre. Les mesures protectionnistes prises par les États-Unis et les pays européens pénalisent d'autant plus les pays latino-américains.

Comment la crise des années 1930 conduit-elle à une forte déstabilisation de l'Amérique latine ?

Vocabulaire

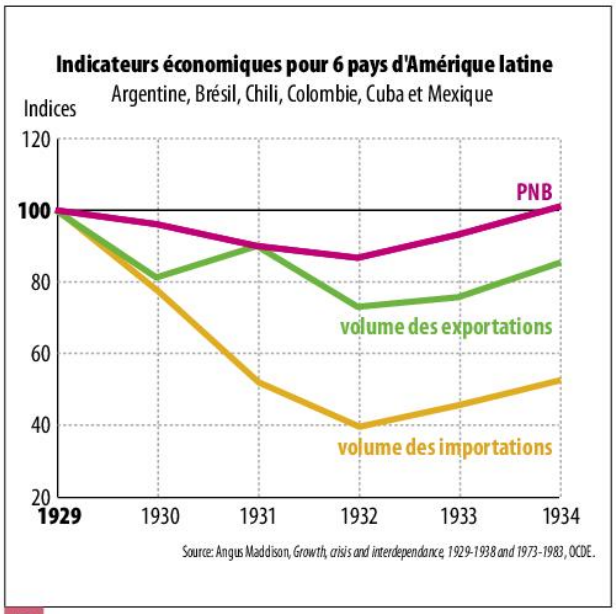
- **coup d'État :** action de force menée par une minorité pour renverser le pouvoir en place.
- **mesures protectionnistes :** mesures prises par un gouvernement pour freiner les importations et privilégier les entreprises nationales.
- **trust :** entreprise assez puissante pour dominer un marché voire exercer un monopole.

1 Les exportations des États latino-américains en 1929

Pays	France	Allemagne	Grande-Bretagne	États-Unis
Argentine	7,1	10,0	32,2	9,8
Brésil	11,1	8,8	6,5	42,2
Chili	6,1	8,6	13,3	25,4
Colombie	0,5	2,1	4,7	75,2
Cuba	2,1	0,8	12,6	76,6
Mexique	3,9	7,6	10,3	60,7

Distribution géographique des exportations en 1929 (en % du total)

Angus Maddison, *Growth, Crisis and Interdependence*, 1929-1938 and 1973-1983, OCDE.



2 L'Amérique latine touchée par la crise économique

3 Les conséquences de la crise au Brésil (6 janvier 1932)

En raison d'une surproduction de café au Brésil, celui-ci est utilisé comme combustible dans les usines. Ici, dans une fabrique de bière, une chaudière est alimentée par un mélange de café et de goudron.

4 Les changements de régime en Amérique latine

Pays	Dirigeant	Date	Forme de régime	Mode d'accession au pouvoir
Argentine	José Félix Uriburu Augustin Pedro Justo	1930 1931	Dictature militaire Dictature militaire	Coup d'État Élections non libres
Brésil	Getúlio Vargas	1930	Autoritaire populiste	Coup d'État
Chili	Carlos Dávila Espinoza Arturo Alessandri Palma	4 juin 1932 16 juin 1932 déc. 1932	République socialiste République conservatrice	Coup d'État Coup d'État Élections
Mexique	Lázaro Cárdenas	1934	Autoritaire populiste	Élections
Paraguay	Eusebio Ayala Rafael Franco	1932 1936	République Dictature	Élections Coup d'État
Pérou	Sanchez Cerro	1930	Dictature militaire Agitation sociale menée par l'APRA[1]	Coup d'État

1. Alliance populaire révolutionnaire américaine, mouvement anti-impérialiste fondée par Victor Raul Haya de la Torre en 1924.

6 E3C Analyse de document La nationalisation du pétrole au Mexique

Regards, *créé en 1931, est un magazine proche du parti communiste français. C'est un des précurseurs du photojournalisme.*

Le Mexique est un des grands producteurs de pétrole. […] En 1937, le pays a produit 6 964 000 tonnes de pétrole, ce qui le plaça au 7e rang dans le monde.

Ce pétrole était exploité par 17 compagnies étrangères, britanniques, néerlandaises ou américaines, qui avaient engagé là plus du tiers des capitaux investis dans toute l'industrie mexicaine. Une compagnie dominait, la *Mexican Eagle* (l'Aigle Mexicain), nom anglais de la société mexicaine *El Aquila*, qui a tant contribué à la fortune de sir Henri Deterding, le magnat de la Royal Dutch, l'ami de Hitler. […]

Depuis quelques années, les conflits étaient fréquents entre les compagnies, d'une part, et de l'autre, le gouvernement mexicain et surtout les ouvriers du pétrole, fortement organisés. Ces conflits se manifestèrent par des grèves visant surtout à l'amélioration des conditions de travail et à l'augmentation des salaires […]. En mars 1937, un conflit plus violent que les précédents éclata, les compagnies refusant aux ouvriers le bénéfice de la semaine de 40 h et les congés payés, des augmentations de salaires et le paiement, en cas de renvoi, d'une indemnité égale à un trimestre de salaire. Toutes les juridictions successives donnèrent raison aux ouvriers et en dernier ressort, la Cour suprême reconnut la validité de l'arbitrage rendu par la Junte du travail […]. Sous la pression de la Fédération des ouvriers du pétrole […], le président de la République, Lázaro Cárdenas, se décida à agir et à décréter, le 18 mars dernier, l'expropriation des compagnies pétrolières étrangères ; cette mesure était légale puisque, constitutionnellement, le sol du Mexique est propriété nationale et qu'en aucun cas le sous-sol et les cours d'eau ne peuvent être considérés comme propriétés privées ; de plus, les concessionnaires, qu'ils soient mexicains ou étrangers, s'étaient engagés à se soumettre aux lois du pays. Bref, un coup sérieux était porté aux trusts du pétrole […] ; le décret de déchéance prévoyait l'octroi d'une indemnité compensatrice, payable en espèces et dans les dix ans. Le 19 mars, le drapeau mexicain fut arboré sur les entreprises pétrolières, au grand enthousiasme du peuple.

L. Griffole, *Regards*, 12 mai 1938.

5 Nationalisation du pétrole au Mexique (Mexico, 1938)

En 1938, le président Cárdenas crée Pemex (Petróleos Mexicanos), première entreprise de pétrole nationale dans le monde, URSS mise à part. Le cercueil représente ici les compagnies pétrolières étrangères, notamment américaines, qui détiennent 70 % de la production.

Parcours 1

- Mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes, de localisations différentes
- Mettre un événement en perspective

1. Doc. 1 et 2 Caractérisez la manière dont l'Amérique latine est touchée par la crise économique des années 1930, en expliquant les mécanismes de celle-ci.
2. Doc. 2 et 3 Décrivez la photographie et expliquez la situation représentée en vous appuyant sur le graphique.
3. Doc. 4 Quelles sont les conséquences politiques de la crise en Amérique latine ?
4. Doc. 5 et 6 Comment la nationalisation du pétrole est-elle mise en œuvre et vécue au Mexique ?

Bilan Montrez que la crise de 1929 affecte de manière particulière l'Amérique latine, très dépendante des exportations, et y provoque de profonds changements politiques.

Parcours 2 BAC

- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

E3C Analyse de document À partir du document 6, montrez comment le gouvernement de Lázaro Cárdenas cherche à répondre à la crise au Mexique dans les années 1930.

Aide Présentez d'abord le document en insistant sur son contexte de publication. Montrez ensuite les difficultés économiques et sociales rencontrées par le Mexique au milieu des années 1930, avant de présenter les solutions mises en place par le gouvernement mexicain face à ces difficultés.

LEÇON 1

Une crise des sociétés capitalistes

Comment la crise se propage-t-elle des États-Unis au reste des pays capitalistes ?

ÉTUDE 1929, le krach de Wall Street p. 28
ÉTUDE D'une crise américaine à une crise mondiale p. 30
POINT DE PASSAGE Les conséquences de la crise en Amérique latine p. 32

A Les mécanismes d'une crise du capitalisme

- **Le krach de 1929 à Wall Street marque le début de la** Grande Dépression, la plus grande crise économique du XX^e siècle. La crise est d'abord boursière : entre le 24 octobre (« jeudi noir ») et le 29 octobre (« mardi noir »), les valeurs financières à la Bourse de New York s'effondrent.
- **Cette chute brutale des cours trouve son origine dans un ensemble de facteurs** liés aux caractéristiques économiques et sociales des États-Unis dans les années 1920. Tout d'abord, l'augmentation rapide de la production n'a pas été suivie par une hausse aussi forte de la consommation malgré le recours massif au crédit. Le pays est, par ailleurs, marqué par une forte montée des inégalités dans l'après-guerre : en 1928, les 10 % les plus riches concentrent environ la moitié des revenus. Il existe, de plus, une forte collusion entre les pouvoirs politique et financier, dominés par une pensée très libérale. Enfin, cette concentration des richesses a été favorable à une très forte spéculation, en particulier à partir d'innovations financières non maîtrisées, sur les marchés boursiers et immobiliers (développement des sociétés d'investissement et d'autres, spécialisées dans le crédit immobilier risqué). 80 % des transactions sur les actions se faisaient à crédit, rendant très risqué un retournement du marché. **Les faillites de banques puis d'entreprises de manière générale se multiplient à partir de la fin de 1930.**
- **La crise entraîne une dynamique** déflationniste **:** les prix s'effondrent, ce qui conduit à une chute de l'activité économique et une contraction du commerce. L'effondrement des prix, l'accumulation des stocks invendables et le manque de liquidités placent un grand nombre d'entreprises dans une situation difficile qui les contraint à licencier leurs employés.

B Une crise américaine, une crise mondiale

- **La crise se propage peu à peu à l'ensemble des économies capitalistes** et entraîne une crise de confiance vis-à-vis du système bancaire. Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ayant retiré leurs capitaux des banques allemandes, plusieurs sont acculées à la faillite. L'État doit les renflouer. La France, elle, est frappée relativement tardivement, en 1931, mais elle l'est profondément et durablement. La consommation baisse, les investissements et la production chutent. Le chômage augmente dans l'ensemble du monde occidental durant les années 1930. La crise européenne renforce les difficultés des banques américaines, qui connaissent une succession de crises dans les années 1930.
- **Face à la chute des prix, de la production et des exportations, les gouvernements tentent de répondre par une politique de diminution des dépenses publiques.** Ainsi, en Allemagne, ces dépenses sont réduites de 25 %, le salaire des fonctionnaires est abaissé de 10 % et l'allocation chômage de 14 %. Parallèlement, les impôts augmentent de 15 % et les taxes se multiplient sur le tabac, le sucre, la bière. Le pouvoir d'achat des populations touchées par le chômage diminue donc drastiquement.
- **Les pays touchés par la crise cherchent à protéger leur production par des dévaluations ou par des mesures protectionnistes.** La livre sterling sort de l'étalon-or en septembre 1931 pour être dévaluée, afin de redonner plus de compétitivité à l'économie britannique. L'effondrement de cette devise clé du système monétaire international entraîne un vent de panique. La dévaluation du dollar a lieu, quant à elle, en 1933, et celle du franc en 1936.

Vocabulaire

- déflation : processus général et durable de diminution de la masse monétaire, accompagné d'une baisse des prix et de l'activité économique.
- Grande Dépression : nom donné à la crise des années 1930, qui débute avec le krach de Wall Street en 1929 pour se terminer en 1939.
- politique déflationniste : généralement mise en place par un gouvernement afin de restaurer la compétitivité, elle passe par une baisse autoritaire des salaires ou des prix et un freinage du crédit.
- récession : ralentissement généralisé de l'économie caractérisé par une baisse de la production, des ventes et des investissements.

C De profondes conséquences sociales

La crise est marquée par l'émergence du chômage de masse. Les nombreuses faillites et la contraction du commerce international entraînent une hausse brutale des licenciements. Le nombre de travailleurs sans emploi est multiplié par dix aux États-Unis de 1929 à 1933 : 4 millions en 1930, 8 millions en 1931 et 12 millions en 1932, soit plus d'un quart de la population active américaine. Cette récession dure jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Le chômage est également massif en Europe : en 1931, 2,7 millions de travailleurs sont privés d'emploi au Royaume-Uni, 4,6 millions en Allemagne. Seule la France paraît d'abord faire exception, avec 55 000 chômeurs secourus en 1931.

Les populations urbaines et rurales sont durement touchées. Les politiques déflationnistes aggravent les conséquences du chômage. La riposte sociale est forte, et parfois violente, comme lors des émeutes de Sydney ou de Perth, en Australie, en 1932. Des « marches de la faim » sont organisées : celle du 7 mars 1932 à Dearborn, près de Détroit, se solde par des affrontements violents avec la police. La multiplication des expulsions entraîne l'essor de camps de sans-abris, les Hoovervilles aux États-Unis, les Humpies en Australie ou les bidonvilles en France.

Dans les pays d'Amérique latine, cette crise économique déstabilise l'ensemble de la société. En effet, la baisse des importations américaines provoque une profonde crise économique dans cette partie du monde. Ainsi, certains pays font le choix de la nationalisation de certains secteurs, comme celui du pétrole au Mexique. Mais une des conséquences politiques de cette grave dépression économique est la montée en puissance des régimes autoritaires, qui arrivent souvent au pouvoir, soutenus par l'armée et par le biais d'un coup d'État. Ainsi, la crise économique a des conséquences politiques majeures dans l'histoire de l'Amérique latine au XX^e siècle.

POINT DE PASSAGE p. 32

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

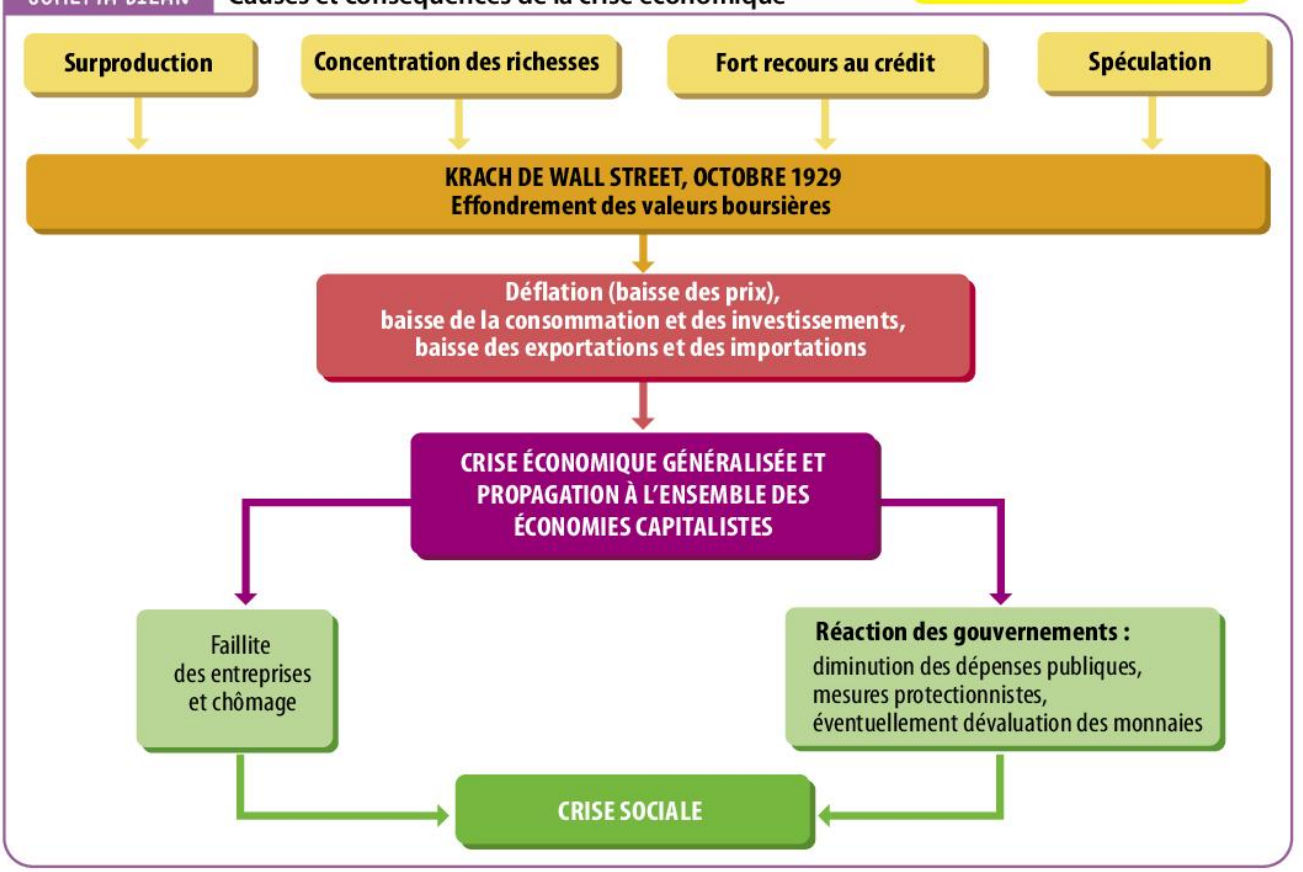
– Rendez-vous sur https://sites.ina.fr/images-de-crises/focus/chapitre/2/medias

– Cliquez sur « La crise en France en 1932 » pour approfondir les répercussions sur le pays (partie B du cours) puis sur l'entretien avec Jacques Marseille « La crise de 1929 : chômage et misère » pour avoir d'autres exemples chiffrés sur les conséquences sociales de la crise (partie C du cours).

QCM pour réviser

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

SCHÉMA BILAN Causes et conséquences de la crise économique



POINT DE PASSAGE

1933, F. D. Roosevelt et le *New Deal*

Vidéo

F. D. Roosevelt, au cours de sa campagne contre le président sortant E. Hoover, emploie pour la première fois le terme *New Deal*. Après avoir été élu à la tête des États-Unis, il met en place cette politique économique et sociale, qui pose les bases d'un État-providence, afin de sortir le pays de la crise.

Comment le président Roosevelt, avec le *New Deal*, a-t-il cherché à sortir les États-Unis de la crise ?

1 E3C Analyse de document

Discours d'investiture de F. D. Roosevelt

Texte original en anglais Classes Européennes

Je suis certain qu'en ce jour mes concitoyens américains attendent qu'à l'occasion de mon accession à la présidence, je m'adresse à eux avec la sincérité et la résolution qu'impose la situation présente de notre peuple. […]

Les valeurs ont chuté à des niveaux fantastiques ; les taxes ont augmenté ; notre capacité à payer s'est effondrée ; partout les gouvernements font face à de sérieuses réductions de revenus ; les moyens d'échanges sont bloqués par le gel des courants commerciaux ; les feuilles mortes des entreprises industrielles jonchent partout le sol ; les fermiers ne trouvent plus de marchés pour leurs produits, et pour des milliers de familles l'épargne de plusieurs années s'est évaporée. Plus important, une foule de citoyens sans emploi se trouve confrontée au sinistre problème de sa survie, et à peu près autant triment pour un salaire misérable. […]

Notre première tâche, la plus importante, est de remettre les gens au travail. Ce n'est pas un problème insoluble si nous nous y attelons avec sagesse et courage. Cela peut être accompli en partie par un recrutement direct du gouvernement, en traitant le problème comme nous traiterions l'urgence d'une guerre, mais en accomplissant dans le même temps, grâce à ces emplois, les grands projets dont nous avons besoin pour stimuler et réorganiser l'utilisation de nos immenses ressources naturelles. […]

Oui, la tâche peut être soutenue […] par une planification nationale et une supervision de toutes les formes de transports et de communications ainsi que d'autres équipements qui ont définitivement un caractère public. […]

Dans notre progression vers la reprise du travail, nous aurons besoin de deux protections contre le retour des maux de l'ordre ancien. Il devra y avoir un strict contrôle de toutes les activités bancaires, de crédits et d'investissements. Il devra être mis fin à la spéculation avec l'argent des autres.

Extrait du discours d'investiture de F. D. Roosevelt, 4 mars 1933.

Franklin Delano Roosevelt (1882-1945)

Homme politique américain, président démocrate des États-Unis pendant quatre mandats, de 1933 à 1945, il met en œuvre la politique du *New Deal* pour tenter de sortir le pays de la crise. Il renforce la personnalisation du pouvoir exécutif et rompt avec la position traditionnellement isolationniste du pays pendant la Seconde Guerre mondiale.

Notions

- État-providence : État qui intervient de façon importante dans le domaine économique et social, afin d'assurer le bien-être de ses citoyens.
- *New Deal* : terme anglais signifiant « nouvelle donne » et désignant l'ensemble des mesures de politique économique et sociale adoptées aux États-Unis par le gouvernement de F. D. Roosevelt à partir de 1933 pour enrayer les effets de la Grande Dépression.

Vocabulaire

- planification : processus consistant à fixer, pour un horizon de moyen terme, des objectifs de production, en termes qualitatifs et quantitatifs.

2 Le programme *Work Progress Administration* (WPA)

Des ouvriers construisent une route dans l'État de New York en mai 1939. Le peintre Alfred Castagne (1899-1988) dessine la scène. Ces travaux sont exécutés dans le cadre de la WPA, programme du *New Deal* d'aide aux chômeurs et aux artistes créé en 1935.

3 Une pauvreté qui reste importante aux États-Unis au milieu des années 1930

Dorothea Lange, *Migrant mother Nipomo-California*, 1936.

Vidéo

4 Un ancien proche de Roosevelt témoigne sur le *New Deal*

Raymond Moley a participé aux premiers temps du New Deal *aux côtés de Roosevelt. Il rompt avec Roosevelt à partir de l'été 1933 et se range du côté des républicains conservateurs. Il est opposé aux mesures sociales du deuxième* New Deal.

Le sauvetage des banques de 1933 a probablement été le tournant de la Dépression. Quand les gens ont été capables de survivre au choc que fut la fermeture des banques[1], qu'elles ont rouvert et qu'ils ont vu que leur argent était protégé, la confiance a commencé à revenir. Les beaux jours revenaient. L'essentiel de la législation qui a été adopté après n'a pas réellement aidé le public. C'est lui qui s'est aidé lui-même, une fois la confiance revenue.

Ce fut le renouveau de l'espoir. Les gens ont eu un peu peur – pendant une semaine. Puis le Congrès a adopté la loi et les banques ont ouvert. Roosevelt s'est adressé à eux le dimanche soir, après la semaine de fermeture. Sa première « conversation au coin du feu ». Les gens ont remis leur argent à la banque. Ils étaient réellement soulagés. […]

Le premier *New Deal* a rompu radicalement avec la vision américaine. Il a donné plus de pouvoir au gouvernement central. À l'époque, c'était nécessaire, surtout dans le domaine agricole. Laissée à elle-même, l'agriculture frisait l'anarchie. Mais il n'y avait aucune nécessité de réorganiser l'industrie. Il fallait permettre à nouveau aux exploitations de prospérer et créer un marché pour les produits industriels dans les villes.

Le second *New Deal*, c'était autre chose. C'est avec lui qu'a commencé mon désenchantement. Roosevelt n'a pas suivi de ligne politique particulière à partir de 1936. L'économie a commencé lentement à décroître – et le chômage à augmenter – jusqu'en 1940. C'est quelque chose que les gens de gauche ne veulent pas admettre. C'est la guerre qui a sauvé l'économie et Roosevelt.

Raymond Moley, entretien avec Studs Terkel, cité dans *Hard Times. Histoires orales de la Grande Dépression*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009.

1. De nombreuses banques ont fait faillite suite au krach de Wall Street (1929) et aux nombreux retraits de capitaux des épargnants.

5 Principales mesures prises sous la présidence de Roosevelt

Mesures	Contenu
1er *New Deal* : 1933	
United State Bank Holiday (05/03/1933)	Suspension des transactions bancaires du 06/03/1929 au 10/03/1929.
Securities and Exchange Commission	Organisme fédéral de contrôle et de régulation des marchés financiers.
Glass-Steagall Banking Reform Act	Sépare les activités de banques de dépôt et celles de banques d'investissement. Protège les dépositaires contre les faillites bancaires.
FERA (Federal Emergency Relief Administration)	Aides d'urgence aux chômeurs.
CWA (Civil Works Administration)	Fournit du travail aux chômeurs.
TVA (Tennessee Valley Authority)	Programme de construction de barrages pour aménager la vallée du Tennessee.
2nd *New Deal* : 1935-1938	
Wagner Act (1935)	Loi visant à améliorer les relations entre employeurs et employés. Favorise le développement du syndicalisme.
Social Security Act (1935)	Loi établissant un système de protection sociale au niveau fédéral (retraite, assurance chômage).
Fair Labor Standards Act (1938)	Loi fixant un salaire minimum sur le plan fédéral et des horaires maxima (48 h par semaine).

Parcours 1

- Mettre en relation des faits ou événements
- Mettre un événement en perspective

1. Doc. 1 Présentez l'analyse que fait Roosevelt de la situation économique aux États-Unis en 1933, et les réponses qu'il propose.
2. Doc. 2 et 5 En quoi peut-on dire que la politique lancée par Roosevelt met en place une forme d'État-providence ?
3. Doc. 3 et 4 Quelles sont les limites du *New Deal* d'après ces documents ?
4. Doc. 4 et 5 En quoi le second *New Deal* marque-t-il une rupture avec la conception américaine de l'économie et le premier *New Deal* ?
5. Doc. 4 Quel regard critique peut-on cependant porter sur ce document ?

Bilan Comment le président Roosevelt, avec le *New Deal*, a-t-il cherché à sortir les États-Unis de la crise et quel en est le bilan ?

Aide Présentez tout d'abord les mesure immédiates qui doivent redonner confiances à la population américaine, puis les réformes profondes du système social.

Parcours 2 BAC

- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

E3C Analyse de document À travers l'analyse du document 1, vous montrerez comment le président F. D. Roosevelt a tenté de répondre à la Grande Dépression.

Aide Présentez le document en insistant sur son contexte. Organisez vos idées en paragraphes structurés. Pensez à porter un regard critique sur le document en insistant sur le contexte.

POINT DE PASSAGE

Juin 1936, le Front populaire et les accords Matignon

Vidéo Les 80 ans du Front populaire
Étude d'images
Documents complémentaires

L'expérience du Front populaire est marquée par le rapprochement des forces de gauche. Elle vise à proposer une autre politique économique pour sortir de la crise que connaît la France depuis le début des années 1930, mais c'est aussi une réaction face à la crise politique.

Comment les accords Matignon définissent-ils une politique originale de réponse à la crise économique et politique que connaît la France ?

1 E3C Analyse de document Discours de Léon Blum devant la Chambre (6 juin 1936)

Messieurs, le Gouvernement se présente devant vous au lendemain d'élections générales où la sentence du suffrage universel, notre juge et notre maître à tous, s'est traduite avec plus de puissance et de clarté qu'à aucun moment de l'histoire républicaine. Le peuple français a manifesté sa décision inébranlable de préserver contre toutes les tentatives de la violence ou de la ruse les libertés démocratiques qui ont été son œuvre et qui demeurent son bien. Il a affirmé sa résolution de rechercher dans des voies nouvelles les remèdes de la crise qui l'accable, le soulagement de souffrances et d'angoisses. Enfin, il a proclamé la volonté de paix qui l'anime tout entier. La tâche du Gouvernement qui se présente devant vous se trouve donc définie dès la première heure de son existence.

Sa majorité est celle que le pays a voulue. Il est l'expression de cette majorité rassemblée sous le signe du Front populaire. Il possède d'avance sa confiance et l'unique problème qui se pose pour lui sera de la mériter et de la conserver.

Il n'a pas à formuler son programme. Son programme est le programme commun souscrit par tous les partis qui composent la majorité, et l'unique problème qui se pose pour lui sera de le résoudre en actes.

Ces actes se succéderont à une cadence rapide. Dès le début de la semaine prochaine, nous déposerons sur le bureau de la Chambre un ensemble de projets de loi dont nous demanderons aux deux assemblées d'assurer le vote avant leur séparation.

Ces projets de loi concerneront : la semaine de quarante heures, les contrats collectifs, les congés payés […], la prolongation de la scolarité.

Léon Blum, Assemblée nationale, 6 juin 1936.

Léon Blum
(1872-1950)
Homme politique socialiste français, président du Conseil du Front populaire en 1936 qui permet de grandes avancées sociales, il est contraint à la démission en juin 1937. Interné par le régime de Vichy puis livré aux Allemands en 1943, il est déporté près de Buchenwald. Après la guerre, il dirigea le dernier gouvernement provisoire avant l'instauration de la IVe République.

MÉTHODE : Analyse de document

CONSIGNE

À partir du document 1 et après avoir expliqué dans quelles conditions Léon Blum est arrivé au pouvoir en France, vous présenterez et expliciterez le programme qu'il défend.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

1 Lire et comprendre la consigne

Relevez au brouillon les mots clés et expliquez ce qu'ils signifient (ici, « conditions », « Blum » et les deux verbes d'action « présenterez » et « expliciterez »).

2 Analyser le document

Présentez le document (nature, auteur…), relevez les raisons mises en avant par Léon Blum pour justifier sa victoire, puis présentez son programme et la manière dont il prévoit de le mettre en œuvre.

3 Rédiger la réponse organisée

- **Une introduction** qui présente le document et le contexte qui l'entoure.
- **Un développement** organisé en deux parties qui présente le programme et explique ensuite ce qu'il prévoit de faire et comment il va agir.
- **Une conclusion** qui dresse le bilan de cette analyse.
- Appuyez-vous sur vos connaissances pour illustrer vos propos par des faits et exemples précis.

2 **Ouvrières occupant une usine (juin 1936)**

Les ouvrières de l'usine de biscuits Huntley Palmers à La Courneuve dansent au son du gramophone pendant la grève.

3 **Extrait des accords Matignon (7 juin 1936)**

Art. 1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail. […]

Art. 3. […] les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel. […]

Art. 4. Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront ajustés à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés […].

Art. 5. Dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers selon l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application du Code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité. […]

Art. 6. La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève.

4 **Vacanciers sur une plage de Normandie (vers 1937)**

Les congés payés ont permis à de nombreux Français de découvrir la mer.

Parcours BAC

- Identifier et expliciter les dates et acteurs des grands événements
- S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Comment Léon Blum décrit-il la situation politique, économique et sociale de la France et que propose-t-il pour y remédier ?

2. Doc. 2 Pourquoi, d'après vous, des ouvrières occupent-elles des usines dans la joie en juin 1936 ?

3. Doc. 3 Comment les accords Matignon répondent-ils aux attentes des ouvriers et des ouvrières ?

Aide Rappelez le contexte dans lequel ces accords sont signés et montrez en quoi les conditions de vie des ouvrières et des ouvriers ont été affectées.

4. Doc. 4 En quoi peut-on dire que le Front populaire permet une démocratisation des loisirs ?

Bilan Travail de groupe Montrez comment les accords Matignon cherchent à répondre à une crise politique et économique.

Aide

Par groupe de 2 ou 3 :

– Présentez d'abord le contexte (crise politique et économique) et les acteurs des accords Matignon.

– Montrez ensuite, en vous appuyant sur le doc. 3, que ces accords cherchent à résoudre la crise.

LEÇON 2

Les réponses des États à la crise économique

Comment les États touchés par la crise cherchent-ils à la résoudre ?

POINT DE PASSAGE 1933, F. D. Roosevelt et le *New Deal* p. 36

POINT DE PASSAGE Juin 1936, le Front populaire et les accords Matignon p. 38

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

Visionnez la vidéo https://www.francetvinfo.fr/politique/politique-ce-que-l-on-doit-au-front-populaire-ne-il-y-a-80-ans_1434151.html.

Dans quel contexte se déroule la victoire du Front populaire ? Quelle forme de lutte naît en 1936 ? Quelles sont les premières mesures prises par le gouvernement ?

Notions

- libéralisme: doctrine défendant les libertés individuelles, ici économiques, contre l'emprise de l'État.
- populisme : mouvement politique qui oppose le peuple aux élites politiques, économiques, médiatiques, culturelles, etc.

Vocabulaire

- CGPF (Confédération générale de la production française) : principale organisation représentative du patronat français. Elle devient en 1936 la Confédération générale du patronat français.
- CGT (Confédération générale du travail) : créée en 1895, principal syndicat français de travailleurs dans les années 1930.
- dévaluation : opération par laquelle une banque centrale d'un pays décide de faire baisser la valeur de la monnaie, au moyen d'une importante création monétaire. Ce processus entraîne une augmentation des prix (inflation), ce qui permet d'améliorer la compétitivité à l'export par exemple, ou encore de rendre la dette plus facile à rembourser.
- termes de l'échange : rapport, pour un produit donné, entre l'indice du prix des exportations et celui des importations. Les termes de l'échange s'améliorent si les mêmes quantités exportées permettent d'acheter une quantité accrue de marchandises importées.

A Le *New Deal*, une réponse à la crise aux États-Unis

POINT DE PASSAGE p. 36

Aux États-Unis, en 1933, Roosevelt instaure la politique du *New Deal* afin de répondre à la crise. Élu en novembre 1932, Roosevelt est favorable au dirigisme économique et au renforcement du pouvoir fédéral. Il met en place dès 1933 son programme du *New Deal*, qui passe par un meilleur encadrement des banques, un fort soutien à l'agriculture, la relance des exportations, une politique de grands travaux et des aides aux chômeurs. Il opte également pour la dévaluation du dollar en 1934, ce qui permet d'enrayer la chute des prix. À partir de 1935, le *New Deal* prend une tournure plus sociale ; il favorise le développement du syndicalisme et instaure un système de protection sociale, ainsi qu'un salaire minimum.

Le *New Deal* suscite l'hostilité des milieux d'affaires qui craignent une trop importante intervention de l'État dans l'économie contraire au libéralisme auquel ils sont attachés. En revanche, il est soutenu par l'économiste britannique Keynes, proche de certains conseillers du Président.

Si la politique de relance du *New Deal* entraîne une amélioration de la situation économique et sociale, son bilan doit cependant être nuancé. En effet, en 1939, le pays a tout juste retrouvé son niveau de production de 1929. Le chômage a diminué, mais il y a encore près de 9 millions de travailleurs privés d'emploi (contre 12,5 millions en 1933). C'est la Seconde Guerre mondiale qui permet réellement aux États-Unis de sortir de la crise et de renouer avec la prospérité. Cependant, le *New Deal* a jeté les bases de l'État-providence et a servi d'exemple dans plusieurs pays comme en France, où il a inspiré le Front populaire. Au Royaume-Uni, pendant la Seconde Guerre mondiale, le rapport Beveridge (1942) préconise la mise en place de mesures sociales préfigurant l'État-providence.

B Le Front populaire : une réponse sociale à la crise

POINT DE PASSAGE p. 38

En France, le Front populaire cherche à répondre à la crise par les accords Matignon et les lois sociales de juin 1936. Après la victoire électorale du Front populaire en mai 1936, un vaste mouvement de grève est déclenché. Parti de la base, il touche 3 millions de salariés et se caractérise par une nouvelle forme de lutte, l'occupation d'usines, qui prend une allure festive. Ces grandes grèves se conjuguent avec l'action du Front populaire. Elles aboutissent aux accords Matignon du 7 juin 1936, conclus sous l'arbitrage du gouvernement Blum entre la CGPF et la CGT. Par ailleurs, l'État intervient dans l'économie par la création de l'Office du blé, la réforme de la Banque de France, et les nationalisations dans les industries de l'armement et de l'aéronautique ou les chemins de fer.

Ces mesures du Front populaire marquent une avancée considérable dans la législation sociale en France. Elles suscitent un grand espoir d'amélioration des conditions de travail et de vie au sein de la classe ouvrière, et permettent un certain recul du chômage au début de l'année 1937. Les accords Matignon garantissent la liberté syndicale, instituent des délégués ouvriers au sein des entreprises et accordent des augmentations de salaire. Les lois sociales permettent une diminution du temps de travail (de 48 à 40 heures par semaine). Grâce aux congés payés (deux semaines par an), de nombreux ouvriers partent pour la première fois en vacances. L'action du Front populaire se fait aussi sentir dans les domaines de la culture et du sport, à travers le développement des loisirs et des sports populaires. Pour la première fois, trois femmes entrent au gouvernement dont la scientifique Irène Joliot-Curie.

Cependant, l'expérience du Front populaire est de courte durée et ne lui laisse pas le temps de sortir le pays de la crise. Comme aux États-Unis, il s'est heurté à l'incompréhension des milieux d'affaires, qui ont craint que le pays ne devienne socialiste. La persistance des difficultés économiques, ainsi que la montée des tensions internationales empêchent Léon Blum de poursuivre sa politique réformatrice, qu'il suspend en 1937 avant de démissionner. Le Front populaire a malgré tout laissé une trace indélébile dans les mémoires de la gauche et des milieux populaires. Il a marqué une rupture du point de vue de l'intervention de l'État en matière économique et sociale.

Irène Joliot-Curie
(1897-1956)
Fille de Marie Curie, elle obtient à son tour le prix Nobel de chimie en 1935 pour ses travaux sur la radioactivité artificielle. Elle entre au gouvernement de Léon Blum comme sous-secrétaire d'État chargée de la recherche scientifique.

C Montée des politiques d'indépendance économique dans les régimes autoritaires

En Allemagne, le patronat cherche à répondre à la crise en réclamant un gouvernement dirigé par un « homme fort ». Des hommes d'affaires, comme Thyssen, soutiennent le Parti national-socialiste ouvrier allemand (NSDAP), qui obtient 33 % des voix aux élections législatives de 1932, et son chef, Hitler, qui devient chancelier le 30 janvier 1933. Une politique protectionniste et d'autarcie est alors mise en place.

POINT DE PASSAGE
p. 32

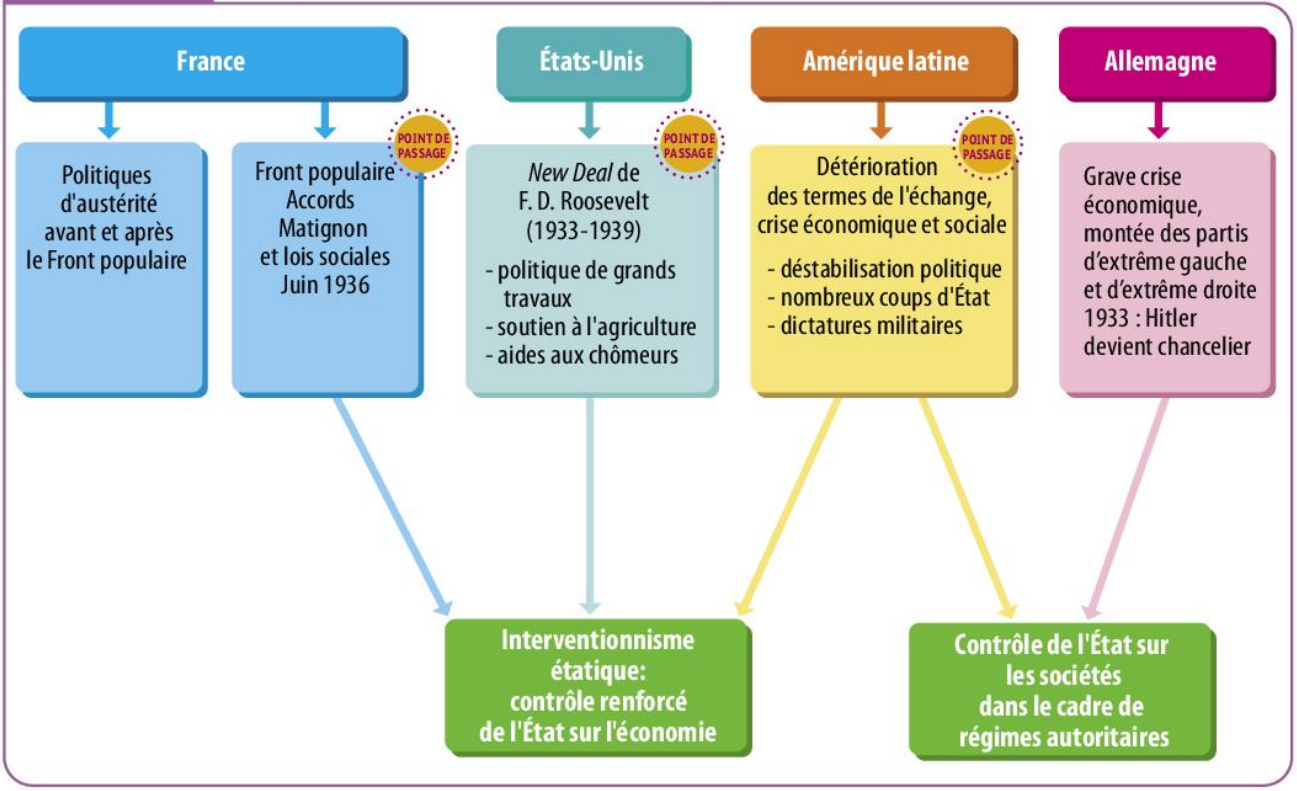
Dans d'autres régions du monde, comme **en Amérique latine, les réponses à la crise, bien que diverses, passent souvent par un renforcement du rôle de l'État en matière économique et sociale,** mené par des leaders populistes. Face à la dégradation des termes de l'échange, certains pays, pour sortir de la crise et diminuer leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur, développent une politique d'industrialisation par substitution aux importations. Il s'agit de produire localement des biens traditionnellement importés des pays développés. Ce processus est rendu possible grâce à l'épargne interne générée par le secteur exportateur de matières premières : ainsi, les pays deviennent autonomes pour répondre à la demande intérieure sans dépendre de l'extérieur.

John Maynard Keynes
(1883-1946)
Économiste britannique, il défend l'intervention de l'État pour assurer le plein emploi par une politique fiscale et monétaire favorisant la relance par la consommation, afin d'enrayer les effets de la crise économique de 1929. Il est nommé gouverneur de la Banque d'Angleterre et a théorisé des idées qui rejoignent celles du *New Deal* de Roosevelt. Il participe également à la réorganisation du système monétaire international à Bretton Woods en 1944.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN **Les réponses des États à la crise économique**

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



AUTRE SUPPORT **UN FILM**

La vie est à nous de Jean Renoir (1936)

La vie est à nous est un film commandé en février 1936 par le parti communiste, à des fins de propagande en vue des élections. Il est le résultat d'un travail collectif, mené par des techniciens, des artistes (comme Jacques Becker, Henri Cartier-Bresson ou Jean Renoir) et des hommes politiques (comme Marcel Cachin ou Maurice Thorez). Composé d'images documentaires et de saynètes fictionnelles, le film expose la menace fasciste et l'espoir représenté par le Front populaire. Censuré, il est d'abord diffusé uniquement au sein des organisations dépendant du Parti communiste. La commercialisation ne débute qu'à partir de 1969.

En quoi le film *La vie est à nous* est-il à la fois un film engagé et un témoin de la genèse du Front populaire ?

Film en consultation libre sur cinearchives.org : https://parcours.cinearchives.org/Les-films-VIE-EST-A-NOUS-_LA_-565-16-0-1.html?ref=

1 Un contexte de crise

« Fermé pour cause de faillite » : photogramme (6'21"). Extrait 1 de *La vie est à nous* : 4'45" à 10'22"

2 La formation du Front populaire

Siège du PCF : photogramme (19'01"). Extrait 2 de *La vie est à nous*: 14'13" à 18'55"

ANALYSE DES DOCUMENTS

1. **Doc. 1** D'après le premier extrait et le photomontage, que montre le film sur le contexte économique et social de l'époque ?
2. **Doc. 2** De quelle manière, dans le deuxième extrait, Renoir cherche-t-il à présenter le Front populaire ? Analysez comment le réalisateur explique la genèse de ce dernier, ainsi que les slogans du Front populaire qui sont ici mis en avant.

Synthèse

En quoi le film *La vie est à nous* est-il à la fois un film engagé et un témoin de la genèse du Front populaire ?

Réaliser une carte mentale de synthèse

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, construisez votre propre carte mentale de synthèse du chapitre.

Boîte à outils

- Reprenez les éléments de votre cours et les deux leçons du manuel.
- Inspirez-vous des questions proposées pour repérer des éléments clés dans votre cours.
- Identifiez les personnages clés et les événements marquants.
- Complétez alors la carte mentale pour qu'elle puisse reprendre l'ensemble des éléments repérés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — **Analyse de document**

■ **CAPACITÉS :** Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique
Savoir lire, comprendre et critiquer un document iconographique

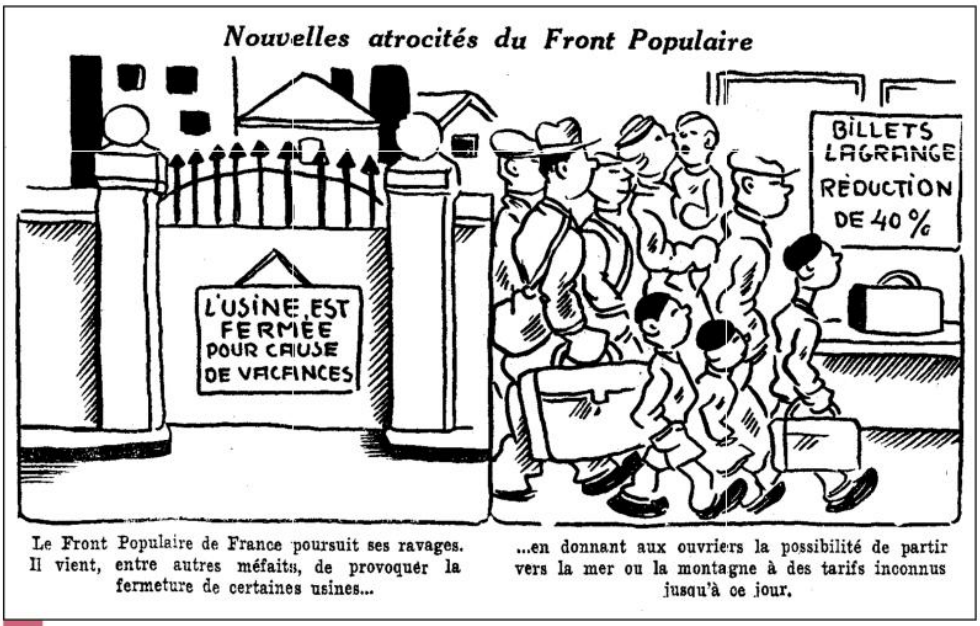
Les questions à se poser sur ce document :

Qu'est-ce que le Front populaire ? Dans quel contexte est-il né ?

Quelle mesure du Front populaire est mise en évidence par ce document ?

Quelles sont les autres mesures prises par le Front populaire ?
Qui est Léo Lagrange ?

Quel est donc le ton de ce dessin ?



Dessin de Robert Fuzier paru dans *Le Populaire*, 1936.

Le « billet Lagrange », qui fait référence à Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux Sports et aux Loisirs sous le Front populaire, est un billet de train à tarif réduit utilisable dans le cadre des congés payés. Robert Fuzier est un dessinateur au quotidien socialiste *Le Populaire* et devient un des attachés du cabinet de Léo Lagrange en juin 1936.

CONSIGNE

Après avoir présenté le contexte de ce document, montrez en quoi les accords Matignon constituent un moment majeur pour la société française. Expliquez pourquoi le propos de ce dessin est ironique.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C

Analyse de document
Comprendre les attentes de l'épreuve

■ **CAPACITÉ :** Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique
Mettre un événement ou une figure en perspective

RAPPEL DE L'ÉPREUVE

« L'analyse de document(s) est accompagnée d'une consigne suggérant une problématique. Le ou les document(s) comporte(nt) un titre et, si nécessaire, un nombre limité de notes explicatives. » Le but de l'exercice est de mettre en œuvre une démarche historique afin d'analyser les documents, mais aussi de porter un regard critique sur ces documents.

1 Le programme politique du Parti républicain en 1936

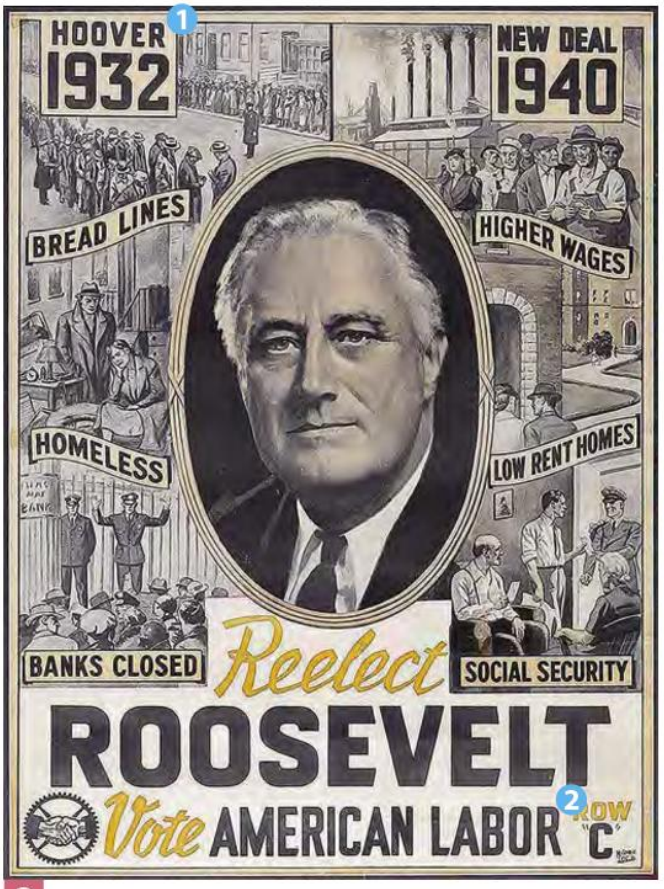
Texte original en anglais
Classes Européennes

L'Amérique est en péril. Le bien-être des Américains, hommes et femmes, et l'avenir de la jeunesse sont en jeu. Nous consacrons nos forces à la préservation de leur liberté politique et civique, et de leurs chances individuelles, qui sont pour la première fois menacées par le gouvernement lui-même. Depuis trois longues années, l'administration du *New Deal* a déshonoré les traditions américaines et a trahi de manière flagrante les promesses sur lesquelles le Parti démocrate avait sollicité et reçu le soutien du public. Le président a usurpé les pouvoirs du Congrès. [….] Les droits et les libertés des citoyens américains ont été violés. Le monopole réglementé a remplacé la libre entreprise. L'administration du *New Deal* cherche constamment à usurper les droits réservés aux États[1] et au peuple. […] Elle a engendré craintes et hésitations dans le commerce et l'industrie, décourageant ainsi les nouvelles entreprises, entravant l'emploi et prolongeant la dépression. […]

La seule solution pérenne au problème du chômage est l'intégration des chômeurs dans l'industrie et l'agriculture. À cette fin, nous préconisons la suppression des restrictions sur la production, l'abandon de toutes les politiques du New Deal qui augmentent les coûts de production et la cherté de la vie – et limitent ainsi les achats, réduisent le volume des affaires et empêchent le réemploi –, et prônons l'encouragement du commerce légitime, […], ainsi que l'adoption de toute autre politique susceptible de donner une chance à l'entreprise individuelle, au développement industriel et au rétablissement des emplois.

Programme issu de la Convention républicaine pour les élections, 9 juin 1936.

1. Il s'agit des États américains fédérés.



2 Affiche électorale du Parti démocrate pour les élections de 1944

Traduction
- **bread lines :** queues pour les soupes populaires
- **homeless :** sans-abris
- **banks closed :** banques fermées
- **higher wages :** salaires plus élevés
- **low rent homes :** habitations à loyers modérés
- **Social Security :** Sécurité sociale.
- Réélisez Roosevelt, votez pour le parti travailliste américain.

1. Président républicain Herbert Hoover, en fonction de 1929 à 1933.
2. À partir de 1936, les partis démocrate et travailliste se sont alliés.

CONSIGNE

En confrontant les deux documents, montrez en quoi le New Deal est un tournant dans la vie économique et politique des États-Unis.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

MÉTHODE

Conseils

Veillez à soigner l'orthographe, l'expression écrite et la présentation (notamment en laissant du blanc entre les paragraphes). Il faut donc se laisser du temps pour relire attentivement sa copie.

ÉTAPE 1 Préparer l'analyse de documents

Lire et comprendre les documents et la consigne :

- Lire une première fois les documents et la consigne.
- Lire la question en étant attentif/attentive aux mots clés, aux mots de liaison et à la ponctuation.

- Identifiez le(s) document(s) de manière précise : nature, auteur et/ou source, date, thème, contexte.
- Veillez à définir les termes clés employés : ici, « *New Deal* », « libre entreprise ».
- En combien de parties pouvez-vous organiser votre analyse ? Lesquelles ?

Analyser les documents :

- Prélever les informations qui, dans les documents, répondent à la consigne.
- Mettre ces informations en relation avec ses connaissances.

- Utilisez un code couleur pour les textes, entourez les éléments de réponse sur les documents iconographiques.
- Mobilisez les notions, les événements, les personnages étudiés en classe pour expliciter les documents : rappelez qui est Roosevelt, les objectifs fixés et les moyens mis en œuvre pour le *New Deal*, le bilan de ce programme.

Porter un regard critique sur les documents :

- Quels sont les aspects non évoqués par le ou les documents et qui sont essentiels pour comprendre le phénomène historique étudié ?
- Y a-t-il des formes d'exagération dans ces documents ?

- Quels sont les arguments défendus par chacun des documents, y a-t-il des idées sous-entendues ?
- Quels arguments adverses sont contrés, ou passés sous silence ?
- Quelles sont les exagérations contenues dans les deux documents ?

ÉTAPE 2 Rédiger l'analyse de documents

L'introduction :

- Elle précise le thème abordé par le(s) document(s) et en fait la présentation.
- À la fin de l'introduction, la consigne doit être reformulée.

- Vous pouvez commencer par présenter le contexte de la mise en place du *New Deal* avec l'élection de Roosevelt en 1932 à la présidence des États-Unis.

Le développement :

- Il est construit en paragraphes.
- Chaque paragraphe est développé autour d'une idée.
- Chaque paragraphe s'appuie sur des informations tirées des documents, qui doivent être obligatoirement mises en relation avec des connaissances personnelles.
- Si le document est un texte, il faut le citer ; si c'est un document iconographique, il faut le décrire.

- Organisez votre réponse en suivant ces deux axes :

– Le *New Deal* est une entorse au libéralisme économique.

– Le *New Deal* renforce la fonction présidentielle.

La conclusion :

- Courte, elle répond à la consigne.
- On peut y évoquer les limites que comportent le ou les document(s) et élargir le sujet.

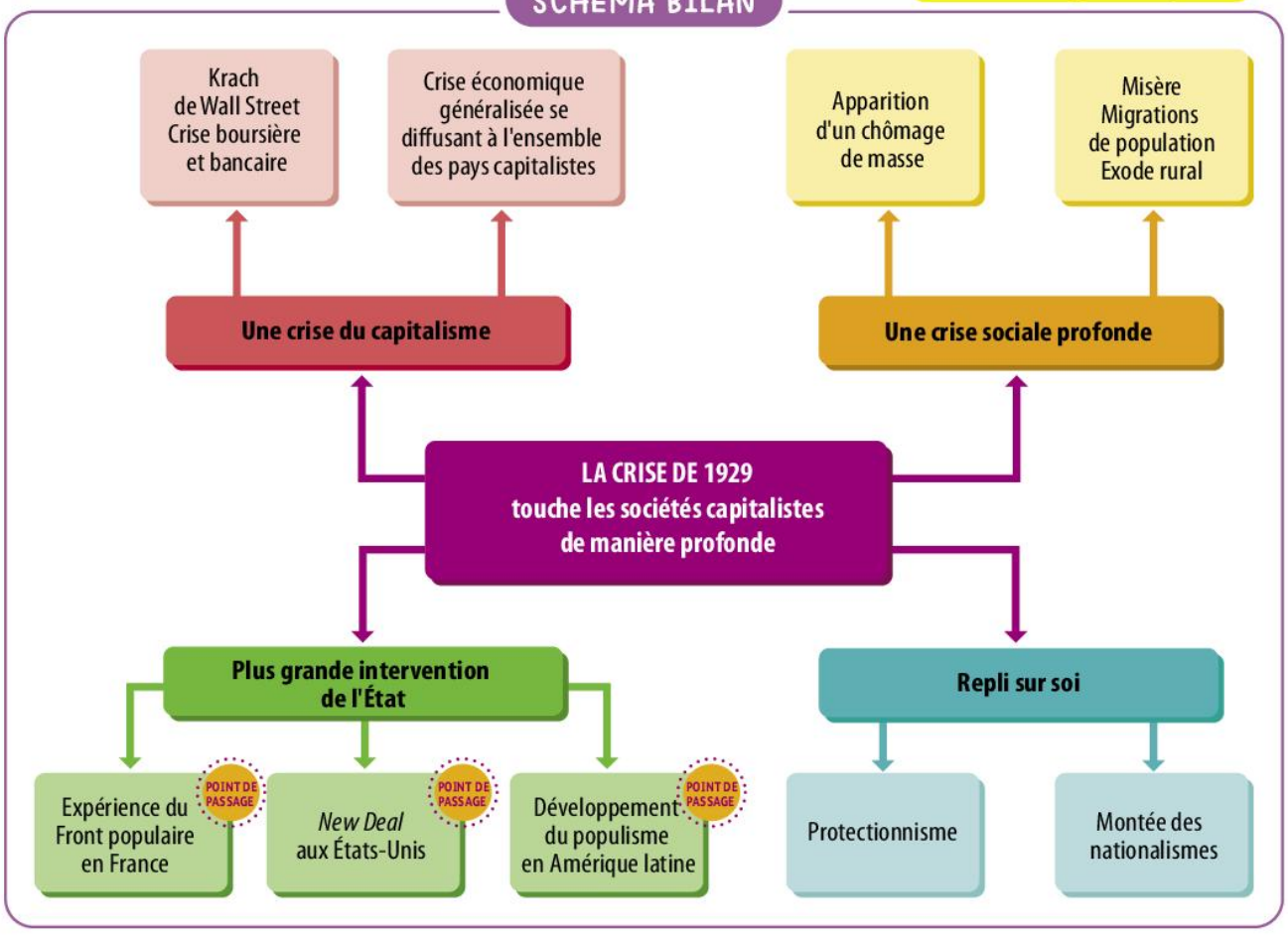
- Expliquez en quoi ces deux documents montrent que le *New Deal* a fait l'objet d'un débat politique contradictoire aux États-Unis.

RÉVISION

L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

SCHÉMA BILAN

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



Je connais les dates importantes

1929 : krach de Wall Street.

1930 : coups d'État en Argentine, au Pérou et au Brésil.

1933-1945 : Franklin D. Roosevelt président des États-Unis.

1933 : Hitler chancelier de l'Allemagne. Franklin D. Roosevelt lance le *New Deal*.

1936 : victoire du Front populaire en France et accords Matignon.

1937 : Getúlio Vargas fonde au Brésil l'*Estado Novo*.

1938 : nationalisation des compagnies pétrolières au Mexique, sous Lázaro Cárdenas.

Je maîtrise les notions et le vocabulaire essentiels

Notions

- capitalisme (p. 25)
- crise (p. 25)
- État-providence (p. 36)
- libéralisme (p. 40)
- New Deal (p. 36)
- populisme (p. 40)

Vocabulaire

- récession (p. 34)
- surproduction (p. 26)
- spéculation (p. 29)

Ne pas confondre !

- **déflation :** processus général et durable de diminution de la masse monétaire et de baisse des prix. Elle est le signe d'une économie en mauvaise santé. Il n'y a aucun contrôle sur ce phénomène.
- **dévaluation :** opération par laquelle une banque centrale d'un pays décide de faire baisser la valeur de la monnaie, au moyen d'une importante création monétaire. Ce processus entraîne une augmentation des prix (inflation), ce qui permet d'améliorer la compétitivité à l'export par exemple, ou encore de rendre la dette plus facile à rembourser.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à réaliser sur votre cahier ou sur une feuille.

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

■ CAPACITÉ : Identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et ruptures chronologiques

– Quelles sont les causes de la crise de 1929 ?
– Comment s'effectue le passage d'une crise américaine à une crise mondiale ?
Dans un court paragraphe, expliquez la montée du chômage de masse durant la crise à travers le monde et les moyens mis en œuvre pour tenter de le juguler.

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ CAPACITÉ : Identifier les contraintes d'un contexte historique

Dans un court paragraphe, montrez que la réponse des États face à la crise est différente selon les pays, en veillant à bien localiser les pays cités et à les associer à des exemples de politiques précis.

■ CAPACITÉ : Mettre un événement ou une figure en perspective

Dans un court paragraphe, expliquez les conséquences de la victoire du Front populaire et des grèves de juin 1936 en matière sociale et en termes d'intervention de l'État dans l'économie.

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

■ CAPACITÉ : Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

a. Notez les notions clés du chapitre (liste ci-contre dans la partie révision) avec leur définition précise.

b. Indiquez pour chaque partie du cours :
– les éléments importants (dates, personnages, notions) ;
– les grandes idées (faits historiques, causes, conséquences…).

c. Savoir expliquer :
– les principaux mécanismes et caractéristiques de la crise des années 1930 ;
– le *New Deal* ;
– les accords Matignon et les lois sociales de 1936 ;
– les conséquences de la crise en Amérique latine.

Pour aller plus loin

À LIRE

- James Agee et Walker Evans, ***Louons maintenant les grands hommes***, coll. « Terre Humaine », éditions Plon 2017. Paru en 1941 aux États-Unis, ce livre décrit les conditions de vie des familles de métayers dans le sud des États-Unis pendant le *Dust Bowl* suivant la Grande Dépression.
- James Agee, ***Une saison de coton***, éditions Christian Bourgeois, 2014. Ce livre narre le quotidien de ces métayers du coton en Alabama : le contrat qui les lie aux propriétaires terriens, les maisons, la nourriture, les vêtements, le travail, la saison de la cueillette, l'éducation, les loisirs, la santé.
- John Steinbeck, ***Les Raisins de la colère***, 1939 (prix Pulitzer 1940).
- Michel Winock, ***Le Front populaire expliqué en images***, éditions du Seuil, 2016.

À ÉCOUTER

Chansons consultables sur YouTube

- ***Wall Street Wail*** de Duke Elligton et ***Market Street Stomp*** de The Missourians, deux chansons jazz qui commémorent le « jeudi noir ».
- Paul Colline, Ange Calabrèse, ***On stocke***, 1932.

À VOIR

- ***Les Raisins de la colère*** (1940) de John Ford : adapté du roman éponyme de John Steinbeck (1939).

SUR LE WEB

lien internet

- http://www.historyplace.com/unitedstates/lange/index.html : site en anglais consacré aux photos de D. Lange.
- https://www.histoire-image.org/fr/etudes/crise-1929-france : site d'histoire par l'image sur la crise en France.
- https://www.ina.fr/video/I14309414 : vidéo de 1970 sur la crise de 1929 ; court (2'34") et présentant à la fois la diffusion en Allemagne et les conséquences sociales et politiques de la crise.
- https://www.ina.fr/video/CAA7901522601 : journal télévisé de TF1, du 23 octobre 1979, pour le cinquantenaire de la crise de 1929.
- https://www.roger-viollet.fr/fr/s-1112383-le-front-populaire-greves/page/1#nb-result : photos de Roger-Viollet pour travailler sur des photos des grèves de 1936.

CHAPITRE

2

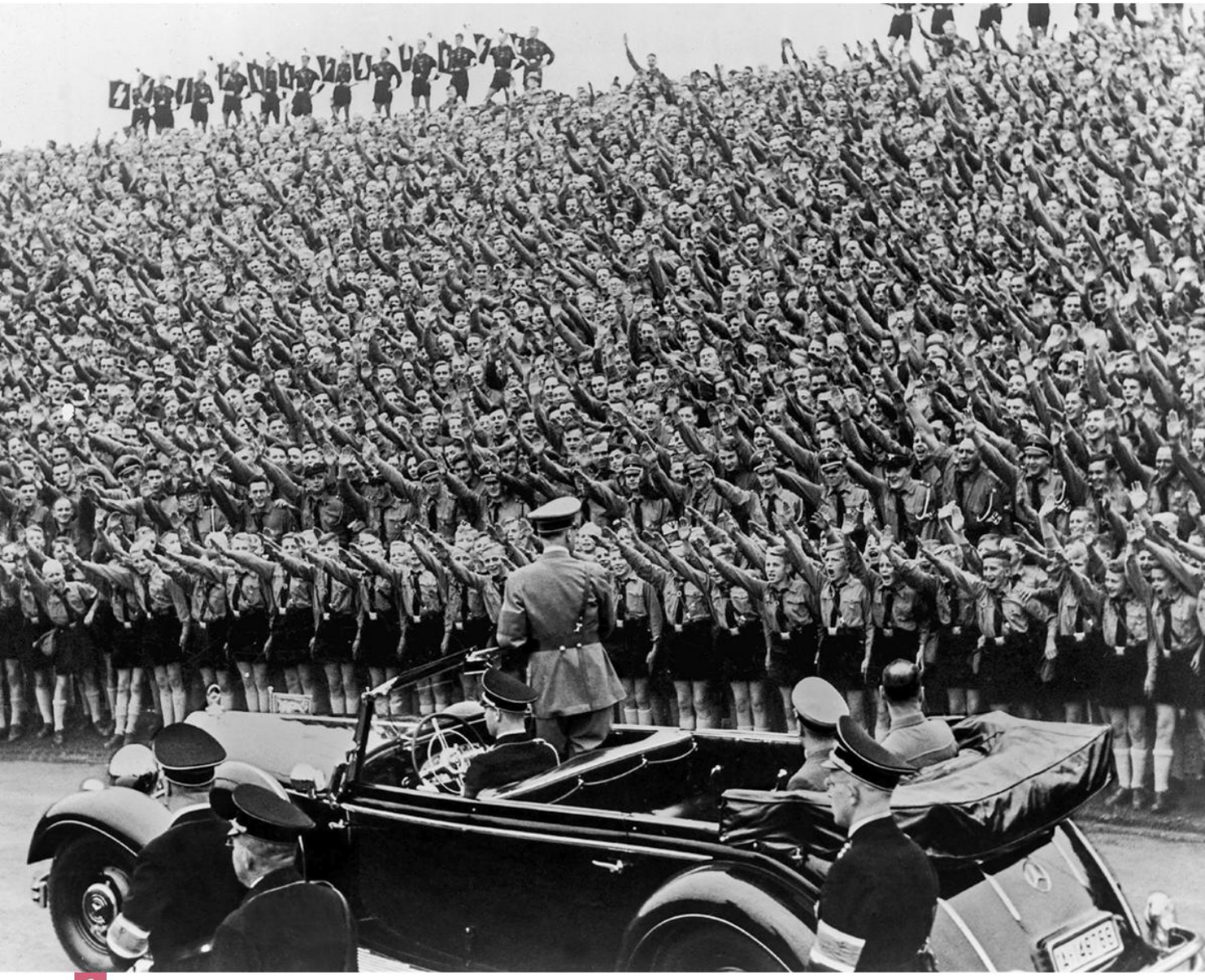
Les régimes totalitaires

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

Comment la mise en place de régimes totalitaires dans l'entre-deux-guerres a-t-elle un impact considérable sur l'ordre européen ?

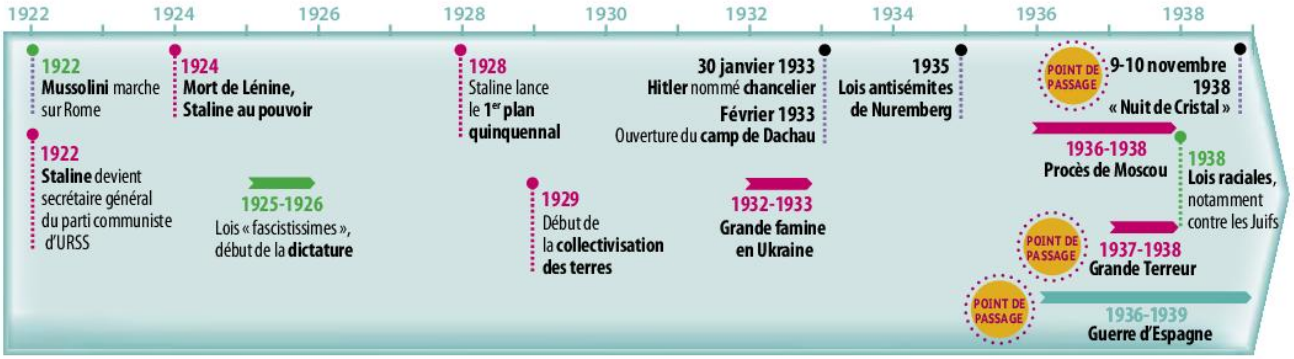
Vidéo d'introduction



1 **La mise en scène du culte du chef**

Hitler salué par les Jeunesses hitlériennes à Nuremberg (1938).

› Comment l'embrigadement de la jeunesse allemande se manifeste-t-il ici ?



Notions

- **culte du chef :** vénération d'un dirigeant politique charismatique vu comme le sauveur infaillible de son peuple.
- **Holodomor :** terme d'origine ukrainienne désignant la grande famine qui a tué entre 2,6 et 5 millions de personnes en Ukraine en 1932-1933 et qui a été organisée par le gouvernement soviétique.
- **totalitarisme :** système politique dans lequel un homme et un parti soumettent l'ensemble de l'État et de la société à une idéologie. Toutes les activités individuelles ou collectives sont subordonnées au contrôle du parti-État. Toute opposition est interdite et réprimée.

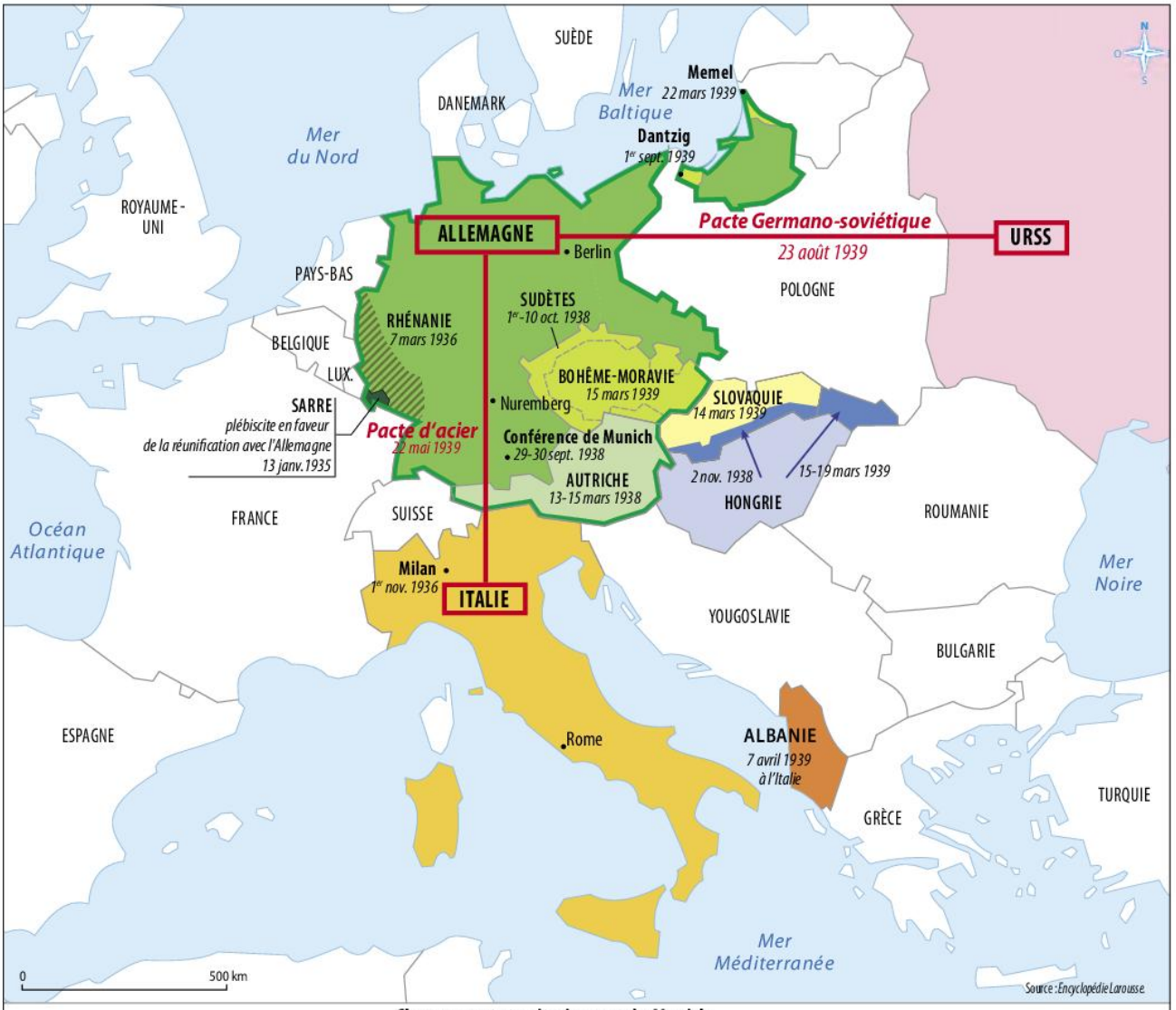
2 La violence du totalitarisme soviétique : la famine en Ukraine

En 1932-1933, une grave famine, organisée par le régime stalinien, frappe l'Ukraine : c'est l'Holodomor.

› Dans quelle mesure cette photo permet-elle de montrer la violence des régimes totalitaires ?

CARTES

Le développement des régimes totalitaires



1 L'expansion nazie en Europe de 1935 à 1939

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

Vocabulaire

- **régime autoritaire :** régime politique qui limite le droit des opposants d'exprimer leurs désaccords.
- **URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) :** État fédéral créé le 22 décembre 1922 pour regrouper les républiques communistes fédérées issues de l'ancienne Russie tsariste.

2 **Les différents types de régimes en Europe en 1938**

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

QUESTIONS

1. Doc. 1 Comment l'Allemagne s'agrandit-elle dans les années 1935-1939 ?
2. Doc. 2 Quelle place les régimes autoritaires occupent-ils en Europe à la veille de la Seconde Guerre mondiale ?

ÉTUDE

Le fascisme italien, une nouvelle forme de dictature

Vidéo

Après la « marche sur Rome » en 1922, le roi Victor-Emmanuel III nomme Mussolini chef du gouvernement. Celui-ci va peu à peu confisquer tous les pouvoirs et instaurer une dictature.

Quelles sont les particularités du fascisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres ?

Benito Mussolini
(1883-1945)

Ancien socialiste, partisan de l'entrée de l'Italie dans le premier conflit mondial, il fonde les Faisceaux de Combat (Fasci), le 23 mars 1919, devenus en 1921 le Parti national fasciste. Après la « marche sur Rome » les 27 et 28 octobre 1922, qui menace le pouvoir, il devient chef du gouvernement. Mussolini met en place une dictature fasciste à partir de 1925. En 1945, il est fusillé par des partisans italiens.

1 Mettre en place la dictature

Texte original en italien
Classes Européennes

Mussolini a remporté les élections de 1924 en les manipulant. Son principal opposant, le député socialiste Matteotti, est assassiné le 10 juin par des militants fascistes. Mussolini assume l'assassinat et instaure alors une dictature le 3 janvier 1925 par les « lois fascistissimes ».

Je vous déclare ici en présence de cette assemblée et devant tout le peuple italien, que j'assume à moi tout seul la responsabilité politique, morale et historique de tout ce qui est arrivé. Si le fascisme n'a été qu'une affaire d'huile de ricin et de matraques, et non pas, au contraire, la superbe passion de l'élite de la jeunesse italienne, c'est à moi qu'en revient la faute !

Si le fascisme a été une association de délinquants, si toutes les violences ont été le résultat d'une certaine atmosphère historique, politique et morale, à moi la responsabilité de tout cela, parce que cette atmosphère historique, politique et morale, je l'ai créée par une propagande qui va de l'intervention dans la guerre jusqu'à aujourd'hui [...].

Lorsque deux éléments sont en lutte et lorsqu'ils sont irréductibles, la solution est dans l'emploi de la force. Il n'y a jamais eu d'autres solutions dans l'histoire et il n'y en aura jamais d'autres. Maintenant j'ose dire que le problème sera résolu. Le fascisme, à la fois gouvernement et parti, est en pleine puissance.

Messieurs, vous vous êtes fait des illusions ! Vous avez cru que le fascisme était fini [...]. L'Italie, Messieurs, veut la paix, la tranquillité, le calme laborieux ; nous lui donnerons tout cela, de gré si cela est possible, et de force si c'est nécessaire.

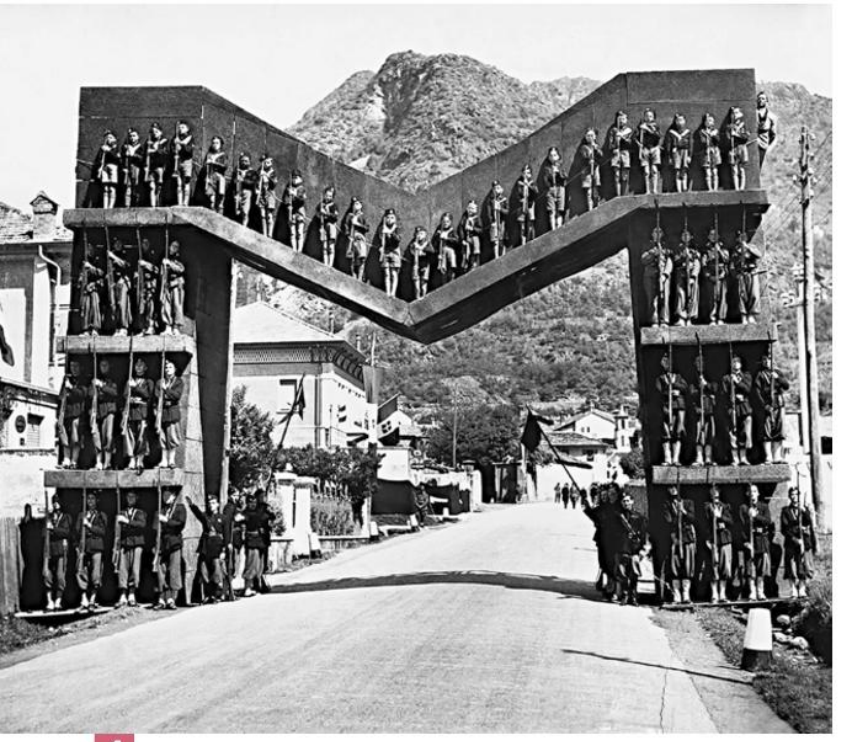
Discours de Mussolini devant l'Assemblée, le 3 janvier 1925.

2 Se placer dans l'héritage de la Rome antique

Mussolini veut retrouver le prestige de l'Empire romain. Pour cela, il crée en 1937 au sud de Rome, près du quartier antique regroupant les vestiges romains, un quartier à l'architecture futuriste inspirée de l'Antiquité, le quartier de l'EUR. Cet acronyme signifie « Exposition Universelle Romaine », car cette exposition devait avoir lieu en 1942 pour les 20 ans de l'arrivée au pouvoir de Mussolini.

3 Développer le culte du Duce par la propagande

Près de Littoria, ville nouvelle créée dans une zone asséchée des Marais pontins, Mussolini participe à la « bataille du blé », visant à assurer l'autosuffisance de l'Italie en blé.



4 Encadrer la jeunesse

Des Balillas accueillent Mussolini dans le Val d'Aoste en mai 1939.

5 Faire primer l'État

Texte original en italien
Classes Européennes

Les individus sont d'abord et avant tout l'État. L'État n'est pas nombre, comme une somme d'individus formant la majorité du peuple. C'est pourquoi le fascisme est contre la démocratie, car celle-ci rabaisse le peuple au niveau du plus grand nombre ; mais il est la forme la plus pure de la démocratie puisque le peuple est conçu, comme il doit l'être, qualitativement et non quantitativement, comme l'idée la plus puissante parce que plus morale, plus vraie, plus cohérente, parce que dans le peuple s'effectuent la conscience et la volonté de quelques-uns, même d'un seul, et que cet idéal tend à s'effectuer dans la conscience et la volonté de tous [...]. Il est aussi l'éducateur et le promoteur de la vie spirituelle. Il peut renouveler non pas les formes extérieures de la vie humaine, mais son essence même. Et dans ce dessein, il exige une discipline, une autorité dominant les esprits pour y régner sans conteste.

Mussolini, « fascisme », *Enciclopedia Italiana*, tome XIV, 1934.

Vocabulaire

- **Duce :** terme venant du latin *dux*, signifiant « chef, guide ». Surnom donné à Mussolini par la propagande fasciste pour montrer sa capacité à diriger l'Italie de manière positive.
- **Fasci (Faisceaux de Combat) :** mouvement politique fondé en 1919 par Mussolini. Des fagots de branchages (faisceaux), symboles de force et d'unité, étaient portés dans l'Antiquité par des licteurs, accompagnant les grands magistrats romains.
- **fascisme :** mouvement et idéologie nationalistes affirmant la toute-puissance de l'État et de son chef Mussolini.
- **propagande :** action de diffuser par tous les moyens une doctrine afin d'influencer l'opinion publique.

6 Assurer la primauté de la « race italienne »

Un profil gréco-romain, censé représenter la race italienne, est séparé des profils sémite et noir. Les lois antisémites datent de 1938 en Italie.

Couverture du premier numéro de *La Défense de la race*, août 1938.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. **Doc. 1 et 5** Comment Mussolini contrôle-t-il le pays ?
   Aide Analysez la place accordée à l'État et les moyens de contrôle des individus mis en place par le régime.
2. **Doc. 2** Pourquoi le fascisme cherche-t-il à se placer dans la continuité de l'Empire romain ?
3. **Doc. 3 et 4** Par quels moyens le fascisme cherche-t-il à faire adhérer la population à ses idées ?
   Aide Pensez à définir l'embrigadement de la jeunesse et à présenter le culte du chef.
4. **Doc. 6** Comment le fascisme met-il en place une politique raciale ?

Bilan À partir de l'analyse des documents, définissez les principes de l'idéologie fasciste et expliquez comment ils sont mis en scène par le régime.

Parcours 2

■ Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

Travail de groupe **Oral** À trois voix, présentez à l'oral en 10 minutes les principales caractéristiques du fascisme italien.

Aide Pensez à aborder le fonctionnement politique, les idées raciales et l'embrigadement de la population. Pour cela, répartissez-vous les rôles: chacun traite un thème et deux d'entre vous se chargent de l'introduction et de la conclusion.

ÉTUDE

Le régime soviétique : la toute-puissance du parti communiste

À la fin des années 1920, Staline contrôle le régime et accentue la mainmise de l'État et du parti communiste sur la société soviétique : il ordonne la collectivisation des terres, l'industrialisation accélérée du pays, tout en éliminant tous les opposants au parti communiste et à sa politique. Afin d'affirmer son pouvoir, il a recours à une intense propagande qui met en place un culte du chef.

Comment Staline et le parti communiste d'URSS utilisent-ils la violence et la propagande pour contrôler le pays ?

Vidéo
Étude d'images
Documents complémentaires

1 Un parti unique tout puissant

Je passe à la question du Parti. Le présent congrès se tient sous le signe de la victoire complète du léninisme, sous le signe de la suppression des débris des groupements anti-léninistes. Si, au XV[e] congrès[1], il fallait encore démontrer la justesse de la ligne du Parti et combattre certains groupements anti-léninistes ; si, au XVI[e] congrès[2], il fallait donner le coup de grâce aux derniers adeptes de ces groupements, il n'y a plus rien à démontrer à ce congrès, ni, je crois, personne à battre. Tout le monde se rend compte que la ligne du Parti a triomphé…

Camarades, on peut dire que les débats du congrès ont montré la complète unité de conception de nos dirigeants du Parti dans toutes les questions de la politique du Parti. Il n'a été fait, comme vous le savez, aucune objection au rapport. Une parfaite cohésion, tant au point de vue idéologique et politique, qu'au point de vue de l'organisation, s'est donc manifestée dans les rangs de notre Parti. Je me demande si un discours de conclusion est bien nécessaire après cela. Je pense que non. Permettez-moi alors d'y renoncer…

Staline, Rapport au XVII[e] congrès du Parti communiste, janvier 1934.

1. En 1927, éviction de Trotski.
2. En 1930, mise au pas de Boukharine et de la « droite ».

Chronologie

Mars 1917 : révolution de février, abdication du tsar.
Novembre 1917 : révolution bolchévique d'octobre, Lénine au pouvoir.
1918-1921 : guerre civile en Russie.
1924 : mort de Lénine, Staline au pouvoir.
1928-1929 : Staline contrôle le parti communiste et le pays.

2 La collectivisation vue par une jeune Ukrainienne

Mon père ne voulait pas faire partie du kolkhoze ; alors il venait chez nous des gens de toutes sortes qui discutaient avec lui et qui l'emmenaient pour se battre [avec lui], mais il ne voulait toujours pas […]. Nous avions un cheval, une vache, une petite génisse, cinq moutons, quelques cochons et une grange ; c'est tout. Tous les soirs, le policier venait et il emmenait papa au Soviet du village. On lui demandait du grain et on ne voulait pas croire qu'il n'en avait plus. Pourtant c'est la vérité […].

Pendant une semaine entière, on empêcha papa de dormir et on le battit sur tout le corps avec des bâtons et des revolvers […].

Et puis un matin, il y a à peu près un an, des étrangers sont arrivés à la maison. Il y en avait un qui venait du GPU[1] ; le président de notre Soviet était avec lui […]. Et puis il est venu des voitures et on a emporté toutes nos affaires et les bêtes qui nous restaient ont été emmenées au kolkhoze […]. Au matin, […] on nous fit mettre en route [vers le kolkhoze], escortés par des miliciens […]. Quand notre wagon fut plein, tellement plein qu'il n'y avait plus de place pour personne, même debout, on le ferma à clef de l'extérieur. Alors tout le monde se mit à crier et à prier la Sainte Vierge.

Récit d'une fillette ukrainienne de 10 ans, témoignage cité par V. A. Kravchenko, *J'ai choisi la liberté !*, Éditions Self, 1947.

1. Police politique soviétique entre 1922 et 1934.

3 La vie dans les Kolkhozes vue par le gouvernement

Document de propagande de 1932, censé montrer l'organisation scientifique des kolkhozes tournés vers une production de masse efficace et raisonnée.

Vocabulaire

- kolkhoze : coopérative agricole rendue obligatoire pour tout paysan à partir de 1929 dans le cadre de la collectivisation forcée des terres.

Notions

- collectivisation des terres : politique menée par Staline à partir de 1929 visant à supprimer la propriété privée et à mettre en commun les terres, les animaux et le matériel de production.
- culte du chef : voir p. 49

4 E3C Analyse de document

Un culte du chef

« Merci au cher Staline pour notre enfance heureuse ! » Affiche de 1935.

5 Stakhanov, héros ouvrier de Staline

Stakhanov est un ouvrier du bassin houiller du Donbass en Ukraine. Il a largement remporté des concours de productivité en août et en septembre 1935. Il devient un héros national, utilisé par Staline pour sa propagande.

Staliño[1], 1er septembre.

Pour célébrer le 21e anniversaire de la Journée internationale de la jeunesse, le camarade Stakhanov, haveur[2] de la mine « Central'naja-Irmino » à Kadievka, a établi un nouveau record d'URSS de productivité du travail au marteau-piqueur. En un poste de six heures, Stakhanov a donné 102 tonnes de charbon, ce qui représente 10 % de la production journalière de la mine, et a gagné 200 roubles. Le camarade Stakhanov a dépassé les maîtres du marteau-piqueur, Grišin, Sviridov, Muraško, qui n'avaient jusqu'à présent pas été devancés.

Article de *La Pravda*, « Le record du haveur Stakhanov », 2 septembre 1935.

1. Aujourd'hui, la ville de Donetsk, en Ukraine.
2. Mineur chargé de creuser dans la mine pour entailler le charbon.

Parcours

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Comment le Parti communiste contrôle-t-il le pays ?
2. Doc. 2 et 3 Comment la mise en place des kolkhozes est-elle décrite par les deux documents proposés ?
3. Doc. 3, 4 et 5 De quelle manière le régime met-il en scène sa politique à des fins de propagande ?

Bilan À partir de l'analyse des documents, vous expliquerez comment Staline utilise la propagande pour contrôler le pays.

MÉTHODE
Analyse d'une affiche de propagande (doc. 4)

■ **CAPACITÉ :** Savoir lire un document iconographique

CONSIGNE

Après avoir analysé le document 4, vous expliquerez les raisons qui ont pu pousser l'État soviétique à faire réaliser l'affiche.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

ÉTAPE 1 Présenter l'affiche

Il s'agit de définir qui est le commanditaire du document et de tenter de comprendre à qui cette affiche est destinée et pour quelle raison.

ÉTAPE 2 Décrire l'affiche

Il faut s'intéresser aux personnages représentés, au décor, aux symboles politiques éventuellement représentés, au texte qui accompagne l'affiche.

ÉTAPE 3 Interpréter l'affiche

■ Le contexte général : pensez à replacer cette affiche dans le cadre d'une propagande globale du régime.

■ Le message que veut faire passer l'affiche : à quoi sert-elle ? Pourquoi a-t-elle été réalisée ?

■ Le fond de l'affiche : pourquoi dit-on que l'on a affaire à une affiche de propagande (mise en scène, …) par confrontation avec d'autres documents d'époque et à vos connaissances personnelles ?

■ Confrontez l'œuvre avec ce que vous savez du contexte historique.

POINT DE PASSAGE

1937-1938, la Grande Terreur en URSS

Vidéo

Dans les années 1930, l'URSS se transforme radicalement avec la mise en place de la collectivisation des terres et l'industrialisation rapide du pays. De nombreux Soviétiques s'opposent à ces changements ou sont réticents à les suivre. Mais Staline ne tolère aucune critique, réelle ou supposée. Il décide donc d'éliminer les compagnons de Lénine qui menacent son pouvoir absolu.

Comment Staline contrôle-t-il la justice soviétique pour soumettre la société à son autorité ?

1 Les grands procès vus par le Parti communiste d'URSS

L'année 1937 apporta de nouvelles révélations sur les monstres de la bande boukharinienne[1] et trotskiste[2] [...]. Tous ces procès montrèrent que les boukhariniens et les trotskistes formaient depuis longtemps déjà une seule bande d'ennemis du peuple sous les espèces du « bloc des droitiers et des trotskistes ». Les procès établirent que ces rebuts du genre humain avaient, dès les premiers jours de la révolution socialiste d'Octobre, tramé avec les ennemis du peuple Trotski, Zinoviev et Kamenev, un complot contre Lénine, contre le Parti, contre l'État soviétique [...].

Les procès révélèrent que les monstres trotskistes et boukhariniens, sur l'ordre de leurs patrons des services d'espionnage bourgeois, s'étaient assigné pour but de détruire le Parti et l'État soviétique, de miner la défense du pays, de faciliter l'intervention militaire de l'étranger, de préparer la défaite de l'Armée rouge, de démembrer l'URSS [...], d'anéantir les conquêtes des ouvriers et des kolkhoziens, de restaurer l'esclavage capitaliste en URSS. Ces piteux laquais des fascistes avaient oublié qu'il suffisait au peuple soviétique de remuer le doigt pour qu'il ne restât d'eux aucune trace !

Le tribunal soviétique condamna les monstres boukhariniens et trotskistes à être fusillés. Le Commissariat du peuple de l'Intérieur exécuta le verdict. Le peuple soviétique approuva l'écrasement de la bande boukharinienne et trotskiste et passa aux affaires courantes.

Manuel d'histoire du Parti communiste de l'URSS, 1938.

1. Nikolaï Boukharine : homme politique, membre du PCUS, opposant à Staline, exécuté en 1938. 2. Léon Trotski : révolutionnaire communiste, opposé à Staline, banni d'URSS en 1929 et assassiné en 1940.

2 Staline efface jusqu'au souvenir de ceux qu'il élimine

Les dirigeants du PCUS sont effacés des photos officielles après les purges. Ici, Nicolas Iejov, chef du NKVD, la police politique, a été démis de ses fonctions en décembre 1938 (et fusillé en 1940).

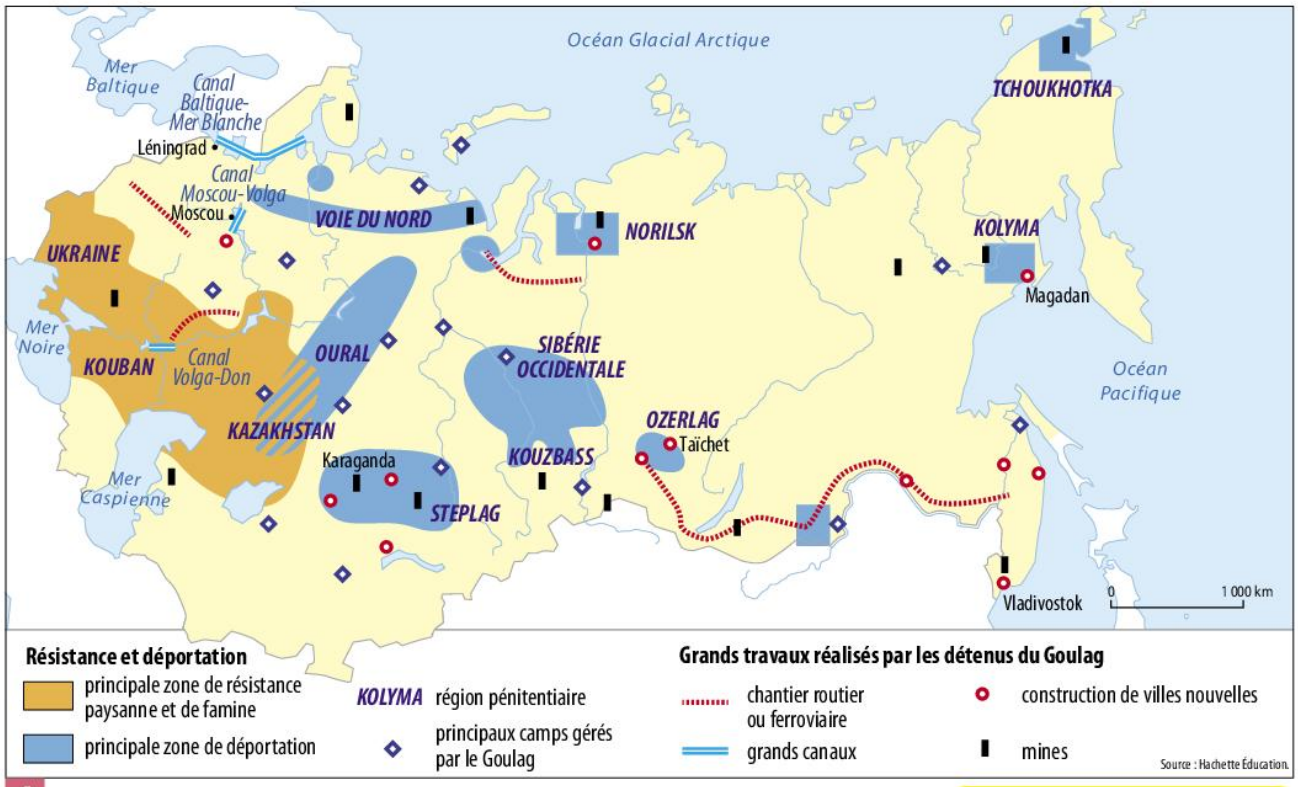
3 E3C Analyse de document Staline et les procès de Moscou

La Pravda dans ses articles sur le procès des zinoviévistes[1] et des trotskistes a échoué avec éclat. *La Pravda* n'a pas fait un seul article expliquant de manière marxiste le processus d'abaissement de ces salauds, leur visage sociopolitique, leur véritable plate-forme. Elle a tout ramené à une question personnelle, au fait qu'il y a des méchants qui veulent prendre le pouvoir et des gentils au pouvoir, et a nourri le public de ce fatras puéril. Il faut dire dans les articles que la lutte contre Staline, Vorochilov, Molotov, Jdanov, Kossior et autres est une lutte contre les Soviets, une lutte contre la collectivisation, contre l'industrialisation, une lutte, par voie de conséquence, pour la restauration du capitalisme dans les villes et dans les campagnes de l'URSS. Car Staline et les autres dirigeants ne sont pas des personnes isolées, mais l'incarnation de toutes les victoires du socialisme en URSS, l'incarnation de la collectivisation, de l'industrialisation, de l'essor de la culture en URSS, par voie de conséquence, l'incarnation des efforts des ouvriers, des paysans et de l'intelligentsia laborieuse pour l'anéantissement du capitalisme et le triomphe du socialisme.

Il aurait fallu dire que celui qui mène la lutte contre les dirigeants du Parti et du gouvernement de l'URSS, celui-là est pour l'anéantissement du socialisme et la restauration du capitalisme. Voilà dans quel esprit et dans quelle direction il aurait fallu mener la propagande dans la presse. Malheureusement tout ceci a été raté.

Lettre de Staline, 6 septembre 1936.

1. Grigori Zinoviev : révolutionnaire soviétique proche de Trotski, condamné lors des procès de Moscou et exécuté en 1936.



4 Le Goulag, un moyen de contrôle du pays par l'enfermement des « opposants »

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

Chronologie

Août 1936-mars 1938 : procès de Moscou contre les opposants de Staline.
31 juillet 1937 : ordre n° 00447 du NKVD lançant la Grande Terreur.
Fin 1938 : ralentissement de la Terreur.

Vocabulaire

- **Goulag :** organisme chargé des camps de travail en URSS où sont internés les opposants au régime ou de simples citoyens accusés de délits réels ou supposés.

5 Le témoignage d'un condamné

Ma chérie, 12,5 mois déjà sans vous. Comment allez-vous ? Qu'est-ce qui t'arrive ? […] En rentrant le 23 mars 1937 […] arrêté sur le seuil de la maison […] amené à la Loubianka […] 95 jours dans un sous-sol et dans la prison spéciale, seul, l'horreur. Interrogatoires jour et nuit sans interruption […]. Exigeaient de signer de faux aveux, menaçaient de me fusiller et de vous arrêter vous tous […]. M'ont frappé, humilié, mis au cachot pendant 26 jours, le noir, le froid, l'humidité, à moitié nu, 400 g de pain et un verre d'eau par jour. Pensé que j'allais mourir, mais survécu […]. Attends d'être jugé.

Message d'Ivan Roudenko, caché dans le bouton de son uniforme, transmis à sa famille en avril 1938, un mois avant son exécution.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Pourquoi fallait-il organiser ces procès selon le PCUS ?
2. Doc. 2 et 3 Quelle lecture et quelle utilisation des procès Staline fait-il ?
3. Doc. 3, 4 et 5 Oral Quelles sont les conséquences de la Grande Terreur pour les suspects et pour les condamnés ?
   Aide Organisez votre propos en présentant les conséquences immédiates (lors de l'arrestation et dans l'attente du procès) puis les conséquences à long terme qui frappent les condamnés (vie dans les camps, mémoire effacée…).

Bilan Comment Staline utilise-t-il la violence pour soumettre la société soviétique à son autorité ?

Parcours 2 BAC

■ Utiliser une approche historique pour construire une argumentation

E3C Analyse de document Après avoir analysé le document 3, vous expliquerez les raisons qui ont pu pousser Staline à écrire une lettre condamnant la manière dont les procès sont relatés par *La Pravda*.

Aide Analysez les mots clés du sujet pour définir ce dont vous allez parler. Listez toutes les idées importantes. Confrontez systématiquement les affirmations de Staline à vos connaissances sur la Grande Terreur.

ÉTUDE

Le nazisme, un totalitarisme antisémite

Profitant d'un contexte économique et politique favorable, après son putsch raté en 1923 et la publication de *Mein Kampf* en 1925, Hitler fait du parti nazi le premier parti d'Allemagne. Il devient chancelier le 30 janvier 1933. Il applique alors son programme pour changer la société et construire un monde nouveau. Peu à peu, il agrandit le territoire du Reich et développe des alliances avec les autres régimes totalitaires ou autoritaires.

Comment Hitler parvient-il à instaurer en Europe un régime totalitaire, expansionniste et antisémite ?

Vidéo
Étude d'images
Documents complémentaires

Chronologie

28 juin 1919 : « Diktat » de Versailles.
1920 : Hitler définit le programme du NSDAP.
1921 : Hitler devient chef du NSDAP.
1923 : putsch raté d'Hitler à Munich.
30 janvier 1933 : Hitler nommé chancelier.
1935 : lois antisémites de Nuremberg.
Mars 1936 : remilitarisation de la Rhénanie.
Mars 1938 : Anschluss, annexion de l'Autriche.

Adolf Hitler
(1889-1945)

Né en Autriche, engagé volontaire dans l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale, il devient caporal. Après la guerre, Hitler prend en 1921 la tête du NSDAP et fonde le nazisme. Emprisonné après l'échec de son coup d'État à Munich en 1923, il écrit *Mein Kampf* (*Mon Combat*), en 1925, où il présente son programme et développe ses idées racistes et antisémites. Son parti ayant gagné les élections, il est nommé chancelier le 30 janvier 1933 et instaure rapidement une dictature. Il entraîne avec lui l'Europe et le monde dans le second conflit mondial en 1939. Il se suicide dans son bunker à Berlin le 30 avril 1945.

1 Hitler vu par Goebbels au lendemain du putsch raté (1923)

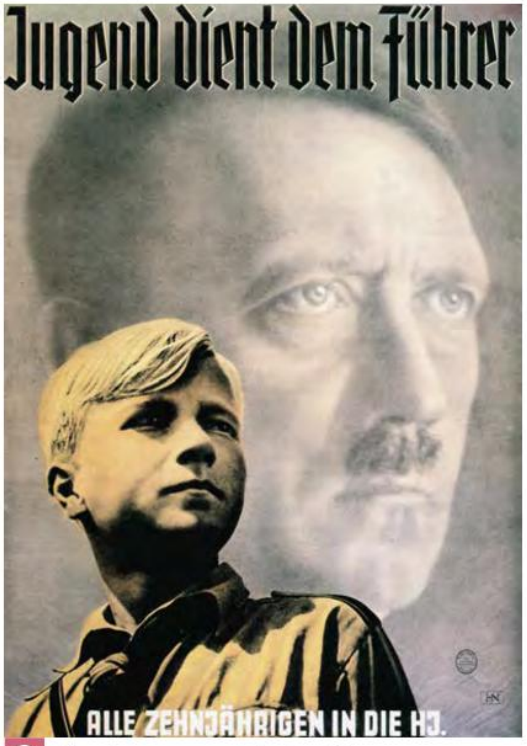
Comme une étoile qui se lève, vous êtes apparu devant nos yeux émerveillés, vous avez accompli des miracles pour nous éclairer et, dans un monde de scepticisme et de désespoir, vous nous avez donné la foi. Vous vous dressiez au-dessus des masses, vibrant de foi et sûr de l'avenir, possédé par la volonté de libérer ces masses grâce à votre amour sans limite pour tous ceux qui croient au nouveau Reich. Dès le premier jour, nous avons vu le spectacle d'un homme qui arrachait leur masque aux visages tordus par la cupidité, aux visages de parlementaires médiocres […].

En face du tribunal de Munich, vous avez grandi à nos yeux jusqu'à prendre les nobles proportions du Führer. Ce que vous avez dit, ce sont les plus belles paroles qu'on ait prononcées en Allemagne depuis Bismarck […]. Vous avez exprimé le besoin de toute une génération, confusément en quête d'hommes et de mission. Ce que vous avez dit constitue le nouveau catéchisme de la nouvelle croyance politique, née du désespoir d'un monde sans Dieu qui s'effondre. Nous vous remercions. Un jour, l'Allemagne vous remerciera.

Lettre de Goebbels au Führer après le procès des responsables du putsch de Munich, 1923.

Vocabulaire

- **Führer** : terme allemand signifiant « guide » et utilisé par Hitler qui veut se présenter comme le sauveur providentiel et le chef infaillible de l'Allemagne.
- **nazisme** : abréviation de « national-socialisme », mouvement et idéologie racistes, antisémites, antidémocratiques et nationalistes, développés par Hitler.
- **NSDAP** : parti national-socialiste des travailleurs allemands ou parti nazi, dont le programme est défini par Hitler en 1920. Seul parti autorisé en Allemagne à partir de 1933.



2 Une jeunesse embrigadée

Affiche de 1939 : « Le jeune sert le guide : tous les jeunes de 10 ans dans la Jeunesse hitlérienne ».

Texte original en allemand
Classes Européennes

3 La mise en place du totalitarisme nazi

L'auteur (1881-1960), un universitaire allemand d'origine juive, est chassé de l'enseignement par les nazis en 1934.

10 mars 1933 : Ce que j'avais appelé terreur jusqu'au jour de l'élection, le dimanche 5 mars, n'était qu'un doux prélude […]. Puis les interdictions sauvages et les violences. Et dans les rues, à la radio, etc., la propagande sans bornes. Résultat : la monstrueuse victoire électorale des nationaux-socialistes […]. Et depuis, jour après jour, gouvernements locaux foulés aux pieds, drapeaux à croix gammée un peu partout, maisons occupées, gens abattus au coin des rues, interdictions […]. Révolution totale et dictature du parti. Et toutes les forces d'opposition semblent avoir disparu comme par enchantement.

30 juin 1933 : Dans les réunions publiques du nouveau régime, il n'est question que de « révolution nationale-socialiste ». Avec ce slogan : « État total » comme objectif. Le 29 juin, un ministre du Reich[1] dit pour la première fois dans un discours officiel : nous ne tolérerons aucun parti à côté du nôtre.

19 août 1933 : Tout le monde est mort de peur. Plus aucune lettre, plus aucune conversation téléphonique, pas un mot dans la rue ne sont à l'abri des dénonciations.

Victor Klemperer, *Mes soldats de papier, Journal 1933-1941*, Seuil, 2000.

1. Goebbels.

Texte original en allemand
Classes Européennes

5 Les nazis revendiquent un espace vital pour l'Allemagne

Nous autres nationaux-socialistes, nous devons nous en tenir d'une façon inébranlable au but de notre politique extérieure : assurer au peuple allemand le territoire qui lui revient en ce monde. Et cette action est la seule qui, devant Dieu et notre postérité allemande, justifie de faire couler le sang […]. Le territoire sur lequel les vigoureux enfants des générations de paysans allemands pourront un jour se multiplier justifiera le sacrifice de nos propres enfants et absoudra les hommes d'État responsables, même persécutés par leur génération, du sang versé et du sacrifice imposé à notre peuple. […] Aucun peuple ne possède ici-bas un seul mètre carré de territoire en vertu d'une volonté ou d'un droit supérieur. Les frontières de l'Allemagne sont des limites fortuites et momentanées au cours de l'éternelle lutte politique ; il en est de même des frontières délimitant l'habitat des autres peuples. […]

Les limites des États sont le fait des hommes et sont changées par eux. Le fait qu'un peuple a réussi à acquérir un territoire excessif ne confère nullement l'obligation supérieure de l'admettre pour toujours. Il démontre tout au plus la force du conquérant et la faiblesse du patient. Et c'est dans cette seule force que réside le droit. Si aujourd'hui le peuple allemand, parqué sur un territoire impossible, marche vers un avenir déplorable, ceci n'est pas un arrêt du destin et le fait de s'insurger ne constitue pas davantage une violation de ce destin.

Adolf Hitler, *Mein Kampf*, 1924-1925. Trad. J. Gaudefoy-Demombynes & A. Calmettes, Nouvelles éditions latines, 1934.

4 L'antisémitisme nazi

Affiche de propagande allemande antijuive de 1937. Traduction : « Le Juif éternel : grande exposition politique à Munich dans le bâtiment de la bibliothèque du musée allemand. À partir du 8 novembre 1937. Ouvert tous les jours de 10 heures à 21 heures ».

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 et 2 Définissez les traits de caractère d'Hitler qui sont mis en avant par Goebbels et par l'affiche de propagande pour faire de celui-ci le Führer.
2. Doc. 1 et 3 Expliquez comment le nazisme s'est imposé rapidement en Allemagne.
3. Doc. 2, 4 et 5 Travail de groupe Analysez les moyens utilisés par les nazis pour contrôler la population.
   Aide Répartissez vous la tâche : analysez un document chacun puis mettez en commun pour compléter l'analyse. Enfin, organisez votre rendu final.
4. Doc. 5 Comment Hitler justifie-t-il la politique expansionniste des nazis en Europe ?

Bilan En vous appuyant sur l'analyse des documents, expliquez comment le nazisme a accaparé le pouvoir et contrôlé la population de l'Allemagne.

Parcours 2

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Après avoir analysé les documents, vous expliquerez comment Hitler a mis en place un contrôle total de l'Allemagne et des Allemands pour pouvoir conquérir l'Europe.

Aide Pensez à réfléchir aux moyens de contrôle de la politique, de la société et des mentalités évoqués par les documents, avant de voir en quoi cela sert la politique extérieure d'Hitler.

POINT DE PASSAGE

9-10 novembre 1938, la « nuit de Cristal »

Le 7 novembre 1938, le secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris, Ernst Vom Rath, est assassiné par Herschel Grynszpan, un jeune Juif d'origine polonaise. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, de nombreuses émeutes antijuives éclatent dans tout le Reich, présentées alors par le gouvernement nazi comme spontanées. Les vitrines brisées des magasins juifs expliquent le nom de « nuit de cristal ». Cependant les historiens allemands préfèrent parler, depuis 1978, de « Reichspogromnacht », la « nuit du pogrom du Reich », pour que ces événements ne soient pas limités à de simples dégâts matériels.

Comment la « nuit de Cristal » marque-t-elle le passage à la violence physique contre les Juifs ?

Vidéo

Chronologie

1er avril 1933 : début des violences antijuives et boycott des magasins juifs.
7 avril 1933 : les Juifs sont écartés de la fonction publique.
15 septembre 1935 : lois antisémites de Nuremberg.
9-10 novembre 1938 : « nuit de Cristal ».

Vocabulaire

- **pogrom :** mot russe signifiant « dévastation ». Terme désignant une violente émeute antijuive, spontanée ou organisée par les autorités.

1 Humiliation publique d'un couple formé par une Allemande non juive et un Allemand d'origine juive

L'écriteau de la femme dit : « Je ne suis qu'une truie, je ne fréquente que des Juifs », celui de l'homme : « Je n'amène chez moi que des filles allemandes », Allemagne, 1935.

2 E3C Analyse de document **La « nuit de Cristal » relatée dans un quotidien français**

Berlin, 10 novembre. – Une espèce de folie s'est emparée de la population allemande et la haine de la race israélite a atteint aujourd'hui son paroxysme. Des Juifs de tout âge, hommes ou femmes, ont été pourchassés jusque dans leurs maisons. Deux seulement ont été tués, mais, à Vienne, une telle vague de désespoir s'est emparée de la population juive que l'on peut compter vingt suicides.

À Berlin, une foule haineuse s'est répandue depuis le matin à travers la ville, détruisant tous les étalages des magasins juifs, pillant, volant, brûlant avec acharnement, avec joie, tout ce qu'elle pouvait trouver sur son passage. Peu d'agents dans les rues, et ceux qu'on pouvait rencontrer assistaient indifférents au terrible pillage. Si des arrestations ont été effectuées, ce sont sur la personne de Juifs essayant de défendre leurs biens. Parmi les milliers de magasins, de bureaux et d'entrepôts qui ont été pillés aujourd'hui, citons les salles d'exposition et de vente de Citroën, à la Kurfurstendam ; les vitrines ont été défoncées et plusieurs voitures ont été sérieusement endommagées. Toutes les succursales Etam, fabrique de bas et de lingerie, ont été pillées.

Toutes les synagogues importantes, aussi bien à Berlin qu'à Hambourg et dans des villes de moindre importance, ont été soit incendiées, soit absolument vidées de tous les objets précieux qu'elles contenaient. Les étrangers qui ont essayé de prendre des photographies des synagogues en flammes ont été amenés aux postes de police où leurs appareils ont été confisqués. […]

À Munich, 6 000 Juifs ont reçu l'ordre de quitter le territoire du Reich dans les quarante-huit heures.

Le Figaro, 11 novembre 1938.

Texte original en allemand
Classes Européennes

3 E3C Analyse de deux documents

Un témoignage d'une jeune Juive pendant la « nuit de Cristal »

Nous nous étions couchés tôt. Moi et ma famille, nous dormions tous les quatre quand nous avons entendu frapper à la porte d'entrée. Frapper violemment. Mon père a dévalé l'escalier, il a ouvert la porte devant laquelle se tenaient deux nazis en uniforme brun. « Dis à ta famille de s'habiller rapidement, vous venez avec nous. Dépêchez-vous ! » Nous n'avions pas le choix. Nous nous sommes habillés en vitesse, et les deux soldats nous ont conduits dans une salle d'une caserne du centre-ville. En entrant, nous avons réalisé que tous les Juifs de la ville avaient été raflés et emmenés dans cette salle. Personne ne savait pourquoi. Personne ne savait ce qui allait se passer. Ils nous ont laissés sur nos chaises pendant des heures, des heures d'affilée, jusqu'à ce que finalement ils séparent les femmes des hommes et qu'ils emmènent les hommes. Nous ne savions pas où ils allaient, ils ont emmené mon père et mon frère.

Au matin, ma mère et moi, et toutes les femmes avons été autorisées à rentrer chez nous. C'est là que nous avons découvert ce qui s'était passé pendant la nuit, pendant que nous étions enfermées dans la salle. Les Chemises brunes[1] avaient brisé toutes les vitrines des commerces juifs, forcé les maisons et les appartements juifs, cassant tout ce qu'ils pouvaient. L'affaire de mon père fut dévastée cette nuit-là. Et évidemment notre synagogue fut incendiée.

Le jour d'après, sans me douter de rien, je suis retournée à l'école, c'était le lendemain de la Kristallnacht. [J']ai monté l'escalier pour rejoindre ma classe et j'ai croisé par hasard mon professeur principal, M. Koch, qui s'est approché et m'a dit, l'air vraiment attristé : « Mlle Golly, je suis profondément désolé, mais les Juifs ne doivent plus venir en cours. »

« Golly D., 16 ans pendant la « nuit de Cristal », à Brême, en Allemagne », *Témoigner, Paroles de la Shoah*, Flammarion, 2000.

1. Chemises brunes ou SA, en Allemand, *Sturmabteilung* sont une organisation paramilitaire du parti nazi.

4 La synagogue de Wiesbaden incendiée

Mémorial de la Shoah, United States Holocaust Memorial Museum.

5 Bilan chiffré de ce pogrom

La nuit même (9-10 novembre)	
Juifs tués dans la nuit même	Au moins 91
Juifs blessés	Plusieurs milliers
Synagogues incendiées	267
Magasins saccagés	7 500 à 8 000
Logements privés vandalisés	Plusieurs dizaines de milliers ?
Dans les mois qui suivent	
Arrêtés et conduits en camps de concentration	30 000 dont 4 600 de Vienne
Dont décédés dans ces camps les mois suivants	2 000 à 2 500
Suicides de Juifs dans les semaines suivant le pogrom	Plusieurs milliers, dont 680 à Vienne
Contraints à l'exil de novembre 1938 à septembre 1939	80 000
Amende imposée aux Juifs « en expiation des dégâts occasionnés »	Un milliard de Reichsmarks
Biens « aryanisés » (volés aux Juifs, notamment exilés) dans l'année suivant la « nuit de Cristal »	Un à deux milliards de Reichsmarks

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

Travail de groupe Par groupe de quatre, répondez aux questions suivantes.

1. Doc. 1 Comment les nazis cherchent-ils à séparer les Juifs du reste de la population avant la « nuit de Cristal » ?
2. Doc. 2 Comment *Le Figaro* rend-il compte de ces émeutes antisémites ?
3. Doc. 3 Comment la « nuit de Cristal » a-t-elle été vécue par les populations juives ?
4. Complétez le schéma suivant à l'Aide des documents 4 et 5.

Bilan **Oral** Préparez une réponse organisée à la question suivante, que vous présenterez à la classe en 5 à 10 minutes : « De quelle manière la violence nazie s'est-elle exprimée pendant la "nuit de Cristal" ? »

Parcours 2 BAC

■ Utiliser une approche historique pour construire une argumentation

E3C Analyse de document Après avoir analysé les documents 2 et 3, vous montrerez comment la « nuit de Cristal » symbolise le passage au recours à la violence physique des nazis contre les Juifs. L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

Aide Analysez les mots clés du sujet pour définir ce dont vous allez parler. Listez toutes les idées importantes. Pensez à relater les événements qui ont eu lieu pendant la « nuit de Cristal », en comparant les deux points de vue.

LEÇON 1

Les caractéristiques des régimes totalitaires

Sur quels fondements les totalitarismes s'appuient-ils pour se développer en Europe dans l'entre-deux-guerres ?

ÉTUDE Le fascisme italien, une nouvelle forme de dictature p. 52

ÉTUDE Le régime soviétique : la toute-puissance du parti communiste p. 54

ÉTUDE Le nazisme, un totalitarisme antisémite p. 58

A Un pouvoir politique confisqué

En Italie, les tensions sociales, la montée du communisme et les difficultés économiques vont permettre à Mussolini d'accroître son influence politique. En 1922, après avoir organisé une marche sur Rome pour faire pression sur le gouvernement, il obtient du roi le poste de Premier ministre. Les opposants sont emprisonnés. Le socialiste Giacomo Matteotti est assassiné en juin 1924. À partir de 1925, les lois fascistissimes instaurent la dictature. Le parti fasciste reste le seul autorisé en 1926. Une partie de l'Église catholique, notamment le pape Pie XI (1922-1939) et des évêques italiens, s'élèvent contre la politique de Mussolini.

En Allemagne, Adolf Hitler, après l'échec de son coup d'État à Munich en 1923, écrit *Mein Kampf* (« *Mon combat* »), publié en 1925, dans lequel il met en avant ses idées et son programme, au service d'une race jugée supérieure, la « race aryenne ». Porté par les difficultés économiques et sociales liées à la crise de 1929, il obtient 37 % des voix aux législatives de 1932. **Il est nommé chancelier par le président Hindenburg le 30 janvier 1933.** Après l'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, il interdit le Parti communiste. Le 14 juillet, le NSDAP, le parti nazi, reste le seul autorisé. Le 1er août 1934, Hitler cumule le poste de chancelier avec celui de président du Reich. L'opposition est muselée.

En URSS, le PCUS, le Parti communiste de l'Union soviétique, est le seul parti autorisé. Il est en effet censé incarner la dictature du prolétariat et donc assurer le pouvoir au bénéfice unique du peuple soviétique. **À la mort de Lénine en 1924, Staline écarte avec violence les anciens** bolcheviks et accorde une nouvelle constitution de façade en novembre 1936. Il la présente comme « la plus démocratique du monde », prévoyant le suffrage universel secret, les libertés fondamentales de réunion, de presse ou de parole et une justice qui défend les intérêts du peuple. Dans les faits, les grands procès de Moscou (1936-1938) commencent sans respect des droits des accusés, pour continuer à purger le parti et assurer le pouvoir exclusif de Staline.

B Un contrôle absolu de la société

Pour contrôler la société et s'assurer de la maîtrise de l'information, les trois régimes totalitaires mettent en place une propagande d'État, à une échelle jamais atteinte jusque-là. Ainsi, un véritable culte du chef est organisé. Le Führer (Hitler), le Vojd (Staline) et le Duce (Mussolini) sont considérés comme des guides infaillibles qu'il faut suivre aveuglément. La propagande est partout : censure dans les journaux, autodafés organisés dans les rues, contrôle des médias… Joseph Goebbels est ainsi le ministre allemand de l'Information et de la Propagande, ce qui montre le contrôle politique exercé par le pouvoir sur les médias. En URSS, Staline est au cœur d'une intense propagande : ses portraits ornent les rues, on le célèbre par des poèmes, des parades, des œuvres d'art ou des chants. La société est partout contrôlée, encadrée, que ce soit dans les loisirs, le sport, le cinéma ou la radio. L'individu ne doit avoir aucun espace, aucun moment de sa vie, qui ne soit contrôlé par le parti officiel.

La jeunesse est également encadrée pour former des hommes nouveaux, entièrement dévoués au régime. En Allemagne, ce sont les Jeunesses hitlériennes, obligatoires pour tous les jeunes à partir de 1936. En Italie, les enfants sont encadrés dès leur plus jeune âge : Fils de la Louve pour les 4-8 ans, Balillas pour les 8-14 ans et Avant-gardistes pour les 14-18 ans. En URSS, dès l'âge de 6 ans, les enfants sont embrigadés dans l'organisation des Petits Octobristes, puis dans les Pionniers (10-14 ans) et les

Vocabulaire

- **autarcie :** système économique dans lequel le pays vit replié sur lui-même, essayant de produire la totalité des ressources dont il a besoin pour ne pas dépendre de l'étranger.
- **bolcheviks :** terme russe signifiant « majoritaire » et désignant les plus radicaux des socialistes puis devenant synonyme de « communiste » à partir de 1917.
- **dictature du prolétariat :** pour Karl Marx, phase transitoire dans le passage d'une société capitaliste à une société communiste. Cette période de dictature assumée pour la défense des intérêts de la classe ouvrière doit permettre de parvenir à une société sans classe.
- **Komsomol :** jeunesses communistes en URSS.
- **koulak :** paysan considéré comme riche et que Staline entend faire disparaître. Dans les faits, un koulak n'a qu'un peu plus de terres que ses voisins et quelques vaches. Le terme « koulak » désigne donc rapidement tout opposant à la collectivisation des terres.
- **planification :** organisation, par l'État, de l'économie en termes d'approvisionnement et de production au moyen de plans prévisionnels de plusieurs années.
- **prolétariat :** pour Karl Marx, groupe qui rassemble les ouvriers, qui ne possèdent que leur force de travail, et dont les intérêts sont contraires à ceux du patronat, qui possède le capital.
- **sovkhoze :** ferme d'État en URSS où les paysans sont rétribués par un salaire fixe.

Komsomols (15 à 28 ans). Formés dès leur plus jeune âge à l'obéissance au chef et baignés dans l'idéologie, ils deviennent des soutiens inébranlables au régime. Peu arrivent à se soustraire à cet embrigadement.

C Une économie sous contrôle

- **L'économie est dirigée par l'État.** En Italie, une politique de grands travaux est menée, permettant la construction d'autoroutes ou l'assèchement des Marais pontins près de Rome afin de bonifier les terres. En Allemagne, sont construits des autoroutes et des ponts. L'industrie se développe. Adolf Hitler et le maréchal Hermann Goering (ministre de l'Aviation) ont lancé le réarmement de l'Allemagne à partir de 1936, pour que le Reich s'affirme sur la scène internationale et pour servir l'économie de guerre qu'ils ont mise en place. La politique d'autarcie est privilégiée dans les deux pays, avec, par exemple, la création de l'agence pétrolière italienne, l'AGIP.
- **De son côté, Staline lance en 1929 la collectivisation des terres, supprimant la propriété privée et développant les kolkhozes et sovkhozes.** La répression s'abat sur les koulaks. L'industrialisation, privilégiant l'industrie lourde, est menée à marche forcée. L'État possède toutes les ressources, toutes les terres, toutes les industries. La planification est souvent irréaliste, mais pousse les ouvriers à produire toujours davantage, par peur des sanctions. Les échecs sont attribués systématiquement à des traîtres ou à des saboteurs supposés, qu'il faut donc éliminer. Les réussites, réelles ou supposées, sont exaltées par la propagande. C'est ainsi qu'on célèbre le productivisme appelé stakhanovisme en référence au mineur Alexeï Stakhanov qui aurait produit, en 1935, lors d'un concours, quatorze fois la norme de charbon d'un ouvrier et qui est ainsi utilisé comme héros national par Staline.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.youtube.com/watch?v=IpMlZBq-7iQ&t=9s

– Visionnez l'extrait du documentaire de David Korn-Brzoza, *Jeunesses hitlériennes : l'endoctrinement d'une nation*, 2017.

– Relevez des éléments qui montrent comment Hitler a utilisé la menace et la séduction envers la jeunesse allemande.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN Des économies et des sociétés dirigées

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

LES RÉGIMES TOTALITAIRES

UNE SOCIÉTÉ CONTRÔLÉE

Par tous les moyens

- Parti unique
- Embrigadement de la jeunesse (Balillas, Komsomols, Jeunesses hitlériennes)
- Propagande et culte du chef
- Censure et contrôle des médias

« Pour purger la société »

« Débarrassée des éléments indésirables »

- Arrestations, emprisonnements, camps du Goulag (URSS), camps de concentration (All.), mines de sel (Italie) pour les « opposants politiques »
- Politique contre les handicapés et les homosexuels

« Autour d'un homme nouveau et d'éléments sains »

- Les fervents soutiens du régime (Aryens en Allemagne, fascistes en Italie, staliniens en URSS)
- Une jeunesse endoctrinée

UNE ÉCONOMIE DIRIGÉE

Dans sa quasi-totalité

- Dirigisme économique, planification (plans quinquennaux en URSS)
- développement de l'industrie, notamment l'industrie lourde en URSS
- Politique de grands travaux
- Productivisme : « mythe » de Stakhanov, « bataille du blé » en Italie
- Collectivisation des terres en URSS
- Autarcie en Allemagne et en Italie

Pour un bilan contrasté

L'agriculture

- Sacrifiée par Staline : échec de la collectivisation, famines…
- Développement de la production en Italie (bataille du blé, bonification des terres)

L'industrie

- Développement rapide en URSS (2e industrie mondiale en 1939) et en Allemagne (économie de guerre)
- Priorité à l'industrie lourde, au bâtiment, aux grands travaux…

Le travail

- Travail obligatoire et travail forcé
- Réduction ou suppression du chômage

LEÇON 2

Violence et terreur dans les régimes totalitaires

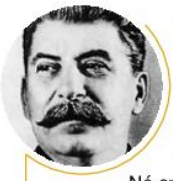
Comment Mussolini, Staline et Hitler utilisent-ils la violence pour contrôler leur pays ?

POINT DE PASSAGE **1937-1938, la Grande Terreur en URSS** p. 56

POINT DE PASSAGE **9-10 novembre 1938, la « nuit de Cristal »** p. 60

Notion

- **Grande Terreur :** période de répression massive menée par le Parti communiste en URSS (1936-1938) et qui aurait fait plus de deux millions de victimes dont 725 000 personnes exécutées.



Joseph Vissarionovitch Djougachvili, dit Staline
(1878-1953)

Né en Georgie, dans le Caucase, il ne joue qu'un rôle secondaire lors de la révolution bolchévique en novembre 1917. Il arrive à s'imposer en 1922 comme Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste. Alors que Lénine ne souhaitait pas faire de lui son successeur, il profite de la mort de celui-ci en 1924 pour se débarrasser peu à peu de tous ses rivaux. Il obtient ainsi le pouvoir absolu à partir de 1928 et le conserve jusqu'à sa mort en 1953.

A Staline élimine les opposants et purge le parti

- **Staline veut mettre en place une société sans classe. Pour cela, il décide d'éliminer les « ennemis de classe »,** comme les koulaks ou les bourgeois. La dékoulakisation (1929-1933) est violente : suite à la collectivisation forcée des terres, Staline fait déporter deux millions de supposés koulaks ou paysans riches. Cette politique brutale provoque une grave famine au Kazakhstan et encore plus en Ukraine en 1932-1933, provoquant la mort de six à huit millions de personnes. Cette famine artificielle, appelée Holodomor par les Ukrainiens, est reconnue comme un crime contre l'humanité par le Parlement européen en 2008. Le régime stalinien a laissé survenir cette famine, il l'a aggravée par sa politique et a tenté de cacher son existence à l'étranger.
- **Staline traque également les opposants politiques,** qu'ils soient trotskistes, « mauvais communistes » ou simples critiques réels ou supposés de sa politique. La police politique, appelée Tchéka en 1917, Guépéou en 1923, puis NKVD en 1934, fait régner la terreur dans tout le pays. Elle arrête souvent sans motif des personnes, les fait emprisonner et torturer.
- **Avec la Grande Terreur (1936-1938), on compte près de deux millions de prisonniers en 1938.** Les procès de Moscou sont truqués, les accusés n'ont pas le droit à une défense. Les motifs d'accusations sont nombreux : accusation imaginaire, lien familial avec un inculpé, faute d'orthographe pour le nom de Staline… Les anciens compagnons de Lénine et les opposants au pouvoir dictatorial de Staline sont éliminés.

POINT DE PASSAGE p. 56

- **Le système du Goulag se développe : l'administration pénitentiaire soviétique gère des camps installés dans tout le pays,** notamment en Sibérie et en Asie centrale. Les prisonniers tentent de survivre dans des conditions de vie épouvantables, mal nourris, épuisés par un travail harassant, humiliés, frappés et torturés. Ces détenus servent de main-d'œuvre au régime pour construire des routes, des voies de chemin de fer ou des canaux (canal de la Baltique à la mer Blanche, canal Moscou-Volga…), mais aussi pour travailler dans des mines.

B Hitler impose une politique de terreur

- **Le régime nazi cherche à éliminer toute opposition.** Ainsi, le pouvoir s'en prend violemment aux communistes, envoyés dans les premiers camps de concentration : Dachau ouvre dès mars 1933. La Gestapo, la police secrète d'État dirigée par Heydrich, traque les opposants qui sont emprisonnés et déportés. Les nazis s'en prennent également aux personnes atteintes d'un handicap ou aux homosexuels, soi-disant pour défendre la pureté de la race aryenne. La Gestapo contraint les homosexuels à « respecter la normalité sexuelle allemande ». Himmler veut les anéantir, car il les considère comme atteints d'une maladie contagieuse (discours du 18 février 1937).
- **Mais ce sont surtout les Juifs qui sont la cible privilégiée des violences nazies.** Ils sont perçus par Hitler comme une menace pour le peuple allemand. Aussi, peu après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les Juifs sont chassés de la fonction publique et le boycott de leurs magasins est organisé (avril 1933). Dès 1935, les lois de Nuremberg interdisent les relations sexuelles et les mariages entre « Aryens » et Juifs. Les Juifs perdent leur citoyenneté allemande. Lors de la « nuit de Cristal » du 9 au 10 novembre 1938, des pogroms antijuifs sont organisés dans toute l'Allemagne : des magasins sont saccagés, des synagogues incendiées, des personnes violentées, gravement blessées ou tuées. De nombreux Juifs quittent le pays pour échapper aux violences qui s'intensifient,

POINT DE PASSAGE p. 60

peut-être la moitié de ceux présents en Allemagne en 1933. Une loi de janvier 1939 oblige tous les Juifs à porter sur leurs papiers d'identité les prénoms de Sara ou d'Ismaël, quand leur prénom de naissance est considéré comme « non juif ».

C Mussolini utilise la violence pour asseoir son autorité

- **Avant leur prise de pouvoir, les fascistes ont mené de nombreuses actions violentes contre leurs opposants.** La violence a augmenté après la tentative d'attentat contre le Duce menée par Anteo Zamboni, un jeune antifasciste libertaire de 16 ans, en 1926 : cela sert de prétexte à la mise en place d'une politique de terreur.
- **Une police politique, l'OVRA, l'Organisation de vigilance et de répression de l'antifascisme, créée en 1927, traque les opposants**, notamment les communistes. Elle transmet les dossiers des suspects les plus importants à un tribunal de défense de l'État. Ceux-ci sont ensuite arrêtés, emprisonnés ou déportés dans des zones isolées dans le sud du pays ou dans les mines de sel des îles Lipari. Quelques dizaines d'opposants politiques sont exécutés entre 1922 et 1943. Ainsi, les frères Rosselli sont assassinés en France en juin 1937.
- **Le régime, d'abord tolérant, sur le plan racial, évolue vers ce que Mussolini appelle sa « conversion à la race »**, à la suite des rencontres entre Hitler et Mussolini en septembre 1937 et en mai 1938. Une violente politique antisémite est ainsi menée à partir de septembre 1938 avec le « manifeste de la race » : les Juifs n'appartiennent plus au peuple italien et sont considérés comme une race à part, inférieure, dangereuse. Par réaction, Albert Einstein démissionne de l'académie des Lycéens à Rome, la plus ancienne académie scientifique d'Europe. Les écrits contre les races jugées inférieures, sémites ou noires se multiplient.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

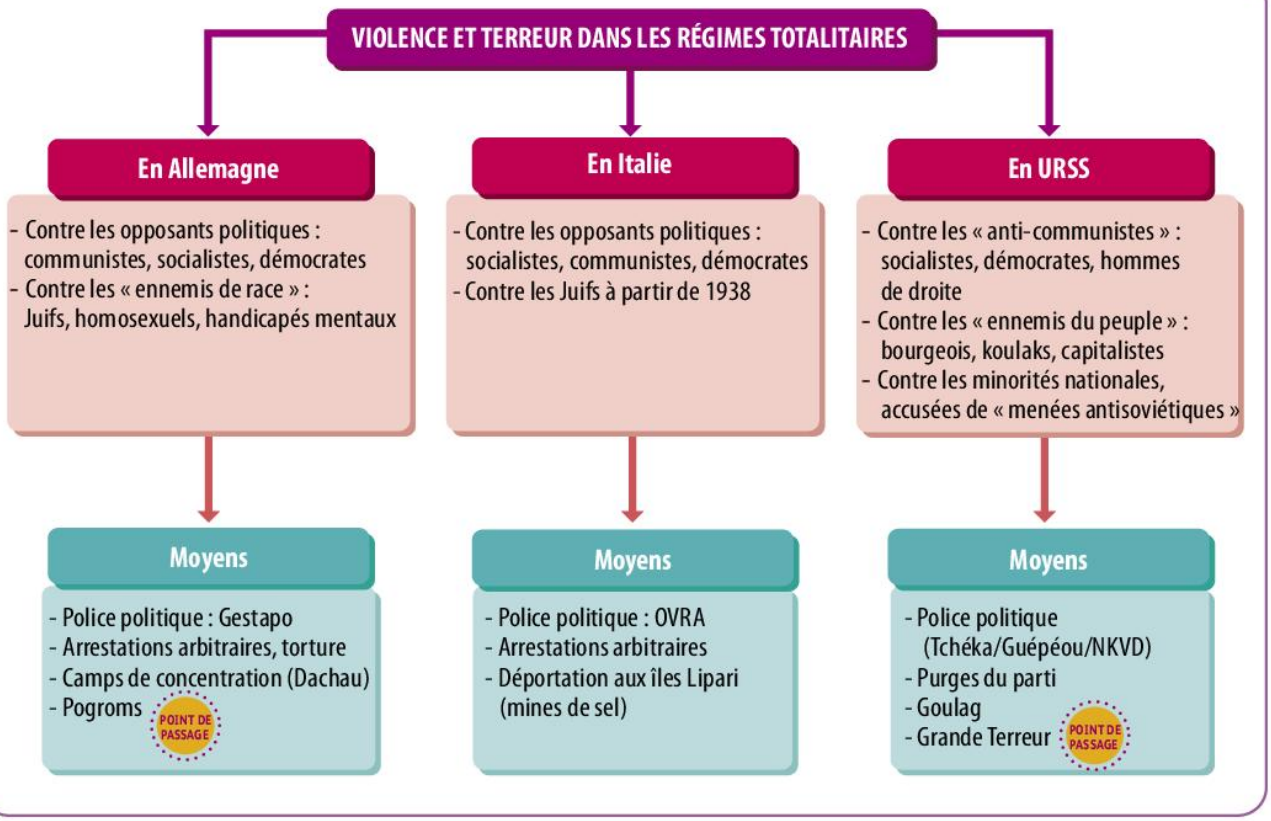
– Rendez-vous sur https://www.youtube.com/watch?v=2md9eexHAZo et visionnez les cinq premières minutes du documentaire *Goulag, une histoire soviétique*.

– Relevez des éléments qui montrent que le Goulag est un système répressif et criminel. Citez notamment des chiffres. Vous pouvez aussi visionner la suite du reportage pour approfondir vos connaissances.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN Violence et terreur dans les régimes totalitaires

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



ÉTUDE

La Guerre civile espagnole (1936-1939)

L'Espagne est devenue une république en 1931. Le 16 février 1936, le Front populaire, une alliance des partis de gauche, remporte les élections démocratiquement organisées en Espagne. Mais dès le mois de juillet, des militaires se soulèvent contre le gouvernement républicain. Les nationalistes vont gagner la Guerre civile espagnole et instaurer une dictature.

Comment la Guerre civile est-elle marquée par l'utilisation de la violence comme moyen d'action des belligérants ?

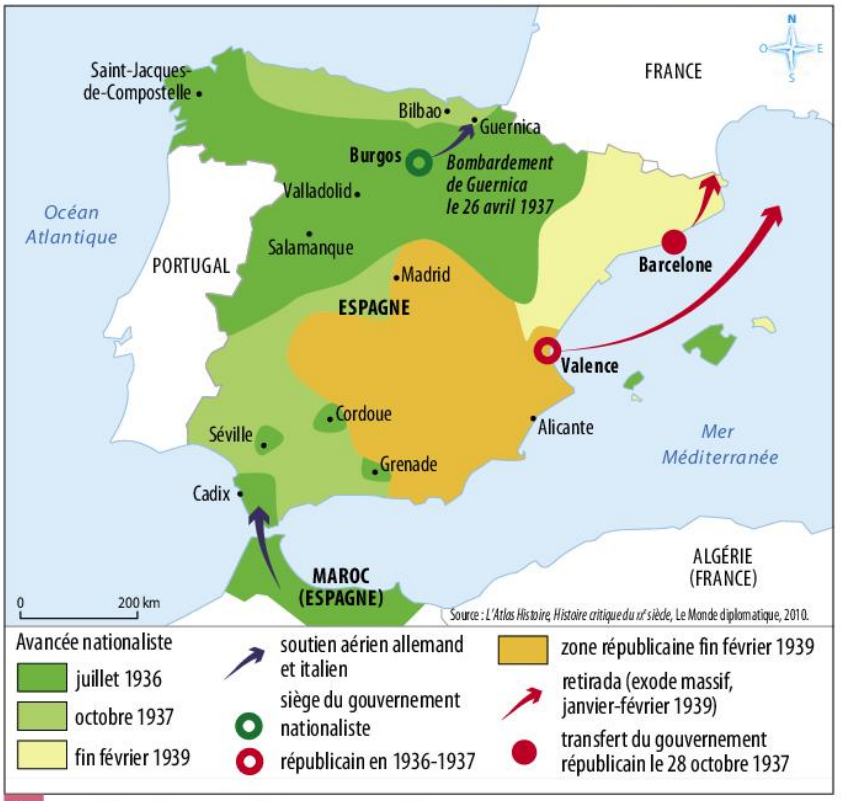
Chronologie

16 février 1936 : le Front populaire gagne les élections.
17-19 juillet 1936 : soulèvement militaire de généraux (dont Franco) contre le gouvernement de la République.
6 novembre 1936 : début du siège de Madrid, défendue par les Républicains et les Brigades internationales.
28 mars 1939 : entrée des Franquistes dans Madrid.
1er avril 1939 : fin de la Guerre civile, Franco établit une dictature en Espagne.

Vocabulaire

- **Front populaire (ou Républicains) :** alliance électorale signée en Espagne par de nombreux partis de gauche en janvier 1936 (socialistes, communistes…) qui remporte les élections de février 1936. Manuel Azaña devient président de la République espagnole de 1936 à 1939.
- **nationalistes :** nom pris en Espagne à partir de juillet 1936 par les insurgés contre le gouvernement républicain. À partir de 1937 surtout, on les appelle également les Franquistes, car dirigés par le général Franco.

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF



1 Le déroulement de la Guerre d'Espagne

2 E3C Analyse de document — Une violence terrible dès 1936

Il est indéniable que la stratégie employée par les militaires et les éléments armés au service de la rébellion consista à éliminer massivement tous les ennemis avérés ou potentiels de la « cause nationale », tandis que le gros des forces nationalistes avançait vers la capitale, dans le souci de ne pas laisser derrière soi la plus infime possibilité de subversion. La plupart des élus locaux et des fonctionnaires nommés par le Front populaire furent emprisonnés et passés par les armes, quand ils ne furent pas au préalable torturés de la manière la plus horrible […].

Cet acharnement à punir et à réduire l'ennemi réel ou supposé ne doit pas faire oublier que la violence et la répression furent pratiquées dans la zone républicaine avec une intensité souvent comparable durant les années 1936-1939. L'échec du soulèvement militaire dans les villes et les régions restées fidèles à la République, ainsi que l'état de chaos dans lequel se trouva plongé l'État républicain, peuvent certes être avancés comme facteurs déterminants de l'explosion révolutionnaire de l'été 1936 ; ils ne suffisent pas cependant à expliquer, et encore moins à justifier, les excès qui furent commis par centaines à l'encontre des prisonniers militaires et des personnes dont le seul crime était d'appartenir aux classes « bourgeoises », au clergé ou aux partis de droite.

Jean-François Berdah, « Épuration et répression politique en Espagne pendant la Guerre d'Espagne et la post-guerre (1936-1945) », *Amnis*, 2003.

3 Des familles républicaines arrivent en exil en France (1936)

Plus de 440 000 personnes ont fui la Guerre civile et se sont réfugiées en France.

4 La prise de Madrid par les nationalistes le 29 mars 1939

À 9 heures, les troupes de Franco ont commencé à entrer dans Madrid. À 11 heures, la reddition est officiellement annoncée à la radio et à midi, la ville qui compte un million d'habitants est passée sous contrôle nationaliste. Le premier quartier à être occupé est la cité universitaire, au nord-ouest de la capitale, où depuis plus de deux ans s'affrontaient les troupes ennemies à travers un étroit *no man's land* sous lequel avaient été creusées des tranchées. Mais ce Madrid affamé qui a tenu bon pendant deux ans ne résiste plus. Les troupes républicaines ont jeté leurs armes. Tandis que des camionnettes munies de haut-parleurs sillonnent les rues en promettant à la population « paix, pain et justice », des bérets rouges commencent à apparaître dans la foule des Madrilènes, ainsi que des brassards rouges et noirs ornés de l'insigne des Phalangistes[1]. Et les bannières rouges et dorées de l'Espagne nationaliste pavoisent désormais les fenêtres…

Le Matin, 29 avril 1939.

1. Phalange : organisation politique espagnole nationaliste, paramilitaire et d'inspiration fasciste. Fondée en 1933, elle devient en 1937 le parti unique de l'Espagne franquiste.

5 Le bilan de la Guerre civile

De nombreuses sources ont disparu ou ont été modifiées, rendant les estimations assez incertaines. Au moment de la Guerre civile, l'Espagne compte 26 millions d'habitants.

Victimes	400 à 500 000 morts (estimation)
Disparus	114 000 personnes
Surmortalité liée aux épidémies et à la famine	330 000 personnes (estimation)
Exilés en France	440 000

D'après Guy Hermet, *La Guerre d'Espagne*, collection « Points Histoire », Seuil, 2017.

Notion

- **dictature :** régime dans lequel un pouvoir autoritaire est détenu par une personne ou par un groupe de personnes.

Francisco Franco (1892-1975)

Né en Galice en 1892 dans une famille de la petite bourgeoisie, il devient le plus jeune général de l'armée à 33 ans. Chef d'état-major des armées en 1935, il prend la tête le 20 juillet 1936 de la rébellion contre le gouvernement républicain issu des élections démocratiques. C'est le début de la Guerre civile espagnole, que Franco remporte. Il établit une dictature et dirige l'Espagne jusqu'à sa mort en 1975.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 et 3 Expliquez dans un court paragraphe les étapes de la Guerre civile.
2. Doc. 2 Analysez l'utilisation de la violence par les deux camps pendant le conflit.
   Aide Montrez que les deux camps ont fait preuve de violence exacerbée à l'égard de leurs adversaires politiques. Analysez les raisons évoquées et les moyens utilisés pour cela.
3. Doc. 4 Montrez comment la population madrilène accueille les Franquistes à la fin du conflit.

Bilan

Travail de groupe Expliquez quelles sont les grandes étapes de la guerre et comment la violence a été utilisée par les différents belligérants. Quel bilan du conflit peut-on dresser à partir des documents 2 et 5 ?

Aide Par groupe de 2 ou 3, organisez votre travail en trois parties : les grandes étapes du conflit, la violence manifestée par les deux camps et le bilan de cette guerre. Ensuite, rédigez ensemble chacune d'elles.

Parcours 2 BAC

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

E3C Analyse de document

En analysant le document 2, vous expliquerez comment l'auteur présente la violence comme moyen d'action des deux camps pendant la Guerre civile.

Aide Pensez à lister les arguments apportés par l'auteur puis à les compléter ou les nuancer par vos connaissances.

POINT DE PASSAGE

1936-1938, les interventions étrangères dans la Guerre civile espagnole : géopolitique des totalitarismes

Après la victoire du Front populaire en Espagne, le 16 février 1936, des militaires se soulèvent dès le mois de juillet contre le gouvernement républicain. Les régimes totalitaires, malgré leurs engagements internationaux, vont s'engager dans le conflit directement ou indirectement. À la différence de ceux-ci, les gouvernements français et anglais décident officiellement de ne pas intervenir dans la guerre, ce qui provoque la stupeur de certains de leurs ressortissants qui vont alors rejoindre les Brigades internationales.

Comment les régimes totalitaires et les Brigades internationales sont-ils intervenus dans la Guerre civile espagnole ?

Vidéo

Chronologie

23 juillet 1936 : début du pont aérien de l'Allemagne et de l'Italie pour aider les troupes franquistes.

2 août 1936 : le gouvernement de Léon Blum se prononce pour la « non-intervention ».

Octobre 1936 : arrivée de l'aide soviétique aux Républicains.

18 novembre 1936 : l'Allemagne et l'Italie reconnaissent Franco.

26 avril 1937 : la légion Condor (troupes nazies) bombarde Guernica.

Texte original en espagnol Classes Européennes

1 E3C Analyse de document — Le bombardement de Guernica vu par un journal basque

À quatre heures et demie de l'après-midi, les premiers avions sont apparus. Les aviateurs étrangers ont tout employé pour détruire la population et assassiner les habitants de la Biscaye : des bombes explosives, des bombes incendiaires, le feu des mitrailleuses […]. Nous allons donner un exemple qui souligne de façon évidente que les rebelles, le commandement rebelle, ne donnent pas à ces aviateurs étrangers l'ordre de détruire un quelconque objectif militaire, mais l'ordre de détruire tout ce qu'ils peuvent et de provoquer le plus grand nombre possible de victimes. Rien n'a échappé à cette attaque cruelle. Les églises et les hôpitaux ont subi les mêmes dégâts que tous les autres édifices.

Tierra Vasca[1], 27 avril 1937.

1. Quotidien basque antifranquiste.

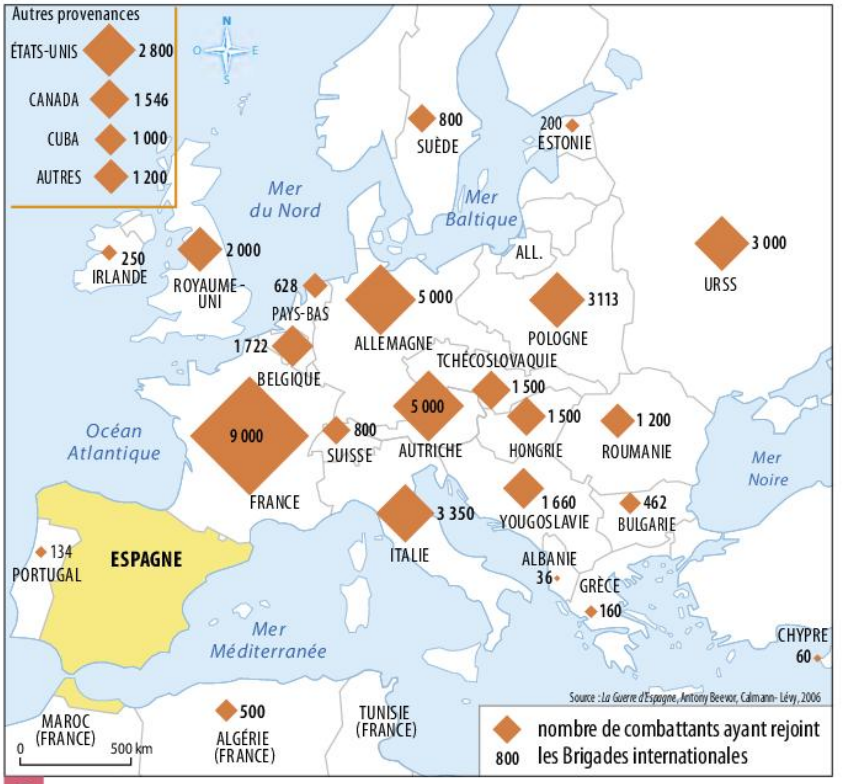
Texte original en espagnol Classes Européennes

2 Les Brigades internationales vues par les Républicains espagnols

Mères, femmes ! Lorsque les années auront passé et que les blessures de la guerre seront cicatrisées. […] Parlez-leur des Brigades internationales. Dites-leur comment, traversant les océans et les montagnes, passant les frontières hérissées de baïonnettes, épiés par des chiens dévorants, avides de dévorer leurs chairs, ces hommes sont arrivés dans notre pays comme des croisés de la liberté. Ils abandonnèrent tout, leur patrie, leur village, leur maison, leurs biens, père, mère, épouse, frères, sœurs, enfants et vinrent à nous et dirent : « Nous voici ! Votre cause, la cause de l'Espagne, est la nôtre. C'est la cause de toute l'humanité éprise de progrès. »

Discours de Dolores Ibarruri, députée communiste, dite « La pasionaria », lors du retrait des Brigades internationales, Barcelone, 16 novembre 1938[1].

1. À la demande de la SDN.



3 Des citoyens s'engagent dans les Brigades internationales

4 E3C Analyse de document — Picasso, *Guernica*, 1937

Pablo Picasso peint ce tableau à Paris, en réponse à une commande du gouvernement républicain espagnol pour orner le pavillon national lors de l'Exposition universelle de Paris en 1937.

« La Guerre d'Espagne est la bataille de la réaction contre le peuple, contre la liberté. Toute ma vie d'artiste n'a été qu'une lutte continuelle contre la réaction et la mort de l'art. […] Dans le panneau auquel je travaille et que j'appellerai *Guernica* et dans toutes mes œuvres récentes, j'exprime clairement mon horreur de la caste militaire qui a fait sombrer l'Espagne dans un océan de douleur et de mort. » Pablo Picasso, mai 1937.

Huile sur toile, 3,49 × 7,77 m, musée de la reine Sophie à Madrid.

L'INTERVENTION DES RÉGIMES TOTALITAIRES DANS LA GUERRE D'ESPAGNE

	Allemagne et Italie	URSS
Pourquoi ?	- Répondre à la demande de Franco - Soutenir un « régime frère » possible - Aider les Franquistes et les pousser à s'opposer aux démocraties, donc s'allier avec l'Allemagne nazie - Mettre en place un troisième régime autoritaire sur les frontières de la France - Diviser les partis politiques français et ainsi empêcher une alliance politique en France contre l'Allemagne nazie	- Empêcher l'expansion des régimes totalitaires nazi et fasciste en Espagne - Faire durer la guerre pour « occuper » les Allemands sur un autre front - Soutenir les communistes espagnols (Internationale communiste)
Comment ?	**Italie** - Environ 75 000 hommes - Investissement de 6 à 8 milliards de lires - Matériel militaire important : avions, chars, mitrailleuses, sous-marins **Allemagne** - Envoi de la légion Condor, force aérienne formée de volontaires de la Luftwaffe - 19 000 hommes ont combattu dont 6 000 en permanence sur place - 833 avions et 120 chars mobilisés, des cuirassés également	- Envoi de forces militaires, comme lors du siège de Madrid fin 1936 (conseillers, avions, chars T-26) - Aide économique (nourriture, matériel…) - Aide financière
Exemple d'actions militaires	- Bombardement de Barcelone, le 18 mars 1938 (25 000 civils tués) - Prise de Malaga avec les nationalistes en février 1938 - Bombardement de Guernica, le 26 avril 1937 (opération Rügen)	- Escadrille soviétique lors du siège de Madrid fin 1936

Source : Hachette Éducation.

5 Les interventions des régimes totalitaires

Vocabulaire

- **Brigades internationales :** nom donné pendant la Guerre d'Espagne aux volontaires antifascistes étrangers enrôlés au sein de l'Armée populaire de la République espagnole.

Parcours 1

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse

1. Doc. 1 Quel point de vue ce journal basque développe-t-il concernant Guernica ?
2. Doc. 4 Comment Picasso choisit-il de mettre en image l'horreur du bombardement de Guernica ?
3. Doc. 2 et 3 Comment et pourquoi des citoyens du monde entier se sont-ils engagés volontairement dans le conflit espagnol aux côtés des Républicains ?
4. Doc. 5 Quelle aide l'URSS a-t-elle apportée aux Républicains espagnols ?
5. Doc. 4 et 5 Comment les régimes totalitaires nazi et fasciste interviennent-ils dans la Guerre d'Espagne ?

Bilan Dans quelle mesure et pour quelles raisons des Européens se sont-ils investis dans le conflit espagnol ?

Parcours 2 BAC

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

E3C Analyse de document En analysant les documents 1 et 4, vous expliquerez comment le bombardement de Guernica peut être perçu à la fois comme un symbole de la violence de la Guerre civile et comme la manifestation de l'interventionnisme des régimes totalitaires.

Aide Analysez le tableau de Picasso en réfléchissant aux symboles qu'il contient.

LEÇON 3

Un ordre européen menacé par les totalitarismes

Comment les régimes totalitaires des années 1930 mettent-ils en danger l'ordre européen ?

ÉTUDE La Guerre civile espagnole (1936-1939) p. 66

POINT DE PASSAGE 1936-1938, les interventions étrangères dans la Guerre civile espagnole : géopolitique des totalitarismes p. 68

Dolores Ibarruri dite « la Pasionaria » (1895-1989)

Ayant participé à la fondation du Parti communiste espagnol, elle s'oppose à la junte militaire et lance son célèbre « ¡no pasaran! » (« ils ne passeront pas ! »), le 19 juillet 1936. Elle tente en vain d'obtenir l'intervention du gouvernement français dans la Guerre civile. Exilée en URSS, elle devient secrétaire générale du Parti communiste espagnol de 1942 à 1960. Elle est encore aujourd'hui le symbole de la lutte républicaine en Espagne.

Vocabulaire

- *Appeasement* : politique d'apaisement, consistant à faire des concessions pour maintenir la paix à tout prix.
- axe Rome-Berlin : alliance signée ente l'Allemagne et l'Italie par un accord secret, le 23 octobre 1936, pour faciliter leur expansion territoriale.
- Komintern : troisième internationale communiste créée en mars 1919 sous l'impulsion de Lénine pour réunir l'ensemble des partis communistes dans le monde.

A Une Guerre d'Espagne qui permet aux régimes totalitaires de montrer leurs ambitions

POINT DE PASSAGE p. 66

En Espagne, les élections de février 1936 sont remportées par le Front populaire, une alliance des partis de gauche dirigée par Manuel Azaña. Ce dernier devient président de la République espagnole en mai 1936. Dès le 17 juillet, un soulèvement militaire éclate contre le gouvernement républicain au Maroc espagnol et se propage dans le pays. La Guerre civile commence, elle va durer trois années.

Malgré la proximité idéologique entre les Républicains espagnols et le gouvernement français de Léon Blum, ce dernier décide de ne pas intervenir, malgré l'intervention de Dolores Ibarruri, pour ne pas compromettre les efforts de paix internationaux. Il ferme cependant les yeux sur le trafic d'armes à la frontière espagnole. De nombreux Français s'engagent dans les Brigades internationales créées par le Komintern en septembre 1936, pour prêter main-forte aux Républicains espagnols. Ils sont rejoints par des combattants provenant de nombreux pays d'Europe mais aussi du reste du monde.

De leur côté, les régimes totalitaires interviennent dans le conflit. Dès le 26 juillet 1936, Hitler accepte de fournir des avions aux nationalistes, suivi quelques jours plus tard par Mussolini. Ils vont profiter de la guerre en Espagne pour expérimenter leur matériel de guerre. Ce fut le cas notamment lors du tristement célèbre bombardement de la ville basque de Guernica par l'aviation allemande de la légion Condor, le 26 avril 1937. De son côté, l'URSS fournit des armes ainsi qu'une aide économique et militaire aux Républicains, pour contrer les ambitions de l'Allemagne et de l'Italie. Le 28 mars 1939, les troupes de Franco prennent Madrid : la Guerre civile se termine officiellement le 1er avril, avec un bilan de plus de 600 000 morts en trois ans.

B Un entre-deux-guerres marqué par l'expansion européenne des régimes totalitaires

Mussolini rêve de refaire de l'Italie une grande nation, comme au temps de l'Empire romain. Le 5 octobre 1935, il lance son pays à l'assaut de l'Éthiopie, un État indépendant pourtant membre de la Société des Nations (SDN). Il l'annexe en mai 1936 malgré les sanctions économiques votées contre l'Italie. Le 7 avril 1939, Mussolini, souhaitant refaire la Mare Nostrum, envahit l'Albanie en une semaine. Elle doit lui servir de tête de pont pour une invasion programmée de la Grèce, comme au temps des Romains.

De son côté, Hitler remet en cause progressivement le traité de Versailles, vécu par les Allemands comme une humiliation. L'Allemagne a ainsi quitté la SDN dès octobre 1933, souhaitant une parité militaire avec les pays vainqueurs. En 1936, Hitler remilitarise la Rhénanie, profitant d'un contexte favorable lié à la guerre en Éthiopie qui mobilise l'attention des démocraties occidentales. Sans réelle réaction de la France ou de l'Angleterre, il peut alors se lancer dans une expansion rapide. Ainsi, en mars 1938, Hitler réalise l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche : la population autrichienne approuve l'annexion par référendum à 98 % en avril. Cette volonté de réunir toutes les populations d'origine allemande dans un même pays pousse Hitler à revendiquer le territoire des Sudètes en Tchécoslovaquie, qu'il obtient en septembre. Le Reich envahit ensuite la Bohême-Moravie en mars 1939.

Quant à l'URSS, face à l'expansion de l'Allemagne et de l'Italie, elle tente de s'insérer dans l'ordre européen en adhérant à la SDN en 1934 puis en signant en 1935 avec la France un pacte d'assistance en cas d'agression par un pays tiers. L'URSS rentre dans le jeu diplomatique des puissances européennes.

C Des démocraties affaiblies face aux régimes totalitaires

En Angleterre et en France, les gouvernements et les opinions publiques souhaitent maintenir la paix, même au prix de concessions parfois dramatiques : c'est la politique de l'*Appeasement*, lancée dès 1933 par le Royaume-Uni face à l'Allemagne nazie. Le souvenir de la Première Guerre mondiale est encore très présent, et le pacifisme a gagné une partie de la population.

POINT DE PASSAGE p. 68

Pendant la Guerre d'Espagne, la non-intervention a ainsi été mise en place pour éviter une escalade militaire avec les régimes totalitaires : cela a rapproché l'Allemagne et l'Italie, qui ont institué l'axe Rome-Berlin en octobre 1936. Franco, soutenu militairement par Hitler et Mussolini, remporte la Guerre civile espagnole en 1939. Désormais, la France est encerclée par des régimes pro-hitlériens.

Face aux coups de force d'Hitler en Europe, là aussi, les démocraties ne parviennent pas à opposer un front uni. Le 29 septembre 1938, les accords de Munich consacrent la défaite des démocraties, qui laissent le champ libre à Hitler en Tchécoslovaquie. Le Premier ministre britannique Chamberlain pense qu'on peut s'entendre avec Hitler pour sauver la paix. Cependant Daladier, le Président du Conseil français qui a signé les accords, sait que la guerre est proche.

Dès l'invasion de la Bohême-Moravie le 15 mars 1939, la France et l'Angleterre envisagent le conflit armé. Elles assurent de leur protection la Pologne, comme le prévoient les alliances défensives signées en 1921 et 1925. Ainsi, les deux nations refusent l'annexion du couloir de Dantzig qui permettrait à Hitler d'unifier à nouveau les deux parties de l'Allemagne. Le 1er septembre 1939, suite à la signature d'un pacte de non-agression secret avec l'URSS, Hitler envahit la Pologne ; le 3 septembre, l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne : la Seconde Guerre mondiale commence.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

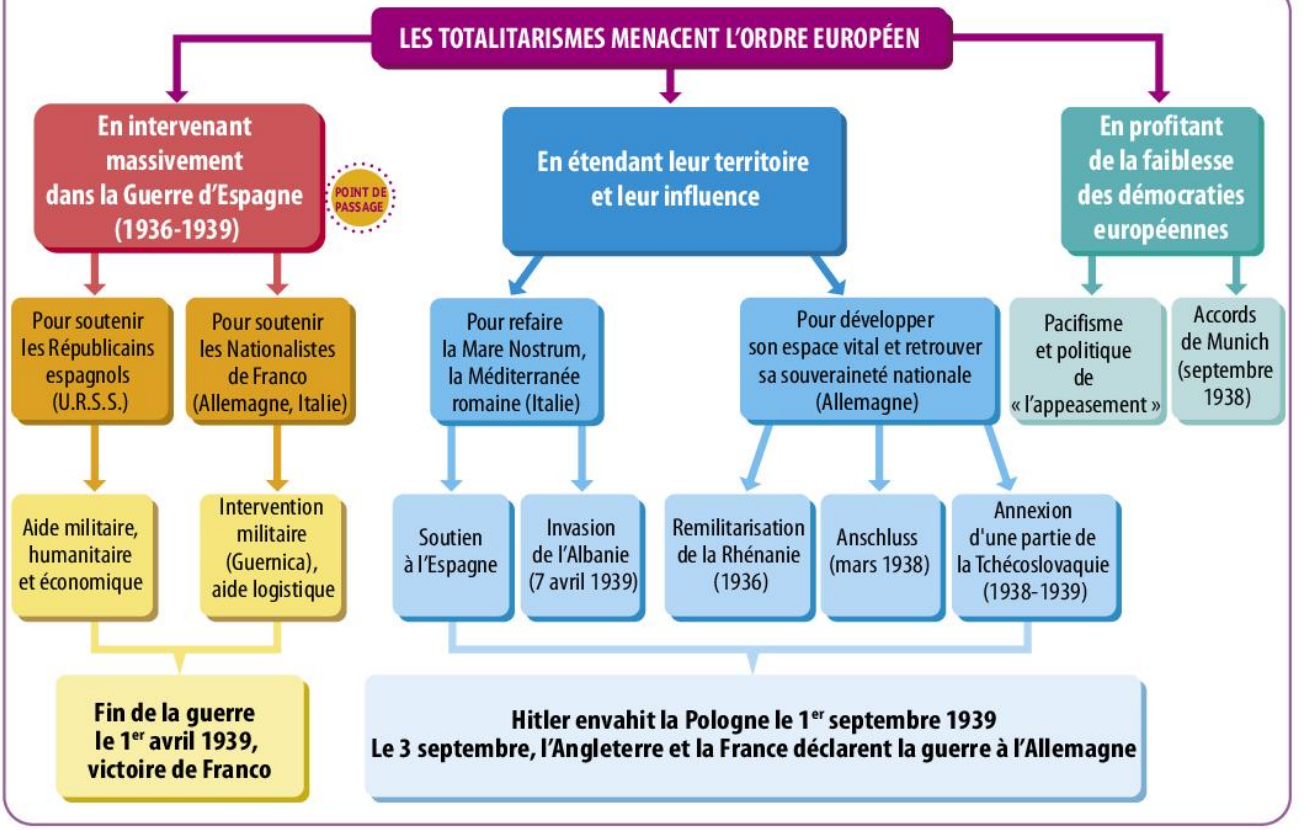
– Visionnez le documentaire *La marche à la guerre* extrait de *La France et les Français pendant la Seconde Guerre mondiale*, 2005.

– Repérez les évènements évoqués à la fois dans le cours et dans le documentaire.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN L'ordre européen menacé par les totalitarismes

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



L'idéologie raciale nazie

Dans *Mein Kampf*, Hitler définit le concept de la supériorité de la « race aryenne », dont les populations germaniques feraient partie. Cela légitime sa politique raciale et sa volonté d'étendre le territoire de l'Allemagne en Europe.

Pourquoi les nazis cherchent-ils à imposer l'idée d'une race supérieure ?

1 DOCUMENT SOURCE

Diffuser l'idéologie raciale par la propagande (1938)

Traduction : « Nouveau Peuple, 1938 »
Calendrier du service racial du NSDAP

2 L'ANALYSE DE L'HISTORIEN

Le concept nazi de race

On se rend compte que le projet est plutôt de recréer l'homme archaïque. L'archétype nazi n'est donc pas une projection vers un avenir, mais plutôt une rétrojection[1] vers l'archaïque. Il s'agit pour eux de retrouver l'homme ancien recouvert et oublié par des siècles d'aliénation culturelle et physique : aliénation culturelle qui a produit de la décadence, et aliénation physique qui a produit de la dégénérescence. L'aliénation culturelle, c'est typiquement l'évangélisation chrétienne, c'est-à-dire judéo-chrétienne, l'introduction de l'idéologie des Lumières, du libéralisme, la Révolution française… La dégénérescence, ce sont les mélanges raciaux qui abîment la qualité du patrimoine génétique germanique. Contre tous ces mouvements de l'histoire, qui peuvent être amendés, il s'agit de retrouver le noyau archaïque de la race germanique grâce à ses éléments les plus sains : grâce à une opération de rééducation, et grâce à une opération de zootechnique[2] pour ce qui est de la récupération du bon patrimoine biologique. Dès lors, le but n'est pas la projection vers la modernité ou la nouveauté, mais de retrouver l'archaïque. D'où ces métaphores constantes de l'« exhumation », de l'« archéologie », de la « source » : face au recouvrement, à l'oubli, il s'agit de retrouver ce qui a été recouvert sous le sédiment des siècles.

Entretien avec Johann Chapoutot à la suite de la parution de son ouvrage, *La Révolution culturelle nazie*, Gallimard, 2017. Pierre-Henri Ortiz pour le site *Non Fiction*, le 24 février 2017.

1. Retour violent en arrière.
2. Sélection et reproduction (normalement pour des animaux).

S'INITIER AU TRAVAIL DE L'HISTORIEN

■ S'approprier un questionnement historique – Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

A L'historien étudie un document source

1. Doc. 1 Décrivez les principaux éléments mis en avant sur l'affiche.
2. Doc. 1 Quelles idées l'affiche veut-elle développer ?

B L'historien s'approprie le contexte historique

3. Doc. 1 et 2 Quel type d'homme « nouveau » les nazis souhaitent-ils créer ?
4. Doc. 2 Quels arguments utilisent-ils pour cela ?

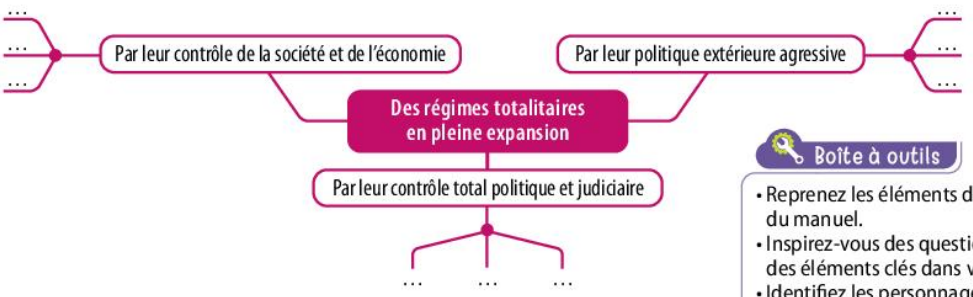
C L'historien interprète la source

5. Doc. 1 et 2 Comment les idées nazies se diffusent-elles ?
6. Doc. 1 et 2 Quelle place dans la société et dans la vie politique la conception de la race occupe-t-elle ?
7. Doc. 1 et 2 Comment le nazisme tente-t-il de promouvoir et de légitimer son point de vue sur les races ?

Réaliser une carte mentale de synthèse

Carte mentale interactive
Carte mentale à télécharger et à compléter PDF

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, construisez votre propre carte mentale de synthèse du chapitre.



Boîte à outils

- Reprenez les éléments de votre cours et les trois leçons du manuel.
- Inspirez-vous des questions proposées pour repérer des éléments clés dans votre cours.
- Identifiez les personnages clés et les événements marquants.
- Complétez alors la carte mentale pour qu'elle puisse reprendre l'ensemble des éléments repérés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — **Analyse de documents**

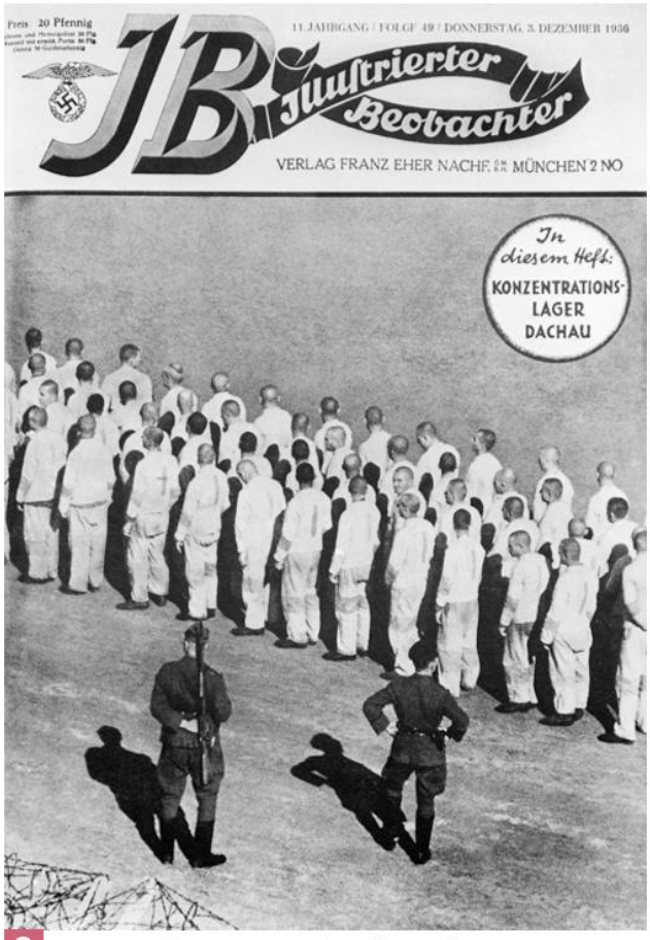
■ **CAPACITÉ :** Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1 La Gestapo

Texte original en allemand
Classes Européennes

Le principe politique national-socialiste de totalité, qui correspond à notre vision organique et indivisible de l'unité du peuple allemand, ne souffre la formation d'aucune volonté politique en dehors de notre volonté politique. Toute tentative d'imposer – voire de préserver – une autre conception des choses sera éradiquée comme un symptôme pathologique qui menace l'unité et la santé de l'organisme national. […] C'est à partir de ces principes que le national-socialisme, pour la première fois en Allemagne, a développé une police politique que nous concevons comme moderne, c'est-à-dire répondant aux besoins de notre temps. Nous la concevons comme une institution qui surveille avec soin l'état de santé politique du corps allemand, qui repère à temps tout symptôme de maladie et qui situe et élimine les germes de destruction qu'ils soient issus d'une dégénérescence interne ou d'une contamination volontaire par l'étranger. Voilà l'idée et l'éthique de la police politique dans l'État raciste de notre temps, conduit par le Führer.

Werner Best, juriste et lieutenant-colonel SS, « Die Geheime Staatspolizei », *Deutsches Recht* [Le droit allemand], avril 1936.



2 Le camp de concentration de Dachau en 1936

Couverture du magazine nazi *Illustrierter Beobachter* daté du 3 décembre 1936. Ce magazine propose un reportage sur le camp de Dachau, premier camp de concentration ouvert en 1933.

CONSIGNE

Montrez ce que ces deux documents révèlent la nature terroriste du régime nazi.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Réponse à une question problématisée
Analyser la question problématisée

■ CAPACITÉS : S'approprier un questionnement historique – Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

SUJET GUIDÉ

La marche à la guerre (1936-1939) ne repose-t-elle que sur les ambitions des régimes totalitaires ?

CONSEIL

La lecture et l'analyse de la question problématisée permettent d'éviter le hors-sujet et de trouver le plan adapté. En effet, à la différence des deux épreuves de Première où des indications vous permettent de construire votre réponse, celles-ci ne sont plus présentes dans le sujet que vous aurez en fin de Terminale. C'est pourquoi un travail préparatoire sur le brouillon est donc essentiel afin de réussir l'épreuve.

MÉTHODE

ÉTAPE 1 Analyser les termes du sujet

Il faut lire plusieurs fois le sujet pour réaliser cette étape. Ce travail est à réaliser au brouillon ou sur le sujet lui-même pour gagner du temps.

Comprendre le sens de la question problématisée	▸ Repérez les mots clés et donnez, grâce à vos connaissances, une définition claire et simple de chacun d'eux. ▸ Soyez attentif aux mots de liaison, comme « et ». Ce dernier peut inviter à comparer, à mettre en relation, mais parfois simplement à juxtaposer les deux thèmes évoqués. Ce sens vous est donné par la lecture attentive du sujet. ▸ Déterminez les limites spatiales et chronologiques du sujet.

A. Aidez-vous des encadrés pour analyser le sujet proposé.

L'analyse du sujet doit vous permettre de reformuler le sujet afin de saisir le questionnement historique de ce dernier.

Que signifie cette expression ?

À l'aide de la leçon 3 du chapitre, déterminez les événements qui peuvent être utilisés comme limites chronologiques.

La marche à la guerre (1936-1939) ne repose-t-elle que sur les ambitions des régimes totalitaires ?

Définissez le terme de « régime totalitaire ».
Quels sont les régimes considérés comme totalitaires dans les années 1930 ?
Quelles sont leurs ambitions ?
Comment ces ambitions remettent-elles en cause l'ordre européen ?

Que doit-on entendre par cette formulation dans la question problématisée ?

B. Complétez cette phrase afin de montrer que vous avez bien analysé le sujet.

Le sujet me demande de m'interroger sur le rôle des régimes totalitaires dans les tensions croissantes en Europe : je dois ainsi montrer que …, mais aussi insister sur le fait que … .

ÉTAPE 2 Trouver le plan qui permet de répondre à la question problématisée

Afin de trouver les axes de votre réponse, vous devez vous interroger sur le type de plan qui correspond le mieux à votre sujet.

A. Quel type de plan fonctionne le mieux avec la question problématisée à traiter ?

Type de plan	Ce que vous devrez faire dans votre réponse organisée
Évolution	Il s'agit de décrire et expliquer les bouleversements, les transformations du phénomène entre deux dates. Il faut rechercher des ruptures au cours de la période concernée pour identifier les différentes étapes de l'évolution.
Tableau	Il s'agit de chercher les différents aspects caractérisant la situation historique à un moment précis.
Comparaison/confrontation	Il s'agit de déterminer les points communs et les différences.
Analytique	Il faut décrire les différents aspects d'un phénomène historique.
Dialectique	Il faut répondre de manière nuancée en déterminant les arguments pour et contre.

B. Parmi ces propositions, laquelle ou lesquelles conviennent pour organiser votre réponse ? Justifiez votre choix.

Proposition 1	Proposition 2	Proposition 3
1. La politique d'expansion d'Hitler **2.** La Guerre d'Espagne montre les ambitions des régimes totalitaires **3.** Les années 1938-1939 : la volonté d'apaisement des démocraties renforce les prétentions allemandes	**1.** Les violations du traité de Versailles par Hitler **2.** Des affrontements entre les régimes totalitaires de la Guerre d'Espagne au pacte germano-soviétique **3.** Le recul des démocraties occidentales face aux agressions nazies	**1.** Une Allemagne nazie qui cherche à s'étendre en Europe **2.** Les régimes totalitaires s'affrontent lors de la Guerre d'Espagne **3.** Les régimes totalitaires s'allient à la fin des années 1930.

SUJETS D'ENTRAINEMENT

Pour les sujets suivants, procédez à leur analyse et déterminez à quel type de plan on peut les rattacher.

1. **Comment peut-on caractériser la terreur dans les régimes totalitaires ?**
2. **Quels sont les mécanismes d'encadrement de la société mis en place par les régimes totalitaires ?**
3. **Quels sont les points communs et les différences entre le nazisme et le stalinisme ?**

RÉVISION

Les régimes totalitaires

SCHÉMA BILAN

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

LES RÉGIMES TOTALITAIRES

Une mise en place rapide et efficace de la dictature

En Italie

- Création des Fasci (1919)
- Création du PNF (1921)
- Marche sur Rome (1922)
- Lois fascistissimes (1925)

En URSS

- Mort de Lénine, Staline au pouvoir (1924)
- Pleins pouvoirs de Staline (1929)
- Grande Terreur (1937-1939) POINT DE PASSAGE

En Allemagne

- Hitler nommé chancelier (30 janvier 1933)
- Parti nazi seul autorisé (14 juillet 1933)

Un contrôle total de la société et de l'économie

Société

- Encadrement de la jeunesse
- Propagande et culte du chef
- Antisémitisme en Allemagne (*Mein Kampf*, 1925, lois de Nuremberg en 1935, « nuit de Cristal » en 1938) et en Italie (lois de 1938) POINT DE PASSAGE

Économie dirigée

URSS
- Collectivisation des terres
- Développement de l'industrie lourde

Allemagne/Italie
- Autarcie
- Dirigisme
- Grands travaux

Une politique étrangère volontariste et ambitieuse

Guerre d'Espagne POINT DE PASSAGE

- Soutien de l'URSS aux Républicains espagnols
- Soutien de l'Allemagne et de l'Italie aux Nationalistes

Expansion en Europe

- Remilitarisation de la Rhénanie (1936)
- Accords de Munich (1938)
- Anschluss (1938)
- Annexions des Sudètes (1938)

Je connais les dates importantes

1922 : marche sur Rome de Mussolini.
1924 : mort de Lénine, Staline au pouvoir.
1925 : lois fascistissimes.
1928-1929 : Staline a les pleins pouvoirs.
1933 : Hitler devient chancelier.
1937-1938 : la Grande Terreur.
9-10 novembre 1938 : la « nuit de Cristal ».
1936-1938 : Guerre d'Espagne.

Je maîtrise les notions et le vocabulaire essentiels

Notions
- culte du chef (p. 49)
- totalitarisme (p. 49)

Vocabulaire
- Brigades internationales (p. 69)
- pogrom (p. 60)

Ne pas confondre !

- **dictature :** régime dans lequel un pouvoir autoritaire est détenu par une personne ou par un groupe de personnes.
- **régime totalitaire :** régime fondé sur le contrôle total et la transformation radicale de l'individu et de la société par un État tout puissant, un chef charismatique, un parti unique et une idéologie qui s'impose à tous. L'usage de la répression permet d'éliminer les opposants au régime.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

■ CAPACITÉ : Identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et ruptures chronologiques

Dans un court paragraphe, expliquez en quoi la « nuit de Cristal » marque une rupture dans la politique nazie vis-à-vis des Juifs.

■ CAPACITÉ : Conduire une démarche historique et la justifier

Dans un court paragraphe, expliquez les points suivants :
a. Comment la Grande Terreur s'est-elle installée et déroulée en URSS ?
b. Comment la Guerre d'Espagne s'est-elle déroulée ?

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ CAPACITÉ : Identifier les contraintes d'un contexte historique

Dans un court paragraphe, expliquez comment les régimes totalitaires vont peu à peu étendre leur influence en Europe dans les années 1930.

■ CAPACITÉ : Mettre un événement ou une figure en perspective

Expliquez en quelques lignes les trois événements suivants :
a. l'arrivée au pouvoir d'Hitler
b. le rôle de Staline dans la mise en place d'une nouvelle politique en URSS
c. l'intervention des puissances étrangères dans la Guerre d'Espagne

OBJECTIF 3 Réaliser sa fiche de révision

■ CAPACITÉ : S'approprier les exigences, les notions et les outils de la démarche historique

a. Notez les notions et le vocabulaire de la page précédente avec leur définition précise.

b. Indiquez pour chaque partie du cours :
– les éléments importants (dates, personnages, notions) ;
– les grandes idées (faits historiques, causes, conséquences…).

c. Sachez expliquer : le contrôle de la population dans les régimes totalitaires ; l'élimination des opposants lors de la Grande Terreur en URSS ; le déroulement de la « nuit de Cristal » en Allemagne

Pour aller plus loin

À LIRE

Littérature jeunesse

- Kressmann Taylor, ***Inconnu à cette adresse***, Le livre de poche jeunesse, 2004. Un livre sorti en 1938 et interdit en Allemagne, qui relate la correspondance entre un juif américain et son ami allemand retourné vivre à Munich dans une galerie d'art à l'époque d'Hitler.

Livres

- André Gide, ***Retour de l'URSS***, Gallimard, 1936. Un écrivain communiste français désenchanté par le stalinisme.

BD

- Jean-Pierre Gibrat, ***Mattéo, tome 2 1917-1918***, Futuropolis, 2010. Pour se plonger dans la révolution bolchévique.
- Collection « Ils ont fait l'histoire », ***Lénine***, Fayard/Glénat, 2017. Une biographie en BD du révolutionnaire russe, créateur de l'État soviétique.

À VOIR

- ***Le Dictateur*** de Charlie Chaplin (1940) : une œuvre qui dénonce le régime hitlérien.
- ***La Marche sur Rome*** de Dino Risi (1962) : l'histoire de la prise du pouvoir par Mussolini.
- ***Staline, le tyran rouge*** de Mathieu Schwartz (2007) : un documentaire pour comprendre les mécanismes du totalitarisme stalinien.

SUR LE WEB

lien internet

- www.franceinter.fr/histoire/les-jeux-olympiques-de-berlin-en-1936-sport-et-propagande-politique : un point complet sur les Jeux de Berlin de 1936 et la propagande nazie lors de cet événement.

CHAPITRE

3

La Seconde Guerre mondiale

RESSOURCES EN +
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

Comment le second conflit mondial a-t-il pu atteindre un seuil de violence inégalé ?

Vidéo d'introduction

Études d'images
Documents complémentaires

1

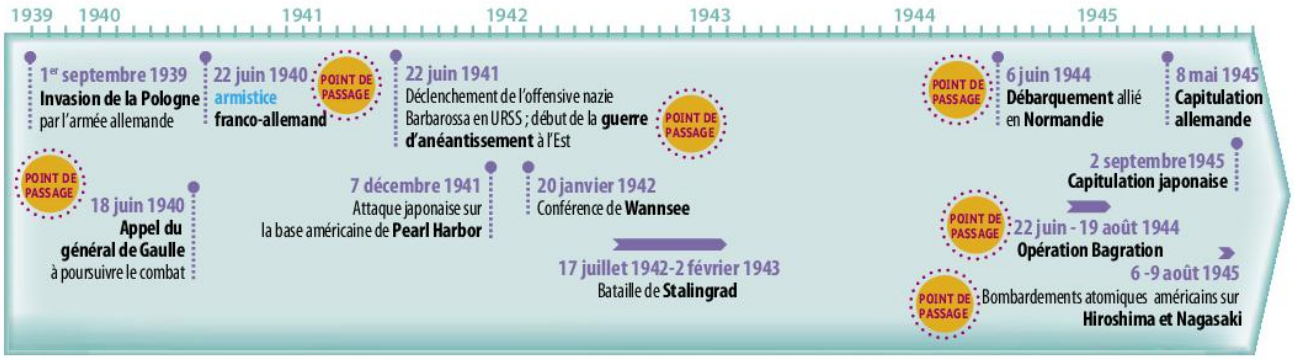
Le refus de l'armistice

Affiche apposée sur l'immeuble de la Poste à Saint-Germain-en-Laye le 11 novembre 1940.

› Doc. 1 Comment cette affiche montre-t-elle que, malgré l'armistice signé le 22 juin 1940, la guerre n'est pas finie pour une partie des Français ?

Vocabulaire

- **camps de concentration :** camps ouverts après 1933 par les nazis pour interner opposants, Juifs, homosexuels, suspects et droits communs puis les résistants de l'Europe occupée. Dans ces « camps de la mort lente », les détenus meurent de maltraitances, de la faim et du travail forcé. Il faut les distinguer des camps d'extermination où la grande majorité des détenus sont assassinés dès leur arrivée.



2 L'ouverture des camps de concentration par les Alliés

Vidéo

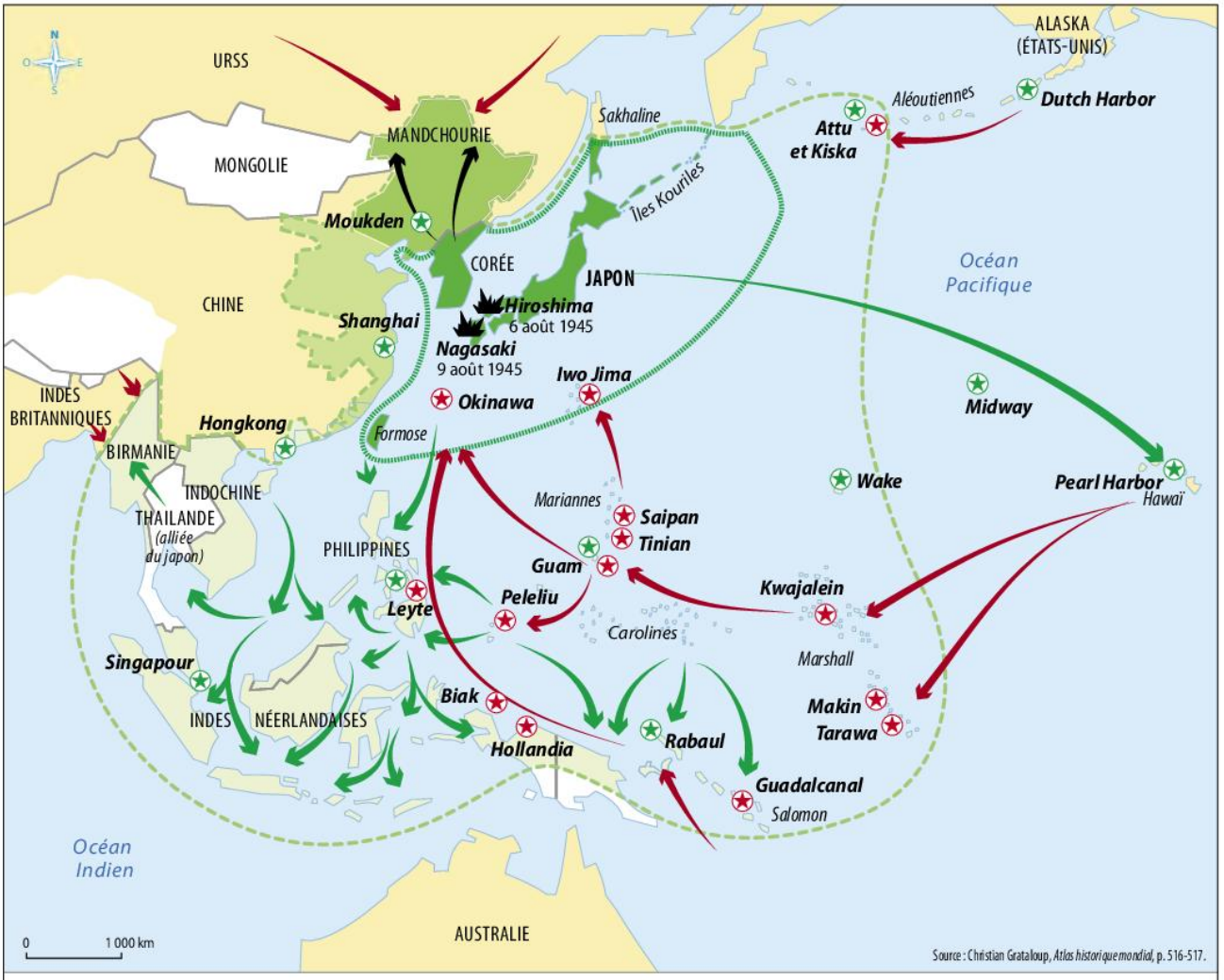
Cadavres des prisonniers du camp de concentration de Dora (Allemagne) libéré par les Américains, le 12 avril 1945.

› 1. Doc. 2 En quoi cette photographie montre-t-elle le très haut degré de violence atteint envers les civils ?

2. Doc. 1 et 2 Montrez que la violence est au cœur de ce conflit mondial.

CARTES

Protagonistes et théâtres d'opérations



1 La guerre en Asie 1937-1945

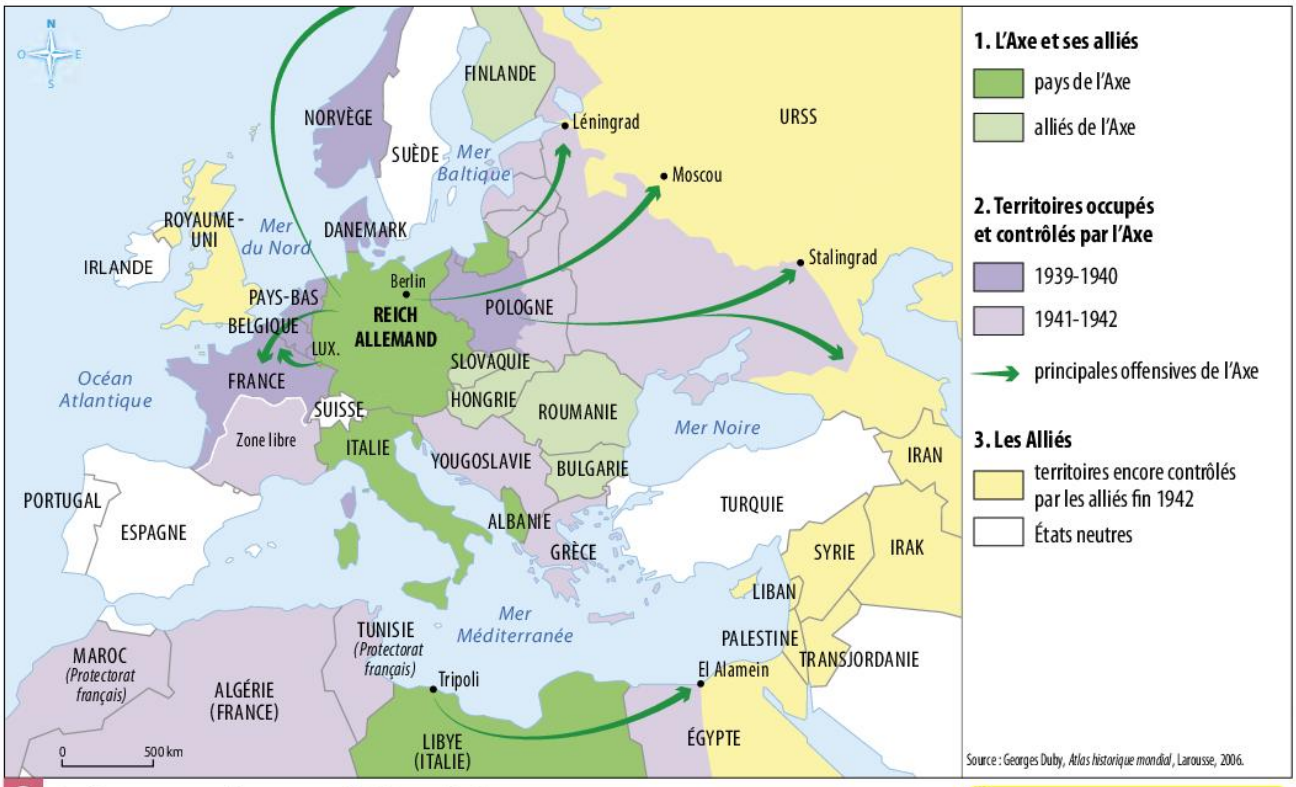
Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

Vocabulaire

- **Axe :** nom donné à l'alliance formée à partir de 1936 par l'Allemagne et l'Italie auxquelles se joint le Japon en 1940.

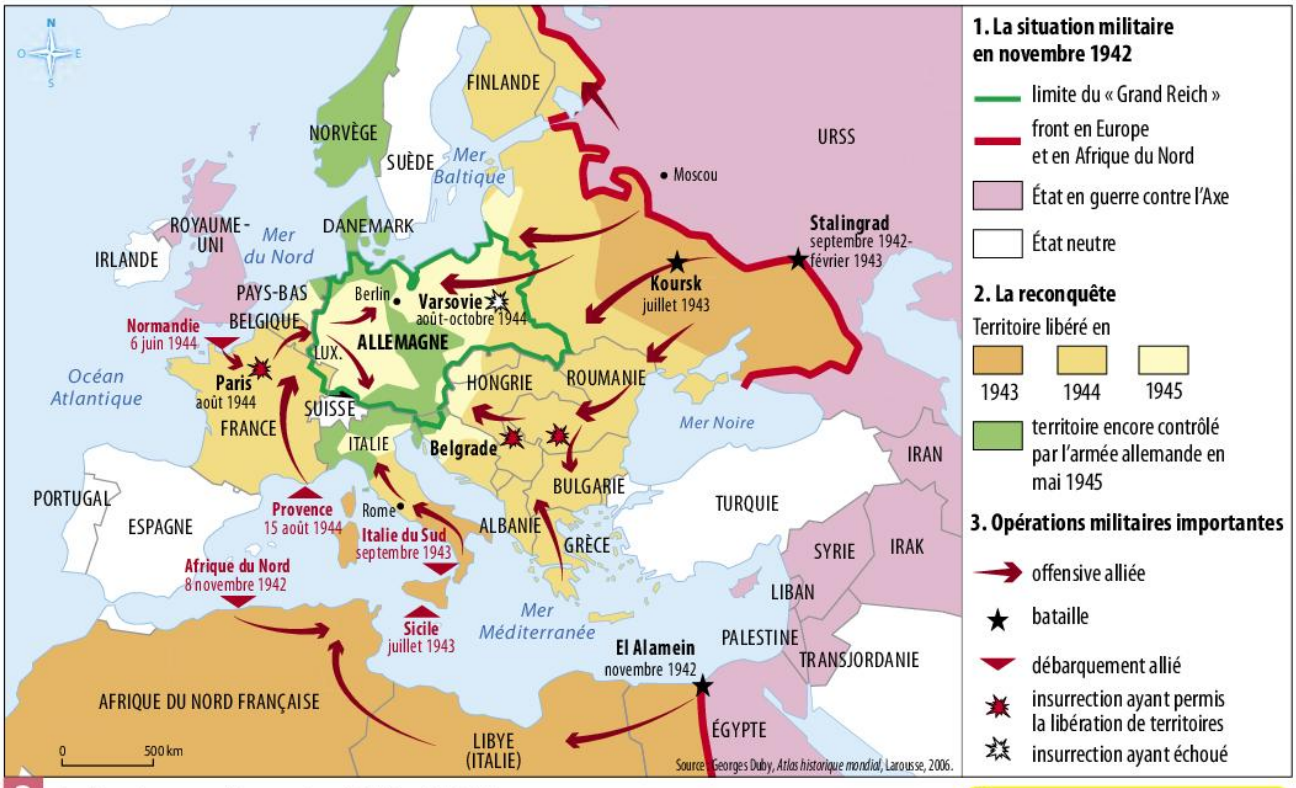
QUESTIONS

1. Doc. 2 Quels sont les territoires sous domination nazie à la fin de l'année 1942 ?
2. Doc. 3 Quels sont les lieux stratégiques majeurs de la reconquête alliée ?
3. Doc. 1 Quelle est la particularité des combats en Asie ?



2 Le front européen entre 1939 et 1942

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF



3 Le front européen entre 1942 et 1945

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

ÉTUDE

Une guerre sur les cinq continents

Initiée en Asie par l'invasion japonaise en Chine en 1937 et par l'attaque allemande sur la Pologne en 1939, la guerre touche progressivement l'ensemble des continents. L'attaque japonaise sur la base américaine de Pearl Harbor en décembre 1941 déclenche l'entrée en guerre des États-Unis. L'Afrique et l'Océanie sont également touchées par ce nouveau conflit mondial.

Comment l'ensemble du monde est-il touché par la mobilisation et les combats durant la Seconde Guerre mondiale ?

1 Les différents pays engagés dans la guerre

Axe	Nombres de mobilisés
IIIe Reich	18,1 M
Italie	9,1 M
Finlande	450 000
Japon	9,1 M
Roumanie	2 M
Bulgarie	450 000
Hongrie	600 000
Croatie	200 000
Slovaquie	80 000
Mandchoukouo	200 000

Alliés	Nombre de mobilisés
URSS	34,476 M
Australie	1 M
Nouvelle-Zélande	204 000
États-Unis	16,354 M
Royaume-Uni	5,896 M
Canada	1,1 M
Yougoslavie	1,5 M
Afrique du Sud	330 000
Grèce	540 000
Pologne	2 M
Belgique	600 000
France	5 M
Pays-Bas	400 000
Norvège	90 000
Chine	14 M
Inde	2,58 M

Source : Nicolas Aubin, Vincent Bernard, Nicolas Guillerat, Jean Lopez, *Infographie de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2018.

2 La bataille de Midway en 1942

La fumée des canons anti-aériens remplit le ciel alors que le porte-avions américain *Yorktown* est touché par une torpille japonaise.

3 L'engagement des nations contre l'Axe

Affiche datant de 1943 : « *Unies. Les Nations unies combattent pour la liberté* ».

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.histoirealacarte.com/la-Seconde-Guerre-mondiale-1939-1945/extension-du-conflit-1941-1942.

– Regardez l'animation et relevez les lieux cités pour montrer comment la Seconde Guerre devient mondiale entre 1941 et 1942.

4 Soldats allemands dans les dunes de Cyrénaïque

À partir de 1941, l'Allemagne décide d'envoyer une armée, l'*Afrikakorps*, pour soutenir Mussolini en Libye. Les combats ont lieu dans le désert jusqu'à la capitulation allemande en 1943.

Artilleurs allemands avançant dans le désert près de Mersa el Brega.

6 Témoignage d'un marine américain en 1944

Le vendredi 15 septembre 1944, après trois jours d'un bombardement intensif sur les défenses japonaises, la 1re division marine Old Breed débarque sur l'île de Peleliu, dans l'archipel de Palaos, à l'est des Philippines.

Pendant que les vagues d'assaut se formaient, et que mon tracteur amphibie restait immobile sur l'eau, les moteurs tournant à vide, le rythme des bombardements a pris une telle intensité que je n'arrivais plus à distinguer les différents types d'armes au milieu du vacarme tonitruant. […] Pendant ce qui nous a paru une éternité, nous avons attendu le signal de nous lancer sur la plage. Le suspense était insupportable. Attendre constitue une part essentielle de la guerre, mais jamais je n'ai vécu un suspense aussi insoutenable que la torture atroce de ces instants qui ont précédé le signal de l'assaut sur Peleliu. […] Une fois que j'ai senti la terre ferme sous mes pieds, je n'ai plus eu aussi peur qu'à l'approche du récif. Mes jambes déterraient du sable tandis que j'essayais de me relever. Une main ferme m'a agrippé l'épaule. J'ai pensé : « Oh, mon Dieu, un Jap sorti de son fortin ! » Je ne pouvais pas attraper mon kabar[1] – heureusement car en relevant la tête, j'ai aperçu le visage inquiet d'un marine penché sur moi. Croyant que la mitrailleuse m'avait touché, il avait rampé pour venir à mon aide. Quand il a vu que je n'étais pas blessé, il a fait volte-face et a déguerpi de la plage en rampant à toute vitesse. J'ai détalé derrière lui.

Eugène B. Sledge, *Frères d'armes*, Les Belles Lettres, 2019.

1 Marque américaine de couteaux adoptée en 1942.

5 La France d'Outre-mer dans la guerre

« Décryptage : les Outre-mer dans la Seconde Guerre mondiale » Vidéo de 1ère outre-mer.

Vidéo La France d'Outre-mer dans la guerre
PDF à compléter

Parcours 1

- Savoir lire et comprendre un document iconographique
- S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 et 3 Montrez que la Seconde Guerre mondiale touche l'ensemble des continents.
2. Doc. 2, 4 et 5 Quels sont les différents types de théâtres d'opérations dans lesquels évoluent les soldats ?
3. Doc. 5 Oral Décrivez à partir de ce document le déroulement des batailles dans le Pacifique.

Aide Soyez attentifs aux différentes phases de la reconquête des îles et de l'articulation entre bombardement et débarquement.
À l'oral, pensez à présenter d'abord en introduction le contexte particulier de cette guerre du Pacifique. Puis développez la méthode utilisée par les Américains pour prendre le contrôle d'une île. Rendez votre présentation vivante.

Bilan Travail de groupe À l'aide des documents proposés et des cartes des pages 82-83, montrez que la guerre a lieu simultanément sur les cinq continents.

Parcours 2

- S'approprier un questionnement historique

À l'aide des documents 1 et 3, montrez que la Seconde Guerre mondiale voit se multiplier les théâtres d'affrontement en Europe mais aussi dans le reste du monde.

Aide Distinguez les théâtres d'opérations et soulignez le poids nouveau de la guerre sur mer.

LEÇON 1

Un conflit d'ampleur mondiale

Comment le conflit déclenché par l'Axe entraîne-t-il le monde dans une nouvelle guerre touchant l'ensemble des continents ?

ÉTUDE Une guerre sur les cinq continents p. 82

Notion

- guerre totale : conflit armé qui mobilise toutes les ressources disponibles d'un État, sa population, l'économie, la politique et la culture.

Vocabulaire

- Alliés : nom donné aux pays engagés dans la Grande Alliance, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS.
- *Blitzkrieg* : « guerre éclair » qui désigne l'utilisation conjointe par l'armée allemande des forces motorisées, terrestres et aériennes afin de détruire rapidement le potentiel militaire de l'adversaire.
- drôle de guerre : période qui s'étend entre la déclaration de guerre en septembre 1939 et la campagne de France en mai 1940 durant laquelle, sur le front de l'Ouest, les belligérants ne lancent pas d'offensive majeure.
- Grande Alliance : nom donné à l'alliance formée par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS.
- Nations Unies : terme utilisé à partir de 1942 pour désigner les pays en lutte contre l'Axe.

A Les forces de l'Axe mondialisent la guerre

- **Quelques jours après avoir signé un pacte de non-agression avec l'URSS, l'Allemagne envahit la Pologne, 1er septembre 1939, et entraîne l'Europe dans une nouvelle guerre.** La France et le Royaume-Uni déclarent la guerre au régime nazi dès le 3 septembre, mobilisent les hommes mais n'engagent pas les combats. Commence alors une « drôle de guerre » pendant de nombreux mois entre les trois pays : en effet, entre septembre 1939 et mai 1940, aucune grande offensive n'est menée entre les belligérants, qui attendent le meilleur moment pour lancer l'attaque.
- **Ce n'est qu'après des campagnes victorieuses en Pologne et en Norvège que l'armée allemande engage la campagne de France en mai 1940.** Une grande offensive est lancée simultanément sur les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France. En six semaines, l'armée française est vaincue par l'aviation et les blindés allemands et doit signer l'armistice le 22 juin 1940. C'est un succès pour le *Blitzkrieg*. En revanche, la bataille d'Angleterre, campagne aérienne menée jusqu'en mai 1941 et dont l'objectif est de faire céder le Royaume-Uni par des bombardements massifs, se solde par un échec.
- **Rompant le pacte de non-agression signé en août 1939, l'Allemagne tourne ses forces contre l'URSS le 22 juin 1941.** L'opération Barbarossa consiste à essayer de repousser les Soviétiques au-delà de l'Oural et à exploiter les territoires conquis pour soutenir l'effort de guerre allemand. C'est la plus grande invasion de l'histoire militaire en termes d'effectifs engagés et de pertes. Au sud du continent, l'Italie s'attaque à la Grèce et à la Yougoslavie.

B La domination progressive des Alliés contre l'Axe en Europe

- **Le camp allié s'organise pour lutter contre la domination nazie.** L'entrée en guerre des Soviétiques, en juin 1941, favorise la formation d'une Grande Alliance entre les États-Unis (à partir de décembre 1941), le Royaume-Uni et l'URSS. En URSS, Staline organise la contre-offensive contre la progression de l'Allemagne nazie. Dans les territoires occupés, sur le front de l'Est comme à l'Ouest, la résistance s'organise, soutenue par les puissances en guerre contre l'Axe. De même, en janvier 1942, vingt-six pays des cinq continents signent la déclaration des Nations Unies pour s'unir contre l'Axe.
- **Dès la fin de l'année 1942, l'Allemagne nazie essuie ses premiers revers militaires.** Les troupes de l'*Afrikakorps* du maréchal Rommel reculent face aux forces britanniques à El-Alamein en Égypte, en novembre 1942. Le 8 novembre, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord (opération Torch) ouvrant ainsi de nouvelles possibilités de soutien à la résistance française et d'intervention en Europe. Alger devient le siège du commandement allié, chargé de préparer le débarquement en Italie sous la direction du général américain Dwight Eisenhower.
- **En 1943, le conflit militaire tourne en faveur de la Grande Alliance.** Après une succession de défaites, la victoire de l'URSS à Stalingrad en février est un important revers porté à l'Allemagne. Le débarquement anglo-américain en Sicile, en juillet 1943, ouvre un deuxième front en Europe, ce que réclame Staline. L'arrivée des troupes alliées sur la partie continentale de l'Italie, au début du mois de septembre 1943, pousse les Italiens à signer un armistice. À la suite des débarquements de Normandie et de Provence en juin et août 1944, les troupes allemandes reculent. Malgré de nouvelles offensives allemandes et au prix de combats acharnés, l'armistice est signé en Europe le 8 mai 1945.

C La guerre du Pacifique

Fin 1941, le Japon domine le continent asiatique. Grâce à ses conquêtes sur la Chine et sur les colonies des métropoles européennes, il bénéficie d'un empire de huit millions de km² de la Mandchourie aux portes de l'Inde. Dans les premières années de conflits, peu de puissances alliées peuvent faire face à la progression des troupes japonaises, qui sont maîtres d'un territoire qui s'étend de la Corée à l'Indonésie, et jusqu'en Birmanie. Mais les États-Unis, qui ne sont cependant pas entrés en guerre, restent une menace potentielle pour l'expansionnisme japonais.

Le 7 décembre 1941, les Japonais attaquent la base américaine de Pearl Harbor, à Hawaï. Les États-Unis décident alors d'entrer en guerre. L'année 1942 marque un tournant dans la guerre dans le Pacifique. Les Japonais essuient une grande défaite aéronavale à Midway au mois de juin. À partir de cette date, l'armée américaine progresse et remporte des victoires décisives, comme à Guadalcanal en février 1943. Une des grandes faiblesses du Japon reste son approvisionnement, notamment en pétrole afin de pouvoir alimenter navires et avions. Malgré une résistance farouche face à l'armée américaine, les Japonais reculent petit à petit.

Sous l'impulsion de l'amiral Nimitz et du général Mac Arthur, l'armée américaine adopte une stratégie à long terme de reconquête progressive des îles occupées par les Japonais. Elle s'appuie sur un potentiel industriel gigantesque. C'est une guerre totale. Mais malgré les nombreuses défaites et l'armistice signé en Europe le 8 mai 1945, le gouvernement japonais refuse de capituler. Le président Truman décide alors d'utiliser la bombe atomique contre les villes d'Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août 1945. Le Japon finit alors par capituler le 2 septembre 1945. C'est la fin de la Seconde Guerre mondiale.

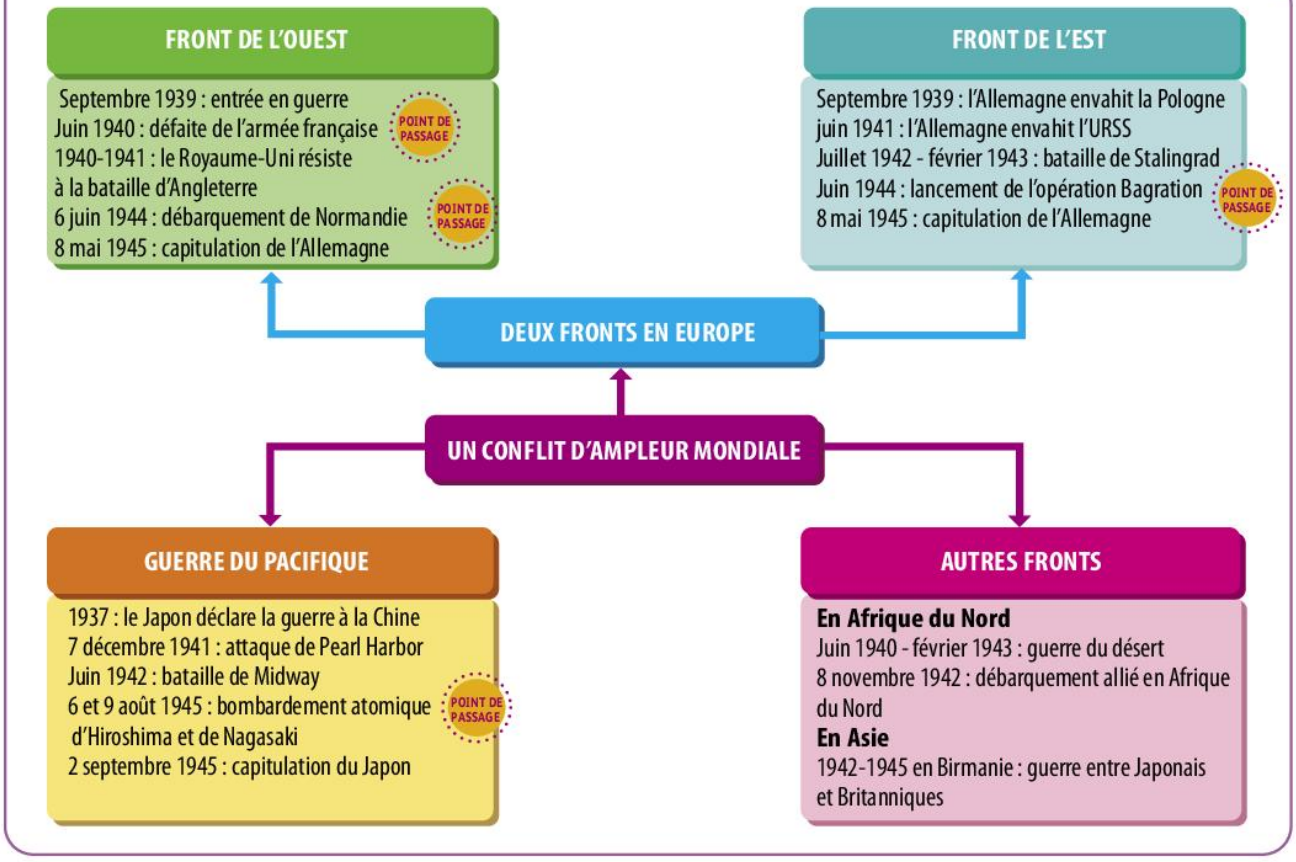
@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

1. Rendez-vous sur https://www.lumni.fr/video/l-attaque-de-pearl-harbor-7-decembre-1941-apocalypse-la-seconde-guerre-mondiale#containerType=serie&containerSlug=apocalypse-la-deuxieme-guerre-mondiale.
2. Montrez en quoi l'attaque de Pearl Harbor marque un tournant de la Seconde Guerre mondiale. Racontez d'abord le déroulement de l'attaque puis citez des chiffres avant de montrer la réaction des États-Unis.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN Un conflit d'ampleur mondiale

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



POINT DE PASSAGE

Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre

Vidéo

Après plusieurs mois de « drôle de guerre » sur le front franco-allemand, le IIIe Reich déclenche une offensive contre la France le 10 mai 1940. L'armée française est submergée par la force blindée nazie. Le 16 juin 1940, deux jours après l'entrée des Allemands à Paris, le maréchal Pétain est nommé chef du gouvernement français pour déterminer l'avenir de la France dans la guerre.

Comment la défaite militaire face à l'Allemagne divise-t-elle les Français quant à la poursuite de la guerre ?

1 Bilan de la campagne de France

	Forces allemandes	Forces françaises
Nombre de divisions en mai 1940	114	94
Divisions de blindés en mai 1940	10	3
Nombre de bombardiers en mai 1940	2 800	242
Victimes au moment de l'armistice	58 829	27 074
Prisonniers au moment de l'armistice	–	2 000 000

Sources : Yves Durand, *La France dans la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*, Cursus, 2001 ; *L'Histoire*, n° 352, avril 2010 ; Service historique de la Défense.

2 E3C Analyse de document Le choix de l'arrêt des combats

Français !

À l'appel de M. le président de la République, j'assume à partir d'aujourd'hui la direction du gouvernement de la France. Sûr de l'affection de notre admirable armée, qui lutte avec un héroïsme digne de ses longues traditions militaires contre un ennemi supérieur en nombre et en armes, sûr que par sa magnifique résistance elle a rempli son devoir vis-à-vis de nos alliés, sûr de l'appui des anciens combattants que j'ai eu la fierté de commander, sûr de la confiance du peuple tout entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur. En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés, qui, dans un dénuement extrême, sillonnent nos routes. Je leur exprime ma compassion et ma sollicitude. C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat.

Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités. Que tous les Français se groupent autour du gouvernement que je préside pendant ces dures épreuves et fassent taire leur angoisse pour n'écouter que leur foi dans le destin de la patrie.

Discours du maréchal Pétain à la radio française, le 17 juin 1940.

Philippe Pétain, Discours aux Français 17 juin 1940 – 20 août 1944, Albin Michel, 1989.

Vocabulaire

- armistice : décision par laquelle des pays en guerre décident d'arrêter les combats sans pour autant signer la paix.

A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!
Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Francais, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en péril de mort.
Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !

GENERAL DE GAULLE

18 Juin 1940

QUARTIER-GÉNÉRAL,
4, CARLTON GARDENS,
LONDON, S.W.1.

3 E3C Analyse de document Le refus de l'armistice

Affiche de l'appel du général de Gaulle du 18 juin 1940.

Parcours

- Mettre un événement ou une figure en perspective
- S'approprier un questionnement historique et géographique

1. Doc. 1 Quels sont les éléments qui peuvent expliquer que l'armée française soit vaincue par l'armée allemande ?
2. Doc. 2 Quels sont les arguments qui justifient l'armistice selon le maréchal Pétain ?
3. Doc. 3 Quels sont les arguments qui justifient la continuation de la lutte selon le général de Gaulle ?

Bilan Montrez comment l'armistice crée un déchirement au sein de la société française.

MÉTHODE : Analyse de deux textes (doc. 2 et 3)

■ **CAPACITÉS :** identifier et expliciter les dates et acteurs des grands événements – procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique ou géographique

→ Méthode générale de l'Analyse de documents, p. 20

CONSIGNE

Présentez les deux documents et expliquez quelles sont les conceptions de la poursuite de la guerre pour Philippe Pétain et Charles de Gaulle et leurs implications.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

1 Lire, analyser et comprendre le sujet de la consigne

- Ce sont deux discours contemporains, liés au même événement, la défaite de l'armée française.
- Les deux hommes ont des avis opposés sur les décisions à prendre.
- Il faut citer, expliquer et critiquer une argumentation forcément partiale.

Les deux contextes de publication sont radicalement différents.

Définir idéologie comme un ensemble d'idées et de représentations qui propose un modèle

Présentez les deux documents et expliquez quelles sont les conceptions de la poursuite de la guerre pour Philippe Pétain et Charles de Gaulle et leurs implications.

Distinguez bien des conceptions radicalement opposées.

Quelles sont les conséquences de ces décisions pour la suite du conflit ?

2 Construire la réponse organisée

- L'étude des documents doit comprendre une introduction, un développement organisé et une conclusion.
- En Terminale, la consigne accompagnant le sujet « suggère une problématique », mais ne donne pas d'indication sur le plan qu'il vous faut trouver. Il peut comporter deux ou trois parties.
- Pour étudier les documents, il faut s'appuyer sur ceux-ci sans se contenter de les citer. Ainsi il faut expliquer et critiquer ce qui est affirmé dans un discours politique.
- Vous devez utiliser vos connaissances personnelles pour comprendre tous les aspects d'un texte, d'un tableau, etc. Le document ne donne qu'une vision partielle de la réalité historique.

3 Rédiger la réponse organisée

■ Introduction

Présentez les deux documents, leur contexte précis, en indiquant que ces deux hommes politiques viennent du même milieu mais ont des visions radicalement opposées de la poursuite de la guerre contre l'Allemagne.

■ Développement

Rédigez un plan en trois parties en citant le document et en utilisant vos connaissances.

1) Le constat de la défaite militaire contre l'Allemagne.

2) La volonté d'arrêter les combats pour le maréchal Pétain.

3) La nécessité de continuer la lutte pour le général de Gaulle.

Aides

– Montrez pourquoi le maréchal Pétain estime que l'armistice est inéluctable.

– Montrez que pour le général de Gaulle, au contraire, la dimension mondiale de la guerre change la stratégie à adopter.

■ Conclusion

Montrez l'antagonisme des deux positions face à la fin de la guerre. Expliquez que la déclaration de De Gaulle marque le début de la résistance à la guerre à l'extérieur et à l'intérieur du pays.

ÉTUDE

La France de Vichy

Vidéo
Étude d'images
Documents complémentaires

À partir de la signature de l'armistice, le 22 juin 1940, la France est coupée en deux, entre la zone Nord occupée et administrée par l'armée et la zone libre, au Sud, dirigée par le maréchal Pétain depuis Vichy. Le gouvernement de Vichy décide de mettre en œuvre une politique de collaboration avec l'Allemagne nazie. À partir de novembre 1942, les Allemands occupent aussi la zone Sud.

Comment, après l'armistice, le maréchal Pétain envisage-t-il la politique de collaboration avec l'occupant allemand ?

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

1 **Les différentes zones d'occupation en France de 1940 à 1944**

Source : Direction des patrimoines de la mémoire et des archives, ministère de la Défense.

Notions

- **collaboration :** le terme, utilisé par le maréchal Pétain dans un discours du 30 octobre 1940, consiste en un soutien à l'occupant nazi pour construire une société européenne selon les valeurs du nazisme, et notamment l'antisémitisme.

Vocabulaire

- **« Révolution nationale » :** idéologie du régime de Vichy, fondée sur le nationalisme, l'autoritarisme, la xénophobie et l'antisémitisme. Elle rejette la démocratie parlementaire et les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.
- **Service du travail obligatoire (STO) :** à partir de février 1943, réquisition et transfert vers l'Allemagne de centaines de milliers de travailleurs français pour participer à l'effort de guerre allemand.

2 La mise en place d'une dictature en France

Cet « acte constitutionnel » qui met fin à la IIIe République est pris par le maréchal Pétain en vertu de ses pleins pouvoirs.

Article premier :

Paragraphe 1 : le chef de l'État a la plénitude du pouvoir gouvernemental, il nomme et révoque les ministres et secrétaires d'État, qui ne sont responsables que devant lui.

Paragraphe 2 : il exerce le pouvoir législatif, en conseil des ministres : 1° jusqu'à la formation de nouvelles Assemblées ; 2° après cette formation, en cas de tension extérieure ou de crise intérieure grave, sur sa seule décision et dans la même forme. Dans les mêmes circonstances, il peut édicter toutes dispositions d'ordre budgétaire et fiscal.

Paragraphe 3 : il promulgue les lois et assure leur exécution.

Paragraphe 4 : il nomme à tous les emplois civils et militaires pour lesquels la loi n'a pas prévu d'autre mode de désignation.

Paragraphe 5 : il dispose de la force armée.

Paragraphe 6 : il a le droit de grâce et d'amnistie.

Article 2 :

Sont abrogées toutes dispositions des lois constitutionnelles des 24 février 1875, 25 février 1875 et 16 juillet 18751, incompatibles avec le présent acte.

Acte constitutionnel du 11 juillet 1940, fixant les pouvoirs du chef de l'État français.

3 **La « Révolution nationale »**

Affiche de René Vachet, 1940.

4 **La participation à l'effort de guerre nazi, 1942**

L'Allemagne ayant besoin de main-d'œuvre, les autorités nazies demandent à la France l'envoi de travailleurs volontaires. À partir de 1943 est instauré le Service du travail obligatoire.

Affiche de 1942, musée de la Libération de Paris, musée du Général Leclerc, musée Jean Moulin, Paris.

5 **La mise en place du statut des Juifs**

Art. 1er – Est regardé comme Juif, pour l'application de la présente loi toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de même race, si son conjoint lui-même est juif.

Art. 2 – L'accès et l'exercice des fonctions publiques […] sont interdits aux Juifs. […]

Art. 5 – Les Juifs ne pourront, sans condition ni réserve, exercer l'une quelconque des professions suivantes : directeurs, gérants, rédacteurs de journaux, revues, agences ou périodiques, à l'exception de publications de caractère strictement scientifique. Directeurs, administrateurs, gérants d'entreprises ayant pour objet la fabrication, l'impression, la distribution, la présentation de films cinématographiques ; metteurs en scène et directeurs de prises de vues, compositeurs de scénarios, directeurs, administrateurs, gérants de salles de théâtres ou de cinématographie, entrepreneurs de spectacles, directeurs, administrateurs, gérants de toutes entreprises se rapportant à la radiodiffusion.

Art. 7 – Les fonctionnaires juifs visés à l'article 2 cesseront d'exercer leurs fonctions dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Loi du 3 octobre 1940.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien Internet

– Visionnez https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000002628/la-politique-de-collaboration-du-regime-de-vichy.html.

– Montrez comment la vie des enfants juifs a été bouleversée par la mise en place du régime de Vichy.

Parcours 1

- Employer les notions et le lexique acquis en histoire et en géographie à bon escient
- S'approprier un questionnement historique et géographique

1. Doc. 2 Comment le maréchal Pétain bafoue-t-il les principes républicains pour mettre en place une dictature en France ?
2. Doc. 3 Décrivez cette affiche en identifiant les caractéristiques de la « Révolution nationale ».
   Aide Expliquez les termes qu'utilise la propagande de Vichy et ce qu'elle dénonce.
3. Doc. 4 et 5 Comment fonctionne la politique de collaboration du régime de Vichy ?
   Aide Pensez à présenter les différentes formes de collaboration et à montrer ce qu'elles entraînent pour les Français.
4. Doc. 5 Quelles sont les mesures antisémites que met rapidement en place le régime de Vichy ?

Bilan À l'aide des documents 1 et 3, montrez comment la France, durant la Seconde Guerre mondiale, applique une politique de collaboration avec l'Allemagne nazie.

Parcours 2

- S'approprier un questionnement historique et géographique

Doc. 2 et 3 Expliquez en quoi consiste la « société nouvelle » que souhaite mettre en place le régime de Vichy.

Aide Soulignez la dimension politique de la « Révolution nationale » mais aussi la dimension sociale.

ÉTUDE

La résistance en France

Vidéo
Étude d'images
Documents complémentaires

À partir de la signature de l'armistice le 22 juin 1940, une partie des Français décide d'entrer en résistance face à l'occupation allemande au nord ou au régime de Vichy au sud. Cette résistance intérieure, qui se met progressivement en place et gagne du terrain dans les derniers mois de la guerre, prend plusieurs formes, depuis le soutien logistique à l'engagement armé en passant par la publication de journaux clandestins.

Comment la résistance s'organise-t-elle progressivement sur le territoire français ?

1 La création d'un réseau de résistance intérieur et de son journal : *Libération*

Dès les premiers mois de 1941, nous avions compris qu'il fallait faire porter nos efforts sur l'information, qu'on appela rapidement la propagande, pour dénoncer sans relâche le pillage du pays par l'occupant et l'appui sans réserve que lui prêtait Vichy sans contrepartie. Nous devions changer de vitesse. L'idée de produire un journal s'imposa assez vite, mais ne put se concrétiser que lorsque d'Astier réussit à trouver un peu d'argent. Les mesures antisémites de Vichy, décidées indépendamment de toute injonction allemande, nous facilitèrent la tâche. Elles firent apparaître des gestes de solidarité. Quelques Juifs fortunés financèrent la propagande. Nous y ajoutions ce que nous pouvions de nos modestes ressources.

Le premier numéro de *Libération*, préparé depuis avril ou mai, sortit en juillet 1941. Le titre du journal était écrit de ma main, en lettres majuscules imitant le relief. J'eus ainsi l'honneur d'avoir écrit le premier mot du premier numéro d'un des plus importants journaux clandestins de la Résistance française.

Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, Odile Jacob, 1996.

Vocabulaire

- **Forces françaises de l'Intérieur (FFI) :** regroupement de différents groupes de résistants français le 1er février 1944. Les FFI jouèrent un rôle non-négligeable dans la préparation et l'élaboration du débarquement de Normandie le 6 juin 1944.
- **FTP-MOI (Francs-Tireurs Partisans – Main-d'œuvre immigrée) :** groupe de résistants communistes formé par des étrangers qui combattent sur le sol français. Les FTP-MOI figurent parmi les groupes de résistants les plus actifs durant la guerre.
- **maquis :** désigne les poches de résistance situées dans les régions peu peuplées, montagnes ou forêts, bases arrière du combat contre l'occupation et la collaboration.

2 Des actes de sabotage contre l'occupant

Pont détruit, fin août 1944, par les partisans à Tournon-sur-Rhône (Ardèche). Il s'agit d'empêcher la Wehrmacht de s'opposer à la progression des Alliées dans leur remontée vers le Lyon depuis la Méditerranée.

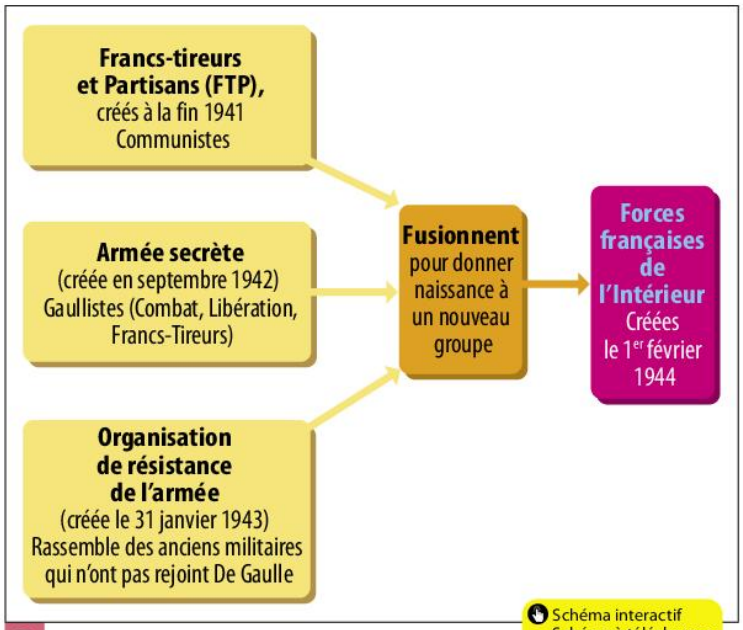


Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

3 La fusion des groupes de résistants

4 « L'Affiche rouge »

« L'Affiche Rouge » est une affiche de propagande produite par les Allemands et largement diffusée en France.
Elle dénonce les actions de résistance du « groupe Manouchian », 23 membres des FTP-MOI, dans la région parisienne, avant leur exécution le 21 février 1944.

6 Arrestations de membres du maquis, mars 1944

Arrestations de jeunes membres du maquis de Valveron (Saône-et-Loire), le 28 mars 1944.

5 Trois témoignages de résistants dans l'Yonne

Au début, on se bornait à faciliter la sortie des fugitifs, puis à leur préparer des vêtements civils quelconques, bleus de travail bien souvent. Bientôt, il fallut leur procurer des papiers d'identité […] ; les cachets officiels de la mairie et du commissariat étaient à la disposition des employés bénévoles.

Le 30 décembre 1941, je formai avec mon camarade B… un groupe de « francs-tireurs » avec des armes qu'il avait récupérées. On s'occupait de l'entretien, de les remettre en l'état en attendant le fameux débarquement.

G… recevait les ordres. Il était le chef du groupe. Nous nous déplacions beaucoup sans nous cacher vraiment. Nous prenions de gros risques. Nos missions consistaient en sabotages, transports d'armes, éliminations de collaborateurs. Nous avons ainsi transporté sur nos bicyclettes des armes et des explosifs. À partir d'août 1944, nous nous sommes déplacés dans une Renault noire que nous avions « empruntée » à Sens.

Claude Delaselle, *Un département dans la guerre. 1939-1945*, éditions Tirésias, 2007.

Parcours 1

▪ Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1. Doc. 1 Quels sont les premiers objectifs de la résistance dans les premiers mois qui suivent l'armistice ?
2. Doc. 1, 2 et 5 Quels sont les différents moyens d'action de la résistance en France ?
   Aide Montrez que l'action militaire n'est pas le seul moyen d'action.
3. Doc. 3 Pourquoi les différents mouvements de résistance se réunissent-ils en 1944 ?
4. Doc. 4 Comment « L'Affiche Rouge » cherche-t-elle à décrédibiliser le groupe Manouchian ?
   Aide Relevez les éléments que mettent en avant les rédacteurs de cette affiche.
5. Doc. 4 et 6 Comment les Allemands et les collaborateurs luttent-ils contre la résistance ?

Bilan À l'aide des documents 1 et 6 et de vos connaissances, montrez comment la Résistance s'organise en France malgré la répression.

Parcours 2

À l'aide des documents 3 et 5, montrez que la résistance en France se structure progressivement pour lutter plus efficacement contre l'occupation et la collaboration.
Aide Expliquer comment la résistance essaie de créer des synergies pour pouvoir lutter contre ses adversaires à l'échelle nationale.

POINT DE PASSAGE

De Gaulle et la France libre

Vidéo

Le 18 juin 1940, dans son discours à la BBC, le général de Gaulle appelle à la continuation du combat contre l'Allemagne nazie. Cette résistance prend la forme de la France libre composée de seulement quelques milliers d'hommes et de femmes qui ont rejoint le général de Gaulle à l'été 1940. Grâce aux ralliements de territoires de l'Empire et au soutien britannique, la France libre devient rapidement une organisation structurée politiquement et militairement.

Comment de Gaulle organise-t-il la France Libre ?

Chronologie

22 juin 1940 : premier emploi de l'expression « France libre » par De Gaulle.

28 juin 1940 : de Gaulle reconnu « chef de tous les Français Libres » par Churchill.

7 août 1940 : reconnaissance de la France libre comme allié du Royaume-Uni.

Mai 1943 : de Gaulle s'installe à Alger.

26 août 1944 : de Gaulle défile dans Paris libéré.

1 E3C Analyse de document Témoignage d'engagement dans la France libre

L'écrivain Romain Gary, dès juillet 1940, s'engage dans les Forces aériennes françaises libres (FAFL).

[…] Autrement dit, si je me suis rallié à de Gaulle, c'est parce qu'il était pour moi l'image du père héroïque que je n'ai jamais eu. On l'a écrit, je sais. Seulement, ça ne tient pas debout. […] Parce que enfin, pourquoi aurai-je attendu l'âge de vingt-sept ans pour me choisir un père et pourquoi j'ai choisi de Gaulle et pas Staline, par exemple, qui était très papa-à-la-mode ? Je n'ai jamais « choisi » de Gaulle. De Gaulle s'est choisi lui-même, il était arrivé en Angleterre quelques jours avant moi, c'est tout, je n'ai même pas entendu l'appel du 18 juin, et mes rapports avec lui ont été tout de suite très difficiles. Sur les douze fois où j'ai eu des entretiens avec de Gaulle, il m'a foutu dehors au moins quatre ou cinq fois. Il aimait assez mon culot, parce que ça lui permettait de se sentir tolérant, et comme j'étais râleur, je faisais grognard, et ça le rapprochait de Napoléon. J'ai eu à son égard une admiration sans bornes mais continuellement irritée. De Gaulle, c'est pour moi la faiblesse qui dit « non » à la force, c'était l'homme tout seul dans sa faiblesse absolue, à Londres, disant « non » à l'écrasement, « non » à la capitulation. C'était pour moi la situation même de l'homme, la condition même de l'homme, et ce refus de capituler, c'est à peu près la seule dignité à laquelle nous pouvons prétendre.

Romain Gary, *La nuit sera calme*, Folio, 2002.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE

Lien internet

1. Rendez-vous sur https://www.francetvinfo.fr/culture/patrimoine/histoire/18-juin-1840-le-temoignage-d-un-resistant-de-la-france-libre_3495885.html.
2. Retracez l'itinéraire de Jacques Roos, un des combattants de la France libre.

2 De Gaulle avec des Volontaires FFL de Saint-Pierre-et-Miquelon, Londres, mars 1942

3 E3C Analyse de document De Gaulle et Jean Moulin

Au mois d'octobre 1941, j'appris la présence à Lisbonne de Jean Moulin, arrivé de France et qui cherchait à venir à Londres. Je savais qui il était. Je savais, en particulier, que préfet d'Eure-et-Loir lors de l'entrée des Allemands à Chartres, il s'était montré exemplaire de fermeté et de dignité, que l'ennemi après l'avoir malmené, blessé, mis en prison, l'avait finalement libéré avec ses excuses et ses salutations, que Vichy l'ayant remplacé à son poste, le tenait, depuis, à l'écart. Je savais qu'il voulait servir. Je demandais donc aux services britanniques que cet homme de qualités fût dirigé sur l'Angleterre. Il me fallut attendre deux mois pour avoir satisfaction. […] Dans le courant de décembre, j'eus avec lui de longs entretiens. Jean Moulin, avant d'aller à Londres, avait pris de nombreux contacts avec chacun des mouvements de résistance et, d'autre part, sondé divers milieux politiques, économiques et administratifs. Il connaissait le terrain sur lequel, de prime abord, je projetais de l'engager. Il faisait des propositions nettes et formulait des demandes précises. » […]

Jean Moulin fut parachuté dans le Midi, au cours de la nuit du 1er janvier. Il emportait mon ordre de mission l'instituant comme délégué pour la zone non occupée de la France métropolitaine et le chargeant d'y assurer l'unité d'action des éléments de résistance. De ce fait, son autorité, ne serait pas, en principe, contestée. Mais il aurait à l'exercer et moi j'aurais à la soutenir. Aussi était-il entendu que c'est lui qui serait, en France, le centre de nos communications, d'abord avec la zone Sud et, dès que possible, avec la zone Nord ; qu'il aurait sous sa coupe les moyens de transmissions ; que nos chargés de mission lui seraient attachés ; qu'il serait tenu au courant des mouvements de personnel, de matériel, de courrier, effectués pour notre compte d'Angleterre en France et réciproquement ; enfin, qu'il recevrait et distribuerait les fonds que nous adressions à différents organismes opérant dans la Métropole. Ainsi pourvu d'attributions, Moulin se mit à l'ouvrage.

Général de Gaulle, *Mémoires de guerre, L'Appel* (tome 1), 1940-1942, Le Livre de Poche, Paris, 1969.

4 Affiche de propagande de la France libre

L'affiche réalisée par Knopf a été diffusée par les services de la France libre en 1943.

5 Message de Noël aux enfants de France

De Gaulle adresse ce message à la radio de Londres le 24 décembre 1941.

Malgré cette défaite [celle de juin 1940], il y a toujours des troupes françaises, des navires de guerre et des navires marchands français, des escadrilles françaises, qui continuent le combat. Je puis même vous dire qu'il y en a de plus en plus et qu'on parle partout dans le monde de ce qu'ils font pour la gloire de la France. Pensez à eux, priez pour eux, car il y a là, je vous assure, de très bons et braves soldats, marins et aviateurs, qui auront à vous raconter des histoires peu ordinaires quand ils seront rentrés chez eux. Or, ils sont sûrs d'y entrer en vainqueurs […].

Mes chers enfants de France, vous avez faim, parce que l'ennemi mange notre pain et notre viande. Vous avez froid, parce que l'ennemi vole notre bois et notre charbon, vous souffrez, parce que l'ennemi vous dit et vous fait dire que vous êtes des fils et des filles de vaincus. Eh bien ! Moi, je vais vous faire une promesse, une promesse de Noël. Chers enfants de France, vous recevrez bientôt une visite, la visite de la Victoire. Ah ! comme elle sera belle, vous verrez !…

Charles de Gaulle, *Je voudrais…, textes choisis de Charles de Gaulle*, Corsaire éditions, 1999.

Parcours 1

■ Savoir lire un document iconographique – S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Analysez la manière dont de Gaulle est décrit par Romain Gary.
   Aide Relevez les signes de l'héroïsation du général de Gaulle par l'écrivain.
2. Doc. 2 et 4 Montrez que la France libre forme une véritable armée touchant toute la population.
3. Doc. 2 et 5 Justifiez que la France libre est un mouvement qui ne touche pas seulement la France.
   Aide Précisez où sont les bases arrière de la France libre.
4. Doc. 2 et 4 Relevez les différents éléments iconographiques qui montrent que la France libre combat pour la patrie.

Bilan Montrez que la France libre de De Gaulle souhaite poursuivre le combat et libérer la France.
Aide Pour cela, analysez les arguments apportés par les témoignages de De Gaulle et de Romain Gary. Regroupez ensuite ceux-ci pour dégager les principales raisons qui poussent la France libre à résister.

Parcours 2 BAC

■ S'approprier un questionnement historique

E3C Analyse de documents
À partir des documents 1 et 3, expliquez comment le général de Gaulle dirige une partie de la résistance française et s'impose comme le chef de la France libre à la Libération.

Aide Relevez les éléments qui présentent le général de Gaulle comme le chef et l'initiateur du mouvement.

LEÇON 2

Défaite, collaboration et résistance en France

Comment la défaite militaire face à l'Allemagne nazie divise-t-elle la France entre collaboration et résistance ?

POINT DE PASSAGE Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre p. 86
ÉTUDE La France de Vichy p. 88
ÉTUDE La résistance en France p. 90
POINT DE PASSAGE De Gaulle et la France libre p. 92

Vocabulaire

- **corporatisme :** organisation d'institutions rassemblant les ouvriers et les patrons dans le but de subordonner les différents intérêts à celui de l'entreprise.
- **Forces françaises libres :** fusion des principaux groupes militaires de la résistance intérieure à partir du 1er février 1944.
- **Francs-tireurs partisans :** mouvement de résistance intérieure français créé à la fin de 1941 par la direction du parti communiste français.
- **Wehrmacht :** nom porté par l'armée allemande entre 1935 et 1946.

Philippe Pétain
(1856-1951)

Maréchal de France, considéré comme le « vainqueur de Verdun » en 1916, Pétain est nommé chef du gouvernement français le 16 juin 1940. Il obtient les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940 et dirige le nouveau régime de Vichy, antirépublicain et antisémite. Il met en place une politique de collaboration avec l'Allemagne nazie. Après la Libération, il est condamné à la prison à perpétuité.

Lucie Aubrac
(1912-2007)

Agrégée d'histoire en 1938, communiste, elle entre dans la résistance avec son mari Raymond dès 1940. Elle participe à de nombreuses actions (tractage, évasion de son mari…). Jusqu'à la fin de sa vie, elle est intervenue régulièrement dans les classes comme témoin de cette période.

A Une défaite militaire face à l'Allemagne nazie

Malgré le combat mené par les soldats français pour résister à l'invasion allemande, la France s'effondre en quelques semaines face à l'aviation et aux blindés de la Wehrmacht. La campagne de France se déroule du 10 mai au 25 juin 1940. Tandis que l'armée alliée se replie face à l'offensive nazie, des soldats français et britanniques sont évacués précipitamment de Dunkerque vers l'Angleterre pour éviter d'être faits prisonniers. À cette déroute s'ajoute l'exode de populations qui fuient la progression des armées allemandes. Ce sont plus de 2 millions de soldats français qui sont en captivité au moment de la fin des combats.

POINT DE PASSAGE p. 86

Tandis que le gouvernement français est réfugié à Bordeaux, les dirigeants se trouvent confrontés à deux options : l'armistice ou la poursuite du combat en dehors du pays. Cette alternative crée une véritable scission : le 17 juin 1940, le maréchal Pétain, à la tête du gouvernement, choisit de demander l'armistice à l'Allemagne ; le lendemain, le général de Gaulle adresse depuis Londres un appel à la résistance. **Le 22 juin est signé un premier armistice** à Rethondes avec l'Allemagne, dans le wagon-même où avait été signé l'armistice de la Première Guerre mondiale. Deux jours plus tard, un second armistice est signé avec l'Italie fasciste.

La fin des combats a aussi des conséquences importantes pour le pays. C'est tout d'abord la division du pays en deux : au Nord et sur le littoral atlantique, une zone occupée par l'armée allemande. Le régime de Vichy dirigé par le maréchal Pétain se concentre dans le Sud de la France. Le 10 juillet 1940, Philippe Pétain obtient du Parlement les pleins pouvoirs. Le lendemain, il transforme la constitution afin de pouvoir contrôler les principaux leviers du pouvoir. Il exerce le pouvoir exécutif, mais aussi le pouvoir législatif. C'est la fin de la IIIe République et la mise en place d'un régime dictatorial dans la zone Sud.

B Le choix de la collaboration par le régime de Vichy

Face à l'occupation, Vichy fait le choix de la collaboration avec l'Allemagne nazie. Dans une allocution le 30 octobre 1940, Pétain utilise officiellement cette expression. Vichy met en place le premier statut des Juifs dès le 3 octobre 1940. La police française participe aux arrestations de Juifs comme les 16 et 17 juillet 1942 lors de la rafle du Vél d'Hiv. Ainsi, durant la Seconde Guerre mondiale plusieurs milliers de Juifs français sont déportés. La collaboration est aussi économique, artistique et « quotidienne » : 3 à 5 millions de lettres de dénonciation ont été envoyées pendant la guerre.

L'idéologie officielle du régime de Vichy et la « Révolution nationale ». Le projet est de transformer en profondeur la société française, en rupture avec les principes républicains. Il s'agit tout d'abord d'un rejet du parlementarisme et du multipartisme, un encadrement du travail par le biais du corporatisme, un antisémitisme d'État, les Juifs étant exclus de l'administration et de nombreuses professions. Le maréchal Pétain est aussi l'objet d'un véritable culte de la personnalité.

À partir de novembre 1942 et le débarquement allié en Afrique du Nord, les Allemands décident d'envahir la zone libre avec l'aide des Italiens. Jusqu'à la fin de la guerre, le maréchal Pétain collabore avec les Allemands et prend la tête de la zone Sud. À la fin de la guerre, il est envoyé en Allemagne. Revenu en France en 1945, il est arrêté et condamné à mort avant que sa peine soit transformée en un emprisonnement à vie par le général de Gaulle. Il meurt le 23 juillet 1951.

C Le choix de la résistance par la France Libre

POINT DE PASSAGE
p. 92

S'opposant dès ses débuts à l'armistice et au régime de Vichy, le général de Gaulle organise la résistance depuis Londres. Le 28 juin 1940, il est reconnu par Churchill comme le chef de tous les Français libres. Dès août 1940, les colonies de l'Afrique-Équatoriale française se rallient à la France libre, ce qui permet à de Gaulle d'installer sa capitale à Brazzaville. Elle est la base opérationnelle des combattants ralliés au général de Gaulle. Celui-ci apparaît alors comme le chef de la résistance à l'étranger. Il est à la tête des Forces françaises libres (FFL) qui comptent un peu moins de 75 000 hommes.

La résistance à l'intérieur du pays commence dès la signature de l'armistice. Mais elle reste très divisée et relativement peu active. Elle s'appuie sur environ 2 à 3 % de la population et la constitution de maquis dans les zones rurales. À partir de l'invasion de l'URSS par Hitler, le parti communiste français entre en résistance, notamment avec le mouvement des Francs-tireurs partisans. Progressivement et surtout à partir de l'invasion de la zone Sud en novembre 1942, la lutte contre l'occupation nazie s'intensifie et prend différentes formes : sabotage, assassinats, destruction des lignes de chemins de fer. La persécution des Juifs, les rafles qu'ils subissent, conduisent une partie de la population à les aider à échapper à la déportation.

La résistance française se structure progressivement autour notamment des gaullistes et des communistes, comme Raymond et Lucie Aubrac. À partir du 1er février 1944, les différents mouvements fusionnent sous le terme de Forces françaises de l'intérieur. Les FFI jouent un rôle important dans la préparation et le déroulement du débarquement allié en Normandie, de même que dans toute la campagne de libération de la France. Les effectifs des FFI passent de 100 000 en février 1944 à 400 000 au moment de la Libération.

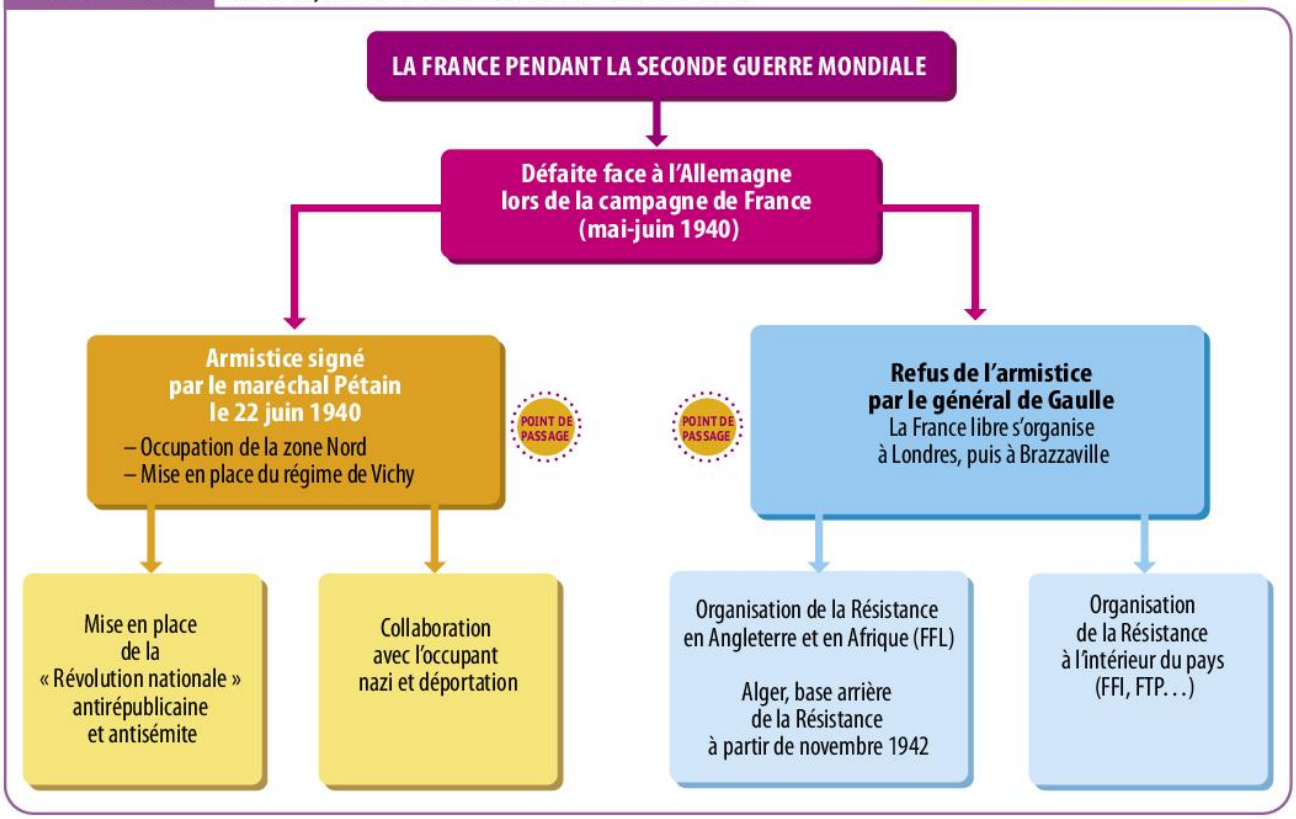
Charles de Gaulle (1890-1970)

Militaire de carrière, il est nommé général de brigade en juin 1940, de Gaulle devient sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale le 5 juin 1940. Après la nomination de Pétain, il se rend à Londres et y prononce son célèbre appel du 18 juin. Il devient le chef de la France Libre puis du Comité français de la résistance nationale. De 1944 à 1946, il est président du Gouvernement provisoire de la République française. Après s'être retiré de la vie politique pendant plusieurs années, il devient le premier président de la Cinquième République de 1958 à 1969.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN **Défaite, collaboration et résistance en France**

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



POINT DE PASSAGE

Le front de l'Est et la guerre d'anéantissement

Vidéo

En déclenchant l'opération Barbarossa en juin 1941, l'Allemagne engage une guerre raciale contre les Slaves et idéologique contre les communistes. Répondant aux consignes de violence du Führer, la Wehrmacht et les *Einsatzgruppen* pillent, affament, asservissent et exterminent.

Comment la violence sur le front de l'Est se déchaîne-t-elle dans une logique d'anéantissement ?

Chronologie

22 juin 1941 : début de l'opération Barbarossa.
8 septembre 1941 – 27 janvier 1944 : siège de Leningrad.
17 juillet 1942 – 2 février 1943 : bataille de Stalingrad.
22 juin – 19 août 1944 : opération Bagration.
16 avril – 2 mai 1945 : bataille de Berlin.

Vocabulaire

- *Einsatzgruppen* : « groupes spéciaux » de la SS. Ils suivent la *Wehrmacht* lors de l'invasion de l'URSS. Ils sont chargés d'éliminer tous les « ennemis du Reich » : Juifs, Tsiganes, communistes.
- Waffen SS : unité militaire de la SS intégrant à partir de 1942 des recrues étrangères.

1 La bataille de Stalingrad, une lutte à mort

La bataille de Stalingrad se déroule de juillet 1942 à février 1943. Elle est un tournant dans la guerre car c'est l'une des plus importantes défaites de l'armée allemande sur le front de l'Est. 160 000 Allemands périssent dans les combats.

Soldats russes en novembre 1942.

2 E3C Analyse de document **Un mot d'ordre : l'anéantissement**

Texte original en allemand
Classes Européennes

Ce document anonyme est un tract distribué aux soldats allemands qui s'apprêtent à envahir l'URSS en 1941.

Soldats ! Vous allez combattre un ennemi duquel vous ne pouvez attendre des méthodes de combat [dignes d'un] adversaire loyal et chevaleresque. L'Armée rouge bolchevik sait qu'elle va au-devant d'un anéantissement certain par l'armée allemande, et va de ce fait employer les moyens les plus répugnants et les plus déloyaux.

[…] Vous êtes habitués à ce qu'un adversaire qui s'avance vers vous les mains levées ait l'intention de se rendre. Chez les bolcheviks, cela peut aussi souvent être une ruse, pour reprendre le combat dans votre dos. Ne traitez quelqu'un comme un prisonnier que lorsque vous êtes sûrs qu'il est désarmé. Ne laissez aucun prisonnier sans gardes.

[…] Des parachutistes en civil vont tenter de combattre dans notre dos. Ce ne sont pas des soldats, mais des francs-tireurs : ils doivent être liquidés. Faites attention ! Soyez durs et inflexibles partout où vous rencontrerez de telles méthodes de combat – peu importe qu'il s'agisse de civils ou de soldats. Tant que vous n'observerez pas de telles attitudes chez l'ennemi, comportez-vous comme vous le faisiez avant. Quelle que soit la façon dont l'ennemi combat, vos armes habituées à la victoire l'anéantiront.

Gerd R. Überschär, Wolfram Wette (dir.), *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion. « Unternehmen Barbarossa » 1941*, Fischer, 1997.

3 E3C Analyse de document La lutte à mort de l'Armée rouge

Pas un pas en arrière ! doit être notre slogan.

Il est nécessaire de défendre chaque position, chaque mètre de notre territoire, jusqu'à la dernière goutte de sang, de s'accrocher à chaque parcelle de la terre Soviétique et de la défendre aussi longtemps que possible.

Notre Mère Patrie connaît de mauvais jours. Nous devons arrêter, puis repousser et fracasser l'ennemi à tout prix. Les Allemands ne sont pas aussi forts que le pensent les pessimistes. Ils épuisent leurs dernières forces. Supporter leur impact maintenant, cela signifie assurer la victoire dans quelques mois. […]

Les fauteurs de troubles et les couards doivent être exterminés sur place.

Ainsi, une discipline de fer pour chaque commandant, chaque soldat de l'Armée rouge, chaque commissaire doit être requise – pas un seul pas en arrière sans ordres des supérieurs. Les commandants de compagnies, de bataillons, de régiments, de divisions et les commissaires qui reculent sans ordres de leurs supérieurs sont des traîtres de la Mère Patrie.

Ce sont les ordres de notre Mère Patrie.

Exécuter ces ordres – cela signifie défendre notre terre, sauver la Mère Patrie, repousser et exterminer l'ennemi.

Extraits de l'ordre n° 227 énoncé par Staline le 28 juillet 1942.

5 Prisonniers soviétiques dans un camp nazi en 1941

Prisonniers soviétiques internés par les nazis au camp de Potschuz (URSS) lors de l'opération Barbarossa. De très nombreux soldats sont morts des suites des conditions de détention.

4 L'appel au recrutement dans la Waffen SS pour la guerre à l'Est

Affiche de propagande nazie de 1943.

6 Bilan humain du front de l'Est

	Tués ou disparus	Morts en détention	Total
Allemagne	4 300 000	300 000	4 600 000
Citoyens soviétiques ralliés à l'Allemagne	215 000	inconnu	plus de 215 000
Alliés de l'Allemagne	213 000	45 000	258 000
URSS	6 800 000	3 300 000	10 100 000
Alliés de l'URSS	50 000	Inconnu	50 000

Sources : Rüdiger Overmans, *Deutsche militärische Verluste im Zweiten Weltkrieg*, Oldenbourg, 2000 ; Mark Axworthy, *Third Axis Fourth Ally, Arms and Armour*, 1995.

Parcours 1

- Savoir lire et comprendre un document
- S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Comment la violence des combats est-elle montrée par le photographe?
2. Doc. 2 et 3 Quels sont les éléments qui montrent que les deux armées sont dans une logique d'anéantissement ?
3. Doc. 4 Travail de groupe Analysez cette affiche de propagande allemande.
   Aide Ensemble, étudiez de manière méthodique l'affiche : présentez-la de manière précise, analysez les principaux éléments présents puis interprétez le message que l'auteur veut faire passer.
4. Doc. 5 Montrez que les conditions de détention participent de cette volonté d'anéantissement.

Bilan À partir des documents 2 et 6, montrez que le front de l'Est fut le théâtre d'une véritable guerre d'anéantissement.

Parcours 2 BAC

- S'approprier un questionnement historique

E3C Analyse de document

Montrez, à partir des documents 2 et 3, que de façon volontaire et assumée, des seuils de violence extrême sont dépassés sur le front de l'Est et encouragés par les deux camps.

Aide Expliquez notamment comment dans les documents 2 et 3, les deux camps décrivent l'ennemi.

ÉTUDE

Le génocide des Juifs et des Tsiganes

Vidéo

Avec la guerre, la répression menée au sein du IIIe Reich contre les Juifs et les Tsiganes s'étend au reste de l'Europe sous domination nazie. Le contexte de la guerre à l'Est accélère le processus. La conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 met au point les modalités d'exécution de la « Solution finale ». Tsiganes et Juifs sont assassinés directement par les *Einsatzgruppen* ou déportés vers les centres d'extermination.

Comment l'Allemagne nazie organise-t-elle le génocide des Juifs et des Tsiganes ?

1 Himmler justifie l'extermination des Juifs d'Europe

Texte original en allemand
Classes Européennes

Extraits du discours de Himmler à Poznan (Pologne occupée) lors d'une réunion d'officiers supérieurs SS, 4 octobre 1943.

Je voudrais aussi vous parler très franchement d'un sujet extrêmement important. Entre nous, nous allons l'aborder franchement, mais en public nous ne devrons jamais en parler […].

Je voudrais parler de l'évacuation des Juifs, de l'extermination du peuple juif. Voilà une chose dont il est facile de parler. « Le peuple juif sera exterminé » dit chaque membre du Parti, « c'est clair dans notre programme : élimination des Juifs, extermination : nous le ferons ». […] La plupart d'entre vous savent ce que c'est que de voir un monceau de 100 cadavres ou de 500 ou de 1 000. Être passé par là, et excepté les cas de faiblesse humaine, en même temps être resté correct, voilà qui nous a endurcis. C'est une page de notre histoire qui n'a jamais été écrite et ne le sera jamais, car nous savons combien il serait difficile pour nous aujourd'hui – sous les bombes, les privations et pertes de guerre – d'avoir encore des Juifs dans chaque ville agissant comme saboteurs, agitateurs et fauteurs de troubles. […]

De toute façon, nous pouvons dire que nous avons réalisé cette mission des plus difficiles, animés par l'amour pour notre peuple.

Procès des criminels de guerre devant le tribunal militaire de Nuremberg, vol. XIII, Washington, Bureau d'impression du gouvernement des États-Unis, 1952.

2 La Shoah par balles en Pologne en 1943

Témoignage de Heinrich Bocholt de la 1re compagnie.

De ma position, je pouvais voir comment les Juifs étaient amenés, nus, des baraques, par des membres de notre bataillon… Les tireurs des pelotons d'exécution, qui étaient assis au bord des fosses juste en face de moi, faisaient partie de la SD[1]. Derrière chaque tireur se tenaient plusieurs autres hommes de la SD, qui remplissaient constamment les chargeurs des mitraillettes et les remettaient au tireur. Un certain nombre de tireurs étaient affectés à chaque fosse. […] Je me souviens très bien qu'on amenait les Juifs dénudés directement dans les fosses et on les forçait à se coucher juste sur la pile de ceux qui avaient été fusillés avant eux. Le tireur arrosait alors de balles les victimes couchées… Combien de temps a duré notre action, je ne pourrais pas le dire avec certitude. Probablement toute la journée, car je me souviens que j'ai été relevé une fois de mon poste. Je ne peux donner aucune précision sur le nombre des victimes mais il y en avait énormément.

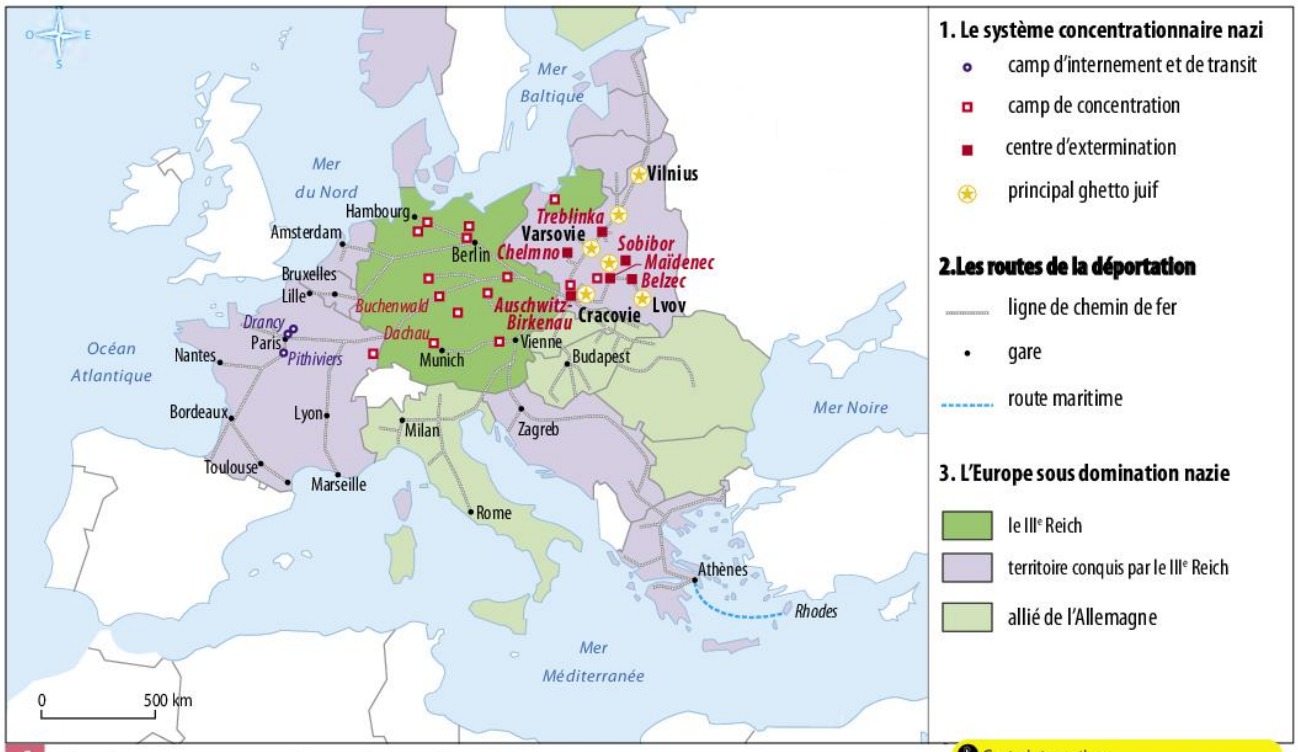
Christophe R. Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Les Belles Lettres, 1994.

1. Sicherheitsdienst : service de renseignement et de maintien de l'ordre nazi.

3 Assassinats de Juifs ukrainiens à Babi Yar près de Kiev par un *Einsatzgruppe* (septembre 1941)

Vocabulaire

- centre d'extermination ou « centre de mise à mort » selon l'expression de l'historien Raoul Hilberg : au contraire des camps de concentration, le but n'est pas d'interner les déportés mais de les exécuter à leur arrivée, dans des chambres à gaz. Les centres de mise à mort sont spécifiques à la Shoah et au nazisme, et incarnent la dimension industrielle du génocide.
- Shoah : « catastrophe » en hébreu. Désigne l'extermination systématique des Juifs par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.
- Shoah par balles : exécution des Juifs par fusillade.
- « Solution finale » : nom donné par les nazis à leur projet d'extermination des Juifs.



4 L'univers concentrationnaire nazi en Europe

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

5 Entrée du ghetto juif de Lodz en Pologne, 1942

6 Le bilan chiffré du génocide juif et tsigane

	Juifs	Pourcentage de la population	Tsiganes	Pourcentage de la population
Allemagne	120 000	50 %	16 000	80 %
Pologne	3 000 000	90 %	35 000	70 %
URSS	700 000	23 %	30 000	15 %
France	75 000	28 %	16 000	40 %
Italie	9 000	18 %	1 000	4 %
Yougoslavie	60 000	45 %	40 000	36 %
Roumanie	270 000	36 %	36 000	12 %
Hongrie	180 000	45 %	28 000	28 %
Tchécoslovaquie	260 000	82 %	1 350	12 %

Source : Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe, Paris, 1988 ; Atlas Historique du IIIe Reich*, Paris, 1999.

Parcours 1

- Savoir lire et comprendre un texte et un document iconographique
- S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Comment Himmler cherche-t-il à justifier l'extermination des Juifs d'Europe.
   Aide Pensez à présentez l'auteur, à montrer ce qu'il reconnaît avoir commis, puis à analyser ses arguments avec un esprit critique pour prouver l'horreur de son action.
2. Doc. 5 Montrez que l'extermination des Juifs relève de la politique raciale nazie.
3. Doc. 2, 3 et 4 Relevez et classez les modalités du génocide des populations juives et tsiganes.
4. Doc. 1, 4 et 5 Montrez que le génocide des Juifs et des Tsiganes relève d'un processus industriel d'assassinats de masse.

Bilan À partir des documents 1, 4 et 6, montrez que le génocide des Juifs et des Tsiganes relève d'un projet assumé des nazis et qu'il est organisé à l'échelle de l'État.

Parcours 2 — Travail de groupe

- S'approprier un questionnement historique

Expliquez comment le projet génocidaire nazi s'est réalisé dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale.
Aide Montrez que le contexte de la guerre permet à l'Allemagne nazie de mettre en œuvre son projet d'extermination des Juifs d'Europe et que les nazis ont organisé ce génocide à l'échelle du continent. Répartissez-vous le travail pour analyser chaque document. Comment le contexte de la guerre a aidé les nazis dans leur entreprise meurtrière et comment ils organisent l'extermination à l'échelle du continent européen.

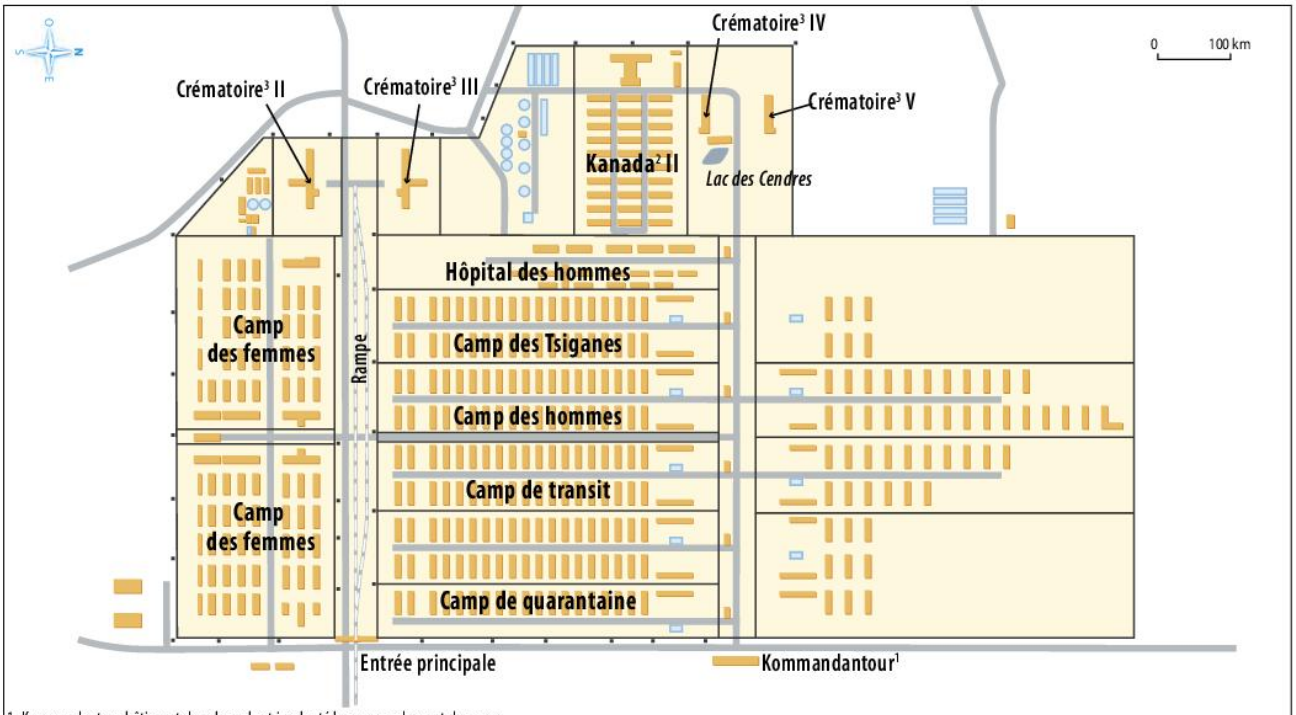
ÉTUDE

Auschwitz-Birkenau, un centre d'extermination

Vidéo

Le camp d'Auschwitz, en Pologne, ouvre en 1940. C'est tout d'abord un camp de concentration qui devient à partir de printemps 1942 un ensemble de camps et aussi un des principaux centres d'extermination. Environ 1,1 million de personnes y trouvent la mort, des Juifs principalement, mais aussi des Tsiganes et d'autres déportés venus de tous les pays d'Europe.

Comment le centre d'Auschwitz-Birkenau est-il entièrement destiné à la concentration et à l'extermination des déportés ?



1. Kommandantur : bâtiment dans lequel est implanté le commandement du camp.
2. Kanada : entrepôts servant à stocker les biens des personnes assassinées
3. Crématoire : association de chambres à gaz pour tuer rapidement et en masse et d'un four crématoire pour faire disparaître les corps.

Source : Georges Bensoussan, Atlas de la Shoah. *La mise à mort des Juifs d'Europe 1939-1945*, Autrement, 2014.

1 **Le centre d'extermination d'Auschwitz-Birkenau**

2 L'arrivée de Primo Levi à Auschwitz

Texte original en italien
Classes Européennes

Nous découvrîmes un large quai, éclairé par des projecteurs. Un peu plus loin, une file de camions. Puis tout se tut à nouveau. Quelqu'un traduisit les ordres il fallait descendre avec les bagages et les déposer le long du train. En un instant, le quai fourmillait d'ombres ; mais nous avions peur de rompre le silence, et tous s'affairaient autour des bagages, se cherchaient, s'interpellaient, mais timidement, à mi-voix. Une dizaine de SS, plantés sur leurs jambes écartées, se tenaient à distance, l'air indifférent. À un moment donné ils s'approchèrent, et sans élever la voix, le visage impassible, ils se mirent à interroger certains d'entre nous en les prenant à part, rapidement « Quel âge ? En bonne santé ou malade ? » et selon la réponse, ils nous indiquaient deux directions différentes. […]

Aujourd'hui pourtant, nous savons que ce tri rapide et sommaire avait servi à juger si nous étions capables ou non de travailler utilement pour le Reich ; nous savons que les camps de Buna-Monowitz et de Birkenau n'accueillirent respectivement que quatre-vingt-seize hommes et vingt-neuf femmes de notre convoi et que deux jours plus tard il ne restait de tous les autres – plus de cinq cents – aucun survivant. Nous savons aussi que même ce semblant de critère dans la discrimination entre ceux qui étaient reconnus aptes et ceux qui ne l'étaient pas ne fut pas toujours appliqué, et qu'un système plus expéditif fut adopté par la suite on ouvrait les portières des wagons des deux côtés en même temps, sans avertir les nouveaux venus ni leur dire ce qu'il fallait faire. Ceux que le hasard faisait descendre du bon côté entraient dans le camp ; les autres finissaient à la chambre à gaz.

Primo Levi, *Si c'est un homme*, Julliard, coll. Pocket, 1987.

3 La sélection à l'arrivée

Cette photographie montre l'arrivée à Auschwitz-Birkenau d'un train de Juifs de Hongrie en mai 1944.

Texte original en allemand
Classes Européennes

4 Le témoignage de Rudolf Höss, commandant du camp d'Auschwitz, au lendemain de la guerre

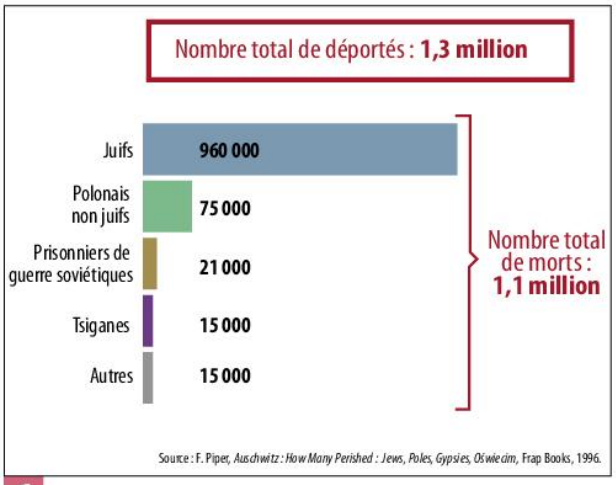
En juillet 1942, lors d'une nouvelle visite d'Himmler, je lui fis faire un tour d'inspection détaillé dans le camp des Tsiganes. Il put tout voir : les baraques remplies à éclater, les conditions sanitaires insuffisantes, l'infirmerie regorgeant de malades. […] Ayant pris ainsi une vue d'ensemble complète et précise de la situation, Himmler donna l'ordre de liquider tous les Tsiganes, exception faite de ceux qui étaient encore capables de travailler. Ainsi faisait-on avec les Juifs. […]

Pendant l'un de mes voyages d'affaires, mon suppléant fit usage des gaz pour les tuer. Il employa en l'occurrence la préparation de cyanure (Zyklon B) qu'il avait sous la main parce qu'on l'utilisait constamment au bureau comme insecticide. Il m'en informa dès mon retour ; pour le convoi suivant, on utilisa de nouveau les mêmes gaz. C'est dans les cellules d'arrestation du bloc 11 qu'on procédait à la mise à mort des prisonniers au moyen des gaz. Protégé par un masque à gaz, j'y ai assisté moi-même. L'entassement dans les cellules était tel que la mort frappait la victime immédiatement après la pénétration des gaz. Un cri très bref presque étouffé, et tout était fini. […]

Rudolf Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, La Découverte, 2005.

5 La destruction des corps à l'été 1944

Un Sonderkommando brûle des cadavres en plein air, à une date où les crématoires ne suffisent plus pour faire disparaître les corps des déportés assassinés.



6 L'origine des victimes des camps d'Auschwitz-Birkenau

Vocabulaire

- crématoire : four destiné à l'incinération des cadavres des personnes assassinées dans les chambres à gaz.
- Sonderkommando (« commando spécial ») : déportés juifs chargés de s'occuper des déportés dans les salles de déshabillage des chambres à gaz et de brûler les corps dans les fours crématoires ou sur les bûchers. Ils sont régulièrement éliminés par les nazis.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Montrez à partir de ce plan que le camp est tout entier organisé autour de la mise à mort des déportés.
2. Doc. 2 et 3 Décrivez l'arrivée des déportés à Auschwitz. Montrez que le processus de sélection relève d'une organisation réfléchie.
   Aide Comparez la photographie au témoignage de Primo Levi. Identifiez les différents groupes parmi les déportés, ainsi que les personnes supervisant l'arrivée.
3. Doc. 4 et 5 Quels sont les moyens utilisés par les nazis pour assassiner leurs victimes et faire disparaître les corps ?
4. doc. 1, 4 et 6 Montrez que l'organisation du génocide par les nazis à Auschwitz explique ce bilan effroyable.

Bilan Doc. 2 et 4 Comment se déroule l'extermination ?
Aide Indiquez les différentes étapes que subissent les déportés depuis leur arrivée dans le camp jusqu'à leur assassinat. Soyez attentif aux différents points de vue de chacun en fonction de leur rôle dans le camp.

Parcours 2

■ Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

Travail de groupe Montrez qu'Auschwitz Birkenau est un centre d'extermination.

Aide Par groupe de 2 ou 3, réfléchissez, à l'aide de tous les documents, aux dimensions du camp et à l'ampleur des massacres, mais également aux moyens utilisés pour assassiner les déportés et à ce que deviennent les corps des victimes. Rassemblez les idées de chacun avant de vous partager le travail de présentation.

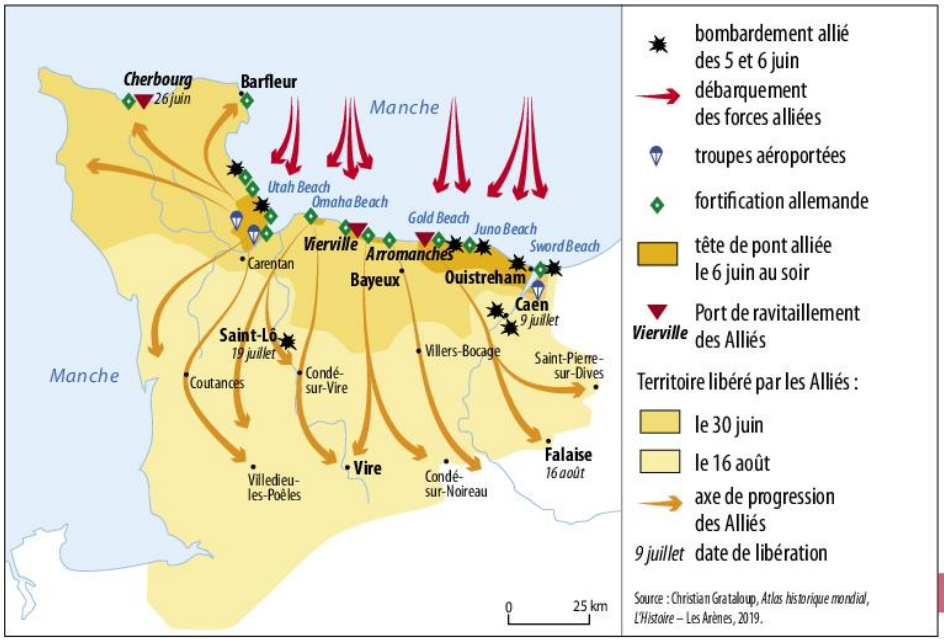
POINT DE PASSAGE

Juin 1944 : le débarquement en Normandie et l'opération Bagration

Vidéo

Lors de la conférence de Téhéran tenue entre Staline, Roosevelt et Churchill du 28 novembre au 1er décembre, il est décidé d'ouvrir un deuxième front à l'Ouest. Tandis que les Alliés débarquent en Normandie le 6 juin 1944 (opération Overlord), les Soviétiques lancent une grande offensive à l'Est, l'opération Bagration.

Comment le débarquement de Normandie et l'opération Bagration marquent-ils le début de la reconquête alliée ?



Source : Christian Grataloup, *Atlas historique mondial*, L'Histoire – Les Arènes, 2019.

1 Déroulement de l'opération Overlord

Chronologie

19 août 1942 : échec de la tentative de débarquement allié à Dieppe.
28 novembre – 1er décembre 1943 : conférence de Téhéran
6 juin 1944 : débarquement allié en Normandie.
22 juin – 19 août 1944 : déclenchement de l'opération Bagration en Europe de l'Est.
25 août 1944 : libération de Paris.

2 L'arrivée des troupes et du matériel sur une plage normande, le 6 juin 1944

3 E3C Analyse de document « La bataille suprême est engagée »

Extraits du discours radiodiffusé du général de Gaulle à la BBC, le 6 juin 1944.

La Bataille suprême est engagée ! Après tant de combats, de fureurs, de douleurs, voici venu le choc décisif, le choc tant espéré. Bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France ! D'immenses moyens d'attaque, c'est-à-dire pour nous, de secours, ont commencé à déferler à partir des rivages de la vieille Angleterre. Devant ce dernier bastion de l'Europe à l'ouest fut arrêté naguère la marée de l'oppression allemande. Voici qu'il est aujourd'hui la base de départ de l'offensive de la liberté. La France, submergée depuis quatre ans, mais non point réduite, ni vaincue, la France est debout pour y prendre part. Pour les fils de France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de détruire l'ennemi, l'ennemi qui écrase et souille la patrie, l'ennemi détesté, l'ennemi déshonoré. L'ennemi va tout faire pour échapper à son destin, il va s'acharner à tenir notre sol aussi longtemps que possible. Mais, il y a beau temps déjà qu'il n'est plus qu'un fauve qui recule. De Stalingrad à Tarnapol, des bords du Nil à Bizerte, de Tunis à Rome, il a pris maintenant l'habitude de la défaite. Cette bataille, la France va la mener avec fureur.

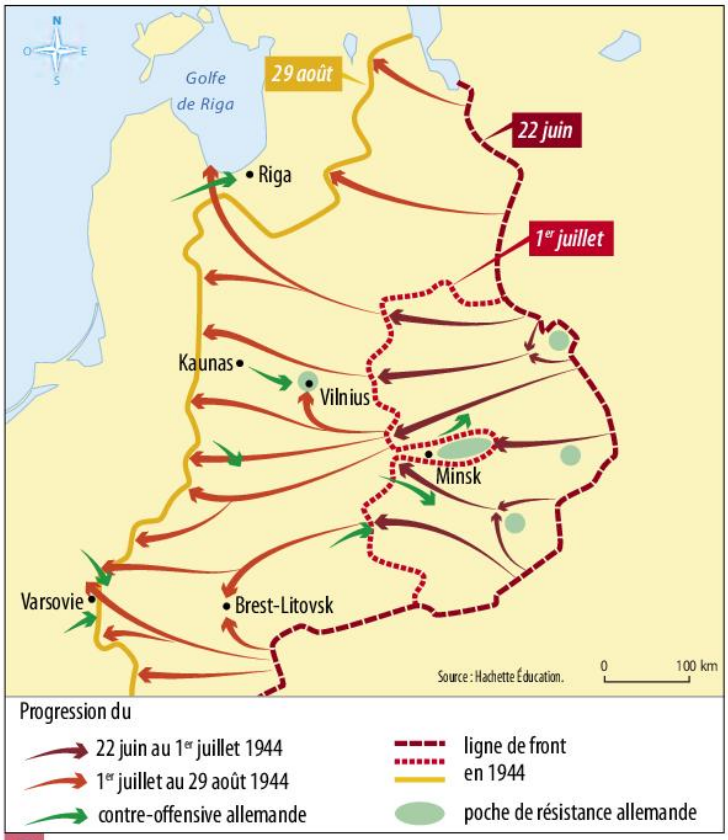
Charles de Gaulle, *Discours et messages*, t. I : *Pendant la guerre*, Plon, 1970.

4 E3C Analyse de document La préparation de l'opération Bagration

Le maréchal Vassilevski présente un plan d'opérations à Staline lors de leur conférence entre le 20 et le 23 avril 1944, en présence du maréchal Joukov.

L'État-major propose de porter l'effort principal en Biélorussie. Cette direction, camarade Staline comporte un certain nombre d'avantages. D'abord, le chemin le plus court vers Berlin passe par la Biélorussie. Ensuite, nous serons supportés par les partisans biélorusses. Comme vous le savez, camarade Staline, 270 000 partisans opèrent en Biélorussie. Enfin, après la libération de la Biélorussie, quand nos troupes feront étape en Pologne, elles seront accueillies par le peuple polonais qui combat depuis cinq ans l'occupant fasciste. Quand le haut-commandement allemand réalisera qu'ici, en Biélorussie, l'attaque principale est portée, il déplacera ses réserves vers le sud ; alors le premier front ukrainien du maréchal Koniev portera son effort en direction de Lvov. Lorsque l'ennemi sera défait par cette puissante attaque, nous pourrons déployer notre offensive vers les Balkans, en Roumanie, en Bulgarie et Hongrie.

Retranscription du discours, émission *La Marche de l'Histoire*, « L'opération Bagration, l'offensive russe de l'été 1944 », 6 juin 2014.



5 La reconquête soviétique à l'Est

6 Prisonniers de guerre allemands en Biélorussie

L'Armée rouge vient de reprendre Minsk le 3 juillet 1944.

Parcours 1

- Mettre un événement ou une figure en perspective
- S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 et 5 Quel est l'objectif des deux offensives conjointes, Overlord et Bagration ?
2. Doc. 3 Expliquez pourquoi, pour le général de Gaulle, le débarquement allié marque un tournant fondamental dans la guerre.
   Aide Montrez pourquoi pour le général de Gaulle, la réussite du débarquement doit marquer le soulèvement de l'ensemble du pays.
3. Doc. 4 Pourquoi les Soviétiques sont-ils confiants quant à la réussite de l'opération Bagration ?
   Aide Soulignez la dimension européenne des objectifs de l'opération Bagration
4. Doc. 3, 5 et 6 Les objectifs sont-ils atteints ?

Bilan Travail de groupe Pourquoi l'attaque conjointe à l'Est et à l'Ouest peut-elle à l'été 1944 faire plier la domination nazie sur l'Europe ?
Aide Répartissez-vous la tâche: certains d'entre-vous analysent l'opération Overlord, d'autres l'opération Bagration. Ensuite, collectivement, montrez comment ces deux actions réalisées de concert permettent de prendre en étau les nazis.

Parcours 2 BAC

- Mettre un événement ou une figure en perspective

E3C Analyse de document Montrez à partir des documents 3 et 4 les objectifs et les moyens mis en œuvre pour la réussite des opérations Overlord et Bagration.
Aide Soulignez dans le discours de De Gaulle et dans celui du maréchal Vassilevski pourquoi ces opérations doivent permettre la victoire finale contre l'Allemagne nazie.

POINT DE PASSAGE

6 et 9 août 1945 : les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki

Vidéo

Le 16 juillet 1945, les États-Unis réalisent leur premier essai nucléaire. Forts de cette arme nouvelle, ils adressent, conjointement avec le Royaume-Uni et l'URSS, un ultimatum au Japon le 28 juillet pour le contraindre à capituler. La résistance acharnée des Japonais conduit finalement les Américains à larguer deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945.

Comment les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki font-ils franchir un nouveau palier dans la capacité de destruction ?

1 Le président Truman annonce à la radio le bombardement d'Hiroshima

Texte original en anglais
Classes Européennes

La bombe atomique permet d'intensifier d'une manière nouvelle et révolutionnaire la destruction du Japon. Sa force relève de la force élémentaire de l'univers, de celle qui alimente le soleil dans sa puissance. Cette force vient d'être lancée contre ceux qui ont déchaîné la guerre en Extrême-Orient. […]
Normalement, tout ce qui concerne la production de l'énergie atomique sera rendu public. Mais, dans les circonstances actuelles, nous n'avons pas l'intention de divulguer les procédés de la production, ni son application militaire, pour nous protéger nous-mêmes, et le reste du monde, contre le danger d'une destruction soudaine.
C'était pour épargner au peuple japonais une destruction complète que l'ultimatum du 28 juillet a été publié à Potsdam. Les chefs japonais ont rejeté rapidement cet ultimatum. S'ils n'acceptent pas maintenant nos conditions, ils peuvent s'attendre à une pluie de destructions venant des airs comme on n'en a jamais vu sur cette terre. Après cette attaque aérienne, les forces navales et terrestres suivront en nombre et en puissance, telles qu'ils n'en ont jamais vu auparavant et avec cette adresse au combat qu'ils connaissent bien.

Extrait du message du président Truman, le 7 août 1945, à la radio américaine.

2 Les marques de la bombe chez les survivants

Les brûlures sur le corps de cette femme suivent le motif de son kimono.

3 E3C Analyse de document — Un témoignage de l'explosion à Nagasaki, le 9 août 1945

Tout à coup, M. Tsuchimoto perçoit le bruit, faible mais indubitable, d'un avion. Il se relève, faucille en main, et regarde en l'air. Le ciel est clair, à part un large nuage en forme de main juste au-dessus de sa tête ; le bruit semble venir de l'intérieur de ce nuage. L'homme continue d'observer, suivant le son qui se déplace, et soudain lui apparaît… un B29. Le minuscule objet d'argent se trouve au bout de l'index de la main de nuages, à une hauteur qu'il estime à huit mille mètres environ. Il regarde encore l'objet d'argent : Oh ! s'écrie-t-il, ils ont jeté quelque chose. C'est noir, c'est long ; c'est une bombe ! Une bombe !
M. Tsuchimoto se jette sur le sol. Cinq secondes passent, dix, vingt, une minute. Il gît là, retenant son haleine… Brutalement, à travers le ciel, éclate une lumière. Une lumière terrible, pense-t-il, mais pas de bruit ; c'est étrange. Nerveusement, timidement, il lève la tête. C'est bien une bombe, ils ont touché Urakami[1]. De l'endroit où se trouvait la cathédrale, une colonne de fumée blanche commence à monter ; elle s'élargit sans cesse.
Mais ce qui frappe de terreur M. Tsuchimoto, ce qui lui glace le sang, c'est l'immense souffle qui s'échappe de dessous le nuage blanc. À une vitesse terrifiante, il passe sur les collines et les champs, il se rapproche. Chaque maison sur les sommets cède devant lui, et chaque arbre dans les champs ; ils sont mis en pièce par la force du phénomène ; avant que le spectateur ait eu le temps d'y penser, le souffle a déjà fauché la forêt d'en face, il ravage l'endroit où l'homme est couché. On dirait un gigantesque mais invisible rouleau compresseur, écrasant tout ce qu'il rencontre. […] Un bruit horrible frappe ses oreilles ; il se sent soulevé, jeté contre un mur de pierre, à cinq mètres de là…
Quand il a enfin le courage de rouvrir les yeux et de regarder autour de lui, il voit les arbres arrachés ; il n'y a plus de feuilles, plus d'herbe. Tout est emporté. Il ne reste, dans l'air, qu'une senteur de résine…

Paul Nagaï, *Les Cloches de Nagasaki*, Casterman, 1954.

1. Quartier nord de Nagasaki.

4 Les effets du bombardement atomique à Hiroshima

5 La bombe atomique expliquée par les Actualités françaises, octobre 1945

« La bombe atomique : Hiroshima et Nagasaki « Vidéo Ina, 12 octobre 1945

Vidéo La bombe atomique vu par les Actualités françaises en octobre 1945
PDF à compléter

6 E3C Analyse de document — Albert Camus, éditorial de *Combat*, 8 août 1945

Le monde est ce qu'il est, c'est-à-dire peu de chose. C'est ce que chacun sait depuis hier grâce au formidable concert que la radio, les journaux et les agences d'information viennent de déclencher au sujet de la bombe atomique. On nous apprend, en effet, au milieu d'une foule de commentaires enthousiastes que n'importe quelle ville d'importance moyenne peut être totalement rasée par une bombe de la grosseur d'un ballon de football. Des journaux américains, anglais et français se répandent en dissertations élégantes sur l'avenir, le passé, les inventeurs, le coût, la vocation pacifique et les effets guerriers, les conséquences politiques et même le caractère indépendant de la bombe atomique. Nous nous résumerons en une phrase : la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques.

En attendant, il est permis de penser qu'il y a quelque indécence à célébrer ainsi une découverte, qui se met d'abord au service de la plus formidable rage de destruction dont l'homme ait fait preuve depuis des siècles. Que dans un monde livré à tous les déchirements de la violence, incapable d'aucun contrôle, indifférent à la justice et au simple bonheur des hommes, la science se consacre au meurtre organisé, personne sans doute, à moins d'idéalisme impénitent, ne songera à s'en étonner. Les découvertes doivent être enregistrées, commentées selon ce qu'elles sont, annoncées au monde pour que l'homme ait une juste idée de son destin. Mais entourer ces terribles révélations d'une littérature pittoresque ou humoristique, c'est ce qui n'est pas supportable.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Oral Identifiez les raisons avancées par Harry Truman justifiant l'utilisation de l'arme atomique.
Aide Relevez dans le texte les arguments donnés par Truman et présentez-les à l'oral. Pensez à apporter un avis critique sur ses affirmations.
2. Doc. 2, 3 et 4 Quelles sont les conséquences de l'explosion des deux bombes sur Hiroshima et Nagasaki.
3. Doc. 6 Que dénonce Albert Camus lorsqu'il dit (lignes 13-14) que « la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie » ?

Bilan Doc. 1 et 6 Pourquoi le bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki marque-t-il un tournant dans la guerre ?
Aide Ensemble, réfléchissez aux différents arguments que soulèvent le président américain et Albert Camus pour montrer qu'ils analysent différemment l'utilisation de la bombe atomique.

Parcours 2 BAC

■ Mettre un événement en perspective

E3C Analyse de document

À partir des documents 3 et 6, montrez que l'utilisation de l'arme atomique sur Hiroshima et Nagasaki marque un nouveau seuil dans la mise en œuvre de violence de masse.
Aide Soulignez ce qui est inédit dans l'utilisation de la bombe atomique.

LEÇON 3

Les violences de masse

Comment l'évolution du conflit amène-t-elle à une gradation de la violence sur tous les théâtres d'opérations ?

POINT DE PASSAGE Le front de l'Est et la guerre d'anéantissement p. 96

ÉTUDE Les génocides des Juifs et des Tsiganes p. 98

ÉTUDE Auschwitz-Birkenau, un centre d'extermination p. 100

POINT DE PASSAGE Juin 1944 : le débarquement en Normandie et l'opération Bagration p. 102

POINT DE PASSAGE 6 et 9 août 1945 : les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki p. 104

Notion

- génocide : extermination programmée et systématique d'une population pour des raisons ethniques, politiques, ou religieuses.

Vocabulaire

- espace vital : théorie justifiant l'expansion d'un État sur un autre.
- kamikaze : avion suicide japonais.

Heinrich Himmler (1900-1945)

Dirigeant nazi, chef des SS et de la Gestapo (police secrète allemande), il est le principal artisan de la « Solution finale ». Les camps de concentration et d'extermination dépendaient directement de son autorité. En fuite après la capitulation allemande, il est arrêté par les troupes britanniques mais se suicide avant d'avoir été jugé.

A L'exacerbation de la violence sur le front de l'Est

POINT DE PASSAGE p. 96

Première victime de l'Allemagne, mais aussi de l'URSS qui l'envahit conformément au pacte germano-soviétique, la Pologne subit les premiers grands massacres dès l'automne 1939. Les exécutions des *Einsatzgruppen* aidés de milices allemandes font au moins 20 000 morts dès les premiers mois de la guerre. Au printemps 1940, les Soviétiques éliminent les élites polonaises (officiers, médecins, ingénieurs, étudiants hostiles au communisme) dans la forêt de Katyn.

Avec le déclenchement de l'opération Barbarossa contre l'URSS le 22 juin 1941, le conflit devient une guerre d'anéantissement, tant sur le plan racial que politique. L'Allemagne nazie entend conquérir son espace vital au détriment des Slaves et des Juifs et éradiquer le communisme. La Wehrmacht et les *Einsatzgruppen* ont ordre d'exécuter tous les Juifs, les communistes et les résistants. Les prisonniers soviétiques subissent des conditions de détention extrêmement dures : près de 2 millions trouvent la mort entre l'été 1941 et le début 1942.

Les violences de masses sont nombreuses sur le front de l'Est, aussi bien contre les soldats que contre les civils. Le siège de Leningrad, le plus long de l'histoire, qui dure du 8 septembre 1941 au 27 janvier 1944, fait 200 000 victimes côté allemand, mais 450 000 soldats côté soviétique et surtout plus d'un million de civils meurent de faim. Lors de la bataille de Stalingrad, un des plus importantes défaites de la Wehrmacht, près d'un million de soldats allemands périssent ou sont faits prisonniers. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS comptabilise, à elle seule, plus de 25 millions de morts.

B L'extermination des Juifs et des Tsiganes

Si la politique de l'Allemagne nazie a toujours été ouvertement antisémite, la Seconde Guerre mondiale ouvre la voie à des violences de masse et au génocide des Juifs et des Tsiganes : déportation, exécution par balles. À partir de la conférence de Wannsee en janvier 1942, l'extermination des Juifs d'Europe s'intensifie par la multiplication des centres d'extermination, situés dans les régions occupées de Pologne. S'organise alors, à l'échelle de l'Europe, une gigantesque entreprise de déportation des Juifs vers ces centres de mise à mort. En France, le gouvernement de Vichy a participé aux arrestations de Juifs et le camp de Drancy a servi de lieu de rassemblement avant leur départ en déportation.

Le bilan de l'extermination des Juifs d'Europe est tout à fait effroyable : 90 % des Juifs d'Allemagne, d'Autriche et de Pologne ont disparu (soit 3,2 millions de personnes) et plus d'1,5 million dans la seule URSS. C'est au total entre 5,1 et 5,8 millions de Juifs européens qui, selon Raul Hillberg, ont été assassinés. Dans le seul centre d'extermination d'Auschwitz plus d'un million de personnes, principalement des Juifs et des Tsiganes sont tués.

Le bilan du génocide tsigane est tout aussi terrifiant. Les populations tsiganes étaient persécutées avant la Seconde Guerre mondiale mais le régime nazi entreprit de les exterminer car il les considérait comme une race inférieure. Beaucoup de Roms ont été déportés ou exécutés. Le bilan de ce génocide est de près d'un demi-million de personnes, soit la moitié de la population rom européenne. En France, les Tsiganes sont détenus dans des camps de détention, comme à Montreuil-Bellay, dont les conditions de vie sont extrêmement précaires.

C Terminer la guerre en Europe et Asie

POINT DE PASSAGE p. 102

Fin 1943, Roosevelt, Churchill et Staline se réunissent pour mettre au point les futures opérations militaires. À l'Ouest, la priorité est donnée à la France. Les débarquements alliés en Normandie, le 6 juin 1944, et en Provence, le 15 août 1944, permettent la libération progressive du territoire français. Au même moment, sur le front de l'Est, en lançant l'opération Bagration le 22 juin 1944, l'Armée rouge repousse l'armée allemande des territoires occupés, et notamment de la Biélorussie. Ces offensives de très grande ampleur sont aussi particulièrement mortelles : le seul débarquement de Normandie a fait plus de 4 000 morts en une seule journée, dont 2 500 Américains.

À la suite d'une reconquête particulièrement longue et coûteuse en vies humaines, les Alliés parviennent à envahir l'Allemagne. Toutes les villes allemandes sont bombardées. À quelques semaines de la fin de la guerre (13-15 février 1945), la ville de Dresde est détruite par les Alliés, faisant plus de 35 000 morts, principalement des civils. Les combats continuent jusque dans les rues de Berlin, prise par les Soviétiques au début du mois de mai 1945. Le 30 avril 1945, Adolf Hitler décide de se suicider pour ne pas être fait prisonnier par les Soviétiques. L'armistice est signé le 8 mai 1945.

POINT DE PASSAGE p. 104

Sur le front pacifique, les violences de masse se multiplient. Les Japonais opposent une résistance acharnée aux Anglo-Américains : dans les derniers mois de la guerre, les kamikazes n'hésitent pas à se sacrifier pour leur pays en faisant exploser leur avion sur les navires ennemis. Devant le défi que représente la reconquête du Japon pour l'armée américaine, le président Truman décide d'utiliser une nouvelle arme, la bombe atomique, sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki, les 6 et 9 août 1945. Ces bombardements, qui font au total entre 150 000 et 250 000 morts, marquent profondément les esprits devant la capacité des hommes à s'autodétruire. Le Japon capitule et signe l'armistice le 2 septembre 1945.

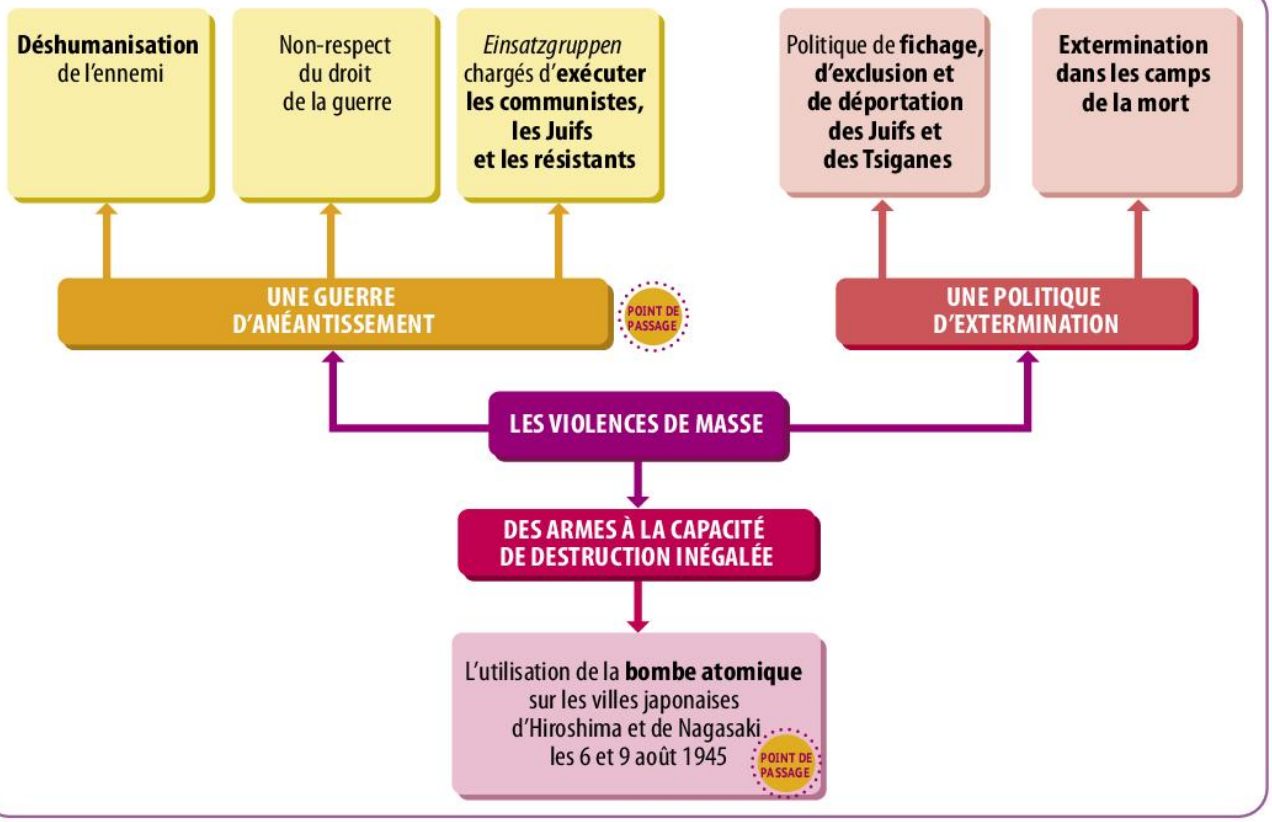
@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

1. Rendez-vous sur http://fr.fallen.io/ww2/ puis cliquez sur « vidéo ».
2. Montrez l'importance des violences de masse durant la Seconde Guerre mondiale. Appuyez-vous sur des chiffres, des pays et sur la distinction entre les morts militaires et les morts civils.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN Défaite, collaboration et résistance en France

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



AUTRE SUPPORT **UN FILM**

Dunkerque, Christopher Nolan, 2017

Dunkerque est un film de guerre du réalisateur américain Christopher Nolan qui retrace l'évacuation, du 26 mai au 4 juin 1940, des troupes britanniques et françaises réfugiées à Dunkerque. Pendant neuf jours, pour échapper à l'avancée allemande, près de 400 000 soldats alliés ont tenté de prendre la mer pour rejoindre le Royaume-Uni.

Comment *Dunkerque* de Christopher Nolan montre-t-il l'ampleur du traumatisme que constitue la défaite de 1940 ?

1 Soldats français et britanniques regroupés sur la plage à Dunkerque (6'08")

2 L'évacuation des soldats sur les navires s'effectue sous les bombardements allemands (26'20")

3 L'effet des bombardements allemands sur les soldats qui attendent leur évacuation (7'03")

QUESTIONS

1. Doc. 1 et 2 Présentez l'organisation de l'évacuation.
2. Doc. 2 et 3 Dans quelles conditions s'effectue l'évacuation ?
3. Doc. 1, 2 et 3 Justifiez que l'évacuation de Dunkerque soit considérée comme une grande opération de sauvetage de troupes.

Réaliser une carte mentale de synthèse

Carte mentale interactive
Carte mentale à télécharger et à compléter PDF

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, construisez votre propre carte mentale de synthèse du chapitre.

Boîte à outils

- Reprenez les éléments de votre cours et les trois leçons du manuel.
- Inspirez-vous des questions proposées pour repérer des éléments clés dans votre cours.
- Identifiez les personnages clés et les événements marquants.
- Complétez alors la carte mentale pour qu'elle puisse reprendre l'ensemble des éléments repérés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C | **Analyse de document**

■ **CAPACITÉ :** Savoir lire, comprendre et critiquer un document iconographique

Quelle est la situation militaire en 1944 ?

Rappelez la fonction des différents personnages représentés en portraits.

Que symbolise la disposition des drapeaux ?

Qui est à l'origine de l'unification des groupes de résistants intérieurs ? Quand a-t-elle eu lieu ?

Document : Affiche de propagande des FFI[1], 1944

1. Les FFI désignent l'ensemble des forces de la Résistance intérieure.

CONSIGNE

En analysant le document, montrez ce qu'il révèle de la participation de la Résistance française à la lutte contre l'Allemagne nazie, puis nuancez le message qu'il porte.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Réponse à une question problématisée
Mobiliser ses connaissances

■ CAPACITÉS : S'approprier un questionnement historique – Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

QUESTION PROBLÉMATISÉE

En quoi la Seconde Guerre mondiale est-elle un conflit d'une violence exceptionnelle ?

ÉTAPE 1 Analyser les termes du sujet.

Comprendre le sens de la question problématisée	▸ Repérez les mots clés et donnez-en une définition. ▸ Soyez attentif aux mots de liaison.

Déterminez les événements qui peuvent être utilisés comme limites chronologiques.

Quelles sont les particularités de ce conflit ?

En quoi la Seconde Guerre mondiale est-elle un conflit d'une violence exceptionnelle ?

Il faut s'interroger sur les manifestations et les causes de cette violence.

Quels sont les différents types de violence utilisés pendant la Seconde Guerre mondiale ? Contre qui s'exercent-elles ?

ÉTAPE 2 Mobiliser ses connaissances pour répondre à la question problématisée

Sur la totalité de l'épreuve qui dure une heure, vous n'avez que 15 minutes au maximum pour mobiliser vos connaissances. Il est donc nécessaire de le faire dès l'analyse du sujet.

Indiquer les idées sur le brouillon dans l'ordre où elles viennent.	▸ À quel(s) chapitre(s) correspond la question problématisée ? ▸ Recherchez dans vos connaissances tous les éléments qui ont un rapport avec le sujet : notions, événements, personnages. ▸ Vous pouvez vous poser des questions simples pour retrouver vos connaissances : Qui ? Quoi ? Quand ? Pourquoi ? Comment ? Ce sont ces questions qui peuvent vous aider à interroger les termes du sujet. ▸ Pensez aussi aux exemples précis que vous avez pu étudier afin de pouvoir illustrer vos arguments (notamment les points de passage et d'ouverture).
Classer et hiérarchiser les connaissances.	▸ Faites le tri dans vos idées afin de ne garder que celles qui répondent clairement au sujet. ▸ Regroupez-les et hiérarchisez-les : faites la différence entre les idées générales, les arguments utilisables dans chaque partie, les exemples qui vont servir d'illustration. ▸ Ainsi, vous bâtissez votre plan ce qui vous permettra de rédiger de manière efficace. On peut distinguer deux idées directrices : – La Seconde Guerre mondiale est un conflit d'une extrême violence notamment pour les civils. – Les Juifs et les Tsiganes sont victimes d'un génocide.

Voici un exemple de brouillon de connaissances organisées pour le premier paragraphe :

Une guerre d'une violence extrême ← Idée générale du paragraphe 1

Une violence due à la mobilisation humaine et économique d'une ampleur exceptionnelle ← Argument 1

– Des théâtres d'opération sur tous les continents et océans (Europe, Pacifique, Afrique).
– 90 millions d'hommes mobilisés.
– Des armes produites en grand nombre et de plus en plus meurtrières (fusées, …).

Les civils sont les principales cibles ← Argument 2

– Volonté d'anéantissement des populations slaves par les nazis à l'Est/ Réaction de l'Armée Rouge.
– Répression des résistants (exécutions, camps de concentration).
– Crimes de guerre (exécutions d'otages, expériences scientifiques sur les populations en Chine par les Japonais).

La fin du conflit se caractérise par la radicalisation de la violence ← Argument 3

– Des débarquements alliés à l'ouest très couteux en hommes (débarquement en Normandie et opération Bagration juin 1944).
– Les bombardements alliés sur les villes allemandes.
– Dans le Pacifique, face aux kamikazes, utilisation de la bombe atomique (Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945).

En suivant ce modèle :
– Éliminez les connaissances qui ne répondent pas au sujet.
– Classez et hiérarchisez les connaissances du second paragraphe : les Juifs et les Tsiganes sont victimes d'un génocide.

Racisme nazi – Shoah par balles sur le front de l'Est – mort des populations juives ou tsiganes par le travail ou la faim – Stalingrad est une lourde défaite pour l'Allemagne en février 1943 – conquête de l'Est par les nazis (1941-1942) fait passer des millions de Juifs sous la domination nazie – L'extermination des Juifs et des Tsiganes devient systématique à partir de 1942 – centres de mise à mort en Pologne dont Auschwitz est le plus grand – 6 millions de Juifs et un demi-million de Tsiganes sont victimes du génocide – Une mort industrielle et rationalisée dans les camps – Organisation de rafles dans toute l'Europe dominée – Le Japon perd progressivement du terrain à partir de 1942 et de la stratégie du « saute-mouton » – Juifs et Tsiganes victimes de persécutions et de crimes de masse avant 1942 – conférence de Wannsee janvier 1942 : mise en place de la « Solution Finale ».

SUJETS D'ENTRAINEMENT

Conseil

Pour les sujets suivants, procédez à leur analyse et mobilisez, en les classant et les hiérarchisant, les connaissances nécessaires.

1 Quelles sont les réactions des Français face à la domination allemande ?

2 Comment, entre 1939 et 1945, un conflit né en Europe est-il devenu une guerre mondiale ?

3 Comment se met en place le processus d'extermination des Juifs par les nazis (1935-1945) ?

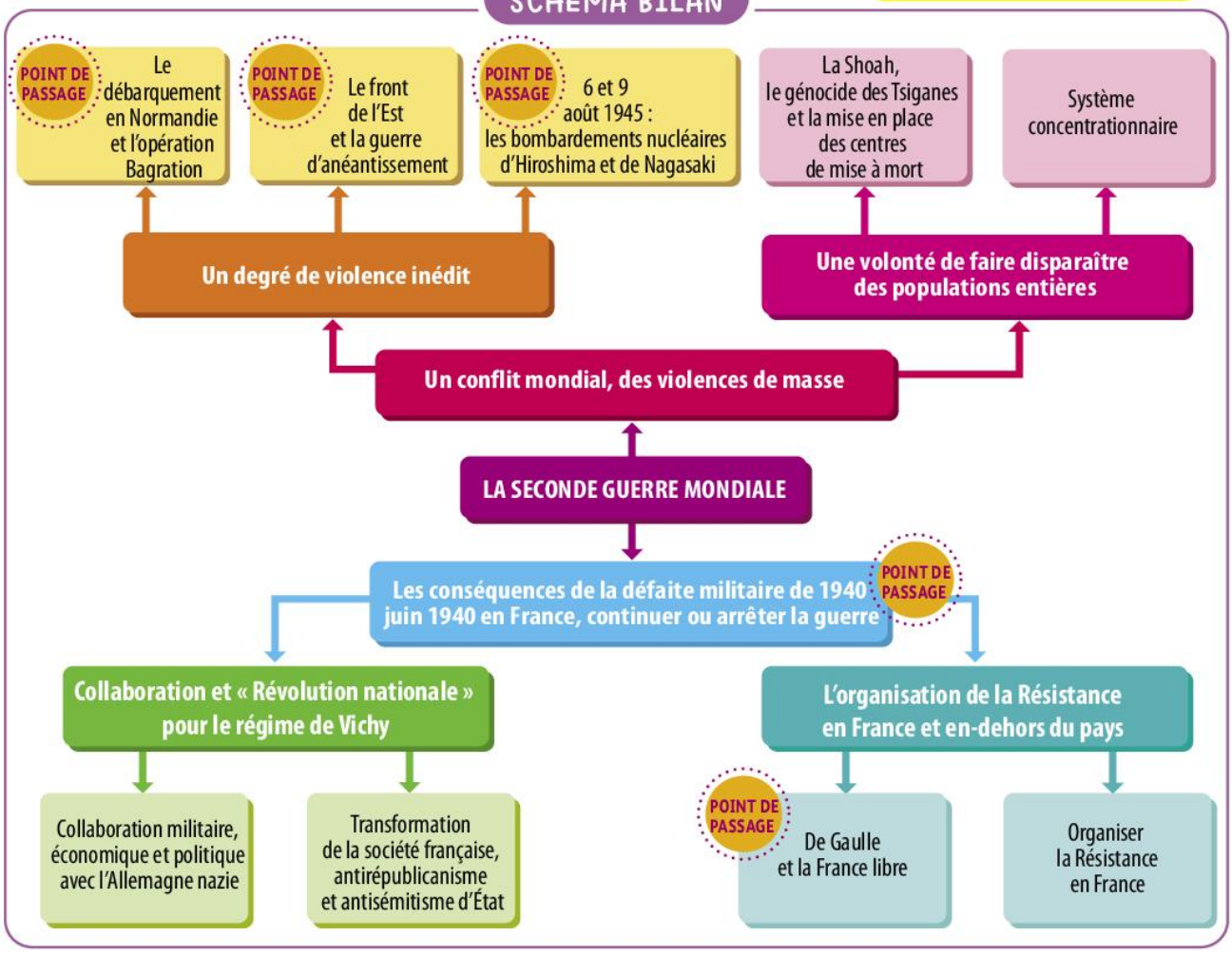
Attention, ce sujet nécessite aussi que vous utilisiez des connaissances du chapitre 2.

RÉVISION

La Seconde Guerre mondiale

SCHÉMA BILAN

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



Je connais les dates importantes

22 juin 1940 : armistice franco-allemand.
22 juin 1941 : invasion de l'URSS par l'armée allemande.
7 décembre 1941 : attaque japonaise sur Pearl Harbor.
20 janvier 1942 : conférence de Wannsee.
17 juillet 1942 – 2 février 1943 : bataille de Stalingrad.
6 juin 1944 : débarquement de Normandie.
22 juin 1944 : début de l'opération Bagration.
6 et 9 août 1945 : bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki.

Je maîtrise les notions et le vocabulaire essentiels

Notions
- collaboration (p. 88)
- génocide (p. 106)
- guerre totale (p. 84)

Vocabulaire
- armistice (p. 86)
- *Einsatzgruppen* (p. 96)
- Forces françaises de l'intérieur (FFI) (p. 90)
- Forces françaises libres (FFL) (p. 94)
- « Révolution nationale » (p. 88)
- Shoah par balles (p. 98)
- « Solution finale » (p. 98)

Ne pas confondre !

- **camp de concentration :** Ce sont des camps de détention de civils dont l'extrême dureté des conditions de vie vise à déshumaniser les détenus qui meurent en masse de maltraitances, de la faim et du travail forcé.
- **centre d'extermination :** Ce sont, selon l'expression de Raoul Hilberg, de véritables « centres de mise à mort » ; à la différence des camps de concentration, l'objectif est d'exécuter les prisonniers dès leur arrivée dans le camp. Auschwitz-Birkenau accueillait à la fois un camp de concentration et un camp d'extermination.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

■ CAPACITÉ : identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et des ruptures

Pourquoi peut-on considérer que les opérations Overlord et Bagration marquent un tournant dans le déroulement de la Seconde Guerre mondiale ?

Dans un court paragraphe, expliquer les points suivants :
a) Les enjeux de la fin des combats en France en juin 1940.
b) La particularité des bombardements nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945.

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ CAPACITÉ : identifier les contraintes d'un contexte historique

Dans un court paragraphe, expliquez les éléments qui expliquent la guerre d'anéantissement qui se déroule sur le front de l'Est.

Expliquez en quelques lignes les trois événements suivants :
22 juin 1940 : armistice de Rethondes
6 juin 1944 : débarquement de Normandie
20 janvier 1942 : conférence de Wannsee

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

■ CAPACITÉ : employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

a) Notez les notions et le vocabulaire de la page précédente avec leur définition précise.
b) Indiquez pour chaque partie du cours :
- Les éléments importants (date, personnages, notions)
- Les grandes idées (faits historiques, causes, conséquences)
- Savoir expliquer : ce que sont les violences de masse, la collaboration, une guerre totale

Pour aller plus loin

À LIRE

- Primo Levi, ***Si c'est un homme***, 1947, éd. française, Julliard, 1987 : Chimiste juif italien, Primo Levi est détenu à Auschwitz de février 1944 à la libération du camp le 27 janvier 1945. Il décrit depuis l'intérieur l'horreur des camps.
- Anne Frank, ***Journal***, 1947, éd. française, Calmann-Lévy, 1950 : récit intime écrit par la jeune Anne Frank, jeune ville juive allemande réfugiée aux Pays-Bas, rédigé de janvier 1942 à son arrestation et sa déportation en août 1944. Elle meurt du typhus dans le camp de concentration de Bergen-Belsen au début de l'année 1945.

Bandes dessinées :

- Art Spiegelman, ***Maus***, 1980-1991, éd. française, Flammarion (1987-1992) : bande dessinée évoquant la relation de l'auteur, fils de déporté, avec la Shoah, mais qui introduit aussi le récit de la vie de son père, depuis les persécutions en Pologne jusqu'à l'expérience concentrationnaire.

À VOIR

- ***Nuit et brouillard*** (1956) d'Alain Resnais : court documentaire sur l'expérience concentrationnaire, utilisant image d'archives et ruines des camps d'extermination dans les années 1950. Une réflexion profonde sur les camps de concentration et la Shoah.
- ***Shoah*** (1985) de Claude Lanzmann : documentaire de dix heures sur la Shoah, intégrant des récits de témoins de la Shoah et de prises de vues faites sur les lieux du génocide. Œuvre magistrale et qui fit date dans la mémoire du génocide.
- ***L'Armée des ombres*** (1969) de Jean-Pierre Melville : adapté du roman du même nom de Joseph Kessel, fiction autour du héros, Philippe Gerbier, qui dirige un réseau de résistants, de la clandestinité et des choix difficiles des résistants durant la guerre.
- ***Lettres d'Iwo Jima*** et ***Mémoires de nos pères*** (2006) de Clint Eastwood : deux films de fiction qui évoquent la guerre dans le Pacifique, le premier d'un point de vue japonais, le second du point de vue de trois militaires américains.

SUR LE WEB

lien internet

- **Mémorial de Caen** : Musée consacré à la guerre mais notamment à la Seconde Guerre mondiale et au débarquement de Normandie. Le site accueille de nombreuses ressources exploitables en classe. https://www.memorial-caen.fr/
- **Mémorial de la Shoah** : à la fois musée et centre de documentation, le site propose de nombreuses ressources sur la Shoah et les questions de génocide en général. http://www.memorialdelashoah.org/

CHAPITRE

4

La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

Comment les années d'immédiat après-guerre annoncent-elles la mise en place d'un nouvel ordre mondial ?

Vidéo d'introduction

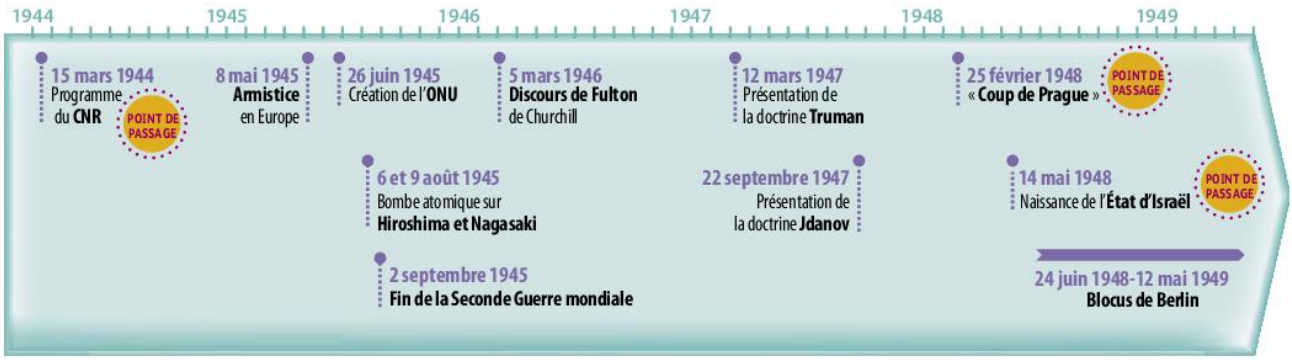
1 La signature de la Charte de San Francisco, le 25 juin 1945

Les drapeaux situés tout autour de la salle sont ceux des 50 États présents lors de la conférence.
Il s'agit ici de la signature de la délégation des États-Unis.

› Comment cette photographie illustre-t-elle la mise en place d'un nouvel ordre mondial fondé sur la coopération internationale ?

Notion

• **nouvel ordre mondial :** concept géopolitique né du titre d'un ouvrage de H. G. Wells, *The New World Order*, publié en 1940, qui traite de l'établissement d'un gouvernement mondial unique. Il souligne aussi l'hégémonie américaine dans les nouvelles relations internationales après la Seconde Guerre mondiale.



2 La crise de Berlin, premières tensions de guerre froide

Au mois de juin 1948, face à la volonté des Britanniques et des Américains d'unifier les zones d'occupation allemande, les Soviétiques bloquent tout accès à Berlin-Ouest afin que la ville soit rattachée à la zone d'occupation soviétique. Durant onze mois, les Américains mettent en place un pont aérien pour ravitailler la ville. En mai 1949, les Soviétiques lèvent le siège et quelques mois plus tard, deux États, la RFA et la RDA, voient le jour.

Caricature américaine de Dick Fitzpatrick, *Saint Louis Post Dispatch*, juin 1948.

› Comment le caricaturiste choisit-il de représenter les tensions qui existent autour de Berlin en 1948 ?

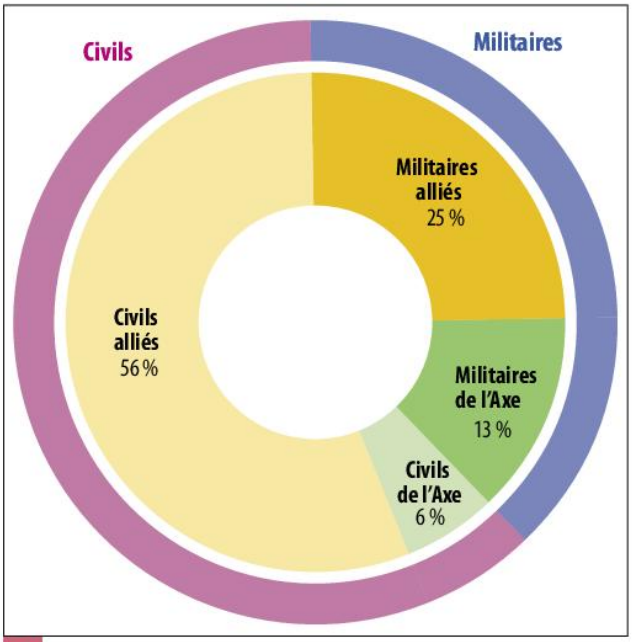
CARTES Le monde de 1945 à 1948

1 Le monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

	Des morts et des disparus			
	Pertes militaires	Pertes civiles	Pertes totales	En % de la population 1939
URSS	13 600 000	7 500 000	21 100 000	10,0 %
Pologne	120 000	5 300 000	5 420 000	15,0 %
Yougoslavie	300 000	1 200 000	1 500 000	10,0 %
Allemagne	4 000 000	3 000 000	7 000 000	12,0 %
Japon	2 700 000	300 000	3 000 000	4,0 %
Italie	300 000	100 000	400 000	1,0 %
France	250 000	350 000	600 000	1,5 %
Royaume-Uni	326 000	62 000	388 000	0,8 %
États-Unis	300 000	–	300 000	0,2 %
Chine	Entre 6 000 000 et 20 000 000			

2 Le bilan humain de la Seconde Guerre mondiale



3 La répartition des décès entre civils et militaires

La Seconde Guerre mondiale a fait plus de 60 millions de morts entre 1937 (début de la guerre en Asie) et 1945.

QUESTIONS

1. Doc. 1 Quelles transformations géopolitiques apparaissent à la fin de la Seconde Guerre mondiale ?
2. Doc. 1 Montrez à l'aide de la carte le poids nouveau des États-Unis dans la diplomatie mondiale.
3. Doc. 2 et 3 Pour quels pays le bilan humain de la Seconde Guerre mondiale est-il le plus lourd ?

POINT DE PASSAGE

15 mars 1944 : le programme du CNR

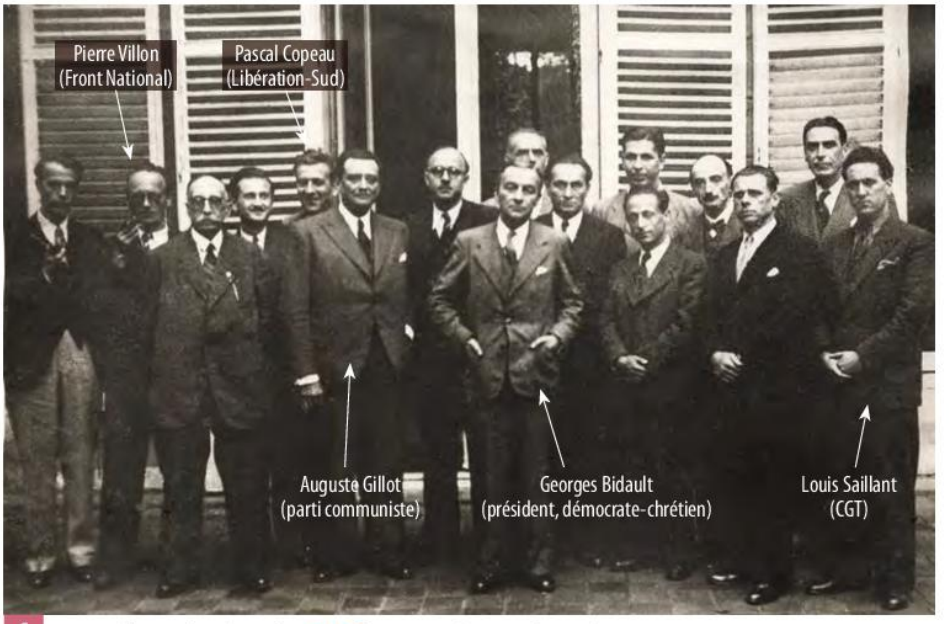
Pendant la Seconde Guerre mondiale, le CNR est l'organisme chargé de coordonner les différents mouvements de la résistance intérieure. Le 15 mars 1944, il publie son programme, qui comporte un « plan d'action immédiat », c'est-à-dire des indications sur les actions de résistance à mener contre l'Allemagne nazie, mais aussi des réformes politiques, sociales et économiques à appliquer à la fin de la guerre.

Comment le programme du CNR forge-t-il les bases de l'État-providence en France ?

Chronologie

27 mai 1943 : création du CNR sous la direction de Jean Moulin.
21 juin 1943 : arrestation de Jean Moulin par les Allemands.
15 mars 1944 : adoption du programme du CNR.

Jean Moulin (1899-1943)
Haut fonctionnaire et résistant français. Préfet sous la IIIe République, il refuse l'occupation nazie et rejoint en 1941 la France libre. Il dirige le CNR avant d'être arrêté et torturé par la Gestapo. Il meurt en détention en juin 1943.



1 Première réunion du CNR le 27 mai 1943 à Paris

2 E3C Analyse de document **Extraits du programme du CNR, 15 mars 1944**

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

[…] b) Sur le plan social :

– le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;

– un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;

– la garantie du pouvoir d'achat national pour une politique tendant à une stabilité de la monnaie ;

– la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;

– un plan complet de Sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;

– la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ; […]

– une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;

– le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste.

c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Les Jours heureux par le CNR, texte adopté à l'unanimité par les membres du CNR, le 15 mars 1944.

3 Tableau des mouvements de résistance présents dans le CNR

Nom	Zone d'action	Date de création	Tendance et milieux de recrutement
Ceux de la Libération (CDLL)	Zone Nord	Novembre 1940	Droite
Ceux de la Résistance (CDLR)	Zone Nord	Début 1942	Droite républicaine
Organisation civile et militaire (OCM)	Zone Nord	Décembre 1940	Droite conservatrice puis socialiste
Front national	Zone Nord, puis Zone Sud également	Mai 1941	Communiste
Libération-Nord	Zone Nord	Décembre 1940 (journal) Novembre 1941 (mouvement)	Milieux syndicaux
Libération-Sud	Zone Sud	Mars 1941	Syndicats, gauche non communiste
Franc-Tireur	Zone Sud	Novembre 1940	Gauche antivichyste
Combat (mouvement de libération de la France)	Zone Sud	Décembre 1941	Conservateur puis réformateur

Réalisations du CNR après la Libération

Réformes politiques
- **1944 :** lutte contre les anciens collaborateurs.
- **21 avril 1944 :** droit de vote des femmes

Réformes économiques
- **1944-1946 :** nationalisations de certaines entreprises
- **22 février 1945 :** mise en place des comités d'entreprise

Réformes sociales
- **octobre 1945 :** création de la Sécurité sociale
- **19 octobre 1945 :** protection contre les risques de maladie, invalidité, vieillesse et décès, ainsi que des charges de maternité

4 E3C Analyse de document Des réformes importantes à la Libération

Notion

- État-providence : expression qui désigne le fait que l'État intervient de façon importante dans le domaine économique et social, afin d'assurer le bien-être de ses citoyens.

Vocabulaire

- CNR (Conseil national de la résistance) : organisation créée en 1943 et chargée de coordonner les actions des différents groupes de la résistance sur sol français.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

Travailler à partir du documentaire *Les Jours heureux*
Rendez-vous sur https://www.youtube.com/watch?v=VjQR3Ef0VOM.
Prenez des notes sur les deux extraits suivants :
– De 21'10" à 26'30" pour comprendre la genèse du programme du CNR et son esprit.
– De 37'15" à 38'45" pour étoffer les connaissances sur le contenu du programme du CNR.

Comprendre la logique du réalisateur
Rendez-vous sur https://vimeo.com/74590945
– De 8'55" à 11'00" : Comment fait-on un film historique lorsqu'on ne dispose que de peu d'archives sur la période traitée ?
– De 15'55" à 18'26" : Avec ce film, que pensez-vous apporter de plus aux travaux des historiens qui s'intéressent à la période ?

Parcours 1

- Identifier et expliciter les dates et les acteurs des grands événements
- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1. Doc. 1 et 3 Montrez que le CNR est un regroupement de différentes tendances politiques.
2. Doc. 2 Quelles sont les principales réformes proposées par le CNR ?
   Aide Distinguez les objectifs sociaux, politiques et économiques.
3. Doc. 2 et 4 Oral Quels sont les objectifs de ces réformes ?
   Aide Pour votre présentation, partez des 3 thèmes proposés par le document 4 et montrez en quoi ils répondent aux extraits du programme (doc. 2). Présentez-les successivement à la classe.
4. Doc. 4 Quelles sont les applications de ces programmes après la guerre ?

Bilan Montrez comment le programme du CNR instaure l'État-providence en France.

Parcours 2 BAC

- Mettre un événement en perspective
- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

E3C Analyse de document À partir des documents 2 et 4, montrez que le programme du CNR est de transformer en profondeur la société française et de mettre en place une forme d'État-providence.

ÉTUDE

1945-1946 : les procès de Nuremberg et de Tokyo

Vidéo

À la suite des capitulations des puissances de l'Axe, les procès de Nuremberg (du 20 novembre 1945 au 1er octobre 1946) et de Tokyo (du 19 janvier 1946 au 12 novembre 1948) doivent permettre de juger les principaux responsables des crimes de guerre et crimes contre l'humanité. C'est une première expérience de mise en place d'une justice pénale internationale.

En quoi les crimes jugés aux procès de Nuremberg et de Tokyo révèlent-ils la nécessité de construire une justice internationale ?

1 La déclaration à l'origine des tribunaux internationaux

Les soussignés représentant le gouvernement belge, le Comité national français, le gouvernement hellénique, le gouvernement luxembourgeois, le gouvernement norvégien, le gouvernement des Pays-Bas, le gouvernement polonais, le gouvernement tchécoslovaque et le gouvernement yougoslave,

Constatant que l'Allemagne, dès le début du présent conflit ouvert par sa politique d'agression, a instauré un régime de terreur, caractérisé notamment par des emprisonnements, des expulsions de masse, des exécutions d'otages et des massacres ;

Que ces violences sont également pratiquées par les alliés et associés du Reich et, dans certains pays, par des complices de l'occupant ;

Qu'une solidarité internationale est nécessaire pour éviter que la répression de ces violences ne s'exerce par la simple vindicte publique, et pour répondre au sentiment de justice du monde civilisé […]

Affirment que les violences ainsi exercées contre les populations civiles n'ont rien de commun ni avec la notion de l'acte de guerre, ni avec celle du crime politique, telles que les conçoivent les nations civilisées ;

Placent parmi les buts principaux de la guerre le châtiment, par les voies d'une justice organisée, des coupables ou responsables de ces crimes – qu'ils les aient ordonnés, perpétrés, ou qu'ils y aient participé.

Conférence interalliée du 13 janvier 1942 à Londres.

2 Les crimes jugés à Nuremberg

Texte original en anglais
Classes Européennes

a) Les crimes contre la Paix : c'est-à-dire la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une guerre d'agression, ou d'une guerre de violation des traités, assurances ou accords internationaux, ou la participation à un plan concerté ou à un complot pour l'accomplissement de l'un quelconque des actes qui précèdent ;

b) Les crimes de guerre : c'est-à-dire les violations des lois et coutumes de guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements ou la déportation pour des travaux forcés, ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires ;

c) Les crimes contre l'Humanité : c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime.

Article 6 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg 1946.

3 Les principaux responsables nazis sur le banc des accusés

Procès de Nuremberg, Mémorial de la Shoah.

1. Hermann Göring
2. Rudolf Hess
3. Joachim von Ribbentrop
4. Wilhelm Keitel
5. Alfred Rosenberg
6. Albert Speer

4 Les condamnations des deux procès

Procès de Nuremberg	
Nom et fonction des principaux accusés	**Verdict**
Hermann Göring, maréchal	Mort
Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères	Mort
Wilhelm Keitel, chef d'État-major de la Wehrmacht	Mort
Ernst Kaltenbrunner, chef de la Sécurité du Reich	Mort
Alfred Rosenberg, ministre des Territoires de l'État	Mort
Fritz Sauckel, responsable de la réquisition de la main-d'œuvre	Mort
Alfred Jodl, général et chef des opérations militaires	Mort
Albert Speer, architecte du Reich	20 ans de prison
Rudolf Hess, idéologue	Prison à vie
Karl Dönitz, grand amiral	10 ans de prison
Total : 21 accusés	11 condamnations à mort 7 condamnés à des peines de prison 3 acquittements

Procès de Tokyo	
Nom et fonction des principaux accusés	**Verdict**
Koki Hirota, premier ministre	Mort
Hiranuma Kiichiro, Premier ministre	Prison à vie
Hideki Tojo, Premier ministre et chef suprême des Armées	Mort
Kuniaki Koiso, Premier ministre	Prison à vie
Sadao Araki, officier de l'armée de terre	Prison à vie
Kenryo Sato, officier de l'armée de terre	Prison à vie
Seichiro Itagaki, officier de l'armée de terre	Mort
Takazumi Oka, amiral	Prison à vie
Shigenori Togo, diplomate	20 ans de prison
Okinori Kaya, ministre des Finances	Prison à vie
Total 25 accusés	7 condamnations à mort 18 condamnés à des peines de prison

5 Les procès de Tokyo

Les onze juges des procès de Tokyo appartiennent à chacun des pays en guerre contre le Japon : États-Unis, URSS, Royaume-Uni, France, Pays-Bas, Chine, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Inde et Philippines.

Parcours 1

■ Employer les notions et le lexique acquis en histoire et en géographie à bon escient

1. Doc. 1 et 5 Pourquoi peut-on parler d'une justice internationale pour qualifier les procès de Nuremberg et de Tokyo ?
   Aide Quelle est le rôle des différentes nations dans la mise en place d'une justice internationale ?
2. Doc. 2 De quoi sont accusés les principaux prévenus ?
3. Doc. 2, 3 et 4 Quel bilan peut-on dresser du procès de Nuremberg ?
   Aide Qui sont les accusés du procès de Nuremberg et quelles sont les sanctions prises ?

Bilan Montrez que les procès de Nuremberg et de Tokyo examinent des crimes d'un genre nouveau qui ne peuvent être jugés qu'à l'échelle internationale.

Parcours 2

■ Utiliser une approche historique ou géographique pour mener une analyser ou construire une argumentation

Travail de groupe À l'aide des documents qui vous sont proposés, montrez que les procès de Nuremberg et de Tokyo représentent un tournant inédit dans la conception de la justice pénale internationale.

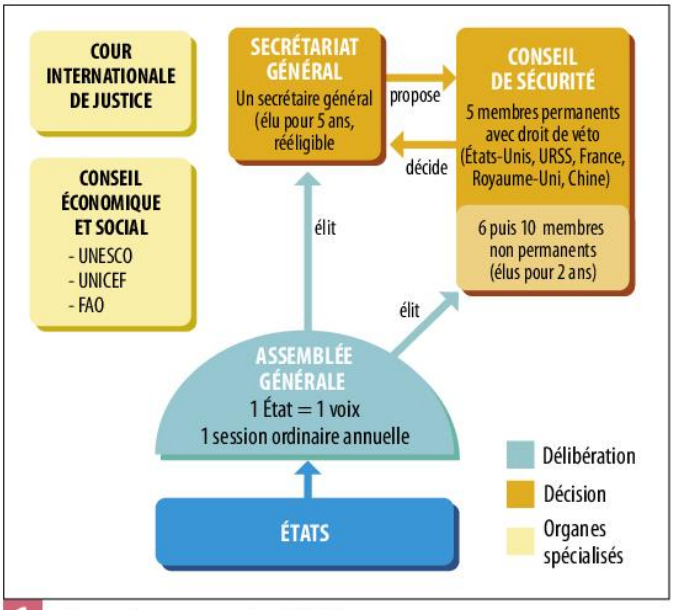
Aide Répartissez-vous la tâche. Certains réfléchissent aux accusations portées contre les prévenus, d'autres sur le rôle des puissances internationales dans les deux procès. Ensuite, ensemble, répondez à la question posée.

ÉTUDE

La naissance d'un nouvel ordre mondial

Alors que la Seconde Guerre mondiale fait encore rage, les puissances alliées se réunissent régulièrement pour envisager l'après-guerre et la mise en place d'un nouvel ordre international. Celui-ci est fondé sur le multilatéralisme et la résolution pacifique des différends. Cependant, cette nouvelle conception des relations internationales n'empêche pas la suprématie américaine et la séparation du monde autour de deux grandes idéologies concurrentes.

Quels sont les enjeux et les difficultés de la mise en place d'un nouvel ordre international fondé sur le multilatéralisme ?



1 Organigramme de l'ONU

2 Une critique de l'ONU par un journal résistant français

L'ONU ne manque ni de bonne volonté ni de précocité. Dommage que ses antécédents soient fâcheux. Car elle est le fruit de la guerre et des « Trois Grands ». Dès le berceau, elle a connu la politique de puissance, le partage du globe en zones d'influence, les hypothèques camouflées[1] et le droit de veto. Si elle était née au lendemain de la victoire, peut-être eût-elle été plus libre dans ses mouvements et d'une santé moins fragile. Mais on ne revient pas en arrière. Aux peuples d'améliorer maintenant sa condition. Reste à savoir si les peuples, assiégés de soucis matériels, en auront le temps et la volonté. Avant que l'ONU n'atteigne l'âge de raison, il est à craindre, en effet, que les impérialismes qui se dissimulent sous la banalité des communiqués n'aient façonné la planète de telle sorte que l'assemblée internationale n'ait plus qu'à disparaître ou à subir un pénible esclavage, jusqu'à une éventuelle explication par la force.

Éditorial de *Combat*, 10 février 1946.

1. Référence aux grands principes comme l'égalité de tous les pays entre eux qui n'est pas respectée par la place prépondérante des grandes puissances.

Chronologie

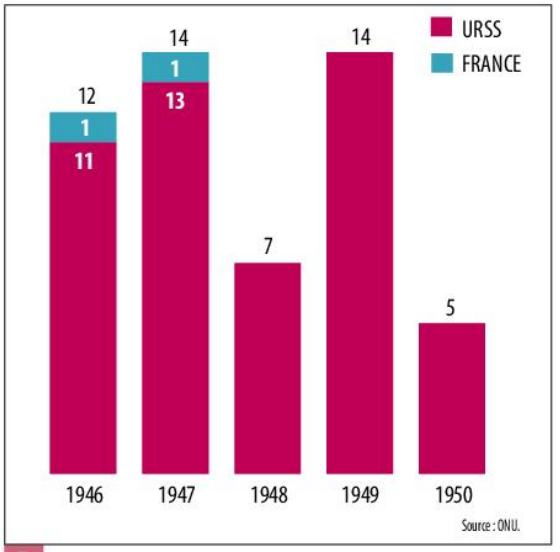
1er- 15 juillet 1944 : conférence de Bretton Woods.
25 avril-26 juin 1945 : conférence de San Francisco, création de l'ONU.
30 octobre 1947 : signature des accords du GATT.

Notion

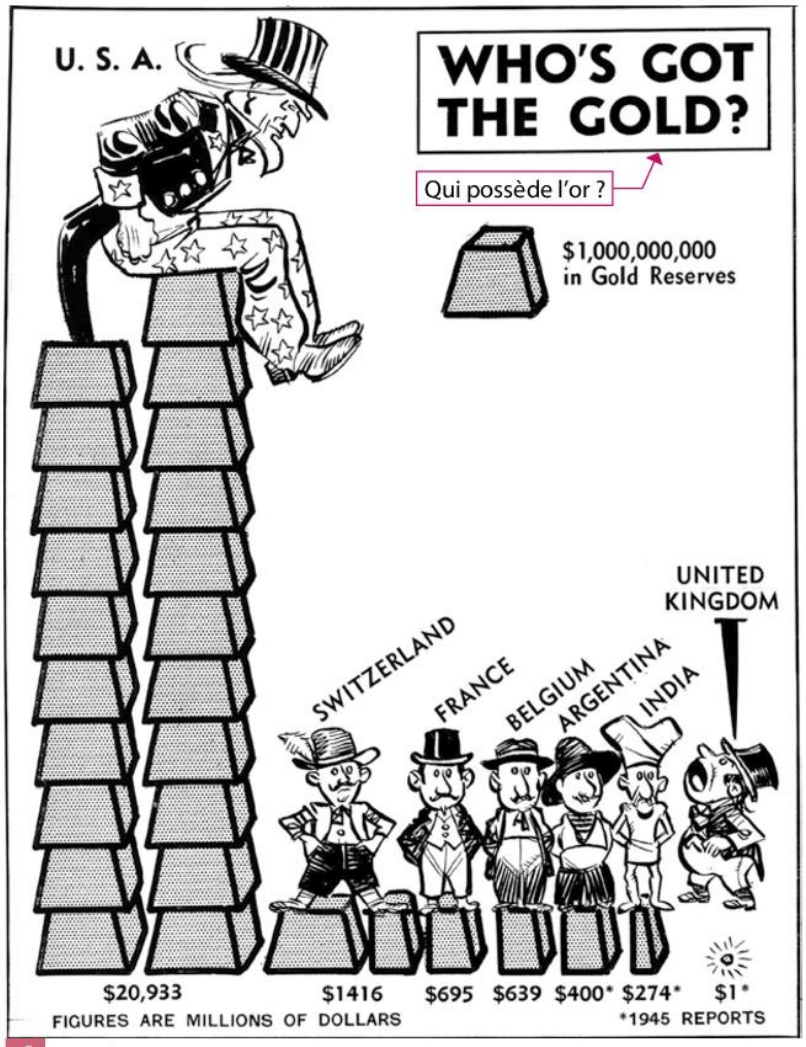
- multilatéralisme : attitude qui privilégie le règlement des problèmes mondiaux de façon collective.

Vocabulaire

- conférence de Bretton Woods : conférence internationale qui vise à créer un nouveau système monétaire international après la guerre.
- droit de veto : droit accordé aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU qui leur permet de bloquer toute décision prise par celui-ci.
- GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) : accords signés en 1947 par 23 pays représentant 80 % du commerce international, qui vise à harmoniser les politiques douanières entre les États.

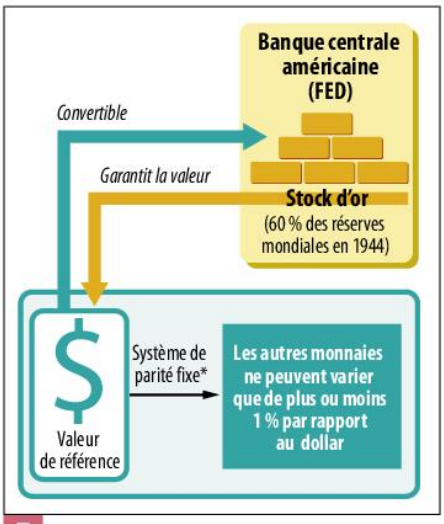


3 L'utilisation du droit de veto entre 1946 et 1950



4 Les États-Unis, la grande puissance financière de l'après-guerre

Caricature de septembre 1947.



5 Le système de Bretton Woods

Suite aux ravages économiques qu'a engendrés la Seconde Guerre mondiale, les différents États souhaitent relancer le commerce international. Pour cela, ils décident d'utiliser le dollar comme la monnaie du commerce international.

* Parité fixe : taux de change fixe entre les monnaies.

6 Extraits des accords du GATT de 1947

[Les 23 pays signataires des accords du GATT], reconnaissant que leurs rapports dans le domaine commercial et économique doivent être orientés vers le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, la pleine utilisation des ressources mondiales et l'accroissement de la production et des échanges de produits, convenus de ce qui suit :

Article 28 bis : Les parties contractantes reconnaissent que les droits de douane constituent souvent de sérieux obstacles au commerce ; c'est pourquoi les négociations visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle du niveau général des droits de douane et des autres impositions perçues à l'importation et à l'exportation, présentent, une grande importance pour l'expansion du commerce international.

Article 36 : Une collaboration appropriée est nécessaire entre les parties contractantes, d'autres organisations intergouvernementales et les organes et institutions des Nations unies, dont les activités se rapportent au développement commercial et économique des pays peu développés.

Accords du GATT, 30 octobre 1947.

Parcours 1

▪ Savoir lire, comprendre et critiquer une carte, un croquis, un document iconographique, une série statistique…

1. Doc. 1 Montrez que l'ONU souhaite privilégier le multilatéralisme dans sa prise de décision.
2. Doc. 2 et 3 Quelles sont les limites à l'action de l'ONU ?
   Aide Montrez comment le droit de veto limite l'action de l'ONU.
3. Doc. 4 et 5 Pourquoi peut-on parler d'une hégémonie américaine dans le système financier international ?
   Aide Expliquez pourquoi les États-Unis dominent le système monétaire international.
4. Doc. 6 Quels sont les objectifs du GATT ?

Bilan Expliquez comment le multilatéralisme s'impose comme le mode de gestion des relations internationales après 1945.

Parcours 2

▪ Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique ou géographique

À l'aide des documents proposés, montrez les réussites mais aussi les limites de la mise en place d'un multilatéralisme dans les relations internationales après 1945.

Aide Expliquez comment le multilatéralisme n'empêche pas certaines puissances de bénéficier d'une position dominante.

LEÇON 1

Reconstruire le monde après 1945

Sur quelles bases le monde se reconstruit-il au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?

POINT DE PASSAGE 15 mars 1944 : le programme du CNR p. 118

ÉTUDE 1945-1946, les procès de Nuremberg et de Tokyo p. 120

ÉTUDE La naissance d'un nouvel ordre mondial p. 122

Odette Roux (1917-2014)

Institutrice, résistante communiste, elle entre dès 1944 au conseil municipal des Sables-d'Olonne à la demande du préfet. Elle devient maire de la commune en 1945, une première pour une sous-préfecture.

William Beveridge (1879-1963)

Économiste et homme politique britannique, il est surtout connu pour être l'auteur d'un rapport sur les services sociaux publié en novembre 1942 dans lequel il préconise une plus grande intervention de l'État dans la société. Ce rapport est à l'origine de la mise en place d'un État-providence au Royaume-Uni.

A Un bilan matériel, humain et moral catastrophique

- **Le bilan humain de la Seconde Guerre mondiale est effroyable, avec cinquante millions de victimes.** L'URSS compte à elle seule près de vingt-cinq millions de morts. La Shoah a fait près de six millions de victimes. La durée du conflit, son expansion mondiale, les déportations et les bombardements aériens réguliers sont les principales causes de ce bilan accablant. Au lendemain de la guerre, certains pays comme la Pologne ont perdu plus de 15 % de leur population totale. La particularité de la Seconde Guerre mondiale est les civils sont les plus touchés. Ils doivent subir des déplacements de population d'une importance inédite.
- **L'Europe et le Japon sortent exsangues de la guerre : les destructions sont immenses.** Les villes d'Allemagne et du Japon ont été systématiquement bombardées, les voies de communication ont été endommagées. Les pays alliés comme le Royaume-Uni ont subi de graves destructions, tout comme la France, dont la campagne de libération a engendré aussi de nombreux dommages. Au lendemain de la guerre, les économies sont moribondes et dépendent grandement du soutien des États-Unis, un des rares pays qui n'a pas connu la guerre sur son territoire (à l'exception du bombardement de la base de Pearl Harbor à Hawaï). Le rationnement se développe et perdure durant de nombreuses années après la guerre à cause des difficultés d'approvisionnement et la lente relance de l'agriculture. En 1945, la famine fait encore plus de 20 000 morts aux Pays-Bas, alors que la guerre est terminée.
- **Le monde sort traumatisé par les degrés de violence atteints pendant la guerre.** La guerre se termine par l'explosion des deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki : l'humanité a désormais la capacité de s'autodétruire. Mais l'ouverture des camps de concentration et d'extermination montrent aussi, derrière des arguments idéologiques, la capacité de l'homme à envisager la mise à mort de ses semblables de façon industrielle, planifiée à l'échelle de l'État. Ce bilan pousse les nations victorieuses à envisager de façon radicalement différente les relations internationales après la guerre.

Notions

- **crime contre l'humanité :** notion élaborée par le tribunal de Nuremberg (novembre 1945-octobre 1946), et depuis intégrée au droit international. Imprescriptible, le crime contre l'humanité couvre le génocide, les persécutions, la réduction en esclavage de populations entières, ou encore l'enlèvement d'enfants d'un peuple pour les faire élever au sein d'un autre.
- **crime de guerre :** violation du droit de la guerre. La notion de crime de guerre ne concerne que les militaires ou les autorités qui les commandent, dans le cadre d'une guerre.
- **justice internationale :** justice qui, à l'aide d'une législation internationale, vise à régler les différends entre États ou entre des particuliers et des États.

B Reconstruire le monde autour de nouvelles institutions internationales

- **Dès les premières années de la guerre, les puissances alliées envisagent l'après-conflit sur de nouvelles bases :** en août 1941, Roosevelt et Churchill se réunissent lors de la Conférence de l'Atlantique et envisagent la mise en place d'une nouvelle institution pour remplacer la SDN : l'Organisation des Nations unies (ONU). Celle-ci est officiellement créée lors de la conférence de San Francisco le 26 juin 1945. La nouvelle institution dispose d'un organe exécutif, le Conseil de sécurité, au sein duquel cinq membres permanents, les vainqueurs de la guerre – États-Unis, France, Royaume-Uni, URSS et Chine – ont un droit de veto.
- **L'ONU a pour mission de garantir la paix et la sécurité dans le monde et se dote d'une force d'intervention, les Casques bleus.** Au plan économique, le Fonds monétaire international (FMI) est créé en juillet 1944 afin de garantir la stabilité du système monétaire international de l'après-guerre. La Banque mondiale naît en décembre 1945, principalement chargée, à ses débuts, d'aider à la reconstruction de l'Europe et du Japon.

Un des aspects novateurs du nouvel ordre mondial est aussi de mettre en place une justice internationale. La Déclaration universelle des droits de l'Homme, adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies, est une réponse à la barbarie nazie. La notion de « crime contre l'humanité » est définie dans la charte du Tribunal militaire international de Nuremberg, chargé de juger, en 1945-1946, des hauts dirigeants du régime nazi. Au Japon, le Tribunal militaire international pour l'Extrême Orient juge à Tokyo les dignitaires japonais responsables de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Cette nouvelle justice internationale cible des crimes tels que l'extermination, l'esclavage, la déportation et les persécutions contre des civils.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Visionnez la vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=K6nJrD36gJs.

– Rédigez un texte qui montre l'importance de la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

– Expliquez d'abord le contexte, précisez quels pays la refusent et dites en quoi elle représente un idéal.

C Un État plus présent

Les États alliés sont conscients de la responsabilité de la crise économique et sociale dans le déclenchement de la guerre. C'est pourquoi, dans de nombreux pays, les dirigeants souhaitent la mise en place d'un **État-providence**. Le rapport de Lord Beveridge (1942) au Royaume-Uni relève la nécessité d'un État plus protecteur et redistributeur. L'État et, plus généralement, les administrations publiques se doivent d'assurer les citoyens contre les **risques sociaux** (maladie, vieillesse, chômage) et d›effectuer une redistribution des revenus dans un objectif de justice sociale.

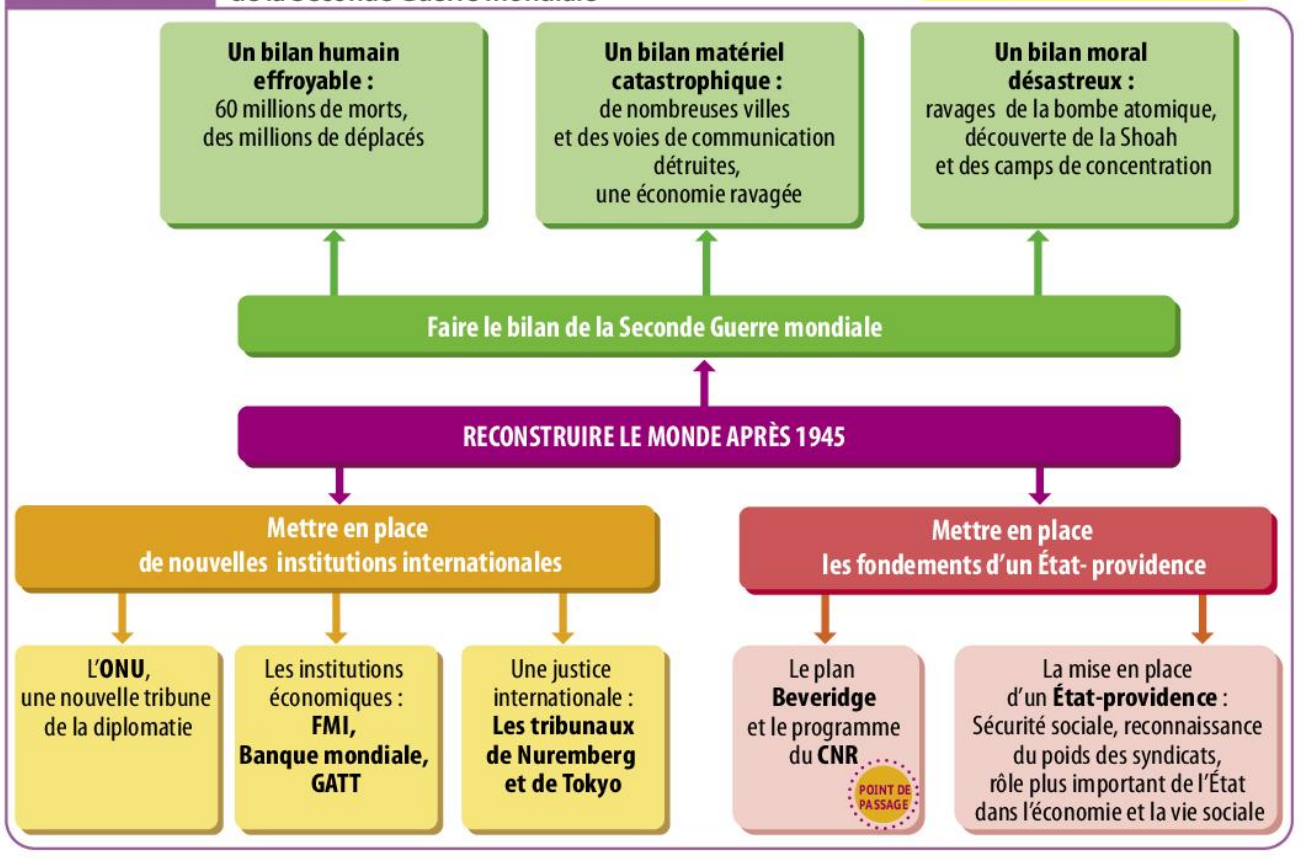
POINT DE PASSAGE p. 118

En France, cette protection sociale est fondée sur les principes de solidarité et de redistribution, tel qu'annoncé dans le programme du Conseil national de la résistance, le 15 mars 1944. Le CNR souhaite mettre en place une Sécurité sociale qui assure à chacun la protection en cas de maladie. Il y a aussi une dimension politique, avec le vote des femmes (loi du 21 avril 1944) et la reconnaissance du rôle des syndicats. Aux municipales de 1945, les premières femmes sont élues maires, comme Odette Roux. Le programme du CNR annonce ce qui devient le « modèle social français » après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN La reconstruction du monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



ÉTUDE
MÉTHODE BAC – E3C

1946, le discours de Fulton de Winston Churchill

Winston Churchill, ancien Premier ministre britannique (de mai 1940 à juillet 1945) souhaite attirer l'attention des puissances occidentales sur la menace que représente selon lui l'URSS en Europe. Le discours qu'il prononce à Fulton, aux États-Unis, le 5 mars 1946, est resté célèbre par l'utilisation de l'expression « rideau de fer » pour caractériser la frontière entre l'Europe occidentale et les démocraties populaires.

CONSIGNE **Présentez le document 1 puis expliquez quelle analyse Winston Churchill fait de la situation de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (doc. 2), marquée par l'opposition entre deux idéologies.**

1 « Un rideau de fer est descendu à travers le continent »

Texte original en anglais
Classes Européennes

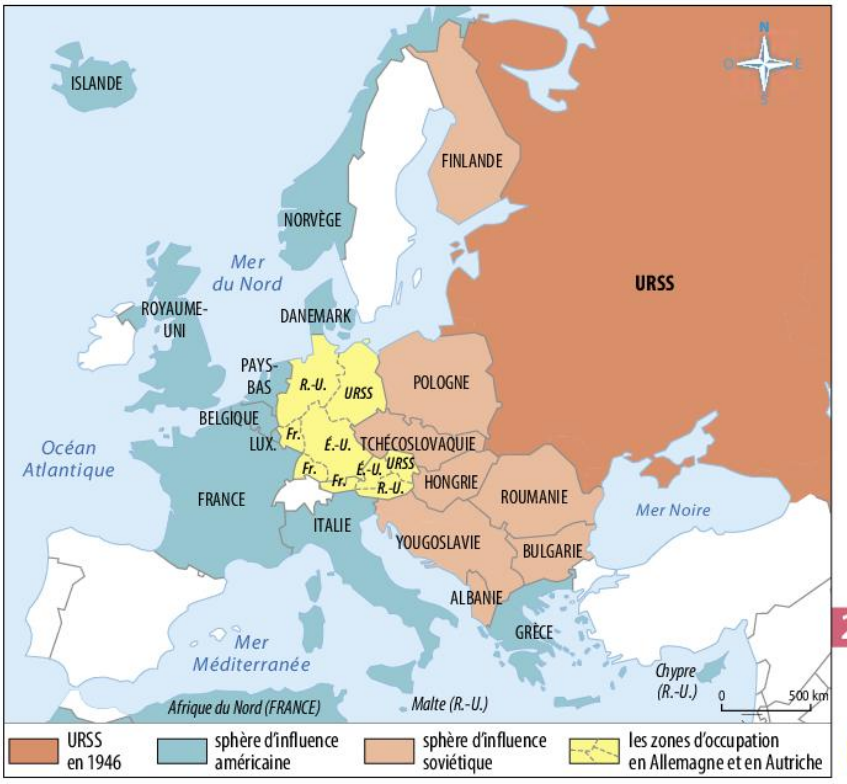
Winston Churchill prononce ce discours au Westminster College de Fulton (Missouri, États-Unis), le 5 mars 1946, en présence de Harry Truman, président des États-Unis.

J'en arrive maintenant au second danger qui menace les maisons, les foyers et les gens humbles, à savoir la tyrannie. Nous ne pouvons fermer les yeux devant le fait que les libertés dont jouit chaque citoyen partout aux États-Unis et partout dans l'Empire britannique n'existent pas dans un nombre considérable de pays, dont certains sont très puissants. Dans ces États un contrôle est imposé à tout le monde par différentes sortes d'administrations policières toutes puissantes. Le pouvoir de l'État est exercé sans restriction, soit par des dictateurs, soit par des oligarchies compactes qui agissent par l'entremise d'un parti privilégié et d'une police politique. […]

De Stettin[1] dans la Baltique jusqu'à Trieste[2] dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales des anciens États de l'Europe centrale et orientale. Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia, toutes ces villes célèbres et les populations qui les entourent se trouvent dans ce que je dois appeler la sphère soviétique, et toutes sont soumises, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais aussi à un degré très élevé et, dans beaucoup de cas, à un degré croissant, au contrôle de Moscou. […] Des gouvernements policiers dominent dans presque tous les cas et, jusqu'à présent, à l'exception de la Tchécoslovaquie, il n'y a pas de vraie démocratie. […]

Winston Churchill, discours de Fulton, 5 mars 1946.

1. Ville portuaire polonaise à la frontière avec l'Allemagne.
2. Ville italienne située aujourd'hui à proximité de la frontière avec la Slovénie.



2 La situation de l'Europe en 1946

Source : Hachette Éducation.

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-la-guerre-froide/episode-11-5-mars-1946-le-discours-du-rideau-de-fer.

– Quels sont les deux messages du discours de Churchill ? Comment a-t-il été accueilli en Europe ? Pourquoi ?

MÉTHODE : Analyse de documents (doc. 1 et 2)

→ Méthode générale de l'analyse de document, p. 20

1 Lire, analyser et comprendre le sujet de la consigne

Ce texte est resté célèbre car très pertinent sur la situation réelle de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale et prémonitoire sur le développement de la guerre froide. Churchill oppose les démocraties occidentales à l'URSS, qu'il identifie à la tyrannie.

Rappeler qui est Winston Churchill et quel est le contexte de l'après-guerre en Europe

Expliquez comment Winston Churchill souligne la séparation de l'Europe en deux.

Présenter le document 1 puis expliquez quelle analyse Winston Churchill fait de la situation de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (doc. 2), marquée par l'opposition entre deux idéologies.

Vous avez ici une première proposition de problématique autour de la question des idéologies

2 Construire la réponse organisée

- L'étude de documents doit comprendre une introduction, un développement organisé et une conclusion.
- En Terminale la consigne accompagnant le sujet « suggère une problématique » mais ne donne pas d'indication sur le plan qu'il vous faut trouver. Il peut comporter deux ou trois parties.
- Pour étudier les documents, il faut s'appuyer sur ceux-ci sans se contenter de les citer. Ainsi il faut expliquer et critiquer ce qui est affirmé dans un discours politique.
- Vous devez utiliser vos connaissances personnelles pour comprendre tous les aspects d'un texte, d'un tableau, etc… Le document ne donne qu'une vision partielle de la réalité historique.

3 Rédiger la réponse organisée

- Capacités : S'approprier un questionnement historique et géographique.

Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique ou géographique.

■ Introduction

Présentez le document (document 1), son contexte précis, en précisant qui est celui qui prononce ce discours.

■ Développement

Rédigez un plan en trois parties en citant le document et en utilisant vos connaissances.

1) L'opposition entre liberté des puissances occidentales et la tyrannie de l'URSS (document 1)

2) La soumission de l'Europe de l'Est au « contrôle de Moscou » (documents 1 et 2)

Aides

– Soulignez comment dans le premier paragraphe il décrit la tyrannie soviétique sans la nommer.

– Expliquez comment il présente les pays de l'Est comme victime de la domination soviétique.

■ Conclusion

Répondez à la problématique. Montrez que Churchill donne déjà une première analyse de ce qui devient la guerre froide.

ÉTUDE

L'affrontement des deux Grands en Allemagne (1945-1948)

L'Allemagne, ravagée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est au cœur des enjeux entre les vainqueurs de la guerre. En effet, le pays est séparé en quatre zones d'occupation, de même que Berlin enclavée en plein cœur de la zone soviétique. Si la réunification est envisagée dans un avenir proche, les tensions sont telles que le pays est durablement divisé en deux.

Comment l'Allemagne s'impose-t-elle dès le lendemain de la guerre comme un terrain d'affrontement entre Américains et Soviétiques ?

1 Extraits de la conférence de Potsdam, du 17 juillet au 2 août 1945

1. En application de l'accord sur l'organisation du contrôle en Allemagne, l'autorité suprême en Allemagne sera exercée, en tenant compte des instructions reçues de leurs gouvernements respectifs, par les commandants en chef des armées américaine, britannique, russe et française, chacun dans sa zone d'occupation, et, pour les questions concernant l'Allemagne dans son ensemble, collectivement par les mêmes commandants, en tant que membres du Conseil de Contrôle.

2. Il y aura, autant que possible, uniformité de traitement pour la population allemande dans toutes les zones ;

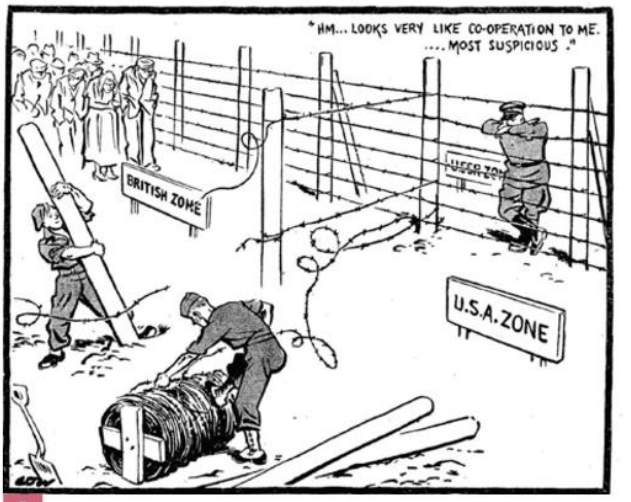
3. Les buts de l'occupation de l'Allemagne qui serviront de guide à l'activité du Conseil de Contrôle sont les suivants : préparer une éventuelle reconstruction de la vie politique allemande sur une base démocratique, en vue d'une éventuelle collaboration pacifique de l'Allemagne dans le domaine international. […] Pour l'instant, aucun gouvernement central allemand ne sera établi.

Protocole de la conférence de Potsdam, 1er août 1945.

3 Le blocus de Berlin

Suite à la décision des Français de fusionner leur zone d'occupation avec celle des Britanniques et des Américains, les Soviétiques décident de fermer les frontières de leur zone d'occupation. La partie ouest de Berlin, occupée par les Occidentaux reste isolée de juin 1948 à mai 1949 et approvisionnée par avion.

Berlinois observant l'atterrissage d'un avion américain à Berlin, 1948.



2 La volonté de fusionner les zones pour réunifier l'Allemagne, 1er août 1946

Très rapidement, les Britanniques et les Américains souhaitent fusionner les zones d'occupation. Cependant, les Soviétiques restent opposés à ce projet contraire à leurs intérêts.

Traduction : « Faire tomber les barrières en Allemagne »
« Hmmm… Cela ressemble beaucoup à de la coopération… Très suspect. »

David Low, « Down Barriers in Germany », *Evening Standard* (journal britannique), 1er août 1946.

Parcours 1

▪ Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1. Doc. 1 Présentez la façon dont les Alliés envisagent l'avenir proche de l'Allemagne à la conférence de Potsdam.
2. Doc. 2 Expliquez pourquoi l'unification de l'Allemagne apparaît aussitôt comme complexe.
3. Doc. 1 et 3 Montrez comment se manifestent les tensions entre les deux Grands en Allemagne.

Aide Expliquez l'origine et les manifestations des tensions entre les Alliés.

Bilan En quoi l'Allemagne est-elle un bon exemple des tensions qui existent entre les deux Grands après 1945 ?

Parcours 2

▪ S'approprier un questionnement historique

Expliquez comment la situation en Allemagne entre 1945 et 1948 montre déjà les limites de la Grande alliance entre les Occidentaux et l'Union soviétique.

Aide Pensez à la localisation des zones d'occupation différentes.

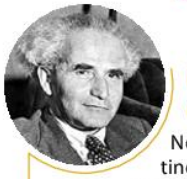
POINT DE PASSAGE

1948, la naissance de l'État d'Israël

Vidéo

La Palestine, territoire issu de l'Empire ottoman, est confiée en 1920 au Royaume-Uni avec le projet de créer un « foyer national juif ». Le 14 mai 1948, l'État d'Israël est proclamé par David Ben Gourion.

Quel est le contexte de la création de l'État d'Israël en 1948 ?

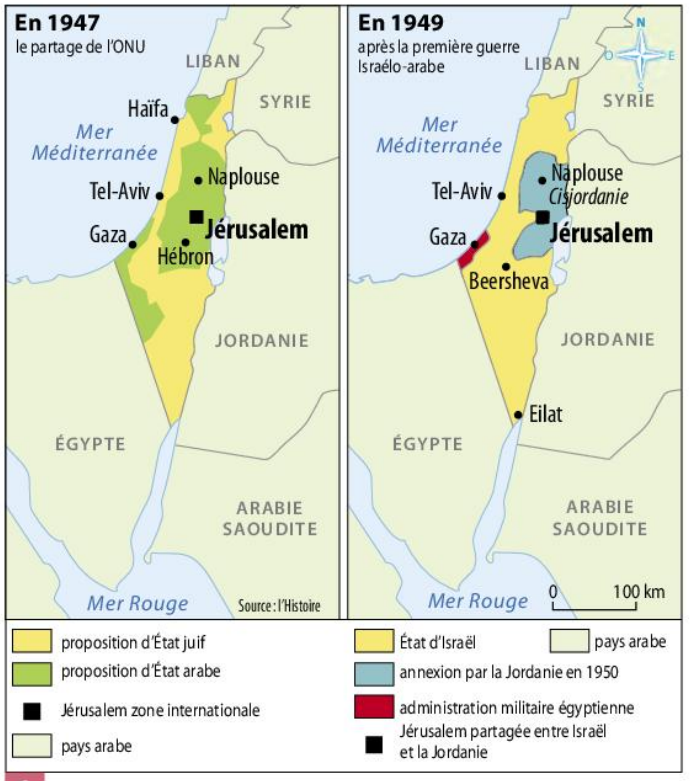


David Ben Gourion
(1886-1973)

Né en Pologne, il émigre en Palestine en 1906 et participe à la fondation en 1930 du Parti des Travailleurs d'Israël (Mapaï). Il arrive en 1935 à la tête de l'Agence juive, organisation sioniste créée en 1929 qui devient le gouvernement de fait de la population juive de Palestine. Il est le fondateur de l'État d'Israël dont il proclame l'indépendance le 14 mai 1948. Il est Premier ministre du pays de 1948 à 1954 puis de 1955 à 1963.

Notion

- **sionisme :** mouvement politique, initié par Theodor Herzl en 1897, qui vise à la création d'un État juif en Palestine.



1 **Le plan de partage de l'ONU et la situation de l'État d'Israël en 1949**

Parcours 1

- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique
- Savoir lire, comprendre et critiquer une carte

1. Doc. 2 Quels sont les arguments de David Ben Gourion en faveur de l'indépendance d'Israël ?
2. Doc. 1 Quelles sont les frontières de l'État d'Israël après la première guerre israélo-arabe ?

Bilan Comment les frontières de l'État juif ont-elle évolué entre le projet de 1947 et 1949 ?

2 E3C Analyse de document **Proclamation d'indépendance d'Israël, 14 mai 1948**

Article premier : La terre d'Israël est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que s'est formée son identité spirituelle, religieuse et nationale […].

Article 2 : Contraint à l'exil, le peuple juif est resté fidèle à la terre d'Israël dans tous les pays où il s'est retrouvé dispersé.

Article 3 : Motivés par ce lien historique, les Juifs ont aspiré à chaque génération au retour de leur souveraineté sur leur ancienne patrie. Au cours de ces dernières décennies, ils sont revenus en masse. Ils ont mis en valeur les terres incultes, ont fait renaître leur langue, ont construit des villes et des villages […] et se sont préparés à l'indépendance politique.

Article 4 : En 1897, le premier congrès sioniste […] a proclamé le droit du peuple juif au renouveau national dans son propre pays. Ce droit a été reconnu par la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 […].

Article 5 : La Shoah qui s'est abattue tout récemment sur le peuple d'Israël […] a montré à nouveau le besoin de résoudre le problème dû à l'absence de patrie et d'indépendance du peuple juif, par le rétablissement en terre d'Israël de l'État juif, qui ouvrirait ses portes à tous les Juifs et confèrerait au peuple juif un statut d'égalité au sein de la communauté des nations […].

Article 8 : Le 29 novembre 1947, l'assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution recommandant la création d'un État juif en Palestine. […] Cette reconnaissance par les Nations unies du droit du peuple juif à établir son État indépendant est irrévocable.

Article 9 : C'est le droit du peuple juif de mener, comme le font toutes les autres nations, une existence indépendante dans son État souverain. En conséquence, […] nous proclamons la création de l'État juif en Palestine, qui portera le nom d'Israël.

Proclamation d'indépendance de l'État d'Israël, 14 mai 1948.

Parcours 2

- S'approprier un questionnement historique

Présentez le contexte de la création de l'État d'Israël depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin de la première guerre israélo-arabe.

Aide Évoquez les questions des frontières mais aussi de la justification par David Ben Gourion de la création de l'État d'Israël.

POINT DE PASSAGE

25 février 1948 : le « coup de Prague »

Vidéo

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Tchécoslovaquie est un des rares pays d'Europe de l'Est où les communistes sont minoritaires : aux élections de mai 1946, ils n'obtiennent que 38 % des voix. Cependant, avec le soutien de l'URSS, les communistes cherchent à renforcer leur influence dans le pays. Suite à la nomination exclusive de communistes comme commissaires de police à Prague, les ministres non-communistes démissionnent. Le premier ministre Klement Gottwald, communiste, prend alors le pouvoir.

En quoi le « coup de Prague » illustre-t-il l'entrée du monde dans la guerre froide ?

Chronologie

Mai 1946 : les communistes obtiennent 38 % des voix aux élections législatives.
17 février 1948 : nomination de huit commissaires de police, tous communistes.
20 février 1948 : démission des onze ministres non-communistes du gouvernement.
25 février 1948 : prise du pouvoir par les communistes.
9 mai 1948 : adoption d'une nouvelle constitution communiste.
7 juin 1948 : démission de Benes, Gottwald devient président de la République.

Vocabulaire

- **milice :** groupe armé non officiel chargé d'assurer l'ordre.

1 **Démonstration de force de milices communistes à Prague, le 25 février 1948 sur le pont Charles**

Edvard Benes (1884-1948)

Il est un des fondateurs de la Tchécoslovaquie et a été président de 1935 à 1938 puis de 1939 à 1948. Le 25 février 1948, sous la pression de son Premier ministre Klement Gottwald, il accepte la démission des ministres non-communistes de son gouvernement et la nomination de ministres communistes. Après avoir refusé de signer la nouvelle constitution qui consacre la main-mise du parti communiste sur le pays, il démissionne de son poste. Il meurt le 3 septembre 1948.

2 E3C Analyse de document **Lettre de Benes au Comité central du parti communiste tchécoslovaque, 25 février 1948**

Messieurs, le 21 février 1948, vous avez envoyé une lettre exposant votre position quant à la solution de la crise gouvernementale et vous m'avez demandé de l'approuver. […]
Vous connaissez ma foi sincère dans la démocratie. Je ne peux qu'y demeurer fidèle, même à ce moment critique, parce que je suis convaincu que la démocratie constitue la seule base sûre et permanente pour une vie décente et digne. J'insiste sur la démocratie parlementaire et sur le gouvernement parlementaire. Je sais aussi combien les aspects sociaux et économiques sont indispensables à la démocratie. J'ai fondé toute mon œuvre politique sur ces principes, et je ne puis agir autrement sans trahir mes propres convictions. […]
Il est clair dans mon esprit que le Premier ministre doit être le président du parti le plus fort, ce doit donc être M. Klement Gottwald. Il est clair aussi que le socialisme est le mode de vie désiré par la majorité de la nation. Je crois qu'une certaine mesure de liberté et d'harmonie, ces principes essentiels de notre vie nationale, est compatible avec le socialisme

Citée dans François Fejtö, *Le coup de Prague, 1948*, Paris, Seuil, 1976.

3 E3C Analyse de document La réponse du Comité central du parti communiste au président Benes, 26 février 1948

Monsieur le Président,

Le Présidium du parti communiste accuse réception de votre lettre et réaffirme qu'il ne peut engager des négociations avec les directions actuelles des partis socialiste-national, populiste et démocrate slovaque, parce que cela serait en contradiction avec les intérêts d'unité et d'harmonie de notre nation, tout aussi bien qu'avec l'intérêt du développement pacifique ultérieur de notre pays. […]

Des manifestations populaires immenses ont montré clairement que notre peuple travailleur condamne unanimement la politique de ces partis et exige la création d'un gouvernement de patriotes honnêtes, progressistes, loyaux envers la République et le peuple.

En accord avec la volonté du peuple, le Présidium du parti communiste a adopté les propositions du Premier ministre Gottwald, visant à remplacer les ministres démissionnaires par les représentants de tous les partis et des organisations nationales importantes.

Citée dans François Fejtö, *Le coup de Prague, 1948*, Paris, Seuil, 1976.

4 La perception du « coup de Prague » aux États-Unis

À la suite d'une révolution communiste qui a forcé le président Benes à accepter quelque chose qui « n'était pas totalement conforme à ses souhaits », la Tchécoslovaquie est aujourd'hui un État policier totalitaire sous une dictature communiste et les dernières lueurs vacillantes de la liberté qui brillaient derrière le rideau de fer sont en train de s'éteindre. La nouvelle dictature est encore à peine dissimulée derrière un gouvernement qui, comme d'autres gouvernements d'Europe de l'Est, comporte quelques non-communistes, parmi lesquels Jan Masaryk, fils du fondateur démocrate de l'État tchécoslovaque, et lui-même un défenseur du rapprochement avec l'Ouest. Mais ces personnages ne servent que de façade, s'il ne s'agit pas d'opportunistes qui profitent de la dynamique communiste. Leur survie dépendra entièrement de leur totale adhésion avec les ordres communistes. Aux yeux des communistes, toute opposition aux ordres de la direction du parti devient une trahison punie de la mort.

« Red triumph in Prague », *New York Times*, 26 février 1948.

5 Manifestation du 1er mai 1948 en faveur du gouvernement communiste à Prague

À gauche, portrait de Klement Gottwald ; à droite, portrait de Joseph Staline.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-la-guerre-froide/episode-24-fevrier-1948-le-coup-de-prague.

– Cliquez sur « Écouter ».

– Rédigez un texte qui montre en quoi l'extrait commenté rend compte de qui s'est passé lors du « coup de Prague » mais oublie également d'autres aspects.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 2 Que souhaite concrètement Edvard Benes dans cette lettre adressée au parti communiste tchécoslovaque ?
   Aide Cherchez à comprendre ce qu'entend Benes derrière la défense de la démocratie.
2. Doc. 3 Comment le parti communiste répond-il à la demande de Gottwald ?
   Aide Qu'entend le parti communiste par « partis et organisations nationales importantes » ?
3. Doc. 4 Comment est perçu le « coup de Prague » dans ce journal américain ?
4. Doc. 1 et 5 Quels sont les moyens de pression dont bénéficie le parti communiste en Tchécoslovaquie ?

Bilan Comment le « coup de Prague » souligne-t-il la volonté de l'URSS de contrôler tous les pays à l'Est du rideau de fer ?

Parcours 2 BAC

■ Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique ou géographique

E3C Analyse de document

À partir des documents 2 et 3, montrez comment le « coup de Prague » annonce la disparition de la démocratie en Tchécoslovaquie.

Aide Soulignez quelles sont les différences d'analyse entre le président Benes et le Comité central du parti communiste.

LEÇON 2

La constitution d'un monde bipolaire

Comment le monde s'organise-t-il autour de la tension entre États-Unis et URSS ?

ÉTUDE MÉTHODE BAC – E3C
1946, le discours de Fulton de Winston Churchill p. 126

ÉTUDE **L'affrontement des deux Grands en Allemagne (1945-1948)** p. 128

POINT DE PASSAGE **1948, la naissance de l'État d'Israël** p. 129

POINT DE PASSAGE **25 février 1948 : le « coup de Prague »** p. 130

Notions

- **bipolarisation :** à partir de 1947, processus de structuration des relations internationales autour des États-Unis et de l'URSS, deux puissances opposées idéologiquement.
- **endiguement :** politique mise en place par le président Truman en 1947 pour contenir l'expansion du communisme en aidant les alliés des États-Unis.
- **guerre froide :** période pendant laquelle les États-Unis et l'URSS s'opposent de façon idéologique, politique, économique et militaire, sans réel affrontement direct.

Vocabulaire

- **OTAN :** alliance militaire qui regroupe les États-Unis, le Canada et des pays d'Europe occidentale alliés des États-Unis, dont la France.
- **plan Marshall :** de son vrai nom *European Recovery Program*. Aide financière américaine fournie à partir de 1947 aux 16 pays d'Europe de l'Ouest qui l'acceptent pour les aider à se reconstruire après la Seconde Guerre mondiale.

A Une alliance de circonstance durant la Seconde Guerre mondiale

- **En 1941, suite à l'invasion de l'URSS par l'armée nazie, l'Union Soviétique et les États-Unis se rapprochent,** partageant avec le Royaume-Uni un ennemi commun. À partir de cette date, les réunions entre les trois grandes puissances alliées se multiplient afin d'envisager la défaite de l'Axe. Ainsi, dès les conférences de Téhéran (1943) et de Yalta (février 1945), les trois pays préparent la construction d'un nouvel ordre international. Franklin Roosevelt parvient à convaincre Staline d'adhérer au principe des Nations unies, à condition que ce dernier obtienne un droit de veto au Conseil de Sécurité.
- **Mais les tensions entre États-Unis et URSS apparaissent dès les derniers mois de la guerre.** Roosevelt décède en avril 1945 et son successeur, Harry Truman, est très sceptique quant à l'alliance soviétique. Il refuse de partager la technologie de l'arme atomique avec Staline. Ce dernier a des ambitions hégémoniques sur l'Europe de l'Est, libérée par l'Armée Rouge. Il obtient d'ailleurs des territoires qui lui permettent d'avoir une frontière directe avec les pays d'Europe de l'Est, afin de pouvoir y intervenir militairement dans ces pays.
- **Winston Churchill,** qui n'est plus au pouvoir au Royaume-Uni après les élections de juillet 1945, **prononce le 5 mars 1946 à Fulton, aux États-Unis un discours resté célèbre : il déclare qu'un « rideau de fer »** s'est abaissé en Europe entre l'Ouest et l'Est du continent. Désormais le pouvoir des Soviétiques sur les démocraties populaires européennes est total. Cette coupure en Europe menace pour lui la paix sur le continent.

B La fin de la Grande alliance

- **En 1945, la situation internationale pousse cependant toutes les grandes puissances vainqueurs à adhérer aux nouvelles institutions internationales :** l'URSS adhère à l'ONU, même si elle utilise régulièrement le droit de veto pour s'opposer à des décisions qui ne lui seraient pas favorables. L'URSS rentre aussi au FMI avant de quitter rapidement l'institution.
- **Mais les points de tensions sont nombreux :** Berlin, située au cœur de la zone d'occupation soviétique, est divisée en quatre zones, dont trois sont aux mains des Américains, des Britanniques et des Français. De même, en Corée, les Soviétiques, entrés en guerre en Asie en août 1945, occupent la partie nord du pays. Enfin, en Grèce, en Turquie ou en Iran, les Soviétiques font pression sur les gouvernements afin que les partis communistes prennent le pouvoir.
- **C'est la raison pour laquelle le président Truman élabore en mars 1947 la « doctrine Truman » :** dans tous les pays où les communistes cherchent à prendre le pouvoir, les États-Unis appliquent le principe de l'endiguement, c'est-à-dire aident les pays à lutter contre l'expansion du communisme. En réaction, les Soviétiques mettent au point la **doctrine Jdanov,** apportant leur soutien à tous les mouvements de libération contre les puissances coloniales alliées des États-Unis.

C La bipolarisation du monde et le début de la guerre froide

C'est à partir de 1947 qu'on peut parler d'entrée dans la guerre froide et de bipolarisation du monde. En 1947, les États-Unis mettent en place le plan Marshall, qui est un soutien financier important aux pays de l'Europe de l'Ouest.

En Tchécoslovaquie, le « coup de Prague » montre la volonté de l'URSS d'imposer des régimes communistes dans tous les pays d'Europe de l'Est. En effet, la Tchécoslovaquie, l'un des rares pays démocratiques à l'Est, connaît en février 1948 un coup de force : devant la décision des communistes de contrôler tous les organes de la police, les ministres non-communistes décident de démissionner pour protester et imposer de nouvelles élections. Le premier ministre communiste, Klement Gottwald, impose au président la nomination exclusive de communistes au gouvernement. Ce coup de force montre la radicalisation politique dans le bloc soviétique.

POINT DE PASSAGE p. 130

Après le « coup de Prague », la tension est immense autour de Berlin. Pour protester contre la décision alliée de mettre en place une seule monnaie en Allemagne, les Soviétiques décident de mettre en place un blocus autour de Berlin-Ouest. Durant près d'un an (24 juin 1948-12 mai 1949), cette partie de la ville est coupée du reste de l'Allemagne et ravitaillée par avion. Après la levée du blocus, deux États sont créés, la RFA pro-occidentale à l'Ouest, la RDA pro-soviétique à l'Est. Le 4 avril 1949, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), alliance militaire américaine est créée afin de protéger les alliés des États-Unis, notamment en Europe.

Au Moyen-Orient, la création de l'État d'Israël est un bouleversement majeur dans la géopolitique de la région. En effet, après la guerre, le principe de la création d'un « foyer national juif » avait été adopté par les Nations unies. Le 29 novembre 1947, le plan de partage prévoyait la création d'un État arabe et d'un État juif. Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'État d'Israël dont il devient Premier ministre. Les pays voisins lui déclarent aussitôt la guerre. La trêve n'est signée qu'en juillet 1949 mais les tensions restent extrêmement vives entre Israël et les États arabes voisins.

POINT DE PASSAGE p. 129

Winston Churchill (1874-1965)

Homme d'État britannique, il occupe plusieurs fonctions au sein du gouvernement britannique avant de devenir Premier ministre du Royaume-Uni entre mai 1940 et juillet 1945, puis entre octobre 1951 et avril 1955. Resté célèbre pour ces discours et ses écrits, il obtient par ailleurs le prix Nobel de littérature en 1953.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Visionnez la vidéo de l'AFP : https://www.youtube.com/watch?v=Uhf4KD5bRNc

– Rédigez un texte qui montre que la Corée est un exemple d'un monde qui devient bipolaire. Utilisez les dates suivantes : 1945, 1948, 1950 et 1953. Terminez votre texte par un bilan.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN La constitution d'un monde bipolaire

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

LA CONSTITUTION D'UN MONDE BIPOLAIRE

Une alliance de circonstance

1941 : invasion de l'URSS par l'Allemagne
Entrée en guerre des États-Unis contre le Japon

Conférences communes pour envisager l'après-guerre (Téhéran, Yalta, Potsdam)

Tensions dès 1945-1946 entre les anciens alliés (discours de Fulton de Churchill)

Les tensions au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Main-mise de l'URSS sur l'Europe de l'Est
Situation complexe de Berlin occupée par les quatre puissances vainqueurs de la guerre

Tensions en Iran, en Turquie et en Grèce où l'URSS cherche à étendre son influence

Doctrine Truman
Doctrine Jdanov

Le début de la guerre froide

Blocus de Berlin entre juin 1948 et mai 1949
Création de la RFA et de la RDA : séparation de l'Allemagne en deux

Coup de Prague POINT DE PASSAGE

Nouvelles tensions dans le reste du monde : en Asie autour de la Corée, au Moyen-Orient autour de la création de l'État d'Israël POINT DE PASSAGE

EXERCICE BAC

TRAVAIL DE L'HISTORIEN

La propagande, une arme politique

Depuis la Révolution de 1917, l'Union Soviétique utilise la caricature au service de sa propagande politique. Après la Seconde Guerre mondiale, la propagande soviétique prend pour cible les États-Unis.

Comment la propagande soviétique cherche-t-elle à décrédibiliser les États-Unis ?

1 DOCUMENT SOURCE

Caricature soviétique de 1947, « Ne fais pas de bêtises ! »

Le personnage de droite porte deux médailles : à gauche celle de « l'ordre de la guerre patriotique », décernée aux membres de l'Armée Rouge ; celle de droite distingue le « héros de l'Union Soviétique », plus haut titre honorifique en URSS. CCCP signifie URSS.

Affiche de Viktor Govorkov, Moscou, 1947.

2 L'ANALYSE DE L'HISTORIEN

L'arme atomique et la propagande

Le fauteur de guerre est clairement désigné par cette affiche de Govorkov : « Ne fais pas de bêtises ! ». Elle représente un militaire soviétique, jeune, qui, avec beaucoup de sang-froid et de tact, empêche un vieil homme sous les traits duquel on reconnaît un américain, qui s'apprête à lancer une bombe atomique. La composition est intéressante, car elle montre avec humour la bêtise des Américains, présentés comme des agresseurs et dépeint les Russes sous des traits raisonnables. Cette affiche illustre parfaitement la nouvelle politique de l'URSS qui fonde son action dans le monde sur une attitude pacifique, s'appuyant sur l'admiration qui lui est portée grâce à sa victoire sur le nazisme. C'est également la première fois où l'on évoque ainsi l'arme atomique. L'affiche s'adresse autant au public soviétique qu'étranger. Dans une analyse au deuxième degré, il faut y voir la démonstration que le capitalisme engendre la guerre et le communisme la Paix.

Jacques Le Bourgeois, « La propagande soviétique de 1917 à 1991 : paix et désarmement au service de l'idéologie ? », *LISA*, n°VI-1, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

S'INITIER AU TRAVAIL DE L'HISTORIEN

- Savoir lire, comprendre et critiquer une carte, un croquis, un document iconographique, une série statistique…
- Procéder à l'analyse critique des documents selon une approche historique

A L'historien commence par définir le contexte historique

1. Doc. 1 Montrez à partir de cette caricature que le contexte décrit est celui de l'immédiat après-guerre.

2. Doc. 1 Expliquez comment ce document illustre la bipolarisation du monde vue du point de vue soviétique.

Aide Décrivez notamment les vêtements des deux personnages et expliquez à quels stéréotypes ils appartiennent.

B L'historien confronte la source au contexte

1. Doc. 1 Décrivez les deux protagonistes. Qui représentent-ils ?

2. Doc. 1 Expliquez dans quelle mesure cette caricature évoque le début de la guerre froide.

C L'historien interprète la source

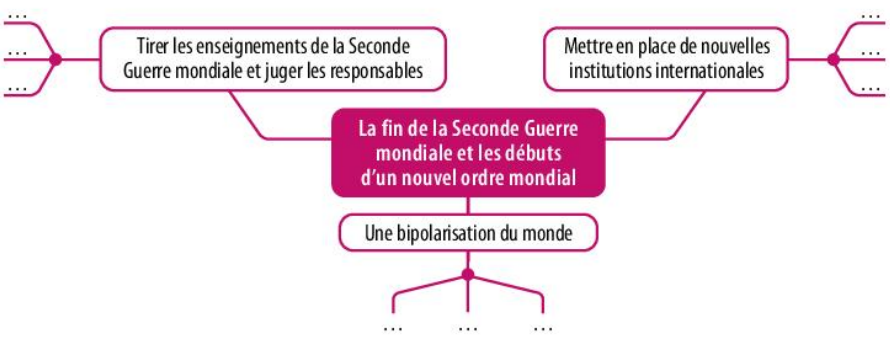
1. Doc. 1 et 2 Pour l'historien, quelles sont les deux thématiques centrales de cette caricature ?

3. Doc. 2 Comment l'historien analyse-t-il la diffusion de cette caricature dans le contexte de l'après Seconde Guerre mondiale ?

Réaliser une carte mentale de synthèse

Carte mentale interactive
Carte mentale à télécharger et à compléter PDF

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, construisez votre propre carte mentale de synthèse du chapitre.



Boîte à outils

- Reprenez les différents éléments de votre cours et listez-les de manière simple.
- Ensuite, réfléchissez à quelle idée de la carte mentale ils correspondent.
- Utilisez par exemple un code couleur (je surligne en jaune fluo ce qui montre la bipolarisation du monde, etc.).
- Puis complétez au propre la carte mentale avec tous les éléments listés et classés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Analyse de document

■ **CAPACITÉS :** Procéder à l'analyse critique d'un document

Discours de Harry Truman, 9 août 1945

Je viens de rentrer de Berlin, la ville d'où les Allemands ont tenté de diriger le monde. C'est une ville fantôme. Ses bâtiments sont en ruine ; son économie et son peuple sont dévastés. Notre parti a également visité ce qu'il reste de Francfort et de Darmstadt. Nous avons survolé les ruines de Kassel, de Magdeburg et d'autres villes dévastées. Des femmes, des enfants et des vieillards allemands erraient sur les chemins, tentant de retourner dans leurs foyers bombardés ou fuyant les villes anéanties, à la recherche de nourriture et d'un abri. La guerre s'est, en effet, retournée vers l'Allemagne et son peuple. Elle leur est revenue dans toute sa terreur, celle-là même avec laquelle les dirigeants allemands avaient déclaré et mené la guerre. Le peuple allemand commence à payer pour les crimes des bandits qu'il avait placés au pouvoir et qu'il approuvait de tout cœur et soutenait docilement. […] Les Nations unies sont déterminées à rester unies et puissantes. Nous ne pouvons plus permettre à un agresseur d'être suffisamment rusé pour nous diviser ou suffisamment fort pour nous vaincre. C'est dans cet esprit que la conférence de San Francisco a été menée. C'est dans cet esprit que la conférence de Berlin[1] a été menée. C'est dans cet esprit que les futurs accords de paix seront menés. Lors de la conférence de Berlin, je me suis aisément entendu avec le général Staline, le Premier ministre Churchill et plus tard le Premier ministre Attlee, dans une relation de compréhension mutuelle et d'amitié. Le président Roosevelt avait solidement posé les bases de la bonne volonté et de la coopération. En outre, il était clair que ces fondations reposaient sur bien plus que les amitiés personnelles de trois personnes. Il existait un accord et une entente fondamentaux sur les objectifs que nous devions atteindre. […] Nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour transformer l'Allemagne en un pays décent afin qu'elle puisse finalement se sortir du marasme économique dans lequel elle s'est plongée et reprendre sa place dans le monde civilisé. […] À Yalta, vous vous en souviendrez, il avait été convenu que les trois gouvernements assumeraient une responsabilité commune pour contribuer à rétablir, dans les pays libérés et dans les États satellites d'Europe, des gouvernements largement représentatifs des éléments démocratiques de la population. Cette responsabilité est toujours d'actualité. Nous reconnaissons tous qu'il s'agit là d'une responsabilité commune des trois gouvernements. Ceci a été confirmé dans les déclarations de Berlin au sujet de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Hongrie. Ces pays ne doivent en aucun cas constituer les sphères d'influence d'aucune puissance.

Extraits d'un discours radiodiffusé du président Truman, le 9 août 1945.

1. Il s'agit de la conférence de Potsdam.

CONSIGNE

En analysant le document, montrez comment il témoigne du nouvel ordre mondial qui se met en place après la Seconde Guerre mondiale.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Réponse à une question problématisée
Rédiger les paragraphes du développement

■ **CAPACITÉS :** Utiliser une approche historique pour construire une argumentation – Identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et ruptures chronologiques – Identifier et expliciter les dates et acteurs des grands événements.

SUJET GUIDÉ

Quelles sont les conséquences de la Seconde Guerre mondiale pour l'Europe ?

ÉTAPE 1 Analyser les termes du sujet

Comprendre le sens de la question problématisée.

- Repérez les mots clés et, grâce à vos connaissances, donnez-en une définition claire et simple.
- Prêtez attention aux mots de liaison.
- Déterminez les limites spatiales et chronologiques du sujet.

Quels sont les aspects concernés par le sujet ? Il ne faut pas limiter le sujet au bilan humain et matériel de la Seconde Guerre mondiale mais aussi envisager les modifications géopolitiques.

Quelle est la place du théâtre européen d'opération pendant la Seconde Guerre mondiale ? Comment s'est opérée sa libération par les Alliés ?

Quelles sont les conséquences de la Seconde Guerre mondiale pour l'Europe ?

Quelles sont les limites chronologiques de ce sujet ? Quelle date peut être choisie pour montrer que l'Europe bascule dans un nouvel ordre international ?

ÉTAPE 2 Construire le plan en mobilisant ses connaissances

Complétez ce tableau en vous aidant de vos connaissances et des leçons du manuel

L'Europe, un continent fortement impacté par la guerre	Un continent à reconstruire	Une Europe affaiblie au centre de nouvelles tensions
Un désastre démographique : … Un bilan matériel lourd : … Un traumatisme moral : …	Régler le sort de l'Allemagne : … Assurer la paix et la prospérité du continent : Développer l'État-providence :	Déclin de l'Europe mais affirmation des deux Grands : … Le « rideau de fer » : … Berlin, un point de crispation en Europe : …

ÉTAPE 3 Rédiger le développement

Le développement permet de répondre à la question problématisée. Il est structuré selon le plan détaillé. Chacun des axes apporte un élément de réponse au problème soulevé par la question problématisée.

Le développement est structuré.

- Il est organisé en deux ou trois parties équilibrées.
- Sur la copie, il faut sauter des lignes entre les parties. Pour tout nouvel argument, indiquez un alinéa pour faciliter la lecture.
- N'indiquez pas de titre, votre propos doit être rédigé entièrement.

Le développement s'appuie sur des connaissances précises, organisées et pertinentes.

- Les arguments servent à expliquer votre idée générale. Ils doivent être expliqués et illustrés avec des exemples précis (faits, acteurs, lieux.)
- Les connaissances doivent être bien maîtrisées, le lexique doit être utilisé à bon escient, les événements bien datés et connus dans leur contexte. Il faut identifier les différents acteurs et vous devez préciser le rôle de chacun d'eux.

Voici le début de la rédaction du premier paragraphe de la réponse :

A. Repérez l'idée générale, les deux arguments expliqués ainsi que les exemples utilisés.

L'Europe est un continent fortement impacté par la Seconde Guerre mondiale. Le désastre humain y est très lourd. Sur les cinquante millions de victimes, on compte un grand nombre d'Européens. La durée du conflit, les déportations, la dureté des occupations au cours desquelles les populations subissent représailles et bombardements aériens réguliers pendant la Libération sont les principales causes de ce bilan accablant. L'URSS connaît à elle seule près de vingt-cinq millions de morts. De plus, la Shoah a fait plus de six millions de victimes : les juifs déportés de l'Europe entière par les nazis. La particularité de la Seconde Guerre mondiale est que ce sont les civils qui ont été le plus touchés, notamment par des déplacements de populations d'ampleur inédite. Au lendemain de la guerre, certains pays comme la Pologne ont perdu plus de 15 % de leur population active.

L'Europe est aussi un champ de ruines, les destructions sont très importantes, les productions se sont effondrées. Les villes d'Allemagne ont été systématiquement bombardées, les voies de communication ont été endommagées. Les pays alliés comme le Royaume-Uni sont aussi gravement atteints, et la campagne de libération de la France a engendré de nombreuses destructions.....

B. Poursuivez la rédaction du développement de la réponse à la question problématisée.

SUJETS D'ENTRAÎNEMENT

Analysez ces sujets, proposez un plan puis rédigez une partie du développement.

1 Comment la construction du nouvel ordre international après la Seconde Guerre mondiale se caractérise-t-elle ?

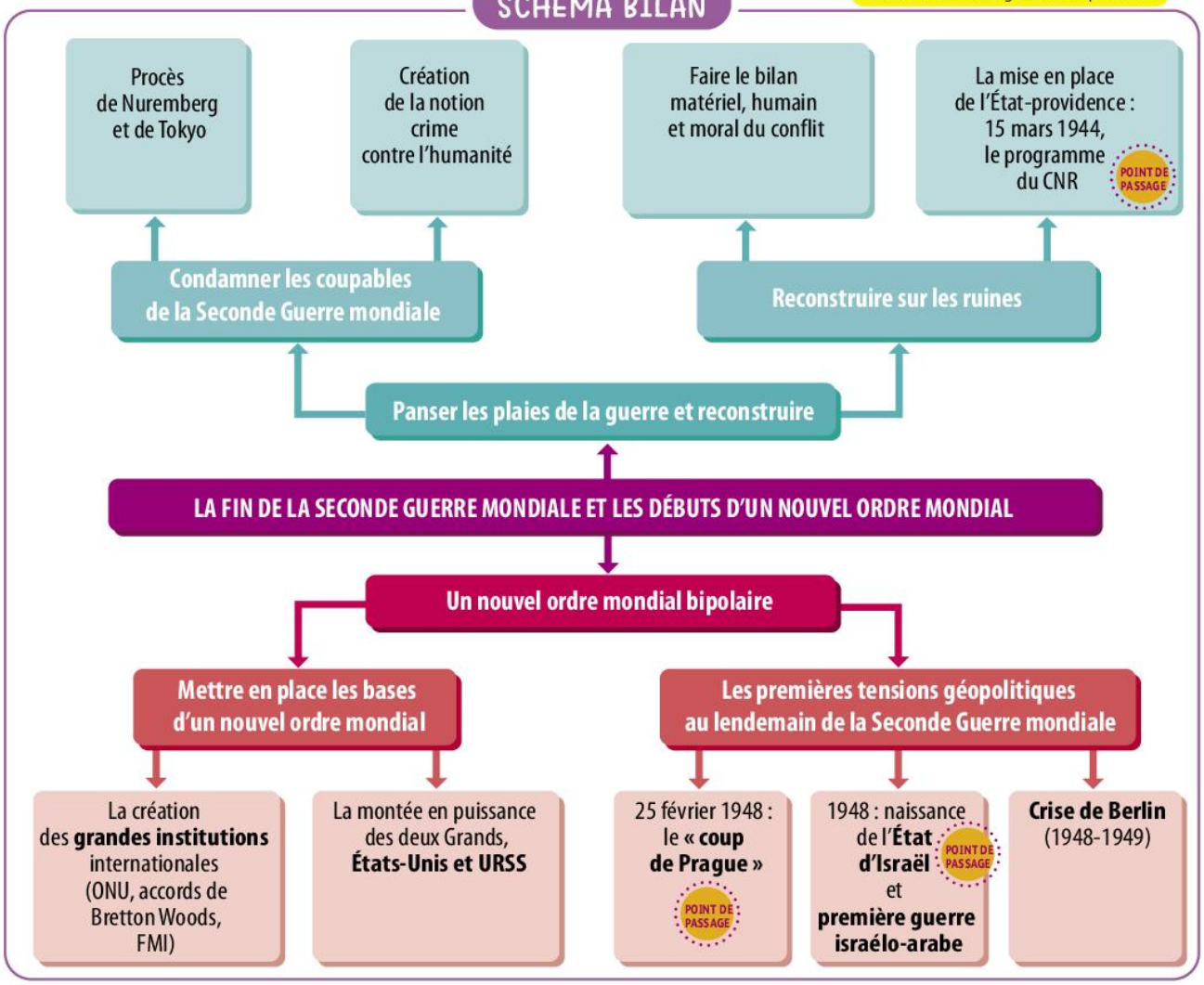
2 Les années 1945-1948 représentent-elles un temps d'espoir de paix durable dans le monde ?

RÉVISION

La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial

SCHÉMA BILAN

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



Je maîtrise les notions et le vocabulaire essentiels

Notions

- bipolarisation (p. 132)
- crime de guerre (p. 124)
- crime contre l'humanité (p. 124)
- État-providence (p. 119)
- guerre froide (p. 132)
- justice internationale (p. 124)
- multilatéralisme (p. 122)
- sionisme (p. 129)

Vocabulaire

- CNR (p. 119)
- conférence de Bretton Woods (p. 122)
- droit de veto (p. 122)
- GATT (p. 122)
- plan Marshall (p. 132)
- OTAN (p. 132)

Je connais les dates importantes

15 mars 1944 : le programme du CNR.
8 mai 1945 : signature de l'armistice en Europe.
5 mars 1946 : discours de Fulton.
25 février 1948 : le « coup de Prague ».
14 mai 1948 : naissance de l'État d'Israël.

Ne pas confondre !

- nouvel ordre mondial : à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, les relations internationales sont de plus en plus tributaires des institutions internationales, telles que l'ONU ou le FMI. Mais les États-Unis jouissent d'un poids considérable dans toutes ces institutions.
- monde bipolaire : division du monde en deux grands blocs, l'un composé de l'URSS et de ses alliés, notamment les démocraties populaires d'Europe de l'Est, et de l'autre les États-Unis et ses alliés, notamment en Europe de l'Ouest et au sein de l'OTAN. Ce monde bipolaire régit les relations internationales entre 1947 et 1991.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

■ CAPACITÉ : identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et des ruptures

Pourquoi peut-on considérer que 1945 est une rupture fondamentale dans l'histoire du monde ?
Dans un court paragraphe, expliquer les points suivants :
Quelles sont les profondes réformes que met en place le CNR en France ?
Expliquez le déroulement et les conséquences du « coup de Prague ».

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ CAPACITÉ : Identifier les contraintes d'un contexte historique

– Dans un court paragraphe, expliquez quelles sont les institutions qui organisent le nouvel ordre mondial.
– Expliquez en quelques lignes les trois événements suivants :
a. 1945-1946 : les procès de Nuremberg et de Tokyo
b. 1946 : le discours de Fulton
c. 1948 : la création de l'État d'Israël

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

■ CAPACITÉ : Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

a. Noter les notions et le vocabulaire de la page précédente avec leur définition précise.

b. Indiquer pour chaque partie du cours :
– Les éléments importants (dates, personnages, notions).
– Les grandes idées (faits historiques, causes, conséquences).
– Savoir expliquer : les réformes mises en place par le CNR ; la constitution d'un nouvel ordre mondial ; le « coup de Prague » ; la création de l'État d'Israël.

Pour aller plus loin

À LIRE

- Emmanuel Guibert, ***La guerre d'Alan***, 3 volumes, L'association, 2000-2008. Une bande dessinée qui suit la vie d'Alan Ingram Cope. Au lendemain de l'entrée en guerre des États-Unis, le jeune homme est mobilisé dans l'armée américaine. Il débarque en France en février 1945 et reste en Europe jusqu'à sa démobilisation en Tchécoslovaquie. Peu engagé dans les combats, il est un témoin des transformations de l'Europe après la fin de la guerre.
- Miles Hyman et Jean-Luc Fromental, ***Le coup de Prague***, Dupuis, 2017. Durant l'hiver 1948, à Vienne occupée par les puissances alliées, le héros travaille à l'écriture d'un long métrage, assisté par une femme, très liée aux services secrets britanniques. Les deux protagonistes sont alors plongés dans l'épisode du « coup de Prague ».

À VOIR

- ***Allemagne, année zéro***, de Roberto Rossellini (1948). Film tourné dans Berlin en ruine, en 1948, Allemagne année zéro raconte l'histoire d'une famille obligée de partager son appartement avec quatre autres colocataires. Le plus jeune fils, Edmund, âgé de douze ans, aide sa famille à survivre.

SUR LE WEB

lien internet

https://www.un.org/fr/sections/history/history-united-nations/index.html
Le site de l'ONU propose une page dédiée à la création de l'ONU et à son histoire.

CHAPITRE

5

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

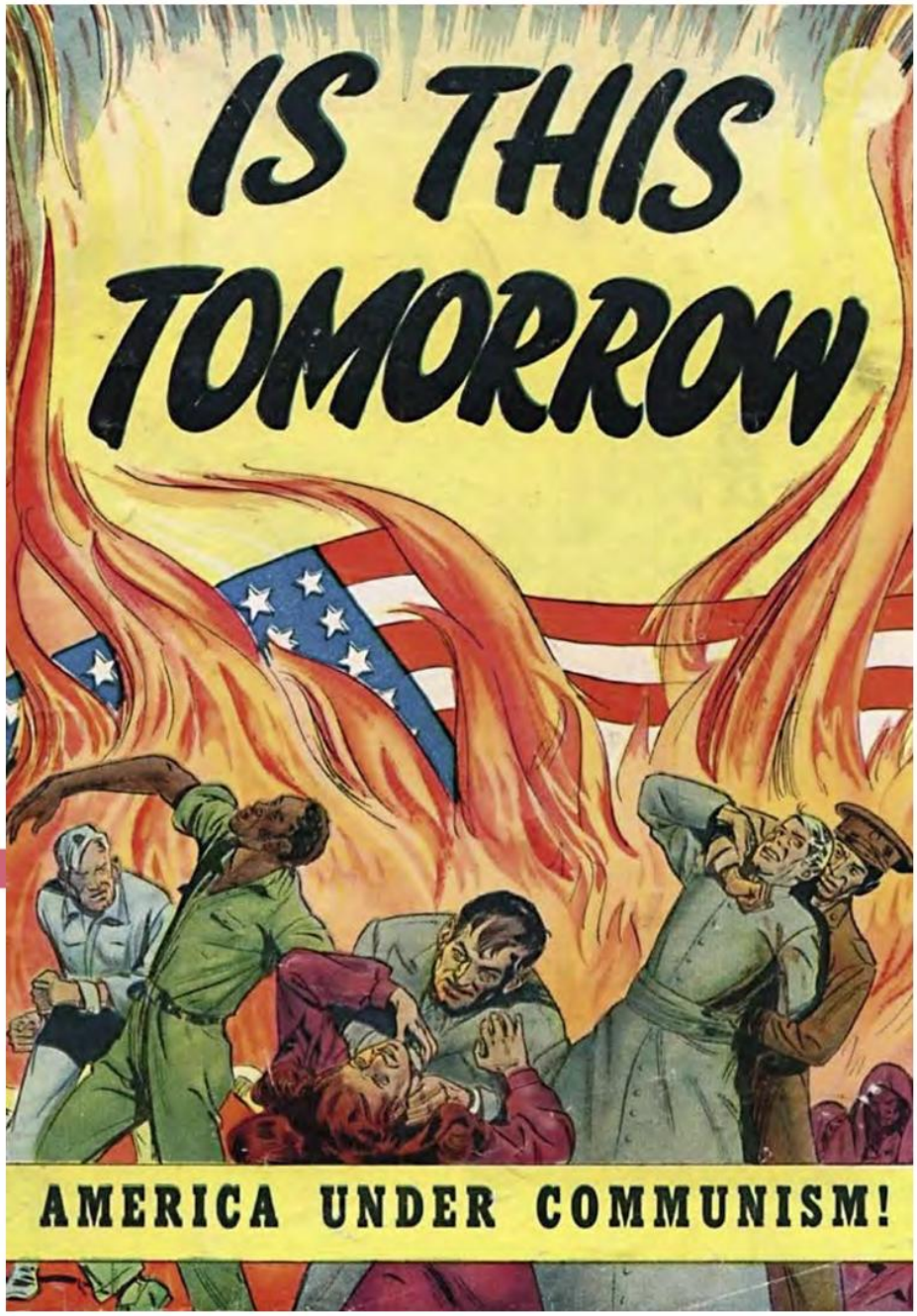
Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde

Comment la guerre froide et la décolonisation ont-elles favorisé l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale ?

Vidéo d'introduction

Notions

- **bipolarisation :** à partir de 1947, processus de structuration des relations internationales autour des États-Unis et de l'URSS, deux puissances opposées idéologiquement.
- **tiers-monde :** expression créée par Alfred Sauvy en 1952 (en référence à l'expression tiers-état) qui désigne les pays en développement, souvent issus de la colonisation. Ces pays, malgré leur poids démographique, sont peu représentés sur la scène internationale et dans le commerce mondial.



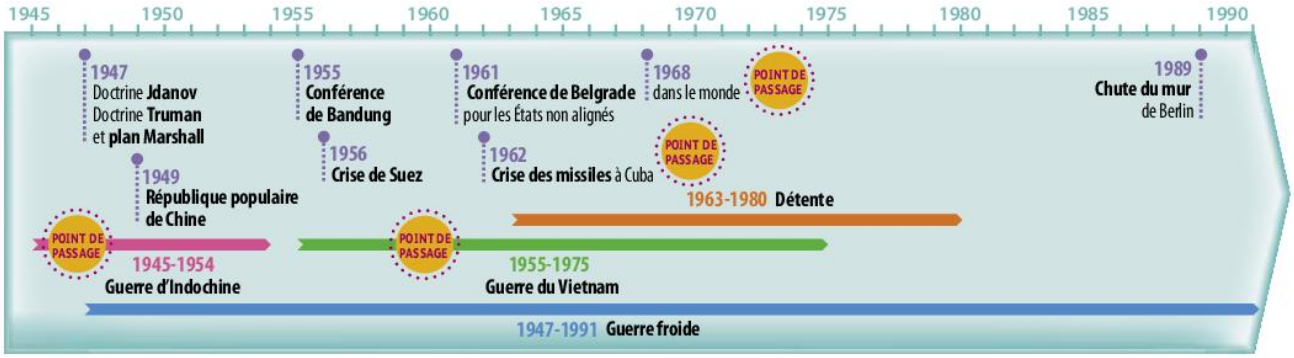
1

Le communisme décrit par un magazine catholique aux États-Unis en 1947

Is This Tomorrow? America Under Communism! (48 pages), 1er novembre 1947, Catechetical Guild (CG), Minnesota.

Traduction : « Demain sera-t-il ainsi ? L'Amérique soumise au communisme ».

› Comment cette couverture de magazine illustre-t-elle les peurs liées au communisme aux États-Unis ?

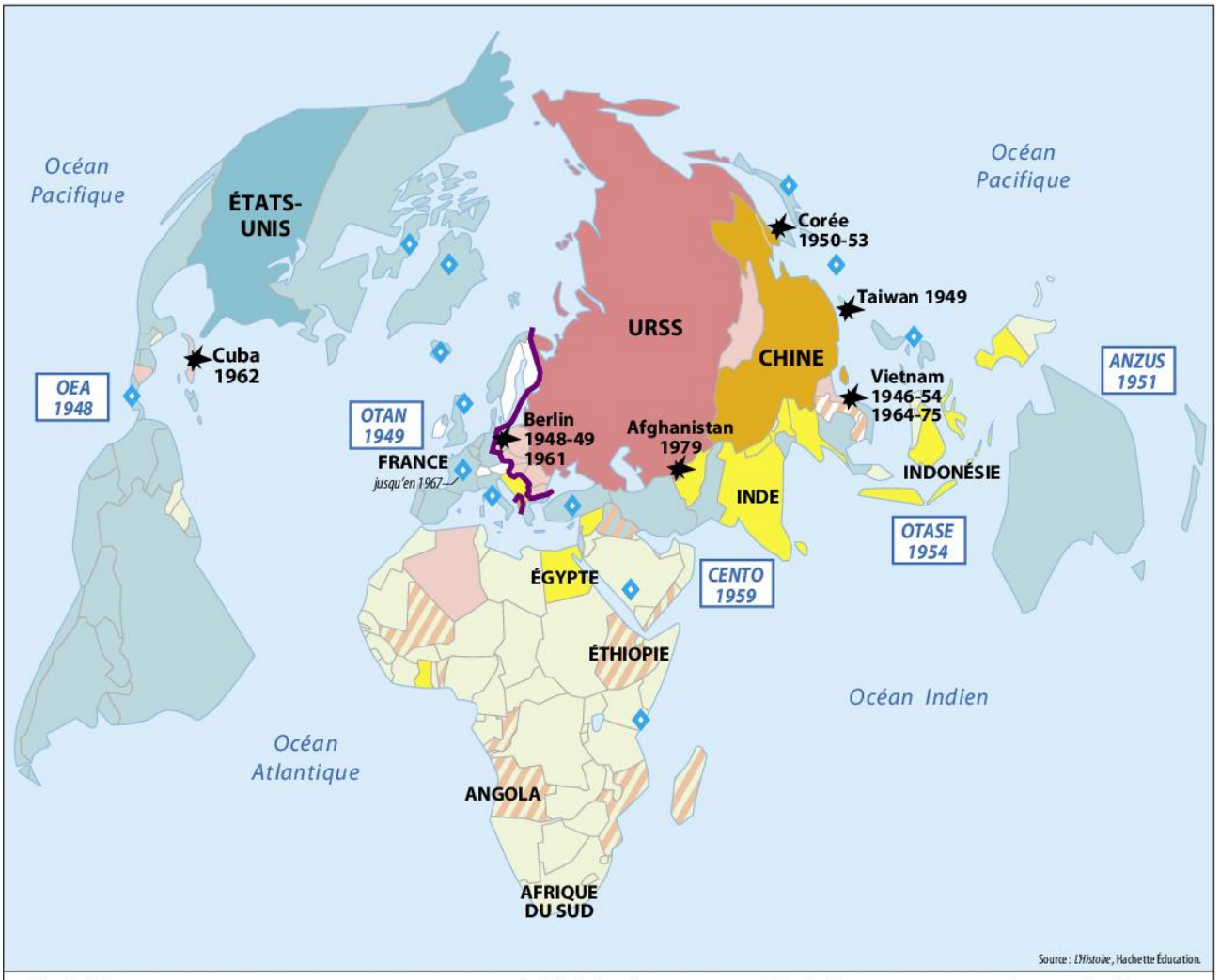


2 L'indépendance de Madagascar en 1960

Le pavillon français cède la place au pavillon malgache.

CARTES

Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde



1 Les territoires de la guerre froide entre 1945 et 1973

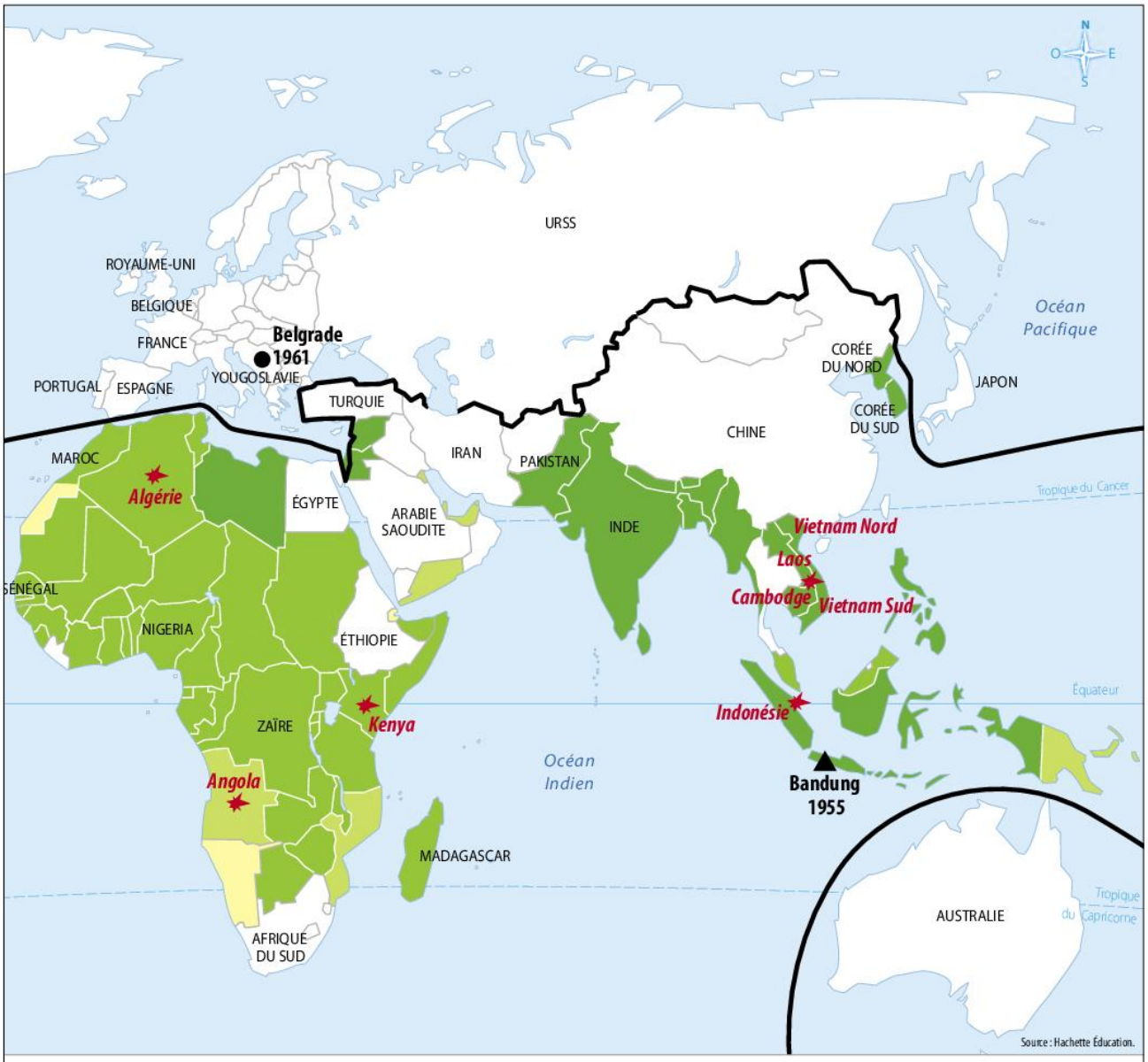
Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

Notions

- **décolonisation :** processus conduisant à l'indépendance d'une colonie.
- **guerre froide :** période pendant laquelle les États-Unis et l'URSS s'opposent de façon idéologique, politique, économique et militaire, sans réel affrontement direct.

Vocabulaire

- **OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) :** créée le 4 avril 1949, cette alliance militaire regroupe les États-Unis, le Canada et des pays d'Europe occidentale alliés des États-Unis, dont la France.



2 Les décolonisations et le tiers-monde

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

QUESTIONS

1. Doc. 1 Quels sont les enjeux et les épisodes majeurs de la guerre froide ?
2. Doc. 2 Quelles sont les régions du monde successivement touchées par la décolonisation ?

POINT DE PASSAGE

Les guerres d'Indochine et du Vietnam

Vidéo

A 1946-1954, la guerre d'Indochine

Sous domination française depuis 1887, l'Indochine comprend cinq territoires : Tonkin, Laos, Annam, Cambodge et Cochinchine. Durant la Seconde Guerre mondiale, les indépendantistes vietnamiens dirigés par Hô Chi Minh ont lutté contre l'occupation japonaise. Ils demandent l'indépendance le 2 septembre 1945. À partir de 1949, ils reçoivent le soutien de la Chine communiste.

Comment la guerre d'Indochine associe-t-elle une guerre de décolonisation et un conflit de guerre froide ?

1 E3C Analyse de document Hô Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française de 1789 proclame également « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. ». Ce sont là des vérités indéniables.

Et pourtant, pendant plus de quatre-vingts années, les colonialistes français, abusant du drapeau de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, ont violé notre terre et opprimé nos compatriotes. Leurs actes vont directement à l'encontre des idéaux d'humanité et de justice. […]

Après la reddition des Japonais, notre peuple tout entier s'est dressé pour reconquérir sa souveraineté nationale et a fondé la République démocratique du Vietnam.

La vérité est que notre peuple a repris son indépendance des mains des Japonais et non de celles des Français. Les Français s'enfuient, les Japonais se rendent, l'empereur Bao Dai abdique[1]. Notre peuple a brisé toutes les chaînes qui ont pesé sur nous durant près d'un siècle pour faire du Vietnam un pays indépendant. […]

Pour ces raisons, nous, membres du Gouvernement provisoire, déclarons, au nom du peuple du Vietnam tout entier, nous affranchir complètement de tout rapport colonial avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signés au sujet du Vietnam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire.

Tout le peuple du Vietnam, animé d'une même volonté, est déterminé à lutter jusqu'au bout contre toute tentative d'agression de la part des colonialistes français.

Nous sommes convaincus que les Alliés, qui ont reconnu les principes de l'égalité des peuples aux conférences de Téhéran et de San Francisco, ne peuvent pas ne pas reconnaître l'indépendance du Vietnam.

Un peuple qui s'est obstinément opposé à la domination française pendant plus de quatre-vingts ans, un peuple qui, durant ces dernières années, s'est résolument rangé du côté des Alliés pour lutter contre le fascisme, ce peuple a le droit d'être libre, ce peuple a le droit d'être indépendant. […]

Hô Chi Minh, président, à Hanoï, le 2 septembre 1945.

Alain Ruscio, *Hô Chi Minh, Textes 1914-1969*, L'Harmattan, 1990.

1. Bao Dai est le dernier empereur du Vietnam, dont l'autorité sous le protectorat français est purement symbolique. Le Viet-minh le contraint à abdiquer le 25 août 1945.

Hô Chi Minh (« celui qui éclaire ») (1890-1969)

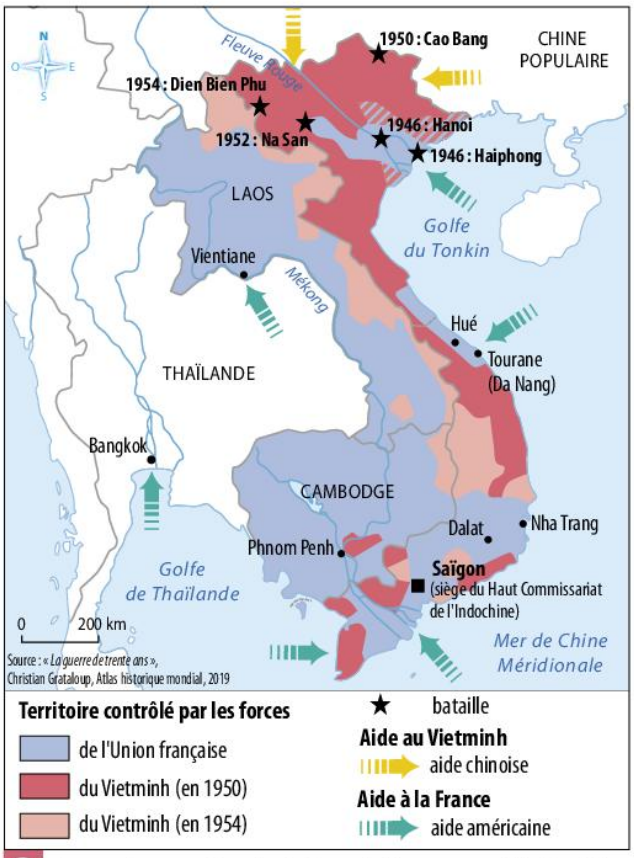
Né dans le protectorat français d'Annam en 1890, Nguyên Ai Quôc est un intellectuel vietnamien, militant communiste et anticolonialiste. Entre 1911 et 1923, il vit en France puis voyage en URSS et en Chine, avant de fonder le Parti communiste indochinois en 1930. Il lutte pour l'indépendance du Vietnam face au Japon, à la France puis aux États-Unis, des années 1930 à sa mort en 1969. Il est le premier président de la République du Vietnam (Nord-Vietnam).

Vocabulaire

- **protectorat :** régime établi par traité, dans lequel un État en contrôle un autre pour les aspects diplomatiques, militaires et économiques tout en lui assurant une certaine autonomie pour ses affaires intérieures.
- **Viet-minh :** parti politique vietnamien fondé en 1941 alliant communisme et nationalisme. Par extension, tout combattant du Vietnam du Nord.

2 Mobilisation des populations paysannes contre le colonisateur

Paysannes engagées dans une milice communiste locale d'autodéfense contre les troupes coloniales françaises en 1946.



3 Les acteurs et les batailles de la guerre d'Indochine

4 La défaite française de Diên Biên Phu (20 nov. 1953-7 mai 1954)

Le 22 avril 1954, des soldats français du point d'appui Huguette 6 sont faits prisonniers par le Viet-minh.

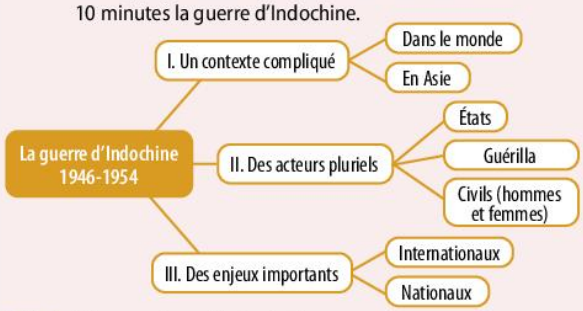
Parcours 1

- Identifier et expliciter les dates et les acteurs des grands événements
- Mettre un événement ou une figure en perspective

1. Doc. 2, 3 et 4 Analysez la diversité des acteurs impliqués dans le conflit.
   Aide Distinguez les soldats et les civils, les pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique.
2. Doc. 1, 3 et 5 Quels éléments soulignent la logique de guerre froide dans ce conflit ?
   Aide Quelle idéologie Hô Chi Minh défend-il et quels sont ses alliés extérieurs ?
3. Doc. 5 Quelles sont les raisons de la défaite française à Diên Biên Phu ?

Bilan

Oral Après avoir recopié et complété la carte mentale, vous allez la projeter lors de votre exposé au tableau et vous appuyer dessus pour présenter à la classe en 8 à 10 minutes la guerre d'Indochine.



Aide – Faire une phrase d'introduction qui reprend la problématique de l'étude – Structurer votre propos en plusieurs parties, chacune centrée sur un axe de la carte mentale.

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

5 Le piège de Diên Biên Phu

Au franchissement du col des Méos, nous avons croisé une file de coolies[1] ininterrompue d'un bout à l'autre de l'horizon, qui poussaient des bicyclettes chargées sur les pédales, et de la selle au guidon, de sacs de riz et de caisses de munitions. […] C'était l'image percutante de la logistique orientale ! Et l'échec patent des services de renseignements français qui avaient estimé avant le déclenchement de la bataille que les Viets[2] n'auraient pas la capacité de ravitailler en vivres et en munitions, depuis leurs bases du delta à 400 km de Diên Biên Phu, les 40 000 réguliers nécessaires à l'encerclement de la place forte. Les services français n'avaient pas pris en compte la multitude asiatique ; ils n'avaient pas imaginé la mise à contribution totale de toute une population, laborieuse et soumise. De mes yeux de prisonnier, je découvre l'une des clés de l'efficacité de l'idéologie communiste : l'effacement de l'individu, spontanément accepté ou à défaut imposé, au bénéfice de l'intérêt collectif.

Pierre Bonny, caporal-chef de l'armée française, fait prisonnier par le Viet-minh à Diên Biên Phu. Récit cité par Pierre Journoud et Hugues Tertrais, *Paroles de Diên Biên Phu*, Tallandier, 2004.

1. Travailleur manuel sans qualification.
2. Surnom donné aux combattants viet-minh par les soldats français.

Parcours 2 BAC

- Utiliser une approche historique pour construire une argumentation – Mettre en relation des faits ou événements

E3C Analyse de document À l'aide du document 1, expliquez le contexte de la lutte pour l'indépendance du Vietnam selon Hô Chi Minh.

Aide Quels sont les arguments d'Hô Chi Minh en faveur de l'indépendance du Vietnam ?

POINT DE PASSAGE

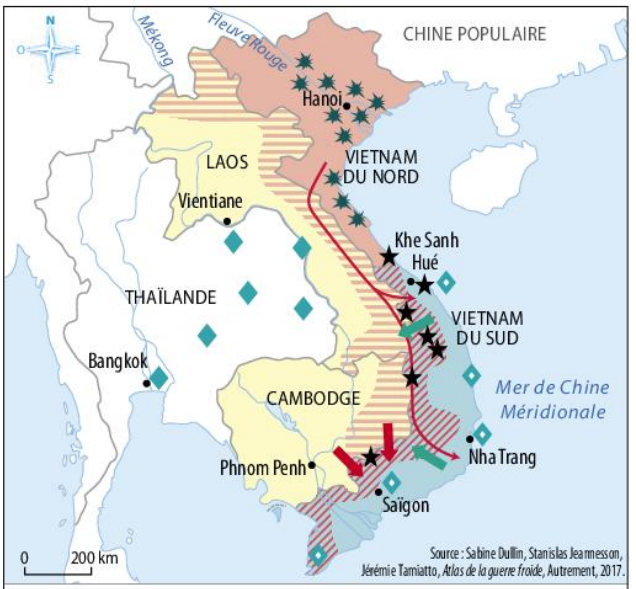
Les guerres d'Indochine et du Vietnam

B 1955-1976, la guerre du Vietnam

Vidéo
Étude d'images
Documents complémentaires

Depuis 1955, Vietnam du Nord et Vietnam du Sud continuent à s'opposer. À partir de 1965, les États-Unis bombardent le Vietnam du Nord. Durant cette guerre, 8 millions de soldats américains sont envoyés au Vietnam et 58 000 y meurent. En 1973, les accords de Paris décident du retrait des Américains. Le Vietnam est réunifié en un seul État communiste en 1976. La guerre a fait 3 millions de morts, dont deux tiers de civils.

Pourquoi la guerre du Vietnam est-elle caractéristique des tensions idéologiques de la guerre froide en Asie ?



1 Un pays durement touché par la guerre

2 Les enjeux du Vietnam pour l'URSS

L'URSS est fermement déterminée à poursuivre son aide au Vietnam qui lutte pour une juste cause. Cette aide sera poursuivie tant que les impérialistes américains ne mettront pas fin à leur guerre et n'évacueront pas le pays. […] Chaque parti [communiste] possède ses tâches à lui, ses propres méthodes de lutte, et il agit dans une indépendance totale. Mais la force et l'efficacité de la lutte des partis communistes ne dépendent pas seulement des succès réalisés à l'échelon national de leur pays, mais également des succès d'autres partis frères et des dimensions de l'unité de tous les détachements du mouvement communiste.

Il faut donc constituer un front uni contre l'impérialisme et la guerre, comme nous en avons un exemple au Vietnam.

Discours de Léonid Brejnev, 3 novembre 1967, Moscou.

3 E3C Analyse de document Les enjeux du Vietnam pour les États-Unis

Les analystes de la CIA répondent à une question que le président leur a posé sur les probabilités d'un effet « domino » en Asie orientale en cas de chute du Sud-Vietnam et du Laos.

Outre la joie immédiate du Nord-Vietnam d'avoir accompli ses objectifs nationaux, l'effet principal concernerait la Chine communiste, à la fois en stimulant sa confiance en soi déjà remarquable et en augmentant son prestige en tant que leader du communisme mondial. Pékin a déjà commencé à présenter dans sa propagande le Sud-Vietnam comme une preuve de ses thèses. […] L'issue au Sud-Vietnam et au Laos soutiendrait de façon tout à fait manifeste les conseils tactiques agressifs de Pékin en ce qu'ils s'opposent aux positions plus prudentes de l'URSS. Jusqu'à un certain point, ce phénomène tendra à encourager et à renforcer les mouvements révolutionnaires plus militants dans diverses régions du monde sous-développé. L'analyse de ces experts semblait confirmer la peur […] que je ressentais, avec d'autres : la politique occidentale de *containment* courait un grave danger au Vietnam.

Robert Mc Namara (secrétaire à la Défense sous les présidences Kennedy et Johnson 1961-1968), *Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons*, Coll. « L'épreuve des faits », Seuil, 1996.

Notion

- **impérialisme :** domination d'un État sur un autre État dans différents domaines (politique, économique, culturel, etc.).

Vocabulaire

- ***containment* :** traduit en français par « endiguement », le terme renvoie à la politique des États-Unis visant à contrer et limiter l'influence du communisme dans le monde.
- **prix Pulitzer :** créé en 1904 par le journaliste américain Joseph Pulitzer (1847-1911), ce prestigieux prix récompense depuis 1917, des journalistes, des écrivains, des photographes et des musiciens.

4 Une combattante communiste vietnamienne témoigne de la guerre

5 mai 1970

La guerre s'étend à l'Indochine. Cette canaille de Nixon élargit le conflit[1], initiative d'une folle témérité. Nous allons devoir affronter une réalité encore plus terrible. Mais j'ai juré avec mes camarades que, même s'il fallait y laisser la vie, nous nous battrions jusqu'au bout. Oh, je suis blême de colère. Pourquoi y a-t-il des gens aussi cruels et impitoyables qui veulent se servir du sang de nos camarades pour arroser l'arbre à lingots ?

7 mai 1970

Nous commémorons le seizième anniversaire de la victoire de Diên Biên Phu. Seize années ont passé et pourtant le sang continue de couler. Le Sud est en guerre depuis 25 ans. Oh mon pays, 25 ans dans la fournaise et tu tiens ferme, intrépide. Tu gardes la tête haute dans l'offensive. Sur la route du combat, chacun de nos pas est rouge de sang. Y a-t-il un pays au monde qui ait souffert d'autant de tragédies que le nôtre ? Cet après-midi, ils sont tous descendus vers la plaine, mais je ne sais pas s'ils y parviendront. L'artillerie ennemie couvre la route.

Dang Thuy Trâm (1943-1970), médecin militaire, *Les Carnets retrouvés (1968-1970)*, Picquier Poche, août 2010.

1. Le 30 avril 1970, les États-Unis envahissent le Cambodge.

5 La guerre du Vietnam, un conflit médiatisé

Cliché pris par Nick Ut le 8 juin 1972. Au moment où le photographe prend ce cliché, un village vient d'être entièrement brûlé au napalm, essence gélifiée pouvant atteindre 1 200 °C. Cette photo fait le tour du monde et obtient le prix Pulitzer. Kim Phuc, la petite fille de neuf ans dénudée, devient le symbole de la violence de l'armée américaine et de ses alliés sud-vietnamiens.

6 Soldats américains blessés après une violente bataille (Sud Vietnam, 1966)

Colline 584, à la frontière des deux Vietnam, le 5 octobre 1966.

Parcours 1

■ Identifier et expliciter les dates et les acteurs des grands événements – Mettre un événement ou une figure en perspective

1. Doc. 1 Quels camps s'opposent au Vietnam à partir de 1955 ?
   Aide Retrouvez les acteurs engagés dans le conflit dans la légende de la carte.
2. Doc. 2 et 3 Pourquoi les États-Unis et l'URSS s'engagent-ils au Vietnam ?
   Aide Précisez quels sont les enjeux de la réunification du pays.
3. Doc. 4 Quel est le ressenti de la combattante vietnamienne sur cette guerre ?
4. Doc. 5 Pourquoi la photo de Nick Ut interpelle-t-elle l'opinion publique américaine et mondiale ?
5. Doc. 6 Décrivez les conditions dans lesquelles les soldats américains combattent. Quelles difficultés rencontrent-ils ?

Bilan

Travail de groupe Montrez que la guerre du Vietnam est un conflit lié à la guerre froide.
Aide Répartissez-vous le travail pour aborder les forces en présence, les horreurs de la guerre et le poids de la guerre froide à travers les conséquences pour les différents belligérants.

Parcours 2 BAC

■ Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

E3C Analyse de document

Après avoir présenté le document 3 et son contexte, vous montrerez les enjeux de la guerre du Vietnam pour les États-Unis.
Aide Soulignez les conséquences internationales de la réunification du pays sous un régime communiste.

POINT DE PASSAGE

1962, la crise des missiles de Cuba

Vidéo

Pour répliquer à l'installation de fusées américaines en Turquie, le régime soviétique installe en 1962 des rampes de lancement de fusées à tête nucléaire à Cuba, aux portes des États-Unis. Le président américain John Fitzgerald Kennedy répond à la menace soviétique par un un blocus de l'île.

Comment la crise des missiles rend-elle compte de l'escalade des tensions entre les deux Grands ?

Chronologie

Mai 1962 : Khrouchtchev envoie des soldats, des missiles nucléaires et des sous-marins à Cuba.

Septembre 1962 : les États-Unis mettent en garde l'URSS contre l'installation de ses missiles à Cuba.

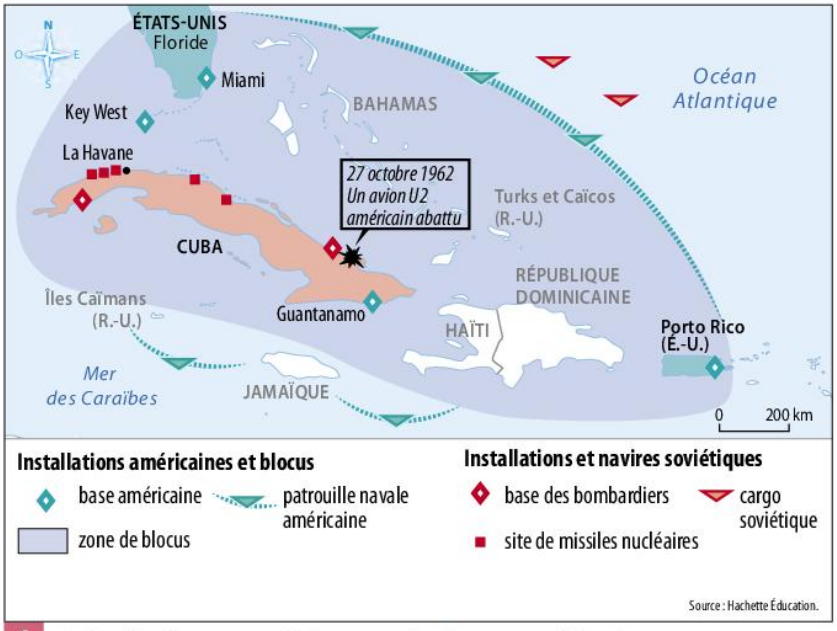
14 octobre 1962 : un avion américain survolant Cuba repère des rampes de lancement de fusées.

22 octobre : le président Kennedy décide d'un blocus maritime de l'île.

28 octobre 1962 : Khrouchtchev propose à Kennedy l'évacuation simultanée des bases (américaines) en Turquie et des bases (soviétiques) à Cuba.

Vocabulaire

- **blocus :** opération visant à isoler un territoire en coupant les communications terrestres, aériennes ou maritimes avec l'extérieur.



1 Cuba, les bases soviétiques et le blocus américain

2 Déclaration du président Kennedy à la télévision, le 22 octobre 1962

Texte original en anglais
Classes Européennes

Bonsoir mes compatriotes,

Fidèle à sa promesse, le gouvernement a continué de surveiller de très près les préparatifs militaires soviétiques à Cuba. Au cours de la dernière semaine, nous avons eu des preuves incontestables de la construction de plusieurs bases de fusées dans cette île opprimée. Ces sites de lancement ne peuvent avoir qu'un but : la constitution d'un potentiel nucléaire dirigé contre l'hémisphère occidental. […] Durant plusieurs années, l'Union soviétique, de même que les États-Unis – conscients de ce fait – ont installé leurs armements nucléaires stratégiques avec grand soin, de façon à ne jamais mettre en danger le statu quo précaire qui garantissait que ces armements ne seraient pas utilisés autrement qu'en cas de provocation mettant notre vie en jeu.

Notre politique a été marquée par la patience et la réserve. […] Nous ne risquerons pas prématurément ou sans nécessité le coût d'une guerre nucléaire mondiale dans laquelle même les fruits de la victoire n'auraient dans notre bouche qu'un goût de cendre, mais nous ne nous déroberons pas devant ce risque, à quelque moment que nous ayons à y faire face. […]

Premièrement : pour empêcher la mise en place d'un dispositif offensif, une stricte quarantaine sera appliquée sur tout équipement militaire offensif à destination de Cuba. Tous les bateaux à destination de Cuba, quels que soient leur pavillon ou leur provenance seront interceptés et seront obligés de faire demi-tour s'ils transportent des armes offensives. Pour le moment cependant, nous ne cherchons pas à priver la population cubaine des produits dont elle a besoin pour vivre, comme les Soviétiques tentèrent de le faire durant le blocus de Berlin en 1948. […]

Sixièmement : conformément à la Charte des Nations unies, nous demandons ce soir une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité afin de répondre à la plus récente menace soviétique à la paix du monde. […]

Septièmement et finalement : je fais appel à M. Khrouchtchev afin qu'il mette fin à cette menace clandestine, irresponsable et provocatrice à la paix du monde et au maintien de relations stables entre nos deux nations.

John F. Kennedy, 22 octobre 1962, John F. Kennedy Library (NLK), Columbia Point, Boston.

3 La crise de Cuba à la tribune de l'ONU, octobre 1962

Un officiel américain montre les vues aériennes prouvant la présence de missiles sur l'île de Cuba.

4 Correspondance de Khrouchtchev et Kennedy durant la crise de Cuba

Khrouchtchev à Kennedy, le 26 octobre 1962

« Monsieur le Président, […] nous voulons bien retirer de Cuba ces armes que vous considérez comme offensives. Nous voulons bien le faire et nous y engager devant les Nations unies. Vos représentants feront alors une déclaration stipulant que les États-Unis de leur côté, comprenant le souci et l'anxiété de l'Union soviétique, évacueront leurs armes équivalentes de Turquie. »

Kennedy à Khrouchtchev, le 27 octobre 1962

« Monsieur le Président, j'ai lu votre lettre du 26 octobre avec le plus grand soin et j'apprécie le désir que vous exprimez de trouver une solution rapide aux problèmes qui nous préoccupent. La première chose à faire, cependant, est de cesser les travaux entrepris sur les bases de fusées offensives à Cuba et de rendre inutilisables tous les armements susceptibles d'être offensifs, sous le contrôle des Nations unies. Supposant que ceci serait fait dans les meilleurs délais, j'ai donné à mes représentants à New York des instructions qui leur permettront d'élaborer pendant ce week-end, en coopération avec le secrétaire général des Nations unies et votre représentant, les modalités d'une solution permanente au problème cubain sur les bases proposées dans votre lettre du 26 octobre. […] Pour notre part, nous accepterions […] de vous donner des assurances contre toute invasion de Cuba. »

Khrouchtchev à Kennedy, le 28 octobre 1962

« Monsieur le Président, […] afin d'éliminer aussi rapidement que possible le conflit qui met en danger la cause de la paix, […] le gouvernement soviétique a complété ses instructions antérieures, visant à cesser les travaux sur les bases de construction d'armement, par l'ordre de démanteler les armes que vous qualifiez d'offensives, de les remettre en caisse et de les réexpédier en Union soviétique. […] J'ai accueilli avec respect et confiance votre message du 27 octobre 1962, dans lequel vous déclariez qu'il n'y aurait ni attaque ni invasion de Cuba, et cela ni de la part des États-Unis, ni de la part d'autres nations de l'hémisphère occidental, comme vous le précisez dans ce même message. Puisqu'il en est ainsi, les raisons qui nous ont poussés à aider Cuba de la façon que vous savez disparaissent. »

Public Papers of the Presidents of the United States : J F Kennedy, National Archives, Washington.

5 E3C Analyse de document

Le duel des deux Grands

« D'accord, monsieur le Président, nous sommes prêts à négocier. » Leslie Illingworth, *Daily Mail*, Londres le 29 octobre 1962.

Parcours 1

- Identifier et expliciter les dates et les acteurs des grands événements
- Mettre un événement ou une figure en perspective

1. Doc. 1 et 2 Quel est l'objet de la tension à Cuba entre les États-Unis et l'URSS ?
2. Doc. 2 Comment le président Kennedy justifie-t-il le blocus ? Quelles autres mesures évoque-t-il ?
3. Doc. 2 et 5 Pourquoi le conflit doit-il être absolument évité ?
   Aide Relevez l'arme qui aggrave tout conflit direct entre les États-Unis et l'URSS.
4. Doc. 4 et 5 En quoi le document iconographique et la correspondance des deux présidents illustrent-ils la gravité de la crise ?
5. Doc. 2, 3 et 4 Montrez que la crise de Cuba annonce une nouvelle phase de la guerre froide.
   Aide Revenez aux deux acteurs principaux du conflit et à leurs enjeux à Cuba et en Europe.

Bilan Travail de groupe Montrez que la crise des missiles de Cuba fut un épisode de tensions extrêmes durant la guerre froide.
Aide Répartissez-vous le travail : il faut aborder à la fois le contexte spécifique de Cuba (localisation, bloc de l'Est), la montée des tensions et le risque de guerre nucléaire puis la fin de la crise.

Parcours 2 BAC

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

E3C Analyse de document Après avoir présenté le document 5 et son contexte, vous démontrerez en quoi cette image souligne les limites du conflit entre les États-Unis et l'URSS.
Aide Présentez les deux protagonistes, leurs fonctions et leurs relations en 1962. Exposez ensuite leurs attitudes, leurs adversaires et les limites de leur opposition.

ÉTUDE
MÉTHODE BAC – E3C

Les fondements idéologiques de la guerre froide

Alliés face à l'Allemagne nazie et au Japon durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis d'Amérique et l'URSS s'imposent comme les deux seules grandes puissances en 1945. La fin du conflit mondial correspond aussi à la fin de l'entente entre ces deux États aux modèles économiques et idéologiques opposés. L'année 1947 marque l'affirmation de ces oppositions et les débuts de la guerre froide.

CONSIGNE

Montrez comment ces deux documents exposent des idéologies qui, à partir de 1947, sont le fondement d'un monde bipolaire.

1 La doctrine Truman, 12 mars 1947

Texte original en anglais
Classes Européennes

Le 12 mars 1947, le président des États-Unis, Harry Truman, prononce devant le Congrès américain un discours dans lequel il expose la politique étrangère de son gouvernement.

Les peuples d'un certain nombre de pays du monde se sont vu imposer, récemment, des régimes totalitaires contre leur propre volonté. […] Au moment présent de l'histoire du monde, presque toutes les nations se trouvent placées devant le choix entre deux modes de vie. Et, trop souvent, ce choix n'est pas un libre choix.

L'un de ces modes de vie est basé sur la volonté de la majorité. Ses principaux caractères sont des institutions libres, des gouvernements représentatifs, des élections libres, des garanties pour la liberté individuelle, la liberté d'expression et de religion, et pour être libre de toute oppression politique.

Le second mode de vie est basé sur la volonté d'une minorité imposée à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, sur une radio et une presse contrôlées, sur des élections dirigées et sur la suppression de la liberté individuelle. Je crois que les États-Unis doivent pratiquer une politique d'aide aux peuples libres qui résistent actuellement aux manœuvres de certaines minorités armées, ou à la pression extérieure.

Public Papers of the Presidents of the United States : H. Truman, National Archives, Washington.

2 La doctrine Jdanov, 22 septembre 1947

Rapport présenté par Andreï Jdanov, chef de la délégation du parti communiste d'Union soviétique, à la conférence des partis communistes en Pologne.

La popularité de l'Union soviétique à l'étranger s'est considérablement accrue pendant la Seconde Guerre mondiale. Par sa lutte héroïque, pleine d'abnégation, contre l'impérialisme, l'Union soviétique a gagné l'amour et le respect des travailleurs de tous les pays. […]

Les États-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux États-Unis et marchent comme des satellites en ce qui concerne les questions principales, dans l'ornière de la politique impérialiste des États-Unis. Le camp impérialiste est soutenu aussi par des États possesseurs de colonies, tels que la Belgique et la Hollande, et par des pays au régime réactionnaire antidémocratique, tels que la Turquie et la Grèce, ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des États-Unis, tels que le Proche-Orient, l'Amérique du Sud, la Chine.

Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'URSS et les pays de la démocratie nouvelle en sont le fondement. […]. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, sur les partis communistes frères, sur les combattants des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressistes et démocratiques qui existent dans chaque pays.

Jdanov Andreï, *Rapport sur la situation internationale*, 1947.

Harry S. Truman (1884-1972)

Démocrate, il est président des États-Unis entre 1945 et 1953. Il décide des bombardements sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945 et définit la position des États-Unis face à l'URSS avec la doctrine Truman. Il développe notamment la notion d'*endiguement* pour limiter l'influence communiste en Europe et en Asie.

Andreï Jdanov (1896-1948)

Il est chargé de la propagande au sein du parti communiste de l'URSS. Lors de la création du Kominform (septembre 1947), il définit la stratégie soviétique de soutien aux pays en lutte contre la présence occidentale et souligne la nécessité pour les partis communistes de se ranger derrière l'URSS.

Chronologie

L'année 1947

12 mars : doctrine Truman. Vote d'une aide économique et militaire à la Grèce et à la Turquie. Cette doctrine propose de lutter contre l'expansion du communisme en Europe.

5 juin : annonce du Plan Marshall afin de contribuer au rétablissement économique de l'Europe pour contrer l'influence soviétique.

22 septembre : doctrine Jdanov. En réaction à la doctrine Truman, Andreï Jdanov dénonce l'impérialisme américain et présente la nouvelle politique internationale de l'URSS.

MÉTHODE : Analyses de documents

■ **CAPACITÉ :** conduire une démarche historique et la justifier

→ Méthode générale de l'Analyse de documents, p. 20

Conseil

Ce qui est valorisé : l'analyse précise d'un document, les citations exactes, les apports personnels complémentaires, un esprit critique et la capacité à bien répondre à la consigne.
Ce qui est à proscrire : la simple paraphrase des textes sans explication ni critique, le manque d'exemples et de connaissances personnelles, la présentation successive des deux documents sans les croiser, ni les confronter.

1 Lire, analyser et comprendre le sujet de la consigne

- Il s'agit de deux textes politiques : un discours présidentiel et un rapport exposé dans une conférence internationale.
- Il convient à la fois d'exposer les idées et les limites de chacun des textes.
- Mais il est indispensable de les confronter en soulignant leurs convergences et leurs divergences.
- Les deux auteurs exposent une vision idéologique opposée du monde. Par ailleurs, ils offrent une vue partiale des relations internationales que l'on peut qualifier de propagande.

Montrer = relever, citer et expliquer les textes

Insister sur la nature politique des documents, leurs auteurs et leurs auditoires

Définir une idéologie comme un ensemble d'idées et de représentations qui propose un modèle

Montrez comment ces deux documents exposent des idéologies qui, à partir de 1947, sont le fondement d'un monde bipolaire.

L'opposition idéologique entre les États-Unis et l'URSS fonde un monde divisé en deux blocs

Juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'année 1947 voit l'affirmation des oppositions idéologiques et le début de la guerre froide

2 Construire la réponse organisée

- L'étude de documents doit comprendre une introduction, un développement organisé et une conclusion.
- En Terminale, la consigne accompagnant le sujet « suggère une problématique », mais ne donne pas d'indication sur le plan qu'il vous faut trouver. Il peut comporter deux ou trois parties.
- Pour étudier les documents, il faut s'appuyer sur eux sans se contenter de les citer. Ainsi, il faut expliquer et critiquer ce qui est cité comme extrait d'un discours politique.
- Vous devez utiliser vos connaissances personnelles pour comprendre tous les aspects d'un texte, tableau, etc. Le document ne donne qu'une vision partielle de la réalité historique que vos connaissances doivent compléter ou critiquer.

3 Rédiger la réponse organisée

■ Introduction

Présentez les deux documents, le contexte. Rappelez que les deux auteurs se répondent et que les textes politiques ont vocation à exposer la puissance des pays et leur nouvelle conception des relations internationales.

■ Développement

Les deux textes doivent être croisés et non exposés l'un après l'autre. Pensez à citer les documents, à expliquer les citations et à en préciser les enjeux grâce à vos connaissances personnelles.
1) Les États-Unis et l'URSS se présentent aux yeux du monde comme des puissances incontestables et vantent leur modèle.
2) Les États-Unis et l'URSS dénoncent l'idéologie et les actions de leur principal adversaire.
3) Dès l'année 1947, les enjeux pour chacune des puissances sont d'étendre leur influence et de réduire celle de l'adversaire.

Aides

– Montrez que les deux discours sont une forme de propagande utilisant un discours subjectif qui vise à imposer l'idée d'un modèle au détriment de la vérité.
– Essayez de retrouver comment le texte de Jdanov répond aux déclarations de Truman et comment chacun cherche à constituer un bloc d'alliés fidèles.

■ Conclusion

Répondez à la consigne. Cette opposition frontale et assumée entre les deux grandes puissances marque les débuts de la guerre froide comme conflit idéologique majeur et l'affirmation d'un monde bipolaire divisé en deux blocs.

LEÇON 1

Deux superpuissances pour un monde bipolaire

Quels sont les fondements idéologiques et les acteurs du monde bipolaire à partir de 1947 ?

POINT DE PASSAGE Les guerres d'Indochine et du Vietnam
A. 1946-1954, la guerre d'Indochine p. 144
B. 1955-1976, la guerre du Vietnam p. 146

POINT DE PASSAGE 1962, la crise des missiles de Cuba p. 148

ÉTUDE MÉTHODE BAC Les fondements idéologiques de la guerre froide p. 150

Notions

- détente : phase de la guerre froide marquée, entre 1962 et 1979, par un apaisement des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'URSS.
- monde bipolaire : entre 1947 et 1991, répartition des pays en deux camps opposés et structurés autour des deux superpuissances que sont les États-Unis et l'URSS.
- non-alignés : mouvement qui regroupe les pays refusant de s'inscrire dans la logique d'affrontement Est-Ouest. Il est fondé par 25 pays du tiers-monde et la Yougoslavie qui cherchent à collaborer pour défendre leur indépendance sur la scène internationale.

Vocabulaire

- pacte de Varsovie : alliance militaire regroupant, à partir de 1955, les pays communistes du bloc de l'Est autour de l'URSS.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE

Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.youtube.com/watch?v=2L-xxSLyZ44

– Montrez en quoi le sport est un terrain d'affrontement entre puissances dans le cadre de la guerre froide.

A Les acteurs et les enjeux de la guerre froide (1947-1953)

Forgée en 1945 par l'écrivain George Orwell, puis popularisée en 1947 par le journaliste Walter Lippman, **l'expression « guerre froide »** désigne un conflit aux tensions importantes**, mais aux confrontations indirectes, entre les États-Unis et l'URSS.** Progressivement, les deux États alliés et vainqueurs en 1945 s'opposent frontalement. Il s'agit d'une guerre idéologique entre une démocratie libérale et une puissance communiste. Exposées en 1947, la doctrine Truman et la doctrine Jdanov précisent cette opposition qui devient aussi économique, militaire et culturelle. Les deux superpuissances organisent des réseaux d'alliances qui divisent la plupart des continents en deux blocs opposés, le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est. Dès mars 1946 à Fulton, Winston Churchill parle de « rideau de fer » pour décrire cette division géographique et idéologique de l'Europe. Dans ce monde bipolaire, les rivalités entre les États-Unis et l'URSS prennent des formes variées : course à l'espace, compétitions sportives, armements. La propagande et les arts sont des supports essentiels pour défendre un modèle ou dénigrer l'autre.

Les tensions entre les deux superpuissances se cristallisent en Allemagne. Elles donnent lieu en 1949 à la bipartition du pays en République fédérale d'Allemagne (RFA) et République démocratique d'Allemagne (RDA), puis en 1961 à l'édification par l'URSS du mur de Berlin pour empêcher les départs des habitants de l'Allemagne de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest. En 1953, les essais soviétiques de la bombe H confirment la maîtrise et l'équipement nucléaires de l'URSS et des États-Unis, faisant craindre l'aggravation des tensions. Les alliances militaires s'organisent : l'OTAN autour des États-Unis (1949) et le pacte de Varsovie autour de l'URSS (1955).

B Les théâtres extra-européens et les limites de la guerre froide (1953-1962)

Fortes de leur domination économique et militaire, les deux superpuissances soutiennent différents alliés dans des luttes régionales. Les luttes d'indépendance sont aussi de nouveaux théâtres de la guerre froide qui participent à la consolidation des blocs ou la renouvellent. La guerre froide se conjugue ainsi à la décolonisation et s'inscrit dans de nouveaux fronts en Asie, au Proche-Orient, en Afrique et en Amérique du Sud. Entre 1950 et 1953, la guerre de Corée oppose deux régimes soutenus par les deux superpuissances. Lors de la crise du canal de Suez en 1956, les États-Unis et l'URSS empêchent l'opération militaire de la Grande-Bretagne, de la France et de l'État d'Israël contre l'Égypte, marquant ainsi leur suprématie sur les logiques impériales européennes.

POINT DE PASSAGE p. 144

La guerre d'Indochine est à la fois une guerre de décolonisation et un conflit de guerre froide, Hô Chi Minh voulant instaurer un régime communiste au Vietnam. Après la défaite de la France à Diên Biên Phu en 1954, les États-Unis cherchent à contenir l'influence communiste dans la péninsule indochinoise. Engagées au Vietnam à partir de 1964, les troupes américaines connaissent un enlisement du conflit face à une résistance déterminée. Les images de la guerre diffusées mondialement attisent les contestations internes et externes contre la politique des États-Unis. Poursuivant la logique d'endiguement définie dès 1947 comme un encerclement de l'URSS pour maîtriser la zone d'influence soviétique, les États-Unis apportent leur soutien à toute opposition anticommuniste. À la fin des années 1960, les responsables

américains profitent des tensions sino-soviétiques pour engager une politique de rapprochement avec la Chine communiste et accentuer l'affaiblissement de l'influence soviétique en Asie.

POINT DE PASSAGE
p. 148

Entre le 14 et le 28 octobre 1962, la crise des missiles à Cuba est un point culminant des tensions de la guerre froide. Après plusieurs semaines de graves tensions, Nikita Khrouchtchev, Premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique depuis 1953, et John Fitzgerald Kennedy, président des États-Unis d'Amérique depuis 1960, font en sorte que l'opposition frontale soit évitée. Ils engagent des relations diplomatiques plus directes entre leurs deux États. Cette dynamique de « coexistence pacifique » ouvre une période de **détente** entre les deux Grands.

John Fitzgerald Kennedy (1917-1963)

Démocrate, il devient président des États-Unis le 20 janvier 1961. Il est vite confronté aux crises de la guerre froide à Berlin en 1961 et à Cuba en 1962. À l'issue de cette crise, Kennedy engage son pays dans un traité d'interdiction partielle des essais nucléaires. Il lance le programme *Apollo* dans le cadre de la course à l'espace, mais est assassiné en 1963.

C Un système complexe, mais non figé (1962-1975)

L'extension planétaire de l'opposition entre l'URSS et les États-Unis marque aussi les limites des deux superpuissances. Celles-ci sont confrontées à des contestations internes, aux rivalités d'anciens alliés et à l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale avec le mouvement des **non-alignés**. Les manifestations étudiantes contre la guerre du Vietnam aux États-Unis entre 1963 et 1975 affaiblissent les gouvernements américains. De même, les critiques de la Chine populaire à l'encontre de Khrouchtchev relativisent la toute-puissance de l'URSS dans le camp communiste.

La guerre froide est un système complexe qui s'appuie sur un rapport de force né de la Seconde Guerre mondiale et régulièrement renouvelé. Les rivalités et oppositions sont constantes, mais les tensions ont évolué selon le contexte international et les politiques nationales. **L'émergence du tiers-monde et la construction européenne à partir de 1957 ont par ailleurs incité les deux superpuissances à adapter leurs déclarations et leurs interventions pour maintenir leurs alliances.** Les accords de limitation des armes atomiques (SALT I) signés par Leonid Brejnev (URSS) et Richard Nixon (États-Unis), le 26 mai 1972, ainsi que les accords d'Helsinki, signés le 1er août 1975 par 35 États, dont les États-Unis et l'URSS, confirment la normalisation des relations diplomatiques entre les deux Grands et la volonté de sortir d'une guerre indirecte perpétuelle.

Nikita Khrouchtchev (1894-1971)

Premier secrétaire du Parti communiste de l'URSS de 1953 à 1964, à la suite de Staline, il engage un programme spatial ambitieux et s'oppose à J. F. Kennedy durant la crise de Cuba. À la suite de cet épisode de tension extrême entre les deux superpuissances, il décide de normaliser les relations bilatérales avec les États-Unis, engageant une période de détente.

QCM pour réviser

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

TABLEAU BILAN La guerre froide à l'origine d'un monde bipolaire

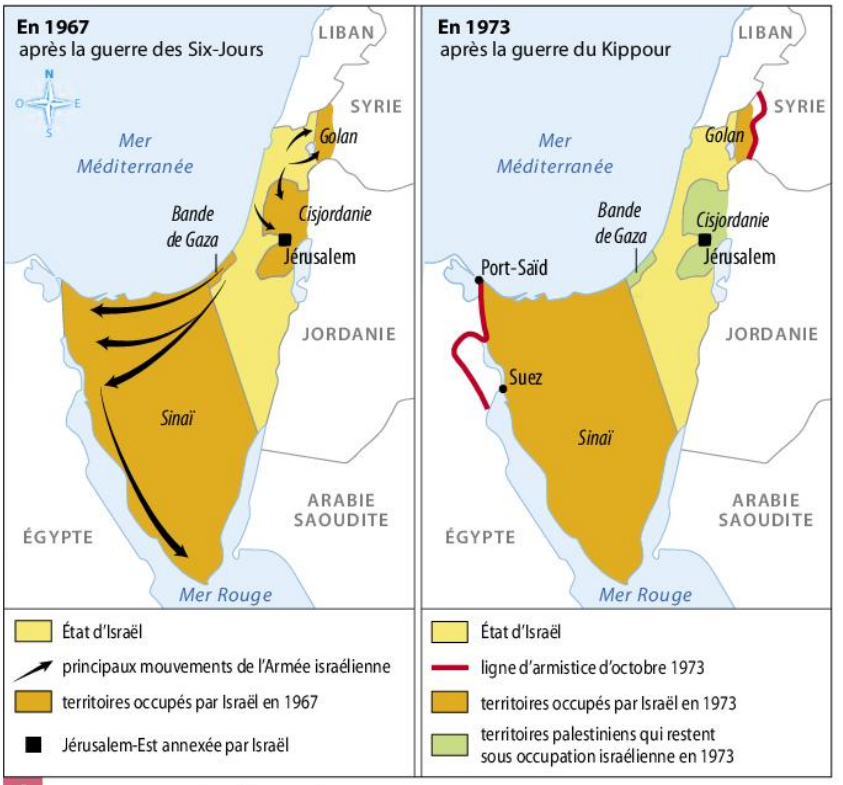
De 1947 à 1991, les éléments d'un monde bipolaire	Bloc de l'Ouest	Bloc de l'Est
Membres	ÉTATS-UNIS Europe occidentale Certains nouveaux pays indépendants en Afrique et en Asie	URSS Europe orientale Certains nouveaux pays indépendants en Afrique et en Asie
Idéologies	Modèle libéral en politique et en économie Doctrine défendant les libertés individuelles et la liberté d'entreprendre, croisant ainsi les fondements du capitalisme	Communisme Organisation politique et sociale fondée sur la suppression de la propriété privée, de la libre entreprise et sur le contrôle politique et social exercé par l'État comme garant d'une société sans classes
Doctrines	Doctrine Truman et plan Marshall	Doctrine Jdanov
Moyens	Économiques, diplomatiques, militaires Censure, propagande	Économiques, diplomatiques, militaires Censure, propagande
Armement atomique	Bombe A en 1945 Bombe H en 1952	Bombe A en 1949 Bombe H en 1953
Réussites technologiques	Premier homme sur la Lune, juillet 1969	Premier homme dans l'espace, avril 1961 Première femme dans l'espace, 1963

ÉTUDE

Les conflits au Proche et au Moyen-Orient

Depuis la disparition de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, la région du Proche et du Moyen-Orient a vu naître de nombreux jeunes États. Cet ensemble géographique, allant de la Turquie à l'Arabie Saoudite et de l'Égypte à l'Iran, est marqué après la Seconde Guerre mondiale par de nombreux conflits et tensions.

Pourquoi le Proche et Moyen-Orient est-il une région soumise à de nombreux conflits entre 1948 et 1973 ?



Chronologie

1948-1949 : création d'Israël et 1re guerre israélo-arabe.
1956 : crise de Suez.
1964 : création de l'Organisation de libération de la Palestine.
5 au 10 juin 1967 : guerre des Six Jours.
6 au 24 octobre 1973 : guerre du Kippour.

Vocabulaire

- **Moyen-Orient :** région qui regroupe les pays situés entre le Proche-Orient et l'Afghanistan, incluant tous les pays de la péninsule arabique.
- **Organisation de Libération de la Palestine (OLP) :** organisation fondée en 1964 qui regroupe différentes composantes du mouvement palestinien.
- **Proche-Orient :** région au contact de l'Asie et de l'Afrique, comprenant les pays du sud-est du bassin méditerranéen, depuis l'Égypte jusqu'à la Turquie.

1 Les guerres israélo-arabes

Source : F. W. Putzger, *Historicher Weltatlas*, Cornelsen, 1992.

2 Les conséquences de la guerre des Six Jours pour l'Égypte

Le Conseil de Sécurité […]

1. Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

a) Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ;

b) Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force.

2. Affirme en outre la nécessité :

a) De garantir la liberté de circulation sur les voies d'eau internationales de la région ;

b) De réaliser un juste règlement de la question des réfugiés ;

c) De garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région […].

3. Prie le secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Moyen-Orient […] en vue de favoriser un accord.

Résolution 242 de l'ONU, adoptée à l'unanimité le 22 novembre 1967.

3 Un télégramme diplomatique français sur le rôle de l'URSS

Le 14 décembre 1957, Maurice Dejean, ambassadeur à Moscou, adresse à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, un télégramme précisant les modalités de la présence soviétique au Proche- et Moyen-Orient.

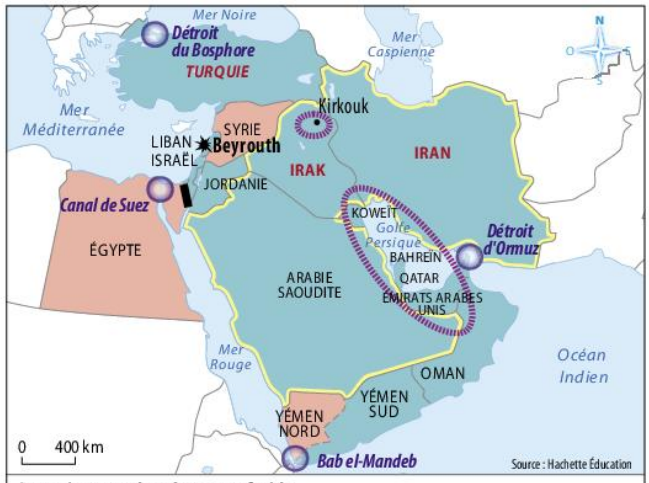
M. Dejean, ambassadeur de France à Moscou
À M. Pineau, ministre des Affaires étrangères

Moscou, 14 décembre 1957

L'URSS a fait irruption dans une région longtemps considérée par l'Occident comme une chasse gardée. Elle s'est assurée de solides positions en Égypte et s'est installée plus largement encore en Syrie, merveilleuse base d'action et d'agitation au cœur des pays arabes. […] Désormais la route du pétrole, indispensable à l'Europe occidentale, peut être coupée à chaque instant par des pays plus ou moins associés ou inféodés à l'URSS. Des positions que l'Occident conserve encore à Beyrouth, à Bagdad et en Arabie Saoudite, certaines sont fragiles. Par sa propagande, par ses méthodes subversives aussi bien que par son action diplomatique, l'URSS cherche à élargir ses avantages.

Dans cette lutte pour le contrôle du monde arabe – qui est en même temps une lutte pour le contrôle de l'Afrique et de l'Asie –, elle dispose d'atouts très puissants. Elle exploite sans scrupule le fanatisme sous toutes ses formes : ressentiment contre les anciens maîtres, nationalisme exacerbé, ambitions démesurées d'individus cherchant à réaliser à leur profit l'unité du monde arabe. […] Elle multiplie les promesses et les exemples d'assistance technique, économique, financière « absolument désintéressées » et [elle] dispose par rapport aux Occidentaux d'un avantage considérable, à savoir sa désinvolture à l'égard d'Israël contre lequel peut se refaire à chaque instant et dans n'importe quelles circonstances l'unanimité des pays arabes et qui est présenté à la fois comme l'ennemi juré des Arabes et le support des impérialismes.

Documents diplomatiques français, 1957, tome II, Imprimerie nationale, 1991.



4 Les États-Unis au Moyen-Orient de 1945 à 1973

5 Israël occupe le Sinaï après la guerre du Kippour

Des soldats israéliens quittent la rive ouest du canal de Suez pour le Sinaï, le 1er mars 1974.

Parcours 1

- Identifier et expliciter les dates et acteurs des grands événements
- Mettre un événement ou une figure en perspective

1. **Doc. 1 et 4** Rappelez les principaux conflits qui ont marqué le Proche-Orient.
2. **Doc. 1, 3 et 4** Relevez le rôle des États-Unis dans la région.
3. **Doc. 5** Quels sont les acteurs des conflits dans cette région ?
   Aide Relevez les pays impliqués et les ressources de la région.
4. **Doc. 4 et 6** Pourquoi des guerres éclatent-elles entre Israël et les pays arabes ?
   Aide Précisez les alliés et les enjeux de chaque camp.

Bilan Expliquez pourquoi le Proche et Moyen-Orient est un espace marqué par de nombreux conflits de 1948 à 1973.

Parcours 2

- S'approprier un questionnement historique
- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Oral Quels sont les nombreux acteurs, enjeux et conflits au Proche et au Moyen-Orient de 1948 à 1973 ?

Aide

1. Répondez tout d'abord au brouillon à quelques questions qui permettent de bien analyser le sujet :
   a. Quels sont les principaux conflits que connaît la région ?
   b. Quels sont les États impliqués dans ces conflits ?
   c. Quelles en sont les causes et les conséquences ?
2. Exposez à l'oral votre travail en une dizaine de minutes.
3. Pensez à **introduire le sujet** (préciser la période et la région en question), à développer en ordonnant les arguments (une idée par partie, avec des exemples pour illustrer) et à conclure.
4. **Soignez votre présentation** : ne noter sur une feuille que quelques informations et le plan pour éviter de lire ; regarder la classe en parlant ; soigner sa posture.

ÉTUDE

La Chine de Mao, un nouvel acteur dans les relations internationales

Après s'être opposé au Japon et aux nationalistes chinois du Guomindang durant les années 1930 et 1940, le Parti communiste chinois (PCC) s'impose en Chine continentale. Alors peuplée de plus de 500 millions d'habitants, la République populaire de Chine (RPC) est proclamée le 1er octobre 1949. Entre 1949 et 1976, le pays est dirigé par Mao Zedong.

Comment la Chine communiste devient-elle rapidement un acteur majeur des relations internationales ?

1 Mao reçoit Hô Chi Minh à Pékin en 1955

2 Les principales réformes de Mao Zedong

À la tête du PCC et de la Chine dès 1949, Mao Zedong engage des réformes profondes pour moderniser le pays, concurrencer l'URSS et se maintenir au pouvoir.

Période	Détails du projet	Conséquences
1958-1961 Grand Bond en avant	Réforme agraire : collectivisation forcée des terres. Politique industrielle : commandes publiques et disparition du secteur privé.	Faibles rendements, réquisition des récoltes par l'État pour nourrir les villes, productions industrielles défectueuses, désorganisation des transports. Famine : plus de 30 millions de morts. Mao Zedong démissionne de la présidence de la République.
1966-1968 Révolution culturelle	Volonté de Mao de purger le parti communiste de ses adversaires pour s'assurer le pouvoir. Moyens utilisés : mise en œuvre d'une entreprise idéologique de critique et de dénonciation des cadres anciens du pays. S'appuyer sur la population contre les élites. Diffusion de l'idéologie maoïste au moyen du *Petit Livre rouge* (1964).	Universités fermées durant six ans. Restructuration du Parti communiste autour de Mao. Des dizaines de millions de citadins (étudiants, intellectuels) envoyés en camps de rééducation. 4 millions de morts.

3 La Chine lors de la conférence de Bandung, 1955

C'est la première fois dans l'histoire que tant de pays d'Afrique et d'Asie se réunissent pour une telle conférence. Ces deux continents comptent la plus grande part des habitants de la planète. Les peuples d'Afrique et d'Asie ont créé des cultures millénaires et ont contribué fortement aux progrès de l'humanité. À l'époque moderne, beaucoup de ces États ont été victimes à différents degrés de la spoliation et de l'oppression du colonialisme, de telle sorte que les peuples furent contraints de vivre dans la pauvreté. Nos clameurs furent tues, nos désirs furent écrasés, nos destins furent manipulés par d'autres et nous devions donc nous soulever contre le colonialisme. Nos souffrances et nos luttes sont les mêmes et bien que différents, nos peuples d'Asie et d'Afrique se comprennent facilement et sont solidement solidaires depuis ces temps. […] En Chine, depuis que notre peuple a repris possession de son pays, la destruction des héritages de la société coloniale ainsi que la conversion de notre pays en une puissance industrielle ont été engagées. Sur les cinq dernières années, alors que nous avons récupéré une économie nationale dévastée par les guerres, nous avons engagé en 1953 le premier plan quinquennal de reconstruction économique. Grâce à ces efforts, le volume de production de nos principaux secteurs économiques comme la sidérurgie, le textile et les céréales ont connu une croissance historique. […] Nous avons réussi à nous opposer au colonialisme, à sauvegarder la paix mondiale et à encourager la coopération politique, économique et culturelle parce que nous autres, peuples des pays d'Afrique et d'Asie, nous avons en commun le même sort et les mêmes désirs. Pour la même raison, je désire déclarer une fois encore que le peuple chinois apporte toute sa sympathie et son appui à la lutte […] que livrent tous les peuples d'Asie et d'Afrique pour secouer le joug du colonialisme.

Zhou Enlai, ministre chinois des Affaires étrangères, discours de Bandung, 1955.

Vocabulaire

- **maoïsme :** courant communiste développé autour de la personne et de la pensée de Mao Zedong.

4 Affiche de propagande contre « l'impérialisme américain », 1965

Traduction : « La lutte de tous les peuples du monde contre l'impérialisme américain sera victorieuse ! »

5 De Gaulle et la Chine de Mao

Nous allons parler de la Chine [...]. Il est vrai que la Russie soviétique a, tout d'abord, prêté à la Chine un assez large concours [...]. C'était le temps où le Kremlin, utilisant, là comme ailleurs, sa rigoureuse prépondérance à l'intérieur de l'Église communiste pour soutenir la suprématie de la Russie sur les peuples qu'une dictature semblable à la sienne lui avait subordonnés, comptait garder la Chine sous sa coupe et, par elle, dominer l'Asie. Mais l'illusion s'est dissipée. [...]

Il n'y a effectivement, en Asie, aucune réalité politique concernant, notamment, le Cambodge, le Laos, le Vietnam, ou bien l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, la Birmanie, la Corée, ou bien la Russie soviétique, ou bien le Japon, etc., qui n'intéresse ou ne touche la Chine. Il n'y a, en particulier, ni guerre, ni paix, imaginables sur ce continent sans qu'elle y soit impliquée. [...] Mais aussi, la masse propre à la Chine, sa valeur et ses besoins présents, la dimension de son avenir la font se révéler de plus en plus aux intérêts et aux soucis de l'univers tout entier. Pour tous ces motifs, il est clair que la France doit pouvoir entendre directement la Chine et aussi s'en faire écouter.

Conférence de presse de Charles de Gaulle, président de la République française, le 31 octobre 1964.

Texte original en anglais
Classes Européennes

6 Le rapprochement entre la Chine de Mao et les États-Unis

Shanghai, 27 février 1972.

Le président Nixon a rencontré le président Mao Zedong du Parti communiste chinois le 21 février. [...]

La partie chinoise a déclaré : partout où il y a oppression, il y a résistance. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et le peuple veut la révolution – c'est devenu la tendance irrésistible de l'histoire. Toutes les nations, grandes ou petites, doivent être égales ; les grandes nations ne devraient pas intimider les petites et les nations fortes ne devraient pas intimider les faibles. [...]

Il existe des différences essentielles entre la Chine et les États-Unis dans leurs systèmes sociaux et leurs politiques étrangères. Cependant, les deux parties sont convenues que les pays, quel que soit leur système social, devraient mener leurs relations sur les principes du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les États, de la non-agression contre les autres États, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, de l'égalité et bénéfice mutuel et coexistence pacifique. Les différends internationaux devraient être réglés sur cette base, sans recourir à l'emploi ou à la menace de la force. Les États-Unis et la République populaire de Chine sont prêts à appliquer ces principes à leurs relations mutuelles.

Communiqué commun des États-Unis et de la Chine suite à la conférence de Shanghai, *Public Papers: Nixon, 1972*, National Archives, Washington.

Parcours 1

- Identifier et expliciter les dates et acteurs des grands événements
- S'approprier un questionnement historique et géographique

1. Doc. 2 Indiquez les réformes engagées par Mao Zedong. Dégagez-en les enjeux et le bilan.
   Aide Comparez les deux dernières colonnes du tableau.
2. Doc. 1, 3 et 4 Quelles sont les relations de la Chine avec les nouveaux pays indépendants ? Pourquoi ?
3. Doc. 5 Pourquoi la France reconnaît-elle la Chine en 1964 ?
4. Doc. 4 et 6 Comment ont évolué les relations entre la Chine et les États-Unis ?
   Aide Relevez les oppositions entre les documents 5 et 6.

Bilan Travail de groupe Comment la Chine populaire s'est-elle imposée comme un acteur important des relations internationales entre 1949 et le début des années 1970 ?
Aide Répartissez-vous la tâche : il faut aborder à la fois les caractéristiques de la Chine de Mao, la position du pays dans le non-alignement et les relations internationales développées par les Chinois.

Parcours 2

- S'approprier un questionnement historique
- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation à l'oral

Oral Travail en binôme

Doc. 6 Relevez et expliquez les points sur lesquels les États-Unis et la Chine entendent fonder leur relation mutuelle.
Aide Listez au brouillon, chacun de votre côté, les éléments essentiels de la relation Chine, États-Unis puis échangez et confrontez vos choix. Organisez ensemble ensuite votre réponse à la consigne posée devant la classe

POINT DE PASSAGE

L'année 1968 dans le monde

Vidéo

L'année 1968 connaît des manifestations et des protestations de différentes natures dans de nombreux pays. Ces mouvements populaires portent des revendications qui visent à transformer leurs sociétés vers plus de liberté et d'égalité.

Pourquoi l'année 1968 voit-elle la multiplication des revendications à travers le monde ?

1 E3C Analyse de document Appel pour la liberté en Tchécoslovaquie

Élu premier secrétaire du Parti communiste de Tchécoslovaquie le 5 janvier 1968, Alexandre Dubcek engage des réformes de libéralisation qui lui valent un soutien populaire.

L'éventualité d'une intervention des forces étrangères[1] dans notre évolution intérieure a été ces derniers temps une grande source d'inquiétude. Face à toutes ces forces supérieures en nombre, il ne nous reste qu'à tenir bon, fermement et poliment et à éviter les provocations. Nous pouvons assurer notre gouvernement que nous le soutiendrons s'il le faut par les armes, aussi longtemps qu'il fera la politique pour laquelle nous l'avons mandaté. Pour ce qui est de nos alliés, nous pouvons les assurer que nous honorerons nos traités d'amitié, d'alliance et de coopération économique. Des reproches véhéments et des soupçons non justifiés ne feraient que rendre plus difficile la position de notre gouvernement, sans pour autant nous avancer en quoi que ce soit. De toute manière, nous n'aurons des rapports internationaux d'égalité que si nous parvenons à améliorer notre situation intérieure et à pousser notre processus de rénovation assez loin pour pouvoir élire ensuite des hommes d'État doués d'assez de courage, d'honneur et de sagesse politique pour institutionnaliser et sauvegarder de tels rapports. C'est d'ailleurs un problème commun à tous les gouvernements des petits pays. Comme en 1945, cette année, le printemps nous aura apporté une grande chance. Nous avons en effet, une autre fois, l'occasion de prendre en main notre affaire commune qui a pour dénomination de travail : le socialisme, et de la mieux façonner à l'image de la bonne réputation que nous avions et de l'opinion relativement favorable que nous nous faisions autrefois de nous-mêmes. Ce printemps vient de finir pour ne plus jamais revenir. En hiver, nous saurons à quoi nous en tenir.

« Deux mille mots qui appartiennent aux ouvriers, aux paysans, aux employés, artistes, savants, techniciens et tous autres », manifeste de Ludvik Vaculik, écrivain, signé par 70 autres personnalités et publié simultanément dans quatre journaux tchécoslovaques, le 27 juin 1968.

1. Il s'agit des manœuvres militaires de juin du Pacte de Varsovie.

2 Les chars soviétiques mettent fin au Printemps de Prague en août 1968

Les Tchèques combattent les chars avec des pierres.

3 L'assassinat de Martin Luther King en 1968

C'est donc dans une ville du Sud profond, à Memphis, que le pasteur Martin Luther King a été assassiné. L'homme était un symbole pour l'Amérique et pour le monde entier ; on ne peut s'empêcher de penser qu'un autre symbole, tragique celui-là, vient s'ajouter à celui de sa vie, de sa pensée, de son action : le Sud incarne la ségrégation raciale depuis les origines du peuplement noir et cet assassinat, quel qu'en soit l'auteur, montre que le climat sudiste de résistance violente à l'intégration n'a pas disparu. Le poids de l'histoire est là […].

« L'Amérique est choquée », a déclaré le président Johnson. Elle n'est pas seule : Martin Luther King représentait, aux yeux de l'humanité, une Amérique généreuse, libre et décidée à réaliser le grand idéal démocratique inscrit dans sa Loi fondamentale. Le choc de cette mort brutale rappelle les heures de consternation et de peur que le monde a connues lorsque John Kennedy fut assassiné à Dallas. […]

Martin Luther King prônait la « révolution non violente » […]. Il avait attiré sur lui la haine des Blancs qui refusent l'intégration […]. Mais il est maintenant, comme il arrive quand le fanatisme fait des martyrs, un signe de ralliement pour tous les Noirs : de cela, on ne peut douter ; les manifestations ont déjà commencé dans plusieurs villes et le coup de feu de Memphis va rendre plus brûlant l'été américain que l'on annonçait déjà agité.

Lucien Guissard, « L'homme de la non-violence », *La Croix*, 6 avril 1968.

4 Les événements de 1968 analysés par une historienne

Réduits bien souvent à leur seule dimension parisienne et étudiante, circonscrits au seul mois de mai, les « événements de 1968 » sont encore l'objet de clichés tenaces, loin de la réalité. […] La contestation n'est pas apparue soudainement en mai 1968, pas plus qu'elle ne s'y termine. Elle émerge progressivement au milieu des années 1960 et se poursuit dans les années 1970 quand de nouveaux mouvements sociaux font évoluer en profondeur la société.

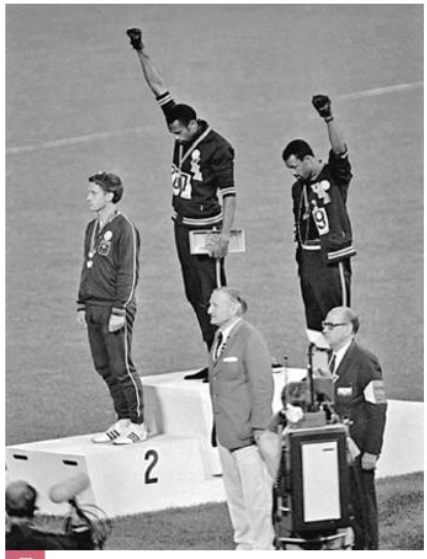
Il faut rendre aux « années 1968 » leur durée mais aussi leur extension géographique : Paris n'a pas le monopole de la contestation hexagonale et, bien au-delà des frontières, « l'espace 68 » se déploie au niveau international. Au cours des années 1960 et 1970, de Berkeley à Tokyo, d'Amsterdam à Mexico, de Rome à Madrid et Varsovie, des mouvements de contestation surgissent. La jeunesse fait son apparition comme nouvel acteur social.

On n'a souvent retenu de l'article de Pierre Viansson-Ponté publié dans *Le Monde* du 15 mars 1968 que son titre : « Quand la France s'ennuie ». […] Mais le journaliste n'a pas tort lorsqu'il écrit : « Les étudiants manifestent, bougent, se battent en Espagne, en Italie, en Belgique, en Algérie, au Japon, en Amérique, en Égypte, en Allemagne, en Pologne même. Ils ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité. » Ainsi, les étudiants japonais ont, depuis le début des années 1960 et, plus encore, à partir de 1967, manifesté contre les liens particuliers que leur pays entretient avec les États-Unis. Surtout, cela fait plusieurs années que la contestation s'exprime outre-Atlantique.

Multiforme, la remise en cause de l'ordre établi émerge aux États-Unis au début des années 1960 – elle se poursuivra jusqu'en 1972. La « révolte des campus » prend naissance à Greensboro, en Caroline du Nord, en 1960, lorsque des étudiants noirs, victimes de ségrégation, improvisent un sit-in[1], suivi de multiples manifestations du même type dans les États du Sud. Alors que le mouvement pour les droits civiques prend son essor, les étudiants blancs se mobilisent pour l'arrêt des essais nucléaires, la liberté d'expression à l'université, le respect des libertés civiques ou la neutralité envers le régime castriste.

Geneviève Dreyfus-Armand, « Les années 1968, ou la jeunesse du monde », *L'Histoire*, n° 330, avril 2008.

1. Manifestation pacifique qui consiste à s'asseoir et à refuser de bouger.



5 La contestation de la ségrégation contre les Afro-Américains

Aux jeux Olympiques de Mexico en octobre 1968, Tommie Smith et John Carlos protestent contre la situation des Afro-Américains aux États-Unis.

Vocabulaire

- **ségrégation :** séparation imposée dans le droit et dans les faits d'un groupe social avec les autres. La ségrégation raciale repose sur des critères racistes appliqués au quotidien, dans la vie professionnelle et au le plan juridique.

Parcours 1

- Identifier et expliciter les dates et acteurs des grands événements
- Mettre un événement ou une figure en perspective

1. Doc. 1, 2 et 3 Comment se manifestent les revendications politiques et sociales dans le monde en 1968 ?
2. Doc. 2 et 4 Indiquez les territoires touchés par ces contestations.
   Aide Dites en quoi on peut parler de contestations mondialisées.
3. Doc. 2, 3 et 5 Relevez les principales motivations de ces contestations.
   Aide Insistez sur la diversité des revendications.

Bilan

Oral travail en binôme Dans quelle mesure ces événements ont-ils fragilisé les deux puissances et bousculé le cadre de la guerre froide ?

Aide Au brouillon, remplissez le tableau de synthèse suivant, à l'aide des documents et de vos connaissances.
Exposez ensuite en quelques lignes les difficultés internes que rencontrent les deux blocs durant l'année 1968.
Chaque membre du binôme présente ensuite à l'oral (5 minutes chacun) un des blocs et les difficultés qu'il traverse.

	Bloc de l'Ouest	Bloc de l'Est
Puissance fondatrice		
Territoires de crise en 1968		
Causes des contestations		
Acteurs des contestations		
Conséquences		

Parcours 2 BAC

- Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient
- Justifier des choix, une interprétation, une production

E3C Analyse de document

Doc. 1 Analyser la situation de la Tchécoslovaquie au printemps 1968 selon les signataires de ce manifeste.
Aide Relevez ce qui est lié à la situation internationale et ce qui dépend de la situation intérieure à la Tchécoslovaquie.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.youtube.com/watch?time_continue=4&v=9wcRzVpCXLc

– Parmi les pays proposés, choisissez-en trois et notez quelles sont les revendications des étudiants en 1968.

LEÇON 2

Décolonisation, nouveaux acteurs et émergence du tiers-monde

Comment la décolonisation et l'émergence de nouveaux acteurs remettent-elles en cause le monde bipolaire ?

ÉTUDE Les conflits au Proche et au Moyen-Orient p. 154

ÉTUDE La Chine de Mao, un nouvel acteur dans les relations internationales p. 156

POINT DE PASSAGE L'année 1968 dans le monde p. 158

Notions

- **non-alignement :** attitude de neutralité de certains pays vis-à-vis du bloc occidental et du bloc communiste.
- **panarabisme :** mouvement politique affirmant la nécessité d'unir le monde arabe.

A La décolonisation fait apparaître de nouveaux acteurs sur la scène internationale

- **La Seconde Guerre mondiale marque un affaiblissement des puissances européennes qui avaient bâti leurs empires coloniaux en Afrique et en Asie depuis le XIXe siècle.** Le processus d'émancipation des peuples dominés en Asie et en Afrique s'engage contre la domination occidentale, avec le soutien des deux Grands et de l'ONU. Le principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » est réaffirmé, et le processus de décolonisation s'étend de 1945 à 1975.
- C'est en Asie que commence la décolonisation après 1945. L'Inde est une des premières grandes puissances asiatiques colonisées à obtenir l'indépendance en 1947. L'Empire des Indes (britannique) est ainsi divisé entre l'Union indienne à majorité hindoue et le Pakistan à majorité musulmane. L'Indonésie n'obtient son indépendance qu'à la suite d'une guerre (1949), tout comme l'Indochine (1954). **En octobre 1949, la proclamation de la République populaire de Chine soutenue par l'URSS favorise la réaffirmation de l'Asie comme acteur politique important dans les relations internationales.**
- **L'essentiel de la décolonisation du continent africain s'effectue à partir du milieu des années 1950.** Pendant cette décennie, la majeure partie des colonies européennes accèdent à l'indépendance, car les deux plus grandes puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne, se retirent progressivement en s'assurant parfois des accords favorables pour la poursuite de leurs exploitations économiques. Entre 1954 et 1962, la guerre d'Algérie marque l'apogée des guerres de décolonisation sur le continent africain.

Mao Zedong (1893-1976)

Mao est un des fondateurs du Parti communiste chinois en 1921. Entre 1934 et 1949, il mène la lutte contre les Japonais et contre les nationalistes chinois. Il sort vainqueur de la guerre civile en 1949 et proclame la République populaire de Chine. Principal dirigeant du nouveau régime, Mao impose la dictature du Parti communiste. Les réformes (Grand Bond en avant et Révolution culturelle) dans lesquelles il engage le pays conduisent à des millions de morts. À partir du début des années 1970, Mao Zedong cherche à rapprocher la Chine de l'Occident.

B S'organiser pour faire face aux deux Grands

- **Beaucoup de ces nouveaux États indépendants cherchent à s'organiser afin de se libérer d'une dépendance trop forte aux anciennes puissances de tutelle.** Ainsi, les États du Moyen-Orient s'organisent dès 1945 en une Ligue arabe chargée de défendre les intérêts des pays arabes, notamment dans leur lutte contre Israël. Des hommes politiques comme Gamal Abdel Nasser défendent le développement du panarabisme afin de créer une forme de cohésion entre les différents États arabes.
- **Entre le 18 et le 24 avril 1955, la conférence de Bandung réunit en Indonésie vingt-neuf États indépendants dont cinq africains et quinze asiatiques.** Soekarno (Indonésie), Nehru (Inde), Kwame Nkrumah (Ghana), Nasser (Égypte) et Zhou Enlai, représentant la Chine de Mao Zedong, ainsi qu'une délégation du FLN, représentant l'Algérie, évoquent les problèmes de décolonisation et de développement. Les discours de clôture illustrent la conscience de la force potentielle des continents asiatique et africain. Inventée par Alfred Sauvy en 1952, **l'expression « tiers-monde » s'impose.**
- Refusant pour certains de passer d'une domination à une autre et convaincus du potentiel des solidarités régionales en Asie et en Afrique, certains chefs d'État encouragent une troisième voie. Communiste ayant rompu avec l'URSS en 1948, le président yougoslave Josip Broz Tito organise la conférence de Belgrade qui réunit de nombreux États d'Asie et d'Afrique entre le 1er et le 6 septembre 1961. **Nehru et Nasser s'affirment comme figures du tiers-monde et s'engagent dans la voie du non-alignement.** Les défis économiques et les rivalités régionales fragilisent néanmoins cette ambition de refus du monde bipolaire.

C Des tensions nouvelles

La période de la guerre froide est bien sûr marquée par des conflits indirects entre les deux Grands, mais aussi par de nouvelles tensions dans différentes régions du monde. C'est par exemple le cas au Moyen-Orient, notamment à la suite de la création de l'État d'Israël en 1948. Une succession de conflits oppose le nouvel État aux pays arabes voisins : la crise de Suez en 1956, mais aussi la guerre des Six Jours en 1967 ou la guerre du Kippour. Les États-Unis et l'URSS interviennent pour apporter leur soutien à l'un ou l'autre camp. Ainsi l'Égypte accepte l'aide de l'URSS dans les années 1960 et les années 1970 puis se rapproche des États-Unis en 1979.

Dans le cadre de la guerre froide, les nouveaux États indépendants représentent en effet des enjeux importants pour les deux superpuissances. Il s'agit pour les États-Unis comme pour l'URSS de limiter l'influence adverse et de trouver de nouveaux alliés en Afrique et en Asie. Les États-Unis multiplient les traités d'alliance avec ces nouveaux pays indépendants afin de défendre ses intérêts : pacte de Bagdad au Moyen-Orient (Irak, Turquie, Pakistan, Iran, Royaume-Uni et États-Unis), OTASE en Asie du Sud-Est (États-Unis, Royaume-Uni, France, Australie, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Nouvelle-Zélande). De même, l'alliance avec la Chine reste un enjeu de taille entre les deux Grands. Rapidement, la République populaire de Chine s'émancipe de son alliance avec l'URSS.

POINT DE PASSAGE p. 158

L'année 1968 est un bon exemple des nombreuses tensions qui secouent le monde. Dans les pays du bloc de l'Ouest, notamment au Mexique, aux États-Unis et en France, de nombreuses revendications portées par la jeunesse se font entendre pour obtenir davantage de liberté ou d'égalité comme celle de Martin Luther King. Les critiques contre les politiques et engagements gouvernementaux sont souvent radicales. Dans le bloc de l'Est, le Printemps de Prague engage une libéralisation politique rapidement réprimée par l'URSS en août 1968.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Allez sur https://www.youtube.com/watch?v=qqRF69NUOI8 (partie 2 du documentaire « Décolonisations » de 2019) pour comprendre comment s'est déroulée la décolonisation de l'Inde.

– Visionnez le passage de 33'05" à 38'50" et relevez des informations qui expliquent pourquoi l'indépendance de l'Inde a provoqué la création de deux pays (partie A du cours).

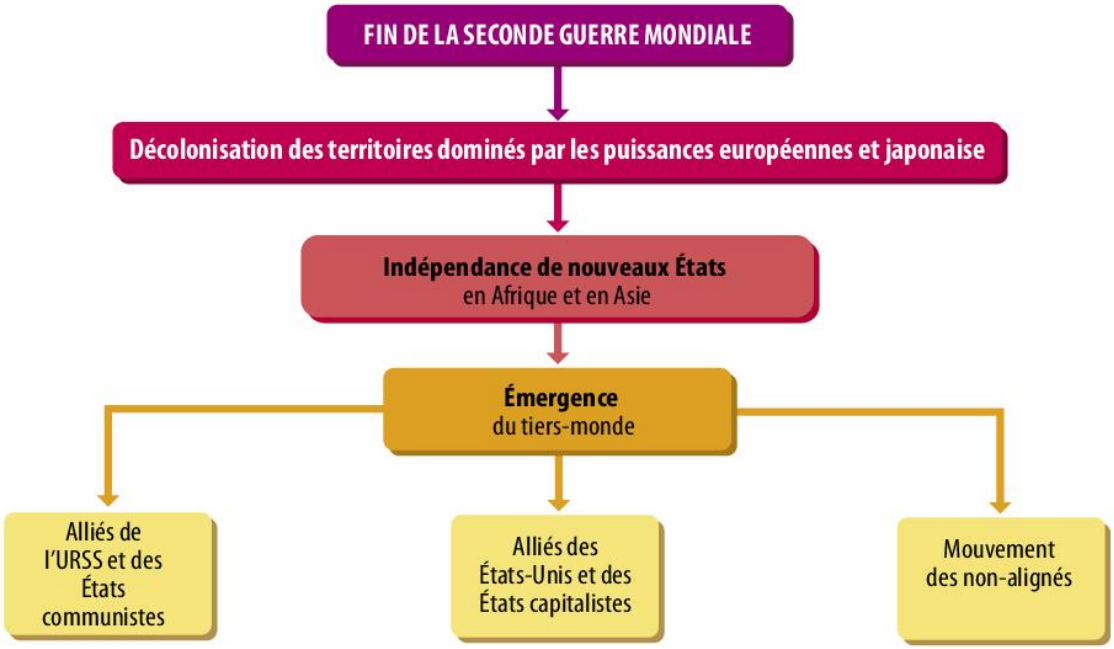
Martin Luther King (1929-1968)

Noir américain originaire de Géorgie, il devient pasteur. Il lutte pacifiquement contre la ségrégation raciale et pour les droits civiques des Noirs aux États-Unis. Il reçoit le prix Nobel de la Paix en 1964. Il est assassiné en 1968.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN Décolonisation et émergence du tiers-monde

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



La crise de Suez, les impérialismes face à de nouveaux acteurs politiques

Face au refus des États-Unis et de la Grande-Bretagne d'aides financières pour la construction du barrage d'Assouan, le président Nasser proclame la nationalisation du canal de Suez, point stratégique des échanges de pétrole et de marchandises entre l'Europe et l'Asie. Dans un contexte de décolonisation et de guerre froide, cette crise engage de nombreux acteurs internationaux.

En quoi la crise de Suez est-elle un exemple des nouveaux équilibres géopolitiques au Proche et au Moyen-Orient pendant la guerre froide ?

1 DOCUMENT SOURCE — Discours du président Gamal Abdel Nasser, 26 juillet 1956, à Alexandrie

Citoyens,

[…] Nous ne permettrons pas que le canal de Suez soit un État dans l'État. Aujourd'hui, le canal de Suez est une société égyptienne, des fonds desquels l'Angleterre a pris 44 % de ses actions. L'Angleterre profite jusqu'à présent des bénéfices de ces actions ; le revenu de ce canal en 1955 a été évalué à 35 millions de livres, soit 140 millions de dollars, desquels il nous revient 1 million de livres, soit 3 millions de dollars. […] Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte. La Compagnie est une société anonyme égyptienne, et le canal a été creusé par 120 000 Égyptiens, qui ont trouvé la mort durant l'exécution des travaux. […]. Nous construirons le Haut-Barrage et nous obtiendrons tous les droits que nous avons perdus. Nous maintenons nos aspirations et nos désirs. Les 35 millions de livres que la Compagnie encaisse, nous les prendrons, nous, pour l'intérêt de l'Égypte.

Je vous le dis donc aujourd'hui, mes chers citoyens, qu'en construisant le Haut-Barrage, nous construisons une forteresse d'honneur et de gloire et nous démolissons l'humilité. […] Nous construirons une Égypte forte, et c'est pourquoi j'assigne aujourd'hui l'accord du gouvernement sur l'étatisation de la Compagnie du canal.

Discours de Gamal Abdel Nasser, Alexandrie, 26 juillet 1956.

2 L'ANALYSE DE L'HISTORIEN — Les raisons de la crise

La crise va être provoquée paradoxalement par le second axe de la politique nassérienne, la recherche de l'indépendance économique […]. Un des enjeux est de construire un énorme barrage à Assouan. Il permettra la formation d'un immense lac de retenue qui régularisera l'écoulement du fleuve selon les besoins de l'agriculture et fournira l'hydroélectricité nécessaire à l'électrification de la vallée. […] Pour parvenir à un tel objectif, l'Égypte a besoin d'une aide financière et technique. Elle se tourne une nouvelle fois vers l'Occident et on commence à concevoir un montage financier regroupant le gouvernement américain, le gouvernement britannique et la Banque mondiale.

Les Américains sont très inquiets de l'acquisition d'armes soviétiques par l'Égypte […]. Nasser décide en avril 1956 de reconnaître la Chine populaire qui se trouve hors de l'ONU et par conséquent ne serait pas concernée par un nouvel embargo sur les armes. Cette action irrite l'administration Eisenhower qui juge pouvoir limiter les achats d'armes et éventuellement les supprimer en demandant un contrôle des finances de l'Égypte durant la durée du prêt nécessaire à l'Égypte. La faute psychologique est grave : les puissances européennes s'étaient justement imposées à l'Égypte par le biais du contrôle financier, ce qui a conduit à l'occupation britannique en 1882. L'Égypte nouvellement indépendante et si fortement nationaliste de Nasser ne peut que refuser de telles conditions.

Henri Laurens, *Le Grand Jeu. Orient arabe et rivalités internationales*, Armand Colin, 1991.

S'INITIER AU TRAVAIL DE L'HISTORIEN

■ Procéder à l'analyse critique des documents selon une approche historique ■ Confronter les sources et rédiger une argumentation historique

A L'historien commence par définir le contexte historique

1. Doc. 1 et 2 Indiquez l'événement auquel font référence les documents.

2. Doc. 1 et 2 Exposez les enjeux de cet événement.

3. Doc. 1 et 2 Relevez les acteurs impliqués dans cette crise.

B L'historien confronte la source au contexte

4. Doc. 1 et 2 Quelles sont les motivations des acteurs ?

5. Comment est expliquée dans le document 2 la décision politique exposée dans le document 1 ?

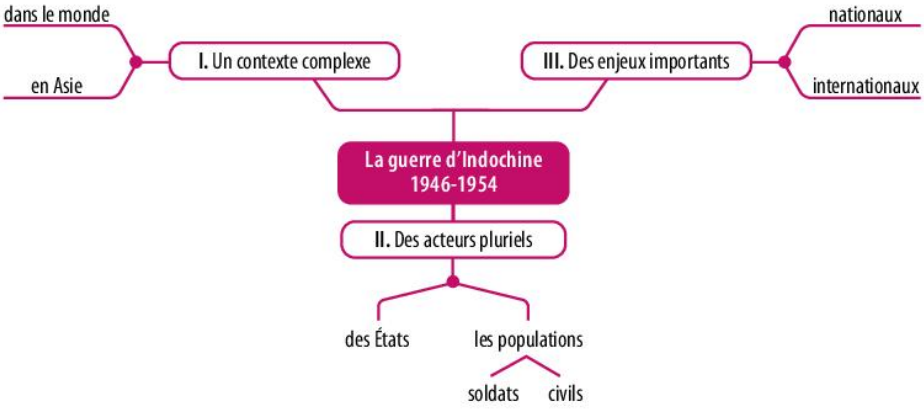
C L'historien interprète la source

6. Quels sont les acteurs de la crise de Suez qu'évoque l'historien (doc. 2) et qui n'apparaissent pas dans le discours de Nasser (doc. 1) ?

Aide Montrez que l'historien envisage l'événement dans une dimension mondiale.

Réaliser une carte mentale de synthèse

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, construisez votre propre carte mentale de synthèse du chapitre.



Boîte à outils

- Reprenez les différents éléments de votre cours et listez-les de manière simple.
- Ensuite, réfléchissez à quelle idée de la carte mentale ils correspondent.
- Utilisez par exemple un code couleur (je surligne sur mon brouillon en jaune fluo ce qui montre les conséquences économiques et sociales des chocs pétroliers, etc.).
- Puis complétez au propre la carte mentale avec tous les éléments listés et classés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C Analyse de document

■ **CAPACITÉ :** Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

La fin de la crise des missiles de Cuba

Cher camarade Fidel Castro,

Nous avons reçu votre lettre du 28 octobre et les communications sur les entretiens que vous […] avez eus avec notre ambassadeur. Nous comprenons votre situation et nous tenons compte de vos difficultés dans cette première étape suivant l'élimination de la tension maximale due à la menace d'une attaque des impérialistes américains que vous attendiez d'un moment à l'autre.

Nous comprenons que, pour vous, certaines difficultés aient pu surgir à la suite de notre promesse faite aux États-Unis de retirer de Cuba la base de fusées, en échange de l'engagement des États-Unis d'abandonner leurs plans d'invasion de Cuba par leurs troupes et celles de leurs alliés de l'hémisphère occidental[1], de mettre fin ainsi à ce qu'on appelle la « quarantaine » autrement dit le blocus de Cuba ! Cet engagement a conduit à la fin du conflit dans la zone des Caraïbes, conflit qui impliquait, vous le comprenez bien, le choc des superpuissances et sa transformation en une guerre mondiale où seraient utilisés l'arme thermonucléaire et les missiles. […]

Sans aucun doute le peuple cubain aurait lutté courageusement mais, sans aucun doute aussi, héroïquement, il aurait péri. Si nous luttons contre l'impérialisme, ce n'est pas pour mourir mais pour tirer parti de nos potentialités, pour perdre le moins possible, dans cette lutte et gagner ensuite davantage, afin de vaincre et de faire triompher le communisme. […] Bien entendu, nous avons fait des concessions, nous avons pris des engagements. Nous avons agi suivant le principe d'une concession en échange d'une autre concession. […] Ce que nous avons réussi de plus important c'est d'empêcher pour l'instant une agression de l'ennemi extérieur […].

Nous considérons cela comme une grande victoire. Évidemment, les impérialistes ne cesseront pas la lutte contre le communisme. Mais nous avons réussi nos projets et nous allons prendre nos décisions. Ce processus de lutte continuera tant qu'il existera dans le monde deux systèmes politico-sociaux, tant que l'un de ces deux systèmes, et nous savons que ce sera notre système communiste, n'aura pas triomphé dans le monde entier.

Extraits de la lettre du 30 octobre 1962 de Nikita Khrouchtchev à Fidel Castro, publiée pour la première fois dans le journal *Le Monde* daté du 24 novembre 1990.

1. Il s'agit des pays alliés des États-Unis, souvent membres de l'OTAN.

CONSIGNE

Après avoir présenté le document en insistant sur son auteur et son destinataire, montrez en quoi la crise des missiles de Cuba est un enjeu majeur de la guerre froide.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

Conseil

Pensez à préciser les caractéristiques définissant la guerre froide.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C

Réponse à une question problématisée
Rédiger l'introduction et la conclusion

■ **CAPACITÉS :** S'approprier un questionnement historique – Utiliser une approche historique pour construire une argumentation – Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

RAPPEL

L'introduction et la conclusion sont des éléments essentiels pour montrer que vous organisez vos idées, elles permettent respectivement d'entrer dans le développement puis d'en faire le bilan. Elles doivent être entièrement rédigées au brouillon.

SUJET **En quoi l'ordre bipolaire est-il remis en cause dans les années soixante ?**

MÉTHODE

ÉTAPE 1 Analyser la question problématisée

- Définissez les mots clés.
- Déterminez les limites du sujet.

▸ Aidez-vous des questions dans les encadrés.

Qu'est-ce que l'ordre bipolaire ? Caractérisez-le précisément.

Expliquez pourquoi les années 1962 et 1968 peuvent convenir pour ce sujet.

En quoi l'ordre bipolaire est-il remis en cause dans les années soixante ?

Cette expression interrogative signifie « De quelles manières ? Comment ? »

Comment les modèles américain et soviétique sont-ils contestés ? Quels sont les acteurs nouveaux qui les critiquent ? Cette remise en cause est-elle totale ?

ÉTAPE 2 Construire le plan en mobilisant ses connaissances

1. L'affirmation de certains États remet en cause l'ordre bipolaire	2. Les États-Unis et l'URSS sont contestés dans leur propre camp
– Le non-alignement cherche à dépasser les logiques de la guerre froide avec de nouveaux acteurs. – Mais le tiers-monde n'est pas uni et il est majoritairement intégré à l'ordre bipolaire.	– Dans le camp des États-Unis : la concurrence de la CEE, la politique étrangère du général de Gaulle, la lutte des Afro-Américains pour les droits civiques, la contestation de la guerre du Vietnam. – Dans le camp soviétique : la crise du Printemps de Prague. – L'émancipation de la Chine vis-à-vis de l'URSS.

ÉTAPE 3 Rédiger l'introduction et la conclusion

A. L'introduction

L'introduction est le premier élément de votre devoir que lit le correcteur. Elle donne la première impression sur votre travail.

Elle doit principalement présenter le plan choisi pour la réponse.

- ▸ Votre amorce doit définir les enjeux du sujet en précisant le sens des mots-clés.
- ▸ Vous devez ensuite réécrire la question problématisée.
- ▸ Ensuite, vous annoncez le plan que vous avez choisi.

Parmi les trois propositions d'introduction ci-dessous, laquelle/lesquelles peuvent convenir pour ce sujet ? Justifiez votre choix.

Proposition 1 : Après 1945, la décolonisation modifie les rapports de puissance dans le monde. Les métropoles coloniales perdent leur influence. Les années soixante représentent une première rupture dans la logique bipolaire des relations internationales. En quoi l'ordre bipolaire est-il remis en cause dans les années soixante ? Nous verrons d'abord comment l'affirmation du tiers-monde remet en question l'ordre bipolaire avant d'étudier de quelles manières les deux Grands sont contestés dans leurs propres camps.

➜ Justification : …

Proposition 2 : Née en 1947, la guerre froide oppose les États-Unis et l'URSS dont les modèles idéologiques sont antagonistes. Elle se joue par alliés interposés. Les tensions entre les deux superpuissances atteignent leur apogée en 1962 lors de la crise des missiles de Cuba. Les années soixante représentent une première rupture dans la logique bipolaire des relations internationales. En quoi l'ordre bipolaire est-il remis en cause dans les années 1960 ? Nous verrons d'abord comment l'affirmation de certains États du tiers-monde au sein du mouvement des non-alignés remet en cause l'ordre bipolaire avant d'étudier de quelles manières les deux Grands sont contestés dans leur propre camp.

➜ Justification : …

Proposition 3 : Née en 1947, la guerre froide oppose les États-Unis et l'URSS dont les modèles idéologiques sont antagonistes. Elle se joue par alliés interposés. Les tensions entre les deux superpuissances atteignent leur apogée en 1962 lors de la crise des missiles de Cuba. Les années soixante représentent une première rupture dans la logique bipolaire des relations internationales. En quoi l'ordre bipolaire est-il remis en cause dans les années 1960 ?

➜ Justification : …

B. La conclusion

La conclusion laisse au lecteur la dernière impression sur le devoir. Elle ne doit pas être négligée. Il faut donc prendre le temps de la rédiger entièrement au brouillon après avoir rédigé au propre le développement.

La conclusion apporte des éléments de réponse clairs à la question problématisée.

- Elle fait le bilan de votre argumentation en reprenant les points essentiels.
- Elle peut finir sur une ouverture qui expose des éléments précis.

Parmi les deux propositions de conclusion ci-dessous, laquelle convient pour ce sujet ? Justifiez votre choix.

Proposition 1 : les années 1960 sont un moment de remise en cause de l'ordre bipolaire. Mais cette remise en cause est moins liée à l'affirmation du tiers-monde qu'à des problèmes nés à l'intérieur des deux blocs. Si les États-Unis sont fragilisés par de multiples contestations, l'URSS voit émerger la concurrence d'une autre puissance communiste, la Chine. Cette situation nouvelle conduit les deux Grands à adapter leurs déclarations et leurs interventions pour maintenir leurs alliances (Accords SALT en 1972 par exemple).

➜ Justification : …

Proposition 2 : les années 1960 sont un moment de remise en cause de l'ordre bipolaire. Mais cette remise en cause est moins liée à l'affirmation du tiers-monde qu'à des problèmes nés à l'intérieur des deux blocs. Si les États-Unis sont fragilisés par de multiples contestations, l'URSS voit émerger la concurrence d'une autre puissance communiste, la Chine. Comment la guerre froide va-t-elle évoluer ?

➜ Justification : …

SUJET D'ENTRAÎNEMENT

Comment les États-Unis et l'URSS s'affirment-ils dans les relations internationales de 1947 à la fin des années 1960 ?

- Analysez le sujet.
- Rédigez l'introduction et la conclusion du sujet.

Plan possible :

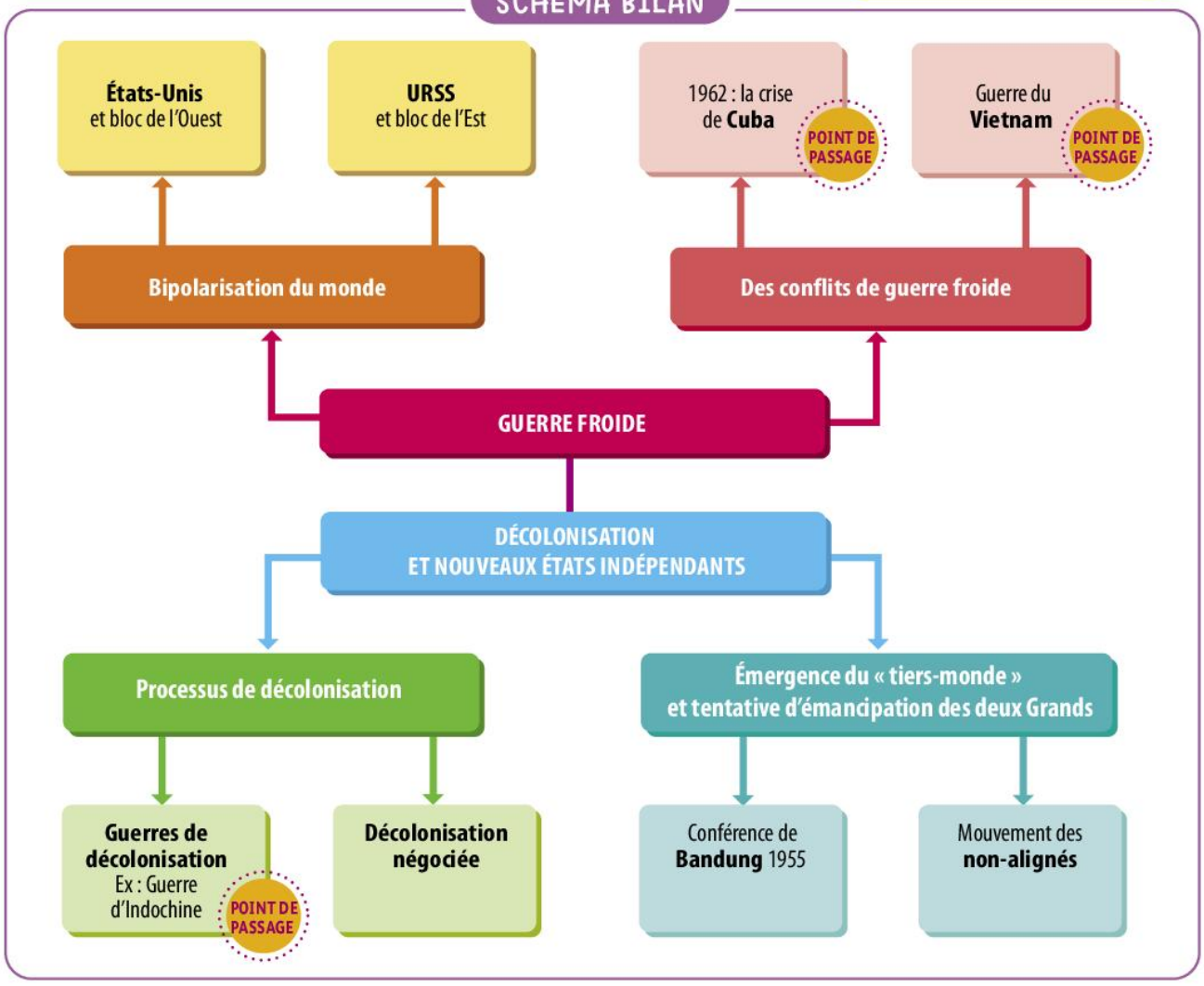
1. Entre 1947 et 1953, les deux Grands mettent en place leurs zones d'influence.
2. De 1953 à la fin des années 1960, les théâtres d'intervention des États-Unis et de l'URSS s'étendent à l'ensemble de la planète.
3. Mais cette affirmation d'un ordre bipolaire fait naître des contestations.

RÉVISION

Décolonisation et guerre froide

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

SCHÉMA BILAN



Je maîtrise les notions essentielles

- décolonisation (p. 142)
- guerre froide (p. 142)
- impérialisme (p. 146)
- non-alignement (p. 160)
- non-alignés (p. 152)
- tiers-monde (p. 140)

Je connais les dates importantes

1947 : début de la guerre froide.
1949 : création République populaire de Chine.
1945-1954 : guerre d'Indochine.
1955 : conférence de Bandung.
1962 : crise des missiles à Cuba.

Ne pas confondre !

- **tiers-monde :** expression créée par Alfred Sauvy en 1952 (en référence à l'expression *tiers état*) qui désigne les pays en développement, souvent issus de la colonisation. Ces pays, malgré leur poids démographique, sont peu représentés sur la scène internationale et dans le commerce mondial.
- **non-alignés :** mouvement qui regroupe les pays refusant de s'inscrire dans la logique d'affrontement Est-Ouest. Il est fondé par 25 pays du tiers-monde et la Yougoslavie qui cherchent à collaborer pour défendre leur indépendance sur la scène internationale.

AUTOÉVALUATION

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

- Capacités : identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et les ruptures
- identifier les contraintes d'un contexte historique

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

a. Quels sont les enjeux de la guerre froide ?
b. Quelles sont les conséquences de la décolonisation en Afrique et en Asie ?
Dans un court paragraphe, expliquez les points suivants :
c. En quoi la guerre du Vietnam est-elle à la fois une guerre civile et un conflit de la guerre froide ?
d. Quelles sont les conséquences de la crise des missiles à Cuba en 1962 ?

OBJECTIF 2 Contextualiser

- CAPACITÉ : identifier et nommer les acteurs

a. Remplissez le tableau ci-contre pour faire le point.

	Bloc de l'Est	Bloc de l'Ouest
Grande puissance		
Autres pays membres		
Idéologie		
Moyens militaires et technologiques		
Crises majeures		

- CAPACITÉ : mettre une figure ou un événement en perspective

b. Dans un court paragraphe, présentez l'évolution de la Chine de Mao Zedong sur la scène internationale entre 1949 et le début des années 1970.
c. Listez les guerres israélo-arabes entre 1956 et 1973 au Proche et au Moyen-Orient et précisez-en les acteurs, les causes et les conséquences.

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

- CAPACITÉ : employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

a. Notez les notions de la page précédente avec leurs définitions précises.

- CAPACITÉ : utiliser une approche historique pour construire une argumentation historique

b. Expliquez en quoi la décolonisation reconfigure le monde bipolaire mis en place par la guerre froide.
– Définir la décolonisation (contexte, acteurs, dates importantes).
– Expliquer la position des nouveaux États indépendants dans le cadre du tiers-monde (non-alignement ou pas).
– Notez les rapprochements dans le cadre de la guerre froide.

Pour aller plus loin

À LIRE

Bandes dessinées

- Jean-David Morvan, Frédérique Voulyzé, Rafael Ortiz, Jean-Luc Domenach, ***Mao Zedong***, Éditions Glenat, 2016. Une bande dessinée qui suit l'ascension au pouvoir de Mao Zedong et les transformations qu'il impose à la Chine communiste.

Atlas

- Aurélie Boissière, Sabine Dullin, Stanislas Jeannesson, Jeremie Tamiatto, ***Atlas de la guerre froide : un conflit global et multiforme***, Autrement, 2017. 120 cartes et infographies pour comprendre le conflit qui divisa l'Europe et le monde.

Pièce de théâtre

- Aimé Césaire, ***Une saison au Congo***, Poche, 2001. Une mise en scène des luttes politiques au Congo belge pour la conquête de l'indépendance et l'ascension de Patrice Lumumba comme icône des indépendances du continent africain.

À VOIR

- ***One, two, three*** (1961) de Billy Wilder : une comédie hollywoodienne sur la guerre froide à Berlin.

Un documentaire

- ***The Vietnam War*** (titre français : ***Vietnam***) (2017) de Ken Burns et Lynn Novick. Documentaire en 10 parties (9 pour la version internationale) : documentaire sur la guerre du Vietnam à partir d'une grande diversité de témoignages de combattants américains et vietnamiens, et de nombreuses archives sonores ou visuelles. Diffusé en septembre 2017 sur Arte.

SUR LE WEB

lien internet

- http://video.lefigaro.fr/figaro/video/israel-palestine-comprendre-le-conflit-par-les-cartes/3680084721001/
  Les rivalités entre Israël et la Palestine expliquées par des cartes, de la création de l'État d'Israël à l'évolution des frontières de la Palestine (3 minutes).
- http://collections.musee-mccord.qc.ca/scripts/search_results.php?Lang=2&partners=on&keywords=themeID:11
  Collection en ligne du musée Mc Cord (Canada) avec une base de données très riche sur la guerre froide.
- https://www.francetvinfo.fr/culture/arts-expos/photographie/retour-sur-la-photo-qui-a-fait-basculer-la-guerre-du-vietnam_3452437.html
  L'histoire d'une photo « Mes vêtements avaient brûlé sur moi » : séquence « Derrière l'image » du JT de 20 heures du lundi 20 mai 2019 sur France 2. Analyse de l'image et témoignage des victimes (5 minutes).

CHAPITRE

6

La France : une nouvelle place dans le monde

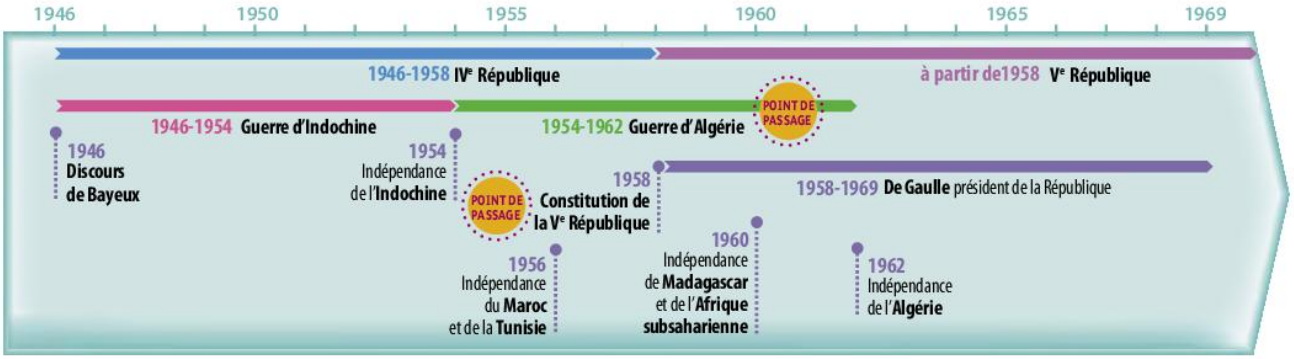
RESSOURCES EN +
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

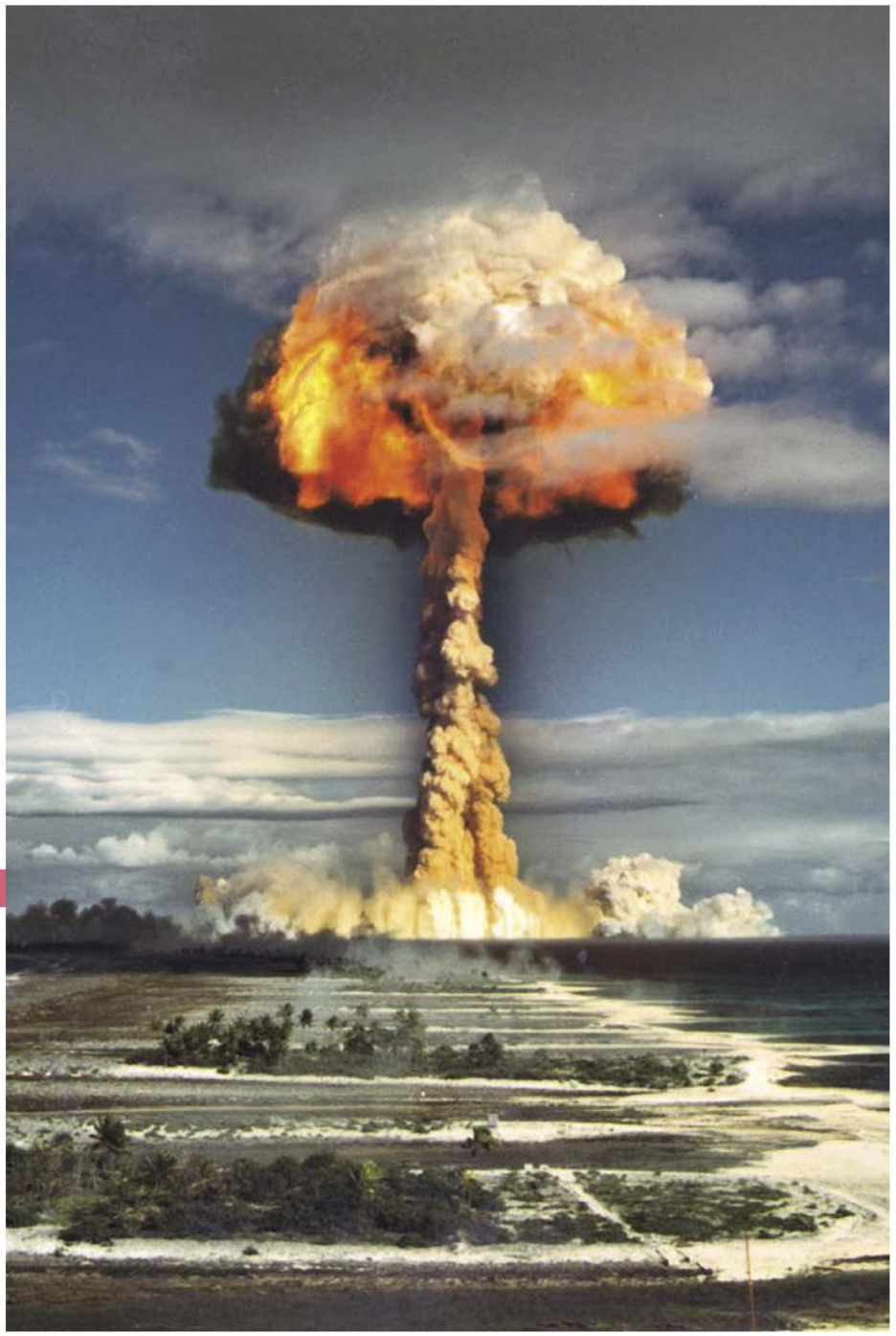
Comment la France, de 1945 à 1969, redéfinit-elle sa place dans le monde ?

Vidéo d'introduction

1 Découverte d'une cache d'armes du FLN par des parachutistes français en mars 1956 dans la région de Constantine.

› Comment la France répond-elle à la lutte menée par le mouvement indépendantiste algérien ?





2

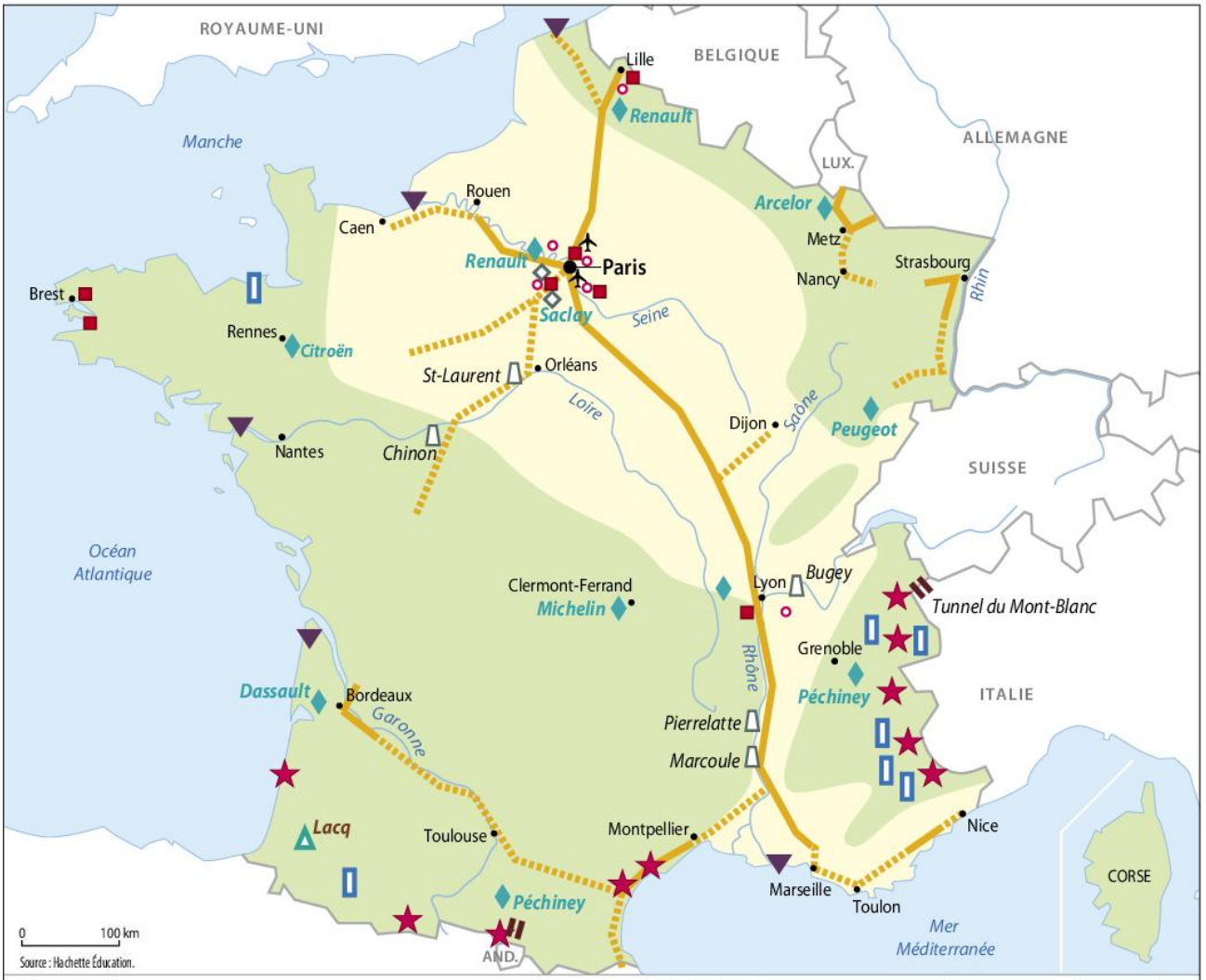
Essai nucléaire du 6 septembre 1970 sur l'atoll de Mururoa, archipel des Tuamotu (Polynésie française).

Le 13 février 1960, la première bombe atomique française explose dans le Sahara, à Reggane. Après l'indépendance de l'Algérie, les essais nucléaires ont lieu en Polynésie.

› Quelle image de la puissance française cet essai nucléaire donne-t-il ?

CARTES

La France : une nouvelle place dans le monde



1 La modernisation de la France pendant les « Trente Glorieuses »

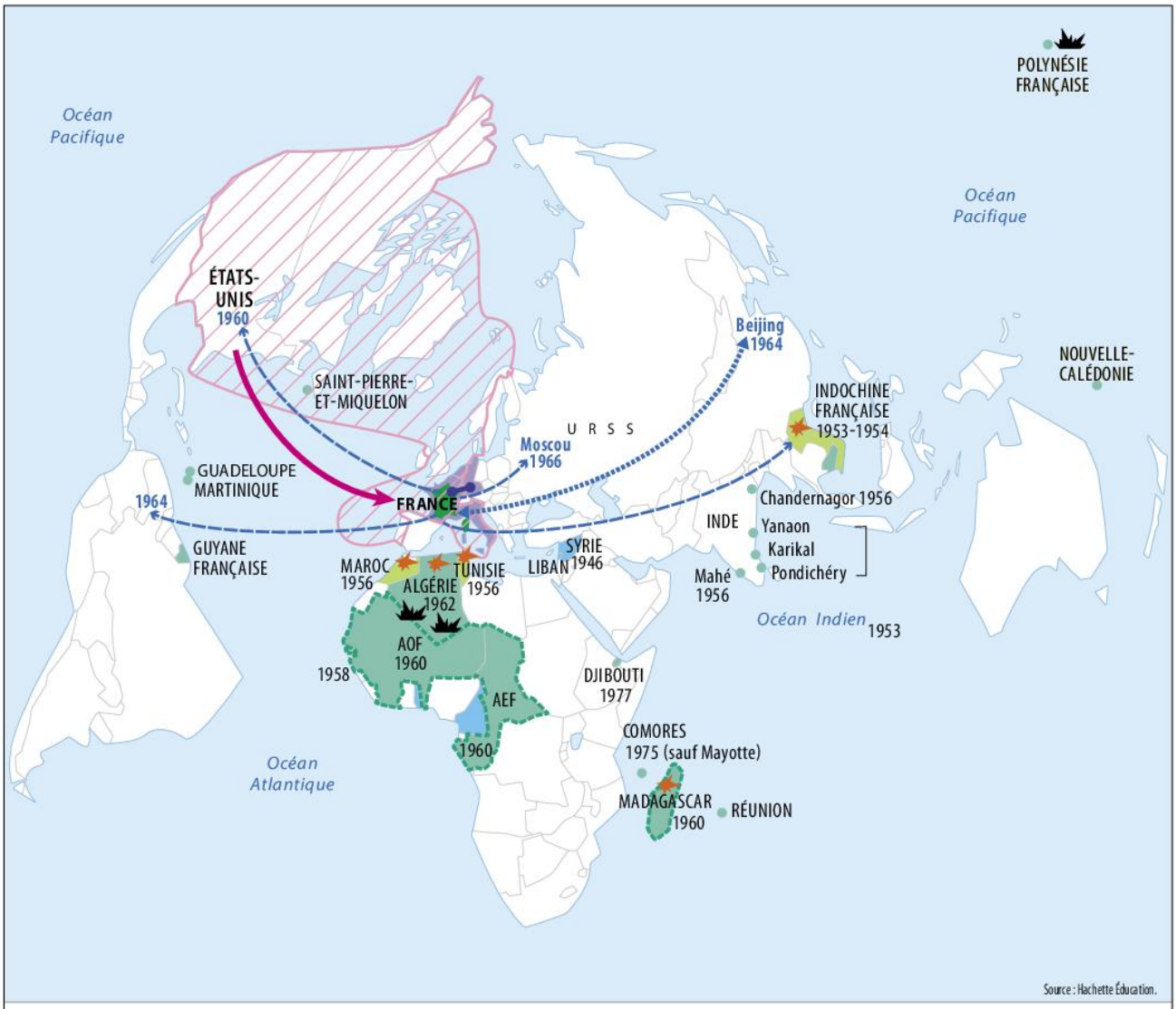
Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

Notion

- « Trente Glorieuses » : période, qui s'étend de 1945 à 1973, marquée par une forte croissance économique et l'essor d'une société de consommation dans les pays occidentaux, dont la France.

Vocabulaire

- CEE (Communauté économique européenne) : créée en 1957 par le traité de Rome, elle institue entre les pays membres un marché commun dans lequel les marchandises circulent librement.



2 La France dans le monde 1945-1969

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

QUESTIONS

1. Doc. 1 Comment l'aménagement du territoire français après la guerre aide-t-il à la reconstruction du pays ?
2. Doc. 1 Quels sont les aménagements qui favorisent les échanges avec le monde ?
3. Doc. 2 Quelles sont les différentes possessions coloniales de la France en 1945 ?
4. Doc. 2 Comment évolue l'empire colonial français après 1945 ?
5. Doc. 2 De quelles façons la France participe-t-elle aux relations internationales en 1945 ?

ÉTUDE

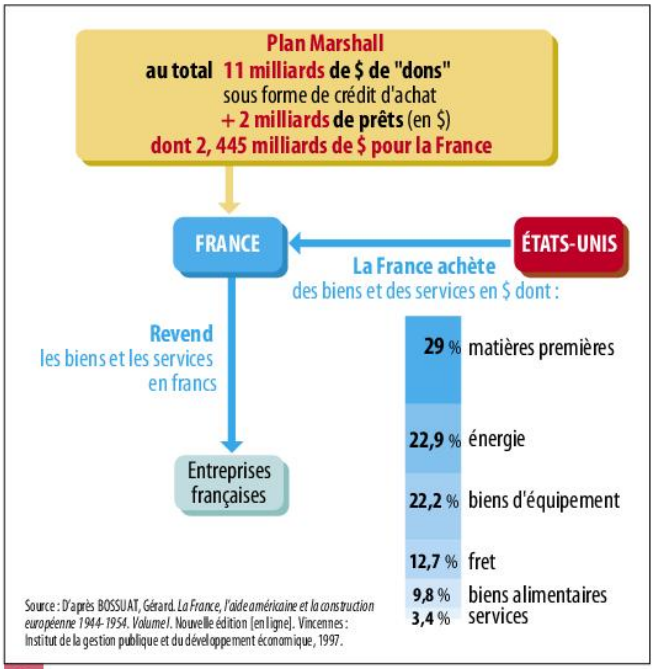
La France entre guerre froide et construction européenne (1947-1957)

Dès 1947, la guerre froide divise l'Europe. Pour endiguer la progression du communisme à l'Est, les États-Unis proposent une aide économique, le plan Marshall. La France et le Royaume-Uni en sont les principaux bénéficiaires. De cette intégration atlantiste naît l'intégration européenne, qui se fonde au départ sur les mêmes objectifs et permet à la France de retrouver un certain rôle international.

Comment la guerre froide influe-t-elle sur la politique étrangère française ?

1 L'arrivée de l'aide américaine du plan Marshall

« un million de tonnes pour la France au service de notre défense commune ».



Source : D'après BOSSUAT, Gérard. *La France, l'aide américaine et la construction européenne 1944-1954. Volume I*. Nouvelle édition [en ligne]. Vincennes : Institut de la gestion publique et du développement économique, 1997.

2 Le fonctionnement du plan Marshall

Chronologie

1947 : début de la guerre froide.
3 avril 1948 : mise en place du plan Marshall en Europe.
16 avril 1948 : création de l'OECE.
4 avril 1949 : création de l'OTAN.
23 juillet 1952 : création de la CECA.
25 mars 1957 : traité de Rome et création de la CEE.

Notion

- **intégration (économique) :** processus de convergence des politiques (économiques) d'un ensemble de pays.

3 Le plan Marshall : la peur d'une américanisation de la France ?

Affiche de Georges Rival pour le Parti communiste français, 1951, Archives de Seine-Saint-Denis.

4 La France au cœur d'une fédération européenne

Lors de ce discours, la France représentée par Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, propose à cinq États européens de construire une « fédération européenne ».

La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe. La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes. […] L'Europe pourra, avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles, le développement du continent africain.

Déclaration solennelle du gouvernement français, 9 mai 1950.

6 1957, la CEE est créée avec la France

Le 25 mars 1957 constituera une des plus importantes dates de l'histoire de notre continent.

La création de l'Euratom et du Marché commun nous obligera, sans doute, à surmonter bien des difficultés politiques et techniques, mais les résultats que nous pouvons attendre de ces deux traités, si nous avons, comme je l'espère, le courage de les appliquer dans leur esprit, sont tels qu'ils transformeront complètement les conditions de vie des populations de nos six pays. L'expérience de la dernière guerre a montré, plus particulièrement pour la France et l'Allemagne, que la désunion de l'Europe avait pour conséquence automatique de faire rétrograder, tant sur le plan politique que sur le plan économique, les puissances en conflit. […] Sans doute, les six pays, en s'unissant, veulent-ils accroître leur capacité de production et accélérer le rythme de leur développement économique. Ils n'entendent pas pour autant s'isoler du reste du monde et dresser autour d'eux des barrières infranchissables. […] Nous savons tous d'ailleurs qu'en agissant comme nous le faisons aujourd'hui, nous travaillons sans doute pour les intérêts matériels de l'Occident mais aussi pour la paix dans le monde.

Discours de Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, Conférence des ministres des Affaires étrangères et signature des traités de la CEE et de la CEEA (Euratom), 25 mars 1957.

Vocabulaire

- **atlantiste :** qui adhère à l'atlantisme, c'est-à-dire participe à l'OTAN et suit la politique étrangère des États-Unis.
- **CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) :** marché commun du charbon et de l'acier regroupant six pays (France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg).
- **fédération :** union d'États regroupés sous une autorité commune.
- **OECE (Organisation européenne de coopération économique) :** organisme chargé de répartir entre les pays membres l'aide américaine du plan Marshall.

5 La paix grâce à l'OTAN ?

Le bâtiment est celui du siège de l'OTAN à Paris de 1959 à 1966.

Enveloppe pour le dixième anniversaire de l'OTAN, 1959, collection privée.

Parcours 1

- Justifier une interprétation
- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

1. Doc. 1 et 2 Quelles formes l'aide américaine apportée à la France prend-elle ?
2. Doc. 3 D'où l'opposition au plan Marshall provient-elle ? Pourquoi ?
3. Doc. 4 De quels dangers menaçant la paix le texte parle-t-il ? Quelles sont les propositions faites par R. Schuman pour maintenir la paix ?
   Aide Relevez les caractéristiques des relations internationales après la guerre.
4. Doc. 5 Identifiez à l'arrière-plan de l'affiche quelques drapeaux des États membres de l'OTAN. Pourquoi peut-on parler d'Alliance atlantique ?
5. Doc. 6 Quels sont, selon Christian Pineau, les objectifs multiples de la CEE ?
   Aide Identifiez les difficultés particulières que rencontre la France au lendemain de la guerre.

Bilan Doc. 4 et 6 Quelle place la réconciliation entre la France et l'Allemagne occupe-t-elle dans la politique étrangère des gouvernements français ?

Parcours 2

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Relevez dans les documents 4 et 6 les objectifs de la politique étrangère française entre 1947 et 1957. Montrez la continuité de ces objectifs.

Aide Vous pouvez classer les objectifs selon les thématiques économiques, politiques et diplomatiques qui les composent.

POINT DE PASSAGE

Charles de Gaulle et Pierre Mendès France, deux conceptions de la République

Vidéo

En 1944, l'urgence est politique : il faut restaurer l'exercice du pouvoir et refonder la République autour d'une nouvelle Constitution. Mais la réponse à la question constitutionnelle proposée par le GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) ne fait pas l'unanimité : ainsi, les conceptions politiques de Charles de Gaulle ou de Pierre Mendès France s'en distinguent et offrent deux visions différentes de la République.

CONSIGNE Analyse de documents

Après avoir présenté les documents, vous montrerez comment s'opposent les conceptions politiques de Pierre Mendès France et de Charles de Gaulle sur le fonctionnement des institutions.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

Chronologie

GPRF

1944-1946 : gouvernement provisoire de la République Française (GPRF). De Gaulle est président, Pierre Mendès France est ministre de l'Économie nationale.

IVe République

13 octobre 1946 : adoption par référendum de la Constitution de la IVe République.

18 juin 1954 : investiture de Pierre Mendès France comme président du Conseil de la IVe République.

5 février 1955 : le gouvernement de Pierre Mendès France est renversé.

Ve République

28 septembre 1958 : adoption par référendum de la Constitution de la Ve République.

8 janvier 1959-28 avril 1969 : Charles de Gaulle président de la République.

Vocabulaire

- **Parlement :** ensemble constitué de l'Assemblée nationale et du Sénat.
- **pouvoir exécutif :** pouvoir chargé de faire appliquer les lois.
- **président du Conseil :** chef du gouvernement sous la IVe République.
- **référendum :** question posée aux électeurs qui répondent par « oui » ou par « non ».
- **Union française :** ensemble territorial constitué de la France et de ses colonies sous la IVe République.

Charles de Gaulle (1890-1970)

Officier reconnu, il s'exile à Londres en juin 1940 et constitue autour de lui la « France libre ». Il participe à l'organisation du débarquement et défend la place de la France parmi les vainqueurs au cours des conférences internationales de 1944 et 1945. En 1946, en désaccord avec la future constitution, il décide de se retirer de la vie politique. Il revient au pouvoir lors de la crise de mai 1958 et assume la fonction de président de la République jusqu'en 1969, date à laquelle il démissionne.

Document d'accompagnement

Le général de Gaulle et Pierre Mendès France (à sa droite) à Louviers le 8 octobre 1944.

1 Le président de la République au cœur des institutions

En vérité, l'unité, la cohésion, la discipline intérieure du gouvernement de la France doivent être tenues pour des choses sacrées, sous peine que la direction même du pays ne soit bientôt impuissante et disqualifiée. Et comment cette unité, cette cohésion et cette discipline seraient-elles maintenues à la longue si le pouvoir exécutif procédait de l'autre pouvoir[1] auquel il doit faire équilibre, et si chaque membre du gouvernement, lequel est collectivement responsable devant la représentation nationale[2], n'était, à son poste, que le mandataire d'un parti ?

C'est donc du chef de l'État, élu par un collège électoral qui englobe le Parlement, mais qui le dépasse largement de manière à en faire le président de l'Union française en même temps que celui de la République, c'est du chef de l'État que doit procéder le pouvoir exécutif. À lui la charge d'accorder les nécessités générales concernant le choix des hommes avec l'orientation qui se dégage du Parlement. À lui la mission de nommer les ministres et d'abord, naturellement, le Premier[3], qui a la charge, lui, de diriger l'action, la politique et le travail du gouvernement. Au chef de l'État la fonction de promulguer[4] les lois et de prendre les décrets[5], parce que c'est vis-à-vis de l'État tout entier que ceux-ci comme celles-là engagent les citoyens. À lui l'attribution de servir d'arbitre, d'abord normalement par le Conseil, et puis, dans les cas de grande confusion, en invitant le pays à faire connaître, par des élections, sa volonté et sa décision souveraine. […] À lui enfin, si le péril extérieur devait une fois de plus peser sur la France, le devoir d'être cette fois le garant de l'indépendance nationale et des traités conclus par la France.

Charles de Gaulle, « Discours de Bayeux », 16 juin 1946, charles-de-gaulle.org.

1. Il s'agit ici du pouvoir législatif. 2. Il s'agit ici de l'Assemblée nationale. 3. Le Premier ministre. 4. Publier une loi et la rendre applicable. 5. Acte administratif réalisé par l'exécutif sans vote au Parlement.

2 Le citoyen et le Parlement au cœur des institutions

Entre l'action parlementaire et l'action gouvernementale, il n'existe pas de différence essentielle. Les responsabilités augmentent, mais les devoirs restent de même nature. Député, ministre ou président du Conseil, on est toujours un représentant, on agit toujours au nom d'autrui, pour le compte de ceux qui vous ont choisi, qui vous ont fait confiance. […] Dans tous les cas, on ne possède de force et d'autorité que dans la mesure où l'on est appuyé par la volonté de ceux qu'on représente. […] Assurément, il n'est pas facile à un chef de gouvernement de maintenir quotidiennement ce dialogue avec le Parlement et avec le pays. Pourtant c'est une nécessité absolue. […] Aucun gouvernement ne peut agir utilement si le Parlement ne le soutient pas, si le pays ne l'encourage pas. […] Dans une dictature, la propagande cherche à convaincre les citoyens d'une doctrine qui n'émane pas d'eux et qu'on leur impose. En démocratie, c'est tout le contraire, le pouvoir, l'impulsion viennent du pays et du Parlement. Le gouvernement rend compte à l'Assemblée – comme le serviteur à son maître – en même temps qu'il doit informer, conseiller et intéresser la nation tout entière à son propre destin.

Pierre Mendès France, discours d'Évreux, 30 janvier 1955.

Pierre Mendès France (1907-1982)

Homme politique radical-socialiste, il s'engage dans la Résistance dès 1940. À la Libération, il devient ministre de l'Économie dans le gouvernement provisoire dirigé par de Gaulle. Député sous la IVe République, il est investi président du Conseil en juin 1954. Dans un contexte difficile de décolonisation et de guerre froide, il met en œuvre l'indépendance de l'Indochine, du Maroc et de la Tunisie. Il démissionne en février 1955.

MÉTHODE : Analyse de documents (doc. 1 et 2)

- Confronter deux points de vue opposés sur le même sujet
- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique
- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Conseil

Ce qui est valorisé : des citations courtes, correctement mises en valeur.
Ce qui est à proscrire : un plan en deux parties, dont l'une étudie le discours de C. de Gaulle et l'autre celui de P. Mendès France.

1 Lire, analyser et comprendre le sujet de la consigne

- Il faut comprendre ce que signifie « fonctionnement des institutions ».
- Lisez les biographies de Charles de Gaulle et de Pierre Mendès France : identifier leurs points communs.
- Contextualisez les deux discours (1946 et 1955), aux échelles nationale et internationale.

2 Confronter au brouillon les deux documents

- Identifiez les fonctions politiques de C. de Gaulle et de P. Mendès France au lendemain de la guerre et au moment des discours : pourquoi peut-on comparer ces deux discours ? Quels sont leurs objectifs communs et dans quel contexte ?
- Classez les informations en trois parties : le rôle de l'exécutif, le rôle du législatif, le rôle des citoyens (« de la nation ») dans l'exercice du pouvoir.
- Identifiez, pour P. Mendès France et pour C. de Gaulle, l'élément le plus important dans le fonctionnement des institutions.

3 Rédiger la réponse organisée

■ Introduction.

Dans l'introduction présentez les deux discours en précisant le contexte dans lequel ils ont été prononcés. Annoncez la problématique. Vous pouvez annoncer le plan. L'introduction doit faire une dizaine de lignes maximum.

■ Développement

Organisez le développement en trois paragraphes :
1) Quel devrait être le rôle de l'exécutif selon les deux hommes ?
2) Quel devrait être le rôle du législatif selon les deux hommes ?
3) Quelle devrait être la place des citoyens dans la vie politique ?

Aides
– Les deux discours n'insistent pas sur les mêmes points : il est donc normal de trouver peu de références au rôle des citoyens dans le discours de Bayeux. Il faut le souligner, en déduisant quelle place donne C. de Gaulle aux citoyens dans la vie politique.
– Dans chaque paragraphe, il faut citer les deux discours et identifier les différences entre les deux modèles politiques. Les citations doivent être assez courtes (maximum une ligne), et sont mises entre guillemets.

■ Conclusion

Dans une courte conclusion, montrez que ces deux conceptions s'opposent encore dans les débats politiques actuels.

LEÇON 1

La IVe République, entre décolonisation, guerre froide et construction européenne

Quelles réussites et quelles difficultés les gouvernements de la IVe République (1946-1958) connaissent-ils ?

ÉTUDE La France entre guerre froide et construction européenne (1947-1957) p. 172

POINT DE PASSAGE Charles de Gaulle et Pierre Mendès France, deux conceptions de la République p. 174

Notions

- décolonisation : processus conduisant à l'indépendance d'une colonie.
- guerre froide : période pendant laquelle les États-Unis et l'URSS s'opposent de façon idéologique, politique, économique et militaire, sans réel affrontement direct.
- libéralisation : processus de mise en place de dispositifs favorisant les principes du libéralisme économique.
- régime parlementaire : régime politique dans lequel les pouvoirs exécutif et législatif sont séparés et dans lequel le gouvernement est responsable devant le Parlement.

Vocabulaire

- poujadisme : mouvement antifiscal d'artisans et commerçants porté par Pierre Poujade entre 1953 et 1958. Il devient antiparlementaire et populiste, et rassemble une partie de l'extrême-droite.
- scrutin de liste à la proportionnelle : mode de scrutin dans lequel les électeurs votent pour une des listes de candidats en lice. Le nombre d'élus d'une liste dépend du pourcentage des voix qu'elle rassemble.
- SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) : créé en 1950, il fixe un taux horaire minimum en dessous duquel un employeur ne peut rémunérer ses employés. Il est remplacé par le SMIC en 1970.
- suffrage universel : droit de vote accordé à l'ensemble des citoyens majeurs, indépendamment de toute condition de fortune, de genre, d'hérédité, d'ethnie et de religion.
- Troisième Force : coalition de socialistes, centristes et démocrates chrétiens.

A La IVe République, un régime parlementaire instable

Le 25 août 1944, lors la libération de Paris, de Charles Gaulle ne proclame pas la République, car, selon lui, elle n'a jamais disparu. Toutefois, la IIIe République est désavouée par les citoyens lors du référendum du 21 octobre 1945, et il faut organiser un nouveau fonctionnement des institutions. Les femmes obtiennent le droit de vote en 1944 et l'exercent pour la première fois en France aux élections municipales d'avril 1945. Une nouvelle Constitution est alors rédigée et approuvée par référendum le 13 octobre 1946.

Fondé sur le suffrage universel depuis l'ordonnance du 21 avril 1944, **le régime repose sur le rôle déterminant du Parlement, et en particulier de l'Assemblée nationale.** Les 668 députés détiennent le pouvoir réel, puisqu'ils votent les lois et le budget, investissent ou démettent le président du Conseil, chef de l'exécutif. Ce régime se distingue du précédent par **l'utilisation du scrutin de liste à la proportionnelle qui permet à tous les partis politiques d'avoir une représentation parlementaire. Mais elle rend très difficile l'émergence d'une majorité stable et durable** : vingt-quatre gouvernements vont se succéder jusqu'en 1958.

Entre 1947 et 1948, les difficultés de ravitaillement et l'inflation provoquent un fort mécontentement ouvrier. De nombreuses grèves éclatent, auxquelles se rallient progressivement syndicats majoritaires et Parti communiste. La majorité gouvernementale est alors fondée sur le tripartisme, c'est-à-dire constituée d'une coalition de trois partis (SFIO, MRP, PCF). En mai 1947, au vu de l'agitation sociale et de la progression des démocraties populaires à l'Est, le président du Conseil oblige les ministres communistes à démissionner : la politique française semble influencée par le contexte de guerre froide.

B Gouverner et reconstruire malgré les difficultés

De 1948 à 1951, une coalition de socialistes, centristes et démocrates chrétiens (la Troisième Force) permet de maintenir une certaine continuité dans l'exercice du pouvoir, malgré les renversements de gouvernements et l'opposition régulière des députés du PCF et du RPF. De 1951 à 1954, les gouvernements d'Antoine Pinay et de Joseph Laniel signent le retour de la droite. Mais les questions coloniales déstabilisent de plus en plus le fonctionnement institutionnel du régime. Le gouvernement de Pierre Mendès France (juin 1954 à février 1955), règle la question indochinoise et ouvre le processus d'émancipation du Maroc et de la Tunisie. Par ailleurs, sa personnalité engage la société – et en particulier la jeunesse – à une réflexion politique à travers ses nombreuses interventions dans les médias. Son exercice du pouvoir est caractérisé par une grande transparence, qui séduit l'opinion publique. L'expansion de l'insurrection en Algérie, en 1955, conduit à une nouvelle fragilisation du régime, accentuée par la montée de mouvements de contestation parlementaire comme le poujadisme.

À la fin de la IVe République toutefois, la France est non seulement sortie de la pénurie, mais connaît de plus une forte croissance économique. L'État est intervenu par le biais des nationalisations et des planifications pour relancer la production. La création d'un salaire minimum en 1950, le SMIG, et les aides de la Sécurité sociale, créée en octobre 1945, favorisent la progression du pouvoir d'achat et le dévelop-

pement d'une société de consommation. Les exportations sont soutenues par des politiques d'intégration, d'abord mises en œuvre dans le cadre du plan Marshall, ensuite par les institutions de la CECA puis celles de la CEE. La IVe République a mené une politique économique de **libéralisation** des échanges qui s'est appuyée sur une politique étrangère fondée notamment sur la réconciliation franco-allemande.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Visionnez la vidéo de 2'24" à 4'23" : https://www.youtube.com/watch?v=LGFtJk04zOs.

– Rédigez un texte qui montre l'importance de la Sécurité sociale. Précisez d'abord quelles sont ses origines puis expliquez les principes de son fonctionnement. Montrez comment la Sécurité sociale est organisée.

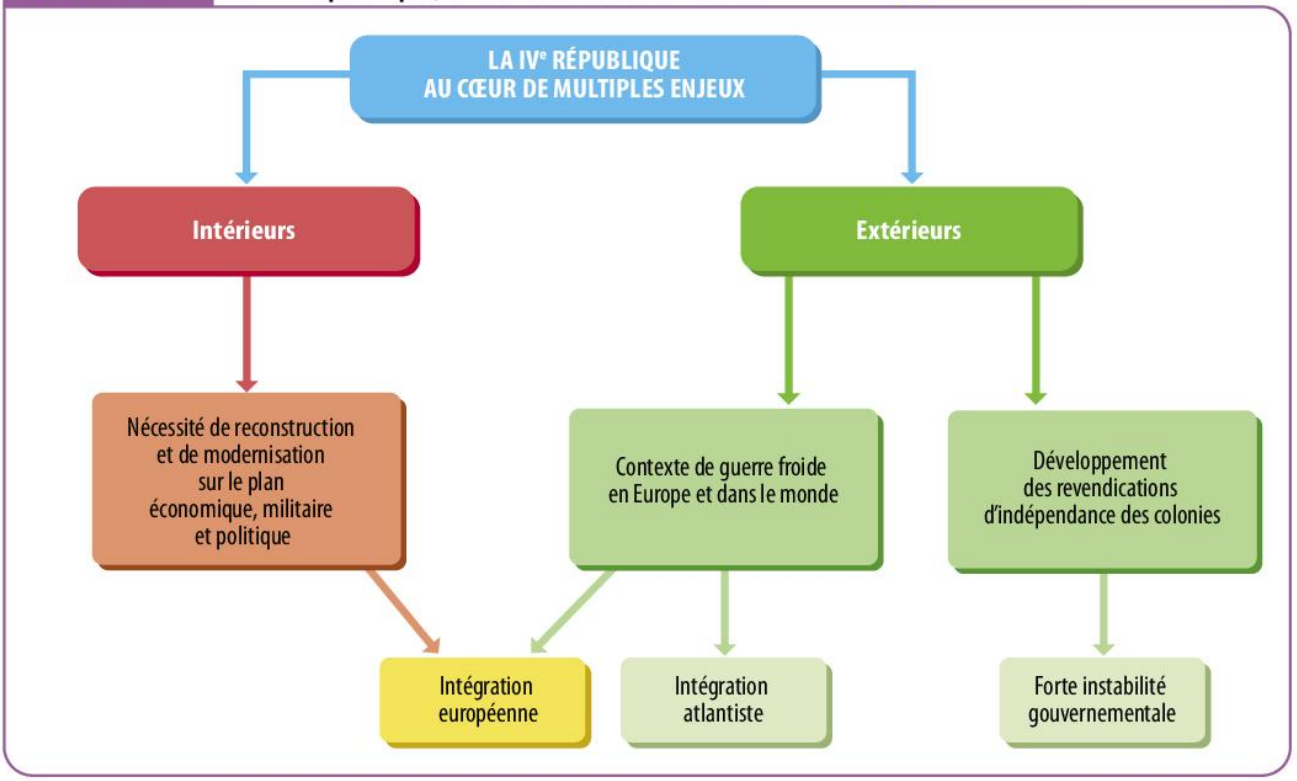
C La IVe République et la décolonisation

- **La IVe République a imposé dans la Constitution la reconsidération du statut de la métropole et de ses colonies ou protectorats.** L'Union française, née en 1946, rassemble toutes les communautés qui composent la France et ses territoires d'outre-mer dans une seule entité politique, économique et sociale. Les droits et libertés de chacun y sont garantis. Mais au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les colonies revendiquent leur indépendance. Le 2 septembre 1945, Hô Chi Minh, chef du Parti communiste vietnamien, déclare l'indépendance de l'Indochine. La guerre devient rapidement un conflit de la guerre froide, dans lequel interviennent les États-Unis et la Chine. Le 7 mai 1954, la défaite française à Diên Biên Phu convainc de la nécessité de clore l'affrontement : ce seront les accords de Genève.
- **La question coloniale se pose aussi vis-à-vis des pays arabes** : les relations avec la Palestine, la Libye, le Maroc et la Tunisie sont gérées au quai d'Orsay par une direction « Afrique-Levant ». En Afrique noire française, le processus d'émancipation s'amorce également, favorisé par un corps électoral en croissance et l'émergence d'une classe politique : une trentaine de députés d'outre-mer siègent à l'Assemblée nationale et pèsent dans les votes. Le Togo et le Cameroun sont les premiers promis à l'indépendance. Ainsi les questions coloniales obligent la France à trouver une nouvelle place à différentes échelles : dans l'Union française, dans l'alliance atlantiste, à l'ONU (Organisation des Nations unies).

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN La IVe République, entre réussites et difficultés

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



POINT DE PASSAGE

La guerre d'Algérie et ses mémoires

A La violence d'une guerre d'indépendance

Vidéo
Étude d'images
Documents complémentaires

Le 1er novembre 1954, des attentats organisés par le FLN en Algérie déclenchent la guerre d'indépendance. À la guérilla, menée par l'ALN dans les villes, s'ajoutent dans les campagnes des combats opposant les indépendantistes aux soldats de l'armée française, le plus souvent issus du contingent. Le conflit, d'une extrême violence, se diffuse en métropole et ne prend fin qu'en 1962.

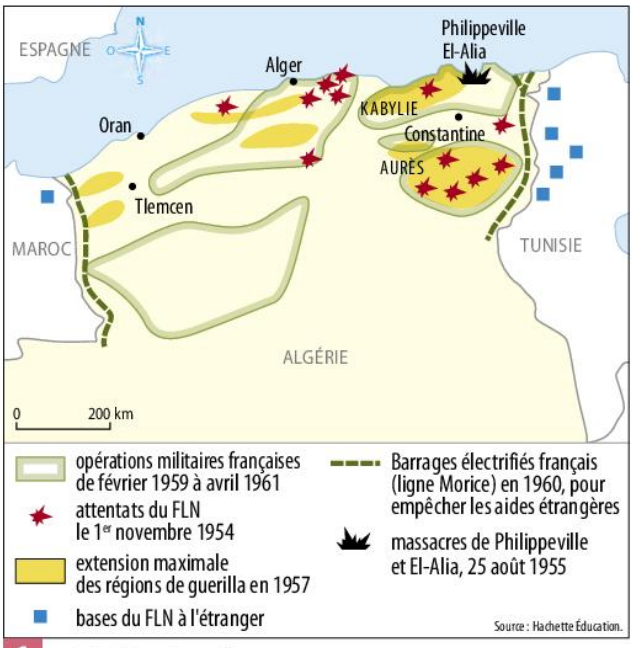
Pourquoi la guerre d'Algérie a-t-elle été un conflit traumatisant ?

Chronologie

1er novembre 1954 : création du FLN et « Toussaint rouge ».
6 février 1956 : les appelés du contingent sont envoyés en Algérie.
1957 : bataille d'Alger menée par le général Massu.
13 mai 1958 : coup d'État de l'armée française à Alger.
18 mars 1962 : signature des accords d'Évian.

Vocabulaire

- ALN (Armée de libération nationale) : force armée du FLN.
- contingent : ensemble des jeunes Français effectuant leur service militaire.
- FLN (Front de libération nationale) : parti politique indépendantiste algérien fondé en 1954.
- guérilla : guerre non conventionnelle, sans ligne de front, faite d'embuscades, de sabotages, d'attaques surprises.
- métropole : territoire continental de la France (Corse comprise) par opposition à l'outre-mer et aux colonies.



1 L'Algérie dans la guerre

2 Attentat du FLN à Alger

Une bombe explose, le 27 janvier 1957, au café du Coq Hardi fréquenté par de jeunes Européens. Le bilan est de cinq morts et plusieurs dizaines de blessés européens.

3 Les combattants de l'ALN

Composée de plusieurs milliers d'hommes, l'ALN se structure peu à peu, dans le cadre territorial des six wilayas (régions administratives). Tahar Bouderbala, dit Tahar Lanabi, chef de zone de l'ALN, témoigne des conditions de la guerre.

Ce fut très dur en fait. Nous ne pensions plus qu'à notre survie. […] Très souvent, on venait nous informer que tel ou tel militant chargé du ravitaillement ou des liaisons, ou tel responsable chargé des fonds avait été tué ou fait prisonnier. Il nous fallait rapidement faire face, changer la structure ou la renouveler. […] Vers la fin de la guerre de libération, pendant la période de cessez-le-feu, nous passions près d'un douar. La population était en liesse. Nous étions là, sans un mot, à voir tous ces gens faire la noce. Ils prirent sur eux de nous interpeller : « Eh bien quoi ? Qu'avez-vous à nous regarder ainsi ? Croyez-vous être les seuls à avoir conquis l'indépendance ? » Les civils aussi ont eu à pâtir des méthodes de contre-guérilla, des exécutions sommaires et des disparitions subites.

Témoignage recueilli par l'historien algérien Daho Djerbal dans Jean-Charles Jauffret (dir.), *Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie*, Autrement, 2003.

4 BAC Analyse de document De Gaulle et l'Algérie

Le 13 mai 1958, les généraux Massu et Salan créent un comité de salut public à Alger et appellent de Gaulle au pouvoir.

Je vous ai compris. Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie est celle de la rénovation et de la fraternité. […] Eh bien de tout cela, je prends acte au nom de la France et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère qu'en Algérie il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants. Il n'y a que des Français à part entière. Des Français avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Cela signifie qu'il faut ouvrir des voies qui, jusqu'à présent, étaient fermées devant beaucoup. Cela veut dire qu'il faut donner les moyens de vivre à ceux qui ne les avaient pas. […] Français à part entière, dans un seul et même collège électoral ! Nous allons le montrer, pas plus tard que dans trois mois, dans l'occasion solennelle[1] où tous les Français, y compris les dix millions de Français d'Algérie, auront à décider de leur propre destin. Pour ces dix millions de Français, leurs suffrages compteront autant que les suffrages de tous les autres. Ah ! Puissent-ils participer en masse à cette immense démonstration tous ceux de vos villes, de vos douars, de vos plaines, de vos djebels ! Puissent-ils même y participer ceux qui, par désespoir, ont cru devoir mener sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux… car le courage ne manque pas sur la terre d'Algérie, qu'il est courageux mais qu'il n'en est pas moins cruel et fratricide !

Charles de Gaulle, Discours à Alger, 4 juin 1958.

1. Le référendum concernant la Constitution de la Ve République.

5 La répression contre les Algériens en métropole

Le 17 octobre 1961, le FLN organise une manifestation non déclarée et pacifique à Paris pour protester contre le couvre-feu imposé aux Algériens en France. La répression policière fait une centaine de victimes, mortes ou grièvement blessées.

6 L'utilisation de la torture par l'armée française

Journaliste communiste favorable à l'indépendance de l'Algérie, Henri Alleg est arrêté en 1957 et torturé pendant plusieurs semaines par l'armée française.

Brusquement, je sentis comme la morsure d'une bête sauvage qui m'aurait arraché la chair par saccades. Toujours souriant au-dessus de moi, Jacquet m'avait branché la pince au sexe. Les secousses qui m'ébranlaient étaient si fortes que les lanières qui me tenaient une cheville se détachèrent. On arrêta pour les rattacher et on continua. Bientôt le lieutenant prit le relais de Jacquet. Il avait dégarni un fil de sa pince et le déplaçait sur toute la largeur de ma poitrine. J'étais tout entier ébranlé de secousses nerveuses de plus en plus violentes et la séance se prolongeait. On m'avait aspergé d'eau pour renforcer encore l'intensité du courant et, entre deux « giclées », je tremblais aussi de froid. […] Des nuits entières, durant un mois, j'ai entendu hurler des hommes que l'on torturait, et leurs cris résonnent pour toujours dans ma mémoire.

Henri Alleg, *La Question*, Éditions de Minuit, 1958.

Parcours 1

- Mettre en perspective un événement
- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

1. Doc. 1 et 3 Identifiez la manière dont se déroule la guerre en Algérie.
   Aide Il faut se demander ici quels sont les moyens d'action des deux armées et s'ils sont comparables.
2. Doc. 4 Montrez comment de Gaulle cherche à rassurer toutes les populations vivant en Algérie.
3. Doc. 2, 5 et 6 Quelles formes prennent les violences durant la guerre d'Algérie ?

Bilan Travail de groupe À l'aide des documents, décrivez la politique menée par le gouvernement français vis-à-vis des indépendantistes algériens. Expliquez ensuite pourquoi la guerre d'Algérie a été particulièrement violente.
Aide Il faut identifier les facteurs de cette escalade : l'affrontement entre des acteurs multiples, la forme singulière que prend le conflit, la responsabilité du politique.

Parcours 2

- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

BAC Analyse de document
Doc. 4 Montrez comment de Gaulle cherche à rassurer toutes les populations vivant en Algérie.
Aide Les Algériens musulmans n'avaient pas les mêmes droits civiques que les Européens d'Algérie. L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

POINT DE PASSAGE

La guerre d'Algérie et ses mémoires

B Des mémoires plurielles et douloureuses

Vidéo
Étude d'images
Documents complémentaires

Les mémoires individuelles, collectives ou officielles de la guerre d'Algérie se croisent ou s'opposent depuis l'indépendance. Certaines occultent des aspects de la guerre. Toutes témoignent d'un conflit traumatisant qui a bouleversé la vie de plusieurs centaines de milliers de personnes, algériennes et françaises, militaires et civiles.

Quelles sont les différentes mémoires de la guerre d'Algérie ?

Vocabulaire

- **pieds-noirs** : expression désignant les Européens vivant en Algérie.
- **harkis** : soldats algériens combattant pour l'armée française (environ 200 000 hommes).
- **nostalgérie** : sentiment de tristesse et de mélancolie pour l'Algérie d'avant l'indépendance.
- **OAS (Organisation armée secrète)** : groupe armé clandestin créé en février 1961 par le général Salan et s'opposant par la violence à l'indépendance algérienne.

1 Le mémorial du Martyr à Alger

Ce monument, érigé en 1982, célèbre la mémoire des combattants indépendantistes. Dès l'indépendance, le FLN met en place une mémoire officielle de la guerre où il s'affirme comme le seul parti algérien légitime.

2 Une famille de harki au camp de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), septembre 1962

Après l'indépendance, les harkis sont menacés de mort en Algérie. 66 000 harkis rejoignent la France, où ils sont installés pour la plupart dans des camps.

3 BAC Analyse de document **« La valise ou le cercueil »**

Dans cet extrait Monique Canto-Sperber, née en Algérie en 1954, raconte les journées qui ont suivi l'indépendance à Alger. En 1962, environ 800 000 pieds-noirs quittent l'Algérie.

J'étais une toute petite fille. C'était le 2 juillet 1962, jour de la proclamation de l'indépendance de l'Algérie. Nous étions les seuls « Européens » c'était le mot, restés dans le quartier qu'on disait investi par le FLN. […] Nous sommes donc restés cloitrés, […] entre la signature des accords d'Évian, après laquelle il n'y avait plus de police à Alger pour protéger qui que ce fût, et notre départ de Kouba. […] Avant ces mois passés enfermés dans la maison, ce sont des scènes qui se rattachent mal les unes aux autres. L'attentat devant le conservatoire de musique où l'on nous amenait, la carriole renversée et le corps d'une femme, une vieille femme arabe, sur le trottoir dans une flaque de sang […] et les explosions de plastic toutes les nuits, y compris chez nous, quand l'OAS a fini par cibler la maison dont toutes les vitres ont fini par sauter. […] Je me répétais cette formule qu'on entendait partout, « la valise ou le cercueil ». Pourquoi ? Mon père disait : tout le monde tue tout le monde, le FLN tue les Arabes et les Français, l'OAS, les Français et les Arabes, et ils se tuent entre eux, et les Français nous ont abandonnés. Pourtant, nous étions bien français, nous aussi ? […]

Monique Canto-Sperber, *Une enfance dans la guerre, Algérie 1954-1962*, Bleu autour, 2016.

4 La « nostalgérie »

Des monuments en France témoignent de la nostalgie des pieds-noirs pour l'Algérie. Stèle érigée sur la promenade des Anglais, à Nice, 30 juin 2012.

6 Le rôle des historiens

Raphaëlle Branche a travaillé en particulier sur la question de la torture pendant la guerre d'Algérie.

L'arrivée à l'âge de la retraite de la plus grande partie des acteurs de cette guerre, en Algérie comme en France, a provoqué, depuis 2000, une recrudescence de l'intérêt porté à la période. […] Les demandes s'expriment désormais dans deux directions : d'une part, les personnes recherchent une explication quant à une histoire personnelle, voire une réparation ou une indemnisation, et d'autre part, elles interrogent les dimensions collectives de leur vécu […]. L'État et les historiens peuvent alors se trouver interpellés, chacun occupant une place spécifique dans ce dispositif social où le passé résonne encore si fortement. […] Assumer la part coloniale de l'histoire nationale est encore un chantier politique à construire. […] Sans cette prise en compte élargie, on continuera à voir cette séquence historique comme le début d'une histoire sociale et politique française marquée par la perte, la douleur, la défaite, alors qu'elle n'est qu'un moment dans les relations entre la France et l'Algérie, un moment marqué par la fin d'une relation politique inégale et la délégitimation de l'idéologie coloniale.

Raphaëlle Branche, *La Guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Éditions du Seuil, coll. Points Histoire, 2005.

5 BAC Analyse de document — Commémorer la fin de la guerre

Le 5 décembre […] a été retenu comme « *la journée nationale d'hommage aux morts pour la France des combattants d'Afrique du Nord* », a annoncé, mercredi 17 septembre, le secrétariat d'État aux anciens combattants. […] Le 5 décembre est le jour de l'inauguration en 2002 par le président Jacques Chirac, quai Branly à Paris, d'un « mémorial national » à la mémoire des plus de 22 000 soldats français et harkis (supplétifs de l'armée française) tués en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (Fnaca) a, de son côté, condamné mercredi, « avec la plus grande fermeté », le choix du 5 décembre comme journée d'hommage aux victimes de la guerre d'Algérie. La date du 5 décembre […] n'a absolument aucune signification historique en rapport avec ce conflit. […] »

Outre le 5 décembre, deux dates étaient en débat : le 19 mars, anniversaire du cessez-le-feu et des accords d'Evian en 1962, et le 16 octobre, jour de l'inhumation du « soldat inconnu » de la guerre d'Algérie en 1977. Pour la Fnaca, « seule la commémoration du cessez-le-feu officiel de la guerre d'Algérie, le 19 mars 1962, peut constituer la journée nationale du souvenir et du recueillement ».

« Une journée nationale d'hommage aux morts des combattants d'Afrique du Nord », *Le Monde*, 17 septembre 2003.

Parcours 1

- S'approprier un questionnement historique
- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1. **Doc. 2** Décrivez la photographie et commentez les conditions de vie des harkis à leur arrivée en France.
2. **Doc. 3** Quelle mémoire de la guerre garde l'auteur ?
   Aide Expliquez l'expression « la valise ou le cercueil ».
3. **Doc. 5 et 6** Pourquoi les mémoires de la guerre restent-elles vives ?
4. **Doc.1, 4 et 6.** Comment s'expriment les mémoires officielles de la guerre en Algérie et en France ?
   Aide Construisez votre réponse à partir de l'aspect des monuments, des émotions qu'ils génèrent, et en vous appuyant sur le passage souligné du document 6.

Bilan

Travail en binôme à l'oral À l'aide des documents montrez que les mémoires individuelles et collectives de la guerre d'Algérie sont diverses.

Aide Dans un premier temps, répondez au brouillon chacun de votre côté à la question posée en listant les idées. Dans un second temps, confrontez vos réponses et échangez entre vous pour choisir les éléments sur lesquels vous êtes d'accord.
Puis présentez à l'oral vos résultats à l'ensemble de la classe.

Parcours 2

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation
- Mettre un évènement en perspective

BAC Analyse de documents **Doc. 3 et 5** Expliquez comment des mémoires différentes se sont constituées au sujet de la guerre d'Algérie.

Aide Pensez à présenter en introduction les deux textes étudiés.
Expliquez chacune des mémoires sur la guerre d'Algérie exposés par ces deux textes. Concluez en répondant à la consigne donnée.
N'oubliez pas de vous appuyer sur l'avis de l'historienne (**doc. 6**) pour nuancer les propos et analysez plus en profondeur les différentes mémoires.

POINT DE PASSAGE

La Constitution de 1958

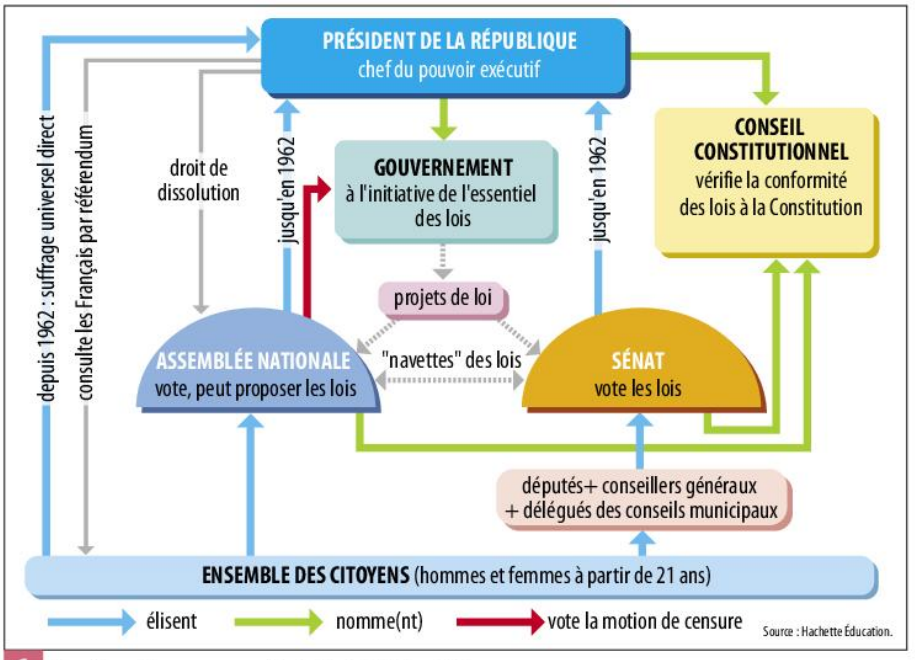
Vidéo

Le 13 mai 1958, des manifestants européens envahissent le siège du pouvoir à Alger. Le gouvernement français est amené à confier aux militaires le pouvoir en Algérie : c'est une crise politique. Le 2 juin, de Gaulle reçoit du Parlement des pouvoirs exceptionnels pour régler la question algérienne et créer une nouvelle Constitution. Le 4 octobre 1958 est promulguée la Constitution de la Ve République.

Quel nouveau régime politique naît de la crise algérienne ?

Chronologie

13 mai 1958 : insurrection à Alger, le général Massu crée un Comité de salut public.
15 mai 1958 : de Gaulle de retour à Paris se déclare prêt à « assumer les pouvoirs de la République ».
29 mai 1958 : le président Coty appelle le général de Gaulle au pouvoir.
2 juin 1958 : le Parlement vote les pleins pouvoirs à de Gaulle.
28 septembre 1958 : 82,6 % des suffrages exprimés disent « oui » à la nouvelle Constitution.
21 décembre 1958 : de Gaulle est élu président de la République.
28 octobre 1962 : référendum pour l'élection du président au suffrage universel direct.



1 Le fonctionnement de la Ve République

2 BAC Analyse de document **La Constitution de 1958 : le pouvoir exécutif renforcé**

ARTICLE 5. Le président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités.

ARTICLE 8. Le président de la République nomme le Premier ministre. […] Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du gouvernement et met fin à leurs fonctions.

ARTICLE 10. Le président de la République promulgue les lois dans les quinze jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée. […]

ARTICLE 11. Le président de la République […] peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics […].

ARTICLE 12. Le président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale. […]

ARTICLE 13. Le président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en conseil des ministres. Il nomme aux emplois civils et militaires de l'État. […]

ARTICLE 14. Le président de la République accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des puissances étrangères. […]

ARTICLE 15. Le président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et les comités supérieurs de la défense nationale.

ARTICLE 16. Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par ces circonstances, après consultation officielle du Premier ministre, des présidents des assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel. […]

ARTICLE 20. Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Il dispose de l'administration et de la force armée. […]

Extraits de la Constitution de 1958, conseil-constitutionnel.fr.

3 Un coup d'État ?

À gauche, le général Massu (un des instigateurs du putsch d'Alger, le 13 mai 1958) avec sa mitraillette. Face à lui, de Gaulle en marié et Marianne, mariée contrainte, fermement tenue à gauche par Guy Mollet (ancien président du Conseil socialiste) et à droite par Félix Gaillard (ancien président du Conseil radical).

Jean Effel, *L'Express*, 19 septembre 1958.

Notion

- **régime parlementaire :** régime politique dans lequel les pouvoirs sont séparés et dans lequel le gouvernement est responsable devant le Parlement.

Vocabulaire

- **coup d'État :** prise de pouvoir par la force par un petit groupe de personnes.

4 Un opposant à de Gaulle et au gaullisme

Qu'est-ce que la Ve République sinon la possession du pouvoir par un seul homme dont la moindre défaillance est guettée avec une égale attention par ses adversaires et par le clan de ses amis ? Magistrature temporaire ? Monarchie personnelle ? Consulat à vie ? Pachalik[1] ? Et qui est-il, lui, de Gaulle ? Duce, führer, caudillo, conducator, guide[2] ? À quoi bon poser ces questions ? Les spécialistes de droit constitutionnel eux-mêmes ont perdu pied et ne se livrent que par habitude au petit jeu des définitions. J'appelle le régime gaulliste dictature parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble le plus, parce que c'est vers un renforcement continu du pouvoir personnel qu'inéluctablement il tend, parce qu'il ne dépend plus de lui de changer de cap. […] Car qu'est-ce que le gaullisme depuis qu'issu de l'insurrection[3] il s'est emparé de la nation ? Un coup d'État de tous les jours. La Constitution, ce chiffon de papier qui porte la signature de 18 millions de Français[4], de quelle main impatiente le général de Gaulle n'arrêtera-t-il pas de la froisser ! D'abord il s'emparera corps et biens du pouvoir exécutif et réduira le gouvernement à la fonction d'un agent subalterne[5]. Ensuite, il isolera le Parlement dans un ghetto d'interdits, il lui ôtera les trois quarts de sa compétence constitutionnelle […].

Il y a en France des ministres. On murmure même qu'il y a encore un Premier ministre. Mais il n'y a plus de gouvernement. Seul le président de la République ordonne et décide.

[…] Le chef du gouvernement n'a d'autre consistance que celle d'un directeur de cabinet chargé d'exécuter les conceptions et les décisions supérieures, il traduit l'opinion du général de Gaulle.

François Mitterrand, *Le Coup d'État permanent*, Éditions Les Belles lettres, 1964.

1. Division administrative de l'Empire ottoman administrée par le Pacha, qui commande. Par extension, territoire de celui qui se fait servir et aime son confort.
2. Noms donnés aux chefs de dictature dans l'ordre en Italie, dans l'Allemagne nazie, dans l'Espagne de Franco, en Roumanie, en URSS.
3. Mitterrand évoque ici le 13 mai 1958.
4. La Constitution a été approuvée par référendum.
5. Qui dépend de quelqu'un d'autre.

Parcours 1

- Justifier des choix, une interprétation
- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1. Doc. 1 Quels sont les rôles des assemblées et du président dans le fonctionnement de la Ve République ?
   Aide Pensez à regrouper leurs rôles selon les trois pouvoirs (exécutifs, législatif et judiciaire).
2. Doc. 2 Identifiez les pouvoirs généraux et exceptionnels du président de la République.
3. Doc. 1 et 2 Montrez que la Ve République est un régime au pouvoir exécutif fort.
4. Doc. 3 et 4 Quelles caractéristiques du pouvoir, mis en place par de Gaulle, sont dénoncées dans les documents ?
   Aide Il faut distinguer dans les critiques celles qui concernent la nouvelle Constitution de celles qui visent la personnalité de Charles de Gaulle et les conditions de son arrivée au pouvoir.

Bilan

Travail de groupe À l'aide des documents, montrez que la Ve République est un régime parlementaire, puis expliquez comment le rôle du président est renforcé et enfin quelles critiques cela provoque.

Aide Partager votre travail. Certains travaillent sur le renforcement du pouvoir présidentiel, d'autres sur ce qui fait de la Ve République un régime parlementaire. Ensuite, mettez en commun, synthétisez et présentez les critiques qui sont apparues face à ce nouveau régime.

Parcours 2

- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

BAC Analyse de document

À partir du document 2, montrez comment la Constitution de 1958 renforce le statut présidentiel. L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

Aide Il faut regrouper par thème les différents pouvoirs du président de la République.

LEÇON 2

La crise algérienne et la naissance de la Ve République

Comment les nouvelles institutions répondent-elles aux difficultés de la France ?

POINT DE PASSAGE
La guerre d'Algérie et ses mémoires
A. La violence d'une guerre d'indépendance p. 178
B. Des mémoires plurielles et douloureuses p. 180

POINT DE PASSAGE La Constitution de 1958 p. 182

A Un régime parlementaire à l'exécutif renforcé

POINT DE PASSAGE p. 178

Les événements de mai 1958 sont le signe de l'épuisement de la IVe République, et conduisent, le 2 juin 1958, l'Assemblée nationale à donner à de Gaulle les pleins pouvoirs. Celui-ci doit résoudre la crise algérienne et mettre en place une nouvelle Constitution. Présentée par de Gaulle et son garde des Sceaux, Michel Debré, elle est acceptée lors du référendum du 28 septembre 1958 par 82,6 % des suffrages exprimés. Le 21 décembre, un collège de 81 700 grands électeurs élisent le général de Gaulle président de la nouvelle République avec 78,5 % des suffrages exprimés.

Les institutions de la Ve République correspondent au projet gaulliste présenté dès 1946 dans le discours de Bayeux. **Le président de la République dispose désormais de prérogatives qui lui donnent un pouvoir fort.** Il nomme le Premier ministre et peut dissoudre l'Assemblée nationale. L'article 16 lui donne des pouvoirs exceptionnels en cas de menaces sur la nation. Il est le garant de « l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de Communauté et des traités ». Son rôle est renforcé par son élection au suffrage universel, amendement constitutionnel approuvé par les Français lors du référendum du 28 octobre 1962. Le gouvernement « détermine et conduit la politique de la nation », dans le cadre du projet politique déterminé par le président.

Le Parlement reste composé de deux Chambres. **L'Assemblée nationale peut renverser le gouvernement par une motion de censure, tandis que le gouvernement peut engager sa responsabilité par la question de confiance.** La création du Conseil constitutionnel apparaît comme un élément d'équilibrage supplémentaire des pouvoirs. Le régime est donc parlementaire, mais semi-présidentiel à partir de l'élection au suffrage universel direct du président (1962). L'adoption du scrutin uninominal à deux tours, dès les élections législatives de novembre 1958, entraîne la disparition des petits partis à l'Assemblée. La majorité parlementaire, stable, forte et favorable au président entérine ses décisions politiques : le fonctionnement de la Ve République entraîne une présidentialisation du régime.

B La guerre en Algérie

POINT DE PASSAGE p. 180

La guerre d'indépendance algérienne est une guerre d'une grande violence : touchant à la fois le territoire algérien et celui de la métropole, elle prend pour cible les populations civiles. L'armée et la police française ont recours à la torture et à d'autres violences illégales face à la guérilla. Et les attentats menés par le FLN et son bras armé, l'ALN. Le conflit s'enlise. À partir de 1954, le gouvernement décide d'envoyer un nombre grandissant d'appelés du contingent : les opinions se radicalisent jusqu'au 13 mai 1958.

Le discours du 3 juin 1958 de Charles de Gaulle à Alger a laissé penser aux pieds-noirs que l'Algérie resterait française. De Gaulle met en place différentes actions destinées à apaiser la situation : sociales (le plan de « Constantine »), politiques (la création d'un collège électoral unique pour les Européens et les Algériens). Le 16 septembre 1959, de Gaulle propose l'autodétermination des Algériens et ouvre des négociations avec le GPRA et son président, Ferhat Abbas. En décembre 1960 ont lieu en Algérie de nouvelles manifestations, organisées en soutien au FLN. Elles trouvent écho dans un élan mondial de décolonisation soutenu par l'ONU, dont de Gaulle a conscience.

Notion

- **présidentialisation :** processus politique amenant au renforcement des pouvoirs du président de la République à l'encontre de ceux du Parlement.

Vocabulaire

- **GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) :** entité gouvernementale dont s'est doté le FLN avant l'indépendance de l'Algérie de 1958 à 1962.
- **motion de censure :** texte de défiance vis-à-vis du gouvernement présenté par au moins 10 % des députés. Si le texte obtient une majorité des votes à l'Assemblée nationale, le gouvernement doit démissionner.
- **question de confiance :** texte par lequel le gouvernement engage sa responsabilité devant l'Assemblée nationale. Si les députés votent majoritairement contre ce texte, le gouvernement doit démissionner.
- **scrutin uninominal à deux tours :** au 1er tour, le candidat qui obtient la majorité des voix est élu. En l'absence de majorité au 1er tour, un 2e tour est organisé. Le candidat qui arrive en tête est alors élu.

L'opinion française se radicalise, en faveur ou en défaveur de cette nouvelle politique. Ainsi l'OAS, créée en février 1961 refuse l'indépendance algérienne et organise des attentats en Algérie ou en métropole. Le 21 avril 1961, des généraux de l'armée française organisent un coup d'État à Alger et s'opposent de fait à la politique gaulliste. En métropole, des manifestations connaissent une répression meurtrière : ainsi le 17 octobre 1961 ou le 8 février 1962 à Paris. Le référendum du 8 janvier 1961 montre qu'une majorité des électeurs est en faveur de l'autodétermination des populations algériennes. Le 18 mars 1962 sont signés, entre la France et le FLN, les accords d'Évian qui conduisent à l'indépendance de l'Algérie le 1er juillet 1962.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://fresques.ina.fr/de-gaulle/parcours/0001/de-gaulle-et-la-guerre-d-algerie.html.

– Choisissez la vidéo du discours du 23 avril 1961.

– Montrez quelle est la réaction du général de Gaulle face au putsch des généraux. Vous pouvez notamment relever les formules utilisées pour les désigner. L'onglet « Transcription » permet d'accéder au texte du discours.

C Fonder un nouveau territoire sans les colonies

POINT DE PASSAGE p. 182

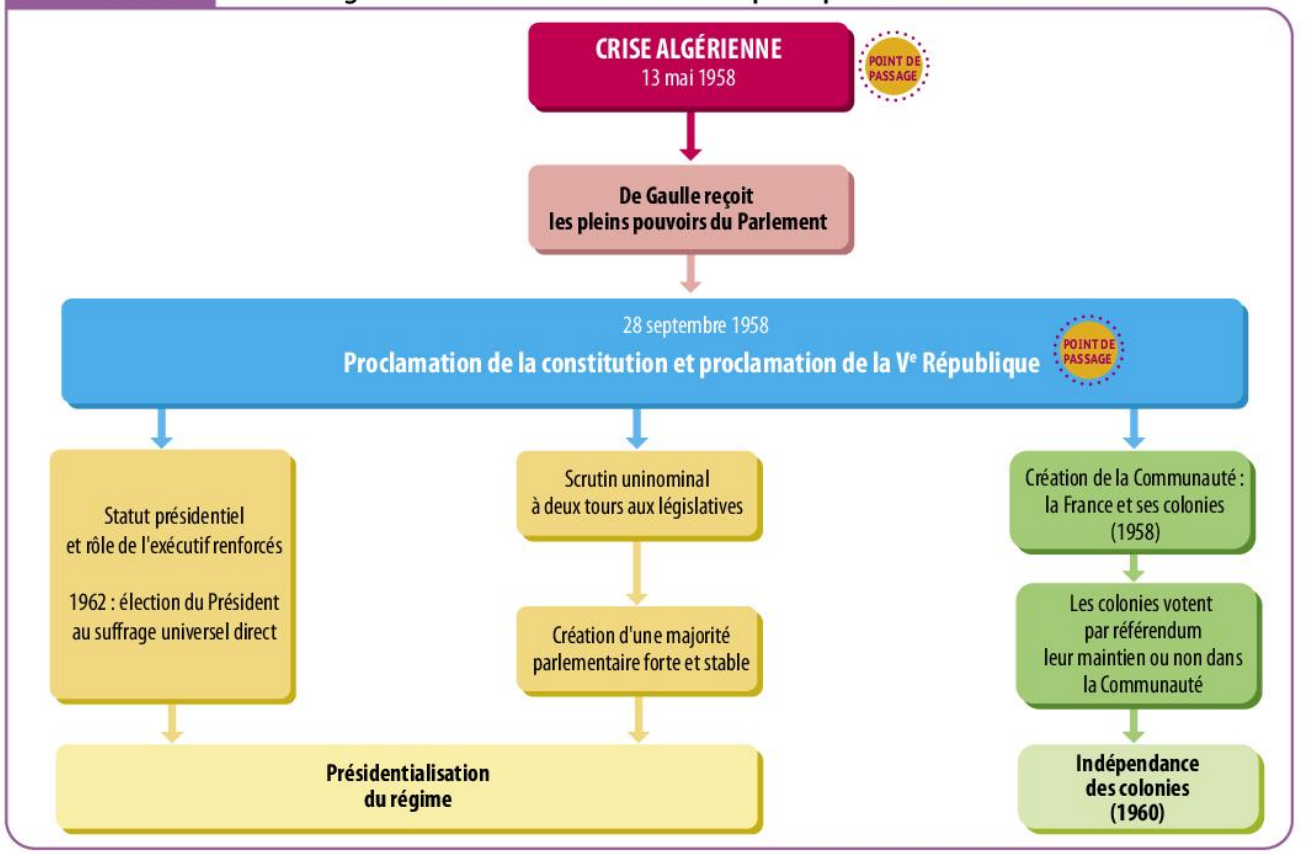
La Constitution de 1958 crée une Communauté qui remplace l'Union française de 1946. Si rien n'est prévu pour l'Algérie, considérée comme un département français, le nouveau texte constitutionnel prévoit en revanche pour les États membres de la Communauté, c'est-à-dire les pays d'Afrique noire, l'accès à l'indépendance. Le vote de la Constitution par référendum détermine le maintien des pays africains dans la République et par conséquent dans la Communauté : ainsi la Guinée vote massivement « non » et devient immédiatement un État indépendant.

Le Mali et Madagascar suivent l'exemple guinéen en 1959. **À la fin de l'année 1960, les anciennes colonies françaises d'Afrique noire ont toutes accédé à la souveraineté**, sans conflit majeur. Exceptée la Guinée, les nouveaux États gardent un lien fort de coopération, négociée, avec leur ancienne métropole. La Communauté devient alors caduque et disparaît, de fait. Avec l'indépendance de l'Algérie en 1962, la décolonisation des anciennes colonies françaises est achevée : la Ve République est véritablement fondée.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN **La crise algérienne et la naissance de la Ve République**

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



ÉTUDE

La modernisation de l'économie française

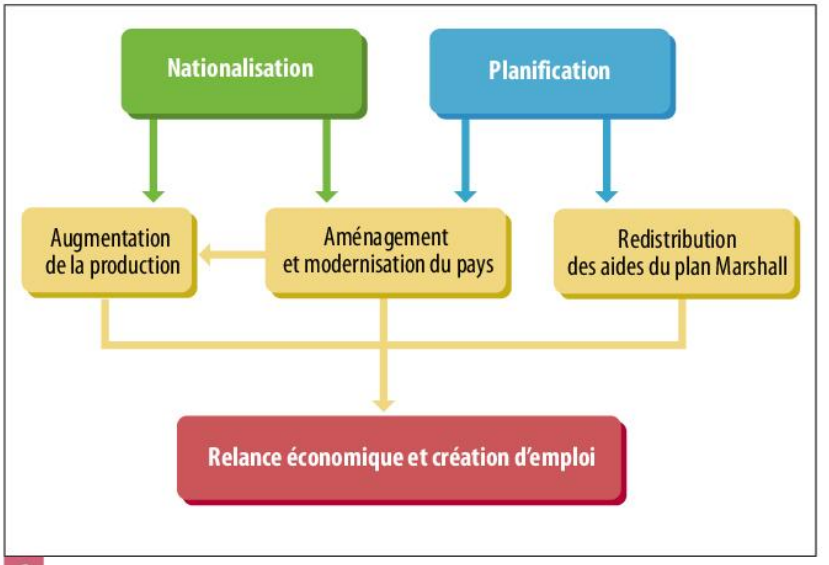
Vidéo

En France, la reconstruction après la Libération se fait à l'aide de nombreuses nationalisations et d'une planification. Dès 1947, la croissance économique atteint 4,5 % par an. Les productions et les infrastructures se modernisent et le niveau de vie augmente. Des emprunts d'État soutiennent le développement de l'économie.

Dans quelle mesure la modernisation de l'économie française permet-elle une croissance importante après la guerre ?

Vocabulaire

- **croissance économique :** augmentation importante, sur une longue période, de la production d'un pays, mesurée par le PIB.
- **nationalisation :** action de transférer du privé au public la propriété d'une entreprise.
- **PIB (produit intérieur brut) :** valeur des biens et des services produits sur le territoire d'un pays.
- **planification :** organisation par les pouvoirs publics de la production et des échanges économiques.



1 Nationalisations et planification

2 BAC Analyse de document **Deux villages à l'heure des « Trente Glorieuses »**

Dans Les Trente Glorieuses, *l'économiste Jean Fourastié (1907-1990) compare deux villages qui n'en sont qu'un seul, Douelle, mais à deux dates différentes : 1946 et 1975.*

Je connais bien ces deux villages, et depuis longtemps. […]. Ces deux villages s'appellent l'un Madère, l'autre Cessac […]. Le contraste entre Madère et Cessac éclate si l'on écrit les prix des mêmes objets. Pour le pain, ce qui coûte 24 mn de travail à Madère n'en coûte que 10 à Cessac. Mais la plupart des prix diffèrent plus encore : pour le sucre, l'écart est de 45 mn à 13 ; pour le beurre, de 7 h à 1 h 25. L'écart est encore plus fantastique pour certains produits manufacturés… C'est dire que Cessac appartient à un pays hautement développé, où le niveau de vie moyen est de 4 à 5 fois plus élevé qu'à Madère […]. Mais bien d'autres faits accusent de fortes différences entre les deux villages. Alors qu'à Madère les agriculteurs sont largement majoritaires (ils forment les trois quarts de la population active), ils sont très minoritaires à Cessac. Le groupe dominant à Cessac est tertiaire (employés de bureaux, de banque, d'administrations publiques ou de commerce, commerçants, instituteurs, etc.) […].

Les autres traits majeurs de la situation économique de Cessac sont à l'avenant. Sur les 243 foyers de Cessac plus de 230 ont le « confort moderne » ; allant de la cuisine parfaitement équipée, aux W. C. intérieurs à chasse d'eau, aux lavabos, à la salle de bains à eau courante chaude et froide ; 110 téléphones pour 670 habitants à Cessac, contre 5 pour 534 à Madère ; […] Ne doit-on pas dire glorieuses les trente années qui séparent Madère de Cessac, et ont fait passer Douelle et la France de la pauvreté millénaire, de la vie végétative traditionnelle, aux niveaux de vie et aux genres de vie contemporains ? […]

Libre à quelques adolescents sympathiques mais mal informés, bénéficiant du niveau et du genre de vie actuels de la France, de l'hygiène, de la santé, de la Sécurité sociale, et de tous les moyens modernes de transport, d'information, de communication de critiquer, voire de détester la « société de consommation ». Après les descriptions qu'on vient de lire, leurs opinions et leurs sentiments paraissent hâtifs.

Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible*, Hachette, 1979.

3 Une croissance partagée par tous ?

Les années cinquante et soixante voient apparaître de nombreuses associations d'aide aux démunis : l'abbé Pierre fonde Emmaüs en 1954, ATD-Quart monde est fondée en 1957.

Mes amis, au secours…

Une femme vient de mourir gelée, cette nuit à 3 heures, sur le trottoir du boulevard Sébastopol, serrant sur elle le papier par lequel, avant-hier, on l'avait expulsée. Chaque nuit, ils sont plus de 2 000 recroquevillés sous le gel, sans toit, sans pain, plus d'un presque nu. Devant l'horreur, les cités d'urgence, ce n'est même plus assez urgent !

Écoutez-moi ! En trois heures, deux premiers centres de dépannage viennent de se créer : l'un sous la tente au pied du Panthéon, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève ; l'autre à Courbevoie. Ils regorgent déjà, il faut en ouvrir partout. Il faut que ce soir même, dans toutes les villes de France, dans chaque quartier de Paris, des pancartes s'accrochent sous une lumière dans la nuit, à la porte de lieux où il y ait couvertures, paille, soupe, et où l'on lise sous ce titre « centre fraternel de dépannage », ces simples mots : « Toi qui souffres, qui que tu sois, entre, dors, mange, reprends espoir, ici on t'aime. »

La météo annonce un mois de gelées terribles. Tant que dure l'hiver, que ces centres subsistent, devant leurs frères mourant de misère, une seule opinion doit exister entre hommes : la volonté de rendre impossible que cela dure. Je vous prie, aimons-nous assez tout de suite pour faire cela. Que tant de douleur nous ait rendu cette chose merveilleuse : l'âme commune de la France. Merci ! Chacun de nous peut venir en aide aux sans-abri. Il nous faut pour ce soir, et au plus tard pour demain : 5 000 couvertures, 300 grandes tentes américaines, 200 poêles catalytiques. […] Grâce à vous, aucun homme, aucun gosse ne couchera ce soir sur l'asphalte ou sur les quais de Paris.

Abbé Pierre, Appel du 1er février 1954, Fondation Abbé Pierre sur les ondes de Radio-Luxembourg.

4 Le développement de la société de consommation

L'essor des nouvelles formes de distribution, l'exemple de l'Oise, reportage de l'ORTF (Office de radiodiffusion-télévision française) du 14 février 1970, archive INA.

Vidéo Le développement de la société de consommation

5 Les chiffres de la croissance économique

	Population française	Production industrielle française (base 100 en 1938)	Niveau des salaires (base 100 en 1951)	Évolution annuelle en volume du PIB de la France	Équipement des ménages en télévision
1948	41 112 000	120	–	–	–
1952	42 300 981	143	100	+ 3,1 %	moins de 10 %
1955	43 227 872	170	125	+ 5,3 %	moins de 10 %
1958	44 563 043	215	150	+ 2,7 %	environ 10 %
1965	48 561 800	–	180	+ 4,3 %	40 %
1969	50 107 735	–	210	+ 7 %	67 %

D'après Jean-François Eck, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Armand Colin, 2004.

Parcours 1

- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique
- Savoir lire, comprendre et apprécier des documents iconographiques et des textes

1. Doc. 1 Comment l'État intervient-il pour soutenir la croissance économique ?
   Aide Relevez les actions que l'État met en œuvre sur le plan économique et leurs conséquences.
2. Doc. 2 et 5 Relevez l'importance et la rapidité de la croissance.
3. Doc. 2 Montrez que l'innovation technologique est un élément de la croissance économique.
4. Doc. 2 et 4 Quelles sont les améliorations de la vie quotidienne, entre 1945 et 1970, qui justifient l'expression « Trente Glorieuses » ?
   Aide Relevez les éléments qui facilitent la vie des populations.
5. Doc. 2 et 3 Quelles critiques viennent nuancer une vision idéalisée des « Trente Glorieuses » ?

Bilan

Travail de groupe Montrez l'évolution de l'économie française dans l'après-guerre en analysant le rôle de l'État et décrivez les transformations que cela a générées.

Aide Rappelez la vision positive dominante pendant les « Trente Glorieuses ». Ensuite, montrez que cela ne concerne pas tous les Français, qu'il y a des oubliés de la croissance économique.

Parcours 2

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

BAC Analyse de document

À partir du document 2, décrivez quelles sont, selon Jean Fourastié, les conséquences des « Trente Glorieuses » sur la société française.

Aide Vous pouvez distinguer les conséquences économiques de celles sur la société. Les conséquences peuvent être positives et/ou négatives.

ÉTUDE

Une politique étrangère française ambitieuse (1958-1969)

De Gaulle poursuit la politique extérieure menée par la IVe République : il continue la construction européenne en renforçant l'axe franco-allemand, mais reste réticent à une trop grande proximité avec les États-Unis. Il développe le programme nucléaire militaire. En revanche, de Gaulle innove en imposant le président comme seul décisionnaire en politique étrangère. Progressivement, il donne à la France de nouveaux éléments de puissance.

Quelle politique extérieure de Gaulle met-il en œuvre pour rétablir la place de la France dans le monde ?

Chronologie

13 février 1960 : explosion de la première bombe A française.
1963 : signature de coopération franco-allemande, dit « traité de l'Élysée ».
1964 : la France reconnaît la Chine communiste.
1964 : voyage en Amérique du Sud de Charles de Gaulle.
Juin 1965-janvier 1966 : politique dite de « la chaise vide » envers la CEE.
1967 : Charles de Gaulle refuse l'adhésion à la CEE du Royaume-Uni.
1969 : la France quitte le commandement intégré de l'OTAN.

1 La politique de « la chaise vide »

En juin 1965, le gouvernement français, opposé à l'abandon de la règle de l'unanimité, se retire du Conseil des ministres européen ce qui bloque les institutions européennes.
EWG : CEE, en allemand – Zum Gemeinsamen Markt : vers le marché commun
« Sans roue », caricature de Hans Geisen, 1965.

2 Développer le nucléaire militaire

Le général de Gaulle à l'arsenal de Cherbourg, 29 mars 1967, lors du lancement du *Redoutable*, premier sous-marin nucléaire français.

3 Défendre la monnaie et l'économie nationale

Le général de Gaulle critique la suprématie monétaire du dollar telle qu'elle est prévue par les accords de Bretton Woods en 1944. Il explique pourquoi, selon lui, il faut revenir à un système monétaire international dans lequel le seul étalon serait l'or.

Alors il se crée en Amérique, par le moyen de ce qu'il faut bien appeler l'inflation, des capitaux qui sous la forme de prêts en dollars accordés à des États ou à des particuliers sont exportés au dehors, et bien entendu cette augmentation de la circulation fiduciaire[1] américaine rend moins rémunérateurs les placements à l'intérieur des États-Unis. D'où chez eux une propension croissante à investir à l'étranger. De là, il en résulte pour certains pays une sorte d'expropriation de telle ou telle de leurs entreprises. Il faut bien dire que cette pratique a longtemps favorisé et favorise encore dans certaine mesure l'aide multiple et considérable que l'Amérique prête à beaucoup de pays. Et dont nous avons nous-mêmes, en d'autres temps, largement bénéficié. Mais les circonstances ont changé et c'est pourquoi la France préconise que le système lui aussi soit changé. Que cesse cette sorte de déséquilibre fondamental qui est désormais un fait. La France l'a préconisé, comme vous le savez, à la conférence monétaire de Tokyo. Étant donné les conséquences que pourrait avoir une crise qui surviendrait dans un pareil domaine, nous pensons qu'il faut prendre à temps les moyens de l'éviter. Nous estimons nécessaire que les échanges internationaux soient établis comme c'était le cas avant les grands malheurs du monde sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays, en particulier.

De Gaulle, Conférence de presse, 4 février 1965.

1. De la monnaie en billets.

4 « Vive le Québec libre »

Vidéo

« Voilà ce que je suis venu vous dire ce soir en ajoutant que j'emporte de cette réunion inouïe de Montréal un souvenir inoubliable. La France entière sait, voit, entend ce qui se passe ici et je puis vous dire qu'elle en vaudra mieux.
Vive Montréal ! Vive le Québec ! Vive le Québec libre ! Vive le Canada français et vive la France ! »

Allocution improvisée au balcon de l'Hôtel de ville de Montréal, 24 juillet 1967.

5 Montrer la puissance technologique

Le président Charles de Gaulle devant un Concorde, avion de ligne supersonique, au 27e Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget, 26 mai 1967.

6 S'affranchir des États-Unis

En 1966, la détente entre les deux blocs se met progressivement en place. La France se rapproche de l'URSS. Dans le même temps, la politique américaine en Asie et en particulier au Vietnam se durcit. Pour toutes ces raisons, de Gaulle annonce dans ce discours le retrait français du commandement intégré[1] de l'OTAN.

Si la France considère, qu'encore aujourd'hui, il est utile à sa sécurité et à celle de l'Occident qu'elle soit alliée à un certain nombre d'États, notamment à l'Amérique, pour leur défense et pour la sienne dans le cas d'une agression commise contre l'un d'eux, si la déclaration faite en commun à ce sujet, sous forme du traité de l'Alliance atlantique, signé à Washington le 4 avril 1949, reste à ses yeux toujours valable, elle reconnaît, en même temps, que les mesures d'application qui ont été prises par la suite ne répondent plus à ce qu'elle juge satisfaisant, pour ce qui la concerne, dans les conditions nouvelles.

Je dis : les conditions nouvelles. Il est bien clair, en effet, qu'en raison de l'évolution intérieure et extérieure des pays de l'Est, le monde occidental n'est plus aujourd'hui menacé comme il l'était à l'époque où le protectorat américain fut organisé en Europe sous le couvert de l'OTAN.

[…] Notre pays, devenant de son côté et par ses propres moyens une puissance atomique, est amené à assumer lui-même les responsabilités politiques et stratégiques très étendues que comporte cette capacité et que leur nature et leurs dimensions rendent évidemment inaliénables.

Enfin, la volonté qu'a la France de disposer d'elle-même, volonté sans laquelle elle cesserait bientôt de croire en son propre rôle et de pouvoir être utile aux autres, est incompatible avec une organisation de défense où elle se trouve subordonnée.

Charles de Gaulle,
Conférence de presse du 21 février 1966.

1. L'appartenance au commandement intégré oblige à participer à toutes les offensives militaires.

Parcours 1

■ Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

1. **Doc. 3** Expliquez la réticence du général de Gaulle face au poids du dollar américain dans l'économie mondiale.
2. **Doc. 3 et 6** Quel contexte international justifie pour de Gaulle l'affirmation de l'indépendance nationale ?
   Aide Il faut relever dans les deux discours les allusions aux évolutions politiques dans le monde.

■ Mettre un événement en perspective

3. **Doc. 1 et 4** Relevez les actions que de Gaulle met en œuvre pour asseoir sa politique d'indépendance nationale.
4. **Doc. 2 et 5** Identifiez les avancées technologiques présentées dans les documents et expliquez en quoi elles participent d'une politique de renforcement de la puissance française.

Bilan À l'aide des documents, décrivez la place que la France occupe dans le monde en 1969 sur les plans économiques, militaires et diplomatiques.

Parcours 2

■ Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

À l'aide des **documents 2, 3 et 6**, expliquez les ambitions que de Gaulle a pour la France en matière de politique étrangère.

Aide Vous devez identifier dans les documents les aspects militaire, économique et diplomatique de la puissance.

LEÇON 3

L'affirmation de la puissance française dans les années 1960

Quels échecs et quels succès la puissance française connaît-elle après la perte de son empire colonial ?

ÉTUDE La modernisation de l'économie française p. 186

ÉTUDE Une politique étrangère française ambitieuse (1958-1969) p. 188

A Une politique étrangère impulsée par le Président

- À partir de 1962, le processus de décolonisation étant achevé, la politique étrangère de la France peut prendre une ampleur nouvelle, appuyée sur le rôle que donne la Constitution au chef de l'État. Le Parlement ne prend désormais plus part aux questions extérieures et le président impose sa figure de seul décisionnaire en multipliant les voyages officiels à l'étranger. **Pour de Gaulle, « la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang ».**
- **Le général de Gaulle cherche à affirmer l'indépendance nationale de la France**, ce que confirme sa décision de quitter, tout en restant membre de l'OTAN, le commandement intégré de l'Alliance atlantique en 1966. Les visites qu'il effectue en Amérique latine entre 1962 et 1964 ou la reconnaissance de la Chine populaire en 1964 servent au rayonnement de la France. La détente entre les deux blocs issus de la guerre froide et l'émergence politique du tiers-monde donnent à la France la possibilité de se démarquer des États-Unis mais aussi de créer de nouvelles coopérations en Asie, en Amérique ou en Afrique. De Gaulle tisse en particulier des liens diplomatiques avec les anciennes colonies africaines, en valorisant la francophonie. En juin 1966, la visite d'une dizaine de jours du président en URSS ou, en 1967, le positionnement français dans la guerre opposant Israël aux pays arabes indiquent clairement la volonté gaullienne de se démarquer de la politique étatsunienne.

Notions

- Nouvelle Vague : mouvement cinématographique porté par des réalisateurs français dans les années soixante et modifiant les règles traditionnelles de narration et de prise de vue.
- tiers-monde : expression qui désigne les pays en développement, souvent nouvellement indépendants et qui ont très peu de poids politique dans le monde. L'expression est créée en 1952 par Alfred Sauvy, économiste français, et fait référence au tiers-état d'avant 1789.

Vocabulaire

- commandement intégré : organe de décision militaire de l'OTAN.
- francophonie : ensemble de territoires et de personnes pratiquant la langue française.

B Les aspects de la puissance

- **Cette indépendance nationale repose sur des éléments de puissance**, que les gouvernements successifs de la IVe République ont engagés et développés. Ainsi la création du Comité pour l'énergie atomique dès 1945 a permis la mise en place progressive d'une industrie nucléaire, d'abord militaire puis civile. La France produit la bombe A en 1960 et la bombe H en 1968. Pour de Gaulle, le pays doit posséder une force de dissuasion indépendante pour asseoir son rôle international : les premiers essais nucléaires commencent en Algérie en 1961, puis en Polynésie. Le premier sous-marin nucléaire est lancé en 1967.
- **La puissance française est aussi économique.** La croissance pendant la Ve République est forte (5 % par an en moyenne) et soutenue par des mesures interventionnistes efficaces : la création du « nouveau franc » et la réforme monétaire de 1960 stabilisent la monnaie, une politique budgétaire stricte réduit le déficit. En 1962, la France connaît une situation de quasi plein emploi. Le pouvoir d'achat des foyers augmente, transformant les pratiques de consommation : ce sont les « Trente Glorieuses », définies par Jean Fourastié. La recherche technologique profite de la croissance et du soutien de l'État dans des programmes innovants et ambitieux comme la conception du Concorde, le creusement du tunnel du Mont-Blanc, le lancement du paquebot transatlantique *France* ou la naissance d'un programme spatial.
- **La puissance française s'exprime également à l'échelle de l'intégration européenne.** De Gaulle poursuit l'œuvre de la IVe République, en consolidant la CEE par l'installation d'une politique agricole commune. En revanche, le président cherche, sans y parvenir, à placer la France à la tête de la CEE et à imposer sa vision de la construction européenne : cette volonté explique son veto à l'égard de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE ou sa politique de la « chaise vide ». Enfin, la puissance française s'appuie

sur un fort rayonnement culturel : la littérature, les variétés françaises ou le cinéma français de la Nouvelle Vague connaissent des succès à l'échelle mondiale, dont le festival de Cannes, par exemple, est un symbole. À la tête du ministère des Affaires culturelles, créé en 1959, André Malraux conduit une politique très dynamique (création des maisons de la culture).

C Des difficultés internes

À partir de 1965, les oppositions à de Gaulle se renforcent en France. Le caractère dirigiste des pratiques politiques du Président et sa politique étrangère considérée par certains comme « arrogante » créent de vives critiques. Par ailleurs, dans un contexte de ralentissement de la croissance, les difficultés sociales sont de plus en plus présentes. Ainsi le monde agricole, en pleine mutation, ne profite pas des « fruits » de la croissance, ni le secteur du charbon, en grande difficulté face à l'essor du secteur des hydrocarbures. Dans le monde ouvrier, comme dans la fonction publique, les salaires sont peu élevés au regard de l'inflation : si cette dernière est stoppée en 1965, c'est au détriment de l'emploi.

Le mécontentement prend forme dans des grèves longues dès 1967 et s'affirme avec une ampleur inédite au printemps 1968. Les événements de « mai 68 » trouvent leur origine dans des contestations étudiantes, auxquels les ouvriers se joignent. Aux facteurs culturels du mouvement s'ajoutent des revendications sociales. Dix millions de salariés font grève : le pays est paralysé. Les accords de Grenelle signés le 27 mai 1968 entérinent un certain nombre d'avancées sociales, mais ne résolvent pas la crise politique. De Gaulle dissout alors l'Assemblée : la perspective de nouvelles élections législatives éteint petit à petit la contestation. Aux élections, de Gaulle retrouve une forte majorité, mais son autorité est atteinte. Lorsque, en 1969, sa réforme régionale soumise au référendum est refusée par les Français, de Gaulle démissionne.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

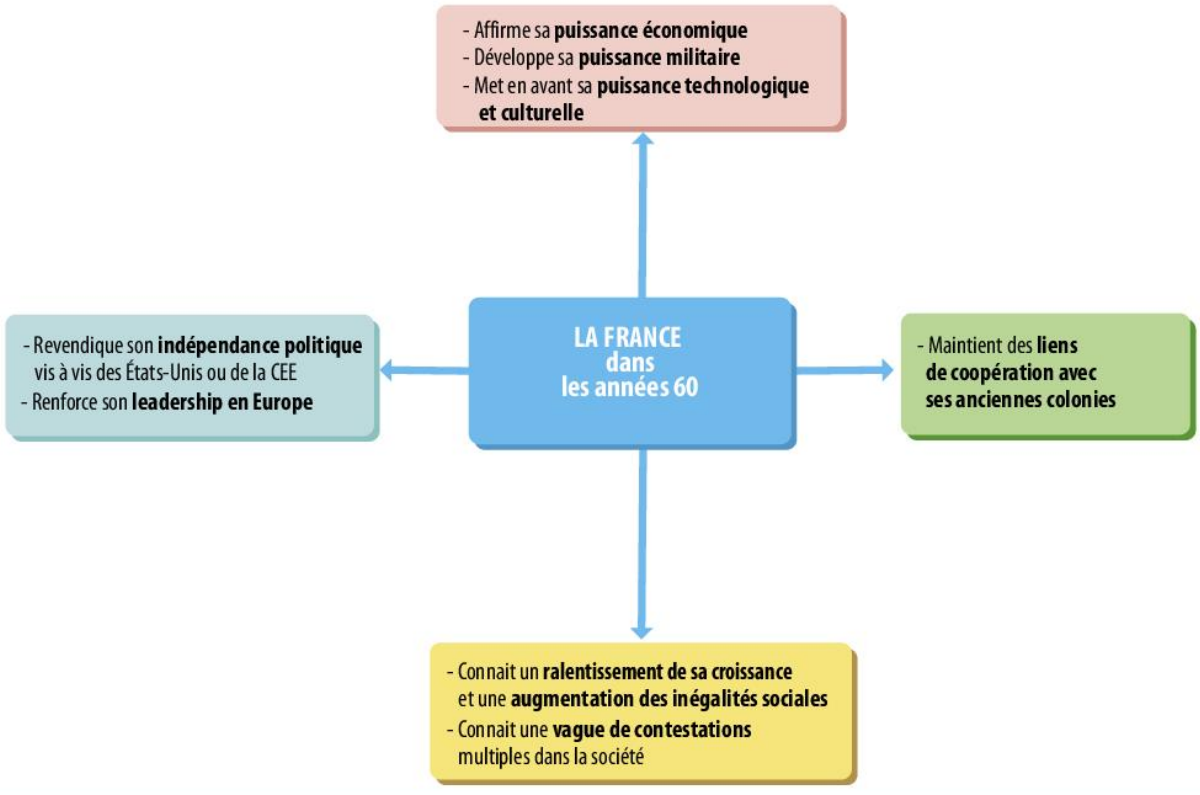
– Rendez-vous sur http://charles-de-gaulle.org/enseigner-de-gaulle/de-gaulle-et-les-deux-grands/.

– En vous appuyant sur les cinq entrées proposées, rédigez un texte qui montre comment la France du général de Gaulle veut s'affirmer par rapport aux États-Unis et à l'URSS.

QCM pour réviser

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

SCHÉMA BILAN L'affirmation de la France dans les années 1960



Mai 1968

Les manifestations de mai 1968 s'inscrivent dans un contexte de modernisation de la société française mais aussi de revendications à l'échelle mondiale. Cependant, l'événement a conservé en France une dimension hautement symbolique de remise en cause de la société des années 1960.

Comment le mouvement de mai 1968 marque-t-il une transformation profonde de la société française ?

1 DOCUMENT SOURCE

Affiche placardée dans les rues de Paris en mai 1968

Affiche réalisée par les étudiants de l'atelier des Beaux-Arts de Paris en mai 1968 pour protester contre la politique du général de Gaulle (reconnaissable à sa silhouette).

3 L'ANALYSE DES HISTORIENS

Mai 68, un événement hautement symbolique

Mai 68 garde le caractère d'une « divine surprise » où la parole libérée s'est exprimée avec force dans une atmosphère de fraternité et de fête. Elle emprunte ses idées à une pluralité de courants de pensée : marxisme, anarchisme, situationnisme, surréalisme… sans qu'aucun d'eux puisse prétendre en rendre raison. Tout un bouillonnement de paroles et d'écrits énonce une critique radicale et en appelle à une autre société, où les hommes seront maîtres des évolutions et participeront aux décisions. Cette exigence en reste à des appels généreux et généraux qui se refusent à toute médiation et à toute institutionnalisation. […]

Le mouvement de contestation n'en a pas moins permis des mutations importantes, dont les effets sont ambivalents. Il a démystifié les pouvoirs en place […] provoquant le conflit et le débat là où pouvaient régner l'oppression, les bureaucraties, les cloisonnements et les habitudes sclérosées. Il a fait voler en éclats le moralisme issu du XIX[e] siècle […]. C'est aussi un rapport à soi, aux autres et au monde marqué par le dogmatisme de la pensée, la rigidité des certitudes et des croyances trop bien ancrées, qui a été mis à mal. La méfiance vis-à-vis de tout positionnement rigide, l'ouverture sur les dimensions esthétiques, ludiques et festives de la vie, la prise en compte de la subjectivité… ont façonné une nouvelle sensibilité.

Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible*, La Découverte, 2008.

2 DOCUMENT SOURCE

Daniel Cohn-Bendit et un CRS

Daniel Cohn-Bendit est un homme politique franco-allemand. En mai 1968, il a 23 ans, il est une figure des manifestations à Nanterre. Cette photographie a été prise alors que Daniel Cohn-Bendit est convoqué à la Sorbonne devant un conseil de discipline universitaire.

Source : Gilles Caron, fondation Gilles Caron, 6 mai 1968.

S'INITIER AU TRAVAIL DE L'HISTORIEN

- Mettre un événement en perspective
- S'approprier un questionnement historique

A L'historien commence par définir le contexte historique

1. Quel est le contexte de production de ces deux documents (doc. 1 et 2) ?

B L'historien confronte la source au contexte

1. Qui est à l'origine de ces deux documents ? Quelles sont leurs intentions (doc. 1 et 2) ?

2. Pourquoi ces deux documents sont-ils devenus iconiques des manifestations de mai 1968 (doc. 1 et 2) ?

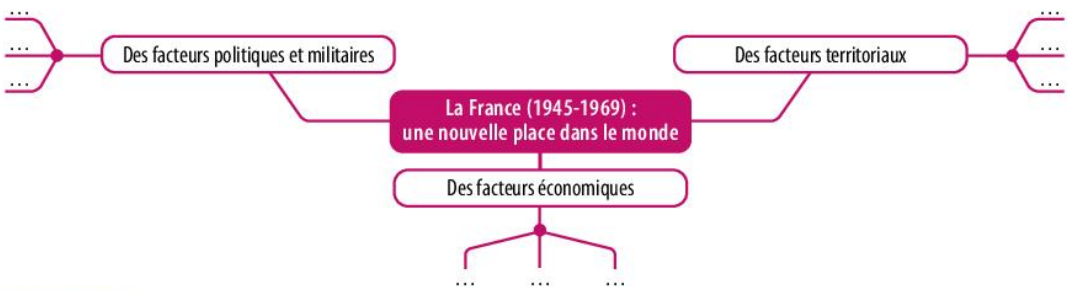
C L'historien interprète la source

1. Montrez que pour Jean-Pierre Le Goff, mai 1968 est un événement complexe (doc. 3).

2. Pourquoi selon l'historien, le mouvement a permis « des mutations importantes » dans la société française (doc. 3) ?

Réaliser une carte mentale de synthèse

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, construisez votre propre carte mentale de synthèse du chapitre.



Boîte à outils

- Reprenez les éléments de votre cours et les trois leçons du manuel.
- Inspirez-vous des questions proposées pour repérer des éléments clés dans votre cours.
- Identifiez les personnages clés et les événements marquants.
- Complétez alors la carte mentale pour qu'elle puisse reprendre l'ensemble des éléments repérés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — **Analyse de document**

■ **CAPACITÉS :** Savoir lire, comprendre et critiquer un document iconographique

Affiche de l'UNR en 1961

L'Union pour la Nouvelle République (UNR) est le parti créé en 1958 pour défendre l'action du général de Gaulle.

CONSIGNE

Vous replacerez le document dans son contexte puis vous expliquerez comment il met en évidence la pratique du pouvoir exercé par de Gaulle.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C

Réponse à une question problématisée

Rédiger en utilisant des mots de liaison

■ **CAPACITÉS :** S'approprier un questionnement historique – Utiliser une approche historique pour construire une argumentation

Comment la France cesse-t-elle d'être une puissance coloniale entre 1945 et 1962 ?

ÉTAPE 1 Analyser la question problématisée

- Définissez les mots clés.
- Déterminez les limites du sujet.

▸ Aidez-vous des questions dans les encadrés.

Qu'est-ce que la décolonisation ?

À quels événements peut-on rattacher les dates de 1945 et 1962 pour ce sujet ?

Comment la France cesse-t-elle d'être une puissance coloniale entre 1945 et 1962 ?

Pourquoi le processus de décolonisation se déclenche -t-il ? Quelles en sont les modalités ?

Pourquoi la France peut-elle être considérée comme une puissance coloniale en 1945 ? Sur quels territoires exerce-t-elle sa colonisation ?

ÉTAPE 2 Construire le plan en mobilisant ses connaissances

Le plan doit répondre de manière organisée à la question.

▸ Complétez les deux parties du plan avec vos connaissances les pages repères, les études et les leçons des chapitres 5 et 6.

▸ Pensez aussi à utiliser le point de passage sur la guerre d'Algérie.

La remise en cause de la colonisation française	La fin de l'empire colonial français
– Un nouveau contexte international : … – Les premières tensions … – L'échec de l'Union française : …	– La guerre d'Indochine : … – La décolonisation de l'Afrique Noire : … – La guerre d'Algérie : …

ÉTAPE 3 Rédiger la composition en utilisant des mots de liaison

La rédaction de votre réponse à une question problématisée doit permettre de faire ressortir votre argumentation.
Elle doit être claire : l'expression doit être correcte.

Elle doit être structurée.

Vous devez faire des phrases simples, correctement rédigées et sans abréviation.

▸ Préférez le présent au passé et n'utilisez jamais le futur.

▸ La ponctuation et les mots de liaison sont essentiels pour que le correcteur identifie les articulations de votre rédaction. Ces mots de liaison doivent être variés et correctement utilisés (voir tableau).

Les principaux mots de liaison pour exprimer clairement sa pensée	
Faire apparaitre les étapes de votre rédaction	– D'abord, en premier lieu, pour débuter/commencer… – Ensuite, dans un deuxième temps, mais encore, puis… – Enfin, en conclusion, finalement, en définitive, pour conclure…
Exprimer des liens entre les éléments de votre argumentation	– cause : parce que, car, grâce à, puisque, en raison/à cause de …. – conséquence : c'est pourquoi, donc, en conséquence, aussi, si bien que…
Développer ses idées	– expliciter : en effet, en d'autres termes, c'est ainsi que, – présenter une idée complémentaire : d'ailleurs, en outre, de plus, … – illustrer son propos : par exemple, c'est le cas de…
Exprimer des comparaisons	– une opposition ou une restriction : mais, cependant, en revanche, néanmoins, contrairement à, bien que, quoique… – une similitude : comme, également, de même (que), tel que…

Complétez le début de la rédaction de cette réponse à la question problématisée en étant attentif aux mots de liaison.

En 1945, la France possède le second empire colonial après le Royaume-Uni _____ cette hégémonie est remise en cause. _____ en 1962, la France a perdu la plus grande partie de ses colonies. Comment la France cesse-t-elle d'être une puissance coloniale entre 1945 et 1962 ? Nous étudierons _____ comment la colonisation française est remise en cause _____ nous verrons de quelles manières l'empire colonial prend fin.

Après la Seconde Guerre mondiale, la domination française est remise en cause dans les colonies. Celle-ci s'explique _____ par un nouveau contexte international. _____, les deux Grands encouragent la décolonisation…

SUJETS D'ENTRAINEMENT

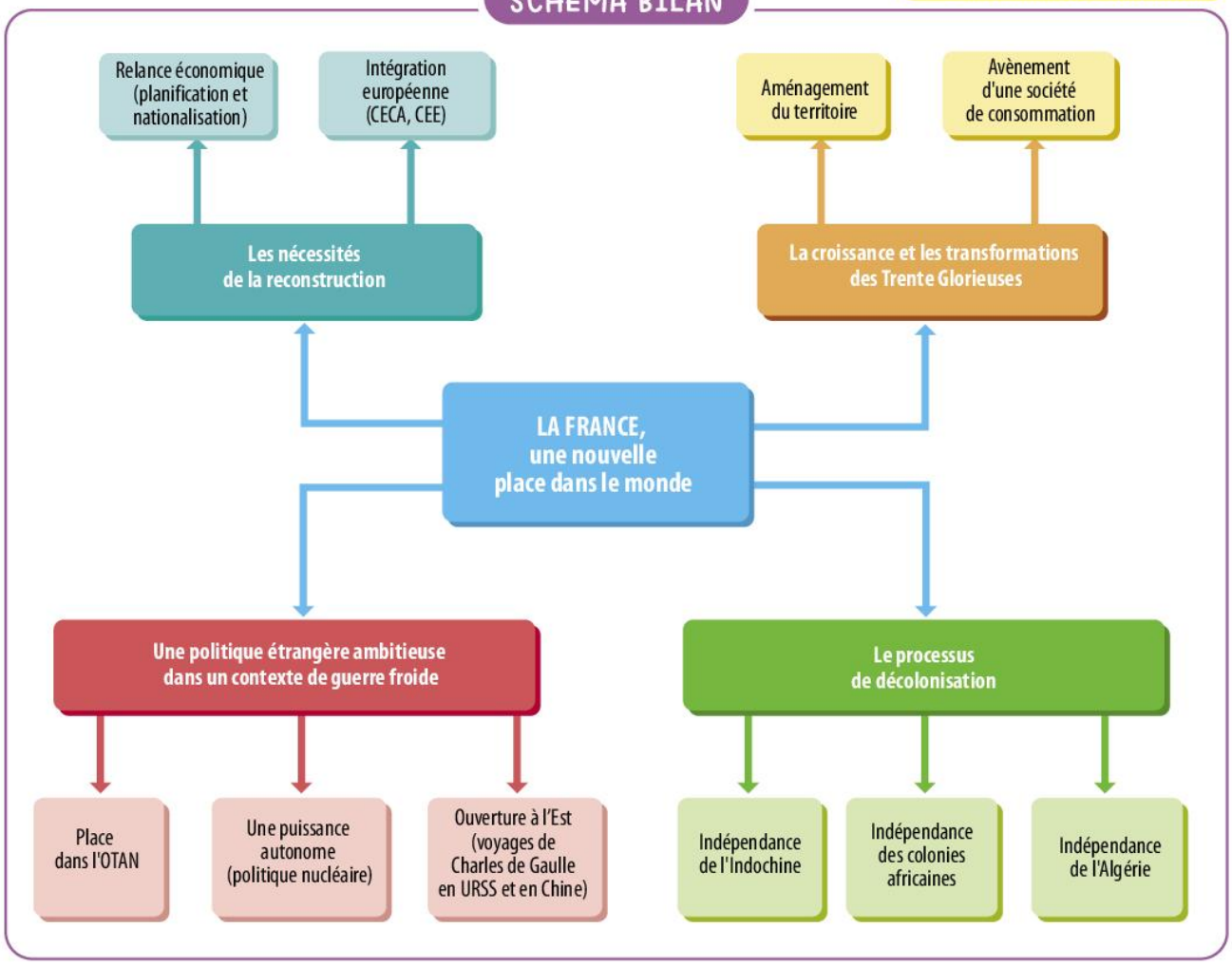
1. **De quelles manières Charles de Gaulle redéfinit-il la politique extérieure de la France entre 1958 et 1969 ?**
2. **Quelles sont les mutations de la puissance française dans le monde de 1945 à 1969 ?**

RÉVISION

La France : une nouvelle place dans le monde

SCHÉMA BILAN

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



Je connais les dates importantes

1946 : mise en place de la IVe République.
1954 : indépendance de l'Indochine.
1958 : mise en place de la Ve République.
1960 : les anciennes colonies d'Afrique sont toutes indépendantes.
1962 : fin de la guerre d'Algérie.
1958-1969 : mandats présidentiels de Charles de Gaulle.

Je maîtrise les notions essentielles

- décolonisation (p. 176)
- intégration (p. 172)
- libéralisation (p. 176)
- présidentialisation (p. 184)
- régime parlementaire (p. 176)
- Trente Glorieuses (p. 170)

Ne pas confondre !

- **scrutin uninominal à deux tours :** au premier tour, le candidat qui obtient la majorité absolue des voix remporte l'élection ; s'il n'y a pas de majorité, un second tour est organisé et le candidat qui a le plus de voix est élu.
- **scrutin à la proportionnelle :** les sièges sont répartis entre différentes listes de candidats en proportion du nombre de voix réunis par chacune d'entre elles.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

■ CAPACITÉ : identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et les ruptures chronologiques

Quels sont les grands axes de la politique étrangère de la France sous la IVe République ?
Dans un court paragraphe, expliquez les points suivants :
– Comment la crise algérienne conduit-elle à un changement de régime politique ?
– Comment l'indépendance de la France et sa modernisation sont-elles mises en œuvre au début de la Ve République ?

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ CAPACITÉ : identifier les contraintes d'un contexte historique

En quelques lignes, expliquez dans quel contexte international a lieu la guerre d'Algérie.

■ CAPACITÉ : mettre un événement ou une figure en perspective

Dans un court paragraphe, expliquez dans quel contexte politique Charles de Gaulle et Pierre Mendès France construisent leur conception de la République.

Expliquez l'importance des événements suivants en quelques lignes :
a. la création de la CEE ;
b. la crise du 13 mai 1958 ;
c. l'indépendance de l'Algérie.

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

■ CAPACITÉ : réaliser une fiche de révision

a. Noter les notions et le vocabulaire de la page précédente avec leur définition précise.
b. Identifier pour chaque partie du cours :
– les éléments importants (dates, personnages, notions) ;
– les grandes idées (faits historiques, causes, conséquences).
c. Savoir expliquer : l'engagement de la France dans la construction européenne au lendemain de la guerre, la fin de l'empire colonial français et le nouveau rôle international de la France, la réforme des institutions de la France et la modernisation du pays.

Pour aller plus loin

À LIRE

- ***Histoire dessinée de la guerre d'Algérie***, Benjamin Stora et Sébastien Vassant, Seuil, 2016. Sous forme de roman graphique, la guerre d'Algérie est ici racontée par l'historien Benjamin Stora, qui prend soin d'exposer le point de vue des différents acteurs du conflit.
- ***C'était de Gaulle***, Alain Peyrefitte, Gallimard, 2002. Une biographie sous forme d'échanges entre de Gaulle et son ministre, de 1959 à 1969.
- ***Pierre Mendès France***, Jean Lacouture, « Points histoire », Seuil, 2010. Une biographie facile à lire qui permet non seulement de mieux comprendre l'originalité politique de Pierre Mendès France, mais aussi le contexte national et international de l'époque.

À VOIR

- ***De Gaulle*** (2020) de Gabriel Le Bomin avec Lambert Wilson.
- ***La 317e Section*** (1965) de Pierre Schoendoerffer : le récit de la dernière marche d'une section militaire, pendant la bataille de Diên Biên Phu.
- ***La Guerre sans nom*** (1991) de Patrick Rotman et Bertrand Tavernier : un documentaire sur la guerre d'Algérie fondé sur les témoignages de différents acteurs du conflit.

CHAPITRE

7

La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux

RESSOURCES EN +
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

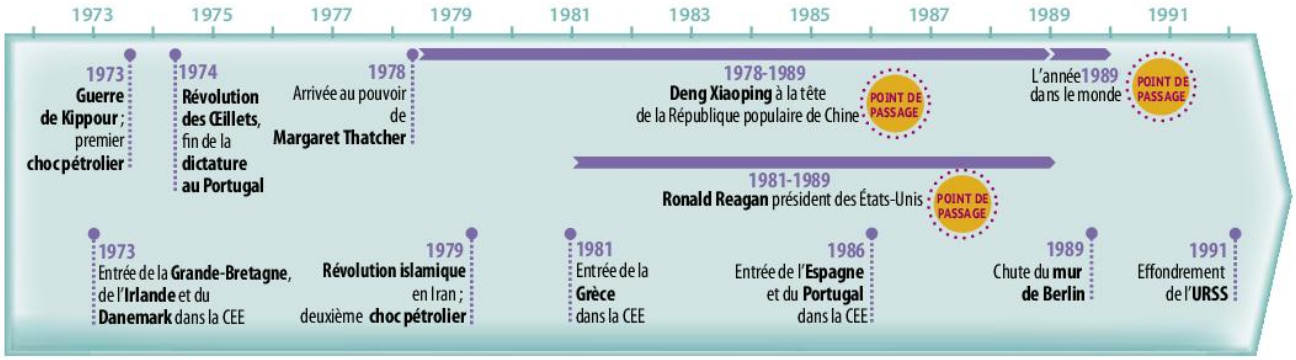
Quelles sont les conséquences des transformations majeures que connaît le monde dans les années 1970 et 1980 ?

Vidéo d'introduction
Les conséquences du premier choc pétrolier

1 Manifestation contre la politique économique du président Ronald Reagan à Washington aux États-Unis en 1983

La politique mise en place par Ronald Reagan au début des années 1980 pour lutter contre la crise économique suscite de nombreuses oppositions aux États-Unis.

› Quelles sont les revendications des manifestants ?



Vidéo La chute du mur de Berlin

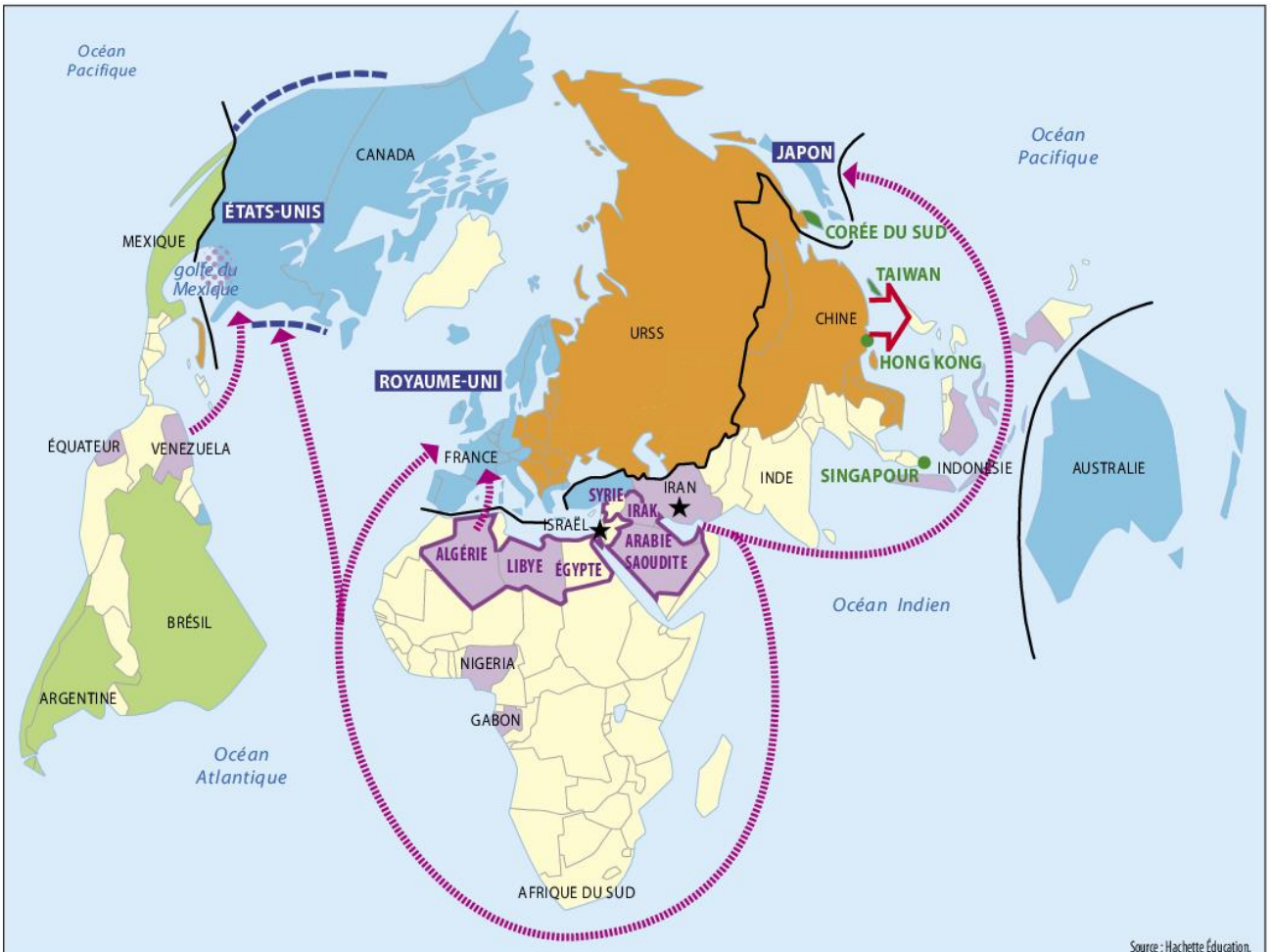
2 La chute du mur de Berlin, symbole de la fin de la guerre froide, 9-10 novembre 1989

Le mur de Berlin a été construit en août 1961 par le gouvernement communiste de la RDA afin d'empêcher ses citoyens de fuir vers Berlin-Ouest contrôlé par les Occidentaux. À partir de 1988, le monde communiste est secoué par des contestations populaires. Les 9 et 10 novembre 1989, les autorités est-allemandes, dépassées, laissent les habitants de l'Est franchir le mur pour rejoindre Berlin-Ouest.

› Pourquoi la chute du mur de Berlin marque-t-elle la fin de la guerre froide en Allemagne et dans le reste de l'Europe ?

CARTES

Transformations économiques et politiques du monde de 1973 à 1991



Les chocs pétroliers à l'origine de la crise

- ★ l'origine des 2 chocs pétroliers (1973 et 1979)
- membres de l'OPEP
- IRAK membres de l'OPAEP
- autres régions productrices
- principaux flux de pétrole

L'économie occidentale en crise

- les économies industrielles dépendantes du pétrole
- JAPON les pays les plus touchés
- embargo vers les États-Unis

La montée en puissance des concurrents à l'Occident

- économies communistes peu touchées par la crise
- les pays émergents
- la concurrence des NPIA
- l'ouverture de la Chine

Autres

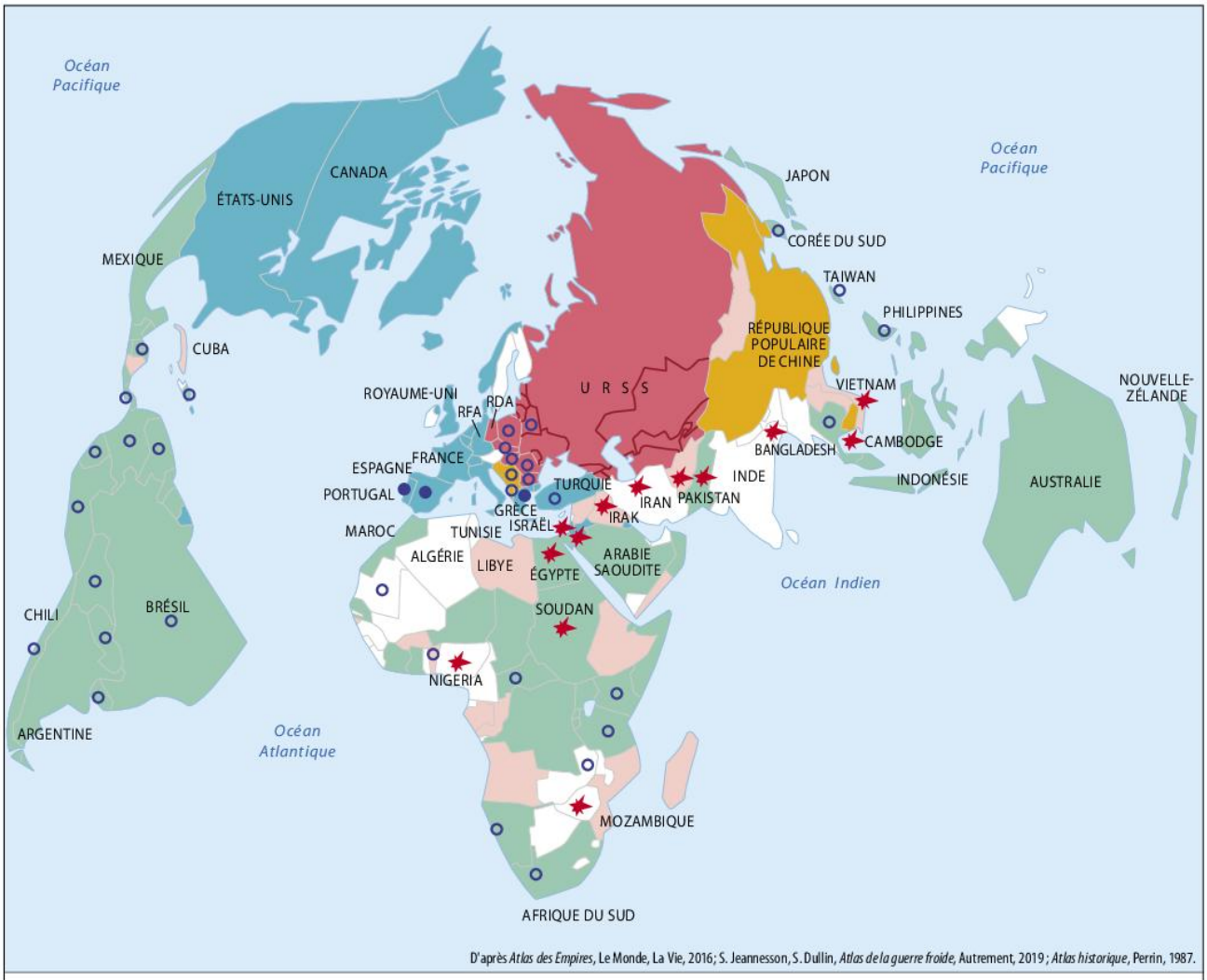
- limite Nord-Sud
- les économies peu intégrées à la mondialisation

Carte interactive

1 L'économie mondiale au lendemain des deux chocs pétroliers

Vocabulaire

- **NPIA (Nouveaux pays industrialisés asiatiques) :** Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong (colonie britannique).
- **OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole) :** créée en 1968, elle regroupe les seuls pays arabes exportateurs de pétrole.
- **OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) :** organisation créée en 1960 et rassemblant les pays producteurs de pétrole pour négocier la production et le prix du pétrole à l'exportation.



D'après *Atlas des Empires*, Le Monde, La Vie, 2016; S. Jeannesson, S. Dullin, *Atlas de la guerre froide*, Autrement, 2019 ; *Atlas historique*, Perrin, 1987.

Le maintien des blocs Est-Ouest jusqu'en 1991

L'Ouest
- États membres de l'OTAN
- autres alliés des États-Unis

L'Est
- États membres du Pacte de Varsovie
- autres alliés de l'URSS
- États communistes ayant rompu avec l'URSS

Les bouleversements politiques des années 1970 à 1991

- principaux territoires ayant connu des conflits armés (guerres civiles, guerres inter-étatiques) durant les années 1970-1980
- transitions démocratiques durant les années 1970 : la fin des dictatures d'Europe méditerranéenne
- transitions démocratiques durant les années 1980-1990 : conséquence de la fin de la guerre froide
- 1991 : L'éclatement de l'URSS en 15 États

Carte interactive

2 La guerre froide jusqu'en 1991

QUESTIONS

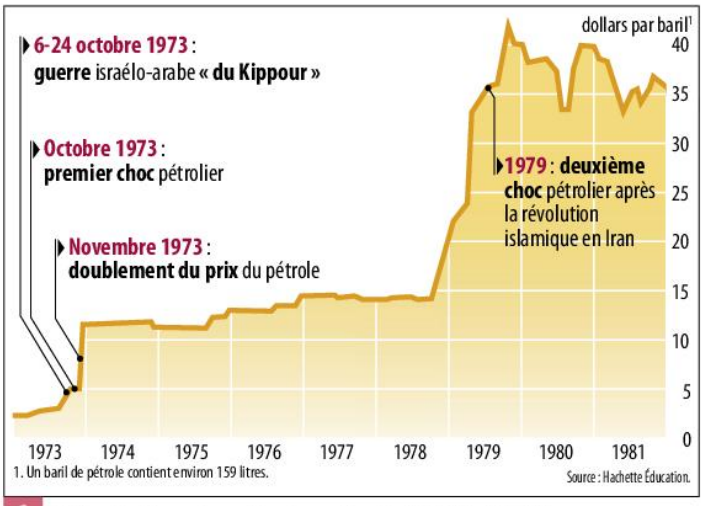
1. Doc. 1 Quelles sont les principales régions productrices et consommatrices de pétrole dans le monde ?
2. Doc. 1 Comment cette carte souligne-t-elle les interdépendances créées par le commerce mondial du pétrole ?
3. Doc. 2 Quelles sont les principales évolutions du monde à la fin de la guerre froide ?

ÉTUDE

1973, le premier choc pétrolier

Du 6 au 24 octobre 1973 se déroule la guerre du Kippour qui oppose Israël aux États arabes voisins. Pour dénoncer le soutien américain à Israël, les États arabes membres de l'OPEP décident de mettre en place un embargo sur la vente du pétrole aux États-Unis, une baisse de la production et une hausse des prix. Entre octobre 1973 et mars 1974, le prix du pétrole est multiplié par quatre.

Pourquoi le premier choc pétrolier est-il considéré comme un coup d'arrêt dans la croissance économique des pays industrialisés ?



1 L'évolution du prix du pétrole (1973-1981)

2 Les pays arabes de l'OPEP face aux puissances industrielles

Le personnage de gauche est le roi Fayçal d'Arabie Saoudite, et à droite se trouvent les chefs d'État et de gouvernements des puissances industrielles : Willy Brandt (RFA), Georges Pompidou (France), Richard Nixon (États-Unis) et Edward Heath (Royaume-Uni)
Caricature de Fritz Behrendt, 1973.

Vocabulaire

- brut : ici, pétrole qui n'a pas encore été raffiné pour être utilisé en tant que carburant.

3 La pression des pays arabes sur les pays industrialisés

La guerre israélo-arabe a considérablement accéléré le cours de l'histoire pétrolière. Cette fois, l'ère de l'énergie bon marché est définitivement terminée. On ne s'étonne presque plus que, renchérissant sur l'Arabie saoudite, la Libye et l'Irak puissent quasiment doubler le prix de référence de leur brut[1] ni que le Shah d'Iran déclare que le tarif de son pétrole pourrait être décuplé. Ainsi, tous les États producteurs ont maintenant acquis la maîtrise des quantités de pétrole qu'ils vendent […]. Autrefois, c'étaient les compagnies qui faisaient la loi sur le marché. Puis elles ont été obligées de composer avec les États producteurs, dont le pouvoir de négociation s'est considérablement accru à partir du moment où ils surent se grouper au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Maintenant, le véritable cartel[2], ce n'est plus celui des grandes compagnies pétrolières, mais celui qui est constitué par les États pétroliers. C'est lui qui domine véritablement le marché.

[…] Au-delà des problèmes du transport, toute une série de choix industriels stratégiques sont aussi mis en cause. Alors que les prix du pétrole – et ceux de l'énergie – grimpent à une allure vertigineuse, la conversion de l'appareil industriel des sociétés développées ne pourra se faire du jour au lendemain, du fait de l'inertie des structures. Nous entrons dans une période de transition fort difficile, il ne faut pas se le cacher, et il n'est pas sûr que la loi du profit, qui demeure la dominante de nos sociétés, soit capable de nous la faire vivre sans des troubles graves. Quant aux pays sous-développés – du moins ceux qui n'ont pas la chance de disposer d'« or noir » dans leur sous-sol et qu'on oublie trop souvent dans cette affaire –, il va sans dire que cette conversion leur sera encore plus pénible […]. Il apparaît en effet de plus en plus clairement que la « civilisation de l'automobile » aboutit à une sorte d'impasse […].

Philippe Simonnot, *Le Monde*, 30 octobre 1973.

1. Pétrole brut – 2. Cartel : marché dominé par quelques vendeurs qui s'entendent pour fixer les prix.

4 La fin de l'opulence

Les disponibilités de combustibles liquides vont diminuer dans les mois et les années qui viennent. […]

Combien d'Américains et d'Européens vont renouveler ou acquérir leur voiture quand ils ne peuvent plus circuler le dimanche, ni dépasser les 80 ou 100 km/h, ni être sûrs de pouvoir remplir leurs réservoirs dans les années qui viennent ? L'industrie aéronautique sera durement frappée, elle aussi, puisque toutes les compagnies aériennes réduisent le nombre de leurs vols et leur vitesse de croisière. Les milliers de travailleurs du Concorde sont des chômeurs en sursis. La télévision en couleurs, qui consomme 30 % de courant de plus que le noir et blanc ; les climatiseurs, la publicité lumineuse, les transports routiers, cinq fois plus chers en énergie que les transports par fer ; les emballages en plastique, les milliers de gadgets fabriqués grâce à la pétrochimie, autant de choses qui sont en train de devenir un gaspillage inadmissible.

M. Bosquet, « La fin de l'opulence », *Le Nouvel Observateur,* 26 novembre 1973.

5 La pénurie d'essence en 1973 aux États-Unis

Files d'attente à une station service de New York.

6 Des économies dépendantes du pétrole

Texte original en anglais
Classes Européennes

Avec la troisième économie du monde, le Japon est le deuxième consommateur mondial de pétrole, après les États-Unis, et le premier importateur de pétrole. La totalité du pétrole japonais provient de l'étranger. L'année dernière, 1,6 milliard de barils de pétrole ont été expédiés, dont 45 % par des pays arabes, 38 % par l'Iran, 12 % par l'Indonésie et le reste de diverses origines.

Ces faits obligent de plus en plus de Japonais à reconnaître que la pénurie de pétrole aura un impact grave sur leur économie – et ce d'autant plus qu'elle sera soudaine et concentrée. *Mainichi Shimbun*, un grand quotidien, a récemment déclaré que « le Japon est entré dans une phase catastrophique », dans laquelle la crise pétrolière met en péril « l'existence même de la nation ». Un diplomate occidental explique : « Une grande partie de ce que le Japon est aujourd'hui dépend de sa force économique. Son rôle dans le monde et sa stabilité politique reposent sur le bien-être économique. Maintenant, pour la première fois dans l'après-guerre, ce fondement est menacé. »

Bien que personne ne sache combien de temps les pays arabes vont continuer à fermer les vannes du pétrole, les économistes japonais commencent à calculer la force du coup à venir. Au total, le ministère du Commerce international et de l'Industrie estime que le Japon obtiendra environ 30 % de pétrole en moins que ce qui était prévu lors des quatre prochains mois.

Les fonctionnaires du ministère estiment également que la production industrielle baissera de 30 % au cours des quatre prochains mois. Les compagnies d'électricité ont prévu 23 % de pétrole en moins pour la production d'énergie. L'association des armateurs japonais a prévenu qu'environ 60 % des 1 400 navires japonais, sans compter les pétroliers, navigueraient au ralenti faute de carburant.

Richard Halloran, « Le Japon se prépare à une crise pétrolière de grande échelle », *The New York Times*, 8 décembre 1973.

Parcours 1

■ Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique – S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Décrivez l'évolution des prix du pétrole de 1973 à 1981.
2. Doc. 2 et 3 Expliquez comment le prix du pétrole devient un moyen de pression pour les pays arabes exportateurs de pétrole.
   Aide Pensez à présenter l'importance du pétrole dans l'économie et la vie quotidienne des Occidentaux.
3. Doc. 4 et 5 Quelles conséquences directes la hausse des prix du pétrole a-t-elle sur les économies occidentales ?
4. Oral Doc. 6 Justifiez l'inquiétude du Japon face à la crise pétrolière.
   Aide Pour cela, repérez dans le texte les éléments qui prouvent cette inquiétude.
   Lors de votre passage au tableau, appuyez-vous sur ces extraits pour expliquer à la classe vos idées.

Bilan À l'aide des documents 2 et 3, vous analyserez les raisons qui expliquent l'augmentation des prix du pétrole. Ensuite, vous en présenterez les conséquences pour les économies industrialisées.

Parcours 2

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Oral Travail de groupe

À partir des documents 3 et 6 proposés, expliquez pourquoi l'année 1973 est considérée comme une rupture dans l'histoire économique des pays industrialisés.

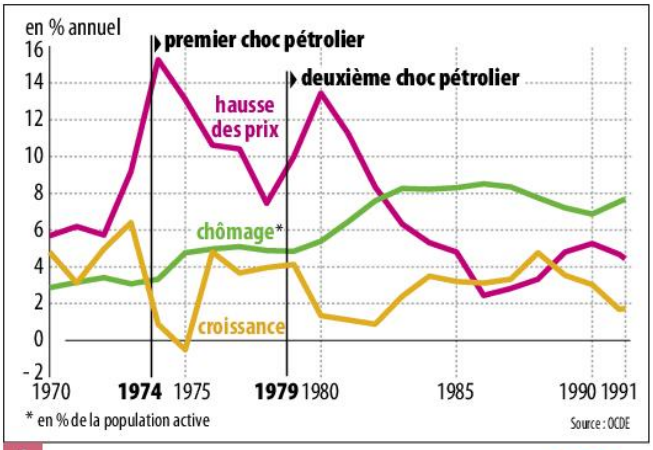
Aide Vous devez réaliser cet exposé en 5 à 10 minutes.

ÉTUDE

Le chômage de masse dans les pays occidentaux

Les chocs pétroliers fragilisent l'économie des pays occidentaux et accélèrent la ruine des vieux secteurs industriels et l'apparition du chômage de masse. Ils mettent ainsi fin au modèle économique fondé sur le pétrole bon marché et sur une croissance forte et continue, qui prévalait depuis 1945.

Pourquoi la crise économique des années 1970 conduit-elle au développement d'un chômage de masse dans les pays occidentaux ?



1 Les évolutions économiques des pays de l'OCDE entre 1970 et 1991

Chronologie

1973 : premier choc pétrolier.
1974 : récession dans les pays occidentaux.
1979 : deuxième choc pétrolier.
1982 : 2 millions de chômeurs en France.
1984 : plan de restructuration de la sidérurgie en Lorraine.
1984 : grande grève des mineurs au Royaume-Uni.

Vocabulaire

- OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) : elle regroupe, depuis 1961, la plupart des pays industriels occidentaux.
- PIB (produit intérieur brut) : ensemble des richesses produites par un pays sur le sol national.
- récession : baisse du PIB d'un pays ou d'un secteur économique.

2 Une remise en question de l'industrie européenne

La crise que nous traversons n'est pas un phénomène mondial : c'est l'Europe qui ne s'est pas remise des évènements de 1974, tandis que les autres zones de développement connaissent à nouveau une relative prospérité. Face au dynamisme des pays jeunes (Amérique, Canada, Japon, pays nouvellement industrialisés), la vieille Europe ne paraît pas réussir à surmonter le choc de 1975. Les raisons du ralentissement de l'activité européenne sont au nombre de trois. D'abord, les années 1950-1960 ont été exceptionnelles du fait de deux événements : la reconstruction après la guerre et la création du Marché commun. La création de la CEE a stimulé la production et le commerce. Une seconde explication aux faibles chances de croissance généralement accordées à l'Europe tient dans l'hypothèse d'une chute des rendements de l'outil industriel européen. L'Europe n'offrirait plus des conditions de profits aussi favorables qu'auparavant, en raison de l'élévation des coûts de capital et surtout de main-d'œuvre. Une troisième raison est qu'il existe, dans les pays nouvellement industrialisés, des zones de hauts profits car les salaires y sont bas, et que les marchés potentiels sont immenses. Le salaire horaire moyen de l'électronique est à Hong Kong, à Singapour et en Corée, en 1975, dix à onze fois plus faible qu'aux États-Unis et en Europe. La part de la production industrielle localisée dans le tiers-monde pourrait doubler d'ici à l'an 2000.

Jean Bouvier, *Le Monde*, 9 janvier 1979.

3 Manifestation contre le chômage des jeunes en Allemagne en 1979

Sur les pancartes est inscrit : « stop au chômage des jeunes».

4 La crise de la sidérurgie lorraine

Après le ralentissement de la diminution des effectifs réalisés en 1975 et 1976 au prix d'un chômage partiel important, la chute du nombre des salariés a repris. La persistance de la crise a conduit en effet à la mise en œuvre d'un nouveau plan de restructuration en décembre 1976 et portant sur la suppression de 9 000 emplois en deux ans et demi, bientôt suivi d'un autre décidé à la fin de 1979 et entraînant la perte de 8 500 emplois. Les difficultés ressenties au premier semestre de 1980, ont fait ajouter, en août 1980, 1 600 emplois supplémentaires à la liste des suppressions.

Avec un effectif réduit, les dispositions sociales antérieures ne suffisaient plus. Et les licenciements pour cause économiques devenaient inévitables. Leur nombre fut cependant limité grâce à l'adoption de mesures exceptionnelles. D'un côté, l'âge donnant droit à une mise en retraite anticipée a été considérablement abaissé, conformément aux dispositions de la Convention de la protection sociale signée le 3 juin 1977. C'est ainsi qu'a pu être organisé le départ des agents de plus de 56 ans et 8 mois. La même Convention a autorisé également, à partir du 1er janvier 1978, la mise en dispense d'activité des agents de 54 ans au moins ayant accompli en sidérurgie et en travail posté un nombre d'années de service bien déterminé.

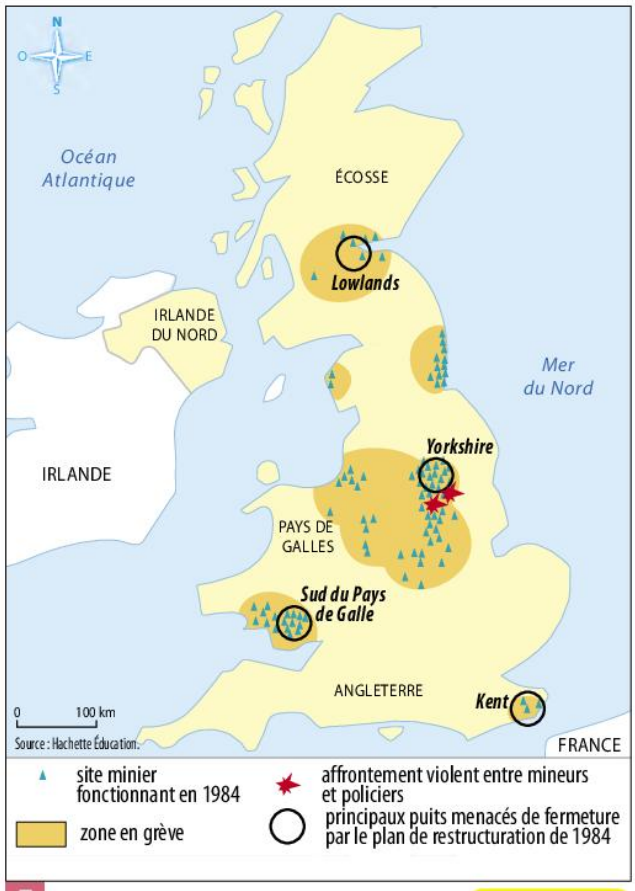
Monique Thouvenin, « De Wendel-Sidélor à SACILOR-SOLLAC, 1968-1980. 13 années de mutations difficiles » *Revue géographique de l'Est*, 1981.

6 La désaffection pour le travail non qualifié

Les Européens ont découvert le chômage brutalement, en quelques mois. En 1973 le chômage était à 3 % de la population active ; en 1976, il avait franchi le seuil de 6 %. En 1996, il s'élevait à 12 %. Poussé par une force irrésistible, il a condamné l'un après l'autre tous les gouvernements qui avaient fait de sa résorption l'objectif de leur politique économique. Avec un peu de recul, la hausse des années soixante-dix est pourtant beaucoup moins étonnante qu'elle ne l'était initialement apparue. La France a simplement mis fin à une période « exceptionnelle ». Les « Trente Glorieuses » ont en effet marqué une période au cours de laquelle l'Europe a rattrapé les États-Unis : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France avait un niveau de richesse par tête qui correspondait à 30 % du niveau américain ; en 1975 le niveau français correspond à 80 % du niveau américain. Il était donc inéluctable qu'elle retrouvât des rythmes de croissance plus lent. […]

La « crise » de l'emploi qui s'exacerbe au cours des années soixante-dix et quatre-vingt n'est en réalité que la crise du travail non qualifié. En 1990 en effet, le taux de chômage des travailleurs qualifiés est passé de 2,5 % à 4,5 % tandis que celui des travailleurs non qualifiés a explosé, pour atteindre près de 20 %. La crise ne concerne donc en apparence que les travailleurs non qualifiés, victimes en Europe comme aux États-Unis d'une désaffection qui semble universelle.

Daniel Cohen, *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Flammarion, Paris, 1997.



5 La grande grève des mineurs au Royaume-Uni (1984-1985)

Carte interactive

Parcours 1

- Savoir lire et comprendre des documents statistiques
- S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Comment se manifeste la crise économique que subissent les pays occidentaux ?
2. Doc. 2 et 3 Quelles sont les différentes explications de cette crise économique en Europe ?
   Aide Soulignez les effets de la concurrence internationale.
3. Doc. 4 et 5 Quelles sont les conséquences sociales de la crise dans le secteur industriel ?
   Aide Relevez les secteurs les plus touchés par la crise.
4. Doc. 6 Quels sont les travailleurs les plus exposés au chômage ?
   Aide Utilisez les statistiques pour développer votre argumentation.

Bilan

- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

À l'aide des documents 1 et 6 et de vos connaissances, vous réfléchirez aux conséquences que la crise économique a dans les pays occidentaux.

Parcours 2 — Travail de groupe

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

À partir des documents 2 et 6 proposés, expliquez pourquoi la crise économique des années 1970-1980 marque un tournant dans l'histoire économique et sociale du monde.

Aide Vous présenterez les résultats sur votre feuille sous la forme d'un tableau à deux colonnes listant les causes de la crise économique et ses conséquences économiques et sociales.

LEÇON 1

Les chocs pétroliers et la fin des Trente Glorieuses

Comment les deux chocs pétroliers engendrent-ils une crise de l'économie des pays industrialisés ?

ÉTUDE 1973, le premier choc pétrolier p. 202

ÉTUDE Le chômage de masse dans les pays occidentaux p. 204

Notions

- choc pétrolier : augmentation brutale du prix du pétrole liée à la baisse de l'offre des pays producteurs.
- crise économique : ralentissement brutal de l'activité économique ayant pour conséquence l'augmentation des faillites d'entreprises et du chômage.
- désindustrialisation : disparition des activités industrielles d'un pays ou d'une région quand celles-ci ne sont plus suffisamment compétitives.
- géopolitique : étude de l'influence des facteurs géographiques, économiques et sociaux sur les relations internationales et la politique des États.

A L'augmentation du prix du pétrole impacte l'économie des pays industrialisés

De 1945 à 1973, l'économie occidentale a connu une grande période de croissance économique, grâce à une énergie peu coûteuse, le pétrole. Dans les années 1970, le pétrole devient une véritable arme géopolitique pour les pays producteurs. Le 6 octobre 1973, l'Égypte et la Syrie attaquent Israël, déclenchant ainsi la guerre du Kippour. Les pays membres de l'OPEP, en soutien aux pays arabes, et afin de faire pression sur les États-Unis et les autres alliés d'Israël, annoncent dès le 17 octobre qu'ils réduiront chaque mois leur production de pétrole de 5 %, ce qui a pour conséquence d'augmenter le prix du pétrole. Ils décrètent également un embargo sur la vente de pétrole aux États-Unis et à ses alliés. Le 23 décembre suivant, à la conférence de Téhéran, l'OPEP décide de doubler le prix du pétrole, entraînant ainsi le premier choc pétrolier.

En 1974, les économies des pays occidentaux entrent alors en récession, provoquant la fin des « Trente Glorieuses ». Les entreprises les plus fragiles, incapables de régler la facture énergétique, font faillite, alors que des secteurs entiers comme les mines, la sidérurgie, le textile et les chantiers navals s'effondrent face à la hausse des coûts et à la concurrence étrangère. La conséquence sociale majeure est le retour du chômage de masse, que l'on croyait disparu depuis la grande dépression des années 1930. En France, le nombre de chômeurs passe de 400 000 en 1973 à presque 2 millions en 1982. Le chômage touche alors toutes les catégories de travailleurs mais principalement les ouvriers et les travailleurs les moins diplômés, et accroît les inégalités sociales. Les vieilles régions industrielles comme le Nord, le Pas-de-Calais ou la Lorraine, en France, l'Ohio aux États-Unis ou les Midlands au Royaume-Uni, sont ravagées par la désindustrialisation et le chômage de masse.

B Le second choc pétrolier pousse les pays industrialisés à revoir leur politique énergétique

En septembre 1978, une série de manifestations éclatent en Iran qui vont conduire à la révolution islamique. Ces troubles politiques dans un des principaux pays producteurs de pétrole provoquent une baisse de la production et donc une hausse des prix. Deux ans plus tard, la guerre Iran-Irak **éclate. L'arrêt des exportations iraniennes provoque une nouvelle hausse des prix,** entre 1978 et 1981. **Ainsi, alors que le prix du pétrole était de 2,5 $ le baril au début de l'année 1973, il dépasse les 40 $ au début des années 1980.** Ces difficultés affectent directement des pays comme le Japon, dont l'Iran était le principal fournisseur, mais plus largement tous les pays qui doivent importer leurs sources d'énergie.

Les pays industrialisés subissent de plein fouet cette situation. C'est l'ensemble des produits dépendants du pétrole qui connaissent une augmentation des prix : l'inflation augmente dans tous les pays industrialisés, ce qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages. Un autre effet est l'augmentation du chômage dans le secteur industriel.

Pour pallier cette dépendance au pétrole, les pays industrialisés mettent en place de nouvelles politiques énergétiques. Les États-Unis décident d'exploiter leurs propres ressources ou de signer des accords préférentiels avec des pays producteurs de pétrole. En France, le gouvernement sensibilise les populations aux économies d'énergie et développe la production d'énergie d'origine nucléaire.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

■ Créer une infographie de révision sur le choc pétrolier de 1973 et ses conséquences

1. Rendez-vous sur le site https://www.canva.com/ et créez-vous un compte gratuit.
2. Dans la rubrique « Créer un dessin », choisissez Infographie puis cliquez dessus. Vous pouvez utiliser un fond vierge ou vous inspirer de modèles.
3. Écrivez d'abord le titre « Le choc pétrolier de 1973 et ses conséquences ».
4. Faites apparaître les principales informations.
5. Vous pouvez ajouter des images.
6. Cliquez sur télécharger pour sauvegarder votre travail.

C La fin d'une période de domination pour l'industrie occidentale

L'année 1973 marque symboliquement la fin des « Trente Glorieuses », période entre 1945 et 1973 durant laquelle les économies occidentales connaissent une très forte croissance économique liée à la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale mais aussi à la modernisation de l'économie. Celle-ci s'était appuyée sur un secteur économique, en plein développement, l'industrie, stimulée par une source d'énergie, le pétrole, qu'il était possible de se procurer à un prix très bas.

Les deux chocs pétroliers ébranlent considérablement ce système. Des secteurs entiers de l'industrie, comme la sidérurgie ou le textile, voient leur compétitivité diminuer face à de nouvelles puissances économiques, comme les pays asiatiques (Japon, Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour) qui pratiquent des salaires plus bas. Le chômage dans le secteur industriel se développe très rapidement, les entreprises faisant faillite ou choisissant de délocaliser leurs activités dans des pays où les salaires sont plus faibles. C'est la fin d'un modèle économique basé sur la domination industrielle de l'Occident, qui se concentre désormais sur l'industrie de pointe.

Avec la crise économique, de nombreux États industrialisés doivent ainsi faire face à une disparition de l'emploi industriel comme en Lorraine ou dans les régions industrielles de Grande-Bretagne. **Les deux chocs pétroliers demandent ainsi une requalification des travailleurs** vers de nouveaux secteurs, comme le secteur des services. Les grandes entreprises industrielles des pays développés doivent alors se moderniser ou orienter leurs productions vers des produits de haute technologie. Pour faire face à une concurrence internationale toujours plus pesante, elles peuvent aussi choisir de fusionner pour donner naissance à des groupes industriels d'ampleur mondiale.

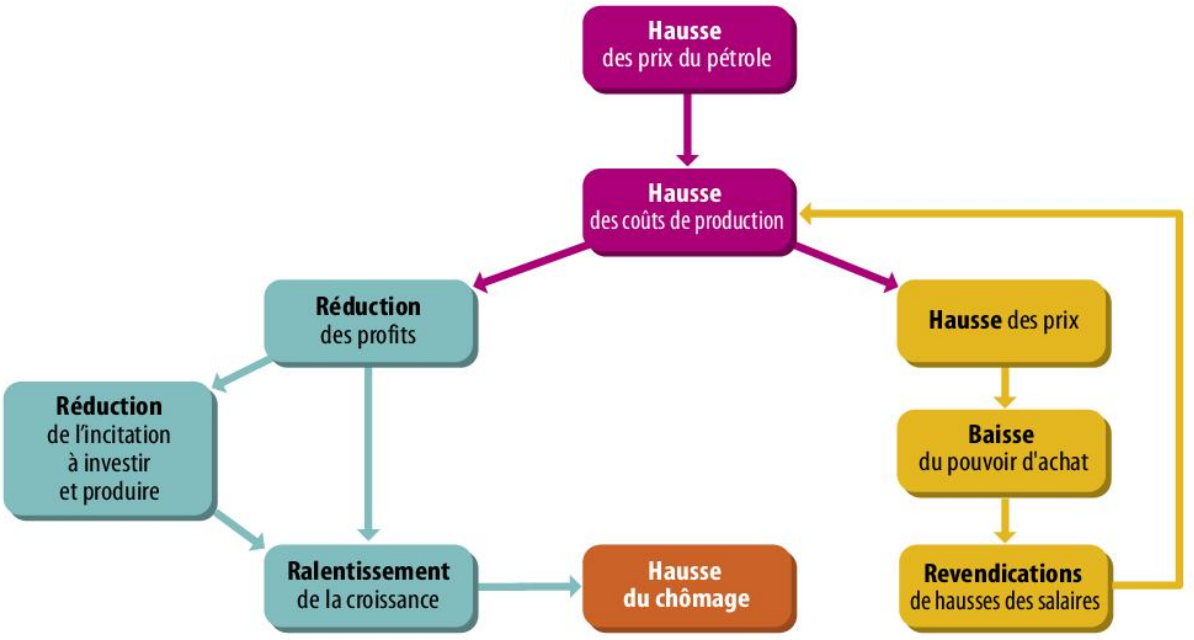
Vocabulaire

- embargo : interdiction de vendre un produit à un pays.
- industrie de pointe : secteur industriel s'appuyant sur l'innovation technologique (hautes technologies, aéronautique, aérospatiale).
- inflation : hausse des prix.
- guerre Iran-Irak : guerre qui oppose ces deux pays entre 1980 et 1988. La guerre commence avec l'invasion de l'Iran par Saddam Hussein (le président irakien). Elle fait près d'un million de morts.
- pouvoir d'achat : quantité de biens qu'il est possible d'acheter avec un revenu donné.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN **Les conséquences des chocs pétroliers**

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



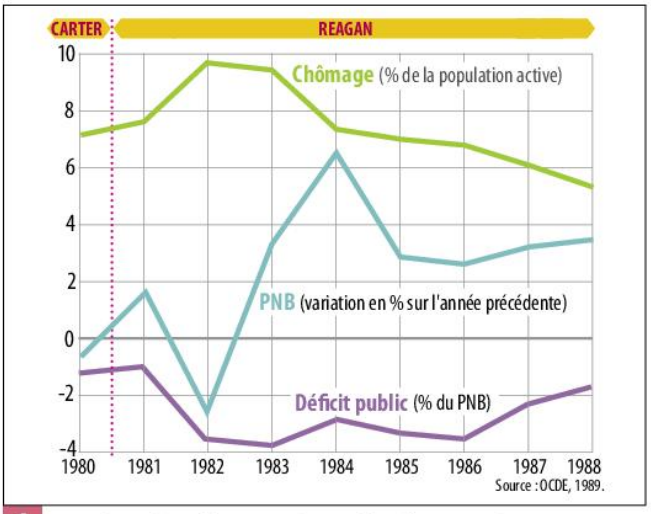
POINT DE PASSAGE

Ronald Reagan et Deng Xiaoping : acteurs d'un nouveau capitalisme

A Reagan et la libéralisation de l'économie américaine

Au cours des années 1970, les États-Unis sont ébranlés par une crise économique et politique profonde. Les déficits s'accumulent et le chômage ne cesse d'augmenter, alors que sur le plan extérieur les États-Unis reculent face à l'URSS. En 1980, les Américains choisissent Ronald Reagan et son programme de dérégulation de l'économie contre le président sortant, Jimmy Carter.

Comment la politique de libéralisation et de dérégulation de Ronald Reagan transforme-t-elle en profondeur les fondements de l'économie américaine ?



1 La situation économique des États-Unis dans les années 1980

Ronald Reagan (1911-2004)

Ronald Reagan commence sa carrière comme acteur à Hollywood, puis comme présentateur à succès à la télévision. En 1967, il est élu gouverneur républicain de Californie. Son slogan « *America is back* » (« L'Amérique est de retour ») lui vaut une élection triomphale en 1980 à la présidence des États-Unis. Il met en œuvre un programme de restauration de la puissance américaine dans le monde, et de profondes réformes économiques libérales sur le plan intérieur. Il est réélu en 1984 en étant majoritaire dans 49 des 50 États américains.

Chronologie

1980 : élection de Ronald Reagan.
1981 : grève des contrôleurs aériens.
1981 : première baisse massive des impôts.
1983 : déréglementation des télécommunications.
1984 : réélection de Reagan avec 58 % des suffrages.
1987 : krach boursier à Wall Street.

Vocabulaire

- dérégulation : politique qui vise à supprimer certaines réglementations pour faciliter l'activité économique. Elles aboutissent à un désengagement de l'État dans de nombreux secteurs.
- parti républicain : parti politique américain qui défend une vision libérale de l'économie dans laquelle l'État est le moins présent possible.

2 « C'est le gouvernement qui est le problème »

Texte original en anglais
Classes Européennes

A. Des industries inactives ont jeté des travailleurs au chômage dans la misère et un statut personnel indigne. Ceux qui travaillent se voient refuser un rendement équitable pour leur travail par un système fiscal qui pénalise les succès et empêche de maintenir une productivité optimale.

Dans la crise actuelle, le gouvernement n'est pas la solution de nos problèmes : c'est le gouvernement qui est le problème. C'est mon intention de réduire la taille et l'influence de l'État fédéral. Maintenant, qu'il n'y ait pas de malentendu. Ce n'est pas mon intention d'abolir le gouvernement : c'est plutôt de le faire fonctionner.

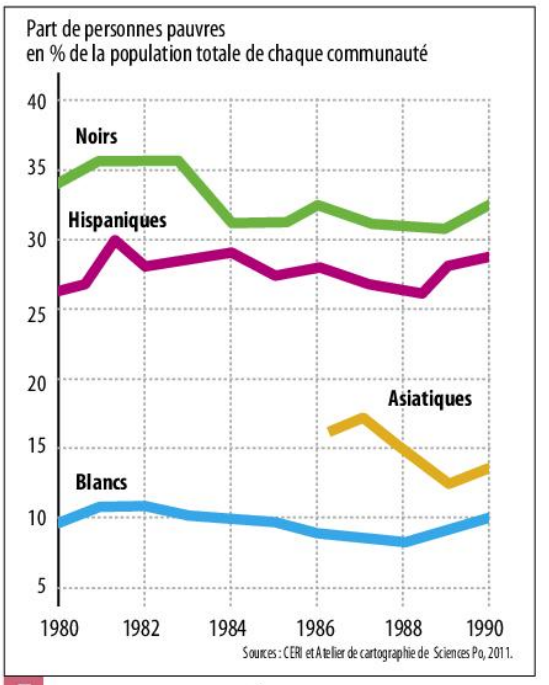
Discours inaugural du président Reagan, 20 janvier 1981.

B. Le budget fédéral est hors de contrôle, et nous faisons face à un déficit croissant, 80 milliards de dollars pour l'exercice budgétaire qui s'achève le 1er octobre de cette année. Le déficit est plus élevé financièrement que le budget fédéral tout entier ne l'était en 1957. En 1960, notre dette nationale s'élevait à 291 milliards de dollars. Le Congrès, en 1971, a décidé de plafonner à 400 millions de dollars notre capacité nationale d'emprunt. Aujourd'hui, la dette s'élève à 931 milliards de dollars. Une réponse aux déficits pourrait être d'augmenter les impôts de façon que le gouvernement n'ait pas besoin d'emprunter ou d'imprimer de la monnaie. Mais pendant toutes ces années où le gouvernement n'a cessé de grossir, nous avons atteint, et même dépassé, les limites de ce que notre peuple peut supporter en matière de charge fiscale. Nous avons déjà décidé le non-remplacement des employés du gouvernement qui prennent leur retraite ou démissionnent. Nous avons ordonné une coupe dans les dépenses consacrées aux voyages du gouvernement, réduit le nombre de consultants travaillant pour le gouvernement, gelé l'achat d'équipements de bureaux. Nos coupes dans les dépenses ne se feront pas au détriment des vrais nécessiteux. Nous chercherons à éliminer les avantages sociaux accordés à ceux qui ne sont pas vraiment dans le besoin.

Adresse au pays, discours de R. Reagan, 5 février 1981.

3 Grève des contrôleurs aériens, été 1981

Manifestation des contrôleurs aériens à l'aéroport de Chicago, le 5 août 1981. Alors qu'une loi l'interdit aux employés de l'État, les contrôleurs aériens se mettent en grève à l 'appel de leur syndicat PATCO (Professionnal Air Traffic Controllers Organization). Les 11 345 grévistes sont licenciés.



5 La pauvreté aux États-Unis entre 1980 et 1990

4 E3C Analyse de document Le revers de la déréglementation

La déréglementation, vaste mouvement parti des États-Unis dans les années 1970, est en train de s'essouffler dans son berceau même. Son principe était simple : il reposait sur l'idée que le plus grand mal dont souffraient les économies était un excès de réglementation ; moins les autorités interviendraient, mieux se porteraient les entreprises et, par ricochet, les consommateurs.

Ce postulat reaganien – posé pourtant en partie sous la présidence de Jimmy Carter – devait engendrer une série de dispositions de libéralisation à partir de 1977 : le fret aérien, l'aviation civile, le gaz naturel puis, sous la présidence de M. Reagan, la télévision par câble, les institutions de dépôt, les transports routiers, suivis du pétrole, de l'industrie automobile (normes antipollution), des radios et des conditions de prêt des banques. Dans le même temps, sous la pression du pouvoir judiciaire et au nom de la loi antitrust, le secteur des télécommunications était lui aussi « déréglementé ». [...]

Le consommateur américain s'est aperçu qu'aux gains incontestables provoqués par cette réduction de la réglementation dans un premier temps avaient succédé des abus inacceptables. L'efficacité de cette libéralisation a bien été réelle : les prix des transports routiers ont baissé de 30 % en cinq ans, les tarifs des communications longue distance entre 30 % et 50 %. Et 80 % des passagers des transporteurs aériens bénéficient de tickets à prix réduits contre 20 % auparavant. [Mais] les gains de productivité ont dans un premier temps été surtout réalisés au détriment des salariés : de 1977 à 1982, le tout puissant syndicat des camionneurs n'a pu empêcher une baisse non négligeable des salaires et les effectifs des chemins de fer ont diminué de quelque 35 %. Les salaires des pilotes ont eux aussi subi une forte érosion.

« Le libéralisme en question aux États-Unis. Le revers de la déréglementation », *Le Monde*, 14 août 1987.

Parcours 1

- Savoir lire et comprendre des documents statistiques
- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

1. Doc. 1 Quelles sont les manifestations de la crise économique aux États-Unis au moment de l'arrivée de Reagan au pouvoir ?
2. Doc. 2 Comment Ronald Reagan analyse-t-il les raisons de la crise et la façon d'y remédier ?
   Aide Cherchez comment Ronald Reagan cherche à faire des économies.
3. Doc. 3 et 4 Quelles sont les conséquences de la déréglementation mise en place aux États-Unis sous la présidence de Ronald Reagan ?
   Aide Expliquez pourquoi certains avantages pour les consommateurs peuvent avoir des conséquences néfastes pour les travailleurs.
4. Doc. 5 Montrez les limites de l'action de Ronald Reagan en termes de lutte contre la pauvreté.

Bilan À l'aide des documents 2 et 4, décrivez la politique économique mise en œuvre par Ronald Reagan et analysez ses conséquences.

Parcours 2 BAC

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

E3C Analyse de document En analysant le document 4, montrez quels sont les effets de la déréglementation voulue par le président Reagan. L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

Aide Pensez à lister les arguments apportés par l'auteur puis à les regrouper en fonction des deux axes prévus dans la consigne.

POINT DE PASSAGE

Ronald Reagan et Deng Xiaoping : acteurs d'un nouveau capitalisme

B Deng Xiaoping et l'ouverture économique de la Chine

Depuis l'avènement de Mao Tsé-Toung en 1949, la Chine est un pays communiste fermé au commerce mondial. Sous la conduite de Deng Xiaoping, elle fait le choix de l'ouverture sur le monde, en accueillant les investissements étrangers. Ce « socialisme de marché » consacre une conversion progressive du pays au capitalisme. C'est un grand succès et l'économie chinoise connaît alors une longue phase de croissance.

Comment la politique économique mise en œuvre par Deng Xiaoping favorise-t-elle l'ouverture économique de la Chine au monde ?

Deng Xiaoping
(1904-1997)

Il adhère très jeune au Parti communiste chinois en 1924. En 1976, après la mort de Mao, il arrive au pouvoir et prend la tête des réformateurs. Il engage alors le pays dans une série de réformes visant à moderniser l'économie, à partir de décembre 1978. Deng Xiaoping favorise ainsi une certaine ouverture économique tout en maintenant la dictature communiste.

1 E3C Analyse de document — Les idées économiques de Deng Xiaoping

Un système de responsabilité individuelle, c'est le noyau du règlement intérieur des entreprises. Sans un système de strictes responsabilités individuelles, la production ne peut être que chaos. Chaque travail, chaque poste doit avoir un responsable clairement désigné ; chaque cadre, chaque ouvrier, chaque technicien doit assumer une responsabilité individuelle clairement définie. Nous devons étudier avec modestie toutes les choses remarquables et avancées venant de l'étranger, importer les techniques avancées étrangères pour qu'elles nous soient utiles afin d'accélérer le rythme de développement de l'économie nationale. Nous devons bien sûr continuer à compter sur nos propres forces, à être indépendants et autonomes, à combattre la philosophie de la servilité envers l'étranger ; cependant, nous ne pouvons pas nous montrer présomptueux et orgueilleux, ni pratiquer la politique de la « porte fermée », et refuser d'étudier les bonnes choses de l'étranger. Il faut s'opposer à la copie servile ; par ailleurs, il ne faut pas innover à tort et à travers sans avoir bien étudié.

Deng Xiaoping, « Quelques problèmes relatifs à l'accélération du développement industriel », *Vent d'Est*, n°3, 1976.

Notion

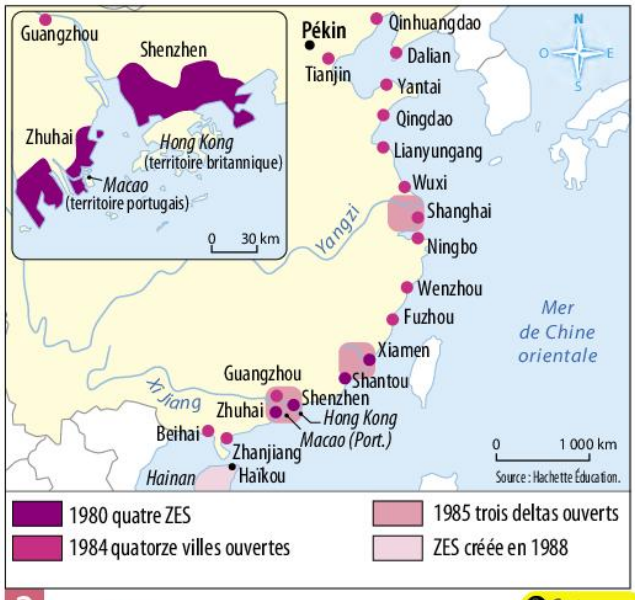
- **socialisme de marché :** système économique dans lequel l'économie s'ouvre au commerce international alors que l'État conserve un contrôle étroit sur celui-ci.

Vocabulaire

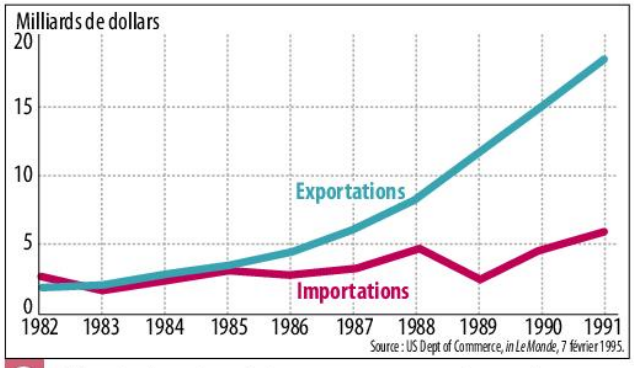
- **ZES (Zones économiques spéciales) :** ouvertes aux investissements étrangers, elles leur garantissent un ensemble de privilèges économiques.

Chronologie

1978 : arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir.
1980 : ouverture de la première ZES à Shenzhen.
1984-1988 : ouverture progressive du littoral chinois aux investisseurs étrangers.
1989 : révolte de la place Tian'anmen.



2 Les ZES en Chine dans les années 1980 Carte interactive



3 L'évolution des échanges commerciaux de la Chine avec les États-Unis (1982-1991)

4 **Ouvrières dans une usine de la ZES de Shenzhen en 1983**
Cette usine fabrique des poupées à destination du marché américain.

6 **L'ouverture sur le monde au travers l'installation de McDonald's**
Restaurant McDonald's à Pékin en 1992. La première implantation de l'enseigne américaine en Chine a lieu à Shenzhen en 1990.

Vidéo Reportage dans une ZES

5 Le succès de la ZES de Shenzhen

Shenzhen connaît depuis 1979 une très forte croissance. La valeur de la seule production industrielle serait passée de 51 millions de yuans en 1980, à 203 millions en 1981 et à 370 millions en 1982. Le développement du tourisme a permis de dégager plus de 50 millions de dollars US en 1980 et près de 100 millions en 1981. L'expansion économique de Shenzhen s'est accompagnée d'une hausse du niveau de vie dans la zone. Le salaire moyen annuel se situerait à 996 yuans, soit une augmentation de plus de 200 yuans par rapport à 1978. Le niveau des salaires varie bien sûr en fonction du niveau de l'entreprise. Dans une entreprise d'État, le salaire mensuel moyen est de 85 yuans et se situe dans une fourchette de 90 à 130 yuans dans une entreprise coopérative, mixte ou étrangère. […] Shenzhen est devenue indiscutablement un pôle d'activité économique important, qui devrait, malgré d'inévitables problèmes de croissance, poursuivre son expansion et devenir l'une des régions les plus développées du pays. Sa situation privilégiée fait de la ZES de Shenzhen un point de rencontre idéal entre la province de Guangdong, l'une des plus peuplées et des plus riches provinces chinoises, et Hong Kong[1], puissance commerciale et financière de premier plan.

Michel Roy, « Shenzhen : une zone économique spéciale en Chine populaire », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1983.

1 Hong Kong est alors une colonie britannique très ouverte sur le reste du monde. Elle est rétrocédée à la République populaire de Chine en 1997.

Parcours 1

- Savoir lire et comprendre des documents statistiques
- S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Pourquoi les nouvelles conceptions économiques de Deng Xiaoping sont-elles une véritable rupture dans un régime communiste comme la Chine ?
   Aide Présentez d'abord les conceptions économiques de Deng Xiaoping avant de différencier ce qui apparaît comme une nouveauté par rapport à la période précédente.
2. Doc. 2 et 5 Qu'est-ce que les ZES et pourquoi sont-elles conformes à la politique voulue par le pouvoir chinois ?
   Aide Souligner les objectifs économiques des ZES et leurs réussites.
3. Doc. 4 Quelles sont les conditions de travail dans cette usine ?
4. Doc. 3 et 4 Quels sont les objectifs de la politique d'ouverture menée par Deng Xiaoping ?
5. Doc. 6 Pourquoi l'installation d'un McDonald's est-elle un symbole de l'ouverture de la Chine ?

Bilan Travail de groupe À l'aide des documents, décrivez et analysez les conséquences de la politique économique de Deng Xiaoping sur le développement de la Chine.

Parcours 2 BAC

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

E3C Analyse de document

En analysant le document 1, vous expliquerez comment Deng Xiaoping conçoit l'économie et en quoi cela marque une rupture avec ce qui était pratiqué en Chine auparavant. L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

Aide Pensez à lister les arguments apportés par l'auteur puis à les regrouper en fonction des deux axes prévus dans la consigne.

LEÇON 2

Libéralisation et dérégulation de l'économie dans les années 1980

Comment la crise de l'industrie engendre-t-elle une nouvelle donne économique mondiale dans les années 1980 ?

POINT DE PASSAGE Ronald Reagan et Deng Xiaoping : acteurs d'un nouveau capitalisme
A. Reagan et la libéralisation de l'économie américaine p. 208
B. Deng Xiaoping et l'ouverture économique de la Chine p. 210

Notions

- libéralisation : pratique consistant à faire confiance au marché, à la libre concurrence, à la libre entreprise et à la responsabilité individuelle.
- mondialisation : ensemble des échanges de biens, de services et de capitaux à échelle mondiale et leur développement.
- privatisation : vente d'une entreprise publique à des investisseurs privés.

Vocabulaire

- conteneur : grande caisse métallique standardisée facilitant le transport des marchandises.
- déficit budgétaire : déséquilibre entre les dépenses et les recettes, quand un État dépense plus qu'il ne gagne d'argent.
- délocalisation : action de déplacer le lieu d'implantation d'une entreprise, souvent dans un pays pratiquant des salaires moins élevés.
- GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) : accord signé en 1947 pour l'abaissement progressif des droits de douane.
- IDE (investissement direct à l'étranger) : investissement réalisé par une entreprise dans un pays étranger, sous forme de la création d'une filiale ou de l'achat d'actions dans une entreprise étrangère.
- pays ateliers : pays réalisant l'assemblage de pièces produites dans d'autres régions du monde, grâce à une main-d'œuvre abondante, docile et peu payée.
- valeur ajoutée : différence entre le prix de vente d'un produit et les dépenses engagées pour sa production.

A La crise de l'industrie engendre une tertiarisation de l'économie

- **À la suite des deux chocs pétroliers, l'industrie occidentale est fragilisée par la concurrence des nouveaux pays industriels asiatiques, appelés les Quatre dragons** (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour). Le chômage de masse se développe pour les ouvriers les moins qualifiés du secteur industriel. Afin de défendre leur puissance économique, les États occidentaux réorientent leur économie vers les secteurs de pointe, comme l'informatique, ou vers le secteur tertiaire, celui des services. Ainsi se développent le secteur des communications et de la finance. C'est ainsi que Margaret Thatcher en Angleterre libéralise le secteur de la finance et dynamise la City, le quartier des affaires de Londres.
- **Cette transformation de l'économie répond à de nouveaux impératifs.** L'émergence des puissances économiques asiatiques, et notamment le Japon, qui est alors la deuxième puissance économique mondiale, stimule une nouvelle forme de mondialisation. Les industries de base comme la sidérurgie ou le textile sont produits dans des pays où les salaires sont bas, tandis que la haute technologie, qui nécessite beaucoup d'investissements et des hauts niveaux de formation, restent majoritairement dans les pays occidentaux. Dans cette nouvelle forme de mondialisation, les secteurs de la recherche et du développement sont fondamentaux, l'innovation est le moteur de la croissance.

B La libéralisation économique, une réponse à la crise

- **Pour résoudre la crise, les États appliquent des politiques de relance, préconisées par l'économiste John Maynard Keynes durant les années 1930.** Il s'agit de soutenir la demande en faisant intervenir massivement l'État, par des politiques de commandes publiques, de grands travaux et de redistribution de revenus aux ménages. Ces politiques de relance sont suivie en France par les gouvernements Chirac de 1974 à 1976 et Mauroy entre 1981 et 1982, mais aussi aux États-Unis avec Jimmy Carter entre 1976 et 1980 et au Royaume-Uni sous les gouvernements travaillistes de 1974 à 1979. Ces politiques se révèlent être des échecs, engendrent un grave phénomène d'inflation et accroissent les déficits budgétaires et les dettes publiques.
- **Dans les années 1980, se développent des politiques libérales, alliant réduction des dépenses publiques, baisses d'impôts, déréglementation et** dérégulation. L'objectif est un retour à l'équilibre des comptes publics, la lutte contre l'inflation et la relance de la croissance économique.
- Aux États-Unis, le président Ronald Reagan accélère ce mouvement en baissant fortement les impôts et les aides sociales, et en menant à bien la privatisation de certains secteurs, comme le contrôle aérien, la santé ou encore les télécommunications.

POINT DE PASSAGE p. 208

- Les réglementations qui pèsent sur les marchés financiers sont dans le même temps allégées. La bourse de Londres, sous l'impulsion de Margaret Thatcher, Premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990, connaît ainsi un véritable « Big Bang » en octobre 1986. Les flux financiers circulent librement et peuvent être investis à l'échelle mondiale.
- **Mais afin de protéger leur propre économie, les pays industrialisés peuvent négocier des accords afin de limiter les produits étrangers sur leur sol** ou accompagner la lente disparition d'un secteur économique. Ainsi, la France, par des négociations avec des pays asiatiques, protège pendant plusieurs années le secteur du textile et de l'automobile des importations en provenance de ces pays.

C La mondialisation et l'émergence de nouvelles puissances

Au cours des années 1970 et 1980, la libéralisation et la déréglementation permettent aussi l'accélération du commerce international et la mondialisation de l'économie. Les droits de douane négociés dans le cadre du GATT et de l'Uruguay Round (1986-1993) continuent de baisser, facilitant les échanges. Ce nouveau contexte douanier, allié à l'amélioration des moyens de transport comme les conteneurs, inventés en 1956, permettent aussi les délocalisations d'entreprises vers des pays où la main-d'œuvre est moins chère. Une grande partie du textile des pays industrialisés est délocalisée dès les années 1970. Les entreprises d'électroménager suivent le même mouvement, à l'image des sociétés japonaises, qui font fabriquer les téléviseurs à Taïwan et en Chine.

Ce mouvement de mondialisation permet l'émergence de nouvelles puissances économiques. Les NPIA (Nouveaux pays industrialisés d'Asie) comme la Corée du Sud, Taïwan, Singapour ou Hong Kong, ont su s'intégrer dans l'économie mondiale en produisant d'abord des produits bas de gamme, puis en gagnant de la valeur ajoutée. D'autres « pays ateliers », terres d'accueil des entreprises délocalisées, tirent profit de la mondialisation, comme la Turquie ou encore l'Indonésie.

Par ailleurs, la Chine apparaît également comme un de grands gagnants de la mondialisation, en ouvrant son territoire aux investissements étrangers dans les ZES, dès 1980. En 1992, avec le socialisme de marché, c'est une grande partie de la Chine qui accueille les investissements directs à l'étranger (IDE) provenant des pays de l'OCDE.

POINT DE PASSAGE p. 210

Ainsi, progressivement, la configuration économique du monde se transforme, les grandes puissances s'orientent vers les activités à haut rendement, et la Chine devient une grande puissance industrielle d'échelle mondiale.

Margaret Thatcher (1925-2013)

Après des études de chimie à Oxford, elle se lance en politique sous la bannière des conservateurs. Élue députée en 1950, elle devient secrétaire d'État à l'Éducation et aux Sciences en 1970. Très influencée par les idées libérales défendues par l'économiste autrichien Hayek, elle est Premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN Le keynésianisme et le libéralisme, deux modèles de relance de la croissance

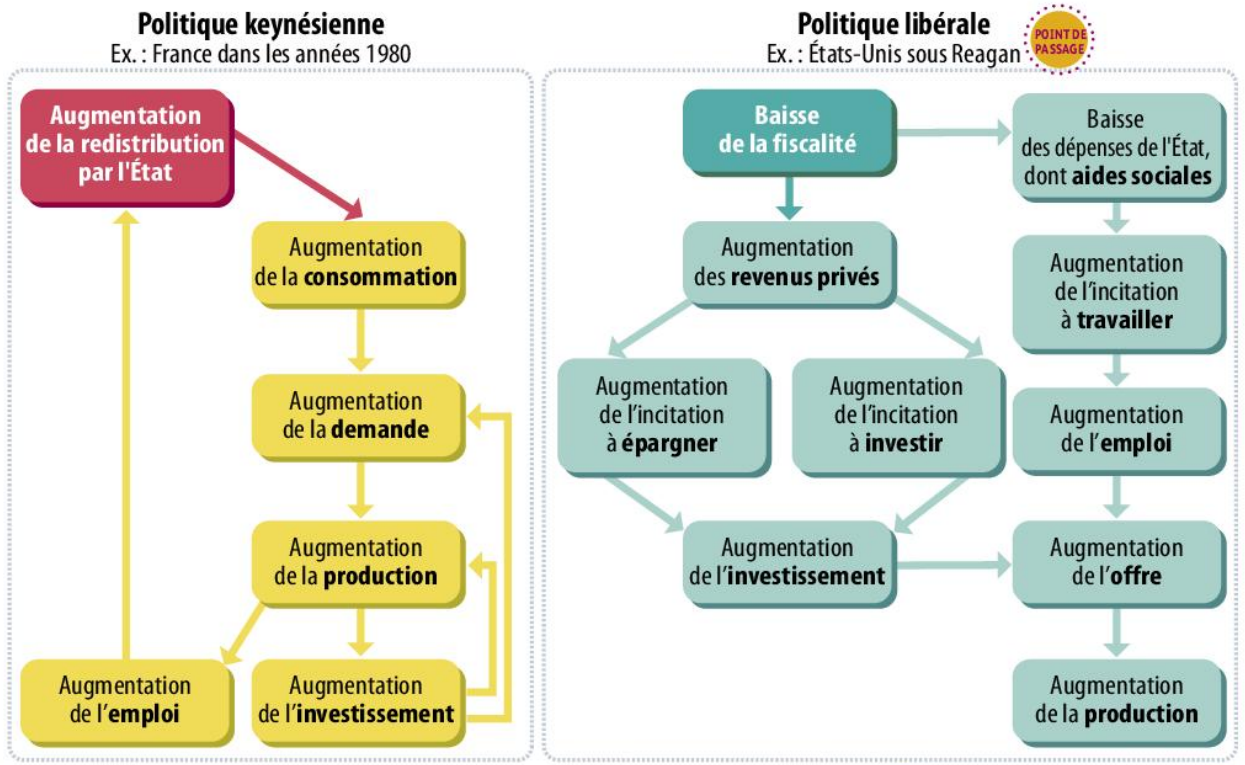


Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

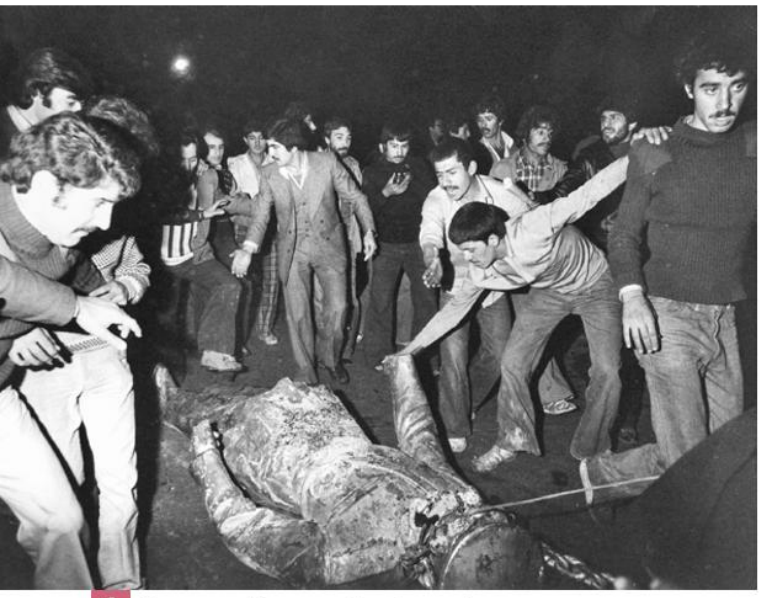
ÉTUDE

1978-1979, la révolution islamique d'Iran

Vidéo La révolution islamique

L'Iran de Mohammad Reza Pahlavi est une puissance régionale liée aux États-Unis. Beaucoup d'Iraniens rejettent cet alignement et dénoncent la dictature du Shah. De plus, nombreux sont ceux qui ne profitent pas de la modernisation du pays. Les manifestations contre le régime se multiplient en 1978. Le président Carter mène une politique des droits de l'homme, abandonne le Shah. L'ayatollah Khomeyni, présente un projet politique en apparence modéré et rassemble les opposants communistes, libéraux et nationalistes. Suite à la révolution, il met en place un régime islamiste.

Comment la chute de la dictature iranienne conduit-elle à la création d'un État islamiste ?



1 **Des manifestants iraniens abattent une statue du Shah, 5 novembre 1978**

3 **Le système politique iranien**

Vidéo Site internet du quotidien *La Croix*

« Tout comprendre au système politique iranien », Vidéo du quotidien *La Croix*, janvier 2019.

Notion

- **islamisme :** doctrine politique qui promeut un État et une société reposant sur la stricte observation de la charia, la loi islamique.

Chronologie

Août-septembre 1978 : manifestations et répression.
16 janvier 1979 : départ du Shah.
1er février 1979 : arrivée de Khomeyni à Téhéran.
Juillet-décembre 1979 : lutte entre les différentes factions politiques.
22 septembre 1980 : attaque de l'Iran par l'Irak de Saddam Hussein.

2 Les principes de la nouvelle république

Que comprenez-vous de l'accord entre la vie sociale et les principes religieux ? Et d'abord en quoi consiste cette vie sociale ? Est-ce que ce sont ces foyers d'immoralité qui s'appellent théâtres, cinémas, danse, musique ? Est-ce la présence indifférente dans les rues de jeunes gens avides et de femmes aux bras, aux poitrines et aux cuisses nues ? Est-ce l'imitation de leurs habitudes de boire du vin ? […]

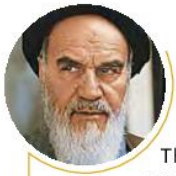
Si on appliquait pendant une année seulement les lois punitives de l'islam, on déracinerait toutes les injustices et les immoralités. Il faut châtier les fautes par la loi du talion : couper la main du voleur, tuer l'assassin et non pas le mettre en prison, flageller la femme ou l'homme adultère. Vos scrupules « humanitaires » sont plus enfantins que raisonnables […]

La foi et la justice islamiques exigent de ne pas laisser survivre, dans le monde musulman, les gouvernements anti-islamiques ou ceux qui ne se conforment pas entièrement aux lois islamiques. L'instauration d'un ordre politique laïque revient à entraver la progression de l'ordre islamique. Tout pouvoir laïque, quelle que soit la forme sous laquelle il se manifeste, est forcément un pouvoir athée, œuvre de Satan ; il est de notre devoir de l'enrayer et de combattre ses effets. Pour ce faire nous n'avons d'autre solution que de renverser tous les gouvernements qui ne reposent pas sur les purs principes islamiques, et sont donc corrompus et corrupteurs. C'est le devoir de tous les musulmans, dans tous les pays musulmans, de mener la Révolution Politique Islamique à la victoire finale.

Ayatollah Khomeyni, *Principes politiques, philosophiques, sociaux et religieux*, Hallier, Paris, 1979.

4 Des étudiants iraniens brûlent un drapeau américain durant la prise d'otage de l'ambassade américaine de Téhéran, 8 novembre 1979

La prise d'otages du personnel de l'ambassade dure 444 jours, du 4 novembre 1979 au 20 janvier 1981. Khomeyni appuie cette prise d'otages qui humilie les États-Unis.



Ayatollah Ruhollah Khomeyni
(1900-1989)

Théologien, exilé en France, il appelle à la révolution. En 1979, il accède au pouvoir après le départ du Shah. Guide suprême de la révolution, il crée un régime autoritaire, fondé sur une stricte application de l'islam chiite. Il soutient les mouvements islamistes du Moyen-Orient.

Vocabulaire

- **ayatollah :** titre donné aux membres les plus importants du clergé chiite.
- **chiites :** adeptes d'un courant minoritaire de l'islam. Le chiisme se réfère aux écrits du Coran ainsi qu'aux successeurs directs du Prophète.
- **Kurdes :** peuple, majoritairement sunnite, distinct des Arabes et des Perses, vivant en Syrie, en Iran, en Irak et en Turquie.
- **Shah :** titre porté par les souverains iraniens.
- **sunnites :** adeptes d'un courant majoritaire de l'islam, fidèle à la *Sunna* qui retranscrit les paroles et les actes de Mahomet.

5 La répression à la suite de la révolution islamique iranienne

	L'élimination progressive des autres forces politiques
Mai 1979	497 exécutions de cadres du régime du Shah.
Août 1979	Répression meurtrière de révoltes dans les régions peuplées de Kurdes.
Mars 1981	Chute du président Bani Sadr, exil en France, arrestation de ses partisans.
Juin 1981	Combats contre les **Moudjahidines du peuple**[1] : répression et exil des dirigeants
1981-1983	Arrestation de militants du parti **Toudeh**[2] puis de sa direction. Démantèlement du parti et exécution de milliers de membres.

Source : Mohammad-Reza Djalili, Thierry Kellner, *Histoire de l'Iran contemporain*, Autrement, 2017.

1. Moudjahidines du peuple : mouvement de résistance armée d'inspiration marxiste fondé sous le régime du Shah. – 2. Toudeh : parti d'inspiration communiste fondé en 1941.

6 La volonté révolutionnaire de l'Iran dans les relations internationales

Le désaveu des païens – non-musulmans – est le prélude à la lutte et à l'organisation des soldats de Dieu contre les forces de Satan. C'est l'un des principes fondamentaux du monothéisme. […] Notre slogan « Ni Est – ni Ouest » est le slogan fondamental de la révolution islamique dans le monde des affamés et des opprimés. Il situe la véritable politique non alignée des pays islamiques et des pays qui accepteront l'islam comme seule école pour sauver l'humanité dans un proche avenir, avec l'aide de Dieu. Il n'y aura pas de déviation, même d'un iota, de cette politique. Les pays islamiques et le peuple musulman ne doivent dépendre ni de l'Ouest – des États-Unis ou de l'Europe – ni de l'Est – de l'Union soviétique. Aujourd'hui, notre désaveu des païens est notre cri contre les injustices des oppresseurs et les pleurs d'une nation qui en a assez des agressions de l'Est et de l'Ouest. […] Une fois de plus, je souligne le danger de répandre la cellule maligne et cancérigène du sionisme dans les pays islamiques. J'annonce mon soutien sans limite, ainsi que celui de la nation et du gouvernement de l'Iran, à toutes les luttes islamiques des nations islamiques et de l'héroïque jeunesse musulmane pour la libération de Jérusalem. […] Avec confiance, je dis que l'islam éliminera l'un après l'autre tous les grands obstacles à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières et fera la conquête des principaux bastions dans le monde.

Ayatollah Khomeyni, *Message aux pèlerins de la Mecque*, 28 juillet 1987.

Parcours 1

■ Savoir lire et comprendre des documents statistiques. S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Comment l'ayatollah Khomeyni arrive-t-il au pouvoir en Iran ?
2. Doc. 2 et 3 En quoi consiste un régime politique islamiste ?
   Aide Soulignez la domination des pouvoirs religieux sur les pouvoirs politiques.
3. Doc. 4 et 6 Quelle est la position de la République iranienne dans les relations internationales ?
   Aide Précisez la position de l'Iran dans le cadre de la guerre froide.
4. Doc. 5 Quelles sont les cibles de la répression menée par le gouvernement islamiste ?

Bilan À l'aide du document 6, expliquez pourquoi la révolution islamique en Iran bouleverse l'équilibre politique au Moyen-Orient.

Parcours 2

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Doc. 4 et 6 Comment la révolution islamique en Iran s'impose-t-elle comme un tournant dans les relations internationales au Moyen-Orient ?

ÉTUDE

L'élargissement de la CEE à l'Europe méridionale, un choix politique

Au début des années 1970, la Grèce, l'Espagne et le Portugal évoluent en marge de l'Europe occidentale, en raison du maintien de dictatures à leur tête. Dès que les transitions démocratiques se mettent en place, ces pays demandent à adhérer à la CEE. La France appuie leur candidature afin de renforcer sa position dans la Communauté. Les négociations sont plus délicates avec d'autres membres de la CEE par crainte de la concurrence des nouveaux entrants dans le domaine agricole.

Comment s'est déroulé le processus d'intégration des pays d'Europe du Sud à la CEE ?

1 La démocratisation, premier pas vers la CEE

Dessin de Plantu, 1977.

3 Signature du traité d'adhésion de l'Espagne à la CEE

Felipe González, Premier ministre espagnol et Fernando Morán, ministre des Affaires étrangères, ont signé le 12 juin 1985 le traité d'adhésion.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000735/l-entree-de-l-espagne-et-du-portugal-en-europe.html

– Quels sont les avantages et les inconvénients de l'adhésion à la CEE du point de vue espagnol ?

Chronologie

Avril 1967 : gel de l'accord d'association Grèce-CEE après le coup d'État.
1974 : fin des dictatures en Grèce et au Portugal.
Avril 1975 : demande grecque d'adhésion à la CEE.
20 novembre 1975 : mort de Franco, démocratisation en Espagne.
1977 : demandes d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

2 Le Portugal demande à entrer dans la CEE

Défi pour le Portugal tout d'abord, car nous n'ignorons point ni nos faiblesses ni nos difficultés présentes. Défi ensuite pour l'Europe, car en frappant à sa porte nous avons le sentiment d'exprimer le sens et la dimension européenne des changements politiques et sociaux survenus ou en train de survenir dans l'Europe du Sud. Ignorer cette réalité nouvelle ne ferait qu'élargir l'écart qui sépare encore, en termes économiques, cette Europe du Sud de l'Europe du Nord, avec tous les dangers de désintégration et de rupture pour toute l'Europe que cela ne manquerait pas d'entraîner à la longue. […]

Nous entreprenons notre démarche européenne avec la pleine conscience de nos responsabilités et notre choix n'exclut nullement le sens des réalités, les nôtres et celles des autres. C'est pour cela que, tout en refusant tout nouveau statut autre que celui de l'adhésion à part entière avec les obligations et les droits correspondants, nous reconnaissons la spécificité que chaque candidature à l'adhésion entraîne et présuppose.

Discours de Mário Soares, Premier ministre portugais, lors de sa visite à la Commission européenne (Bruxelles, 11 mars 1977).

4 Une adhésion des pays du Sud inévitable ?

La signature de l'acte d'adhésion de la Grèce marque une étape importante du processus engagé le 12 juin 1975, qui doit se traduire, pour la Communauté européenne, par le passage progressif de neuf à douze membres. La Grèce, elle, deviendra membre de la CEE le 1er janvier 1981, et c'est la date à laquelle devront, en principe, s'achever les négociations entamées avec le Portugal et avec l'Espagne.

Il semble désormais difficile d'imaginer que l'opération « élargissement » ne soit pas menée à son terme. Certes, les gouvernements membres de la CEE ont d'abord été plutôt embarrassés par les candidatures espagnole et portugaise, présentées en 1977, alors que la crise économique commençait à faire sentir ses pleins effets. Toutefois, après une phase de tâtonnements, à vrai dire assez brève, les Neuf ont compris deux choses : d'une part, en dépit d'obstacles économiques certains, ils n'avaient pas le choix ; de l'autre, il leur était politiquement impossible de fermer la porte aux trois nouvelles démocraties de l'Europe méridionale. […]

À côté d'indéniables traits communs, chacune des trois candidatures présente des caractéristiques bien spécifiques. Il saute aux yeux que, pour une simple raison de dimension, l'intégration de l'Espagne soulève des difficultés d'une tout autre ampleur que celles de la Grèce et du Portugal. Pour ce dernier, le défi majeur, c'est sa pauvreté et la nécessité pour la CEE de l'aider à se hisser à un niveau plus proche de celui des pays membres. Quant à la Grèce, les difficultés pourraient venir ici de l'insuffisance de l'administration hellénique et de la tentation, déjà décelable chez elle, de prendre, si l'occasion s'en présente, quelques libertés avec la règle communautaire.

Philippe Lemaître « L'élargissement du Marché commun », *Le Monde*, 31 mai 1979.

	Produit intérieur brut en millions de $		PIB par habitant en $ 1987
	1965	1987	
Portugal		34 290	3 362
Grèce	5 270	40 900	4 090
Espagne	23 750	287 970	7 422
France	99 660	873 370	14 460
République fédérale d'Allemagne	114 790	1 117 780	15 708

5 Les inégalités de richesse

Source BM et OCDE, d'après *la CEE méditerranéenne, dossiers des images économiques du monde*, SEDES, 1990.

1. La CEE s'ouvre au sud

Source : P. Bourdis, *La Cie des Reporters*, Universalis, 1982.

la CEE en 1973 — trois nouveaux États membres — 1981 date d'entrée dans la CEE

2. L'importance du contexte politique

— contenir le pacte de Varsovie

ITALIE État membre de l'OTAN

✸ invasion du Nord de Chypre par les Turcs en 1974 : une menace pour l'influence grecque en Méditerranée orientale

1974 fin des dictatures

6 L'importance des questions politiques et géostratégiques

Parcours 1

- Mettre des événements en perspective
- Savoir lire et comprendre des documents statistiques. S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 À quoi les chaînes qui se brisent correspondent-elles ?
2. Doc. 2 et 4 Pourquoi les États du Sud souhaitent-ils adhérer à la CEE ?
3. Doc. 3 et 6 Montrez que l'adhésion de ces États met fin à leur isolement en Europe.
4. Doc. 2 et 6 Montrez que l'adhésion de ces États renforce l'Europe occidentale dans le contexte des années 1970.
5. Doc. 6 Pourquoi la Grèce a-t-elle besoin politiquement d'entrer dans la CEE ?
   Aide Étudiez la position géostratégique de la Grèce et ses problèmes propres.
6. Doc. 4 Montrez que les économies de ces États demeurent fragiles par rapport à celles de leurs partenaires.

Bilan Pourquoi l'élargissement de la CEE à l'Europe du Sud peut être présenté comme un choix plus politique qu'économique ?

Aide Pensez à présenter les changements politiques de ces pays ainsi que leurs caractéristiques économiques.

Parcours 2

- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

Travail de groupe À l'aide des documents, montrez que les processus d'adhésion ont été rapides malgré les particularités des États candidats et leurs différences avec la communauté des Neuf.

Aide Insistez sur les difficultés et les particularités de leurs économies, ainsi que sur la volonté politique de la CEE de les intégrer rapidement.

POINT DE PASSAGE

L'année 1989 dans le monde

Vidéo La chute des démocraties populaires

A L'année 1989 en Europe

En Europe, l'année 1989 est marquée par la libéralisation des démocraties populaires, soutenue par les réformes de Mikhaïl Gorbatchev en URSS. Peu à peu, les régimes s'assouplissent et les revendications des populations se font de plus en plus fortes. Ainsi, la chute du mur de Berlin n'est qu'une étape de cette disparition progressive du « Rideau de fer » et du bloc de l'Est.

Comment le « Rideau de fer » disparaît-il progressivement durant l'année 1989 ?

1 L'ouverture de la frontière entre la Hongrie et l'Autriche, la fin du « Rideau de fer »

À partir de mai 1989, la Hongrie décide de rouvrir sa frontière avec l'Autriche. Des Allemands de l'Est traversent la frontière en août 1989.

2 La révolution en Roumanie, décembre 1989

Un jeune homme tient une affiche dénonçant le dictateur roumain Nicolae Ceaușescu sur la place du Palais à Bucarest.

Chronologie

Mars-avril 1989 : premières élections libres en URSS.
Mai 1989 : démantèlement du « Rideau de fer » entre la Hongrie et l'Autriche décidé par les Hongrois.
Octobre 1989 : refus de Gorbatchev d'aider les dirigeants de la RDA à réprimer les manifestations.
9 novembre 1989 : chute du mur de Berlin.
25 décembre 1989 : exécution de Nicolae Ceaușescu en Roumanie.

Vocabulaire

- **Rideau de fer :** frontière fermée séparant l'Europe de l'Ouest de l'Europe de l'Est.

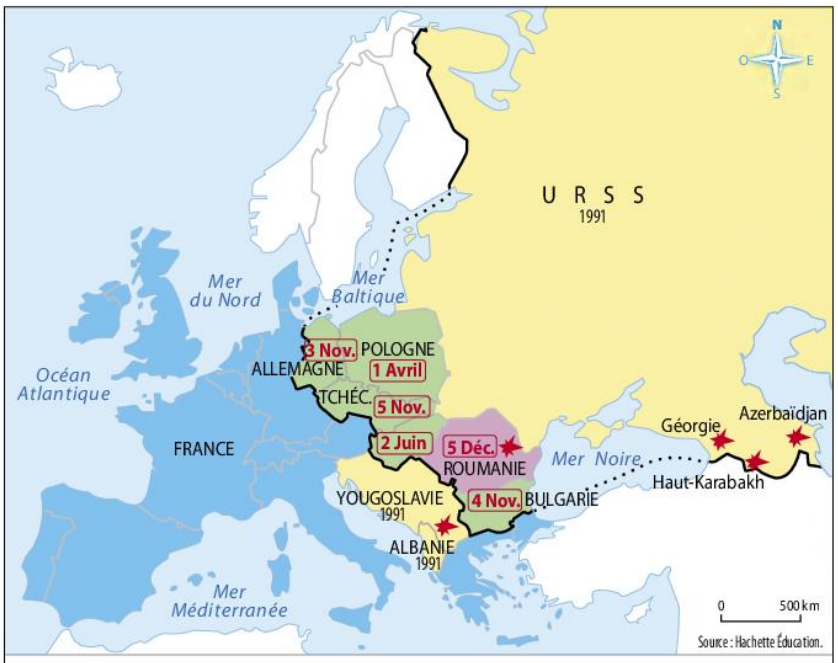
Texte original en allemand
Classes Européennes

3 La chute du mur vue par un des derniers dirigeants est-allemands

La situation était totalement irréelle. La direction du parti était obsédée par la préparation des festivités du 40e anniversaire de la RDA. On ne pensait qu'aux cérémonies et aux défilés, sans voir que cette autocélébration était une façon de fermer les yeux sur ce qui se passait dans la réalité. Des centaines de nos concitoyens quittaient le pays chaque jour pour aller en République fédérale et on faisait comme si de rien n'était.

[Le 8 novembre 1989] La réunion du comité central du parti s'est terminée et j'ai rejoint ma résidence à pied comme si de rien n'était. C'est là qu'un jeune homme m'a interpellé, sans savoir d'ailleurs qui j'étais, mais juste parce que je passais par là, en me disant : « Monsieur, qu'est-ce que cette histoire de frontières ? Il paraît qu'elles viennent d'être ouvertes ? » […] C'est là que j'ai vu les images de cette foule franchissant le Mur. Vous pouvez imaginer dans quelle situation bizarre j'étais : premier ministre nommé mais pas investi, spectateur d'un événement absolument majeur, mais sans aucune prise sur le cours des choses.

D'après « Les souvenirs aigres-doux de l'apparatchik Hans Modrow », *Le Monde*, 26 août 2019.



4 La fin de l'Europe communiste

5 E3C Analyse de document Discours de Lech Walęsa devant le Congrès américain, 15 novembre 1989

« Nous, le peuple ». C'est par ces mots que je souhaite commencer mon discours. Je n'ai besoin de rappeler à personne ici d'où viennent ces mots. Et je n'ai pas besoin de rappeler que moi – un électricien de Gdańsk – ai également le droit de les invoquer. Les Polonais associent le nom des États-Unis à la liberté et la démocratie, à la générosité et à la détermination, à l'amitié humaine et à la gentillesse de l'humanité. Je me rends compte que l'Amérique n'est pas perçue partout comme telle. Je parle de son image en Pologne. Cette image a été renforcée par de nombreuses expériences historiques favorables et il est de notoriété publique que les Polonais paient en retour par la chaleur de leur amitié. […]

Je me suis consacré, au même titre que d'autres membres du mouvement « Solidarność », à la défense de cette idée : « Gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Contre le privilège et le monopole. Contre les violations de la loi. Contre le piétinement de la dignité humaine. Contre le mépris et l'injustice. […]

S'il y a quelqu'un qui menace la stabilité européenne aujourd'hui, ce n'est certainement pas la Pologne. La Pologne se dirige vers sa propre transformation profonde ; transformation réalisée par des moyens pacifiques, par évolution, négociée avec toutes les parties concernées, ce qui permet d'éviter le pire. Et peut-être est-elle considérée comme un modèle pour de nombreuses autres régions. Comme nous le savons, les changements ailleurs ne sont pas si pacifiques. […]

Nous sommes unis de différentes manières à ce processus : Hongrois et Russes, Ukrainiens et Baltes, Arméniens et Géorgiens, et Allemands de l'Est. Nous leur souhaitons « bonnne chance » et nous nous réjouissons de chaque succès obtenu. Avec la Pologne, d'autres pays d'Europe orientale suivent cette voie. Le mur qui séparait les gens de la liberté s'est effondré.

Archives, Librairie du Congrès, Washington.

Parcours 1

■ Savoir lire, comprendre et critiquer une carte, un document iconographique et des textes

1. Doc. 1 Oral Pourquoi l'ouverture de la frontière austro-hongroise montre-t-elle que le régime est-allemand est de plus en plus fragilisé ?
2. Doc. 3 Comment le gouvernement est-allemand réagit-il à la multiplication des départs vers l'Ouest ?
3. Doc. 4 Quelles sont les transformations politiques qui touchent l'Europe de l'Est durant l'année 1989 ?
4. Travail de groupe Doc. 2, 4 et 5 Quelles sont les différentes transitions que connaissent les pays d'Europe de l'Est en 1989 ?
   Aide Soulignez les différences dans les degrés de violence de ces transitions.

Bilan À l'aide des documents 3, 4 et 5, montrez que l'année 1989 est une véritable rupture dans l'évolution politique de l'Europe de l'Est.

Parcours 2 BAC

■ Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

E3C Analyse de document

En analysant le document 5, vous expliquerez comment Lech Walęsa présente son action en Pologne puis le contexte européen et international dans lequel se déroulent des changements importants en cette fin de 1989.

Aide Pensez à lister les arguments apportés par l'auteur puis à les regrouper en fonction des deux axes prévus dans la consigne.

Parcours 3

■ Mettre un événement en perspective

Travail de groupe Analysez par groupe de quatre, soit le dossier sur l'année 1989 en Europe (p. 218-219), soit le dossier sur l'année 1989 dans le monde hors Europe (p. 220-221). Pour cela, suivez la démarche proposée dans le parcours 1 de l'étude qui vous concerne.

Aide Vous avez 30 minutes, répartissez-vous bien le travail. Ensuite, un groupe passe à l'oral sur chaque thématique pour présenter ses réponses au reste de la classe (10 minutes chacun).

POINT DE PASSAGE

L'année 1989 dans le monde

Vidéo La chute des démocraties populaires

B L'année 1989 dans le monde hors Europe

1989 ne se résume pas aux transformations en Europe de l'Est. Des bouleversements politiques apparaissent partout dans le monde en raison de l'affaiblissement de l'URSS, du reflux de la guerre froide et en fonction d'évolutions internes aux États. Les populations sont des acteurs majeurs de ces désirs de changements qui ne connaissent pas tous le succès.

Quelles sont les conséquences du retrait de l'URSS de la scène internationale ?

Chronologie

Février 1989 : fin du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

4 juin 1989 : les manifestations d'étudiants chinois sont écrasées par l'armée.

25 septembre 1989 : retrait officiel des troupes vietnamiennes du Cambodge.

14 décembre 1989 : retrait du dictateur Pinochet, élection de Patricio Aylwin au Chili.

1 Les manifestations étudiantes de Tian'anmen réprimées par l'armée chinoise (4 juin 1989)

2 Le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan

Dernière colonne de l'Armée rouge traversant le pont de l'Amitié sur la rivière Amou-Darja, entre l'Afghanistan et l'URSS, 15 février 1989.

3 Deng Xiaoping assume la répression

Vidéo La révolte des étudiants chinois

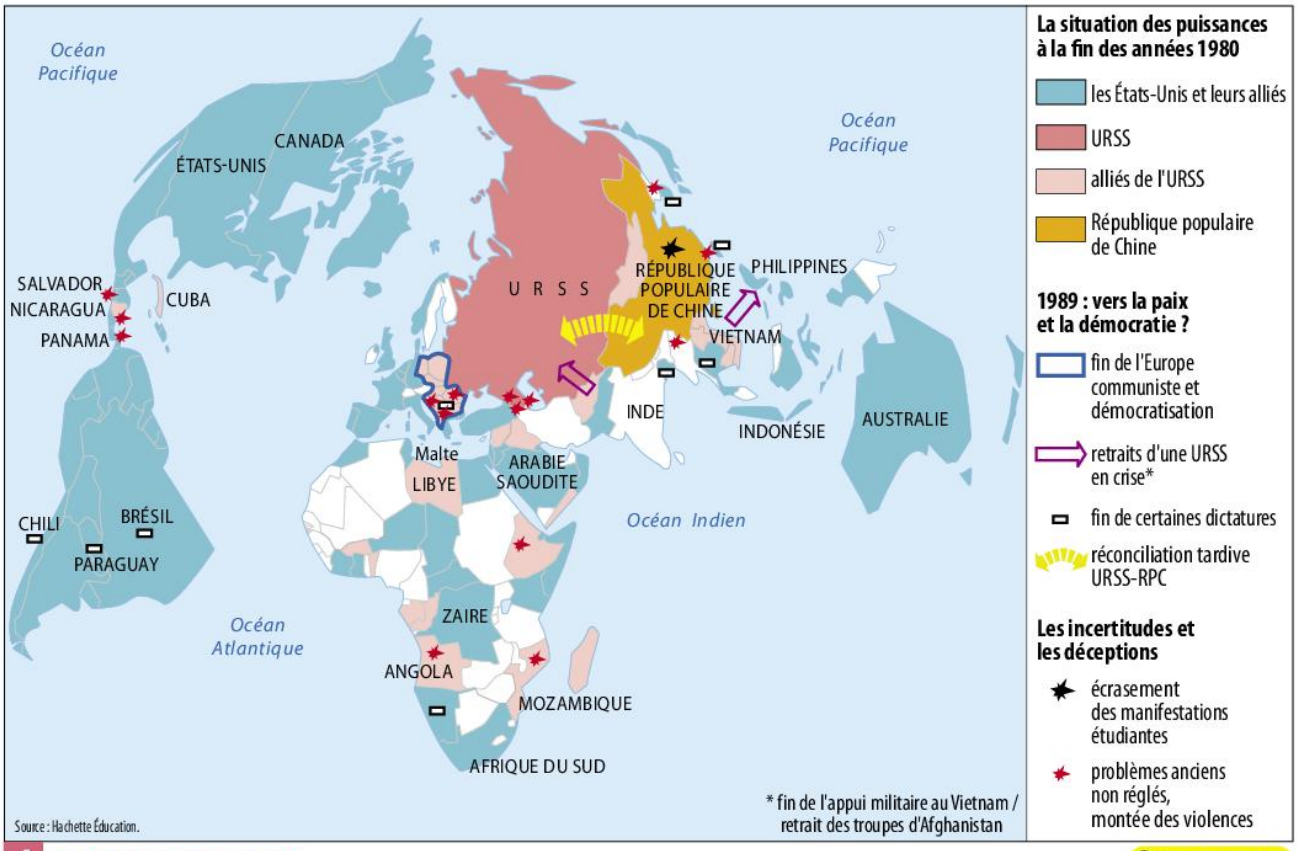
Extraits du discours prononcé par Deng Xiaoping, le 9 juin 1989, devant des officiers chargés d'appliquer la loi martiale dans Pékin.

La victoire dans la répression des troubles et de la rébellion contre-révolutionnaire a une grandiose signification historique. Elle a protégé les fruits de la victoire de la Révolution chinoise, renforcé la position stratégique du Socialisme dans notre pays ainsi que les résultats de dix années de réforme et d'ouverture, et elle a fourni au Parti et au peuple une expérience dont ils ont tiré des leçons extrêmement utiles.

J'ai dit à des étrangers que la plus grande erreur que nous avons commise pendant ces dix dernières années a été l'échec de l'éducation. Par-là, je voulais dire principalement l'échec de l'éducation politico-idéologique, et pas seulement celle qu'on donne dans les écoles, aux jeunes et aux étudiants ; c'est de l'éducation du peuple tout entier dont je voulais parler.

Dans l'avenir, lorsque nous aurons à régler des problèmes du même genre, il nous faudra tout faire dès leur apparition pour éviter qu'ils ne s'étendent.

Deng Xiaoping, *Œuvres choisies*, t. 3 cité dans Michel Bonnin, « Le parti communiste chinois et le 4 juin, ou comment s'en sortir et comment s'en débarrasser », *Perspectives chinoises*, N° 107, 2009.



4 E3C Analyse de document Le monde en 1989

Carte interactive

5 E3C Analyse de document Le sommet de Malte, la fin de la guerre froide

Le sommet de Malte réunit le 3 décembre 1989 le président George Bush – récemment élu – et Mikhaïl Gorbatchev. Les deux dirigeants annoncent l'ouverture d'une nouvelle ère dans les relations internationales et l'accélération des négociations sur le désarmement.

Question : président Gorbatchev, le président Bush vous a demandé de mettre fin à la guerre froide une fois pour toutes. Pensez-vous que ceci a été réalisé maintenant ?

Réponse. En premier lieu, j'ai assuré le président des États-Unis que l'Union soviétique ne commencerait jamais une guerre contre les États-Unis d'Amérique. Et nous aimerions que nos relations se développent à un point tel qu'elles permettraient d'ouvrir de plus grandes possibilités pour la coopération. Naturellement, le président et moi nous avons eu une large discussion, où nous avons cherché la réponse à la question où nous en sommes maintenant. Nous avons convenu, ensemble, que le monde quitte l'époque de la guerre froide, et entre dans une autre époque. C'est juste le commencement. Nous sommes juste au tout début de notre route, une longue route vers une période pacifique, de longue durée. Aussi, nous sommes unanimes en concluant à propos de la responsabilité spéciale reposant sur des pays comme les EU et l'Union soviétique. […] Aussi, beaucoup de choses caractéristiques de la guerre froide devraient être abandonnées, le recours à la force, la course aux armements, la méfiance, la lutte politique et idéologique.

Conférence de presse des présidents Bush et Gorbatchev, 3 décembre 1989.

Parcours 1

- Mettre un événement en perspective
- Savoir lire, comprendre et critiquer une carte, un document iconographique et des textes

1. Doc. 2 et 4 Quelles sont les conséquences de l'affaiblissement de l'URSS sur la scène internationale ?
2. Doc. 5 Comment expliquer le rapprochement entre l'URSS et les États-Unis ?
   Aide Cherchez les avantages d'une collaboration pour les deux États.
3. Doc. 1 et 3 Quelle est la position du gouvernement chinois par rapport aux manifestations étudiantes qui réclament plus de libertés ?
   Aide Analysez pourquoi cette photographie est symbolique de la situation politique intérieure de la Chine.

Bilan À l'aide des documents 3 et 4, montrez que l'année 1989 ne montre pas une baisse générale des tensions dans le monde.

Parcours 2 BAC

- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

E3C Analyse de document À l'aide des documents 4 et 5 et de vos connaissances, montrez quelles sont les conséquences du retrait de l'URSS de la scène internationale.

Aide Cherchez à comprendre les conséquences de la fin des tensions entre États-Unis et URSS et les raisons du raidissement de la Chine par rapport aux volontés de réforme de ses citoyens.

ÉTUDE
MÉTHODE BAC – E3C

1989-1991, la fin de l'URSS

L'échec du coup d'État d'août 1991, censé sauver l'unité de l'URSS, accélère son éclatement. Les indépendances des républiques la constituant se multiplient en peu de temps. Boris Eltsine, président de la plus importante, la Russie, et les dirigeants de l'Ukraine et de la Biélorussie, créent la Communauté des États indépendants (CEI), regroupant 11 des 15 ex-républiques soviétiques. L'URSS n'est plus qu'une coquille vide et Gorbatchev doit démissionner le 25 décembre.

CONSIGNE Analyse d'un document

■ **CAPACITÉ : mettre un événement ou une figure en perspective**

Présentez le document. Expliquez pourquoi Mikhaïl Gorbatchev estime avoir réalisé une œuvre historique malgré la disparition de son pays l'URSS. L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

La fin de l'URSS

Discours d'adieu de Mikhaïl Gorbatchev à l'occasion de sa démission de la présidence de l'URSS.

En m'adressant une dernière fois à vous en tant que président de l'URSS, j'estime nécessaire de tirer le bilan du chemin parcouru depuis 1985. […]

Le sort a voulu qu'au moment où je me retrouvais à la tête de l'État, des dysfonctionnements étaient déjà manifestes dans notre pays. […]

La cause en était, dès cette époque, évidente : la société étouffait, prise dans les tenailles du système bureaucratique de commandement. Vouée à servir l'idéologie et à porter le terrible fardeau de la course aux armements, elle avait atteint la limite de ses forces. […]

La société a obtenu la liberté, elle a été délivrée de l'asservissement politique et spirituel dans lequel elle était tenue. C'est là sa principale conquête. Nous ne mesurons pas encore complètement la portée de cet acquis, et cela explique que nous n'ayons toujours pas appris à user, comme il convient, de la liberté. Il n'en demeure pas moins que fut réalisée une œuvre historique majeure :

Le système totalitaire, qui empêchait depuis longtemps le pays d'être florissant et prospère, a été anéanti. […]

Un mouvement vers une économie multiforme a été amorcé, et l'égalité de toutes les formes de propriété s'instaure peu à peu. […]

Nous en avons fini avec la « guerre froide », la course aux armements est arrêtée, de même que la militarisation à outrance de notre pays, qui dénaturait l'économie, la conscience sociale et la morale. La menace d'une guerre mondiale est levée. […]

Nous sommes devenus l'un des grands remparts d'une refonte de la civilisation contemporaine, basée sur des principes de paix et de démocratie. Peuples et nations se sont vu octroyer une réelle liberté de choix pour leur auto-détermination. La volonté de réformer démocratiquement notre État multinational nous a menés au seuil d'un nouveau contrat d'Union.

Toutes ces transformations ont impliqué une énorme tension. Elles se sont déroulées dans un contexte de lutte très âpre, sur fond de résistance croissante des forces de l'ancien appareil réactionnaire moribond, tant dans les structures du Parti et de l'État que dans l'économie, pour ne rien dire de nos vieilles habitudes, de nos préjugés idéologiques, de notre psychologie de nivellement et de parasitisme. Elles se sont heurtées à notre intolérance, à notre faible niveau de culture politique, à notre peur du changement. Ainsi avons-nous perdu un temps précieux. L'ancien système s'est effondré avant même que le nouveau ait eu le temps de fonctionner. Et la crise de la société s'en est trouvée aggravée.

Allocution télévisée de Mikhaïl Gorbatchev du 25 décembre 1991.

Chronologie

Mars 1985 : Gorbatchev devient secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique.

Avril 1989 : répression sanglante d'une manifestation à Tbilissi en Géorgie.

23 août 1989 : chaîne humaine de 2 millions de Baltes protestant contre l'occupation de leur pays depuis 1940.

Mars-mai 1990 : les États baltes proclament leur indépendance.

Mars-avril 1991 : grève des mineurs en raison de la mauvaise situation économique.

19-21 août 1991 : échec du putsch des communistes « conservateurs ».

Mikhaïl Gorbatchev (1931)

Dirigeant soviétique, il prend la tête de l'URSS en 1985. Il entreprend de profondes réformes : *glasnost*, « transparence », favorisant les libertés, *perestroïka*, « restructuration », des réformes économiques favorables à l'initiative privée. Il retire les troupes d'Afghanistan, négocie avec les Occidentaux. Mais les résultats tardent alors qu'il mène une politique hésitante face aux revendications indépendantistes et démocratiques. Affaibli par une tentative de coup d'État, il démissionne en 1991.

MÉTHODE : Analyse d'un texte

■ **CAPACITÉ :** conduire une démarche historique et la justifier

→ Méthode générale de l'Analyse de document, p. 20

Conseil

Ce qui est valorisé : l'analyse précise du document, un esprit critique, une capacité à bien répondre à la problématique.
Ce qui est à proscrire : la simple paraphrase du texte, le manque d'exemples et l'absence de réflexion personnelle.

1 Lire, analyser et comprendre le sujet de la consigne

- C'est un discours d'adieu, il fait un bilan.
- Gorbatchev défend ici sa politique, dans un contexte défavorable à l'URSS.
- Il faut citer, expliquer et critiquer une argumentation forcément partiale.

Étudiez :
– ce qu'affirme Gorbatchev ;
– pourquoi il le dit ;
– les écarts avec la réalité.

Faites attention au contexte précis :
un moment clé pour l'URSS et Gorbatchev

Présentez le document. Expliquez pourquoi Mikhaïl Gorbatchev estime avoir réalisé une œuvre historique malgré la disparition de son pays, l'URSS.

– Un fait historique
– Un échec de Gorbatchev

– C'est un bilan et un plaidoyer (ou une défense)
– Retrouvez les éléments montrant que l'action de Gorbatchev a marqué l'histoire contemporaine

2 Construire la réponse organisée

- L'étude de documents doit comprendre une introduction, un développement organisé et une conclusion.
- En terminale, la consigne accompagnant le sujet suggère une problématique mais ne donne pas d'indication sur le plan qu'il vous faut trouver. Il peut comporter deux ou trois parties.
- Pour étudier les documents, il faut s'appuyer sur ceux-ci sans se contenter de les citer. Ainsi, il faut expliquer et critiquer ce qui est affirmé dans un discours politique.
- Vous devez utiliser vos connaissances personnelles pour comprendre tous les aspects d'un texte, d'un tableau, etc… Le document ne donne qu'une vision partielle de la réalité historique.

3 Rédiger la réponse organisée

■ Introduction

Présentez le document, son contexte précis, en indiquant que l'auteur de ce discours est le dirigeant d'une des plus grandes puissances au monde, à la veille de sa démission.

■ Développement

Rédigez un plan en trois parties en citant le document et en utilisant vos connaissances :

1) La volonté de Gorbatchev de réformer l'URSS
2) Les politiques de Gorbatchev envers les nations d'Europe orientale et en URSS
3) Les raisons de la disparition de l'URSS

Aides

– Montrez que ce discours cherche à valoriser le rôle de Mikhaïl Gorbatchev dans la transition que connaît le bloc communiste.
– Faites attention au fait que Mikhaïl Gorbatchev transforme des évolutions contraintes en choix politiques (ex : la question des nationalités).

■ Conclusion

Répondez à la problématique. Montrez que Gorbatchev n'est pas le seul responsable de la fin de l'URSS.

LEÇON 3

La démocratisation des sociétés à la fin de la guerre froide

La fin de la guerre froide permet-elle le développement de la démocratie libérale dans le monde ?

ÉTUDE 1978-1979, la révolution islamique d'Iran p. 214

ÉTUDE L'élargissement de la CEE à l'Europe méridionale, un choix politique p. 216

POINT DE PASSAGE L'année 1989 dans le monde
A. L'année 1989 en Europe p. 218
B. L'année 1989 dans le monde hors Europe p. 220

ÉTUDE MÉTHODE BAC 1989-1991, la fin de l'URSS p. 222

Notions

- **démocratie libérale :** système politique fondé sur le respect des libertés fondamentales, de l'État de droit et l'organisation régulière d'élections libre.
- **démocratie populaire :** régime communiste dont le parti au pouvoir estime défendre les intérêts du peuple.

Vocabulaire

- **société civile :** ensemble des acteurs non gouvernementaux, des associations et des Églises cherchant à être des interlocuteurs pour les gouvernements.
- **Solidarność (Solidarité) :** premier syndicat libre créé en Pologne dans l'Europe communiste par des ouvriers et des intellectuels. Il est dirigé par Lech Walesa. Il est interdit en 1981, mais demeure, dans la clandestinité une force puissante.

George Bush (1924-2018)

Homme politique républicain, directeur de la CIA, vice-président de Ronald Reagan, il est élu président des États-Unis en 1988. Il soutient la réunification allemande, est favorable à un nouvel ordre mondial et déclenche l'opération « Tempête du désert » contre Saddam Hussein avec l'appui de l'ONU. Il est battu en 1992 par le démocrate Bill Clinton.

A La guerre froide ne favorise pas l'émergence des démocraties

- **Durant la guerre froide, les régimes autoritaires semblent s'imposer à travers le monde.** Les démocraties populaires, si elles sont censées rendre le pouvoir au peuple, se caractérisent par la domination du parti communiste sur la vie politique, et les libertés les plus fondamentales comme la liberté d'expression sont bafouées. Au Cambodge, le régime communiste des Khmers rouges est à l'origine d'un génocide de plus d'un million cinq-cent-mille morts entre 1975 et 1979.
- **En Iran, le régime pro-américain du Shah d'Iran est renversé en 1979 par des révoltes populaires.** Il est remplacé par une république islamique. Les religieux au pouvoir rejettent le modèle occidental, comme le modèle soviétique.
- **La démocratie n'existe pas non plus dans la totalité du monde capitaliste.** Les États-Unis appuient des régimes autoritaires au nom de la lutte anti-communiste. Les coups d'État se multiplient en Amérique latine et en Asie. En 1973, l'armée chilienne assassine le président socialiste Allende, démocratiquement élu. Trois ans plus tard, les militaires argentins prennent le pouvoir, officiellement contre la menace d'organisations révolutionnaires clandestines. La répression fait 30 000 victimes. Des régimes d'extrême-droite subsistent en Europe : Espagne franquiste, *Estado Novo* portugais.
- **D'anciennes colonies, libres depuis peu, adoptent des régimes à parti unique pour des raisons idéologiques ou pour préserver une unité fragile.** Mais ceux-ci évoluent vers des dictatures. Les grandes puissances recherchant des alliés durant la guerre froide appuient les États autoritaires qui leur sont favorables. Beaucoup de pays africains et asiatiques deviennent des dictatures, soit à la faveur d'un coup d'État, soit parce que les tensions intérieures amènent l'armée à prendre le pouvoir.

B Des vagues de démocratisation à la fin de la guerre froide

- **L'ensemble de l'Europe occidentale est gagnée par la démocratie avec la fin des dictatures** en Grèce et dans la péninsule ibérique au milieu des années 1970. Le décalage s'accentue entre des sociétés attirées par l'Europe occidentale, démocratique et riche, et des régimes autoritaires, inefficaces et vieillissants. En 1974, un coup d'État, organisé par des officiers hostiles aux guerres contre les mouvements indépendantistes en Afrique, met fin à la dictature au Portugal. En Espagne, après la mort de Franco, le roi Juan Carlos et de jeunes dirigeants issus du franquisme négocient avec les partis politiques la transition démocratique. L'adhésion des trois pays à la CEE renforce ces jeunes démocraties.
- **Les démocraties populaires européennes sont en fait fragiles** comme le montrent les révoltes en Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne (notamment à travers l'action du syndicat Solidarność). Le communisme ne s'est implanté et maintenu que grâce à la force de l'URSS. Mais les échecs économiques, l'absence de liberté, attisent les mécontentements. Les tentatives de **Gorbatchev**, dès 1985, pour réformer le régime soviétique sont trop limitées face aux exigences démocratiques et aux désirs de liberté au sein de l'URSS et des démocraties populaires.
- En 1989, des révolutions mettent fin pacifiquement aux régimes des démocraties populaires, hormis en Roumanie où les violences éclatent. En URSS même, le PCUS perd le monopole du pouvoir. Une tentative de coup d'État des communistes conservateurs accélère l'éclatement du pays en 15 États.

POINT DE PASSAGE p. 218

Le déclin de l'URSS et la fin de la guerre froide ont des conséquences sur les évolutions politiques intérieures. Durant les années 1980, à Taïwan et en Corée du sud, très anti-communistes, les **sociétés civiles** se mobilisent et obtiennent d'être associées au pouvoir. Les États-Unis cessent d'aider des dictatures qui ne leur sont plus utiles et deviennent gênantes face aux opinions publiques. Ainsi, de nombreux pays d'Amérique latine, comme le Chili, l'Argentine ou le Brésil, entament leur transition démocratique avec la fin de la guerre froide.

C Une démocratisation inaboutie au début des années 1990

Le début des années 1990 se caractérise par un grand optimisme. Le projet ancien d'une sécurité collective, garantie par le Conseil de sécurité de l'ONU, semble possible en raison de l'entente entre les deux Grands. En 1990, l'URSS – déjà affaiblie – ne s'est pas opposée à des résolutions voulues par les Américains, visant à obliger l'Irak à se retirer du Koweït, qu'il a envahi. L'universitaire américain Francis Fukuyama prédit, dans une vision optimiste de l'après guerre froide, une « fin de l'Histoire » avec une extension mondiale de la **démocratie libérale**.

POINT DE PASSAGE
p. 220

Cette démocratisation n'est pas générale. Le Parti communiste chinois écrase les jeunes manifestant pour la liberté et contre la corruption. Il souhaite l'ouverture économique vers l'Occident pour développer le pays mais refuse tout partage du pouvoir. Les communistes se maintiennent en Corée du Nord, au Vietnam et à Cuba. Dans le monde arabo-musulman, les dictateurs se présentent comme des remparts contre l'islamisme. Les oppositions et les organisations internationales poussent les dirigeants à ouvrir des négociations.

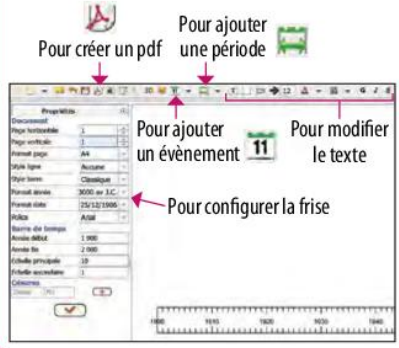
La démocratisation est imparfaite. Les nouvelles démocraties sont loin d'être exemplaires. En Europe orientale, **les nationalismes profitent du climat de liberté.** Des conflits mal réglés après les deux guerres mondiales ressurgissent, ce qui conduit à la guerre en Yougoslavie. Mais il est aussi difficile pour des États qui ont connu des décennies voire des siècles de régime autoritaire de connaître une transition douce vers la démocratie. Ainsi, en Russie, la décennie qui suit la disparition de l'URSS est marquée par une grave crise économique. La démocratie peut ainsi être freinée dans des périodes de difficultés économiques et sociales importantes.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE

Lien internet

■ Réaliser une frise pour réviser

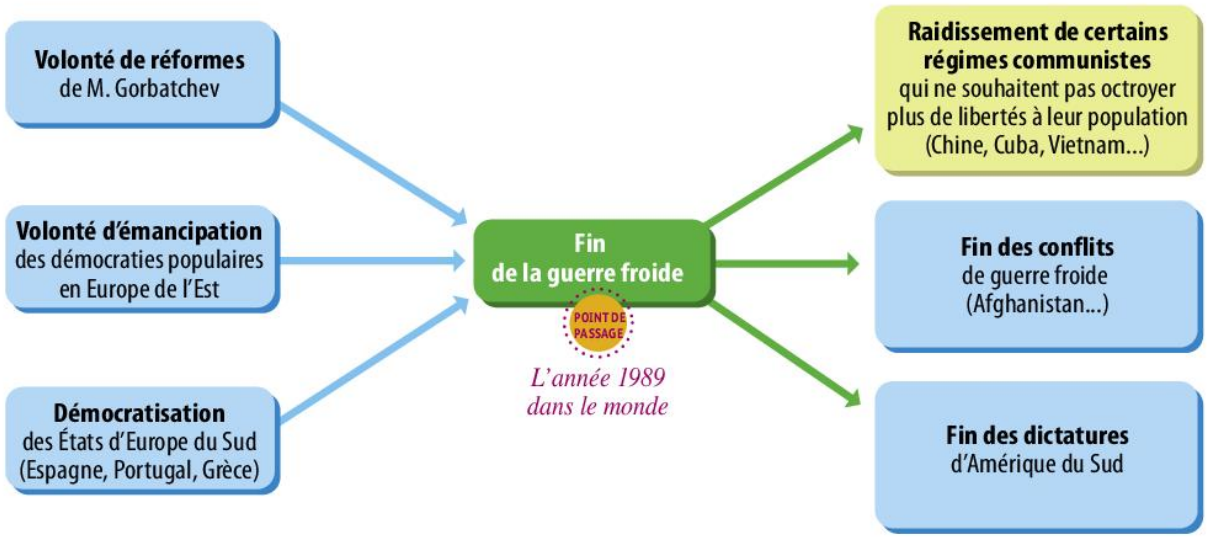
1. Relevez 8 dates clés dans la leçon 3.
2. Rendez-vous sur http://www.frisechronos.fr/
3. Réaliser une frise de synthèse pour réviser.
4. Partagez votre frise avec votre classe et votre professeur.



QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN La démocratisation du monde dans les années 1980-1990

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



Les derniers jours du mur de Berlin

Durant les années 1980, la RDA apparaît comme l'État le plus solide du bloc communiste. La STASI contrôle la population et le pouvoir se méfie des réformes de Gorbatchev. Mais la situation économique est mauvaise et les Allemands de l'Est sont informés des changements dans les autres pays communistes d'Europe orientale : élections libres en Pologne, réformes en Hongrie. Dès l'été 1989, ils manifestent leur mécontentement.

Quels événements conduisent à la chute du mur de Berlin ?

1 DOCUMENT SOURCE

Manifestation populaire à Dresde, automne 1989

Sur la pancarte Erich Honecker (1912-1994), principal dirigeant est-allemand jusqu'en 1989, est présenté comme étant derrière les barreaux d'une prison. Sur la banderole est inscrit : « Chute de la dynastie Egon : quittez les usines ! ». C'est une allusion à Egon Krenz, qui succède d'octobre à décembre 1989 à Erich Honecker à la tête de l'Allemagne de l'Est.

S'INITIER AU TRAVAIL DE L'HISTORIEN

■ Procéder à l'analyse critique des documents selon une approche historique

A L'historien commence par définir le contexte historique

1. Montrez que l'évolution de la situation intérieure de la RDA dépend aussi de ce qui se passe dans le reste du monde communiste.
2. Identifiez les différents acteurs de cette révolution pacifique.
3. Montrez que les changements sont très rapides.

B L'historien confronte la source (doc. 1) à ce contexte

1. Replacez la photographie dans la chronologie des événements.
2. Identifiez les demandes des manifestants.
3. Montrez que la population n'a plus peur du pouvoir.

C L'historien (doc. 2) interprète la source (doc. 1)

Montrez à partir du document 2 que la population est-allemande est l'acteur majeur de la révolution du 9 novembre mais que d'autres facteurs ont contribué à sa réussite.

Vocabulaire

• STASI (Staatssicherheit, « Sécurité d'État ») : service d'espionnage de la RDA chargé également de la surveillance de la population.

2 L'ANALYSE DES HISTORIENS

La chute du mur de Berlin

Au début de l'année 1989, chacun reste persuadé que l'inertie du système communiste et la force dont il dispose pour mater toute contestation vont maintenir encore longtemps le *statu quo* européen. […]

Le rejet, par les communistes hongrois eux-mêmes, de la dictature du parti unique met à son tour la pression sur le régime dictatorial de la RDA, dirigée par Erich Honecker. Après l'ouverture, le 10 septembre 1989, de la frontière austro-hongroise […] un nombre croissant d'Allemands de l'Est, attirés par les lumières de la société de consommation occidentale, dont la télévision ouest-allemande leur donne un bel aperçu, partent « en vacances » en Hongrie, puis fuient vers l'Ouest. Le 16 octobre, c'est un peuple plein d'espoir qui descend dans les rues de Leipzig, la grande ville industrielle est-allemande, ne laissant d'autre choix au régime que de faire usage de la force ou de se laisser déborder. Ce jour-là, l'Allemagne de l'Est à deux doigts d'une répression sanglante semblable à celle du 17 juin 1953[1]. Mais la majorité des dirigeants est-allemands, forts du soutien de Gorbatchev, rejettent l'usage de la force et poussent Honecker vers la sortie, le 18 octobre 1989. Quelques semaines plus tard, le 9 novembre, alors que les gardes-frontières sont débordés par la foule qui se presse devant le mur de Berlin, les autorités est-allemandes cèdent à la pression. Le mur de Berlin tombe. En quelques heures, quatre millions d'Allemands de l'Est se ruent à Berlin-Ouest pour une joyeuse déambulation de quelques heures. Comme l'a écrit Timothy Gordon Ash, on assista ce jour-là à « la plus grande fête de rue populaire de l'histoire de l'humanité ».

Robert O. Paxton, Julie Hessler, *L'Europe au XXe siècle*, Tallandier, 2011.

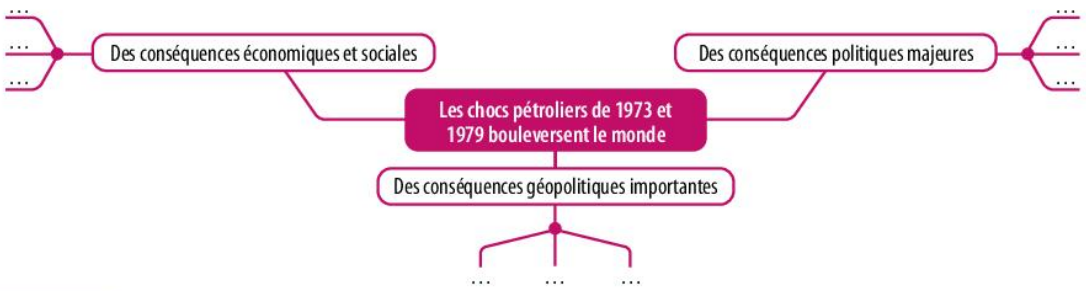
1. En juin 1953 les ouvriers de Berlin-Est manifestent. La répression menée par le pouvoir est-allemand et l'Armée rouge fait une centaine de morts.

Robert O. Paxton, historien américain, est spécialiste de la France pendant la Seconde Guerre mondiale. **Julie Hessler** est historienne de l'Union soviétique.

Réaliser une carte mentale de synthèse

Carte mentale interactive
Carte mentale à télécharger et à compléter PDF

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, construisez votre propre carte mentale de synthèse du chapitre.



Boîte à outils

- Reprenez les différents éléments de votre cours et listez-les de manière simple.
- Ensuite, réfléchissez à quelle idée de la carte mentale ils correspondent.
- Utilisez par exemple un code couleur (je surligne sur mon brouillon en jaune fluo ce qui montre les conséquences économiques et sociales des chocs pétroliers, etc.).
- Puis complétez au propre la carte mentale avec tous les éléments listés et classés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Analyse de document (sujet d'entraînement)

■ **CAPACITÉ :** Savoir lire, comprendre et critiquer un texte

Le monde au début des années 1990, un monde démocratique et libéral ?

Le présent ouvrage a pour origine un article intitulé « la fin de l'Histoire ? », publié dans la revue *The National Interest*[1] pendant l'été 1989. Dans cet article, j'avançais l'idée suivante : un consensus assez remarquable semblait apparu ces dernières années concernant la démocratie libérale comme système de gouvernement, puisqu'elle avait triomphé des idéologies rivales – monarchie héréditaire, fascisme et, tout récemment, communisme. Je suggérais en outre que la démocratie libérale pourrait bien constituer le « point final de l'évolution idéologique de l'humanité » et la « forme finale de tout gouvernement humain », donc être en tant que telle la « fin de l'Histoire ». […] Ce dont je suggérais la fin n'était évidemment pas l'histoire comme succession d'événements, mais l'Histoire, c'est-à-dire un processus simple et cohérent d'évolution qui prenait en compte l'expérience de tous les peuples en même temps. […] L'évolution la plus remarquable de ce dernier quart du XXe siècle aura été la révélation de l'immense faiblesse inhérente aux dictatures mondiales apparemment si fortes, qu'elles soient le fait de la « droite » militaire et autoritaire ou de la « gauche » communiste et totalitaire. De l'Amérique latine à l'Europe orientale et de l'Union soviétique au Moyen-Orient et à l'Asie, bien des gouvernements « forts » se sont effondrés durant ces deux dernières décennies. Même s'ils n'ont pas toujours ouvert la voie à des démocraties libérales stables, « la » démocratie libérale reste la seule aspiration politique cohérente qui relie différentes régions et cultures tout autour de la terre. En outre, les principes économiques du libéralisme – le « marché libre » – se sont répandus et ont réussi à produire des niveaux sans précédent de prospérité matérielle, aussi bien dans les pays industriellement développés que dans ceux qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, faisaient partie du tiers monde appauvri. Une révolution libérale dans la pensée économique a toujours accompagné – parfois avant, parfois après – l'évolution vers la liberté politique dans le monde entier.

Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 1992.

1. Journal conservateur de droite publié aux États-Unis.

CONSIGNE

Présentez l'analyse que Francis Fukuyama fait des bouleversements politiques et économiques du monde des années 1970 au début des années 1990. Expliquez les nuances que l'on peut apporter à son analyse.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C

Réponse à une question problématisée

Travailler les transitions entre les parties

■ CAPACITÉS : Utiliser une approche historique pour construire une argumentation – Justifier des choix

SUJET

Comment le capitalisme mondial se transforme-t-il dans les années 1970-1980 ?

MÉTHODE

ÉTAPE 1 Analyser le sujet de la question problématisée

■ CAPACITÉ : S'approprier un questionnement historique

▸ Aidez-vous des questions dans les encadrés

Comment se caractérise le capitalisme ?

Quelles sont les limites chronologiques pertinentes à adopter pour ce sujet ?

Comment le capitalisme mondial se transforme-t-il dans les années 1970-1980 ?

Quelle est l'échelle concernée ? Quelle partie du monde n'est pas concernée par le sujet ?

Quels sont les changements économiques à prendre en compte ?

■ Définissez les mots clés.

■ Déterminez les limites du sujet.

ÉTAPE 2 Construire un plan de la réponse organisée

■ CAPACITÉ : Construire une argumentation historique

Le plan doit répondre de manière organisée à la question.

▸ Complétez les trois parties du plan avec vos connaissances, les pages repères, les études et la leçon 2 du chapitre.

▸ Pensez aussi à utiliser les points de passage et d'ouverture sur Reagan et Deng Xiaoping pour incarner votre propos.

Un ralentissement de la croissance	Une accélération de la libéralisation économique	Une nouvelle donne économique internationale
– Les causes de ce ralentissement. – Les conséquences économiques et sociales.	– La dérégulation des marchés financiers. – L'accélération des échanges.	– Des délocalisations vers les pays ateliers. – De nouvelles puissances économiques s'affirment.

ÉTAPE 3 Rédiger le développement en soignant les transitions

■ CAPACITÉ : Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

■ Une transition permet l'articulation entre deux parties de votre développement.

■ Elle permet de suivre votre raisonnement et montre que vous répondez de manière progressive à la question problématisée.

▸ Elle prend la forme d'une ou deux phrases entre deux parties du développement.

▸ La transition rappelle brièvement ce que vous venez d'exposer avant d'annoncer ce que vous allez développer dans la partie suivante.

■ Veillez à ce que les deux idées s'enchainent logiquement.	▸ On peut utiliser « si », « bien que » mais aussi les mots de liaison exprimant une opposition (« cependant », « pourtant », « en revanche ») ou la causalité (« car », « puisque », « de ce fait », etc.).
■ N'hésitez pas à recourir à des mots de liaison et des connecteurs logiques.	

A. Comparez des exemples de transition

Nous vous proposons de comparer ces trois exemples de transition.
Parmi les transitions suivantes, laquelle/lesquelles vous paraît(-aissent) le mieux convenir ?
Justifiez votre choix.

Exemple 1 : Dans la première partie, nous avons vu que l'économie des pays capitalistes connait dans les années 1970-1980 un ralentissement de la croissance. Dans la deuxième, nous étudierons comment s'accélère la libéralisation de l'économie mondiale.

➜ Justification : …

Exemple 2 : Si la croissance ralentit dans les pays capitalistes dans les années 1970-1980, ces derniers connaissent les effets de l'accélération de la libéralisation de l'économie mondiale.

➜ Justification : …

Exemple 3 : Dans les années 1970-1980, les économies capitalistes connaissent un ralentissement de leur croissance. Il s'agit maintenant de s'intéresser à l'autre bouleversement majeur de la période, l'accélération de libéralisation de l'économie mondiale.

➜ Justification : …

B. Rédiger la transition entre la seconde et la troisième partie

À l'aide du plan et des transitions rédigées ci-dessus, proposez une transition construite qui puisse s'insérer entre les parties 2 et 3 de votre réponse à la question problématisée.

Conseil

Veillez à ce que les deux idées s'enchainent logiquement. N'hésitez pas à recourir à des mots de liaison et des connecteurs logiques. On peut utiliser « si », « bien que » mais aussi les mots de liaison exprimant une opposition (« cependant », « pourtant », « en revanche ») ou la causalité (« car », « puisque », « de ce fait », etc.). Tout dépend de l'idée que vous souhaitez exprimer.

ÉTAPE 4 Rédiger la réponse à la question problématisée

■ **CAPACITÉ :** Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

■ Introduction	▸ Méthode voir chapitre 5
■ Développement	▸ Méthode voir chapitre 4
■ Conclusion	▸ Méthode voir chapitre 5

SUJETS D'ENTRAÎNEMENT

1 Les années 1980 correspondent-elles à un triomphe des valeurs occidentales dans le monde ?

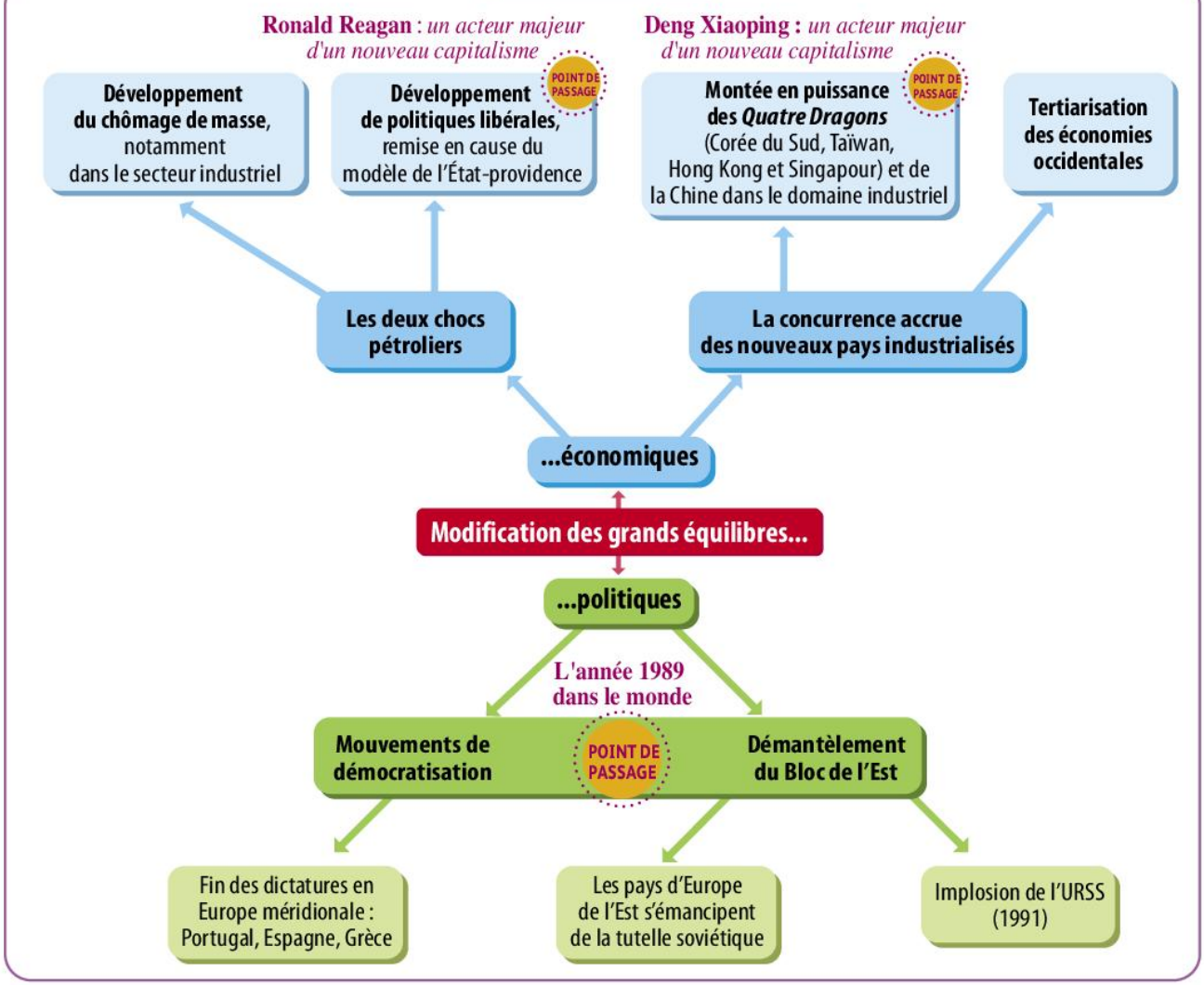
2 Les années 1970-1980 : crise ou mutation de l'économie mondiale ?

RÉVISION

La modification des grands équilibres mondiaux

SCHÉMA BILAN

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



Je connais les dates importantes

1973 : premier choc pétrolier.
1979 : deuxième choc pétrolier.
1978 : Deng Xiaoping met en place ses réformes économiques.
1980 : élection de Ronald Reagan président des États-Unis.
1989 : chute du mur de Berlin.

Je maîtrise les notions et le vocabulaire essentiels

Notions
- choc pétrolier (p. 206)
- crise économique (p. 206)
- désindustrialisation (p. 206)

Vocabulaire
- délocalisation (p. 212)
- dérégulation (p. 208)
- inflation (p. 207)

Ne pas confondre !

- **démocratie libérale :** système politique qui assure le respect des libertés fondamentales, de l'État de droit et l'organisation régulière d'élections. Il faut aussi que le multipartisme soit respecté. C'est le modèle le plus répandu dans les pays occidentaux.
- **démocratie populaire :** régime communiste dont le parti au pouvoir estime défendre les intérêts du peuple. Le parti communiste est le seul autorisé. La population est très étroitement encadrée par la police politique et l'armée.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

■ CAPACITÉ : Identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et ruptures chronologiques

Dans quelle mesure les chocs pétroliers témoignent-ils d'une rupture historique ?
Dans un court paragraphe, expliquez les points suivants :
– Comment les démocraties occidentales ont été touchées par les chocs pétroliers ?
– En quoi la politique économique de Reagan tranche-t-elle avec celle de ses prédécesseurs ?

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ CAPACITÉ : Identifier les contraintes d'un contexte historique

Dans un court paragraphe, expliquez en quoi la révolution islamique d'Iran bouleverse la géopolitique régionale et mondiale.

■ CAPACITÉ : Mettre un événement ou une figure en perspective

– Dans un court paragraphe, présentez les réformes mises en œuvre par Deng Xiaoping et le bilan que l'on peut en faire.
– Expliquez en quelques lignes les trois événements suivants :
  a. La création de l'OPEP
  b. Les deux chocs pétroliers
  c. La présidence de Ronald Reagan

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

■ CAPACITÉ : Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

a. Noter les notions et le vocabulaire de la page précédente avec leur définition précise.

b. Indiquer pour chaque partie du cours :
  – les éléments importants (dates, personnages, notions) ;
  – les grandes idées (faits historiques, causes, conséquences…) ;
  – savoir expliquer : les chocs pétroliers et leurs conséquences ; la révolution islamique en Iran ; l'effondrement du bloc soviétique ; les progrès de la démocratie dans l'Europe du sud.

Pour aller plus loin

À LIRE

- Audrey Schul, ***La Guerre du Kippour : le conflit israélo-arabe à l'origine du premier choc pétrolier***, éditions 50minutes.fr, 2014. Une approche facile d'accès qui permet de montrer les liens entre un événement politique et des conséquences économiques et sociales à l'échelle de la planète.
- Véronique Van Driessche, ***La Chute du mur de Berlin***. La fin du « Rideau de fer », éditions 50minutes.fr, 2014. Présentation de cet événement majeur de manière synthétique et accessible.
- Vincent Giret, « **L'histoire du Proche-Orient : 10 000 ans de civilisation** », *Le Monde*, Hors-série N° 17, 22 juin 2016. De nombreuses cartes et des articles pour comprendre une région qui ne se limite pas aux conflits.
- Valérie Niquet, ***La Puissance chinoise en 100 questions. Un géant fragile ?*** Tallandier, 2017. Une approche historique et une étude contemporaine de la Chine.

Bandes dessinées

- Desberg et Labiano, ***Black OP*** saison 2 : autour du 1er choc pétrolier, entre espionnage et prix du pétrole, une série de 8 tomes (2005-2014) chez Dargaud.
- Collectif, ***Après le mur***, éditions Les Humanoïdes Associés, 1990 : 26 auteurs européens livrent leur point de vue sur l'événement et ses conséquences.

À VOIR

- ***Goodbye Lenin*** (2003) de Wolfgang Becker : un film qui permet de se représenter les conditions de vie telles qu'elles étaient en RDA avant la chute du mur.
- ***Reagan, the movie*** (2019) de Sean McNamara : la vie du président américain, ses choix politiques, sa carrière.
- ***The Full Monty*** (1997) de Peter Cattaneo : ce film célèbre retrace avec acuité les conditions de vie des habitants des « pays noirs » touchés par la crise de la métallurgie dans les années 1980.

Documentaire :

- ***Den Xiaoping*** (2002) de Xiaoling Zhu (film documentaire chinois) : un documentaire à la gloire du leader chinois, qui insiste sur ses réalisations principales.

SUR LE WEB

Lien internet

www.franceculture.fr/dossiers/1989-2019-30-ans-apres-la-chute-du-mur-lhistoire-continue
Une série de documentaires de France Culture autour des événements et des changements liés à cette année 1989, avec une approche événementielle, culturelle ou mémorielle.

CHAPITRE

8

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

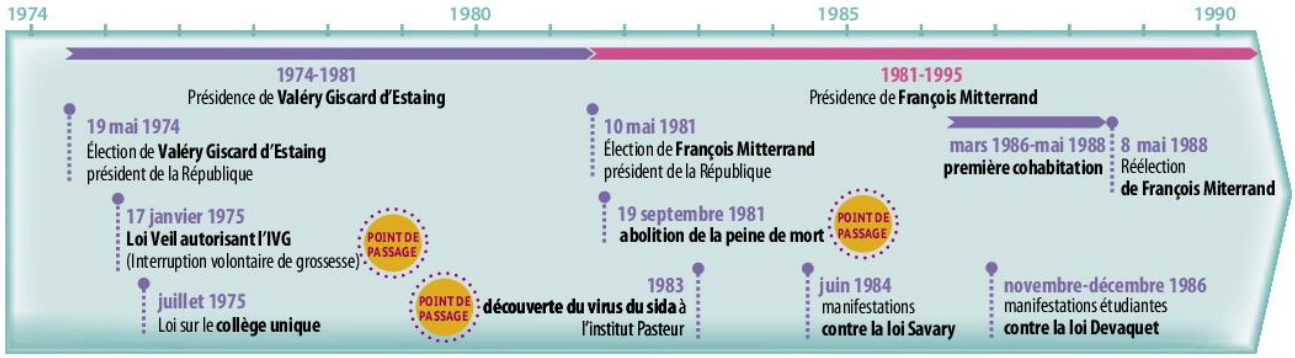
Un tournant social, politique et culturel, la France de 1974 à 1988

Comment la France s'adapte-t-elle aux évolutions de la société dans les années 1970 et 1980 ?

Vidéo d'introduction

1 **Simone Veil à la tribune de l'Assemblée nationale, le 26 novembre 1974, pour défendre la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse**

› En quoi cette photo d'une femme, ministre de la Santé, s'adressant à une assemblée presque exclusivement composée d'hommes, est-elle symbolique du combat féministe ?



2 Les concerts géants : une nouvelle forme de culture populaire

Concert de SOS Racisme le 20 juin 1987 à Vincennes.

› Montrez que cette photo est révélatrice du développement en France d'une culture de masse.

POINT DE PASSAGE

L'interruption volontaire de grossesse, un droit nouveau pour les femmes

Vidéo

Dans les années 1970, les avortements clandestins, dangereux car non encadrés médicalement, sont considérés comme des délits. Mais peu à peu la question du droit des femmes à disposer librement de leur corps s'impose dans la société française. Un long débat aboutit, en 1975, à la loi Veil, qui autorise l'interruption volontaire de grossesse.

En quoi la loi Veil de 1975, issue d'une revendication de la société française, correspond-elle à une émancipation pour les femmes ?

1 Le manifeste des 343

Le 5 avril 1971, Le Nouvel Observateur *publie une pétition signée par 343 femmes qui réclament la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse et expliquent avoir eu recours à l'avortement.*

Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. On fait le silence sur ces millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles.

Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre.

Suit la liste des signataires

Le Nouvel Observateur, 5 avril 1971.

Source: couverture du *Nouvel Observateur,* 5 avril 1971

2 Le procès de Bobigny

À l'automne 1972, une jeune fille mineure victime d'un viol, Marie-Claire Chevalier, est jugée pour avoir avorté. Leur avocate, la militante féministe Gisèle Halimi, transforme le procès en réquisitoire pour le droit à l'avortement. Marie-Claire Chevalier est finalement relaxée.

J'en arrive à ce qui me paraît le plus important dans la condamnation de cette loi. Cette loi, Messieurs, elle ne peut pas survivre et, si l'on m'écoutait, elle ne pourrait pas survivre une seconde de plus. Pourquoi ? Pour ma part, je pourrais me borner à dire : parce qu'elle est contraire, fondamentalement, à la liberté de la femme, cet être, depuis toujours opprimé. […]

L'oppression est dans la décision vieille de plusieurs siècles de soumettre la femme à l'homme. […] Pour trouver le moyen de cette soumission, Messieurs, comment faire ? Simone de Beauvoir vous l'a très bien expliqué. On fabrique à la femme un destin : un destin biologique, un destin auquel aucune d'entre nous ne peut ou n'a le droit d'échapper. Notre destin à toutes, ici, c'est la maternité. Un homme se définit, existe, se réalise, par son travail, par sa création, par l'insertion qu'il a dans le monde social. Une femme, elle, ne se définit que par l'homme qu'elle a épousé et les enfants qu'elle a eus. Telle est l'idéologie de ce système que nous récusons.

Plaidoirie de Gisèle Halimi lors du procès de Bobigny, 8 novembre 1972.

Chronologie

1960 : création du Mouvement français pour le planning familial.
1967 : loi Neuwirth autorisant la pilule contraceptive.
1972 : procès de Bobigny.
1975 : loi Veil autorisant l'interruption volontaire de grossesse votée par 284 voix contre 189 par l'Assemblée nationale.

Vocabulaire

- **MLF (Mouvement de libération des femmes) :** mouvement féministe autonome et non-mixte, fondé en 1970, qui revendique, pour les femmes, la libre disposition de leur corps et remet en question la société patriarcale.

3 **Manifestation du Mouvement de libération des femmes (MLF), le 20 novembre 1971 à Paris.**

4 E3C Analyse de document Discours de Simone Veil à l'Assemblée nationale

Je voudrais tout d'abord vous faire partager une conviction de femme – je m'excuse de le faire devant cette Assemblée presque exclusivement composée d'hommes : aucune femme ne recourt de gaieté de cœur à l'avortement. Il suffit d'écouter les femmes. *(Applaudissements sur divers bancs.)*

C'est toujours un drame et cela restera toujours un drame.

C'est pourquoi, si le projet qui vous est présenté tient compte de la situation de fait existante, s'il admet la possibilité d'une interruption de grossesse, c'est pour la contrôler et, autant que possible, en dissuader la femme.

Nous pensons ainsi répondre au désir conscient ou inconscient de toutes les femmes qui se trouvent dans cette situation d'angoisse, si bien décrite et analysée par certaines des personnalités que votre commission spéciale a entendues au cours de l'automne 1973.

Actuellement, celles qui se trouvent dans cette situation de détresse, qui s'en préoccupe ? La loi les rejette non seulement dans l'opprobre, la honte et la solitude, mais aussi dans l'anonymat et l'angoisse des poursuites. Contraintes de cacher leur état, trop souvent, elles ne trouvent personne pour les écouter, les éclairer et leur apporter un appui et une protection.

Parmi ceux qui combattent aujourd'hui une éventuelle modification de la loi répressive, combien sont-ils ceux qui se sont préoccupés d'aider ces femmes dans leur détresse ? Combien sont-ils ceux qui, au-delà de ce qu'ils jugent comme une faute, ont su manifester aux jeunes mères célibataires la compréhension et l'appui moral dont elles avaient grand besoin ? *(Applaudissements sur divers bancs.)*

Extrait de l'intervention de Simone Veil Assemblée nationale, séance du 26 novembre 1974.

5 E3C Analyse de document Intervention du député Michel Debré, lors du débat sur la loi Veil

Michel Debré, ancien Premier ministre et député de la Réunion, appartient à la majorité présidentielle à l'Assemblée.

S'il est un membre du Gouvernement dont j'eusse souhaité approuver et soutenir les projets, c'est bien vous, madame le ministre.

Il faut que l'affaire que nous débattons soit bien grave et touche à l'essentiel pour que je me lève pour vous contredire et souhaiter que le texte proposé ne soit pas voté. […]

Premier point : la vie humaine exige respect et protection. […]

Or la vie ne commence pas à la naissance. Dès le moment où une nouvelle cellule est conçue, une vie existe. Cette affirmation est-elle un acte de foi ? Oui, pour certains. Est-elle une règle de droit ? Oui, pour certains. Mais, pour tous, elle est une conclusion de la science. La cellule contient tous les éléments qui constituent l'être animé de demain. Elle est riche de tous les caractères qui formeront sa personne. […]

Ce que je propose ? D'abord, affirmer le principe du respect de la vie humaine ; ensuite, accueillir, soutenir, protéger, promouvoir la maternité qui doit être le plus souvent une maternité volontaire mais féconde ; enfin, déterminer les procédures raisonnables mais exceptionnelles selon lesquelles, face à des détresses dramatiques, l'interruption de la grossesse peut être autorisée.

Extrait de l'intervention de Michel Debré, Assemblée nationale, séance du 27 novembre 1974.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1, 2 et 3 Montrez que la voix des femmes se fait entendre au début des années 1970 sur la question de l'avortement.
   Aide Précisez quelles sont les différentes formes que prend la mobilisation des femmes engagées en faveur de l'avortement.
2. Doc. 4 Quels sont les arguments utilisés par Simone Veil pour défendre son projet de loi ?
3. Doc. 5 Soulignez les différents arguments de cet opposant à la loi Veil ?

Bilan Expliquez quels sont les événements et les acteurs qui rendent possible une évolution de la loi française en matière d'avortement.

Parcours 2 BAC

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

E3C Analyse de document En analysant les documents 4 et 5, vous montrerez que la majorité est fortement divisée sur la question de l'avortement.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

Aide Pensez à lister les arguments apportés par les auteurs de ces deux documents et montrez en quoi ils sont incompatibles.

ÉTUDE

La démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur

Vidéo

À partir des années 1960, le nombre de bacheliers et d'étudiants de l'enseignement supérieur augmente de façon exponentielle. Les gouvernements successifs encouragent et accompagnent ce mouvement, pour permettre l'augmentation du taux de diplômés dans chaque classe d'âge. Les réformes successives démocratisent progressivement l'ensemble du système scolaire et universitaire, mais certaines sont contestées voire abandonnées.

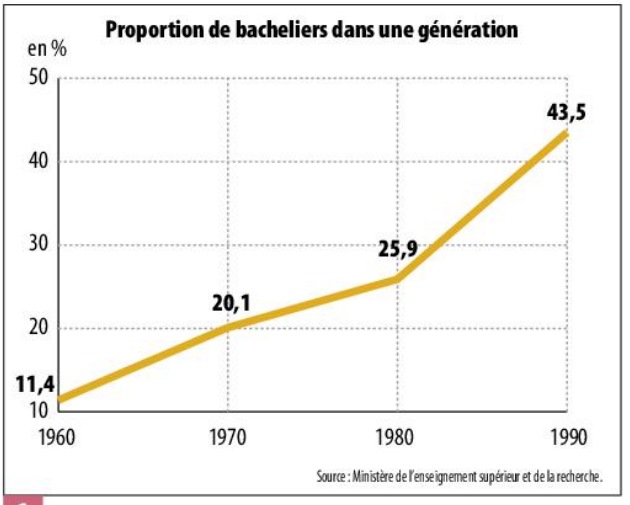
Comment se confirme la démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur entre 1974 et 1988 ?

Chronologie

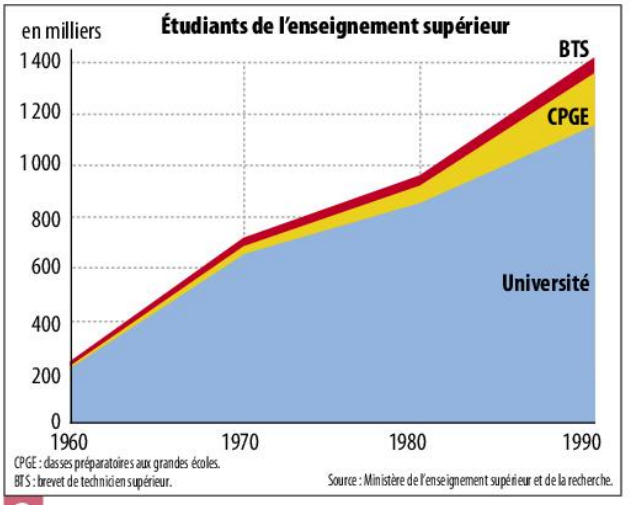
1975 : loi Haby donnant naissance au « collège unique ».
1984 : échec du projet de loi Savary de grand service public, unifié et laïque, de l'éducation nationale.
1984 : loi Savary réformant l'enseignement supérieur.
1986 : échec du projet de loi Devaquet sur l'autonomie des universités.

Vocabulaire

- **autonomie des universités :** liberté pour les universités de fixer les droits d'inscription, de mettre en place une sélection à l'entrée de l'université, d'évaluer leurs étudiants et d'organiser leur propre délivrance de diplômes.
- **enseignement secondaire :** ensemble des enseignements dispensés au collège et au lycée.
- **enseignement supérieur :** ensemble des enseignements généraux, techniques ou professionnels qui peuvent être suivis après l'obtention du baccalauréat ou d'un de ses équivalents.



1 Proportion de bacheliers dans une génération



2 Nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur

3 La loi Haby et la réforme du « collège unique »

Art. 4 – Tous les enfants reçoivent dans les collèges une formation secondaire. […] Elle repose sur un équilibre des disciplines intellectuelles, artistiques, manuelles, physiques et sportives et permet de révéler les aptitudes et les goûts. […]

Les collèges dispensent un enseignement commun, réparti sur quatre niveaux successifs. Les deux derniers peuvent comporter aussi des enseignements complémentaires dont certains préparent à une formation professionnelle. […]

Art. 5 – La formation secondaire peut être prolongée dans les lycées en associant, dans tous les types d'enseignement, une formation générale et une formation spécialisée. […]

L'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire sanctionne une formation équilibrée et comporte : la vérification d'un niveau de culture défini par les enseignements des deux premières années des lycées ; le contrôle de connaissances spécialisées dans des enseignements suivis par l'élève en dernière année. Ce contrôle est effectué indépendamment dans chacun de ces enseignements. […]

Loi du 11 juillet 1975 relative à l'éducation.

4 La mobilisation en faveur de « l'école libre »

En 1984, le ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, défend le projet d'un grand service public, unifié et laïque, de l'éducation nationale. La mobilisation massive des partisans de l'enseignement privé, notamment catholique, fait échouer le projet.

6 Manifestation contre loi Devaquet du 4 décembre 1986

En 1986, le ministre de l'Enseignement supérieur du gouvernement Chirac, Alain Devaquet, dépose un projet de loi visant à donner plus d'autonomie aux universités. La forte mobilisation des étudiants pousse le gouvernement à abandonner le projet.

5 La loi Savary et la réforme de l'enseignement supérieur

L'Université en 1984, avec ses quarante-trois mille enseignants-chercheurs et son petit million d'étudiants répartis dans soixante-treize établissements, est riche de sa diversité. L'Université, comme elle l'a toujours fait, continue à former médecins, juristes, enseignants et chercheurs. Mais depuis plusieurs années, grâce au dévouement de nombre d'enseignants, elle tente de préparer des jeunes aux métiers du secteur privé et parapublic. Elle forme des ingénieurs et des interprètes, des spécialistes du droit des transports et des informaticiens, des responsables des relations sociales et des statisticiens.

Accueillir un nombre accru de jeunes bacheliers mais aussi les former dans un environnement en constante transformation, le pari semble difficile. Pourtant, en cet an I de la loi du 26 janvier 1984 (dite encore loi Savary), un certain nombre d'atouts paraissent réunis.

Critiquée, dénoncée, malmenée, la loi Savary l'a été au cours des dernières années. Mais une fois le tumulte retombé, des enseignants-chercheurs de tous rangs et de toutes disciplines se lancent dans des rénovations de formations centenaires. Loin des clivages politiques ou syndicaux, professeurs, maîtres de conférences et assistants acceptent de passer des contrats avec le ministère de l'Éducation nationale et de repenser leur enseignement. En échange de moyens financiers et de créations de postes, ils s'engagent à améliorer l'accueil et l'orientation des étudiants, à proposer des diplômes à finalité professionnelle, à aménager les premiers cycles afin de réduire le nombre des étudiants qui quittent l'Université sans qualification.

Sandrine Blanchard, « La rentrée universitaire à l'heure de la nouvelle loi », *Le Monde*, 19 octobre 1984.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 et 2 Comment évolue le nombre de bacheliers et d'étudiants entre les années 1960 et la fin des années 1980 ?
2. Doc. 3 Quelles transformations de l'enseignement secondaire la loi Haby entraîne-t-elle ?
   Aide Présentez d'abord les mesures concernant le collège et leurs objectifs. Puis développez ce qui concerne le lycée et le bac.
3. Doc. 5 Pourquoi le gouvernement cherche-t-il à augmenter le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur ?
4. Doc. 4, 5 et 6 Comment s'expliquent les échecs du projet Savary en 1984 et du projet Devaquet en 1986 ?

Bilan

Travail de groupe Montrez dans quelle mesure une démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur amène à la transformation du paysage scolaire.
Par groupe de deux ou trois, analysez les documents proposés pour présenter les caractéristiques principales des grandes lois scolaires étudiées. Vous pouvez vous aider de la chronologie fournie. Puis dans un second temps, dressez le bilan de ces réformes à la fin des années 1980.
Aide Pensez à présenter les grandes étapes qui ont marqué la démocratisation scolaire puis à dresser un bilan à la fin des années 1980.

Parcours 2

■ Identifier les acteurs des grands événements

Dans un paragraphe construit et organisé, expliquez quels sont les différents types d'opposition que rencontrent les réformes du système d'enseignement en France.

Aide Insistez sur la diversité des acteurs, de leur positionnement politique, ou encore de leur conception de l'école et de l'université.

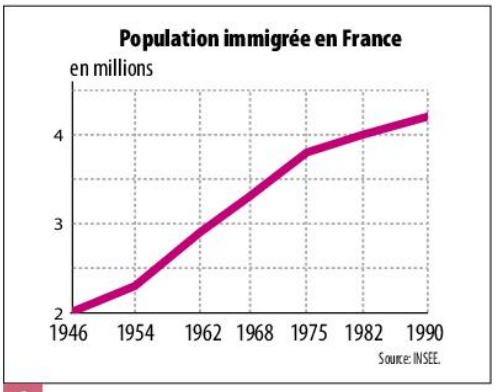
ÉTUDE

Immigration et intégration

Vidéo

La France des Trente Glorieuses fait appel à une immigration plus nombreuse pour lui apporter la main-d'œuvre nécessaire à son industrie. Dans les années 1960, cette immigration devient de plus en plus extra-européenne, et notamment maghrébine. Mais la crise économique et la montée soudaine du chômage suscitent, à partir des années 1970 et plus encore dans les années 1980, des débats parfois virulents sur l'immigration et sur l'intégration des immigrés.

Comment les phénomènes migratoires évoluent-ils, quels débats politiques nouveaux entraînent-ils ?



1 La population immigrée en France

3 La montée du Front national

Jean-Marie Le Pen arrive en quatrième position aux élections présidentielles de 1988 avec plus de 14 % des voix.

Affiche de Jean-Marie Le Pen aux élections présidentielles de 1988.

Chronologie

1974 : arrêt de l'immigration pour motif économique par le gouvernement Chirac.

1976 : le gouvernement Chirac autorise le regroupement familial.

1981 : assouplissement de la politique migratoire après l'élection de François Mitterrand.

1986 : la première loi Pasqua durcit les conditions d'entrée et de séjour des étrangers.

2 « Première » et « deuxième » générations de l'immigration maghrébine

Zahoua, […] âgée de 21 ans, était en troisième année d'études universitaires lorsqu'elle s'est prêtée, pour la première fois en 1975, à la série d'entretiens rassemblés ici. Arrivée en France l'année même de sa naissance, elle put être scolarisée à temps et dans des conditions normales (trois années d'école maternelle).

Ahmed, le père de Zahoua, approchait en 1975 de la retraite qu'il attendait avec impatience afin de pouvoir retourner définitivement en Algérie. Il a travaillé, pendant 17 années, dans une usine de peinture ; malade, presqu'invalide déjà, il effectuait, les dernières années, de « petites tâches : un peu gardien, un peu balayeur ». Dans le courant de l'année 1978, son état de santé s'étant aggravé, il a tenu, malgré l'avis de tout le monde, à rentrer dans son village où il est mort moins de quinze jours après son arrivée. […]

Les aînés des enfants, nés en Algérie, sont des « émigrés comme les autres… ». Sassi, le premier fils, est arrivé en France lorsqu'il avait 12 ans : il a dû aller à l'école jusqu'à 14 ans. Il a, d'abord, été ouvrier et maintenant, il est chauffeur de taxi. Son père l'a marié avec « la fille de son meilleur copain ». […]

Les trois derniers enfants, Abbas, Zahoua et Saïda, ont passé leur enfance et fait leur scolarité entière en France : ce sont « les produits de France… ». Ils ont fini par « devenir des étrangers à leurs parents ». Abbas a obtenu un « CAP de tourneur, ajusteur ou mécanicien… » ; il travaille actuellement dans « le service commercial d'une petite boîte » et habite à Paris. Saïda, la dernière fille, a « décroché de l'école qui ne l'intéressait pas » à 16 ans : elle a travaillé comme fille de salle dans un hôpital et espérait devenir aide-soignante. Elle a épousé un étudiant algérien qui « travaille comme animateur par-ci, par-là, et donne des cours ».

Abdelmalek Sayad, « Les enfants illégitimes »,
Actes de la recherche en sciences sociales, vol. 25, janvier 1979.

4 La « Marche des Beurs »

Des jeunes issus de l'immigration et habitant le quartier des Minguettes, à Vénissieux, près de Lyon, lancent en 1983 un appel à marcher vers Paris pour demander au gouvernement de lutter plus efficacement contre le racisme.

Affiche officielle de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, 1983.

5 En 1986, la revendication du droit de vote des étrangers

Affiche du collectif « Jeunes pour l'égalité des droits et contre le racisme de la région parisienne », 1986.

6 Une politique plus souple en matière d'immigration après 1981

Au chapitre des expulsions, le ministre rappelle que « les étrangers nés en France ou y étant entrés avant l'âge de dix ans ne doivent pas faire l'objet d'une mesure d'expulsion ». Pour ceux qui n'entrent pas dans cette catégorie, l'expulsion peut être décidée mais seulement « en cas de nécessité impérieuse d'ordre public ». […]

Le refus de séjour. – La circulaire indique que « en attendant l'adoption des règles définitives », il conviendra de « prolonger pour une période de trois mois » la validité du titre de séjour. […]

L'asile politique. – […] La circulaire ajoute que « ceux à qui la qualité de réfugié aura été refusée pourront cependant bénéficier d'une autorisation provisoire de trois mois en attendant de nouvelles instructions ». En conclusion, M. Defferre demande aux préfets « de rappeler d'une manière très ferme au personnel appelé à connaître de la situation des étrangers, qu'il s'agisse des personnels administratifs ou de police, qu'ils doivent leur réserver l'accueil courtois et compréhensif que tout usager est en droit d'attendre du service public ».

« Une circulaire du ministre de l'Intérieur assouplit les conditions de séjour », *Le Monde*, 14 juillet 1981.

Notion

- **intégration :** insertion des immigrés dans la communauté nationale, qui passe notamment par l'adoption de codes culturels partagés.

Vocabulaire

- **Beurs :** néologisme populaire apparu dans les années 1980 pour désigner les personnes nées sur le sol français de parents immigrés d'Afrique du Nord. « Beur » signifie « Arabe » en verlan.
- **émigré :** personne qui a quitté son pays pour s'installer dans un autre.
- **immigré :** personne née à l'étranger, mais résidant en France de façon permanente.

Parcours 1

▪ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 et 2 Comment définir et présenter les « première » et « deuxième » générations issues de l'immigration ?
2. Doc. 3 et 6 Quelle est la politique conduite par le nouveau gouvernement socialiste en matière d'immigration et quels sont les débats politiques qui apparaissent autour de l'immigration ?
3. Travail de groupe Doc. 2, 4 et 5 Quelles sont les différentes façons pour les personnes issues de l'immigration maghrébine de s'insérer dans la société française des années 1980 ?

   Aide Par groupe de deux ou trois, réfléchissez sur l'intégration de la seconde génération de l'immigration (doc. 2), entre réussites et difficultés. Puis montrez les difficultés que les immigrés rencontrent pour s'intégrer dans la vie citoyenne et sociale (doc. 4 et 5). Analysez pour cela avec précision les deux affiches proposées, leur structure et les éléments mis en avant.

Bilan Dans un paragraphe structuré et argumenté, et en vous appuyant sur les documents, répondez à la problématique : Comment les phénomènes migratoires évoluent-ils et quels débats politiques nouveaux entraînent-ils ?

Parcours 2

▪ Mettre en relation des faits ou évènements de natures, de périodes, de localisations différentes.

Docs 3, 4 et 6 Expliquez comment l'immigration devient un sujet politique dans les années 1980.

Aide Rappelez le contexte de crise économique que traverse alors la France, et décrivez le point de vue exprimé sur l'immigration par chacune des différentes familles politiques.

POINT DE PASSAGE

L'épidémie du sida en France

Vidéo

Les premiers cas de sida sont décrits au début des années 1980 aux États-Unis et en Europe. Mal comprise, la maladie est d'abord qualifiée à tort de « cancer gay », alors qu'elle frappe aussi bien les homosexuels que les hétérosexuels. Se propageant par voie sexuelle et par voie sanguine, et conduisant dans la plupart des cas à la mort, le sida se transforme bientôt en une épidémie qui frappe notamment la France.

Comment la société française et les pouvoirs publics réagissent-ils face à une épidémie d'un type nouveau ?

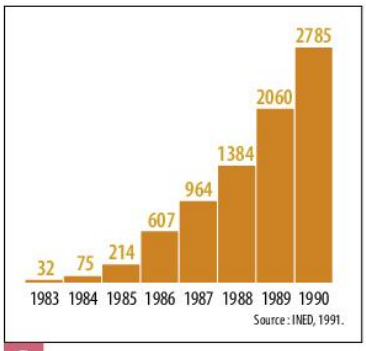
1 Une maladie nouvelle et mal identifiée

Écrivain et photographe, homosexuel revendiqué, Hervé Guibert apprend qu'il est atteint du sida en 1988.

Quand, en octobre 1983, à mon retour du Mexique, cet abcès s'ouvre au fond de ma gorge, je ne sais plus à quel médecin m'adresser, le docteur Nocourt prétend qu'il ne fait pas de visite à domicile, le docteur Lévy est mort, et il n'est plus question de faire appel ni au vieux docteur Aron depuis l'affaire de la dysmorphophobie[1] ni au docteur Lérisson pour qu'il m'étouffe sous une montagne de gélules. Je me suis résolu à faire venir un jeune remplaçant du docteur Nocourt, lequel m'a prescrit des antibiotiques qui, depuis trois ou quatre jours que je les prends, n'ont eu aucun effet, l'abcès continue de gagner du terrain, je ne peux déglutir sans avoir atrocement mal, je ne mange pratiquement plus rien, sauf les aliments mous que m'apporte chaque jour Gustave de passage à Paris. […] Un dimanche après-midi où la douleur me semblait intenable, me faisant pleurer de découragement devant Gustave impuissant, ne pouvant joindre aucun de mes médecins, je me résignai à appeler à son domicile le docteur Nacier qui était alors un camarade et que jusque-là il n'avait jamais été question de prendre au sérieux en tant que médecin. […] L'efficacité et la gentillesse du docteur Nacier, qui vint rapidement à bout de ma douleur, ayant pris soin contrairement à l'autre médecin de me prescrire des analgésiques, firent que je décidai de le prendre dorénavant pour médecin, et, comme son cabinet n'était pas loin de chez moi, je m'y retrouvai deux ou trois fois par semaine, à l'article de la mort, jusqu'à ce que l'état de pâleur et d'épuisement du docteur Nacier harcelé par mes incessantes visites me fasse reprendre du poil de la bête[2].

Hervé Guibert, *À l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*, Gallimard, 1990.

1 Dysmorphophobie : une peur de toute difformité.
2 L'auteur nous apprend plus loin que cette « pâleur » et cet « épuisement » du médecin sont dus au fait qu'il a, lui aussi, été contaminé par le virus du sida.



2 Nombre de décès attribués au SIDA en France

Source : INED

Chronologie

1981 : première description de la maladie aux États-Unis.
1983 : à l'Institut Pasteur de Paris, découverte du virus responsable du sida, le VIH.
1984 : création de l'association AIDES.
1985 : des transfusions sanguines sont responsables de la transmission du sida en France.
1989 : création de l'association Act Up-Paris, autour du slogan « SILENCE = MORT ».

3 E3C Analyse de document Première campagne d'information sur le sida

Une brochure, des affiches et des clips télévisés sont diffusés par le ministère de la Santé à partir de 1987 pour inciter en particulier les jeunes à se protéger du sida. Un service Minitel est également mis en ligne pour répondre aux questions.

Source : Archives INA, *Journal de 20 heures* d'Antenne 2, 27 avril 1987.

Lien internet Campagne Sida 1987, archive vidéo INA.

4 **Manifestation pour la lutte contre le sida**

Manifestation à Paris d'homosexuels pour la lutte contre le sida, 23 juin 1990.

5 E3C Analyse de document

La création de l'association AIDES

C'est la première mouture d'un projet d'association, qu'il s'agit d'amender mais je tiens aux grands axes. J'ai passé du temps activement à Londres auprès du Terrence Higgins Trust, lui-même inspiré par l'exemple de Gay Men's Health Crisis des États-Unis[1]. Je pars de leurs réalisations. Avant de les rencontrer je savais déjà que la question du SIDA ne pouvait pas être plus longtemps confinée comme question médicale.

Crise du comportement sexuel pour la communauté gaie, le SIDA [frappe] de plein fouet majoritairement une population dont la culture s'est récemment édifiée autour de valeurs gymniques, de santé, jeunesse perpétuée. Nous avons à affronter et institutionnaliser notre rapport à la maladie, l'invalidité et la mort.

La communauté sera bientôt la population la plus informée des problèmes immunitaires, la plus alertée sur la sémiologie du SIDA et les médecins confinent encore leurs scrupules déontologiques à taire ou non la chose au malade. C'est dépassé et les gais n'ont pas pris la mesure des conséquences morales, sociales et légales pour eux.

La libération des pratiques sexuelles n'est pas l'alpha et l'oméga de notre identité. Il y a urgence à penser nos formes d'affection jusqu'à la mort, ce que les hétéros ont institutionnalisé depuis longtemps. Je ne retournerai pas mourir chez maman. Nous risquons de nous laisser voler une part essentielle de nos engagements affectifs. […]

Face à une urgence médicale certaine et une crise morale qui est une crise d'identité, je propose un lieu de réflexion, de solidarité et de transformation, voulons-nous le créer ?

Michel Defert, Lettre proposant la création de AIDES, 29 septembre 1984.

1 L'association Gay Men's Health Crisis est créée aux États-Unis en 1982. Elle sert de modèle à de nombreuses autres associations, dont le Terrence Higgins Trust, première association créée en Europe pour lutter contre le sida.

6 **1987 : le sida devient une cause nationale**

Vidéo du journal télévisé d'Antenne 2 du 2 janvier 1987, archive INA.

Vidéo 1987 : le SIDA devient une cause nationale

Vocabulaire

- **sida :** le syndrome d'immunodéficience acquise provoque un affaiblissement général du système immunitaire, celui-ci n'étant plus capable de protéger l'organisme.
- **VIH :** virus de l'immunodéficience humaine, responsable du sida. Il se transmet par les relations sexuelles et par le sang.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 et 2 Montrez que la maladie reste mal connue au début des années 1980, tout en connaissant une croissance importante.
   Aide Décrivez notamment les erreurs de diagnostic commises par les médecins que rencontre l'auteur aux premiers temps de sa maladie.
2. Doc. 4 et 5 Quels sont les moyens de mobiliser l'opinion publique sur le sida ?
   Aide Montrez notamment que les malades et leurs proches souhaitent jouer un rôle actif dans la lutte contre l'épidémie.
3. Doc. 3 Quelles réponses les pouvoirs publics apportent-ils à l'épidémie ?
4. Doc. 6 Visionnez la vidéo. Pour quelles raisons le sida devient-il une cause nationale en 1987 ?

Bilan Dans un paragraphe structuré et argumenté, et en vous appuyant sur les documents, répondez à la problématique : comment la société française et les pouvoirs publics réagissent-ils face à une maladie nouvelle provoquant une épidémie de grande ampleur ?

Parcours 2 BAC

E3C Analyse de document En analysant les documents 3 et 5, vous montrerez que les réponses apportées à l'épidémie de sida impliquent des acteurs variés.
L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.
Aide Faites la liste des différents acteurs qui se mobilisent et montrez ensuite que la prévention de l'épidémie nécessite la coordination de ces différents acteurs.

LEÇON 1

1974-1988, les transformations sociales de la France

Comment la société française se transforme-t-elle dans les années 1970 et 1980 et quelles sont ses nouvelles aspirations ?

POINT DE PASSAGE L'interruption volontaire de grossesse, un droit nouveau pour les femmes p. 234

ÉTUDE La démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur p. 236

ÉTUDE Immigration et intégration p. 238

POINT DE PASSAGE L'épidémie du sida en France p. 240

Notions

- baby-boom : forte augmentation des naissances dès la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 1970.
- féminisme : mouvement défendant les droits des femmes dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et sociétale pour parvenir à l'égalité homme-femme.
- « nouveaux mouvements sociaux » : expression utilisée pour désigner les mouvements qui, à partir des années 1960, insistent dans leurs revendications davantage sur l'égalité des droits que sur plus d'égalité dans la répartition des richesses.

Vocabulaire

- collège unique : créé par la loi Haby en 1975, il vise à donner la même scolarité à tous les enfants, de la 6e à la 3e, sans aucun système de filières.
- féminisation des emplois : augmentation du pourcentage de femmes dans une activité professionnelle donnée.
- regroupement familial : procédure permettant à la famille d'un étranger installé en France de le rejoindre légalement.

A Une société française en mutation

Au début des années 1970, la France sort profondément transformée des Trente Glorieuses, période de prospérité qui s'achève avec le choc pétrolier de 1973. Non seulement la société française s'est enrichie et a vu son niveau de vie s'élever, mais elle a aussi rajeuni en raison du baby-boom de l'après-guerre, qui prend fin au milieu des années 1970 avec la baisse de la natalité. Son cadre de vie s'est également transformé, avec le développement de l'urbanisation et avec la place importante accordée à la voiture individuelle.

L'appel à la main-d'œuvre immigrée pour répondre aux besoins de l'industrie pendant les Trente Glorieuses a par ailleurs donné naissance à une société plus cosmopolite. En 1975, la France compte ainsi sur son sol 3,4 millions d'étrangers, parmi lesquels 759 000 Portugais et 711 000 Algériens. Si la montée du chômage pousse le gouvernement à suspendre l'immigration pour motif économique dès 1974, celle-ci se poursuit néanmoins à travers le regroupement familial et, dans les années 1980, le nombre d'étrangers en France dépasse les 4 millions de personnes.

Enfin, la transformation du marché de l'emploi a également un impact sur la société française. La tertiarisation de l'économie induit, en effet, une féminisation des emplois. Mais surtout, l'irruption du chômage de masse à partir du milieu des années 1970 déstabilise la société. Dans les années 1980, en particulier, les jeunes entrent plus difficilement sur le marché de l'emploi, ce qui marque une réelle rupture avec les Trente Glorieuses.

B Une société française animée par de nouvelles aspirations

Enrichie par presque trois décennies de croissance, la société exprime, à partir de la fin des années 1960, des revendications nouvelles. Des associations et des mouvements politiques demandent ainsi l'égalité entre les hommes et les femmes, un cadre de vie moins pollué, ou encore une reconnaissance des droits des minorités sexuelles ou de ceux des travailleurs immigrés.

Les jeunes adultes issus du baby-boom de l'après-guerre jouent un rôle essentiel dans ces transformations. Les baby-boomers portent en effet des aspirations nouvelles, souvent en rupture avec celles de la génération précédente, comme l'ont montré quelques années plus tôt les manifestations de mai 1968. Souvent réticents face aux notions d'ordre et d'autorité, ils réclament une société libérée des contraintes.

C'est dans ce contexte qu'apparaissent de « nouveaux mouvements sociaux » qui veulent transformer la société. Le féminisme des années 1970, incarné notamment par le Mouvement de libération des femmes et influencé par les travaux de la philosophe Simone de Beauvoir, réclame ainsi de nouveaux droits pour les femmes comme l'interruption volontaire de grossesse. Dans la décennie suivante, alors que la France continue de s'enfoncer dans la crise économique, d'autres revendications prennent de l'ampleur. Ainsi, d'octobre à décembre 1983, la « Marche pour l'égalité et contre le racisme », rapidement surnommée « Marche des Beurs », médiatise la question du mal-être de jeunes Français issus de l'immigration qui trouvent difficilement leur place dans un pays où le vote d'extrême-droite commence à s'implanter.

C Des réformes pour répondre aux nouvelles revendications de la société

Les mutations de la société ont des conséquences politiques. **Dès le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, un vent de réforme souffle sur la France.** D'abord, l'âge de la majorité est abaissé de 21 à 18 ans pour prendre en compte les revendications des jeunes. Dans le domaine de l'éducation, le « collège unique », mis en place par la loi Haby, accueille désormais tous les élèves de la sixième à la troisième, sans aucun système de filières, afin d'assurer la démocratisation de l'enseignement secondaire.

En matière de mœurs, la loi Veil du 17 janvier 1975 autorise l'interruption volontaire de grossesse, au terme d'un débat parlementaire agité. Par ailleurs, la pilule est désormais remboursée par la Sécurité sociale, et le divorce par consentement mutuel est reconnu.

POINT DE PASSAGE p. 234

Après 1981, le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy complète ces réformes de société par des réformes économiques et sociales : réduction du temps de travail, qui passe de 40 à 39 heures hebdomadaires, cinquième semaine de congés payés, nationalisations, création d'un impôt sur la fortune… Il abroge également dans le code pénal une discrimination, datant du régime de Vichy, qui visait jusqu'alors les homosexuels en matière d'âge de la majorité sexuelle. Enfin, il se montre favorable à l'immigration en assouplissant les conditions d'accès au titre de séjour et en régularisant la situation des immigrés clandestins.

Pour autant, la société française est traversée de doutes et d'incertitudes. Les jeunes, en particulier, sont désormais incertains de leur avenir à cause de la crise économique. En 1986, ils manifestent massivement contre le projet de loi Devaquet, qui souhaite donner aux universités plus d'autonomie et le droit de sélectionner leurs étudiants, et obligent le gouvernement de Jacques Chirac à retirer sa réforme.

Les jeunes subissent également de plein fouet l'épidémie de sida, qui vient mettre fin à l'insouciance qui régnait encore dans la décennie précédente. Malgré les efforts combinés des scientifiques, des pouvoirs publics et des associations, l'épidémie est loin d'être jugulée à la fin de la période.

POINT DE PASSAGE p. 240

Simone Veil
(1927-2017)

Rescapée de la Shoah, Simone Veil devient ministre de la Santé après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. À ce titre, elle présente devant le parlement le projet de loi sur la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Elle est alors la cible de mouvements de droite et d'extrême-droite opposés à l'avortement.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

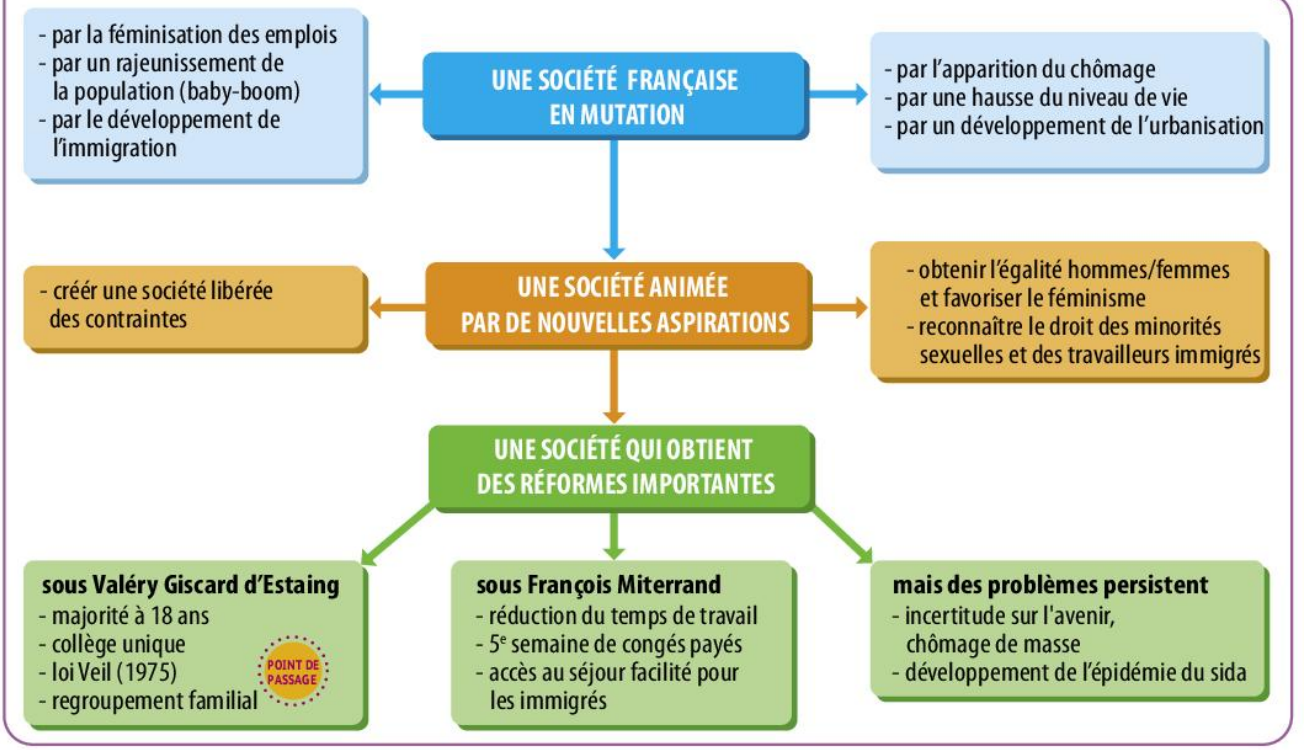
– Rendez-vous sur https://www.francetvinfo.fr/france/video-antoinette-fouque-une-vie-a-se-battre-pour-les-droits-des-femmes_536559.html

– Expliquez en quoi la vie et les combats d'Antoinette Fouque sont représentatifs de l'essor du féminisme.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN 1974-1988, les transformations sociales de la France

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



ÉTUDE

La place et les droits des femmes dans la société française

Vidéo

Longtemps placées dans une position de subordination à l'égard des hommes, les femmes acquièrent de nouveaux droits et s'émancipent progressivement après 1945. Ce mouvement s'accélère dans les années 1970 et 1980 avec l'acquisition de droits essentiels concernant la contraception, l'égalité salariale, ou l'exercice des responsabilités au sein du couple. Pour autant, les stéréotypes de genre demeurent vivaces, et la conquête de l'égalité reste inachevée.

Comment les femmes conquièrent-elles progressivement l'égalité avec les hommes pendant les années 1970 et 1980 ?

1 L'évolution des droits des femmes

13 juillet 1965 : droit pour une femme d'exercer une profession et d'ouvrir un compte en banque sans le consentement de son mari.

27 décembre 1967 : autorisation de la vente de produits contraceptifs en pharmacie.

4 juin 1970 : égalité juridique des époux.

22 décembre 1972 : l'employeur est tenu d'assurer l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes.

4 décembre 1974 : l'Assurance maladie prend en charge la couverture des médicaments, produits et objets contraceptifs.

17 janvier 1975 : légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (dite loi Veil).

12 juillet 1975 : le divorce peut être prononcé en cas de consentement mutuel, rupture de la vie commune ou « faute ».

13 juillet 1983 : création du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Hachette Éducation

2 Un bouleversement culturel des relations entre les hommes et les femmes

Depuis une quinzaine d'années, tous les spécialistes des sciences humaines observent, fascinés, l'évolution, en Occident, des valeurs, des désirs et des comportements de l'homme et de la femme. Alors que, dans d'autres parties du monde, on constate un retour volontaire aux anciennes valeurs[1], le monde industrialisé de l'Ouest constitue un bloc uni par des bouleversements similaires et accélérés. Les transformations paraissent si rapides, presque brutales et si contraires à nos traditions récentes, que l'on est tenté de parler de révolution. Un autre ordre du monde se met en place dont nous sommes à la fois les spectateurs intéressés et les acteurs inquiets.

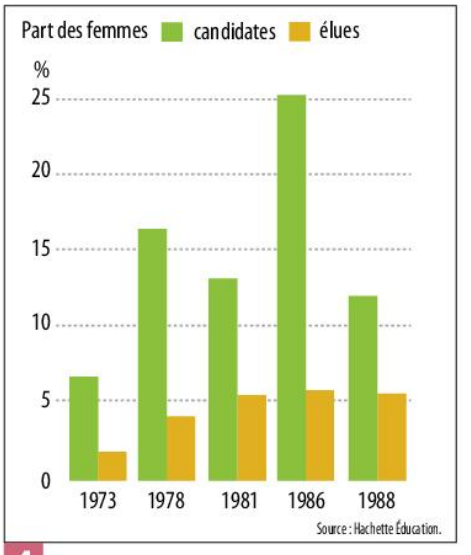
Les statistiques, les témoignages et l'expérience personnelle de chacun montrent, sans conteste, qu'hommes et femmes sont en train de modifier en profondeur l'image qu'ils se font d'eux-mêmes et de l'Autre. Leurs attributions respectives – longtemps définies par la « nature » de chacun des sexes – se distinguent de plus en plus difficilement. Leurs relations n'ont plus les mêmes fondements et suivent d'autres voies que celles tracées par leurs pères. Les critères se dissolvent en se multipliant, et nos repères commencent à faire défaut. De quoi légitimement rester perplexe et ressentir quelque angoisse !

Élisabeth Badinter, *L'un est l'autre. Des relations entre hommes et femmes*, « Préface », Odile Jacob, 1986.

1 L'auteur fait ici référence à l'Iran notamment.

3 L'image des relations homme-femme dans la publicité

Publicité pour le cabriolet Simca de 1968.



4 La représentation des femmes à l'Assemblée nationale

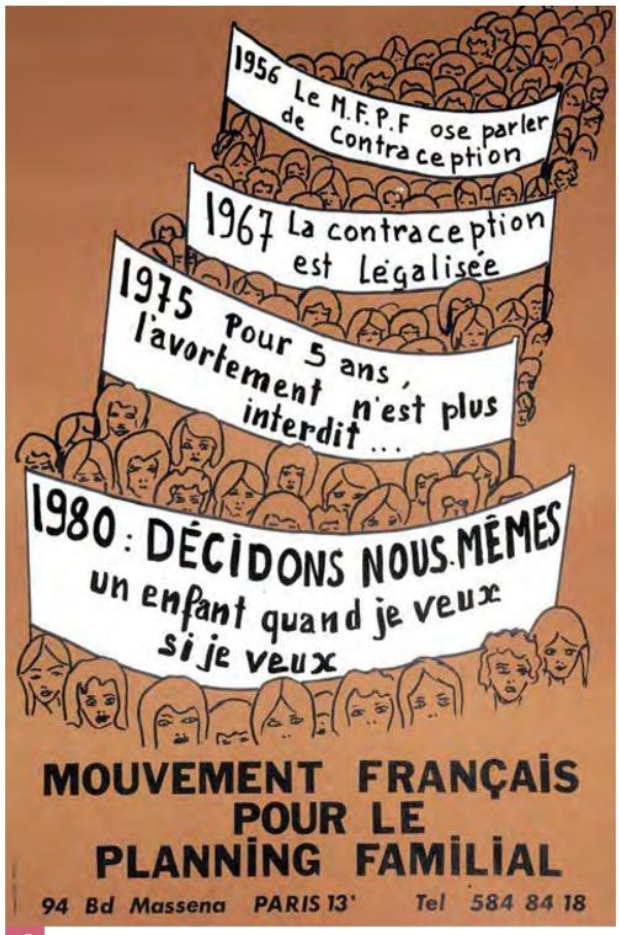
5 Un bouleversement culturel des relations entre les hommes et les femmes

En 1982, le gouvernement socialiste reconnaît officiellement le 8 mars comme la journée internationale des droits des femmes.

L'exigence de dignité : elle prête parfois à sourire, elle est l'objet de bien des sarcasmes. C'est pourtant celle que les femmes ressentent le plus profondément. Par exemple, jusqu'à ne plus tolérer que l'on propage d'elles, depuis le livre scolaire, parfois jusqu'aux murs de nos villes, une image tronquée. Comme si elles n'étaient que des auxiliaires domestiques ou un simple objet de désir, sorte de marchandise. Elles entendent être reconnues dans la plénitude de leur personnalité. Elles veulent pouvoir assurer simultanément, et sans ressentir de culpabilité, leurs responsabilités familiales, leur vie sexuelle, leurs tâches professionnelles, leurs activités sociales, leur vie civique. Les femmes ne supportent pas non plus, je le sais, d'être les victimes privilégiées de la violence, et souvent d'une violence qui ne veut pas dire son nom. Elles récusent une société dans laquelle le viol, par exemple, pour avoir été autrefois érigé en droit du conquérant, resterait marqué de je ne sais quelle excuse.

Ceux qui se sont battus pour les libertés, les démocrates, les républicains, les socialistes, savent que la liberté de chacun s'arrête là où commence celle d'autrui : c'est ce qu'on appelle « la tolérance ». Au nom de cette tolérance, nous nous sommes dotés, dans notre pays, d'une loi antiraciste. Pourquoi n'y aurait-il pas, et cela sera proposé, une loi antisexiste ? Il ne faut pas faire ou exagérer la comparaison. Mais enfin, si elle sert simplement à permettre à des associations régulièrement déclarées et qui ont cet objectif dans leurs statuts […], de se constituer partie civile en cas de provocation à la discrimination, d'injures, de diffamation, de refus du droit d'une personne ou d'un groupe en raison de leur sexe. Cette proposition de loi ou ce projet de loi verra le jour.

François Mitterrand, Discours du 8 mars 1982 (extrait).



6 Les revendications du Mouvement français pour le planning familial

Fondé en 1960, le Mouvement français pour le planning familial est une association féministe ayant pour objectif le développement de l'éducation sexuelle et la lutte pour le droit à la contraception.

Affiche du Mouvement français pour le planning familial, 1980.

Notion

- **stéréotypes de genre :** idées préconçues et souvent déterminées par la tradition sur ce que devrait être la répartition des rôles et des tâches entre les hommes et les femmes.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Dans quels domaines les droits des femmes évoluent-ils à partir des années 1960 ?
2. Doc. 2, 4 et 5 Montrez que les femmes s'émancipent des rôles qui leur sont habituellement attribués dans la société.
   Aide Identifiez les différentes avancées en matière de droits des femmes.
3. Doc. 5 et 6 Quels sont les moyens utilisés par les femmes pour conquérir de nouveaux droits ?
4. Doc. 3, 4 et 5 Pourquoi peut-on dire que l'émancipation des femmes reste incomplète ?
   Aide Identifiez les inégalités et les stéréotypes qui persistent entre les femmes et les hommes.

Bilan Dans un paragraphe structuré et argumenté, et en vous appuyant sur les documents, répondez à la problématique : jusqu'à quel point les femmes françaises conquièrent-elles leur liberté ?

Parcours 2 Travail de groupe

■ Mettre un événement en perspective

Montrez en quoi la conquête de l'égalité entre les femmes et les hommes est un processus de longue haleine, qui n'est pas achevé à la fin de la période.

Aide Par groupe de deux ou trois, listez les domaines dans lesquels les femmes ont acquis de nouveaux droits. Ensuite, montrez le chemin qu'il reste à parcourir pour lutter contre les stéréotypes sexistes.

ÉTUDE

Les jeunes dans la société française

Vidéo

Pendant les Trente Glorieuses, la jeunesse française est assurée de s'insérer facilement sur le marché de l'emploi. Mais la crise économique, qui surgit à partir de 1973, met fin à cette période de relative insouciance. La jeunesse est désormais confrontée au chômage de masse et s'inquiète quant à son avenir.

Quelles sont les aspirations de la jeunesse dans la société française entre 1974 et 1988 ?

1 Daniel Balavoine, chanteur populaire et porte-voix de la jeunesse

Invité sur le plateau du journal d'Antenne 2, le 19 mars 1980, François Mitterrand est interrompu par le chanteur Daniel Balavoine qui, agacé de ne pas avoir eu la parole jusqu'ici, évoque le désespoir de la jeunesse.

Vous avez parlé pendant dix minutes au moins de l'affaire Georges Marchais dont tout le monde se fout strictement ! Je vous signale que la jeunesse française se fout strictement de ce que Monsieur Marchais faisait pendant la guerre, ça lui est complètement égal[1]. […] Il n'y a jamais eu un jeune ministre de la Jeunesse en France, il n'y en a jamais eu, c'est tous des vieux ! Regardez Monsieur Soisson, enfin, vous n'allez pas me dire que c'est un homme représentatif de la jeunesse ! Regardez comment je suis habillé, ils sont plus souvent habillés comme moi, les jeunes, que comme Monsieur Soisson, il ne faut quand même pas rêver[2] ! Tout ça, ce sont des bêtises, j'ai encore pris plein de notes au fur et à mesure que vous parlez. Ce que je voudrais savoir, ce qui m'aurait intéressé, c'est de savoir à qui les travailleurs immigrés paient les loyers qu'ils paient ? On a vu tout à l'heure des gens qui disaient, on paie 700 francs par mois. Moi je voudrais savoir qui encaisse de l'argent pour louer des poubelles pareilles ? […] Ça, c'est ça que je voudrais qu'on m'explique parce que moi, je ne le sais pas. Ce n'est pas l'information qui me le dit ! […] La seule chose que je peux vous dire Monsieur Mitterrand, [c'est que] vous ne pouvez pas imaginer ce que c'est pour un jeune d'avoir la possibilité de parler une minute. C'est pour ça que j'avais peur de ne pas pouvoir parler, parce que ça n'arrive jamais, il faut bien se mettre ça dans la tête !

Antenne 2 Midi, 19 mars 1980. INA.

1. Georges Marchais est secrétaire général du Parti communiste français de 1972 à 1994.
2. Jean-Pierre Soisson est ministre de la Jeunesse et des Sports de 1976 à 1981.

Vidéo

2 Les jeunes face à la crise économique

Depuis l'entrée dans la crise des années 1970, leur singularité réside dans le contraste entre la scolarisation prolongée et donc l'élévation de la formation, et la part croissante des emplois non qualifiés occupés par des jeunes. Au terme, donc, de cette histoire jalonnée par diverses formes d'exploitation, les jeunes sont désormais voués à l'insécurité économique. Ils doivent faire face à l'instabilité et à la flexibilité, lesquelles se déclinent en stages, intérims, temps partiels, emplois saisonniers et autres « contrats aidés ». Ceux-ci d'ailleurs recouvrent une autre forme de régulation par l'âge : depuis les « TUC » (« travaux d'utilité collective ») et SIVP (« stages d'initiation à la vie professionnelle ») mis en place en 1984, il s'est agi d'instituer et par là même d'institutionnaliser une précarité propre aux jeunes ce que [le sociologue] Gérard Mauger appelle ici le « chantage à la docilité ». […] Si cette situation économique est toujours socialement différenciée, elle contribue néanmoins à faire émerger une proximité de condition au sein de la jeunesse.

Ludivine Bantigny et Ivan Jablonka, « Le mot "jeune", un mot de vieux ? La jeunesse du mythe à l'histoire », Ludivine Bantigny (dir.), *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*, Presses Universitaires de France, 2009.

Chronologie

1974 : l'âge de la majorité passe de 21 ans à 18 ans.
1976 : formation du groupe de rock français Téléphone, qui se sépare en 1986.
1981 : création de la Nouvelle Radio Jeune (NRJ).
1982 : la SNCF crée la carte « Jeune ».
1986 : la mobilisation étudiante contre la loi Devaquet entraîne le retrait du projet.

3 Affiche du film *La Boum*, 1980

Ce film de Claude Pinoteau, sort en 1980, il retrace la vie d'adolescents parisiens au début des années 1980. Le film est un triomphe avec un total de 4,3 millions d'entrées en France.

4 Le groupe Téléphone, une nouvelle culture jeune et rock

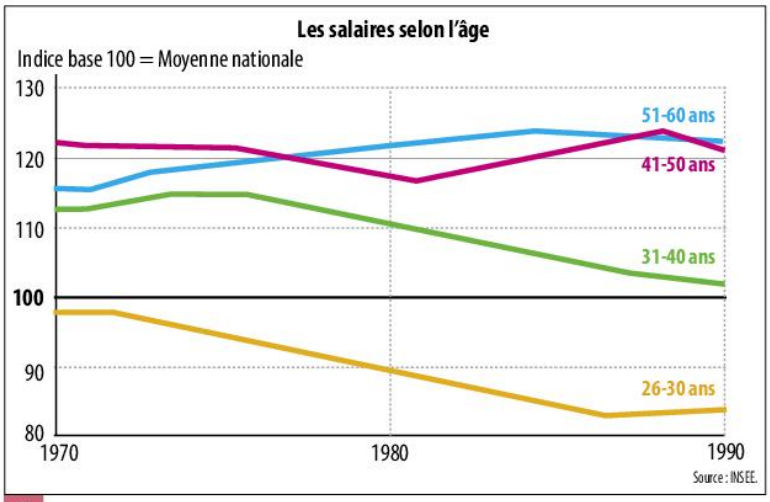
En mars 1977 […], Téléphone a déjà un public. Des inconditionnels qui font des dizaines de kilomètres la nuit en banlieue pour les revoir une quinzième fois. Des gens qui, plus tard, seront des centaines à complètement changer de vie au contact, au visu de Téléphone. Déjà les intimes du groupe craquent et forment le leur, contaminés par la maladie, poussés par l'« exemple » qui les démange à ne plus pouvoir rester en place. Diesel[1], par exemple, parmi beaucoup d'autres. Mais plus loin que les intimes, il y a ces gens obscurs, vous peut-être, qui, sidérés par la « chose », en sont restés accrochés au plafond. Et accro à Téléphone. Et sans vraiment aucun machiavélisme, c'est sur ces gens-là que Téléphone va s'appuyer pour continuer à grimper. Car Téléphone est un groupe qui aide les mômes à entrer gratis à leurs concerts, trop heureux de pouvoir faire ce qu'ils rêvaient qu'on fasse pour eux il n'y a pas si longtemps. C'est aussi un groupe qui, après deux heures de scène où il faut extraire la toute dernière parcelle d'énergie qui reste au fond de vous, ne passe que quelques minutes à s'éponger pour tout de suite aller retrouver ces fans parmi lesquels ils plongent à corps perdu pour récupérer toute la sueur qu'ils ont larguée à les déchaîner. Et pendant des années, Téléphone sera un groupe où les barrières […] entre l'aura de la scène et la banalité confondante de l'état du spectateur, qui devraient tout empêcher, n'existeront pas.

Christophe Nick, *Téléphone*, Albin Michel, 1984.

1 Diesel est un groupe de rock français, fondé à Levallois-Perret par des proches de Téléphone, actif entre 1977 et 1981.

5 Manifestation silencieuse à l'occasion de la mort de Malik Oussekine, 6 décembre 1986

La mort du jeune étudiant entraîne le retrait du projet de loi Devaquet.



6 Les salaires des jeunes

Lien internet Clip publicitaire pour La carte « Jeune » de la SNCF en 1983.

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 et 2 Quelles sont les difficultés qu'éprouve la jeunesse à partir du milieu des années 1970 ?
   Aide Insistez sur le contexte de crise économique et ses conséquences sur la jeunesse.
2. Doc. 2 Quelles sont les revendications de la jeunesse ?
3. Doc. 4 Quelles sont les valeurs incarnées par le groupe de rock Téléphone ?
   Aide Montrez que le lien avec la jeunesse est important pour les membres du groupe.
4. Doc. 3, 5 et 6 Montrez l'écart entre la réalité et la façon dont les médias et les publicitaires représentent la jeunesse dans les années 1980.

Bilan Dans un paragraphe structuré et argumenté, et en vous appuyant sur les documents, répondez à la problématique suivante : Quelles sont les aspirations de la jeunesse dans la société française entre 1974 et 1988 ?

Parcours 2

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

À l'aide des documents, expliquez en quoi la jeunesse représente un enjeu politique entre 1974 et 1988.

Aide Montrez que les jeunes expriment des revendications auxquelles les responsables politiques ont du mal à répondre en raison de la crise économique.

ÉTUDE
MÉTHODE BAC – E3C

1981, l'élection de François Mitterrand

Le 10 mai 1981, date du second tour de l'élection présidentielle, marque un tournant dans l'histoire de la Ve République. C'est la première fois, depuis 1958, qu'un candidat socialiste accède à l'Élysée. L'événement, qui marque le début de l'alternance, enthousiasme le « peuple de gauche » mais inquiète les milieux plus conservateurs ainsi que le secteur économique.

CONSIGNE Analyse de documents

En analysant les deux documents, vous montrerez que l'élection de François Mitterrand constitue une rupture diversement interprétée par les acteurs politiques.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

Notions

- alternance : basculement politique intervenu en 1981, alors que les Français élisent pour la première fois depuis 1958 un président de la République de gauche.
- socialisme : idéologie politique qui prône la socialisation des moyens de production, par la révolution ou la réforme, en préservant le cadre démocratique.

Vocabulaire

- Programme commun : programme politique partagé par les socialistes, les radicaux et les communistes entre 1972 et 1977. Il prévoit d'importantes réformes notamment dans le domaine économique et social.

1 Le programme du socialiste François Mitterrand en 1981

14. Un programme de relance économique fixera, dès la prochaine session de la législature, les premières orientations : emploi, prix, développement technologique, cadre de vie.

18. 150 000 emplois seront créés dans les services publics et sociaux en vue d'améliorer les conditions de travail et les capacités d'accueil au public […].

21. Le secteur public sera élargi par la nationalisation des neuf groupes industriels prévus dans le Programme commun et le programme socialiste […].

23. La durée du travail sera progressivement réduite à 35 heures après négociation entre les partenaires sociaux. […] La cinquième semaine de congés payés sera généralisée.

53. Abrogation de la peine de mort.

65. L'égalité de rémunération entre hommes et femmes sera garantie – et appliquée – au terme d'une négociation des conventions collectives dans chaque branche professionnelle.

68. L'égalité devant l'emploi, pour les femmes, exige un vaste programme d'équipements collectifs : 300 000 places de crèche seront créées prioritairement.

80. L'égalité des droits des travailleurs immigrés avec les nationaux sera assurée (travail, protection sociale, aide sociale, chômage, formation continue). Droit de vote aux élections municipales après cinq ans de présence sur le territoire français. Le droit d'association leur sera reconnu.

94. La télévision et la radio seront décentralisées et pluralistes. Les radios locales pourront librement s'implanter dans le cadre du service public.

Extraits des *110 propositions du Parti socialiste pour la France,* 1981.

2 Deux réactions à la suite de l'élection de François Mitterrand

Georges Marchais (Parti communiste) :

Le Parti communiste […] est prêt à prendre toute sa place dans l'effort pour réaliser les changements voulus et attendus par le pays. Nous sommes prêts à assumer, au gouvernement comme à tous les niveaux de la vie nationale, toutes nos responsabilités pour que soit mise en œuvre la politique nouvelle de plein emploi, de justice et de progrès social, de développement national, d'essor des libertés, d'initiatives en faveur de la paix, de désarmement, d'indépendance […].

Jacques Chirac (Rassemblement pour la République) : poursuivre le combat

Les Françaises et les Français ont élu M. François Mitterrand président de la République au terme d'un débat qui s'est déroulé dans des conditions conformes à notre tradition démocratique. Cette situation nouvelle risque d'ouvrir une période d'incertitude. Personne ne peut sous-estimer l'importance et la gravité de ce qui est en jeu pour l'avenir de notre pays. En de telles circonstances, j'appelle tous les responsables politiques et les citoyens de notre pays qui sont attachés au principe de la Ve République et aux valeurs de liberté et de progrès qu'elle incarne à se rassembler sans esprit partisan et à marquer avec cohésion et détermination leur volonté de défendre ces principes. Il faut maintenant se tourner avec résolution vers l'avenir. Quant à moi, je suis décidé à poursuivre ce combat avec toutes celles et tous ceux, sans exclusive, qui sentent bien ce soir du 10 mai 1981 ce qui est en cause pour la France. J'indiquerai dans les prochains jours les formes que prendra cette action.

« Les réactions politiques à l'élection de Mitterrand », *Le Figaro,* 11 mai 1981 (extraits).

MÉTHODE : Analyse de documents (doc. 1 et 2)

■ **CAPACITÉ :** Conduire une démarche historique et la justifier

→ Méthode générale de l'Analyse de documents, p. 20

Conseil

Ce qui est valorisé : l'analyse précise du document, un esprit critique, une capacité à bien répondre à la problématique.
Ce qui est à proscrire : la simple paraphrase du texte, le manque d'exemples et l'absence de réflexion personnelle.

1 Lire, identifier les documents et comprendre la consigne

- Il s'agit de deux documents de natures très différentes : un programme politique, destiné à mobiliser les électeurs en annonçant la politique qui sera menée en cas de victoire, et un article de presse issu du *Figaro*, journal situé à droite et connu pour son opposition à François Mitterrand.
- Le document 1 évoque différents aspects du programme socialiste. Les annonces économiques et sociales laissent présager une hausse des dépenses publiques pour financer la relance de l'économie, tandis que les annonces relatives aux questions de société mettent en avant les notions d'égalité et de démocratie.
- Les réactions politiques citées par le document 2 émanent de différents courants politiques : Georges Marchais est un communiste qui a soutenu François Mitterrand au second tour et qui attend en retour la nomination de ministres communistes au gouvernement ; Jacques Chirac vient de la droite gaulliste et représente l'opposition à François Mitterrand.

Le cœur de votre travail est l'analyse de ces documents, mais vous devez mobiliser vos connaissances pour éclairer le contenu et le sens de ceux-ci.

Le sujet central est l'élection de François Mitterrand le 10 mai 1981.

En analysant les documents, vous montrerez que l'élection de François Mitterrand constitue une rupture diversement interprétée par les acteurs politiques.

La problématique est donnée par le sujet.

Il faut s'interroger sur la façon dont les acteurs perçoivent un même événement de façon différente en fonction de leur positionnement politique.

2 Organiser sa réflexion

- L'étude de documents doit comprendre une introduction, un développement organisé et une conclusion.
- En terminale, la consigne accompagnant le sujet « suggère une problématique », mais ne donne pas d'indication sur le plan qu'il vous faut trouver. Il peut comporter deux ou trois parties.
- Pour étudier les documents, il faut s'appuyer sur ceux-ci sans se contenter de les citer. Ainsi, il faut expliquer et critiquer ce qui est affirmé dans un discours politique.
- Vous devez utiliser vos connaissances personnelles pour comprendre tous les aspects d'un texte, tableau, etc. Le document ne donne qu'une vision partielle de la réalité historique.

3 Rédiger une réponse structurée et organisée

■ Introduction

Présentez les documents, leurs auteurs respectifs et leur contexte précis, à savoir l'élection présidentielle de 1981.

■ Développement

Construisez de préférence un plan en trois parties, en citant les documents et en utilisant vos connaissances.
1. Le programme de François Mitterrand : une rupture politique et économique sur de nombreux sujets.
2. La réaction des communistes : un combat politique couronné de succès et la volonté de participer au futur gouvernement.
3. La réaction des gaullistes de droite : méfiance vis-à-vis d'une politique perçue comme coûteuse et volonté de préparer les prochaines élections.

Aides – Expliquez en quoi le programme de François Mitterrand constitue un tournant sur de nombreux points.
– Montrez que ce programme est clairement ancré à gauche et qu'il ne peut que susciter des réticences à droite.

■ Conclusion

Répondez à la problématique. Montrez que les réactions politiques citées par le document 2 découlent logiquement des propositions politiques contenues dans le document 1.

POINT DE PASSAGE

L'abolition de la peine de mort

Vidéo

En dépit d'une opinion publique majoritairement favorable à la peine de mort, François Mitterrand décide, dès son élection, de faire voter son abolition par l'Assemblée nationale. Le nouveau ministre de la Justice, Robert Badinter, met un point d'honneur à faire aboutir un combat qui est le sien depuis des années. La France est alors l'un des derniers pays d'Europe occidentale à abolir la peine capitale.

En quoi l'abolition de la peine de mort est-elle représentative d'une justice plus soucieuse des droits de l'homme ?

Libération

Pas d'aide militaire pour le Tchad

L'abolition devant le parlement

PEINE DE MORT POUR LA GUILLOTINE

1 **Une du quotidien *Libération* du 17 septembre 1981**

Robert Badinter
(né en 1928)

Avocat, il mène un combat contre la peine de mort dès le début des années 1970. Après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, il est nommé garde des Sceaux et obtient l'abolition de la peine capitale en 1981. Il est l'époux de la philosophe Élisabeth Badinter.

Notion

- **opinion publique :** ensemble des opinions, des convictions et des valeurs qui apparaissent comme majoritaires dans la société.

Vocabulaire

- **garde des Sceaux :** synonyme de ministre de la Justice.

2 E3C Analyse de document **Le candidat François Mitterrand se prononce contre la peine de mort**

Pas plus sur cette question que sur les autres, je ne cacherai ma pensée. Je n'ai pas du tout l'intention de mener ce combat à la face du pays [l'élection présidentielle] en faisant semblant d'être ce que je ne suis pas. Dans ma conscience profonde, qui rejoint celle des églises, l'Église catholique, les églises réformées, la religion juive, la totalité des grandes associations humanitaires, internationales et nationales, dans ma conscience, au for de ma conscience, je suis contre la peine de mort. Et je n'ai pas besoin de lire les sondages, qui disent le contraire. L'opinion majoritaire est pour la peine de mort. Eh bien, moi, je suis candidat à la présidence de la République, et je demande une majorité de suffrages aux Français, mais je ne la demande pas dans le secret de ma pensée, je dis ce que je pense, ce à quoi j'adhère, ce à quoi je crois, ce à quoi se rattachent mes adhésions spirituelles, ma croyance, mon souci de la civilisation : je ne suis pas favorable à la peine de mort.

Extrait de « Cartes sur table », Antenne 2, 16 mars 1981.

3 E3C Analyse de document **Le ministre de la Justice Robert Badinter défend l'abolition à l'Assemblée**

Il s'agit bien, en définitive, dans l'abolition, d'un choix fondamental, d'une certaine conception de l'homme et de la justice. Ceux qui veulent une justice qui tue, ceux-là sont animés par une double conviction : qu'il existe des hommes totalement coupables, c'est-à-dire des hommes totalement responsables de leurs actes, et qu'il peut y avoir une justice sûre de son infaillibilité au point de dire que celui-là peut vivre et que celui-là doit mourir.

À cet âge de ma vie, l'une et l'autre affirmations me paraissent également erronées. Aussi terribles, aussi odieux que soient leurs actes, il n'est point d'hommes en cette terre dont la culpabilité soit totale et dont il faille pour toujours désespérer totalement. Aussi prudente que soit la justice, aussi mesurés et angoissés que soient les femmes et les hommes qui jugent, la justice demeure humaine, donc faillible.

Et je ne parle pas seulement de l'erreur judiciaire absolue, quand, après une exécution, il se révèle, comme cela peut encore arriver, que le condamné à mort était innocent et qu'une société entière – c'est-à-dire nous tous – au nom de laquelle le verdict a été rendu, devient ainsi collectivement coupable puisque sa justice rend possible l'injustice suprême. Je parle aussi de l'incertitude et de la contradiction des décisions rendues qui font que les mêmes accusés, condamnés à mort une première fois, dont la condamnation est cassée pour vice de forme, sont de nouveau jugés et, bien qu'il s'agisse des mêmes faits, échappent, cette fois-ci, à la mort, comme si, en justice, la vie d'un homme se jouait au hasard d'une erreur de plume d'un greffier. Ou bien tels condamnés, pour des crimes moindres, seront exécutés, alors que d'autres, plus coupables, sauveront leur tête à la faveur de la passion de l'audience, du climat ou de l'emportement de tel ou tel.

Discours de Robert Badinter, ministre de la Justice, à l'Assemblée nationale, 17 septembre 1981 (extrait).

4 La réponse d'un député opposé à l'abolition

Monsieur le garde des Sceaux, l'issue de ce débat ne fait pas de doute : la peine de mort sera abolie. Votre plaidoirie ou, plutôt, votre premier réquisitoire contre la peine capitale, sera donc couronné de succès. Pourtant, malgré ce magnifique plaidoyer, ou ce magnifique réquisitoire, je n'ai pas été convaincu, et je ne voterai pas l'abolition.

Je voterai contre votre projet sans passion, sans fanatisme, mais aussi sans complexe, malgré le martèlement à sens unique des médias, et je vais essayer de vous expliquer pourquoi.

C'est sous l'angle de la protection de la société, et sous cet angle seulement, que j'entends aborder cette question.

En effet, l'exposé des motifs des projets de loi énumère un certain nombre de pétitions de principe qui entraînent évidemment l'adhésion au projet. En bref, vous refusez à la société le droit d'éliminer un criminel.

Cette application du principe « tu ne tueras point » a pourtant une limite. Vous ne mettez pas en cause le droit de la communauté nationale à se défendre contre une agression extérieure et éventuellement à tuer des agresseurs qui entreraient dans notre pays.

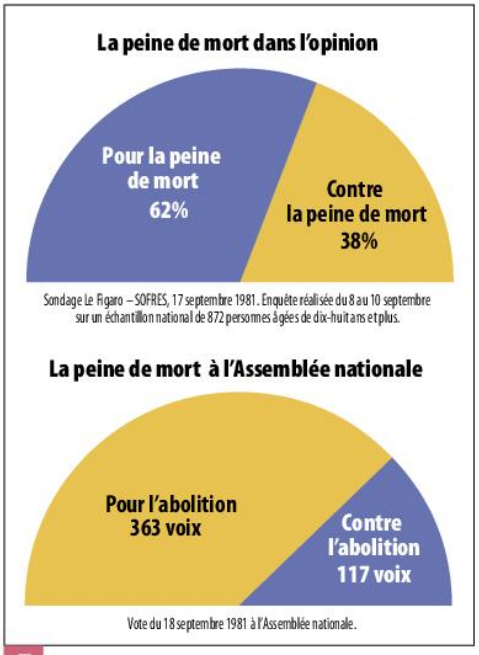
[…] Pour moi, la peine de mort a pour objet de protéger la société contre des éléments particulièrement dangereux, et dans des cas exceptionnels. Cette peine traduit le droit à l'autodéfense de la société. C'est pourquoi, me semble-t-il, elle est combattue non seulement par ceux qui se battent pour de grands idéaux, mais aussi par un certain nombre de gens qui semblent avoir peur de leur ombre, qui ne croient plus à la société à laquelle ils appartiennent et qui n'osent affronter ni la mort, ni la souffrance.

Intervention de Claude-Gérard Marcus, député RPR, à l'Assemblée nationale, 18 septembre 1981 (extrait).

6 « J'ai l'honneur de demander l'abolition de la peine de mort en France »

Vidéo INA journal du soir de TF1 du 17 septembre 1987.

Vidéo « J'ai l'honneur de demander l'abolition de la peine de mort en France »



5 La peine de mort dans l'opinion et à l'Assemblée nationale

Parcours 1

■ Mettre un événement ou une figure en perspective

1. Doc. 1, 2 et 3 Comment la majorité socialiste qui vient d'accéder au pouvoir met-elle en œuvre son projet d'abolition de la peine de mort ?
2. Doc. 4 Quels sont les arguments utilisés par cet opposant à la peine de mort ?
3. Doc. 1, 2 et 5 Montrez que l'abolition de la peine de mort est une idée encore minoritaire à la fin des années 1970 et au début des années 1980.
   Aide Pensez à présenter à la fois le point de vue du candidat François Mitterrand et celui des Français.
4. Doc. 6 Visionnez la vidéo. Quels sont les arguments développés par Robert Badinter pour réclamer l'abolition de la peine de mort ?

Bilan Travail en binôme Dans un paragraphe structuré et argumenté, et en vous appuyant sur les documents, indiquez en quoi l'abolition de la peine de mort est représentative d'une justice plus soucieuse des droits de l'homme.

Aide Chacun de votre côté, analysez les arguments moraux, religieux et humains mis en avant par F. Mitterrand et R. Badinter. Ensuite, faites en la synthèse collectivement en confrontant vos idées.

Parcours 2 BAC

■ Identifier le rôle des différents acteurs dans le processus de fabrication de la loi

E3C Analyse de document À l'aide des documents 2 et 3, montrez quels acteurs se positionnent pour l'abolition de la peine de mort et présentez les différents arguments qu'ils mettent en avant pour y parvenir.

Aide Pensez à lister les arguments puis à les regrouper en deux ou trois grandes thématiques pour organiser votre propos.

LEÇON 2

1974-1988, l'évolution politique de la France

Quelles sont les grandes transformations de la vie politique française entre 1974 et 1988 ?

ÉTUDE La place et les droits des femmes dans la société française p. 244

ÉTUDE Les jeunes dans la société française p. 246

ÉTUDE MÉTHODE BAC – E3C 1981, l'élection de François Mitterrand p. 248

POINT DE PASSAGE L'abolition de la peine de mort p. 250

Notions

- **cohabitation :** coexistence d'un président de la République et d'un Premier ministre de tendances politiques opposées.
- **relance budgétaire :** politique économique visant à augmenter les dépenses de l'État pour « relancer » la consommation et donc l'activité économique.
- **rigueur :** politique économique visant à réduire les dépenses de l'État pour limiter les déficits publics et maîtriser l'inflation.

Vocabulaire

- **décentralisation :** transfert de certains pouvoirs et de certaines compétences, jusqu'alors exercés par l'État, aux collectivités locales comme les régions.
- **privatisation :** vente partielle ou totale d'une entreprise publique à des investisseurs privés.
- **Union de la Gauche :** alliance électorale conclue entre le Parti socialiste (PS), le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et le Parti communiste français (PCF), sur la base du Programme commun, de 1972 à 1977.

A Valéry Giscard d'Estaing : un vent de nouveauté après 1974

L'élection présidentielle de 1974 témoigne des transformations en cours dans la Ve République. À gauche, le Parti socialiste, qui connaît un nouveau souffle depuis qu'il a été « refondé » lors de son congrès d'Épinay en 1971, désigne avec le Parti communiste français un candidat unique, François Mitterrand, qui représente l'Union de la gauche, fondée sur un Programme commun adopté en 1972. La droite, au contraire, est divisée entre deux candidats : Jacques Chaban-Delmas, qui incarne la continuité par rapport au gaullisme, et Valéry Giscard d'Estaing, qui dessine une tendance plus libérale et qui bénéficie d'une image plus moderne.

En mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing devient, à 48 ans, le plus jeune président de la République depuis 1848. Bien qu'il appartienne lui aussi à la droite, ce dernier s'inscrit en rupture par rapport à ses prédécesseurs, Charles de Gaulle et Georges Pompidou. Il explique, quelques mois après son élection, que « la France doit devenir un immense chantier de réformes », afin de donner naissance à une « société libérale avancée ». Ces différentes réformes ont pour effet de moderniser la France, secouée quelques années plus tôt par les revendications de mai 1968.

Pourtant, le septennat de Valéry Giscard d'Estaing est mouvementé politiquement, aussi bien en raison de la crise économique qui s'accentue, que du mécontentement provoqué par certaines réformes dans la partie la plus conservatrice de la majorité. Par ailleurs, de nouveaux acteurs font également leur apparition, comme le mouvement écologiste, qui présente pour la première fois un candidat à une élection présidentielle en 1974.

B De nouvelles propositions de la gauche face à la crise

Face aux mécontentements, la majorité présidentielle vacille. Dès 1976, le premier ministre Jacques Chirac démissionne de façon retentissante et devient le principal rival du président au sein de la droite. Désormais, la droite est durablement divisée en deux partis, le Rassemblement pour la République (RPR), fondé en 1976 par Jacques Chirac, qui se réclame de l'héritage gaulliste, et l'Union pour la démocratie française (UDF), fondée en 1978 pour soutenir Valéry Giscard d'Estaing.

Dans le même temps, la gauche réclame des réformes sociales plus ambitieuses, comme la réduction du temps de travail ou une cinquième semaine de congés payés. À partir de 1977, le Programme commun est rompu, mais le Parti socialiste apparaît plus combatif que jamais, derrière son Premier secrétaire, François Mitterrand.

La droite remporte de peu les élections législatives de 1978, mais l'élection présidentielle s'annonce d'emblée comme un combat difficile. La division persistante de la droite contribue à renforcer le camp adverse. **Le 10 mai 1981, François Mitterrand l'emporte au second tour face au président sortant, avec 51,76 % des voix, devenant ainsi le premier président socialiste de la Ve République.** La France n'a alors jamais été dirigée par un président et un gouvernement de gauche depuis la fondation de la Ve République. C'est le début de l'alternance.

C Le premier septennat de François Mitterrand : « changer la vie » dans une France en crise

Après avoir fait campagne sur le slogan « changer la vie », François Mitterrand charge son gouvernement, dirigé par Pierre Mauroy, de réaliser de nouvelles réformes. Celles-ci sont d'abord économiques et sociales (nationalisations, création

d'un impôt sur la fortune, augmentation du SMIC, lois Auroux pour un droit du travail plus favorables aux salariés) mais concernent aussi d'autres champs. En 1982, les lois de décentralisation mises en œuvre par le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre visent ainsi à rapprocher le pouvoir des citoyens.

POINT DE PASSAGE
p. 250

En septembre 1981, le nouveau ministre de la Justice, Robert Badinter, fait voter par l'Assemblée nationale l'abolition de la peine de mort. La mesure, longtemps impopulaire dans l'opinion, était inscrite dans le programme du candidat socialiste, les « 110 propositions pour la France », et avait été confirmée par François Mitterrand pendant la campagne présidentielle.

Cependant, le gouvernement s'avère incapable d'enrayer la crise économique et la montée du chômage, qui frappe 1,7 million de personnes à l'été 1981 et 2,5 millions à la fin de l'année 1984. En conséquence, dès 1982, et plus encore à partir de 1983, il doit renoncer à la politique de relance budgétaire entamée deux ans plus tôt : c'est le « tournant de la rigueur », qui oblige l'État à mieux maîtriser ses dépenses. Ce revirement provoque la défiance des électeurs socialistes et, combiné au contexte économique, il entraîne une succession de défaites électorales : aux municipales en 1983, puis aux européennes en 1984. Par ailleurs, le Front national, parti d'extrême-droite, accroît son audience et réunit presque 11 % des voix en 1984.

En 1986, la droite remporte les élections législatives, qui ont eu lieu au scrutin proportionnel. Le président de la République choisit alors de ne pas démissionner, et nomme un Premier ministre issu de la nouvelle majorité. C'est ainsi que s'instaure la première cohabitation, entre le président François Mitterrand et son Premier ministre Jacques Chirac. Ce dernier mène une politique de droite libérale, marquée notamment par des privatisations. Mais, redevenu le chef de l'opposition tout en restant à l'Élysée, François Mitterrand est élu pour un second septennat en 1988.

François Mitterrand (1916-1996)

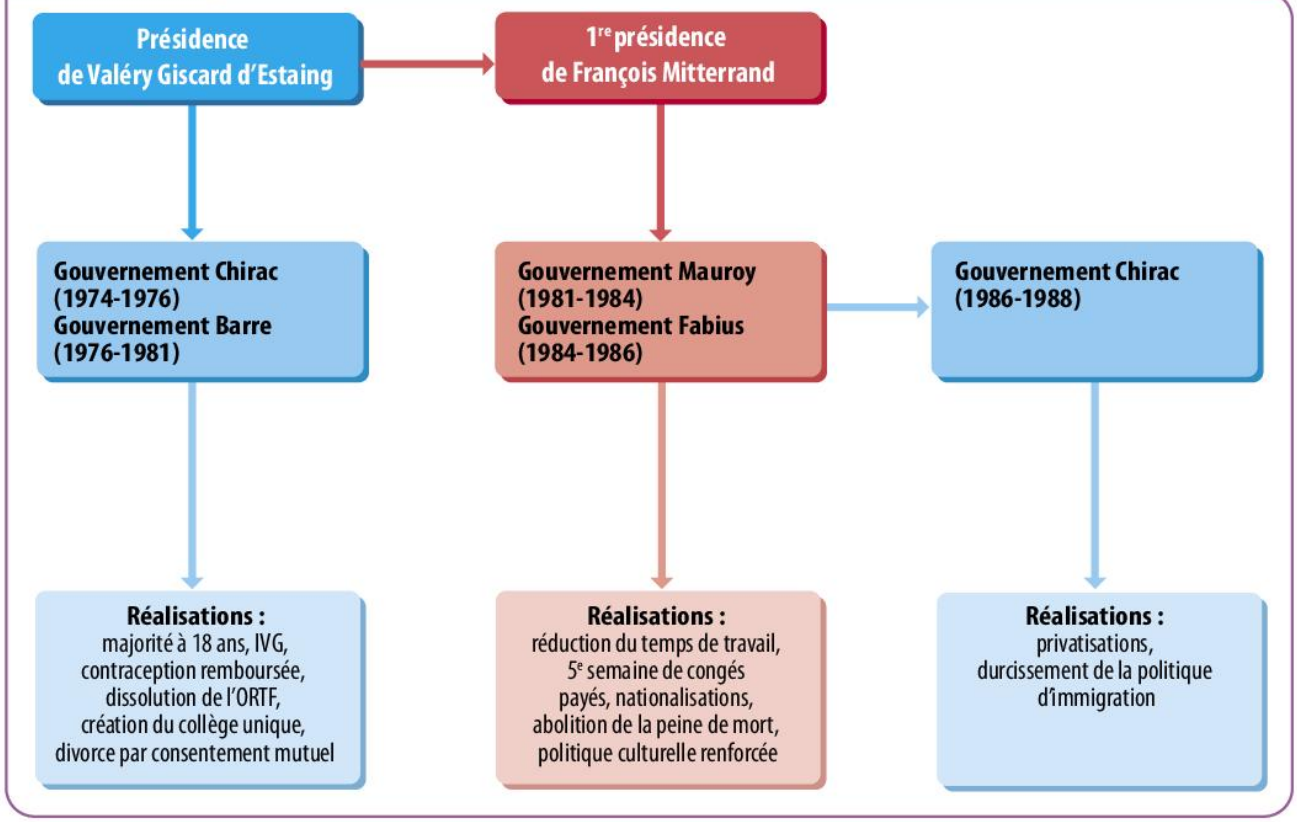
Né en 1916 dans un milieu familial de droite, passé par Vichy puis par la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale, François Mitterrand occupe plusieurs postes ministériels sous la IVe République, avant de se présenter, comme candidat unique de la gauche, face à Charles de Gaulle en 1965. Lors du congrès d'Épinay, en 1971, il devient à la fois adhérent et Premier secrétaire du Parti socialiste. En 1981, il est candidat pour la troisième fois à l'élection présidentielle. Il est président de la République de 1981 à 1995, durant deux mandats.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN

Transformations de la vie politique française de 1974 à 1988

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



ÉTUDE

Les transformations du paysage audiovisuel français

En 1974, le gouvernement affiche sa volonté de garantir l'indépendance de la radio et de la télévision, jusqu'à présent étroitement contrôlées par le pouvoir. L'Office national de la radiodiffusion-télévision française (ORTF) est dissous. Par la suite, la libéralisation des ondes, la naissance de la chaîne privée Canal + ou encore la privatisation de TF1, parachèvent de bouleverser le paysage audiovisuel français.

Comment le paysage audiovisuel français s'ouvre-t-il aux aspirations de la société française après 1974 ?

Chronologie

1974 : éclatement de l'ORTF après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing.
1981 : après l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir, légalisation des radios libres.
1984 : création de la chaîne privée payante Canal+. légalisation de la publicité sur les radios libres.
1986 : lancement de la chaîne privée gratuite La Cinq.
1986 : décision du gouvernement Chirac de privatiser TF1.
1989 : création du CSA.

Vocabulaire

- **CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) :** autorité chargé de la régulation et du contrôle des programmes.
- **ORTF :** office de radiodiffusion-télévision française, établissement public détenant le monopole de la radio et de la télévision en France jusqu'en 1974. Après cette date, elle est remplacé par sept sociétés (TF1, Antenne 2, France 3, Radio France, SFP, INA et Télédiffusion de France).
- **radios périphériques :** stations de radio diffusant depuis l'étranger afin d'échapper au monopole de l'ORTF.

1 Le pluralisme de l'information selon Valéry Giscard d'Estaing

Le pluralisme de la société tout entière implique que les divers pouvoirs à l'œuvre dans nos sociétés ne puissent en aucun cas se confondre, et notamment les quatre types essentiels de pouvoirs que sont : le pouvoir d'État, le pouvoir économique, le pouvoir des organisations de masse et le pouvoir de la communication de masse. C'est le sens nouveau que revêt aujourd'hui la règle de la séparation des pouvoirs.

Parodiant un mot célèbre, on peut dire que toute société dans laquelle ces pouvoirs ne sont pas séparés ne respecte pas le pluralisme[1]. […]

Pluralisme aussi des moyens de communication audiovisuels. L'éclatement de l'ancien office de radio et de télévision en plusieurs société nationales, effectivement indépendantes les unes des autres, contribue à la consolidation de nos libertés. La règle de l'indépendance et de la concurrence doit être développée dans tous ses aspects, en y intégrant l'objectif de qualité culturelle des programmes.

Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, Fayard, 1976.

1. L'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 dispose que « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution ».

2 Le phénomène des radios libres

Également qualifiées de « radios pirates », les radios libres se multiplient dans les années 1970. Émettant clandestinement, elles sont progressivement autorisées après 1981.

Les radios libres sont nombreuses. […] Elles épousent l'air du temps, et varient d'une radio à l'autre. Sous l'influence des écologistes, Radio Verte diffuse des paroles de militants préoccupés par les questions de l'environnement, en pleine période de développement des centrales nucléaires. […] Les radios libres se font l'écho aussi d'autres revendications relatives aux questions de société. À Paris, Radio Fil Rose représente la communauté homosexuelle. Sur Radio 93, l'objectif est de défendre les libertés publiques. Après l'incendie d'un foyer Sonacotra[1], la radio laisse la communauté portugaise révoltée s'exprimer à l'antenne.

[…] Pour échapper aux saisies de matériel, les radios n'émettent jamais au même endroit. Radio Verte Fessenheim[2] fait de ce handicap un atout. Chaque jour, elle émet à partir d'une maison d'un village différent et fait participer les habitants au programme. Des forums sont ainsi organisés au centre des villages. En raison de ces changements réguliers de lieu […], le recours au téléphone, tant utilisé par les radios périphériques pour faire participer les auditeurs, n'est pas possible pour les radios libres.

Christophe Deleu, « L'apparition des radios libres », *Les anonymes à la radio*, De Boeck, 2006.

1. Les foyers Sonacotra ont pour mission d'héberger des travailleurs immigrés.
2. Antenne locale de Radio Verte implantée à proximité de la centrale nucléaire de Fessenheim en Alsace.

Organismes de régulation de l'audiovisuel

1972-1982 Haut Conseil de l'audiovisuel
1982-1986 Haute autorité de la communication audiovisuelle
1986-1989 Commision nationale de la communication et des libertés
1989- Conseil supérieur de l'audiovisuel

Télévision			Radio	
TF1 publique puis privatisée en 1987	**Antenne 2** publique **FR3** publique	**Canal +** créée en 1984 privée **La 5** créée en 1986 privée **M6** créée en 1987 privée	**Radio France** publique	**Radios libres** privées associatives

nées de l'éclatement de l'ORTF en 1975

3 Nouveau paysage audiovisuel en 1986

4 La question des radios libres après l'élection de François Mitterrand en mai 1981

Vidéo INA, journal télévisé de FR3 du 18 mai 1981.

Vidéo La question des radios libres en mai 1981

5 La création de Canal+

En 1984, la chaîne payante Canal + axée sur le cinéma et le sport, est lancée. Alain De Greef en devient directeur de production.

Au départ l'idée est de subventionner le cinéma ?

Oui, la première idée est celle du ministre de la Communication de l'époque, Georges Fillioud, qui souhaitait créer une chaîne culturelle et de cinéma, qui permettrait de donner un ballon d'air financier au cinéma français. C'est aussi lui qui a eu l'idée du nom « Canal + ». Le cinéma a besoin d'argent donc pour l'aider, on va autoriser une chaîne, cryptée et payante à diffuser les films un an après leur sortie au lieu de deux ans après la sortie lorsqu'une chaîne est co-productrice, ou trois ans quand elle ne l'est pas. Nous ne pouvions pas, en tant que chaîne, être co-producteur, mais nous pouvions avoir une filiale, et nous avons créée plus tard Studio Canal pour cela. En échange de 50 % de cinéma diffusé, nous devions consacrer 20 % de notre chiffre d'affaires à l'acquisition de films.

Virginie Spies, « Entretien : Alain De Greef », *Télévision*, n° 5, 2014/1.

6 Une manifestation contre le projet de privatisation de TF1 en 1985

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Quelles sont les motivations de l'éclatement de l'ORTF en 1974 ?
2. Doc. 2 et 4 Quelles sont les conséquences de la clandestinité sur le ton et le fonctionnement des radios libres ?
3. Doc. 3, 4 et 5 Quelles sont les transformations du paysage audiovisuel après 1981 ? Comment la création de Canal + est-elle justifiée ?
   Aide Décrivez en quoi consiste la libéralisation des ondes, et insistez sur le rôle joué par Canal + dans le financement du cinéma français.
4. Doc. 6 Comment le gouvernement Chirac justifie-t-il la privatisation de TF1 ? Quelle opposition rencontre-t-il ?

Bilan

Travail de groupe Dans un paragraphe structuré et argumenté, et en vous appuyant sur les documents, répondez à la problématique : Comment le paysage audiovisuel français essaie-t-il de devenir plus indépendant et pluraliste après 1974 ?
Aide Par groupe de deux ou trois, présentez la vision du pluralisme de M. Giscard d'Estaing, puis le développement des radios libres et enfin la politique de F. Mitterrand de libéralisation des ondes.

Parcours 2

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Montrez quelles sont les différentes étapes de la transformation du paysage audiovisuel pendant la période.
Aide Structurez votre analyse en trois paragraphes correspondant aux trois moments de cette transformation : d'abord 1974-1981, puis 1981-1986, et enfin 1986-1988.

ÉTUDE

La politique culturelle de François Mitterrand

Initiée à l'époque du général de Gaulle et de son ministre de la culture André Malraux, la démocratisation culturelle connaît un nouveau souffle après l'alternance. Jack Lang, qui en a la charge au sein du gouvernement, ouvre la culture à de nouvelles formes d'expression, tandis que François Mitterrand impulse de grands projets culturels destinés à ancrer sa présidence dans le temps long.

En quoi la politique culturelle mise en œuvre à partir de 1981 reflète-t-elle une volonté de démocratiser la culture ?

1 L'augmentation du budget du ministère de la Culture

a. Jack Lang défend le doublement du budget de la Culture

Après une longue adolescence, l'âge de la maturité est enfin venu pour ce ministère. Il a vingt-deux ans. L'heure du passage à l'âge adulte n'a que trop tardé. Parent pauvre du budget de l'État, il en était en quelque sorte la « Cendrillon ». Six milliards de francs, un doublement en francs courants, c'est une première étape vers le 1 % [du budget total de l'État] promis et décidé pour 1983. C'est la volonté même du Président de la République, c'est la volonté même du Premier ministre.

Discours de Jack Lang, ministre de la Culture, à l'Assemblée nationale, 17 novembre 1981.

b. Le budget de la Culture entre 1981 et 1983

Année	1981[1]	1982	1983
Budget du ministère de la Culture en millions de francs	2 977	5 994	6 989
Part du budget de la Culture dans le budget total de l'État	0,48 %	0,76 %	0,79 %

1. Budget voté par la majorité précédente.

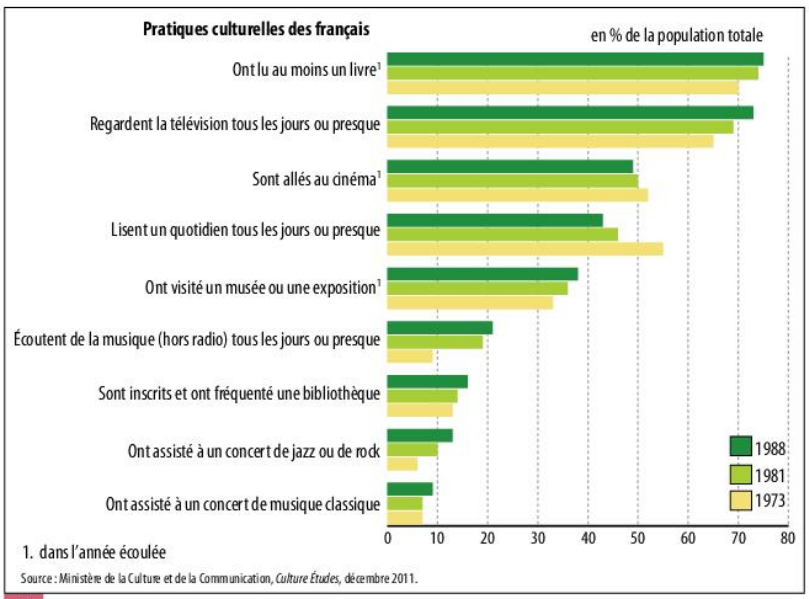
3 La politique culturelle de François Mitterrand

Vidéo INA, Entré Libre, la 5, novembre 2015.

Vidéo François Mitterrand : un Homme de culture

2 Concert donné par des musiciens amateurs dans la rue à Paris

1re Fête de la musique, juin 1982.



4 Les pratiques culturelles des Français

5 Les grands projets culturels de François Mitterrand

À la demande du président de la République, des études ont été conduites depuis plusieurs mois sur la nature et la localisation d'équipements culturels qui seront réalisés au cours des prochaines années. Ces grands projets seront l'occasion d'un renouveau de la création architecturale en France.

Un Opéra sera construit place de la Bastille. Ce nouvel Opéra moderne et populaire permettra de doubler le nombre actuel des représentations, tout en réduisant sensiblement les coûts de gestion. Il redonnera à Paris le rôle international qui lui revient en ce domaine.

Une salle pour le rock, le jazz et la musique populaire sera construite porte de Bagnolet, sur un terrain appartenant à l'État. Cette salle, d'une grande capacité (dix mille places), répondra à l'attente de la jeunesse.

Le Théâtre de l'Est parisien sera reconstruit à l'emplacement actuel, rue Malte-Brun. Il remplacera la salle vétuste et même dangereuse aménagée dans un ancien cinéma. Les travaux débuteront en 1983.

La décision de réaliser le « Grand Louvre » à partir de 1985 entraînera le départ du ministère de l'Économie et des Finances[1].

Communiqué de la Présidence de la République annonçant les « grandes opérations d'architecture et d'urbanisme », 8 mars 1982.

1. Le ministère de l'Économie et des Finances occupait une partie du palais du Louvre avant de déménager entièrement dans le quartier de Bercy.

6 Inauguration de la pyramide du Louvre, 14 octobre 1988

Voulue par François Mitterrand, elle est réalisée par l'architecte sino-américain Ieoh Ming Pei.

7 Les protestations contre la pyramide du Louvre

Les inquiétudes que pouvait susciter l'entreprise du Grand Louvre semblent justifiées, et bien au-delà, par le projet qui vient d'être présenté à la Commission supérieure des monuments historiques et qui est dû aux talents conjugués de M. Biasini, président de la mission d'aménagement, et de M. Pei, architecte.

On se frotte les yeux, on pense rêver, on se croit revenu à l'époque des « châteaux à vendre » et des reconstitutions hollywoodiennes du temple de Salomon et de l'Alexandrie de Cléopâtre. Cléopâtre ? En effet, M. Pei, fâché sans doute que l'essentiel de son projet soit souterrain et désireux de manifester ses talents au grand jour, n'a rien trouvé de plus discret et favorable à l'environnement que d'installer au milieu de la cour du Louvre une pyramide de verre. […]

M. Pei, dit-on, adore les Pyramides. C'est un sentiment assez généralement répandu, mais il ne nous paraît pas justifier que l'on traite la cour du Louvre en annexe de Disneyland ou en résurgence du défunt Luna-Park.

André Fermigier, « La maison des morts », *Le Monde*, 26 janvier 1984 (extrait).

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Comment évolue le budget du ministère de la Culture après 1981 ?
2. Doc. 3 Visionnez la vidéo, puis montrez que la culture est un aspect essentiel de la personnalité et de la politique de François Mitterrand.
   Aide Citez notamment quatre exemples des grands travaux de ses septennats.
3. Doc. 4 En quoi peut-on dire que la démocratisation culturelle ne rencontre qu'un succès relatif ?
   Aide Identifiez dans le graphique les domaines dans lesquels les pratiques culturelles des Français n'évoluent que faiblement.
4. Doc. 2, 5 et 6 En quoi consiste la politique culturelle des gouvernements socialistes ?
   Aide Évoquez les différents domaines dans lesquels se manifeste l'action gouvernementale, et montrez en quoi cette action témoigne d'un souci d'ouvrir la culture à un public plus nombreux.
5. Doc. 7 Oral Quels sont les arguments utilisés pour contester le projet de la pyramide du Louvre ?
   Aide Pensez à présenter à l'oral le projet de M. Pei. Ensuite listez les arguments mis en avant par l'auteur de l'article et étudiez-les de manière critique.

Bilan Dans un paragraphe structuré et argumenté, et en vous appuyant sur les documents, répondez à la problématique : Comment la politique culturelle mise en œuvre à partir de 1981 reflète-t-elle une volonté de démocratiser la culture ?

Parcours 2

■ Identifier les contraintes et les ressources d'un évènement, d'un contexte historique

Identifiez les différents éléments qui rendent possible la mise en œuvre de la politique culturelle voulue par François Mitterrand, et les contraintes que celle-ci rencontre.

Aide Organisez votre réponse en réfléchissant sur les acteurs qui interviennent, les modes de financement et enfin les réalisations concrètes.

LEÇON 3

1974-1988, un nouveau paysage culturel français

Comment la transformation du paysage culturel français répond-il aux évolutions de la société française ?

ÉTUDE Les transformations du paysage audiovisuel français p. 254

ÉTUDE La politique culturelle de François Mitterrand p. 256

A Les transformations du paysage audiovisuel

- **Au début des années 1970, le paysage culturel de la France est profondément différent de ce qu'il était encore vingt ans auparavant.** Cette transformation est le résultat d'une ouverture sur le monde, rendue possible notamment par la généralisation de la télévision. Le pourcentage de foyers équipés d'un poste de télévision atteint 79,1 % au début de l'année 1974. Ce sont désormais des sons et des images du monde entier, en couleur à partir de 1967, qui parviennent dans les ménages français, quasiment en temps réel. Les programmes sont, par ailleurs, plus variés qu'auparavant, avec la création d'une deuxième puis d'une troisième chaîne, en 1964 et en 1972.
- **Des critiques récurrentes pointent cependant le manque d'indépendance de l'audiovisuel à l'égard du pouvoir politique. L'ORTF,** créée en 1964, concentre les critiques dans la mesure où il dispose du monopole de la radio et de la télévision en France, même si des **radios périphériques** peuvent émettre depuis l'étranger. En réponse à ces critiques, Valéry Giscard d'Estaing demande la dissolution de cette structure en 1974. Des émissions au ton plus libre, comme *Le Petit Rapporteur*, font leur apparition, mais les journaux télévisés restent étroitement contrôlés par le pouvoir.
- **Une nouvelle étape vers le pluralisme est franchie avec l'alternance, qui est synonyme de libéralisation des médias.** D'abord, les **radios libres**, qui émettaient clandestinement dans la décennie précédente sont autorisées. De nouvelles stations font leur apparition, comme la Nouvelle Radio Jeune (NRJ). Ensuite, le pouvoir socialiste autorise la création d'une quatrième chaîne de télévision, privée et payante, sous le nom de Canal + en 1984, puis d'une cinquième, privée et gratuite, baptisée La Cinq, en 1986. Leur ton plus moderne bouleverse la télévision française. Enfin, en 1987, le gouvernement Chirac privatise TF1, qui devient la propriété du groupe Bouygues.

Agnès Varda (1928-2019)

Née à Ixelles en Belgique, elle est photographe de formation et se fait connaître par ses clichés d'acteurs célèbres comme Gérard Philipe. Réalisatrice proche de la Nouvelle Vague, elle reçoit de nombreux prix pour ses documentaires et ses fictions : *Ulysse* (1984) reçoit le César du meilleur court-métrage documentaire et *Sans toit ni loi* (1985) le Lion d'Or à la Mostra de Venise.

B Une culture massifiée et mondialisée

- **La production culturelle française entre dans l'ère des médias de masse pendant les Trente Glorieuses et plus encore pendant la période 1974-1988.** Le cinéma français, soutenu par des structures publiques comme le Centre national du cinéma (CNC), devient une véritable industrie qui cultive son propre star-system autour des acteurs Jean-Paul Belmondo, Gérard Depardieu ou encore Catherine Deneuve. Le cinéma et la télévision permettent l'émergence de nouveaux talents comiques, comme Coluche, la troupe du Splendid, ou encore Les Nuls.
- **La France est également de plus en plus ouverte aux influences internationales, notamment à partir des années 1980.** Au cinéma, les films américains rencontrent un succès grandissant, comme *E.T., l'extra-terrestre*, du réalisateur américain Steven Spielberg, qui dépasse les 9 millions d'entrées en 1982. Dans la chanson, la pop américaine rencontre le même succès, comme le montrent les 100 000 spectateurs qui assistent au concert de Madonna organisé en 1987 au parc de Sceaux, près de Paris. À la télévision, le *Club Dorothée*, diffusé à partir de 1987, fait découvrir aux plus jeunes des séries animées japonaises comme *Goldorak*.
- **La France conserve néanmoins une forme d'exception culturelle et des productions plus exigeantes ou plus engagées continuent à rencontrer leur public.** L'émission *Apostrophes*, diffusée à partir de 1975, permet l'expression d'écrivains et d'intellectuels à la télévision, à l'exemple du philosophe Michel Foucault. Le cinéma d'auteur continue d'être bien représenté : les films d'Éric Rohmer ou encore ceux d'Agnès

Catherine Deneuve (1943)

Née à Paris, elle est considérée comme l'une des plus grandes actrices françaises de sa génération. Elle a tourné pour les plus grands réalisateurs et a utilisé sa notoriété pour défendre les causes qui lui tiennent à cœur comme l'autorisation de l'IVG ou l'abolition de la peine de mort.

Varda rencontrent des succès auprès de la critique. Quant à François Truffaut, venu de la Nouvelle Vague des années 1960, il rencontre des succès populaires à la fin des années 1970. Dans la chanson, Yves Simon, Renaud, ou Alain Souchon imposent leur style personnel et parfois engagé.

C La recherche de la démocratisation culturelle

- **Les gouvernements successifs de la Ve République entendent poursuivre l'œuvre de démocratisation culturelle initiée par André Malraux** sous la présidence de Charles de Gaulle. C'est le cas déjà sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, qui décide de réaménager l'ancienne gare d'Orsay, au centre de Paris, pour en faire un musée consacré à l'art du XIXe siècle, et notamment à la peinture impressionniste. Mais le musée n'est inauguré qu'en 1986, soit bien après le départ de Valéry Giscard d'Estaing de l'Élysée.
- **Mais c'est surtout à partir de 1981 que la démocratisation culturelle connaît un nouveau souffle avec la nomination de Jack Lang**, issu du milieu de la culture et du théâtre, au poste de ministre de la Culture. Avec l'appui de François Mitterrand, qui se présente comme un président protecteur des arts et de la culture, il double le budget de la Culture.
- **Les grands projets architecturaux et culturels des années 1980 confirment la volonté de François Mitterrand d'inscrire sa présidence dans l'histoire.** Le projet du Grand Louvre, confié à l'architecte Ieoh Ming Pei, est lancé dès 1981, celui de l'Opéra Bastille en 1982, et celui de Très Grande Bibliothèque en 1988.
  À l'impératif de démocratisation culturelle s'ajoute celui de la démocratie culturelle, qui reconnaît la diversité des cultures et des voies d'accès à la culture (reconnaissance des pratiques amateur, des cultures régionales et minoritaires, de la culture populaire).

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2016/05/13/les-grands-moments-d-apostrophes_4919017_4497186.html

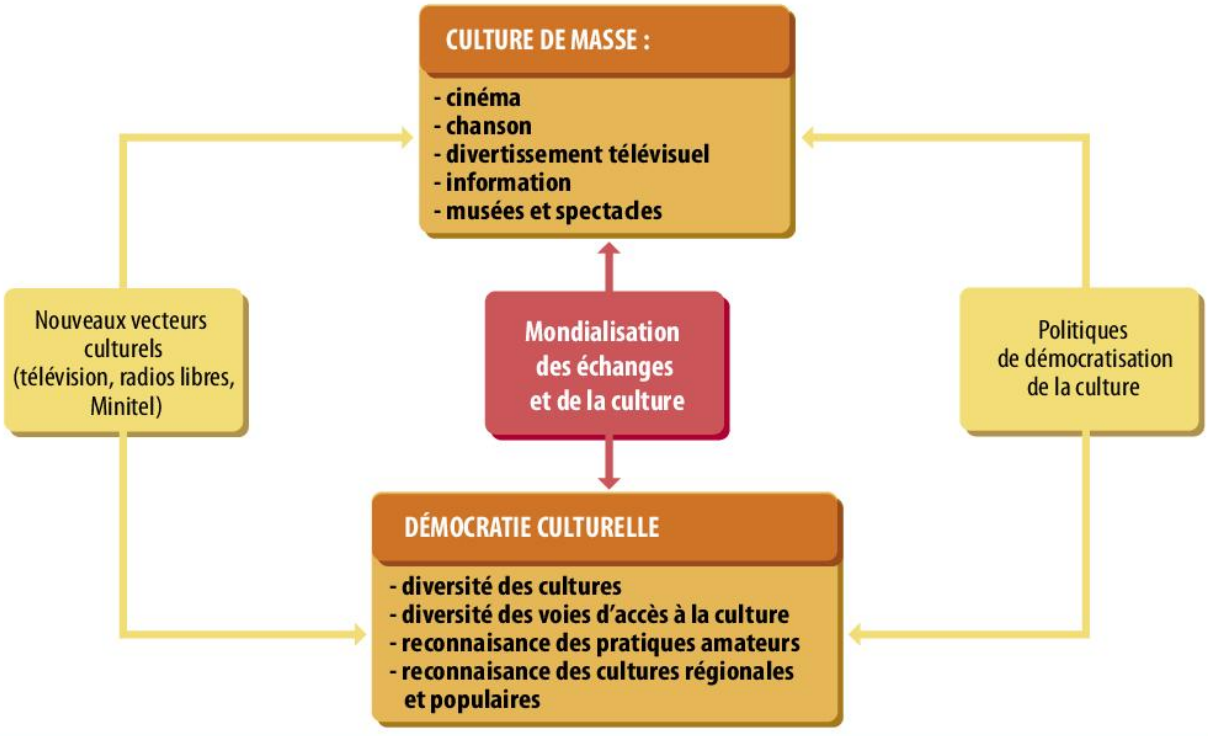
– Visionnez les extraits proposés et relevez l'identité et la profession des personnes invitées.

– À partir de ces éléments, montrez en quoi « Apostrophes » est une émission qui a marqué l'histoire de la télévision.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN Le nouveau paysage culturel français

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



La politique de regroupement familial des étrangers en France

La crise des années 1970 remet en cause la politique d'immigration française qui favorisait l'immigration de travail. Désormais, la politique choisie par les gouvernements successifs est de favoriser le regroupement familial, notamment pour faire face à la baisse de la natalité.

Comment la politique de regroupement familial s'organise-t-elle dans un contexte de crise économique ?

1 DOCUMENT SOURCE — Le décret du 29 avril 1976 organisant le regroupement familial

Article 1 : Sous réserve des engagements internationaux de la France, le conjoint et les enfants de moins de dix-huit ans d'un ressortissant étranger régulièrement autorisé à résider sur le territoire français [...] ne peuvent se voir refuser l'autorisation d'accès au territoire français et l'octroi d'un titre de séjour que pour l'un des motifs suivants :
– l'étranger concerné ne justifie pas d'une année de résidence en France en situation régulière ;
– l'étranger concerné ne dispose pas de ressources stables, suffisantes pour subvenir aux besoins de sa famille ;
– les conditions de logement que l'étranger se propose d'assurer à sa famille sont inadaptées ;
– la présence du ou des membres de la famille sur le territoire français constitue une menace pour l'ordre public ;
– les résultats du contrôle médical auquel doivent se soumettre, dans leur pays d'origine, le ou les membres de la famille font apparaître qu'ils sont atteints de maladies ou d'infirmités pouvant mettre en danger la santé publique, l'ordre public ou la sécurité publique.

S'INITIER AU TRAVAIL DE L'HISTORIEN

- Mettre un événement en perspective
- S'approprier un questionnement historique

A L'historien commence par définir le contexte historique

1. À partir des connaissances acquises en classe, quel est le contexte économique du milieu des années 1970 en France ?

2. À partir de vos connaissances ainsi que le doc. 1 page 250, expliquez quelle a été la tendance de l'immigration entre 1945 et 1975.

B L'historien confronte la source au contexte

1. Doc. 1 Expliquez comment le regroupement familial s'adapte au nouveau contexte économique des années 1970.

2. Doc. 1 À quels immigrés s'adresse le décret du 29 avril 1976 ?

C L'historien interprète la source

1. Doc. 1 et 2 Comment l'historien analyse-t-il la nouvelle politique migratoire de la France dans les années 1970 ?

2. Doc. 2 Comment l'historien souligne-t-il les tensions autour de la question migratoire ?

Chronologie

1974 : fin de l'immigration pour motif économique en France.
1976 : autorisation du regroupement familial.
1977 : suspension de la loi sur le regroupement familial par le gouvernement de Raymond Barre.
1978 : le Conseil d'État annule la décision du gouvernement Barre ; le regroupement familial est à nouveau autorisé.

2 L'ANALYSE DES HISTORIENS — Un contexte nouveau pour l'immigration française

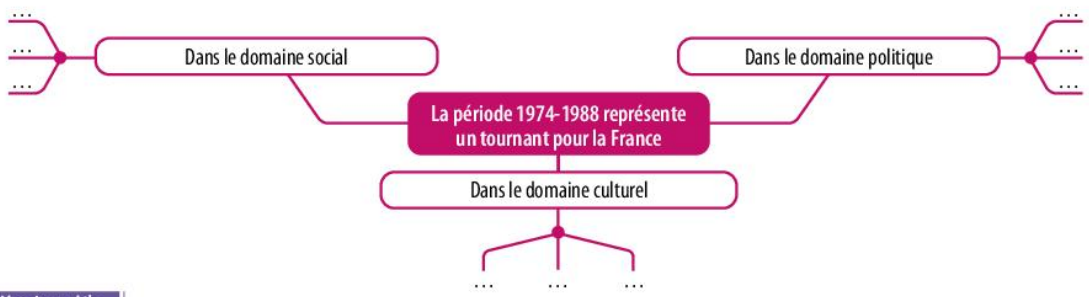
Comme la République Fédérale d'Allemagne en 1973, la France annonce en juillet 1974 la suspension officielle de l'immigration de travail. Cette mesure rend délicates les migrations tournantes et l'obtention de nouvelles cartes de séjour pour les travailleurs déjà présents en France qui désireraient rentrer ponctuellement au pays. Au début des années 1970, les administrations européennes vont alors adopter des politiques de regroupement familial comme un contrepoint à la stabilisation de la main-d'œuvre étrangère sur leur territoire : aucune nouvelle carte de travail ne sera délivrée mais les migrants déjà présents auront le droit à une vie de famille. Par le décret du 29 avril 1976, la France autorise ainsi un conjoint et ses enfants à obtenir de droit un titre de séjour pour rejoindre son compagnon déjà installé. Mais à mesure que la réduction de l'immigration va être perçue comme une solution à la crise économique par les dirigeants politiques de plusieurs pays européens, des mesures restrictives vont tenter de revenir sur ces premiers textes. [...] Mais ces décisions seront systématiquement cassées par le Conseil d'État et les instances juridiques supérieures, notamment sur l'impulsion du Groupe d'Information et de Soutien et Immigrés (GISTI). En 1978, dans un arrêt considéré comme faisant désormais partie des « grands arrêts du Conseil d'État », le droit au regroupement familial se voit en France reconnu comme conforme aux principes généraux du droit et garanti ainsi par la Constitution.

Sylvain Laurens, « Regroupement familial », Smaïn Larcher (dir.), *Dictionnaire de l'immigration en France*, Paris, Larousse, 2012.

Réaliser une carte mentale de synthèse

Carte mentale interactive
Carte mentale à télécharger et à compléter PDF

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, construisez votre propre carte mentale de synthèse du chapitre.



Boîte à outils

- Reprenez les différents éléments de votre cours et listez-les de manière simple.
- Ensuite, demandez-vous quels sont les éléments les plus importants dans chacun des trois domaines.
- Utilisez par exemple un code couleur (en surlignant sur votre brouillon en jaune ce qui correspond au domaine social, en vert ce qui correspond au domaine politique, etc.).
- Classez les différents éléments par ordre d'importance et retenez seulement les trois plus importants.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Réponse à une question problématisée

■ **CAPACITÉS :** Utiliser une approche historique pour construire une argumentation – Identifier et nommer les continuités et ruptures chronologiques

SUJET 1

Pourquoi peut-on dire que les années 1970-1980 font entrer la France dans la modernité sociale et culturelle ?

Comment comprendre cette formulation de question ?

Quelles dates peut-on choisir pour délimiter le sujet ?

Pourquoi peut-on dire que la France entre dans la modernité ? Quels sont les éléments de rupture par rapport à la période précédente ? Quel est l'événement qui a amorcé cette modernisation ?

Pourquoi peut-on dire que les années 1970-1980 sont un moment de modernisation sociale et culturelle ?

Comment la société se transforme-t-elle dans les années 1970-1980 ?
Comment les revendications des groupes sociaux sont-elles prises en compte ?
Quelles sont les nouvelles préoccupations des Français ?
De quelles manières la culture se démocratise-t-elle et s'ouvre-t-elle ?
Comment se libère-t-elle du poids du pouvoir politique ?

Conseil

Appuyez-vous sur des exemples précis pour illustrer votre propos. N'hésitez pas à développer un exemple en profondeur plutôt que de faire une liste d'exemples.

SUJET 2

Les années Giscard et Mitterrand (1974-1988), une nouvelle manière de gouverner ?

Qui sont les deux personnages concernés ? En quoi peuvent-ils être considérés comme incarnant une rupture par rapport aux vingt premières années de la Ve République ?

Que signifie le terme « gouverner » ? Quelles réformes et quelles pratiques du pouvoir sont en rupture avec les gouvernements précédents ? Comment l'opinion publique prend-elle de plus en plus de place dans la vie politique ? Quels sont néanmoins les éléments de continuité ?

Les années Giscard et Mitterrand (1974-1988), une nouvelle manière de gouverner ?

À quoi ces deux dates correspondent-elles?

EXERCICE BAC

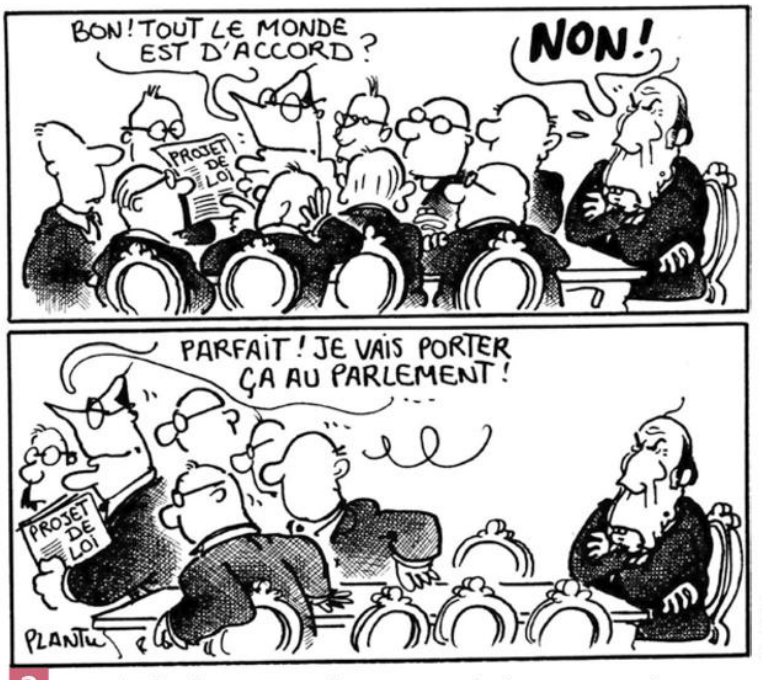
Épreuve E3C — Analyse de documents

■ **CAPACITÉS :** Savoir lire, comprendre et critiquer un document iconographique. – Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1 Message de M. François Mitterrand, président de la République, au Parlement, à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire, 8 avril 1986

Les Français avaient déjà choisi en 1981 l'alternance politique. Ils viennent en majorité de marquer à nouveau, mais en sens contraire, leur volonté de changement. Dépassons l'événement que chacun jugera selon ses convictions. Réussir l'alternance aujourd'hui comme hier, demain comme aujourd'hui, donnera à notre pays l'équilibre dont il a besoin pour répondre, dans le temps – et je l'espère, à temps –, aux aspirations des forces sociales qui le composent. Mon devoir était d'assurer la continuité de l'État et le fonctionnement régulier des institutions. Je l'ai fait sans retard et la nation sans crise. Le Premier ministre nommé et le gouvernement mis en place sont désormais en mesure de mener leur action. Mais nos institutions sont à l'épreuve des faits. Depuis 1958 et jusqu'à ce jour, le président de la République a pu remplir sa mission en s'appuyant sur une majorité et un gouvernement qui se réclamaient des mêmes options que lui. Tout autre, nul ne l'ignore, est la situation issue des dernières élections législatives. Pour la première fois la majorité parlementaire relève de tendances politiques différentes de celles qui s'étaient rassemblées lors de l'élection présidentielle, ce que la composition du gouvernement exprime, comme il se doit. […] Les circonstances qui ont accompagné la naissance de la Ve République, la réforme de 1962 sur l'élection du Chef de l'État au suffrage universel et une durable identité de vues entre la majorité parlementaire et le Président de la République ont créé et développé des usages qui, au-delà des textes, ont accru le rôle de ce dernier dans les affaires publiques. La novation qui vient de se produire requiert de part et d'autre une pratique nouvelle. […] Je rappellerai seulement que la Constitution attribue au Chef de l'État des pouvoirs que ne peut en rien affecter une consultation électorale où sa fonction n'est pas en cause. Fonctionnement régulier des pouvoirs publics, continuité de l'État, indépendance nationale, intégrité du territoire, respect des traités, l'article 5 désigne de la sorte – et les dispositions qui en découlent précisent - les domaines où s'exercent son autorité ou bien son arbitrage. À quoi s'ajoute l'obligation pour lui de garantir l'indépendance de la justice et de veiller aux droits et libertés définis par la Déclaration de 1789 et le préambule de la Constitution de 1946. Le gouvernement, de son côté, a pour charge, aux termes de l'article 20, de déterminer et de conduire la politique de la nation. Il assume, sous réserve des prérogatives du président de la République et de la confiance de l'Assemblée, la mise en œuvre des décisions qui l'engagent devant les Français. Cette responsabilité est la sienne.

Source : vie-publique.fr.



Note : à droite se trouve François Mitterrand tandis qu'au milieu des ministres Jacques Chirac prend la parole.

2 Dessin de Plantu paru dans *Le Monde* du 21 novembre 1986

CONSIGNE

En analysant et en confrontant les documents, vous montrerez que la situation politique en 1986 marque une nouveauté et un tournant dans la vie institutionnelle de la Ve République.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Analyse de document

■ **CAPACITÉ :** Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1 Extrait du rapport sur le projet de loi d'abolition de la peine de mort, septembre 1981

Après des siècles d'une lutte menée parfois avec âpreté, souvent avec passion, mais toujours avec conviction et pour laquelle tant de voix se sont élevées, les abolitionnistes savent enfin aujourd'hui que leurs efforts et leur constance n'auront pas été vains. Aujourd'hui, pour la première fois, ils entrevoient l'issue de ce long combat, pour la première fois, ils sont en droit d'espérer que disparaisse à jamais de notre arsenal répressif cette peine barbare, ce châtiment indigne de notre société. Depuis ces dernières années, combien de fois ont-ils tenté de se faire entendre, tant en commission qu'en séance publique, pour que la peine de mort soit abolie et qu'ainsi soit mis fin aux tourments de conscience qui étaient les nôtres à chaque annonce d'une exécution capitale […] L'élection de François Mitterrand, le 10 mai dernier, et l'avènement d'une nouvelle majorité présidentielle sont la raison essentielle sur laquelle s'appuie l'espérance […] C'est parce que des promesses avaient été faites par le précédent gouvernement – et notamment par son garde des Sceaux M. Peyrefitte – qu'il nous est permis de croire que ce débat est souhaité par l'immense majorité de ceux qui siègent sur les bancs de l'Assemblée nationale. Certes, pendant des années, la volonté du Parlement a été bafouée. Reculades et prétextes s'additionnaient pour sans cesse amener à répéter que nous n'étions point prêts, que l'opinion publique n'accepterait pas, qu'il fallait d'abord se préoccuper de la sécurité, pour ainsi, d'année en année, reculer l'échéance de ce qui paraissait à nos yeux indispensable pour que soient respectés les grands principes qui doivent gouverner la démocratie de notre pays. Sur le plan international – et notamment dans le cadre de l'Europe occidentale – la France était depuis trop longtemps en situation d'accusée, montrée du doigt par l'ensemble de nos partenaires qui, pour certains d'entre eux, depuis des années ont fait choix de supprimer la peine capitale […]. Entre 1959 et 1971, les sondages dégageaient une forte majorité favorable à l'abolition. Leur sens s'est ensuite modifié mais il faut remarquer que si, en janvier 1981, d'après un sondage SOFRES, 63 % de Français se disaient favorables au maintien de la peine de mort, cette proportion est revenue à 52 %, d'après un sondage IFRES-*Journal du Dimanche* d'août 1981. Quoi qu'il en soit, dès lors qu'un référendum sur ce sujet n'est pas possible en l'état actuel des textes constitutionnels, et ne serait de toute manière pas nécessairement opportun – c'est du moins l'opinion de votre rapporteur – il revient aux élus, dont c'est le rôle et l'honneur, de satisfaire aux engagements qu'ils ont pris devant leurs électeurs et de permettre l'aboutissement d'un long combat. Volontairement je le crois, le gouvernement a voulu soumettre à l'Assemblée nationale un texte bref dans son exposé des motifs, mais aussi dans son dispositif […] Le projet de loi retient le principe d'une abolition définitive et générale […] Il n'y a pas de place aujourd'hui pour : « Je suis contre sauf » ou « Je suis contre mais ». Il n'y a de place en vérité que pour l'examen de conscience auquel chacun doit se livrer et qui, tout logiquement, aboutit à une position, certes politique, mais en harmonie avec le cheminement des Français, de chacune et de chacun d'entre nous.

Rapport établi par Raymond Forni, député socialiste du Territoire de Belfort et président de la commission des lois (1981-1985), septembre 1981

CONSIGNE

Montrez en quoi l'abolition de la peine de mort s'inscrit dans un long aboutissement de transformation de la justice mais aussi de changement de contexte politique. Expliquez en quoi elle est au cœur d'un débat sociétal.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

RÉVISION

Un tournant social, politique et culturel, la France de 1974 à 1988

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

SCHÉMA BILAN

1974-1988 : une France profondément transformée

SOCIALEMENT

- **Par les mutations de la société française** → Effets du baby-boom, immigration, féminisation de l'emploi, développement du chômage de masse, apparition du sida (POINT DE PASSAGE)
- **Par l'apparition de nouvelles aspirations sociales** → Féminisme, revendications des jeunes, droits des minorités sexuelles, droits des travailleurs immigrés, préoccupations environnementales
- **Par les réformes adoptées pour répondre à ces mutations** → (POINT DE PASSAGE) IVG, remboursement de la contraception, majorité à 18 ans, évolutions de la politique migratoire, lutte contre le sida

POLITIQUEMENT

- **Sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing** → Réformes de société (majorité à 18 ans, IVG), volonté de moderniser la France
- **Sous le 1er septennat de François Mitterrand** → (POINT DE PASSAGE) Alternance, abolition de la peine de mort, réformes économiques et sociales, mais échec face à la crise menant à la cohabitation

CULTURELLEMENT

- **Par la transformation du paysage audiovisuel** → Éclatement de l'ORTF, autorisation des radios libres, création de la chaine privée Canal +, privatisation de TF1
- **Par le développement d'une culture de masse** → Mondialisation de la culture, politiques de démocratisation culturelle

Je connais les dates importantes

1974-1981 : présidence de Valéry Giscard d'Estaing.
1974 : éclatement de l'ORTF.
1975 : légalisation de l'interruption volontaire de grossesse.
1981-1988 : premier septennat de François Mitterrand.
1981 : abolition de la peine de mort.
1983 : découverte du virus à l'origine du sida.
1984 : création de Canal+.
1986-1988 : première cohabitation.
1987 : privatisation de TF1.

Je maîtrise les notions essentielles

- nouveaux mouvements sociaux (p. 242)
- baby-boom (p. 242)
- cohabitation (p. 252)
- féminisme (p. 242)
- intégration (p. 239)

Ne pas confondre !

- **alternance** : basculement politique, de la droite à la gauche ou l'inverse, qui concerne la présidence de la République aussi bien que la majorité parlementaire et le gouvernement. Elle entraîne la mise en œuvre d'une politique en rupture avec celle qui précédait.
- **cohabitation** : coexistence entre une présidence de gauche et une majorité parlementaire de droite, ou l'inverse. Non prévue par la Constitution de la Ve République, elle implique que le président et le premier ministre, issu de la majorité, se répartissent les rôles pour éviter les blocages.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

■ **CAPACITÉ :** Identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et ruptures chronologiques

En quoi l'élection de François Mitterrand constitue-t-elle une rupture dans l'histoire de la Ve République ?

Aide Dans un court paragraphe, expliquez les points suivants :
– Les facteurs politiques et économiques de la victoire de François Mitterrand.
– La dimension réformiste du programme socialiste.
– La mise en œuvre des réformes après le 10 mai 1981.

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ **CAPACITÉ :** Identifier les contraintes d'un contexte historique

Dans un court paragraphe, expliquez quelles sont les mutations sociales que connaît la France entre 1974 et 1988.

■ **CAPACITÉ :** Mettre un événement ou une figure en perspective

- Dans un court paragraphe, présentez la loi Veil et expliquez l'avancée qu'elle représente pour les droits des femmes.
- Expliquez en quelques lignes les trois événements suivants :
  – La démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur.
  – L'abolition de la peine de mort.
  – L'épidémie de sida.

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

■ **CAPACITÉ :** Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

a. Notez les notions et le vocabulaire de la page précédente avec leur définition précise.
b. Indiquez pour chaque partie du cours :
  – Les éléments importants (dates, personnages, notions).
  – Les grandes idées (faits historiques, causes, conséquences…).
  – Savoir expliquer : les transformations de la société française, l'évolution politique de la France, les mutations du paysage culturel français.

Pour aller plus loin

À LIRE

- Mathias Bernard, ***Les années Mitterrand. Du changement socialiste au tournant libéral***, Paris, Belin, 2015. Un ouvrage synthétique et simple d'accès pour comprendre les « années Mitterrand ».
- Philippe Poirrier, ***L'État et la culture en France au XXe siècle***, Paris, Le Livre de poche, 2000. Un éclairage intéressant sur les politiques culturelles de la France.
- Jean-François Sirinelli, ***Les Vingt Décisives. 1965-1985***, Paris, Pluriel, 2012. L'ouvrage de référence sur les changements sociaux et culturels qui bouleversent la France.

À VOIR

- ***120 battements par minute***, film de Robin Campillo, 2017. Au début des années 1990, des militants d'Act Up se mobilisent pour lutter contre l'indifférence générale face au sida.
- ***La Marche***, film de Nabil Ben Yadir, 2013. Le film relate de façon romancée l'histoire de la marché pour l'égalité et contre le racisme de 1983.
- ***La Rupture***, téléfilm de Laurent Heynemann, 2013. Le film raconte la relation politique tumultueuse entre le président Valéry Giscard d'Estaing et son Premier ministre, Jacques Chirac, jusqu'à la démission de ce dernier.
- ***Des lendemains qui chantent***, film de Nicolas Castro, 2014. Un film sur la « génération Mitterrand » et ses espoirs parfois déçus.

Documentaire

- ***Le Tournant : quand la gauche a cessé de rêver***, documentaire de Tristan Dessert et Clément Lacombe, 2016. Un film sur la bataille que se livrent partisans et opposants au « tournant de la rigueur », dans les deux années qui suivent l'élection de François Mitterrand.

CHAPITRE

9

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

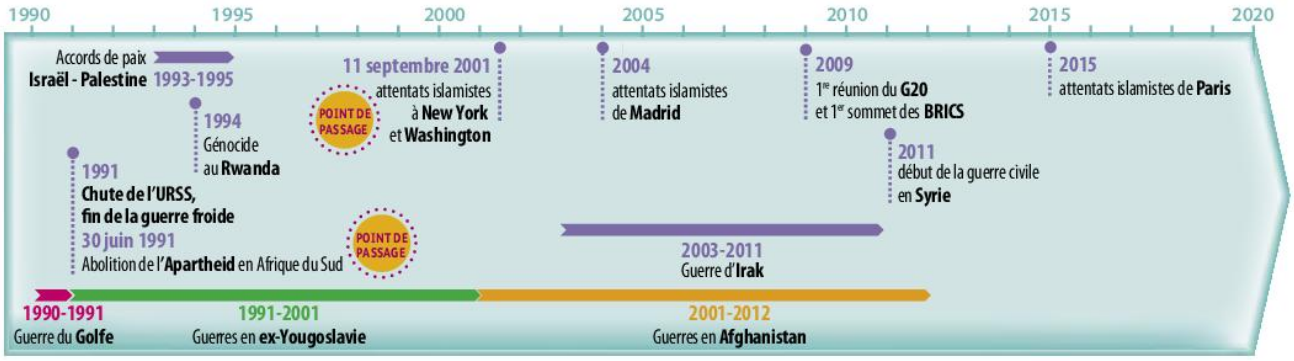
Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux

Comment un monde multipolaire, dans lequel la coopération internationale se renforce, a-t-il émergé depuis les années 1990 ?

1 L'intervention américaine en Irak (2003)

Le 9 avril 2003, des soldats américains viennent en aide à des Irakiens qui tentent de renverser l'imposante statue de Saddam Hussein qui trône sur la place al-Firdos de Bagdad.

› En quoi cette action des soldats américains est-elle symbolique ?



2 Gérer les réfugiés syriens, un enjeu international

Des réfugiés syriens bloqués à la frontière turque le 15 juin 2015. De 2011 à 2015, plus de 4 millions de Syriens ont fui leur pays : selon le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés de l'époque, Antonio Guterres, il s'agit « de la plus grande population de réfugiés pour une génération ».

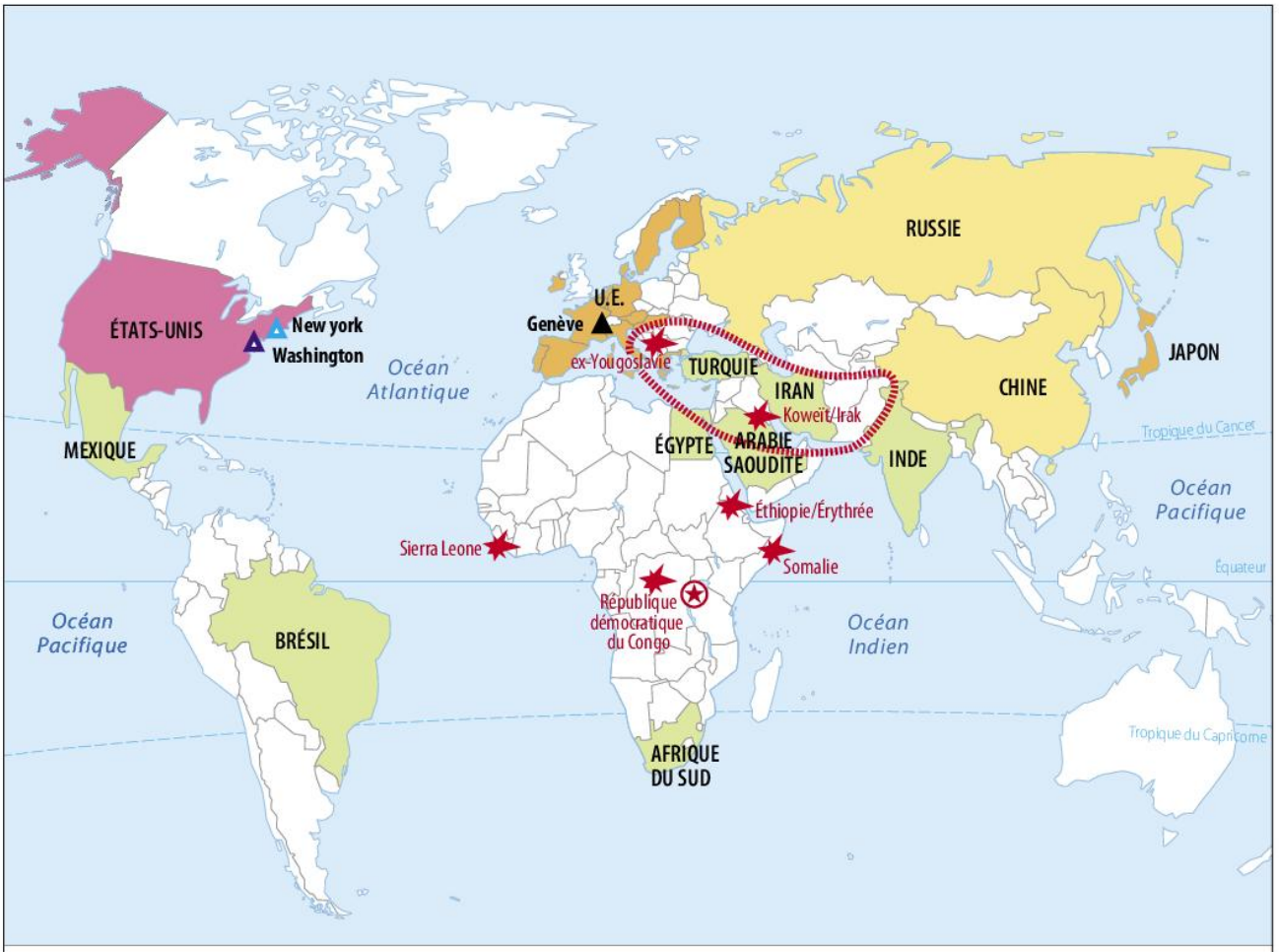
› Comment le photographe montre-t-il le sort des réfugiés syriens ?

Notions

- **monde multipolaire :** concept géopolitique dans lequel la puissance est partagée entre plusieurs grands États.
- **réfugiés :** selon la Convention de Genève du 28 juillet 1951, un réfugié est une personne qui, en cas de retour dans son pays, craint « avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe ou de ses opinions politiques ».

CARTES

Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux



1. Un monde dominé par les États-Unis

- l'hyperpuissance américaine
- l'UE et le Japon, concurrents surtout économiques
- des puissances émergentes
- de grandes puissances régionales

2. Des institutions internationales fortes

- siège de l'ONU
- siège de l'OMC
- siège du FMI et de la Banque Mondiale

3. Des conflits meurtriers

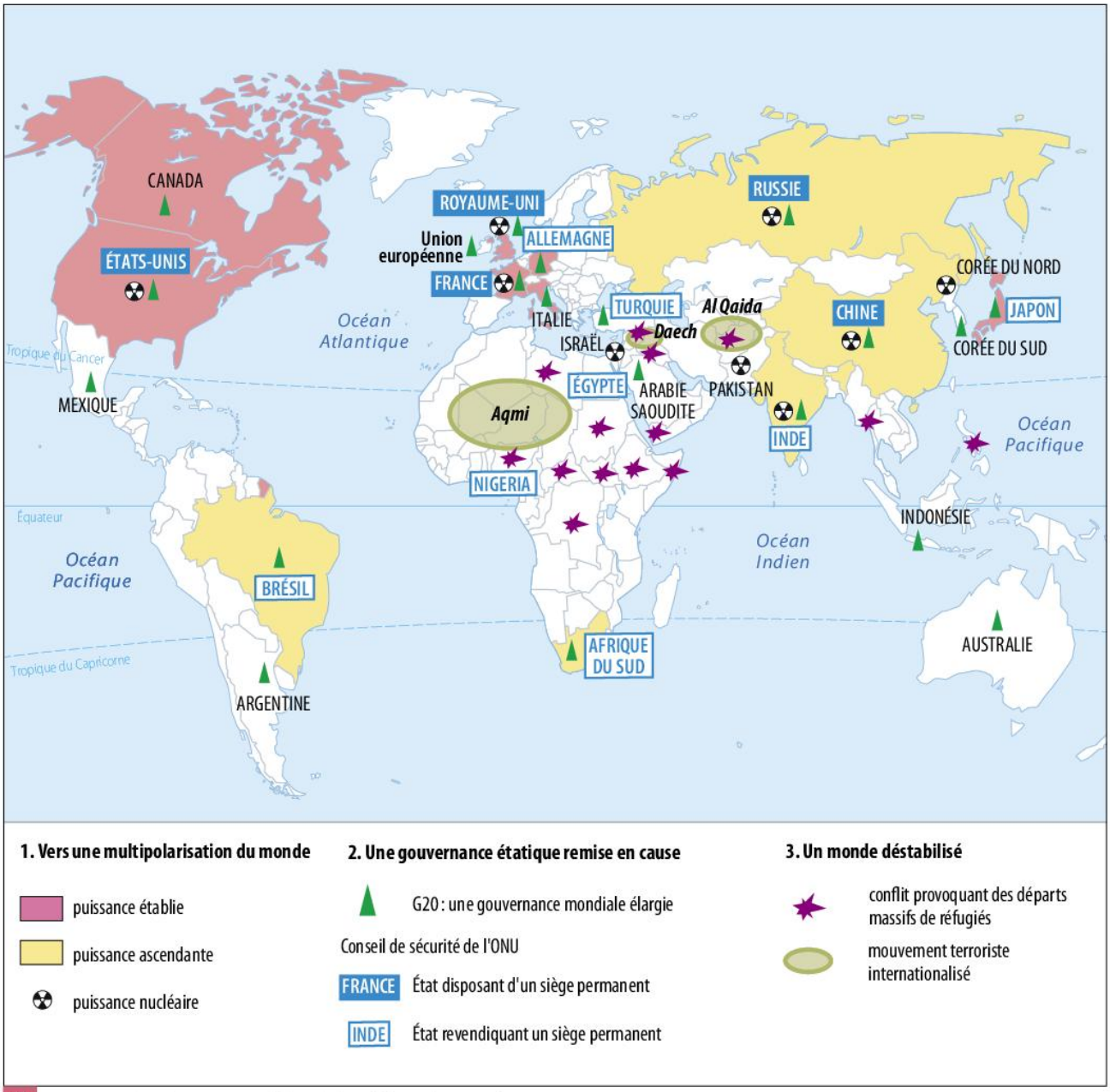
- zone de fortes tensions ou arc de crise
- principaux conflits des années 1990
- génocide rwandais

1 Un monde unipolaire (1991-2001)

En 1991, la disparition de l'URSS fait des États-Unis la seule superpuissance de la planète. Mais les conflits locaux et les génocides vont marquer les années 1990.

Notions

- **monde unipolaire :** monde dans lequel une seule puissance domine militairement, économiquement et culturellement.
- **superpuissance :** nation dont le rayonnement économique, culturel, politique et militaire se diffuse dans le monde entier. Une superpuissance est capable d'influencer des événements à l'échelle mondiale.



2 **Un monde devenu multipolaire (depuis 2001)**

QUESTIONS

1. Doc. 1 et 2 Quels pays remettent en cause le *leadership* des États-Unis ?
2. Doc. 1 et 2 Comment le monde a-t-il évolué entre 1991 et 2001 ?

POINT DE PASSAGE

1991-1994 : la fin de l'apartheid

L'apartheid est une politique dite de « développement séparé », mise en place en Afrique du Sud par le Parti national en 1948. Les Afrikaners et le Parti national institutionnalisent ainsi une politique ancienne qui affirme la prédominance de la minorité blanche sur la majorité noire. Cette politique ségrégationniste, de plus en plus répressive, est progressivement condamnée par le reste du monde et les sanctions économiques contre le régime se multiplient. Nelson Mandela, chef historique de l'ANC, incarcéré en 1964, retrouve la liberté en 1990.

Comment le régime de l'apartheid disparaît-il à partir de 1991 ?

Chronologie

1948 : mise en place de l'apartheid par le Parti national.
1960 : l'ANC, Congrès national africain (parti des Noirs) est interdit.
1964 : incarcération de Mandela.
16 juin 1976 : émeutes de Soweto sévèrement réprimées.
1985 : révolte des townships (quartiers pauvres réservés aux non-Blancs).
1989 : frederik de Klerk, élu président, annonce de profondes réformes.
11 février 1990 : libération de Nelson Mandela et légalisation de l'ANC.
30 Juin 1991 : abolition de l'apartheid.
1992 : la population blanche approuve à 69 % les négociations constitutionnelles marquant la fin de l'apartheid.
27 avril 1994 : 1res élections multiraciales, Mandela élu président de la République.

1 Avant 1991 : une ségrégation raciale et spatiale à Durban

Traduction : « En vertu de l'article 37 du règlement des plages de Durban, cette zone de baignade est réservée exclusivement aux membres du groupe racial blanc. »

Vocabulaire

- **ANC (African National Congress) :** congrès national africain, parti fondé en 1912 pour défendre les intérêts de la majorité noire de l'Afrique du Sud face à la minorité blanche. Interdit en 1960, il est de nouveau légal en 1990.
- **Afrikaner :** Sud-Africain blanc non anglophone né en Afrique du Sud.

2 Un boycott international des produits sud-africains

L'apartheid a été très tôt combattu par l'URSS et par les pays scandinaves. Peu à peu, d'autres pays occidentaux, sous la pression de leur opinion publique, vont également boycotter l'Afrique du Sud. À partir de 1970, la marque d'oranges d'Afrique du Sud Outspan fait l'objet d'une campagne de boycott, notamment en France, où ses ventes vont chuter de plus de 25 % entre 1970 et 1976.
Enveloppe de 1980.

Notion

- **apartheid :** politique ségrégationniste dite de « développement séparé » mise en place en 1948 qui exclut, de fait, de la société et de la vie politique des populations selon des critères raciaux (Noirs, métis…).

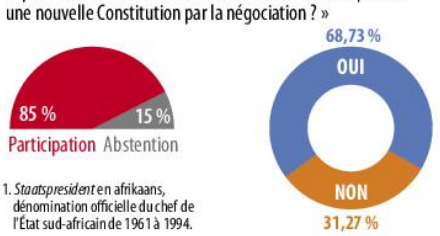
3 Mandela est libéré le 11 février 1990

En réalité, la libération du leader sud-africain, la légalisation de l'ANC et le démantèlement progressif de l'apartheid, désormais inéluctable, ont une origine essentielle : le peuple lui-même et ses véritables amis, ceux qui se sont mobilisés contre la gangrène raciste et qui ont en même temps soutenu la lutte armée et la résistance populaire. L'apartheid est loin d'être mort. Il n'est pas même agonisant. Maintenant que l'ANC a retrouvé son leader, c'est à elle et à elle seule qu'il appartient de définir sa stratégie et sa tactique pour l'abolir totalement ; pour empêcher la partition du pays voulue par une partie de la minorité blanche qui espère encore cantonner 25 millions de Noirs dans un nouveau ghetto dépourvu de la plupart des richesses nationales. Si le président De Klerk a eu le courage de reconnaître certaines réalités incontournables, comme a tenu à l'affirmer publiquement Nelson Mandela, il serait bien excessif de le considérer à présent comme l'artisan d'une nouvelle Afrique du Sud. Il a compris, comme plusieurs de ses compatriotes blancs, que le seul moyen d'éviter la révolte du peuple, l'explosion de la société tout entière, le maintien d'un boycottage international ruineux et un isolement quasi-total était de libérer Nelson Mandela et de négocier avec l'ANC.

Simon Malley, « De Nujoma à Mandela », *Le Nouvel Afrique Asie* (France), mars 1990.

5 Nelson Mandela et Frederik de Klerk obtiennent le prix Nobel de la paix (1993)

Question
« Soutenez-vous la poursuite du processus de réforme que le président de l'État[1] a entamé le 2 février 1990 et qui vise une nouvelle Constitution par la négociation ? »



1. *Staatspresident* en afrikaans, dénomination officielle du chef de l'État sud-africain de 1961 à 1994.

4 Référendum du 17 mars 1992 pour l'abolition de l'apartheid (réservé aux électeurs blancs)

Texte original en anglais
Classes Européennes

6 Le discours d'investiture de Mandela le 10 mai 1994

Le temps de la construction approche. Nous avons enfin accompli notre émancipation politique. Nous nous engageons à libérer tout notre peuple de l'état permanent d'esclavage à la pauvreté, à la privation, à la souffrance, à la discrimination liée au sexe ou à toute autre discrimination. Nous avons réussi à franchir le dernier pas vers la liberté dans des conditions de paix relative. Nous nous engageons à construire une paix durable, juste et totale. Nous avons triomphé dans notre effort pour insuffler l'espoir dans le cœur de millions de nos concitoyens. Nous prenons l'engagement de bâtir une société dans laquelle tous les Sud-Africains, blancs ou noirs, pourront marcher la tête haute sans aucune crainte au fond de leur cœur, assurés de leur droit inaliénable à la dignité humaine – une nation arc-en-ciel en paix avec elle-même et avec le monde. […] Le soleil ne se couchera jamais sur une réussite humaine si glorieuse.

Nelson Mandela, président de la République d'Afrique du Sud, 10 mai 1994.

Parcours 1

■ **S'approprier un questionnement historique**

1. Doc. 1 Décrivez la photo pour montrer en quoi elle témoigne du système ségrégationniste mis en place sous l'apartheid.
2. Doc. 2 et 3 Expliquez pourquoi la libération de Mandela va provoquer la chute complète du régime de l'apartheid.
   Aide Pensez à mentionner le contexte et l'importance de sa libération, et expliquez l'action du président de Klerk.
3. Doc. 5 Justifiez le fait que Mandela et de Klerk obtiennent tous les deux le prix Nobel de la paix.
4. Doc. 4 et 6 Montrez comment le processus de disparition de l'apartheid s'impose auprès de la population sud-africaine entre 1992 et 1994.

Bilan Expliquez pourquoi et comment l'apartheid a été supprimé en Afrique du Sud, et dans quelle mesure cela a contribué à permettre au régime de gagner une reconnaissance internationale.

Parcours 2 BAC

■ **Utiliser une approche historique pour construire une argumentation**

Montrez à l'aide des documents 4 et 6 comment l'apartheid disparaît en Afrique du Sud et comment l'élection de Nelson Mandela incarne une véritable révolution dans l'histoire de l'Afrique du Sud au XXe siècle.

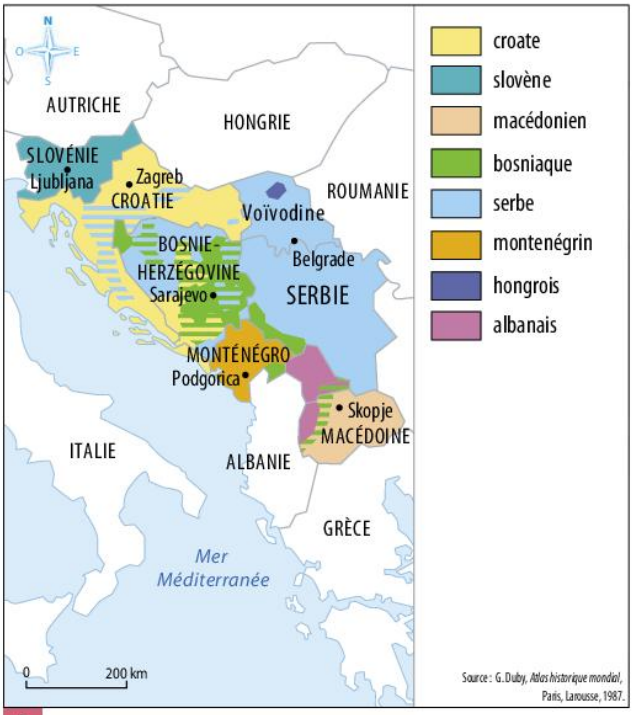
Aide Montrez quel projet de société Nelson Mandela présente dans son discours d'investiture.

ÉTUDE

Les guerres de Yougoslavie : retour des crimes de masse

La Yougoslavie est un État fédéral regroupant de nombreuses minorités ethniques. À partir de 1991, ces communautés aspirent à former des États-nations et réclament leur indépendance. Cependant, la Serbie, derrière le président Slobodan Milosevic, n'accepte pas l'implosion de la fédération. Ainsi, de 1991 à 1999, le pays est plongé dans des guerres civiles, au cours desquelles des crimes de masse, voire des génocides sont perpétrés.

Comment les guerres en Yougoslavie sont-elles marquées par des violences sans précédent en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale ?



1 Un enchevêtrement de nationalités (début des années 1990)

2 Le siège de Sarajevo

Durant le siège de Sarajevo, la ville est sous le feu des snipers serbes postés en périphérie.

Chronologie

1991 : déclaration d'indépendance de la Slovénie, de la Croatie et de la Macédoine.
1991-1995 : guerre de Croatie.
1992-1995 : guerre de Bosnie, siège de Sarajevo.
1993 : création du TPIY pour juger les crimes de guerre relatifs à la Yougoslavie.
1995 : accords de Dayton (vers un État fédéral bosnien).
1999 : guerre du Kosovo.
2006 : indépendance du Monténégro.
2008 : indépendance autoproclamée du Kosovo.

Bilan des guerres de Yougoslavie :

Selon l'ONU, les trois guerres de Yougoslavie (Croatie, Bosnie et Kosovo) auraient fait :
– 15 000 morts en Croatie ;
– 100 000 morts en Bosnie-Herzégovine (dont 50 000 civils) ;
– 13 000 morts au Kosovo (dont 10 000 civils).
Selon les estimations, le chiffre total oscille entre 95 000 et 200 000 victimes.

3 Les massacres de Srebrenica

Entre le 11 et le 16 juillet 1995, 8 372 civils bosniaques musulmans sont massacrés par les soldats de l'Armée de la République serbe de Bosnie de Ratko Mladic. Celui-ci a été condamné par le TPIY pour génocide et crimes contre l'humanité en 2017.

4 Une ONU impuissante et discréditée

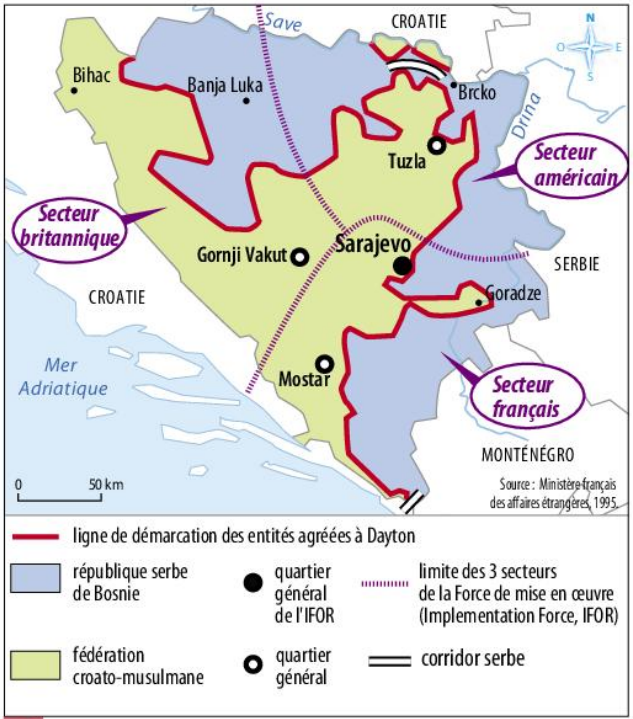
Srebrenica est une enclave musulmane située en Bosnie orientale, non loin de la frontière avec la Serbie. L'armée serbe y commet (juillet 1995) un des pires massacres que le monde ait connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale…

L'anodine bourgade encaissée de Srebrenica, perdue dans les collines de Bosnie orientale, avait été décrétée « zone protégée » par le Conseil de sécurité de l'ONU. Or, les parachutistes du bataillon néerlandais chargé de protéger Srebrenica ne tirèrent pas un seul coup de fusil pour tenter de contrer l'avancée des forces serbes. […]

À partir de Srebrenica, le crédit de l'ONU diminua brutalement, les peuples de l'ex-Yougoslavie et d'ailleurs réalisant alors qu'un engagement solennel du Conseil de sécurité ne valait en réalité pas grand-chose. Dans les dix jours qui suivirent la chute de l'enclave, les soldats de Mladic exécutèrent tous les hommes de 16 à 60 ans qu'ils purent faire prisonniers. […]

Le 11 juillet 1995, une rivière humaine constituée de familles désireuses de se placer sous la protection du drapeau azur des Nations unies conflua vers les hangars métalliques de Potocari (hameau distant de 8 km de la ville) qui abritaient le quartier général du bataillon néerlandais. Le lendemain, sous le regard des soldats de l'ONU qui s'étaient laissé désarmer, les femmes et les enfants furent séparés des hommes. […] Pratiquement aucun des hommes qui avaient choisi l'option de rejoindre le camp néerlandais ne survécut.

Renaud Girard, « Srebrenica, mauvaise conscience de l'ONU », *Le Figaro*, 22 janvier 2008.



6 La Bosnie après les accords de Dayton (1995)

5 Une épuration ethnique

Lors du procès de Ratko Mladic, jugé responsable des atrocités commises par les Serbes lors du siège de Sarajevo puis contre la petite ville de Srebrenica, un de ses adjoints repenti témoigne.

Ce jour-là, le témoin […] aperçoit alors 25 à 30 prisonniers, les poings liés, les yeux bandés. En les voyant ainsi, il se dit qu'ils vont sans doute être échangés contre des prisonniers du camp d'en face. Mais les gardes les font marcher « *jusqu'à un tas de corps* », devant lequel ils sont alignés puis abattus. […]

« *Il y avait donc ce tas de corps morts qui ne ressemblait même plus à des êtres humains, c'était de la chair, de la chair en morceaux. Puis, un être humain en a émergé. Un garçon de 5 à 6 ans. C'était incroyable. Un être humain est ressorti de ce tas et a commencé à se diriger vers le chemin où se tenaient ces hommes avec des mitraillettes. […] C'était un enfant… couvert de morceaux de corps, d'intestins, de tissus.* » Un lieutenant-colonel ordonne alors de l'abattre. Mais, d'après le témoin, « *tous ceux qui étaient là étaient muets d'horreur* ». « *Alors,* ajoute-t-il, *l'officier a lancé :* "Ramenez-le ici avec le lot suivant et à ce moment-là, on pourra en finir." »

Stéphanie Maupas : « Bosnie : plongée terrible dans les archives du tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie », *Le Monde*, 21 novembre 2017.

Notion

- **épuration ethnique :** politique visant à faire disparaître d'un territoire un groupe humain en fonction de son identité ethnique.

Parcours 1

▪ S'approprier un questionnement historique – Mettre un événement en perspective

1. Oral Doc. 1 Présentez la diversité des États membre de la Yougoslavie au début des années 1990.
   Aide Pensez à montrer à la fois le morcellement politique et communautaire. Utilisez la carte comme support pour votre oral pour situer avec précision les lieux que vous évoquez.
2. Doc. 3, 4 et 5 En quoi ont consisté les atrocités en Yougoslavie ?
3. Doc. 3, 5 et 6 Travail de groupe Quel bilan peut-on faire de la guerre de Bosnie pour le pays (1992-1995) ?
   Aide Répartissez-vous la tâche : il faut aborder à la fois les causes du conflit, le déroulement de la guerre et ses atrocités ainsi que les accords de Dayton. Mettez en commun pour rédiger la réponse.
4. Doc. 2, 4 et 6 Quel bilan peut-on dresser du rôle de l'ONU ?

Parcours 2

▪ S'approprier un questionnement historique

Montrez comment la Yougoslavie a connu un conflit marqué par des crimes de masse devant une communauté internationale qui n'a pas réussi à empêcher ces violences.

Aide Présentez les facteurs des guerres puis caractérisez les atrocités commises ; enfin, réfléchissez à l'action de la communauté internationale.

ÉTUDE

1994 : le génocide des Tutsis au Rwanda

En 1994, une guerre civile éclate au Rwanda, pays de l'Afrique des Grands Lacs et ancienne colonie belge. Elle voit deux ethnies s'opposer : les Hutus (plus de 80 % de la population) et les Tutsis (moins de 20 %). En moins de 100 jours (avril-juillet), les Tutsis – accusés d'avoir assassiné le président hutu – subissent un génocide de la part des Hutus les plus radicalisés. 800 000 morts sont dénombrés tandis que l'ONU et la communauté internationale restent passives.

Comment une politique d'extermination de l'ethnie tutsie au Rwanda s'est-elle mise en place ?

Chronologie

1962 : indépendance du Rwanda.
1973 : coup d'État militaire. Juvénal Habayarimana (hutu) devient président.
1990 : attaque du FPR depuis l'Ouganda, début de la guerre civile.
1992 : fondation de la milice hutue, les Interahamwe.
4 août 1993 : accords de paix à Arusha (Tanzanie) entre le président rwandais et le FPR.
6 avril 1994 : l'avion des présidents rwandais et burundais est abattu.
7 avril 1994 : début des massacres à grande échelle.
4 juillet 1994 : prise de Kigali par le FPR de Paul Kagame.
8 novembre 1994 : création par le Conseil de sécurité du TPIR.

Vocabulaire

- **ethnie :** groupement humain qui possède une structure économique, sociale et familiale homogène, et dont l'unité repose sur les mêmes pratiques culturelles (langue, religion…) et la conscience d'appartenir à un même groupe.
- **FPR (Front patriotique rwandais) :** mouvement politique et militaire fondé par les descendants d'exilés tutsis dans les années 1960.
- **Interahamwe :** milice extrémiste hutue fondée en 1992 et voulant exterminer les Tutsis. Leur nom signifie « ceux qui combattent ensemble ».
- **TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda) :** juridiction spéciale mise en place par le Conseil de sécurité de l'ONU de 1994 à 2015 à Arusha (en Tanzanie) pour juger les responsables du génocide rwandais et les personnes ayant commis des atrocités pendant le conflit.

1 L'attentat contre le président rwandais hutu

Le Rwanda et le Burundi, dont l'histoire post-coloniale est ponctuée de massacres interethniques, risquent de vivre à nouveau une terrible tragédie. La guerre civile, à l'état larvé dans chacun de ces deux pays, pourrait éclater de nouveau après la mort, mercredi 6 avril, à Kigali, dans un accident d'avion, du président rwandais Juvenal Habyarimana et de son homologue burundais Cyprien Ntaryamira. […]

Les deux présidents étaient hutus, l'ethnie majoritaire dans les deux pays. Ils avaient en commun ce problème : faire en sorte que Hutus et Tutsis partagent pacifiquement le pouvoir. Mais le parallèle s'arrête là. […]

Bien que minoritaires, les Tutsis, classe dirigeante à l'époque du colonisateur belge, étaient restés au pouvoir au Burundi jusqu'à l'an dernier. Le suffrage universel a alors porté les Hutus aux commandes, et ils y sont restés malgré la tentative de coup d'État qui a coûté la vie au président Melchior Ndadaye, en octobre dernier […].

En revanche, les Rwandais n'ont connu qu'un pouvoir hutu depuis l'indépendance. Mais les Tutsis devaient faire leur entrée au gouvernement et au Parlement, à la suite d'accords de paix signés, l'an dernier, après trois ans de guerre avec l'armée gouvernementale. Ces accords sont restés lettre morte. La mauvaise volonté dont le président Habyarimana a fait preuve lorsqu'il aurait fallu les faire entrer en application n'est peut-être pas étrangère à sa mort violente.

« Rwanda-Burundi : la poudrière », *Le Monde*, 8 avril 1994.

2 Un milicien hutu témoigne

Agriculteur, Emmanuel Nyirimbuga est membre des milices hutues. Il participe au génocide des tutsis. Condamné à la prison à vie, il témoigne depuis sa cellule.

« Le 20, le bourgmestre, le préfet et le capitaine reviennent avec les gendarmes et organisent la fouille des réfugiés pour prendre tout ce qui aurait pu leur servir d'armes. […] Les gendarmes commencent à tirer à partir de 3 heures du matin. » Au petit matin, ils cessent le feu. « C'était notre tour. » Deux lignes de miliciens sont formées : « Nous combattions en avant ; d'autres encerclaient pour empêcher les fuites. Les Tutsis ont essayé de résister ; ils jetaient des pierres. Les gendarmes abattent ceux qui les lançaient. » […] Machettes ou bâtons cloutés à la main, les Interahamwe pénètrent alors dans le site. « À 10 heures du matin, le travail était fini. » « Des rescapés fuyaient vers Cyanika. L'équipe les suivait et tuait en cours de route. »

Témoignage d'Emmanuel Nyirimbuga, milicien hutu, *L'Humanité*, 1er avril 2004.

3 L'assassinat de réfugiés tutsis

Les humanitaires étrangers, comme Médecins sans frontières (MSF), sont confrontés aux violences de la guerre civile et aux exactions commises sur les réfugiés tutsis. […]

Entre le 17 et le 23 avril 1994, j'effectuais avec 3 autres membres expatriés de MSF-H[1] une mission exploratoire à Butare dans le sud du Rwanda.

Nous avons eu l'occasion de visiter alors à 2 reprises l'hôpital universitaire. De nombreux blessés à la machette y étaient soignés par une équipe de MSF-B. Cette équipe nous a expliqué que tous les patients tutsis avaient été emmenés à l'extérieur de l'hôpital et exécutés. Quelques jours plus tard, des patients hutus furent également enlevés sans que l'on sache ce qu'ils sont ensuite devenus. […] Les militaires ont alors repris le contrôle de l'hôpital afin d'y soigner leurs blessés, en excluant par la même tous les autres blessés civils.

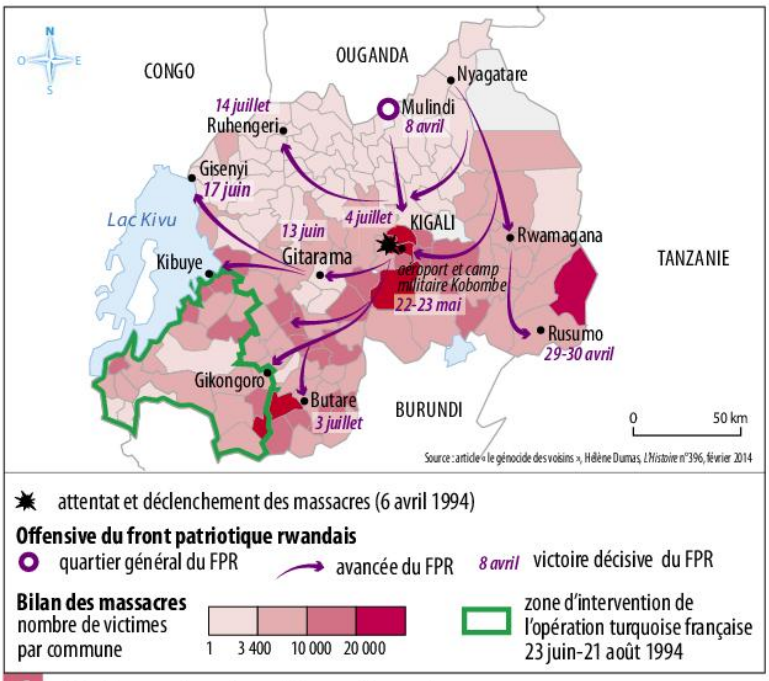
Durant cette semaine de visite, nous avons vu des réfugiés tutsis (une centaine), certains gravement blessés, qui ont cherché à se réfugier dans les bâtiments de la sous-préfecture de Butare. D'après des informations recueillies auprès de notre personnel local (du personnel de confiance), nous avons appris que tous ces civils avaient été emmenés dans le « busch »[2] en camion… ils ont été exécutés.

1. MSF Hollande (Pays-Bas). – 2. Brousse

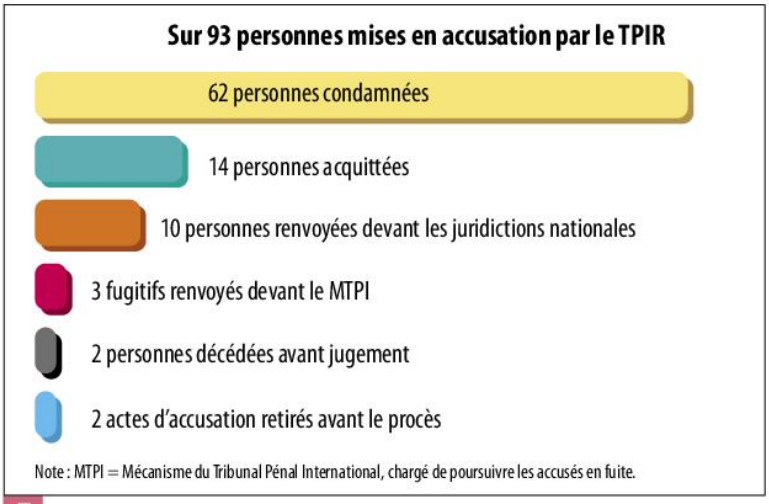
Hans Timmermans, cité dans Françoise Bouchet-Saulnier et Pierre Salignon, *Témoignages sur le génocide au Rwanda*, dossier publié par MSF en juin 1994.

Notion

- **génocide :** extermination programmée et systématique d'une population pour des raisons ethniques, politiques, ou religieuses.



4 100 jours de génocide au Rwanda



5 Juger les accusés devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 Quel événement a provoqué le déclenchement du génocide ?
2. Doc. 2, 3 et 4 Présentez le déroulement du génocide.
   Aide Évoquez les événements à l'origine du conflit, les acteurs et les modalités du génocide.
3. Doc. 4 Quel rôle la communauté internationale a-t-elle joué ?
4. Doc. 5 Quel bilan de l'action du TPIR peut-on dresser ?

Bilan Oral À l'aide des documents, dressez le bilan de ce génocide.
Aide Pensez à présenter d'abord le bilan humain, puis les changements politiques et terminez enfin par le rôle de la France et de l'ONU.

Parcours 2

■ Utiliser une approche historique pour construire une argumentation

Racontez en une quinzaine de lignes le déroulement de la guerre civile pour montrer en quoi elle constitue un génocide.

Aide Pensez à présenter les étapes qui ont mené au génocide et à montrer en quoi les massacres commis peuvent être qualifiés de génocidaires (Qui sont les victimes ? Comment ont-elles été exécutées ? Qui est responsable ?…)

LEÇON 1

Violences d'État, crimes de masse et génocides

Comment ces formes de violence continuent-elles de se développer dans le monde depuis les années 1990 ?

POINT DE PASSAGE 1991-1994 : la fin de l'apartheid p. 270

ÉTUDE Les guerres de Yougoslavie : retour des crimes de masse p. 272

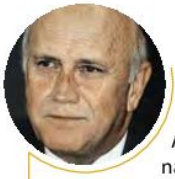
ÉTUDE 1994 : le génocide des Tutsis au Rwanda p. 274

Notion

- **crime de masse :** destruction volontaire d'une part importante d'une population civile, hommes, femmes et enfants. Frank Chalk, et Kurt Jonassohn, co-fondateurs de l'institut montréalais d'études sur le génocide, appellent cela une « tuerie à sens unique » car elle est marquée par une dissymétrie du rapport de forces.

Nelson Mandela (1918-2013)

Entré à l'ANC, le Congrès national africain, en 1943, il dédie sa vie à la lutte contre la ségrégation raciale qui sévit dans son pays. Après la mise en place de l'apartheid en 1948, il va multiplier les actions pour dénoncer ce système politique raciste. Arrêté en 1962, incarcéré, il devient la figure de la lutte contre l'apartheid dans le monde entier. Libéré en 1990, il négocie avec le président Frederik de Klerk et obtient avec lui le prix Nobel de la paix en 1993. Lors des premières élections libres, Mandela devient président de l'Afrique du Sud (1994-1999). Après un seul mandat, il se retire de la vie publique. Il est considéré comme un modèle de tolérance et le père de la « nation arc-en-ciel ».



Frederik de Klerk (né en 1936)

Avocat, député du Parti national, il est plusieurs fois ministre (Sports, Environnement, Intérieur…) à partir de 1978. Il devient président de la République d'Afrique du Sud (1989-1994) et fait libérer Mandela en 1990. Ensemble, ils obtiennent le prix Nobel de la paix en 1993 et préparent les premières élections libres du pays (1994). Vice-président de Mandela (1994-1996), puis chef de l'opposition, il se retire de la vie publique en 1997.

A L'apartheid, un régime fondé sur les discriminations et la violence

- **En Afrique du Sud, la sortie de l'apartheid permet de mettre fin aux violences et aux discriminations permanentes dont les populations non-blanches (Noirs, métis, Asiatiques) étaient victimes au quotidien** : ségrégation spatiale, avec des lieux de vie différents selon l'appartenance raciale définie par l'État, les townships et les bantoustans, mais aussi inégalités de droits entre les différentes communautés. Les violences d'État contre les populations étaient aussi récurrentes, avec l'usage régulier de la torture, des assassinats de manifestants et d'opposants.

POINT DE PASSAGE p. 270

- **C'est en février 1991 que le président Frederik de Klerk annonce son intention de mettre fin à l'apartheid.** Cette décision intervient alors que la pression internationale se renforce (boycott des produits, isolement diplomatique de l'Afrique du Sud). Nelson Mandela, le leader de l'ANC, avait été libéré le 11 février 1990. Dans le pays, l'ANC se renforce et des Sud-Africains blancs souhaitent que tous les habitants puissent voter. C'est le cas du Parti progressiste d'Helen Suzman créé en 1959. Le 30 juin 1991, le système juridique de l'apartheid est officiellement aboli. Le 27 avril 1994, les premières législatives ouvertes à toutes les communautés consacrent la victoire de l'ANC avec 63 % des voix. Le 10 mai 1994, Nelson Mandela devient le premier président noir d'Afrique du Sud.

B Les crimes de masse en ex-Yougoslavie

- **C'est au cours de la guerre en ex-Yougoslavie, qui éclate en 1991, que les crimes de masse font leur réapparition en Europe.** Le plus souvent, le crime de masse est réalisé par un État ou des dirigeants politiques, contre une minorité, une ethnie différente ou une partie de la population marginalisée ou concurrente. Il s'agit soit d'éradiquer complètement le groupe visé, soit de le soumettre par la terreur. Dans les guerres civiles, les agresseurs pratiquent viols de masse, mutilations, assassinats, profanation de cimetières, mutilations des cadavres, incendies des maisons. Ces procédés sont utilisés par certaines milices serbes, croates ou bosniaques pour terroriser les minorités ethniques, pour les exterminer ou les forcer à fuir de l'endroit où elles vivaient pour y installer une autre population.
- **Des arguments nationalistes servent de justification à des opérations de « purification ethnique »**, dans le but de créer des zones géographiques homogènes ethniquement, par la déportation de populations et par des massacres. Il s'agit de faire disparaître physiquement les membres d'une autre communauté afin de revendiquer le contrôle et la possession des territoires qu'ils habitaient. Ainsi, en juillet 1995, 8 000 Bosniaques sont assassinés à Srebrenica par les troupes serbes du général Mladic.
- **Les Serbes considèrent par ailleurs le Kosovo comme le berceau historique de leur pays** car il en était le centre économique et religieux du XIe au XIVe siècle, avec les mines de Novo Brdo et les monastères de Gracanica et de Pec. Les Albanais y sont devenus majoritaires à partir du XVIIe siècle sous la domination ottomane. À partir de 1998-1999, la Serbie intervient au Kosovo, auparavant partie intégrante de la Yougoslavie, qui revendique son indépendance. Cette guerre aurait fait près de 15 000 victimes, dont plus de 9 000 Albanais.

C Le génocide rwandais

Le Rwanda a une population composée de trois ethnies : les Hutus (environ 80 % de la population totale), en majorité des agriculteurs, les Tutsis (environ 20 %), le plus souvent des éleveurs, et les Twas (1 %). Les rivalités datent de la colonisation, quand les Belges s'appuyaient sur les Tutsis pour gouverner. Le 1er novembre 1959, lors de la « Toussaint rwandaise », alors que le Rwanda est encore une colonie, une révolution sociale éclate chassant des dizaines de milliers de Tutsis hors du pays. À partir de 1990, des Tutsis venus de l'Ouganda voisin pénètrent au Rwanda pour revendiquer les terres de leurs familles. En 1992-1993, les violences se multiplient dans la zone du pays qu'ils contrôlent. Le président rwandais riposte, en formant dans chaque village une milice hutue, les *Interhamwe*, ce qui signifie « ceux qui combattent ensemble ». Pourtant, le 4 avril 1994, la paix est signée à Arusha (Tanzanie).

C'est en revenant de cette conférence de paix, le 6 avril 1994, que les présidents hutus du Rwanda et du Burundi meurent dans l'attentat qui détruit leur avion au-dessus de Kigali. Cet événement dramatique sert de prétexte aux extrémistes hutus pour s'en prendre à la minorité tutsie et aux modérés hutus. Dès le lendemain, la Première ministre hutue modérée, Agathe Uwilingiyimana, est assassinée ainsi que les dix Casques bleus belges qui tentent de la protéger. Une véritable « chasse aux Tutsis » est ouverte, marquée par de nombreux massacres et des scènes d'horreur, les « Cent jours » du génocide rwandais. Mais les troupes tutsies du FPR prennent Kigali le 4 juillet 1994. La présence des Casques bleus et des troupes françaises n'a pas empêché le génocide qui a duré une centaine de jours.

Pour juger les commanditaires de ce crime contre l'humanité, le Conseil de sécurité de l'ONU a créé un tribunal spécial, le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), le 8 novembre 1994. Lors de ces événements, 800 000 personnes ont été assassinées en trois mois, essentiellement des Tutsis. Près de deux millions ont quitté le pays. Le manque d'efficacité de l'ONU, de la Belgique et de la France, a été soulevé. Le TPIR a inculpé 93 responsables de génocide et a terminé sa mission le 31 décembre 2015. 14 personnes ont été acquittées, 23 ont purgé leur peine à la fin 2019, 10 sont décédées. En moyenne, ils ont été condamnés de 7 à 20 ans de prison par le tribunal international mais beaucoup bénéficient d'une libération anticipée.

Helen Suzman
(1917-2009)

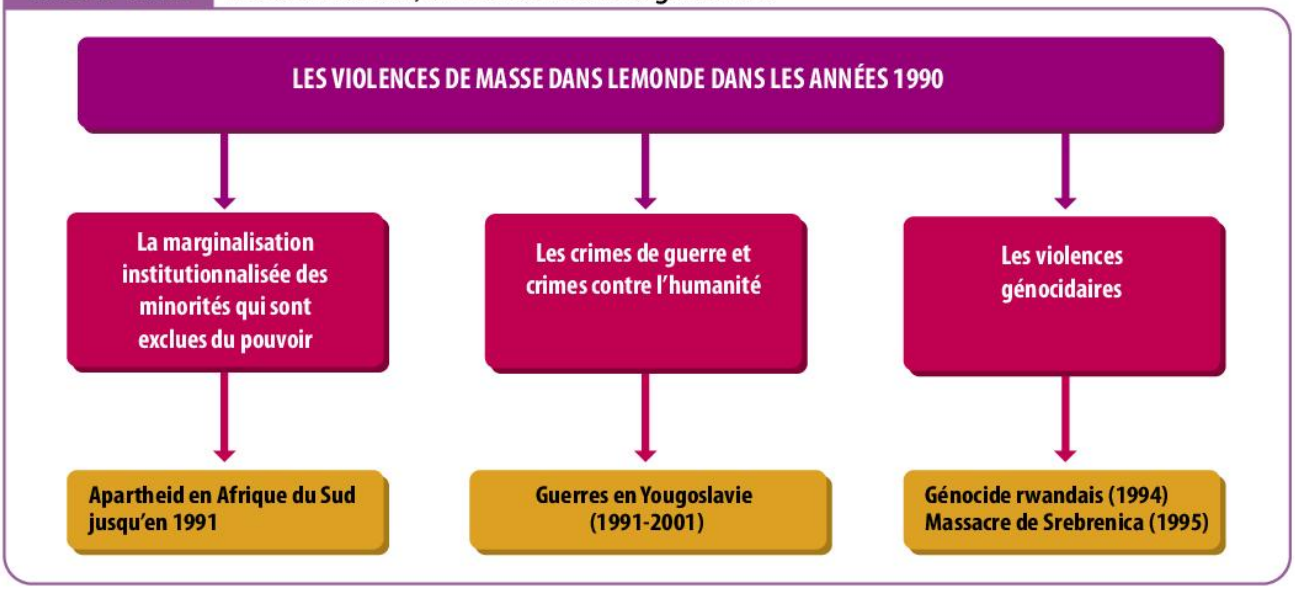
Fille d'émigrés juifs qui ont fui l'antisémitisme en Lituanie, elle est élue députée à Johannesburg de 1953 à 1989. Elle fonde le Parti progressiste en 1959 et s'oppose à l'apartheid. Elle souhaite la liberté d'expression pour tous les habitants de son pays et l'abolition des lois ségrégationnistes.

Vocabulaire

- bantoustans : régions créées durant la période de l'apartheid en Afrique du Sud, réservées aux populations noires.
- township : en Afrique du Sud, ghetto réservé aux non-blancs créé en périphérie des grandes agglomérations, durant l'apartheid.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN **Violences d'État, crimes de masse et génocides**



POINT DE PASSAGE

Le 11 Septembre 2001

Le 11 septembre 2011, le groupe terroriste islamiste Al-Qaïda, basé en Afghanistan, commet des attentats sur New York et Washington en détournant quatre avions de ligne. Les tours jumelles du World Trade Center, emblématiques de la puissance américaine, sont touchées ; on dénombre près de 3 000 morts. La réaction du président G. W. Bush, soutenu par sa population, est immédiate : la guerre contre le terrorisme et, plus généralement, contre les ennemis des États-Unis est lancée.

En quoi le 11 Septembre marque-t-il un tournant dans la géopolitique mondiale ?

Chronologie

11 sept. :
– 2 avions de ligne percutent les tours jumelles du World Trade Center (New York)
– 1 avion de ligne s'écrase sur le Pentagone (Arlington, Virginie)
– 1 avion de ligne, détourné par ses passagers, s'échoue près de Pittsburgh (Pennsylvanie) ; il devait probablement toucher le Capitole
– G. W. Bush prononce un discours officiel à la nation
7 oct. : entrée en guerre des États-Unis en Afghanistan

1 Un symbole du pouvoir américain s'effondre
Chute de la tour 2 à 9 h 59, 55 minutes après l'impact de l'avion.

2 E3C Analyse de document **La réaction du président G. W. Bush au soir du 11 septembre**

Texte original en anglais Classes Européennes

Bonsoir. Aujourd'hui, nos concitoyens, notre mode de vie, notre liberté même ont été attaqués dans une série d'actes terroristes meurtriers et délibérés. Les victimes étaient dans des avions ou dans leur bureau : secrétaires, hommes et femmes d'affaires, militaires et officiers, pères et mères, amis et voisins. […]

Ces massacres ont été planifiés pour précipiter notre nation dans le chaos et la retraite. Mais ils ont échoué. Notre pays est fort. Un grand nombre de personnes s'est mobilisé pour défendre notre grande nation. Les attaques terroristes peuvent secouer les bases de nos plus grands bâtiments, mais elles ne peuvent pas toucher les fondements de l'Amérique. Ces actes brisent l'acier, mais ils ne peuvent pas entamer celui de la détermination américaine.

L'Amérique a été visée parce que nous sommes la lanterne de la liberté et des opportunités dans le monde. Et personne n'empêchera cette lumière de briller. […]

Nous ne ferons aucune distinction entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les hébergent.

[…] Au nom des Américains, je remercie les nombreux chefs d'État étrangers qui ont appelé pour présenter leurs condoléances et offrir leur aide. L'Amérique et nos amis et alliés se joignent à tous ceux qui veulent la paix et la sécurité dans le monde et nous ferons front ensemble pour gagner la guerre contre le terrorisme.

Discours du président G. W. Bush le 11 septembre 2001 au soir.

3 Ben Laden revendique les attentats du 11 septembre

Discours de décembre 2001 sur la chaîne qatarie Al-Jazeera, donc relayé à travers le monde.

4 La résolution 1378 de l'ONU sur la guerre en Afghanistan au soir du 11 septembre

Quelques jours après l'intervention américaine en Afghanistan pour se venger d'Al-Qaïda et renverser ses soutiens talibans, le Conseil de sécurité de l'ONU organise la suite de la guerre.

Le Conseil de sécurité,

Condamnant les Talibans pour avoir permis que l'Afghanistan soit utilisé comme base d'exportation du terrorisme par le réseau Al-Qaïda et autres groupes terroristes et pour avoir accordé l'asile à Oussama Ben Laden, Al-Qaïda et autres éléments associés […]

Profondément préoccupé par la situation humanitaire alarmante et la poursuite des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire par les Talibans, […].

3. Affirme que l'Organisation des Nations unies doit jouer un rôle central pour ce qui est d'appuyer les efforts du peuple afghan visant à établir d'urgence une nouvelle administration de transition conduisant à la formation d'un nouveau gouvernement.

Résolution du 14 novembre 2001, undocs.org.

Parcours

■ Mettre un événement en perspective – S'approprier un questionnement historique

1. Oral Doc. 1 et 2 Racontez le déroulé des attentats du 11 septembre 2001 ?
2. Doc. 1 et 2 Pourquoi cet événement est-il perçu comme une remise en question de l'hyperpuissance des États-Unis ?
3. Doc. 2 et 3 Comment G. W. Bush et O. Ben Laden galvanisent-ils leurs partisans ?
4. Doc. 2 et 4 En quoi consiste la réponse états-unienne aux attentats ?

Bilan Pourquoi ces attentats du 11 septembre marquent-ils un tournant dans les relations internationales ?

Aide Pensez à aborder la puissance des États-Unis, les nouvelles conflictualités, la place des civils dans les attentats et la réaction américaine qui va suivre.

Oussama Ben Laden
(1957-2011)

Issu d'une riche famille saoudienne originaire du Yémen, il fait de brillantes études avant d'être recruté par les États-Unis pour lutter contre l'URSS en Afghanistan (années 1980). Islamiste convaincu, il fonde à la fin des années 1980 le mouvement Al-Qaïda pour étendre l'islamisme à travers le monde. Il commet dès lors des attentats contre les intérêts occidentaux, notamment le 11 septembre 2001. Ayant trouvé refuge dans les zones tribales entre l'Afghanistan et le Pakistan, il est tué par l'armée américaine le 1er mai 2011, après dix ans de traque.

Notion

- islamisme : mouvement radical musulman qui mêle la politique et la religion. Il est capable d'utiliser la violence pour imposer les lois islamistes.

Vocabulaire

- mouvement taliban : organisation terroriste islamiste au pouvoir en Afghanistan de 1996 à 2001.

MÉTHODE : Analyse critique de document

■ CAPACITÉS : Mettre une figure en perspective
Utiliser une approche historique pour construire une argumentation

CONSIGNE

Montrez comment George W. Bush (doc. 2), après avoir tiré un premier bilan des attentats, galvanise son pays et ses alliés pour faire face au terrorisme islamiste.

Conseil

Pensez à exercer votre esprit critique face aux arguments apportés : il s'agit du discours du chef de l'État américain au soir des attentats, à chaud, dans l'émotion.

ÉTAPE 1 Lire et comprendre la consigne : relevez les mots clés et explicitez-les.

Aide Pensez notamment à définir qui sont les alliés des États-Unis et ce qu'on appelle « terrorisme islamiste ».

ÉTAPE 2 Analyser le document : présentez le document (auteur, nature, contexte…) et notez au brouillon les grandes idées avancées par l'auteur.

Aide Listez les idées au fur et à mesure de votre lecture. Ensuite, reprenez-les pour les justifier ou les contredire au moyen de vos connaissances.

ÉTAPE 3 Rédiger une réponse organisée : après une introduction qui présente le document et pose le contexte général, organisez votre plan en deux ou trois parties pour répondre efficacement à la consigne. Utilisez vos connaissances personnelles pour les confronter aux informations trouvées. En conclusion, dressez un bilan de votre travail.

ÉTUDE

L'intervention américaine en Irak en 2003

À la suite des attentats du 11 septembre 2001 et de la guerre en Afghanistan, les États-Unis désignent l'Irak de Saddam Hussein comme un des éléments de l'« axe du mal ». Malgré l'hostilité de l'ONU, l'intervention débute en mars 2003. Le régime irakien est renversé quelques semaines plus tard devant le déséquilibre des forces en présence.

En quoi l'intervention américaine en Irak en 2003 peut-elle être définie comme un « conflit asymétrique » ?

1 George Bush justifie l'offensive américaine en Irak

Texte original en anglais Classes Européennes

Mes chers concitoyens, nous voici arrivés aux tout derniers jours de décision concernant les événements d'Irak. Pendant plus de dix ans, les États-Unis et d'autres pays ont fait des efforts patients et honorables pour désarmer le régime irakien en évitant la guerre. Ce régime avait pris l'engagement, comme condition à la fin de la guerre du Golfe persique en 1991, de déclarer et de détruire toutes ses armes de destruction massive.

Depuis, le monde s'est livré à douze années de diplomatie. Nous avons adopté plus d'une douzaine de résolutions au Conseil de sécurité des Nations unies. Nous avons envoyé des dizaines d'inspecteurs en armement de l'ONU afin de vérifier le désarmement de l'Irak. Notre bonne foi n'a pas été payée en retour. […]

Les États-Unis d'Amérique ont l'autorité souveraine d'utiliser la force afin de garantir leur propre sûreté nationale. C'est à moi qu'appartient cette responsabilité, en tant que commandant en chef. […]

Les États-Unis, avec d'autres pays, œuvreront à promouvoir la liberté et la paix dans cette région. Nous n'atteindrons pas notre objectif en un jour, il faudra du temps. […] Les nations libres ont le devoir de défendre leurs peuples en s'unifiant contre la violence. Et ce soir, comme ils l'ont fait auparavant, l'Amérique et ses alliés acceptent cette responsabilité.

Discours de George Bush à la nation américaine, 17 mars 2003.

2 Des forces en présence déséquilibrées

	Coalition internationale	Irak
Pays engagés	**Intervention militaire :** États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Pologne Soldats kurdes **Soutien logistique :** Coalition de 49 pays	Irak
Nombre de combattants	148 000 (États-Unis) 45 000 (Royaume-Uni) 2 000 (Australie) 194 (Pologne) 70 000 (Kurdes)	375 000 (armée régulière) 50 000 (Garde républicaine) 44 000 paramilitaires 650 000 réservistes
Nombre de morts	196 morts	Entre 7 600 et 45 000 morts

Notion

- **conflit asymétrique :** affrontement qui oppose des forces combattantes déséquilibrées comme une armée régulière d'un État et un mouvement terroriste ou une guérilla.

3 L'ANALYSE DU POLITOLOGUE La guerre en Irak, une guerre asymétrique

Pour Andreï Gratchev, politologue russe et journaliste, « la chute du mur de Berlin a marqué un tournant : l'effondrement du communisme, la faillite de ses régimes et surtout de l'idéologie en tant que telle, ont débouché sur l'unipolarisation du monde autour des États-Unis […]. Les soldats perdus qui étaient jadis manipulés par l'un des deux grands camps se sont laissés happer par les idéologies faciles, primitives et belliqueuses : le nationalisme, le fondamentalisme religieux. Le vide créé par le démantèlement de l'empire soviétique est donc bien à l'origine de la généralisation des guerres asymétriques ». […]

À la lumière de ces éléments, peut-on encore considérer l'intervention américano-britannique en Irak comme une guerre asymétrique ? « Oui, répond François-Bernard Huyghe, spécialiste en sciences politiques. Les forces en présence sont totalement déséquilibrées. Et surtout le conflit asymétrique se caractérise par le fait qu'il s'agit d'une guerre que le fort croit imperdable. Ne nous a-t-on pas rabâché, depuis des mois, que les États-Unis ne pouvaient pas perdre celle-ci ? »

Alexandre Martin et Loïck Coriou, « Définir un conflit asymétrique », *Le Monde*, 31 mars 2003.

Parcours 1

▪ Employer les notions et le lexique à bon escient

1. Doc. 1 Comment George Bush justifie-t-il l'intervention américaine en Irak ?
2. Doc. 2 et 3 Pourquoi les guerres asymétriques se multiplient-elles ?

Bilan En quoi l'intervention en Irak en 2003 marque-t-elle un tournant dans les relations internationales ?

Parcours 2

Travail de groupe Montrez en quoi le conflit en Irak en 2003 est bien un « conflit asymétrique ».

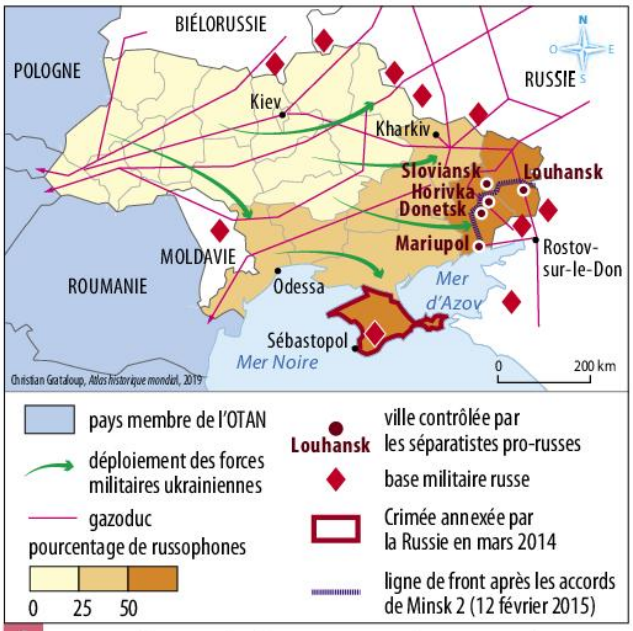
Aide Pour cela, étudiez d'abord les arguments rapportés par le politologue (doc. 3) puis confrontez-les aux doc. 1 et 2.

ÉTUDE

La guerre en Ukraine et les tensions entre grandes puissances

La révolution ukrainienne de 2014 entraîne la destitution du président prorusse Viktor Ianoukovitch, et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement favorable au rapprochement avec l'Union européenne. Ce virage dans la politique ukrainienne marque le début d'une guerre civile dans les régions russophones du Donbass et le rattachement de la Crimée à la Russie. Mais les enjeux de la guerre civile dépassent le cadre du pays.

Comment la guerre civile en Ukraine illustre-t-elle les tensions internationales entre grandes puissances ?



1 Le conflit en Ukraine, entre Union européenne et Russie

Parcours 1

▪ Mettre un événement en perspective – S'approprier un questionnement historique

1. Doc. 1 et 2 Pourquoi l'Ukraine est-elle un enjeu entre l'Union européenne et la Russie ?
   Aide Pensez à présenter les États voisins du conflit avant de vous pencher les enjeux géopolitiques pour l'Union européenne.
2. Doc. 2 Quelle est la stratégie russe de développement de son influence en Europe et en Asie ?
3. Doc. 2 Pourquoi certains analystes parlent-ils de retour de la guerre froide ?

Bilan Montrez en quoi le conflit en Ukraine symbolise à la fois le retour de la guerre froide et la faiblesse politique de l'Union européenne.

Parcours 2

▪ Utiliser une approche historique pour construire une argumentation

À l'aide des deux documents, expliquez quels sont les enjeux internationaux de la guerre civile en Ukraine.

Aide Soulignez les intérêts de chacun dans l'affirmation de sa puissance à l'échelle mondiale.

2 Les enjeux du conflit en Ukraine

Le conflit en Ukraine réveille des craintes de guerre froide. Certains parlent d'un affrontement par procuration entre l'Est et l'Ouest, ou d'une partie d'échecs entre grandes puissances où les enjeux sur le terrain seraient finalement secondaires. Que représente l'Ukraine pour les uns et les autres ? Pourquoi ce conflit a-t-il acquis une telle importance ?

Pour la Russie

Le renversement du gouvernement prorusse de Viktor Ianoukovitch, en février 2014, a représenté un échec cinglant pour Moscou. « L'Ukraine n'est pas une terre comme les autres pour la Russie », explique Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou. « Elle représente à la fois des enjeux stratégiques, militaires et économiques, mais également des enjeux identitaires et historiques extrêmement profonds. » L'Ukraine représente une pièce fondamentale dans le projet russe d'union eurasiatique, qui doit voir le jour le 1er janvier 2015 […].

Pour l'Union européenne

Pour les Européens aussi, l'Ukraine, souvent décrite comme un État « pivot » entre l'Occident et la Russie, a une importance capitale. Selon M. Dubien, le rapprochement entre l'UE et l'Ukraine, au nez et à la barbe de la Russie, a eu lieu à l'instigation de la Suède, de la Pologne et des États baltes, pour qui « une politique de confinement de la Russie est une fin en soi, même 25 ans après la fin de la guerre froide ».

Pour les États-Unis

[…] Il s'agit pour eux de défendre leur place prépondérante sur l'échiquier politique mondial et de ne pas permettre à M. Poutine de créer un précédent en ce qui a trait au respect de l'intégrité territoriale et des frontières.

« La crise en Ukraine va au-delà de l'Ukraine », a souligné le sénateur républicain John McCain, en mars, lors d'une visite à Kiev. « Elle concerne la crédibilité du leadership international des États-Unis et la question de savoir si l'avenir sera défini par les valeurs occidentales ou par des dictateurs et des agresseurs. »

« Quel est le jeu des grandes puissances en Ukraine ? », Radio Canada, 26 mai 2014.

LEÇON 2

De nouvelles formes de conflits

Comment de nouvelles formes de conflits apparaissent-elles dans un monde post guerre froide ?

POINT DE PASSAGE Le 11 Septembre 2001 p. 278

ÉTUDE L'intervention américaine en Irak en 2003 p. 280

ÉTUDE La guerre en Ukraine et les tensions entre grandes puissances p. 281

Notions

- **islamiste :** personne qui suit une interprétation radicale de l'islam et cherche à imposer cette religion y compris dans la sphère politique.
- **talibans :** en Afghanistan, membre de la branche la plus radicale de l'islamisme.
- **terrorisme :** ensemble d'actes de violence (prise d'otages, sabotages, enlèvements, attentats, destructions…) commis dans un but politique par une organisation ou un individu pour déstabiliser un État et frapper l'opinion publique.

A La fin d'un monde bipolaire

Le monde avait vécu depuis 1947 dans un contexte de guerre froide et d'opposition indirecte entre les deux grands, les États-Unis et l'URSS. La disparition du bloc de l'Est (1989) et de l'URSS (1991) change la manière dont les relations internationales s'organisent. Désormais, les États-Unis restent les seuls supergrands de la planète. « Gendarmes du monde », ils interviennent sur de nombreux théâtres d'opérations. Ils dirigent ainsi la coalition contre l'Irak de Saddam Hussein qui a envahi le Koweït en août 1990 (opération « Tempête du Désert »). À l'issue de cette intervention, ce pays allié de l'Occident et riche en pétrole est libéré. En 1993, les États-Unis interviennent en Somalie (opération « Restore Hope ») pour tenter de mettre fin à la guerre civile qui ravage ce pays. Hubert Védrine, le ministre français des Affaires étrangères de Lionel Jospin, les qualifie en 1999 d'« hyperpuissance ». Ils semblent en effet en mesure d'imposer leur modèle politique et économique presque partout dans le monde et n'ont aucun rival sur la scène internationale.

Mais ce « Nouvel ordre mondial » est ébranlé par les attentats du 11 septembre 2001, perpétrés sur le sol américain par les terroristes d'Al-Qaïda et dirigé par Ben Laden. Pour la première fois, les États-Unis sont touchés au cœur de leur puissance politique, culturelle et économique à New York et à Washington. L'effondrement des tours du World Trade Center est vécu par de nombreux Américains comme le signe de la fin de la toute-puissance de leur pays. Dans les nouveaux types de guerre, dits « conflits asymétriques », les États-Unis ont une suprématie militaire mais pas pour autant les moyens de faire disparaître les menaces qui pèsent sur leur pays.

Avec l'émergence de la Chine et le retour de la Russie sur la scène internationale, le début du XXIe siècle est marqué par de fortes instabilités et l'avènement de nouvelles formes de « guerres froides », entre les États-Unis et la Russie d'un côté, entre les États-Unis et la Chine de l'autre. La Russie renforce son influence politique et militaire en Syrie, et entre en conflit avec l'Ukraine dont Vladimir Poutine annexe la Crimée en février-mars 2014. La question de l'Ukraine est l'objet de vives oppositions entre l'Union européenne, les États-Unis et la Russie.

B La multiplication des conflits

Alors que les conflits interétatiques ont quasiment disparu, la fin de la bipolarisation des relations internationales a favorisé l'émergence de nombreux conflits intraétatiques et l'apparition de nouvelles conflictualités. Ainsi, la Yougoslavie implose dès la fin de la guerre froide et entre dans un cycle de guerres d'une rare violence, comme en Bosnie-Herzégovine (1992-1995) entre Serbes, Croates et Bosniaques musulmans ou au Kosovo (1998-1999). Des génocides et des crimes de masse sont perpétrés au Rwanda contre les Tutsis en 1994 et des guerres civiles éclatent aussi dans de nombreux pays africains.

POINT DE PASSAGE p. 278

À la suite des attentats du 11 septembre, les États-Unis déclarent la guerre « contre le terrorisme » islamiste : à la tête d'une coalition internationale en Afghanistan (2001-2014), ils tentent d'éradiquer les forces djihadistes et de renverser le pouvoir des talibans. Après avoir désigné des pays formant l'« Axe du Mal » (Iran, Irak, Corée du Nord), les États-Unis, affirmant que Saddam Hussein a acquis des armes de destruction massive, décident d'intervenir de manière unilatérale en Irak (2003-2011), sans l'aval de l'ONU, malgré l'opposition du président français Jacques Chirac et de son ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin.

À partir de décembre 2010, les « printemps arabes » marquent les aspirations des peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à plus de démocratie et de libertés. Tous les pays arabes sont touchés. En Tunisie, suite à d'intenses manifestations, la démocratie s'installe. En Égypte, les islamistes remportent les élections mais sont renversés par les militaires en 2013. En Syrie, Bachar el-Assad mène depuis 2011 une guerre contre toute une partie de son peuple et contre Daech, qui profite de la déstabilisation de la région pour autoproclamer le « califat » en juin 2014. La Libye , depuis 2011, et le Yémen, depuis 2014, sont déchirés par des guerres civiles.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.youtube.com/watch?v=tuopkQsdDek

– Quel bilan peut-on faire du printemps arabe ?

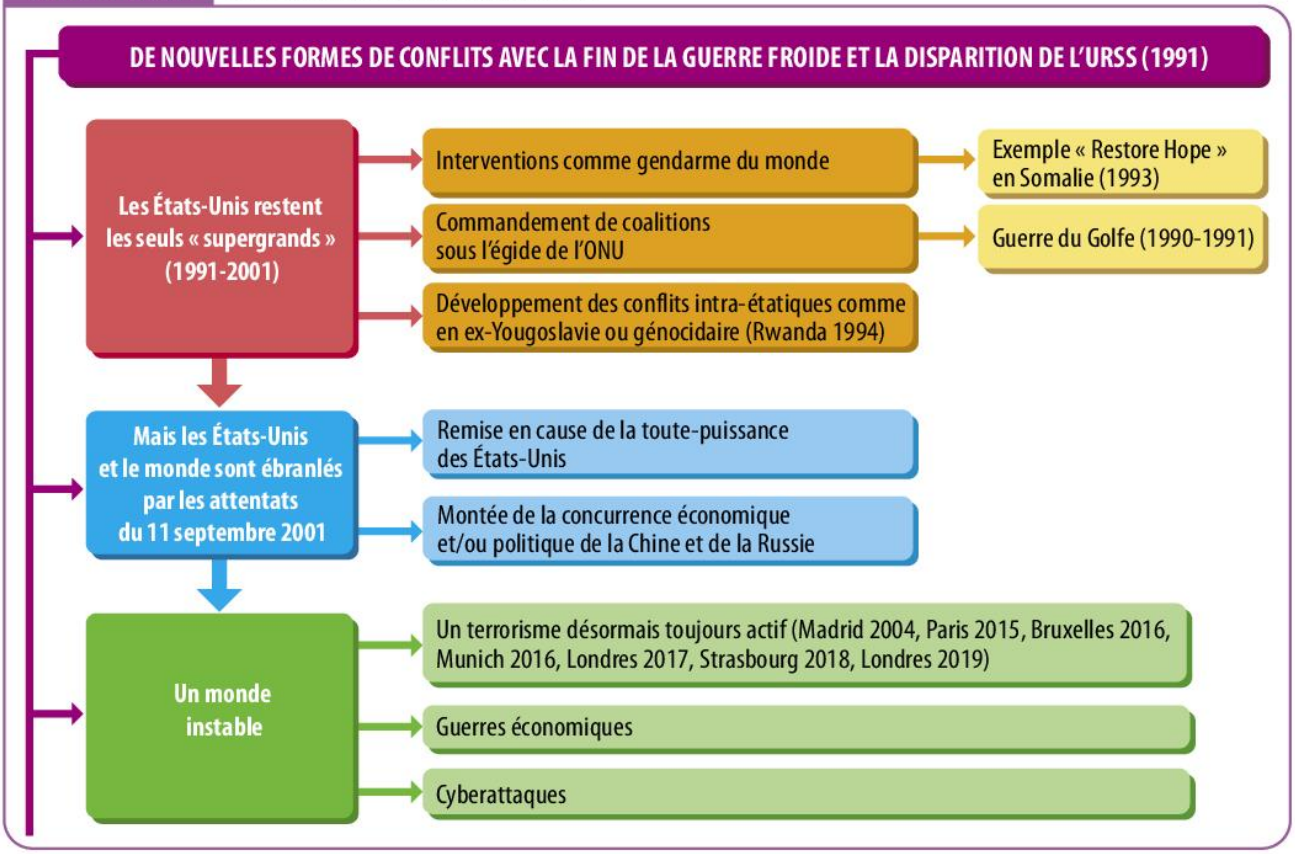
C La montée du terrorisme

Depuis les années 1990, les modalités de la guerre ont profondément changé. Les terroristes islamistes d'Al-Qaïda puis Daech pratiquent des attentats surtout dans les pays musulmans pour déstabiliser les régimes en place mais aussi contre les intérêts occidentaux (New York et Washington en 2001, Madrid en 2004, Paris en 2015…). Ces organisations terroristes mènent ainsi des guerres irrégulières : les règles traditionnelles de la guerre et de la diplomatie ne sont pas respectées, les populations civiles sont de plus en plus directement touchées.

Les guerres sont aussi de plus en plus indirectes : elles se font par l'intermédiaire de drones (les États-Unis au Moyen-Orient), dans le cyberespace (influence russe supposée dans les élections présidentielles américaine de 2016 et française de 2017). En outre, les opposants utilisent de plus en plus des armes économiques et financières. Dans sa lutte contre le terrorisme, les grandes puissances cherchent souvent à tarir leurs sources de revenus et à geler les capitaux qui financent ces groupes.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN De nouvelles formes de conflits

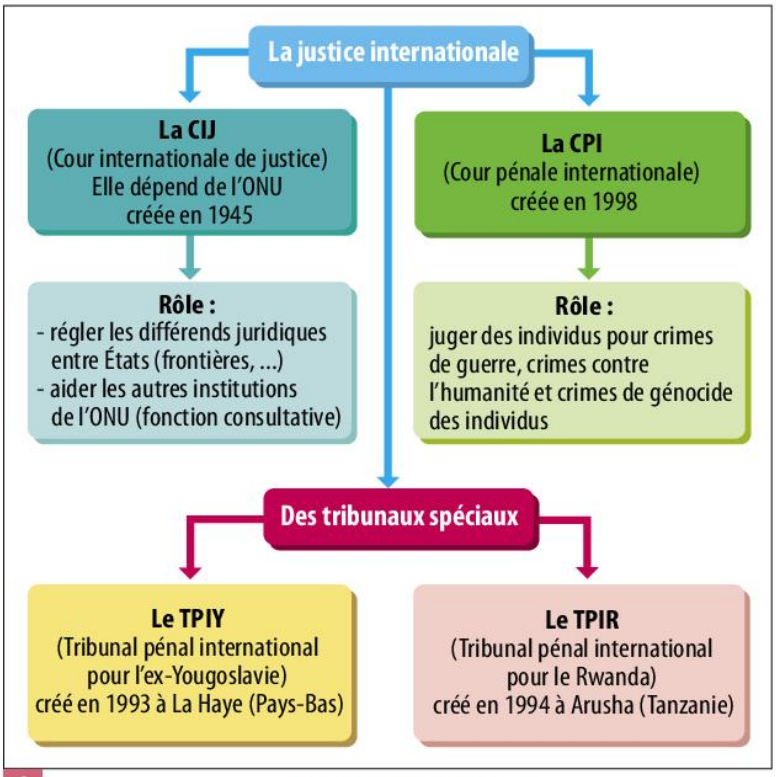


ÉTUDE

La mise en place d'une justice internationale

Marquée par l'expérience des tribunaux militaires de Nuremberg et de Tokyo et de la Cour internationale de justice, créés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la communauté internationale a relancé des projets de coopération judiciaire internationale afin de punir les criminels de guerre et auteurs de crimes contre l'humanité.

Comment la justice internationale agit-elle pour traquer et punir les criminels de guerre ?



1 L'organisation de la justice internationale

Chronologie

20 novembre 1945-1er octobre 1946 : Procès de Nuremberg.
19 janvier 1946-12 novembre 1948 : Tribunal militaire de Tokyo ou Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient (TMIEO).
1993 : Création du TPIY.
1994-2015 : Création du TPIR.
1998 : Création de la Cour pénale internationale.
2002 : Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Notions

- **Cour pénale internationale :** juridiction internationale, créée en 1998, qui siège de manière permanente pour juger les personnes accusées de génocide, de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou de crime d'agression.
- **justice internationale :** mise en place d'une institution chargée de trancher les litiges entre des États ou d'intervenir dans un conflit où ont été commis les crimes les plus graves (génocide, crimes de guerre…).
- **TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) :** a été créé le 25 mai 1993 par le Conseil de sécurité de l'ONU et dissout le 31 décembre 2017. Il juge les personnes suspectées d'être responsables d'atteintes graves au droit international humanitaire.

2 **Une séance de la Cour internationale de justice**

Séance du 6 mars 2017 : la Russie accusée par l'Ukraine de « terrorisme » pour son intervention dans l'est du pays.
La CIJ, créée en 1945, permet de régler les conflits entre les États.

3 Des exemples d'affaires jugées par les juridictions internationales

CIJ – des exemples d'affaires contentieuses	CPI – des exemples d'enquêtes menées
1957-1959 : jugement sur la souveraineté de parcelles frontalières Pays-Bas / Belgique **1973-1974 :** contentieux France / Australie et France / Nouvelle-Zélande sur les essais nucléaires dans le Pacifique, procédures contre la France **1991-2001 :** frontières maritimes et terrestres Qatar contre Bahreïn **2008-2013 :** épandages aériens d'herbicides Équateur contre Colombie **2013-2018 :** obligation de négocier un accès au Pacifique Bolivie contre Chili	**Depuis le 25 octobre 2017 :** enquête sur des crimes commis au Burundi de 2015 à 2017 **Depuis le 27 janvier 2016 :** enquête sur des crimes commis pendant le conflit géorgien (Géorgie / Russie, 2008)

5 Un tribunal au bilan contesté

Pour Damien Vandermeersch, professeur de droit pénal international à Louvain, le bilan du TPIR est mitigé. Ce magistrat belge a mené l'instruction dans quatre affaires de présumés génocidaires jugées en Belgique. Il regrette notamment que certains crimes attribués aux FPR, le groupe rebelle de Paul Kagame qui a stoppé le génocide et est resté depuis au pouvoir, n'aient pas été jugés. « Il y a des points positifs dans le sens où il y a quand même de gros poissons qui ont été jugés, estime-t-il. Mais une des critiques, c'est que le TPIR s'est attaqué uniquement au camp des vaincus. Il existe quand même des éléments qui donnent à penser que des crimes ont été commis par l'autre partie, c'est-à-dire le FPR. Il faut reconnaître que de côté-là, le TPIR n'a pas rempli sa mission. »

Pour Jean François Dupaquier, journaliste, écrivain, ancien expert-témoin auprès du TPIR, un des échecs du tribunal est de ne pas avoir ouvert le dossier de la famille Habyarimana. « Pour des raisons qu'on n'arrive pas à comprendre, le tribunal s'est refusé à examiner le cas de la famille du président Habyarimana, et notamment de son épouse Agathe Habyarimana, dont on sait qu'elle a joué un rôle important dans le génocide, souligne-t-il. Et cette timidité du tribunal a eu de lourdes conséquences puisque jusqu'à aujourd'hui […] nous n'avons toujours pas une preuve judiciaire de l'organisation du génocide dans les mois et les années qui ont précédé le 6 avril 1994. »

Le TPIR met la clef sous la porte, mais ce n'est pas pour autant la fin des poursuites contre de présumés génocidaires. Il y a donc le cas des huit inculpés pour génocide par le tribunal toujours dans la nature. Huit gros bonnets toujours en fuite.

Le dernier inculpé, arrêté en RDC, est Ladislas Ntaganswa, l'ancien maire de Nyakizu. C'est le procureur du mécanisme pour les tribunaux internationaux des Nations unies qui a annoncé cette arrestation. Ce mécanisme créé en 2010 est une structure chargée d'achever les travaux du TPIR et de son homologue pour l'ex-Yougoslavie, le TPIY. Son siège est à Arusha, en Tanzanie. Ce mécanisme prend donc le relai du tribunal sur les dossiers en cours, mais n'en ouvre pas d'autres.

RFI Afrique, 31 décembre 2015.

4 Une affaire jugée par le TPIR

D'ethnie hutue, Pauline Nyiramasuhuko, ancienne ministre rwandaise de la Famille, a été condamnée pour génocide. Elle est la première femme reconnue coupable de tels faits par une juridiction internationale.

Dans un témoignage livré au *New York Times*, un des participants au génocide a raconté comment la ministre d'alors a supervisé, le 25 avril 1994, la tuerie du stade de Butare. Ce jour-là, un piège est tendu aux Tutsis, attirés dans le stade par la promesse d'y trouver une aide de la Croix-Rouge. En fait d'assistance, ils tombent sur des Interahamwe, les milices génocidaires, qui les massacrent. Selon ce témoin, Pauline, qui avait 48 ans à l'époque, encourageait les miliciens à violer les femmes avant de les tuer. Pour ajouter à l'horreur, la ministre aurait ordonné à son propre fils de se livrer à ces actes. « Shalom Ntahobali n'était pas loin de sa mère ; il a tué et violé », a accusé la représentante du procureur dans son réquisitoire. Sans leur participation, « le génocide n'aurait pas été possible à Butare », a-t-elle soutenu.

Dans son jugement, le TPIR a reconnu Pauline Nyiramasuhuko coupable de génocide, de conspiration en vue de commettre un génocide, d'extermination considéré comme un crime contre l'humanité et de viol considéré comme un crime contre l'humanité. Elle et son fils écopent de la prison à perpétuité.

« Rwanda : une première femme condamnée pour génocide », Thomas Vampouille, *Le Figaro*, 24 juin 2011.

Parcours 1

- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique
- Mettre un événement en perspective

1. Doc. 1, 2 et 3 Dans quels domaines la justice internationale peut-elle intervenir ?
   Aide Organisez votre réponse par thèmes.
2. Doc. 1 et 3 Quelles différences majeures existe-t-il entre la CPI et la CIJ ?
3. Doc. 4 Pourquoi le TPIR a-t-il poursuivi Pauline Nyiramasuhuko ?

Bilan Doc. 5 Quel bilan peut-on dresser de l'action du TPIR ?
Aide Pensez à nuancer vos propos et à vous appuyer sur des exemples concrets.

Parcours 2

- Procéder à l'analyse critique d'un document

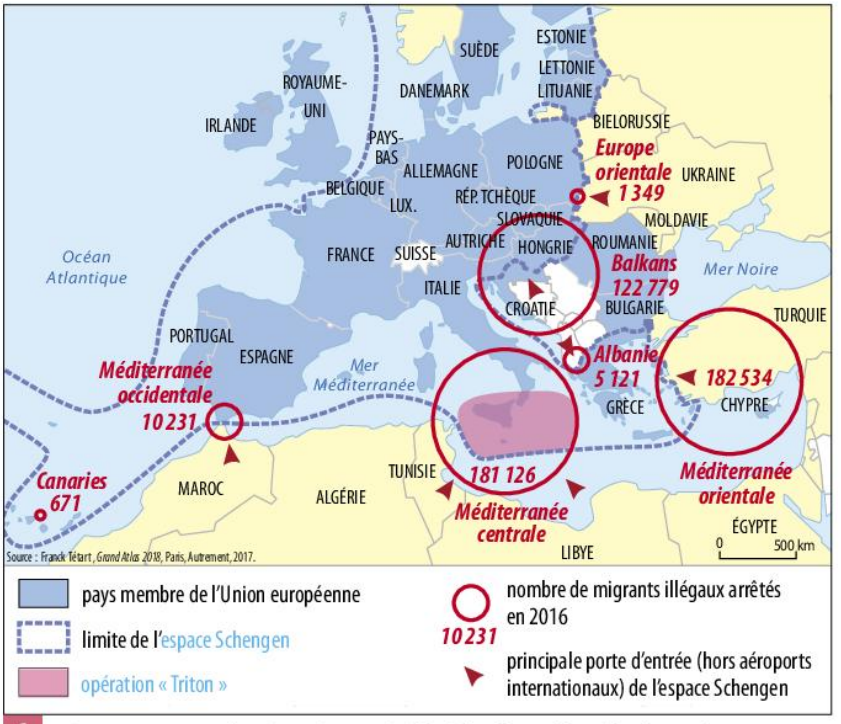
Après avoir rappelé en quoi a consisté le génocide rwandais (voir étude p. 274-275), vous analyserez les arguments apportés par les deux spécialistes pour critiquer le bilan du TPIR.
Aide Pensez à définir précisément ce qu'est le TPIR et comment il fonctionne.

ÉTUDE

Les réfugiés en Méditerranée

Dans le monde des années 2010, un humain sur sept est en situation de mobilité, un chiffre en explosion du fait de la mondialisation. Ces mobilités sont parfois choisies, parfois subies. Le HCR estime que le monde compte 65 millions de réfugiés et de déplacés, qui doivent fuir leur lieu de vie pour se protéger et trouver un avenir meilleur. Dans ce cadre, la Méditerranée constitue un espace majeur de transit vers l'Europe, à la fois lieu d'espoir et de tragédies multiples.

En quoi la Méditerranée révèle-t-elle la tragédie des réfugiés dans les années 2010 ?



1 L'Europe, une destination privilégiée des réfugiés (2016)

Notions

- **déplacé :** personne qui quitte son lieu de vie sous la contrainte pour un autre lieu de vie au sein du même pays.
- **migrant :** personne en situation de mobilité, quelle qu'elle soit (choisie ou subie) et où que ce soit (à l'intérieur ou à l'extérieur de son pays d'origine).

Vocabulaire

- **espace Schengen :** espace de libre circulation des personnes en Europe.
- **HCR (Haut-commissariat aux réfugiés) :** branche de l'ONU qui a pour mission de protéger les réfugiés.
- **opération Triton :** opération de surveillance des côtes (et non de sauvetage des réfugiés) organisée par l'Union européenne entre 2014 et 2018.

2 Un plaidoyer pour la protection des réfugiés

Durant les premières années de mon pontificat, j'ai exprimé à maintes reprises une préoccupation spéciale concernant la triste situation de nombreux migrants et réfugiés qui fuient les guerres, les persécutions, les catastrophes naturelles et la pauvreté. Il s'agit sans doute d'un « signe des temps » que j'ai essayé de lire, en invoquant la lumière de l'Esprit Saint depuis ma visite à Lampedusa le 8 juillet 2013. […]

Le Seigneur confie à l'amour maternel de l'Église tout être humain contraint à quitter sa propre patrie à la recherche d'un avenir meilleur […]. Cette sollicitude doit s'exprimer concrètement à chaque étape de l'expérience migratoire : depuis le départ jusqu'au voyage, depuis l'arrivée jusqu'au retour. […]

En considérant la situation actuelle, accueillir signifie avant tout offrir aux migrants et aux réfugiés de plus grandes possibilités d'entrée sûre et légale dans les pays de destination. En ce sens, un engagement concret est souhaitable afin que soit étendu et simplifié l'octroi de visas humanitaires et pour le regroupement familial. En même temps, je souhaite qu'un plus grand nombre de pays adoptent des programmes de patronage privé et communautaire et ouvrent des corridors humanitaires pour les réfugiés les plus vulnérables. En outre, il serait opportun de prévoir des visas temporaires spéciaux pour les personnes qui fuient les conflits dans les pays voisins. Les expulsions collectives et arbitraires de migrants et de réfugiés ne constituent pas une solution adéquate, surtout lorsqu'elles sont exécutées vers des pays qui ne peuvent pas garantir le respect de la dignité et des droits fondamentaux.

Discours du pape François pour la Journée mondiale du migrant et du réfugié, 15 août 2017.

3 **Un « marché aux esclaves » de femmes migrantes en Libye en 2016**

4 Les migrations transméditerranéennes en chiffres

Année	Arrivées sur les côtes européennes	Nombre de morts en Méditerranée
2013	60 000	?
2014	219 000	3 419
2015	1 015 000	3 771
2016	352 800	5 143
2017	170 000	3 140
2018	115 000	2 260

D'après les rapports du HCR.

Entre 2000 et 2014, 22 000 personnes ont trouvé la mort en Méditerranée (selon le HCR).

5 Vers un règlement commun de la question migratoire ?

Nous convenons que le présent Pacte mondial repose sur un ensemble de principes directeurs transversaux et interdépendants :

a) Priorité à la dimension humaine. Le Pacte mondial comporte une forte dimension humaine, inhérente à la migration même. Il promeut le bien-être des migrants et des communautés dans les pays d'origine, de transit et de destination. Il est donc centré sur l'individu ;

b) Coopération internationale. Le Pacte mondial est un cadre de coopération juridiquement non contraignant créé en considération du fait qu'aucun État ne peut seul faire face aux migrations, compte tenu de la nature transnationale du phénomène. […]

c) Souveraineté nationale. Le Pacte mondial réaffirme le droit souverain des États de définir leurs politiques migratoires nationales et leur droit de gérer les migrations relevant de leur compétence, dans le respect du droit international. […]

f) Droits de l'homme. En appliquant le Pacte mondial, nous veillons au respect, à la protection et à la réalisation des droits de l'homme de tous les migrants, quel que soit leur statut migratoire, à tous les stades de la migration.

Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières
Déclaration de l'ONU à Marrakech, le 11 décembre 2018, undocs.org.

6 **La Hongrie dresse des barbelés face aux réfugiés en 2015**

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.lemonde.fr/europe/video/2015/05/19/cartes-sur-table-comprendre-les-migrations-vers-l-europe_4636415_3214.html et regardez du début jusqu'à 2'10".

– Qui fuit et pourquoi ?

Parcours 1

■ S'approprier un questionnement historique et géographique

1. Doc. 1 et 4 Pourquoi la Méditerranée est-elle considérée comme un espace de migrations important dans les années 2010 ?
2. Doc. 1 et 6 Comment l'Union européenne et les pays qui la composent réagissent-ils vis-à-vis des réfugiés ?
3. Doc. 3 et 4 Montrez que les conditions de l'exil sont tragiques.
4. Doc. 2 et 5 Quelles solutions sont envisagées à l'échelle internationale pour faire face à l'arrivée de réfugiés en Europe ?

Bilan Montrez que les réfugiés qui traversent la Méditerranée au milieu des années 2010 concernent l'ensemble de la communauté internationale.

Parcours 2

■ Confronter le savoir acquis en histoire et en géographie avec ce qui est entendu, lu et vécu

Travail de groupe Présentez la question des réfugiés en Méditerranée dans les années 2010.

Aide Pour cela, collectivement, définissez les raisons qui poussent des personnes à quitter leur pays, présentez les routes qu'elles empruntent, les conditions de la traversée. Concluez sur les solutions qui pourraient, selon vous, être mises en place.

LEÇON 3

Vers une gouvernance mondiale ?

Quels sont les différents types de gouvernance mondiale mis en place pour faire face aux défis contemporains ?

ÉTUDE La mise en place d'une justice internationale p. 284

ÉTUDE Les réfugiés en Méditerranée p. 286

A Une gouvernance mondiale pour répondre aux défis économiques et humanitaires

- **La mondialisation contemporaine n'est envisageable que par le biais de la coopération économique entre les États.** En 1995 est née l'Organisation Mondiale du Commerce (qui prend la suite des accords du GATT signés en 1947) afin de réduire les barrières douanières et permettre la libre circulation des marchandises. Mais cette organisation n'empêche pas les tensions commerciales, par exemple, entre les États-Unis et la Chine, et la mise en place de politiques protectionnistes. De même, le FMI et la Banque mondiale, créés lors des accords de Bretton Woods en 1944 et chargés de venir en aide aux États défaillants ou en difficultés financières, sont critiqués pour les réformes structurelles qu'ils imposent aux pays qui bénéficient de leur aide.
- Cependant, devant ces « guerres économiques » et les intérêts divergents entre grandes puissances et pays émergents, **il semble que l'échelle de prise de décision la plus appropriée soit l'échelle régionale** ou, tout au moins, des associations de pays aux intérêts convergents. De la sorte, le G20, qui regroupe les vingt premières puissances économiques au monde, est un forum de discussion et de prise de décisions économiques et financières plus efficace depuis la crise de 2008. De même, les sommets des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui regroupent depuis 2011 cinq pays émergents aux intérêts proches, ou les associations régionales (comme l'Union européenne, le MERCOSUR en Amérique latine ou l'ASEAN en Asie du Sud-Est) paraissent, à différents degrés, les plus aptes à régler en commun les problèmes auxquels leurs membres sont confrontés.

B Une gouvernance mondiale pour répondre aux défis environnementaux

- **En outre, de nouveaux défis planétaires nécessitent des prises de décision communes.** La question du réchauffement climatique et de la dégradation environnementale est envisagée depuis les années 1970 dans le cadre des sommets de la Terre, qui ont lieu tous les 10 ans (Rio en 1992 et 2012) ou dans celui des COP réunies tous les ans (par exemple Kyoto en 1997 et Paris en 2015 pour réduire les émissions de CO_2) : ils engagent la communauté internationale à agir de concert pour éviter un désastre climatique.
- En effet, **la modification du climat par les activités humaines est un enjeu planétaire.** L'ampleur du dérèglement climatique varie selon les régions du globe mais se fait ressentir partout : augmentation du nombre et de la puissance des cyclones dans le golfe du Mexique, canicules estivales en Europe, incendies en Australie, fonte des glaciers des Alpes, disparition rapide de la banquise de l'Arctique, montée des eaux menaçant certaines îles du Pacifique. La COP21 de Paris s'est engagée à faire respecter une hausse maximale de 2 degrés de la température par rapport à l'ère pré-industrielle, un engagement minimal mais déjà difficile à respecter.
- **Mais malgré des accords signés, beaucoup d'États ne respectent pas leurs engagements** : les États-Unis se sont retirés en 2017 du protocole de Paris sur la réduction des gaz à effet de serre alors qu'ils sont parmi les principaux pollueurs au monde ; en 2019, le Brésil lui a emboîté le pas et l'Amazonie, poumon de la planète, est déforestée à vitesse accélérée. La plupart de ces pays refusent le droit d'ingérence de la communauté internationale sur leur propre territoire : ils sont contre toute forme de supranationalisme.

Notions

- **COP (Conference of the Parties) :** conférence réunissant, depuis 1995, l'ensemble des États de la planète sous l'égide de l'ONU pour décider en commun de mesures afin de limiter l'impact du réchauffement climatique.
- **Cour pénale internationale :** juridiction internationale, créée en 1998, qui siège de manière permanente pour juger les personnes accusées de génocide, de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou de crime d'agression.
- **gouvernance mondiale :** mise en place de règlements et de régulations à l'échelle de la planète par des instances internationales.

- **Gérer les ressources en eau est aussi un problème global.** En 2019, selon la FAO, l'agriculture est le secteur économique qui utilise le plus d'eau disponible (environ 70 % de l'eau utilisée pour les activités économiques et la consommation des ménages). Il faut mieux produire, mieux partager les richesses de la nature, lutter contre le gaspillage et la surconsommation. L'enjeu est de permettre aux populations du monde entier d'avoir accès à une eau de qualité. Malgré les progrès constatés ces dernières années, en 2019, 11 % de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable, contre 19 % en 2000.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.lemonde.fr/europe/video/2015/05/19/cartes-sur-table-comprendre-les-migrations-vers-l-europe_4636415_3214.html et regardez du début jusqu'à 2'10".

– Qui fuit et pourquoi ?

C Respecter collectivement les droits de l'Homme et mettre en place une justice internationale

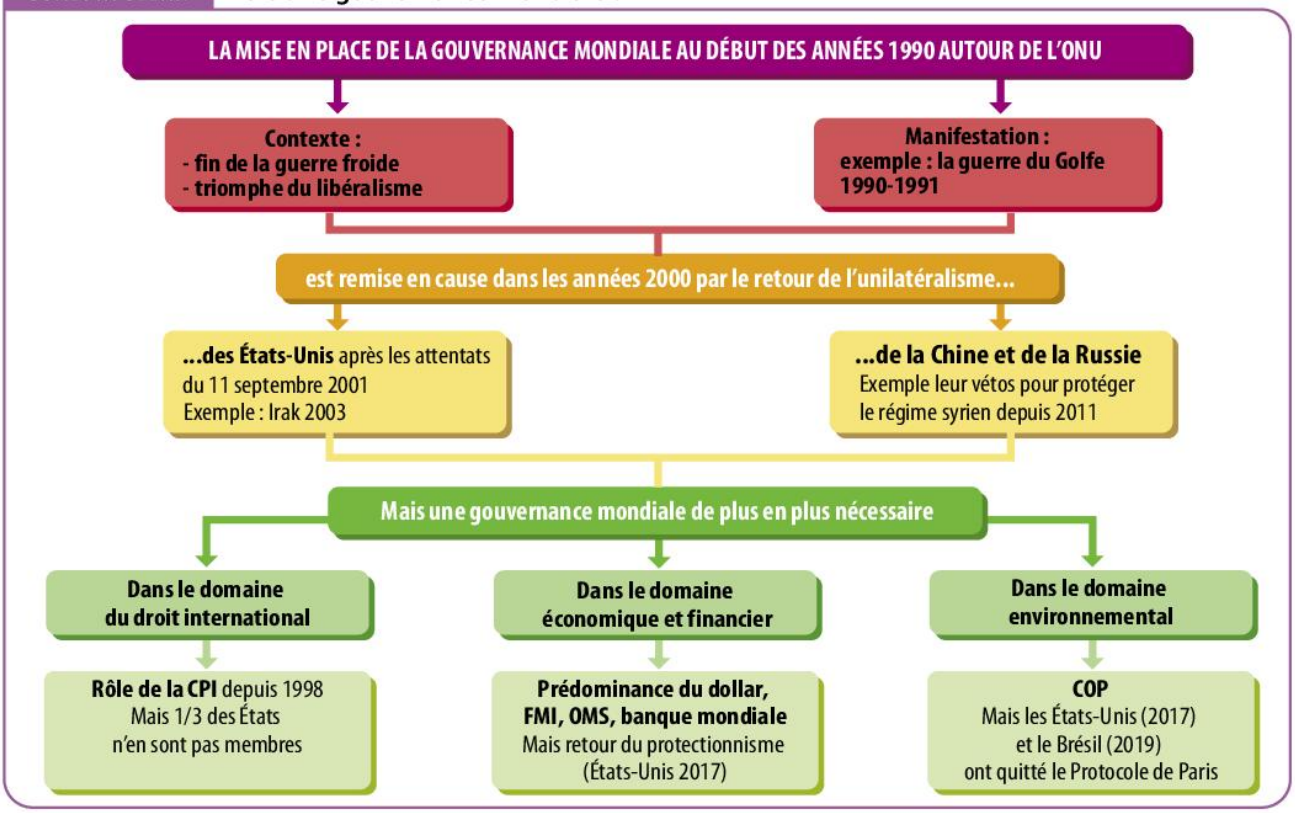
- Depuis 1998, **la Cour pénale internationale (CPI) a pour mission de juger à l'échelle mondiale les crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité** (enquêtes en cours au Darfour, en Géorgie ou en République Centrafricaine). Elle vise également à rendre universels les droits de l'Homme et le droit humanitaire international. Mais elle ne peut fonctionner qu'avec la collaboration des différents pays.
- **La question migratoire est, en outre, particulièrement d'actualité dans les années 2010.** Les guerres qui ravagent le Moyen-Orient (en Irak et en Syrie) et la pression démographique obligent des hommes à s'expatrier pour fuir des combats, échapper à une répression politique ou pour espérer de meilleures conditions de vie : pour la seule année 2015, plus d'1,5 million de réfugiés sont arrivés en Europe, souvent au péril de leur vie. Toutes ces questions majeures imposent des prises de décision communes.
- **Cependant, malgré tous ces défis, la mise en place d'une gouvernance mondiale s'avère très délicate.** Sur 193 États-membres de l'ONU, un tiers n'a, par exemple, pas ratifié sa participation à la Cour Pénale Internationale, dont les États-Unis et la Russie ; sans compter que de plus en plus de pays d'Afrique la quittent depuis 2016.

Vocabulaire

- FAO : (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) : Institution des Nations Unies dont l'objectif est de lutter contre la fin dans le monde.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN Vers une gouvernance mondiale ?



Analyser un discours fondateur : Dominique de Villepin et l'intervention en Irak (2003)

L'Irak, dirigé par Saddam Hussein, est soupçonné par les Américains et les Britanniques d'avoir acquis des armes de destruction massive. Les États-Unis souhaitent une intervention armée. La France, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, cherche une issue pacifique et diplomatique à la crise, grâce aux inspections menées par l'ONU en Irak, sans avoir recours à la force.

Quelle est la portée historique du discours de Dominique de Villepin à l'ONU ?

1 DOCUMENT SOURCE — Discours de Dominique de Villepin à l'ONU le 14 février 2003

L'autorité de notre action repose aujourd'hui sur l'unité de la communauté internationale. Une intervention militaire prématurée remettrait en cause cette unité, ce qui lui enlèverait sa légitimité et, dans la durée, son efficacité. Elle pourrait avoir des conséquences incalculables pour la stabilité de cette région meurtrie et fragile. […]

Il y a deux options : l'option de la guerre peut apparaître a priori la plus rapide. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire la paix. Et ne nous voilons pas la face : cela sera long et difficile, car il faudra préserver l'unité de l'Irak, rétablir de manière durable la stabilité dans un pays et une région durement affectés par l'intrusion de la force. Face à de telles perspectives, il y a une autre option offerte par les inspections, qui permet d'avancer de jour en jour dans la voie d'un désarmement efficace et pacifique de l'Irak. […]

Monsieur le président, à ceux qui se demandent avec angoisse quand et comment nous allons céder à la guerre, je voudrais dire que rien, à aucun moment, au sein de ce Conseil de sécurité, ne sera le fait de la précipitation, de l'incompréhension, de la suspicion ou de la peur. […] Et c'est un vieux pays, la France, un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'Occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. Fidèles à ses valeurs, il veut agir résolument avec tous les membres de la communauté internationale. Il croit en notre capacité à construire ensemble un monde meilleur.

2 L'ANALYSE DE L'HISTORIEN — La portée historique de ce discours vue par un historien

L'opposition à la guerre d'Irak a-t-elle constitué le triomphe diplomatique que l'on retient ?

Oui et non. D'un côté, l'opposition française à la guerre en février-mars 2003, illustrée par le célèbre discours de Dominique de Villepin au Conseil de sécurité des Nations unies le 14 février 2003, un discours applaudi, fait exceptionnel, par une bonne partie de l'assistance, a marqué les esprits : elle était en résonnance avec une opinion publique française, européenne et même mondiale opposée à une guerre injustifiée et dangereuse. Du même coup, la position française, définie par le refus d'une participation à ce qui apparaissait à Jacques Chirac – le véritable décideur dans toute cette affaire, même si Villepin a attiré à lui la lumière – comme une aventure militaire mais aussi par le rejet de toute tentative de légitimation onusienne, aura valu à la diplomatie française son heure de gloire. De manière au demeurant justifiée, puisque la suite des événements allait confirmer à quel point cette guerre aura été menée sur des motivations fausses et des présupposés erronés (à commencer par les soi-disant armes de destructions massives), entraînant les conséquences que l'on sait et que ni l'Irak, ni la région, ni la puissance américaine, qui s'est alors fourvoyée comme jamais, n'ont à ce jour surmontées.

Interview de Frédéric Bozo[1] par Pascal Boniface, géopolitologue, le 22 novembre 2013, iris-France.org.

1. Frédéric Bozo, historien spécialiste de la guerre froide.

S'INITIER AU TRAVAIL DE L'HISTORIEN

■ Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique – Mettre un événement en perspective

A L'historien commence par définir le contexte historique

1. Expliquez, au vu du contexte historique, la volonté des États-Unis d'intervenir en Irak.

2. Quelle place la France occupe-t-elle à l'ONU en 2003 ?

B L'historien confronte la source au contexte

3. Doc. 1 Quels arguments Dominique de Villepin avance-t-il pour s'opposer à la volonté des États-Unis d'intervenir en Irak ?

4. Doc. 1 En quoi ce discours a-t-il une valeur symbolique reconnue au niveau mondial ?

Aide Observez les termes employez par Dominique de Villepin et les références historiques invoquées.

C L'historien analyse la portée historique du document source

5. Doc. 1 et 2 Quelles conséquences d'une intervention en Irak envisagées par Dominique de Villepin sont soulignées, a posteriori, par l'historien pour leur caractère prémonitoire ?

Réaliser une carte mentale de synthèse

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, construisez votre propre carte mentale de synthèse du chapitre.

Boîte à outils

- Reprenez les éléments de votre cours et les trois leçons du manuel.
- Inspirez-vous des questions proposées pour repérer des éléments clés dans votre cours.
- Identifiez les personnages clés et les événements marquants.
- Complétez alors la carte mentale pour qu'elle puisse reprendre l'ensemble des éléments repérés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C Réponse à une question problématisée

■ **CAPACITÉS :** Utiliser une approche historique pour construire une argumentation – Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

SUJET 1 Comment se réorganisent les relations internationales depuis la fin de la guerre froide ?

Comment peut-on définir cette expression ?
Les États sont-ils les seuls acteurs des relations internationales ?

Comment se réorganisent les relations internationales depuis la fin de la guerre froide ?

Pourquoi y a-t-il une nécessaire réorganisation ? Quels sont les nouvelles logiques de cette réorganisation ?

Quelles sont les limites chronologiques du sujet ? Comment se caractérisaient les relations internationales pendant la guerre froide ? Pourquoi la fin de la guerre froide est-elle une rupture dans les relations internationales ?

Aides pour la rédaction de la réponse organisée :

- Expliquez en quoi le début des années 2000 peut constituer une rupture chronologique pour ce sujet. Bâtissez ensuite le plan.
- Dans votre introduction, évoquez en amorce la fin d'un système de relations internationales fondé sur l'opposition entre deux blocs.
- Pensez à utiliser le vocabulaire vu dans le chapitre : multilatéralisme, hyperpuissance, monde multipolaire, terrorisme…

SUJET 2 Pourquoi la coopération internationale est-elle difficile à mettre en place depuis le début des années 1990 ?

À quels défis le monde est-il confronté ?
Dans quels domaines a lieu cette coopération ?
Qu'est-ce que la gouvernance ?

Quelles sont les difficultés de mise en œuvre de cette coopération ?

Pourquoi la coopération internationale est-elle difficile à mettre en place depuis le début des années 1990 ?

Quelles sont les limites chronologiques du sujet ? Quelles formes a pris cette coopération depuis le début des années 1990 ?

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Analyse de documents
Confronter deux documents

■ CAPACITÉS : Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique – Mettre un événement en perspective

1 Un événement d'envergure mondiale

Élise Lucet :

Les deux tours du World Trade Center en plein centre de New York ont en effet été la cible de ce qui semble être un double attentat terroriste. À 8h43, heure locale, très précise, un premier avion s'est écrasé sur la première tour du bâtiment […], 18 minutes plus tard exactement, un deuxième avion est venu percuter de plein fouet la deuxième tour du World Trade Center […] Aucune indication pour le moment sur le nombre des victimes, mais ce quartier de Manhattan était déjà à cette heure de la matinée en pleine activité […] Un 3e avion se serait écrasé sur le Pentagone et on peut dire que c'est la panique pour les services de sécurité américains. En ce moment, la Maison Blanche, le Capitole, le secrétariat au Trésor sont en cours d'évacuation ; le président Bush est intervenu quelques minutes après le premier attentat sur le World Trade Center, on va tout de suite l'entendre, il parle très clairement d'une action terroriste et non pas d'un accident.

Pourquoi cet événement est-il commenté en direct sur une chaîne française ?

George W. Bush :

Aujourd'hui, nous avons eu une tragédie nationale. Deux avions se sont écrasés sur le World Trade Center, dans une apparente attaque terroriste contre notre pays. J'ai parlé au vice-président, au gouverneur de New York, au directeur de la CIA. J'ai donné l'ordre de mobiliser toutes les ressources du gouvernement fédéral pour venir en aide aux victimes et à leur famille et de mener une investigation complète pour rechercher les types qui ont commis cet acte. Le terrorisme contre notre nation ne passera pas. Et maintenant, si vous le voulez bien, nous allons nous recueillir pour une minute de silence.

Quelle forme va prendre la lutte des États-Unis contre le terrorisme ?

Élise Lucet :

[…] À l'instant, une organisation palestinienne a revendiqué la responsabilité des deux crashs, donc, même des trois crashs, les deux sur le World Trade Center, le 3e sur le Pentagone. Christian Malar, c'est effectivement l'une des possibilités évoquées.

Christian Malar :

Oui, c'est-à-dire qu'on est obligé de resituer ça dans le contexte d'une crise proche orientale que nous vivons depuis un certain temps, depuis un an, depuis la deuxième Intifada. Alors, l'organisation qui revendique cet attentat, sur toutes les dépêches, sur les lignes que nous avons, c'est le FDLP[1] […] Donc, on peut imaginer, en effet, qu'il y ait des représailles du côté du FDLP, mais là, je viens d'interroger il y a quelques instants un des proches du Premier ministre israélien, M. Sharon, qui me dit : « Oui, en effet, c'est une possibilité, mais nous, nous n'excluons pas de notre côté que ce soit aussi le groupe Al-Qaïda qui a été fondé en 1989 par le fameux Oussama Ben Laden qui a déjà fait frapper, qui a déjà attaqué les intérêts américains il y a deux ans, vous vous en souvenez, dans des ambassades américaines, qu'on avait retrouvé – en Tanzanie et au Kenya – où il y avait eu de nombreux morts, de nombreuses victimes, et qui avait toujours dit : « Je frapperai les intérêts américains même aux États-Unis, où je veux, quand je veux.

Quels sont les griefs que le FDLP peut avoir envers les États-Unis ? Qu'est-ce que cette revendication signifie ?

Rappelez qui est Oussama Ben Laden ? Au nom de quoi a-t-il pu être l'instigateur de ces attentats ?

Extraits du flash spécial de France 3, 11 septembre 2001.

1. Front de libération de la Palestine dont le chef a été récemment tué par les services secrets israéliens.

2 **Caricature de Plantu, 13 septembre 2001**

CONSIGNE

En confrontant les deux documents, montrez en quoi ils sont le reflet de nouveaux rapports de force et de nouvelles formes de conflits au début des années 2000. Expliquez la phrase soulignée en évoquant l'action des États-Unis. Quelles sont les limites de ces deux documents pour comprendre la portée du 11 septembre 2001 ?

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

MÉTHODE

ÉTAPE 1 Confronter deux documents de nature différente : RAPPEL

Les deux documents peuvent :

■ Se compléter	▸ Les informations fournies par les deux documents peuvent se préciser, un document peut apporter des informations supplémentaires par rapport à l'autre.
■ S'opposer	▸ Un document peut nuancer les informations de l'autre document, il peut aussi montrer que le phénomène historique décrit n'est pas généralisable. Les deux documents peuvent présenter deux points de vue différents sur le même événement.

Ces deux documents se complètent-ils ou s'opposent-ils ?

ÉTAPE 2 Porter un regard critique sur les documents

Soyez attentifs à la nature et la source de chacun des deux documents : Quelle est la particularité du doc. 2 ? Pourquoi le doc. 1 ne peut-il pas permettre de cerner la portée de l'événement ? Pourquoi la vision de ces deux documents sur cet événement peut-elle être considérée comme partielle ?

RÉVISION

Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

SCHÉMA BILAN

AUX ORIGINES DU MONDE ACTUEL (1991-2001)

La fin de la guerre froide

- Dislocation du bloc communiste en Europe de l'Est (1989) et chute de l'URSS (1991)
- Les États-Unis restent la seule superpuissance et deviennent les « gendarmes du monde » (guerre du Golfe 1990-1991 où ils dirigent une coalition internationale sous le mandat de l'ONU)

Une multiplication des conflits locaux

- POINT DE PASSAGE — Guerre civile en ex-Yougoslavie (1991-2001) : guerres en Croatie (1991-1995), en Bosnie (1992-1995) ou au Kosovo (1998-1999)
- Guerres au Moyen-Orient : Afghanistan, Irak
- Génocide tutsi au Rwanda — POINT DE PASSAGE

LE MONDE ACTUEL (2001-2020)

Une puissance américaine contestée

- Attentats islamistes de 2001
- Émergence de nouvelles puissances économiques voire politiques
- Guerres difficiles menées en Afghanistan et en Irak

Une multiplication des conflits

- Persistance des conflits entre la Palestine et Israël
- Printemps arabe (2010-2011)
- Guerres ethniques et attaques terroristes en Afrique (Mali, Niger…)
- Intensification des attentats islamistes

La nécessité de développer la coopération internationale

- En matière économique : G7/G8 et G20
- En matière politique
- En matière environnementale

Je connais les dates importantes

1990-1991 : guerre du Golfe.
1991 : chute de l'URSS.
30 juin 1991 : abolition de l'apartheid en Afrique du Sud.
1991-2001 : guerres en ex-Yougoslavie.
1993 : accords de paix Israël-Palestine.
1994 : génocide au Rwanda.
11/09/2001 : attentats islamistes à New York et Washington.
2001-2012 : guerres en Afghanistan.
2003-2011 : guerre d'Irak.
2011 : début de la guerre civile en Syrie.
2015 : attentats islamistes de Paris.

Je maîtrise les notions essentielles

- superpuissance (p. 268)
- monde multipolaire (p. 267) / monde unipolaire (p. 268)
- réfugiés (p. 267)
- apartheid (p. 270)
- Cour pénale internationale (p. 284)

Ne pas confondre !

- **gouvernance mondiale :** mise en place de règles communes au niveau mondial par des organisations internationales (par exemple l'ONU) reconnues par la grande majorité des États.
- **monde multipolaire :** monde dominé par plusieurs grandes puissances dont les intérêts peuvent être en concurrence.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Comprendre et se repérer

■ CAPACITÉ : identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et les ruptures chronologiques

Dans quelle mesure les attentats du 11 septembre marquent-ils une rupture dans les relations internationales ?
Pourquoi l'élection de Nelson Mandela à la présidence de l'Afrique du Sud marque-t-elle la fin de l'apartheid ?
La COP21 à Paris est-elle un tournant dans la mise en place d'une gouvernance environnementale mondiale ?

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ CAPACITÉ : identifier les contraintes d'un contexte historique

Dans un court paragraphe, expliquez comment le génocide des Tutsis au Rwanda a pu se dérouler.

■ CAPACITÉ : mettre un événement ou une figure en perspective

Dans un court paragraphe, présentez les raisons qui poussent aujourd'hui à la mise en place d'une gouvernance mondiale.

Expliquez en quelques lignes les trois événements suivants :
a. l'intervention des États-Unis en Irak en 2003
b. la guerre russo-ukrainienne (2014-2015)
c. la guerre de Bosnie (1992-1995)

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

■ CAPACITÉ : employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

a. Notez les notions et le vocabulaire de la page précédente avec leur définition précise.

b. Identifier pour chaque partie du cours :
- les éléments importants (dates, personnages, notions)
- les grandes idées (faits historiques, causes, conséquences…)
- savoir expliquer : les raisons de la guerre dans l'ex-Yougoslavie ; le génocide rwandais ; les attentats du 11 septembre 2001 ; l'organisation de la justice internationale ; la fin de l'apartheid ; la mise en place partielle d'une gouvernance mondiale.

Pour aller plus loin

À LIRE

BD

- Henrik Rehr, ***Mardi 11 septembre***, Vent d'Ouest, 2003 : un récit poignant d'un témoin des événements et de sa famille vivant à 200 m des tours.
- Art Spiegelman, ***À l'ombre des tours mortes***, Casterman, 2004 : un roman graphique lié aux événements du 11 septembre, par l'auteur de *Maüs*.

LIVRES

- ***Mémoires d'objets – Histoires d'hommes, le 11 septembre 2001, un événement planétaire***, éditions Ouest France, 2009 : le catalogue de l'exposition du Mémorial de Caen.
- Éric Micheletti et Yves Debay, ***Yougoslavie en flammes, 600 jours de guerre dans les Balkans***, Histoire et Collections, 1995 : un point clair et précis, bien illustré, sur l'imbroglio yougoslave.
- ***L'Afrique du Sud, de l'apartheid à Mandela***, collection « Comprendre un monde qui change », *Le Monde*, 1993.

À VOIR

- ***De Sarajevo à Sarajevo***, film documentaire de 52 min (Arte, 2014).
- ***World Trade Center***, d'Oliver Stone (2006).
- ***Ordinary People***, de Vladimir Perisic (2009)

SUR LE WEB

- www.ina.fr/video/CAB90006749
  Vidéo de l'INA du 11 février 1990 pour comprendre ce qu'est l'apartheid.
- https://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu00206/les-debuts-de-la-guerre-civile-en-yougoslavie.html
  Jalon INA du 28 juin 1991 sur les débuts de la guerre en Yougoslavie.

CHAPITRE 10

La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

RESSOURCES EN +
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

Pourquoi l'élargissement et l'approfondissement suscitent-ils des débats au sein de l'Union européenne depuis 1992 ?

Vidéo d'introduction

1 Festivités pour l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne le 30 juin 2013

› À quel processus de la construction européenne cette adhésion correspond-elle ?

Notions

- **approfondissement :** processus par lequel les États de l'Union européenne affermissent leur coopération en renforçant les institutions communautaires ou les politiques communes.
- **construction européenne :** processus initié après la Seconde Guerre mondiale visant à renforcer la coopération entre les États européens. Depuis lors, ce processus se poursuit par l'élargissement à de nouveaux États.
- **élargissement :** processus par lequel de nouveaux États adhèrent à l'Union européenne.

Vocabulaire

- **Union européenne :** fondée en 1992, à la suite de la CEE, elle regroupe 27 États membres qui ont délégué des compétences souveraines à des institutions supranationales communes.

1990 — 1995 — 2000 — 2005 — 2010 — 2015 — 2020

1992 **Traité de Maastricht** créant l'UE

1993 Mise en place du **marché commun** avec libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux

1994 Inauguration du **tunnel sous la Manche** (POINT DE PASSAGE)

1995 Entrée en vigueur des **accords de Schengen** **Élargissement** à l'Autriche, la Finlande et la Suède

2001 **Traité de Nice** réformant les institutions

2002 Introduction de l'**euro** (POINT DE PASSAGE)

2004 **Élargissement** à Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie

2007 **Traité de Lisbonne** réformant les institutions et précisant les compétences **Élargissement** à la Bulgarie et la Roumanie

2010-2012 **Crise de la dette**

2013 **Élargissement** à la Croatie

2016 **Référendum sur le Brexit au Royaume-Uni**

2020 **Le Royaume-Uni** quitte l'UE

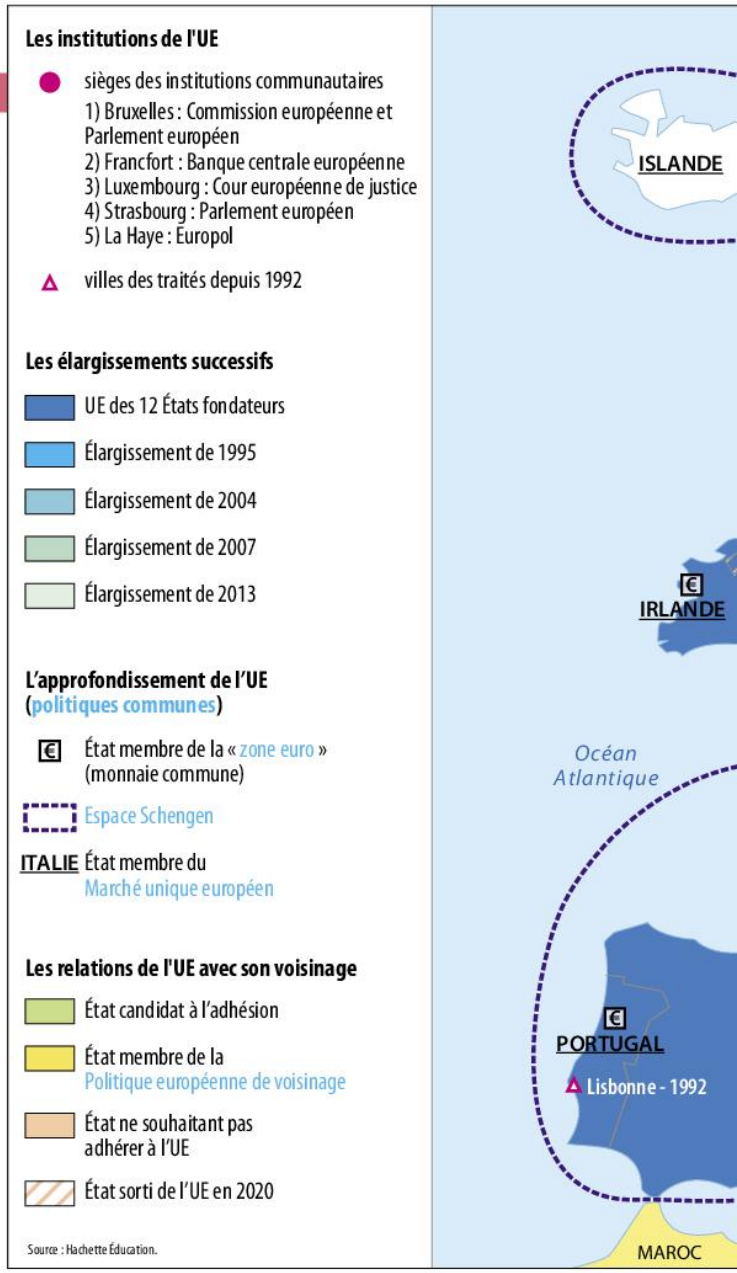
2 La monnaie unique, un approfondissement critiqué

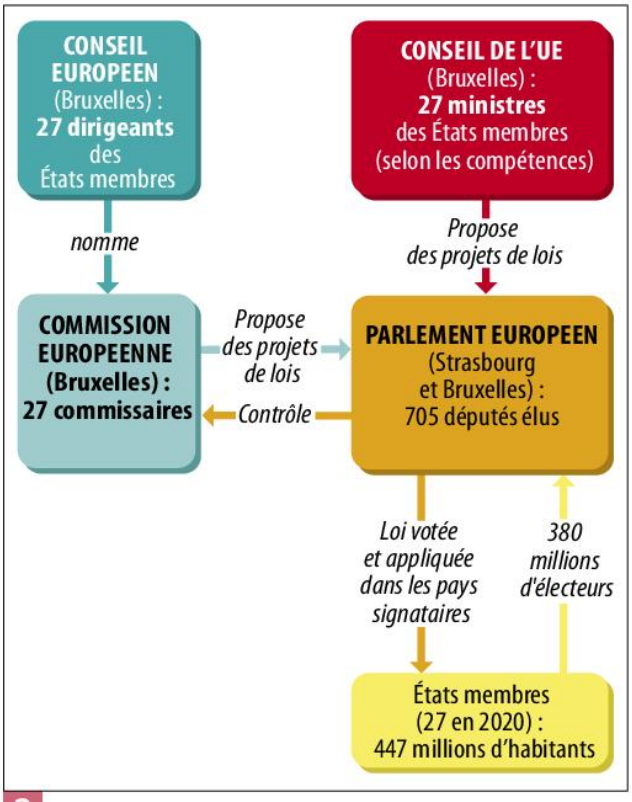
Graffiti réalisé à Athènes lors de la campagne sur le référendum en Grèce, à propos du plan d'aide prévu par l'UE pour aider le pays à surmonter la crise de la dette, 5 juillet 2015.

› Que remet en question ce graffiti ?

CARTE 1992-2020 : un nouveau projet européen

1 L'UE, un espace de coopération à plusieurs vitesses



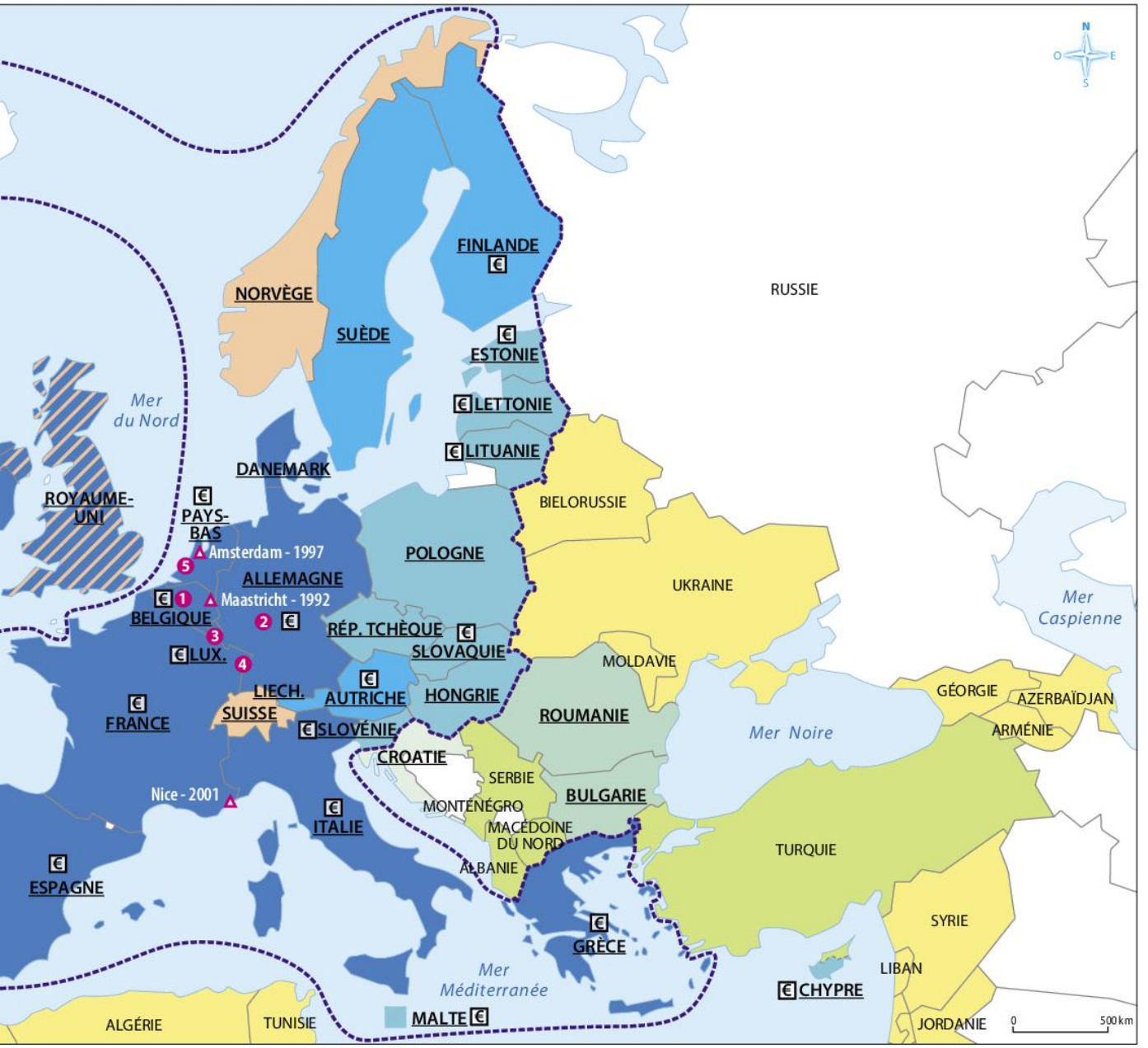


2 Les institutions de l'UE après le traité de Lisbonne de 2007

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

QUESTIONS

1. Doc. 1 Justifiez l'affirmation suivante : la construction de l'UE a été progressive depuis 1992.
2. Doc. 1 Identifiez les différents élargissements successifs de l'UE. Montrez que la politique d'élargissement est aujourd'hui en suspens.
3. Doc. 1 Citez des politiques communes mises en place par l'UE. Expliquez pourquoi on peut parler d'une Europe à plusieurs vitesses face à ces politiques.
4. Doc. 2 Expliquez comment sont prises les décisions communes dans l'UE.



Notions

- **Marché unique européen :** espace économique de libre circulation des marchandises, des personnes, des capitaux et des services dans lequel les législations des États membres sont harmonisées.
- **Politique européenne de voisinage :** lancée en 2004, cette politique commune vise à soutenir et à favoriser la stabilité, la sécurité et la prospérité dans les pays frontaliers de l'UE.

Vocabulaire

- **espace Schengen :** espace de libre circulation des personnes et d'harmonisation des contrôles des voyageurs dans 26 États européens.
- **politique commune :** politique mise en place par l'Union européenne et qui remplace la politique nationale de chaque État membre.
- **zone euro :** espace géographique regroupant l'ensemble des États qui ont adopté l'euro comme monnaie unique et commune.

ÉTUDE

1992, Maastricht, la construction d'une Europe politique

Le traité de Maastricht instaurant l'Union européenne en 1992 est signé par les douze États membres des communautés européennes. Il permet d'intégrer les anciens pays européens du bloc soviétique tout en cherchant à approfondir les politiques communes.

Quels sont les débats autour de la construction d'une Europe politique en 1992 ?

Maastricht (1991)

1 Une Europe politique difficile à construire

En 1991, le caricaturiste Behrendt illustre la route qui mène vers « Maastricht » et vers le traité sur l'Union européenne présentée comme un long chemin semé d'embûches.

1. En avant paysans (espagnol)
2. Pas de dictature de l'UE (allemand)
3. Pas de monnaie unique européenne (anglais)
4. Pas de restrictions (néerlandais)
5. À bas les Eurocrates (néerlandais)

2 Les objectifs du traité de Maastricht

Article premier : Le présent traité marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe […].

Article 2 : l'Union se donne pour objectifs :

– de promouvoir le progrès économique et social ainsi qu'un niveau d'emploi élevé, et de parvenir à un développement équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire comportant, à terme, une monnaie unique, conformément aux dispositions du présent traité ;

– d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, conformément aux dispositions de l'article 17 ;

– de renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses États membres par l'instauration d'une citoyenneté de l'Union ;

– de maintenir et de développer l'Union en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène.

Traité sur l'Union européenne, 1er février 1992.

Notion

- **intégration européenne :** transfert volontaire d'une partie de la souveraineté d'un État à l'Union européenne.

Vocabulaire

- **Acte unique :** traité signé en 1986 transformant le Marché commun en Marché unique. Il ouvre la voie au traité de Maastricht signé en 1992.
- **ECU :** acronyme pour *European Currency Unit* (unité de compte européenne) qui servait à désigner la politique commune de création d'une monnaie unique avant l'adoption du nom *euro*.

3 Un traité qui fait débat chez les dirigeants politiques

Déroutante démocratie parlementaire ! Elle est fondée sur l'idée que le citoyen accepte sans grogner que son parlement décide pour lui. Ça a très bien marché jusqu'ici pour l'**intégration européenne** : ni les premiers traités communautaires, ni l'Acte unique n'ont soulevé des tempêtes.

Bien au contraire, on les a applaudis comme le plus grand bienfait du siècle. Mais maintenant, alors que nous nous approchons de la maison européenne si ardemment voulue, le citoyen moyen paraît frissonner. Il admet, bien sûr, que la mariée reste belle, mais elle lui paraît trop exigeante. […]

En d'autres termes, si nous entrons dans l'Europe, il faudra bien laisser l'Europe et les Européens entrer chez nous, pas seulement dans nos usines, nos banques, nos commerces, nos écoles, mais même dans l'intimité de notre vie communale. Car l'intégration, ce n'est pas seulement la mise en commun. C'est aussi le partage.

Si encore nous étions un géant européen, une France, une Grande-Bretagne, nous aurions peut-être le poids pour tergiverser, bloquer les roues du train. Si seulement nous étions pauvres, nous n'attirerions pas chez nous tous ces étrangers… Il nous faut (hélas ? heureusement ?) l'accepter consciemment, courageusement et vivre avec. Survivre avec, comme nous le faisons d'ailleurs depuis des générations, depuis des siècles avec le succès que l'on sait. Maastricht ne sonne le glas que pour le Luxembourg d'hier. C'est, au contraire, la grande chance pour le Luxembourg européen, notre pays de demain.

Guy de Muyser (diplomate luxembourgeois), « Maastricht, le glas du Luxembourg ? », *Letzeburger Land*, 24 avril 1992.

4 Un traité qui fait débat chez les citoyens

Manifestation contre le traité de Maastricht en Grande-Bretagne, le 16 octobre 1992.

5 Maastricht plonge l'Europe dans le flou

Une fois passée la première vague de soulagement et de félicitations parvenue de l'Europe entière, le oui limité des électeurs français au traité d'Union européenne, scellé par le référendum du 20 septembre (51 % pour, 49 % contre), a plongé la Communauté dans l'incertitude. Partout les peuples se réveillent et se révoltent contre une Europe construite d'en haut, sans assez de contrôle démocratique. […]

Le vent de révolte populaire soulevé par le référendum français a gagné toute l'Europe. Les Espagnols s'inquiètent des sacrifices budgétaires qu'il va leur falloir consentir pour mériter la monnaie unique. En Allemagne, les ailes extrêmes des deux grands partis, chrétien démocrate et social démocrate, ainsi que les Verts, réclament un référendum, qu'ils savent pourtant interdit par la Constitution. Une courte majorité d'Allemands se déclarent pour l'Europe, mais deux tiers d'entre eux refusent d'abandonner leur fleuron, le DM[1], au profit de l'ECU. Deux Anglais sur trois se déclarent contre Maastricht. […]

Mais Paris a d'autres idées en tête pour couper court à ceux qui l'accusent de brader la souveraineté nationale.

Catherine Goybet, « Le Oui à Maastricht. Et après ? », *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 361, septembre-octobre 1992.

1. Deutsche Mark, monnaie de l'Allemagne avant l'euro.

Parcours 1

- Mettre un événement en perspective

1. **Doc. 2** Montrez que le traité de Maastricht prévoit d'approfondir la construction européenne dans différents domaines.

Domaine d'approfondissement	Économie	Sécurité et défense	Vie quotidienne
Politique commune envisagée			

2. **Doc. 1, 3 et 4** Identifiez les arguments des partisans et des opposants au traité de Maastricht.
3. **Doc. 5** Expliquez pourquoi malgré son adoption le traité de Maastricht ouvre de nouveaux débats au sein de l'UE.

Bilan **Travail de groupe** Montrez que la signature du traité de Maastricht est une étape majeure dans l'évolution de la construction européenne.
Aide Pensez à vous répartir l'analyse des documents afin d'organiser votre réponse : le traité a fait l'objet de débats, avant sa signature et après.

Parcours 2

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation.
- Mettre un événement en perspective

1. Recopiez puis complétez le schéma ci-dessous.
2. Montrez que le traité Maastricht est l'objet de débats avant, pendant et après sa signature.

Schéma interactif
Carte à télécharger et à compléter PDF

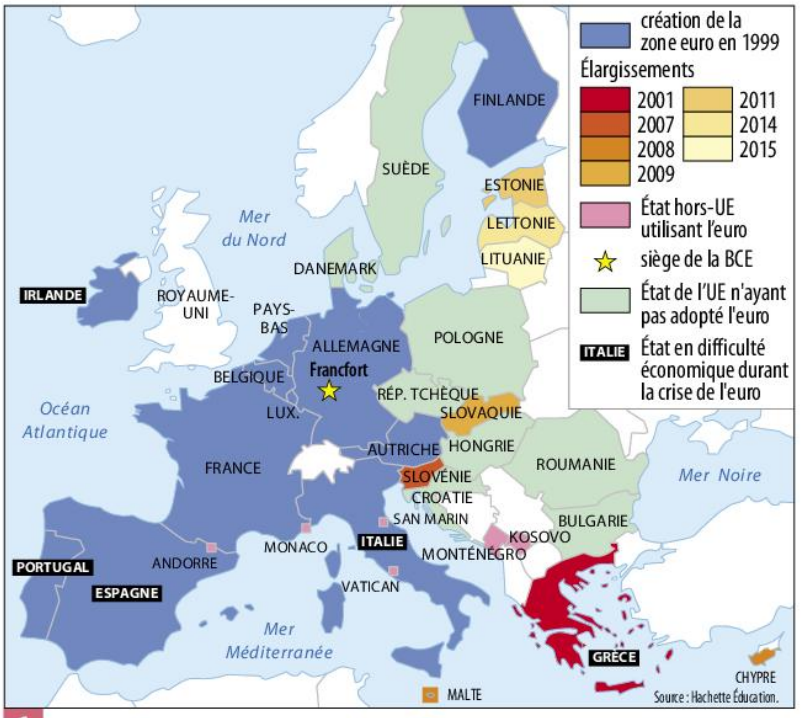
POINT DE PASSAGE

1992, l'euro : genèse, mise en place et débats

Vidéo

En 1992, le traité de Maastricht prévoit de doter l'UE d'une monnaie unique et commune aux États membres. Né en 2002 d'un long processus marqué par des débats et des tensions, l'euro est aujourd'hui la monnaie commune à 19 États – formant la zone euro – et est utilisé par 340 millions d'habitants.

Comment l'instauration de l'euro est-elle à la fois une étape essentielle dans l'intégration européenne et une source de tensions ?



1 L'euro, une politique de l'Europe à plusieurs vitesses

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

2 Une critique de l'adhésion de l'Estonie à l'euro

« Estonie ! Bienvenue à bord du Titanic ». Affiche des opposants à l'entrée de l'Estonie dans la zone euro, Tallin, 2010.

Chronologie

1992 : signature du traité de Maastricht – l'Union économique et monétaire (UEM) est lancée.
1er janvier 1999 : l'euro devient la monnaie unique de 11 États membres.
2001 : la Grèce intègre la zone euro.
1er janvier 2002 : mise en circulation de l'euro.
2005 : 1re crise de l'euro.
2009 : 2e crise de l'euro.

Vocabulaire

- **Europe à plusieurs vitesses :** tous les États membres ne sont pas obligés de participer à l'ensemble des politiques communes.

Parcours

- S'approprier un questionnement historique
- Confronter le savoir acquis en histoire avec ce qui est entendu, lu et vécu

1. Doc. 1 et 3 Expliquez en quoi la politique commune de l'euro illustre la volonté de renforcer l'intégration européenne.
   Aide Identifiez les différents projets communs liés à l'Euro.
2. Doc. 3 Identifiez les intérêts d'avoir une monnaie commune pour les États et les citoyens de l'UE.
3. Doc. 1, 2 et 4 Justifiez l'affirmation suivante : la mise en place de la monnaie commune témoigne d'une crise dans le processus de la construction européenne.
   Aide Les États de l'UE ont-ils tous adopté l'euro ?

Bilan

Travail de groupe Doc. 2, 3 et 4 Identifiez les différentes crises économiques qu'a traversées la zone euro depuis sa mise en place et, pour chacune d'elles, expliquez-en les causes et les conséquences pour le projet européen.
Aide Par binôme construisez puis complétez le tableau ci-dessous, chacun traitant une des deux crises puis mutualiser.
Pour tableau : case 1 : année de la crise / case 2 : causes de la crise / case 3 : conséquences de la crise

3 E3C Analyse de document L'euro a 20 ans

Il y a exactement 20 ans, le 1er janvier 1999, l'euro a été lancé, devenant la monnaie officielle de onze États membres. La responsabilité de la politique monétaire a été confiée à la Banque centrale européenne et à l'Eurosystème. Trois ans plus tard, les billets et les pièces en euro ont été mis en circulation dans douze pays. Les membres initiaux de la zone euro étaient l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal. La Grèce les a rejoints en 2001. Depuis lors, sept autres États membres ont adopté l'euro (Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte, Slovaquie et Slovénie).
74 % de personnes interrogées dans la zone euro considèrent que l'euro est bénéfique pour l'UE. 64 % des répondants dans la zone euro jugent l'euro bénéfique également pour leur propre pays. L'euro a apporté des avantages visibles et très concrets pour les ménages, les entreprises et les pouvoirs publics européens : prix stables, coûts de transaction moins élevés, marchés plus transparents et plus compétitifs, et intensification des échanges commerciaux. Il facilite les voyages et la vie à l'étranger et protège l'épargne.

Communiqué de presse de la Commission européenne, « L'euro fête son vingtième anniversaire », 31 décembre 2018.

4 E3C Analyse de document 2005, la première crise de l'Euro

Faut-il brûler l'euro ? Pour la première fois depuis la création de la monnaie unique, il y a un peu plus de cinq ans, la question est posée. Nul aujourd'hui ne prend l'hypothèse au sérieux. […] Ces réactions fébriles témoignent ni plus ni moins de la première grande crise de confiance qui frappe la toute jeune monnaie européenne, dont l'aire d'influence ne cesse pourtant de s'étendre (la Lettonie, Chypre, Malte sont candidats après l'Estonie, la Slovaquie et la Lituanie). […] Bien sûr, ces considérations n'auraient pas eu autant d'impact si les non français et néerlandais à la nouvelle Constitution n'avaient pas mis l'Europe en état de choc.
Souvenons-nous ! Quand l'euro est lancé, le 1er janvier 1999, ses promoteurs promettent une ère de prospérité. L'Europe, grâce à sa monnaie, ne serait plus tributaire des soubresauts du monde. On est loin du compte, bien sûr. Seules l'Irlande et l'Espagne connaissent un boom économique.
L'euro devait aussi offrir un « bouclier » à l'égard du dollar. Là encore, les résultats ne sont pas au rendez-vous. La valeur de l'euro, on le sent bien, se détermine bien plus à Washington qu'à Francfort. Au total, l'euro que l'on a glissé dans la poche de millions de citoyens le 1er janvier 2002 est moyennement populaire. Un récent sondage effectué par Stern indique même que 56 % des Allemands souhaitent le retour au mark.
La réalité est bien différente : jamais depuis cinquante ans les taux d'intérêt en France et en Europe n'ont été aussi bas. Si les entreprises veulent investir et les ménages dépenser, les conditions financières s'y prêtent tout particulièrement.

Patrick Bonazza, « Faut-il brûler l'euro ? », *Le Point*, 9 août 2005.

MÉTHODE Analyse de documents (doc. 3 et 4)

- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

CONSIGNE

Après avoir situé le document 3 dans son contexte, expliquez pourquoi la monnaie unique illustre le processus d'approfondissement et d'élargissement de l'UE depuis Maastricht. Montrez ensuite que cette politique commune révèle aussi les difficultés à construire l'Europe à partir des années 2000 (doc. 4).

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

ÉTAPE 1 Lire et comprendre la consigne

- Identifiez les verbes de consigne.
- Relevez les différentes étapes de la réflexion dans la consigne.

ÉTAPE 2 Contextualiser les documents

- Utilisez la chronologie et vos connaissances pour préciser les événements qui ont conduit à la production de ces documents.

ÉTAPE 3 Sélectionner, dans les documents, les informations en lien avec la consigne

- Identifiez successivement les éléments qui montrent que l'euro illustre l'élargissement du processus européen, qu'il symbolise une politique d'approfondissement et enfin les difficultés auxquelles il est confronté depuis sa création.

Aide Vous pouvez réaliser un brouillon sous forme de tableau

L'euro illustre l'élargissement du processus européen	L'euro est une politique d'approfondissement	Les difficultés auxquelles l'euro est confronté depuis sa création

ÉTAPE 4 Rédiger la réponse

- Suivez l'ordre de la consigne : commencez par contextualiser les documents (étape 2), puis, dans un deuxième paragraphe, utilisez les éléments sélectionnés (étape 3), et concluez en montrant l'intérêt et les limites des documents.

POINT DE PASSAGE

1994, le tunnel sous la Manche

Vidéo

Le projet d'une liaison entre la France et la Grande-Bretagne par un pont ou un tunnel remonte au début du XIXe siècle. Il a fallu attendre 1994 pour qu'une liaison ferroviaire soit réalisée. Désormais l'île de Grande-Bretagne est reliée au continent européen.

Comment la construction du tunnel sous la Manche participe-t-elle à la construction de l'Europe ?

1 E3C Analyse de document — Discours de Margaret Thatcher

Texte original en anglais
Classes Européennes

Nous sommes également maintenant en mesure d'annoncer notre intention commune d'établir des services de trains à grande vitesse qui relieront Paris et Londres à compter de la date d'ouverture du tunnel. Je pense que ce sera un grand pas en avant pour les exportateurs, les voyageurs d'affaires et les touristes. Ce sera également une étape cruciale vers le développement d'un réseau européen de trains à grande vitesse. […]

L'objectif n'est plus de démontrer sur le papier que le tunnel est techniquement et politiquement possible. Cela a été fait. Maintenant, il faut montrer qu'un groupe privé peut transformer des plans en un projet commercial viable et convaincre banquiers et investisseurs de le financer. […]

Monsieur le Président[1], vous et moi avons vanté les vertus du tunnel sous la Manche à plusieurs reprises et nous avons tous les deux estimé que le tunnel servirait de catalyseur pour les entreprises et pour l'emploi.

Ce sera également une démonstration de la façon de procéder pour la construction concrète de l'Europe et la suppression de ses barrières. En effet, nous allons avoir une compétition intéressante entre l'achèvement promis du marché commun en 1992 et le tunnel un an plus tard.

Discours de Margaret Thatcher prononcé au Palais présidentiel de l'Élysée, le 29 juillet 1987, pour la ratification du traité prévoyant la création du tunnel transmanche, Margaret Thatcher Foundation.

1. François Mitterrand.

Les constructeurs du tunnel ont-ils vraiment pris en compte tous les problèmes ?

Je ne peux rien voir de mal.

Le tunnel sous la Manche, le trou noir qui va plonger la Grande-Bretagne dans le rouge.

2 Un tunnel qui ne fait pas l'unanimité

Publicité de 1985 financée par Flexilink (lobby des compagnies de ferries transmanche).

Parcours 1

- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1. Doc. 1 Oral Pourquoi le tunnel contribue-t-il à la mise en œuvre du Marché unique européen instauré par le traité sur l'UE de 1992 ?
   Aide Pensez à analyser les arguments apportés par Margaret Thatcher du point de vue politique, économique et social.
2. Doc. 1 et 2 Quels sont les arguments avancés par les opposants au projet de tunnel ?

Bilan Doc. 1 et 2 Expliquez pourquoi le projet du tunnel sous la Manche a été l'objet d'un débat.
Aide Relevez les arguments exposés dans les deux documents et confrontez-les.

Parcours 2 BAC

E3C Analyse de document

- Mettre un événement ou une figure en perspective

Expliquez que le tunnel sous la Manche est l'aboutissement d'un long débat sur les relations entre la Grande-Bretagne et le continent européen (Doc. 1). Montrez ensuite qu'il s'inscrit, à cette époque, dans le processus d'intégration de la Grande-Bretagne au projet européen.

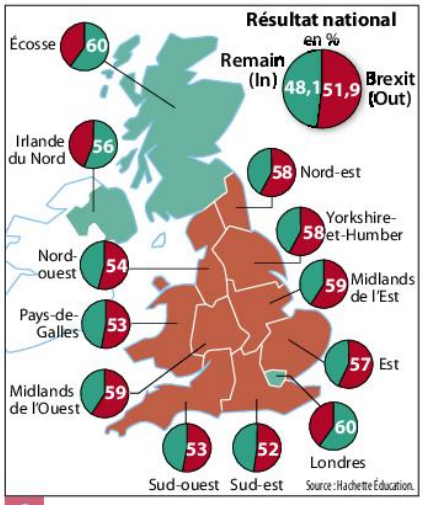
ÉTUDE

2016, le Brexit

Vidéo

Depuis son adhésion à la CEE en 1973, le Royaume-Uni a toujours défendu sa vision de la construction européenne. S'opposant à une Europe fédérale, mais soutenant une Europe du libre-échange, le pays a refusé d'adhérer à plusieurs politiques communautaires (zone euro, espace Schengen). Face aux crises de l'UE survenues dans les années 2000, les Britanniques ont voté pour la quitter.

Quelles sont les opinions qui s'opposent lors du vote sur le Brexit en 2016 ?



1 **Résultats du référendum du Brexit**

Vocabulaire

- **Brexit** : abréviation de *British Exit* désignant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

2 Les positions des opposants au Brexit

Texte original en anglais
Classes Européennes

L'incidence sur l'activité économique proviendra de l'incertitude des investisseurs et de la potentielle diminution des échanges. […]

L'UE voudra toujours nous vendre des biens. Ce sera le cas. Mais le Royaume-Uni est un marché moins important pour l'UE que celle-ci l'est pour nous. […] L'UE ne voudra pas offrir à la Grande-Bretagne un accord spécial, de peur d'encourager les partisans d'une sortie de l'UE d'autres pays.

Enfin, nous arrivons à l'immigration, […] en tout état de cause, l'année dernière, un peu plus de personnes sont venues au Royaume-Uni en provenance de pays non-membres de l'Union européenne que de pays membres. L'élimination de toute la migration de l'UE ne réduira pas le total à des « dizaines de milliers ».

La campagne n'a pas non plus abordé le problème selon lequel le « contrôle de nos frontières » est incompatible avec les arrangements actuels en Irlande, où il n'y a pas de contrôle. Soit nous devrons imposer des contrôles aux frontières soit nous devrons laisser les contrôles de nos frontières aux Irlandais. Les Irlandais ont la libre circulation au sein de l'UE ; ainsi, tout citoyen de l'UE peut actuellement franchir la frontière.

Buttonwood, "The arguments for voting Remain", *The Economist*, 14 juin 2016.

3 **Les revendications des partisans du Brexit**

« Qui dirige réellement ce pays ? 75 % de nos lois sont maintenant faites à Bruxelles ». Affiches du parti pro-Brexit Ukip lors de la campagne pour le référendum de 2016.

Parcours 1

- Savoir lire, comprendre et critiquer une carte
- Utiliser une approche historique et géographique pour mener une analyse et construire une argumentation

1. **Doc. 1** Identifiez les régions du Royaume-Uni en faveur du Brexit.
2. **Doc. 3** Expliquez pourquoi des citoyens britanniques souhaitent sortir de l'UE.
3. **Doc. 2** Montrez que, pour les opposants au Brexit, une sortie de l'UE signifierait un affaiblissement du Royaume-Uni.

Bilan Expliquez pourquoi le référendum sur le Brexit du 23 juin 2016 illustre la division des Britanniques face au projet européen.

Parcours 2

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Analysez de manière critique les arguments apportés par les deux camps. Dans quelle mesure vous semblent-ils justifiés ?

Aide Pensez à lister d'abord au brouillon les arguments apportés par les partisans et les adversaires du Brexit.

LEÇON 1

Construire l'Union européenne

Comment l'Europe politique s'est-elle construite depuis 1992 ?

ÉTUDE 1992, Maastricht, la construction d'une Europe politique p. 300

POINT DE PASSAGE 1992, l'euro : genèse, mise en place et débats p. 302

POINT DE PASSAGE 1994, le tunnel sous la Manche p. 304

ÉTUDE 2016, le Brexit p. 305

A 1992, construire l'Europe après la guerre froide

La chute du mur de Berlin (1989), la réunification allemande (1990) et l'effondrement du bloc soviétique (1991) marquent un tournant dans le processus de construction européenne. **Les États membres doivent intégrer l'ex-RDA et d'anciens pays communistes souhaitant adhérer à la Communauté européenne.**

Dans le contexte de fin de la guerre froide et de l'apparition d'associations régionales (Alena, Mercosur), le président de la Commission européenne, **Jacques Delors, propose d'accélérer le processus de construction européenne par l'approfondissement de politiques communes et l'élargissement à de nouveaux États.** Ces deux leviers doivent permettre à la Communauté européenne de construire une Europe puissante, capable de peser davantage sur la scène internationale, notamment face aux Américains et aux Chinois.

POINT DE PASSAGE p. 302

Le traité de Maastricht, signé le 7 février 1992, transforme la Communauté européenne en Union européenne autour de trois piliers : l'économie (avec un marché unique, une monnaie commune), des politiques étrangère et de sécurité communes (création d'un Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité) et des accords en matière judiciaire (Europol et mandat d'arrêt européen). Parce qu'il prône un renforcement du fédéralisme, le traité de Maastricht est l'objet de débats intenses au sein des différents États européens. Certains citoyens et politiciens s'inquiètent ainsi de voir naître une Europe politique et un renforcement des institutions supranationales. Ces débats expliquent que le traité est difficilement ratifié dans certains États. Entré en vigueur en 1993, le traité de Maastricht transforme le quotidien des Européens en instaurant une citoyenneté européenne, la mise en circulation de l'euro en 2002 et la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes entre les États membres.

Notions

- fédéralisme : fédération d'États qui partagent leur souveraineté dans différents domaines (sécurité, politique étrangère, monnaie…).
- supranationale : désigne une institution communautaire à laquelle des nations ont délégué une partie de leur souveraineté.

B 1992-2013 : l'Union européenne entre élargissement et approfondissement

Le traité de Maastricht prévoit l'adhésion de nouveaux États. Ces États doivent répondre à des critères politiques (démocratie et respect des droits de l'homme), économiques (économie de marché stable) et juridiques (respect de l'acquis communautaire).

L'Autriche, la Suède et la Finlande qui étaient restées neutres pendant la guerre froide adhèrent à l'UE en 1993. Le traité d'Amsterdam (1997) précise les conditions d'un élargissement à l'Est et permet l'adhésion massive de 10 nouveaux membres en 2004 (dont 6 pays de l'ancien bloc soviétique). Les deux derniers élargissements qui ont eu lieu en 2007 (Bulgarie et Roumanie) et 2013 (Croatie) ont fait passer l'UE de 12 à 28 membres en 20 ans.

Ces élargissements ont rendu nécessaire une nouvelle réflexion sur le fonctionnement de l'UE. **Plusieurs traités – Amsterdam en 1997, Nice en 2001, Lisbonne en 2007 – ont réformé les institutions européennes** afin de les adapter à la nouvelle situation et à l'intégration des nouveaux États. Les traités d'Amsterdam et de Lisbonne renforcent notamment les pouvoirs du Parlement européen par l'attribution de nouvelles compétences : partage du pouvoir législatif avec le Conseil de l'Union européenne, vote du budget annuel, contrôle politique sur la Commission européenne.

L'UE a approfondi la coopération entre les États membres avec la mise en place de politiques communes telles que la libre circulation dans l'espace Schengen (votée en 1985 et entrée en vigueur en 1995) et la monnaie unique dans la zone euro depuis 2002. L'UE prend en charge de nouvelles fonctions en matière d'éducation,

Vocabulaire

- acquis communautaire : droits et obligations juridiques qui lient entre eux les États membres de l'Union européenne.
- Erasmus : programme d'échanges scolaire, universitaire d'étudiants et d'enseignants et pour les apprentis au sein des États membres de l'UE visant à favoriser la mobilité pour se former à l'étranger.

de formation professionnelle, de culture, de santé publique et d'aménagement des territoires. Elle finance des projets afin de favoriser la compétitivité des territoires et d'aider les régions de l'Union les plus en difficulté.

POINT DE PASSAGE p. 304

Inauguré en 1994, le tunnel sous la Manche relie la Grande-Bretagne au continent européen. **Il symbolise la volonté du gouvernement britannique d'intégrer davantage le Marché unique européen et de renforcer les liens franco-britanniques.** Le tunnel a intensifié les échanges avec le continent, mais il est aujourd'hui un objet de débat, notamment parce qu'il est l'un des points de transit pour les migrants clandestins qui souhaitent entrer en Grande-Bretagne.

C L'Europe des citoyens

Le traité de Maastricht a pour ambition de rapprocher l'Europe de ses citoyens. Depuis 1992, un citoyen d'un État membre de l'UE dispose d'une citoyenneté européenne qui lui confère des droits supplémentaires comme circuler, résider, étudier, travailler, voter et être élus aux élections municipales et européennes.

Le traité de Lisbonne renforce le volet démocratique de l'Europe politique. Il élargit les compétences du Parlement européen, élu au suffrage universel direct, et renforce son rôle dans la prise de décision. Il est désormais à égalité avec le Conseil où siègent les représentants des États membres. Les citoyens européens peuvent également saisir les institutions européennes au moyen de pétitions pour proposer des initiatives ou contester une mesure prise.

L'Union européenne mène également des politiques pour rapprocher les citoyens des différents pays, c'est, par exemple, le cas du programme d'échanges transnational Erasmus. Ces politiques communes doivent contribuer à construire un sentiment d'appartenance européen commun et favoriser l'intégration européenne.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.touteleurope.eu/actualite/etre-citoyen-europeen-3-minutes-pour-comprendre-l-europe-n28.html

– Relevez d'abord les objectifs de l'Union européenne.

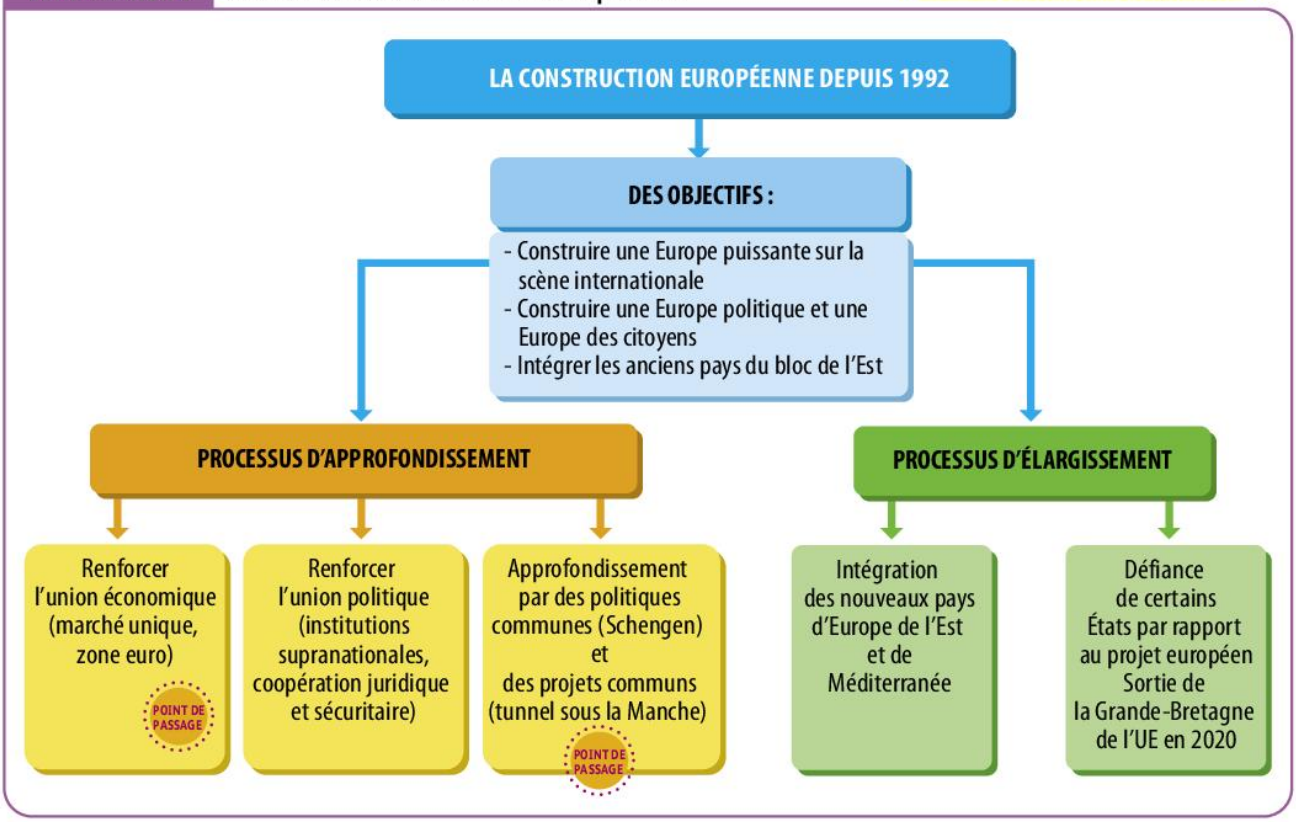
– Notez ensuite des exemples de domaines qui restent gérés par les États.

– Expliquez le fonctionnement de l'Union européenne en précisant le rôle des quatre grandes institutions.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN **La construction de l'Union européenne**

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

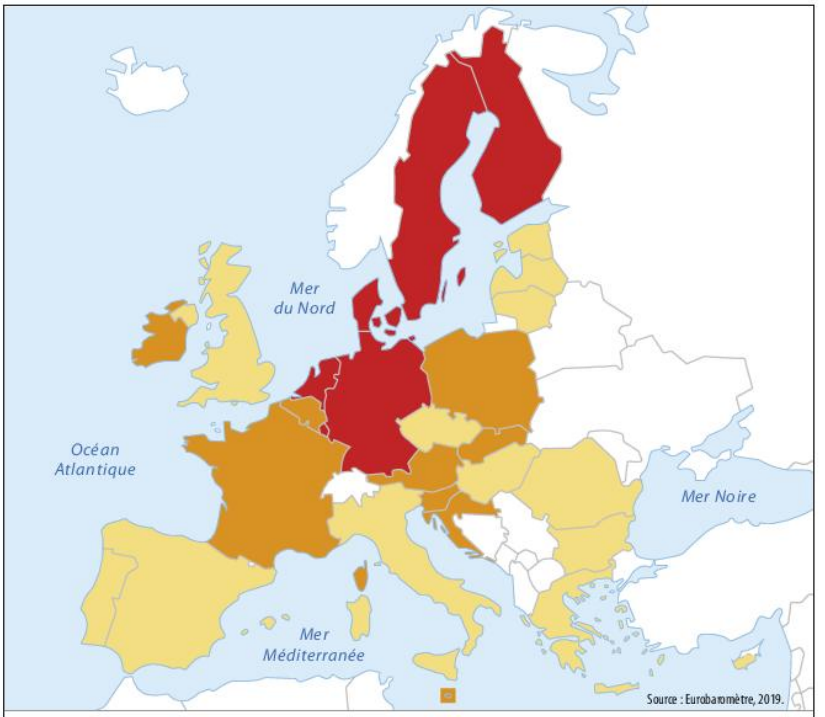


ÉTUDE

Les citoyens et le projet européen

L'Union européenne a été créée par les États, laissant les citoyens à l'écart du processus de construction et de décision. À l'heure où les partis populistes rendent l'UE responsable des maux de nos sociétés, la construction européenne demeure une réalité lointaine et complexe pour de nombreux Européens. Pourtant l'adhésion des citoyens européens à l'UE est une nécessité pour renforcer l'intégration européenne.

La construction d'une Europe politique a-t-elle permis de créer l'Europe des citoyens ?

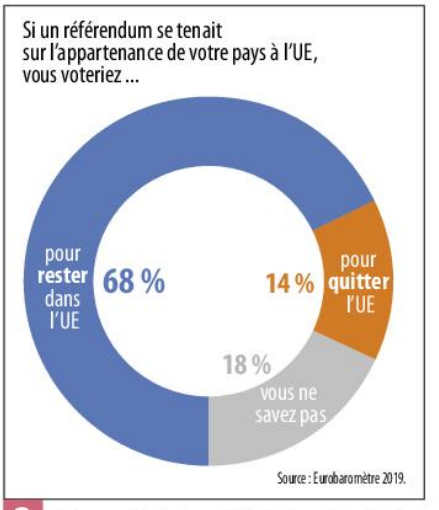


1 **Les Européens et le processus de prise de décision de l'UE**

Carte interactive
Carte à télécharger et à compléter PDF

Vocabulaire

- **eurosceptique** : personne critique à l'égard de l'Union européenne et de la construction européenne dans son ensemble ou s'y opposant.



2 **Une adhésion à l'UE majoritaire**

3 L'attitude des citoyens européens face à l'évolution de l'UE

Le double « non » exprimé en 2005 à l'occasion de la ratification du « traité établissant une Constitution pour l'Europe » par les peuples français et néerlandais, suivi du rejet par l'Irlande du traité de Lisbonne, a également contribué à alimenter les discussions sur la légitimité du projet européen et, en particulier, sa relation aux citoyens. Si les études des attitudes des citoyens portaient jusqu'alors principalement sur les déterminants du soutien des citoyens à l'Union européenne, elles s'intéressent plus récemment, à partir du début des années 2000, aux logiques de rejet de l'intégration européenne. Le concept d'« euroscepticisme » participe ainsi d'une réflexion où les résistances à l'intégration européenne sont désormais envisagées.

[…] Loin d'être devenus majoritairement plus eurosceptiques, les citoyens sont à présent principalement, et avant tout, plus ambivalents et indifférents face à l'intégration européenne.

Dans la période qui suit la difficile ratification du traité de Maastricht, on assiste en effet à un renforcement de la catégorie neutre, composée des citoyens indifférents et indécis.

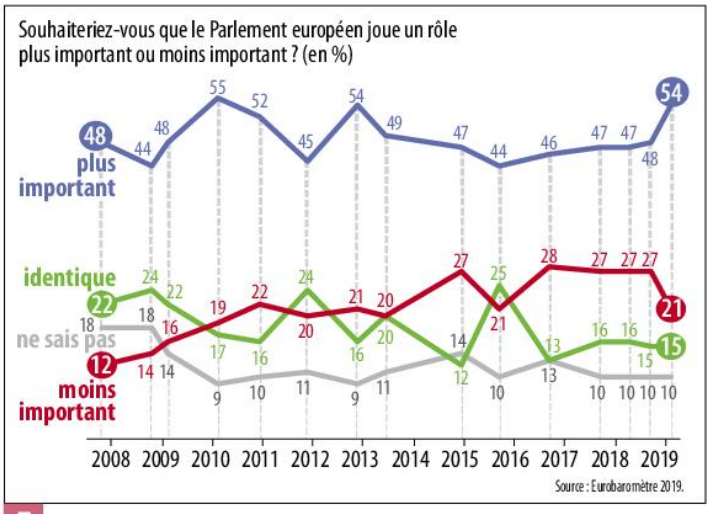
Les analyses ont permis de démontrer que la baisse des opinions favorables au processus d'intégration s'est accompagnée d'une augmentation du nombre de citoyens indécis et indifférents et, dans une moindre mesure, des citoyens dits « eurosceptiques ». En 2010, la catégorie des citoyens indécis qui considéraient que l'intégration européenne n'était « ni une bonne ni une mauvaise chose » comptait un tiers des citoyens de l'Union européenne.

Le problème est que la grande majorité des études sur les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne ne prend pas en compte, en tant que telle, cette catégorie intermédiaire caractérisée par l'indécision et l'indifférence.

Van Ingelgom Virginie, « Mesurer l'indifférence. Intégration européenne et attitudes des citoyens », *Sociologie*, 2012.

4 La montée des eurosceptiques

Ixène, 2 janvier 2014.



5 Les citoyens et l'évolution de l'intégration européenne

6 Le manque de démocratie dans la prise de décision

Depuis longtemps, le Parlement européen ne représente pas ses électeurs européens aussi bien que les parlements nationaux. Cela est dû au système électoral : dans chaque pays, ce sont les partis nationaux qui présentent des candidats aux élections européennes. Et ils mènent des campagnes nationales sur des thèmes nationaux. Ensuite, au Parlement européen, les acteurs en scène ne sont plus les partis nationaux mais des groupes parlementaires européens (le Parti populaire, les socialistes, les Verts…), qui sont des coalitions souples composées de partis nationaux idéologiquement proches. Le choix des électeurs est donc mis de côté : ceux-ci votent pour des partis qui ne jouent aucun rôle au Parlement mais en revanche, les partis qui sont de fait actifs sur la scène européenne n'ont pas été élus en tant que tels et l'électeur ne peut pas leur demander de rendre des comptes. De fait, le lien direct entre l'électeur et son député est brisé.

Une autre raison est le manque d'un véritable espace public européen. On parle beaucoup de l'Europe mais ce sont toujours des discours nationaux sur l'Europe et non un débat proprement européen. Cela veut dire que le Parlement européen est plus éloigné de ses électeurs que les parlements nationaux. Les préconditions sociales d'une démocratie vivante manquent en Europe.

Dieter Grimm (juriste allemand), « Démocratie européenne : les raisons de la défiance », *Esprit*, juillet 2015.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE

Lien internet

– Allez sur https://www.touteleurope.eu/fileadmin/_TLEv3/traite_de_Rome/belles_histoires/belles-histoires-pdf/60-ans-60-Belles-Histoires.pdf
– Consultez les fiches 10 et 43. Dites en quoi ces réalisations de l'Union européenne influencent le quotidien des citoyens européens.
– Choisissez trois autres exemples et montrez leur importance pour les citoyens européens.

Parcours 1

- S'approprier un questionnement historique
- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique

1. Doc. 3 Pourquoi les citoyens qui ne se sentent pas concernés par le projet européen sont-ils en augmentation ?
2. Doc. 2 et 3 Montrez quelle part des citoyens de l'UE se sent européenne.
   Aide Ne vous contentez pas du nombre fourni par le doc. 2 ! Trouvez des éléments de réponse plus pertinents en analysant le doc. 3.
3. Doc. 1, 4 et 6 Expliquez pourquoi certains Européens sont critiques vis-à-vis du projet européen.
4. Doc. 5 et 6 Expliquez en quoi le Parlement européen peut être une solution pour remédier à l'euroscepticisme.

Bilan Travail de groupe À partir de vos réponses, expliquez pourquoi le projet européen suscite peu l'adhésion des citoyens européens, puis présentez des moyens envisageables pour remédier à cette situation.
Aide Répartissez-vous la tâche : certains recherchent les raisons du manque d'adhésion au projet européen, tandis que d'autres tentent de proposer des pistes de solutions pour corriger cela. Ensuite, échangez entre vous pour déboucher sur une position commune.

Parcours 2

- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Montrez à partir des doc. 3 et 6 que l'UE a créé politiquement l'Europe des citoyens mais que celle-ci éprouve des difficultés à exister.

Aide Décrivez les différentes réactions des citoyens face au projet européen. Évoquez enfin les évolutions politiques possibles pour renforcer l'adhésion des citoyens à l'UE.

LEÇON 2

Une construction qui fait débat

Quels débats ont accompagné la construction européenne depuis 1992 ?

ÉTUDE Les citoyens et le projet européen p. 308

Notions

- **gouvernance :** manière de gouverner prenant en compte l'ensemble des règles et des acteurs qui permettent à l'État de fonctionner, de décider et d'agir.
- **souverainisme :** volonté d'un parti politique de conserver à l'Etat national ses compétences au lieu de les déléguer à une institution supranationale. Le souverainisme est souvent présenté comme un gage d'indépendance de la nation.

Vocabulaire

- **austérité :** réduction du déficit des États membres par la maîtrise des dépenses publiques.
- **eurocratie :** mode de fonctionnement des institutions européennes où les décisions sont prises par les hauts fonctionnaires qui les dirigent.
- **Europe forteresse :** expression qui fait référence à la politique de l'UE visant à renforcer les contrôles aux frontières extérieures et à lutter contre l'immigration illégale.

Angela Merkel (1954)

Née à Hambourg, elle passe toute sa jeunesse en RDA où son père est pasteur. Physicienne de formation, députée de l'Allemagne réunifiée dès 1991, elle est chancelière depuis novembre 2005. Elle domine alors la politique européenne. Le magazine Forbes l'a élue à 13 reprises « femme la plus puissante du monde ».

A Des débats sur l'avenir de l'UE

La signature du traité de Maastricht suscite l'espoir des fédéralistes qui espèrent un renforcement de l'intégration européenne. Des États s'opposent cependant à déléguer davantage de souveraineté dans des domaines régaliens comme la monnaie ou la gestion des frontières. **Afin d'éviter de bloquer le processus de construction européenne, les États membres ont accepté le principe d'une Europe où chaque État est libre d'adhérer ou non à une nouvelle politique commune.** Ainsi le Royaume-Uni ne fait partie ni de la zone euro ni de l'espace Schengen. Le début de « l'Europe à plusieurs vitesses » marque également celui du débat entre souverainistes et fédéralistes.

L'échec du référendum sur la Constitution européenne de 2005 révèle une fracture au sein des États européens. Ces derniers peinent à trouver un consensus pour concilier élargissement, approfondissement, intégration et souveraineté nationale. **L'opposition des logiques intergouvernementales et supranationales paralyse le processus de construction européenne.**

L'élargissement et la multiplication des politiques communes obligent l'Union européenne à repenser son mode de fonctionnement, sa gouvernance et son financement. **Certains craignent qu'un élargissement n'affaiblisse la possibilité de l'approfondissement. D'autres souhaitent faire évoluer l'UE vers un vaste marché unique en élargissant à de nouveaux membres et en réduisant l'intégration au seul domaine économique.** L'élargissement ne semble donc plus être à l'ordre du jour. L'UE développe davantage sa politique européenne de voisinage, moins contraignante.

B L'UE face aux crises

Depuis 2010, l'UE doit faire face à la « crise migratoire », obligeant les dirigeants européens à renforcer les contrôles aux frontières avec ses pays voisins, souvent instables. Alors que certains dénoncent « l'Europe forteresse », d'autres critiquent l'espace Schengen qui favoriserait l'afflux de migrants illégaux. Les divergences des États face à la gestion de l'arrivée de migrants conduisent à des tensions telles que le rétablissement de contrôles frontaliers entre des États membres de l'espace Schengen (entre la France et l'Italie, par exemple) et la construction de barrières frontalières entre des États membres (la Hongrie avec la Croatie et la Roumanie, par exemple).

POINT DE PASSAGE p. 310

D'autres politiques communes sont critiquées comme l'euro. Initié par le traité de Maastricht, il est entré en vigueur en 2002. **C'est aujourd'hui la monnaie unique dans 19 États formant la zone euro,** symbole d'un approfondissement de l'intégration mais aussi de la naissance d'une Europe à plusieurs vitesses. Cette politique commune a permis de faciliter les échanges mais les crises de 2005 et 2009 l'ont fragilisée. L'euro est la cible des eurosceptiques et un point de désaccord entre les États membres.

En 2005, la zone euro connaît une première crise de confiance après le rejet de la Constitution européenne en France et aux Pays-Bas. Des politiques et des citoyens dénoncent des effets négatifs de l'euro, notamment le sentiment d'une hausse généralisée des prix et de l'inflation. En 2009, la Grèce surendettée ne parvient pas à stabiliser ses finances, fragilisant la zone euro. **L'endettement de plusieurs États membres (Grèce, Irlande, Italie, Portugal) révèle les fragilités de la monnaie unique.** Le Pacte de stabilité de 2012, porté notamment par la chancelière Angela Merkel, a permis de stabiliser la zone euro mais les politiques d'austérité qui en découlent depuis ont alimenté l'euroscepticisme.

Dans ce contexte de multiplication des crises et de montée des critiques contre l'UE, le Royaume-Uni a organisé le 23 juin 2016 un référendum sur sa sortie de l'Union. La victoire du « oui » (51,9 % des votants) a conduit à entamer le processus du Brexit. Le rétablissement des contrôles aux frontières entre les deux Irlandes ainsi que la volonté de l'Écosse de demeurer dans l'UE illustrent les divisions internes aux États et à leurs citoyens quant à l'avenir du projet européen. La 1er février 2020, le Royaume-Uni quitte officiellement l'Union européenne.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Pour en savoir plus sur le Brexit, rendez-vous sur https://videos.lesechos.fr/lesechos/sujet-actus/brexit-ce-qui-a-change-depuis-le-1er-fevrier/pppzkm

– Relevez des exemples de bouleversements provoqués par le Brexit.

– Notez également ce qui ne change pas durant la période de transition.

C L'UE, un débat de société

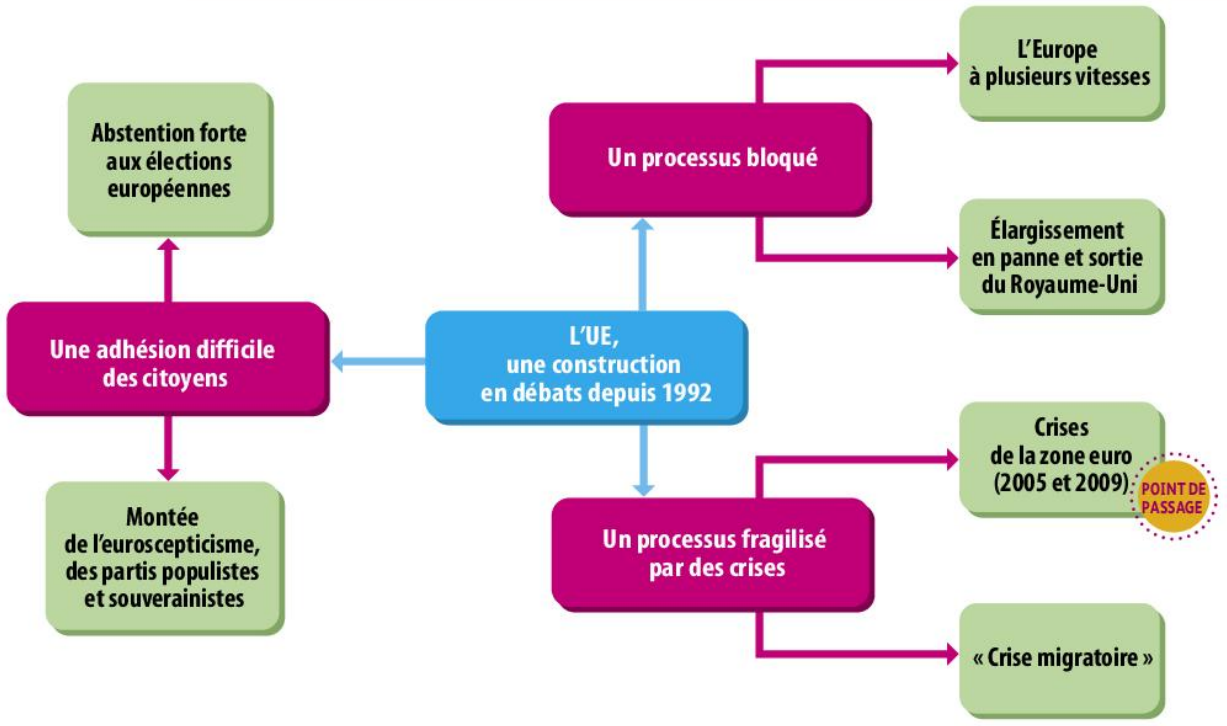
Malgré le renforcement de la **gouvernance** dans le processus de décision et la multiplication des politiques en faveur d'une Europe du quotidien, l'UE suscite de moins en moins d'adhésion auprès des citoyens européens. Si les Européens sont majoritairement attachés à l'idée européenne et partagent un sentiment européen, ils sont nombreux à ne pas se sentir écoutés et parvenir à peser dans l'Europe politique. Malgré le renforcement du rôle du Parlement européen, nombreux sont ceux qui dénoncent le manque de démocratie dans le processus de prise de décision au profit de l'**eurocratie**. **Cette crise de confiance envers l'UE et ses dirigeants favorise l'euroscepticisme, alimenté par les discours des partis souverainistes qui dénoncent des politiques communes (l'inflation due à l'euro, l'afflux de migrants illégaux non européens) et proposent même de sortir de l'UE.** Alors que les traités étaient censés forger le socle communautaire, ils deviennent l'objet d'inquiétudes et de déceptions.

La tentative de construire une Europe fédérale s'est d'ailleurs heurtée au rejet d'un projet de Constitution européenne (traité de Rome de 2004) par les référendums en France et aux Pays-Bas. **L'arrivée récente de dirigeants populistes dans des États membres (Pologne, Hongrie) fragilise de surcroît la construction européenne. Ces dirigeants multiplient les discours accusateurs envers une Europe qui serait la seule responsable des maux de leur société.**

QCM pour réviser

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

SCHÉMA BILAN Les débats autour de la construction européenne



Écosse et Angleterre face au Brexit

Le Royaume-Uni est sorti de l'Union européenne le 1er février 2020. L'année 2020 doit lui permettre de négocier avec l'UE leurs relations futures. Pourtant le Brexit continu à faire débat notamment en Irlande du Nord et en Écosse qui ont voté pour le *Remain* en 2016.

Pourquoi le Brexit est-il un défi pour l'unité du Royaume-Uni ?

Texte original en anglais Classes Européennes

1 DOCUMENT SOURCE — Les indépendantistes écossais et le Brexit

Le plan actuel du Brexit du gouvernement britannique retirera l'Écosse de l'Union européenne, le partenariat international le plus réussi et le plus développé au monde, en contradiction directe avec la volonté démocratique de l'Écosse.

Les députés du SNP[1] ont voté contre l'accord du Premier ministre [Boris Johnson]. L'Écosse a voté à 62 % pour rester dans l'Union européenne en 2016, ce qui a toujours été ignoré par le gouvernement britannique.

L'accord nous appauvrira, diminuera nos droits et nuira aux générations futures.

Les dernières recherches présentent une image saisissante du choc économique que ce mauvais accord aura sur l'Écosse – nous avertissons que chaque Écossais perdra 2 300 £ [environ 2 700 €] par an, que cela supprimera 80 000 emplois et nuira à la croissance et aux opportunités commerciales pendant des décennies.

Les législatures décentralisées d'Écosse, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord ont toutes refusé de donner leur accord au projet de loi du gouvernement britannique qui permettra au Royaume-Uni de quitter l'UE.

Le Brexit est encore loin, nous commençons seulement à engager les négociations difficiles et prolongées qui seront nécessaires pour définir les relations futures du Royaume-Uni avec l'UE. Nous continuerons de faire pression sur le gouvernement pour exclure un accord catastrophique.

Source : « Quel est le plan du SNP pour le Brexit ? », site Internet officiel du SNP (février 2020).

1. Le parti indépendantiste écossais qui dirige le gouvernement de l'Écosse depuis 2007.

Texte original en anglais Classes Européennes

2 L'ANALYSE DE L'HISTORIEN — Le Brexit et les relations Écosse-Angleterre

En 2014, le SNP organise un référendum sur l'indépendance de l'Écosse, remporté par le « non » (55,3 %). Mais, loin de fragiliser le parti, il suscite la réaction inverse : aux élections générales de 2015, le SNP a obtenu 56 des 59 sièges en Écosse (contre 6 en 2010). […]

Les sondages, actuellement, montrent qu'un nouveau référendum sur l'indépendance aboutirait certainement à une victoire du « oui ». Mais tout n'est pas lié au Brexit. Certains éléments résultent de la vie politique écossaise elle-même et le ferme désaccord des Écossais avec les conservateurs anglais y est pour beaucoup : Boris Johnson, vu comme un privilégié déconnecté de la réalité, est véritablement haï en Écosse. Ainsi le Brexit est-il perçu d'abord comme une affaire anglaise plutôt que britannique. « English first »…

Tout cependant n'est pas si simple. Vu les difficultés rencontrées par le Royaume-Uni pour sortir de l'Union européenne, qu'en serait-il de celles pour l'Écosse de quitter le Royaume-Uni ? Plusieurs questions se posent : la sécurité (une Écosse indépendante serait un défi pour la dissuasion nucléaire de la Grande-Bretagne), les frontières (si l'Écosse rejoint l'UE comme l'a promis le SNP, une frontière dure entre l'Écosse et l'Angleterre serait nécessaire), et le commerce (le reste du Royaume-Uni est le principal partenaire commercial de l'Écosse). Malgré les sondages, je ne suis pas sûr que le résultat du vote serait si net qu'on pourrait le penser… Mais, encore une fois, le métier d'historien n'est pas de prédire l'avenir !

Thomas M. Devine, « La nation écossaise s'est construite dans la lutte contre l'Angleterre », *L'Histoire*, février 2020.

S'INITIER AU TRAVAIL DE L'HISTORIEN

■ Procéder à l'analyse critique des documents selon une approche historique

A L'historien commence par définir le contexte historique

1. Identifiez la nature du document 1 et son auteur.
2. Présentez le contexte historique dans lequel ce document fut produit.

B L'historien confronte la source au contexte

3. Doc. 1 Présentez l'auteur de la source. Quelles sont ses intentions pour l'Écosse ?
4. Doc. 1 et 2 Quelle est sa position vis-à-vis du Brexit ? Confrontez ses arguments à ceux de Thomas M. Devine.
5. Doc. 2 Montrez que le processus d'autonomisation de l'Écosse a débuté bien avant le Brexit.
6. Doc. 2 Quels sont selon Thomas M. Devine les éléments qui rendent peu probable une indépendance de l'Écosse ?

C L'historien interprète la source

7. En confrontant les documents 1 et 2, peut-on dire que le Brexit remet en cause l'unité du Royaume-Uni ?

Aide Montrez que le Brexit s'inscrit dans un contexte de montée du nationalisme en Écosse. Rappelez les difficultés que poserait l'indépendance de l'Écosse pour la Grande-Bretagne et pour l'UE.

Réaliser une carte mentale de synthèse

Sur votre cahier, en vous servant du modèle ci-dessous, réalisez votre propre carte mentale.

Boîte à outils

- Reprenez les éléments de votre cours et les deux leçons du manuel.
- Inspirez-vous des questions proposées pour repérer des éléments clés dans votre cours.
- Identifiez les personnages clés et les événements marquants.
- Complétez alors la carte mentale pour qu'elle puisse reprendre l'ensemble des éléments repérés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — **Question problématisée**

■ **CAPACITÉS :** Utiliser une approche historique pour construire une argumentation
Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

SUJET 1

En quoi les années 1990 sont-elles un moment d'accélération de la construction européenne ?

Quelles sont les bornes chronologiques que l'on peut prendre pour délimiter les années 1990 dans le domaine de la construction européenne ?

Quel événement a permis cette accélération de la construction européenne ?
Comment cette accélération se traduit-elle ?

« En quoi les années 1990 sont-elles un moment d'accélération de la construction européenne ? »

Comment peut-on définir la construction européenne ?
Quels sont les domaines concernés ?
Pensez à distinguer élargissement et approfondissement.

SUJET 2

Quelles sont les difficultés que rencontre l'UE depuis le début du XXIe siècle ?

À quelles difficultés doit faire face l'UE ?
Quelles crises peuvent bloquer le projet européen ?

Quelles sont les limites chronologiques du sujet ?
Pourquoi l'année 2001 peut-elle être prise comme borne de départ ?

« Quelles sont les difficultés que rencontre l'UE depuis le début du XXIe siècle ? »

Sur quoi repose l'UE ? Quand a-t-elle été mise en place et quelles évolutions majeures l'ont redéfinie depuis ?

Conseil

Pensez à utiliser les points de passage et d'ouverture en guise d'exemples détaillés au cours de votre devoir afin de rendre plus concret votre propos.

■ **CAPACITÉ :** Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

1 Déclaration du directeur général de la Banque de Belgique, 3 mars 1997

Le directeur s'adresse à l'assemblée de mise en place du Commissariat général de l'euro à Bruxelles, chargé de la mise en œuvre de la monnaie unique.

L'euro arrive : sous forme scripturale à partir du 1er janvier 1999 ; sous forme de pièces et de billets au plus tard le 1er janvier 2002. Le compte à rebours a commencé […]. Les dispositions relatives à l'union monétaire constituent, comme on le sait, le principal aspect du traité de Maastricht. L'union monétaire était considérée comme le parachèvement d'un processus en trois phases, la première ayant débuté en 1990 avec la réalisation du marché unique des services financiers et la préparation du traité lui-même, la deuxième démarrant en 1994 avec la création de l'Institut monétaire européen, préfiguration de la future Banque centrale européenne, et le processus de convergence économique préalable à l'union monétaire, la troisième et dernière étant prévue pour le 1er janvier 1999 au plus tard, avec la fixation irrévocable des parités et l'introduction de la monnaie européenne. Immédiatement après la conclusion de l'accord de Maastricht, en 1992-1993, les difficultés de la ratification du traité dans certains pays, les turbulences sur les marchés de change européens et la récession économique imprévue ont provoqué un indéniable scepticisme à l'égard du projet d'union monétaire. Mais celui-ci a survécu à ces difficultés, et a retrouvé une forte crédibilité au lendemain du Sommet européen tenu à Madrid en décembre 1995. D'une part, les chefs d'État et de gouvernement des deux pays – l'Allemagne et la France – dont la participation est unanimement considérée comme indispensable ont confirmé ou affirmé leur engagement profond à l'égard de la monnaie européenne. D'autre part, l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement ont enfin donné un nom à cette monnaie – l'euro – et surtout se sont mis d'accord sur le scénario et le calendrier de la transition. Le plus tôt possible en 1998, les chefs d'État et de gouvernement procéderont à la sélection des premiers pays participants. La Banque centrale européenne sera alors mise en place et on commencera à imprimer les billets de banque en euro. […] C'est pourquoi, Mesdames, Messieurs, je ne doute pas qu'avec tous les concours nécessaires, le vôtre en particulier, le passage à la monnaie européenne sera dans notre pays une réussite.

Discours de Guy Quaden sur la Belgique et l'euro, 3 mars 1997.

Quelles sont les autres dispositions du traité de Maastricht ?

Montrez que la mise en place de l'euro se fait de manière progressive. Quelles sont les difficultés rencontrées ?

En quoi l'euro est-il aussi un symbole des difficultés de la construction européenne ?

2 La zone euro en 2009

Timbre bulgare, 2009.

En 2009, la Bulgarie appartient-elle à la zone euro ?

D'après vos connaissances, à quoi correspondent les différentes couleurs utilisées ici. Quelles informations du document 1 peuvent expliquer vos constatations ?

Que symbolise cette représentation ?

CONSIGNE

À partir des deux documents, montrez en quoi la mise en place de l'euro témoigne de l'approfondissement de la construction européenne mais aussi de ses limites.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Analyse de document

■ **CAPACITÉ :** Savoir lire, comprendre et critiquer une carte, un croquis, un document iconographique

Le Brexit et l'unité du Royaume-Uni

Du Pays de Galles à l'Écosse en passant par l'Irlande du Nord, le Brexit jusqu'au-boutiste prêché par Boris Johnson met à l'épreuve l'unité du Royaume-Uni, comme l'a lui-même constaté le nouveau Premier ministre lors d'une tournée marquée par des réactions hostiles. Le dirigeant conservateur à la célèbre tignasse blonde, qui a succédé à Theresa May le 24 juillet, s'est d'abord rendu samedi 27 juillet, dans le nord de l'Angleterre, avant de rejoindre les trois autres nations constitutives du Royaume-Uni (Pays de Galles, Écosse, Irlande du Nord) pour faire passer un message d'unité. Objectif ? Tenter d'obtenir des soutiens sur sa stratégie de sortie de l'UE, qui prévoit un Brexit coûte que coûte au 31 octobre, y compris au prix d'un départ sans accord avec Bruxelles (« *no deal* »), un scénario synonyme de retour des formalités douanières redouté par les milieux économiques. Mais l'idée était aussi de faire passer un message d'unité dans un pays profondément divisé depuis le référendum sur l'UE du 23 juin 2016, qui a attisé les problématiques régionales et accru chez certains un sentiment de défiance vis-à-vis de la capitale Londres. « Il était tout à fait prévisible qu'un Brexit extra-dur allait exercer d'énormes pressions sur l'union (du Royaume-Uni) », souligne John Springford, du think tank européen Centre for European Reform. En témoignent les huées des indépendantistes écossais qui ont ponctué le déplacement de Boris Johnson lundi à Edimbourg (côte nord-est), capitale de la région septentrionale du Royaume-Uni. […] Ici plus qu'ailleurs, le Brexit a mauvaise presse : 62 % des Écossais ont voté pour rester dans l'UE en 2016. Et pour les séparatistes, la sortie de l'UE est de nature à justifier l'organisation d'un nouveau référendum sur l'indépendance, rejetée en 2014 à 55 %. « Ils considèrent probablement le Brexit comme leur meilleure chance d'avancer vers l'indépendance », souligne David Shiels, du think tank Open Europe. « Si [Boris Johnson] parvient à imposer un Brexit sans accord, la probabilité que l'Écosse s'en aille est beaucoup plus grande », renchérit John Springford. […] Et à supposer que l'indépendance finisse par être votée, Edimbourg devra encore candidater pour intégrer l'UE, un processus long et complexe. La problématique est différente en Irlande du Nord, où M. Johnson s'est rendu mercredi 31 juillet, et tient à des raisons historiques. Ensanglantée pendant trois décennies par des violences entre républicains nationalistes (catholiques) et loyalistes unionistes (protestants), la région redoute qu'un « *no deal* » n'entraîne le retour d'une frontière physique avec la République d'Irlande voisine, membre de l'UE. Voire une résurgence des violences auxquelles avait mis fin en 1998 l'accord du « Vendredi saint ». « Le Brexit a soulevé des questions fondamentales sur la pertinence et la durabilité de la partition de notre île », a déclaré, comme une mise en garde, Mary Lou McDonald, la cheffe du Sinn Féin, parti républicain qui milite depuis des décennies pour une Irlande réunifiée. Mais, comme en Ecosse, les séparatistes sont confrontés à des vents contraires, comme la réticence potentielle de Dublin à combler le déficit budgétaire annuel d'environ 10 milliards de livres (11 milliards d'euros) de l'Irlande du Nord. […] Au Pays de Galles, ce sont les éleveurs de moutons qui s'inquiètent des conséquences d'un « *no deal* », et craignent que leurs exportations vers le club des 27 n'en paient le prix fort.

« Brexit : la fragile unité du Royaume-Uni », *Challenges*, 2 août 2019.

CONSIGNE

À partir de l'analyse de ce document, montrez en quoi la question du Brexit au Royaume-Uni illustre les divisions des citoyens britanniques sur le projet européen.

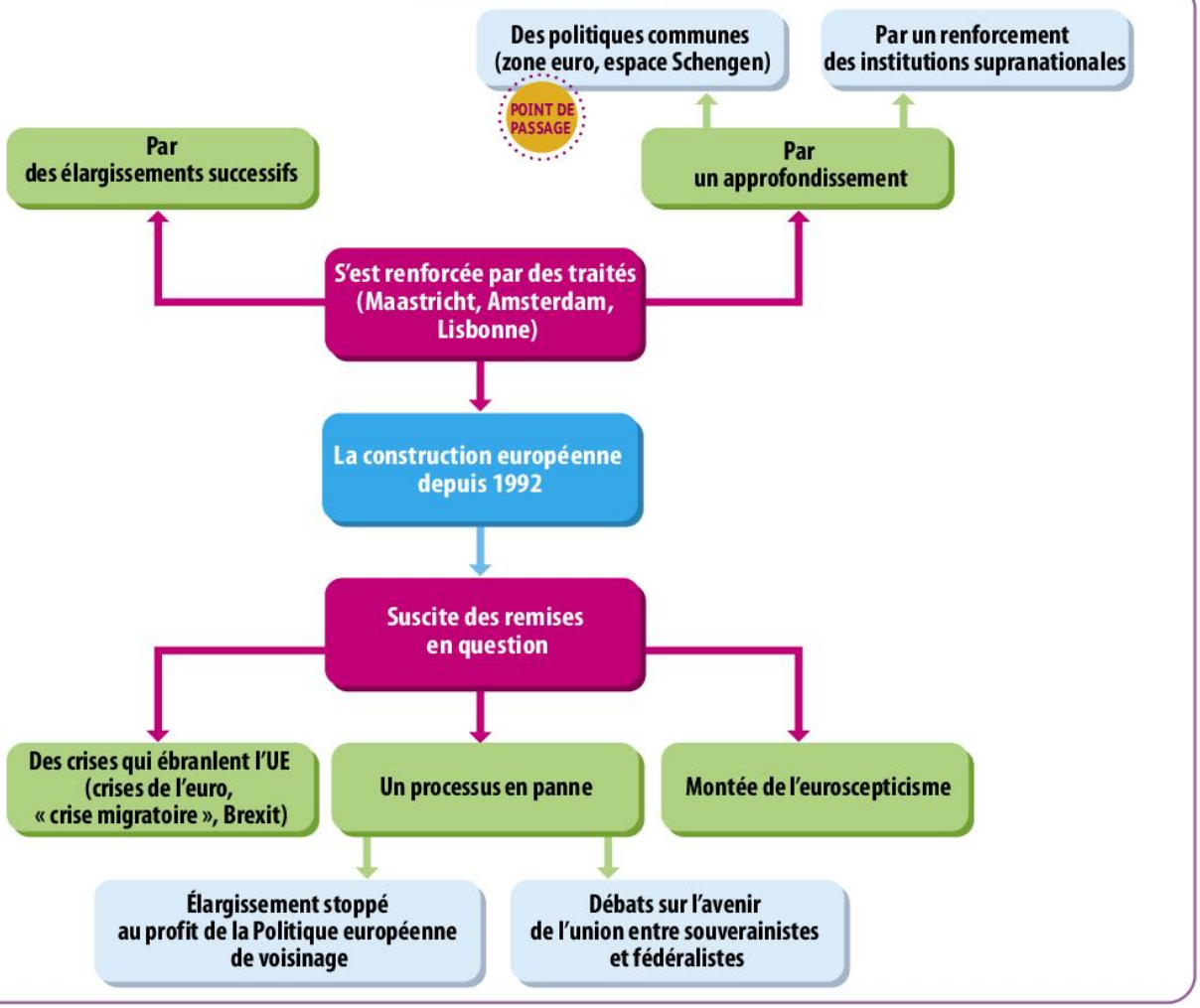
L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

RÉVISION

La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

SCHÉMA BILAN



Je connais les dates importantes

1992 : signature du traité de Maastricht instaurant l'UE.
1994 : inauguration du tunnel sous la Manche.
2002 : mise en circulation de l'euro.
2007 : traité de Lisbonne réformant les institutions européennes.
2009 : début de la crise de la zone euro.
2016 : référendum sur le Brexit.
2020 : sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Je maîtrise les notions et le vocabulaire essentiels

Notions

- construction européenne (p. 296)
- fédéralisme (p. 306)
- supranationale (p. 306)
- gouvernance (p. 310)
- Marché unique européen (p. 299)
- Politique européenne de voisinage (p. 299)
- souverainisme (p. 310)

Vocabulaire

- Europe à plusieurs vitesses (p. 302)
- eurosceptique (p. 308)
- zone euro (p. 299)

Ne pas confondre !

- **élargissement :** processus par lequel de nouveaux États adhèrent à l'Union européenne.
- **approfondissement :** processus par lequel les États de l'Union européenne affermissent leur coopération en renforçant les institutions communautaires ou les politiques communes.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

■ CAPACITÉ : Identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et ruptures chronologiques

Dans quelle mesure le traité de Maastricht marque-t-il une étape majeure dans le processus de la construction européenne ?

Dans un court paragraphe expliquez les points suivants :
Pourquoi la mise en place de l'euro est-elle à la fois le symbole de l'approfondissement du projet européen et d'une crise de l'unité des États de l'Union européenne ?
Pourquoi l'ouverture du tunnel sous la Manche marque-t-elle l'adhésion de la Grande-Bretagne au projet européen ?

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ CAPACITÉ : Identifier les contraintes d'un contexte historique

Dans un court paragraphe, expliquez dans quelle mesure le contexte de la fin des années 1980-début 1990 a conduit à repenser le projet européen en 1992.

■ CAPACITÉ : Mettre un événement ou une figure en perspective

Dans un court paragraphe décrivez l'élargissement progressif de l'Union européenne depuis 1992 puis expliquez les difficultés de cette politique d'élargissement de nos jours.

Expliquez en quelques lignes les trois événements suivants :
a. Le référendum sur le Brexit
b. Les deux crises de la zone euro
c. Le traité de Lisbonne

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

■ CAPACITÉ : Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

a. Noter les notions et le vocabulaire de la page précédente avec leur définition précise.

b. Indiquer pour chaque partie du cours :
- Les éléments importants (dates, acteurs, événements, notions…).
- Les grandes idées (les faits historiques, les causes, les conséquences).
- savoir expliquer : l'approfondissement de l'UE ; le processus d'élargissement, les débats qui marquent la construction européenne depuis 1992.

Pour aller plus loin

À LIRE

- Arcangelo Figliuzzi et Marc Montoussé, ***100 fiches pour comprendre l'Union européenne***, éditions Bréal, 2019. Une mise au point récente et rapide sur les processus de construction européenne, le fonctionnement des institutions, les politiques communautaires et les crises que rencontre l'UE depuis 1992.

À VOIR

La Bataille pour l'Europe (Arte, 2017) : documentaire sur le processus de construction européenne et les débats qui l'ont animé depuis 1992.

SUR LE WEB

lien internet

- touteleurope.eu
Site d'informations pédagogiques permettant de se renseigner sur l'histoire, le fonctionnement institutionnel et les politiques de l'UE.
- maisons-europe.eu
Site de la Fédération française des Maisons de l'Europe : informations sur la citoyenneté européenne et la construction de l'Europe des citoyens.

CHAPITRE

11

La République française

RESSOURCES EN +
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

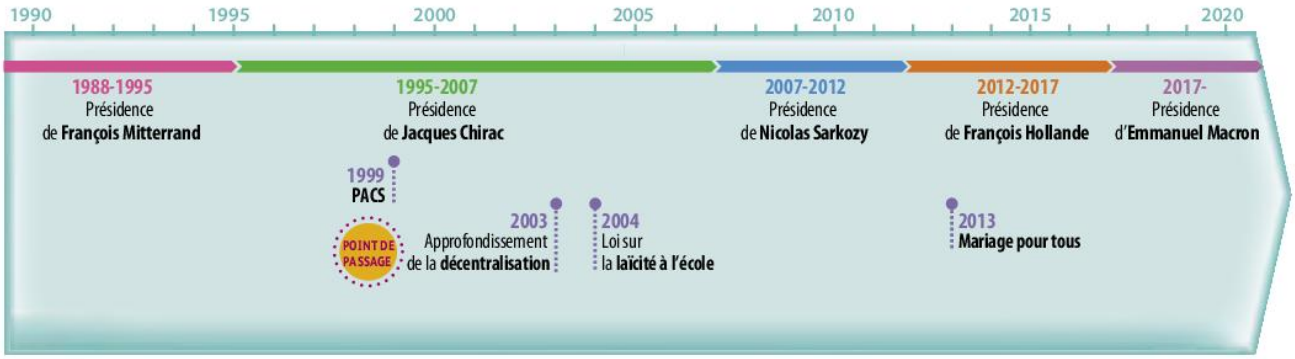
Comment la République française s'est-elle adaptée aux profondes mutations de la société depuis les années 1990 ?

Vidéo d'introduction

1 Un combat dans la République : l'égalité hommes-femmes

Affiche de la campagne de sensibilisation sur l'égalité professionnelle hommes-femmes lancée en 2012 par le Laboratoire de l'Égalité.

- Expliquez comment est mise en scène l'inégalité hommes-femmes dans le monde du travail.
- Selon vous, quel est l'intérêt d'une telle campagne de communication ?



2 **Manifestation contre les violences faites aux femmes, Paris, le 23 novembre 2019**

Vidéo

Mobilisation organisée à l'appel du collectif féministe #Noustoutes.
De nombreux défilés ont également lieu dans les différentes régions de France.

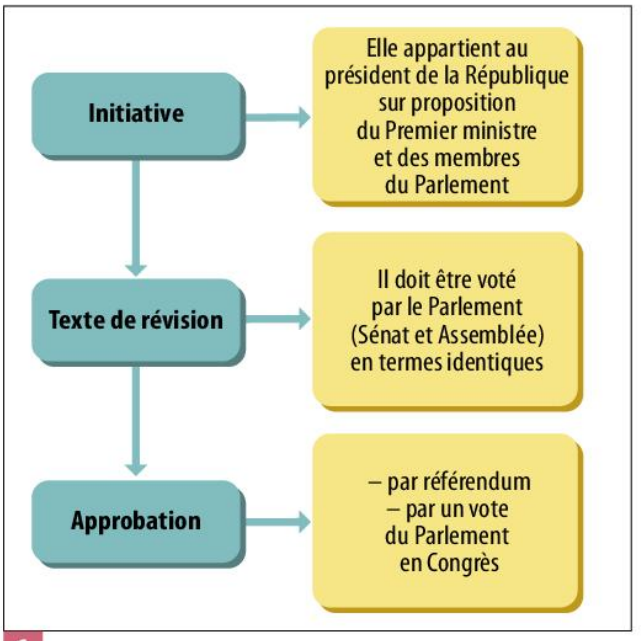
› Précisez ce que dénoncent les pancartes brandies par les manifestantes.

ÉTUDE

Adapter la Constitution de 1958 aux évolutions politiques

En 2018, la Constitution de la Ve République a fêté son 60e anniversaire. Celle-ci n'a cessé d'évoluer : elle a été révisée 24 fois depuis 1958. Ces révisions constitutionnelles ont entraîné une évolution de la pratique des institutions, notamment en ce qui concerne l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif. D'importantes révisions découlent également de l'intégration dans l'Union européenne.

Pourquoi et comment réformer la Constitution de 1958 ?



1 Réformer la Constitution, une procédure encadrée

Dans la Constitution de 1958, l'article 89 prévoit la procédure de révision. Le président peut aussi avoir recours à l'article 11, utilisé en 1962 et 1969, afin de consulter les Français par référendum, sans l'accord du Parlement réuni en Congrès.

2 L'évolution de la légitimité présidentielle dans la Constitution

Article 6 (Constitution du 4 octobre 1958)
Le président de la République est élu pour sept ans par un collège électoral comprenant les membres du Parlement, des conseils généraux et des assemblées des territoires d'outre-mer, ainsi que les représentants élus des conseils municipaux.

Article 6 (révision constitutionnelle du 6 novembre 1962 après le référendum du 28 octobre 1962)
Le président de la République est élu pour sept ans au suffrage universel direct.

Article 6 (révision constitutionnelle du 2 octobre 2000 après le référendum du 28 septembre 2000)
Le président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct.

Chronologie

1999 : loi favorisant la parité.
2000 : adoption du quinquennat.
2003 : ajout de l'organisation décentralisée de la République.
2005 : Charte de l'environnement (préambule).
2007 : ajout « Nul ne peut être condamné à la peine de mort. »

Notion

• **bloc de constitutionnalité :** ensemble des textes qui, avec la Constitution de 1958, définissent les normes constitutionnelles de la France.

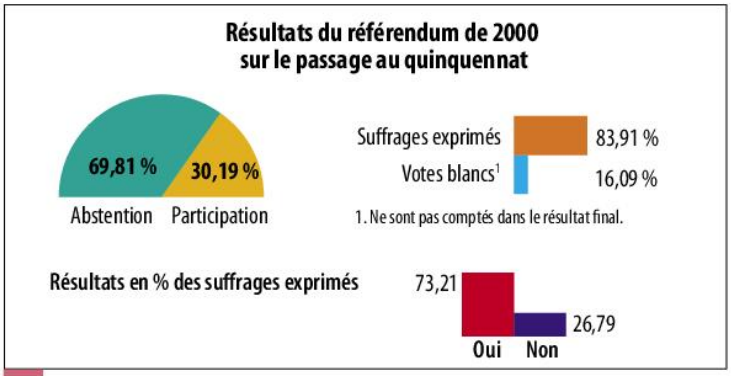
3 La participation de la République à la construction européenne

L'ancrage européen de la République a été officiellement inscrit dans la Constitution au début des années 1990. Jusqu'alors, l'ordre juridique européen a pu se construire sans que jamais la Constitution n'y ait fait obstacle. Le traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht en février 1992, change la donne : il impose une adaptation de la Constitution afin de conférer au droit de l'Union européenne une autorité supérieure au droit interne. […]

L'entrée en vigueur du traité de Maastricht, visant à donner une vocation politique à la construction européenne marque un saut décisif. Ainsi l'Union européenne devient une union politique et juridique entre les États. Le traité de Maastricht étend les compétences exercées en commun par les États à des domaines régaliens […]. La signature d'un grand traité européen exige la révision de la Constitution. Cette dernière comporte un titre spécifique, intitulé « Titre XV : de l'Union européenne ». […] Toutefois, la participation à l'Europe politique n'a pas conduit au remplacement de la Constitution nationale par une constitution européenne. […] Le traité constitutionnel, que les États de l'Union ont signé à Rome en 2004, devait entrer en vigueur à partir du 1er novembre 2006, une fois ratifié par les États membres. Mais il fut rejeté par le peuple français par le référendum du 29 mai 2005. […]

L'Union européenne n'a pas « tué » la Constitution. Bien au contraire : tout part de la Constitution.

Philippe Blachèr, *La Constitution de 1958, toujours d'actualité ?*, La Documentation française, 2018.



4 Le référendum de 2000 sur l'adoption du quinquennat

5 Les débats autour de l'adoption du quinquennat

Vidéo Cinq ans de mandat présidentiel, c'est mieux que sept ans ? – La Ve République, comment ça marche ? France Télévisions / Lumni

6 Les conséquences institutionnelles de l'intégration européenne

Date	Objet	Contenu
25 juin 1992	Ratification du Traité de Maastricht	– Transferts de compétences en matière économique et frontalière. – Création d'une citoyenneté européenne et extension des droits du Parlement européen.
25 mars 2003	Mandat d'arrêt européen	Création d'un mandat d'arrêt européen.
1er mars 2005	Préparation de la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe	Autorisation de la participation de la France.
4 février 2008	Traité modificatif européen (dit « de Lisbonne »)	Consécration des nouveaux pouvoirs du Parlement (contrôle du respect du principe de subsidiarité).

Pauline Türk, *Les Institutions de la Ve République*, Gualino, 2018.

7 Modifier la Constitution pour répondre à l'urgence environnementale

Depuis mars 2005, une Charte de l'environnement, comportant 10 articles, a été intégrée au bloc de constitutionnalité.

Art. 1er Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

Art. 2 Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Art. 4 Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.

Art. 6 Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. À cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

Art. 8 L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et des devoirs définis par la présente Charte.

Art. 10 La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France.

Vocabulaire

- **Congrès :** réunion des députés et des sénateurs afin d'approuver une révision constitutionnelle, d'entendre une déclaration du président de la République ou d'autoriser l'adhésion d'un État à l'Union européenne.
- **Parlement :** réunion de l'Assemblée nationale et du Sénat exerçant le pouvoir législatif.
- **principe de subsidiarité :** principe selon lequel une autorité centrale ne peut effectuer que les tâches ne pouvant pas être réalisées à l'échelon inférieur.
- **référendum :** question posée aux électeurs à laquelle ils doivent répondre par oui ou par non.

Parcours 1

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

1. Doc. 1, 2 et 4 Montrez que la procédure de révision de la Constitution s'appuie sur un processus démocratique.
2. Doc. 6 Montrez par un ou deux exemples que la Constitution peut répondre aux changements amenés par la construction européenne.
3. Doc. 3, 4 et 6 Expliquez pourquoi la participation de la France à l'Europe politique a entraîné des modifications de la Constitution française.

Aide Présentez les phases successives de changements constitutionnels au gré des différentes étapes de construction de l'UE.

4. Doc. 7 Quelles dispositions apportées par la charte de l'environnement concernent les citoyens ? Et les élus ?
5. Doc. 5 Quelle est la principale conséquence du quinquennat sur le calendrier électoral ?

Bilan À partir de vos réponses et du doc. 4 et 6, montrez qu'en suivant des procédures précises, la Constitution de la Ve République sait évoluer en se réformant.

Parcours 2

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

Travail de groupe Expliquez les raisons et les procédures qui permettent aux institutions de la Ve République d'évoluer tout en restant stables.

Aide Répartissez-vous le travail pour préciser d'abord les modalités permettant de faire évoluer la Constitution, ensuite pour décrire les domaines dans lesquels la Constitution de 1958 a été amenée à évoluer depuis les années 1990.

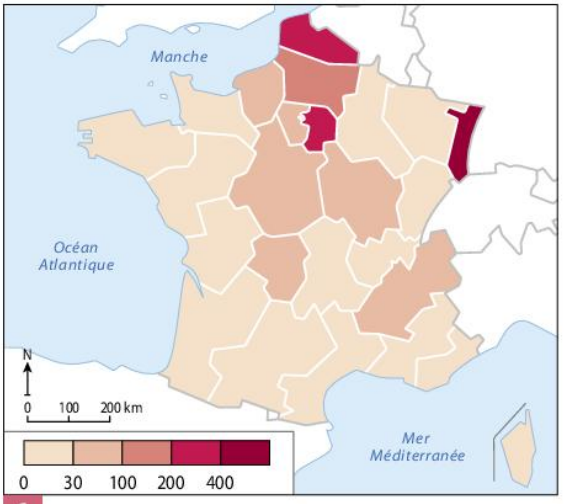
ÉTUDE

La réaffirmation du principe de laïcité (2004)

Vidéo

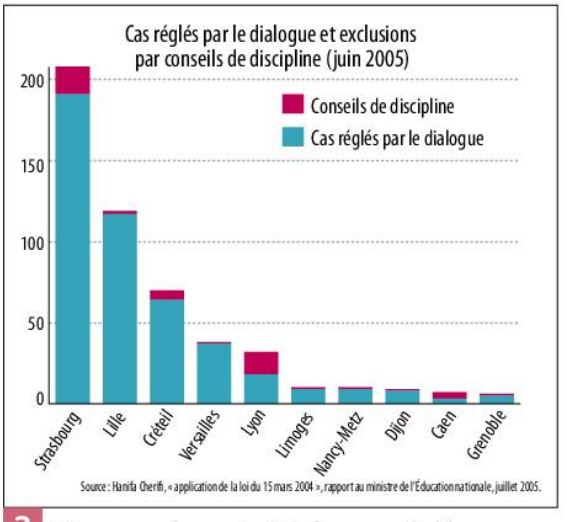
La **laïcité** est un des principes fondateurs de la République et s'inscrit comme tel dans la Constitution de 1958. Depuis la loi de séparation des Églises et de l'État (1905), le compromis laïque français repose sur la neutralité de l'État en matière religieuse. Il garantit la liberté de culte et son libre exercice. Depuis les années 1980, la laïcité est régulièrement au cœur des débats politiques, notamment lors du vote de la loi de 2004.

De quelle manière le principe de laïcité est-il réaffirmé par la loi de 2004 ?



1 Les signes religieux ostensibles recensés par académie durant l'année scolaire 2003-2004

D'après le rapport remis au ministre de l'Éducation nationale, 2005.



3 Une grande majorité des cas réglés par le dialogue

2 En 2004, réaffirmer la laïcité à l'école

En 2004 est promulguée une loi qui encadre, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. Un nouvel article est inséré dans le Code de l'éducation.

La loi du 15 mars 2004 est prise en application du principe constitutionnel de laïcité qui est un des fondements de l'école publique. Ce principe, fruit d'une longue histoire, repose sur le respect de la liberté de conscience et sur l'affirmation de valeurs communes qui fondent l'unité nationale par-delà les appartenances particulières.

L'école a pour mission de transmettre les valeurs de la République parmi lesquelles l'égale dignité de tous les êtres humains, l'égalité entre les hommes et les femmes et la liberté de chacun y compris dans le choix de son mode de vie. Il appartient à l'école de faire vivre ces valeurs, de développer et de conforter le libre arbitre de chacun, de garantir l'égalité entre les élèves et de promouvoir une fraternité ouverte à tous. En protégeant l'école des revendications communautaires, la loi conforte son rôle en faveur d'un vouloir-vivre-ensemble. Elle doit le faire de manière d'autant plus exigeante qu'y sont accueillis principalement des enfants. […] En préservant les écoles, les collèges et les lycées publics, qui ont vocation à accueillir tous les enfants, qu'ils soient croyants ou non croyants et quelles que soient leurs convictions religieuses ou philosophiques, des pressions qui peuvent résulter des manifestations ostensibles des appartenances religieuses, la loi garantit la liberté de conscience de chacun. […]

Aux termes du premier alinéa de l'article L. 141-5-1 du Code de l'éducation, « dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit ».

Les signes et tenues qui sont interdits sont ceux dont le port conduit à se faire immédiatement reconnaître par son appartenance religieuse tels que le voile islamique, quel que soit le nom qu'on lui donne, la kippa ou une croix de dimension manifestement excessive. La loi est rédigée de manière à pouvoir s'appliquer à toutes les religions et de manière à répondre à l'apparition de nouveaux signes, voire à d'éventuelles tentatives de contournement de la loi.

La loi ne remet pas en cause le droit des élèves de porter des signes religieux discrets.

Circulaire du 18 mai 2004 concernant la loi du 15 mars 2004, *Bulletin officiel*.

Notion

- **laïcité :** principe selon lequel l'État se désengage de la sphère religieuse en ne favorisant aucune religion, tout en garantissant le libre exercice des cultes ainsi que la liberté d'expression de ses convictions.

4 Manifestation du 2 octobre 2004 à Strasbourg contre la loi sur la laïcité à l'école

Les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ne sont pas concernés par la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. Mais la loi de 2004 s'y applique.

5 La loi de 2004 dans les faits

Ils se sont présentés hier au lycée Louise-Michel de Bobigny, espérant pouvoir suivre les cours de la journée. Peine perdue. Les trois élèves sikhs[1] du lycée ont dû quitter l'établissement à la demande du proviseur. Le dispositif de la loi sur la laïcité prévoit pourtant que les élèves qui porteraient un signe ostensible d'appartenance religieuse à la rentrée seraient accueillis dans les écoles. Pas en salle de classe, mais ailleurs dans l'établissement, le temps qu'un « dialogue » s'instaure avec les jeunes et leurs familles. La mise à l'écart des élèves sikhs de Bobigny, invités purement et simplement à rentrer chez eux, symbolise la confusion qui règne à leur encontre dans les établissements scolaires.

[…] « Dans un courrier daté du 10 mai, le Premier ministre nous avait donné des garanties sur la scolarisation de nos enfants, commente Karmvir Singh, très amer. » […] Une interprétation que réfute aujourd'hui le ministère de l'Éducation nationale : « La loi s'applique à tous, sans distinction. » Mais elle n'interdit que les signes ostensibles, et cette nuance place également les chefs d'établissement dans l'embarras : s'ils acceptaient d'accueillir les turbans sikhs, que dire aux élèves musulmanes qui ne manqueront pas de demander pourquoi le turban et pas le foulard ?

« On ne peut pas faire deux poids, deux mesures, commente Daniel Robin, responsable des questions de laïcité au Snes (syndicat majoritaire dans le secondaire). Mais c'est toute la contradiction de cette loi, faite pour interdire le foulard à l'école, sans l'assumer. Pour se prémunir du caractère ségrégationniste du texte, on y a intégré les kippas, les grandes croix, etc. Or, le cas des sikhs est inextricable. »

Dans le sikhisme, rappellent les maîtres du temple, « le symbole religieux n'est pas le turban, mais les cheveux qui sont dessous ». Et les sikhs ont interdiction de se les couper. Quand l'enfant grandit, ses cheveux sont nattés, montés en chignon puis couverts par un turban. « Il est impensable pour nous de vivre sans turban », expliquent les sikhs.

[…] Un responsable de la communauté s'indigne : « Cette loi française, totalement discriminatoire, contrarie les pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques ratifiés par la France. Nous tenterons tous les recours possibles. »

Marie-Joëlle Gros, « À Bobigny, trois lycéens sikhs mis au ban pour un turban », *Libération*, 7 septembre 2004.

1. Sikhs : membres d'une communauté religieuse fondée au XVe siècle en Inde.

Parcours 1

- S'approprier les exigences, les notions et les outils de la démarche historique
- Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

1. **Doc. 2** Expliquez le sens donné à la notion de laïcité par la loi de 2004.
2. **Doc. 3** Expliquez comment la plupart des cas de port de signes religieux à l'école ont été réglés.
3. **Doc. 5** Analysez les raisons qui ont poussé à l'exclusion des élèves sikhs de leur lycée de Bobigny.
4. **Doc. 1, 2 et 3** Pour quelles raisons une telle loi existe-t-elle en France ?
   Aide Pensez à bien recenser les différentes idées exposées dans le texte et à présenter le contexte qui entoure la promulgation de la loi.

Bilan À partir de l'analyse des documents, expliquez pour quelles raisons et par quels moyens la loi de 2004 est appliquée dans les établissements scolaires, malgré les réticences de certains.

Parcours 2 Oral Travail en binôme

- Justifier des choix, une interprétation, une production
- Utiliser une approche historique pour construire une argumentation

À l'aide des documents et d'une recherche personnelle, préparez en binôme une présentation orale répondant au sujet suivant : la loi de 2004 et la réaffirmation du principe de laïcité.

Aide Oral Travail en binôme

- Proposez une problématique au sujet.
- Présentez d'abord la loi de 2004 et expliquez dans quel contexte elle a été votée.
- Expliquez ensuite quels sont les débats autour de la loi en 2003-2004. Présentez les arguments des uns et des autres.
- Montrez enfin quelles difficultés peut poser la loi dans son application.

POINT DE PASSAGE

L'approfondissement de la décentralisation

La République a hérité d'une tradition de centralisation des pouvoirs de l'État à Paris. Ce n'est qu'à partir des années 1980 qu'elle s'oriente vers davantage de pouvoirs donnés aux départements et aux régions. À partir de 2003, la décentralisation s'est accentuée malgré certains débats concernant surtout ses modalités d'application.

Comment la décentralisation transforme-t-elle la gestion des territoires ?

Vidéo

1 2003, l'organisation décentralisée de la République

Art. 1. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. […] Son organisation est décentralisée. […]

Art. 72. […] Les collectivités territoriales ont vocation à exercer l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon. […] Les collectivités territoriales […] peuvent lorsque, selon le cas, la loi ou le règlement l'a prévu, déroger, à titre expérimental […], aux dispositions législatives ou réglementaires qui régissent l'exercice de leurs compétences. […]

Art.72-1. […] Dans les conditions prévues par la loi organique, les projets de délibération ou d'acte relevant de la compétence d'une collectivité territoriale peuvent, à son initiative, être soumis, par la voie du référendum, à la décision des électeurs de cette collectivité. […]

Art. 72-2. […] Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi. […]

Constitution de la Ve République, révision de 2003.

Notion

- **décentralisation :** processus consistant pour l'État à transférer au profit des collectivités territoriales certaines compétences et les ressources correspondantes.

Vocabulaire

- **collectivité territoriale :** structure administrative dirigée par un exécutif élu (commune, département, région).
- **intercommunalité :** regroupement de communes afin de faciliter et de promouvoir la coopération dans différents domaines (gestion de l'eau, transports, etc.).

2 La décentralisation, une action soutenue par les élus ?

Les résultats de l'étude Ipsos révèlent le décalage entre les Français et leurs élus locaux sur la question de la décentralisation. Ce décalage concerne aussi bien la perception de ce qui a déjà été fait en la matière que les attentes ou encore le jugement à l'égard de l'action du gouvernement dans ce domaine.

Ainsi, la moitié des élus locaux interrogés estime que la décentralisation n'est pas allée assez loin et qu'il faut la renforcer, tandis que les Français se montrent plus partagés : un tiers pense qu'il faut renforcer la décentralisation, un autre tiers estime qu'elle a atteint un niveau suffisant et un quart juge au contraire que la décentralisation est allée trop loin et qu'il faut revenir en arrière. De leur côté, 8 % seulement des élus locaux sont favorables au retour en arrière. […]

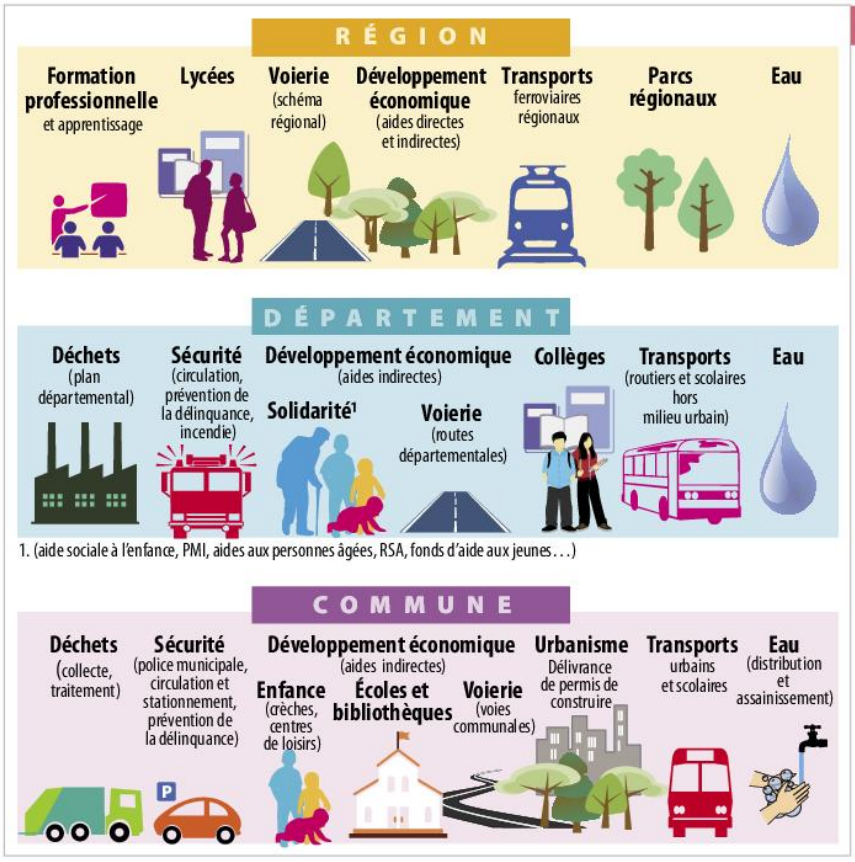
L'image de la décentralisation est moins consensuelle qu'auparavant. Interrogés par Ipsos en mai 1999, les Français se prononçaient à 39 % en faveur d'un renforcement de la décentralisation contre 34 % aujourd'hui (- 5 points) ; 13 % seulement estimaient qu'elle était allée trop loin contre 25 % aujourd'hui (+ 12 points). […]

En ce qui concerne l'avenir de la décentralisation, le décalage entre les attentes des Français et les attentes des élus locaux est également perceptible. 40 % des Français interrogés pensent qu'en matière de décentralisation, c'est la commune qui doit voir ses compétences renforcées en priorité, contre 32 % qui pensent que c'est la région et 23 % le département. Ces résultats montrent que les Français privilégient la proximité.

« Décentralisation : les Français et les élus locaux font moins confiance au gouvernement », Enquête Ipsos, novembre 2003.

3 Un regard critique sur la décentralisation

Dessin de Plantu, *Le Monde*, 08 février 2013.



1. (aide sociale à l'enfance, PMI, aides aux personnes âgées, RSA, fonds d'aide aux jeunes…)

4 Les compétences des collectivités territoriales depuis la loi NOTRe (2015)

En 2015, la loi portant la Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) représente le troisième acte de la décentralisation et vise notamment à renforcer le rôle et les compétences des régions et les intercommunalités.

Parcours 1

- Savoir lire, comprendre et critiquer un document
- Utiliser une approche historique pour mener une analyse

1. Doc. 1 et 4 Analysez les documents afin de présenter le contenu des lois de décentralisation de 2003 et 2015.
   Aide Présentez les changements qui concernent l'organisation de l'État puis citez des exemples précis.
2. Doc. 2 et 3 Expliquez ce que les élus locaux et l'opinion publique pensent de la décentralisation.
   Aide Montrez les divergences et les points communs qui existent entre citoyens et élus sur cette question.
3. Doc. 5 Relevez les arguments justifiants, pour le président de la République, une nouvelle étape de la décentralisation.

Bilan Travail de groupe Montrez que la décentralisation transforme en profondeur le fonctionnement de la République tout en étant un processus inachevé.

Aide Pensez à présenter d'abord les transformations que la décentralisation a provoqué dans le fonctionnement des institutions avant de montrer dans quels domaines elle peut encore s'améliorer et se renforcer. Listez chacun de vos arguments puis échangez pour arriver à un consensus.

Parcours 2 BAC

- Savoir lire, comprendre et critiquer un document
- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

E3C Analyse de document

En analysant le document 5, montrez que le président de la République propose une analyse critique de la décentralisation telle qu'elle a été réalisée jusque-là puis ce qu'il envisage de faire dans ce domaine.

Aide Précisez quels sont les arguments présentant les limites de la décentralisation puis décrivez les axes envisagés pour la rendre plus efficace.

5 E3C Analyse de document Un nouvel acte de décentralisation ?

« Je crois dans les élus de la République », a affirmé M. Macron jeudi, avec une attention particulière pour les maires, « qui sont le visage de la République ». […] Avant de jeter les bases de ce qui devrait constituer, assure-t-il, « un nouvel acte de décentralisation ». […] Là où, auparavant, il semblait surtout préoccupé de supprimer des échelons locaux qu'il jugeait trop nombreux et insuffisamment efficaces, il a progressivement élaboré une ligne directrice consistant à clarifier la chaîne des compétences, des financements et des responsabilités.

À ses yeux, la décentralisation sous sa forme actuelle manque de cohérence. Il l'a redit jeudi : « On a souvent transféré des bouts de compétences avec une partie des financements qui allaient avec. L'État a gardé une partie de ses compétences, ce qui crée un imbroglio, mais surtout on n'a jamais transféré la responsabilité démocratique qui va avec, jamais… » Il entend donc revoir, avec l'ensemble des élus concernés, qui fait quoi, à quel niveau et avec quels moyens.

« Une vraie République décentralisée, estime-t-il, ce sont des compétences claires que l'on transfère totalement en supprimant les doublons, on transfère clairement les financements et on transfère la responsabilité démocratique qui va avec. »

[…] Le chef de l'État s'est fixé un objectif : « Cette réforme, cet acte de décentralisation, devra aboutir pour le premier trimestre 2020. » Parallèlement, il entend réorganiser les services de l'État, en donnant plus de responsabilités aux préfets de département […]. Réorganisation, aussi, des services au public, avec la création d'une Maison France service dans chaque canton d'ici à la fin du quinquennat, permettant aux administrés d'avoir un point d'accès à la fois aux services de l'État, mais aussi à ses opérateurs.

Patrick Roger, « Emmanuel Macron annonce un nouvel acte de décentralisation », *Le Monde*, 26 avril 2019.

LEÇON 1

La République française, un régime stable qui sait se réformer

Comment, depuis les années 1990, les institutions républicaines se réforment-elles pour répondre aux évolutions politiques de la France ?

ÉTUDE Adapter la Constitution de 1958 aux évolutions politiques p. 320

ÉTUDE La réaffirmation du principe de laïcité (2004) p. 322

POINT DE PASSAGE L'approfondissement de la décentralisation p. 324

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.youtube.com/watch?v=ftya0cJM6nU.

– En quoi la Nouvelle-Calédonie représente-t-elle un territoire à part au sein de la République française ?

Notions

- **gouvernance :** manière de gouverner prenant en compte l'ensemble des règles et des acteurs qui permettent à l'État de fonctionner, de décider et d'agir.
- **opinion publique :** ensemble des sentiments, des jugements et des valeurs partagés au sein d'une société à un moment donné.

Vocabulaire

- **alternance :** succession au pouvoir de deux partis de tendances politiques opposées.
- **cohabitation :** coexistence d'un président de la République et d'un gouvernement de tendances politiques opposées.
- **partis populistes :** mouvements politiques dont le discours oppose le peuple aux élites politiques, économiques, médiatiques, culturelles, etc.
- **pouvoir exécutif :** un des pouvoirs constituant l'État et qui est la prérogative du président de la République, du Premier ministre et de son gouvernement.
- **pouvoir législatif :** un des pouvoirs constituant l'État et qui est la prérogative de l'Assemblée nationale et du Sénat.

A Des institutions stables et capables de s'adapter

La Constitution de 1958 parvient à s'adapter aux évolutions de la vie politique française. Depuis l'élection de François Mitterrand en 1981 (premier président socialiste de la Ve République), l'alternance des partis de droite et de gauche est régulière : après les deux septennats de François Mitterrand (PS), Jacques Chirac (RPR) exerce à son tour deux mandats avant de céder la place à Nicolas Sarkozy (UMP) en 2007, lui-même suivi de François Hollande (PS) en 2012. L'élection d'Emmanuel Macron en 2017 est marquée par un profond changement du personnel politique. Par ailleurs, la vie politique connaît deux épisodes de cohabitation (1993-1995 ; 1997-2002).

La stabilité des institutions s'accompagne de leur capacité à évoluer pour répondre aux attentes des Français. Ainsi en 2000, afin d'éviter le risque de répétition des cohabitations, une réforme constitutionnelle, approuvée par référendum, permet le passage du mandat présidentiel de sept à cinq ans. Désormais, le président de la République peut compter sur une majorité stable durant son quinquennat car l'Assemblée nationale est élue quelques semaines après lui pour 5 ans. D'autres réformes, comme le non-cumul des mandats (2014), permettent le renouvellement du personnel politique, plus de transparence et cherchent à améliorer le fonctionnement des institutions.

Cependant, une crise de confiance durable envers les acteurs politiques et le fonctionnement des institutions s'installe chez de nombreux Français. La lente mais régulière progression de l'abstentionnisme en est une illustration tout comme la montée des partis populistes qui parviennent à capter un vote contestataire grandissant. Plus récemment, cette contestation s'exprime dans des mouvements populaires qui témoignent, parfois violemment, d'un profond malaise social comme l'illustre le mouvement des « gilets jaunes », débuté en novembre 2018.

B Des procédures pour réformer les institutions

Le texte constitutionnel de 1958 a connu différentes réformes répondant aux transformations de la société, à ses attentes ou à ses besoins. Il a ainsi été révisé 24 fois depuis son adoption. Actuellement, une trentaine d'articles (sur 108 au total) demeurent inchangés par rapport au texte initial voulu par le général de Gaulle. Ainsi, la Ve République est celle qui connaît la plus grande longévité après la IIIe République, qui a duré près de 70 ans.

L'article 89 de la Constitution définit précisément la procédure de révision dont l'initiative revient soit au président de la République sur proposition du Premier ministre (projet de révision), soit au Parlement (proposition de révision). **C'est l'Assemblée nationale et le Sénat, réunis en Congrès, qui doivent en voter le texte.** Ainsi est garanti l'équilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Toutefois, l'article 11 permet au président de soumettre à référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics. Cette procédure, contestée et débattue depuis 1958, reste rare et sujette à caution. Seul le général de Gaulle l'a utilisée en 1962 et en 1969.

Depuis 1992, la Constitution a été révisée 19 fois. Cette accélération des réformes constitutionnelles et juridiques a été nécessaire pour accompagner l'intégration européenne de la France. Elle a aussi permis l'évolution de la pratique du pouvoir (quinquennat) ou de réaffirmer les principes républicains précisant que « la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Ainsi, la dernière grande réforme constitutionnelle, celle de 2008, a élargi le pouvoir du Parlement, notamment dans ses fonctions de contrôle et d'évaluation.

C Des institutions qui réaffirment et créent des droits politiques

POINT DE PASSAGE p. 324

- **Certaines modifications constitutionnelles sont à l'origine de profonds changements de** gouvernance. Les premières lois de décentralisation (1981-1982) bouleversent le fonctionnement de l'État ainsi que ses rapports avec les collectivités territoriales. Elles sont réaffirmées et approfondies en 2003 quand la décentralisation devient un principe constitutionnel définissant l'organisation décentralisée de la République française.
- Nombreuses sont les transformations institutionnelles attestant d'**une évolution du rôle de l'État**. La place et le rôle de l'État ont été critiqués dès les années 1990 ; différentes lois ont permis de réduire son périmètre d'action et ses dépenses. Cependant, l'opinion publique française reste très attachée à la protection et à l'intervention de l'État.
- Les évolutions constitutionnelles permettent aussi d'**apporter des réponses aux questions soulevant des débats au sein de la société**. Les Français peuvent se diviser sur certains sujets comme le principe de laïcité. Ces questionnements nécessitent la réaffirmation des principes républicains dans le cadre législatif (loi de 2004 sur les signes religieux à l'école) ou sur le plan juridique. Le rappel permanent de ces principes et la définition de nouveaux droits permettent d'accompagner les mutations sociales, tout en cherchant à limiter les risques de tensions voire de conflits.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Visionnez la vidéo https://www.youtube.com/watch?v=WIHnUVV-Peo.

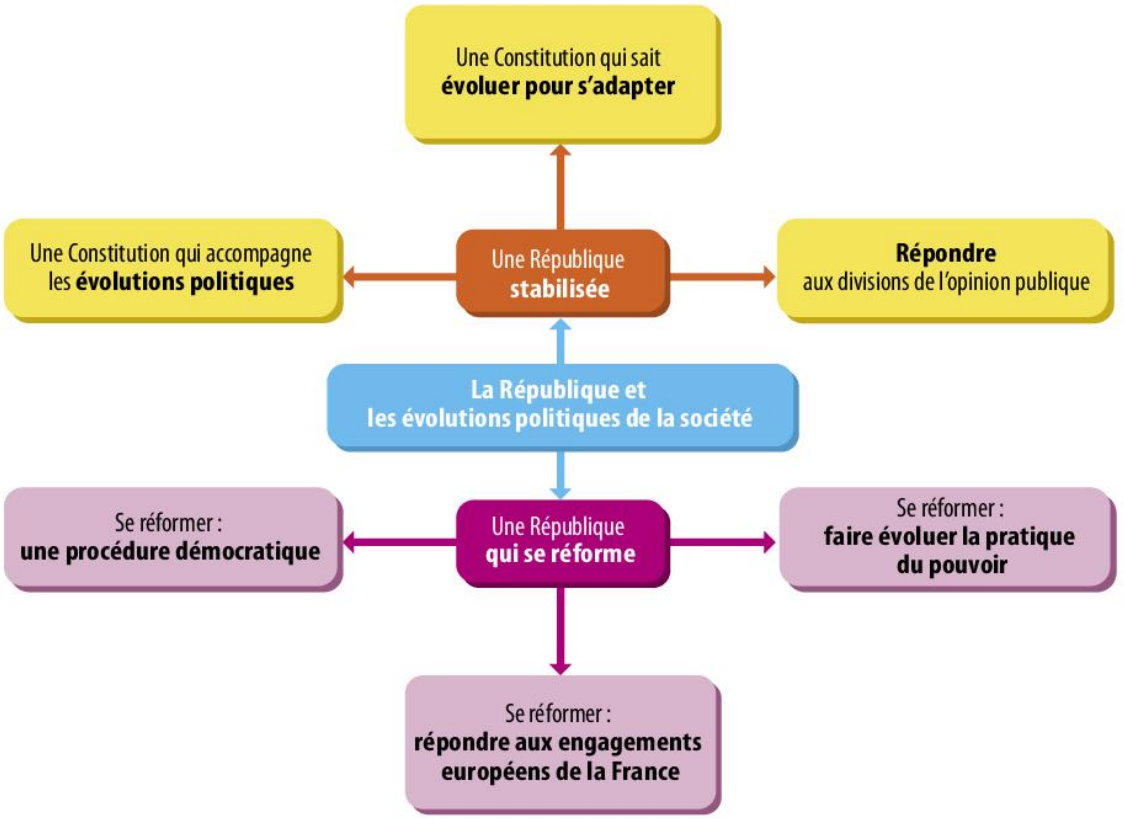
– Rédigez un texte qui montre la stabilité de la Ve République.

– Définissez d'abord sa nature puis citez les pouvoirs du président et du Premier ministre. Expliquez enfin le rôle de l'Assemblée nationale et du Sénat.

QCM pour réviser

SCHÉMA BILAN La République française, un régime stable qui sait se réformer

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF



POINT DE PASSAGE

Depuis les années 2000, la parité : du principe aux applications

Vidéo
Étude d'images
Documents complémentaires

Depuis les années 2000, différentes évolutions constitutionnelles et juridiques permettent de réduire les inégalités hommes-femmes et de promouvoir la **parité**. Que ce soit dans le domaine politique, économique ou familial, de réelles avancées permettent aux femmes de voir leur rôle et leur place mieux reconnus. Pourtant, l'application de ces droits rencontre toujours de nombreux obstacles et de nouvelles avancées sont nécessaires.

Dans quelle mesure la parité est-elle au cœur des revendications de la société française contemporaine ?

1 En 1999, la parité hommes-femmes inscrite dans la Constitution

Art. 3. […] La loi favorise l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives.

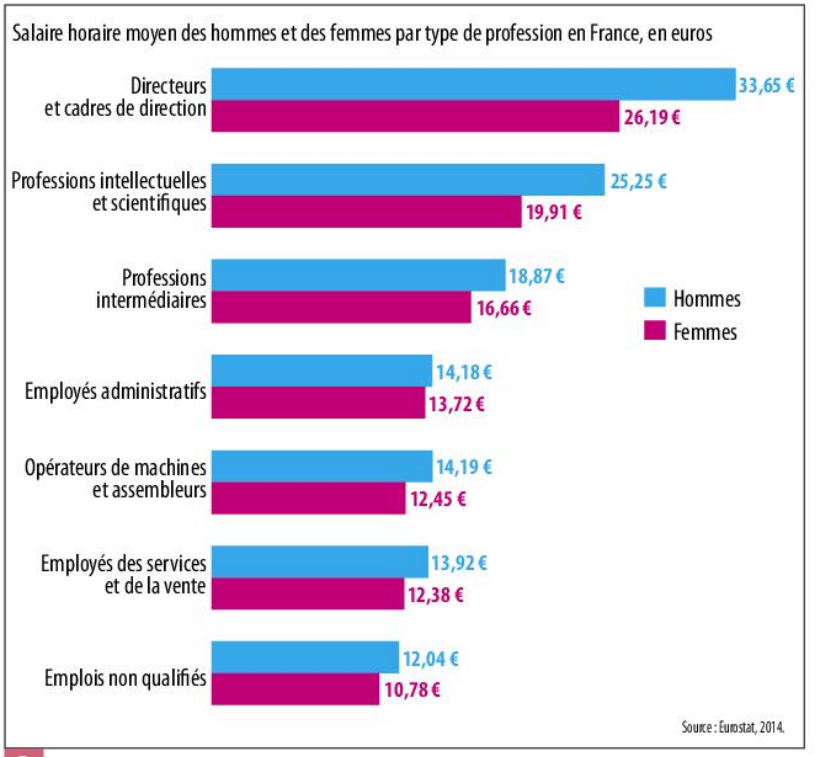
Art. 4. Les partis et groupements politiques […] contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au dernier alinéa de l'article 3 dans les conditions déterminées par la loi.

Extraits de la loi constitutionnelle n° 99-569 du 8 juillet 1999 relative à l'égalité entre les femmes et les hommes.

2 L'égalité salariale dans la loi

Article L. 3221-2. Tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Code du travail.



3 Les différences de salaires entre les hommes et les femmes

4 Lutter contre le sexisme

Les faits sont nombreux : une maire nous expliquait que certains de ses collègues lui prêtent des intentions de séduction parce qu'elle porte un pantalon qui leur plaît. Lydia Frentzel répond à des propos misogynes tenus par ses opposants et défraie la chronique. Alors, nous ne pouvions plus rester sans soutenir celles qui vivent ces situations quotidiennement, partout en France.

[Deux] affaires, [deux] situations, des lieux, des élues, des mandats très différents mais un point commun : la grande hostilité à laquelle ces femmes politiques ont dû faire face. La politique faite par et pour les hommes nous conduit à bien des constats : les élues s'engagent moins, leur mandature est rude et leur renouvellement dans la classe politique est bien plus important que chez les hommes. À bien des égards, une élue doit être résiliente pour mener son mandat. La violence de certains propos, de certaines situations nous laisse sans voix. Et pourtant, parler est le dénominateur commun de cette semaine.

Face à des propos, des actes, des façons d'être qui entravent la représentativité, nous sommes convaincu.e.s que parler, dénoncer et, surtout, ne rien laisser passer est la meilleure réponse.

Céline Goeury, « Sexisme en politique : ne rien laisser passer », Elueslocales.fr, 7 février 2019.

Notion

- **parité** : principe d'égalité de représentation entre les deux sexes dans une institution.

Vocabulaire

- **sexisme** : discrimination fondée sur le sexe.

5 La représentation des femmes en politique

Part des femmes parmi les élus	Avant la loi de 2000	Après la loi de 2000
Conseillères municipales	25,7 %	40,3 %
Maires	7 %	16 % 6 femmes sont maires d'une ville de plus de 100 000 habitants
Conseillères régionales	27,5 %	47,8 %
Présidentes de conseils régionaux	3,8 %	18,8 % 3 femmes sont présidentes d'une région
Députées	10,9 %	38,8 % –224 élues
Sénatrices	8 %	31,6 %

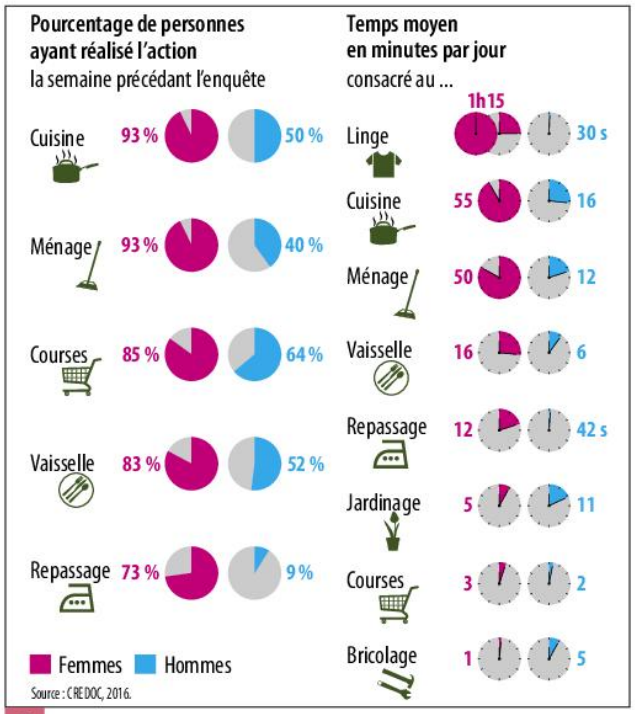
@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.francetvinfo.fr/societe/taches-menageres-les-femmes-et-les-hommes-ne-sont-toujours-pas-egaux_904183.html.

– Montrez que les tâches ménagères sont encore très différenciées en fonction du sexe dans la société française.

6 BAC Analyse de document La journée de la femme

Dessin de Plantu, *Le Monde*, 8 mars 2015.



7 La répartition des tâches au sein du couple

L'enquête se base sur les couples installés ensemble depuis au moins un an et dont l'un des partenaires au moins est actif.

Parcours 1

■ Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

1. Doc. 1, 5 et 6 Montrez que la parité en politique reste un principe républicain encore incomplètement mis en œuvre.
2. Doc. 2 et 3 Relevez les différences entre la loi et son application.
3. Doc. 4 Pourquoi le sexisme nuit-il à la parité en politique ?
4. Doc. 3, 5 et 6 Montrez que les femmes doivent encore faire face à de nombreux obstacles dans l'application de la parité.
5. Doc. 3, 5 et 7 Justifiez l'affirmation suivante : « Les principes de parité et d'égalité restent à conquérir. »

   Aide Expliquez quelles sont les grandes différences qui perdurent entre les hommes et les femmes dans le domaine du travail et de la vie quotidienne et ce qu'elles impliquent.

Bilan

Travail de groupe À l'aide des documents, expliquez comment les stéréotypes limitent l'application des lois sur la parité.

Aide Répartissez-vous le travail : dressez une liste des stéréotypes associés aux femmes (doc. 4 et 6), analysez les changements apportés par la loi de 2000 (doc. 5) et montrez le chemin qu'il reste à parcourir vers la parité réelle.

Parcours 2 BAC

■ Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

E3C Analyse de document En analysant le document 6, montrez quels aspects des inégalités hommes-femmes le dessinateur met en avant. Expliquez pourquoi cette vision peut être généralisée dans d'autres domaines.

Aide Expliquez d'abord comment Plantu met en scène sa vision des inégalités hommes-femmes, puis détaillez les domaines dans lesquels les inégalités perdurent aujourd'hui encore.

ÉTUDE

Depuis les années 1990, les évolutions des conceptions de la famille

En 1999, le PACS permet la reconnaissance d'unions civiles entre personnes du même sexe ou de sexe opposé. En 2013, la loi rend possible le mariage aux couples de personnes de même sexe. Ces évolutions ne se font pas sans débats, résistances et oppositions. Aujourd'hui, le débat se focalise notamment sur la PMA élargie à l'ensemble des femmes dans le cadre de la révision de la loi bioéthique prévue en 2019, ainsi que sur l'accès à la GPA.

Comment la République accompagne-t-elle les mutations de la famille depuis les années 1990 ?

Vocabulaire

- **GPA (gestation pour autrui) :** grossesse qu'une femme, appelée mère porteuse, mène pour une autre personne.
- **PACS (pacte civil de solidarité) :** contrat conclu entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.
- **PMA (procréation médicalement assistée) :** techniques permettant à un couple qui ne peut avoir d'enfant d'en concevoir un.

Notion

- **filiation :** lien de parenté entre des individus liés par la naissance ou par un acte juridique.

1 Du pacte civil de solidarité (PACS) au mariage pour tous

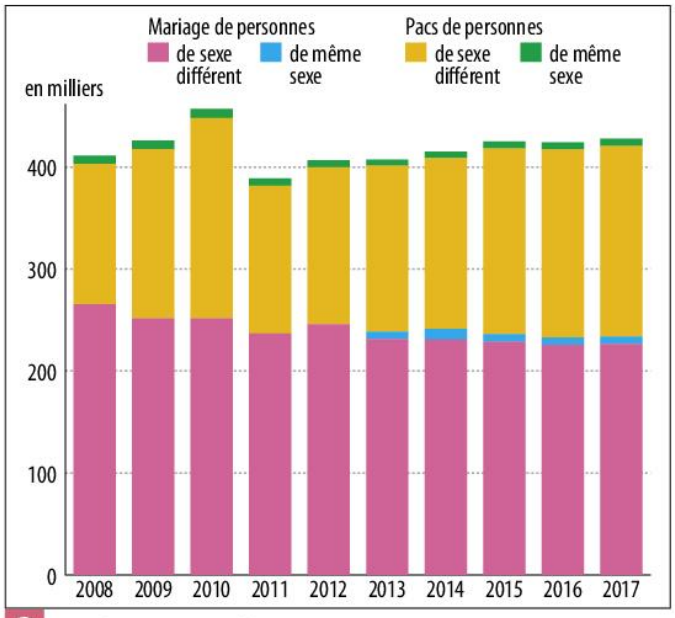
Art. 515-1. Un pacte civil de solidarité est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.

Art. 515-3. Les personnes qui concluent un pacte civil de solidarité en font la déclaration conjointe devant l'officier de l'état civil de la commune dans laquelle elles fixent leur résidence commune […].

Code civil, 1999.

Art. 143. Le mariage est contracté par deux personnes de sexe différent ou de même sexe.

Code civil, 2013



2 Mariages et PACS en 2018

Source : INSEE, 2018.

3 Des témoignages sur le PACS

« Nous avons souhaité nous pacser en raison de notre projet de construction de maison », commence Mika, 27 ans, qui vient tout juste de formaliser son union avec sa compagne Aurélie, avec qui il est en couple depuis trois ans. « Nous souhaitions nous protéger en cas de décès de l'un ou de l'autre et que celui qui reste puisse hériter. » Virginie, 45 ans, a aussi franchi le pas avec Fabrice, il y a quelques mois. « Nous souhaitions consolider notre relation mais je ne voulais pas me remarier, étant divorcée, explique-t-elle. L'une des raisons était aussi que j'ai deux filles qui sont grandes et qui ne sont plus rattachées à mon foyer fiscal. En étant considérée comme célibataire, salariée, et sans enfant, je payais plein pot l'impôt sur le revenu », explique-t-elle.

Elle poursuit : « Nous vivons ensemble depuis trois ans et cela clarifie notre situation de concubinage. C'est moins lourd et plus souple que le mariage. La démarche a été très simple, et nous avons eu une bonne surprise, puisque le pacs nous a donné droit à quatre jours de congé chacun, auprès de nos deux employeurs. C'était la cerise sur le gâteau, nous avons pu partir en Pacs de miel ! »

Autre point positif pour Virginie, le fait que l'enregistrement se déroule désormais en mairie. « Je ne me voyais pas aller au tribunal, continue-t-elle. En plus, dans une petite commune comme la nôtre, cela a été vite, en deux semaines, c'était fait. » […] Virginie a apprécié le déroulement de la procédure : « C'est sympa, on a un contact avec le maire, c'est comme un mini-mariage. » Pour Mika en revanche, « le mariage est plus symbolique que le Pacs, que j'associe à de la paperasse. Nous l'avons fait en attendant de nous marier, car nous n'avions pas les moyens pour la cérémonie, étant en train d'investir dans la maison. On se réserve la cérémonie et le mariage pour plus tard. »

« Nous sommes partis en Pacs de miel », *La Dépêche du Midi*, 19 janvier 2018.

4 La « Manif pour tous », Lyon, le 5 mai 2013

La « Manif pour tous » s'oppose à la loi du 23 avril 2013 qui légalise le « mariage pour tous », c'est-à-dire pour les couples du même sexe.

5 Manifestation en faveur du « mariage pour tous » à Paris, le 27 janvier 2013

6 La question de la filiation

Le couple est plus que jamais une valeur, mais ce n'est plus une valeur sûre. Marié ou non, personne n'a d'assurance à vie. Un changement fondamental s'est donc produit dans la famille. Le principe d'indissolubilité s'est déplacé du mariage vers la filiation : quel que soit le destin amoureux des parents, leur lien aux enfants ne devrait pas être remis en question. […]

Quant à la PMA avec tiers donneur, elle est en pleine rénovation depuis une dizaine d'années. La France stagne encore, mais dans de nombreux pays européens, comme aux États-Unis ou au Canada, les places de chacun – parents d'intention (seuls parents selon la filiation), donneurs et enfants – sont clairement reconnues, ainsi que le droit d'accès aux origines. On passe ainsi du modèle ni vu ni connu des années 1970 à un nouveau modèle de responsabilité : le droit doit aider chacun à répondre de sa place spécifique comme protagoniste du don d'engendrement.

Cette coutume, remise en cause de nos jours, de faire passer les enfants adoptés ou nés de PMA pour des enfants biologiques est le cœur inaperçu de la grande polémique suscitée en France par la loi du 23 avril 2013 sur le « mariage pour tous » et la filiation. […]

La difficulté pour la PMA est de parvenir à considérer l'engendrement avec tiers donneur comme une nouvelle façon de mettre des enfants au monde. […]. Si la société reconnaissait qu'il y a désormais trois façons de devenir parent – procréation, adoption, engendrement avec tiers donneur – la question de l'homoparentalité serait infiniment plus simple. Si chacun assumait l'évolution du regard social sur l'adoption, on comprendrait qu'un enfant adopté peut avoir deux pères ou deux mères sans le moindre « mensonge » sur son origine. Et si la PMA n'était pas maquillée par le droit en une pseudo-procréation charnelle, on comprendrait pourquoi des couples de même sexe peuvent se dire pourquoi pas nous ? Sans aucun déni de la différence des corps masculin et féminin.

Irène Théry, « La filiation, plus forte que le mariage », cité dans « La famille dans tous ses états », *Les Collections de L'Histoire*, n° 72, juillet-septembre 2016.

Parcours 1

- Savoir lire, comprendre et critiquer un document
- Utiliser une approche historique pour mener une analyse et construire une argumentation

1. Doc. 1 et 2 Précisez quelles sont les mutations liées au mariage au sein de la société française, puis montrez comment le législateur répond à ces mutations.
   Aide Expliquez comment évolue le mariage traditionnel avant de présenter les autres modalités d'union entre deux personnes à partir des années 1990.
2. Doc. 3 Citez, dans différents domaines, les intérêts du PACS selon les témoignages présentés.

Intérêt	Social	Financier	Symbolique
Exemple			

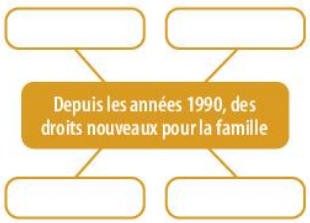
4. Doc. 4, 5 et 6 Montrez que les évolutions liées au mariage dans la société française ouvrent sur d'autres questions et débats.

Bilan À l'aide de vos réponses, montrez que, depuis les années 1990, la République a permis l'affirmation de nouveaux droits qui répondent aux mutations de la société mais qui peuvent aussi être objets de débats.

Parcours 2

- Réaliser des productions graphiques dans le cadre d'une analyse
- Mettre un événement en perspective

Recopiez puis complétez le schéma ci-dessous.



Dans quels domaines les nouveaux droits familiaux ont-ils été les plus importants ?

LEÇON 2

La République s'adapte aux évolutions de la société

Comment, depuis les années 1990, les idéaux républicains sont-ils réaffirmés afin de correspondre aux mutations de la société ?

POINT DE PASSAGE Depuis les années 2000, la parité : du principe aux applications politique p. 328

ÉTUDE Depuis les années 1990, les évolutions des conceptions de la famille p. 330

A L'entrée dans « le monde moderne » (années 1990-2000) ?

- Les années 1990, marquées par une certaine reprise de la croissance économique, sont le point de départ de **mutations sociales, sociétales et technologiques qui transforment en profondeur la société française**. Ces changements amplifient une dynamique certes à l'œuvre depuis les années 1960. Mais, dans le cadre d'une société de consommation de masse, elles constituent une véritable rupture, en particulier en ce qui concerne la libéralisation des mœurs, la question de la famille ou le droit des femmes.
- **Les années 2000 sont marquées par le retour d'une conjoncture plus incertaine. Les effets de la crise de 2008 fragilisent l'économie, la société et la vie politique.** L'opinion publique se divise et se tend alors que s'accentuent les clivages entre des franges sociales ouvertes et progressistes et d'autres plus conservatrices et populistes craignant les effets sociaux et territoriaux de la mondialisation.
- **La société française contemporaine est travaillée par différentes dynamiques.** Les gouvernements successifs cherchent à transformer le modèle économique et social hérité de l'après-guerre. Parallèlement, de nombreux acteurs de la société civile, comme les syndicats, cherchent à défendre les acquis sociaux tel que le modèle de retraite par répartition, modèle de l'État-providence.

Notions

- **égalité :** principe républicain selon lequel aucune différence de traitement ne doit être faite par la loi entre les citoyens.
- **féminisme :** mouvement défendant les droits des femmes dans tous les domaines de la vie – politique, économique, sociale et sociétale – pour parvenir à l'égalité hommes-femmes.
- **libéralisation des mœurs :** évolution des comportements sexuels qui, à partir des années 1960-1970, est surtout marquée par l'émancipation sexuelle des femmes et l'affirmation de l'égalité des sexes.

B Accompagner les évolutions de la société

- Depuis les années 1990, **de nouveaux droits sont apparus dans le domaine de la famille.** En 2014, selon l'INSEE, la France compte 8,4 % de familles monoparentales, 19,7 % de femmes seules, 14,4 % d'hommes seuls, 25,9 % de couples sans enfants et 26,5 % de couples avec un ou plusieurs enfants. Les enfants de familles monoparentales ou recomposées sont de plus en plus nombreux. Les couples se forment de plus en plus tard et se séparent davantage. Le mariage confirme ainsi son recul continu depuis 2000.
- **De telles évolutions ne sont pas sans effets en matière de droits et d'égalité.** La République doit ainsi évoluer sur le plan juridique pour répondre aux nouvelles formes d'unions et réaffirmer ses principes de liberté et d'égalité. Votée en 1999, la loi qui institue le Pacte civil de solidarité (PACS) a fait évoluer la législation pour celles et ceux qui, de sexe différent ou de même sexe, souhaitent organiser leur vie commune sans pour autant se marier. La loi de 2013, dite du « mariage pour tous », permet la pleine reconnaissance juridique des unions homosexuelles.
- **L'égalité hommes-femmes offre un exemple de la recherche de nouveaux équilibres au sein de la société.** Sur le plan politique, différentes lois (1999, 2003, 2007, 2008, etc.) accordent aux femmes une meilleure reconnaissance et visibilité dans les différentes institutions. Dans le monde du travail, des lois permettent la prise en compte des inégalités sans toujours les résoudre, comme en attestent les inégalités salariales qui perdurent dans de nombreux secteurs professionnels. Les revendications des mouvements féministes ont aussi évolué. Des associations comme « Les Chiennes de garde » ou « La Meute » s'engagent contre l'image dégradée de la femme dans les médias. D'autres, comme « La Barbe », luttent contre l'hégémonie masculine dans les lieux de pouvoir ; « Osez le féminisme » milite contre le sexisme au quotidien.

Vocabulaire

- **famille monoparentale :** famille réunissant un parent isolé et un ou plusieurs enfants. Les femmes représentent 85 % des parents à la tête d'une famille monoparentale.
- **féminicide :** meurtre de femmes ou de jeunes filles lié au fait qu'elles sont des femmes.
- **LGBTQI :** sigle désignant les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes.

POINT DE PASSAGE p. 328

C De nouveaux droits qui divisent la société ?

Les évolutions constitutionnelles et juridiques de la République attestent de sa capacité à s'adapter en réaffirmant ses principes fondamentaux. Cependant, elles ne peuvent masquer le fait que **la société française est traversée de débats qui peuvent la diviser profondément.**

Les lois sur le PACS ou le « mariage pour tous » ont fait apparaître de nombreuses réactions et manifestations de rejets. Celles-ci s'expriment lors des débats institutionnels ou encore au sein de la société. En 2013, des associations, réunies dans le collectif « La Manif pour tous », tentent de faire rejeter la loi autorisant les unions homosexuelles. D'autres droits nouveaux, auxquels le législateur peine parfois à apporter des réponses précises, sont sources de tensions. C'est le cas, par exemple, de l'homoparentalité. Si celle-ci est mieux acceptée, la question liée à la filiation des couples homosexuels reste clivante. Il faut attendre 2019 pour évoquer l'extension et l'égal accès de tous à la procréation médicalement assistée (PMA). De même, les avis restent partagés sur la gestation pour autrui (GPA) pour les couples homosexuels.

La lutte contre les discriminations reste un immense chantier. Les associations LGBTQI agissent contre toutes les formes de discriminations à l'encontre des personnes non hétérosexuelles. Dans le domaine des discriminations à l'encontre des femmes, des progrès restent à réaliser pour faire respecter leurs droits, tout comme pour faire reculer le sexisme, les violences à leur égard et les féminicides. L'objectif est de faire observer l'article 1er de la Constitution de 1958 : « La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales. » De même, la lutte contre toute forme de discrimination, qu'elle soit envers des communautés ethniques, religieuses ou des groupes sociaux reste un combat d'actualité pour la République.

@CTIVITÉ NUMÉRIQUE Lien internet

– Rendez-vous sur https://www.lumni.fr/jeux-educatifs/mr-mme/index.php#sommaire.

– Cinq entrées sont disponibles. Choisissez trois thèmes. Chaque fois, placez le curseur sur les années 2000.

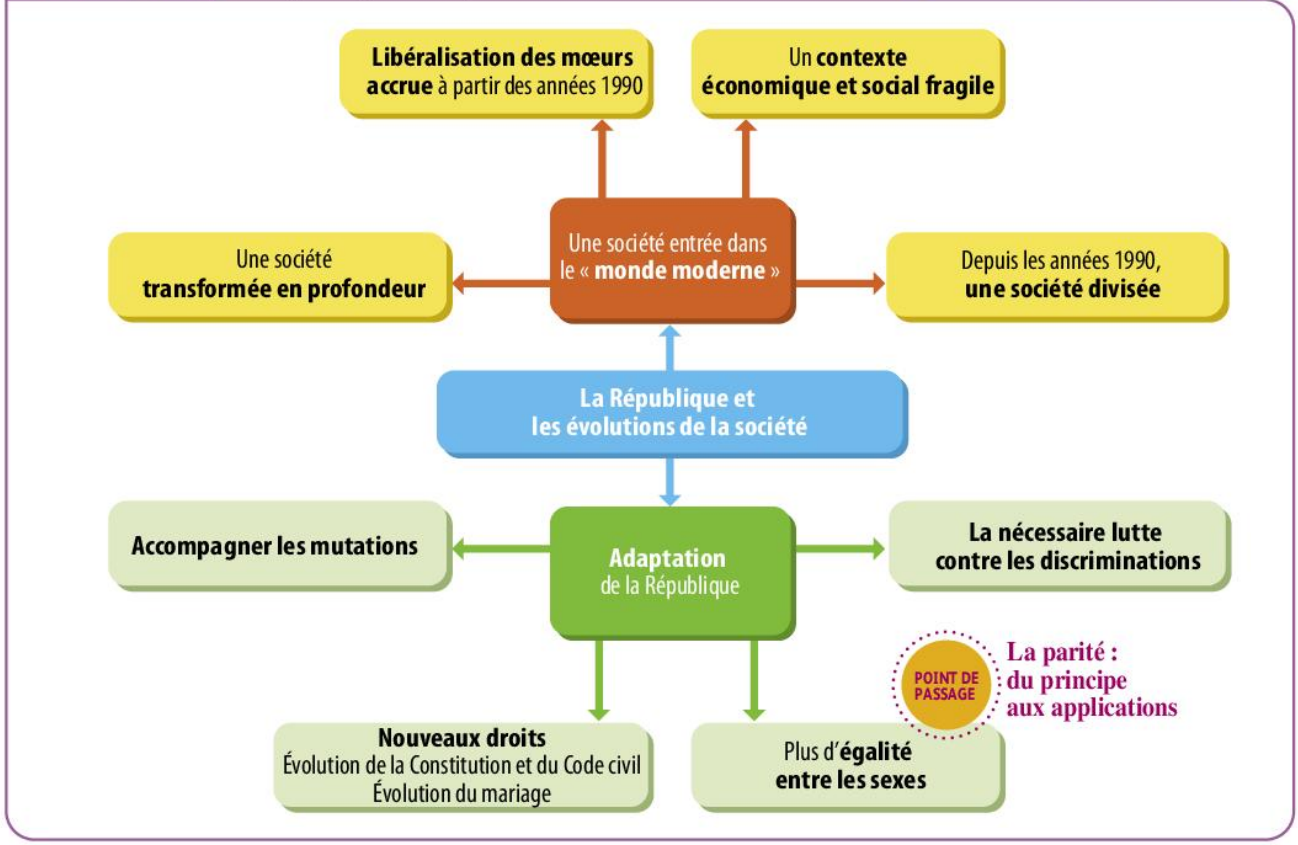
– Visionnez les extraits proposés, relevez des informations pour rédiger un texte qui montre la situation des femmes dans les années 2000. Vous pouvez utiliser les décryptages proposés dans chaque reportage.

– Vous pouvez aussi déplacer le curseur sur d'autres époques pour vous rendre compte des transformations lors des soixante dernières années.

QCM pour réviser

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

SCHÉMA BILAN La République s'adapte aux évolutions de la société



AUTRE SUPPORT **UNE BANDE DESSINÉE**

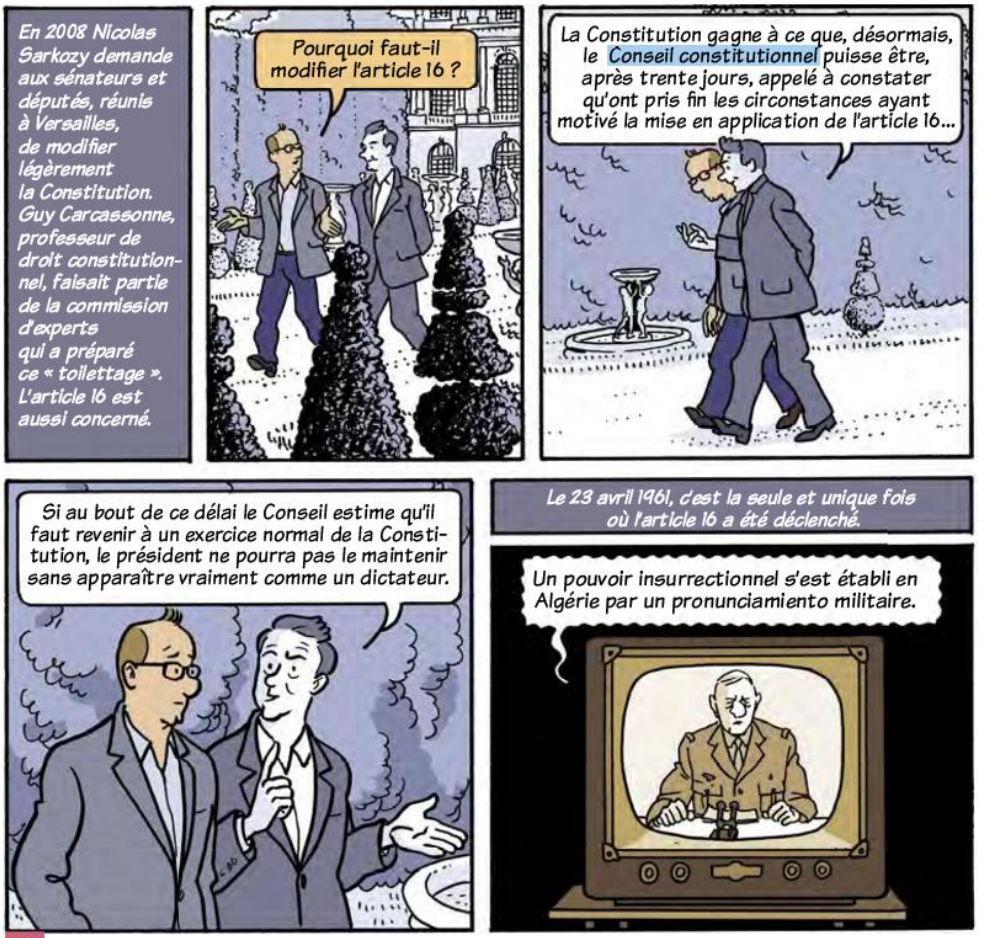
L'Histoire de la Ve République de Thomas Legrand et François Warzala

Dans *L'Histoire de la Ve République* (Les Arènes, 2018), Thomas Legrand, journaliste de France Inter et scénariste, et François Warzala, illustrateur, entreprennent de raconter l'histoire de la Constitution de 1958 en présentant ses imperfections ainsi que sa résistance et sa stabilité dans le cadre d'une histoire mouvementée. Sous les traits d'un reporter explorant 60 années d'histoire de France, Thomas Legrand fait parler les fondateurs et praticiens de nos institutions qui en expliquent le fonctionnement et les transformations.

Dans la Constitution, il est un article qui a cristallisé toutes les craintes des démocrates de 1958 : l'article 16. L'application de cet article, qui donne les pleins pouvoirs au président, met entre parenthèses le parlement dans des circonstances exceptionnelles. Ce texte volontairement flou permet de geler momentanément la démocratie, pour sauver la République et le pays :

1 L'article 16 de la Constitution de 1958

L'article 16 de la Constitution de 1958 prévoit de donner des « pouvoirs étendus » au président de la République en cas de menaces graves.



2 En 2008, réformer la Constitution

QUESTIONS

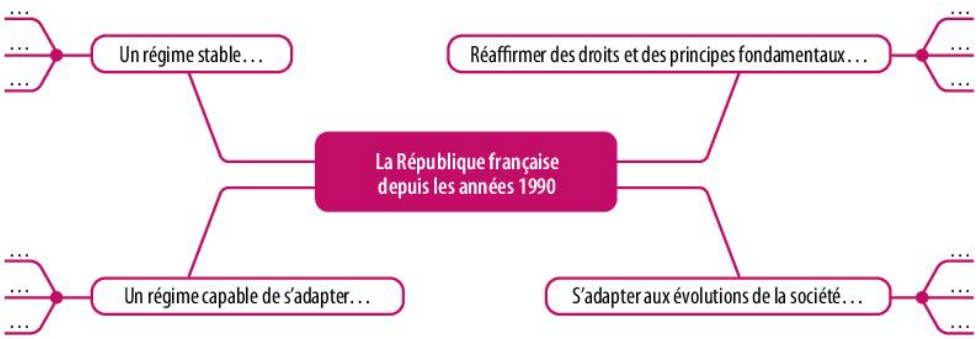
■ Savoir lire et apprécier un document iconographique

1. Doc. 1 Expliquez pourquoi l'article 16 de la Constitution peut poser problème dans le cadre d'une démocratie.
2. Doc. 2 Dans quel contexte l'article 16 a-t-il été utilisé jusqu'alors ?
3. Doc. 2 Quelles modifications précises la réforme constitutionnelle évoquée ici doit-elle apporter ? Quel acteur institutionnel aura désormais un rôle important à jouer ?

Vocabulaire

- **Conseil constitutionnel :** organisme créé par la Constitution de 1958 qui doit veiller à la constitutionnalité des lois et à la régularité des élections organisées en France.

Réaliser une carte mentale de synthèse



Boîte à outils

- Reprenez les éléments de votre cours et les deux leçons du manuel.
- Inspirez-vous des questions proposées pour repérer des éléments clés dans votre cours.
- Identifiez les personnages clés et les événements marquants.
- Complétez alors la carte mentale pour qu'elle puisse reprendre l'ensemble des éléments repérés.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Réponse à une question problématisée

■ **CAPACITÉS :** Utiliser une approche historique pour construire une argumentation
Identifier les continuités et ruptures chronologiques

SUJET 1

Comment la Ve République répond-elle aux nouveaux enjeux sociétaux depuis les années 1990 ?

Quand la Ve République est-elle née ? Quels sont ses principes fondamentaux ? Comment sont-ils garantis ?

À quoi le terme « sociétal » fait-il référence ? Quels sont ces enjeux ? En quoi sont-ils nouveaux ?

Comment la Ve République répond-elle aux nouveaux enjeux sociétaux depuis les années 1990 ?

Quelles sont les lois qui tentent de répondre à ces nouveaux enjeux ? Quelles sont les difficultés qui subsistent ?

Quelles sont les bornes chronologiques de ce sujet ?

SUJET 2

En quoi les réformes institutionnelles transforment-elles la manière de gouverner la France ?

Quelles sont les principales réformes institutionnelles qu'a connues la France depuis l'an 2000 ? Quels sont les domaines concernés ?

Quelles sont les conséquences des réformes institutionnelles sur le rôle de l'État ? sur l'exercice du pouvoir ? Ces mesures ont-elles réduit les débats et contestations vis-à-vis du fonctionnement de la Ve République ?

En quoi les réformes institutionnelles transforment-elles la manière de gouverner la France depuis le début des années 2000 ?

Pourquoi le sujet débute-t-il au début des années 2000 ? Que doit-on entendre derrière le terme de « France » ?

Conseil

Pensez à utiliser les points de passage et d'ouverture dans votre devoir.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Analyse de document

■ **CAPACITÉ :** Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

La décentralisation

Depuis deux siècles, la République a cherché à concilier l'unité de l'État, avec l'exercice le plus libre possible de la démocratie locale. Mais il a fallu attendre les grandes lois de décentralisation de 1982, sous la Présidence de François Mitterrand, pour élargir les responsabilités des communes et des départements, et faire des régions des collectivités locales à part entière. Puis sous la présidence de Jacques Chirac, la République décentralisée a été consacrée dans la Constitution. C'était aussi une façon de reconnaître que nos territoires, et les élus qui les représentent, ont incontestablement contribué depuis trente ans à la modernisation du pays et à l'amélioration de la vie quotidienne des Français.

Le temps est venu de donner une forme nouvelle à cette ambition. Parce que notre organisation territoriale a vieilli et que les strates se sont accumulées. Parce que les moyens de communication, les mutations économiques, les modes de vie ont effacé les limites administratives. Parce que nous devons répondre aux inquiétudes des citoyens qui vivent à l'écart des centres les plus dynamiques et qui redoutent d'être délaissés par l'État en milieu rural comme dans les quartiers populaires. Le temps est donc venu de simplifier et clarifier pour que chacun sache qui décide, qui finance et à partir de quelles ressources. […]

L'ensemble du territoire national est aujourd'hui couvert par des intercommunalités. Mais elles sont de tailles différentes et avec des moyens trop faibles pour porter des projets. Ce processus d'intégration doit se poursuivre et s'amplifier […] Les régions, quant à elles, se sont imposées comme des acteurs majeurs de l'aménagement du territoire. Mais elles sont à l'étroit dans des espaces qui sont hérités de découpages administratifs remontant au milieu des années soixante. Leurs ressources ne correspondent plus à leurs compétences, qui elles-mêmes ne sont plus adaptées au développement de l'économie locale. Pour les renforcer, je propose donc de ramener leur nombre de 22 à 14. Elles seront ainsi de taille européenne et capables de bâtir des stratégies territoriales. […] Pour remplir leur rôle, elles disposeront de moyens financiers propres et dynamiques. Et elles seront gérées par des assemblées de taille raisonnable. Ce qui veut dire moins d'élus.

Tribune de François Hollande dans la presse quotidienne régionale du 3 juin 2014 sur la réforme territoriale, Élysée.fr.

CONSIGNE

Après avoir montré en quoi la décentralisation s'inscrit dans les évolutions de la Ve République, présentez les buts de l'approfondissement proposé en 2014, avant de préciser si les objectifs fixés ont été atteints.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

MÉTHODE

ÉTAPE 1 Pour présenter le document, précisez la fonction de son auteur en 2014.

ÉTAPE 2 Aidez-vous des questions suivantes et de connaissances pour expliquer les éléments prélevés dans le texte.

- La décentralisation s'inscrit dans les évolutions de la Ve République
  - Quelles sont les dispositions des lois de décentralisation de 1982 ?
  - À quelle date la décentralisation a-t-elle été inscrite dans la Constitution ?
- Les objectifs de la réforme de 2015
  - Dans quel contexte a lieu cette nouvelle étape de décentralisation ?
  - Quel nom porte cette réforme ?
  - Quelles sont les modalités de la mise en œuvre de cette réforme ?
- Ces objectifs ont-ils été atteints ?
  - Utilisez vos connaissances pour montrer si les attentes exprimées dans les dernières phrases du texte se sont réalisées.

EXERCICE BAC

Épreuve E3C — Analyse de document

■ **CAPACITÉ :** Savoir lire, comprendre et critiquer une carte, un croquis, un document iconographique

La place des femmes dans la vie politique

Communiqué de presse

Les femmes élues en Nouvelle-Aquitaine

41 %

de femmes dans les conseils municipaux en mars 2018

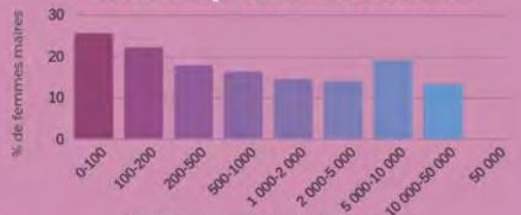
en Nouvelle-Aquitaine, toutes tailles de communes et toutes fonctions confondues (maires, adjoints, autres conseillers), 40 % en France.

37 % de femmes dans les conseils municipaux des communes de **moins de 1 000 habitants**, pour lesquelles la parité des listes présentées n'est pas obligatoire

50 % de femmes dans les conseils municipaux des communes de **plus de 50 000 habitants**

Dont 18 % de femmes parmi les maires (17 % nationalement)

Les femmes, plus souvent maires dans les petites communes



Source : RNE 2018

Les maires de moins de 65 ans

70 % chez les femmes — **56 %** chez les hommes

Députés

Sénateurs

« Les femmes et la vie politique locale en Nouvelle-Aquitaine », 18 mars 2019, Aquitaineonline (site d'informations en Aquitaine), consulté le 28 novembre 2019.

CONSIGNE

Analysez le document pour identifier les progrès et les limites de l'application de la parité dans la vie politique.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

Avant de débuter l'analyse du document, rappelez quelle est la date de la loi sur la parité. Que prévoit cette loi ?

Dans quels types d'assemblées ou de fonctions politiques l'égalité hommes-femmes progresse-t-elle ?

Comment peut-on expliquer ce constat pour la fonction de maire ?

Précisez le rôle de ces deux groupes de représentants politiques. Les femmes y sont-elles bien représentées ?

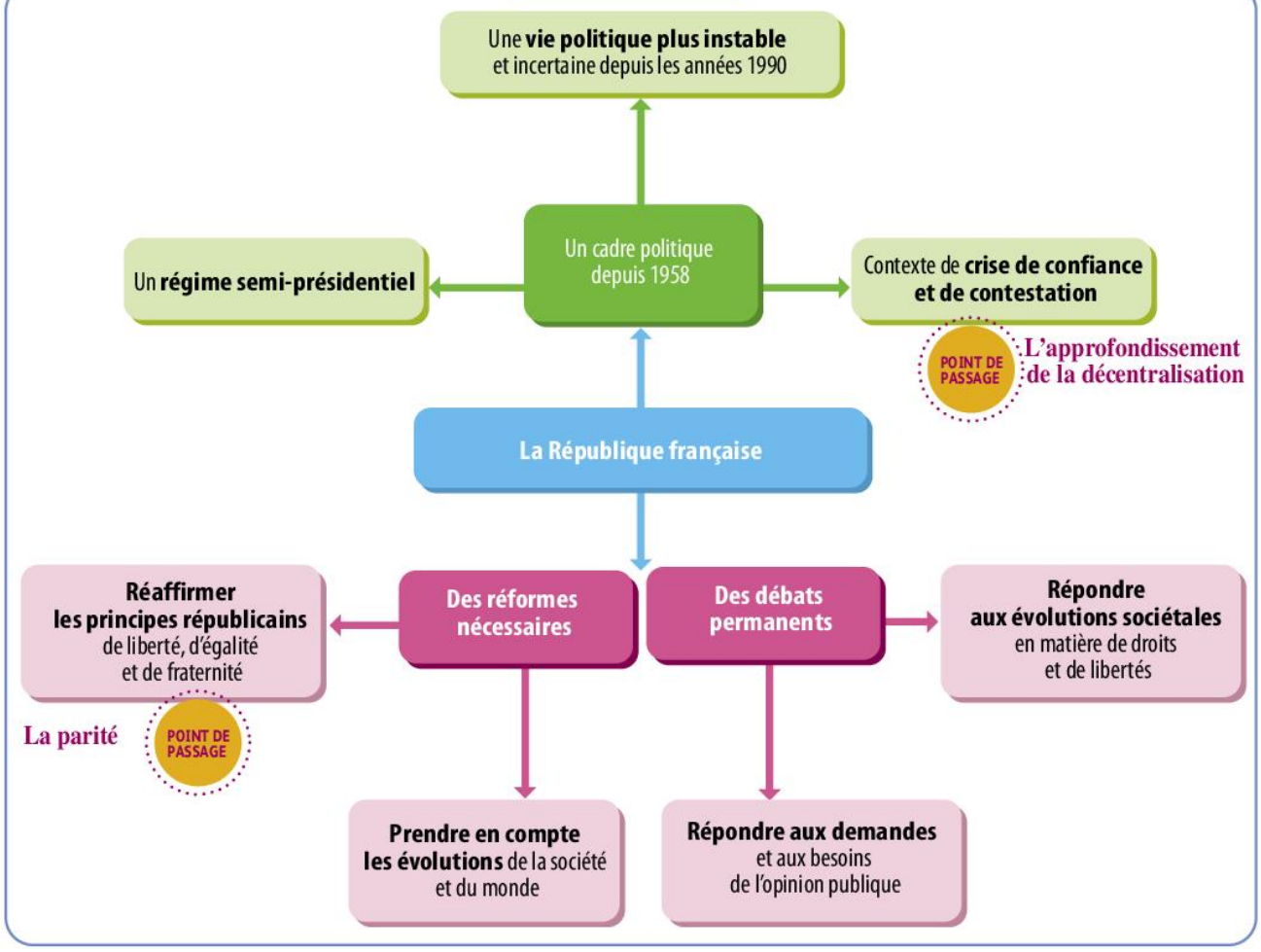
La loi sur la parité est-elle bien appliquée par les partis politiques ? Proposez des explications à votre réponse.

RÉVISION

La République française

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

Schéma bilan



Je connais les dates importantes

1997-2002 : 3e cohabitation.
1999 : loi sur la parité.
2000 : passage du septennat au quinquennat.
2003 : loi sur la décentralisation qui devient un principe inscrit dans la Constitution.
2005 : Charte de l'environnement.
2013 : loi sur le mariage pour tous.
2015 : loi NOTRe.

Je maîtrise les notions et le vocabulaire essentiels

Notions
- décentralisation (p. 324)
- féminisme (p. 332)
- gouvernance (p. 326)
- laïcité (p. 323)
- parité (p. 328)

Vocabulaire
- alternance (p. 326)
- cohabitation (p. 326)
- collectivité territoriale (p. 324)
- Parlement (p. 321)
- PACS (p. 330)
- référendum (p. 321)

Ne pas confondre !

- **Constitution :** loi fondamentale d'un État dans laquelle est précisé l'ensemble des droits et des libertés des citoyens ainsi que l'organisation du pouvoir politique (législatif, exécutif, judiciaire) et l'ensemble de ses modalités de fonctionnement. Elle se situe au sommet du système juridique d'un État.
- **institutions :** ensemble des structures permettant à un État d'être en capacité de fonctionner, d'assurer son autorité et d'intervenir dans la vie politique, économique et sociale. Les institutions assurent l'action de l'État et garantissent sa souveraineté ainsi que son fonctionnement administratif.

AUTOÉVALUATION

Fiche d'autoévaluation à télécharger
Corrigé à télécharger

OBJECTIF 1 Connaître et se repérer

■ CAPACITÉ : identifier et nommer les périodes historiques, les continuités et ruptures chronologiques

Datez et expliquez en quelques lignes les quatre événements cités ci-dessous.

a. L'inscription dans la Constitution du principe de décentralisation.

b. La seconde cohabitation.

c. La loi sur la parité femmes-hommes.

d. Le passage du septennat au quinquennat.

OBJECTIF 2 Contextualiser

■ CAPACITÉ : Identifier les contraintes d'un contexte historique

Dans un court paragraphe, expliquez pourquoi la parité hommes-femmes, inscrite dans la loi, reste encore à conquérir dans les faits.

■ CAPACITÉ : Mettre un événement ou une figure en perspective

Dans un court paragraphe, présentez les effets de l'intégration européenne sur la Constitution de la Ve République.

Expliquez en quelques lignes les événements suivants :

– la loi sur la laïcité de 2004 ;

– la loi de décentralisation de 2003 ;

– la création du PACS.

OBJECTIF 3 Conduire une démarche historique et la justifier

■ CAPACITÉ : Employer les notions et le lexique acquis en histoire à bon escient

a. Notez les mots clés du chapitre afin d'en préciser la définition.

b. Indiquez pour chaque partie du cours :
– les éléments importants (dates, personnages, notions) ;
– les grandes idées (faits et événements, causes, conséquences, etc.).

c. Savoir expliquer : en quoi la Ve République est un régime stable ; quelles sont les grandes réformes de la Constitution ; quelles sont les grandes évolutions constitutionnelles et juridiques de la Ve République ; quels sont les combats pour l'égalité et l'évolution des institutions pour garantir de nouveaux droits.

Pour aller plus loin

À LIRE

- J.-F. Sirinelli, ***Les Révolutions françaises (1962-2017)***, éditions Odile Jacob, 2017. L'historien montre en quelques dizaines d'articles comment, en deux générations, la France et les Français ont profondément changé leurs façons de vivre, de penser et de voter.
- J. Magana, A. Messager, ***Les Mots pour combattre le sexisme***, Syros, 2019.
Ouvrage qui permet de comprendre et de mieux combattre les clichés et les stéréotypes concernant l'égalité entre les hommes et les femmes, entre les filles et les garçons.

Bandes dessinées

- B. Métayer, V. Grisseaux, S. Revel, ***Je suis top***, Delcourt, 2016. Adaptation de la pièce du même nom dans laquelle l'héroïne raconte son parcours du combattant pour mener de front, après de brillantes études, vie professionnelle et vie familiale tout en subissant machisme et inégalités.

À VOIR

- ***L'Exercice de l'État*** (2011) de Pierre Schoeller : un film qui raconte les coulisses du pouvoir à l'occasion d'une réforme concernant un plan de privatisation des gares ferroviaires.
- ***Le Poulain*** (2018) de Mathieu Sapin : histoire d'une campagne présidentielle vue sous l'angle d'une communicante.
- ***Les valeurs de la laïcité*** de Jacqueline Costa-Lascoux, sociologue, directrice de recherche au CNRS, membre de la commission Stasi sur la laïcité en 2003, fait une mise au point théorique sur la notion de laïcité, garante de l'égalité entre tous les citoyens.
Extrait du DVD « République et religions » © Scérén-CNDP, 2009.

SUR LE WEB

lien internet

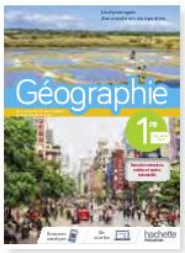
- https://www.conseil-constitutionnel.fr/
Le site du Conseil constitutionnel est utile pour comprendre le fonctionnement des institutions et ses évolutions au gré des réformes.
- http://classes.bnf.fr/laicite/index.htm
La laïcité en questions
Dossier très complet de la BnF accompagnant l'exposition du même nom. Il est composé de différentes entrées et d'une riche iconographie ainsi que de nombreuses ressources pour traiter le sujet.

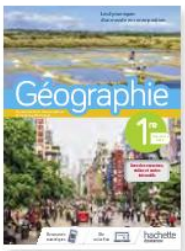
Repères

La mondialisation, une intensification des échanges

Employer les notions de géographie à bon escient

La mondialisation dans les programmes de seconde et de première





Des espaces de production qui s'organisent à l'échelle du monde (1re) › Des flux et des mobilités qui s'accroissent (2de et 1re) › Une littoralisation et une métropolisation des espaces productifs (1re)

La mondialisation : une explosion des flux dans le monde

La mondialisation en géographie

L'œil du géographe

La « mondialisation » se définit comme un processus multidimensionnel concernant différents aspects de la vie des sociétés et des individus. Elle se traduit par l'intensification des flux d'échanges de biens matériels et immatériels. Elle concerne les registres social, culturel, environnemental et économique, et interpelle différentes disciplines. En évoquant le « global », les géographes font également référence à la révolution numérique qui autorise les acteurs (individus, ONG, terroristes, entreprises, etc.) à communiquer en temps réel indépendamment de leur localisation géographique, voire de « coordonner leur action » en temps réel. Ce qui entraîne à son tour une accélération de la circulation de biens, dont celle des capitaux. La mondialisation évoque donc l'avènement d'un « territoire-monde » et d'une « société-monde », compte tenu de la compression de l'espace-temps.

Cynthia Ghorra-Gobin, *La mondialisation*, Géoconfluences, 20 décembre 2017.

Vocabulaire

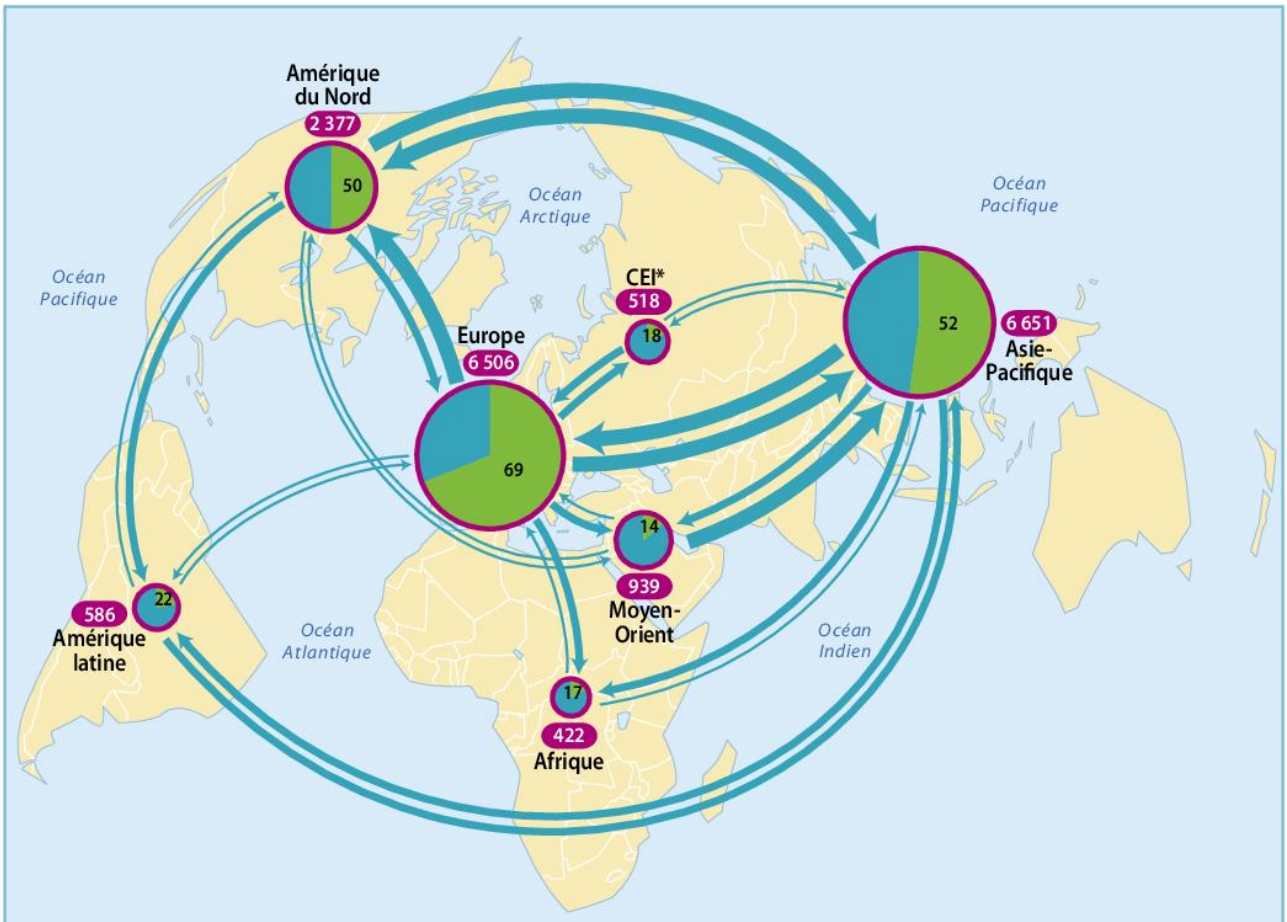
- **Flux :** quantité de personnes, de biens, d'informations ou de capitaux qui se déplacent dans l'espace mondial.

Ne pas confondre

- **Mondialisation :** processus de mise en relation des différentes parties du monde par l'intensification des flux. Elle résulte de la diffusion mondiale du capitalisme et engendre une intégration différenciée des territoires dans un monde de plus en plus interdépendant.
- **Globalisation :** étape ultime de la mondialisation qui aboutit à un marché planétaire, organisé par des acteurs et des réseaux qui ignorent les frontières.

Les acteurs de la mondialisation

Des entreprises	Des États et des collectivités territoriales
notamment les firmes transnationales (FTN) qui organisent les chaînes de production à l'échelle mondiale	Ex : promotion des entreprises à l'international, aménagement d'infrastructures
La main-d'œuvre	**Les consommateurs**
Ex : cadres qualifiés, chercheurs, techniciens, ouvriers	Ex : organisations de défense des consommateurs



Les flux de marchandises dans le monde

Questions

1. En utilisant la carte des flux de marchandises dans le monde, expliquez l'affirmation de Cynthia Ghorra-Gobin : « *La mondialisation évoque donc l'avènement d'un territoire-monde* ».
2. Formulez des hypothèses pour expliquer que la globalisation constitue l'étape finale de la mondialisation.

THÈME

1

Mers et océans au cœur de la mondialisation

L'un des plus grands porte-conteneurs au monde, transportant plus de 20 000 unités, accoste ici dans le port du Pirée en Grèce. Il appartient à l'armateur chinois Cosco qui s'est hissé au 3e rang mondial en 2019, témoignant de l'émergence rapide de la Chine dans le contrôle du commerce maritime mondial.

Le Pirée
GRÈCE
ITALIA
COSCO SHIPPING

Les territoires maritimes au cœur de la mondialisation

Employer les notions de géographie à bon escient

Les mers et les océans dans les programmes de Géographie Seconde et Première

Des espaces soumis au changement climatique et aux risques pour les sociétés
Programme de Seconde

Des inondations côtières au Bangladesh

Des espaces qui participent à la recomposition des territoires productifs dans le monde Programme de Première

La zone franche portuaire de Shenzhen (Chine)

Les mers et les océans au cœur de la mondialisation

L'œil du géographe

Les approches géographiques ont permis d'approfondir la connaissance des mers et des océans et notamment leur importance pour les sociétés humaines. Des synergies nouvelles unissent le monde maritime et le monde terrestre au service des sociétés humaines. Les câbles sous-marins symbolisent ces liens dans un monde où les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) ont un rôle majeur. Les concepts et les démarches de la géographie ont permis d'améliorer la connaissance des mers et des océans et, plus largement, ont renouvelé les grilles de lecture et d'analyse du monde contemporain. L'étude des routes commerciales, de la territorialisation de l'espace marin, de l'affirmation de la puissance des États par l'importance accordée à la flotte, des conflits nombreux à propos des ZEE, et de la lutte contre la piraterie, ont permis aux géographes de souligner le rôle essentiel des mers et des océans dans le processus de mondialisation. Les réseaux de routes, avec leurs nœuds que constituent les grands ports et les ports secondaires ainsi que les points de passage obligés que sont les détroits, conduisent à une hiérarchisation des espaces océaniques et maritimes mais aussi continentaux, en fonction de leur accès et de leur desserte à et par ces réseaux. L'analyse de la répartition des flux maritimes au sein des grandes régions du monde, des hiérarchies portuaires et des taux de croissance des économies de ces zones a mis en évidence le passage assez net d'une domination Atlantique (Europe, Amériques) à une domination Pacifique.

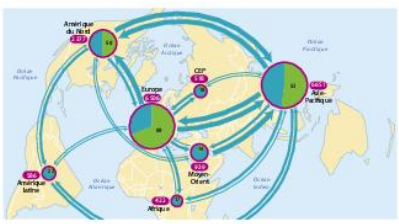
Florence Smits, « Mers et océans, un défi pour les géographes », *la Revue maritime 509*, juillet 2017.

La maritimisation de l'économie

La maritimisation correspond au processus d'accroissement des échanges internationaux par voie maritime, qui s'accélère depuis les années 1970.

Des facteurs

- Baisse du coût et des temps du transport maritime grâce au gigantisme des navires et à la révolution du conteneur.
- Mondialisation des échanges



Les flux de marchandises dans le monde.

Des acteurs

- Compagnies de transport maritime
- Firmes transnationales
- États, villes.

Un porte-conteneur de la compagnie chinoise Cosco.

Des lieux

- Routes maritimes.
- Ports qui peuvent former des façades maritimes.
- Passages stratégiques (canaux, détroits).

Le canal de Panama.

Des espaces maritimes au cœur des enjeux de la mondialisation

Des espaces de plus en plus parcourus au cœur de la mondialisation	Des espaces de plus en plus exploités et appropriés par les États
Paquebot de croisière au départ de Miami (États-Unis)	Exploitation du gaz *offshore* au Qatar

Enjeux économiques	Enjeux politiques et militaires	Enjeux environnementaux
Les mers et des océans sont : • des réservoirs de ressources énergétiques et alimentaires ; • des vecteurs de transport au cœur de la mondialisation (routes maritimes, câbles numériques sous-marins).	**Les mers et des océans sont :** • en partie appropriés par les États qui les intègrent à leur territoire (ZEE) ; • des espaces stratégiques à contrôler ; • des espaces de libre circulation à sécuriser.	**Les mers et des océans sont :** • des espaces vulnérables et transformés par les activités humaines ; • un élément majeur des équilibres climatiques de la planète ; • des espaces à protéger.

Les planisphères usuels privilégient les continents en déformant ou en fragmentant les espaces maritimes. Athelstan Spilhaus (1911-1998), géophysicien et océanographe, propose une représentation de la Terre centrée sur les océans et non sur les continents. Apparaît alors un seul océan mondial qui couvre 71 % de la surface de la terre, enjeu majeur pour la maritimisation de l'économie mondiale, l'exploitation des richesses, mais aussi pour le maintien de la biodiversité de la planète. Cependant, cette représentation ne montre pas que cet océan échappe encore à une gouvernance mondiale, tandis que les États y fixent de plus en plus des frontières politiques.

Une représentation des espaces maritimes transformée par la mondialisation

Vocabulaire

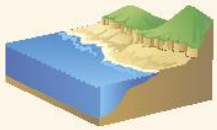
- **ZEE (zone économique exclusive) :** espace marin large de 200 milles nautiques (370 km) dans lequel l'État côtier dispose de droits exclusifs sur l'exploration et l'exploitation des ressources.

Questions

1. À l'aide des documents, expliquez l'affirmation de Florence Smits : « *Des synergies nouvelles unissent le monde maritime et le monde terrestre au service des sociétés humaines* ».
2. Cherchez des exemples de flux qui parcourent les espaces maritimes et des ressources qui y sont exploitées.
3. Pourquoi peut-on dire que les mers et les océans sont au cœur de la mondialisation ? Comment la carte de l'océan mondial en rend-elle compte ?

Ne pas confondre

- **Espace maritime :** ensemble formé par les mers et les océans qui recouvrent 71 % de la surface terrestre.
- **Littoral :** zone de contact entre la terre et la mer.



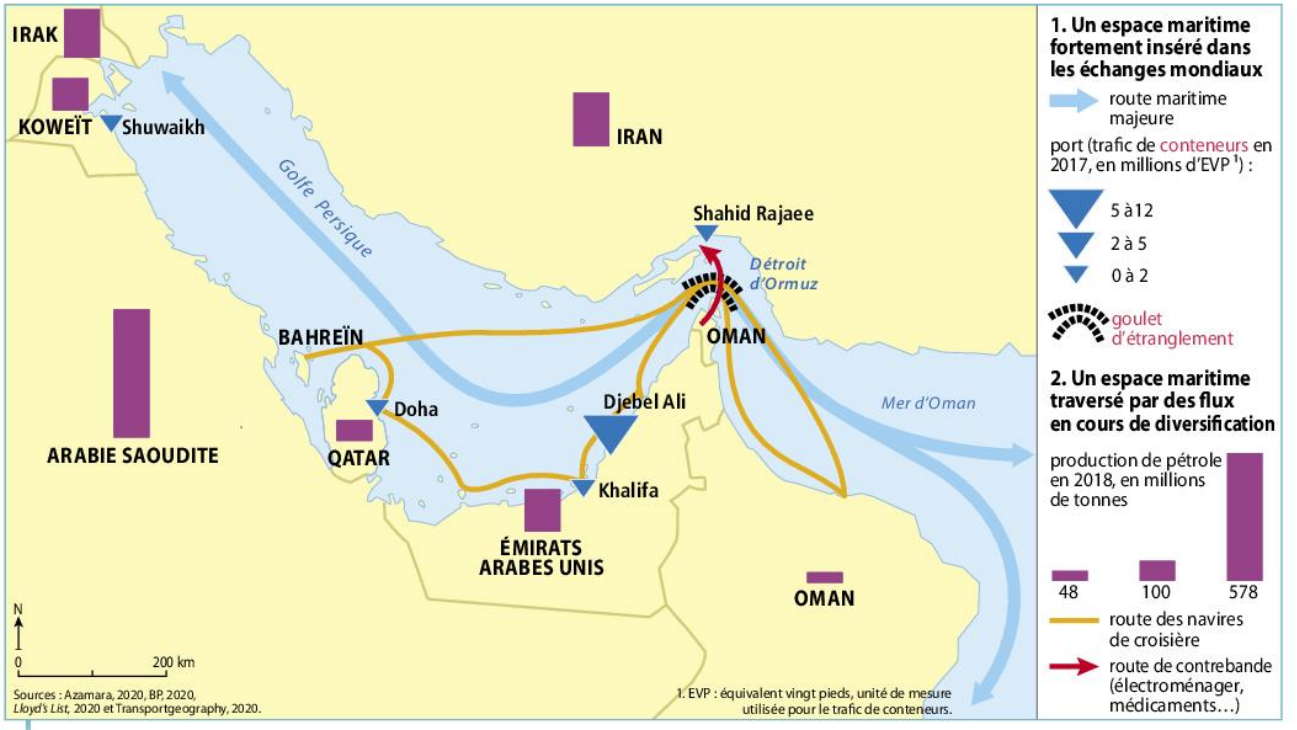
Étude de cas 1

Le golfe Arabo-Persique, un espace maritime aux enjeux planétaires

Le golfe Arabo-Persique voit transiter un quart des flux pétroliers planétaires. Les divisions entre les États riverains et la présence de puissances étrangères en font un espace maritime sous tensions.

A Pourquoi le golfe Persique est-il un espace clé de la mondialisation des échanges ?

Question 1, p. 360-374



Sources : Azamara, 2020, BP, 2020, *Lloyd's List*, 2020 et Transportgeography, 2020.

1. EVP : équivalent vingt pieds, unité de mesure utilisée pour le trafic de conteneurs.

1 Le golfe Arabo-Persique, une route maritime majeure des flux pétroliers mondiaux

2

Le port méthanier de Ras Laffan (Qatar)

Ras Laffan est le complexe de transformation et d'exportation du gaz naturel liquéfié (GNL) du Qatar, au bout d'un processus qui consiste à refroidir le gaz à –162°C pour pouvoir l'exporter à travers le monde.

3 Dubaï, un hub portuaire de la mondialisation

L'œil du géographe

En l'espace d'une quinzaine d'années, Dubaï est devenue une place tournante du commerce mondial et régional grâce à son gigantesque port de Djebel Ali. Ce port fait partie depuis 2010 des dix premiers ports à conteneurs du monde, se hissant au 9e rang mondial en 2017 avec un trafic de 15,3 millions d'EVP. Avec Hong Kong et Singapour, Djebel Ali constitue l'un des plus importants terminaux de transbordement. Il est capable d'accueillir les porte-conteneurs de 400 m de long et d'une capacité de 18 000 EVP. Le port de Dubaï a su tirer parti du basculement asiatique du commerce maritime mondial qui s'opère depuis la fin des années 1990, en jouant de sa position stratégique entre l'Europe et l'Asie, au cœur de la péninsule arabique, c'est-à-dire à courte portée des marchés du sous-continent indien et du pourtour de l'océan Indien. C'est d'ailleurs le seul port non situé en Asie orientale parmi les dix premiers mondiaux. Le port de Djebel Ali est une plateforme logistique multimodale, un hub de commerce, qui tire sa richesse de la réexportation de produits importés[1] d'Europe et d'Asie vers ses partenaires traditionnels du golfe, l'Iran et la corne de l'Afrique, ainsi que l'Asie centrale enclavée.

1. 70 % des produits importés à Dubaï, principalement des produits manufacturés, sont réexportés.

F. Tétart, « Émirats arabes unis. Dubaï, l'espace mondialisé par excellence ? », *Diploweb*, mai 2018.

Vocabulaire

- **Conteneur :** boîte métallique de taille standardisée facilitant le transport et la manutention des marchandises.
- **Goulet d'étranglement :** passage stratégique en matière de transports. Les goulets d'étranglement maritimes (détroits, canaux) sont étroits, peu profonds et leur traversée limite la capacité des navires.
- **Hub :** point d'un réseau (aéroport, port) drainant passagers et marchandises pour les redistribuer à une échelle internationale.
- **Nouvelle route de la soie :** programme chinois visant à développer les infrastructures de transport entre la Chine, l'Europe et l'Afrique grâce à des partenariats avec les pays traversés.

4 Inauguration du terminal du groupe chinois Cosco dans le port Khalifa à Abu Dhabi (2018)

Ce terminal, le plus grand du Moyen-Orient, s'inscrit dans la stratégie du gouvernement chinois d'étendre ses investissements tout au long de cette nouvelle route de la soie. La Chine représente le premier partenaire commercial des Émirats arabes unis hors les échanges de produits pétroliers.

Utiliser une approche géographique pour construire une argumentation

Itinéraire 1

Lire et analyser des documents

1. Identifiez les types d'échanges qui parcourent cet espace maritime. Pourquoi est-ce un espace clé de la mondialisation actuelle ? (doc. 1, 2 et 3)
2. Comment ces flux transforment-ils les littoraux du golfe ? (doc. 1, 2 et 3)
3. Expliquez la stratégie de l'armateur chinois Cosco dans le choix du terminal de Khalifa. Pourquoi ce terminal renforce-t-il l'intégration du golfe Arabo-Persique dans la mondialisation ? (doc. 1, 4 et Repère B p. 364)

Synthétiser les informations

4. Montrez que la circulation du pétrole n'est pas le seul enjeu stratégique du golfe.

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

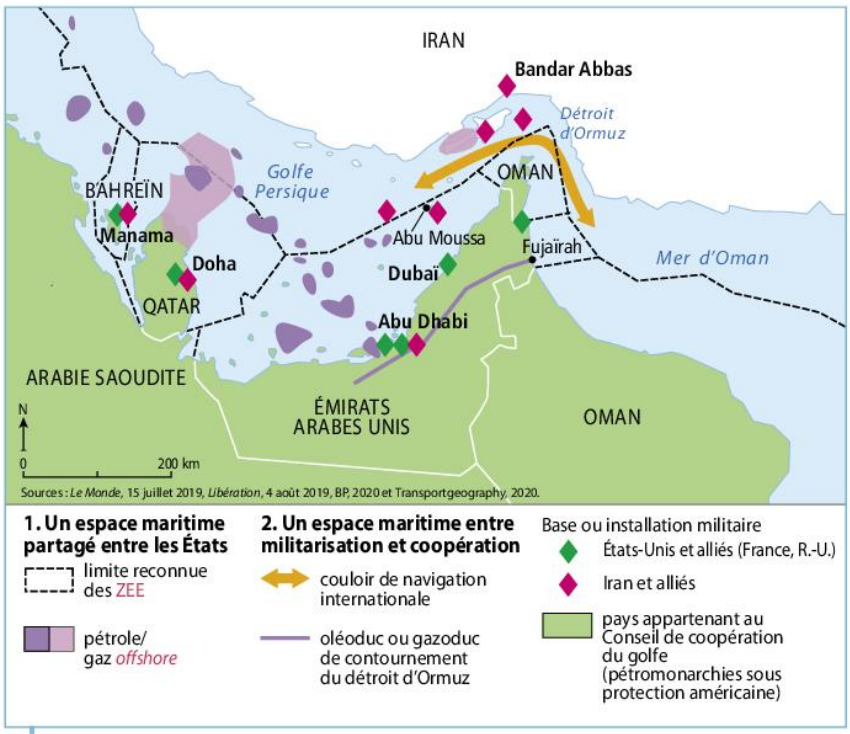
Pourquoi le golfe Arabo-Persique est-il un espace maritime au cœur de la mondialisation ?

Pour vous guider

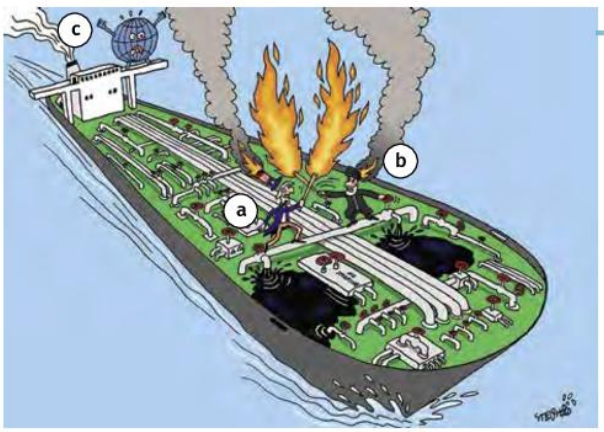
Vous montrerez
- que le golfe est traversé par des flux divers et nombreux ;
- que son intégration dans la mondialisation se renforce.

B Pourquoi le contrôle de la circulation dans le golfe oppose-t-il de multiples acteurs ?

Question 2, p. 376-394



5 Un espace sous tensions



6 Un espace au cœur des divisions entre les États-Unis et l'Iran

En juin 2019, deux pétroliers ont été sabotés au milieu du détroit d'Ormuz. Immédiatement, les États-Unis (a) ont accusé l'Iran (b) d'être responsable des attaques. Depuis, les relations entre l'Iran et les États-Unis se tendent alors que l'Onu (c) reste impuissante à faire respecter la libre circulation maritime.

7 Le détroit d'Ormuz, un « couloir international » menacé

Le détroit d'Ormuz est un petit bras de mer large de 50 km. Ses eaux étant peu profondes (pas plus de 60 m), les navires doivent emprunter un chenal de navigation parsemé de trois îles : la Grande Tomb, la Petite Tomb et Abu Moussa. Ces dernières sont contrôlées par l'Iran depuis 1971, et revendiquées depuis par les Émirats arabes unis. En moyenne, plus d'une trentaine de pétroliers et méthaniers quittent le golfe par le détroit chaque jour. Si ses eaux sont partagées entre l'Iran et Oman, le détroit est un couloir international, et en principe tous les navires bénéficient du droit de passage en transit, conformément à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Cependant, pour des raisons politiques, l'Iran a menacé à plusieurs reprises de bloquer le détroit. La République islamique, qui a renforcé ses bases militaires, en particulier dans le complexe portuaire de Bandar Abbas, mais aussi ses postes d'observation sur les îles Tomb et Abu Moussa, effectue fréquemment des manœuvres navales dans la zone.

France 24, 14 mai 2019.

Vocabulaire

- ***Offshore*** : activité se déroulant en mer.
- **ZEE (zone économique exclusive)** : espace marin large de 200 milles nautiques (370 km) dans lequel l'État côtier dispose de droits exclusifs sur l'exploration et l'exploitation des ressources.

Itinéraire 1

Décrire et analyser les documents

1. Pourquoi peut-on dire que le golfe Arabo-Persique est un espace maritime approprié par les États ? (doc. 5)
2. Comment la liberté de circulation maritime est-elle assurée ? (doc. 5 et 7)
3. Expliquez pourquoi les tensions sont nombreuses dans le golfe et en quoi elles menacent la fluidité des échanges. (doc. 5 et 6)

Itinéraire 2 BAC E3C

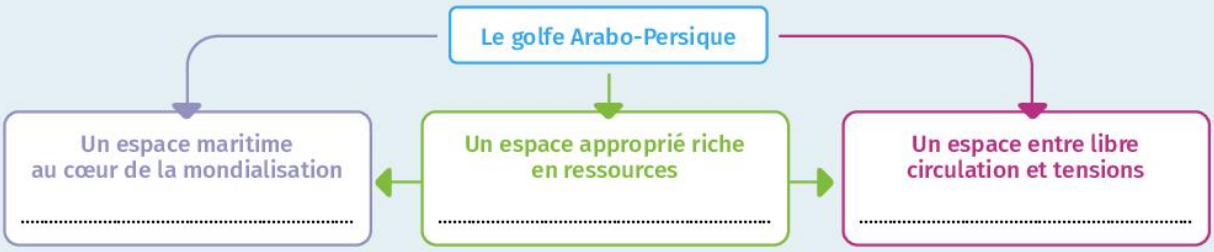
Réaliser une production graphique

Réalisez, à partir des doc. 5, 6 et 7, une carte mentale pour montrer les causes et les acteurs des tensions dans le golfe aux échelles régionale et mondiale.

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

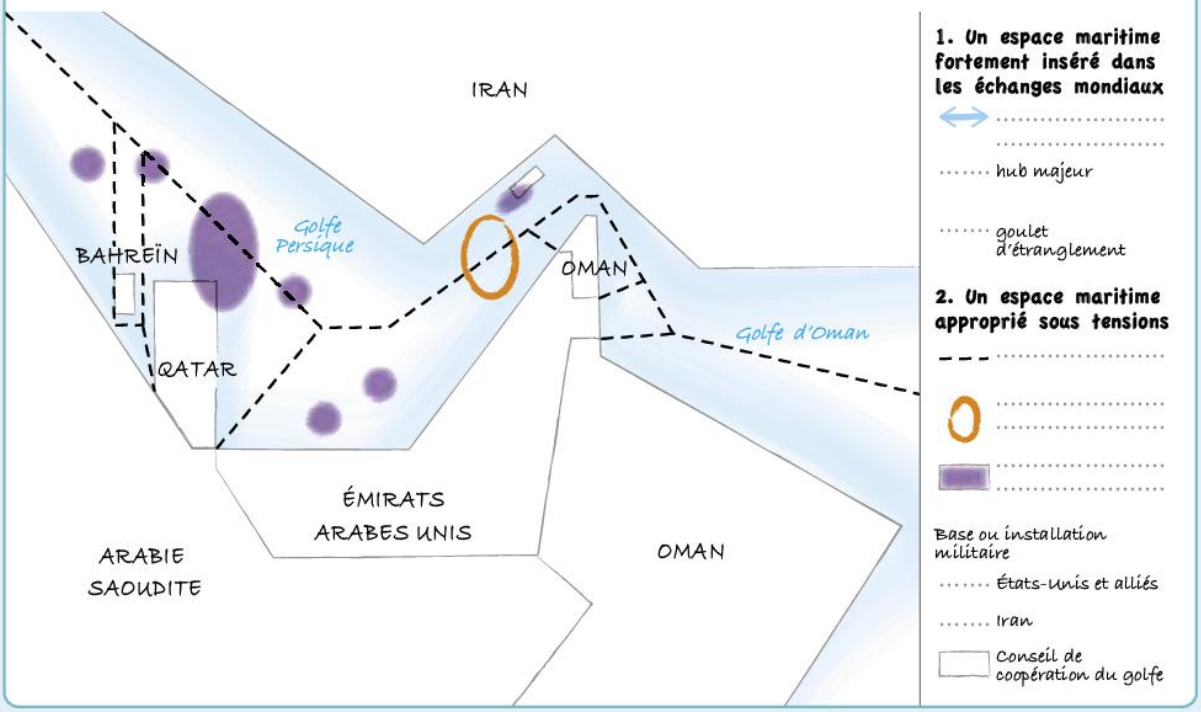
Complétez le schéma fléché à l'aide des informations présentes dans les pages 346 à 348.



Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 346 à 348, complétez le schéma suivant.

Titre : .....



Changer d'échelle

De l'étude de cas... au monde

1. Quels autres espaces maritimes présentent les mêmes enjeux dans la mondialisation que le golfe Arabo-Persique ? Question 1, p. 360-374
2. Tous les espaces aussi riches en ressources que le golfe Arabo-Persique sont-ils l'objet de tensions ? Question 2, p. 376-394

Étude de cas 2

La mer de Chine méridionale, une des mers les plus convoitées au monde

La mer de Chine méridionale est un espace maritime majeur de la mondialisation. Les concurrences territoriales pour le contrôle des ressources et des flux maritimes sont donc fortes sur cet espace qui accueille 30 % du trafic maritime mondial.

A Pourquoi la mer de Chine devient-elle un espace stratégique dans la mondialisation ?

Question 1, p. 360-374

1. Une façade maritime en émergence

croissance du PIB entre 2009 et 2019, en %

-26 -3 33 48 63

trafic de conteneurs en 2018, en millions

37
15
5

évolution du trafic entre 2008 et 2018, en %

-23 -8 7 38 67

route maritime (conteneurs, hydrocarbures, minerais)

2. Des défis à surmonter

goulet d'étranglement

déversement pétrolier en mer

canal en projet

Sources : É. Mottet, F. Lasserre et B. Courmont, *Géopolitique de la mer de Chine méridionale*, 2018, Cnuced, 2019, FMI, 2020 et Llyod's List, 2020.

1 La mer de Chine, Un espace central de la maritimisation

2 Une mer aux forts enjeux économiques et stratégiques

La région Asie-Pacifique est et restera, pour les décennies à venir, le poumon de l'économie mondiale. Elle abrite les deux tiers de la population mondiale, pèse 45 % du PIB mondial et génère près de 60 % de la croissance de l'économie de la planète.

La mer de Chine méridionale se situe au cœur de cette zone dont elle est une artère vitale. Près de 200 navires marchands franchissent chaque jour le détroit de Malacca, avant de poursuivre leur route à travers la mer de Chine. Ce système est donc extrêmement sensible à la fluidité des flux maritimes.

La libre circulation maritime est la condition de la bonne santé du commerce mondial. La route qui relie l'Asie au Moyen-Orient est essentielle pour l'Asie, qui importe 65 % de son pétrole de cette région. Les détroits de Malacca et de Lombok sont cruciaux pour l'économie japonaise car 80 % des importations en hydrocarbures du pays y transitent. Quant à la Chine, la quasi-totalité de son commerce extérieur (90 %) passe par le détroit de Malacca. Ainsi, une rupture des approvisionnements via la mer de Chine aurait des conséquences dramatiques pour cette région. De même, l'axe mer de Chine – océan Indien – Suez – Méditerranée – Manche est vital pour l'Europe. C'est en effet la route principale pour son commerce maritime, qui représente 50 % de ce qu'elle achète et vend. La maîtrise de cet axe maritime est donc devenue un enjeu stratégique essentiel pour notre continent.

D. O et J.-L. Reitzer, « Les enjeux stratégiques en mer de Chine méridionale », Assemblée nationale, 2019.

3

Ho Chi Minh-Ville (Vietnam), un port en croissance qui attire les convoitises

Depuis les travaux de 2016, le port de Ho Chi Minh-Ville est capable d'accueillir les plus grands porte-conteneurs du monde. Sa situation stratégique en pleine mer de Chine méridionale et la très forte croissance du trafic conteneurisé attirent les grands armateurs. CMA CGM, un des plus importants armateurs français, en a fait un **hub**.

Vidéo

4 **Des littoraux transformés : Phénix au sud de l'île d'Hainan (Chine)**

L'île Phénix est un terre-plein aménagé sur le littoral de l'île d'Hainan, destiné à devenir le plus grand port de croisière d'Asie. L'essor de ce tourisme en mer de Chine méridionale, en lien avec l'essor des classes moyennes chinoises, participe à la transformation du littoral.

Vocabulaire

- **Conteneur :** boîte métallique de taille standardisée facilitant le transport et la manutention des marchandises.
- **Goulet d'étranglement :** passage stratégique en matière de transports. Les goulets d'étranglement maritimes (détroits, canaux) sont étroits, peu profonds et leur traversée limite la capacité des navires.
- **Hub :** point d'un réseau (aéroport, port) drainant passagers et marchandises pour les redistribuer à une échelle internationale.
- **Maritimisation :** processus d'accroissement des échanges par les voies maritimes depuis les années 1970 dans le contexte de la mondialisation.

Utiliser une approche géographique pour construire une argumentation

Itinéraire 1

Lire les documents

1. Quels sont les enjeux économiques de la mer de Chine pour l'Asie orientale ? (doc. 1 et 2)

Interpréter les documents

2. Pourquoi ces enjeux économiques font-ils de la mer de Chine un espace stratégique pour les États riverains et le reste du monde ? (doc. 1 et 2)
3. Comment toutes ces mutations transforment-elles les littoraux de la mer de Chine ? (doc. 3 et 4)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Pourquoi l'émergence de l'Asie orientale fait-elle de la mer de Chine un espace stratégique de la mondialisation ?

Pour vous guider

Vous montrerez que cet espace maritime est au cœur d'enjeux économiques et stratégiques qui sont les manifestations de son émergence.

B Pourquoi l'affirmation de la mer de Chine dans la mondialisation entraîne-t-elle des tensions ?

Question 2, p. 376-394

5 Une coopération maritime récente

L'œil du géographe

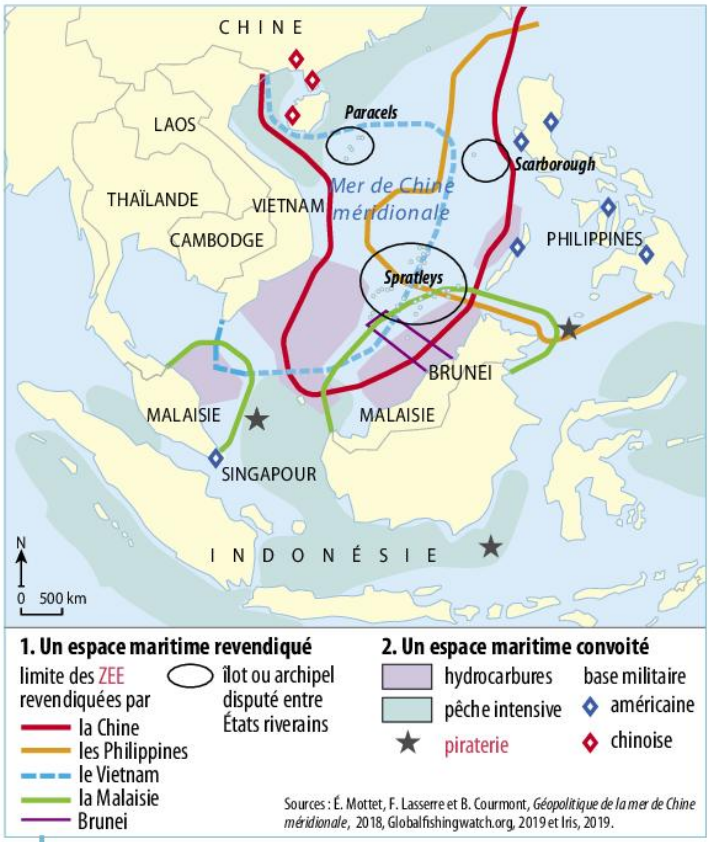
La coopération maritime en Asie orientale est largement répandue. Par exemple, le Programme régional de protection de l'environnement maritime[1] mis en place en 1994 est soutenu par les Nations unies et la Banque mondiale. Y participent le Brunei, le Cambodge, la Chine, la Corée du Nord, la Corée du Sud, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. Son objectif est de soutenir les efforts dans la prévention et la gestion de la pollution maritime. Il prend appui sur deux sites pilotes à Xiamen en Chine et à Batangas Bay aux Philippines. Ce programme a ainsi installé un réseau de veille sur la pollution maritime, promouvant les liens entre les pays.

Par ailleurs, en 2004, fut signé l'Accord de coopération régionale sur la lutte contre la piraterie et le vol armé par les pays riverains de la mer de Chine méridionale, sauf la Malaisie et l'Indonésie. Il contraint les pays signataires à arrêter les pirates, confisquer leurs navires et venir en aide aux victimes. Il s'est imposé comme un modèle pour d'autres accords régionaux[2].

É. Mottet, F. Lasserre et B. Courmont, *Géopolitique de la mer de Chine méridionale*, Presses de l'Université du Québec, 2018.

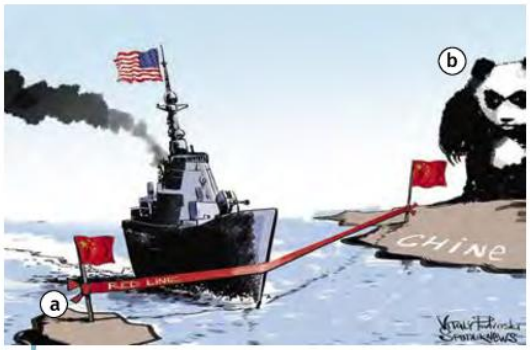
1. La population des poissons dans la mer de Chine méridionale a baissé de 95 % depuis les années 1950.

2. Accords de coopération pour la lutte contre la piraterie dans l'ouest de l'océan Indien en 2009 et 2018.



Sources : É. Mottet, F. Lasserre et B. Courmont, *Géopolitique de la mer de Chine méridionale*, 2018, Globalfishingwatch.org, 2019 et Iris, 2019.

6 Une mer disputée par de nombreux acteurs



7 Une liberté de circulation sous contrôle

Dessin de presse de Vitaly Podvitski, octobre 2015.

Depuis 2014, la Chine érige une « grande muraille de sable » en mer de Chine méridionale en créant des terre-pleins dans les îles et îlots (a) disputés afin de mieux contrôler (b) la circulation de ses navires marchands et s'approprier les ressources maritimes.

Itinéraire 1

1. Pourquoi la mer de Chine méridionale est-elle un espace sous tension ? (doc. 1 et 6)
2. Comment ces tensions se manifestent-elles ? (doc. 6 et 7)
3. Quels sont les succès et les limites de la gouvernance régionale en mer de Chine méridionale ? (doc. 5 et 7)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

En analysant les doc. 5 et 6, présentez et expliquez les tensions en mer de Chine dans le contexte de la mondialisation.

Vocabulaire

- **Piraterie :** acte de violence ou de détention dirigé contre un navire ou ses occupants à des fins privées (vol, demande de rançon ...).
- **ZEE (zone économique exclusive) :** espace marin large de 200 milles nautiques (370 km) dans lequel l'État côtier dispose de droits exclusifs sur l'exploration et l'exploitation des ressources.

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

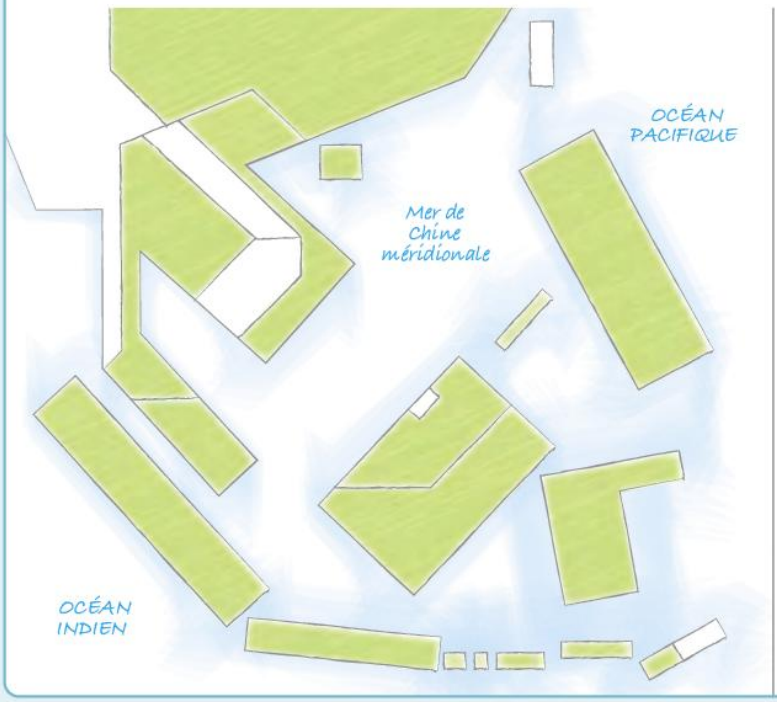
Complétez l'organigramme à l'aide des informations présentes dans les pages 350 à 352.

Un espace maritime aux forts enjeux économiques	⊕	Un espace maritime stratégique	⊖	Un espace maritime sous tension
.....		• à l'échelle mondiale :		.....
.....		• à l'échelle régionale :		.....
.....				.....

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents p. 350 à 352, complétez le schéma suivant.

Titre : .....



1. Un espace maritime aux forts enjeux économiques

- ..... (zone)
- ..... route maritime majeure du commerce mondial
- ..... port mondial en forte croissance

2. Un espace maritime stratégique

- ..... (zone)
- ..... archipel revendiqué
- ..... goulet d'étranglement

3. Un espace maritime sous tension

- ★ .....
- ◆ .....
- ◆ .....

Changer d'échelle

De l'étude de cas... au monde

1. Toutes les routes maritimes participent-elles à l'intégration dans la mondialisation des États côtiers ? Question 1, p. 360-374

2. Toutes les mers sont-elles des espaces stratégiques de la mondialisation ? Question 2, p. 376-394

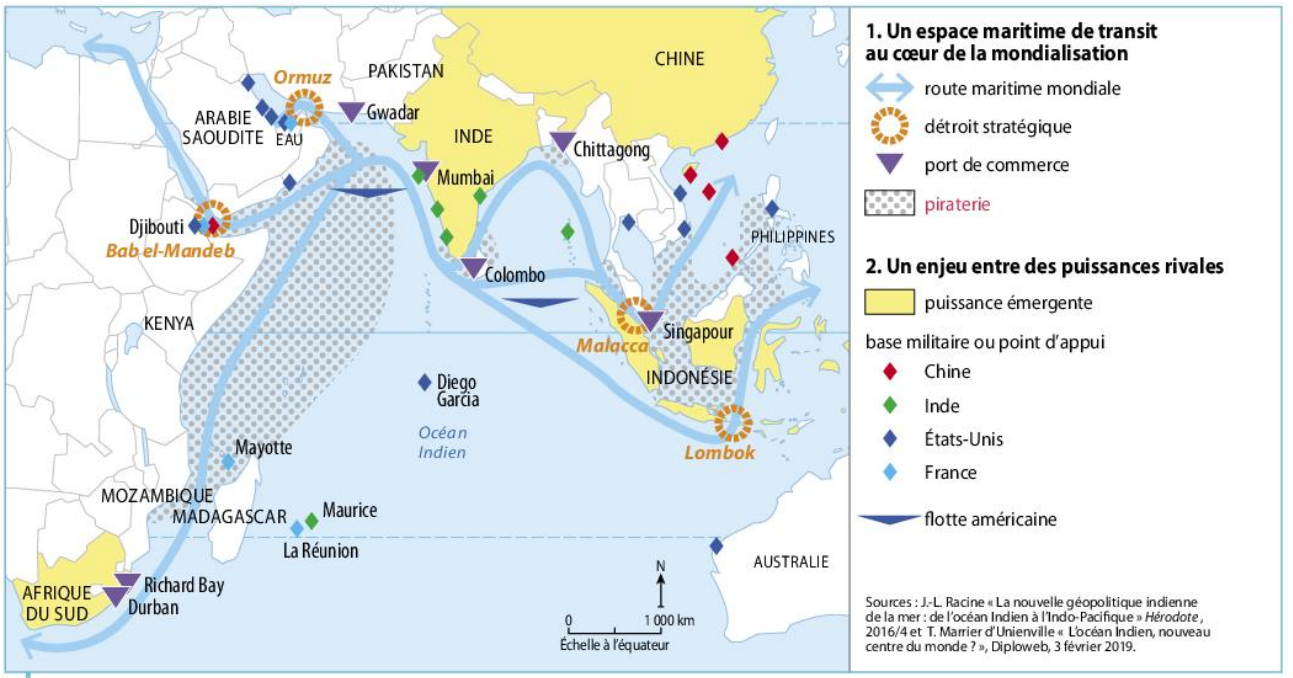
Étude de cas 3

L'océan Indien : rivalités régionales et coopérations internationales

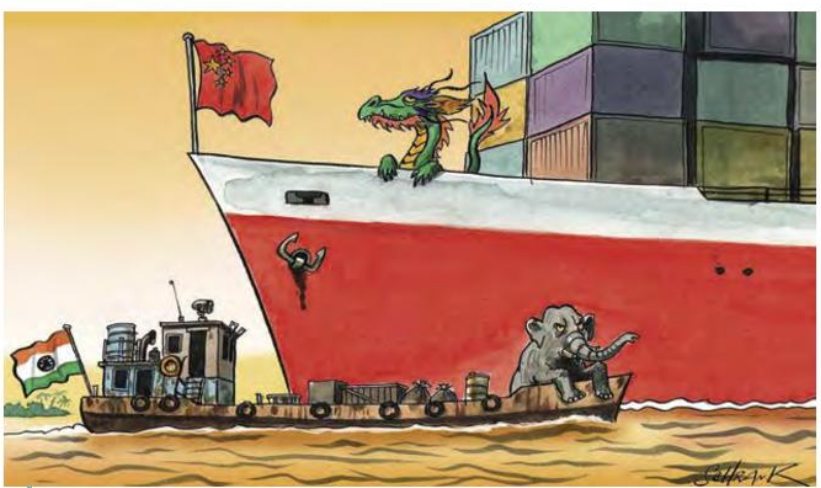
Aujourd'hui, un tiers du trafic maritime mondial et les deux tiers du trafic pétrolier du monde transitent par l'océan Indien. Si les échanges transatlantiques et transpacifiques sont plus nombreux, c'est dans l'océan Indien que la croissance du trafic est la plus forte. Le rôle de l'Inde et des autres acteurs régionaux s'en trouve bouleversé.

A Pourquoi le poids croissant de l'océan Indien dans l'économie mondiale engendre-t-il des rivalités régionales ?

Question 1, p. 360-374



1 **Un océan convoité par les puissances émergentes mondiales**



2 **Un terrain de rivalités entre l'Inde et la Chine**
Dessin de Peter Schrank, publié dans *The Economist*, juin 2012.

Vocabulaire

- **Maritimisation :** processus d'accroissement des échanges par les voies maritimes depuis les années 1970 dans le contexte de la mondialisation.
- **Nouvelle route de la soie :** programme chinois visant à développer les infrastructures de transport entre la Chine, l'Europe et l'Afrique grâce à des partenariats avec les pays traversés.
- **Piraterie :** acte de violence ou de détention dirigé contre un navire ou ses occupants à des fins privées (vol, demande de rançon, ...).

3 **Un développement portuaire soutenu par la Chine : le port de Gwadar (Pakistan)**

Les États de l'océan Indien tirent profit de la **maritimisation** de l'économie mondiale pour étendre et moderniser leurs ports. La Chine y joue un rôle majeur en participant à la construction de ces infrastructures, comme ici à Gwadar, sur les **nouvelles routes de la soie**.

4 **Des ressources potentielles convoitées**

5 **Un terrain d'affirmation des puissances mondiales**

Les puissances telles que l'Inde, la Chine, les États-Unis ou la France, cherchent à pérenniser la stabilité sur ce territoire. L'Inde, par exemple, est progressivement devenue un élément incontournable des relations internationales. Elle cherche notamment à contrer la Chine, qui s'investit dans l'océan Indien. Pour ce faire, elle renforce ses forts maritimes, lui donnant ainsi le statut de puissance mondiale. Elle cherche aussi à obtenir un deuxième porte-avions. De son côté, la France dispose d'une présence permanente sur l'océan Indien. Enfin, sur cette aire géostratégique, les États-Unis se placent en garants de la stabilité régionale.

L'océan Indien regroupe donc un bon nombre de puissances. Toutes prétendument présentes pour consolider la zone de paix et protéger l'axe Shangaï-Rotterdam. Les zones de piraterie sont notamment le golfe d'Aden et le détroit de Malacca (30 % du commerce mondial y transite). Mais si ces puissances servent les intérêts d'autrui, elles servent en premier lieu leurs intérêts commerciaux et stratégiques. Le plus grand porte-conteneurs français - Saint Exupéry - inauguré en septembre 2018 témoigne de la volonté de la France de rivaliser avec les navires américains et chinois. Une telle variété de puissances dans une même région dans le but de soutenir leurs intérêts propres et ceux d'autrui est-elle vraiment source de stabilité ?

T. Marrier d'Unienville « L'océan Indien, nouveau centre du monde ? », Diploweb, 3 février 2019.

Utiliser une approche géographique pour mener une analyse

Itinéraire 1

Décrire

1. Montrez que l'océan Indien est un espace maritime de transit dans la mondialisation (routes, espaces reliés). (doc. 1)
2. Comment se manifeste la présence des grandes puissances dans l'océan Indien ? (doc. 1, 2 et 5)

Interpréter et synthétiser

3. Comment expliquer les rivalités au sein de l'océan Indien ? (doc. 4 et 5)
4. Dans quelle mesure les ambitions mondiales de la Chine attisent-elles ces rivalités régionales ? (doc. 1, 2 et 4)

Itinéraire 2 BAC E3C

Réponse problématisée

Pourquoi les rivalités de l'océan Indien sont-elles à la fois politiques et économiques ?

Pour vous guider

Réalisez ce tableau au brouillon pour classer les informations des documents en sélectionnant les acteurs principaux présents dans l'océan Indien.

	politiques	économiques
Raisons		
Exemples		

B Les coopérations internationales peuvent-elles apaiser les rivalités régionales ?

Question 2, p. 376-394

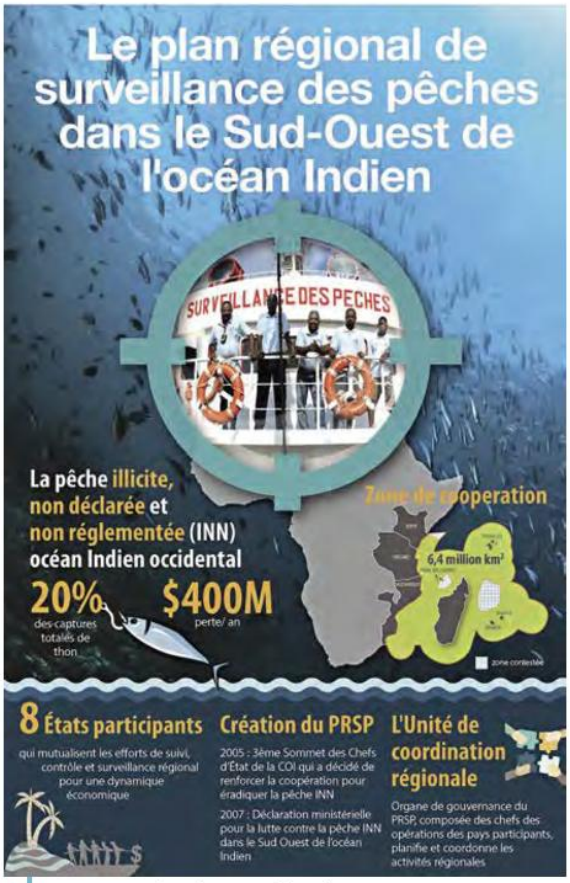
6 Des coopérations régionales aux dépens de la Chine ?
Dessin de Sradeep, publié dans *The Sunday morning*, octobre 2018.

7 Des coopérations régionales au profit de l'Inde ?

L'œil du géographe Depuis 1997, l'Inde tente de créer des connexions internes à l'océan Indien à l'aide de l'IORA, l'Indian Ocean Rim Association (L'Association de la côte de l'océan Indien) qui réunit 22 membres. Certains États sont acceptés comme partenaires de dialogue : Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Japon et Égypte. Les thématiques abordées sont pragmatiques : sécurité maritime, gestion des risques de catastrophes, amélioration des conditions d'investissements et du commerce entre les membres, coopérations universitaires scientifiques et technologiques et développement d'une économie maritime plus durable centrée sur l'océan Indien.

De plus, pour mieux faire accepter l'idée d'une sécurité maritime de l'océan Indien obtenue par les riverains eux-mêmes, l'Inde a créé en 2008 un forum de discussion des États-majors des marines des États de l'Océan indien, l'Indian ocean naval symposium (IONS). Le but est de créer une coopération navale profitant à tous en termes de sécurisation des échanges maritimes et permettant aussi à l'Inde de s'y développer voire d'en être un leader militaire et commercial. En somme, l'Inde encourage la coopération navale à tous les niveaux, ce qui lui permet d'entrevoir la création d'un espace d'échanges commerciaux plus importants et des approvisionnements en hydrocarbures et en minéraux, proches et sécurisés. Elle offre aussi à tous les États riverains une option alternative à la sécurisation par les États-Unis.

N. Péné, « L'Indian Navy : de la défense littorale à la puissance océanique », *Bulletin de l'association de géographes français*, 2017.



8 Un exemple de coopération : La Commission de l'océan Indien (COI)
Créée en 1982, elle favorise la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant un large éventail de secteurs, dont la pêche.

Itinéraire 1

1. Quelles formes prennent les coopérations dans l'océan Indien ? À quelles échelles ? (doc. 7 et 8)
2. Montrez que le but de ces coopérations est d'assurer développement régional et lutte contre l'insécurité. (doc. 7 et 8)
3. Quels autres objectifs sont poursuivis par les grandes puissances régionales ? (doc. 6 et 7)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

En analysant le doc. 7, expliquez les objectifs poursuivis par l'Inde dans l'élaboration d'une coopération internationale de l'océan Indien.

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

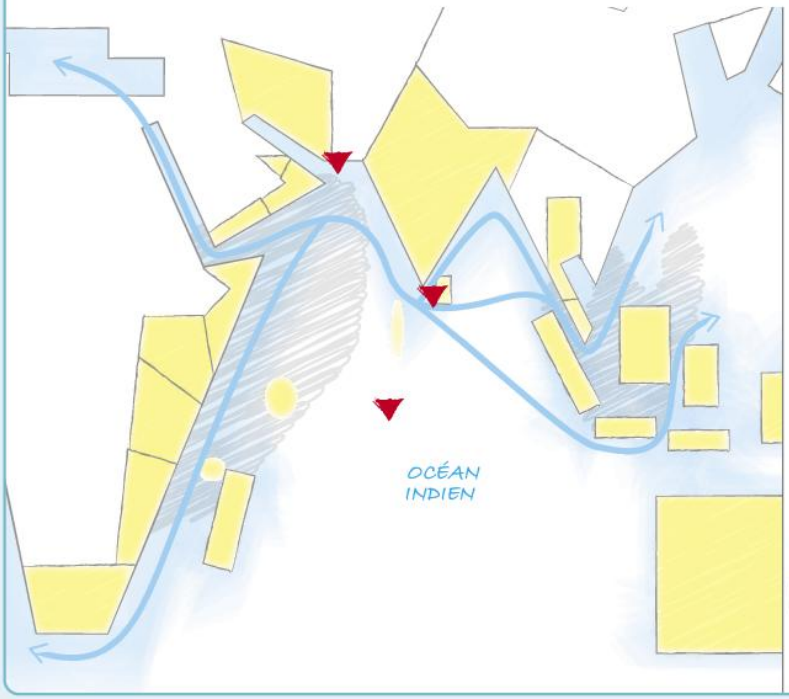
Complétez l'organigramme à l'aide des informations présentes dans les pages 354 à 356.

Un espace de transit majeur dans la mondialisation	⊕	Des rivalités régionales intenses	⊖	Des coopérations internationales en essor
une route maritime majeure		des puissances régionales :		des coopérations à toutes les échelles
.....		des puissances mondiales :		.....
.....				.....

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents p. 354 à 356, complétez le schéma suivant.

Titre : .....



1. Un espace de transit maritime sous tensions

..... route maritime

..... détroit

..... piraterie

2. De fortes rivalités régionales pour assurer la sécurité

..... puissance émergente qui cherche à renforcer leur contrôle dans l'océan Indien

base militaire / flotte :

- chinoise
- indienne
- française
- étasunienne

3. Des coopérations en essor

.....

.....

..... coopération régionale insulaire en faveur du développement durable

Changer d'échelle

De l'étude de cas... au monde

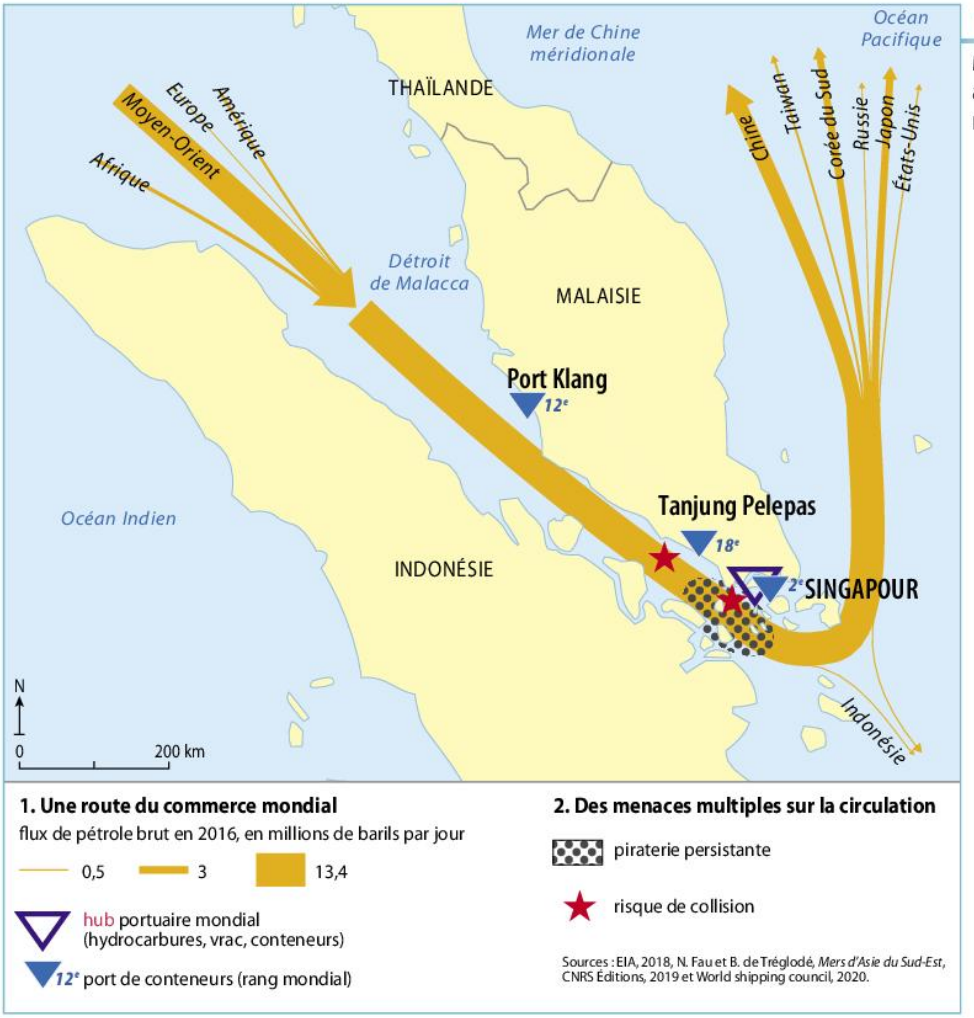
1. Quels autres espaces maritimes sont des espaces majeurs de transit dans la mondialisation ?
Question 1, p. 360-374

2. Quels autres espaces maritimes sont disputés dans la mondialisation ? Question 2, p. 376-394

Étude de cas 4

Le détroit de Malacca, un enjeu stratégique dans la mondialisation ?

Plus court chemin entre les océans Indien et Pacifique, le détroit de Malacca constitue une route majeure de la mondialisation. Sa sécurité devient ainsi un enjeu stratégique pour ses usagers comme pour les pays riverains.



1 **Malacca, un détroit au cœur des échanges mondiaux**

Vocabulaire

- **Goulet d'étranglement :** passage stratégique en matière de transports. Les goulets d'étranglement maritimes (détroits, canaux) sont étroits, peu profonds et leur traversée limite la capacité des navires.
- **Hub :** point d'un réseau (aéroport, port) drainant passagers et marchandises pour les redistribuer à une échelle internationale.

Mesures	Acteurs
Mise en place de couloirs de navigation et d'un système d'aide à la navigation (1991 - 1997)	Coopération trilatérale (Indonésie, Philippines, Singapour)
Signalement obligatoire des navires en transit (1998)	Japon (financement), Indonésie, Philippines, Singapour
Création d'un centre régional de lutte contre la piraterie à Kuala Lumpur (1991) Accord de coopération régionale contre la piraterie (2006)	Bureau maritime international Sous l'impulsion du Japon
Système de coopération incitant les États usagers du détroit à participer au financement de sa sécurisation (2007)	Organisation maritime internationale + États riverains + États usagers (Chine, États-Unis, Australie, Corée du Sud, Inde, Japon)

2 **Une sécurisation de plus en plus internationalisée**

3 Un passage stratégique dans la mondialisation

Encore plus que pour le Japon, le détroit est vital pour la Chine devenue la plus grande nation portuaire de notre monde globalisé. En 2003, le président Hu Jintao, selon un journal de Hong Kong, aurait évoqué le « dilemme de Malacca ». La Chine est très dépendante de ce détroit par lequel transite 100 % du soja importé, 90 % du pétrole, 40 % du fer et 40 % du gaz. Le goulet d'étranglement de Malacca est aussi sensible pour toutes les économies exportatrices d'Extrême-Orient. Pour la Chine comme pour ses voisins, la route vers l'ouest est celle des exportations de produits manufacturés vers le reste de l'Asie, l'Europe et l'Afrique. De 5 millions d'EVP[1] dans les années 1990, le trafic atteint aujourd'hui 50 millions d'EVP. Plus que la piraterie ou les tensions de voisinage en mer de Chine méridionale sous pression chinoise, la menace directe sur le détroit est simplement la congestion maritime. Au début des années 2000, le trafic au large de Singapour était de 50 000 navires par an, en 2016, il s'est élevé à 83 740 unités.

Institut supérieur d'économie maritime (Isemar), mai 2017.

1. Équivalent vingt pieds : unité de mesure utilisée pour le trafic de conteneurs

4 Des grandes puissances de plus en plus présentes dans le détroit

Entre mai et juin 2019, dans le cadre de la mission Clemenceau, le porte-avions français *Charles de Gaulle* (a) a mené des exercices conjoints avec la marine singapourienne (b) dans le détroit de Malacca ainsi qu'avec les marines malaisienne, japonaise et australienne.

Utiliser une approche géographique pour construire une argumentation

Itinéraire 1

Lire et confronter les documents

Complétez le tableau ci-dessous.

À l'échelle mondiale :	un détroit important pour le commerce (doc. 1 et 3)	.....
À l'échelle régionale :	la sécurité du détroit, un enjeu qui dépasse les États souverains (doc. 2 et 4)	.....
À l'échelle locale :	des risques majeurs pour la circulation (doc. 1 et 3)	.....

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Pourquoi le détroit de Malacca est-il un axe stratégique de l'économie mondiale à toutes les échelles ?

1 Navires de croisière (Cozumel, Mexique, mer des Caraïbes)

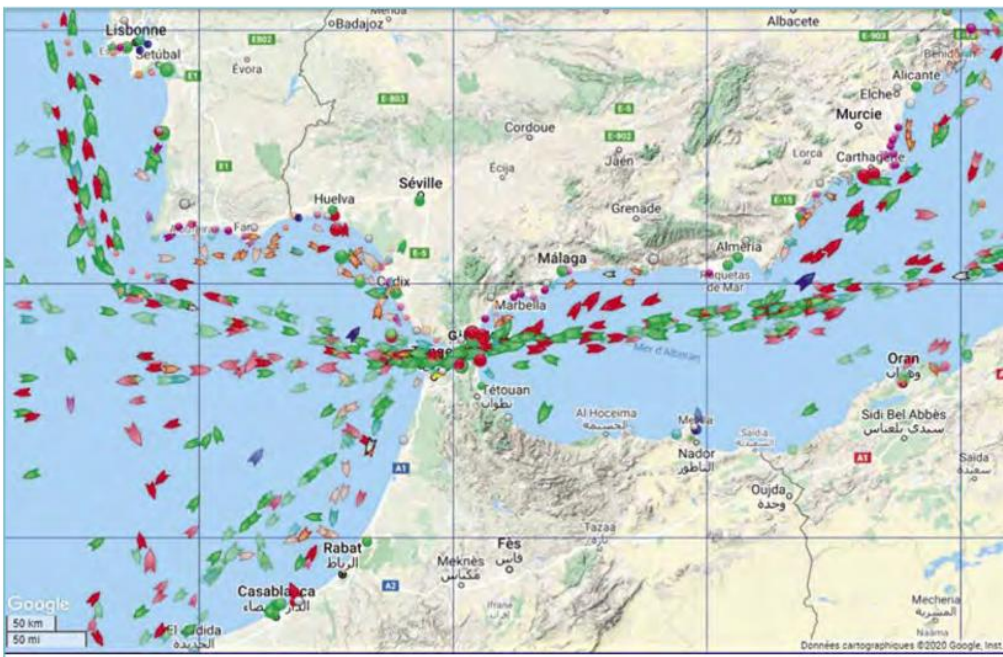
Activités numériques

Sur le site www.marinetraffic.com, zoomez sur le détroit de Gibraltar.

a. Distinguez les types de navires qui traversent le détroit.

b. Choisissez un navire et identifiez son activité : type de navire, origine, destination.

c. Comparez votre travail avec les sélections du reste de la classe pour montrer l'importance du détroit de Gibraltar dans les flux maritimes.



2 Une vue du trafic maritime autour de Gibraltar, janvier 2020

QUESTION

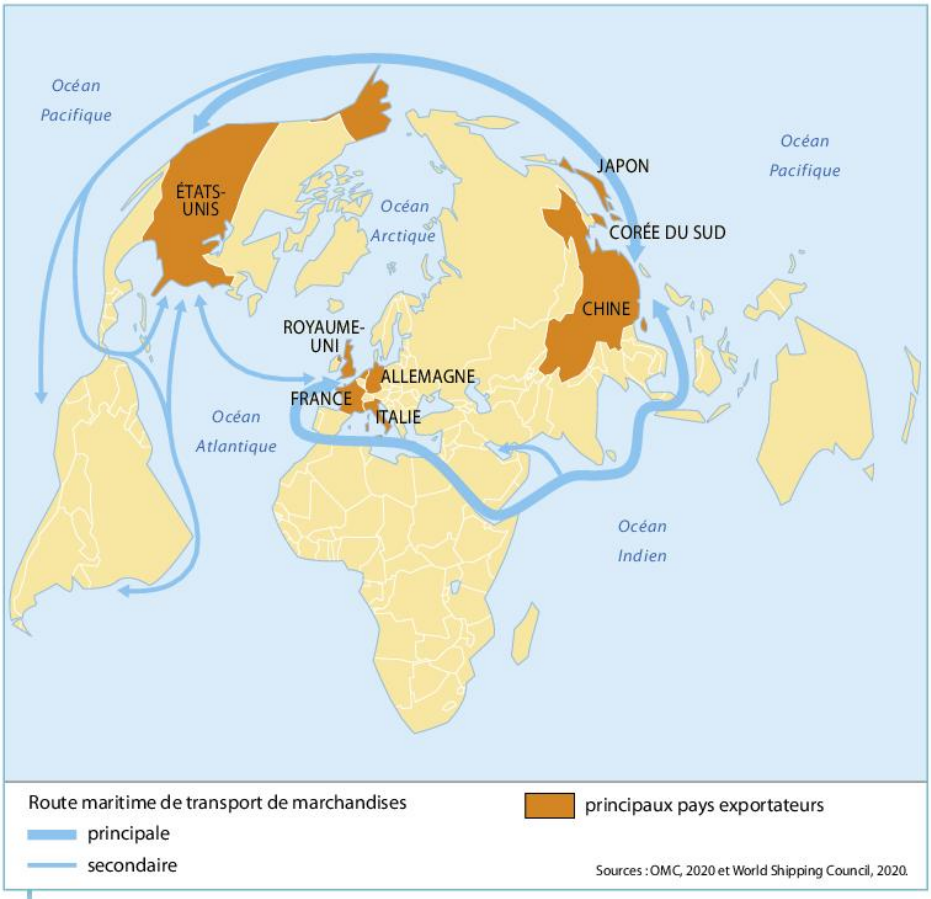
1

RESSOURCES EN

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

Mers et océans : vecteurs essentiels de la mondialisation

Comment les mers et océans organisent-ils la mondialisation ?

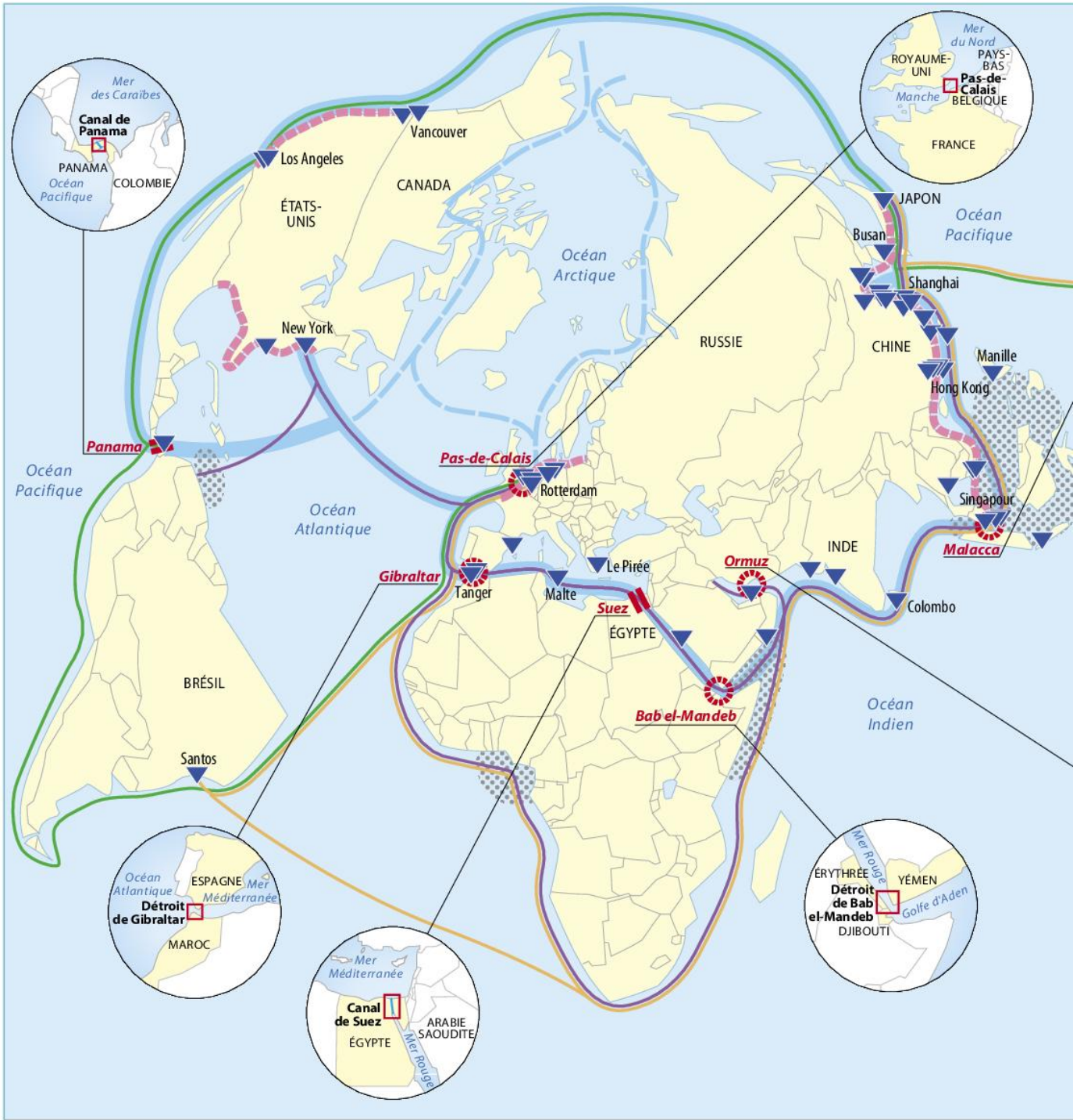


3 **Les routes maritimes, artères de la mondialisation**

1. Quel lien peut-on établir entre la localisation des grandes puissances exportatrices et celle des grandes routes maritimes ? (doc. 2 et 3)
2. Détaillez les types d'échanges qui traversent les mers et océans. (doc. 1 et 2)
3. Expliquez pourquoi le détroit de Gibraltar est un lieu stratégique de la mondialisation à l'échelle européenne et mondiale. Quels autres espaces dans le monde peuvent être considérés comme des points majeurs de la circulation maritime ? (doc. 3)

Les réseaux maritimes, au cœur de la mondialisation

Carte interactive



1. Les principaux ports : pôles et interfaces de la mondialisation

- port de conteneurs
- façade maritime

2. Les routes maritimes : supports du transport mondial de marchandises

- principale route maritime
- route maritime en cours d'ouverture

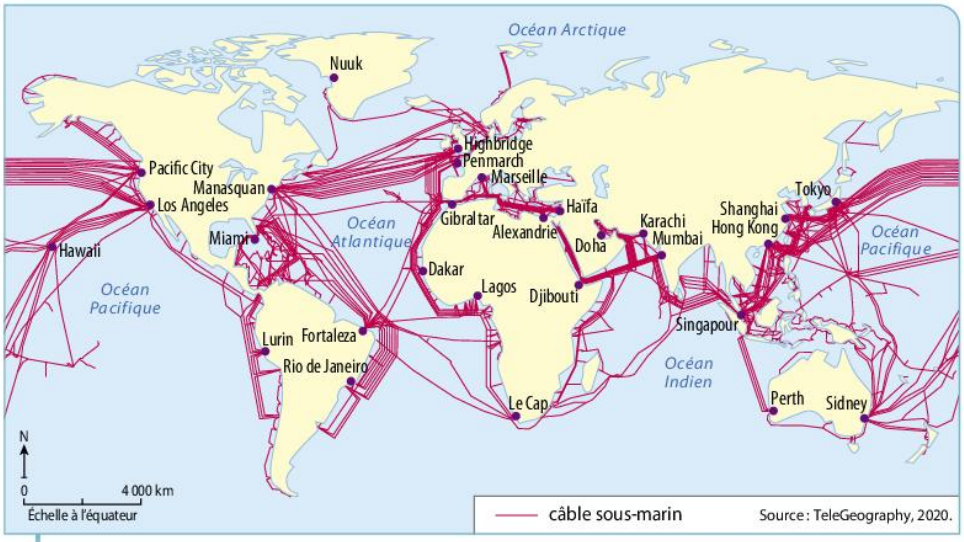
route secondaire spécialisée :
- hydrocarbures
- minerais (fer et charbon)
- céréales

3. Des points de passage obligés et vulnérables

- détroit
- canal transocéanique
- zone de piraterie menaçant le passage des navires

Sources : A. Monot et F. Paris, *Géographie des mers et océans*, 2018 et Llyod's List, 2020.

1 Grands ports et routes maritimes : au cœur du processus de la mondialisation



2 **Le réseau sous-marin des câbles Internet**

Des planisphères...

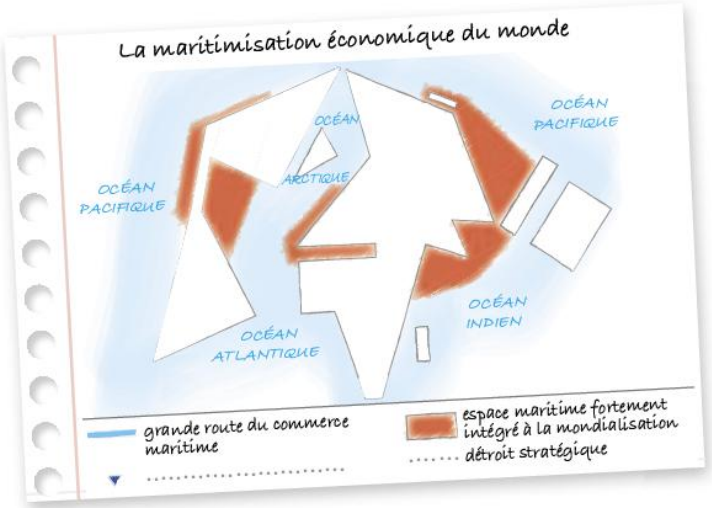
1. Identifiez et localisez les différents éléments des réseaux maritimes : routes, câbles, points d'entrée sur les continents. Quels territoires mettent-ils en valeur ?
2. Pourquoi, selon vous, les réseaux sont-ils des supports de la mondialisation ?
3. Pourquoi les détroits d'Ormuz et de Malacca sont-ils des lieux stratégiques dans la mondialisation ? Identifiez d'autres lieux similaires.

Vocabulaire

- **Conteneur :** boîte métallique de taille standardisée facilitant le transport et la manutention des marchandises.

... au schéma

Á l'aide des cartes, complétez le schéma de synthèse suivant.



Cours 1 Une économie mondiale de plus en plus maritime

QCM interactif cours

Quelle place les mers et océans occupent-ils dans la mondialisation ?

A Des espaces parcourus par les flux de la mondialisation

La maritimisation de l'économie mondiale est une conséquence de la mondialisation : 90 % des marchandises sont exportés par bateau. Le trafic maritime mondial a augmenté de 25 % entre 2007 et 2017 (Repère A). Par ailleurs, en 2018, 28 millions de croisiéristes et 99 % des flux Internet (380 câbles sous-marins) traversent les mers et océans (doc. 2).

Pour s'adapter à cette forte demande, les navires deviennent plus gros et se spécialisent (porte-conteneurs, méthanier, pétrolier). Depuis les années 1960, les porte-conteneurs sont passés d'une capacité de 500 boîtes à plus de 21 000 aujourd'hui et atteignent 400 m de long (doc. 1). Cela contribue à la compétitivité du coût du transport maritime (moins de 2 % du prix de revient des marchandises).

Cette course au gigantisme est menée par des armateurs. Le marché est dominé par des groupes européens (Repère B), mais parmi les dix premiers, six sont asiatiques (contre quatre en 2000). Ils investissent dans les infrastructures portuaires (CMA CGM à Kingston en Jamaïque, Maersk à Rotterdam) et dans l'innovation. En 2019, CMA CGM lance son premier porte-conteneur géant (le CMA CGM Jacques Saadé) propulsé au gaz naturel liquéfié, rejetant moins de polluants nocifs que le fioul lourd maritime utilisé aujourd'hui.

B Des espaces qui structurent la mondialisation

La route circumterrestre relie les principaux pôles de l'économie mondiale. Le Pacifique est devenu l'océan de la mondialisation. Depuis 1984, les flux y ont dépassé ceux de l'Atlantique : en 2018, 27,6 million de conteneurs l'ont traversé, contre 24,8 pour l'océan Indien et 8,1 pour l'Atlantique. Cette route est jalonnée de hubs qui redistribuent les marchandises vers des ports secondaires et leur arrière-pays.

Le réseau des échanges maritimes est complété par des lignes spécialisées. Les routes des hydrocarbures depuis le Moyen-Orient (45 % des exportations) et l'Afrique de l'Est traversent les océans Indien et Atlantique. Les routes du fer et du charbon partent depuis l'Amérique et l'Australie, les routes agricoles depuis l'Europe et l'Amérique.

Les canaux transocéaniques, points de passage incontournables, s'adaptent au gigantisme des navires. Le nouveau canal de Suez (2015) voit transiter jusqu'à 97 navires par jour (49 avant les travaux). En 2017, la Turquie a lancé le projet du canal d'Istanbul pour contourner le détroit du Bosphore aujourd'hui saturé par la circulation maritime (navires de marchandises, paquebots de croisière, ferries ...).

C Des espaces menacés par des flux croissants

L'explosion du trafic maritime conduit à des pollutions. Responsable de 3 % des gaz à effet de serre, la part du transport maritime pourrait passer à 17 % en 2050. Si le nombre de marées noires diminue (64 en 1990 à 6 en 2018), la quantité de pétrole déversé reste élevée (113 000 tonnes lors du naufrage du *Sanchi* en mer de Chine en 2018), en raison de la capacité des navires.

La compétition pour le transport de marchandises entraîne la recherche de nouvelles routes. La route polaire du nord-est permet un gain de distance entre l'Europe et l'Asie de 40 %, mais est encore incertaine (dangerosité et coût). Des ponts continentaux sont renforcés pour diminuer la dépendance au trafic maritime (nouvelles routes de la soie).

La concentration du trafic dans des goulets d'étranglement freine et fragilise le trafic. Les détroits et les canaux transocéaniques restent des lieux de vulnérabilité géopolitique. En 2019, l'Iran a menacé de fermer le détroit d'Ormuz, par où transite 35 % du pétrole exporté par voie maritime.

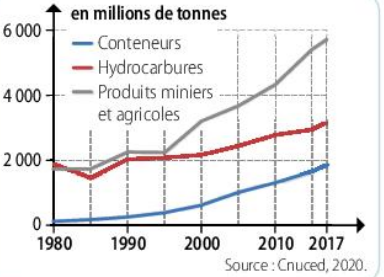
La maritimisation de l'économie et la mondialisation influent l'une sur l'autre.

Vocabulaire

- **Armateur :** personne ou entreprise qui possède une flotte de navires et qui s'occupe de son exploitation commerciale.
- **Hub :** point d'un réseau (aéroport, port) drainant passagers et marchandises pour les redistribuer à une échelle internationale.
- **Maritimisation :** processus d'accroissement des échanges par les voies maritimes depuis les années 1970 dans le contexte de la mondialisation.
- **Route circumterrestre :** route maritime faisant le tour de la terre en passant par les principaux foyers de l'économie mondiale.
- **Route polaire :** route maritime arctique en cours d'ouverture (passage du nord-est, passage du nord-ouest et route transpolaire).

REPÈRE A

La maritimisation des échanges



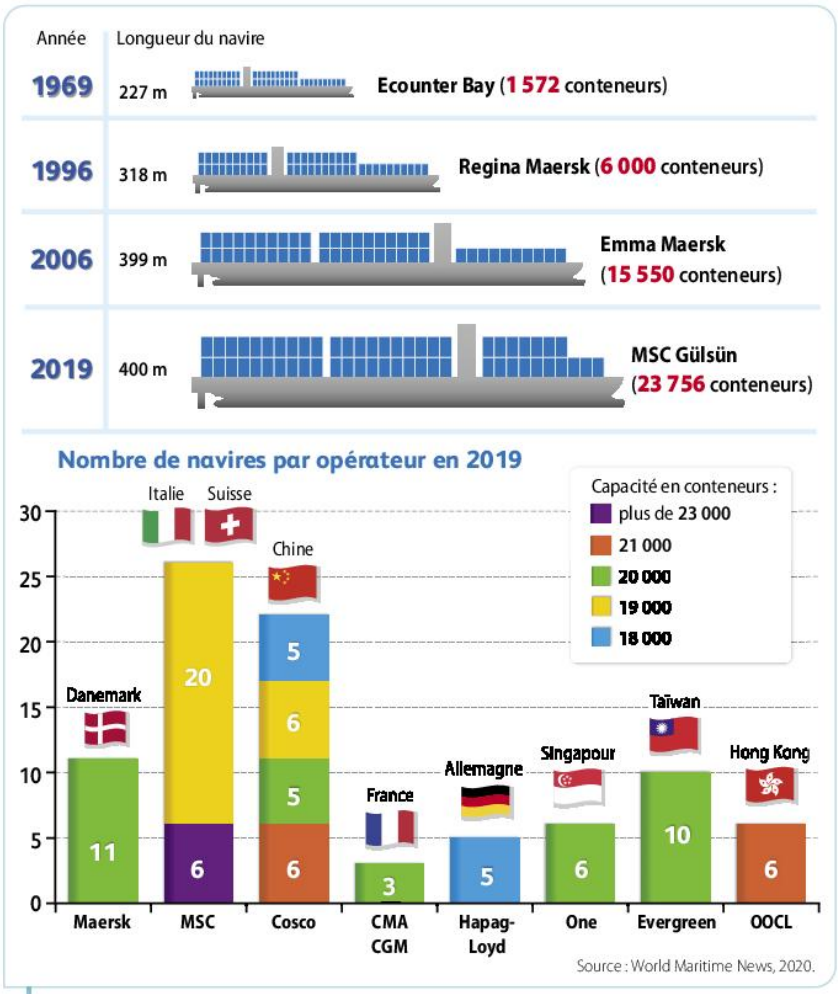
Source : Cnuced, 2020.

REPÈRE B

Classement des armateurs en 2019

Armateurs	Trafic annuel, en nombre de conteneurs (en % du total)
1er APM-Maersk (Danemark)	4 176 890 (18)
2e MSC (Suisse-Italie)	3 475 818 (15)
3e Cosco (Chine)	2 912 651 (12,6)
4e CMA CGM (France)	2 721 084 (11,7)
5e Hapag-Lloyd (Allemagne)	1 700 384 (7,3)

Source : Alphaliner, 2020.



Source : World Maritime News, 2020.

1 **L'évolution de la taille des navires**

2 **Le réseau de l'Internet maritime**

Les câbles sous-marins sont devenus l'infrastructure essentielle de notre monde. Si Internet est un phénomène mondial, si nous vivons dans un village planétaire, c'est parce qu'il existe des câbles sous l'océan. Pour fonctionner, Internet a en effet besoin d'infrastructures colossales, essentiellement de tuyaux de plastique et d'acier et de gros *data centers* qui font le lien avec les réseaux de communication terrestres. Car, contrairement aux idées reçues, les satellites ne représentent même pas 1 % des échanges de données. Très utiles pour atteindre des zones reculées par exemple, ils coûtent en revanche beaucoup plus cher que les câbles et sont moins rapides. Près de 99 % du trafic intercontinental est assuré par les lignes sous-marines. Aujourd'hui, la plupart des pays côtiers disposent d'au moins un câble sous-marin : l'Antarctique, la Corée du Nord, l'Erythrée ou encore l'île de Pâques font partie des rares zones du globe non connectées au reste du monde. En février 2019, cette immense toile comptait quelque 380 câbles en service, soit environ 1,2 million de kilomètres de « tuyaux » qui serpentent sous les mers. Une soixantaine d'autres sont en projet ou en cours de construction.

RFI, 2019.

Capacités & Méthodes

Utiliser les outils numériques

En vous aidant du document 2 et des trois rubriques du webdoc RFI (https://webdoc.rfi.fr), complétez le schéma ci-dessous afin de répondre au sujet : « Les océans, pivot d'Internet ». Ce schéma peut être le support d'une présentation orale de 5 minutes.

Les océans, pivot d'Internet

Les autoroutes du web : chiffres clés
– .....
– .....

Menaces sous les mers : vulnérabilités
– .....
– .....

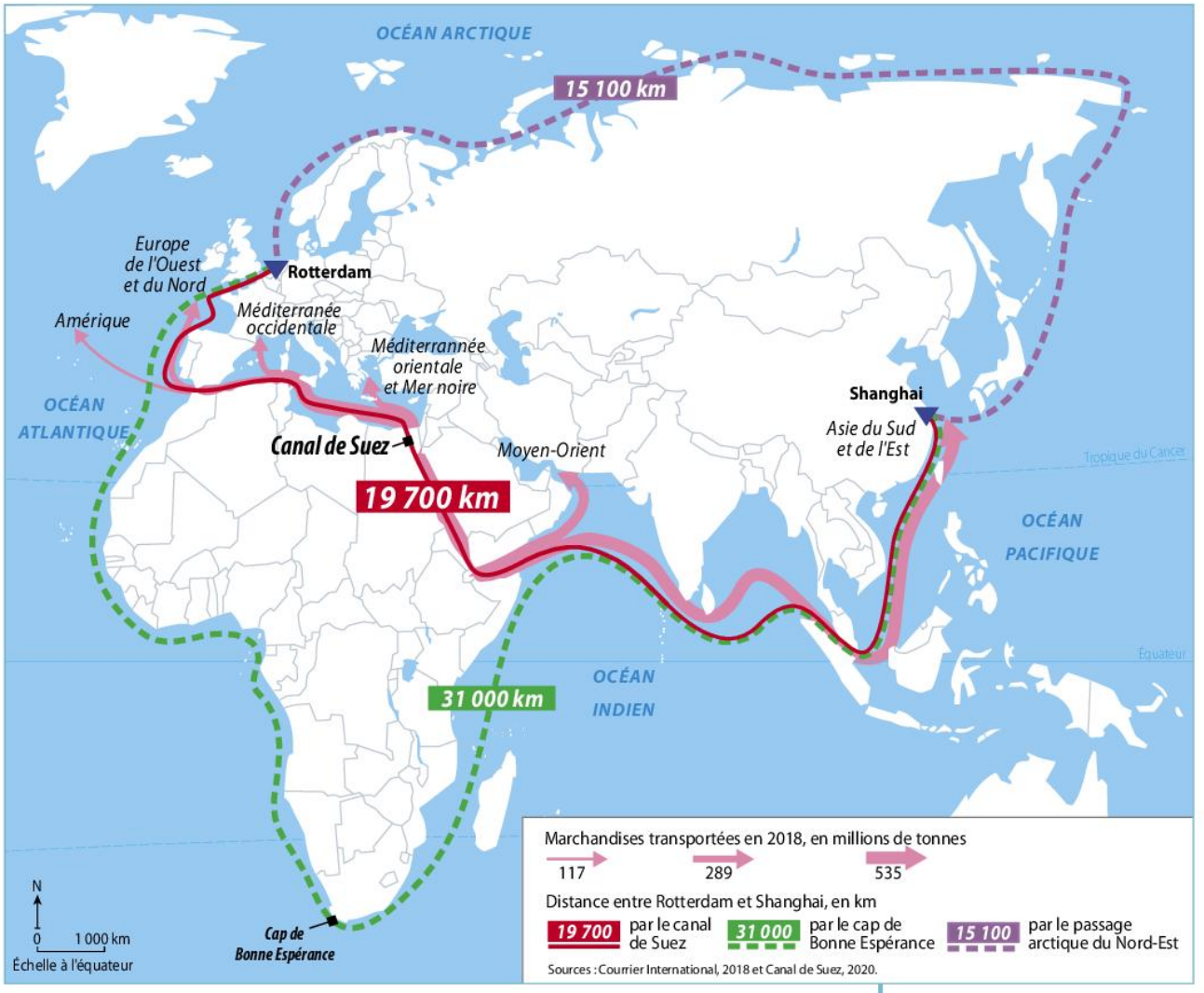
Puissances : les acteurs
– .....
– .....

Enjeux stratégiques
– .....
– .....

Exemple

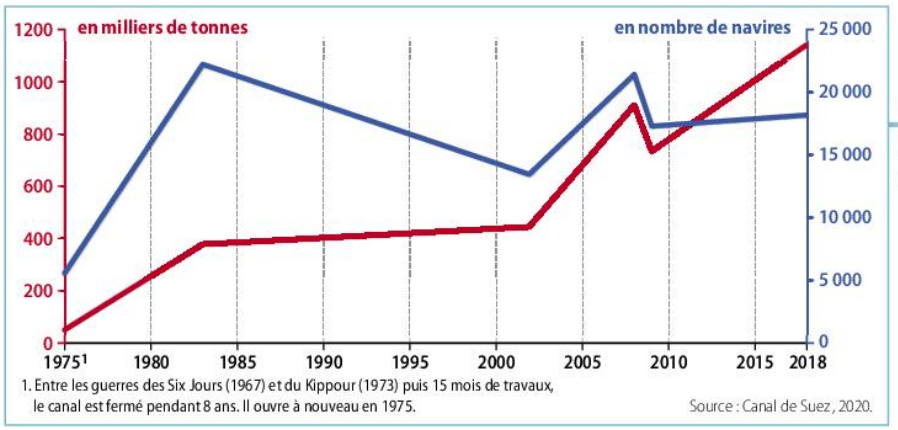
Pourquoi le canal de Suez est-il contraint de s'élargir ?

Le canal de Suez a longtemps déterminé la taille des navires. Mais depuis 30 ans, le rapport de force s'est inversé : il doit s'adapter au gigantisme du transport maritime.



1 Suez, un passage majeur de la route maritime entre l'Europe et l'Asie

2 La croissance du fret maritime



1. Entre les guerres des Six Jours (1967) et du Kippour (1973) puis 15 mois de travaux, le canal est fermé pendant 8 ans. Il ouvre à nouveau en 1975.

Source : Canal de Suez, 2020.

Vocabulaire

- **Zone franche :** zone qui présente des avantages fiscaux pour attirer les entreprises et développer l'activité économique.

3 Les travaux d'agrandissement (2014-2015)

4 Les enjeux du canal de Suez pour l'Égypte

L'œil du géographe Les redevances du canal de Suez constituent une rente pour l'Égypte. En 2014, avant les travaux du canal, celui-ci rapportait 4,7 milliards d'euros, soit 1,9 % du PIB et 31 % des recettes en devises du pays. Les tarifs de transit sont établis par l'Autorité du canal. Un navire de 18 000 conteneurs paie environ 730 000 euros chaque passage. Les travaux conduits sur le canal ont pour objectif d'augmenter le revenu qu'en tire le pays. En effet, la fluidification du trafic permise par la nouvelle voie laisse espérer une augmentation conséquente du passage des navires et des recettes correspondantes. Le gouvernement égyptien compte sur une croissance des revenus du nouveau canal à 11,7 milliards d'euros en 2023. Mais l'évolution du trafic constatée entre 2015 et 2017 ne confirme pas pour l'instant les espoirs placés dans la modernisation du canal.

Pourtant, depuis 2015, l'axe du canal de Suez est devenu une zone franche de 460 km², destinée à attirer toute entreprise. Les autorités égyptiennes attendent du nouveau canal qu'il stimule la transformation de la zone en un centre mondial logistique, industriel, et de services pour le commerce international. Pour l'instant, les Chinois ont pris une concession sur 7 km² qui s'inscrit dans leur « nouvelle route de la soie maritime », la Russie s'implante sur 5 km² à Port-Saïd, l'Espagne négocie 4 km², ce qui représente toutefois une part encore modeste de l'immense zone.

M.-C. Doceul et S. Tabarly, « Le canal de Suez, les nouvelles dimensions d'une voie de passage stratégique », *Géoconfluences*, 2018.

5 Un canal sous haute surveillance

L'insécurité accrue autour du canal de Suez (attentats dans le Sinaï, guerre civile au Yémen) et la piraterie dans la mer Rouge et l'océan Indien font courir des risques matériels et humains.

Utiliser une approche géographique pour construire une argumentation

Itinéraire guidé

Décrire

1. Identifiez les avantages du canal de Suez pour les transporteurs maritimes. (doc. 1 et 3)
2. Montrez que le trafic du canal est dépendant du climat économique mondial. (doc. 2)

Expliquer

3. Comment interpréter la reprise du trafic depuis 2009 ? (doc. 2, 3 et 4)
4. À qui profite le plus la modernisation du canal : l'Égypte ou les armateurs ? (doc. 4)
5. Pourquoi la zone du canal est-elle une zone sous tension ? (doc. 5)

Synthétiser

6. Rédigez un paragraphe d'une dizaine de lignes montrant les enjeux de l'adaptation du canal de Suez au gigantisme des navires.

Itinéraire en autonomie

Reproduisez et complétez le tableau ci-dessous à l'aide des informations données par les documents pour montrer que le canal de Suez est contraint au gigantisme.

Les atouts du canal (doc 1, 3 et 4)	.....
Les contraintes du canal (doc. 2 et 5)	.....

Des espaces maritimes hiérarchisés

Carte interactive

1 Une hiérarchie portuaire en évolution

Lire les cartes

Cartes 1 et 2

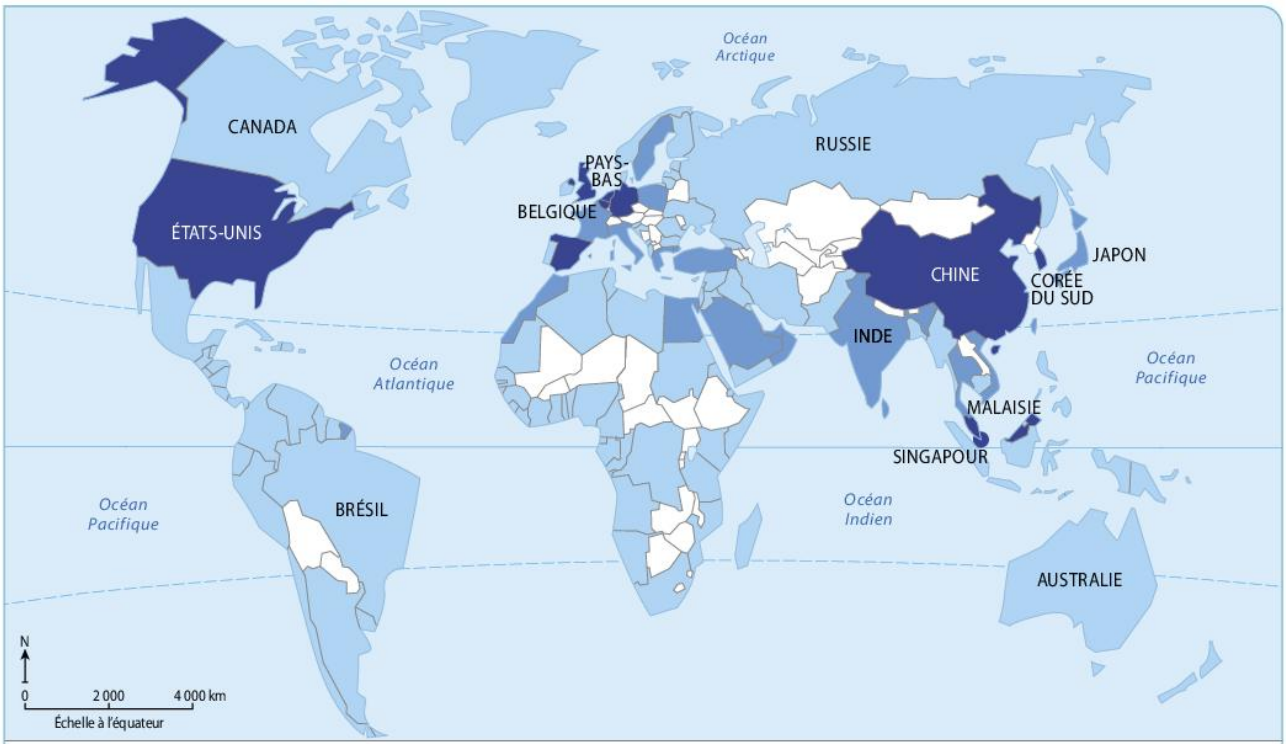
La hiérarchie des ports de conteneurs révèle l'importance des mers et océans pour le commerce mondial. En effet, les ports sont des éléments moteurs de l'économie mondiale. La mondialisation entraîne donc la concentration des activités maritimes sur certains littoraux.

Montrez que le début du XXIe siècle voit l'émergence de la façade asiatique. Quels territoires sont les plus intégrés à la mondialisation par la maritimisation ? Lesquels en sont exclus ?

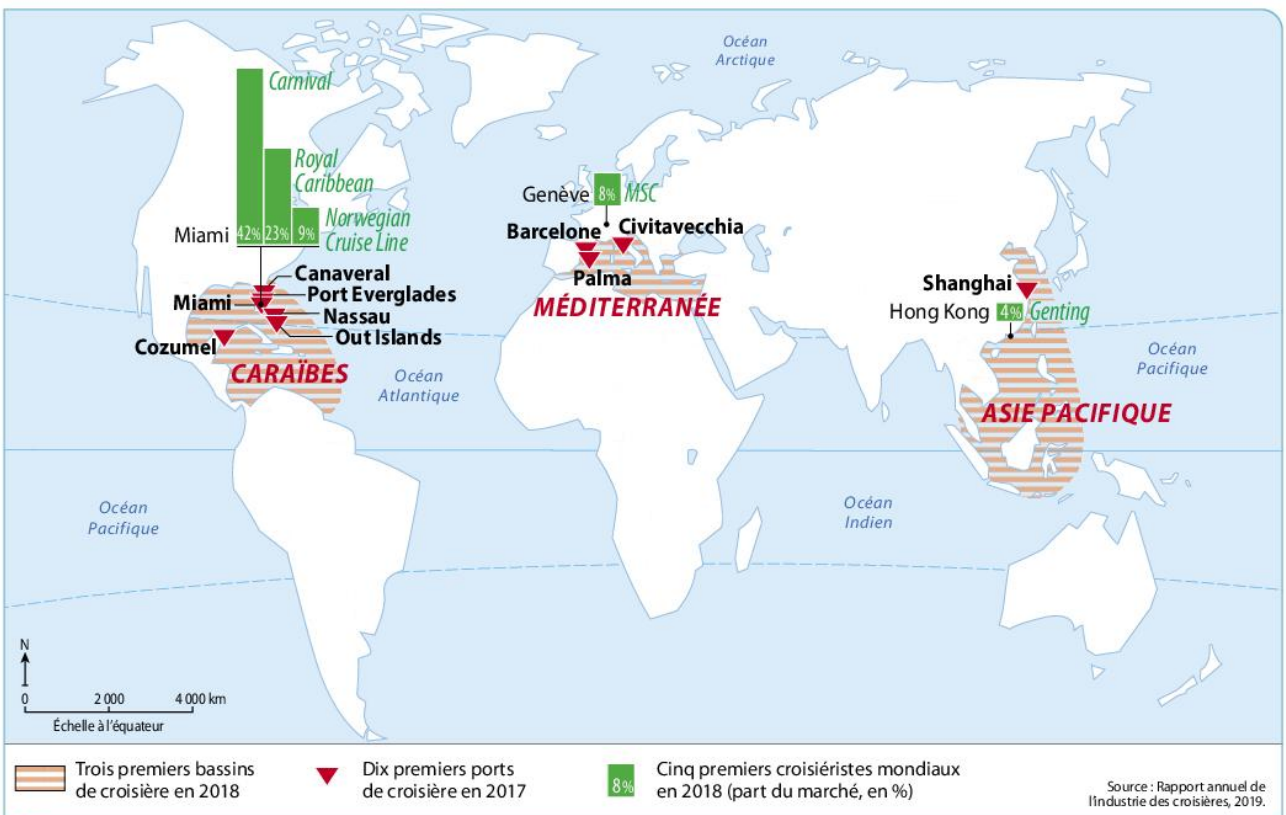
Carte 3

Si les paquebots transocéaniques ont aujourd'hui disparu face à la concurrence du transport aérien, le tourisme de croisière est en pleine expansion. Les navires sont lancés dans une course au gigantisme, offrant toujours plus d'espaces dédiés aux loisirs (doc. 1 p. 360). Tout comme pour les marchandises, les flux maritimes de touristes sont concentrés sur un petit nombre de territoires.

Quels sont ces territoires ? Comment expliquez-vous cette concentration ?



2 L'inégale connexion aux transports maritimes



3 Le tourisme de croisière

Cours 2

QCM interactif cours

Des espaces maritimes aménagés par la mondialisation

Comment la maritimisation de l'économie transforme-t-elle les territoires ?

A Des littoraux de plus en plus aménagés

Pour accompagner la maritimisation, les ports s'agrandissent. Inauguré en 2015, le terminal 100 % automatisé APM-Maersk à Rotterdam répond au gigantisme des porte-conteneurs et à l'exigence accrue de productivité. Depuis 2017, Yangshan (Shanghai) est le plus grand port automatisé du monde.

Pour continuer à capter les flux de la mondialisation, le rôle des ports se diversifie. Si la maritimisation a fait des ports des ZIP, ils deviennent aujourd'hui de plus en plus des pôles logistiques. Le port de Malte est à la fois une zone franche industrielle (usine Playmobil) et le hub régional de CMA CGM (doc. 1).

Ces adaptations consolident la compétition entre les trois grandes façades maritimes de l'Asie orientale, de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord-Est. Bien reliés à leur arrière-pays (les trois plus grands marchés de consommation au monde), les ports y sont souvent complémentaires par le *feedering* (Repère A).

B Une nouvelle hiérarchie portuaire

Les ports asiatiques dominent la maritimisation (Repère B). En 2019, 14 des 20 premiers ports mondiaux sont asiatiques (9 en 2000) dont 9 chinois (2 en 2000). Le port de Shanghai, 1er port mondial en 2019, traite 42 millions de conteneurs par an (5,6 en 2000).

Le déclassement des ports occidentaux est la conséquence de l'envolée des ports asiatiques. Los Angeles, 6e port mondial en 2000 est aujourd'hui à la 17e place, malgré une hausse de 48 % de son trafic. Ces ports se concurrencent pour accueillir le trafic en provenance d'Asie, notamment en se spécialisant : Baltimore dans le charbon et les voitures, Rouen dans les céréales.

Des littoraux portuaires sont à l'écart de la mondialisation. L'Afrique et l'Amérique du Sud ne possèdent pas de façade portuaire (faiblesse de leur arrière-pays), mais des ports sont en cours de modernisation (San Pedro en Côte d'Ivoire confiée à MSC, Chancay au Pérou à Cosco). Le *feedering* y hiérarchise les ports entre eux et renforce la place des plus grands hubs (Santos au Brésil).

C Des mers et océans inégalement intégrés dans la mondialisation

Les océans sont des marqueurs des étapes de la mondialisation. L'Atlantique (premier centre de la mondialisation) a cédé la place aux océans Pacifique et Indien, nouveaux cœurs des échanges mondiaux. Mais leur intégration est inégale et concentrée dans leur partie septentrionale (océan Indien) et asiatique (Pacifique).

Des méditerranées sont intégrées à la mondialisation. Ces espaces périphériques des océans y sont intégrés par des flux régionaux (*feedering* dans la Baltique, croisières dans les Caraïbes). Ils sont ainsi des couloirs de circulation intenses et contrôlés (mer de Chine).

Les autres territoires maritimes connaissent des dynamiques contrastées, entre marginalisation et affirmation (doc. 2). Les mers bordières sud-atlantiques et sud-pacifiques, à proximité de l'océan Austral, restent à l'écart de la maritimisation. En revanche, la mer Caspienne (riche en hydrocarbures) et l'océan Arctique (hydrocarbures et routes polaires), au cœur d'enjeux géopolitiques internationaux, sont en voie d'intégration dans la maritimisation.

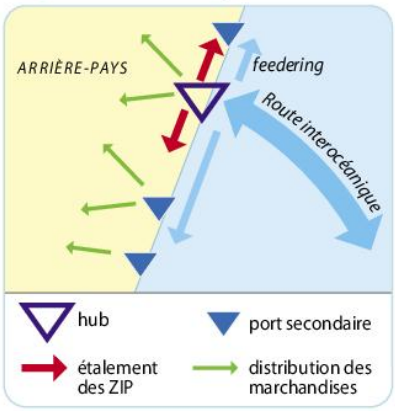
La maritimisation est un processus sélectif, à la fois intégrateur et marginalisant.

Vocabulaire

- ***Feedering*** : technique qui consiste à redistribuer des conteneurs entre des ports secondaires et le port principal (hub) où ils sont chargés et déchargés sur des navires transocéaniques.
- **Méditerranée** : espace maritime semi-fermé traversé par des flux intenses et variés et suscitant une volonté d'appropriation par une puissance riveraine : mer Méditerranée, mer de Chine, Caraïbes, mer Baltique…
- **Pôle logistique** : espace de stockage et de redistribution de marchandises favorisant l'implantation d'entreprises.

REPÈRE A

L'organisation d'une façade maritime



REPÈRE B

Les 5 premiers ports à conteneurs

Rang en 2018	Ports (pays)	Trafic en 2018, en millions de conteneurs
1	Shanghai (Chine)	42
2	Singapour (Singapour)	36
3	Ningbo-Zhoushan (Chine)	26
4	Shenzhen (Chine)	25
5	Guangzhou (Chine)	22

Source : Aapa, 2020.

1 **Le port Marsaxlokk de Malte, un hub méditerranéen**

(a) Porte-conteneur transocéanique
(b) Zone franche
(c) Portique à conteneurs
(d) Siège régional de l'armateur français CGM CMA
(e) Navire destiné au *feedering*
(f) Entrepôt d'hydrocarbures
(g) Pôle logistique

2 **L'Afrique : une faible intégration à la maritimisation**

Le commerce intercontinental de l'Afrique est lourdement tributaire des navires et des ports. Si le continent représente quelque 2,7 % du commerce mondial en valeur, il contribue bien davantage au commerce maritime mondial en volume, puisqu'il compte pour 7 % dans les exportations et 5 % dans les importations par voie maritime. Le commerce maritime africain est façonné par la forte concentration des échanges du continent et leur faible diversification. C'est ainsi qu'en 2017, 40 % des marchandises exportées par mer étaient constituées de pétrole brut, alors que plus des deux tiers des importations étaient composées de marchandises conteneurisées.

Les ports africains représentent 4 % du volume du trafic mondial portuaire de marchandises conteneurisées. Le transport maritime et les ports africains ne sont pas toujours conformes aux tendances et aux normes mondiales. Hormis quatre terminaux à conteneurs situés au Maroc, en Égypte et en Afrique du Sud, aucun port africain ne figure sur la liste des 100 premiers ports à conteneurs du monde. Les ports à conteneurs et les réseaux de transport de l'arrière-pays doivent moderniser leurs infrastructures et augmenter leur productivité ; la productivité moyenne est d'environ 20 mouvements par grue et par heure en Afrique de l'Ouest, 25 à 30 en Afrique du Sud, et 35 à 40 en Asie.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, octobre 2018.

Capacités & Méthodes

Construire une argumentation géographique

1. À partir des documents 1 et 2, expliquez la différence entre un port, un hub portuaire et une façade maritime.
2. En vous appuyant sur les doc. 1 et 2, cherchez trois arguments pour valider l'affirmation suivante : « Les ports d'une même façade maritime sont complémentaires et hiérarchisés ».

Exemple

L'océan Arctique, un espace maritime intégré dans le commerce mondial ?

SECTION EUROPÉENNE
Documents disponibles en anglais sur le site collection lycee.hachette-education.com/hg/11e

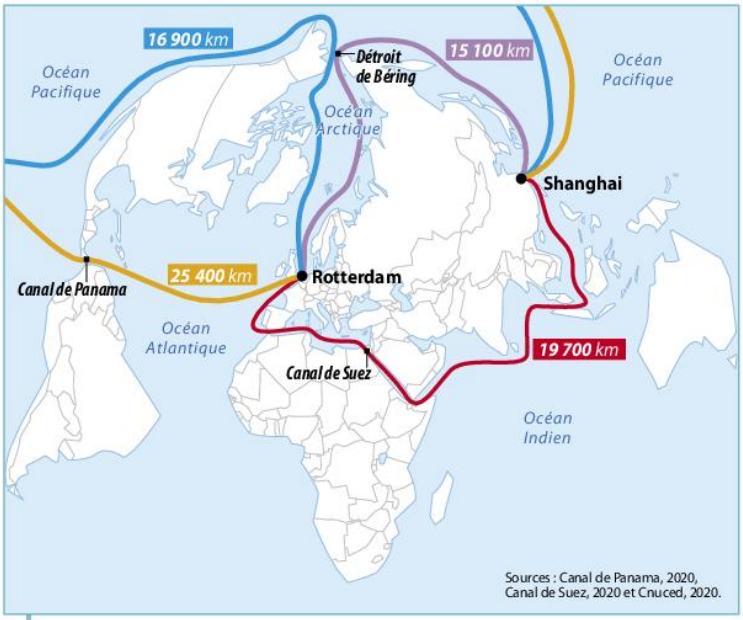
Dans le contexte du réchauffement climatique, les routes polaires fortement médiatisées apparaissent comme une nouvelle opportunité commerciale. Pourtant, elles demeurent risquées et peu fréquentées.

1 **Un environnement maritime risqué**
En 2017, un porte-conteneurs est endommagé au sud du Groenland, en raison du fort nombre d'icebergs détachés de la banquise par le réchauffement climatique.

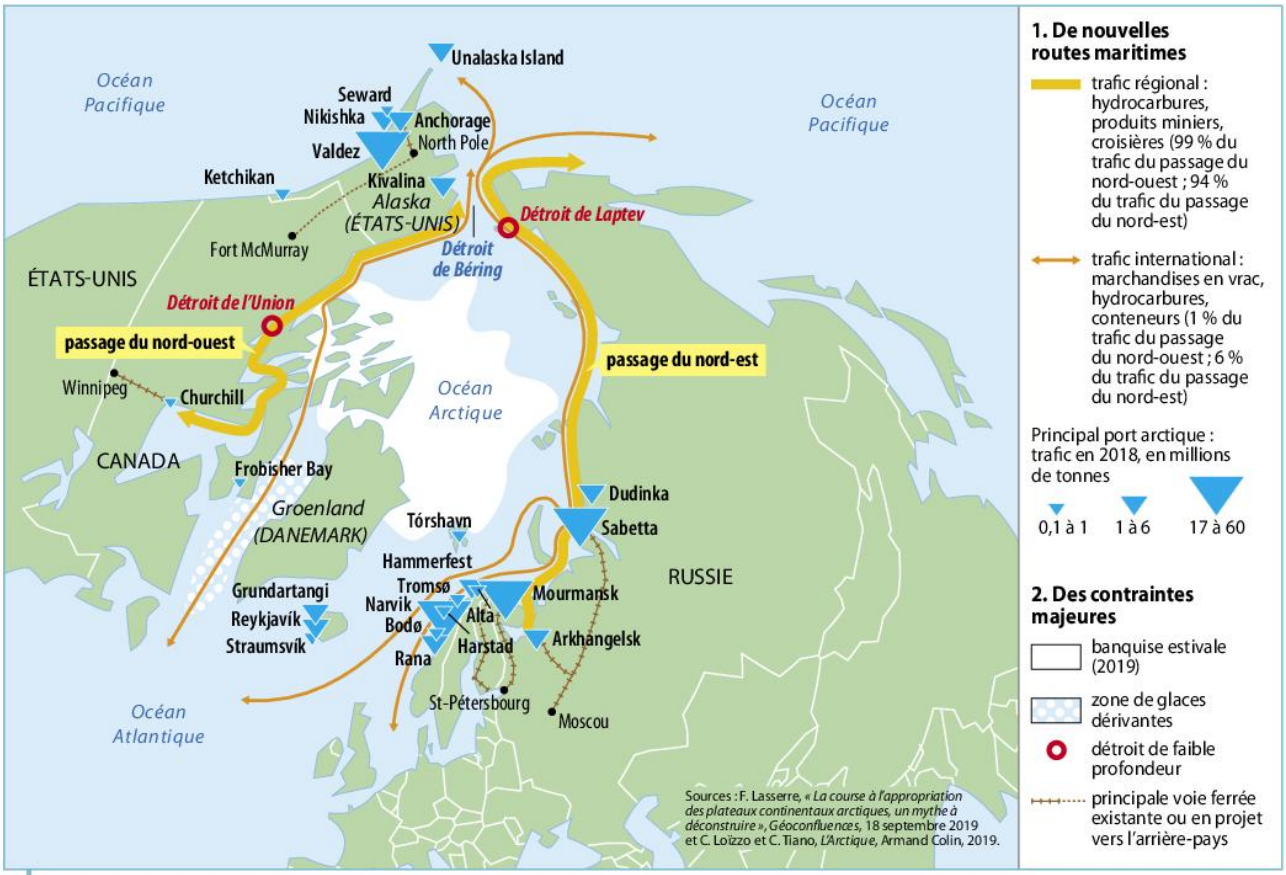
2 **La faiblesse du trafic international**

L'œil du géographe Si l'activité maritime est en croissance (relative, car les trafics, surtout dans l'Arctique canadien, demeurent modestes), cette activité est essentiellement alimentée par du trafic dit de destination : les navires viennent dans l'Arctique pour y effectuer leur activité économique (pêche, croisière, desserte des communautés locales, desserte des sites miniers ou pétroliers et gaziers), puis repartent. Ce trafic s'oppose au trafic dit de transit, dans lequel les navires ne font que passer en profitant de routes plus courtes entre Atlantique et Asie. Or ce trafic ne se développe guère (en 2018, 27 traversées par le passage nord-est et 5 par le passage du nord-ouest). Les routes polaires demeureront longtemps potentiellement trop risquées et trop complexes pour la plupart des armateurs.

F. Lasserre, « La course à l'appropriation des plateaux continentaux arctiques, un mythe à déconstruire », *Géoconfluences*, 18 septembre 2019.



3 **De nouvelles routes maritimes mondiales potentielles**



4 L'océan arctique au service du transport des ressources

5 Des États inégalement impliqués dans la mise en valeur des routes arctiques

La Russie renforce ses capacités civiles et militaires dans le Nord depuis une dizaine d'années. On dénombre quatre nouvelles équipes de combat de la brigade arctique, 14 nouveaux aérodromes opérationnels, 16 ports en eau profonde et 40 brise-glace, ainsi que 11 autres en construction. Les infrastructures commerciales ont également augmenté. Un vaste nouveau champ gazier a été ouvert dans la péninsule de Yamal.

Le Canada ne semble pas pouvoir se mesurer à cela. Une route a été achevée sur la côte arctique dans les Territoires du Nord-Ouest, et des travaux sont en cours dans le port d'Iqaluit, au Nunavut. Le premier navire de patrouille arctique est entré en fonction, la surveillance par satellite a été améliorée et un poste de ravitaillement en carburant a été construit sur l'île de Baffin. Mais la plupart des ambitions en infrastructures ne sont pas réalisées dans le Nord. Il n'existe aucune route praticable en toute saison dans le centre-nord des Territoires du Nord-Ouest, riches en minéraux. Les besoins modernes, tels que l'Internet à haut débit, ne sont toujours pas accessibles dans la plupart des régions du Nord. Et la construction d'un nouveau brise-glace a été retardée.

Radio Canada, 11 février 2019.

Identifier les contraintes et les ressources d'une situation géographique

Itinéraire guidé

Expliquer

1. Quels sont les atouts des routes polaires à l'échelle planétaire ? (doc. 3 et 1 p. 366. Quelles en sont les contraintes ? (doc. 1 et 2)
2. En comparant les littoraux russe et canadien, montrez que les littoraux arctiques profitent inégalement de l'ouverture des routes polaires. Pourquoi ? (doc. 4 et 5)
3. Montrez que la route du passage du nord-est est davantage une route régionale qu'internationale. (doc. 4)

Synthétiser

Rédigez une synthèse d'une dizaine de lignes montrant que les ressources et les contraintes des routes polaires en font davantage des routes régionales qu'internationales.

Itinéraire en autonomie

Un armateur doit choisir l'itinéraire pour acheminer des marchandises de Shanghai à Rotterdam : par une route polaire ou par le canal de Suez ?

Rédigez, en binôme, un argumentaire permettant de faire un choix raisonné distinguant le potentiel (doc. 2, 4 et 5). et la réalité des routes polaires (doc. 1, 2 et 5).

Pour vous guider

Utilisez aussi les documents p. 366-367.

L'essentiel audio-vidéo | Organigramme version interactive

L'essentiel

Comment les mers et océans organisent-ils la mondialisation ?

Une économie mondiale de plus en plus maritime

- Des échanges maritimes au cœur de la mondialisation
- Des réseaux maritimes qui structurent la mondialisation
- Des défis nés de la mondialisation

Des espaces maritimes aménagés par la mondialisation

- Des littoraux transformés
- Des hiérarchies portuaires nouvelles
- Des mers et océans inégalement intégrés dans la mondialisation

Cours 1

La **maritimisation** se traduit par la domination du transport maritime dans le commerce mondial (90 % des exportations). Ces échanges en forte croissance (25 % entre 2007 et 2017) s'accompagnent d'une **course au gigantisme** des navires.

Les flux maritimes dessinent une géographie de **routes spécialisées** (conteneurs, hydrocarbures) dont l'Asie-Pacifique est le pivot.

Mais l'intensité et la polarisation des flux posent des défis à surmonter : pollutions, recherche de **nouvelles routes** (en Arctique).

Cours 2

La maritimisation transforme les littoraux portuaires. Les **ports** s'agrandissent et se modernisent (Shanghai) afin de capter davantage de trafic et de mieux desservir leur **arrière-pays**.

Cela participe à une compétition entre les **façades maritimes** et bouleverse la **hiérarchie portuaire**, dominée par les ports asiatiques.

Ainsi, les **océans Pacifique et Indien** sont les nouveaux cœurs de la mondialisation, et des **méditerranées** (mer de Chine) y sont fortement intégrées. Mais cette intégration est inégale (Pacifique Sud).

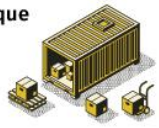
Chiffres clés

Les trois États les plus insérés au trafic maritime

1er CHINE → 2e Singapour → 3e Corée du Sud

26,5 millions de conteneurs ont traversé l'**océan Pacifique** en 2019

contre 15 millions dans la **Manche** et 8 millions en **Méditerranée**



Pour aller plus loin

Un documentaire

« *Qui contrôle la mer ?* » (2015), documentaire sur les acteurs du transport maritime édité par l'ECSA (European Community Shipowners' Associations) qui propose aussi des vidéos en anglais.

https://www.youtube.com

Un documentaire

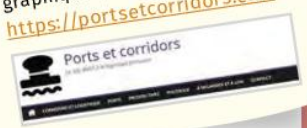
La Croisière des glaces : 200 passagers participent à une croisière en direction du Spitzberg, île à 1000 km du pôle Nord.

https://www.youtube.com

Un site Internet

Ports et Corridors est un site très riche sur la logistique portuaire et son actualité : articles, vidéos, graphiques, cartes, etc.

https://portsetcorridors.com



Un site Internet

Le site de cette jeune fondation (2015) permet d'approfondir le sujet de la maritimisation avec son baromètre de la maritimisation du monde et d'établir des liens d'approfondissement avec le programme de spécialité HGGSP (thème 1 – De nouveaux espaces de conquête).

http://www.fondationdelamer.org

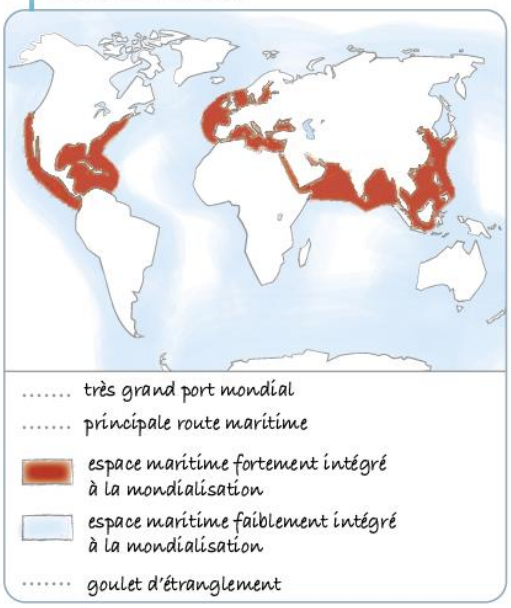
EXERCICES

Localiser

Croquis PDF à télécharger

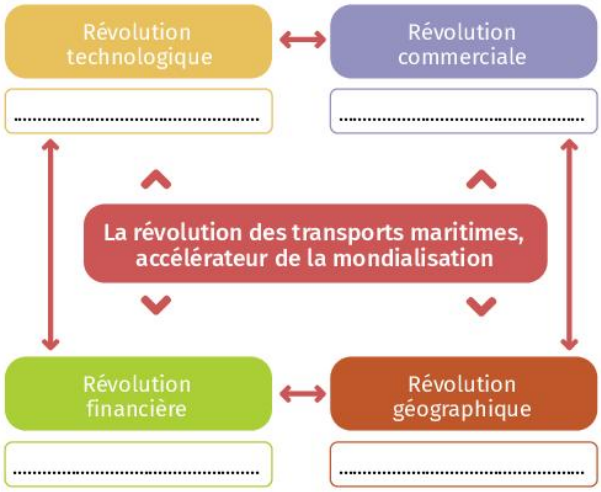
en complétant le croquis suivant

La maritimisation



Expliquer

la révolution des transports maritimes



Analyser

une série statistique

En analysant les données statistiques, montrez que les canaux transocéaniques jouent un rôle important mais inégal dans la maritimisation de l'économie mondiale. Expliquez l'évolution de leur trafic de marchandises.

Années	Nombres de navires		Marchandises transportées, en millions de tonnes (en % du trafic mondial)	
	Suez	Panama	Suez	Panama
2018	18 174	13 795	1 139 (9,7)	441 (3,8)
2010	17 993	14 230	846 (10,1)	300 (3,6)

Sources : Canal de Panama, 2020, Canal de Suez, 2020 et Cnuced, 2020.

Argumenter

à l'aide d'exemples précis

- La mer de Chine méridionale est l'une des plus convoitées au monde, car ...
- La maritimisation se caractérise par des flux variés, comme ...
- La maritimisation hiérarchise les littoraux portuaires. En effet, ...
- La maritimisation hiérarchise les mers et océans. Ainsi, ...

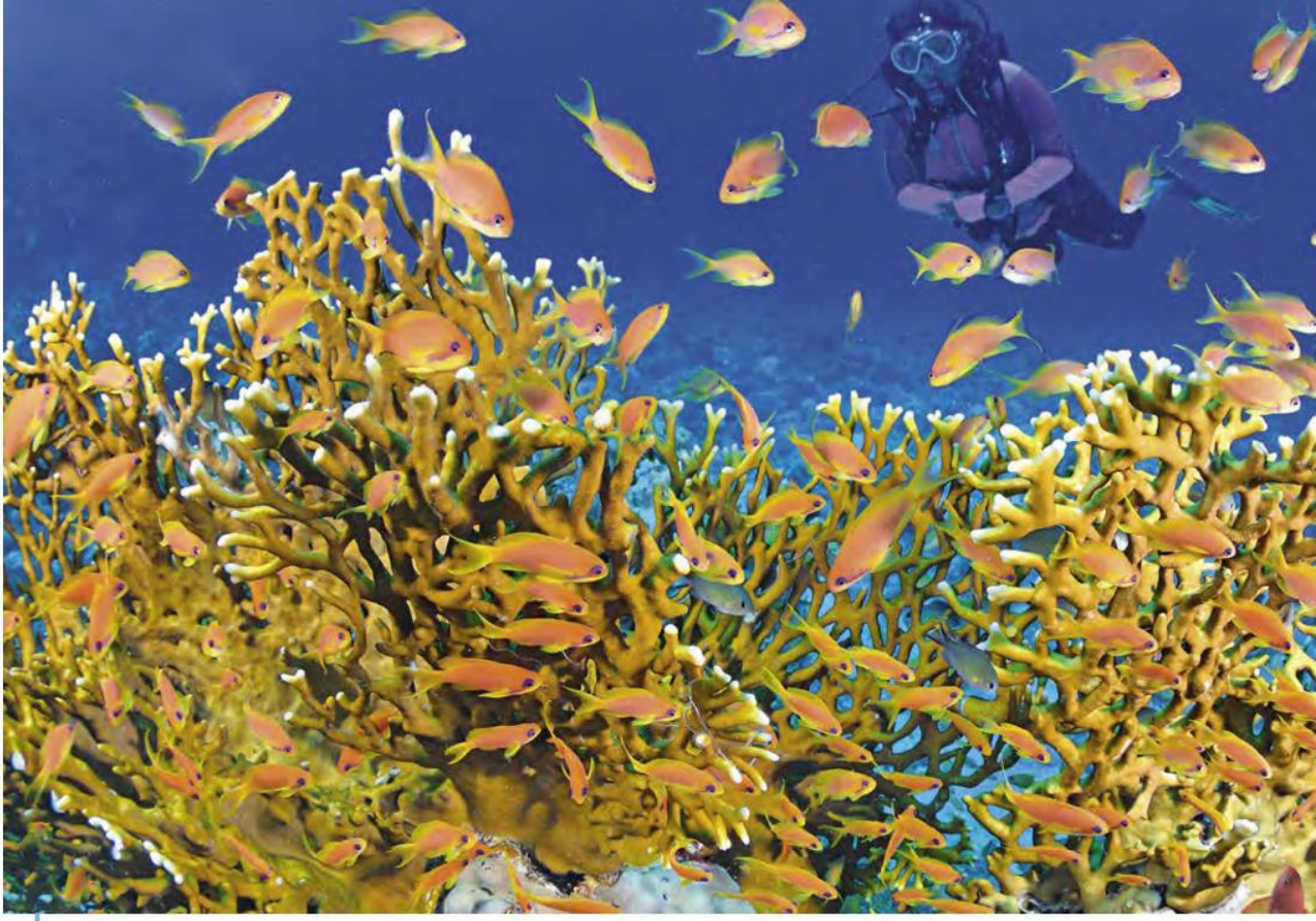
Travailler autrement

Réaliser un compte-rendu de reportage pour expliquer la compétition entre le port de Montréal et celui de New York

1. Choisissez un logiciel de prise de notes sur vidéo (VideoAnt, MoocNote...). Cela vous permet de diviser votre écran en deux : à gauche la vidéo, à droite votre espace de prise de note.
2. Visionnez la vidéo une première fois sans rien écrire pour vous concentrer sur l'image et le son.
3. Visionnez une deuxième fois la vidéo avec le logiciel choisi et prenez des notes.

La stratégie du port de Montréal

Source : Port Montréal, 30 octobre 2018.



1 La plongée sous-marine, une activité de loisirs très pratiquée en mer Rouge

Activités numériques

À partir du site de cartographie interactive des ZEE, http://donutholes.ch, localisez la ZEE indonésienne et parcourez-la pour répondre aux questions suivantes.

a. Définissez les ZEE et précisez leurs atouts pour les États riverains.

b. Expliquez pourquoi la ZEE indonésienne occupe une position stratégique dans la mondialisation.

c. Repérez des zones potentielles de rivalités dans la délimitation de la ZEE de l'Indonésie. Justifiez vos choix.

2 La destruction par les autorités indonésiennes de chalutiers étrangers pêchant sans autorisation

QUESTION

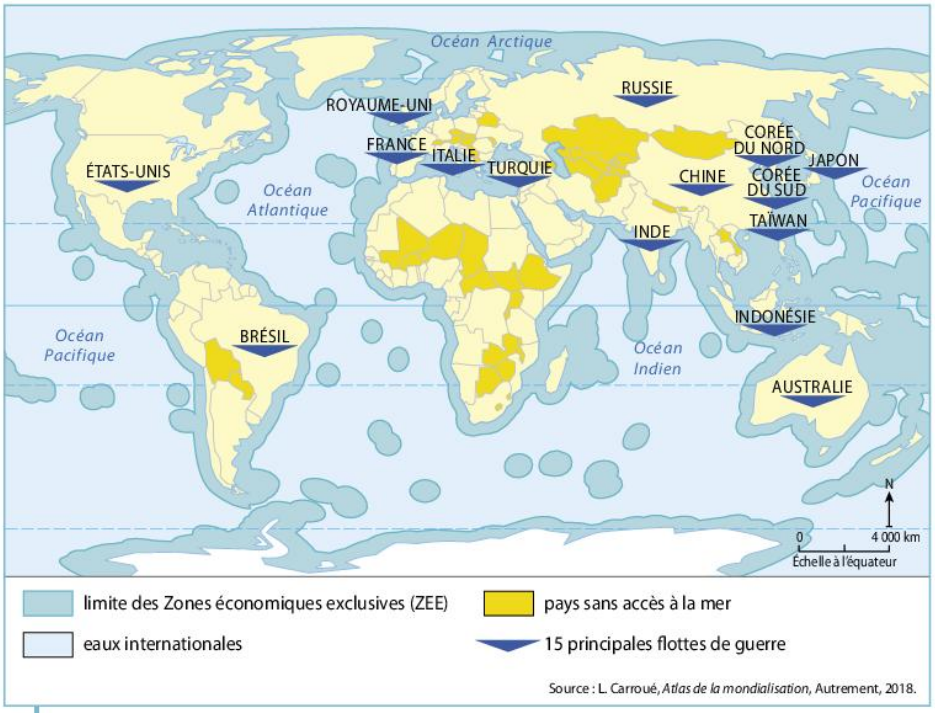
2

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

Mers et océans, entre appropriation, protection et liberté de circulation

Pourquoi l'appropriation des mers et des océans par les États soulève-t-elle de nouveaux enjeux ?



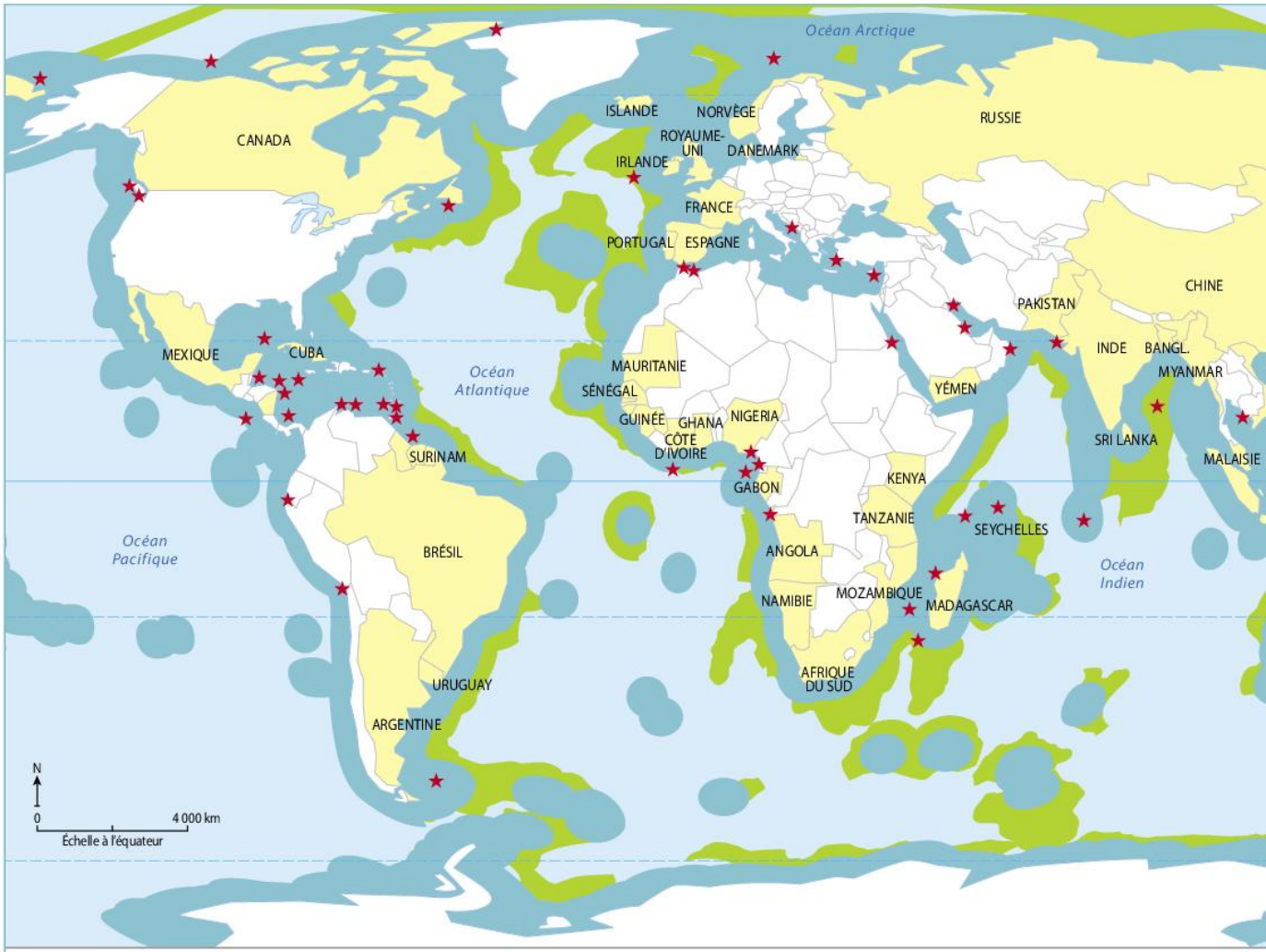
Source : L. Carroué, *Atlas de la mondialisation*, Autrement, 2018.

3 Une inégale appropriation des mers et des océans

1. Comment les mers et océans sont-ils valorisés par les sociétés ? (doc. 1) Cherchez d'autres exemples de valorisation.
2. Comment l'Indonésie exprime-t-elle sa souveraineté dans ses eaux territoriales ? Formulez des hypothèses pour expliquer cette action. (doc. 2 et 3)
3. Montrez que l'accès aux mers et océans pour les États est un atout mais peut induire des tensions géopolitiques. (doc. 1, 2 et 3)

Carte interactive

Les mers et océans : des espaces appropriés par les États



1. Une délimitation juridique des espaces maritimes

- ZEE des États littoraux
- haute mer

2. Des tensions qui persistent

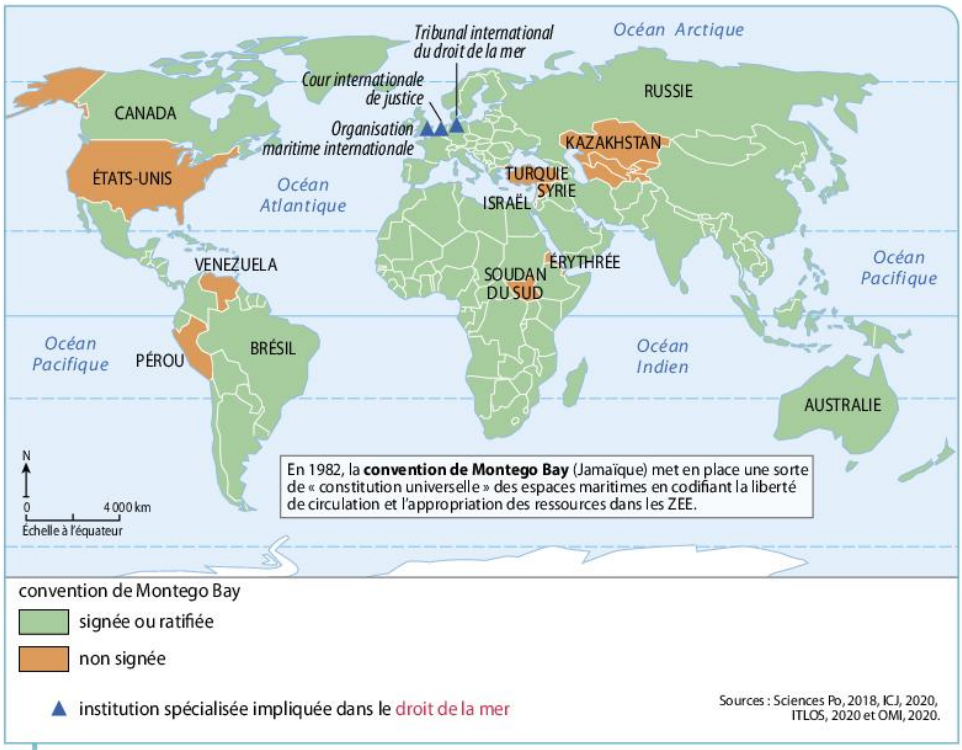
- État ayant demandé une extension de sa ZEE
- espace maritime concerné par des demandes d'extension de la ZEE
- ★ tension pour la délimitation des ZEE

Sources : L. Carroué, *Atlas de la mondialisation*, 2018 et ONU, 2020.

1 Une volonté accélérée d'appropriation des mers et des océans par les États qui s'accélère

Vocabulaire

- **Appropriation :** action, pour un acteur, de s'emparer ou de contrôler un territoire de manière concrète ou symbolique.
- **Droit de la mer :** ensemble des règles internationales relatives à l'utilisation des espaces maritimes. Il résulte en grande partie de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, signée à Montego Bay (Jamaïque) en 1982 (création de ZEE, libre circulation des détroits, haute mer ouverte à tous les États).
- **Haute mer :** espace maritime situé au-delà de la ZEE, ouvert à tous les États, côtiers ou sans littoral, qui ont la liberté de navigation, de pêche, de survol et de pose de câbles et pipelines sous-marins.
- **ZEE (zone économique exclusive) :** espace marin large de 200 milles nautiques (370 km) dans lequel l'État côtier dispose de droits exclusifs sur l'exploration et l'exploitation des ressources.



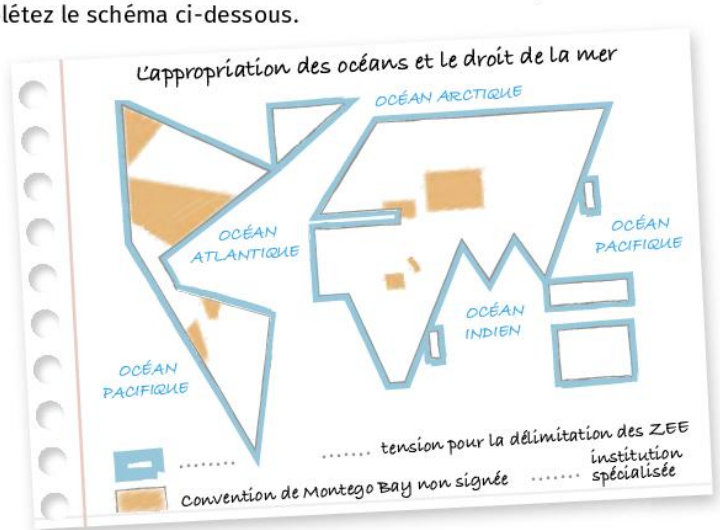
2 **Un droit de la mer étendu à l'échelle planétaire**

Des planisphères ...

1. Localisez les États signataires de la convention de Montego Bay. Formulez des hypothèses pour expliquer le refus de certains États. (doc. 2)
2. Comment le droit de la mer établi à Montego Bay limite-t-il l'appropriation des mers et des océans par les États ? (doc. 1 et 2)
3. Montrez qu'il n'empêche cependant pas les tensions entre les États. (doc. 1 et 2)

...au schéma

À partir des informations relevées dans les documents, complétez le schéma ci-dessous.



Cours 1

QCM interactif cours

Mers et océans : des espaces réglementés dans la mondialisation

Comment le droit de la mer réglemente-t-il la circulation et l'utilisation des mers et des océans ?

A Le droit de la mer, un outil de réglementation de la libre circulation

Les mers et océans sont des espaces de libre circulation. Dès l'Antiquité, le droit romain défend cette liberté. Toutefois, à partir du XVII[e] siècle, les tensions augmentent entre les juristes favorables à la liberté de navigation et ceux qui défendent l'appropriation étatique des espaces maritimes.

Cette liberté de circulation est garantie par le droit de la mer mais se heurte à la volonté d'appropriation des États. Certains en font un outil de puissance comme les États-Unis et la France dont les frégates traversent les ZEE des autres États, ce qui est vu comme une provocation par la Chine par exemple (doc. 2).

La libre circulation est primordiale dans certains passages maritimes. Les détroits situés sur des routes maritimes mondiales (Malacca, Gibraltar) sont surveillés le plus souvent dans le cadre d'une coopération des États riverains et des puissances. Le détroit d'Ormuz, par lequel transitent 80 % du pétrole à destination de l'Asie, est cependant le théâtre de rivalités très vives.

B Le droit de la mer, un outil d'appropriation des mers et des océans par les États

Depuis la convention des Nations unies de Montego Bay (1982), le droit de la mer établit des limites d'exploitation pour chaque État. Les ZEE symbolisent l'appropriation des mers et océans par les États (doc. 1). Bien que non signataire de la convention, les États-Unis disposent de la plus vaste au monde avec 12,2 millions de km² (Repère A).

L'extension des ZEE est possible sous conditions. Les États côtiers ont la possibilité d'étendre leur ZEE s'ils peuvent démontrer scientifiquement que leur plateau continental se prolonge sur le fond des océans. En 2015, la France a ainsi agrandi de 579 000 km² son emprise sur de nouveaux fonds sous-marins (Antilles, Nouvelle-Calédonie).

La haute mer échappe à l'appropriation des États. Mais elle est à tort décrite comme une zone de non-droit. La pêche d'espèces protégées comme les baleines y est interdite et un navire ne peut s'y aventurer sans être immatriculé : il doit donc appliquer les lois de l'État dans lequel il est enregistré. Cet espace maritime international est encore peu connu puisque seulement 20 % des fonds marins dans le monde sont cartographiés (Repère B).

C Des activités maritimes qui échappent au droit de la mer

La piraterie symbolise la maritimisation des menaces. En 2018, 201 attaques de pirates en mer ont été recensées (180 en 2017) surtout dans la mer des Caraïbes, au large de l'Afrique et de l'Indonésie. Dans le golfe de Guinée, les attaques augmentent contre les navires transportant des produits pétroliers.

L'essentiel des flux illicites emprunte la voie maritime : drogues, armes ou migrants. Ainsi, la cocaïne d'Amérique latine voyage de plus en plus par la mer via les Caraïbes et l'Afrique de l'Ouest. Les passeurs de migrants en Méditerranée empruntent les routes maritimes les moins surveillées, notamment depuis la Libye.

La lutte contre les activités illicites en mer s'intensifie. Les marines sont mobilisées pour lutter contre les trafics. En novembre 2019, un sous-marin rempli de drogue et provenant d'Amérique du Sud a été intercepté en Espagne, suite à une enquête internationale.

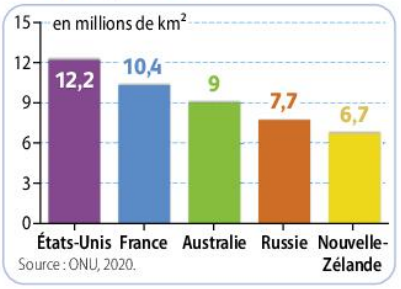
Le droit de la mer a accéléré l'appropriation des mers et des océans par la création de ZEE mais, dans le même temps, il défend la liberté de circulation.

Vocabulaire

- **Haute mer :** espace maritime situé au-delà de la ZEE, ouvert à tous les États, côtiers ou sans littoral, qui ont la liberté de navigation, de pêche, de survol et de pose de câbles et pipelines sous-marins.
- **ZEE (zone économique exclusive) :** espace marin large de 200 milles nautiques (370 km) dans lequel l'État côtier dispose de droits exclusifs sur l'exploration et l'exploitation des ressources.

REPÈRE A

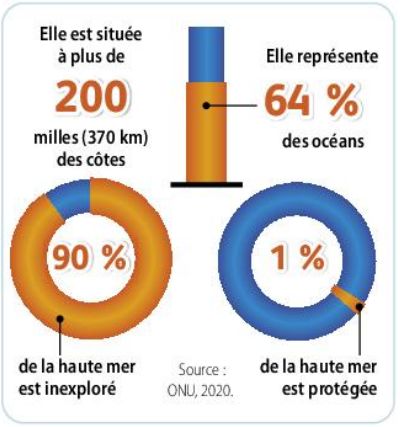
Les 5 plus grandes ZEE



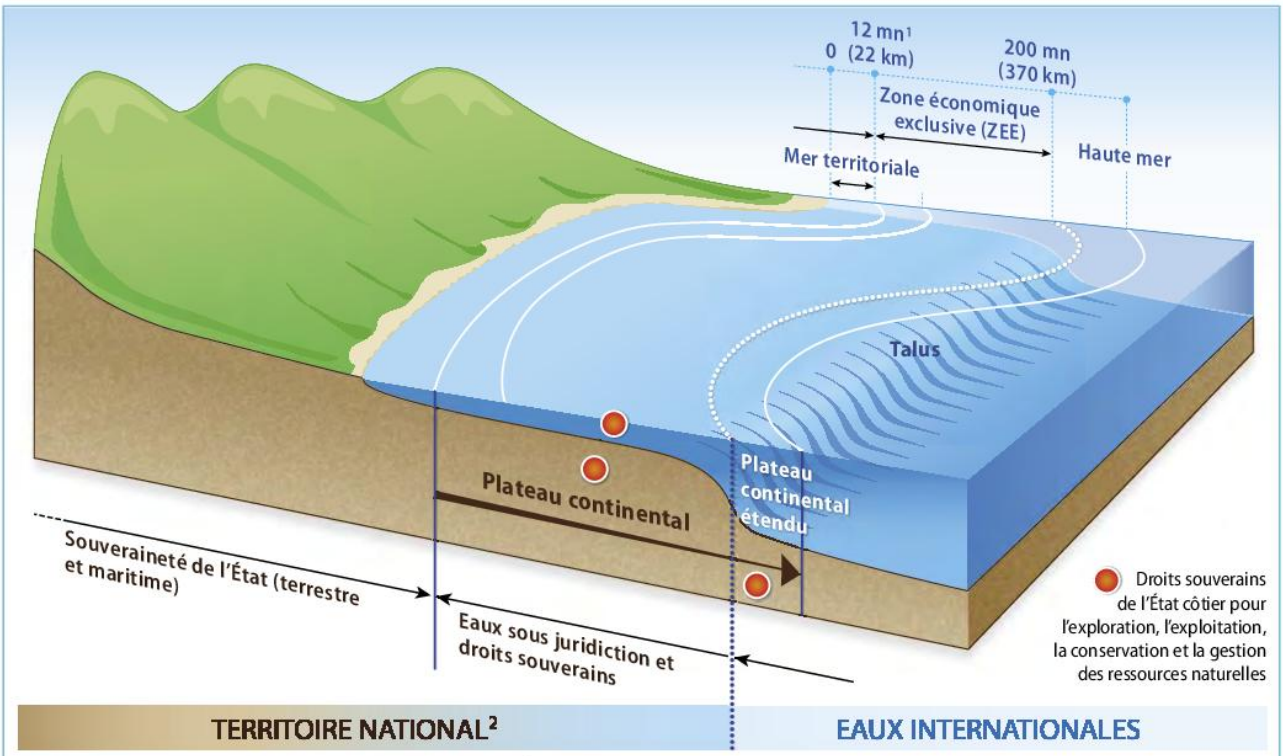
Source : ONU, 2020.

REPÈRE B

La haute mer



Source : ONU, 2020.



1. 1 mille nautique (mn) = 1 852 mètres 2. Dans cet espace maritime, l'État côtier doit autoriser le passage « inoffensif » des navires de guerre et marchands en transit, à condition que ceux-ci ne lui fassent pas de tort.

Source : Sciences Po, 2020.

1 La délimitation juridique des espaces maritimes

2 Les tensions entre les États-Unis et la Chine autour de la libre circulation dans le détroit de Taiwan

La marine américaine conduit régulièrement des opérations dites de « liberté de navigation » dans le détroit séparant la Chine continentale de Taiwan alors que la Chine considère Taiwan comme une partie de son territoire.

Capacités & Méthodes

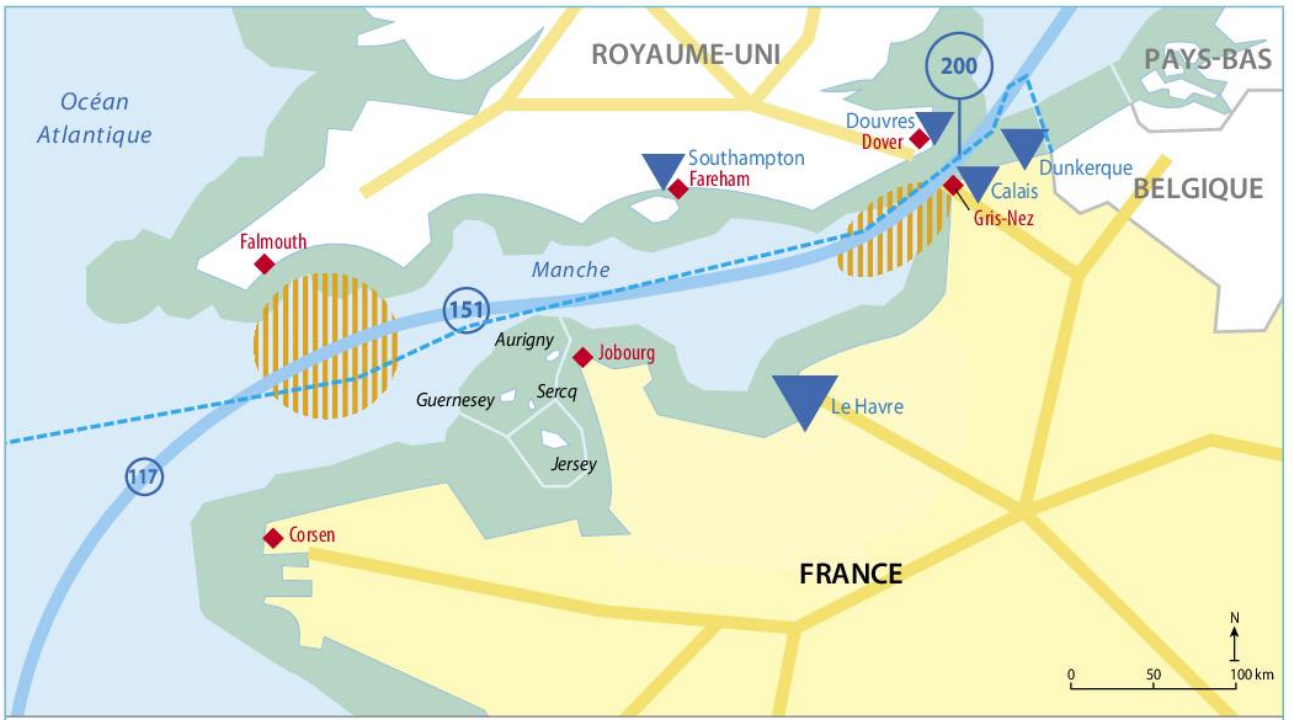
Savoir lire, comprendre et critiquer une caricature

1. Quel principe du droit de la mer les États-Unis souhaitent-ils faire respecter dans le détroit de Taiwan ? Émettez des hypothèses pour expliquer le mécontentement chinois. (doc. 2)
2. D'après le document 1 montrez que, juridiquement, la Chine ne peut pas empêcher ces passages de navires.

Exemple

Comment assurer la circulation dans la Manche, un des couloirs maritimes les plus fréquentés au monde ?

La Manche est l'un des plus importants couloirs de circulation maritime au monde, qui se caractérise par des conditions de mer particulièrement difficiles. Depuis les années 1970, cet espace maritime a été très réglementé pour assurer la libre circulation et la sécurité des navires, mais des traversées irrégulières se multiplient.



1. Un couloir maritime partagé et surveillé à l'échelle régionale

- limite des eaux territoriales
- limite de ZEE
- centre opérationnel de surveillance et de sauvetage (coopération France/Royaume-Uni)

2. Un couloir maritime fortement emprunté à l'échelle mondiale

- flux de navires de plus de 300 tonnes
- 151 : nombre moyen de navires déclarés par jour
- port : trafic annuel de marchandises, en millions de tonnes (35 ; 70)
- zone dangereuse (trafic élevé avec risque d'accident majeur)

Sources : Agence maritime et des garde-côtes, 2020, *Atlas transmanche*, 2020 et SHOM, 2020.

1 La Manche : un espace maritime fortement contrôlé

2 Une forte coopération franco-britannique

L'œil du géographe

En Manche, la plupart des événements de mer sont susceptibles de mettre en cause à la fois les intérêts britanniques et français. C'est pourquoi les autorités maritimes des deux États ont choisi de planifier des modes de coopération en cas de sinistre maritime. Cet accord, appelé Manche Plan, existe depuis mai 1978 et a été actualisé en 2013. Il n'a pas besoin d'être activé en cas de crise, l'ensemble des parties prenantes étant en veille permanente. Le Manche Plan s'applique en matière de recherche et de sauvetage en mer, d'assistance à un navire en difficulté, de lutte contre la pollution[1] quelle que soit sa nature et de gestion de la circulation perturbée. En cas d'événement de mer, la préfecture maritime Manche-Mer du Nord pour la France et la Maritime Coastguard Agency pour le Royaume-Uni s'appuient sur des centres opérationnels de part et d'autre de la Manche.

F. Turbout (géographe à l'université de Caen), 2020.

1. En 2018, plus de 355 millions de tonnes de marchandises dangereuses ont transité par la Manche (dont 80 % de liquides inflammables).

3 **Des rails de navigation pour sécuriser le trafic maritime**

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire, 2020.

4 **De nouveaux enjeux pour la sécurité maritime : les traversées migratoires irrégulières**

En 2019, 2 358 personnes ont été ramenées sur les côtes françaises ou anglaises. Ce total correspond à 261 « cas de traversées » ou « tentatives de traversées », le plus souvent sur des petites embarcations pneumatiques surchargées. Les autorités avaient compté 78 « opérations de sauvetage » concernant 586 personnes en 2018. L'explication de cette augmentation est connue : le renforcement des contrôles sur les camions empruntant les ferries et le tunnel sous la Manche a poussé les candidats à utiliser la voie maritime. Cette option relève surtout de passeurs qui proposent des places pour plusieurs milliers d'euros. Pour tenter d'endiguer ce flux, les autorités ne cessent de rappeler la dangerosité d'un détroit qui est l'un des plus fréquentés du monde. Un plan d'action franco-britannique a également été lancé en janvier 2019. Il consiste notamment à accentuer la surveillance des plages où se positionnent les exilés avant d'embarquer. Les gendarmes ont pour mission de prévenir les départs et de détecter le matériel caché dans les dunes sur près de 100 kilomètres de littoral. Motos tout-terrain, drones, caméras thermiques, hélicoptères... Les moyens engagés sont multiples, avec le soutien financier de la Grande-Bretagne.

La Croix, 2 janvier 2020.

Source : France 2, 6 janvier 2019.

Réaliser un schéma cartographique dans le cadre d'une analyse

Itinéraire guidé

Lire les documents

1. Montrez que la Manche est un couloir maritime approprié par les États et partagé. (doc. 1 et 3)
2. Identifiez les formes de coopération entre la France et le Royaume-Uni pour assurer la libre circulation dans la Manche et surveiller le trafic maritime. (doc. 2 et 3)

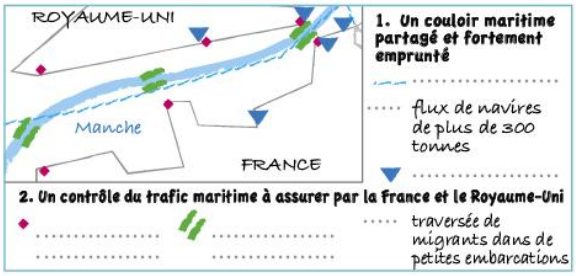
Interpréter et synthétiser

3. Montrez que les traversées irrégulières de migrants renforcent les liens entre la France et le Royaume-Uni pour une surveillance commune de la Manche. (doc. 4)
4. À l'aide de vos réponses, complétez le schéma ci-contre.

Itinéraire en autonomie

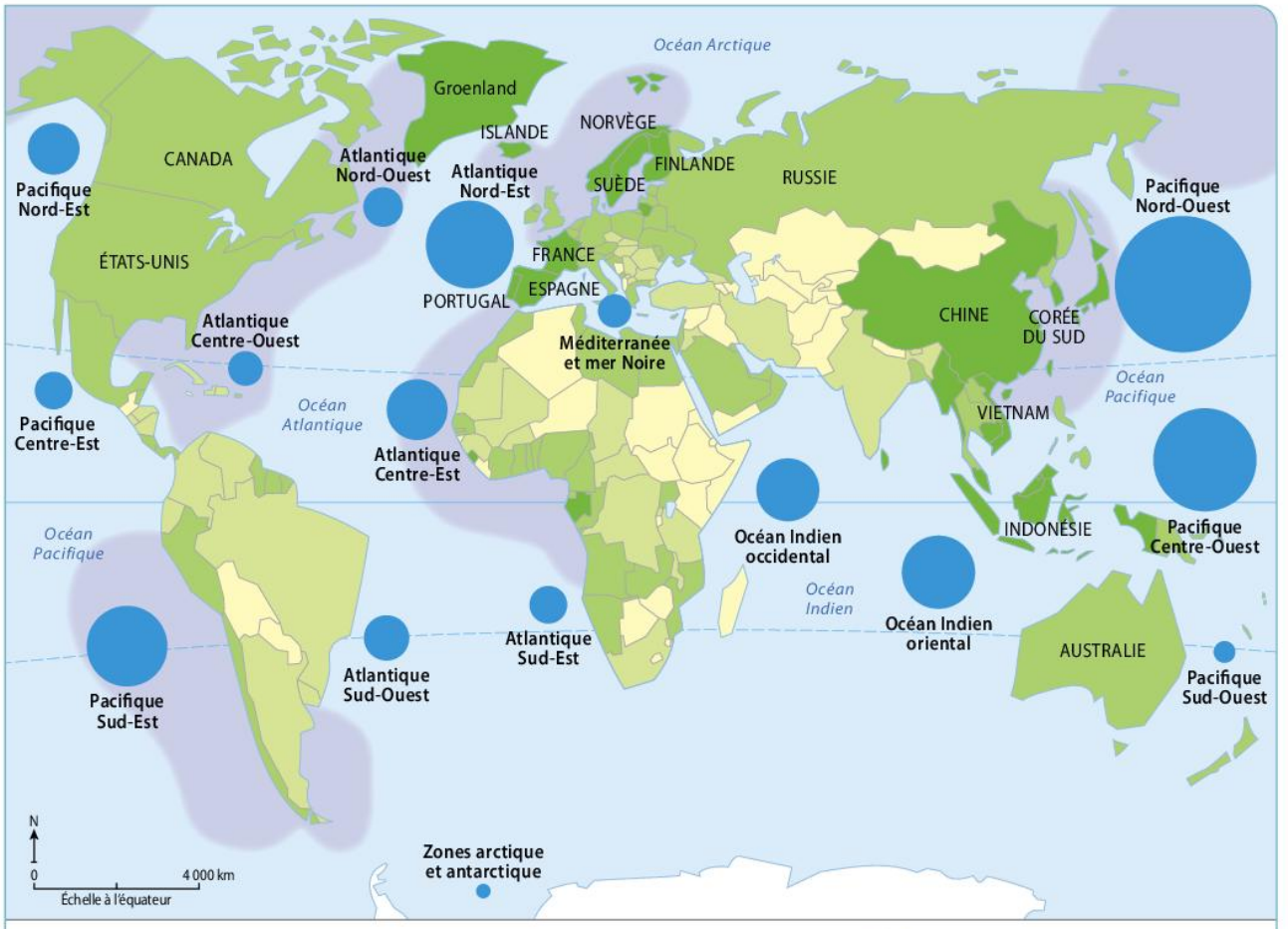
À l'aide des documents, complétez le schéma pour montrer comment la Manche est règlementée pour assurer libre-circulation et sécurité.

Titre : .....



Les mers et océans : des espaces entre valorisation et protection

Carte interactive



Source : FAO, 2020.

1 **Des ressources halieutiques exploitées**

Lire les cartes

Carte 1

Si le total mondial des prises en mer s'élevait à 79 millions de tonnes en 2016, les captures varient selon les espaces maritimes.

Localisez les océans où les captures de poissons sont les plus élevées et ceux où elles sont les moins élevées. Formulez des hypothèses pour expliquer ces différences.

La consommation de poisson est passée de 9 kg par personne en 1961 à 20,5 en 2016.

Identifiez les régions où la consommation de poissons est la plus forte dans le monde. Confrontez ces localisations avec celles des zones de capture.

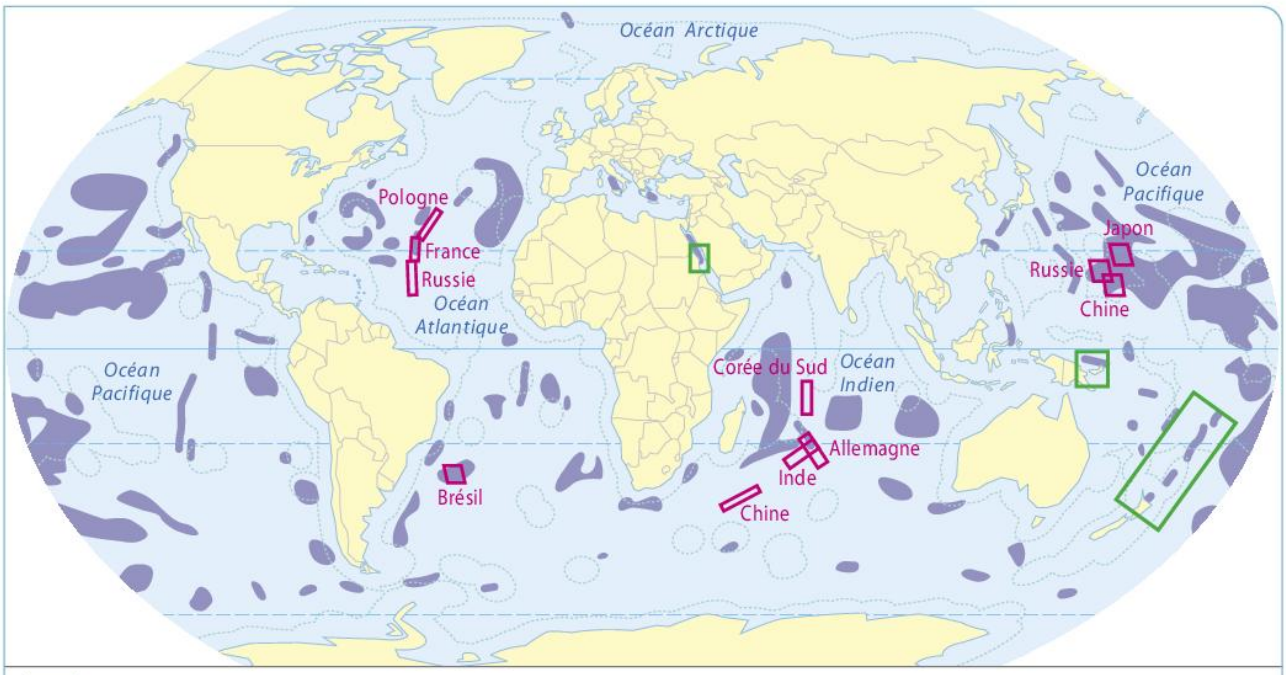
Vocabulaire

Aire marine protégée : espace délimité en mer qui répond à des objectifs de protection de l'environnement à long terme.

Cartes 2 et 3

Les États exploitent leurs ressources dans leur ZEE, mais de plus en plus de ressources sont découvertes en haute mer. Dans le même temps, la protection des océans est encouragée.

Montrez que l'exploitation des ressources minières est très contrôlée aujourd'hui. Identifiez des espaces maritimes où cette exploitation pourrait être freinée par l'existence d'aires marines protégées.



ressource minérale[1] connue mais non exploitée

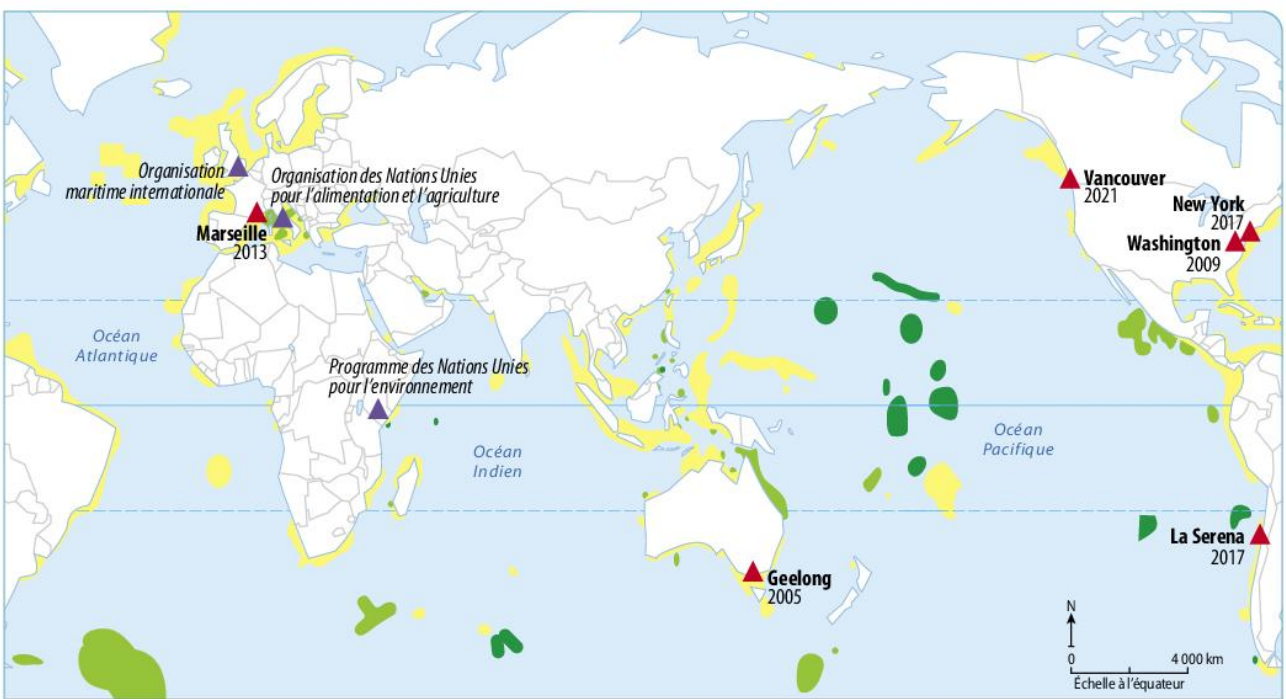
exploitation et exploration en cours dans les ZEE

permis d'exploration délivré par l'Autorité internationale des fonds marins[2] en haute mer

1. Fer, manganèse, cobalt, cuivre, zinc et nickel. 2. Organisme intergouvernemental fondé en 1994 sous l'égide des Nations unies.

Sources : Ifremer, 2020 et FAO, 2020.

2 De nouvelles ressources minérales potentielles



Aires marines protégées

accès et exploitation interdits en totalité

accès et exploitation interdits partiellement

peu de règles de protection

rencontre internationale pour la préservation des océans

organisation internationale impliquée dans la protection des mers et océans et leurs ressources

Sources : ONU, 2017, La Fondation Heinrich Böll, *Atlas de l'océan*, 2018 et Impac5, 2020.

3 La protection des mers et des océans dans le monde

Cours 2

QCM interactif cours

Mers et océans, des espaces valorisés sous tensions

Pourquoi la valorisation des ressources océaniques augmente-t-elle les tensions dans les espaces maritimes ?

A Des ressources alimentaires et énergétiques de plus en plus exploitées

Les ressources halieutiques sont de plus en plus valorisées (Repère A). En 2020, les captures sont 4 fois plus importantes qu'en 1950 (79 millions de tonnes). Elles participent à la sécurité alimentaire des pays en développement où ces ressources représentent jusqu'à 50 % des protéines animales consommées.

Les ressources halieutiques sont insérées dans un commerce mondialisé. Les 2/3 des exportations des pays en développement sont à destination des pays développés (Europe, Amérique du Nord, Japon). La Chine est à la fois le premier producteur et le premier exportateur mondial de poisson, même si ses importations ne cessent d'augmenter pour satisfaire une demande intérieure croissante.

Les espaces maritimes sont au cœur des enjeux énergétiques. La production d'hydrocarbures *offshore* représente 30 % de l'approvisionnement énergétique mondial. De nouveaux gisements sont encore découverts comme celui au large du Sénégal qui sera exploité à partir de 2023. Mais les gisements les plus profonds sont coûteux à exploiter et leur rentabilité incertaine (doc. 1).

B De nouvelles ressources maritimes de plus en plus convoitées

Les océans représentent un nouvel eldorado minier. Les profondeurs renferment des minerais (nickel, cuivre, terres rares) et certains pays ont déjà commencé à les exploiter dans leur ZEE, tel le Japon depuis 2017. Au contraire, pour les eaux internationales, seule l'Autorité internationale des fonds marins est habilitée à accorder des permis d'exploration.

Les ressources génétiques marines sont de plus en plus convoitées. Ces ressources pourraient se révéler indispensables à la fabrication de produits agroalimentaires dans le futur. Des entreprises, comme l'entreprise espagnole Pharmamar, les utilisent déjà pour fabriquer des produits pharmaceutiques.

Le développement des EMR s'accélère. Bien qu'elles ne représentent actuellement que 0,03 % du mix énergétique mondial, elles pourraient fournir potentiellement cinq fois la totalité de la consommation électrique mondiale (Repère B). Le Royaume-Uni, très avancé dans l'éolien *offshore*, projette de produire un tiers de son électricité grâce à cette énergie en 2030.

C Des espaces maritimes de plus en plus disputés

La délimitation des ZEE est parfois une source de conflits (doc. 2). Engagés dans la course aux ressources, certains États s'opposent pour fixer leurs frontières maritimes. La Somalie a saisi la Cour internationale de justice en 2014 pour régler son contentieux avec le Kenya et acquérir 100 000 km² riches en pétrole.

Certaines îles sont devenues stratégiques et sont convoitées. Le droit de la mer prévoit l'extension des ZEE si les États prouvent leur souveraineté sur les îles ou des archipels. Mais cela nourrit les tensions comme entre le Japon et la Chine au sujet des îles Senkaku/Diaoyu.

Les tensions croissantes accélèrent la militarisation des océans. Les grandes puissances multiplient les bases navales le long des routes maritimes majeures (base chinoise à Djibouti, base française à Abu Dhabi). Des États renforcent leur puissance navale comme, l'Australie qui a acheté 12 sous-marins à la France en 2016 afin d'affirmer sa position face à son voisin chinois.

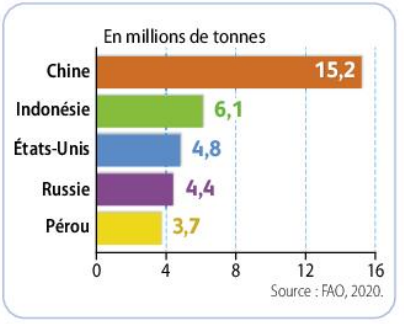
La course aux ressources des mers et des océans accélère leur appropriation et peut être source de tensions entre les États.

Vocabulaire

- **EMR (énergies marines renouvelables) :** technologies permettant de produire de l'électricité à partir du milieu marin (vents, courants marins...).
- ***Offshore* :** activité qui se déroule en mer.
- **Ressources halieutiques :** ressources vivantes (animales et végétales) des milieux aquatiques exploitées par l'homme (pêche, aquaculture).

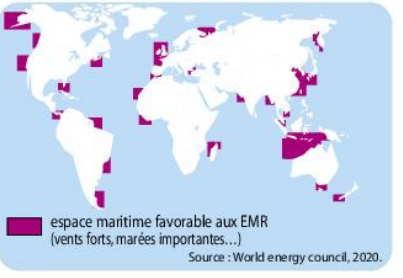
REPÈRE A

La production de la pêche en mer dans le monde



REPÈRE B

Le potentiel des énergies marines dans le monde



1 **Une unité flottante de production de pétrole de la FTN Total au Nigeria**

Situé à 200 kilomètres des côtes du Nigeria, ce vaisseau (sur la photo au départ du port de Lagos) est relié à 44 puits sous-marins situés à 1 600 mètres de profondeur. Il produit 200 000 barils de pétrole par jour.

2 **L'appropriation des mers et des océans, source de tensions**

L'œil du géopolitologue

Les frontières maritimes sont de plus en plus disputées. Il est vrai que la mer constitue un enjeu économique croissant : transport, ressources (pêche, pétrole et gaz, minerais du sous-sol…) et que les puissances émergentes cherchent à y affirmer leur nationalisme, voire à accroître leur territoire. Au contraire des frontières terrestres, les frontières maritimes sont encore peu délimitées : environ un tiers d'entre elles seulement l'ont été, sur un total de près de 450 frontières potentielles. Certaines puissances cherchent à contrôler davantage leur environnement maritime. Elles ne respectent pas toujours le droit international et rechignent à accepter l'arbitrage des instances internationales pour trancher les désaccords qui les opposent à leurs voisins. Il existe plusieurs types de contentieux maritimes : ils concernent la délimitation de la frontière, le droit de passage, les territoires insulaires symboliques, les ressources (pêche, fonds marins, sous-sols…) ; ainsi les contentieux qui se jouent « en mer » ne sont pas toujours « pour la mer ». Mais ces enjeux se mêlent souvent. En cas de différend territorial non réglé de manière bilatérale, un arbitrage peut être demandé à la Cour permanente d'arbitrage ou à la Cour internationale de justice (organe des Nations unies).

B. Tertrais, « *Avis de tempête sur les frontières maritimes* », *Géopolitique des îles en 40 cartes*, *Le Monde*, Hors-série, 2019.

Capacités & Méthodes

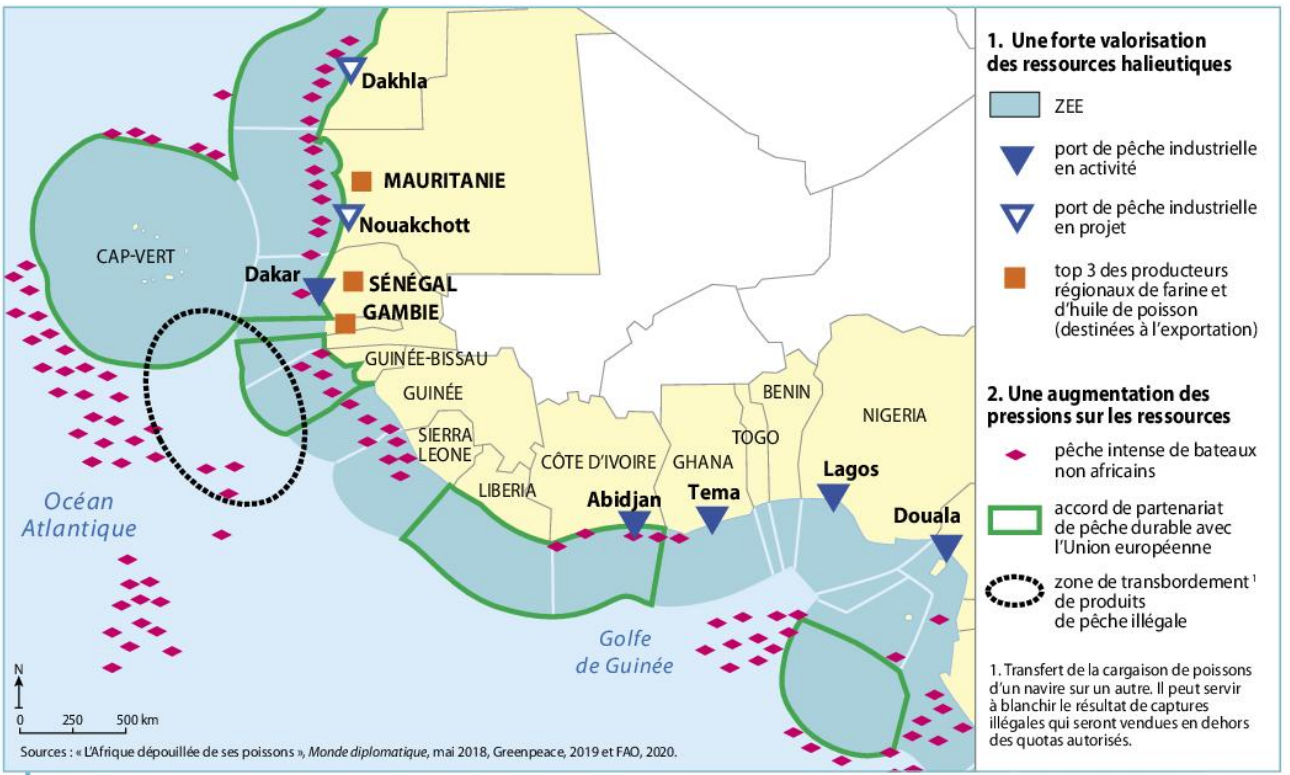
Confronter deux documents

1. À partir des documents 1 et 2, expliquez pourquoi les mers et océans représentent un enjeu économique croissant.
2. En vous appuyant sur le document 2, discutez l'affirmation suivante : « La délimitation des ZEE est aujourd'hui la principale cause de tensions entre les États. »

Exemple

Les ressources halieutiques de l'Afrique de l'Ouest, facteurs de tensions ?

En Afrique de l'Ouest, le poisson représente une importante source de protéines et génère du revenu et des emplois pour 7 millions de personnes. Dans le même temps, un nombre croissant de flottes étrangères a accès à ces zones de pêche au large de l'Afrique, ce qui accentue les pressions sur les stocks de poissons.



Sources : « L'Afrique dépouillée de ses poissons », *Monde diplomatique*, mai 2018, Greenpeace, 2019 et FAO, 2020.

1 Les ressources halieutiques en Afrique de l'Ouest

2 Des retombées locales limitées ?

Selon le ministère de la Pêche et de l'Économie maritime mauritanien, la quantité de poissons exportés est passée de 215 000 tonnes en 2014 à 360 000 en 2017[1]. Pendant la même période, les usines de transformation des produits halieutiques sont passées de 40 à 133, alors que le nombre de navires accrédités est passé de 100 à 190. La Mauritanie a même reçu plusieurs accréditations de pêche internationale, notamment par l'Afrique du Sud et la Namibie. Toutefois, cette thèse gouvernementale n'est pas partagée par tous les acteurs. Ainsi, O. M. Chekkh, expert des affaires maritimes, révèle qu'en dépit des efforts visant le développement durable du secteur de la pêche, la pêche artisanale souffre d'un désordre total qui handicape l'intégration effective du secteur à l'économie nationale.

Le 360 (média digital marocain), 10 mars 2018.

1. En Mauritanie, on dénombre une flotte de 7 000 pirogues et 150 navires côtiers, plus de 40 000 emplois de pêcheurs, avec une production globale de 400 000 tonnes de différentes espèces.

3 Des conséquences sociales et environnementales

À la malédiction de la pêche illégale s'ajoute la surpêche « légale », car autorisée par les accords entre les pays côtiers et les armateurs, ainsi que par les accords de partenariat de pêche durable, signés entre l'UE et plusieurs pays africains. Ces derniers cèdent aux navires européens le droit d'exploiter leurs ZEE en échange d'un soutien technique et financier très variable — 1,8 million d'euros pour le Sénégal et 59 millions pour la Mauritanie. Un argent dont les pêcheurs locaux ne voient guère la couleur. « La pêche industrielle est une catastrophe pour le Sénégal », juge M. Sall, président de la plate-forme des pêcheurs artisanaux du Sénégal. « Les navires étrangers pêchent dans des zones interdites et ils utilisent un équipement qui détruit l'habitat naturel de la faune marine. » Comme leurs prises sont de plus en plus maigres, les pêcheurs sénégalais s'aventurent dans les eaux mauritaniennes et plusieurs piroguiers sénégalais sont morts sous les balles des garde-côtes mauritaniens[1].

Le Monde diplomatique, mai 2018.

1. Un nouvel accord a été signé en juillet 2018 entre les deux pays. D'une durée d'un an, celui-ci prévoit l'octroi de 400 licences aux pêcheurs sénégalais pour la prise de 50 000 tonnes de poissons par an.

4 **Les conséquences de la pêche industrielle au Sénégal**

Au Sénégal, les ressources halieutiques se sont effondrées du fait notamment des conséquences de la pêche industrielle. De nombreux artisans pêcheurs ne sortent plus en mer et les pirogues s'entassent sur les plages.

5 **La lutte contre la pêche illégale : une préoccupation commune à tous les pays africains**

En 2016, plus de 40 pays africains se sont réunis au Togo pour trouver des solutions afin de lutter contre la pêche illégale.

Identifier les contraintes et les ressources d'une situation géographique

Itinéraire guidé

Décrire

1. Montrez que les ressources halieutiques ont une importance majeure pour les populations d'Afrique de l'Ouest. Quelles en sont les limites ? (doc. 1, 2 et 4)
2. Identifiez les tensions entre les États d'Afrique de l'Ouest d'une part, et entre les pays d'Afrique de l'Ouest et des pays étrangers d'autre part. (doc. 1 et 3)

Interpréter

3. Quels sont les risques liés à l'augmentation des prises en Afrique de l'Ouest ? (doc. 2, 3 et 4)
4. Montrez qu'une prise de conscience émerge mais qu'elle reste insuffisante. (doc. 5)

Itinéraire en groupe

Formez des groupes de trois élèves où chacun représente les pêcheurs artisanaux, un État d'Afrique de l'Ouest et l'Organisation des Nations unies. Préparez un débat sur l'intérêt des ressources halieutiques en Afrique de l'Ouest, les tensions liées à leur valorisation et les risques liés à leur surexploitation. Chaque élève doit défendre et expliciter les arguments de l'acteur qu'il représente.

Cours 3

Mers et océans, des espaces à protéger

QCM interactif cours

Pourquoi et comment protéger les mers et les océans dans le monde ?

A Une augmentation des pressions sur les mers et les océans

La surpêche menace les océans. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), la part des espèces surexploitées est passée de 10 % en 1974 à 33 % en 2015, tandis que celle des espèces capturées à la limite de leur capacité de renouvellement est passée de 50 à 60 %. C'est en Méditerranée et en mer Noire que la situation est la plus critique. Le chinchard du Chili et la morue de l'Atlantique font partie des espèces les plus menacées.

Les océans sont contaminés par de nombreux polluants (doc.3). Les pollutions d'origine terrestre, comme le rejet de pesticides ou de déchets non traités, représentent environ 80 % de la pollution marine. Dans le Pacifique, un tourbillon de déchets drainant 1 800 milliards de morceaux de plastique s'étale sur une surface trois fois plus grande que la France.

Les modifications des océans s'accélèrent. L'océan absorbe 26 % du CO_2 dégagé dans l'atmosphère, ce qui contribue à son acidification. Face à l'augmentation du CO_2 liée aux activités humaines, la capacité de l'océan à les absorber pourrait se réduire, participant ainsi au changement climatique.

B Des acteurs qui participent inégalement à la protection des mers et des océans

Des ONG se mobilisent pour une exploitation durable des ressources. Certaines comme Sea Shepherd sillonnent les ZEE des pays qui ont peu de moyens pour les surveiller contre la pêche illégale (Bénin en 2019). D'autres, comme Bloom, critiquent certaines techniques de pêche (chalutage de fond, pêche électrique).

Un développement plus durable des océans est voulu par les États. Ils multiplient les aires marines protégées mais celles-ci couvrent seulement 4,8 % de la surface totale des océans (doc. 1 et Repère A). D'autres acteurs souhaitent l'essor d'une économie bleue qui a fait l'objet d'une conférence internationale pour la première fois en 2018 au Kenya. (Repère B).

Des associations régionales règlementent les pratiques. En 2019, les dix pays de l'Asean ont adopté la déclaration de Bangkok pour réduire significativement les débris marins en Asie du Sud-Est. L'UE interdira également la pêche électrique en 2021 mais, dans le même temps, elle élargit les aides financières pour la construction de grands chalutiers.

C Une lente coopération mondiale pour concilier valorisation et protection

La protection des océans à l'échelle mondiale est encouragée. La première conférence internationale spécialement dédiée à la préservation des océans a été organisée par l'ONU en 2017. Un des objectifs souhaités était la protection d'au moins 10 % des océans d'ici 2020. La COP25 organisée en 2019 a également rappelé le rôle joué par les océans pour réguler le climat mondial.

L'avenir durable de la haute mer est discuté (doc. 2). Alors que la présence humaine et l'exploitation des ressources s'y développent, des négociations ont été ouvertes à l'ONU en 2018 pour établir un instrument juridiquement contraignant pour la préservation et l'utilisation durables de ses ressources.

La coopération entre les États sur la haute mer ne fait pas consensus. Le G77, qui regroupe 134 pays en développement, plaide pour l'application du principe d'héritage commun de l'humanité aux eaux de la haute mer, une position refusée par les grandes puissances maritimes, dont les États-Unis, le Canada et la Russie.

Face aux pressions sur les mers et océans, leur protection fait débat : même si de nombreux acteurs prennent conscience de cette nécessité, protéger et valoriser les ressources marines n'est pas toujours compatible.

Vocabulaire

- **Acidification :** modification chimique liée à la dissolution du CO_2 dans l'eau.
- **Économie bleue :** économie garantissant la meilleure utilisation possible des espaces maritimes en conciliant développement économique et protection.
- **Surpêche :** pêche qui menace le renouvellement des ressources marines.

REPÈRE A

Les cinq plus grandes aires marines protégées dans le monde

	Superficie en km²
Réserve marine de la mer de Ross (Antarctique)	2 090 027
Parc marin des îles Cook (Océanie)	1 976 000
Terres australes françaises (océan Austral)	1 662 774
Papahānaumokuākea à Hawaii (États-Unis)	1 508 870
Parc naturel de la mer de Corail (Nouvelle-Calédonie)	1 292 967

Source : ONU, 2020.

REPÈRE B

Les objectifs de l'économie bleue

1 **L'aire marine protégée de Betty's Bay en Afrique du Sud**

2 Une protection des océans pensée à différentes échelles

L'œil du géographe

Les différentes mesures en faveur d'une protection des espaces maritimes et des composantes marines, décidées par des autorités nationales ou fédérales, sont relayées par les instances internationales. Le Patrimoine mondial de l'humanité s'attache à un classement pour reconnaître la valeur des territoires à l'image de la Grande Barrière de Corail (Australie). L'Unesco, qui les répertorie, développe d'autres actions, comme les années internationales. L'océan a été le thème de l'année 1998. L'ONU a par ailleurs institué une journée mondiale des océans, qui se tient tous les 8 juin depuis 2009. Cette volonté de gouvernance mondiale trouve des relais à des échelons régionaux. Les réalisations en faveur de la pêche durable en témoignent. La Commission interaméricaine du thon tropical est un dernier exemple d'organisme régional, qui veille à la gestion de multiples thonidés. Vingt entités sont réunies dans cette association qui met en présence l'Union européenne et des pays au domaine maritime important comme la Canada ou les États-Unis. Un écho local aux principes de la durabilité se repère enfin. Le port de Marseille est par exemple doté d'un PGEN (Plan de gestion des espaces naturels) depuis 2004.

A. Monot et F. Paris, *Géographie des mers et des océans*, Bréal, 2018.

3 **Un programme européen pour évaluer la pollution plastique en Méditerranée**

Source : Medsealitter, 2020.

Capacités & Méthodes

Mettre en œuvre le changement d'échelles

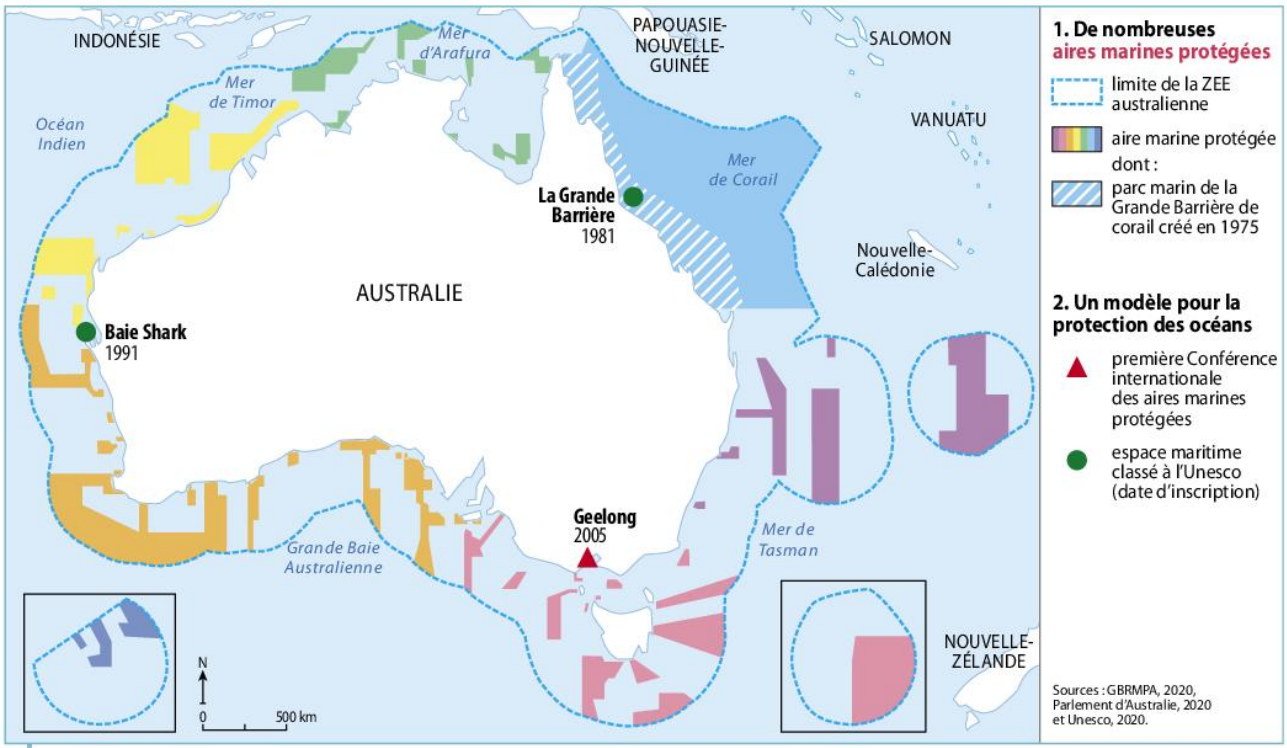
1. Identifiez les acteurs qui participent à la protection des espaces maritimes et des espèces marines. (doc. 1 à 3)
2. Montrez que la protection des mers et des océans est aujourd'hui pensée à différentes échelles (mondiale, régionale et locale). (doc. 1 à 3)

Exemple

La protection des océans doit-elle empêcher toute valorisation des ressources maritimes en Australie ?

SECTION EUROPÉENNE
Documents disponibles en anglais sur le site collection lycee.hachette-education.com/hg/tle

Bordée par les océans Indien et Pacifique, l'Australie possède la troisième ZEE au monde avec 9 millions de km². Entre acteurs favorables à la valorisation des ressources marines et ceux souhaitant renforcer la protection des espaces maritimes, des tensions surgissent.



1 L'Australie : un vaste réseau de protection marine

2 Vers une ouverture des aires marines protégées à la pêche industrielle

L'Australie a recommandé d'ouvrir davantage ses parcs marins à la pêche industrielle. Le gouvernement a expliqué avoir émis cette proposition qui concerne 44 parcs après une évaluation scientifique indépendante. Elle permettra une approche plus équilibrée de la protection des océans et de la pêche durable tout en développant l'écotourisme, assure-t-il. Les surfaces où la pêche industrielle est autorisée dans les parcs sera augmentée de 17 %. Les zones où la pêche de loisirs est possible seront également agrandies. Mais les zones où les groupes miniers sont autorisés à opérer seront réduites, avec 200 000 km² de fonds marins protégés supplémentaires. WWF-Australia a dénoncé « le déclassement le plus important de zone protégée du monde ». « La mer de Corail, considérée comme la porte d'entrée de la Grande Barrière de corail, est la région la plus durement touchée, avec une baisse de 50 % des zones protégées », a déclaré Richard Leck, chargé des océans chez WWF. Cette mer largement intacte sera vulnérable « à des pratiques commerciales destructives comme la pêche au chalut, au filet maillant et à la palangre ».

Polynésie première, 21 mars 2018.

3 La réglementation des activités dans le parc marin de Jervis Bay

4 La mobilisation contre un projet de forage pétrolier

La grande Baie australienne est l'un des environnements océaniques les plus vierges de la planète. Elle abrite de nombreuses communautés locales qui garantissent des emplois et des activités de loisirs. La Baie est également une source pour les industries de la pêche et de l'aquaculture. La région possède des réserves nutritives uniques qui fournissent un habitat essentiel à d'innombrables espèces. Les scientifiques estiment qu'environ 85 % des espèces qui vivent dans la grande Baie australienne ne se trouvent nulle part ailleurs sur Terre. Donner accès à l'exploitation pétrolière dans la grande Baie constitue une menace inacceptable. Un déversement catastrophique de pétrole, le risque de collision et la pollution sonore due aux forages et au trafic de bateaux sont susceptibles de perturber cet environnement marin unique. Les icônes mondiales du surf ont exprimé leurs préoccupations concernant les risques encourus. Cette démarche a donné naissance à de fortes mobilisations de citoyens activistes pour protester contre le forage pétrolier. En tant qu'ONG dédiée à la protection des océans, Surfrider Europe soutient les actions de protestation contre un projet de forage pétrolier.

Surfrider Foundation Europe, 2019.

5 L'impact du changement climatique sur la Grande barrière de corail

Source : Steve Sack, *Minneapolis Star Tribune*, 25 mars 2017.

Traduction : « Tour en bateau à fond de verre ».

Les émissions australiennes de gaz à effet de serre ont augmenté ces quatre dernières années et le gouvernement soutient le gigantesque secteur minier et énergétique du pays. En juillet 2019, l'autorité du parc marin de la Grande Barrière de corail rappelait l'urgence de les réduire pour protéger l'immense récif corallien.

Vocabulaire

- **Aire marine protégée :** espace délimité en mer qui répond à des objectifs de protection de l'environnement à long terme.

S'approprier un questionnement géographique

Itinéraire guidé

Décrire

1. Montrez que les espaces maritimes sont très protégés en Australie. (doc. 1)
2. Quelles activités sont réglementées par ces mesures de protection ? (doc. 2 et 3)

Expliquer

3. Pourquoi le gouvernement australien a-t-il décidé d'ouvrir les aires marines protégées à certaines activités économiques ? Expliquez les arguments des opposants. (doc. 2 et 4)
4. Quelles sont les autres menaces qui pèsent sur les espaces maritimes en Australie ? Montrez que les actions menées par le gouvernement australien ont une part de responsabilité. (doc. 5)

Itinéraire en groupe

Formez des groupes de quatre élèves pour débattre, par binôme, du sujet suivant : « La protection des océans doit-elle empêcher toute valorisation des ressources maritimes en Australie ? »

Arguments du débat	
La protection des océans doit empêcher la valorisation des ressources	**La valorisation des océans peut se faire en parallèle de leur protection**
– La valorisation des hydrocarbures *offshore* doit être définitivement interdite (doc. 2)	

L'essentiel audio-vidéo — Organigramme version interactive

L'essentiel

Pourquoi l'appropriation des mers et des océans par les États soulève-t-elle de nouveaux enjeux ?

Des espaces réglementés dans la mondialisation	Des espaces valorisés sous tensions	Des espaces à protéger
Des espaces de libre circulation préservés	Une pression accrue sur les ressources vivantes et énergétiques	Une augmentation des pressions sur les mers et océans
Une territorialisation croissante	Vers une exploitation de nouvelles ressources	Des acteurs qui souhaitent une protection accrue des océans
Des activités maritimes qui échappent au droit de la mer	Des espaces maritimes sous tensions	Une coopération mondiale en construction pour concilier valorisation et protection

Cours 1

En raison de leur importance pour le commerce mondial, la **liberté de circulation** est préservée dans les océans.

Les **ZEE contrôlées par les États** sont un des symboles de l'appropriation des espaces maritimes.

En raison de leur immensité, les océans sont également des espaces empruntés pour les **trafics illicites**.

Cours 2

L'appropriation des mers et des océans par les États s'accélère avec la **valorisation des ressources marines** (ressources halieutiques, hydrocarbures *offshore*, métaux).

La course aux ressources explique la multiplication des **tensions entre les États** concernant la délimitation de leur ZEE.

Des **bases militaires** sont installées le long des principales routes maritimes mondiales.

Cours 3

Les menaces environnementales augmentent : **surpêche, pollution, réchauffement et acidification**.

Certains acteurs comme les ONG ou l'ONU appellent à une multiplication des **aires marines protégées** et souhaitent une **protection accrue de la haute mer.**

Toutefois, cette protection fait l'objet de **multiples débats** car les mers et océans sont de vastes espaces de ressources pour l'humanité.

Chiffres clés

2 560 milliards d'euros
représente la valeur annuelle des activités directement liées à la mer, soit 5 % du PIB mondial.

200 millions d'individus
travaillent dans les activités de pêche maritime dans le monde et 97 % des pêcheurs habitent les pays en développement.

3,5 milliards de personnes
dépendent des océans pour leur subsistance.

Pour aller plus loin

Une application

Lancée par Google et deux ONG en 2016, l'application Global Fishing Watch met à disposition une cartographie des bateaux de pêche dans le monde entier.
https://www.globalfishingwatch.org/map/

Un livre

Ian Urbina, *La Jungle des océans*, Payot, 2019.

Une enquête menée par un journaliste américain sur les dérives qui ont lieu sur les océans (pêche illégale, trafics, piraterie...).

Un documentaire

Océans, le mystère plastique, Arte, 2016.

Des scientifiques se focalisent sur les micro-plastiques présents dans les océans et montrent les conséquences sur son fonctionnement.

http://www.film-documentaire

Des photographies

Le travail du photographe de Greenpeace Pierre Gleizes notamment sur la surpêche.
http://pierregleizes.com

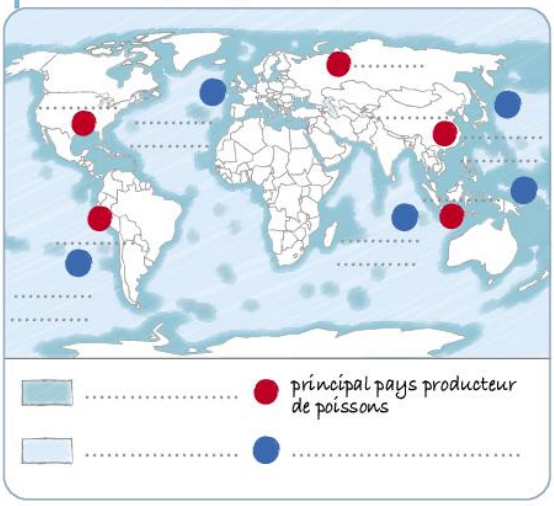
EXERCICES

Localiser

Croquis PDF à télécharger

en complétant le croquis suivant

Des océans partagés et exploités



Argumenter

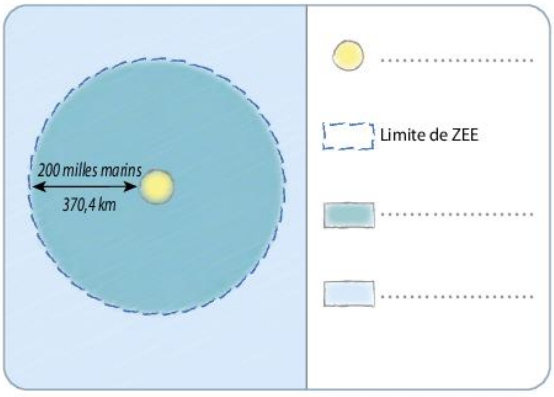
par des exemples précis

Validez ou invalidez chaque affirmation suivante à l'aide d'exemples précis à différentes échelles.

- La libre circulation est assurée sur les mers et océans.
- La valorisation des ressources halieutiques est parfois source de tensions.
- La protection des mers et des océans est encouragée.

Schématiser

la notion de Zone économique exclusive



Analyser

une affiche

En analysant le document, soulignez la diversité des pollutions qui contaminent les océans. À partir de vos connaissances, proposez des solutions pour lutter contre ces pollutions.

Gestes Propres est le nom de la campagne nationale de prévention des déchets sauvages, menée en 2019 par l'État français et l'ONG Progrès et Environnement.

Travailler autrement

Analyser une vidéo Vidéo

À partir du site Internet https://lumni.fr/video, recherchez la vidéo « Les espaces maritimes : entre affrontements et coexistence », pour expliquer pourquoi l'utilisation des espaces maritimes est devenue un enjeu géostratégique majeur.

Méthode
BAC-E3C

Réalisation d'une production graphique

Sujet : La maritimisation de l'économie mondiale

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « La maritimisation de l'économie mondiale » accompagné d'une légende organisée.

L'expansion du commerce a profondément marqué la géographie maritime : les routes maritimes se sont déplacées et amplifiées pour coller aux besoins des producteurs et des consommateurs, des canaux (Suez, Panama) ont dû repousser leurs limites pour s'adapter au gigantisme croissant des navires, tandis que des détroits (Malacca, Ormuz, Bab el Mandeb, Gibraltar) sont au bord de la congestion du fait de l'explosion du trafic.

Les trois grands blocs, à la fois premiers exportateurs et premiers importateurs mondiaux (Chine, Union européenne, États-Unis), tracent un chemin est-ouest : le chemin transpacifique (Asie-Amérique), le chemin de l'Asie à l'Europe et, dans une moindre mesure, le chemin transatlantique (Europe-Amérique). Cette route est particulièrement empruntée par les porte-conteneurs transportant des produits manufacturés (lesquels représentent 73 % des exportations mondiales). Assez naturellement aussi, les trafics de vracs liquides (notamment les hydrocarbures) tracent une route des régions d'exportation de matières premières et énergétiques (Moyen-Orient, Afrique, Russie) vers l'Amérique, l'Europe et l'Asie orientale. De même, la liaison entre les continents les plus riches (Amérique du Nord, Europe occidentale) d'une part et l'Afrique occidentale, l'Amérique du Sud et l'océan Indien d'autre part est assurée par des porte-conteneurs de dimension moyenne. Enfin, l'évolution contemporaine du commerce a conduit à la mise en place d'une nouvelle route, la sud-sud. Le développement des pays émergents (Chine, Brésil, Afrique du Sud, Inde, Mexique), les ressources minières de l'Australie, les ressources agricoles de l'Amérique latine ont inscrit ces pays dans ces nouveaux tracés. Mais les commerçants rêvent déjà à une nouvelle route, celle du nord-est à travers l'Arctique : un passage où pourraient se frayer les navires parmi les glaces fondues du fait du réchauffement climatique. Tous les États éloignés de ces routes maritimes sont enclavés et marginalisés dans la mondialisation.

D'après G. Le Solleu et A. Piot, « La carte des routes maritimes », *L'Éléphant*, n° 22, avril 2018.

A Analyser le sujet et organiser la légende

1. En vous appuyant sur la Méthode p. 22-23, analysez le sujet.
2. Lisez le texte, si nécessaire plusieurs fois, pour en repérer les idées principales. Associez-les à une notion de géographie pour formuler les titres des parties de la légende (ici, maritimisation, routes maritimes, passages stratégiques). Reportez ces titres dans la légende.
3. Sur le modèle de la première partie (jaune), attribuez une couleur aux 2e et 3e parties. Surlignez les informations du texte à cartographier selon ce code couleur.
4. Reportez les informations surlignées dans la légende du croquis.

CONSEIL

En raison du nombre limité d'informations sur un croquis, seules les informations essentielles (8-10 maximum) sont mobilisées.

B Choisir les figurés adaptés

5. À partir de l'exemple ci-dessous, sélectionnez un figuré pour chaque information et reportez-les dans un tableau.

	Choix de figurés possibles	Informations
Figurés de surface	ou ou	grand pôle du commerce mondial
Figurés linéaires		.....
Figurés ponctuels		.....

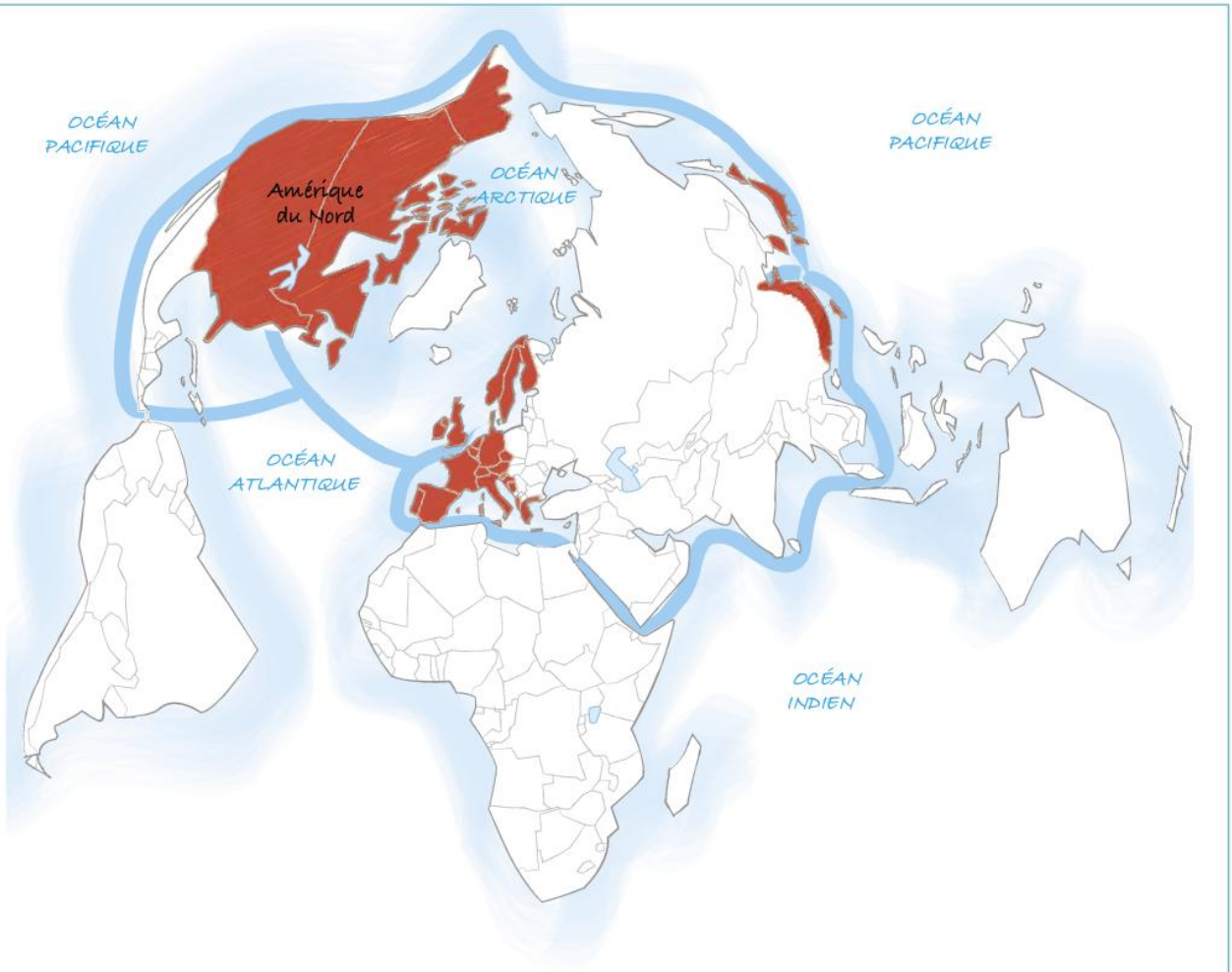
6. Reportez la sélection d'informations qui vous semble la plus adaptée et complétez le croquis.

C Réaliser le croquis

7. Représentez les informations sur le croquis en vous appuyant sur les localisations dans le texte.
8. Présentez le croquis en respectant les règles de présentation (TONLEC). Méthode p. 22-23
9. Reportez la nomenclature proposée dans le texte pour chaque information cartographiée.

Titre : .....

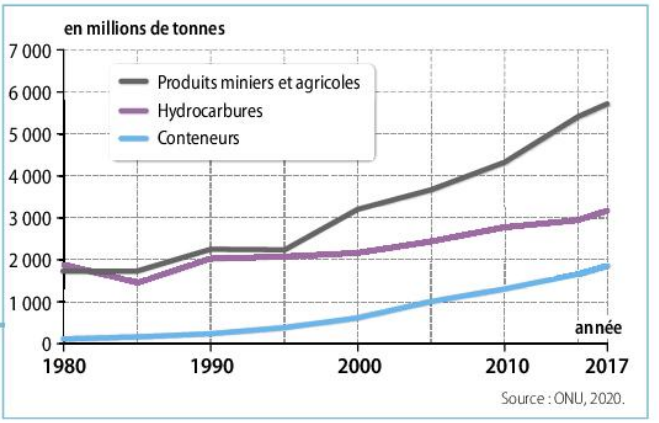
Croquis interactif
Version PDF à télécharger



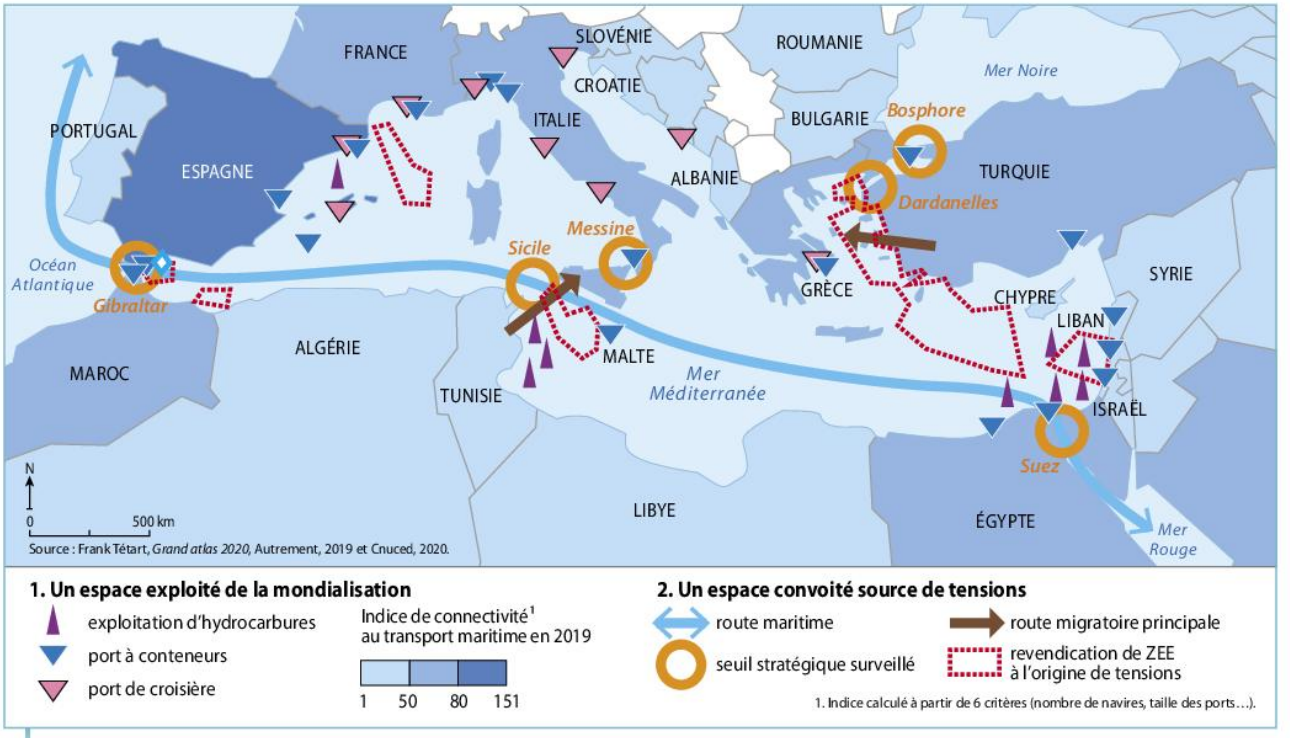
1. Une maritimisation reflet des mutations de l'économie mondiale	**2.**	**3.** ....
grand pôle du commerce mondial économie émergente et	route des marchandises conteneurisées ..... majeure secondaire	....

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez que la maritimisation des économies se manifeste par un rôle croissant des mers et océans dans les échanges mondiaux et dans la fourniture de ressources. Vous expliquerez aussi les tensions qui en résultent.



1 La croissance des échanges de marchandises par les mers et océans dans le monde



2 La maritimisation de l'économie en Méditerranée

Introduction : présenter rapidement le ou les documents.

Deux documents sont proposés à l'étude : le premier est un graphique présentant l'évolution des échanges maritimes de marchandises construit à partir de données venant de l'ONU ; le second est une carte présentant la maritimisation de l'économie à l'échelle de la Méditerranée construite à partir des données d'un atlas de géopolitique.

Poser la problématique en vous interrogeant sur l'intérêt des documents pour répondre au sujet.

Comment ces documents illustrent-ils la maritimisation de l'économie mondiale ?

Dans un premier temps, nous étudierons la maritimisation des échanges de marchandises et les tensions qu'elle engendre, avant de nous intéresser aux mobilités qui parcourent les océans et enfin aux pressions exercées sur les ressources.

Annoncer le plan en une seule phase.

Commencer chaque partie par une petite phrase d'introduction.

Dans cette première partie, nous nous intéresserons à la maritimisation des échanges mondiaux de marchandises et leurs conséquences.

Tout d'abord, le graphique (doc. 1) montre une croissance continue des échanges de marchandises par les mers et océans à l'échelle mondiale depuis les années 1980. Cela concerne d'abord les produits bruts (productions agricoles et énergétiques, matières premières) transportés par navires car ils sont pondéreux (lourds et volumineux). Le transport des produits manufacturés s'est profondément transformé avec l'apparition récente du conteneur, illustrée par le graphique 1. Ainsi, comme le montre l'exemple méditerranéen (doc. 2), les ports se spécialisent dans l'accueil de ces boîtes au format calibré : installation de quais de déchargement dédié, de portiques pour faciliter le déchargement. Les marchandises sont alors redistribuées selon le principe du feedering. C'est ainsi que les ports méditerranéens de Gênes ou Valence redistribuent les conteneurs aux ports plus éloignés de la route maritime.

Aller à la ligne à la fin de chaque idée du développement (↵)

Ces échanges engendrent également des tensions, notamment au niveau des seuils stratégiques : canaux interocéaniques (Panama ou Suez, comme l'illustre le doc. 2), détroits (Gibraltar, Bosphore en Méditerranée, mais également Malacca ou Ormuz). Les grandes puissances y assurent d'ailleurs une surveillance active, notamment grâce à leur présence militaire afin d'assurer la liberté de circulation dans ces zones stratégiques pour l'économie mondiale (approvisionnement en énergie, notamment).

Dans cette deuxième partie, nous examinerons les conséquences de la maritimisation sur les flux des humains.

Utiliser des connecteurs logiques pour faire progresser la démonstration.

En effet, les échanges mondiaux par les mers et océans ne concernent pas seulement les marchandises : les mobilités y sont également croissantes. Les mobilités touristiques, notamment de croisières, voient leur nombre exploser comme en Méditerranée (doc. 2), mais aussi dans les Caraïbes ou la mer de Chine. Cette explosion est la conséquence de la part croissante des loisirs dans les modes de vie, dans les pays développés ou émergents. Des ports se spécialisent dans l'accueil de navires de plus en plus grands, comme Barcelone ou Civitavecchia (Rome) en Méditerranée, mais également Miami, dans le bassin Caraïbes, ou Shanghai, en Asie orientale.

Chaque paragraphe doit être construit autour d'une idée extraite du document, explicitée par les connaissances personnelles (définition, exemple, nuance...).

L'exemple méditerranéen (doc. 2) illustre également l'importance des mers et océans dans les flux migratoires. Moins facilement contrôlables, les mers sont parcourues par les migrants qui cherchent à quitter les pays en développement ou en conflit pour ces espaces plus riches, susceptibles de leur offrir une vie meilleure : migrants africains traversant la Méditerranée pour l'Europe, mer des Caraïbes parcourue par les migrants d'Amérique latine... Ces flux sont source de tensions, les pays développés cherchant à les limiter (Frontex en Méditerranée par exemple). Pourtant, ces flux seuls ne suffisent pas à définir les tensions qui s'expriment sur les mers et océans.

Dans cette dernière partie, nous verrons comment les ressources maritimes sont de plus en plus convoitées, ce qui génère des tensions.

Chaque paragraphe doit, dans la mesure du possible, faire allusion aux deux documents.

La Méditerranée, par exemple, est abondamment exploitée pour ses ressources minérales, et notamment ses hydrocarbures (pétrole et gaz). Au niveau mondial, leur consommation n'a cessé de progresser, expliquant l'augmentation constante de leur transport (doc. 1). L'exploitation des ressources maritimes explique les tensions qui peuvent exister entre pays riverains pour le tracé de leur ZEE. En effet, cette zone économique exclusive confère à l'État, dont elle relève, la propriété des ressources océaniques (y compris le sous-sol). Ainsi, en Méditerranée orientale, le tracé des ZEE fait l'objet de discussions.

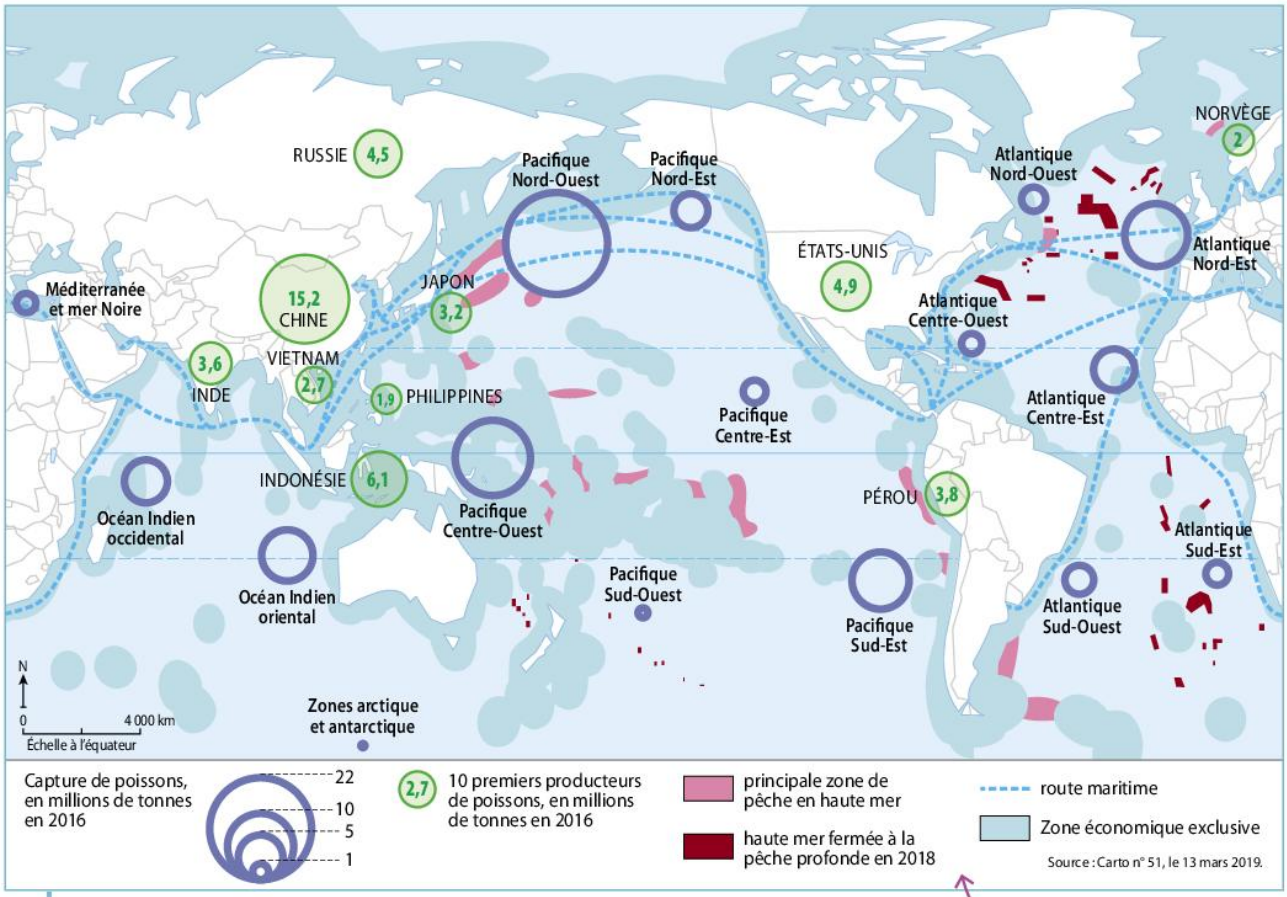
Il en est de même pour les ressources halieutiques, même si les documents ne les illustrent pas.

Conclusion : répondre à la problématique en une ou deux phrases, dresser le bilan du développement.

Pour conclure, l'analyse des documents a permis de montrer la maritimisation croissante de l'économie mondiale, tant du point de vue des échanges qui parcourent les océans que par l'exploitation des ressources. Dans un cas comme dans l'autre, les tensions qui en résultent sont nombreuses.

Analyse de document

En analysant le document, vous montrerez que les espaces maritimes deviennent stratégiques car ils sont riches en ressources et qu'il est nécessaire de les protéger.



Les enjeux de l'exploitation des espaces maritimes dans le monde

CONSEIL
Commencez par lire le titre et la légende de la carte pour cerner les mots clés du sujet et l'échelle d'analyse.

A Identifier le document

Thème, espace concerné, date, source

1. Rédigez une phrase de présentation du document en définissant « haute mer » et « ZEE » sans oublier de préciser l'échelle d'analyse.

B Prélever des informations dans une carte

2. Présentez les principales zones de pêche et les principales routes et façades portuaires.
3. Montrez que la haute mer est un espace très exploité mais encore peu préservé d'après cette carte.

Méthode

La carte est l'outil de géographie par excellence. Pour décrire une carte, il faut nommer et localiser les phénomènes et les processus représentés sur la carte (à l'aide des points cardinaux et des noms de lieux). Vous pouvez repérer les grands ensembles géographiques et identifier les exceptions au sein de ces grands ensembles.

C Interpréter la carte

4. Expliquez pourquoi les espaces maritimes sont convoités par les États en différenciant les ZEE et la haute mer et en utilisant le vocabulaire suivant : *droit de la mer, appropriation, liberté de circulation, exploitation.*
5. Montrez que le statut de la haute mer rend difficile une coopération en faveur de la protection des océans.
6. Rédigez l'analyse en suivant le plan ci-dessous après l'avoir complété.

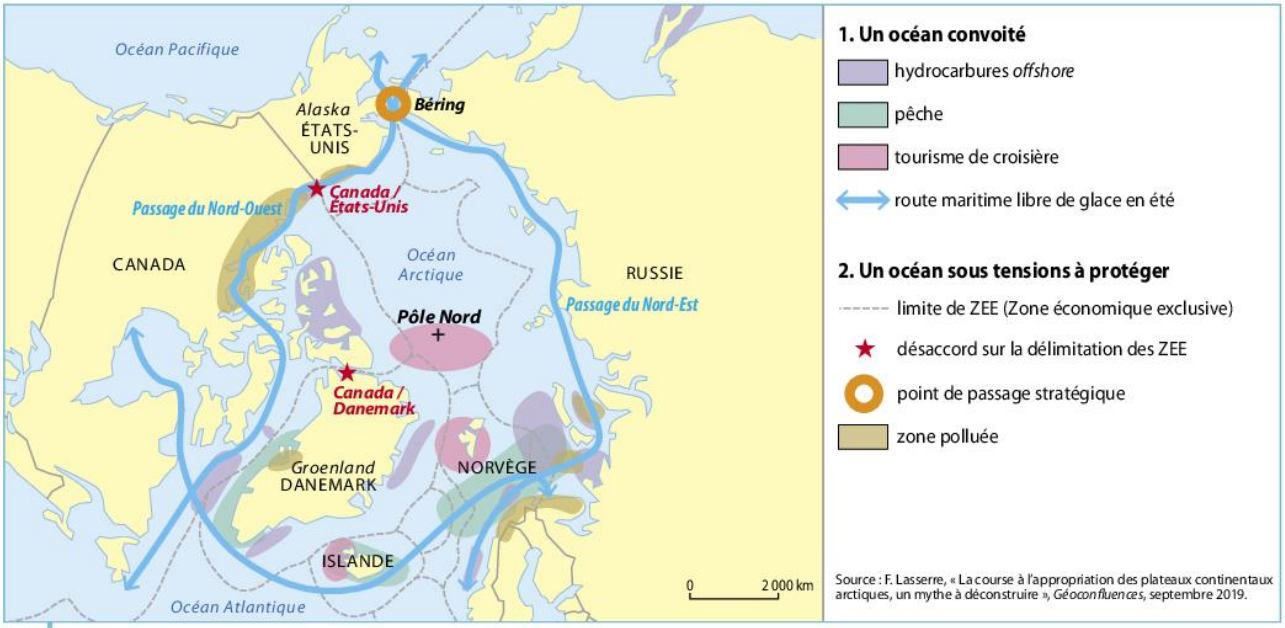
CONSEIL
Appuyez-vous sur des exemples précis pour expliquer les phénomènes et processus identifiés sur la carte.

I. Des usages multiples des espaces maritimes
1. L'exploitation des ressources maritimes
ex : ressources halieutiques dans l'Atlantique et le Pacifique nord
2. Un espace de circulation de la mondialisation
ex : route maritime circumterrestre
II. Des espaces maritimes à préserver
1. .....
2. .....
III. Des espaces maritimes convoités par les États
1. .....
2. .....

CONSEIL
Présentez différents outils et acteurs de la protection des mers et des océans.

Sujet BAC-E3C — Analyse de document

En analysant le document, vous montrerez que l'océan Arctique est un espace maritime convoité sous tensions. L'analyse de document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.



Source : F. Lasserre, « La course à l'appropriation des plateaux continentaux arctiques, un mythe à déconstruire », *Géoconfluences*, septembre 2019.

L'océan Arctique : un espace maritime disputé

Analyse de document

En analysant la série statistique sur les premiers ports à conteneurs et leur évolution, vous montrerez que la hiérarchie portuaire mondiale connaît de profonds bouleversements.

Rang en 2018 (2000)	Ports (pays)	Trafic en 2018, en milliers de tonnes (croissance 2000-2018, en %)
1er (6e)	Shanghai (Chine)	42 010 (+87)
2e (2e)	Singapour (Singapour)	36 600 (+53)
3e (65e)	Ningbo-Zhoushan (Chine)	26 000 (+97)
4e (11e)	Shenzhen (Chine)	25 730 (+97)
5e (38e)	Guangzhou (Chine)	21 920 (+93)
6e (3e)	Busan (Corée du Sud)	21 592 (+65)
7e (1er)	Hong Kong (Chine)	19 641 (+8)
8e (24e)	Qingdao (Chine)	19 300 (+89)
9e (32e)	Tianjin (Chine)	16 000 (+89)
10e (13e)	Dubaï (Émirats arabes unis)	14 954 (+80)
11e (5e)	Rotterdam (Pays-Bas)	14 513 (+57)
12e (12e)	Port Kelang (Malaisie)	12 030 (+73)
13e (10e)	Anvers (Belgique)	11 100 (+63)
14e (NC)	Xiamen (Chine)	10 650 (NC)
15e (4e)	Kaohsiung (Taiwan)	10 446 (+29)
16e (NC)	Dalian (Chine)	9 770 (NC)
17e (7e)	Los Angeles (États-Unis)	9 459 (+48)
18e (113e)	Tanjung Pelepas (Malaisie)	8 961 (+95)
19e (9e)	Hambourg (Allemagne)	8 726 (+51)
20e (8e)	Long Beach (États-Unis)	8 091 (+43)

Sources : Port d'Hambourg, 2020 et Bureau of Transportation Statistics, 2020.
NC : non classé en 2000

L'évolution des principaux trafics portuaires dans le monde

A Identifier le document

Auteur, date, provenance des chiffres

1. Rédigez une phrase de présentation du document en précisant ses sources.

B Décrire la série statistique

Méthode

Pour décrire une série statistique, il faut identifier les indicateurs présentés et leur nature : valeur brute, rang, pourcentage… ; repérer les tendances à la fois en ligne et en colonne, les valeurs les plus hautes, les plus basses… ; mesurer ces tendances par des calculs simples (addition, soustraction, moyenne, taux de variation…).

2. Pour vous aider à décrire le document, sélectionnez les informations qui traduisent convenablement la série statistique.
   - *La Chine compte 7 ports parmi les 20 premiers mondiaux en 2018 contre 2 en 2000.*
   - *Le port ayant enregistré la croissance la plus forte depuis 2000 est Shanghai.*
   - *Le port de Ningbo-Zhoushan a quasiment doublé son trafic depuis 2000.*
   - *7 des ports classés en 2018 dans le Top 20 ne l'étaient pas en 2000.*
   - *Les ports chinois représentent la moitié du trafic des 10 premiers ports mondiaux.*
3. Sur le modèle des propositions sélectionnées dans la question 2, formulez des phrases qui traduisent quelques données de la série statistique.

C Interpréter la série statistique

CONSEIL
Utilisez les connaissances extraites du cours pour expliquer les grandes tendances.

4. Pour vous aider à interpréter le document, organisez vos idées selon le plan suivant.
   I. Des ports développés en perte de vitesse
   II. Des ports émergents qui s'affirment
   III. Des espaces maritimes totalement absents du classement
5. Rédigez la réponse au sujet en vous aidant de la Méthode p. 20-21.

Question problématisée

Comment les réseaux de transport et de communication contribuent-ils à hiérarchiser les espaces maritimes dans la mondialisation ?

A Analyser la question problématisée

Activité interactive

1. Répondez aux questions posées dans les cartouches ci-dessous.

« Comment » peut-il être remplacé par « de quelle manière » ?

Les réseaux maritimes sont-ils composés uniquement des ports et des routes maritimes ?

CONSEIL
Pour définir les notions clés, aidez-vous de la rubrique vocabulaire du lexique p. 644-647

Comment les réseaux de transport et de communication contribuent-ils à hiérarchiser les espaces maritimes dans la mondialisation ?

« Hiérarchiser » revient à montrer les inégalités d'intégration des espaces maritimes. Aidez-vous des cartes p. 368-369 pour les mettre en évidence.

Pourquoi, dans une approche géographique, doit-on aussi considérer les littoraux et ne pas se limiter aux mers et océans ?

Pourquoi les espaces maritimes occupent-ils une place majeure dans la mondialisation ?

B Organiser la réponse à la question problématisée

2. Choisissez le plan qui répond le mieux au sujet et justifiez votre réponse.

Plan 1
I. Les réseaux de transport maritime assurent l'essentiel des échanges de la mondialisation
II. Les réseaux les plus utilisés intègrent les espaces maritimes qui relient les pôles majeurs de la mondialisation
III. D'autres espaces maritimes, moins équipés, restent à l'écart de la mondialisation
Plan 2
I. Des réseaux de transport et de communication qui organisent les espaces maritimes
II. Des espaces maritimes transformés par la mondialisation

CONSEIL
Les informations s'organisent autour de deux ou trois paragraphes développant deux ou trois idées clés.

3. Dans quel paragraphe pourriez-vous utiliser les termes ou les notions suivantes ?
maritimisation, port, conteneur, façade maritime, ZIP, enclavement, canal transocéanique, hiérarchie portuaire en évolution, éloignement.

C Rédiger la réponse à la question problématisée

4. En vous aidant de la Méthode p. 19, repérez les deux étapes de l'introduction de la réponse à la question problématisée et complétez les passages manquants.

Les réseaux de transport et de communication jouent un rôle croissant dans la mondialisation. Ce constat conduit à se demander comment ils contribuent à hiérarchiser les espaces maritimes dans la mondialisation. Il s'agira de répondre à cette question en analysant dans un premier temps .....,
puis .....
et enfin, ...

5. Rédigez la suite de la réponse à la question problématisée en vous aidant de la Méthode p. 19.

Sujet : L'industrie de la croisière dans le monde

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « L'industrie de la croisière dans le monde », accompagné d'une légende organisée.

L'industrie de la croisière ne cesse de se démocratiser et de se différencier. Entre 2006 et 2017, le nombre de croisiéristes a été multiplié par deux.

Les Caraïbes avec 35,4 % de part de marché, la Méditerranée (15,8 %) et l'Europe du Nord (11,3 %) concentrent l'essentiel des croisiéristes. Mais des espaces maritimes de croisières secondaires émergent en Asie de l'Est, en Alaska et dans le Pacifique. Cependant, alors que le marché de la croisière croit lentement dans les Caraïbes et que l'Amérique du Nord recule, la Méditerranée et l'Europe du Nord progressent (+8 % par an depuis 2005) et la zone Pacifique s'affirme (+12,2 %).

Les croisiéristes proviennent majoritairement (50 %) d'Amérique du Nord (13,5 millions), dont 11 millions des États-Unis. En plus de constituer le marché le plus volumineux, l'Amérique du Nord concentre aussi les ports d'embarquement les plus importants en Floride. Pour leur part, les Européens occupent 30 % du marché total. Les passagers originaires du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de l'Italie, de la France et de l'Espagne s'avèrent les plus nombreux. Les ports européens qui accueillent le plus de croisiéristes en transit sont Barcelone, Civitavecchia (près de Rome) et Palma de Majorque. L'Australie est également un marché important.

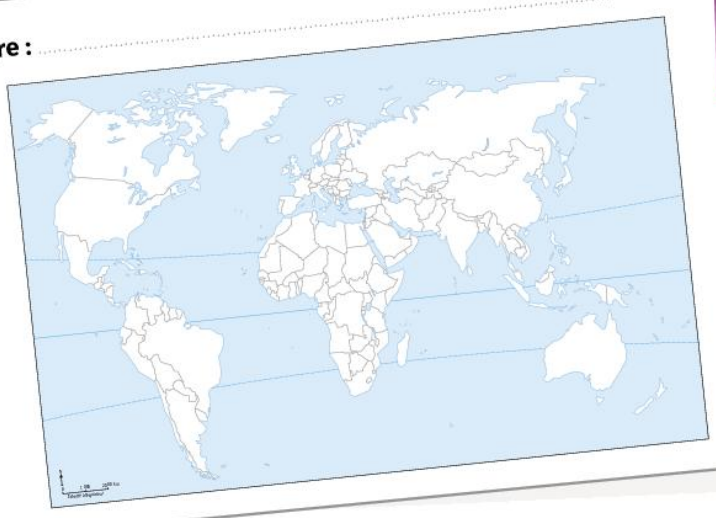
Mais c'est la Chine qui constitue un véritable marché en explosion. Cet engouement des Chinois pour la croisière s'explique par l'ouverture de l'État chinois au tourisme et l'émergence d'une classe moyenne. La croisière devient un produit de distinction sociale dans une Chine où prendre des vacances et voyager à l'étranger n'est pas un acte banal. Les autres pays qui fournissent de nombreux croisiéristes en Asie sont Taiwan, le Japon, Singapour, Hong Kong mais aussi l'Inde. Les itinéraires sont bien souvent exclusivement asiatiques. Shanghai reste le principal port d'embarquement. L'effet de nouveauté marche à plein mais cette nouvelle clientèle chinoise qui porte désormais le marché sera-t-elle aussi fidèle que les Américains et les Européens ?

D'après Isemar, *L'Industrie de la croisière : entre défis et croissance*, septembre 2018 et rapport annuel de l'industrie des croisières, 2019.

CONSEIL

Commencez par lister tous les espaces maritimes cités dans le texte. Pour gagner du temps, classez-les selon les continents.

Titre : .....



CONSEIL

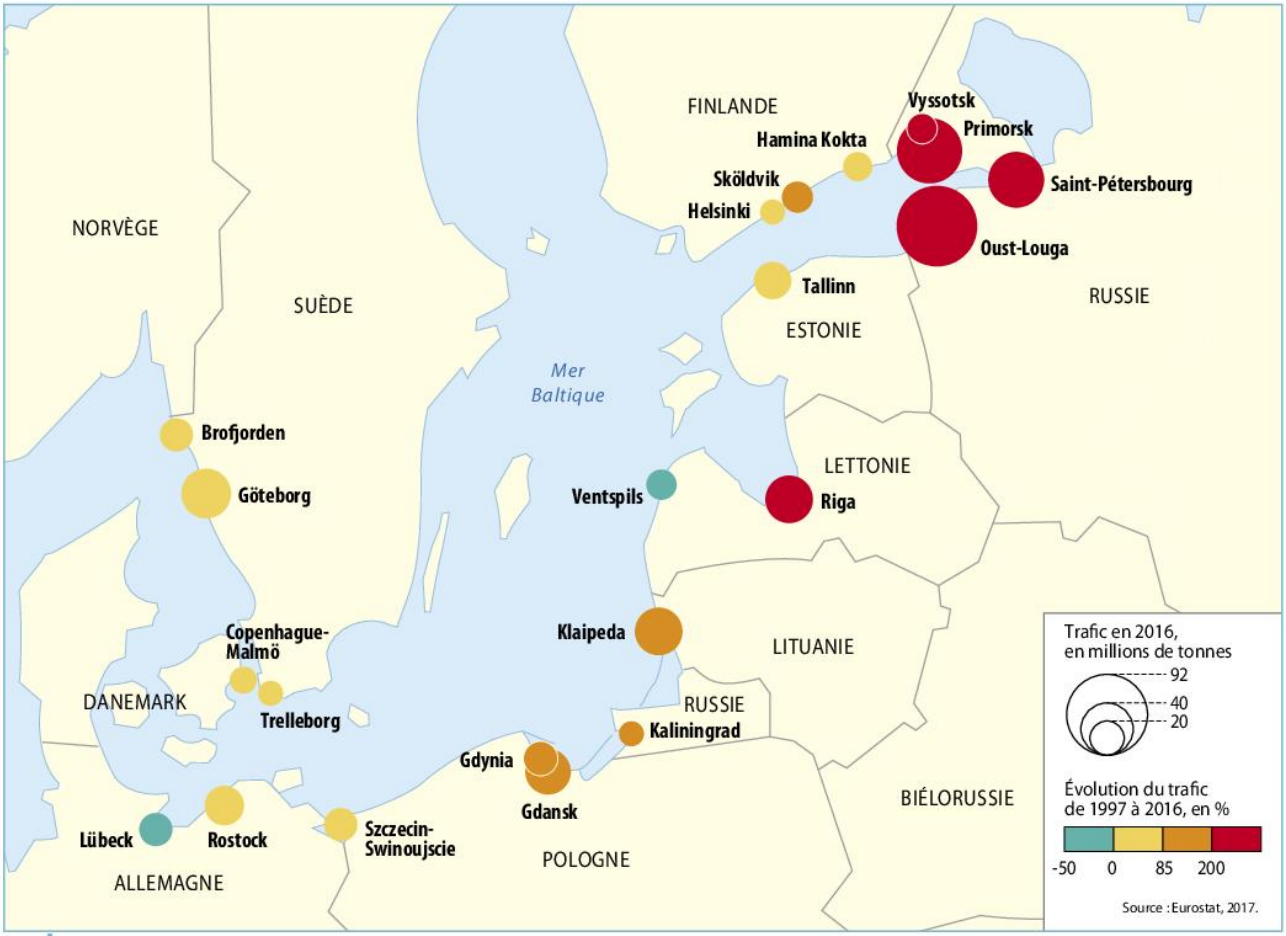
Pour construire votre réponse, réfléchissez aux différentes formes d'appropriation des mers et des océans par les États (droit, exploitation, circulation)

Comment l'appropriation des mers et des océans renforce-t-elle les tensions entre les États ?

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez que la mer Baltique est parcourue par de nombreux échanges mais que ses infrastructures doivent être adaptées aux mutations économiques mondiales.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.



1 Des échanges maritimes surtout régionaux

2 Une mer concurrencée

Aujourd'hui dans une situation d'interface entre la Russie et l'Europe, la mer Baltique voit ce rôle possiblement remis en cause, même si la question de la relation gazière russo-européenne reste importante. La première remise en cause vient d'abord des mutations de la Russie. Elle a été et reste le principal marché pour de nombreux ports de la région, de Gdansk à la Finlande. Mais le ralentissement de la croissance économique russe, les incertitudes géopolitiques[1], la baisse du cours du pétrole ou encore un manque de réformes économiques ne laisse pas entrevoir un futur étincelant et un rebond des volumes d'échange. Ainsi, les ports de la région doivent s'adapter à des trafics de transit moins importants qu'au cours des dernières années.

Par ailleurs, l'impact du développement d'axes terrestres entre l'Asie et l'Europe (nouvelle route de la soie) reste à évaluer pour la région baltique. Si ses ports, et l'ensemble de la filière logistique, peuvent en tirer profit, ces mêmes corridors ferroviaires eurasiatiques peuvent constituer une réelle concurrence notamment pour la desserte du monde russe. *A contrario*, la région baltique pourrait stratégiquement devenir une zone de redistribution des marchandises en provenance de l'Asie.

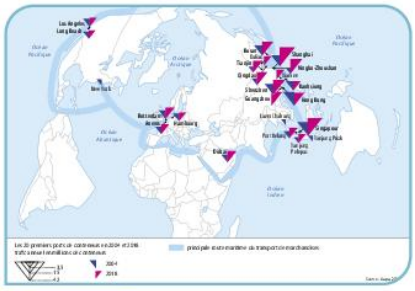
1. L'Europe rencontre des difficultés récurrentes à établir un dialogue constructif avec la Russie depuis l'annexion de la Crimée (Ukraine) en 2014.

A. Serry, « Le transport maritime en mer Baltique : note stratégique et prospective », mars 2018.

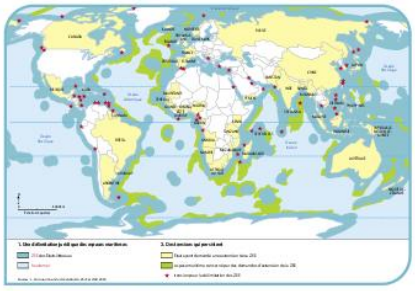
Mers et océans au cœur de la mondialisation

Cartographier

Question 1 Planisphère p. 362



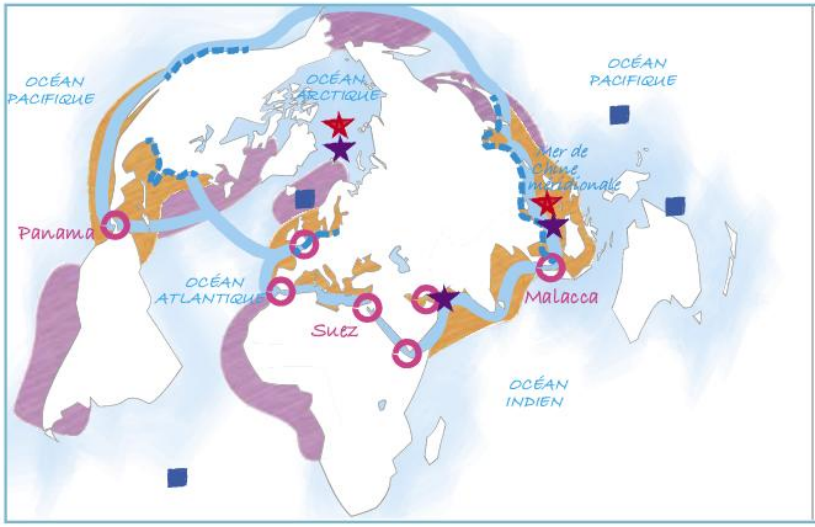
Question 1 Planisphère p. 368



Question 2 Planisphère p. 378

À l'aide des documents ci-dessus, complétez le croquis de typologie suivant.

Titre : .....



1. Des espaces maritimes, vecteurs de la mondialisation

....

....

....

....

2. Des espaces entre appropriation, protection et liberté de circulation

....

....

....

....

Ne pas confondre

• **Maritimisation :** processus d'accroissement des échanges par les voies maritimes depuis les années 1970 dans le contexte de la mondialisation.

Qui s'explique par :

– la baisse du coût des transports maritimes (révolution du conteneur) ;

– la libéralisation générale des échanges ;

– la mise en place d'une Division internationale du travail.

• **Littoralisation :** concentration des hommes et des activités sur les littoraux.

Qui s'explique par :

– le développement de hubs portuaires (industrialisation, zones logistiques) ;

– la croissance urbaine et l'attractivité touristique.

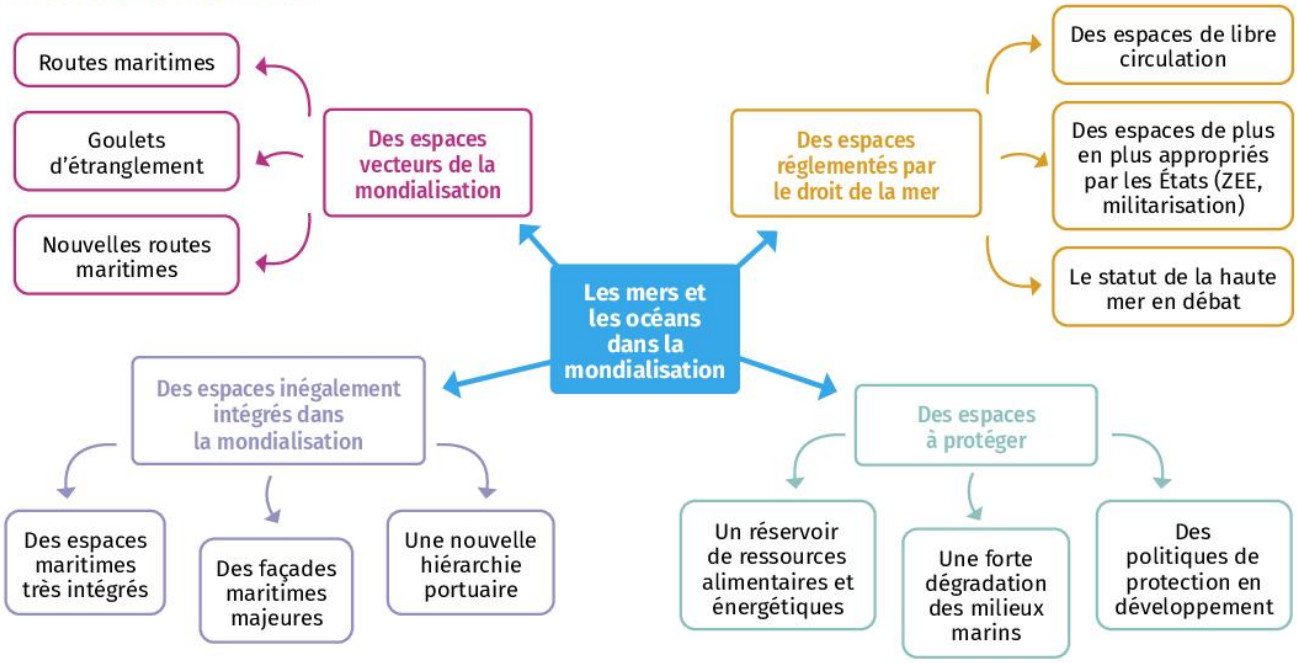
Dans le contexte de la mondialisation, la **maritimisation** du monde accroit la **littoralisation** à toutes les échelles :

– échelle mondiale : présence de façades maritimes majeures, ex : *Northern Range*, façade de l'Asie orientale ;

– échelle régionale : émergence de hubs portuaires attractifs, ex : Singapour, Dubaï, Malte ;

– échelle locale : extension des ports vers la mer, ex : Shanghai, Rotterdam.

Mettre en relation



Changer d'échelle

Du monde...

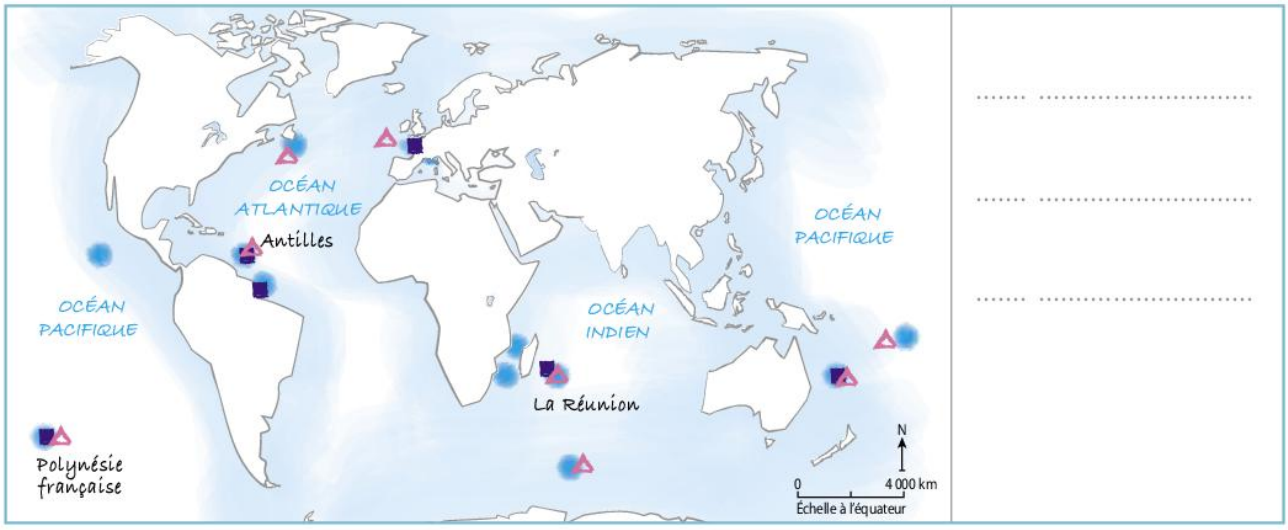
1. À l'aide de votre cours, illustrez chaque case de l'organigramme ci-dessus à partir d'exemples précis. Dans le choix des exemples, pensez à varier l'échelle.

... à la puissance maritime de la France

2. À quelle catégorie du croquis de typologie de la page ci-contre les espaces maritimes de la France appartiennent-ils ? Comment le doc. 1 p. 422 nuance-t-il cette classification ?

3. À partir de vos connaissances sur l'inégale maritimisation du monde, faites des hypothèses pour montrer les facteurs de la puissance maritime de la France. Complétez la légende du croquis ci-dessous avec ces hypothèses.

Titre : .....



.....

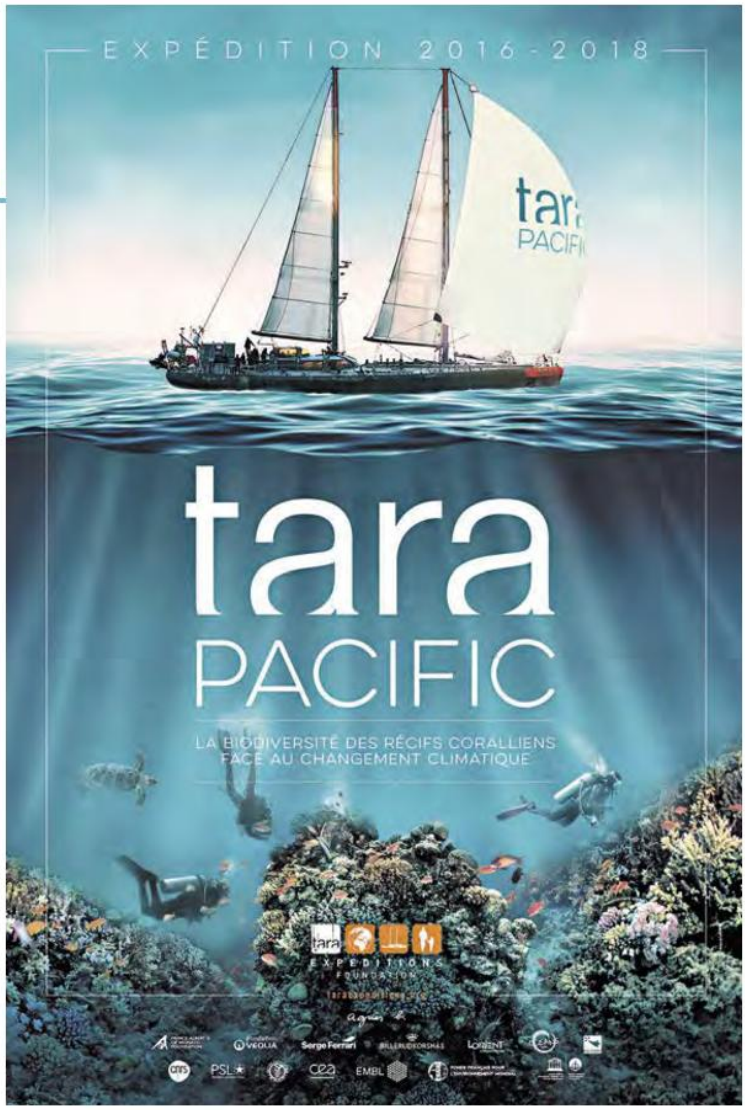
.....

.....

4. Vérifiez la justesse de vos réponses en les confrontant aux documents p. 416-417.

1 **Le *MSC Grandiosa*, dernier-né des Chantiers de l'Atlantique**

Construit à Saint-Nazaire (Pays de la Loire), ce paquebot, mis en service en novembre 2019, est le 6e plus gros au monde (5 700 passagers).



2 **La goélette *Tara*, un voilier français pour la recherche scientifique**

L'expédition *Tara Pacific* a permis d'étudier l'impact du changement climatique sur les récifs coralliens en collaboration avec des universités japonaises et des centres de recherches internationaux.

Activités numériques

Sur le site www.oceans.taraexpeditions.org, choisissez une des expéditions de la goélette *Tara*, dans la rubrique « Qui est *Tara* ? ».

a. Décrivez le parcours de l'expédition choisie.

b. Quels étaient les objectifs de cette expédition ?

c. Dans quels domaines cette expédition a-t-elle contribué à la puissance maritime de la France ?

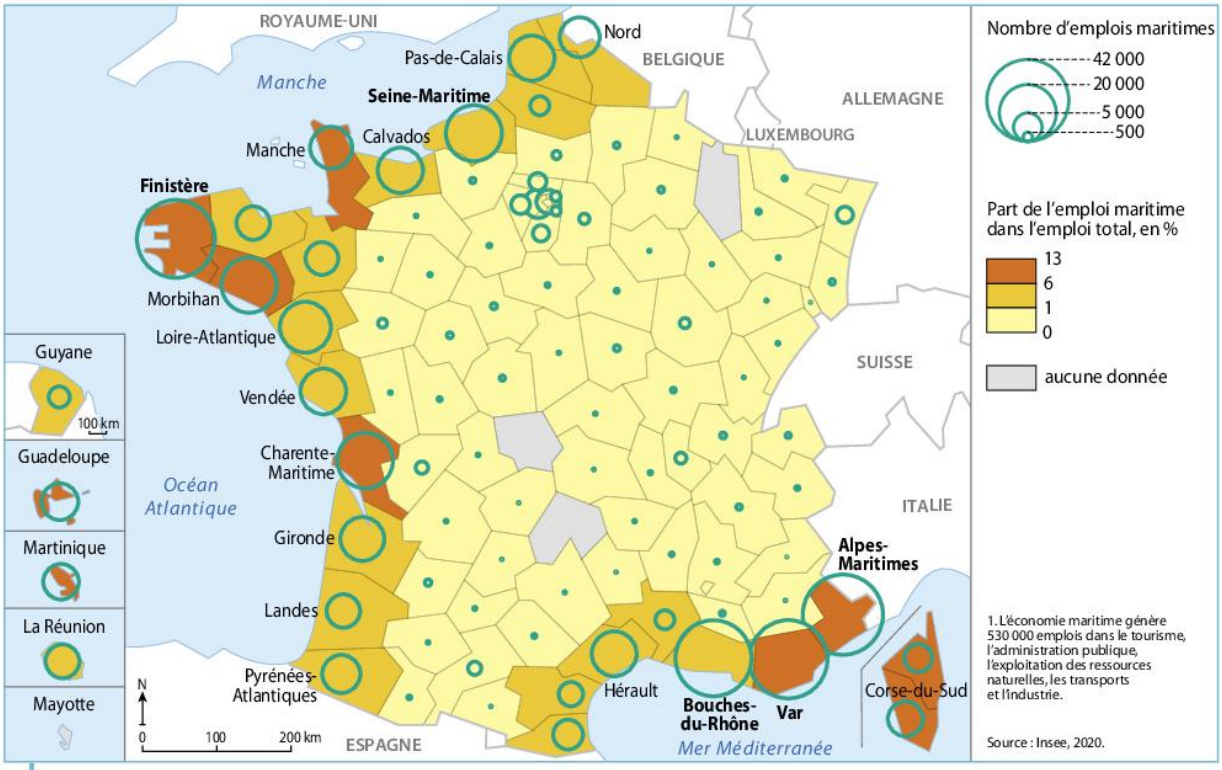
QUESTION

3

La France : une puissance maritime ?

Pourquoi les mers et les océans constituent-ils un enjeu pour la puissance française ?

RESSOURCES EN
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

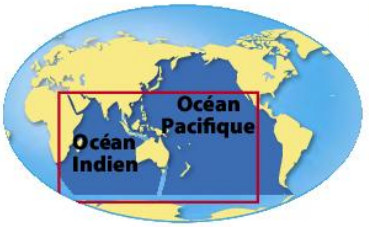


3 **Les emplois générés par l'économie maritime en France**

1. Sur quels secteurs repose l'économie maritime en France ? Dans quelles régions est-elle la plus développée ? (doc. 1 et 3)
2. Montrez que la puissance qu'un pays retire des mers et des océans n'est pas uniquement d'ordre économique. (doc. 2)
3. D'après vos connaissances, dans quels autres domaines cette puissance maritime française s'exprime-t-elle ?

Étude de cas 1

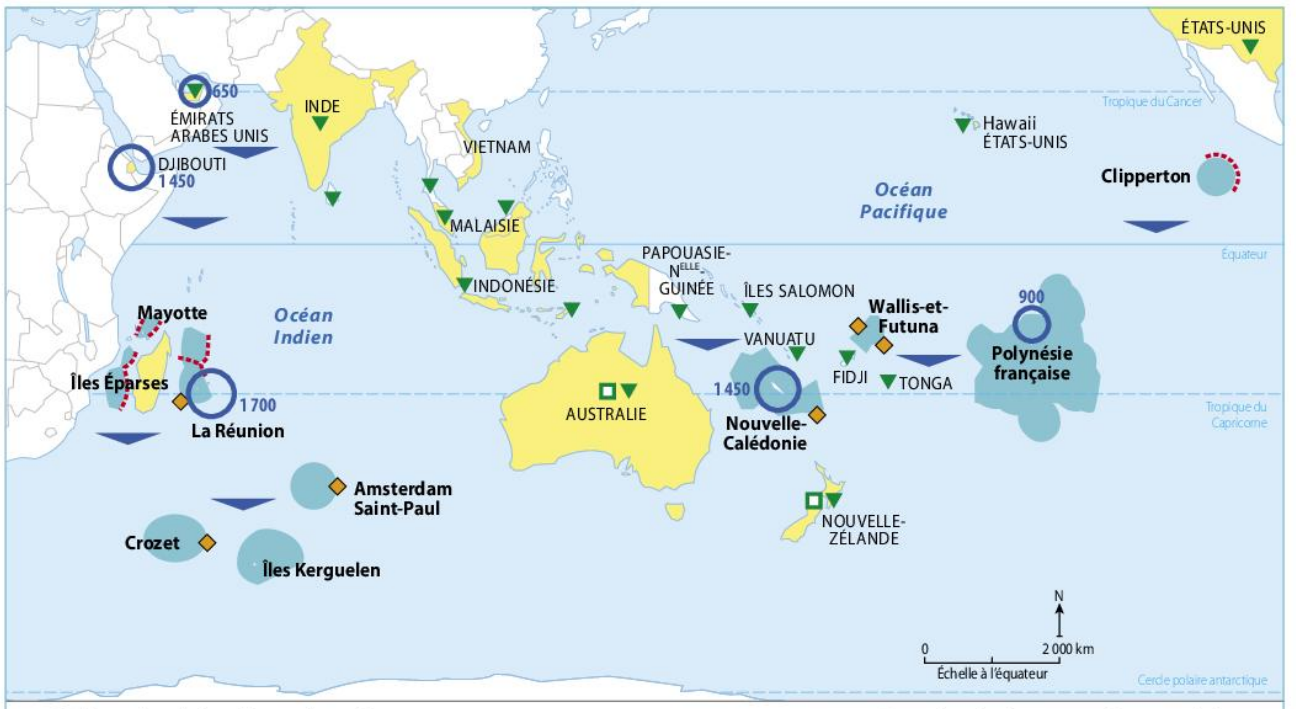
L'Indo-Pacifique, un enjeu pour la puissance maritime de la France



Concentrant 60 % de la population mondiale et un tiers du commerce international, la région Indo-Pacifique constitue un espace stratégique. Du fait de ses territoires ultramarins, la France y renforce sa présence considérant la stabilité de cette zone comme une des priorités de sa politique de sécurité.

A Pourquoi la France renforce-t-elle sa présence dans l'Indo-Pacifique ?

Cours 1, p. 418-419



1. L'affirmation de la présence française

- ZEE des territoires ultramarins français
- tension liée aux limites de la ZEE
- demande d'extension de la ZEE
- 900 : nombre de militaires français déployés
- patrouille maritime contre les activités illicites (drogue, pêche, piraterie)

2. La recherche de partenariats stratégiques

- principal partenaire de défense de la France
- État autorisant les escales aériennes / navales aux forces françaises
- partenaire de la France dans le soutien aux victimes des catastrophes naturelles

Sources : « Indo-Pacifique », *Diplomatie*, octobre-novembre 2019 et ministère des Armées, 2020.

1 Une présence militaire marquée de la France dans l'Indo-Pacifique

2 Les raisons de l'intérêt de la France pour l'Indo-Pacifique

La France est une puissance souveraine de l'Indo-Pacifique par sa population (1,6 million de citoyens français) et ses territoires ultramarins qui représentent 10 des 11 millions de km² de sa ZEE.

L'Indo-Pacifique est une région cruciale pour son économie : plus d'un tiers des exportations françaises hors UE sont à destination de la région et en retour, elle représente plus de 40 % de nos importations hors UE. Il existe ainsi une véritable interdépendance économique entre la France et cet espace.

Malgré l'éloignement, la mondialisation induit que toute crise en Indo-Pacifique a des conséquences directes pour la France et l'Europe. Et malheureusement, le contexte sécuritaire de cet espace est en dégradation. La compétition entre la Chine et les États-Unis se superpose à une mosaïque de tensions : crise nord-coréenne, conflits territoriaux ou conséquences sécuritaires du changement climatique. Dans ce contexte géostratégique en mutation, les ambitions de la France sont de préserver son influence et sa capacité d'action afin de maintenir un environnement sécuritaire propice à ses activités économiques et politiques, ainsi qu'à celles de ses partenaires.

A. Guitton, « Quelle stratégie pour la France en Indo-Pacifique ? », *Diplomatie*, Grands dossiers, novembre 2019.

1 **Assurer la sécurité** des citoyens et des territoires français de l'Indo-Pacifique

2 **Préserver un accès libre aux océans** et sécuriser les voies de communication maritime

3 **Venir en aide aux victimes des catastrophes naturelles** et faire face aux effets du changement climatique

4 **Contribuer à la stabilité régionale** par le renforcement des dispositifs multilatéraux de coopération militaire

Source : *Diplomatie*, 2 janvier 2020.

3 Les objectifs de l'action de la France en Indo-Pacifique

4 Les limites de la puissance maritime de la France en Indo-Pacifique

Si la France possède bien des territoires importants dans l'Indo-pacifique, sa présence militaire y demeure réduite, en partie du fait de la faiblesse des budgets alloués à ces questions : 7 000 militaires français sont déployés de façon permanente. Ces forces sont principalement actives dans l'océan Indien et dans l'océan Pacifique Sud et n'exercent, par conséquent, qu'une influence limitée dans l'océan Pacifique Nord, où se concentrent pourtant un certain nombre d'enjeux stratégiques importants, à l'image des conflits en mer de Chine. La France y multiplie néanmoins les missions navales destinées à réaffirmer le primat du droit international et à y assurer la liberté de navigation, y compris dans le détroit de Taïwan, au risque de s'attirer les foudres d'un État chinois tolérant de moins en moins ces pratiques. En l'absence de bases militaires permanentes situées à proximité des principales voies de communication maritimes, la France ne peut espérer peser de manière décisive sur les affaires de cet espace.

H. Decis, « Dans l'Indo-pacifique, la posture française doit évoluer », Iris, 24 octobre 2019.

5 Une image attractive des territoires ultramarins du Pacifique : l'exemple de la Polynésie française

Utiliser une approche géographique pour construire une argumentation

Itinéraire 1

Lire et analyser

1. Quelles sont les trois raisons de l'intérêt de la France pour l'Indo-Pacifique ? (doc. 2)
2. Comment l'armée française répond-elle aux missions qui lui ont été assignées dans cet espace sous tension ? Pourquoi la recherche de partenariats stratégiques est-elle une nécessité ? (doc. 1 et 3)

Interpréter

3. Quelles autres activités relevant du rayonnement culturel permettent à la France de renforcer sa présence dans cet espace ? (doc. 1, 2 et 5)
4. Quelles sont les limites à l'influence française dans cet espace ? (doc. 4)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

En confrontant les documents 1 et 3, montrez que l'Indo-Pacifique revêt un enjeu géostratégique majeur dans l'organisation géopolitique du monde et que la France veut y jouer un rôle important.

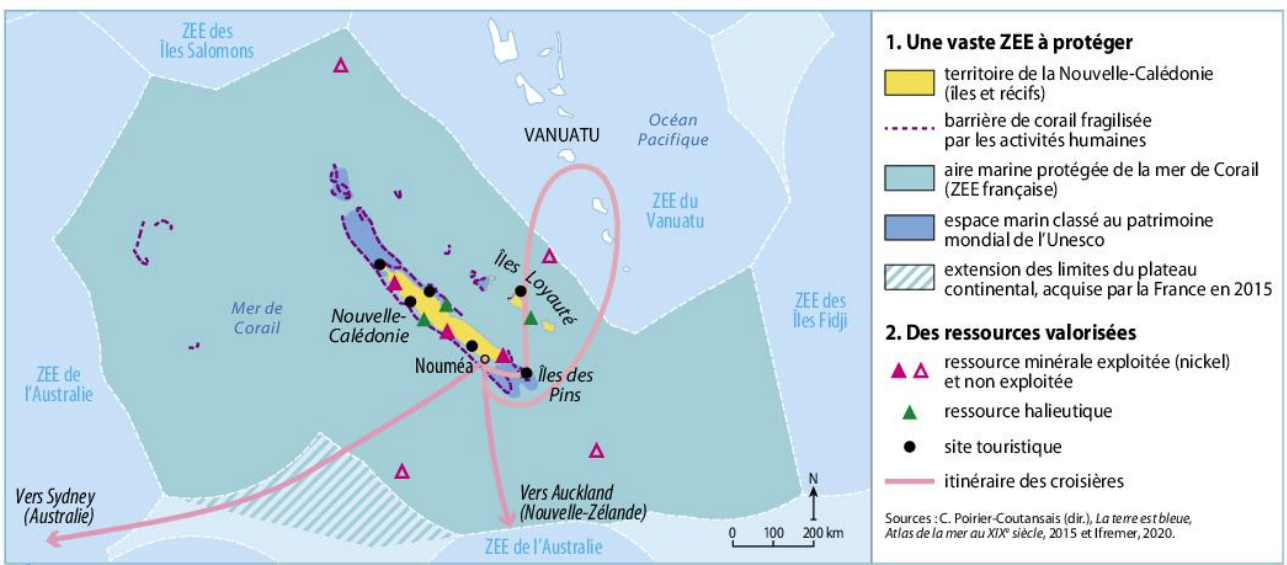
B Comment l'économie et l'environnement sont-ils mis au service de la puissance maritime française dans l'Indo-Pacifique ?

Cours 2, p. 424-425

Enjeux économiques	Enjeux environnementaux
– Assurer la libre circulation sur une route maritime essentielle pour les importations et les exportations françaises – Lutter contre les trafics illégaux (drogue, pêche illicite)	– Répondre à la vulnérabilité de certains États au changement climatique – Faire face à la diminution des ressources halieutiques et de la biodiversité
▸ Mise en réseaux des moyens de surveillance marine (Pacific Quad) ▸ Patrouilles maritimes ▸ Soutien aux centres régionaux de surveillance des voies maritimes	▸ Programme d'alerte précoce des cyclones par l'observation du comportement des oiseaux ▸ Réalisation d'une cartographie des risques environnementaux ▸ Création d'aires marines protégées

6 Des enjeux importants pour la puissance française

Sources : A. Monot et F. Paris, *Géographie des mers et des océans*, 2018 et *Le Monde*, 1er juin 2019.



7 La mise en valeur du potentiel maritime : l'exemple de la Nouvelle-Calédonie

Itinéraire 1

Lire et confronter des documents

1. Sur quelles ressources économiques l'intérêt de la France pour l'Indo-Pacifique repose-t-il ? (doc. 6 et 7)
2. Comment la France cherche-t-elle à concilier développement et enjeux environnementaux dans ces territoires ? (doc. 7)
3. Au-delà de ses territoires ultramarins, comment la France utilise-t-elle l'enjeu environnemental pour renforcer sa présence dans l'Indo-Pacifique ? (doc. 6)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Comment la France utilise-t-elle les enjeux économiques et environnementaux pour renforcer sa puissance dans l'Indo-Pacifique ?

Pour vous guider

Vous montrerez : les enjeux économiques et environnementaux de cet espace pour la France ; la façon dont la France renforce sa puissance en s'appuyant sur ces enjeux.

QCM interactif | Organigramme PDF à télécharger | Croquis interactif + Version PDF à télécharger

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

Complétez le schéma fléché à l'aide des informations présentes dans les pages 410 à 412.

L'Indo-Pacifique, un enjeu majeur pour la puissance de la France

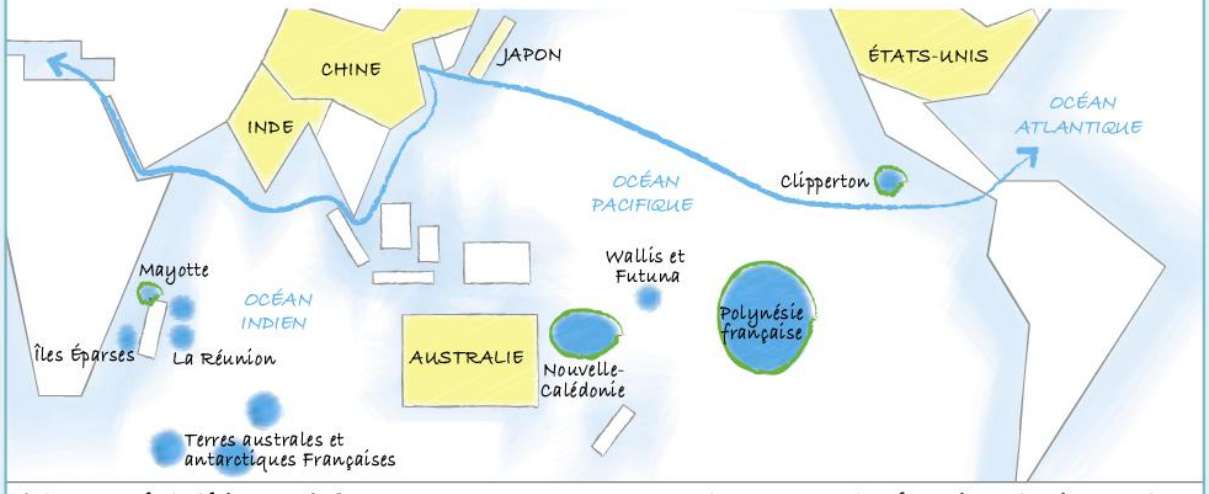
- Des enjeux géostratégiques .....
- Des enjeux économiques .....
- Des enjeux environnementaux .....

Des limites .....

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 410 à 412, complétez le schéma suivant.

Titre : .....



1. Un espace géostratégique pour la France

- ..... (.....)
- ..... tension liée aux limites des ZEE
- ..... patrouille de sécurité maritime
- ..... (.....)

2. Un espace aux enjeux économiques et environnementaux

- ..... (.....)
- ..... (.....)

Changer d'échelle

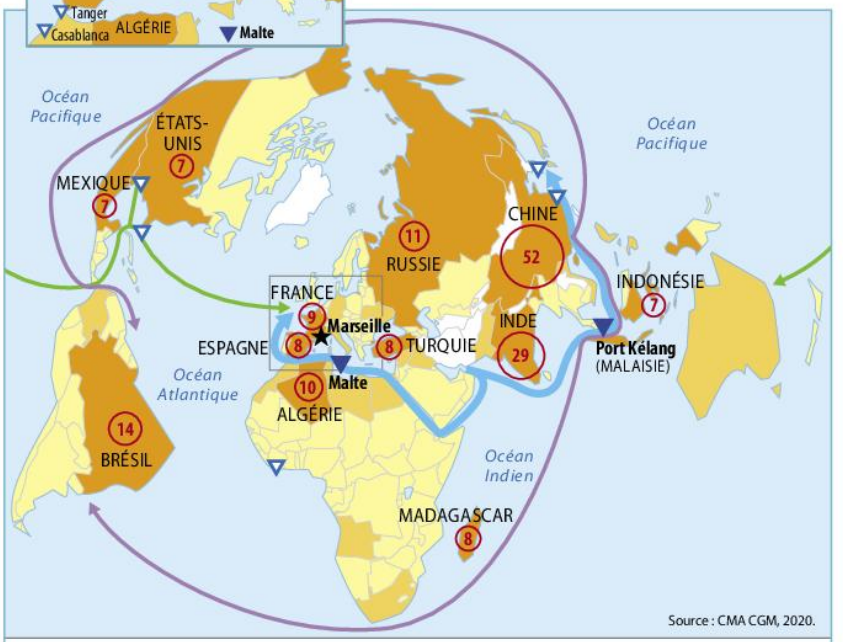
De l'étude de cas... à la France

1. Dans quels autres espaces maritimes la France renforce-t-elle sa puissance militaire ? Cours 1, p. 418-419
2. Les autres espaces maritimes français présentent-ils les mêmes enjeux économiques et environnementaux ? Sont-ils pris en compte de la même façon ? Cours 2, p. 424-425

Étude de cas 2

La CMA CGM : quelles stratégies pour rester un géant maritime ?

Société française incontournable du transport maritime, la CMA CGM a longtemps été le 3e armateur mondial avant d'être dépassé par le chinois Cosco en 2018. Dans un marché concurrentiel, l'entreprise doit en permanence s'adapter pour rester un géant maritime et contribuer ainsi à la puissance maritime de la France.



1. Un groupe présent dans 160 États

★ Marseille, siège social de la CMA CGM [1]

Nombre d'agences CMA CGM par État

1 3 6 52

(14) Nombre d'agences pour les principaux États

1. Compagnie maritime d'affrètement - Compagnie générale maritime

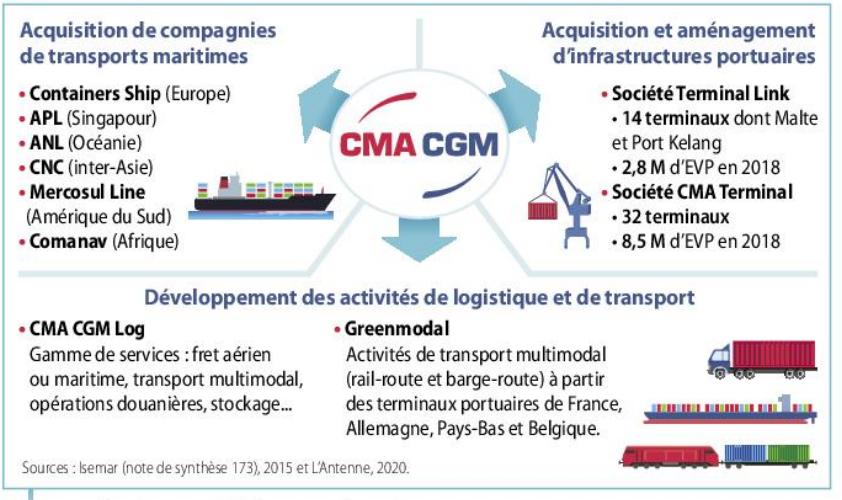
2. Des lignes maritimes intercontinentales reliant un réseau de terminaux de la CMA CGM

rotation
- majeure Europe-Asie
- Europe-Amérique-Océanie
- Asie-Amérique

▼ hub majeur de la compagnie

▽ terminal portuaire

1 Assurer une présence mondiale



Sources : Isemar (note de synthèse 173), 2015 et L'Antenne, 2020.

3 Se développer à l'international

2 Réduire les coûts par le gigantisme

Vidéo

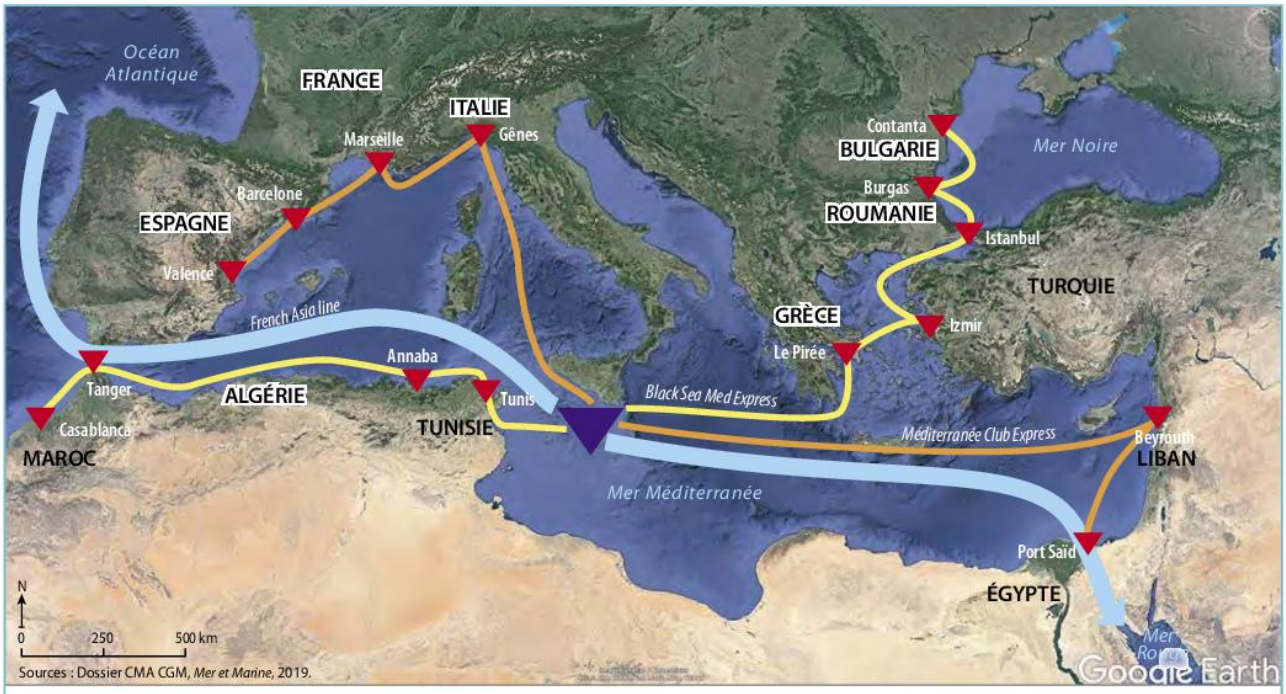
La Méditerranée est un marché convoité pour les armateurs, qui, progressivement, font monter en puissance la taille et la capacité des porte-conteneurs affectés à la desserte de l'Asie. Parmi ceux-ci, les plus importants font aujourd'hui un peu plus de 20 000 EVP[1]. Mais l'armateur français CMA CGM vient de commander en Chine neuf porte-conteneurs de 22 000 EVP (2020), quand son concurrent MSC vise encore plus gros. Censés officiellement atteindre les 22000 EVP, les onze navires commandés en Corée par MSC, numéro 2 mondial, auraient en réalité une capacité de 23500 EVP. Cette course à la taille oblige les ports à suivre, s'ils ne veulent pas être marginalisés. Le Maroc a largement investi pour profiter de l'emplacement stratégique du détroit de Gibraltar. Les 100 ha du port de Tanger Med, dont le premier terminal a ouvert en juillet 2007, sont un succès majeur. Il est devenu l'un des tout premiers en Afrique grâce notamment à une bonne connexion par navires rouliers (transport de véhicules). Ce mode de transport est conforté par le choix de la CMA CGM de mettre en ligne deux gros navires entre Casablanca, Tanger, Marseille et Gênes pour essayer de capter une partie des flux de camions transitant par l'Espagne.

Jeune Afrique, 7 décembre 2017.

1. EVP (équivalent vingt pieds) : unité de mesure utilisée pour le trafic de conteneurs.

Vocabulaire

- **Terminal portuaire :** infrastructure spécialisée dans le chargement et déchargement des conteneurs transportés par les porte-conteneurs.



Sources : Dossier CMA CGM, *Mer et Marine*, 2019.

1. Malte, un hub central en Méditerranée

- hub de la CMA CGM (4e port à conteneurs de Méditerranée)
- ligne maritime de la CMA CGM entre l'Europe et l'Asie

2. Un système efficace de redistribution

- ligne maritime de *feedering*
- port desservi à partir de Malte

4 Construire un réseau de redistribution efficace en Méditerranée

5 Entretenir son image de marque

Dans une planète où l'information circule quasi instantanément et où les réseaux sociaux forgent l'opinion, les FTN (Firmes transnationales) cherchent à se prémunir des critiques relatives à leurs activités. C'est pourquoi la CMA CGM s'affaire pour contrôler son image en tablant sur les thématiques du développement durable et de la lutte contre les discriminations. Sa fondation d'entreprise s'engage pour la défense des enfants, en particulier en collaborant avec des ONG (organisations non gouvernementales) humanitaires françaises dans le cadre de l'opération « Conteneurs d'espoir ». Ses nouveaux géants des mers consomment toujours moins de carburant, moyennant une réduction des vitesses de navigation. Cette dimension environnementale participe d'un modèle économique fondé sur la recherche d'optimisation des coûts de production.

S. Dubois et K. Sutton (sous la direction de), *La France, géographies d'un pays qui se réinvente*, Bréal, 2018.

Justifier des choix

Itinéraire 1

Lire et analyser les documents

1. Montrez que la CMA CGM est une des plus puissantes firmes transnationales du transport maritime. (doc. 1 et 3)
2. Comment la CMA CGM renforce-t-elle son implantation mondiale ? (doc. 2, 3 et 4)

Interpréter les documents

3. Expliquez le choix de Malte comme hub de la Méditerranée pour la CMA CGM. (doc. 2, 4 et doc. 1 p. 371)
4. Sur quels autres éléments la stratégie de développement de la CMA CGM repose-t-elle ? (doc. 3 et 5)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

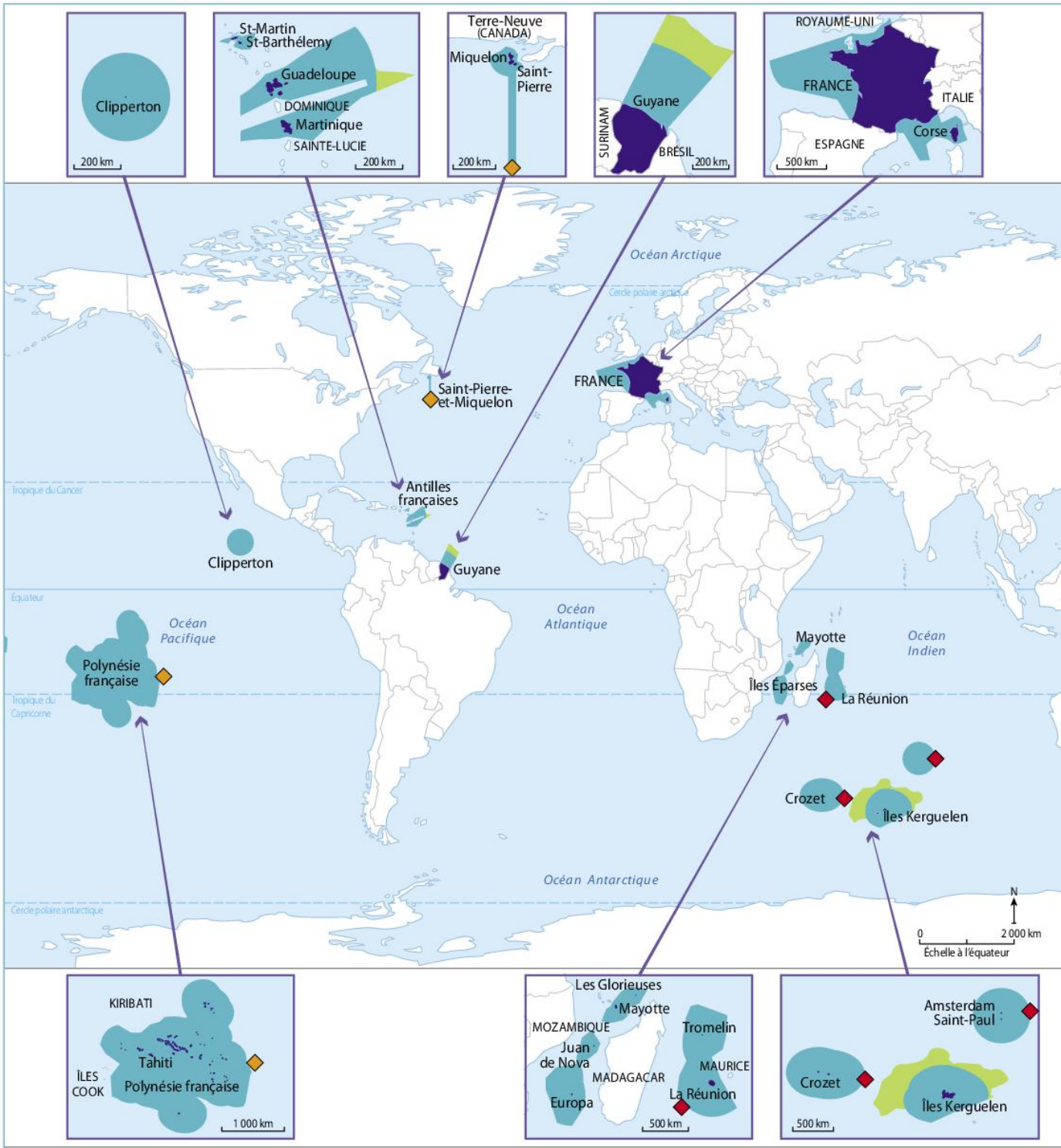
Rédigez, en vous appuyant sur les documents, une réponse à la question problématisée suivante : « Quelles sont les stratégies adoptées par la CMA CGM pour rester un géant maritime ? ».

Pour vous guider

Vous montrerez que l'entreprise cherche à réduire ses coûts tout en développant de nouveaux services pour ses clients.

Une puissance maritime française présente sur tous les océans

Carte interactive



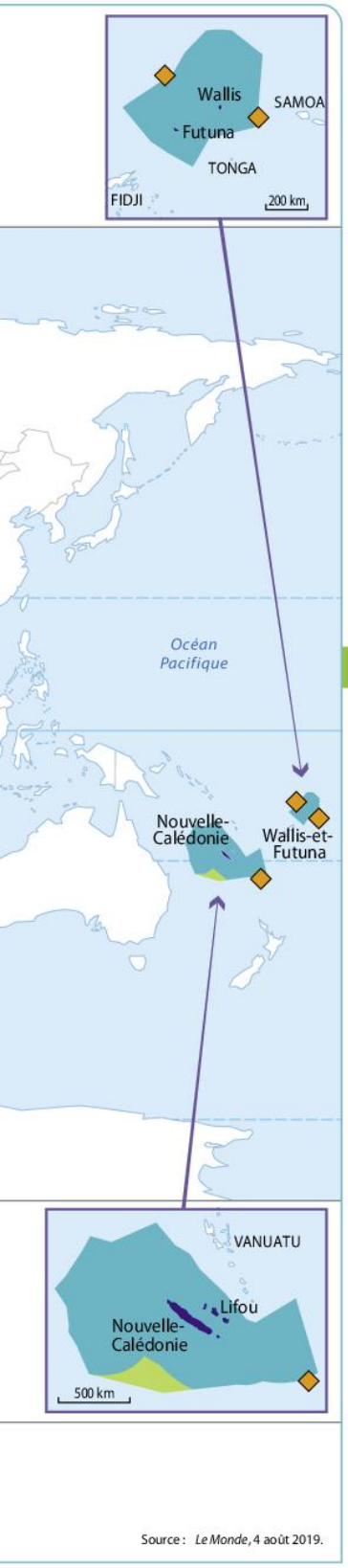
1. Une vaste ZEE

- ZEE de la France métropolitaine et des territoires ultramarins
- extension des limites du plateau continental acquise en 2015

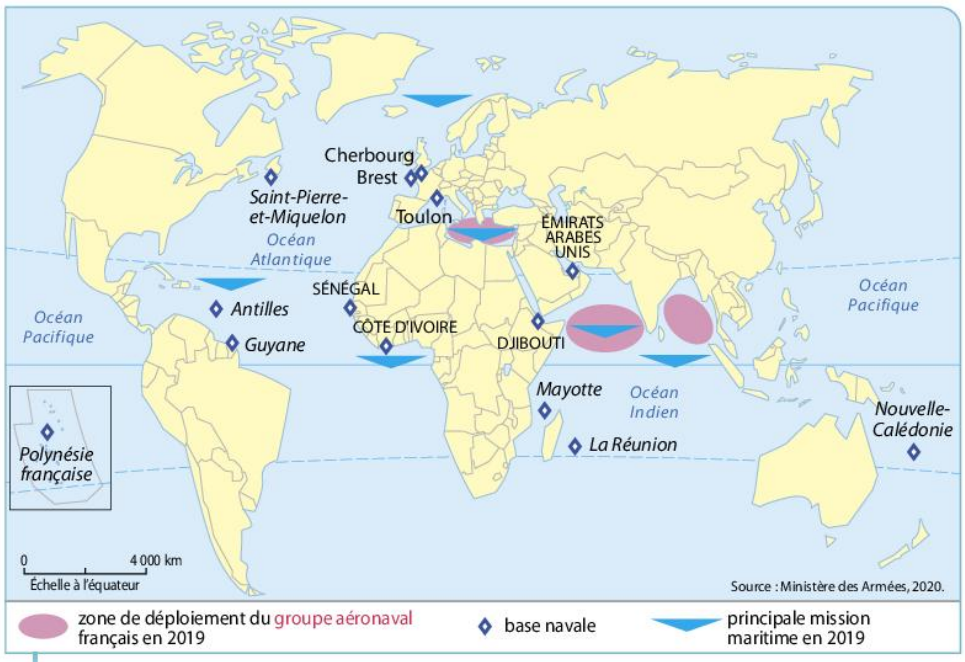
2. Des demandes d'extension de la ZEE

- demande en cours d'examen
- demande en attente d'examen

1 Un très vaste espace maritime



Source : *Le Monde*, 4 août 2019.



2 **La France : une puissance navale**

Des planisphères…

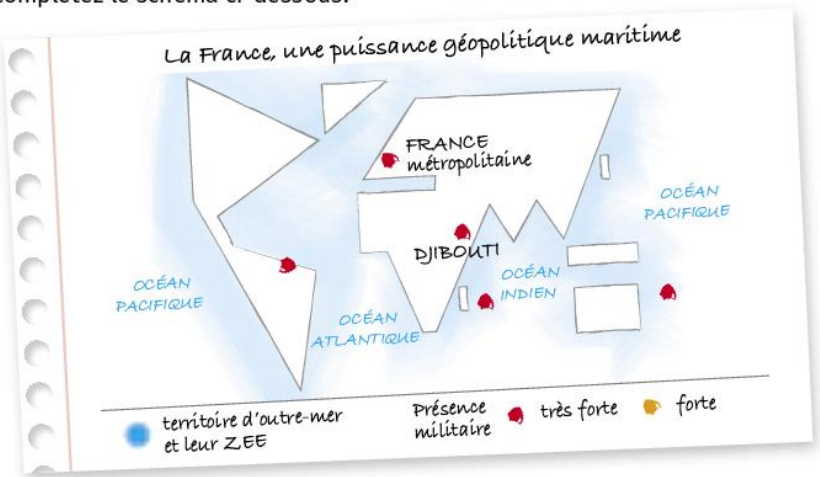
1. Où se trouvent les principales ZEE françaises ? Comment la France cherche-t-elle à les étendre ?
2. Où se trouvent les principaux points d'appui des forces navales françaises ? À partir de vos connaissances, formulez des hypothèses permettant d'expliquer leur localisation.
3. Pourquoi les ZEE françaises constituent-elles un atout pour la puissance française ?

Vocabulaire

- **Groupe aéronaval :** groupe de navires de combat naval intégrant un porte-avions et une escorte composée d'un sous-marin nucléaire d'attaque et de frégates.

… au schéma

À partir des informations relevées dans les documents, complétez le schéma ci-dessous.



Cours 1

QCM interactif cours

Les océans, un enjeu géopolitique pour la France

Pourquoi les océans sont-ils un atout pour le maintien de la puissance française dans le monde ?

A Un atout territorial

Avec 5 000 km de littoral, la France métropolitaine est le seul pays européen à posséder trois façades maritimes (Atlantique, Méditerranée et Manche). Toutefois, ce sont les territoires ultramarins qui confèrent à la France sa présence maritime sur tous les océans (Pacifique, Indien, Atlantique).

La France dispose de la 2e ZEE au monde (10,7 millions de km²) dont 96 % en outre-mer. Son ambition est d'ailleurs de dépasser les États-Unis par l'extension des limites du plateau continental de ses ZEE. Les demandes déposées auprès de l'ONU représentent un million de km² supplémentaires (doc. 1 p. 416).

Cette présence maritime planétaire est source de tensions avec d'autres États, notamment pour l'exploitation des ressources maritimes dans les ZEE (doc. 1). De plus, certains territoires ultramarins (îles Éparses, Clipperton, Mayotte) sont revendiqués par d'autres pays, ce qui fragilise la souveraineté française sur ces espaces.

B Un atout militaire

Au 6e rang mondial, la marine nationale dispose d'un porte-avions et de dix sous-marins lanceurs d'engins qui constituent les vecteurs de sa dissuasion nucléaire. Avec l'US Navy et la Royal Navy britannique, elle est considérée comme une marine de haute mer du fait de sa capacité de **projection** mondiale.

Les océans sont des points d'ancrage de la puissance militaire française permettant une présence stratégique sur tous les océans ainsi que la surveillance de la ZEE (Repère A). Les bases navales situées dans les territoires d'outre-mer ou dans les États alliés (Djibouti, Sénégal ou Émirats arabes unis) facilitent le déploiement rapide de l'armée dans les territoires en crise où la France intervient (Mali en 2013, Syrie et Irak en 2015).

La France s'affirme comme un gendarme des mers et des océans. Elle participe à des missions internationales de surveillance des espaces maritimes pour lutter contre la piraterie, les trafics illégaux ou le terrorisme. Les forces navales sont aussi mobilisées pour venir en aide aux populations en cas de catastrophes naturelles (livraison de vivres et de matériel au Mozambique après le passage du cyclone Idai en mars 2019).

C Des défis à relever

Dans un contexte de remilitarisation globale des océans, la capacité de projection de la France se réduit. La baisse des effectifs de la marine nationale (-20 % en 10 ans, Repère B), l'absence d'un 2e porte-avions et la diminution du nombre de navires de combat limitent les capacités d'action de la France alors qu'elle cherche à jouer un rôle plus important sur les mers et les océans.

Toutefois, elle entend affirmer sa place de puissance maritime mondiale. Elle exerce pacifiquement son droit à la navigation dans des espaces maritimes convoités par d'autres États et s'investit pour faire appliquer le droit international en mer (mer de Chine).

La maîtrise de son domaine maritime est essentielle pour développer le rayonnement de la France dans le monde. Ainsi, le tourisme balnéaire dans les territoires ultramarins participe au *soft power* français en véhiculant une image positive de la France dans le monde. (doc. 2)

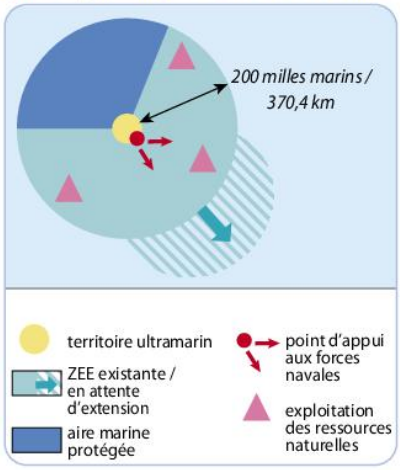
Les océans permettent à la France d'élargir sa base territoriale et sa présence géopolitique afin de maintenir sa puissance dans le monde.

Vocabulaire

- **Projection :** intervention militaire d'un État en dehors de ses frontières.

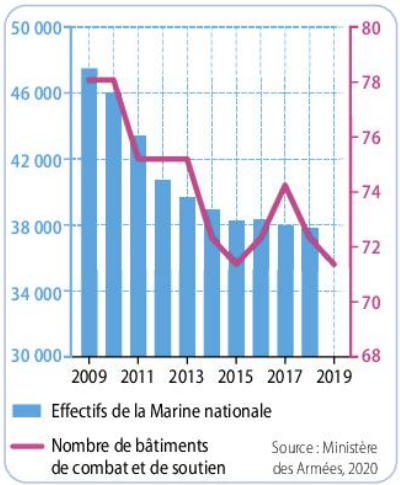
REPÈRE A

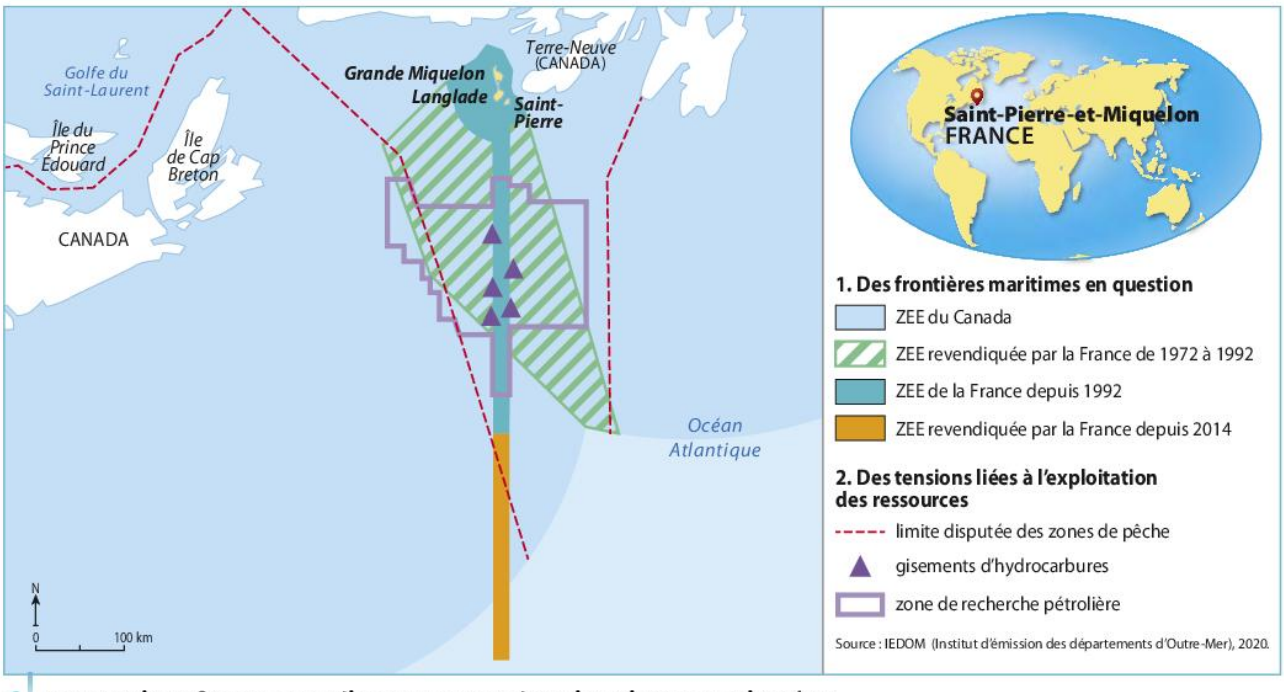
Les territoires ultramarins, des atouts pour la puissance maritime de la France



REPÈRE B

Des capacités navales en baisse





1 **Les tensions franco-canadiennes autour de Saint-Pierre-et-Miquelon**

2

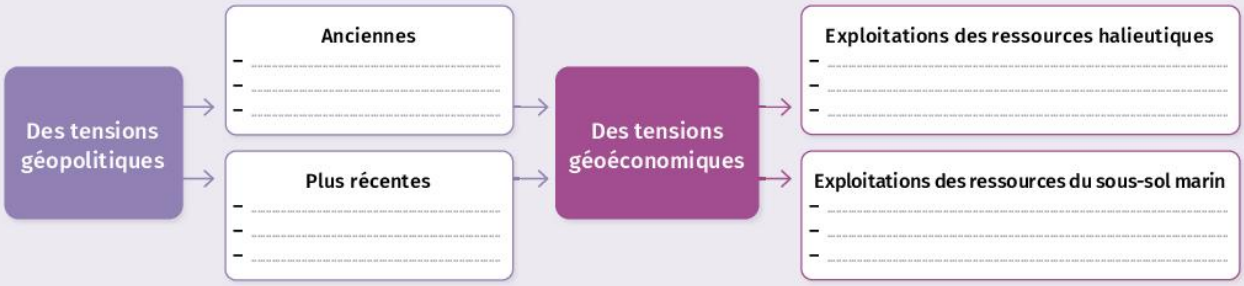
Développer le tourisme dans les territoires ultramarins

La Réunion a accueilli plus de 570 000 touristes en 2018 mais ambitionne de s'ouvrir davantage à la clientèle de l'océan Indien qui ne représente que 9 % des visiteurs.

Capacités & Méthodes

Construire une production graphique

À l'aide du doc. 1, complétez le schéma fléché pour montrer que les tensions franco-canadiennes sont géopolitiques, mais également géoéconomiques.



Exemple

Pourquoi le contrôle des îles Éparses par la France suscite-t-il des tensions ?

Situées de part et d'autre de Madagascar, dans l'océan Indien, les îles Éparses sont constituées de cinq îlots inhabités (de 1 à 30 km²) offrant à la France une ZEE de plus de 700 000 km². La France y renforce sa présence car les îles Éparses représentent un enjeu important pour sa puissance.

1 Des îles inhospitalières, l'exemple d'Europa

Europa, la plus grande des îles Éparses (30 km²), se situe à quinze heures de vol de Paris en passant par la Réunion. Malgré son inhospitalité, la France y entretient, depuis 1950, une présence permanente de scientifiques et de militaires.

2 Des îles convoitées le long d'une route maritime mondialisée

L'œil du géographe

Les îles Éparses offrent à la France le contrôle d'un tiers du canal du Mozambique. Depuis le début du XXIe siècle, il est devenu une voie de circulation majeure des hydrocarbures issus du golfe Arabo-Persique et à destination de l'Europe et de l'Amérique (30 % du trafic mondial de pétroliers). Si le trafic maritime au sein de cet espace augmente, c'est aussi qu'il est bordé d'États en pleine croissance économique et que les formes d'exploitation *offshore* des hydrocarbures s'y développent. Or, les eaux françaises pouvant regorger d'importantes richesses, les autorités y multiplient les contrats pour l'exploration des fonds marins ainsi que des missions de suivi de la richesse halieutique. Dans ce contexte, la question de la souveraineté sur les espaces insulaires et des délimitations des ZEE est cruciale. La possession des îles Éparses a été au cœur de la campagne présidentielle de Madagascar en 2013 et nourrit les tensions diplomatiques avec la France.

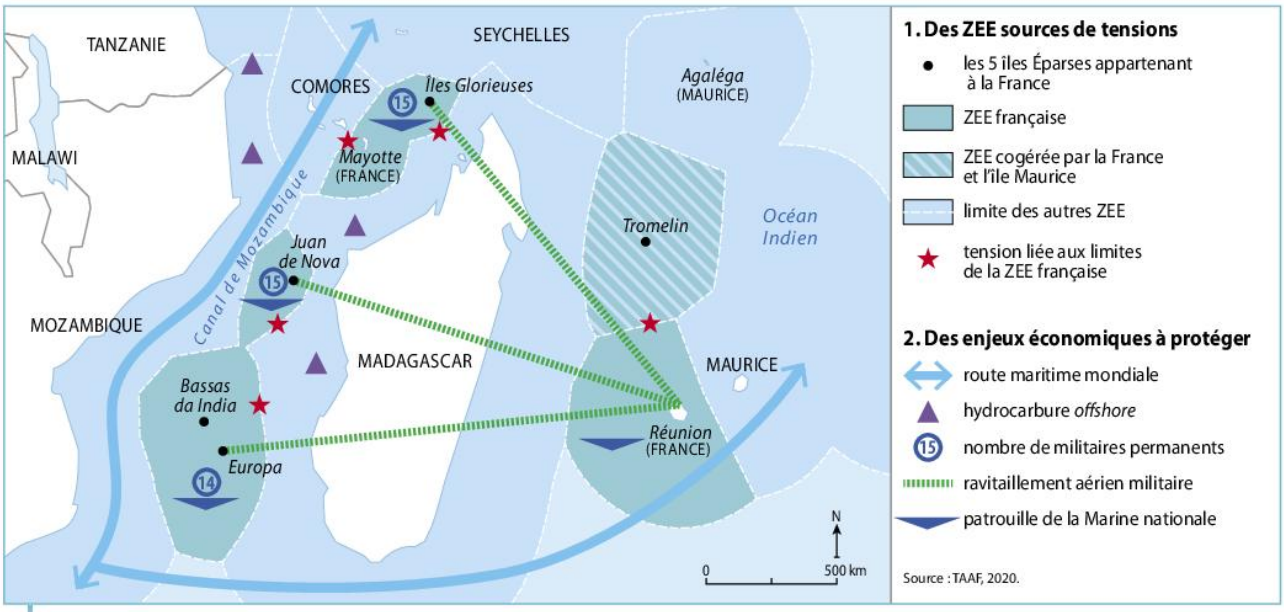
S. Dubois et K. Sutton, *La France, géographies d'un pays qui se réinvente*, Bréal, 2018.

3 Des tensions régulièrement attisées

Depuis 1973, Madagascar revendique les îles Éparses, espérant ainsi exploiter les ressources naturelles d'une ZEE élargie. Refusant de faire appel à la justice internationale, la France et Madagascar ont mis en place une commission mixte chargée des négociations. Mais la tension est latente et ranimée au moindre geste diplomatique (comme en 2019 lors de la visite du chef d'État français aux îles Glorieuses).

Tweet du président de la République de Madagascar suite à la visite du Président français aux îles Glorieuses.

Tweet d'un député membre de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale.



4 **Un renforcement de la présence française dans les îles Éparses**

5

La position française vue de Madagascar

Dessin de presse, publié suite à la visite du président Macron aux îles Glorieuses en octobre 2019.
Source : Nino, *2424.mg*, (site d'informations de Madagascar) 24 octobre 2019.

Vocabulaire

Souveraineté : autorité suprême qui s'exerce sur un territoire.

Identifier les ressources et les contraintes d'une situation géographique

Itinéraire guidé

Analyser

1. Quels intérêts la France a-t-elle à posséder des îlots inhabités ? (doc. 2 et 4)
2. Comment la France y affirme-t-elle sa présence ? (doc. 1, 4 et 5)
3. Pourquoi les îles Éparses constituent-elles une source de tensions avec Madagascar et les Comores ? (doc. 3, 4 et 5)

Synthétiser

4. Rédigez une synthèse d'une dizaine de lignes montrant que les îles Éparses constituent un enjeu pour la puissance de la France.

Itinéraire en autonomie

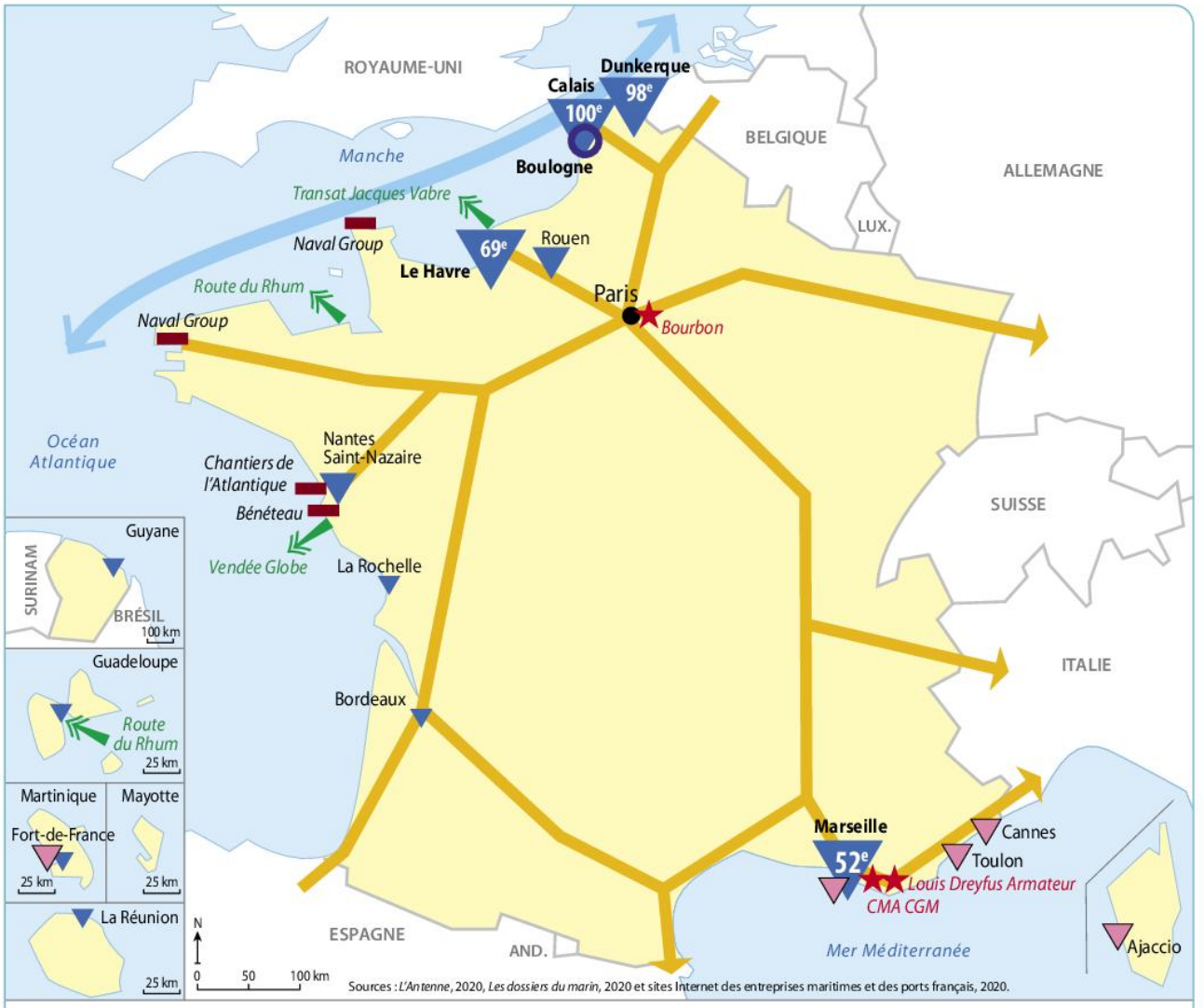
Les représentants français de la commission mixte franco-malgache chargée de trouver un accord au sujet de la **souveraineté** des îles Éparses doivent rédiger une synthèse montrant l'importance des îles Éparses dans la puissance maritime de la France.

Pour vous guider

Vous montrerez :
– que le contrôle des îles Éparses est un enjeu pour la puissance française ;
– que leur rattachement à la France est une source de tensions et donc une limite à l'influence française.

Les océans : une ressource économique à préserver

Carte interactive



1. Un réseau portuaire structuré et ouvert sur l'Europe et le monde

Principal port de marchandises en 2018, en millions de tonnes

3 20 70

69e rang mondial en 2018

principal axe de transport

route maritime mondiale

2. Des activités portuaires diversifiées

siège social des trois premiers armateurs français

premier port de pêche français en 2018

chantier naval

port de croisières (+ 220 000 passagers par an)

port de départ et d'arrivée des grandes courses à la voile

1 Les grands ports maritimes : un atout économique pour la France

Lire les cartes

Carte 1

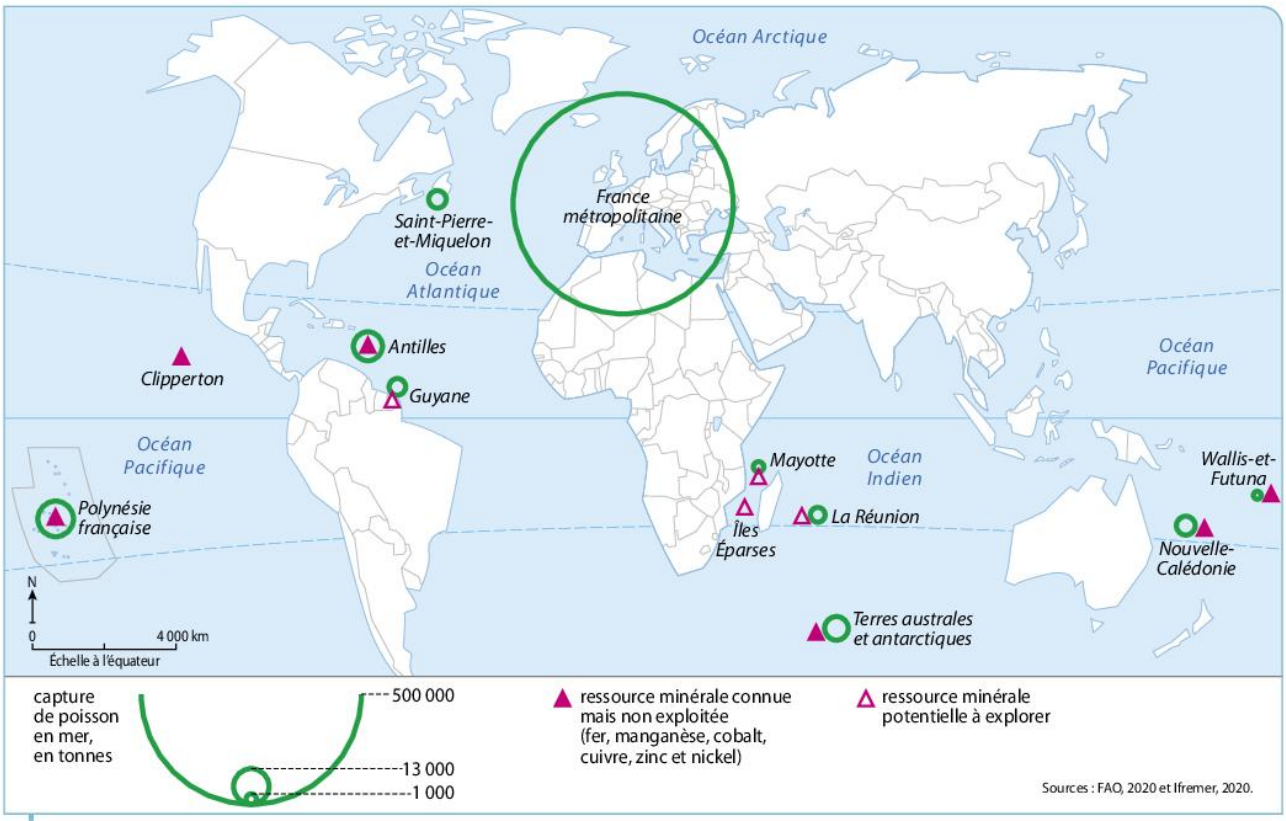
La littoralisation de la population et des activités conduit à renforcer la place des mers et océans dans la puissance française

Montrez que les ports sont désormais des espaces moteurs pour l'économie de la France. Localisez les principaux ports français. Quelles activités s'y concentrent ? Pourquoi sont-ils essentiels pour ouvrir la France sur le monde et l'Europe ?

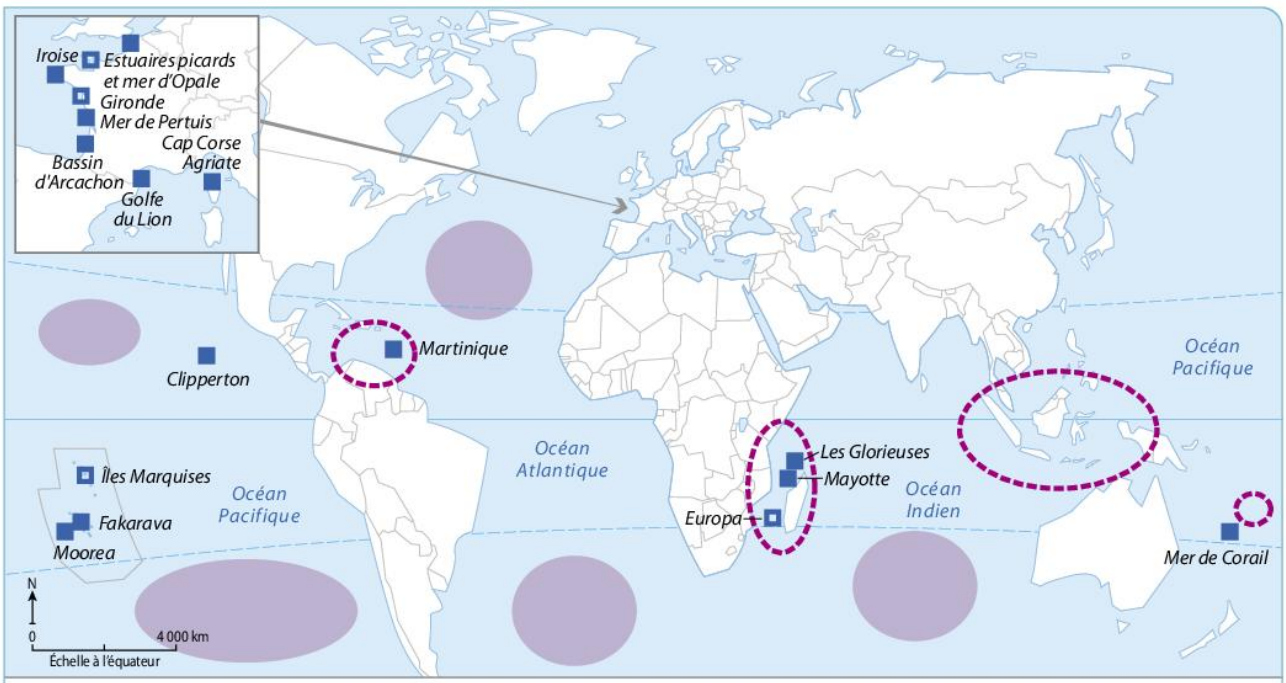
Cartes 1, 2 et 3

L'étendue de la ZEE française est également une source de puissance du fait de son double intérêt économique et environnemental.

Discutez cette affirmation : « Les océans restent une ressource économique inexploitée par la France. » (*Le Figaro*, 8 juin 2018)



2 **Un potentiel de ressources naturelles à exploiter**



3 **Une volonté forte de préserver la biodiversité des espaces marins**

Cours 2

QCM interactif cours

Les océans, un enjeu économique et environnemental pour la France

Comment l'exploitation et la préservation des ressources maritimes participent-elles à la puissance de la France ?

A Les océans, source de puissance économique

L'économie maritime représente plus de 530 000 emplois et a un poids économique supérieur au secteur de l'automobile (Repère A). La France assure 11 % de l'activité maritime européenne se classant au 4e rang derrière le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie.

L'économie maritime est portée par des secteurs traditionnels : la pêche, le transport maritime, la plaisance, la construction navale (10e rang mondial) et l'assurance maritime (7e). Dans ces secteurs, la France possède des entreprises parmi les leaders mondiaux : CMA CGM (4e armateur mondial), Chantiers de l'Atlantique (1er constructeur de navires de croisière), Bénéteau (1re entreprise de plaisance).

Dans le transport maritime, la France dispose d'un réseau de 66 ports de commerce, mais ses principaux ports sont en perte de compétitivité par rapport à leurs concurrents : 1er port français, Marseille n'est qu'au 52e rang mondial (Repère B). Seuls Marseille, Le Havre, Dunkerque et Calais figurent parmi les 100 premiers ports mondiaux.

B L'économie bleue, de nouvelles opportunités à développer

La France cherche à renforcer sa présence dans les nouveaux secteurs de l'économie bleue au fort potentiel de création de richesses et d'emplois : aquaculture, biotechnologies, énergies marines renouvelables (EMR) et minerais des fonds marins.

La France favorise la création de *clusters* maritimes qui allient recherches scientifiques, nouvelles technologies et industries (doc. 2). Ainsi, le *cluster* Neopolia (Pays de la Loire) qui rassemble plus de 220 partenaires autour de la thématique des transports accompagne la conception de cargos à voiles afin de réduire l'empreinte carbone du transport maritime.

Le développement de l'économie bleue reste insuffisant. Les ressources sous-marines de la ZEE restent inexploitées. Les freins au développement des EMR font que la France ne disposera pas de parc éolien marin avant 2022 alors qu'il en existe 69 en Europe.

C La protection des océans, nouveau levier de puissance

La France plaide pour la mise en place d'une gouvernance mondiale des océans. Elle participe à plusieurs conventions internationales visant à protéger la biodiversité et les ressources des espaces marins en Méditerranée, autour de ses territoires ultramarins ou dans l'Antarctique (doc. 1).

À l'échelle nationale, l'Agence française pour la biodiversité est gestionnaire de 9 aires marines protégées qui couvrent un quart des eaux françaises. Elle y coordonne la protection et la restauration de la biodiversité en encadrant les activités humaines comme le tourisme ou l'exploitation des ressources mais des efforts restent à faire.

L'enjeu environnemental permet également à la France d'affirmer sa présence sur les océans. Elle participe à des programmes scientifiques qui étudient les effets du changement climatique et la préservation de la biodiversité marine (programme de la Fondation *Tara* Océan). Elle utilise également l'argument écologique pour renforcer sa souveraineté dans les espaces revendiqués par d'autres États (création d'aires marines protégées aux îles Éparses et à Clipperton).

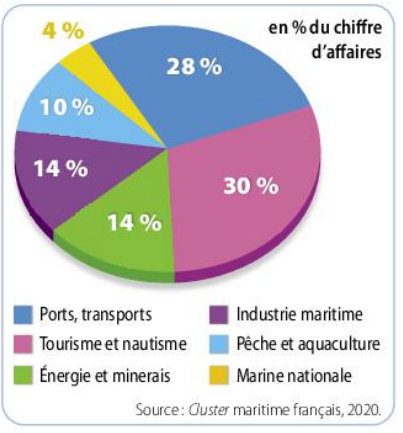
La mise en valeur de ressources maritimes et la création d'aires protégées renforcent la puissance de la France même si l'économie bleue peut encore être développée.

Vocabulaire

- ***Cluster*** : regroupement d'entreprises spécialisées dans un même secteur d'activités innovantes et fonctionnant en réseau.
- **EMR (énergies marines renouvelables)** : technologies permettant de produire de l'électricité à partir du milieu marin (vents, courants marins…).

REPÈRE A

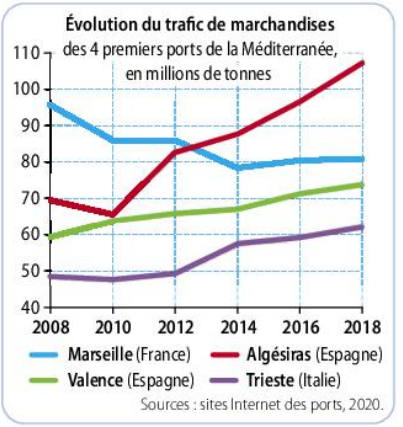
Les activités de l'économie maritime en 2019



Source : *Cluster* maritime français, 2020.

REPÈRE B

Marseille, le 1er port français en perte de vitesse



Sources : sites Internet des ports, 2020.

1 ***L'Astrolabe* au service de la préservation de l'Antarctique**

Le patrouilleur français *L'Astrolabe* participe à la préservation de l'Antarctique en apportant un soutien logistique aux bases scientifiques françaises durant l'été austral.

2 **La Surf Valley, un *cluster* pour affirmer la place de la France dans l'économie bleue**

L'œil du géographe La côte Aquitaine, de Hossegor à Saint-Jean-de-Luz, marquée par de puissantes vagues, a suscité une fréquentation précoce de la part des surfeurs et un intérêt des grandes marques étrangères pour cette clientèle potentielle. Ces FTN (Quiksilver, Rip Curl...) investissent en Aquitaine, en ne se limitant pas à la production d'équipements sportifs et de vêtements, implantant aussi laboratoires et activités liés à la R&D[1] (Biarritz, Bayonne). Les effets d'entraînement sont nombreux sur le tissu économique local, au titre des sous-traitants industriels comme de la multiplication de services indirects (écoles de surf...). L'appellation *cluster* est celle désormais utilisée par la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, apportant financements et concertation pour accroître l'emprise des entreprises sur les marchés européens et confirmer la place de leader de l'Aquitaine à l'échelle du continent. Le *cluster* fournit en effet 4 000 emplois, réunit 400 entreprises, pour un chiffre d'affaires annuel de plus d'1,8 milliard d'euros.

A. Monot et F. Paris, *Géographie des mers et des océans*, Bréal, 2018.

1. Recherche et développement.

Capacités & Méthodes

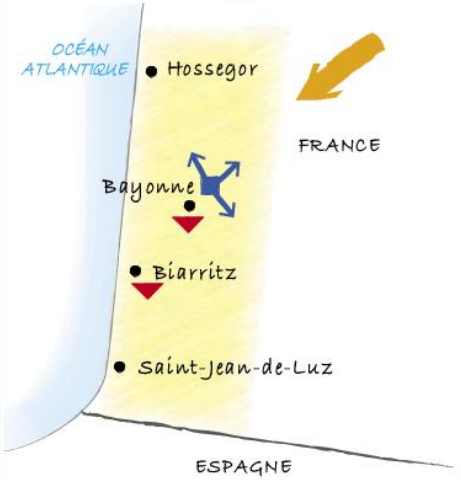
Lire et comprendre un document (doc. 2)

1. Pourquoi les entreprises spécialisées dans le surf ont-elles fait le choix de s'implanter massivement en Aquitaine ?
2. Comment la présence de ces entreprises spécialisées favorise-t-elle l'émergence d'un *cluster* autour du surf ?
3. Quels sont les acteurs publics qui ont facilité l'émergence de la Surf Valley ? De quelle manière interviennent-ils ? Avec quels résultats ?

Synthétiser

À partir des informations contenues dans le doc. 2, complétez ce schéma pouvant illustrer un paragraphe de composition sur les enjeux économiques de la puissance maritime de la France.

Titre : La Surf Valley, un *cluster* maritime dynamique



1. Un territoire favorable à l'innovation maritime

.....

..... laboratoire et centre de R&D

.....

2. Un territoire attractif et dynamique

..... IDE

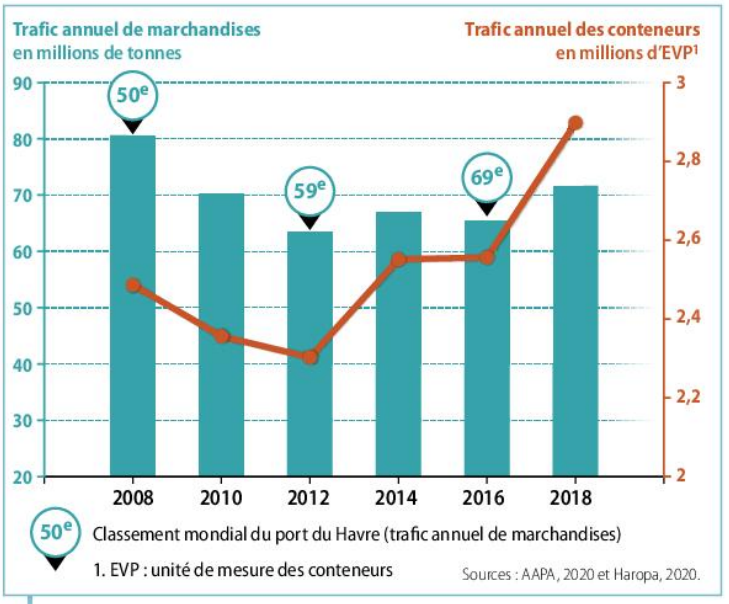
.....

.....

.....

Exemple

Comment le port du Havre s'adapte-t-il à une concurrence mondiale croissante ?

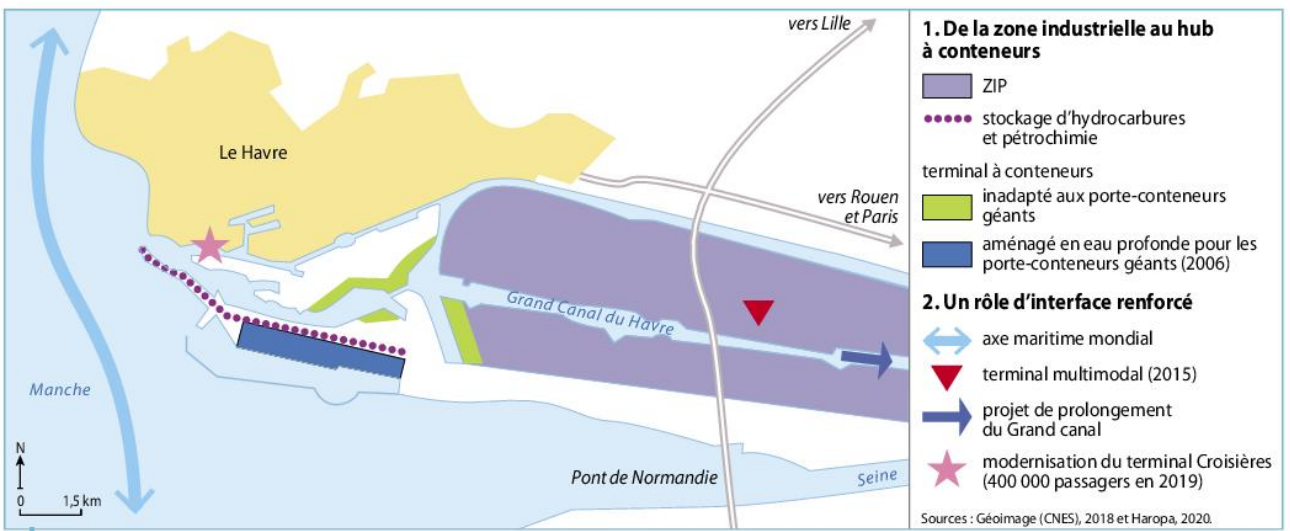


1 **Le Havre, un port concurrencé**

2 **Devenir un port 2.0**

À l'ère du e-commerce et de la conteneurisation, la performance des grands ports nationaux passe désormais par les outils numériques. L'objectif est de faciliter l'entrée des navires et d'accélérer leur déchargement grâce à une automatisation de plus en plus poussée. Le Havre utilise des logiciels portuaires qui permettent de relier les différents acteurs de la chaîne du port comme les armateurs, les manutentionnaires, ou encore les autorités portuaires. La performance des ports passe aussi par leur connexion à l'arrière-pays pour écouler rapidement la marchandise qui arrive par bateaux, via le fret, le transport fluvial ou routier. Sur ce point, Le Havre a mis en service en 2015 un terminal multimodal qui s'étend sur une centaine d'hectares sous le pont de Normandie. Conçu pour accueillir 1/4 du trafic total, ce terminal dispose d'une cour ferroviaire de huit voies, d'un quai de 400 mètres de long et d'une zone de stockage de 2 600 conteneurs.

Le Figaro, 10 septembre 2018.



3 **Faire face au risque de déclassement**

Construire une argumentation géographique

Itinéraire guidé

Lire et confronter les documents

1. Relevez les informations qui montrent que le port du Havre est en difficulté face aux évolutions du transport maritime. (doc. 1 et 3)
2. Quels projets sont mis en place pour s'adapter à la concurrence portuaire ? Quels en sont les effets ? (doc. 1, 2 et 3)

Itinéraire en autonomie

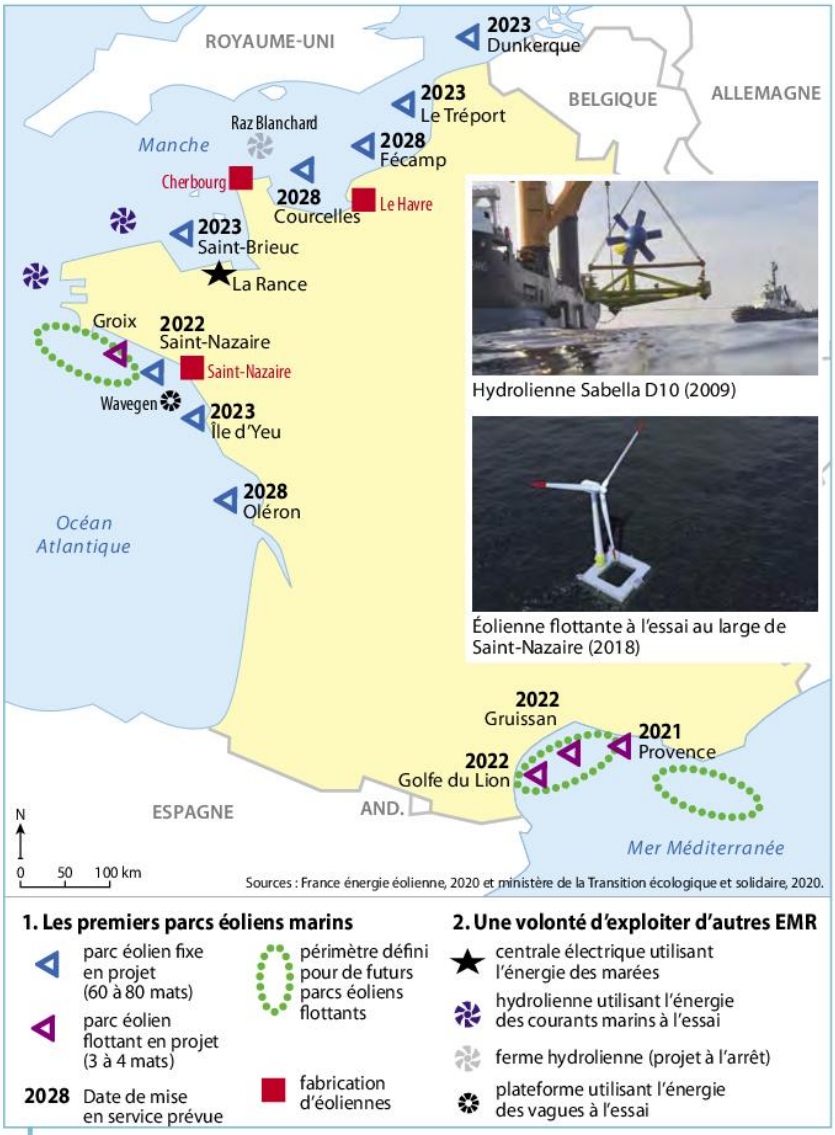
Construisez un organigramme pour répondre au sujet : « Comment le port du Havre s'adapte-t-il à une concurrence mondiale croissante ? »

Pour vous guider

Utilisez les titres suivants pour les 4 cases de votre organigramme : une ZIP aux activités diversifiées ; un risque de déclassement ; un port qui cherche à s'adapter ; Pour quels résultats ?

Exemple

Les EMR (énergies marines renouvelables) : un nouveau potentiel énergétique pour la France ?



Hydrolienne Sabella D10 (2009)

Éolienne flottante à l'essai au large de Saint-Nazaire (2018)

1 Une volonté affichée de développer les énergies marines renouvelables

2 Le retard français dans l'éolien *offshore*

Avec 5 000 km de côtes, la France dispose du 2e gisement éolien marin d'Europe soit une capacité équivalente à 46 % du parc électrique français. Fin 2018, la capacité européenne installée en éolien *offshore* s'élève à 18 500 MW[1], reposant sur environ 4 500 éoliennes dans une dizaine de pays, dont plus de 70 % au Royaume-Uni et en Allemagne. Alors que la première éolienne en mer a été installée en 1991 au Danemark, la France n'en compte qu'une seule à ce jour : une éolienne flottante pilote installée au large de Saint-Nazaire. La France s'est pourtant dotée d'objectifs ambitieux en termes de développement de l'éolien marin. Dès 2007, elle visait une capacité de 6 000 MW en 2020. Ces objectifs ont été fixés afin de faire émerger une filière électrique décarbonée, source de développement économique. Pourtant, le premier parc éolien au large des côtes françaises n'est toujours pas opérationnel. Le retard de la France vis-à-vis de ses voisins européens s'explique par de nombreux facteurs, notamment le délai des procédures administratives et le manque de lisibilité de la stratégie nationale, limitant ainsi l'anticipation nécessaire des projets par les territoires et les industriels.

La Fabrique écologique (groupe de réflexion visant à promouvoir le développement durable dans les politiques publiques), juillet 2019.

1. Un mégawatt (MW) permet d'alimenter en électricité 1 000 à 1 500 foyers par an.

Vérifier une hypothèse sur une situation géographique

Itinéraire guidé

Lire et confronter les documents

1. Montrez que la France a accumulé un important retard dans le développement des EMR au regard des objectifs ambitieux affichés par les pouvoirs publics. (doc. 2)

2. Comment la France entend-elle rattraper ce retard ? (doc. 1 et 2)

Itinéraire en autonomie

Un journaliste enquête sur le développement des EMR en France. Rédigez son article intitulé : « Les EMR : un nouveau potentiel énergétique pour la France ? »

Pour vous guider

Vous pouvez suivre le plan suivant :
les enjeux du développement des EMR pour la France ; le retard de la France au regard de ses objectifs ambitieux ; la mise en place des premiers projets.

L'essentiel audio-vidéo

Organigramme version interactive

L'essentiel

Pourquoi les mers et océans constituent-ils un enjeu pour la puissance française ?

Les océans, un enjeu géopolitique	Les océans, un enjeu géoéconomique et géoenvironnemental
Une vaste ZEE en extension	Un poids important de l'économie maritime
Une grande puissance navale (6e rang mondial)	Une volonté de développer l'économie bleue
Un espace du *soft power* français	La protection, nouveau levier de puissance

Cours 1

Dotée de la **2e ZEE au monde**, la France utilise les mers et océans pour renforcer sa puissance politique.

Les **bases navales sur trois océans** sont des points d'appui essentiels au déploiement de ses forces armées.

Le **tourisme balnéaire** dans les territoires ultramarins participe au **rayonnement** de la France.

Cours 2

L'économie maritime en France est portée par les **secteurs traditionnels** : transport (Le Havre, Marseille), pêche, construction navale.

La France cherche à renforcer sa présence dans les nouveaux secteurs de l'**économie bleue** mais son retard reste important dans plusieurs secteurs d'activités (EMR).

La France contribue à la préservation de la biodiversité marine (**aires marines protégées, programmes scientifiques**) et encourage la naissance d'une **gouvernance mondiale des océans** tout en renforçant sa souveraineté sur les territoires ultramarins.

Chiffres clés

La France dans le classement des ZEE mondiales

France (10,7 millions de km²)

Australie (9 millions de km²)

États-Unis d'Amérique (12,2 millions de km²)

Évolution de la production d'EMR en France d'ici à 2028

= Objectif de x 12 la production

2019 0,5 GW

2028 6 GW

Pour aller plus loin

Un site Internet

• Le site Internet de France énergies marines
Des publications régulières pour suivre le développement des EMR en France.
https://www.france-energies-marines.org/

Une bande-dessinée

Tramp de J.-C. Kraehn et P. Jusseaume (11 volumes publiés par Dargaud depuis 2002) présente la naissance de la marine marchande française dans les années 1950 et 1960 sur fond de décolonisation et de rivalités internationales.

Un film

Le Chant du loup, réalisé en 2019 par Antonin Baudry, présente le rôle des sous-marins dans la stratégie de défense de la France.

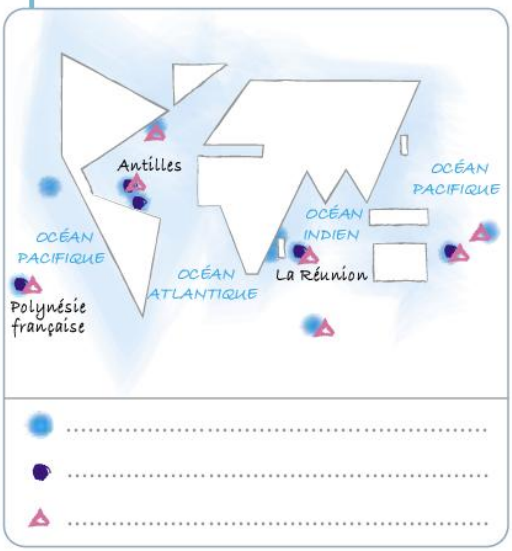
EXERCICES

Localiser

Schéma PDF à télécharger

en complétant la légende du schéma suivant :

Les territoires ultramarins : une source de puissance pour la France



.....

.....

.....

Expliquer

l'intérêt des ZEE pour la France en complétant le schéma fléché ci-dessous avec des exemples précis

La France dispose de la 2e ZEE au monde

Intérêts géopolitiques .....

Intérêts géoéconomiques .....

Actions de la France

- Surveiller : .....
- Préserver : .....
- Étendre : .....

Tensions avec les États riverains

- Exemple 1 : .....
- Exemple 2 : .....

Analyser

un texte

En analysant le document, vous montrerez les moyens mis en œuvre par la France pour affirmer sa puissance maritime.

La France affirme sa présence en mer de Chine

Depuis peu, la marine française s'est engagée dans de délicates opérations de type FONOP (Freedom of navigation operation) sur le modèle de celles que la marine des États-Unis réalise, notamment en mer de Chine. Il s'agit de défendre une interprétation consensuelle du traité de Montego Bay en exerçant pacifiquement son droit à la navigation dans des espaces que les États riverains cherchent à s'approprier. En s'invitant en mer de Chine, la France entend rappeler sa vocation à être une puissance mondiale. Sa marine est la cheville ouvrière de cette diplomatie ; elle s'appuie sur plusieurs bases qui lui permettent d'assurer sa présence dans l'océan Indien. Il s'agit de la base opérationnelle de Djibouti, qui compte un peu plus de 1 450 militaires français, ainsi que de celle d'Abu Dhabi, dans le golfe Persique. À cela, il faut ajouter les bases situées dans les territoires français et à partir desquelles il est prévu de déployer les « forces de souveraineté ».

Les Grands Dossiers de *Diplomatie* n° 46, « Mers et océans : géopolitique & géostratégie », août-septembre 2018.

Travailler autrement

Mener une recherche

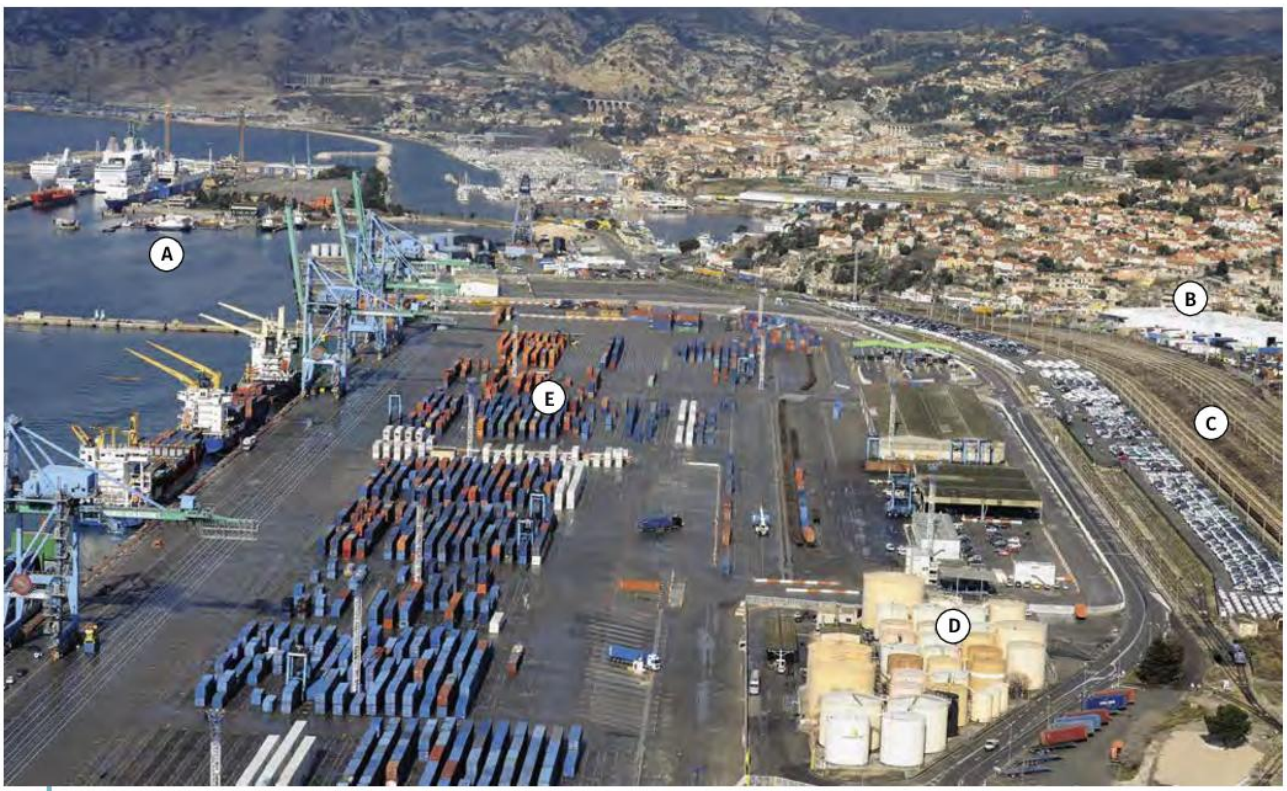
Une entreprise de Nantes est chargée d'organiser le transport d'un conteneur standard de 20 pieds au départ de Montoir-de-Bretagne et à destination de Shanghai dans un délai de 3 semaines. Par groupes de trois élèves, vous devez rédiger une fiche illustrée par un croquis et préciser l'itinéraire, la date, la durée et le prix du voyage que vous conseillez.

Pour vous guider

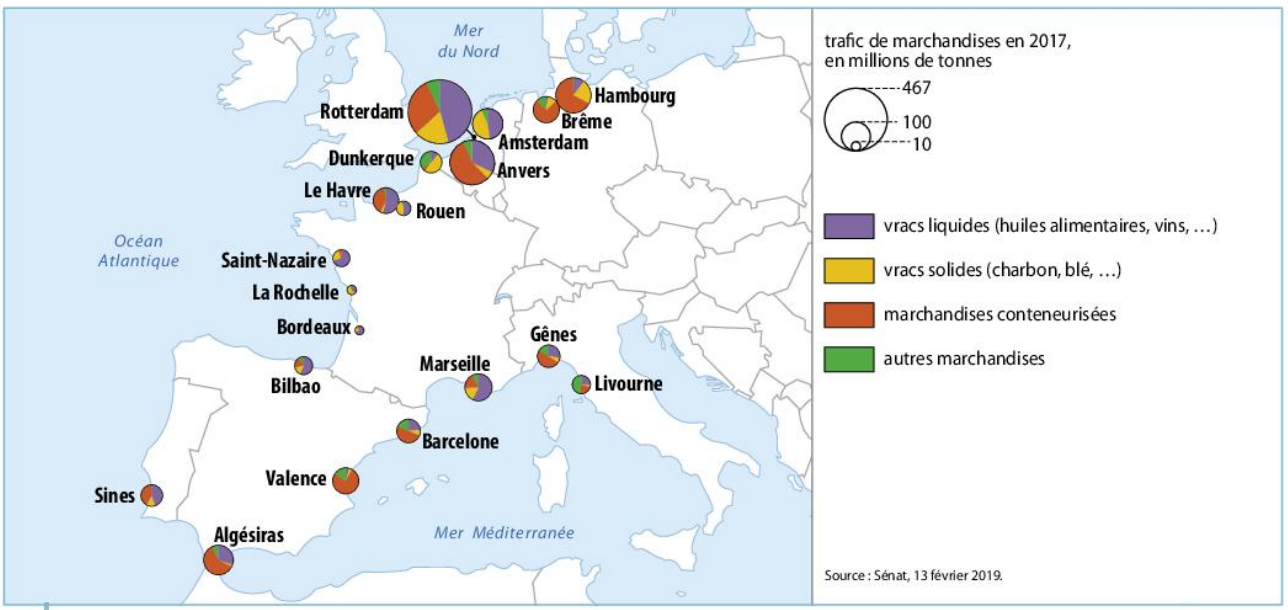
Vous pouvez compléter la recherche en vous connectant au site Internet de la CMA CGM (www.cma-cgm.fr - rubrique « Routes et tarifs ») : choisissez l'itinéraire le plus rapide puis déterminez le prix du transport.

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez que la compétitivité des ports français est un enjeu de la puissance maritime de la France.



1 **Le port de Marseille (terminal Med Europe)**
(A) port de transport polyvalent - (B) zone industrielle - (c) voie ferrée - (D) stockage des hydrocarbures - (E) conteneurs



2 **Les ports français face à la concurrence européenne**

A Comprendre le sens général des documents

1. Sélectionnez parmi les propositions suivantes celles qui traduisent correctement les documents.
   - *Les ports intègrent le territoire français à la mondialisation ;*
   - *Les ports français sont spécialisés ;*
   - *Les ports français sont moins spécialisés que les autres ports européens ;*
   - *Marseille souffre de la concurrence des autres ports méditerranéens ;*
   - *Les ports français peuvent recevoir tout type de marchandises ;*
   - *Les ports français ne rivalisent pas avec les autres ports européens ;*
   - *Les ports français sont complémentaires entre eux ;*
   - *Les ports français ne sont pas suffisamment équipés pour l'accueil de conteneurs ;*
   - *Le port de Marseille est spécialisé dans l'accueil de certaines marchandises ;*
   - *Certains ports français sont intégrés à une façade maritime dynamique ;*
   - *Les ports français participent au feedering de la Northern Range ;*
   - *Le port du Havre est plus spécialisé que le port de Marseille ;*
   - *Malgré son littoral, la France est en retard dans la compétition portuaire européenne ;*
   - *Marseille est en retrait des routes maritimes majeures.*

B Construire l'analyse de documents

Méthode

Si la consigne ne suggère pas de plan à suivre, il faut le construire. Vous vous aiderez des notions clés et des documents pour en dégager les grands thèmes. Ici, les documents suggèrent une analyse par échelle (plan 1), tandis que la consigne invite à discuter la compétitivité (plan 2).

2. Classez les informations retenues de la question 1 dans le tableau suivant.

1er plan possible / 2e plan possible	I. La compétitivité des ports à l'échelle européenne	II. La compétitivité des ports à l'échelle locale
I. Des facteurs de compétitivité des ports français	– Les ports intègrent le territoire français à la mondialisation –	.....
II. Des limites à la compétitivité des ports français	.....	.....

CONSEIL
Aidez-vous de votre cours à l'échelle mondiale pour expliquer la situation des ports français.

3. Choisissez l'un des plans proposés et, à l'intérieur de chaque partie, organisez des paragraphes en associant les informations les unes aux autres. Utilisez vos connaissances pour interpréter chaque élément.

C Rédiger l'analyse de documents

4. Rédigez une phrase de présentation des documents en montrant la complémentarité de leur changement d'échelle.
5. Rédigez les deux parties de l'analyse de documents en fonction du travail préparatoire (questions 1 à 3, voir Méthode p. 20-21).
6. Choisissez et terminez la conclusion qui convient au plan retenu.

CONSEIL
Dans la conclusion, il faut montrer l'apport des documents pour traiter le sujet.

Conclusion 1
L'analyse de documents a pu montrer que la compétitivité des ports français diffère selon l'échelle d'observation. En effet, si à l'échelle européenne ils...

Conclusion 2
L'analyse de la carte des ports français à l'échelle européenne et de la photographie des infrastructures portuaires de Marseille-Fos a permis de mettre en évidence les facteurs de compétitivité mais également...

Méthode
BAC-E3C

Analyse de document

En analysant le document, vous montrerez que les îles occupent une place majeure mais fragile dans la stratégie géopolitique, économique et environnementale de la France.

CONSEIL
Montrez l'intérêt de l'exemple de l'Océanie pour réfléchir au rôle des îles, mais utilisez également d'autres exemples insulaires français.

Les îles, points d'appui de la puissance de la France dans le monde : l'exemple de l'Océanie

Si la Nouvelle-Calédonie a d'abord occupé les fonctions de lieu de déportation pour la France, les enjeux économiques et géostratégiques ont rapidement pris le pas sur l'intérêt carcéral et sur l'attrait scientifique et culturel. L'importance acquise par la région est visible avec la création en 1963 du Centre d'expérimentation du Pacifique, où il a été procédé à 210 essais nucléaires entre 1963 et 1996.

Surfaces restreintes, faibles populations, mais intérêts stratégiques majeurs, notamment en ce qui concerne les zones économiques exclusives de ces archipels, 6,8 millions de km² pour le seul Pacifique. Car le partage des mers est aujourd'hui un enjeu économique mondial. Plus de la moitié de la pêche mondiale de poissons sauvages provient de l'océan Pacifique, qui constitue le plus gros réservoir de thonidés au monde. Par ailleurs, une étude de l'Ifremer de 2011 rapportait la richesse de la ZEE polynésienne en cobalt et en platine. L'exploitation de cette zone, cependant, n'est pas prévue avant 2030.

La présence de la France en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie lui assure une position stratégique dans cette zone et, à ce titre, elle est la seule nation européenne partenaire du dialogue Forum des îles du Pacifique, réunion de 16 pays indépendants et associés de l'Océanie dans les domaines de l'environnement, des télécommunications, de l'aviation civile, de l'énergie, de la sécurité, du commerce, de la pêche et des communications maritimes. Ces territoires, cependant, sont aujourd'hui l'objet de convoitise des grandes puissances limitrophes, à commencer par la Chine, et des investisseurs étrangers. Cette attirance des investisseurs étrangers pose, à terme, la question de l'évolution de leur statut dès lors que la France ne serait plus un partenaire privilégié. Car il ne faut pas oublier que tant la Nouvelle-Calédonie que la Polynésie française figurent sur la liste des « territoires non autonomes ». Quel avenir pour ces territoires océaniens ? Dans une période où, au développement économique de ces petites économies insulaires s'ajoute l'enjeu du dérèglement climatique, la réponse réside probablement dans la redéfinition des liens, tant avec la France qu'avec l'environnement régional.

Patrick Roger (journaliste), *Géopolitique des îles en 40 cartes*, hors-série *Le Monde*, août 2019.

A Comprendre le sens général

Méthode
Repérer l'idée générale (notions clés, espace concerné) et l'organisation du texte : grandes parties, arguments (causes, conséquences) et exemples (preuves chiffrées, espaces).

1. Repérez dans le texte la phrase qui résume son idée générale.
2. En vous appuyant sur vos connaissances, définissez toutes les notions clés (surlignées en jaune dans le texte).

CONSEIL
Pour définir les notions, utilisez le lexique p. 644-647.

3. Puis, reportez-les dans la colonne « sélectionner les informations » du tableau ci-contre.

B Interpréter le document

3. Complétez le tableau suivant pour interpréter le texte.

Méthode
Pour interpréter le texte, il faut expliquer ses informations à l'aide des connaissances ; illustrer les idées par des exemples ; dégager le point de vue du texte.

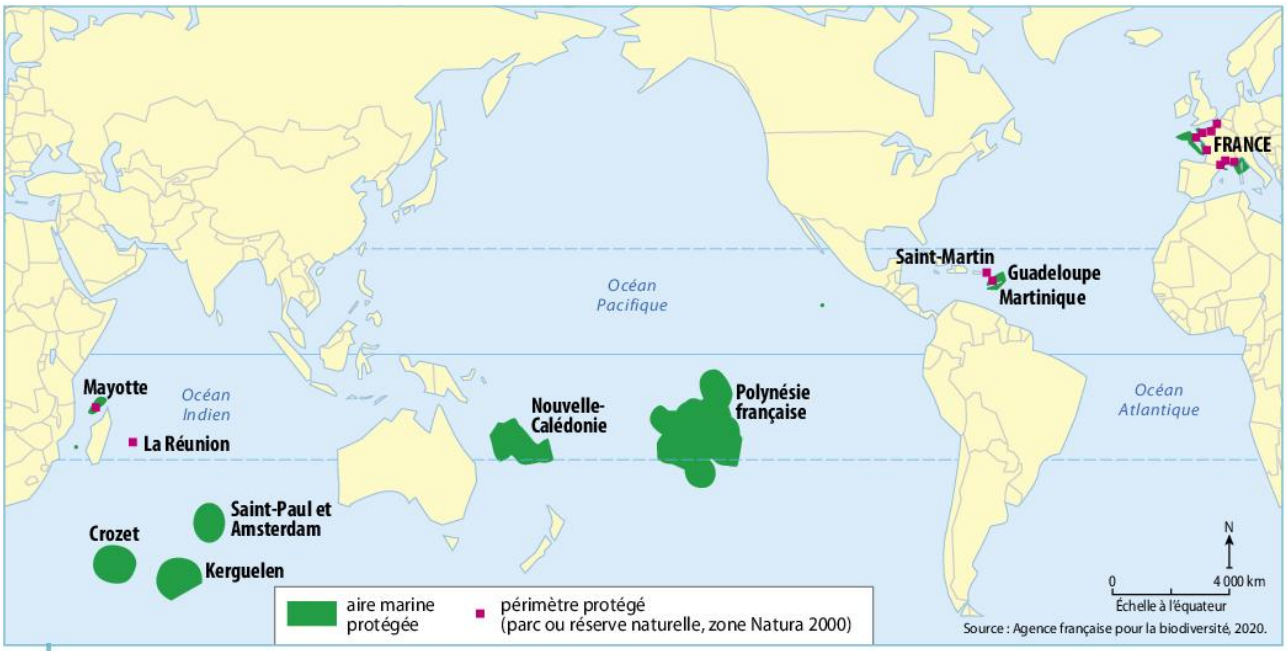
	Sélectionner les informations	Utiliser les connaissances
Les îles du Pacifique, un enjeu majeur pour la France	– « zones économiques exclusives » …… ……	La ZEE est une zone dans laquelle la France peut exercer des droits souverains (propriété des ressources de la mer et du sous-sol).
Les fragilités de la puissance française dans le Pacifique	…… …… …… ……	…… …… …… ……

4. Rédigez l'analyse du texte en vous aidant de la Méthode p. 20-21.

CONSEIL
Dans votre rédaction, citez le texte en plaçant ces extraits entre guillemets.

Analyse de document

En analysant le document, vous montrerez que les aires marines protégées sont un reflet de la puissance maritime de la France. En parallèle, à l'aide de vos connaissances, vous identifierez les motivations françaises dans la délimitation des périmètres protégés.



Les aires marines protégées françaises

Sélectionner et expliciter les informations

Méthode

Sélectionner les informations en les organisant pour répondre à la consigne. Il s'agit de prélever des idées (elles sont contenues dans les informations de la légende), des éléments d'explication (le croisement des informations de la carte permet d'en dégager) et des exemples précis (localisations fournies par la carte).

Expliciter les informations en mobilisant des connaissances pour définir les notions, apporter d'autres exemples, des explications ou des nuances.

1. Complétez le tableau suivant pour interpréter le document.

	Sélectionner les informations	Expliciter les informations
Un reflet de la puissance maritime de la France	– Les aires marines sont nombreuses, particulièrement dans l'océan Pacifique (Polynésie…) –	– Elles sont situées dans la ZEE de la France à l'échelle métropolitaine et mondiale (2e ZEE au monde) ; – .....
Des motivations diverses	– Une protection dans des zones de grande biodiversité (TAAF, barrières de corail…) – Une présence dans des régions stratégiques de la mondialisation (…) –	– ..... – ..... – .....

CONSEIL

Utilisez les exemples vus en cours (îles Éparses, Nouvelle-Calédonie) pour montrer que les enjeux environnementaux peuvent être mis au service de la puissance de la France.

2. Rédigez l'analyse du document en vous aidant de la Méthode p. 20-21.

CONSEIL

Commencez votre analyse de document en le présentant et en instistant, notamment, sur sa source.

Question problématisée

Comment la puissance maritime de la France s'exprime-t-elle dans le monde ?

Vous présenterez les fondements puis les manifestations de la puissance maritime française. Enfin, vous soulignerez les limites de cette puissance.

A Analyser la question problématisée

Répondez aux questions contenues dans les cartouches pour comprendre les termes du sujet.

Méthode

Repérer la problématique à laquelle il faut répondre. Identifier les notions clés du sujet en s'aidant du manuel (ici fondements, manifestations, puissance maritime). Délimiter l'espace concerné par le sujet.

Quelle est la définition de puissance ?

Pourquoi est-il nécessaire d'aborder cette question à l'échelle mondiale ?

Comment la puissance maritime de la France s'exprime-t-elle dans le monde ?

Vous présenterez les fondements puis les manifestations de la puissance maritime française. Enfin, vous soulignerez les limites de cette puissance.

Sur quels élements repose la puissance maritime de la France ?

Comment la puissance française s'exprime-t-elle sur les mers et les océans ? Classez ces manifestations en différents thèmes.

À l'aide de la page 418, relevez les éléments qui limitent la puissance maritime de la France.

B Rédiger la réponse à la question problématisée

Introduction : débuter par une référence à l'actualité en lien avec le sujet.

L'extension récente de sa ZEE permet à la France de posséder le 2e domaine maritime mondial et d'affirmer sa puissance maritime sur l'ensemble des mers et océans de la planète. Il s'agit ainsi pour elle de disposer d'une présence et d'une capacité d'action internationale.

Poser la problématique en commençant par un connecteur logique.

Aussi, comment la puissance maritime française s'exprime-t-elle dans le monde ?

Annoncer le plan en une seule phase.

Dans un premier temps, nous étudierons les fondements de la puissance maritime française avant de nous intéresser à ses manifestations puis à ses limites.

Commencer chaque partie par une petite phrase d'introduction.

Dans cette première partie, nous nous intéresserons aux fondements de la puissance maritime de la France.

Tout d'abord, avec 5 000 km de littoral, la France métropolitaine est le seul pays européen à posséder trois façades maritimes (Atlantique, Méditerranée et Manche).

Toutefois, la puissance française repose sur l'étendue de sa zone économique exclusive qui couvre 10,7 millions de km² grâce, notamment, à ses territoires ultramarins des océans Atlantique (Saint-Pierre-et-Miquelon, Antilles françaises, Guyane), Indien (La Réunion, Mayotte, Terres australes et antarctiques françaises) et Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française).

Par ailleurs, la France ambitionne de dépasser les États-Unis d'Amérique en étendant son domaine maritime. Elle a déposé sept demandes d'extension de sa ZEE auprès de l'ONU dont certaines sont en cours d'examen (La Réunion, Terres australes et antarctiques).

Donner des exemples précis (localisation, données chiffrées...) à pointer sur un exemple précis

Sauter une ou deux lignes entre chaque partie.

Dans cette deuxième partie, nous verrons comment se manifeste la puissance maritime de la France.

Elle est d'abord une puissance géopolitique. En effet, l'étendue de la ZEE permet à la France de posséder des bases militaires sur l'ensemble des océans et de pouvoir déployer rapidement ses forces militaires partout dans le monde. Elle dispose de la sixième force navale mondiale. Elle peut ainsi participer au contrôle des mers et océans et lutter contre les activités illicites (surpêche, piraterie, terrorisme).

La France dispose également d'une économie maritime très développée. Elle est portée par les secteurs traditionnels de la marine marchande, de l'industrie, de la pêche et du tourisme grâce à la présence de grandes entreprises au rayonnement international (CMA CGM, Chantiers de l'Atlantique ...). Elle cherche, par ailleurs, à développer sa présence dans les nouveaux secteurs de l'économie bleue (biotechnologies, énergies maritimes renouvelables...).

Utiliser des connecteurs logiques pour faire progresser la démonstration.

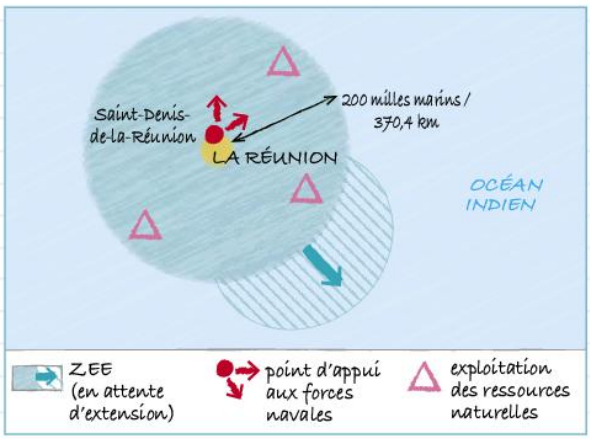
Enfin, sa puissance maritime revêt un aspect environnemental. En effet, la France contribue à la préservation de la biodiversité marine par la création d'aires marines protégées (aire protégée de la mer de Corail par exemple). Elle participe à des programmes scientifiques pour étudier les interactions entre les océans et le climat (soutien aux expéditions de la fondation Tara). Ces actions lui permettent de participer à l'émergence d'une gouvernance mondiale des océans tout en renforçant sa souveraineté sur ses territoires ultramarins.

Aller à la ligne à la fin de chaque idée du développement (↵)

Dans cette dernière partie, nous verrons que la puissance maritime de la France n'est pas sans limite.

Conclusion : répondre à la problématique en une ou deux phrases résumant les grandes idées du développement.

En premier lieu, dans un contexte de remilitarisation globale des océans, la capacité de projection de la France se réduit. La baisse des effectifs de la Marine nationale, l'absence d'un deuxième porte-avions et la diminution du nombre de navires de combat limitent les capacités d'action de la France alors qu'elle entend jouer un rôle plus important sur les mers et les océans.



De même, d'un point de vue économique, la France possède un retard important dans plusieurs secteurs d'activités. Les ressources sous-marines de la ZEE restent inexploitées. Les freins au développement des EMR font que la France ne disposera pas de parc éolien marin avant 2022 alors qu'il en existe 69 en Europe.

Pour conclure, la puissance maritime française repose d'abord sur un vaste domaine maritime qui lui permet d'exprimer sa puissance militaire, économique et environnementale. Toutefois, cette puissance n'est pas sans limite, que cela soit d'un point de vue politique ou économique. En définitive, la France valorise donc sa puissance maritime par tous les moyens dont elle dispose.

Réalisation d'une production graphique

Sujet : La puissance maritime de la France dans le monde

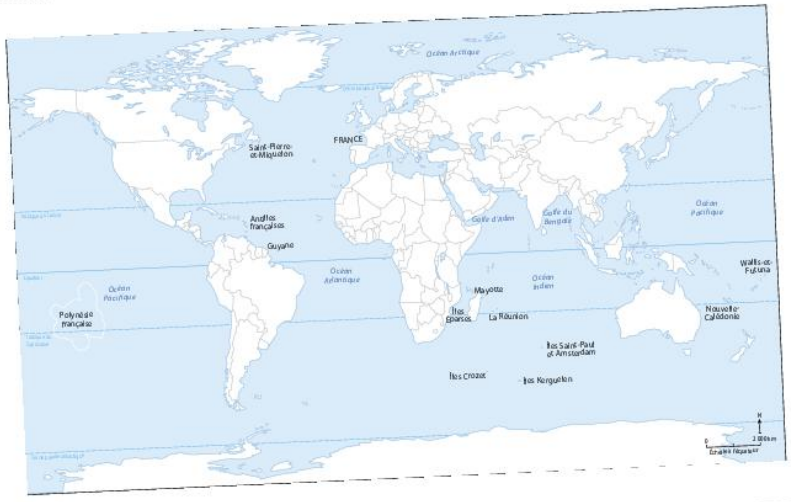
Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « La puissance maritime de la France dans le monde », accompagné d'une légende organisée.

La France bénéficie d'une présence géostratégique planétaire sur les océans. Sa zone économique exclusive est d'ailleurs la seconde au monde en superficie lorsqu'on cumule les franges bordant les littoraux métropolitains et ultramarins. Cette zone marine sous souveraineté française a d'ailleurs été étendue en 2015 suite à la reconnaissance de l'extension des limites du plateau continental au large de la Guyane, au nord des îles Kerguelen et au sud de la Nouvelle-Calédonie. Des demandes d'extension de la ZEE sont toujours en cours, voire en attente d'examen, dans l'océan Pacifique au niveau de Wallis-et-Futuna, de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie, dans l'océan Indien au niveau de l'île de la Réunion, des îles Crozet, des îles Saint-Paul et Amsterdam, et enfin, dans l'océan Atlantique, au sud de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les nombreux territoires maritimes sous souveraineté française lui offrent de multiples possibilités d'implantations militaires. Ainsi, la France compte trois grandes bases navales sur son territoire métropolitain (Brest, Cherbourg et Toulon) et sept sur ses territoires ultramarins (Antilles, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, la Réunion, Nouvelle-Calédonie et Polynésie française). Elle a également contracté des accords avec des États alliés pour l'accueil de bases navales (Sénégal, Côte d'Ivoire, Djibouti et Émirats arabes unis) dans des territoires jugés stratégiques pour sa puissance. Il s'agit aussi de fournir une base arrière pour les flottes en déploiement (golfe du Bengale, golfe d'Aden, Méditerranée orientale).

CONSEIL

Utilisez des stylos de couleurs différentes pour surligner les informations sélectionnées en fonction des idées principales du texte qui constitueront la légende.

Titre : .....



Sujet BAC-E3C — Question problématisée

CONSEIL

Listez les différents enjeux maritimes de la puissance française en les classant selon les trois domaines précisés par la question.

Pourquoi les mers et les océans restent-ils des enjeux économiques, environnementaux et géostratégiques pour la France ?

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez comment la France prend en compte les différents enjeux maritimes pour affirmer sa puissance sur les mers et les océans.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

1 Faire respecter le droit international

La France fait partie du petit groupe d'États prêts à s'investir pour faire appliquer le droit international en mer, avec cette particularité qu'elle ne se contente pas de le faire dans les eaux qu'elle a sous sa souveraineté ou sa juridiction, mais également en haute mer. En ce sens, elle contribue à ce que les océans demeurent un espace profitable à tous. La marine française s'investit donc dans le cadre de l'action de l'État en mer. Cette appellation recouvre un grand nombre d'activités très variées. La plus médiatisée est sans doute la lutte contre la piraterie. La marine française fournit ainsi une part importante des moyens mis en œuvre dans le cadre de la mission Atalanta organisée par l'Union européenne dans le nord-ouest de l'océan Indien. Dans la mer des Caraïbes, les forces françaises sont également engagées dans la répression du trafic de drogue. Enfin, la marine française participe à la lutte contre la pêche illégale et ne se limite pas au cadre de sa ZEE. Il est difficile de mesurer l'impact de toutes ces actions en termes de puissance. Tout cela ne pourrait bien n'être qu'un coût et n'apporter aucun bénéfice. Cependant, en finançant ces opérations, la France entretient un savoir-faire industriel et défend notamment sa place dans le marché prometteur des systèmes de surveillance des espaces maritimes.

I. Delumeau, « La puissance maritime française ». Les grands dossiers, *Diplomatie*, 27 mai 2019.

CONSEIL

Utilisez les doc. p. 410 et 411 pour illustrer le texte avec des exemples précis.

2 Affiche de promotion du parc naturel de la mer de Corail (Nouvelle-Calédonie)

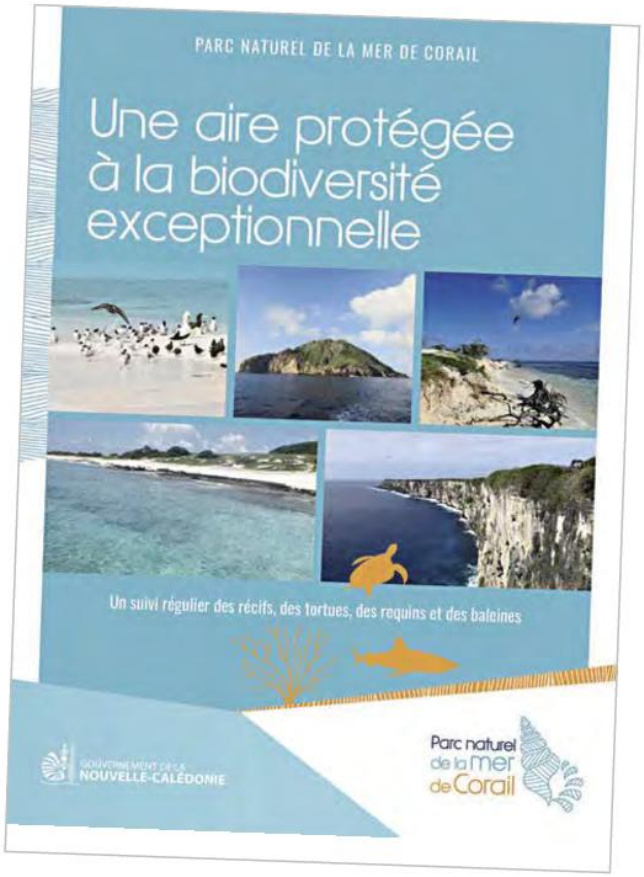
Parmi les parties du monde qui sont exploitées, voire surexploitées, la Nouvelle-Calédonie est la seule zone de la région à ne pas être dans le rouge ! Les enjeux de biodiversité sont énormes. Toute économie qui consiste à détruire la nature ou à la surexploiter, c'est terminé ! C'est pourquoi, le parc naturel de la mer de Corail s'étendant sur l'ensemble de la ZEE de la Nouvelle-Calédonie s'est fixé 3 objectifs :

- Préserver la biodiversité exceptionnelle des zones marines par une meilleure connaissance scientifique de l'espace marin.
- Gérer durablement les ressources halieutiques, renforcer l'attractivité touristique et mieux connaître les ressources profondes potentielles (hydrocarbures, minerais).
- Participer au rayonnement de la Nouvelle-Calédonie en développant des coopérations régionales au profit de la région mer de Corail.

Source : site Internet du Parc naturel de la mer de Corail, 2020.

CONSEIL

Utiliser la carte p. 412 pour expliquer la façon dont la France met en valeur les ressources naturelles de la Nouvelle-Calédonie.



THÈME

2

Dynamiques territoriales, coopérations et tensions dans la mondialisation

Chongqing a connu un développement tardif, mais exceptionnellement rapide (+ 12 à 15 % d'habitants par an depuis 2000, + 65 % du trafic ferroviaire de marchandises depuis 2013). Distante du littoral de près de 1 700 km, cette ville de l'intérieur de la Chine a longtemps été négligée dans les stratégies de développement menées par l'État chinois qui privilégiaient les régions côtières ouvertes sur la mondialisation. Aujourd'hui, la politique de rééquilibrage vers l'Ouest a développé les infrastructures de transport et l'industrialisation de la ville, devenue un relais de l'intégration de l'Ouest de la Chine à la mondialisation.

La mondialisation, facteur de recomposition des territoires

Employer les notions de géographie à bon escient

Une intégration croissante mais inégale des territoires à l'échelle mondiale

Des territoires connectés par des flux divers

- Flux matériels : matières premières, produits agricoles, produits manufacturés, etc.
- Flux immatériels : informations, capitaux, etc.
- Flux humains : mobilités migratoires, touristiques, etc.

Un avion de fret de la Compagnie allemande Lufthansa.

+

Des territoires en concurrence pour attirer les investisseurs

- en fonction de leur main-d'œuvre plus ou moins qualifiée ou bon marché ;
- en fonction de leurs politiques d'attractivité : infrastructures d'accueil, politique fiscale, etc.

Campagne de marketing pour l'investissement aux Philippines.

Des territoires inégalement intégrés dans la mondialisation à toutes les échelles

À l'échelle mondiale

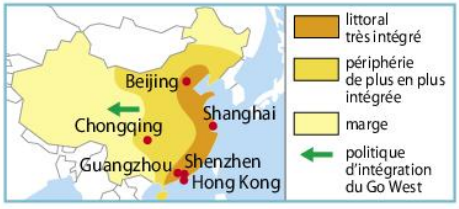
- Des territoires très intégrés : façades maritimes, métropoles.
- Des territoires moins intégrés : régions enclavées ou trop pauvres.

Ex : L'archipel métropolitain mondial

À l'échelle régionale

- Des territoires très intégrés : façades maritimes, hubs, métropoles.
- Des territoires moins intégrés : régions intérieures et rurales.

Ex : L'inégale intégration des territoires chinois.



À l'échelle urbaine

- Des territoires très intégrés : quartiers d'affaires, technopôles.
- Des territoires moins intégrés : quartiers défavorisés.

Ex : L'inégale intégration à Addis Abeba (Éthiopie)

La recomposition des territoires sous l'effet de la mondialisation

L'œil du géographe

L'explosion des flux mondiaux n'est que la partie la plus visible, donc la plus spectaculaire, d'une mise en relation des hommes et des territoires. Se déployant souvent à moyennes ou longues distances, les relations entre les États organisent le monde et donnent naissance à la division internationale du travail. Loin d'uniformiser l'espace mondial, la mondialisation est au contraire un facteur majeur de différenciation des territoires. Pour deux raisons essentielles. Premièrement, c'est un processus concurrentiel qui se fonde sur une survalorisation systématique à toutes les échelles des moindres différences territoriales (accès aux ressources, coûts salariaux, niveaux d'équipement et crises...). Il construit donc des hiérarchies entre pôles dominants, périphéries intégrées, plus ou moins dominées, et marges aux logiques fluctuantes. Deuxièmement, loin d'être des entités passives, les territoires – comme constructions politiques, économiques et sociales autonomes – sont des acteurs déterminants de leurs trajectoires. À toutes les échelles, ils recomposent en permanence leurs modes d'intégration dans la mondialisation.

Laurent Carroué, *Atlas de la mondialisation*, Autrement, 2018.

Des dynamiques contrastées d'intégration à l'échelle régionale

Des tensions

La mondialisation, par la mise en concurrence des territoires entre eux, conduit à des tensions à toutes les échelles. Ainsi, certains États (États-Unis, Chine) rétablissent des barrières protectionnistes dans l'espoir de protéger leur économie.

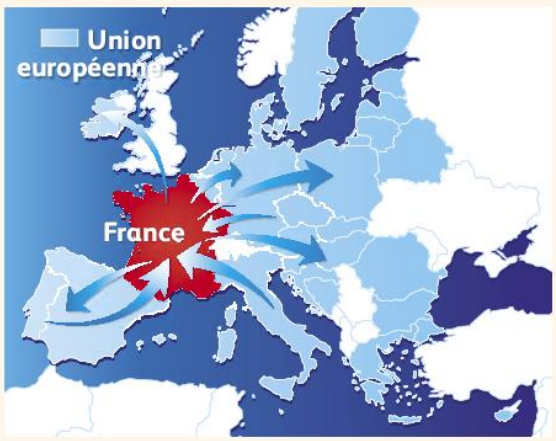
Des coopérations

Outre les tentatives pour mettre en place une régulation des échanges à l'échelle mondiale, les États s'organisent aussi pour développer les échanges à l'échelle régionale, comme ici en Asie du Sud-Est.

Ne pas confondre

• **Intégration à la mondialisation :** insertion aux échanges mondiaux de toute sorte (mobilités humaines, marchandises, capitaux, ...) dans le cadre de la mondialisation.

• **Intégration régionale :** participation à une association économique régionale qui encourage les échanges avec les pays voisins membres de l'association.



Questions

1. En utilisant les documents, justifiez l'affirmation de Laurent Carroué : « *L'explosion des flux mondiaux n'est que la partie la plus visible, donc la plus spectaculaire, d'une mise en relation des hommes et des territoires* ».
2. Formulez des hypothèses pour expliquer les réactions contrastées des territoires à la mondialisation, entre coopération et tensions.

Vocabulaire

- **AMM (archipel métropolitain mondial) :** ensemble de métropoles étroitement connectées en réseaux (transports et numérique) et nouant des relations privilégiées entre elles.
- **Recomposition des territoires :** réagencement d'un espace dans la durée, et sous l'effet combiné de facteurs externes (développement des échanges) ou internes (action des acteurs publics ou privés sur les territoires).

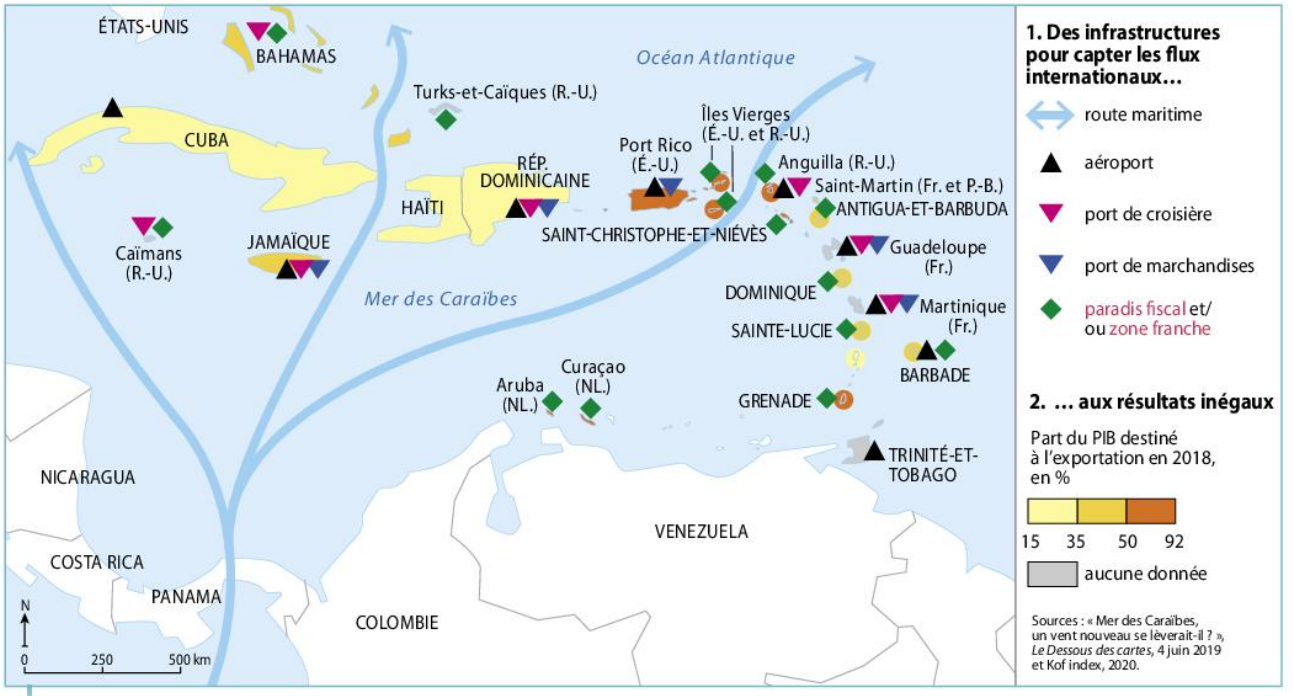
Étude de cas 1

Les îles de la Caraïbe et des Antilles : entre ouverture mondiale et intégration régionale

Plages de sable blanc, soleil et cocotiers, les images véhiculées par les îles de la Caraïbe et des Antilles expliquent les nombreux flux touristiques vers cette région proche du continent américain. Pourtant, les défis de l'ouverture au monde et de l'unité régionale restent nombreux.

A Quels sont les défis posés par l'inégale ouverture au monde des îles de la Caraïbe et des Antilles ?

Question 4, p. 456-474



1 L'ouverture de l'archipel caraïbe et antillais sur le monde

2 Des stratégies pour attirer les investisseurs

Vocabulaire

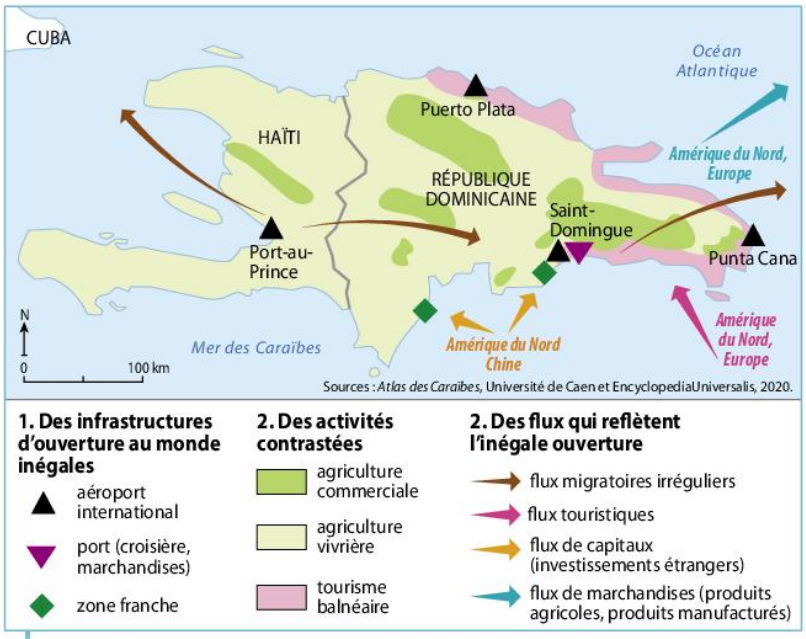
- **Paradis fiscal :** territoire sans fiscalité ou à fiscalité très basse qui attire les capitaux internationaux.
- **Zone franche :** zone délimitée par un acteur public qui présente des avantages fiscaux pour attirer les entreprises et développer l'activité économique.

3 Des contrastes régionaux, sources de dépendance extérieure

La région compte une quarantaine d'îles dont 17 sont sous tutelle extérieure : française (Martinique, Guadeloupe), britannique (Caïmans, Anguila), hollandaise (Aruba, Bonaire), étasunienne (Porto Rico). Ce morcellement politique s'accompagne d'importantes disparités de richesse : l'écart des revenus par habitant entre les îles les plus pauvres (Haïti, Jamaïque) et les plus riches (Bahamas, Porto Rico) est de 1 à 5. La conséquence de ces inégalités est que ces États ont peu de relations économiques entre eux et qu'ils sont dépendants du marché américain. L'économie régionale est en effet axée sur le tourisme en provenance pour plus de la moitié des États-Unis. La proximité avec les États-Unis a aussi favorisé le développement de services financiers plus ou moins légaux (zones franches, paradis fiscaux) car la mer des Caraïbes est à la fois une zone de production de toutes sortes de drogues et une plaque tournante des trafics, vers les États-Unis et dans une moindre mesure vers l'Europe. Les fortes inégalités alimentent enfin une forte émigration, à 90 % vers les États-Unis, qui passe par les grandes îles antillaises (Haïti, Jamaïque, Cuba). L'économie caribéenne ne pourrait se passer des fonds que ces travailleurs envoient à leur famille. Mais aujourd'hui, cette suprématie américaine dans la région est mise au défi par un concurrent de taille, la Chine, qui en devient un acteur économique de premier plan.

« Mer des Caraïbes, un vent nouveau se lèverait-il ? », *Le Dessous des cartes*, 4 juin 2019.

4 Haïti-République dominicaine : des territoires contrastés



5 Des investissements en débat : l'exemple de Sainte Lucie

À Sainte-Lucie, l'implantation d'un projet chinois destiné au tourisme de luxe divise la population entre les partisans convaincus par les créations d'emplois et les opposants qui déplorent la privatisation des plages et la dégradation de l'environnement.

Utiliser une approche géographique pour construire une argumentation

Itinéraire 1

Lire et analyser les documents

1. Quelles infrastructures permettent l'ouverture des îles du bassin caraïbe et des Antilles au monde ? (doc. 1 et 4)
2. Listez les flux qui parcourent la région. (doc. 1, 3 et 4)
3. Identifiez les territoires les plus intégrés à la mondialisation à l'échelle régionale et à l'échelle locale. Identifiez ceux qui le sont moins. (doc. 1, 3 et 4)

Expliquer les documents

4. Expliquez l'inégal résultat de cette intégration. (doc. 2 et 4)
5. Expliquez les problèmes que cette intégration peut engendrer. (doc. 3, 4 et 5)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Quels sont les défis posés par l'ouverture au monde des îles de la Caraïbe et des Antilles ?

Pour vous guider

Organisez votre réponse en structurant vos informations autour des trois idées suivantes :

Des infrastructures d'ouverture de plus en plus nombreuses ; Des contrastes importants à toutes les échelles ; Des problèmes à surmonter

B Une intégration régionale efficace malgré l'insularité ?

Question 5, p. 476-494

6 De multiples associations régionales

7 Les freins à l'intégration régionale : l'exemple des transports aériens

L'œil du géographe

De la Martinique, on peut rejoindre Cuba ou Haïti en deux ou trois heures d'avion, mais il faut une à trois escales, pour se rendre dans les îles anglophones proches. Ce constat montre que le programme « Unification de la Caraïbe par voie aérienne et maritime » de l'AEC, lancé en 1999, est loin d'être atteint. S'agissant des tarifs moyens, les liaisons extérieures se font à bien meilleur compte (0,12 €/km/passager) que les relations régionales (0,62 €/km/passager) en raison de la faiblesse des flux et du poids des taxes. Les timides velléités pour mettre le transport aérien au service d'un ambitieux projet régional ont échoué. La tenace prééminence des proximités culturelles anciennes sur les solidarités de voisinage, les intérêts divergents et la faiblesse des acteurs locaux de l'aérien ont constitué autant d'obstacles. Le transport aérien souligne brutalement le fossé qui sépare les rêves d'unité caraïbe de la réalité d'aujourd'hui.

C. Ranély Vergé-Dupré et P. Roth, *L'avion, facteur d'unification du bassin caraïbe*, Mappemonde, avril 2017.

8 Les atouts de l'intégration régionale vus par un journaliste haïtien

Les États de la Caraïbe cumulent les difficultés sur l'échiquier international : taille géographique réduite, petite population, petite richesse, instabilité politique, influence politique limitée. Pour résister, ils ont dû s'unir et en conséquence, certains petits États caribéens sont parvenus à la prospérité économique. Avec la Caricom, un marché plus intéressant se présente aux entreprises haïtiennes en termes de population et de pouvoir d'achat. Les retombées économiques de l'intégration d'Haïti dans la communauté sont pour le moment faibles. Toutefois, sortir du Caricom serait un acte d'isolement. Haïti doit donc œuvrer pour attirer les flux de capitaux et de touristes comme les autres pays membres ; renforcer les liens entre la société civile haïtienne et la société civile caribéenne ; impliquer Haïti dans les institutions du Caricom ; profiter de l'expérience des États membres de la communauté.

Le Nouvelliste (quotidien haïtien francophone), 26 février 2018.

Itinéraire 1

Lire les documents et interpréter

1. Identifiez les formes de l'intégration des îles de la Caraïbe et des Antilles dans leur région. (doc. 6 et 8)
2. Quelles en sont les limites ? (doc. 7 et 8)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

En analysant les documents 7 et 8, vous montrerez que l'intégration régionale des îles du bassin caraïbe et des Antilles est limitée mais constitue aussi une solution pour surmonter les obstacles posés par l'insularité.

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

Complétez le schéma fléché à l'aide des informations des pages 442 à 444.

Les îles de la Caraïbe et des Antilles

Une ouverture au monde multiforme

- Des infrastructures nombreuses : .....
- Des flux divers : .....

Des limites à l'ouverture au monde

- Des inégalités territoriales à toutes les échelles : .....
- Une dépendance au reste du monde : .....

Les défis de l'intégration régionale

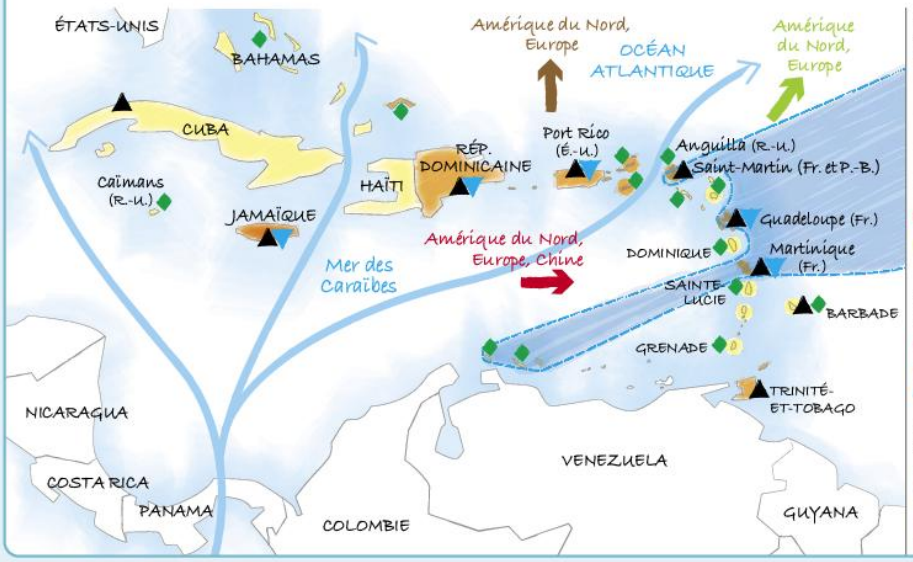
- Des associations régionales très nombreuses : .....

- Des atouts à valoriser : .....
- Des freins à surmonter : .....

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 442 à 444, complétez le croquis suivant.

Titre : .....



Changer d'échelle

De l'étude de cas... au monde

1. Quelles régions du monde sont mieux connectées aux flux mondiaux que les îles de la Caraïbe et des Antilles ? Question 4, p. 456-474
2. Identifiez les régions du monde où l'intégration régionale fonctionne mieux que dans le bassin caraïbe. Question 5, p. 476-494

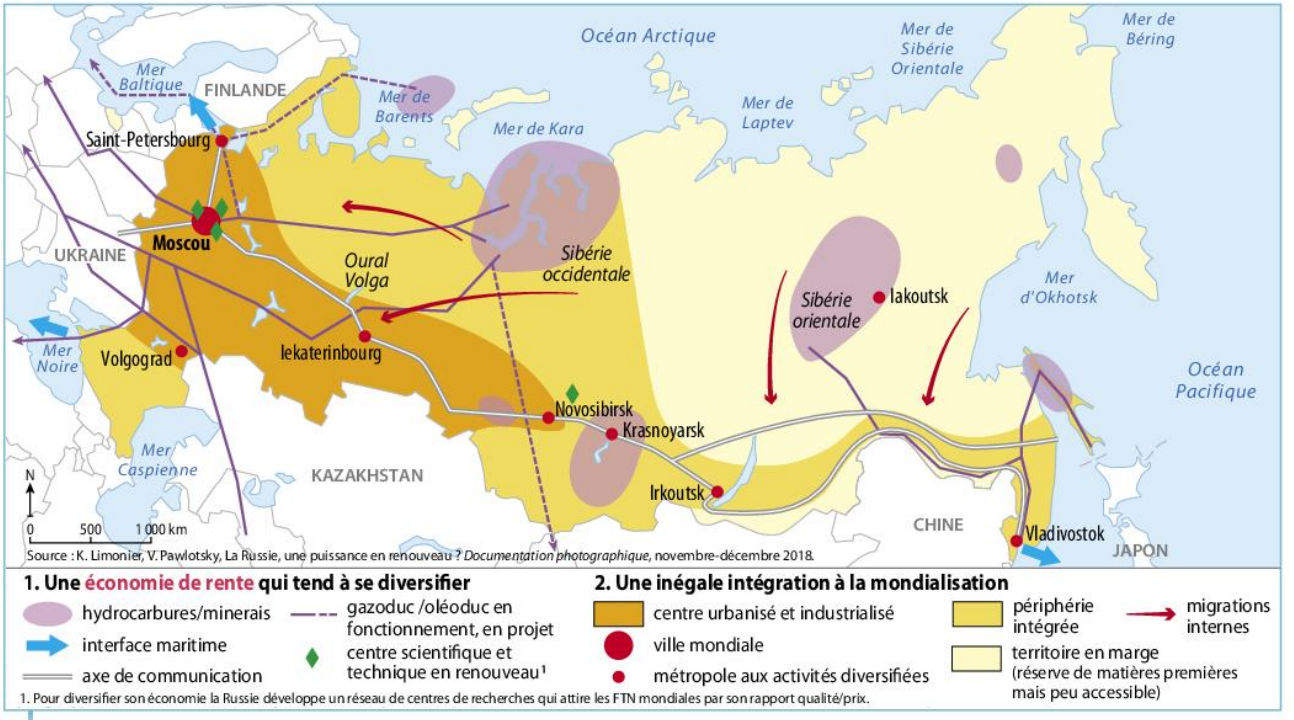
Étude de cas 2

La Russie, un pays dans la mondialisation

2e producteur et 1er exportateur mondial de gaz, la Russie mise d'abord sur ses hydrocarbures pour s'intégrer aux flux mondiaux. Mais pour réduire sa dépendance économique à l'UE et s'affirmer comme puissance régionale, elle construit de nouvelles coopérations et tente de surmonter l'inégale intégration de ces territoires.

A Pourquoi l'intégration de la Russie dans la mondialisation est-elle marquée par des tensions ?

Question 4, p. 456-474



1 **Des territoires russes inégalement intégrés dans la mondialisation**

2 Une interdépendance entre l'UE et la Russie sous tensions

Les pays de l'UE représentent près de la moitié du commerce extérieur russe. Les échanges commerciaux sont donc un moyen de pression important vis-à-vis de la Russie. Ainsi, c'est en mars 2014 que l'UE a adopté des sanctions économiques pour la première fois contre Moscou[1]. Elle y a interdit les exportations de technologie militaire et d'équipements de forage pour l'Arctique, ainsi que les échanges financiers avec les principales banques russes. En représailles, le Kremlin a mis en place un embargo contre les produits alimentaires européens, américains et australiens. Le blocus sur la Crimée pèse aujourd'hui lourd sur l'économie du territoire, celui-ci n'ayant plus accès aux produits européens par les voies officielles et l'implantation des entreprises étrangères y étant interdit.

Si le blocage des transferts de technologie est problématique pour la Russie, le manque de produits agricoles a pu être résorbé par une augmentation des productions. De fait, les pertes ne sont pas extrêmement handicapantes. L'UE a néanmoins su imposer des sanctions relativement substantielles et d'une valeur politique forte à un coût très modeste pour sa propre économie.

Enfin, la Russie a certainement été surprise de voir l'UE s'accorder aussi rapidement sur une question de politique extérieure. Toutefois l'instrumentalisation de ces sanctions [par le pouvoir russe] permet aussi de diffuser une mauvaise image de l'UE, perçue par la population comme un ennemi de la modernisation de la Russie.

« Russie-Union européenne : un état des lieux », *Toute l'Europe*, le 19 mars 2018.

1. Suite à l'annexion de la Crimée ukrainienne par la Russie.

3

Une forte concentration des activités économiques : le Lakha, nouveau quartier d'affaires de Saint-Petersbourg

Situé à 9 km du centre-ville, ce quartier encore en construction est dominé par un gratte-ciel de 462 m qui accueille le nouveau siège social de la FTN russe Gazprom. Cette société privée, dont la moitié du capital appartient à l'État russe, est un acteur majeur de l'exportation de gaz dont 80 % est dirigée vers l'Europe.

	Exportations de la Russie en 2016	Importations de la Russie en 2016
UE	45, 7 %	38, 4 %
Chine	8, 3 %	19, 1 %
États-Unis	2, 8 %	6, 3 %
Biélorussie	4,5 %	4.9 %
Kazakhstan	3,3 %	2, 6 %
Ukraine	2,7 %	3, 1 %

4

Les partenaires commerciaux de la Russie

Source : Rosstat, 2020.

Vocabulaire

- **Économie de rente :** économie faiblement diversifiée reposant sur l'exploitation des ressources naturelles.

5

Des oppositions au renforcement du contrôle de l'Internet russe

Officiellement, les autorités cherchent à protéger la Russie des cyberattaques mondiales en développant leurs propres infrastructures numériques (pour contrer la domination des États-Unis dans ce domaine). Mais les opposants y voient surtout une opportunité pour surveiller, voire bloquer ces flux d'informations.

Utiliser une approche géographique pour construire une argumentation

Itinéraire 1

Décrire

1. Montrez que les hydrocarbures sont un des principaux facteurs d'intégration de la Russie à la mondialisation. Quels sont les autres ? (doc. 1 et 3)

Mettre en relation

2. Quels liens pouvez-vous établir entre les partenaires commerciaux de la Russie et l'inégale intégration des territoires russes dans la mondialisation ? (doc. 1 et 4)
3. Comment se manifestent les tensions qui accompagnent cette intégration dans la mondialisation à l'échelle régionale et nationale ? Montrez que ces tensions résultent de choix politiques du pouvoir russe. (doc. 2 et 5)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

À l'aide du doc. 2, montrez que le commerce international de la Russie est fortement marqué par une situation d'interdépendance avec l'Union européenne (échanges, tensions).

B Les coopérations régionales, facteurs d'apaisement pour la Russie ?

Question 5, p. 476-494

6 Une intégration économique surtout régionale

8 Le rapprochement entre la Russie et la Chine : la mise en service du nouveau gazoduc Force de Sibérie

La Russie tente d'atténuer sa dépendance économique envers l'Europe en établissant des relations avec ses voisins asiatiques. Bien que sa rentabilité soit incertaine, le nouveau gazoduc Force de Sibérie permet à la fois de contourner les sanctions européennes et de développer le Sud-Est sibérien enclavé mais riche en hydrocarbures.

7 Les difficultés de l'UEE

L'œil du géographe

L'Union économique eurasiatique (UEE), projet porté par le président russe Vladimir Poutine, est née en 2015 de la volonté de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan de créer une **association économique régionale** équivalente à l'Union européenne à l'est du continent. Ces trois États avaient instauré en 2008 une union douanière et visent à terme la création d'une grande zone de libre-échange en Eurasie. Ils ont été rejoints ensuite par l'Arménie et le Kirghizstan.

L'Union eurasiatique fonctionne sur le papier mais connaît dans les faits des difficultés structurelles : faute de monnaie commune, les échanges internes souffrent des variations des taux de changes, dans un contexte où l'économie russe souffre toujours des sanctions européennes et américaines depuis 2014. L'asymétrie économique entre la Russie et les autres membres est manifeste, l'UEE ne représente qu'une faible part des échanges commerciaux de la Russie. De nombreuses entraves administratives aux échanges ont été constatées, tandis que l'alignement des prix à l'export a entraîné une hausse des prix. On constate aussi une multiplication des différends commerciaux.

P. Orcier, « L'Europe entre associations, alliances et partenariats », *Géoconfluences*, 11 juin 2019.

Vocabulaire

Association économique régionale : accord entre des États permettant d'établir un marché unifié par la suppression des droits de douane. Il peut aussi harmoniser les services, les investissements ou la protection de la propriété intellectuelle.

Itinéraire 1

1. Quelles coopérations régionales la Russie a-t-elle favorisées ? (doc. 6 et 7)
2. Montrez que ces coopérations permettent à la Russie de limiter les tensions avec l'Europe mais qu'elles présentent encore des limites. (doc. 6 et 7)
3. Quels bénéfices la Russie peut-elle tirer d'une telle coopération économique avec la Chine ? (doc. 2 p. 446 et doc. 8)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Quels sont les facteurs d'intégration de la Russie dans la mondialisation ?

Bilan de l'étude de cas

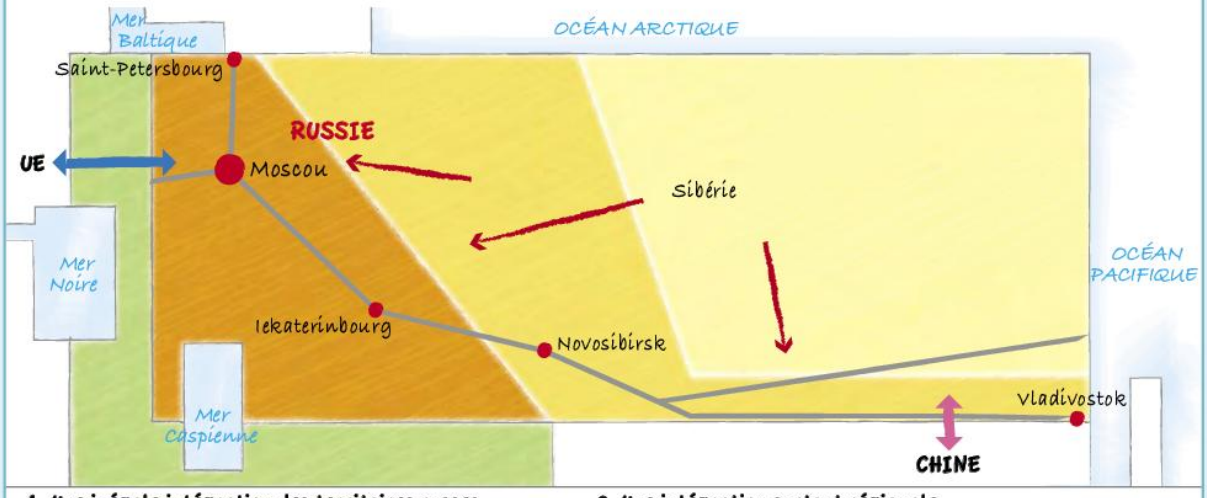
Retenir l'essentiel

Complétez le schéma fléché à l'aide des informations des pages 446 à 448.

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 446 à 448, complétez le schéma suivant.

Titre : .....



1. Une inégale intégration des territoires russes

- ..... ● .....
- .... hydrocarbures/minerais
- .... migrations internes

2. Une intégration surtout régionale

- ↔ .....
- ★ zone majeure de tension entre l'UE et la Russie
- ..... RUSSIE partenaire de l'UEE
- ....

Changer d'échelle

De l'étude de cas... au monde

1. Quels États du monde sont mieux connectés aux flux mondiaux que la Russie ? Question 4, p. 456-474
2. Identifiez les régions du monde où les associations régionales sont plus dynamiques que celles dominées par la Russie. Question 5, p. 476-494

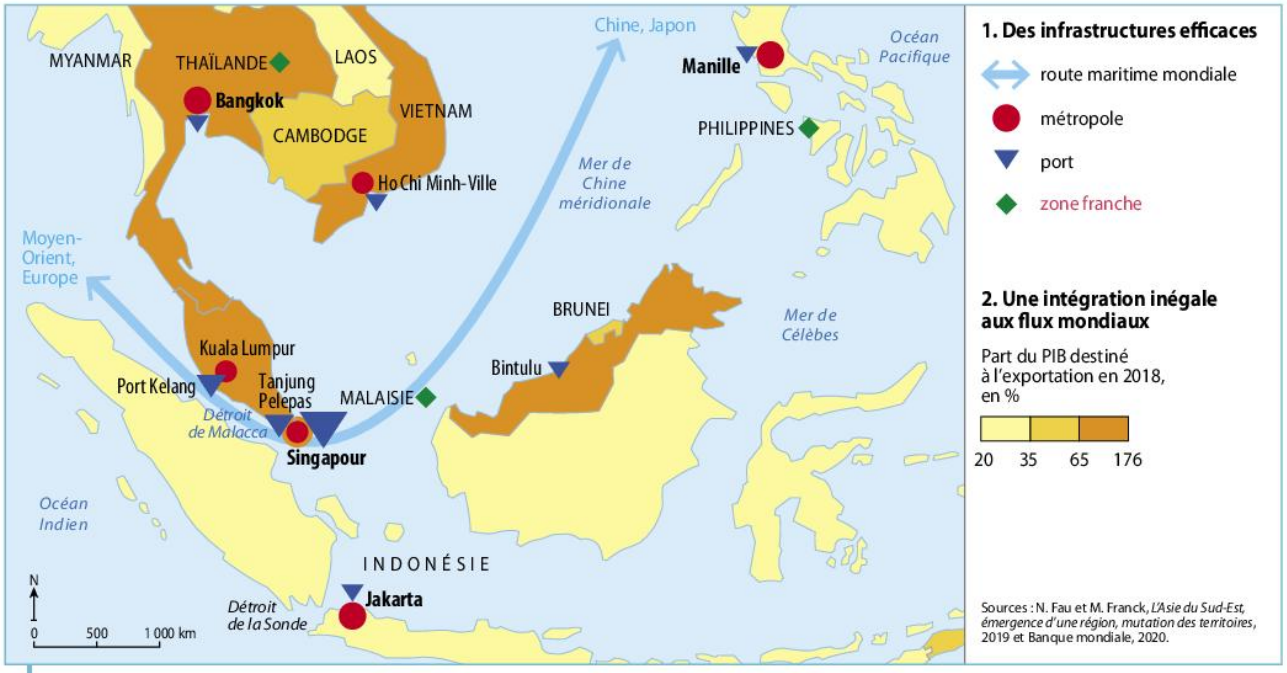
Étude de cas 3

L'Asie du Sud-Est : inégalités d'intégration et enjeux de coopération

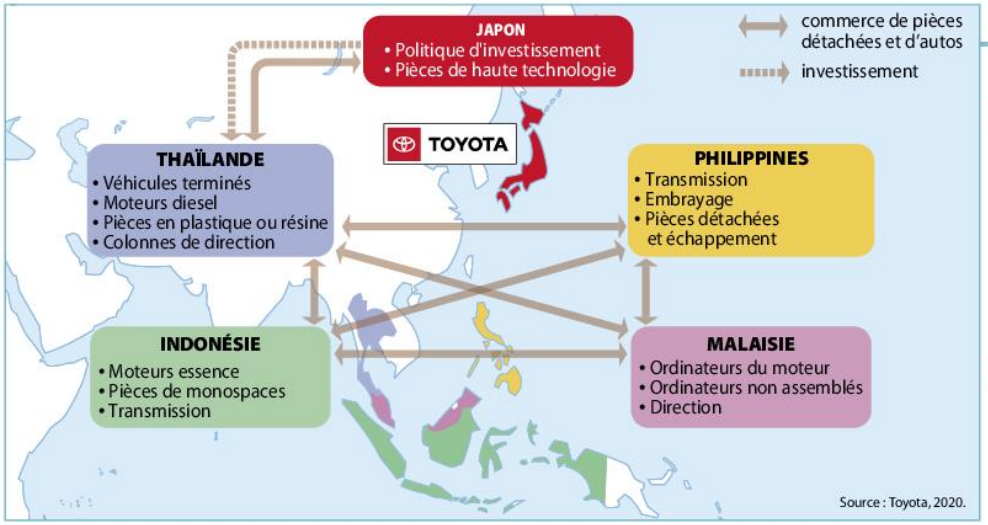
Les 11 États de l'Asie du Sud-Est se caractérisent par une réussite économique spectaculaire. Les défis de l'ouverture au monde et de la coopération régionale restent cependant nombreux.

A Comment les territoires de l'Asie du Sud-Est tirent-ils profit de l'ouverture au monde ?

Question 4, p. 456-474



2 L'inégale ouverture de l'Asie du Sud-Est sur le monde



2 **L'intégration du Sud-Est dans un circuit intégré asiatique : l'exemple de Toyota**

Source : Toyota, 2020.

Le Japon joue un rôle moteur dans le développement de l'Asie du Sud-Est puisqu'il en constitue à la fois un modèle (remontée de filière) et le donneur d'ordre qui tire profit des différences entre les territoires.

3 Des métropoles inégalement intégrées à la mondialisation

L'œil du géographe Singapour est la seule ville du Sud-Est asiatique à apparaître dans le classement des villes mondiales. Un ton en dessous, Kuala Lumpur, vient à peu près à égalité avec Jakarta et Bangkok. Les autres villes sont nettement distancées. Mais toutes ces métropoles sont des centres de commandement pour l'Asie du Sud-Est et, dans certains cas, pour le monde. Ainsi, Bursa Malaysia, la bourse des valeurs de Kuala Lumpur, cote l'huile de palme pour le monde entier. Mais, en tirant leur richesse de leurs interconnexions, les métropoles se désintéressent du reste de leur espace national. En Malaisie, un ensemble urbain commence à se former sur la façade des détroits, alors que l'État a dû engager des programmes de lutte contre la pauvreté du côté de la mer de Chine. Les armatures urbaines montrent de profonds déséquilibres, avec des villes principales (Bangkok, Manille, Phnom Penh) au poids écrasant par rapport aux villes secondaires. S'éloigner de la région-capitale revient à se priver de nombreux services, ou à vivre dans des régions marginales. Il en résulte donc un dilemme pour les États : développer leur territoire national tout en consacrant de grands investissements pour assurer la compétitivité de leur métropole principale face à la concurrence.

M. Sabrié et R. Woessner,
L'Asie du Sud-Est, Atlande, 2019.

Vocabulaire

- **Circuit intégré asiatique :** spécialisation des territoires asiatiques dans des secteurs d'activité qui se complètent, occasionnant de nombreux échanges de matières premières et de produits manufacturés.
- **Remontée de filière :** processus économique qui vise à fabriquer des produits de plus en plus innovants et élaborés.
- **Zone franche :** zone délimitée par un acteur public qui présente des avantages fiscaux pour attirer les entreprises et développer l'activité économique.

4 Singapour, plateforme logistique et financière de l'Asie du Sud-Est

Mettre en œuvre le changement d'échelles

Itinéraire 1

Lire et analyser les documents

1. Identifiez les infrastructures qui permettent l'ouverture de l'Asie du Sud-Est au monde. (doc. 1 et 4)
2. Quels types de flux circulent au sein de l'Asie du Sud-est ? entre l'Asie du Sud-est et le reste du monde ? (doc. 1, 3 et 4)
3. Localisez les territoires les plus intégrés à la mondialisation à l'échelle régionale et à l'échelle locale. Quels sont ceux qui le sont moins ? (doc. 1, 2 et 5)

Expliquer les documents

5. Pourquoi l'intégration de la région dans la mondialisation se traduit-elle par une plus grande interdépendance des États ? (doc. 3 et 7 p. 452)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

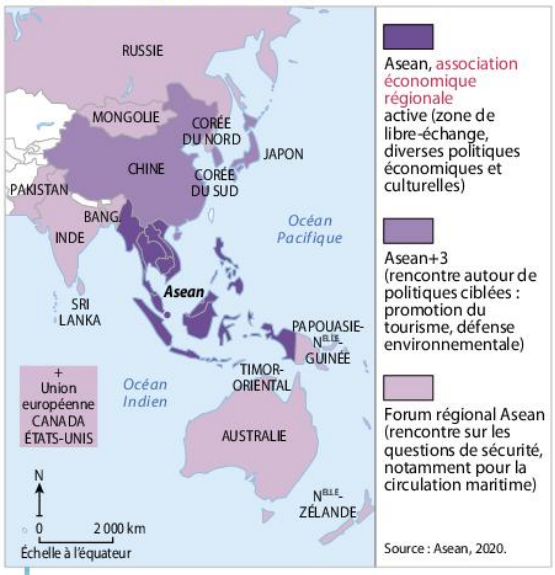
À partir des doc. 1 et 5, montrez que l'intégration des territoires d'Asie du Sud-Est à la mondialisation est inégale selon l'échelle d'observation.

Pour vous guider

Avant de rédiger votre réponse, organisez vos idées au brouillon dans un tableau croisant les échelles d'analyse d'une part, les réussites et les limites d'autre part.

B Quels sont les défis à relever pour renforcer l'intégration régionale ?

Question 5, p. 476-494



5 Une coopération régionale à géométrie variable

Vocabulaire

- **Association économique régionale :** accord entre des États permettant d'établir un marché unifié par la suppression des droits de douane. Il peut aussi harmoniser les services, les investissements ou la protection de la propriété intellectuelle.
- **Corridor de développement :** espace combinant infrastructures de transport et activités productives permettant le développement économique d'un territoire, le plus souvent traversant plusieurs pays, qui, jusque-là, étaient en marge.

6 L'Asean, une organisation régionale dépendante du puissant voisin chinois ?

Dans la pratique des institutions, « l'ASEAN way » repose sur trois principes : une prise de décision par consensus et jamais à l'unanimité, un refus d'aborder les questions de politique intérieure des États membres, et une grande flexibilité. Mais ses détracteurs voient « l'ASEAN way » comme le problème majeur de l'organisation régionale : il la réduirait à un forum de discussion à l'efficacité limitée. Par exemple, dans la relation avec la Chine, caractérisée à la fois par une forte dépendance économique et une profonde défiance vis-à-vis d'une Chine dont la puissance ne cesse de s'affirmer, souvent au détriment des intérêts des États membres de l'ASEAN. Ces derniers adoptent des attitudes variées en fonction du niveau de perception de la menace ou des opportunités que la Chine représente pour eux. Pékin ne manque pas de tirer profit de ces divisions pour peser de tout son poids sur l'ASEAN.

Asialyst, 12 août 2017.

Source : Paresh Nath, 3 novembre 2019.

7 Deux générations de coopérations transfrontalières

L'œil du géographe En Asie du Sud-Est, les triangles de croissance ont d'abord eu pour but d'exploiter la complémentarité des territoires limitrophes : le triangle de SIJORI (Singapour-Johor en Malaisie à Riau en Indonésie) s'appuie sur le financement public d'un réseau de transport transfrontalier pour mettre en place une division du travail à l'échelle microrégionale (délocalisation des activités industrielles de Singapour vers Johor et Riau où les salaires sont respectivement 9 fois et 25 moins élevés qu'à Singapour). À la fin des années 1990, les **corridors de développement** se développent dans le but de favoriser la création d'un espace multipolaire et le développement des marges. C'est dans la région du Grand Mékong que ce modèle de développement est le plus poussé. Cette stratégie a notamment permis au Laos de sortir de sa situation enclavée et favorisé l'afflux d'investissements étrangers, de travailleurs migrants dans les zones frontalières, notamment avec la Chine.

N. Fau et M. Franck, *L'Asie du Sud-Est, émergence d'une région, mutation des territoires*, 2019.

Itinéraire 1

Lire et analyser les documents

1. Construisez un schéma fléché à trois branches qui représente les formes, les acteurs et les freins de l'intégration. (doc. 5, 6 et 7 et 1 p. 462)
2. En vous appuyant sur le schéma fléché précédent, rédigez un paragraphe d'une dizaine de lignes dressant le bilan de l'intégration régionale en Asie du Sud-Est.

Itinéraire 2 BAC E3C

Production graphique

1. Identifiez les formes et les limites de l'intégration à l'échelle régionale. (doc. 5 et 6)
2. À partir des informations du doc. 7, reconstituez un schéma sur le triangle de SIJORI pour illustrer l'intégration à l'échelle locale.

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

Complétez le schéma fléché à l'aide des informations des pages 450 à 452.

L'Asie du Sud-Est

Une ouverture au monde multiforme

- Des infrastructures nombreuses : .....
- Des chaînes de valeur ajoutée : .....

Des limites à l'ouverture au monde

- Des inégalités territoriales à toutes les échelles : .....
- Une dépendance au reste du monde : .....

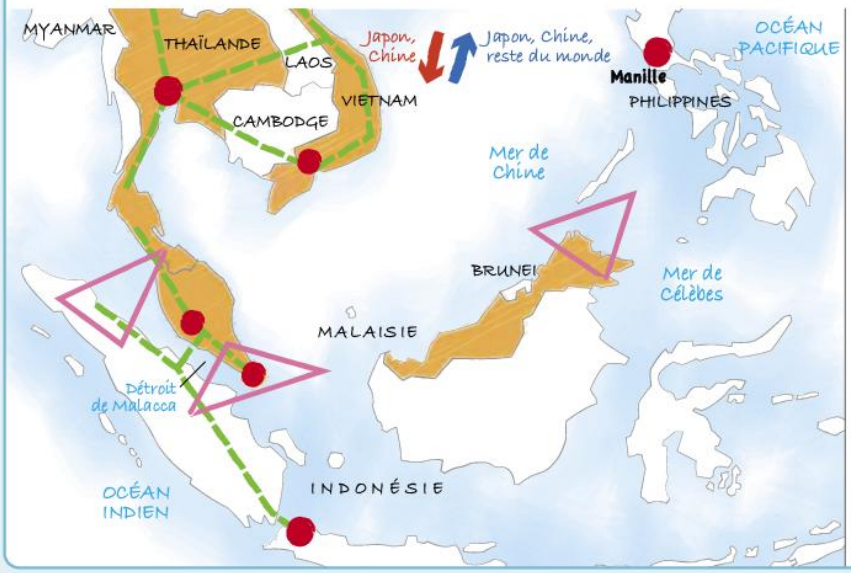
Les défis de l'intégration régionale

- À l'échelle régionale : .....
- À l'échelle locale : .....

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 450 à 452, complétez le croquis suivant

Titre : .....



1. Des infrastructures pour capter les flux internationaux

- ..... route maritime mondiale
- ..... métropole
- ▼ .....
- ..... zone franche
- ....
- ..... flux de marchandises

2. Une intégration des territoires inégale

... à la mondialisation

- ..... forte
- ....

... à la coopération régionale

- ..... Asean
- ....
- ..... corridor de développement

Changer d'échelle

De l'étude de cas... au monde

1. Toutes les régions du monde sont-elles aussi intégrées à la mondialisation que l'Asie du Sud-Est ?
Question 4, p. 456-474

2. Quelles autres régions bénéficient d'une intégration régionale aussi poussée que celle de l'Asie du Sud-Est ?
Question 5, p. 476-494

Étude de cas 4

Les corridors de développement, une solution pour dynamiser l'Amérique latine ?

Encouragés par les grandes institutions internationales comme l'ONU, la Banque mondiale ou les associations régionales, les **corridors de développement** se multiplient en Amérique latine dans le but de faciliter l'ouverture au monde et les relations entre pays voisins.

Corridor ancien
- terrestre (ferroviaire, routier)
- maritime (canal)

Corridor en construction ou en projet
- terrestre (ferroviaire, routier)
- maritime (canal)

principale association régionale encourageant les corridors de développement

Sources : A. Ruckert et C. Carneiro, « Quelle intégration de l'Amérique du Sud ? », Diploweb, 25 février 2018 et L. Médina, « *Les projets de corridors interocéaniques en Amérique centrale* », Échogéo n° 49, septembre 2019.

1 Les corridors de développement en Amérique latine, des outils d'intégration

	Acteurs à l'initiative du projet	État d'avancement / Difficultés rencontrées
Corridor Santos (Brésil) - Ilo (Chili) : Chemin de fer 3 755 km (capacité de transport de 10 millions de tonnes par convoi)	États traversés (Brésil, Chili, ...), Banque interaméricaine de développement Mercosur Banque commerciale de la Chine	Tensions au sujet du tracé par la Bolivie et le Chili, d'une part, ou par le Pérou d'autre part ; Travaux en attente
Corridor Salvador-Honduras : autoroute de 393 km (trafic prévu de 1,8 million de tonnes par jour)	Honduras SICA Banque mondiale, Banque de développement du Brésil Entreprise autoroutière (PPP)	Travaux achevés au Honduras, interrompus au Salvador
Grand canal du Nicaragua : canal maritime de 278 km pouvant accueillir les plus grands porte-conteneurs	Nicaragua Chine	Projet à l'arrêt

2 Des projets aux nombreux défis

Sources : L. Médina, « *Les projets de corridors interocéaniques en Amérique centrale* », Échogéo, septembre 2019 et Centre de recherche sur la mondialisation, 2020.

3 Des corridors qui peinent à désenclaver les régions traversées

En Amérique latine, les infrastructures de transport des corridors créent un **effet tunnel** dans les régions traversées sans régler la question du **désenclavement**, à l'exception des extrémités, des pôles urbains et des espaces transfrontaliers.

4 Les espoirs suscités par les corridors de développement

L'œil du géographe

Les projets de corridors génèrent de grandes attentes en matière de développement dans chaque pays concerné et les bénéfices supposés des projets de construction d'infrastructures apparaissent pour beaucoup comme des opportunités à saisir. La création de zones franches, dans les ports mais aussi le long des infrastructures terrestres, alimente l'espoir d'emplois pérennes, une fois la phase de construction terminée. Les gouvernements insistent notamment sur les bénéfices qu'en retireraient les périphéries nationales, souvent mal connectées et en retard de développement. Dans les projets, sont également mises en avant les facilités d'accès aux marchés extérieurs dont bénéficieraient les producteurs nationaux. Enfin, la promotion de l'intégration régionale est aussi mise en avant par les États sud-américains mais la multiplication des projets de corridors transocéaniques doit être replacée dans le contexte actuel de croissance des flux entre Asie et Amériques, pour lesquels les corridors de transport deviennent un enjeu de taille.

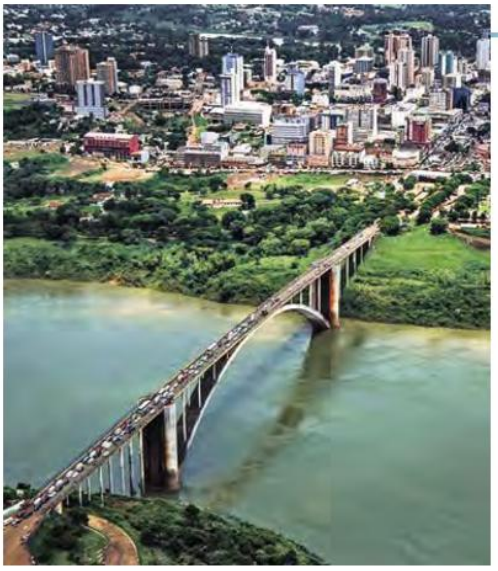
L. Médina, « *Les projets de corridors interocéaniques en Amérique centrale* », Échogéo, septembre 2019.

5 Les limites de la stratégie des corridors

L'œil du géographe

En Amérique centrale, les corridors de développement suscitent de nombreux espoirs auprès des populations locales mais en réalité, ils ont soit pour rôle de relier, le plus rapidement possible, les deux façades océaniques, soit de connecter des zones productives aux ports d'exportation ; ils ne profitent donc souvent qu'aux extrémités portuaires. De plus, le modèle de financement associant les entreprises suscite de nouvelles inquiétudes : en Amérique centrale, la plupart des projets sont inachevés, soit en raison de la faillite de l'investisseur principal, soit du fait de la volatilité des investissements. Les organisations régionales présentent enfin les corridors comme un support d'intégration régionale visant à favoriser les échanges économiques au sein d'un marché efficace car intégré. Mais la multiplication des projets vient contredire le discours. Chaque État met en avant son propre projet de corridor, souvent en concurrence avec les autres. L'Amérique centrale est ainsi au cœur d'une rivalité entre les investisseurs chinois (projet du creusement du Grand Canal de Nicaragua) et américains (Plan Panama).

N. Fau, « *Les corridors de développement* », Échogéo, septembre 2019.



6 Ciudad del Este (Paraguay), une zone franche dynamisée par les activités illicites

Dynamisée par la Triple frontière (Brésil, Argentine, Paraguay) et la construction d'infrastructures (barrage hydro-électrique d'Itaipu, pont), Ciudad del Este est devenue une zone d'échanges intenses, fréquentée par les touristes et les trafiquants.

Vocabulaire

- **Corridor de développement :** espace combinant infrastructures de transport et activités productives permettant le développement économique d'un territoire, le plus souvent traversant plusieurs pays, qui, jusque-là, étaient en marge.
- **Désenclavement :** opération consistant à rendre accessible un territoire isolé en améliorant la desserte par les voies de communication et de transport pour le relier aux autres territoires.
- **Effet tunnel :** situation dans laquelle un espace est traversé par une voie de transport rapide mais sans y avoir accès (pas de gare, par exemple). L'espace a les nuisances du trafic sans en avoir les effets économiques ou sociaux dynamisants.

Identifier les contraintes et les ressources d'une situation géographique

Itinéraire 1

Lire et analyser les documents

1. Comment les corridors de développement peuvent-ils renforcer l'ouverture au monde de l'Amérique latine ? Quels en sont les bénéficiaires ? (doc. 2, 4 et 6)
2. À l'aide des doc. 1 et 2, justifiez la phrase du doc. 5 « Les organisations régionales présentent les corridors comme un support d'intégration régionale ».
3. Quelles sont les limites de l'impact des corridors sur le développement des territoires ? (doc. 3 et 5)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Les corridors de développement sont-ils une solution pour favoriser l'ouverture au monde de l'Amérique latine et son intégration régionale ?

Pour vous guider

Organisez vos idées dans un tableau opposant les arguments.

1 **Le Morocco mall à Casablanca (Maroc)**

Activités numériques

À partir du site https://geoimage.cnes.fr, utilisez l'onglet Pays, Régions, Continents pour accéder à l'étude «Maroc - Casablanca : les ambitions mondiales d'une métropole d'Afrique du Nord».

a. Relevez les atouts qui permettent à Casablanca de mieux s'intégrer dans les flux de la mondialisation.

b. À l'aide de l'image satellitale, réalisez un schéma où vous ferez apparaître les aménagements et projets d'aménagement qui devraient permettre à Casablanca de rayonner dans le monde.

2 **La zone franche de Tanger (Maroc)**

Située à 30 minutes du port, la zone franche du port accueille des entreprises étrangères attirées par des conditions fiscales avantageuses.

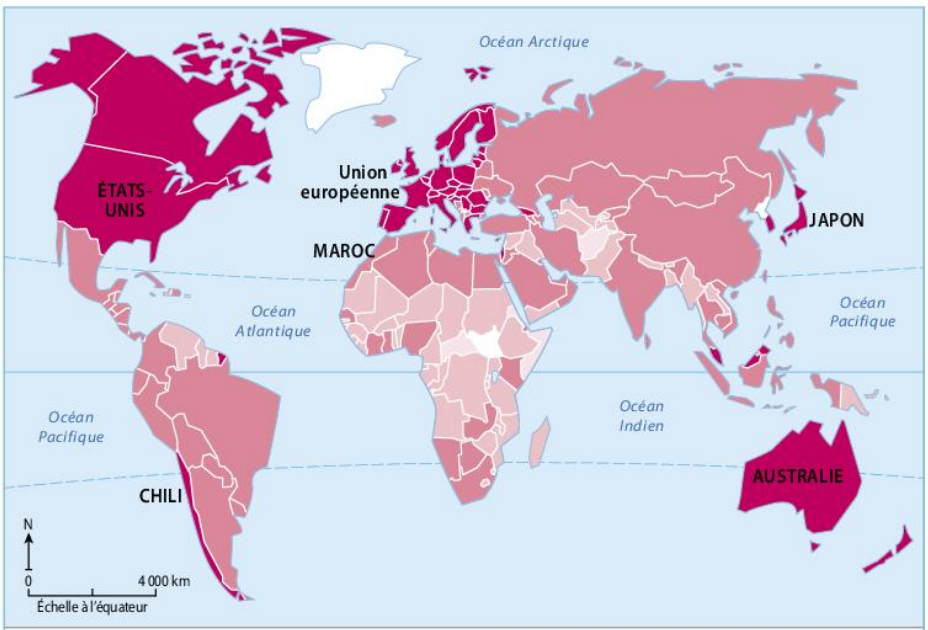
QUESTION

4

RESSOURCES EN ⊕
Sur le site collection :
lycee.hachette-education.com/hg/tle

Des territoires inégalement intégrés dans la mondialisation

Comment la mondialisation conduit-elle à une hiérarchisation des territoires ?



Indice de mondialisation[1], en 2019

30 40 55 75 91

aucune donnée

1. Indice (de 0 à 100) publié par l'institut suisse KOF pour chercher à évaluer l'intégration dans la mondialisation en combinant 42 critères dont l'intensité des flux économiques et financiers, les flux d'informations, le nombre d'ambassadeurs, etc.

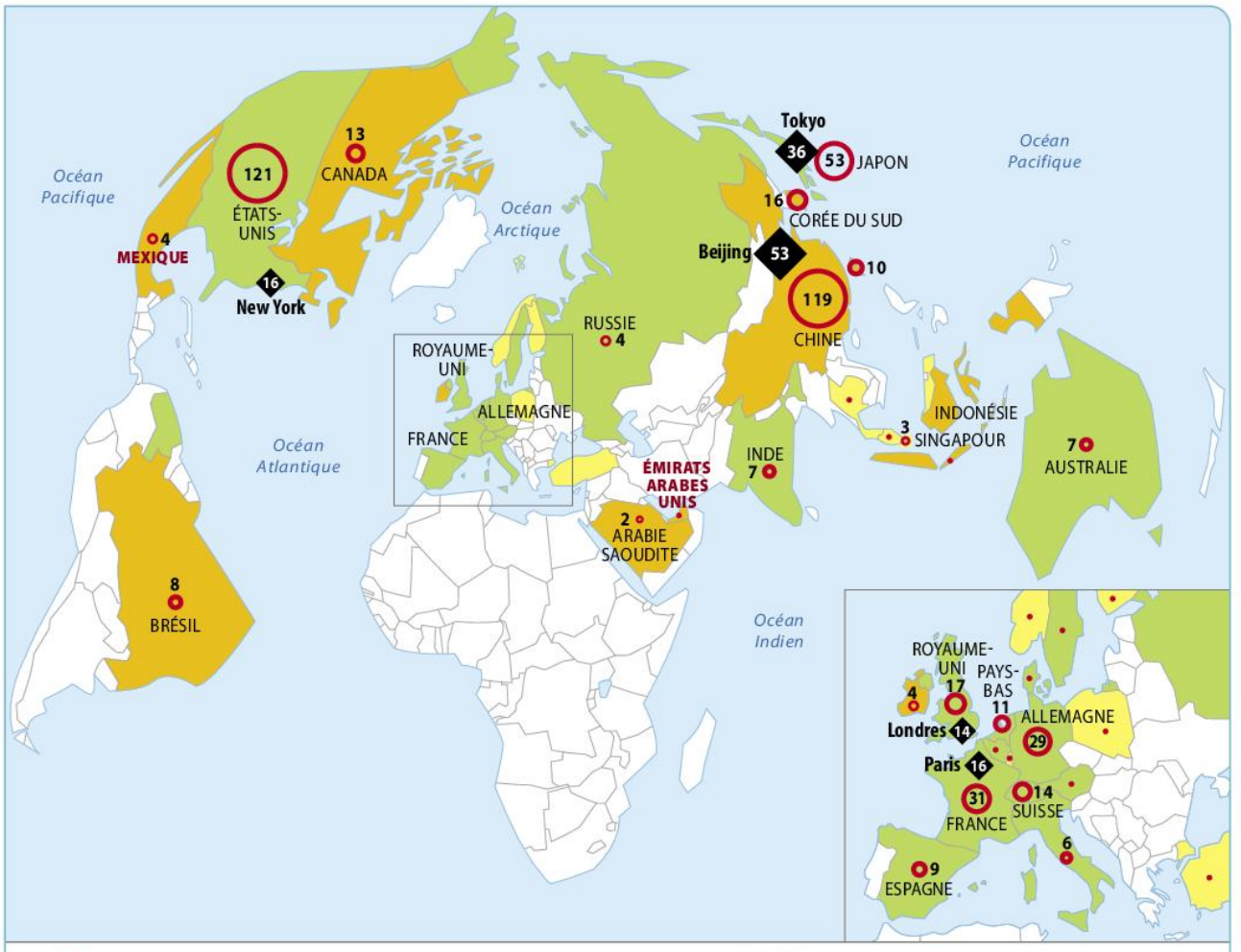
Source : KOF, 2020.

3 L'intégration dans la mondialisation

1. Localisez les territoires les mieux intégrés à l'échelle mondiale. (doc. 3) Formulez des hypothèses pour expliquer leur concentration.
2. Identifiez les manifestations de l'intégration du Maroc dans la mondialisation. (doc. 1 et 2)
3. Utilisez le doc. 3 pour nuancer l'intégration du Maroc dans la mondialisation.

Des facteurs de hiérarchisation dans la mondialisation

Carte interactive



Source : *Fortune Global 500*, 2020.

1 Des FTN (firmes transnationales) inégalement concentrées

Lire les cartes

Carte 1

Symboles de la mondialisation, les FTN développent des stratégies d'implantation dans le monde et génèrent un chiffre d'affaires parfois supérieur au PIB de certains États.

À partir de la carte, montrez quels États concentrent le plus de FTN. Quelles mutations constatez-vous dans l'évolution de leur pays d'origine ?

Cartes 2 et 3

Longtemps cantonnés aux pays développés, les acteurs financiers se concentrent de plus en plus dans de nouvelles parties du monde. De même, l'investissement dans la recherche n'est plus une spécificité des États développés.

Identifiez les régions qui polarisent de plus en plus la finance et la recherche.

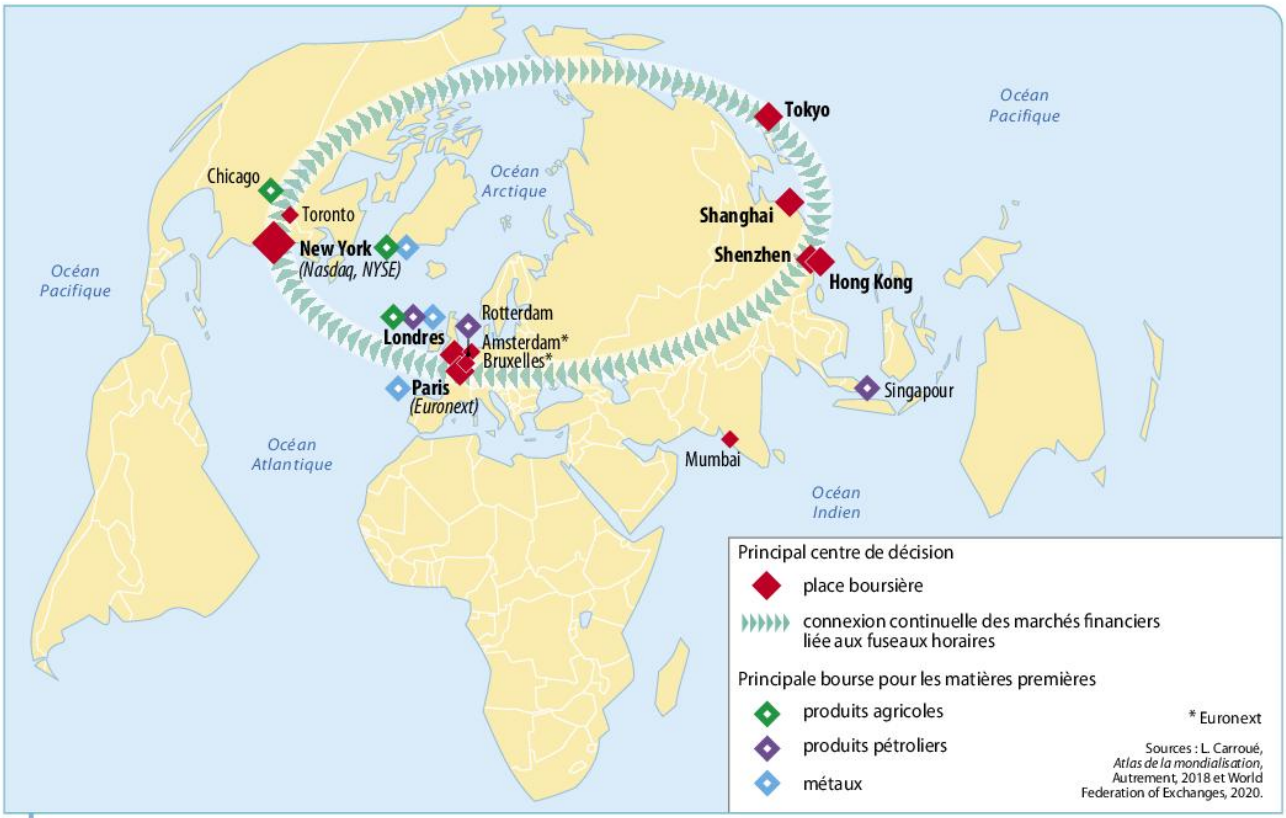
Cartes 1, 2 et 3

L'organisation des territoires de la planète se caractérise par l'affirmation de pôles qui sont particulièrement intégrés aux flux mondiaux.

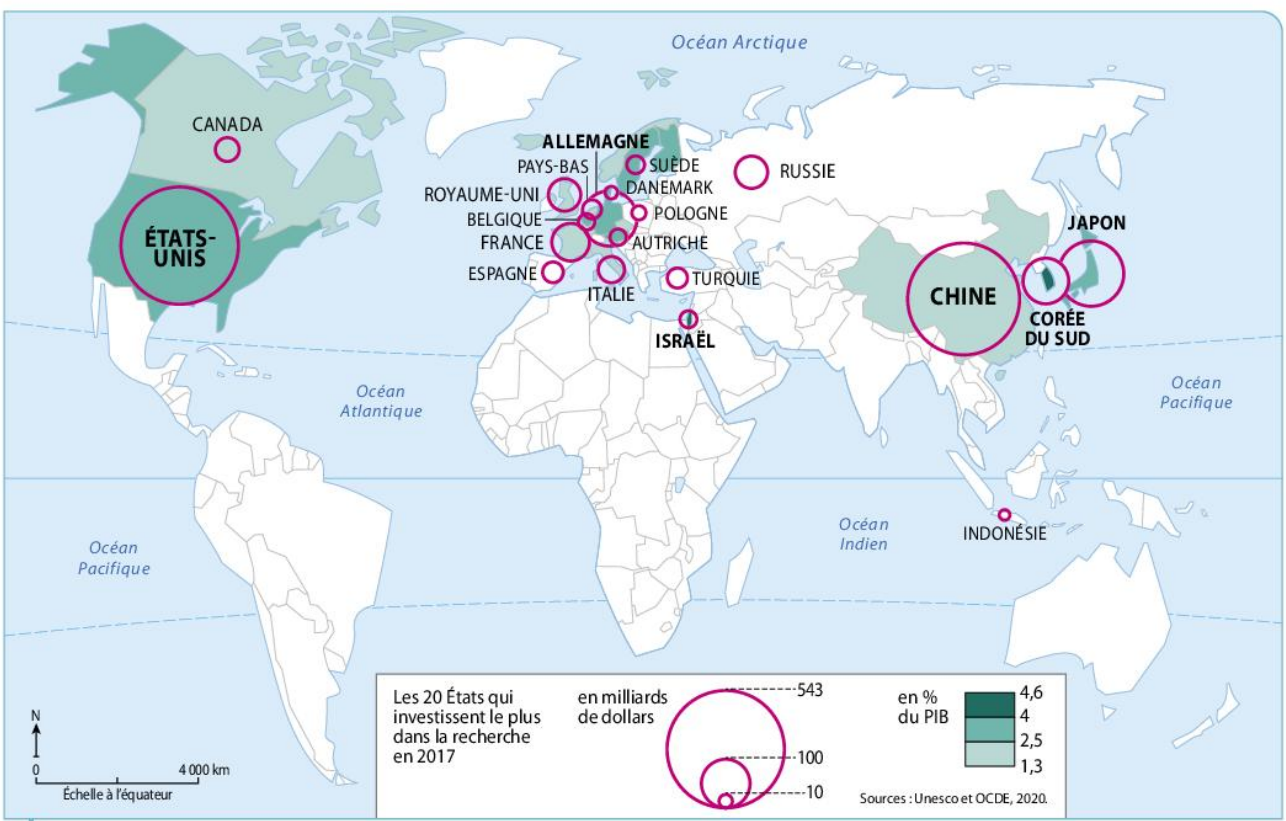
D'après les documents, récapitulez les principaux facteurs et les aspects de l'intégration à la mondialisation.

Vocabulaire

Intégration : processus d'insertion des territoires dans des réseaux d'échanges à toutes les échelles.



2 **Une forte concentration des acteurs financiers**



3 **La recherche publique mondiale**

Cours 1

Les facteurs d'intégration à la mondialisation

QCM interactif cours

Quels sont les moteurs de l'intégration des territoires dans la mondialisation ?

A Les firmes transnationales, de multiples stratégies d'intégration

Les FTN s'appuient sur les différences entre les territoires pour organiser leurs productions : taille du marché, stabilité politique, coût des salaires, fiscalité et infrastructures (Repère). Elles investissent ainsi dans le monde entier par l'intermédiaire d'IDE qui ont été multipliés par 12 entre 1990 et 2016.

Les FTN entretiennent la division internationale du travail en chaîne de valeur ajoutée. La fabrication des produits se décompose en différentes étapes et intègre les pays en fonction de leurs avantages (doc. 1). En raison des faibles coûts de la main-d'œuvre, le Bangladesh et l'Éthiopie bénéficient des délocalisations des industries textiles au point que le développement du Bangladesh devrait lui permettre de quitter la catégorie des PMA en 2024.

Les investissements étrangers permettent aussi la remontée de filière. Ainsi, des États passent de la fabrication de produits d'exportation à faible valeur ajoutée à celle de produits à haute valeur ajoutée en s'adaptant à la demande mondiale. Ce processus peut accélérer l'intégration à l'instar d'États comme la Corée du Sud dans les années 1990, la Chine aujourd'hui.

B L'accessibilité, une condition indispensable à l'intégration

À l'échelle mondiale, la concentration des moyens de transport valorise les interfaces. Les hubs portuaires et aéroportuaires, de plus en plus performants, connectent les territoires aux flux mondiaux. Ainsi, Atlanta, 1er hub aéroportuaire au monde, redistribue les flux aériens de l'ensemble du continent américain.

L'accessibilité numérique est désormais un facteur d'intégration incontournable. Les câbles sous-marins et les *datas centers* jouent un rôle central dans le réseau de télécommunication. Leur localisation est le reflet de la hiérarchie qui organise l'espace mondial (42 % des *data centers* se trouvent aux États-Unis).

À toutes les échelles, l'enclavement peut néanmoins être dépassé dans les territoires riches en ressources qui suscitent des convoitises. Les ressources du continent africain sont de plus en plus exploitées (doc. 1), y compris dans le Sahara aux conditions d'accès difficiles. La fonte de la banquise rend l'Arctique plus accessible, même si les coûts de production restent importants.

C Les politiques publiques, outils d'intégration

Les États mettent en place des politiques publiques d'attractivité. Ils développent des politiques d'aménagement du territoire (zones franches au Mexique, aéroport de Dubaï) ou d'innovation (Silicon Valley). Les États-Unis cherchent à faire revenir leurs entreprises sur le territoire américain grâce aux réductions d'impôts : Fiat-Chrysler a rapatrié dans le Michigan la fabrication de pick-up jusque-là assemblés au Mexique.

À l'échelle régionale, des corridors de développement se multiplient sous l'impulsion des États et des associations économiques régionales (doc. 2). Grâce aux réseaux de transport, ils attirent peu à peu les FTN et permettent d'intégrer certaines régions autrefois enclavées (Amérique latine, Sibérie).

L'attractivité d'un territoire est parfois remise en question. Les crises politiques ou financières peuvent rendre un territoire répulsif ou attractif. La Grèce, pour lutter contre la crise financière, privatise depuis 2008 des biens publics, ce qui attire les investissements chinois et russes. À l'inverse, l'instabilité politique qui hypothèque toute politique publique rend certains territoires répulsifs (Libye).

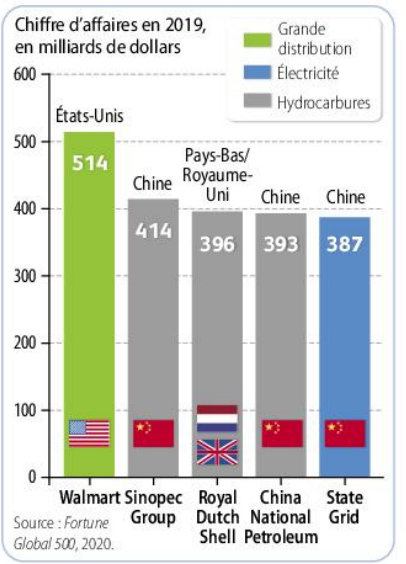
Les acteurs et facteurs de l'intégration à la mondialisation sont multiples, ils touchent tous les territoires et à toutes les échelles.

Vocabulaire

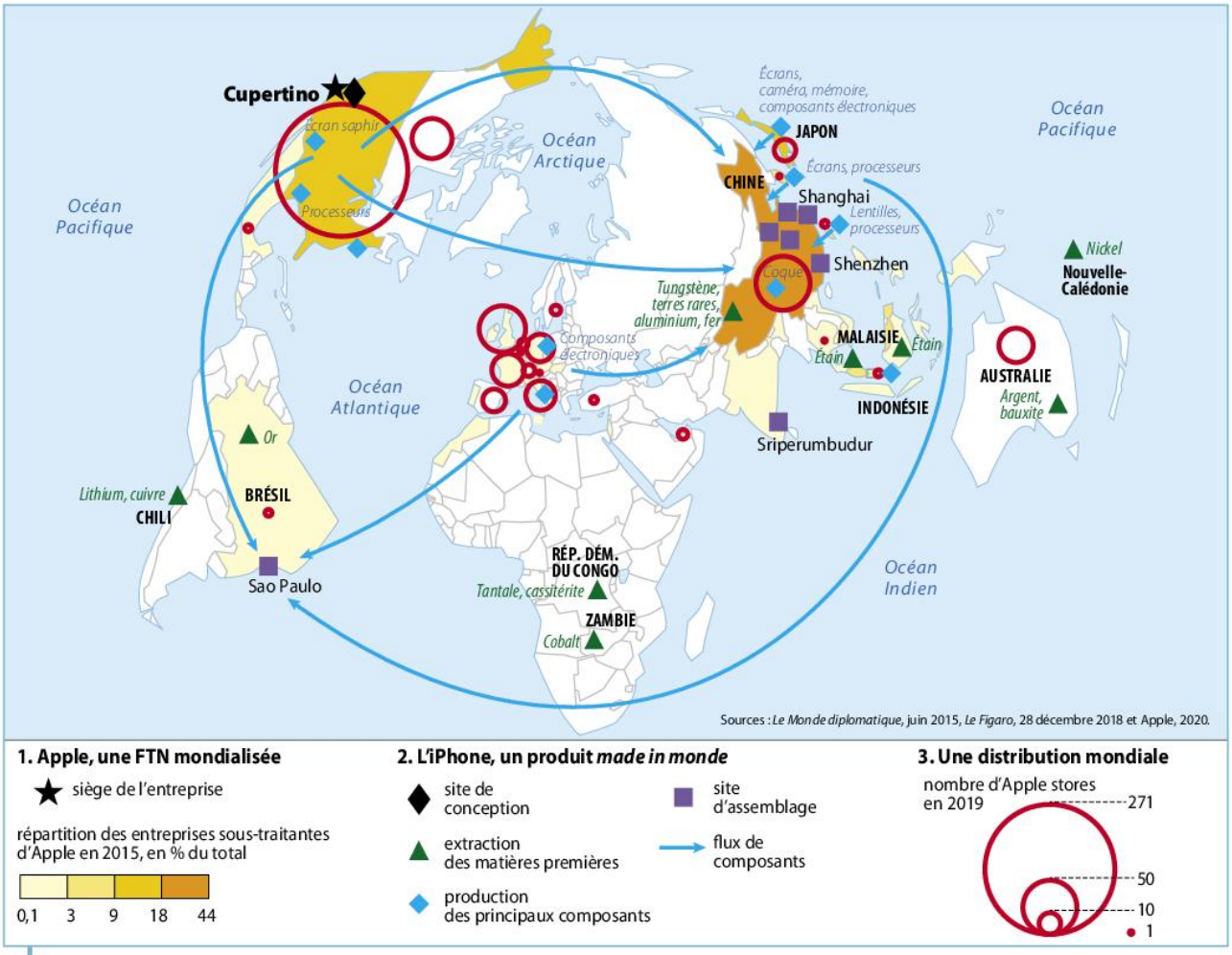
- **Corridor de développement :** espace combinant infrastructures de transport et activités productives permettant le développement économique d'un territoire, qui traverse le plus souvent plusieurs pays et qui, jusque-là, était en marge.
- **Division internationale du travail :** spécialisation des territoires dans un type d'activités (conception, production, montage).
- **Enclavement :** situation d'un espace géographique isolé du fait d'une desserte insuffisante par les voies de communication et de transport.
- **FTN (firme transnationale) :** grande entreprise, développant son activité à l'échelle internationale à travers la présence de filiales productives ou commerciales dans plusieurs pays.
- **IDE :** investissement d'une FTN à l'étranger par la création ou le rachat d'une entreprise, ou encore la prise de participation dans son capital.
- **Interface :** zone de contact entre un espace et le reste du monde.
- **Zone franche :** zone délimitée par un acteur public qui présente des avantages fiscaux pour attirer les entreprises et développer l'activité économique.

REPÈRE

Les 5 premières FTN mondiales



Source : *Fortune Global 500*, 2020.



1 **L'iphone, un produit mondialisé**

2 **Les corridors de développement, une nouvelle forme d'intégration**

L'œil du géographe

Les corridors de développement ont pour fonction de favoriser l'implantation de nouvelles activités productives grâce à l'amélioration de l'accès aux sites de production énergétique et aux productions locales. Ils visent à favoriser le développement des marges et non uniquement des principaux nœuds structurants. Il ne s'agit donc pas seulement de relier les villes entre elles par des axes de communication plus performants mais de développer un nouveau type d'espace multipolaire et transnational articulant entre elles des régions urbaines existantes et des régions émergentes. Que ce soit en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, et même en Europe, les associations régionales ont ainsi repris et dupliqué un même modèle de développement et d'organisation de l'espace. La figure du corridor a également été adoptée par les États, soit comme outil d'aménagement de leur propre territoire, soit comme moyen d'affirmation de leur puissance à l'échelle internationale. Le projet actuellement le plus ambitieux et le plus médiatique est ainsi celui des « nouvelles routes de la soie » qui doivent relier la Chine au reste du monde grâce à un réseau complexe et multimodal d'infrastructures.

N. Fau, « Les corridors de développement », *Echogéo*, 25 octobre 2019.

Capacités & Méthodes

Comprendre un texte de géographe

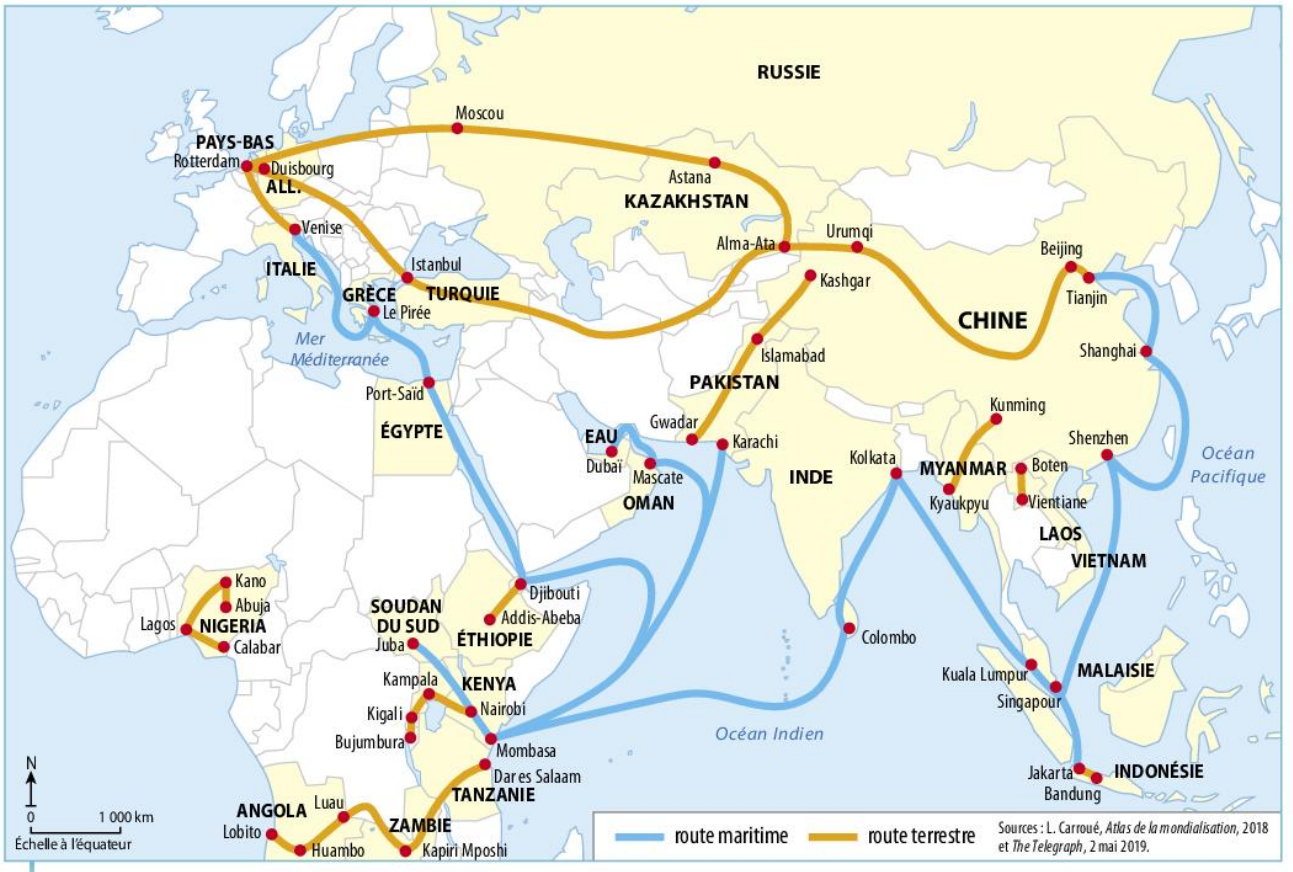
1. D'après le doc. 2, quels sont les moyens mis en place au sein des corridors pour favoriser le développement des territoires ?
2. Selon l'auteur, en quoi ces corridors sont-ils des facteurs d'intégration des territoires à la mondialisation ? Aidez-vous des pages 462-463 pour illustrer votre réponse avec des exemples précis.

Exemple

Les nouvelles routes de la soie, nouvel outil d'intégration des territoires ?

SECTION EUROPÉENNE
Documents disponibles en anglais sur le site collection lycee.hachette-education.com/hg/tle

Le programme des nouvelles routes de la soie émanant de l'État chinois développe des chantiers pharaoniques (autoroutes, voies ferrées, villes nouvelles) pour relier la Chine à l'Asie et, à terme, à l'Europe et au monde. Même s'il les intègre, ce programme impose de nouveaux défis aux territoires qu'il traverse.



1 **Les nouvelles routes de la soie, un projet chinois d'intégration à l'échelle mondiale**

2 Des territoires africains intégrés au projet chinois

L'œil du géographe L'Éthiopie et le Kenya, les deux puissances économiques d'Afrique de l'Est, sont au centre des plus importants investissements chinois dans les infrastructures de transport sur le continent. Dans le cadre des nouvelles routes de la soie, Pékin a financé plus de 3 000 projets d'infrastructures stratégiques en Afrique. Les projets ferroviaires les plus importants sont le chemin de fer Mombasa-Nairobi construit au Kenya et le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti. Les nouvelles lignes sont beaucoup plus rapides et transportent des millions de tonnes de marchandises par an, ce qui devrait améliorer le commerce régional et réduire les embouteillages. La nouvelle ligne de chemin de fer diminue le temps de trajet jusqu'à Djibouti à seulement 12 heures ; le même trajet par la route prendrait des jours. Le système est exploité par des conducteurs chinois, mais Pékin a promis que les opérations seraient confiées aux travailleurs locaux après 5 ans. Les deux projets ont fait l'objet d'une controverse au sujet de leurs coûts. Le projet de chemin de fer kenyan a également été critiqué pour sa traversée des parcs nationaux de Tsavo et de Nairobi. Sur la ligne Addis-Djibouti, les agriculteurs éthiopiens bloquent souvent les voies ferrées et exigent des sommes importantes si leurs animaux sont tués par le train. L'augmentation de la dette des pays africains liée à ces projets a suscité de nombreuses inquiétudes quant au déséquilibre commercial croissant de l'Éthiopie et du Kenya avec la Chine et à ce que cela signifie pour l'avenir de la région.

N. Muller, « Les voies de chemin de fer chinoises remodèlent l'Afrique de l'Est », *The Diplomat*, 25 janvier 2019.

Vocabulaire

- **Nouvelle route de la soie :** programme chinois visant à développer les infrastructures de transport entre la Chine, l'Europe et l'Afrique grâce à des partenariats avec les pays traversés.

3 La transformation du port de Colombo (Sri Lanka)

La CCCC (Compagnie chinoise de communications et construction) a commencé à Colombo les travaux d'une plate-forme de 270 hectares gagnés sur la mer. À l'horizon 2030, le site devrait accueillir 200 000 résidents et 80 000 emplois dans le port et le quartier d'affaires.

4 Des territoires intégrés mais dépendants de la Chine

Les nouvelles routes de la soie développent six routes terrestres et un réseau portuaire : au total, 60 % de la population mondiale, 30 % du PIB et plus du tiers du commerce international sont concernés. Jusqu'ici, les projets couvrent une multitude de pays en Afrique (Nigeria, Égypte), au Moyen-Orient (Turquie, Oman), en Asie (Tadjikistan, Indonésie, Inde, Philippines), et même en Europe (Géorgie, Grèce et maintenant Italie). Ports, réseaux ferrés, infrastructures de commerce, pipelines... se multiplient. La Chine a soutenu le développement d'infrastructures touristiques, sur l'île de Lombok, en Indonésie, la construction d'une nouvelle ligne de métro à Bangalore, en Inde, et le renforcement des réseaux de télécommunication à Oman. Mais l'implication dans les infrastructures compromet parfois les finances des États hôtes. C'est ainsi que le Sri Lanka a dû céder le contrôle de son port de Hambantota, stratégiquement situé, à une entreprise chinoise après avoir échoué à rembourser ses dettes. Certains voient donc dans cette politique une forme de néocolonialisme[1], renforçant le contrôle chinois sur les pays émergents tout en sécurisant ses routes d'approvisionnement et s'accaparant des marchés avantageux, notamment en Afrique. Les financements chinois conduisent souvent les pays hôtes des projets à devoir sélectionner des entreprises chinoises pour leur mise en œuvre, limitant les retombées économiques sur le tissu local, et suscitant la méfiance voire le rejet des populations.

Le Figaro, 26 mars 2019.

1. Après les décolonisations, certains pays et groupes politiques accusent les États puissants de maintenir leur domination sur les anciennes colonies (dette, échange inégal).

Vidéo

Vérifier une hypothèse

Itinéraire guidé

Lire et interpréter les documents

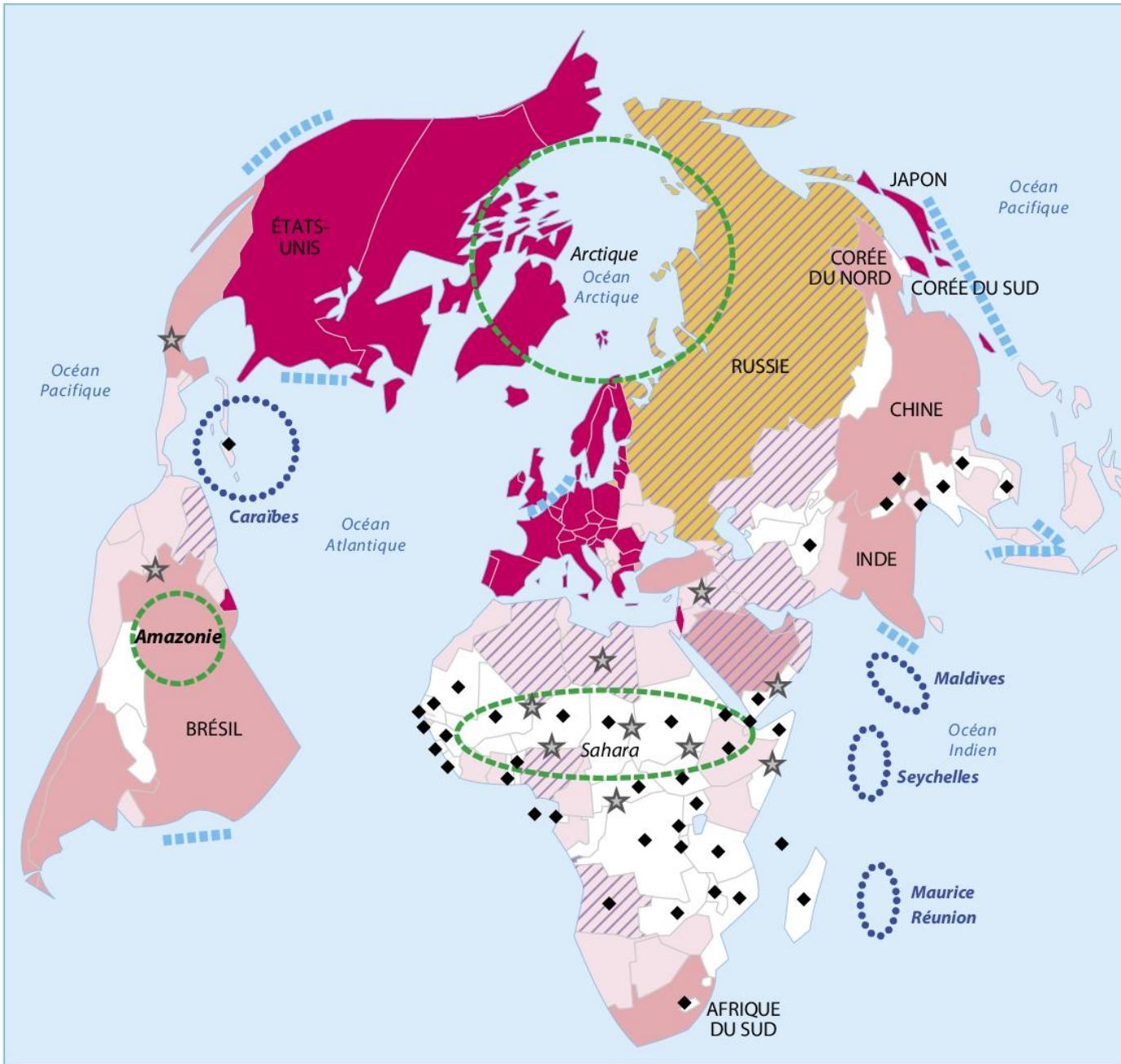
1. Localisez les axes et les infrastructures de transport qui matérialisent les nouvelles routes de la soie. (doc. 1, 3 et 4)
2. Identifiez les conséquences du passage des routes de la soie sur les territoires qu'elles traversent. (doc. 1, 2 et 4)
3. Quelles sont les limites de l'intégration des territoires concernés ? (doc. 2 et 4)
4. Rédigez une synthèse d'une dizaine de lignes pour vérifier l'hypothèse suivante : « Les nouvelles routes de la soie permettent l'intégration des territoires à la mondialisation. »

Itinéraire en autonomie

Afin de vérifier l'hypothèse que les nouvelles routes de la soie sont des facteurs d'intégration d'un territoire, utilisez le logiciel Google Earth (onglet « Remonter le temps ») pour observer les transformations entre 2010 et 2019 des territoires mentionnés dans les documents (Mombasa, Hambantota ...).

Des territoires hiérarchisés par la mondialisation

Carte interactive



1. Des pôles majeurs de la mondialisation en concurrence

- pôle majeur de la mondialisation
- grand pays émergent
- puissance ré-émergente dans la mondialisation
- façade maritime majeure

2. Des territoires intégrés à la mondialisation de façon sélective

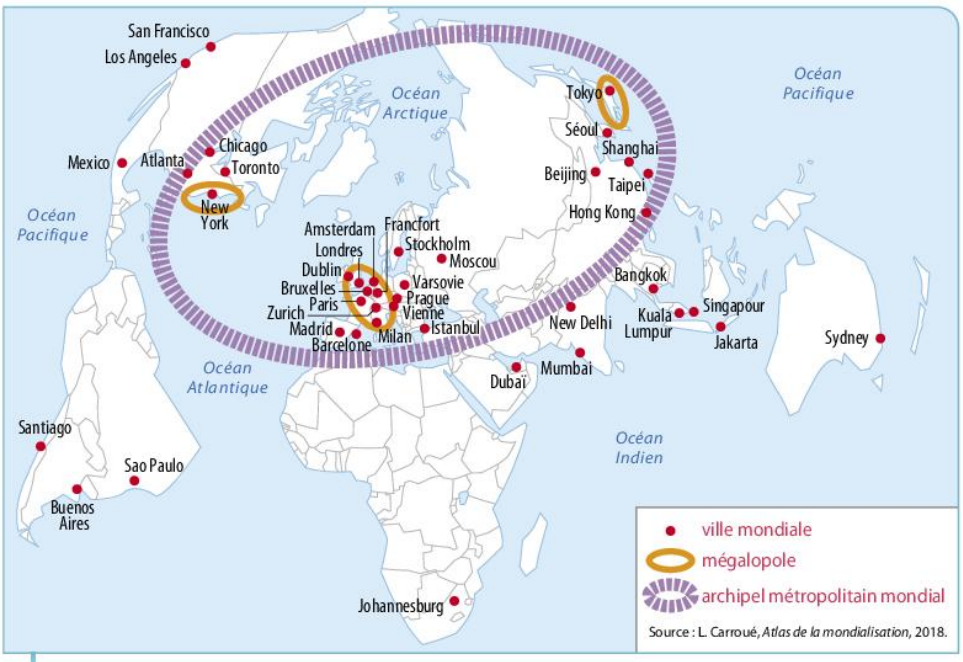
- pays exportateur d'hydrocarbures
- pays en cours d'intégration mais dominé (atelier des FTN, fournisseur de matières premières)
- bassin insulaire attractif (paradis fiscal, tourisme)

3. Des espaces en marge de la mondialisation

- pays faiblement intégré à la mondialisation
- PMA (Pays moins avancé)
- espace en réserve (minerais, hydrocarbures, biodiversité)
- zone grise

Sources : L. Carroué, *Atlas de la mondialisation*, Autrement, 2018 et ONU, 2020.

1 Des territoires inégalement intégrés



2 **Les villes mondiales, cœur de la mondialisation**

Des planisphères...

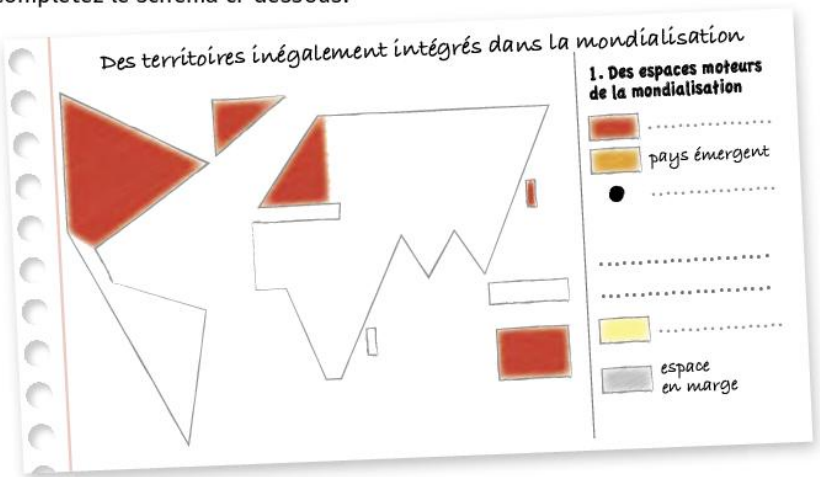
1. Identifiez les espaces moteurs de la mondialisation et les espaces les moins intégrés. (doc. 1 et 2)
2. En vous aidant du cours 1, formulez des hypothèses pour expliquer cette inégale intégration.

Vocabulaire

- **Archipel métropolitain mondial :** ensemble de métropoles étroitement connectées en réseaux (de transport et numériques) nouant des relations privilégiées entre elles.
- **Mégalopole :** vaste espace urbanisé qui se caractérise par une forte concentration de métropoles et d'axes de communication.
- **PMA (pays les moins avancés) :** États les plus pauvres et les moins développés selon l'ONU (47 États en 2020).
- **Ville mondiale :** grande métropole concentrant des fonctions de commandement et exerçant une influence à l'échelle mondiale dans les domaines politique, économique et culturel.
- **Zone grise :** espace où les institutions internationales et nationales ne parviennent pas à imposer leurs règles.

... au schéma

À partir des informations relevées dans les documents, complétez le schéma ci-dessous.



Cours 2

QCM interactif cours

Un basculement des centres d'impulsion à l'échelle mondiale

Comment la mondialisation recompose-t-elle les hiérarchies entre les territoires ?

A Des puissances anciennes encore présentes

La mondialisation consolide les puissances anciennement industrialisées (Repère A). Elles bénéficient d'atouts nombreux : main-d'œuvre qualifiée, foyers de consommation, mise en réseaux, infrastructures performantes, universités prestigieuses, grandes entreprises. Ainsi, les États-Unis, l'UE et le Japon sont toujours des puissances économiques, financières et culturelles.

Ces centres d'impulsion restent incontournables grâce à leur maîtrise de l'innovation. L'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord concentrent à elles seules 40 % des investissements dans la recherche mondiale. De plus, ils exercent un monopole sur les activités les plus en pointe telles que la biotechnologie, la robotique ou les nanotechnologies.

Cependant, la concurrence est croissante : en 2016, ces anciennes puissances ne détiennent plus que 30 % des réserves financières internationales (78 % en 1990). Les pays développés polarisent encore une très grande partie du stock mondial d'investissements (69 %) mais cette part est progressivement grignotée par les pays émergents.

B L'affirmation de nouveaux centres d'impulsion

De nouvelles puissances émergent (Repère B). La Chine est désormais le 2e pays émetteur d'IDE et le 1er déposant de brevets (doc. 1). Leurs FTN progressent : sur les 500 premières FTN mondiales, 119 sont chinoises et 7 indiennes (contre 9 et 1 en 2000).

L'émergence recouvre en réalité des situations très diverses. La croissance chinoise est le résultat d'une politique étatique qui investit dans ses FTN. Depuis 2015, le Brésil, pourtant annoncé comme un géant économique en devenir, est en récession. La croissance indienne est fragilisée par une production industrielle stagnante et le faible marché intérieur.

Les grands pays émergents tentent de repenser leur modèle de développement, trop dépendant des exportations, et de s'appuyer sur leur marché intérieur. Ainsi, la Chine développe depuis 2013, le projet pharaonique des nouvelles routes de la soie afin de sécuriser ses approvisionnements et de trouver de nouveaux partenaires commerciaux.

C Des espaces moins intégrés persistent à toutes les échelles

À l'échelle mondiale, les pays les plus pauvres restent à l'écart de la mondialisation. Le manque d'infrastructures, la pauvreté ou l'insécurité sont des facteurs répulsifs pour les FTN qui y voient des risques pour leurs investissements. Les 47 PMA sont donc exclus des principaux flux mondiaux.

À l'échelle régionale, la mondialisation creuse les contrastes entre les interfaces (littoraux, métropoles), au contact des flux mondiaux, et les campagnes intérieures qui en sont souvent exclues. Au Vietnam, les IDE se concentrent à 70 % sur Hô Chi Minh-Ville et Hanoi, espaces déjà dynamiques alors que les campagnes du nord restent peu développées.

Dans les pays développés, certains territoires touchés par la désindustrialisation sont en crise. Le déclin économique s'accompagne souvent d'un déclin démographique (Grands lacs aux États-Unis, Midlands britanniques). Les friches industrielles et urbaines s'y multiplient comme à Leipzig (Allemagne), Liverpool (Angleterre) ou Detroit (États-Unis) qui deviennent des *shrinking cities* (doc. 2).

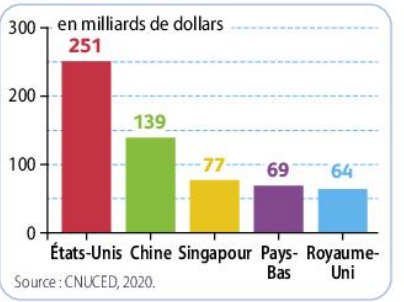
La mondialisation conduit à un basculement des centres d'impulsion dans le monde mais des espaces moins intégrés persistent à toutes les échelles.

Vocabulaire

- **Centre d'impulsion :** ville ou région motrice de la mondialisation dans laquelle sont concentrées des fonctions de commandement internationales (économique, politique, culturelle).
- **Émergence :** situation d'un pays en développement dont la croissance économique est forte et dont les conditions de vie des populations s'améliorent, mais de manière inégale.
- ***Shrinking city* (« ville en décroissance ») :** ville marquée par un déclin démographique et économique (perte de population et d'emplois, hausse de la pauvreté).

REPÈRE A

Les pays les plus attractifs au monde (IDE entrants) en 2018



Source : CNUCED, 2020.

REPÈRE B

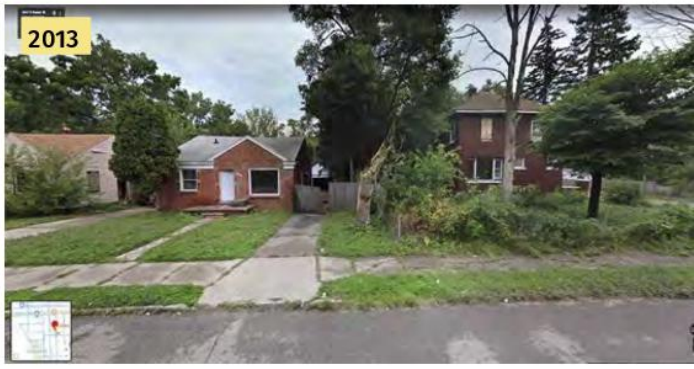
Les caractéristiques de l'émergence

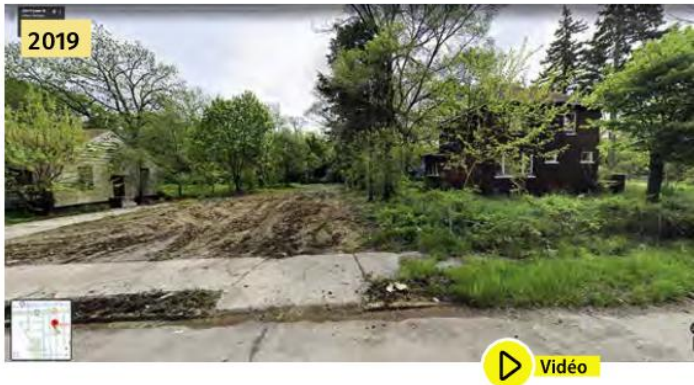
1 La Chine, nouveau géant de la recherche mondiale ?

En Chine, l'État fixe les axes stratégiques de la recherche et met en place les infrastructures nécessaires, notamment les parcs de haute technologie. Il en existe 146 dans le pays, avec pour objectif une meilleure valorisation industrielle de la R&D grâce aux échanges entre les entreprises, les universités et les instituts de recherche. Les résultats sont à la mesure des énormes moyens engagés, si l'on en juge par la production d'articles scientifiques, par le dépôt de brevets et par les avancées décisives accomplies dans certaines technologies. La publication d'articles scientifiques a été multipliée par 10 depuis 2000, la Chine a dépassé les États-Unis en 2016, même si les articles de chercheurs chinois sont encore relativement peu cités. La Chine s'est imposée comme le premier déposant de brevets au monde avec 35 % du total. Pour les demandes internationales de brevets, deux entreprises chinoises, ZTE et Huawei[1], sont au 1er rang mondial mais elles sont l'exception. En effet, la quasi-totalité des demandes déposées ne concerne que le marché intérieur. Le retard à combler par rapport aux pays développés est très important, notamment en ce qui concerne les brevets déposés simultanément en Europe, aux États-Unis et au Japon, pour lesquels la part de la Chine ne dépasse pas 5 % du total mondial.

C. Meyer, *L'Occident face à la renaissance de la Chine*, Odile Jacob, 2018.

1. ZTE et Huawei sont des entreprises chinoises spécialisées dans les télécommunications.





Vidéo

2 Detroit, une *shrinking city*

En raison de la désindustrialisation et de la crise financière de la fin des années 2000, certains quartiers de Detroit ont été délaissés par leurs habitants contraints d'abandonner leur logement pour rembourser leurs dettes. Les maisons tombent en ruine, les raser coûte souvent moins cher que de les rénover.

Capacités & Méthodes

S'approprier un questionnement géographique (doc. 1)

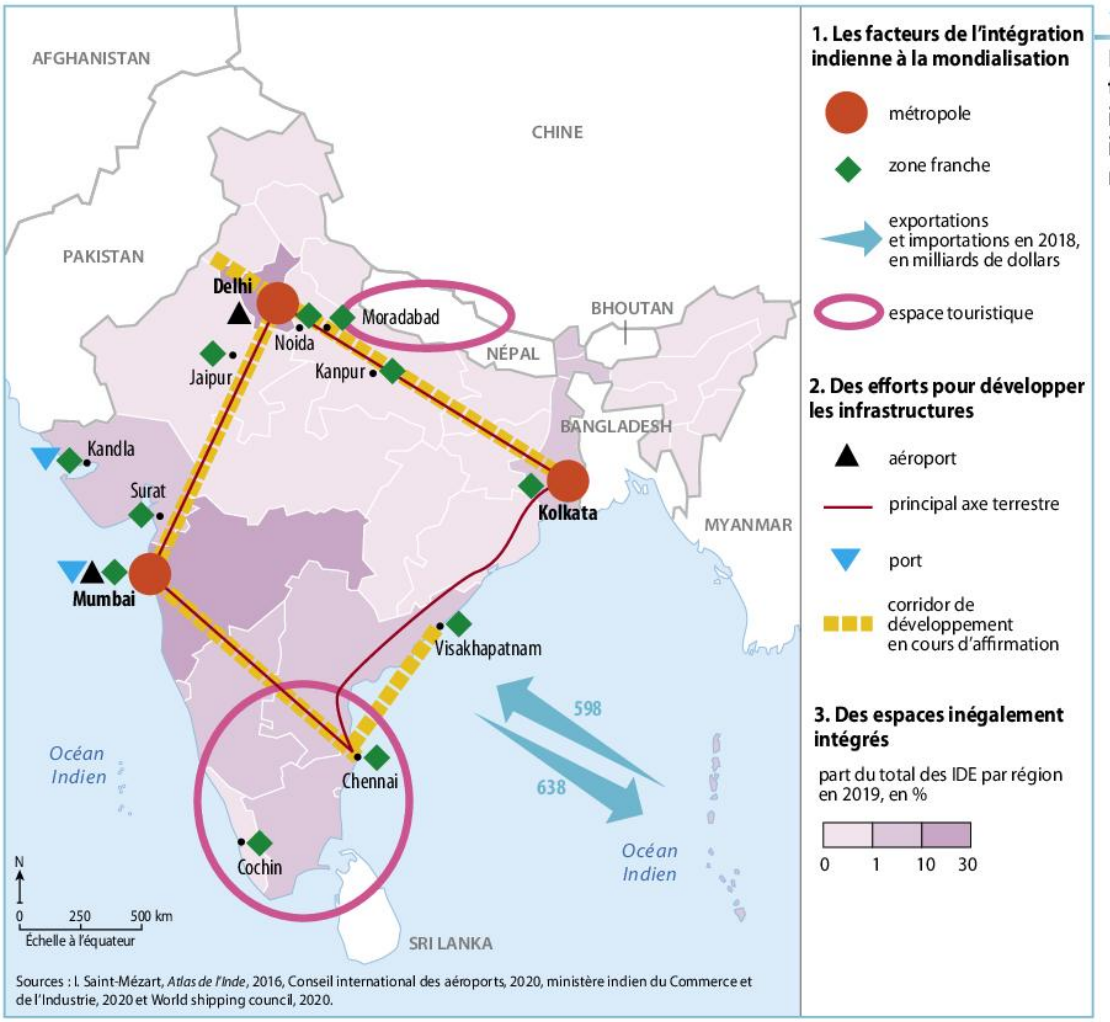
1. Identifiez les moyens mis en œuvre par l'État chinois pour devenir une puissance dans le secteur de la recherche. Quels en sont les résultats ?
2. Pourquoi ces résultats illustrent-ils le basculement des centres d'impulsion à l'échelle mondiale ?

Exemple

Pourquoi les territoires indiens ne bénéficient-ils pas tous de l'intégration à la mondialisation ?

Souvent qualifiée de « puissance en devenir », l'Inde affiche une croissance solide (+ 6 % en 2018) et s'intègre progressivement aux flux mondiaux, mais cette intégration est inégale et inachevée.

1 **L'Inde, un territoire inégalement intégré dans la mondialisation**



Sources : I. Saint-Mézart, *Atlas de l'Inde*, 2016, Conseil international des aéroports, 2020, ministère indien du Commerce et de l'Industrie, 2020 et World shipping council, 2020.

2 Des facteurs informels d'intégration : l'exemple du bidonville de Dharavi (Mumbai)

Derrière les signes extérieurs du *slum* (« bidonville »), on découvre une des communautés les plus affairées du monde. Pauvre selon nos critères, sans doute, mais plus industrieuse qu'une ruche. Les trois ou quatre grandes artères du quartier offrent une enfilade sans fin de commerces miniatures (8 à 9 mètres carrés), du marchand de cartes de téléphone à l'imprimeur, de l'épicerie de poche au vendeur de samoussas. Faufilez-vous derrière, c'est un autre univers, où se mélangent espace privé et atelier de travail : potiers, tanneurs, petits bijoutiers, recycleurs, pas un mètre carré de terrain ne reste inoccupé, tout le monde est à l'ouvrage. Dharavi est porté par une économie informelle florissante qui essaime dans tout Mumbai et a parfaitement intégré la mondialisation : les sandales cousues dans ses ateliers de cuir finissent souvent l'été sur les plages de Capri et d'Ibiza ; les maillots empilés en ballots seront portés partout où l'on joue au foot. Au total, on estime à quelque 600 millions d'euros par an les revenus de la production « intérieure » du quartier.

Télérama, 1er février 2018.

Samsung (entreprise sud-coréenne), plus grande usine du monde pour la fabrication de smartphones, inaugurée le 9 juillet 2018

Tata Consulting Services (entreprise indienne), 6e entreprise de services numériques au monde par son chiffre d'affaires en 2019

Capgemini (entreprise française), 1re entreprise française de services numériques et 9e mondiale par son chiffre d'affaires en 2019

Sources : Fortune Global 500, 2020.

3 **La zone franche de Noida (Delhi) nouveau territoire du *Made in India***

4 **Une émergence inégalement partagée**

L'œil du géographe **L'Inde qui brille**

Le pays est devenu « le bureau du monde » : centres d'appels, d'e-commerce et gestion administrative sont délocalisées en Inde par des entreprises étrangères qui valorisent une main-d'œuvre qualifiée parlant couramment anglais. Ces mutations ont des conséquences spatiales considérables en faisant émerger un « quadrilatère d'or » reliant les quatre principales métropoles (Mumbai-Delhi-Kolkata-Chennai) reliées par de grands corridors. Mumbai en est la capitale financière et assure 40 % des échanges extérieurs indiens dont 60 % du trafic de conteneurs. Chennai est la 2e plateforme du pays et produit le tiers des automobiles assemblées en Inde. L'État du Karnataka au sud et sa capitale Bangalore forment le « Silicon plateau » indien.

L'Inde « immergée »

En 2019, plus de 200 millions d'Indiens sont encore en situation de sous-alimentation (14 % de la population) dont une majorité d'enfants, l'une des proportions les plus fortes de la planète. L'entrée dans la mondialisation a accéléré le dépérissement de ses marges : le nord et le centre du pays (Delhi excepté) se sont enfoncés dans la misère tandis que les pourtours côtiers ont été happés par la mondialisation. Ces constats se retrouvent dans les métropoles où, dès que l'on s'écarte des quartiers d'affaires, les *slums* en restent les paysages fondamentaux : 54 % de la population de Mumbai y vivrait.

V. Adoumié, J.-M. Escarras, *Lieux et territoires de la mondialisation*, Hachette, 2019.

Réaliser une production graphique dans le cadre d'une analyse

Itinéraire guidé

Lire les documents

1. Identifiez les facteurs d'intégration de l'Inde à la mondialisation. (doc. 1, 2 et 3)
2. Quels sont les moyens (infrastructures, politiques) mis en place pour favoriser cette intégration ? (doc. 1, 3 et 4)
3. À l'aide des doc. 1 et 4, montrez que malgré des stratégies efficaces, l'intégration des territoires indiens à la mondialisation doit être nuancée.

Synthétiser les documents

4. À l'aide de vos réponses, réalisez un schéma fléché pour montrer que les territoires indiens sont inégalement intégrés à la mondialisation.

Itinéraire en autonomie

1. À partir du doc. 3, proposez une légende et complétez le schéma suivant pour montrer l'intégration de Delhi à la mondialisation grâce aux politiques d'aménagement.

La création d'une zone franche, un facteur d'intégration

Pour vous guider
Vous pouvez construire la légende du croquis en distinguant les territoires et les facteurs de l'intégration. (doc. 2, 3 et 4)

2. Rédigez une synthèse répondant au sujet : « l'inégale intégration des territoires indiens dans la mondialisation ».

Cours 3

QCM interactif cours

Des métropoles recomposées par la mondialisation

Comment la mondialisation transforme-t-elle les métropoles les plus puissantes ?

A Des villes mondiales qui renforcent leur intégration

Les villes mondiales sont des centres de commandement majeurs de la mondialisation. Elles exercent un rayonnement financier, économique, culturel ou politique planétaire. Les PIB de Tokyo et de New York les placent au même niveau que des pays comme le Canada, l'Espagne ou la Turquie. Leur accessibilité est renforcée par la présence de hubs (Repère).

La puissance de ces villes mondiales repose sur leur capacité à s'intégrer dans des réseaux. À l'échelle régionale, elles dynamisent les espaces voisins et organisent souvent les mégalopoles. À l'échelle mondiale, elles sont connectées entre elles au sein de l'archipel métropolitain mondial, tout en étant en concurrence pour capter les flux mondiaux (Dubaï (doc. 1), et Abu Dhabi).

L'intégration à la mondialisation s'observe jusque dans le paysage de ces villes mondiales avec la multiplication des gratte-ciel. Ils se concentrent dans les quartiers d'affaires et sont le symbole de leur puissance économique (La City à Londres, Manhattan à New York, Pudong à Shanghai).

B Une hiérarchie des métropoles en constante évolution

Le système urbain mondial est dominé par des villes dont l'influence est planétaire : New York, Londres, Tokyo, Paris. Ces villes mondiales font l'objet de nombreux classements qui tentent de comptabiliser leur influence et leur attractivité mais aussi désormais la qualité de vie pour leurs habitants et leur impact environnemental.

La hiérarchie des villes mondiales témoigne du basculement de la puissance à l'échelle mondiale (doc. 3). Les places financières des pays émergents détiennent désormais 40 % de la capitalisation mondiale (doc. 2) et connaissent une très forte croissance, notamment les bourses de Hong Kong et de Shanghai. Les centres d'affaires s'y transforment : 15 des 20 premières villes abritant le plus de gratte-ciel sont émergentes.

La rivalité entre les grandes métropoles se manifeste dans la volonté d'accueillir de grands événements politiques (sommet sur le climat à New York en 2019), sportifs (Jeux olympiques à Tokyo en 2020 puis Paris en 2024) ou culturels (Exposition universelle à Dubaï en 2020).

C Des inégalités socio-spatiales renforcées au sein des métropoles

Au nord, les inégalités socio-spatiales sont renforcées par la métropolisation. Des quartiers centraux anciennement défavorisés sont réhabilités voire rasés (New York, Tokyo). La gentrification entraîne l'exclusion des populations aux bas revenus vers les banlieues où les loyers sont moins élevés.

Au sud, la fracture entre quartiers aisés et bidonvilles s'accentue. Les populations les plus pauvres sont souvent repoussées en périphérie (favelas de Rio détruites pour les Jeux Olympiques), dans des quartiers dépourvus de services ou d'infrastructures de transport. Parfois, quartiers aisés (*gated communities*) et bidonvilles se juxtaposent (Nairobi, Jakarta).

Certains quartiers semblent en marge de la mondialisation par le poids de l'économie informelle, qui occupe 60 % de la population active mondiale en 2018. Mais l'activité informelle peut parfois s'intégrer à la mondialisation (industrie du cuir à Dharavi).

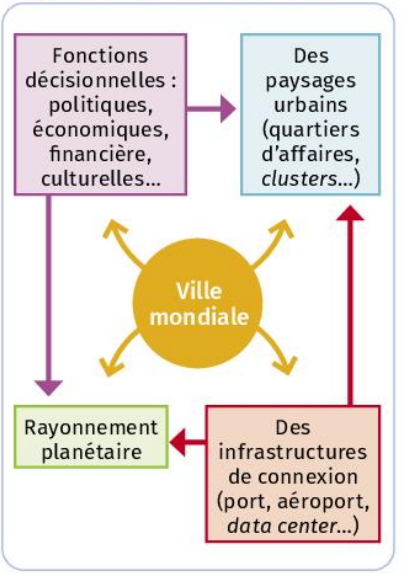
Les villes mondiales sont des pôles majeurs de la mondialisation car elles concentrent l'essentiel du pouvoir économique, financier et politique.

Vocabulaire

- **Archipel métropolitain mondial :** ensemble de métropoles étroitement connectées en réseaux (de transport et numérique) nouant des relations privilégiées entre elles.
- **Gentrification :** afflux d'une population aisée dans un quartier auparavant populaire, à la suite d'opérations immobilières.
- **Métropolisation :** concentration croissante des hommes et des activités dans les métropoles.
- **Ville mondiale :** grande métropole concentrant des fonctions de commandement et exerçant une influence à l'échelle mondiale dans les domaines politique, économique et culturel.

REPÈRE

L'organisation d'une ville mondiale



1 **Dubaï, une ville intégrée aux flux mondiaux**

2 Les métropoles, au cœur du système financier mondial

L'œil du géographe Les marchés financiers (actions, dettes, monnaies, matières premières…) sont des constructions politiques, juridiques, techniques et sociales ancrées dans les territoires. Le marché mondial des actions est organisé par une soixantaine de bourses, mais seulement 10 d'entre elles polarisent 80 % de la capitalisation boursière mondiale, dont 41 % pour les seuls NYSE et Nasdaq new-yorkais. Avec 40 % de la capitalisation mondiale, les places financières des pays en développement ont cependant connu ces dernières décennies une croissance fulgurante (Chine, Inde, Brésil…). Dans les matières agricoles, pétrolières ou minières, les places occidentales gardent un rôle prépondérant (Londres, New York, Chicago, Paris, Rotterdam) malgré la multiplication de places secondaires spécialisées sur un continent et sur un produit (Kuala Lumpur, Singapour, Sydney, Winnipeg). Dans des marchés interconnectés et interdépendants, les acteurs jouent sur les heures d'ouverture en lien avec les fuseaux horaires, car le monde ne vit pas à la même heure.

L. Carroué, *Atlas de la mondialisation*, Autrement, 2018.

Classement des 5 métropoles accueillant le plus de sièges de FTN dans le monde	Nombre de sièges sociaux de FTN (parmi les 500 premières mondiales)	
	En 2015	En 2019
Beijing	51	53 ↗
Tokyo	38	36 ↘
New York	17	16 ↘
Paris	18	16 ↘
Londres	19	14 ↘

3 **Les sièges sociaux des FTN dans les villes mondiales**

Source : *Fortune Global 500*, 2020.

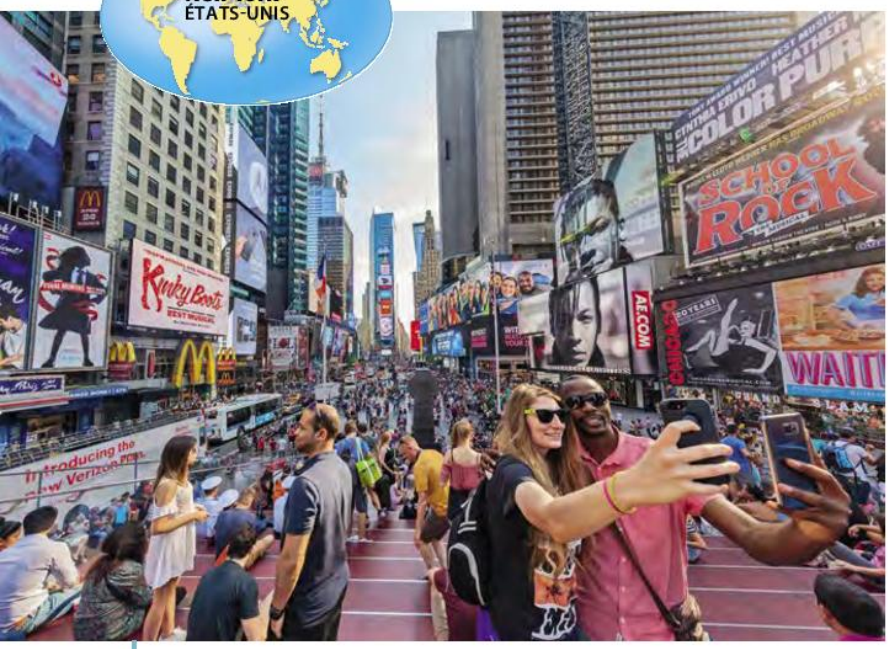
Capacités & Méthodes

Utiliser une approche géographique pour mener une analyse

1. Identifiez dans le paysage les éléments de la puissance de Dubaï. (doc. 1)
2. Pourquoi l'absence de Dubaï dans la liste des places boursières les plus importantes peut-elle être un frein à la puissance de la ville ? (doc. 2)
3. Quelle phrase du doc. 2 permet d'illustrer le basculement des centres d'impulsion dans la hiérarchie mondiale ?

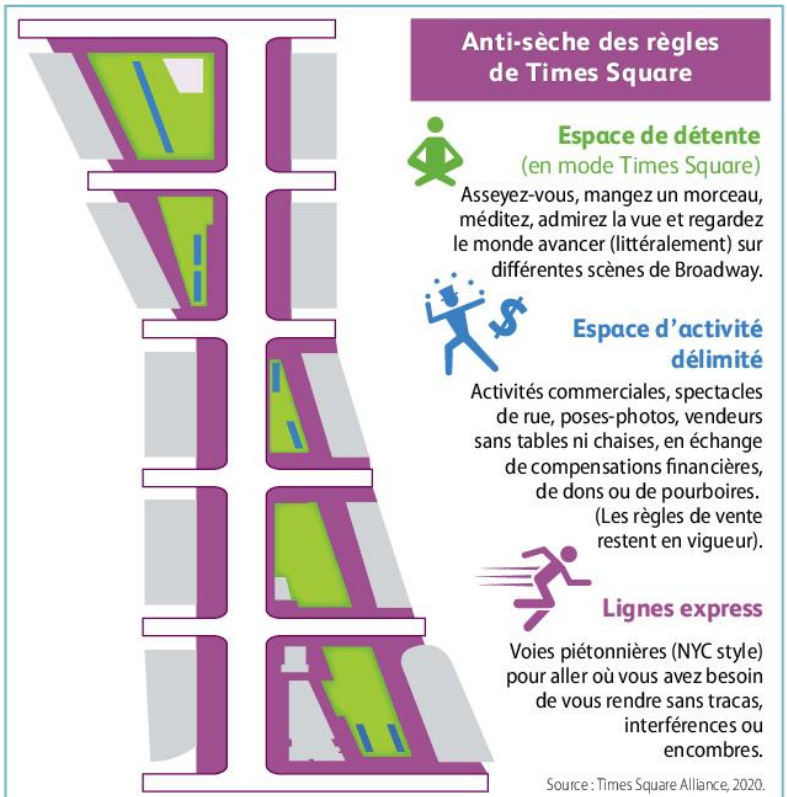
Exemple

Pourquoi Times Square apparaît-il comme un centre du monde ?



1 **Times Square (New York), un carrefour mondial**

Times Square est un des lieux les plus visités au monde. Il accueille 365 000 visiteurs par jour et plus de 50 millions chaque année.



3 **Un réaménagement en 2016 pour concilier les différentes fonctions du quartier**

2 **Times Square vu par un géographe**

L'œil du géographe C'est l'exemple parfait de l'hyper-lieu[1], un lieu exaspéré, de l'humain porté à ébullition. Les gens s'y réunissent pour le passage d'une année à l'autre, alors qu'au milieu des années 1970, elle était le symbole du déclin new-yorkais. L'ancien quartier des théâtres d'avant la crise de 1929 était devenu une place peu sûre, malfamée, ruinée. En trente ans, il s'est transformé en un hyper-lieu global emblématique avec les investissements de Disney. Des millions de personnes y passent chaque année en étant elles-mêmes connectées au reste du monde, de façon individuelle avec des portables, mais aussi de manière collective grâce aux écrans géants partout autour de la place qui retransmettent les nouvelles du monde entier... Il y a peu d'endroits où l'on ressent à ce point l'intensité de la connectivité. On peut être littéralement ici et ailleurs à la fois. Dans ce lieu iconique de la ville mondiale, je peux montrer sur FaceTime ce qu'il se passe à Times Square à un ami qui se trouve dans sa chambre à Paris. On s'invente une « hyper-spatialité », une capacité à connecter en permanence un espace à d'autres. Times Square signifie quelque chose de l'ambiance urbaine du monde.

Entretien avec Michel Lussault, *Libération*, 24 février 2017.

1. Concept créé par le géographe Michel Lussault pour désigner un espace de concentration des individus, un espace de densité, un espace de diversité. Ces espaces apparaissent comme des centres de la mondialisation.

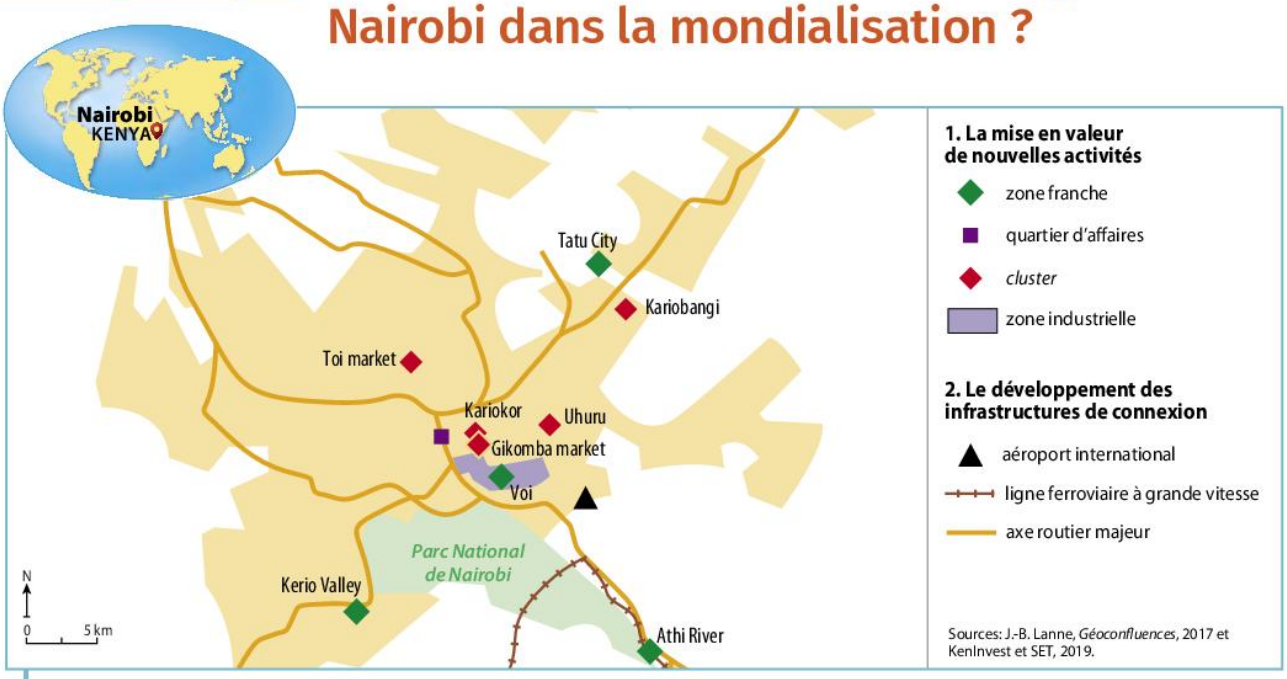
Décrire et analyser les documents

Itinéraire guidé

1. À partir des doc. 1 et 2, montrez que Times Square est un lieu très intégré à la mondialisation.
2. Appuyez-vous sur les doc. 1, 2 et 3 pour expliquer cette citation de Michel Lussault : « *En trente ans, Times Square s'est transformé en un hyper-lieu global emblématique.* »
3. À partir de vos réponses, rédigez une synthèse d'une dizaine de lignes où vous expliquez pourquoi Times Square peut être considéré comme un centre du monde.

Exemple

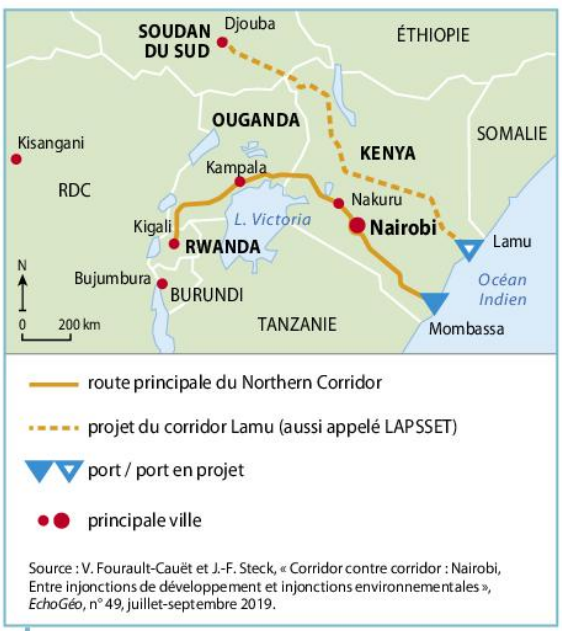
Comment les zones franches intègrent-elles Nairobi dans la mondialisation ?



1 Les zones franches de Nairobi (Kenya) dans la mondialisation

2 Ouvrières dans une usine textile de la zone franche d'Athi River

Alors que la zone franche d'Athi River devait accueillir à sa création en 2016 des activités technologiques et d'innovation, elle concentre en 2020 essentiellement des usines spécialisées dans des tâches d'exécution (machines, produits agricoles, textile, meubles, appareils ménagers), en majorité financées par des investissements chinois.



3 Nairobi, un pôle majeur du Northern Corridor

Justifier des choix

Itinéraire en autonomie

En 2019, le groupe sri-lankais Mas Holdings, un des plus grands fabricants de lingerie d'Asie, a investi 130 millions d'euros dans une usine située dans la zone franche d'Athi River au sud de Nairobi.
Cette usine emploie 1 500 Kenyans et les vêtements produits sont exportés aux États-Unis, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

En vous appuyant sur les documents, justifiez à l'oral le choix de ces investisseurs et présentez votre analyse devant la classe.

L'essentiel audio-vidéo — Organigramme version interactive

L'essentiel

Comment la mondialisation conduit-elle à une hiérarchisation des territoires ?

Les facteurs d'intégration à la mondialisation	Un basculement des centres d'impulsion à l'échelle mondiale	Des métropoles mondiales recomposées par la mondialisation
Les stratégies des entreprises, acteurs essentiels de la mondialisation	Des puissances anciennes encore présentes	Des villes mondiales qui renforcent leur intégration
L'accessibilité, une condition indispensable à la mondialisation	L'affirmation de nouveaux centres d'impulsion	Une hiérarchie des métropoles en constante évolution
Les politiques publiques, un moyen de gérer l'intégration	Des espaces moins intégrés persistent à toutes les échelles	Des inégalités socio-spatiales renforcées au sein des métropoles

Cours 1

Les stratégies des entreprises sont un facteur essentiel de l'intégration à la mondialisation car elles hiérarchisent les territoires avec la **division internationale du travail**.

L'**accessibilité** apparaît aussi comme un facteur déterminant. Ainsi, les **interfaces** sont des espaces attractifs alors que les territoires enclavés ont des difficultés à s'intégrer aux flux mondiaux.

Souvent, des **politiques publiques** sont mises en place pour attirer ces flux et pour dynamiser les territoires.

Cours 2

Les puissances anciennes sont encore présentes, notamment grâce à la maîtrise de l'**innovation**.

La hiérarchie est désormais bousculée par l'**émergence** de nouvelles puissances aux modèles de développement très différents.

Enfin, des territoires restent peu intégrés notamment en raison de l'**enclavement**, de la pauvreté et de l'instabilité, facteurs répulsifs pour les FTN. À l'échelle locale, les campagnes ou certains territoires en crise sont souvent exclus des flux mondiaux.

Cours 3

Les **villes mondiales** renforcent leur intégration à la mondialisation car elles en sont des centres de commandement majeurs et sont particulièrement intégrées aux réseaux mondiaux.

Cependant, la hiérarchie entre ces métropoles est en **constante évolution** selon leur capacité à rayonner, influencer mais aussi à s'adapter.

Elles doivent également relever le défi de la croissance des **inégalités** socio-spatiales au sein de leurs territoires.

Chiffres clés

Classement 5 premiers pays exportateurs de services en 2019 (OMC)

Les villes mondiales

Avec le plus grand nombre de gratte-ciel

1er HONG KONG
1 436 gratte-ciel

2e New York : 817

3e Shenzhen : 549

Pour aller plus loin

Une vidéo

Chine, sur les nouvelles routes de la soie, Arte, 2019. Un documentaire sur le programme chinois de développement d'infrastructures de transport entre la Chine, l'Asie, l'Afrique et l'Europe. https://www.youtube.com

Un film

R. Hossain, *Made in Bangladesh*, 2019.
Malgré les menaces, une ouvrière d'une usine de textile de Dacca décide de monter un syndicat pour dénoncer les conditions de travail des ouvrières dans les entreprises étrangères.

Un roman

C. Ngozi Adichie, *Americanah*, 2015.
Itinéraire d'une jeune lycéenne de Lagos, qui après avoir quitté le Nigeria pour les États-Unis, y revient : son parcours la conduit à voir les évolutions de sa ville natale, mise en comparaison avec la ville américaine.

Une bande dessinée

S. Lamouret, *Bangalore*, Warum, 2017.
Portraits des habitants de la ville sous la forme d'une BD-reportage.

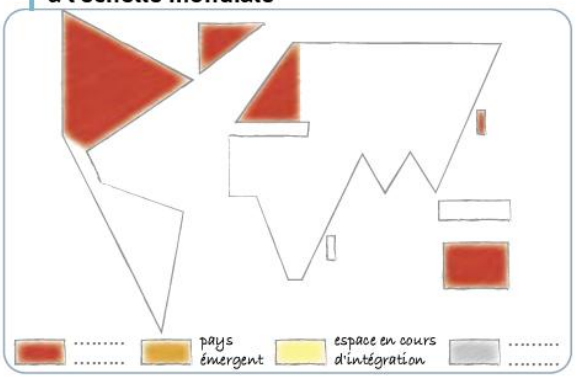
EXERCICES

Localiser

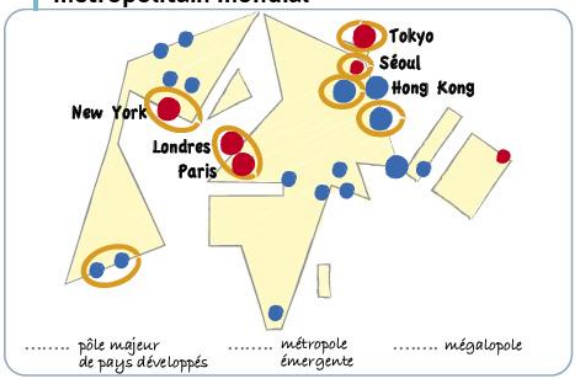
Schémas PDF à télécharger

en complétant les schémas suivants

1 Un basculement des centres d'impulsion à l'échelle mondiale



2 L'archipel métropolitain mondial



Analyser

un texte

En analysant le document, vous montrerez les caractéristiques qui font du Mozambique un Pays moins avancé puis présentez les mutations que connaît cet État.

L'œil du géographe

Le Mozambique demeure l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. Son PIB par habitant est de 441 dollars en 2017, ce qui le situe dans les abîmes des classements internationaux. Le rapport du PNUD sur le développement humain le classe en 2017 en 180e position (sur 189 pays classés) avec une valeur de 0,437. Avec un seuil fixé à 0,65 dollar par personne et par jour, 46,1 % de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté. Le pays demeure frappé par des pandémies importantes comme la tuberculose, le choléra et surtout le sida, tandis que l'une des premières causes de mortalité est le paludisme. Cela étant, son profil socio-économique est disparate, alliant forte croissance et investissements récents à haut niveau de pauvreté et inégalités héritées. Car le Mozambique n'est pas à l'écart des flux de la globalisation. Comme d'autres États africains, il connaît une dynamique de flux d'investissements. Le Mozambique reste un État localement pauvre, mais économiquement mondialisé.

F. Folio, « Dynamisme et réorientation territoriale au Mozambique : un PMA en sortie ? », *Géoconfluences*, janvier 2017.

Argumenter

à l'aide d'exemples précis

- Avec la DIT, certaines périphéries parviennent à tirer profit de la mondialisation comme.....
- Des corridors de développement se multiplient et permettent.....
- De nouvelles puissances émergent, c'est le cas de.....
- Les villes mondiales sont des centres de commandement majeurs de la mondialisation car.....
- L'enclavement est un handicap pour .....

Travailler autrement

Préparer une fiche de synthèse sur un reportage :

À l'aide du reportage *Éthiopie-Djibouti : la renaissance de la ligne de chemin de fer*, préparez une présentation orale sur le sujet : L'Éthiopie, un État enclavé en cours d'intégration à la mondialisation.

Vidéo

Source : France 24, 16 février 2018.

1 Sommet rassemblant les 20 États les plus riches du monde (G20), au Japon, le 29 juin 2019

Activités numériques

Sur le site www.globalcarbonatlas.org

a. Identifiez les deux plus gros émetteurs de CO_2 en 2017.

b. À partir de l'onglet « CO_2 émissions », utilisez l'outil « Séries temporelles » accessible à droite pour étudier l'évolution de leurs émissions de CO_2. Quel pays présente l'évolution la plus marquée ?

c. Pourquoi le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat représente-t-il un défi mondial ?

2 Manifestation devant la Maison Blanche en avril 2017, après le retrait des États-Unis de l'Accord mondial sur le climat signé à Paris en 2015

QUESTION

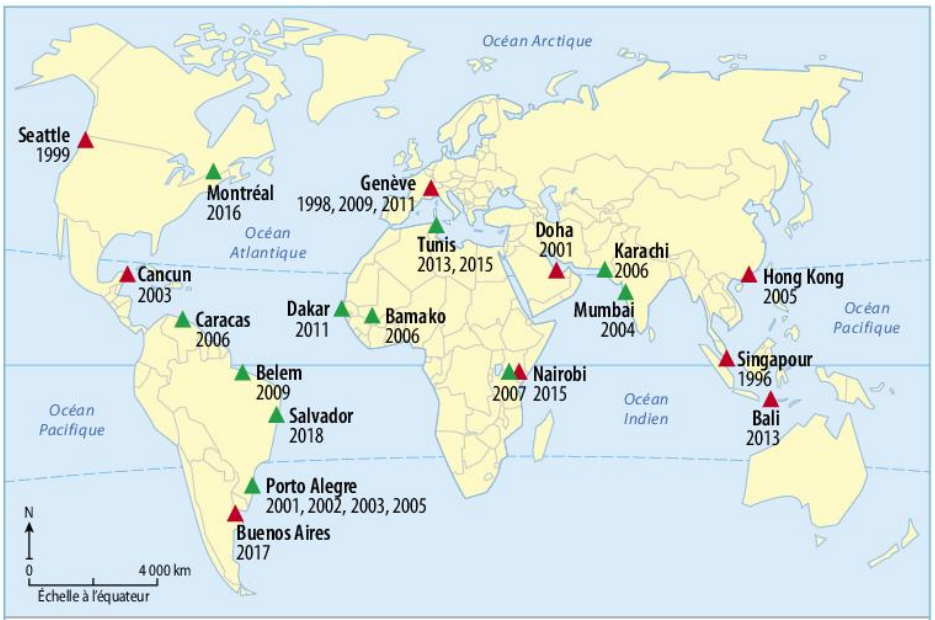
5

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

Coopérations, tensions et régulations aux échelles mondiale, régionale et locale

Comment les acteurs publics et privés tentent-ils de répondre aux défis de la mondialisation à toutes les échelles ?



▲ Conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui encourage la mondialisation

▲ Forum social mondial qui dénonce les inégalités de la mondialisation (citoyens, associations, ONG...)

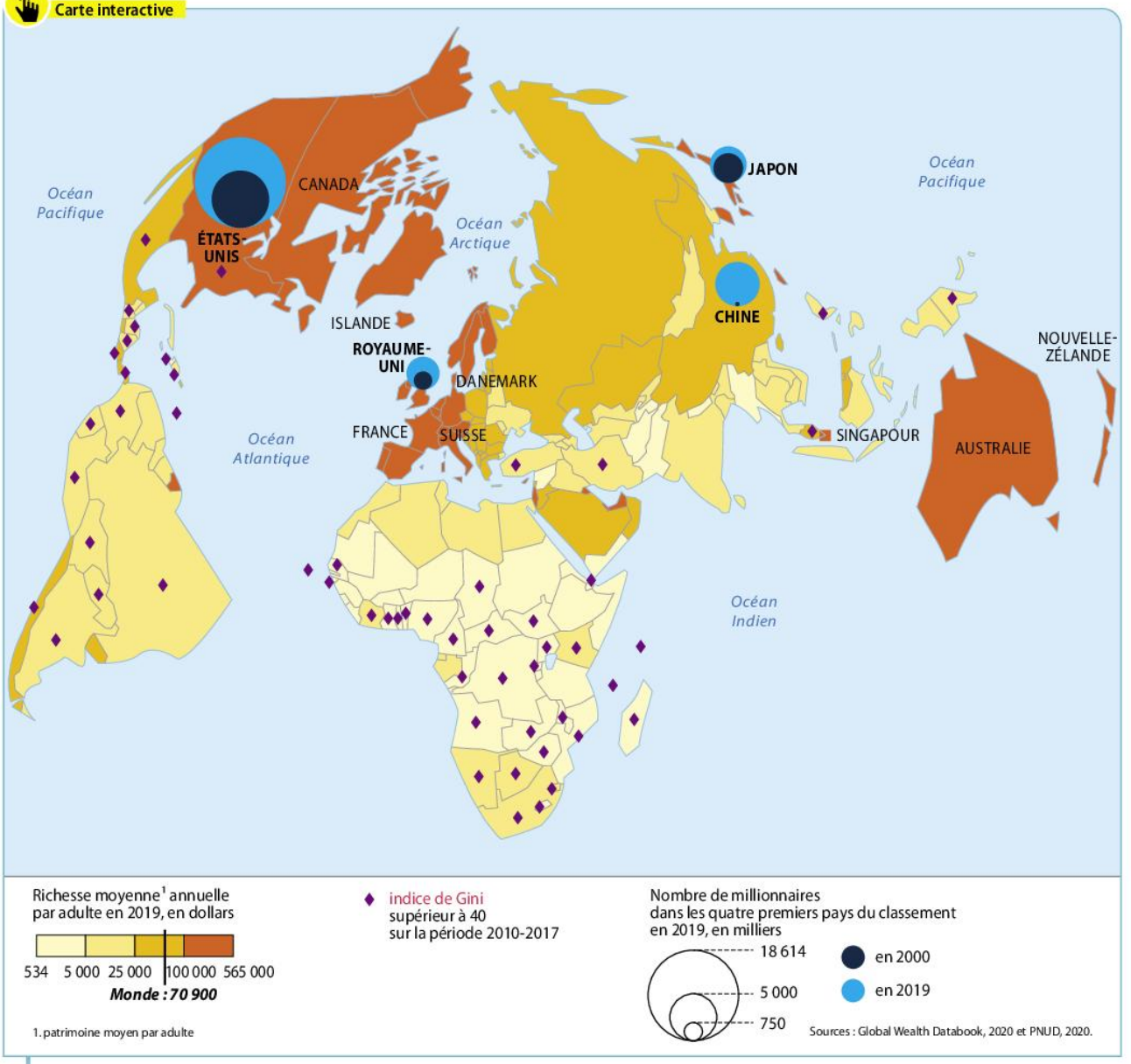
Sources : D. Oster et N. Balaresque, *La Mondialisation contemporaine, rapports de force et enjeux*, 2019 et OMC, 2020.

3 Des réunions internationales qui participent à la mondialisation

1. Quelles sont les formes de coopération entre les États qui visent à encadrer la mondialisation ? (doc. 1 et 3)
2. Identifiez les différentes formes de mobilisation des citoyens pour dénoncer les effets néfastes de la mondialisation. À quelles échelles ont-elles lieu ? (doc. 2 et 3)
3. Que réclament les manifestants sur leur banderole ? Formulez des hypothèses pour expliquer ces revendications ? (doc. 2)

Les défis de la mondialisation

Carte interactive



1 Un monde inégalitaire

Lire les cartes

Carte 1

À l'échelle mondiale, la richesse reste concentrée géographiquement. L'indice de Gini permet aussi de mesurer l'écart entre les revenus des habitants au sein d'un même pays.

Quelles régions du monde concentrent de fortes inégalités de revenus à l'échelle nationale ? Montrez à l'aide d'exemples précis que la mondialisation s'accompagne de fortes inégalités à toutes les échelles.

Carte 2

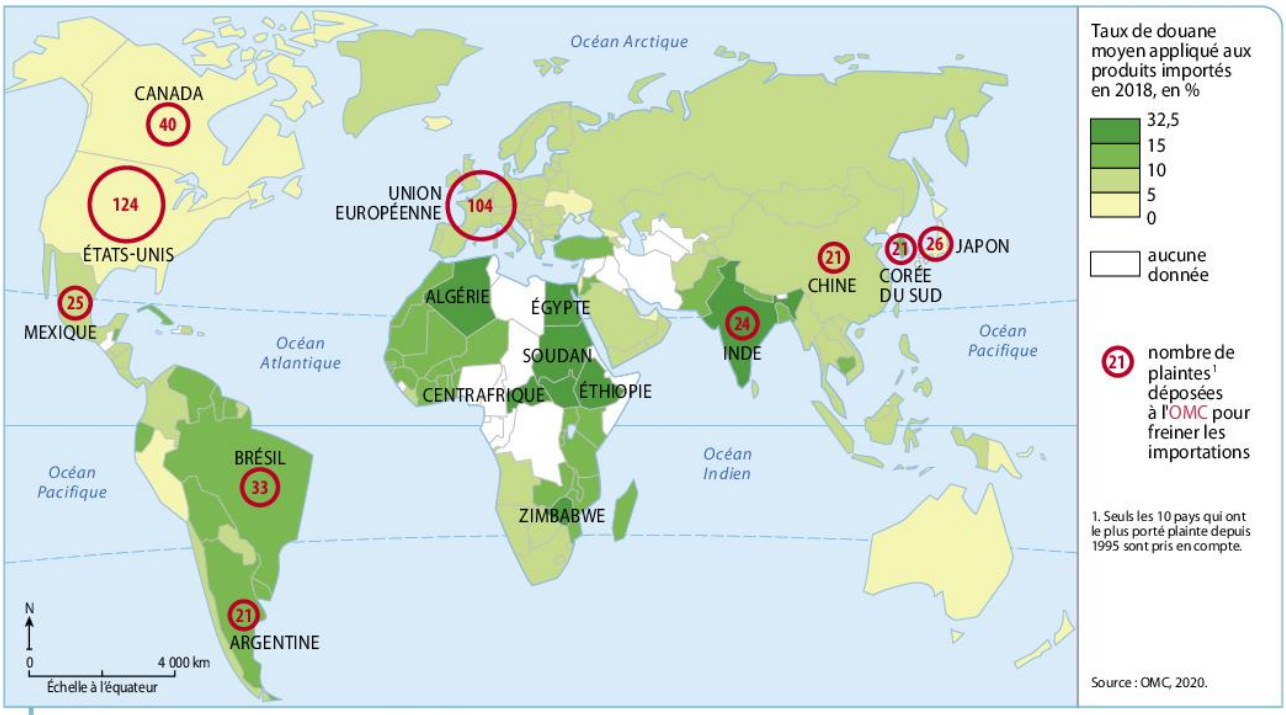
Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la mondialisation des échanges s'appuie sur une baisse des tarifs douaniers à l'échelle mondiale. Cependant, les États cherchent à protéger leur marché intérieur de la concurrence.

Identifiez les pays les plus protectionnistes. Formulez des hypothèses pour expliquer les écarts entre les droits de douane et les tensions qu'ils génèrent.

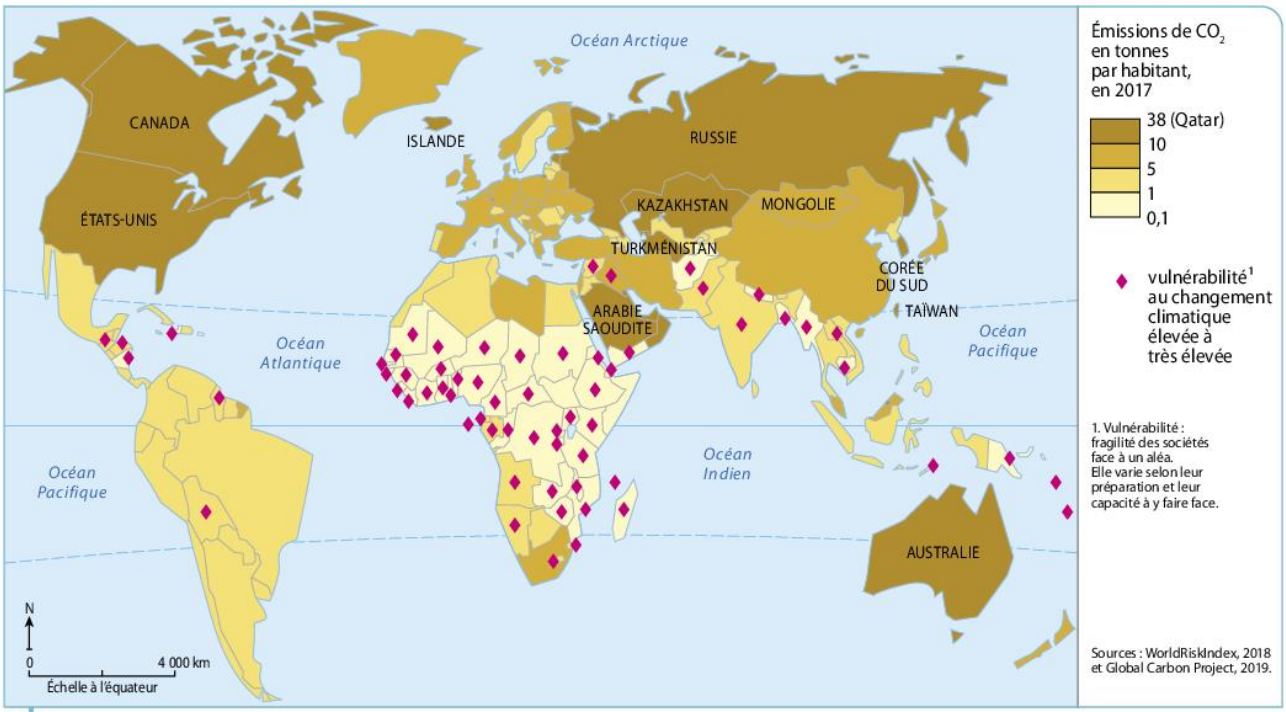
Carte 3

L'impact des émissions de CO_2 sur le changement climatique et l'aggravation des risques naturels constituent les défis du XXIe siècle.

Quels types de pays sont les plus gros émetteurs de CO_2 ? Identifiez les régions et les pays les plus vulnérables au changement climatique. Que pouvez-vous en conclure ?



2 Des États en quête de protectionnisme



3 Un défi environnemental majeur

Vocabulaire

- **Indice de Gini :** instrument de mesure des inégalités entre les revenus des habitants à l'intérieur d'un pays (indice 100 = inégalité maximale).
- **OMC (organisation mondiale du commerce) :** organisation régulant le commerce international et réglant les différends commerciaux. Son objectif est de réduire les obstacles au libre-échange.
- **Protectionnisme :** politique visant à protéger l'économie nationale de la concurrence étrangère (contraire du libre-échange).

Cours 1

Une mondialisation sous tensions

QCM interactif cours

Quels sont les défis posés par l'interdépendance des territoires dans la mondialisation ?

A Une forte concurrence économique

La mondialisation accroît la concurrence entre les territoires. La baisse des tarifs douaniers et du coût des transports depuis 1945 ainsi que la déréglementation ont amplifié les échanges mondiaux. Par ailleurs, les stratégies des firmes transnationales (conquête de marchés, coûts de main-d'œuvre) utilisent les différences de législation ou de développement entre les États et contribuent à une nouvelle division internationale du travail.

Dans ce contexte, certains États cherchent à protéger leur marché national. Les États-Unis appliquent des barrières tarifaires sur les produits de leurs principaux concurrents (industrie chinoise) et soutiennent leurs propres entreprises (subventions). Au Japon, des barrières non tarifaires (normes, quotas, licences) rendent le marché difficile à conquérir pour les firmes étrangères.

Des tensions résultent des guerres commerciales entre les États. À l'aide de droits de douane, de l'espionnage industriel ou d'outils juridiques, chaque État tente de peser davantage dans la mondialisation. Ainsi, depuis 2018, les États-Unis et la Chine s'intimident économiquement en taxant leurs importations réciproques (doc. 3).

B Des défis économiques et sociaux à toutes les échelles

L'essor des flux financiers mondialisés s'accompagne de crises économiques. La suppression des obstacles à la circulation internationale des capitaux et l'interconnexion des marchés financiers facilitent une spéculation croissante. Le gonflement de la dette mondiale, passée de 61 % à 225 % du PIB mondial entre 2001 et 2017, inquiète les milieux financiers.

La mondialisation est accusée de creuser les inégalités sociales. La mondialisation a permis l'intégration dans l'économie mondiale des pays en développement. Mais la production de richesse reste concentrée : en 2019, 8 % de la population disposent de 86 % de la richesse mondiale (Repère A) et les inégalités sociales progressent à l'intérieur des pays.

La mondialisation favorise les activités illicites. Les réseaux criminels ont consolidé des trafics transnationaux (armes, drogues, traites d'êtres humains, contrefaçons - doc. 2) contribuant à l'extension de zones grises. Les paradis fiscaux (Repère B) facilitent l'évasion des capitaux et le blanchiment de l'argent provenant d'activités illicites. Ainsi, Singapour offre l'anonymat aux bénéficiaires de comptes bancaires.

C De nouveaux défis planétaires à relever

Les enjeux environnementaux se mondialisent. L'accroissement des échanges favorise des modèles de croissance peu durables. La demande en énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) augmente les émissions de GES, sources de perturbations climatiques affectant l'ensemble de la planète. En 2020, le coronavirus Covid-19 apparu en Chine s'est répandu en quelques semaines à travers le monde, faisant des milliers de morts et impactant l'économie mondiale (doc. 1).

Face à un risque global aggravé, les États se divisent. L'Accord de Paris sur le climat (2015) n'est pas contraignant et repose sur la bonne volonté des 195 pays signataires. En 2017, Donald Trump a désengagé les États-Unis, 2e émetteur mondial de GES après la Chine, de l'Accord de Paris.

ONG et opinions publiques se mobilisent face à l'urgence environnementale. L'ONG néerlandaise Urgenda a obtenu en justice que les Pays-Bas accélèrent la réduction des GES. En 2019, une grève mondiale pour le climat a été organisée par une jeunesse de plus en plus impliquée.

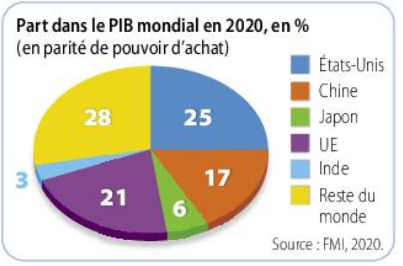
La mondialisation s'accompagne de tensions politiques entre les États et pose des défis sociaux, économiques et environnementaux à l'échelle mondiale.

Vocabulaire

- **Déréglementation :** démantèlement des règles organisant un secteur économique pour accroître la libre concurrence.
- **GES (gaz à effet de serre) :** gaz (CO_2, méthane ou ozone) piégé dans l'atmosphère contribuant au changement climatique.
- **ONG (organisation non gouvernementale) :** acteur de la société civile aux divers domaines d'intervention (environnement, humanitaire, droits de l'homme).
- **Paradis fiscal :** territoire sans fiscalité ou à fiscalité très basse qui attire les capitaux internationaux.
- **Zone grise :** espace où les institutions internationales et nationales ne parviennent pas à imposer leurs règles.

REPÈRE A

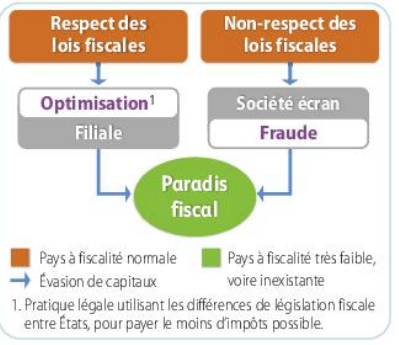
Les États et associations régionales les plus riches du monde



Source : FMI, 2020.

REPÈRE B

Le fonctionnement d'un paradis fiscal



1. Pratique légale utilisant les différences de législation fiscale entre États, pour payer le moins d'impôts possible.

1 Les facteurs de la diffusion du Coronavirus dans un espace mondialisé

Tout commence dans une ville au cœur des chaînes de valeur ajoutée : Wuhan est un lieu-clé d'implantation de firmes transnationales comme General Motors, Honda ou Renault. Dotée de gigantesques zones industrielles, elle a reçu plus de 20 milliards de dollars d'investissements étrangers ces dernières années. Noeud ferroviaire et lieu d'intenses circulations, Wuhan accueillait chaque année 1 milliard de passagers par train ou avion au début des années 2000 et 4 milliards à la fin 2019. Quelque 3 500 passagers en décollaient chaque jour vers l'étranger. La mise à l'arrêt des industries productives en Chine a donc littéralement cassé le premier maillon des chaînes de valeur ajoutée et entraîné, à l'autre bout de la chaîne, le plongeon des marchés financiers dans les villes mondiales – Tokyo, Londres, New York.

L'épidémie a poursuivi son trajet à travers un second dispositif, celui des paquebots touristiques. Les affres du *Diamond-Princess* doivent être replacées dans un contexte d'explosion de ce type de tourisme : il y avait 10 millions de passagers sur les paquebots au début des années 2000, ils sont désormais 30 millions. De même, le virus est arrivé en Europe par le tourisme et par avion, que ce soit en Haute-Savoie, en Italie du Nord ou dans l'Oise, à proximité de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Le virus a aussi emprunté la voie des « transmigrations », terme qui désigne les allers-retours fréquents entre deux localités de deux pays différents. Il est ainsi arrivé d'Asie en Californie et en Colombie-britannique, au Canada. Sur la côte Est, il est arrivé à Montréal et New York depuis l'Iran.

« Le Covid-19 met au jour toute une série de phénomènes associés à la mondialisation », tribune de Romain Leclerc, *Le Monde*, le 6 mars 2020.

2 La lutte mondiale contre la contrefaçon

Depuis 1998, une journée mondiale anti-contrefaçon est organisée afin de sensibiliser le grand public aux conséquences de la contrefaçon. La contrefaçon se définit comme la reproduction, l'imitation ou l'utilisation totale ou partielle d'un droit de propriété intellectuelle sans l'autorisation de son propriétaire.

3 La menace d'un retour du protectionnisme

En 2019, Donald Trump a interdit, par un décret, à la firme Google de fournir son système d'exploitation Android à l'entreprise de téléphonie mobile chinoise Huawei provoquant un vent de panique chez les consommateurs. Cependant, la menace n'a toujours pas été mise à exécution et est un levier de négociation avec la Chine accusée de protéger son propre marché.

Capacités & Méthodes

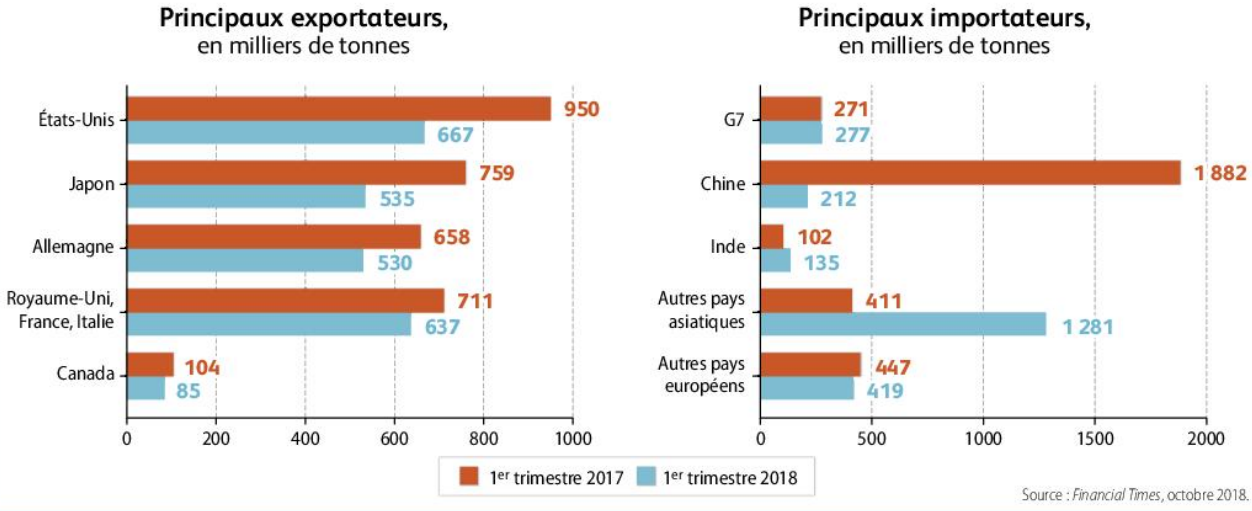
Savoir lire et apprécier un dessin de presse (doc. 3)

Décrire	Interpréter	Critiquer
Comment le dessinateur a-t-il représenté les États-Unis et la Chine ?	Quel est le sens de la référence à *Game of Thrones* ?	Montrez que les relations entre les puissances commerciales peuvent prendre d'autres formes (p. 476-477)

Exemple

Comment le commerce des déchets reflète-t-il les tensions de la mondialisation ?

Chaque année, quatre milliards de tonnes de déchets sont produites dans le monde, principalement dans les pays industrialisés. Or, depuis le 1er janvier 2018, la Chine, principal importateur de déchets, a décidé de ne plus accepter de déchets plastiques, bouleversant ce commerce mondialisé.



Source : *Financial Times*, octobre 2018.

1 **Les déchets plastiques : un commerce mondial en mutation**

2 Un marché mondial bouleversé par la Chine

En 2013, Pékin a commencé à s'attaquer de front au problème de la pollution. Avec son programme « *Green Fence* » (« clôture verte »), le pays a renforcé les contrôles douaniers sur les matières recyclées afin de bloquer les lots de déchets impurs ou non recyclables. Un durcissement qui a surpris les acteurs occidentaux de l'industrie, pris au dépourvu. Les importations chinoises de plastique ont peu à peu baissé, passant de 600 000 tonnes par mois en 2016 à 30 000 tonnes par mois en 2018. Mais, en 2018, au nom de sa politique environnementale, le gouvernement chinois a franchi un cap. Pour ne plus être la première destination mondiale du recyclage, la Chine a carrément banni l'importation de plastiques et de plusieurs autres catégories de déchets qu'elle recyclait jusqu'alors. Tout le réseau de recyclage mondial a été redistribué. Beaucoup d'industriels chinois ont transféré leurs activités vers l'Asie du Sud-Est : au Vietnam, en Thaïlande mais surtout en Malaisie[1]. Le pays, qui compte une importante minorité chinoise, est devenu une destination de choix pour les industriels qui ont déménagé leurs activités de Chine.

France 2, 7 juin 2019.

1. En mai 2019, la Malaisie, qui autorise l'importation de déchets plastiques propres, a retourné à l'envoyeur 450 tonnes de plastique contaminé provenant d'Australie, du Bangladesh, du Canada, de Chine, du Japon, d'Arabie saoudite et des États-Unis.

3 **L'Afrique au cœur de la mondialisation des déchets électroniques**

La décharge d'Agbogbloshie, un quartier d'Accra au Ghana, est la plus grande décharge de produits électroniques d'Afrique. Les industriels des pays développés profitent de normes environnementales et sociales peu contraignantes pour se débarrasser d'objets dont le coût de recyclage est moins élevé dans les pays en développement.

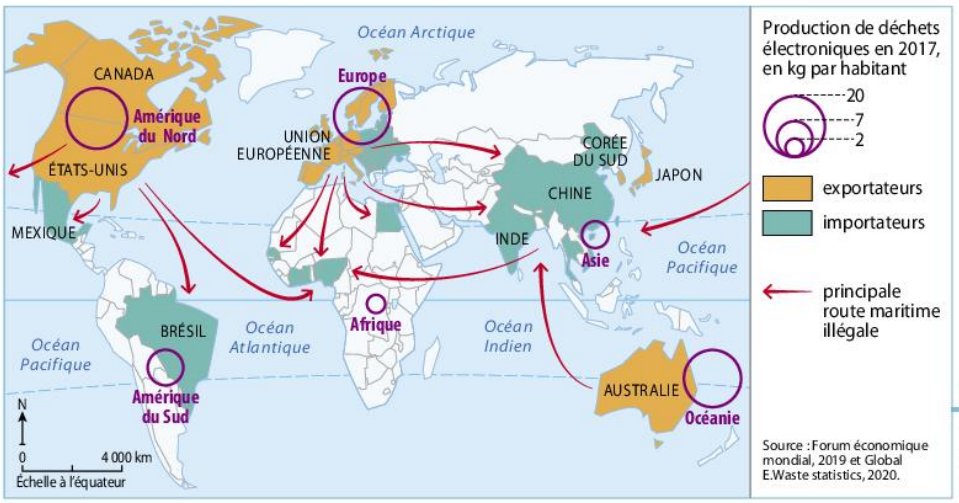
4

Manifestation des militants de l'ONG EcoWaste Coalition à Manille (Philippines)

Les manifestants protestent devant l'ambassade du Canada, en mai 2019. Ils demandent, au nom de la Convention de Bâle, le retour de conteneurs de déchets souillés et non recyclables stockés depuis 2014 dans le port de Manille.

Vocabulaire

- **Convention de Bâle :** traité international signé en 1992 par 166 pays (mais non ratifié par les États-Unis et Haïti) qui vise à contrôler les échanges internationaux de déchets dangereux. Depuis 2019, il interdit l'exportation de déchets dangereux à partir de pays développés en direction de pays en développement.



Source : Forum économique mondial, 2019 et Global E.Waste statistics, 2020.

5

Les filières illégales des déchets électroniques

Mettre en relation des faits de localisations différentes

Itinéraire guidé

Décrire

1. Identifiez les différents acteurs et l'évolution de leur rôle dans la commercialisation des déchets. (doc. 1 et 2)
2. Pourquoi certains types de déchets exportés posent-ils des défis mondiaux ? (doc. 3, 4 et 5)
3. Montrez les limites de la Convention de Bâle régulant au niveau international le commerce des déchets dangereux. (doc. 3, 4 et 5)

Interpréter

4. Pourquoi la réorganisation du marché mondial des déchets s'accompagne-t-elle de tensions ? (doc. 2 et 4)

Itinéraire en autonomie

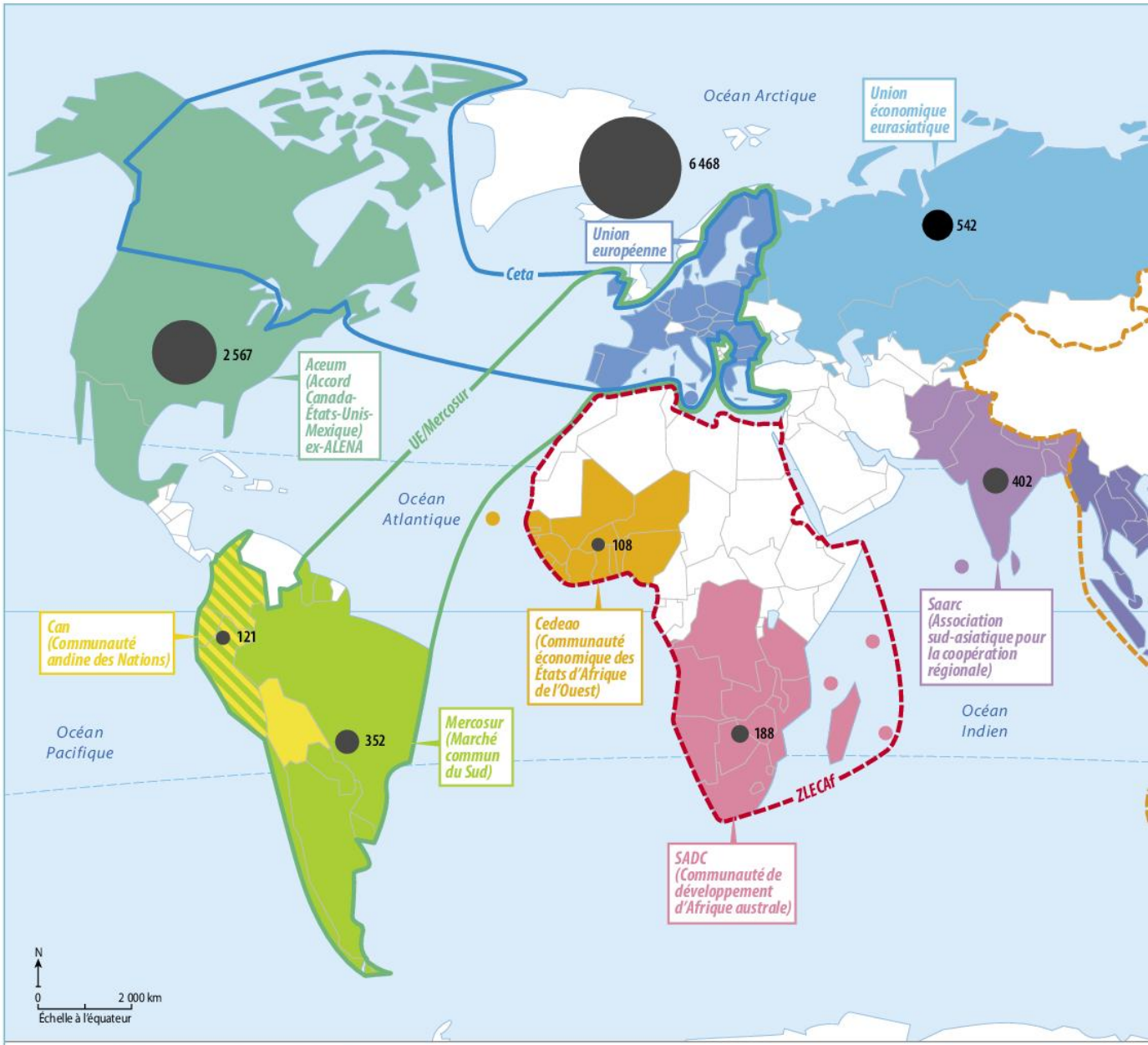
À l'aide des documents, expliquez les relations qui impliquent les différents acteurs du commerce mondial des déchets.

États (doc. 1, 2 et 3)	ONG (doc. 4)	Institutions internationales (doc. 4)	Entreprises (doc. 3 et 5)

Puis, rédigez une synthèse expliquant les tensions et le rôle des acteurs du commerce mondial des déchets.

Une mondialisation entre coopérations et régulations

Carte interactive



1. Des associations économiques régionales au poids économique inégal

associations économiques régionales

valeur de leurs exportations en 2018, en milliards de dollars

6 468
1 500
100

2. La constitution récente de méga-accords régionaux

Accords signés depuis 2016

Ceta (Comprehensive Economic and Trade Agreement) suppression de 98 % des droits de douane sur les marchandises échangées entre l'UE et le Canada

UE/Mercosur

Accords en projet

RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership) projet promu par la Chine, qui regrouperait 45 % de la population mondiale

ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine) projet représentant un marché de 1,2 milliard de personnes, en négociation depuis 2015

1 Une coopération économique régionale croissante

Source : OMC, 2020.

Source : N. Balaresque et D. Oster, *La Mondialisation contemporaine*, 2019.

1. Des organisations internationales de coopération et de régulation

- ▲ siège de l'ONU
- ▲ siège de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI)
- ▲ siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation internationale du travail (OIT)
- ▲ siège d'Interpol (Organisation internationale de police criminelle, pour promouvoir la coopération policière)

2. Des « clubs » de puissances mondiales

ITALIE membre du G7 — membre du G20

INDE BRICS

2 Une gouvernance mondiale multiforme

Des planisphères...

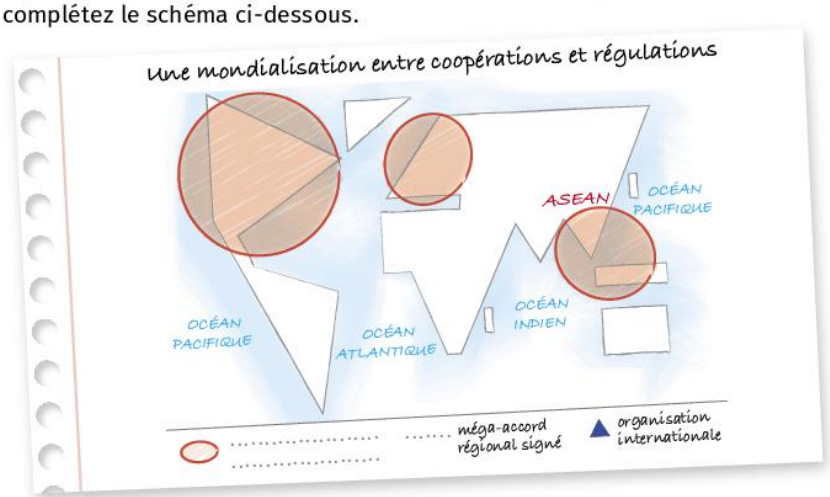
1. Identifiez les domaines dans lesquels les États collaborent et les outils de collaboration.
2. Quels sont les objectifs des associations économiques régionales ? Localisez celles qui pèsent le plus dans les échanges mondiaux. Formulez des hypothèses pour expliquer leur poids inégal.
3. Montrez que les coopérations se font à des échelles diverses.

Vocabulaire

- **Association économique régionale :** accord entre des États permettant d'établir un marché unifié par la suppression des droits de douane. Il peut aussi harmoniser les services, les investissements ou la protection de la propriété intellectuelle.
- **BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) :** groupe de puissances ascendantes appelées à remettre en cause la domination des pays développés dans l'économie mondiale.
- **Gouvernance :** coordination de l'ensemble des acteurs et des règles qui constituent une autorité pour gérer les affaires publiques.
- **G7 (groupe des Sept) :** groupe de discussion et de partenariat économique entre les chefs d'État et de gouvernement de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni, créé en 1975. Depuis 1999, 12 pays ainsi que l'Union européenne s'y sont ajoutés pour former le G20.

... au schéma

À partir des informations relevées dans les documents, complétez le schéma ci-dessous.



Cours 2

QCM interactif cours

Régulations et coopérations dans la mondialisation

Pourquoi les réponses aux défis de la mondialisation sont-elles complexes ?

A Des organisations internationales de régulation fragilisées

Des organisations internationales nées après 1945 régulent la gouvernance mondiale (Repère A). Fondées sur le **multilatéralisme**, elles édictent des normes sanitaires, environnementales, politiques et économiques. Ainsi, le Gatt puis l'OMC, créée en 1995, ont établi les règles du commerce mondial. L'ONU a mis en place un droit international (droits de l'homme, désarmement, frontières maritimes…).

Mais ces organisations internationales sont concurrencées. Une logique de « clubs » dans des structures informelles (G7 depuis 1975, G20 à partir de 1999, BRICS depuis 2006) s'est développée en marge des organisations internationales. Le multilatéralisme est remis en question (rejet de l'accord sur le nucléaire iranien par les États-Unis en 2017).

Les puissances émergentes bousculent aujourd'hui l'ordre international établi (doc. 2). Elles revendiquent une place accrue au sein du FMI et du Conseil de sécurité de l'ONU (Inde, Nigeria, Brésil). La Nouvelle Banque de développement créée en 2014 par les BRICS cherche à concurrencer la Banque mondiale dans les pays en développement.

B Des coopérations indispensables à l'échelle internationale

Face aux défis de la mondialisation, des coopérations entre États se mettent en place. L'UE s'est attaquée depuis 2009 au secret bancaire dans les paradis fiscaux pour lutter contre l'évasion des capitaux. Mais l'action contre la spéculation financière reste encore à construire. La lutte contre les trafics s'est internationalisée par le renforcement des coopérations policières comme Interpol.

Les ONG sont devenues des partenaires incontournables (Repère B). Présentes dans les rencontres internationales (OMC, ONU), leurs stratégies de mobilisation des opinions publiques ont poussé certaines grandes entreprises (Zara, H&M, Nike) à signer des chartes éthiques (liberté syndicale, salaire minimum).

Certains États s'affranchissent des règles édictées par les organisations internationales. La Chine refuse toute régulation de sa monnaie. Sur les 189 conventions de l'Organisation Internationale du travail visant à un Code du travail mondial, les États-Unis en ont ratifié seulement 14, contre 127 pour la France. Les subventions aux agriculteurs de l'UE et des États-Unis faussent les règles fixées par l'OMC.

C Une coopération croissante à l'échelle locale

Acteurs économiques et politiques locaux se regroupent pour protéger leurs productions. Face à la concurrence mondiale, les labels et certifications comme les **indications géographiques** permettent de garantir l'origine d'un produit et de lutter contre les fraudes. Ils valorisent sur les marchés mondiaux des productions locales, comme le bœuf de Kobé au Japon ou les vins de Champagne.

Des communes se regroupent pour dynamiser leur territoire. En France, le réseau des collectivités territoriales pour l'**économie sociale et solidaire** regroupe 130 collectivités (métropoles, intercommunalités, conseils départementaux et régionaux). Au Costa Rica, les villages du parc national des tortues sont intégrés dans le développement de l'écotourisme.

À l'échelle locale, les relations entre producteurs et consommateurs se transforment. L'irruption du numérique modifie les circuits de distribution et offre une visibilité accrue aux producteurs locaux et à de nouvelles manières de consommer (circuits courts, commerce équitable). (doc. 1)

Malgré la présence d'organisations internationales, la coopération entre les États reste inégale. La régulation de la mondialisation passe aussi par de nouveaux acteurs.

Vocabulaire

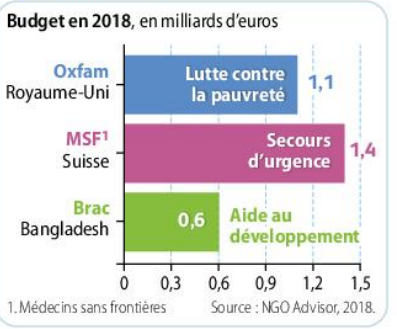
- **Économie sociale et solidaire (ESS) :** ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations dont les activités reposent sur la solidarité, l'utilité sociale et une gestion participative.
- **Indication géographique :** signe identifiant des produits possédant des qualités et une notoriété liées à son lieu d'origine. Elle est protégée par l'OMC et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.
- **Multilatéralisme :** mode de relations interétatiques visant à établir des règles communes.

REPÈRE A

Le fonctionnement de la gouvernance mondiale

REPÈRE B

3 ONG influentes



1 Les circuits courts : vente directe de produits agricoles en Californie

Le système du *teikei* apparu dans les années 1970 au Japon, est fondé sur des relations directes entre producteurs et consommateurs. On le retrouve aux États-Unis avec les *farmer's markets* nés dans les années 1930 ou les AMAP (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) en France depuis les années 1990.

2 Les organisations internationales face aux pays émergents

L'œil du géographe Ce sont surtout aujourd'hui les grandes institutions économiques et financières comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui sont les plus fragilisées par une profonde crise de légitimité du fait de leur profond discrédit. Les logiques ultra-libérales[1], promues dans les décennies 1980-2010, ont abouti à la crise financière mondiale de 2008, mais de nombreux États occidentaux qui en tiennent les rênes, en premier lieu les États-Unis, refusent de les réformer en profondeur et d'en partager le pouvoir. Face aux blocages de Washington et faute de pouvoir les transformer de l'intérieur, les grands pays émergents tout particulièrement la Chine – ont donc choisi de contourner les accords de Bretton Woods[2] en se dotant de leurs propres institutions autonomes. Ainsi le sommet d'Ufa des BRICS du printemps 2015 valide la création d'une Nouvelle Banque de développement. Surtout, au printemps 2015, la Chine fonde la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) afin de torpiller en Asie le monopole acquis par la Banque asiatique de développement créée en 1966, dominée par les États-Unis et le Japon, dont le siège est à Manille et le président japonais. Malgré l'opposition de Washington, la BAII – dont le siège est à Pékin – a acquis un véritable statut international puisque 97 États y adhèrent.

L. Carroué, *Géographie de la mondialisation*, A. Colin, 2019.

1. Les politiques libérales prônées par la Banque mondiale et le FMI ont abouti à une déréglementation qui a favorisé la spéculation financière, la libéralisation de la santé, de l'éducation ou la privatisation de l'énergie ou des transports.
2. Nés de la conférence réunie en 1944, aux États-Unis, ils débouchent sur la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Capacités & Méthodes

Analyser un texte de géographe

Montrez, à partir du doc. 2, que les organisations internationales sont des éléments de régulation de la mondialisation de plus en plus critiqués.

Pour vous guider

Organisez votre réponse en 3 parties
- Des organisations internationales anciennes de la gouvernance économique
- Mais des organisations critiquées
- De nouvelles organisations concurrentes

Exemple

Comment l'OMC (Organisation mondiale du commerce) régule-t-elle le commerce mondial ?

État mis en cause / Plaignant	États-Unis	Union européenne	Canada	Brésil	Japon	Mexique	Inde	Chine
États-Unis	-	20	8	4	6	7	8	23
Union européenne	35	-	6	5	6	3	11	9
Canada	20	9	-	1	-	-	1	4
Brésil	11	7	4	-	-	1	1	1
Japon	8	1	2	-	-	-	2	2
Mexique	10	3	-	-	-	-	-	4
Inde	11	7	-	-	-	-	-	-
Chine	16	5	-	-	-	-	-	-

1

L'OMC, un arbitre des conflits économiques

Nombre de conflits entre les pays qui ont déposé le plus de plaintes.

Source : OMC, 2019.

2

L'OMC, une instance de régulation fragilisée

L'Organe de règlement des différends (ORD) constituait l'une des principales innovations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lors de sa création en 1995. Mais ni l'OMC ni l'ORD n'ont un pouvoir de sanction et les experts de l'ORD ne peuvent qu'émettre un avis sur les dossiers, donnant alors la possibilité au pays qui a porté plainte d'imposer des sanctions à son partenaire commercial. Et cela a très souvent bien fonctionné. On peut ainsi rappeler la plainte déposée par le Brésil en 2005 contre les subventions accordées par les États-Unis à son industrie cotonnière et pour laquelle, en 2009, l'ORD l'autorisa à prendre des sanctions commerciales envers la première puissance mondiale. Depuis 1995, ce sont plus de 600 demandes de plaintes qui ont été déposées par des pays de tailles et de poids économiques très différents, l'un des principes clés de l'OMC étant l'égalité de ses membres. C'est ainsi qu'en 2004, le Bangladesh demandait un avis à l'ORD à propos de mesures imposées par l'Inde qui freinait leurs ventes de batteries vers ce pays. En 2009 le Guatemala déposait une plainte contre la Chine ou encore, en 2013, Antigua et Barbuda contre les États-Unis... Et c'est bien cela qui gêne les États-Unis très souvent mis en cause dans le cadre de l'ORD. Lors de la conférence annuelle de l'OMC à Buenos Aires en décembre 2017, le représentant au commerce américain a même annoncé que son pays allait refuser la nomination de nouveaux experts à l'ORD, bloquant de fait sa capacité à instruire les dossiers déposés.

S. Matelly, « *L'OMC, invitée surprise de la guerre commerciale* », Iris, 4 octobre 2019.

Utiliser une approche géographique pour mener une analyse

Itinéraire guidé

Décrire

1. Identifiez les États qui sont le plus souvent mis en cause devant l'OMC. (doc. 1 et 2)

Interpréter et synthétiser

2. Pourquoi les plaintes les plus nombreuses opposent-elles les mêmes États ? (doc. 1 et 2 et doc. 1 p. 341)

3. Quels sont les obstacles à la régulation du commerce mondial par l'OMC ? (doc. 1 et 2)

4. Répondez de façon nuancée à la question : « L'OMC est-elle en capacité de réguler le commerce mondial ? »

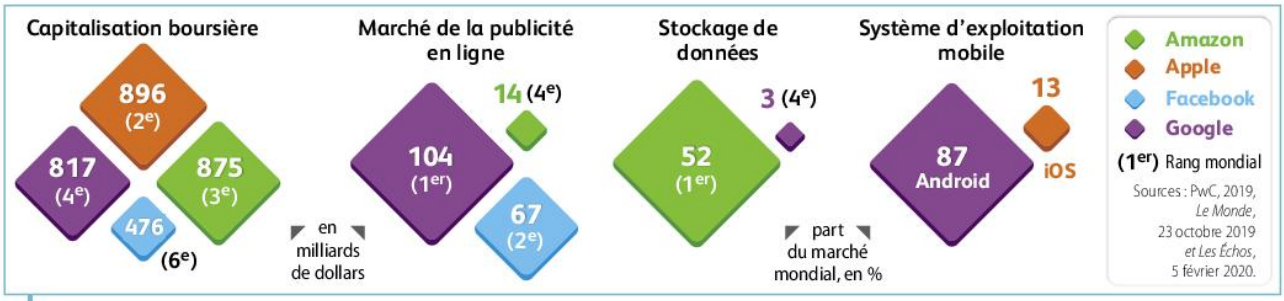
Itinéraire en groupe

Au sein de groupes de 3 élèves, dans lesquels chacun défend un des trois arguments ci-dessous, organisez un débat sur la question « l'OMC est-elle en capacité de réguler le commerce mondial ? »

l'OMC contribue à la régulation du commerce mondial ; l'OMC n'arrive pas à réguler le commerce mondial ; l'OMC ne peut suffire à réguler le commerce mondial mais en est un acteur clé.

Exemple

Les États sont-ils en mesure de réguler les GAFA ?



1 Le poids économique des GAFA

Google, Amazon, Facebook, Apple, sont devenus des acteurs incontournables d'un monde de plus en plus numérique. Leur puissance repose sur leur maîtrise technologique et l'étendue de leur champ d'action (contrôle des données, média et divertissement, publicité, distribution, finance) créant une dépendance sans cesse croissante qui inquiète.

2 Une régulation inégale

Les GAFA commencent à être fortement contestés, notamment pour leur utilisation à des fins lucratives d'informations privées fournies par les utilisateurs, pour l'exercice d'une technologie de domination, leur capacité à s'engager dans la spéculation financière, leur goût pour l'évasion fiscale et la mise en place d'une société de surveillance de masse. Il est vrai que ces sociétés exercent une influence politique indéniable dans tous les pays du monde, leurs instruments étant souvent utilisés à des fins stratégiques (comme l'a démontré l'affaire « Cambridge Analytica »[1]). Avec l'arrivée des mastodontes de l'économie numérique et l'ouverture des frontières, les GAFA ont situé leurs activités artificiellement dans les pays à fiscalité accommodante afin de payer moins de 10 % d'impôt sur les sociétés en Europe, contre une moyenne de 23 % pour les entreprises classiques. S'il paraît légitime que les GAFA paient l'impôt là où elles créent de la valeur, il faut néanmoins convaincre tous les pays de respecter les accords européens. Le 13 septembre 2018, le Parlement européen a voté le projet de directive relative à la protection des droits d'auteur à l'heure de l'« invasion » numérique. Lorsque Facebook et Google utilisent tout ou partie d'un article de presse, ils devront payer des droits d'auteur dont le calcul et le montant n'ont pas été précisés.

J. Fontanel, N. Sushcheva, *La puissance des GAFA : réalités, apports et dangers*, La Documentation française, 2019.

1. Entreprise condamnée pour manipulation de données au profit de la campagne électorale de Donald Trump.

3 Des tentatives pour freiner la régulation par les États

Les GAFA ont tenté par des pressions de freiner la directive européenne protégeant les droits d'auteur sur le Net, finalement adoptée en mars 2019.

Utiliser une approche géographique pour mener une analyse

Itinéraire guidé

Décrire et interpréter

1. Identifiez les éléments qui fondent la puissance économique et technologique des GAFA. (doc. 1 et 3)
2. Quelles mesures ont été prises par les États pour tenter de restreindre leur puissance ? Pourquoi sont-elles limitées ? (doc. 2 et 3)
3. Montrez que la puissance des GAFA repose sur un monopole, mais aussi sur la mise en concurrence des territoires. (doc. 1 et 2)

Cours 3

Vers une régionalisation des échanges

QCM interactif cours

Comment les associations économiques régionales participent-elles à la mondialisation ?

A Une place croissante dans les échanges mondiaux

Les associations économiques régionales se sont multipliées (Repère A, doc. 1 p. 484). L'Europe a été pionnière dans la construction d'un vaste marché commun (1957). L'Asean en Asie (1967), le Mercosur (1991) et l'Aceum (2018, ex-Alena) en Amérique structurent de vastes marchés intérieurs de libre-échange ouvrant des productions locales à des marchés régionaux préférentiels.

Ces associations sont devenues des acteurs majeurs du commerce mondial. En 2018, l'UE représente 34 % du commerce mondial, l'Aceum 14 %. Les pays d'Afrique australe regroupés dans la SADC (1980) représentent 41 % des exportations de l'Afrique.

Depuis 2010, des méga-accords régionaux se développent. Un accord de libre-échange économique a été signé entre le Canada et l'UE malgré les oppositions (doc. 1). En 2018, un accord de partenariat économique transpacifique a été conclu sous l'égide du Canada et du Japon entre 11 pays de la zone pacifique, visant aussi à contrebalancer l'influence de la Chine.

Vocabulaire

- **Association économique régionale :** accord entre des États permettant d'établir un marché unifié par la suppression des droits de douane. Il peut aussi harmoniser les services, les investissements ou la protection de la propriété intellectuelle.

B Des outils d'intégration dans la mondialisation

Les associations régionales favorisent les échanges à toutes les échelles (doc. 2). L'élimination des droits de douane intérieurs dans l'UE et l'Aceum a dynamisé les échanges entre les États-membres. L'UE a permis d'atténuer les inégalités entre les États. L'Asean a développé ses échanges régionaux, profitant de sa proximité avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

Les associations régionales renforcent l'intégration des régions frontalières. L'Aceum a contribué au développement des villes frontalières par l'installation d'usines de montage au Mexique (*maquiladoras*). 70 % de la valeur totale des échanges commerciaux entre la Thaïlande et ses voisins de l'Asean sont dus au commerce frontalier et aux zones franches frontalières.

Certaines associations poussent l'intégration vers de nouvelles coopérations. Elles visent à développer des investissements (transports) et élargissent les échanges à de nombreux autres domaines (santé, éducation, sécurité). L'association entre l'Asean et le Canada permet notamment de faciliter les échanges universitaires ou la lutte contre la criminalité transnationale.

C Une efficacité inégale

Beaucoup d'associations restent encore des « coquilles vides » malgré la signature d'accords. Par exemple, le commerce au sein de la communauté des pays sahélo-sahariens (créé en 1988) est quasi inexistant. Des enjeux politiques peuvent être des facteurs de tensions. L'UMA (Union du Maghreb arabe) est paralysée par le conflit entre l'Algérie et le Maroc sur le Sahara occidental.

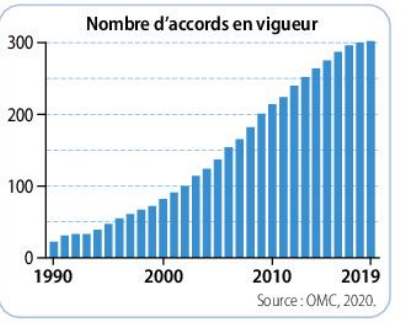
Certaines associations peinent à impulser un dynamisme régional (doc. 2). Le manque de capitaux, des marchés intérieurs étroits, une instabilité géopolitique entravent les coopérations pour développer des infrastructures (transports, numérique) dans les pays en développement. Ainsi, le commerce intra-zone reste faible au sein de la Cedeao en Afrique de l'Ouest (10 % contre 64 % pour l'UE).

Les associations régionales renforcent le poids des puissances influentes. Les États-Unis dans l'Aceum, l'Afrique du Sud dans la SADC ou le Brésil au sein du Mercosur ont un poids sans équivalent (Repère B). L'Union économique eurasiatique créée par la Russie en 2014 est un moyen d'asseoir son hégémonie en Asie centrale.

Les associations régionales se multiplient et développent des coopérations de plus en plus larges. Cependant, leurs poids et leur influence dans la mondialisation sont inégaux.

REPÈRE A

Une explosion des accords commerciaux régionaux



Source : OMC, 2020.

REPÈRE B

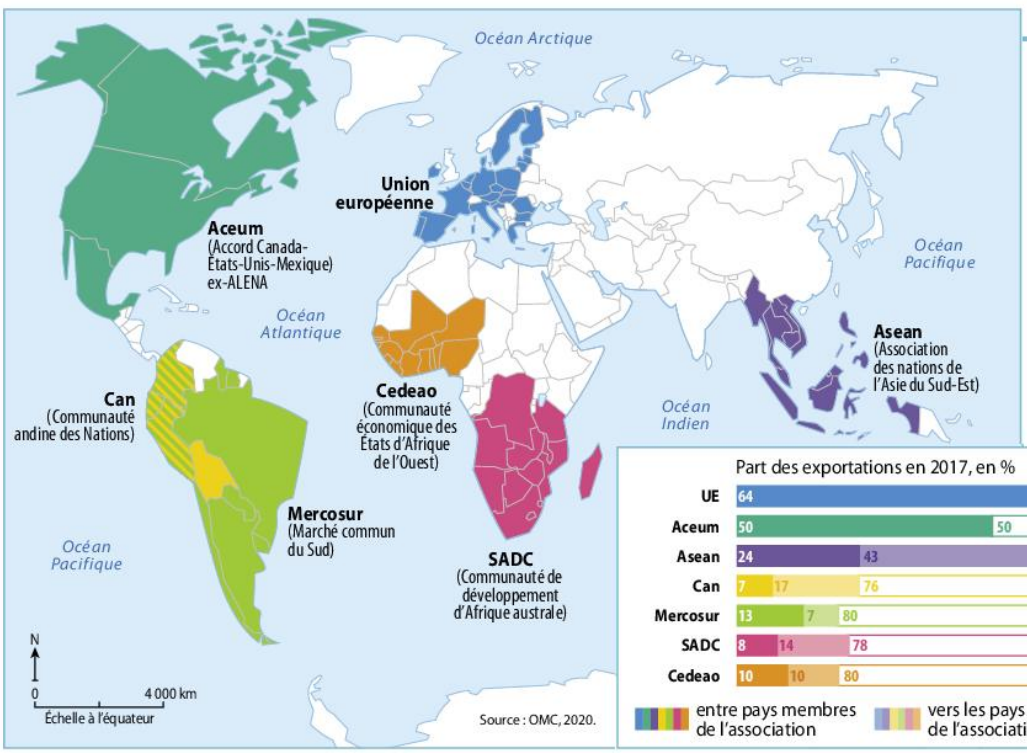
Les exportations du Mercosur en 2018

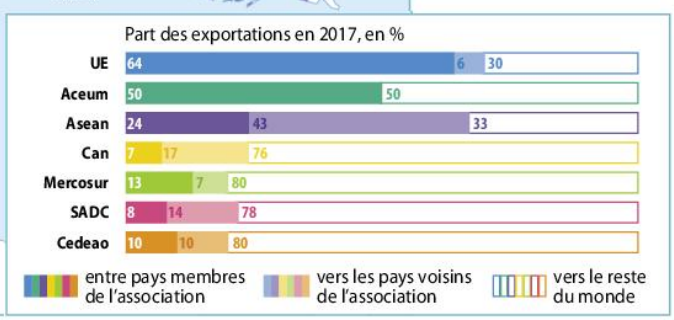
Source : Mercosur, 2020.

1 Des méga-accords régionaux croissants mais contestés

Des agriculteurs manifestent au Mans, le 2 juillet 2019, contre l'accord UE-Mercosur. Ce dernier prévoit l'élimination des droits de douane sur les exportations des deux ensembles. Les agriculteurs redoutent l'importation de viande bovine sud-américaine produite avec des normes sanitaires et environnementales moins exigeantes que celles de l'UE.

2 Des associations régionales à l'intégration économique inégale





Capacités & Méthodes

Procéder à l'analyse critique d'un document (doc. 2)

1. Quelles associations ont un commerce intra-zone élevé ? Comment expliquer les écarts constatés avec les associations d'Afrique ou d'Amérique latine ?
2. En utilisant les informations de la carte 1 p. 484, montrez que le poids économique de chaque association est inégal.

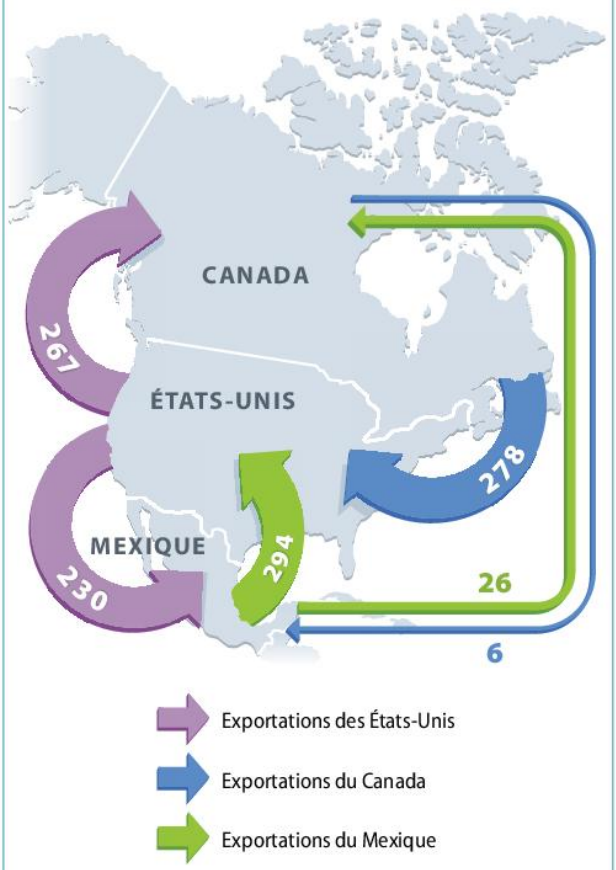
Exemple

L'Aceum (ex-Alena) est-il toujours un outil d'intégration en Amérique du Nord ?

SECTION EUROPÉENNE
Documents disponibles en anglais sur le site collection lycee.hachette-education.com/hg/tle

L'Alena, créé en 1994, a établi une zone de libre-échange économique nord-américaine de 481 millions de consommateurs. Mais, en novembre 2018, sous la pression du président américain, Donald Trump, un nouveau traité commercial, l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (Aceum) a remplacé l'Alena, jugé inéquitable pour les États-Unis.

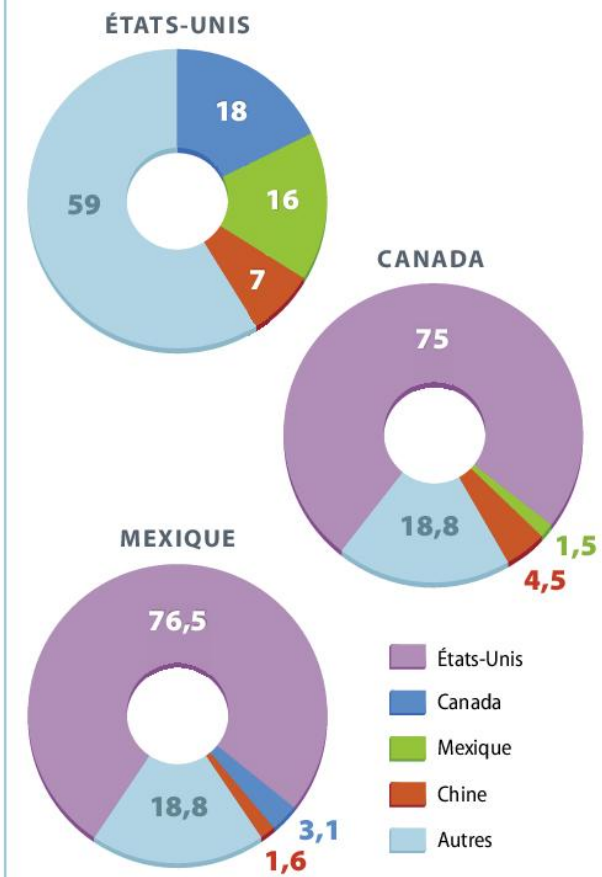
Exportations de marchandises entre les États membres en 2017, en milliards de dollars



Source : OMC, 2020.

1 **Les échanges commerciaux déséquilibrés**

Part dans les exportations des partenaires de l'Alena en 2017, en %



Source : OMC, 2020.

2 **Les principaux partenaires commerciaux des membres de l'Aceum**

3 Un accord source de déséquilibres

Donald Trump a exigé en 2017 une renégociation de l'Alena. Cette association économique régionale en résumé serait un accord hautement dommageable aux intérêts étasuniens. L'investissement nord-américain, il est vrai, est monté en puissance. Et avec lui les emplois délocalisés. Le Mexique est ainsi devenu en quelques années un des producteurs d'automobiles les plus importants du monde. Les grands fabricants sont tous là, Chrysler, Ford, Nissan, Toyota, Volkswagen. La construction aéronautique a suivi. L'immobilier a accompagné les flux industriels.

Le Mexique a-t-il fait une bonne affaire ? Les débats sont ouverts. Peu compétitive, son agriculture a souffert. Les paysans ont été poussés à l'émigration vers les États-Unis, faute de pouvoir continuer à vivre dans leurs villages. La croissance économique a été médiocre de 1995 à 2017, autour de 2 % par an. Le marché de l'emploi n'a pu, dans ces conditions, répondre à la demande. La délinquance a explosé. Elle offre en effet travail et argent à beaucoup d'oubliés sociaux.

Nouveaux Espaces latinos, 28 février 2018.

4 **La frontière américano-mexicaine, une intégration incomplète**

Des familles mexicaines, près de Tijuana, discutent avec leurs proches à travers le mur. C'est le seul endroit de la frontière, longue de 3 200 km, où elles peuvent le faire. Ouverte aux échanges commerciaux, elle est en revanche fermée aux flux migratoires.

5

Les négociations de l'Aceum vues par le dessinateur indien Paresh

Le nouvel accord a été imposé unilatéralement par Donald Trump. Il vise à faire revenir des emplois industriels aux États-Unis et à ouvrir le marché canadien à ses agriculteurs.

Traduction : « Je ne veux pas être exploité, les gars ! »

Sur le panneau : négociations de l'Alena.

Identifier les contraintes et les ressources d'une situation géographique

Itinéraire guidé

Décrire

1. Montrez que les échanges au sein de l'Aceum sont inégaux. (doc. 1, 2 et 3)
2. Sur quels atouts géographiques et économiques repose le dynamisme des échanges du Mexique dans l'Aceum ? (doc.1 et 3)

Interpréter et synthétiser

3. Quelles sont les limites de l'intégration régionale par l'Aceum ? (doc. 3 et 4)
4. Pourquoi les États-Unis sont-ils les grands bénéficiaires du nouvel accord ? (doc. 5)
5. Rédigez un paragraphe d'une dizaine de lignes montrant les atouts et les limites de l'Aceum comme outil d'intégration en Amérique du Nord.

Itinéraire en autonomie

À l'aide des documents, montrez que l'intégration au sein de l'Aceum est inégale et incomplète.

Pour vous guider, suivez le plan suivant :

Un espace d'échange économique... (doc. 1 et 2)

... qui repose sur des atouts... (doc. 1 et 3)

... mais qui reste une association incomplète et dominée par les États-Unis (doc. 3, 4 et 5)

RÉVISER

L'essentiel audio-vidéo — Organigramme version interactive

L'essentiel

Comment les acteurs publics et privés tentent-ils de répondre aux défis de la mondialisation à toutes les échelles ?

Une mondialisation source de tensions	Régulations et coopérations dans la mondialisation	Vers une régionalisation des échanges
Une concurrence mondiale qui favorise le retour du protectionnisme	Des organisations internationales fragilisées	Des associations économiques aux pouvoirs croissants
+ Une mondialisation source de défis économiques et sociaux majeurs	↓ Des coopérations inégales à l'échelle internationale	+ Des outils d'intégration dans la mondialisation
+ De nouveaux défis sanitaires	+ Un retour du local	↓ Des intégrations incomplètes

Cours 1

La mondialisation accroît les concurrences territoriales. Les États cherchent à protéger leur marché national (**barrière tarifaire, quotas**...) exacerbant les **tensions économiques** (États-Unis-Chine).

La mondialisation est source de **défis économiques** (spéculation, inégalités) et favorise les **activités illicites** (**paradis fiscaux**, trafics).

Face aux **enjeux environnementaux** mondialisés, les États sont divisés. Mais les **ONG** et l'**opinion publique** se mobilisent.

Cours 2

Les organisations internationales de régulation (ONU, OMC), fondées sur le **multilatéralisme**, sont concurrencées par des « clubs » (G7, G20) et les **puissances émergentes** (BRICS).

Des **coopérations** se mettent en place (**Interpol**) et les ONG jouent un rôle croissant mais certains États refusent les règles édictées (Chine, États-Unis).

À l'échelle locale, les coopérations valorisent les territoires (**indications géographiques**). Elles transforment les relations entre consommateurs et producteurs (**commerce équitable**).

Cours 3

Les **associations économiques régionales** structurent de vastes marchés intérieurs de **libre-échange** (UE, Alena, Asean).

Acteurs clés du commerce mondial, elles renforcent la coopération entre États et l'**intégration** des régions frontalières.

Cependant, **leur poids est inégal** et elles peinent à un développement régional en Afrique ou en Amérique latine. Enfin, elles sont parfois **facteurs de tensions** (agriculteurs européens contre le Ceta).

Chiffres clés

Nombre d'associations économiques régionales en 2019 : **302**

Part dans les exportations mondiales en 2018

Pour aller plus loin

Une vidéo

La mondialisation : créatrice d'inégalités ? apporte un point de vue nuancé sur la mondialisation et les inégalités en introduisant une analyse à plusieurs échelles. (France.TV éducation 2017- durée : 3'52)
https://www.youtube.com

Des émissions de radio

Les ONG peuvent-elles pallier les déficiences des États ? (27 décembre 2018–durée : 39 minutes)
https://enseignants.lumni.fr

BRICS : les champions des émergents en quête d'un second souffle (14 nov. 2019-4 minutes)
https://www.franceculture.fr

Un documentaire

Du Gatt à l'OMC permet de comprendre comment sont nées et ont évolué les organisations internationales régulant le commerce mondial depuis la fin de la guerre. (2019-17 minutes 27)
https://www.youtube.com

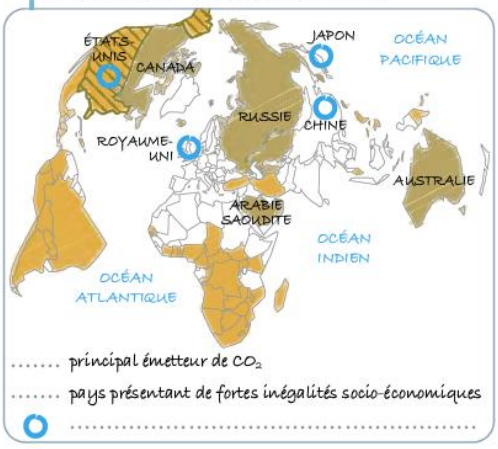
EXERCICES

Localiser

Croquis PDF à télécharger

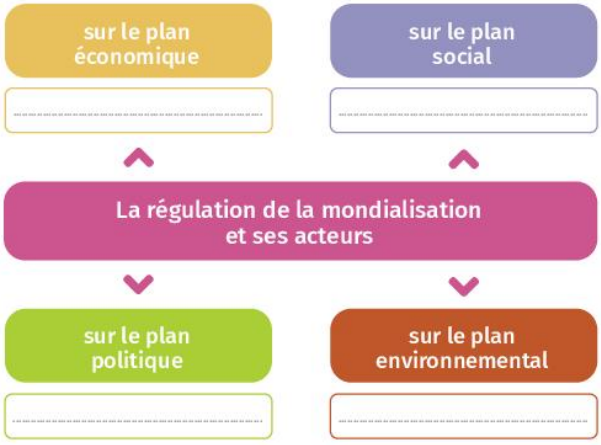
en complétant le croquis suivant

Les défis de la mondialisation



Expliquer

la régulation de la mondialisation et ses acteurs en remplissant le schéma fléché suivant :



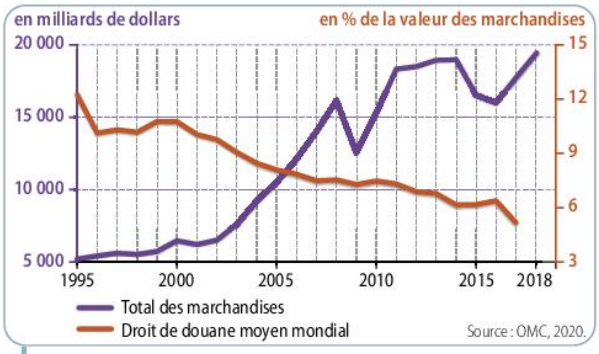
Analyser

un graphique

En analysant le document, montrez comment évolue le commerce mondial depuis 1995. D'après vos connaissances, expliquez le rôle de l'OMC dans cette évolution.

Pour vous guider :

Vous étudierez les courbes l'une après l'autre avant d'expliquer le lien entre l'évolution du commerce et celui des droits de douane.



L'évolution du commerce mondial depuis 1995

Argumenter

à l'aide d'exemples précis

- La mondialisation est source de tensions car.....
- L'OMC (Organisation mondiale du commerce) est une organisation qui participe à la régulation des échanges mondiaux. En effet.....
- Les associations économiques régionales sont un outil d'intégration inégale dans la mondialisation. Ainsi.....

Travailler autrement

Compléter ses notes de cours à l'aide d'une vidéo

Vidéo

Taxe des GAFA, une Europe déchirée (2' 30)

Commencez par cibler la partie du cours que cet exemple peut illustrer. Puis à l'aide des informations de la vidéo, rédigez une argumentation répondant au sujet : Pourquoi la taxe GAFA illustre-t-elle les défis de la régulation de la mondialisation ?

Vous veillerez à utiliser le vocabulaire du cours.

Réalisation d'une production graphique

Sujet : Shanghai, une ville mondiale attractive dans la mondialisation

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « Shanghai, une ville mondiale attractive dans la mondialisation », accompagné d'une légende organisée.

Symbole de l'émergence de la Chine, la ville de Shanghai s'affirme de plus en plus comme une ville mondiale. À l'instar des grandes métropoles des pays développés (New York, Londres), elle attire dans son espace central des fonctions métropolitaines qui en font un centre décisionnel majeur. Pudong, son quartier d'affaires, incarne cette puissance par son paysage de gratte-ciel occupés par de nombreuses FTN. Il abrite le Shanghai Stock exchange qui se hisse au 5e rang des places financières mondiales. Le centre-ville de Shanghai abrite aussi le dynamique quartier commercial et touristique de Puxi, au nord de Pudong. Le reste du territoire urbanisé connaît une croissance démographique importante, et s'étale. Cet étalement se réalise aux dépens de l'espace agricole environnant qui s'en trouve menacé. Pour contrôler cette croissance, les autorités de Shanghai ont planifié des villes nouvelles tout autour du périmètre urbanisé dans le but de concentrer activités productives et fonctions résidentielles dans ces nouveaux pôles urbains et décongestionner la ville-centre. Ainsi, huit villes nouvelles (Jiading, Jinshanwei, Luchaogang, ...) ceinturent la ville, sans compter la construction de l'aéroville (ville nouvelle bâtie autour des fonctions aéroportuaires) de Hongquiao. Cette planification semble une nécessité pour assurer les conditions nécessaires à l'ouverture à la mondialisation. Ainsi, un aéroport d'affaires double l'aéroport international de Hongqiao à Pudona. De même, des zones industrialo-portuaires sont aménagées au sud de la ville, sur le continent, mais également en mer de Chine, notamment sur l'île de Yangshan qui devient un avant-port spécialisé dans l'accueil des porte-conteneurs. Toujours dans l'objectif de s'intégrer dans la mondialisation, l'implantation d'une zone franche dynamise les berges du fleuve Yangzi, attirant les investissements extérieurs. Tous ces aménagements reflètent la volonté croissante de Shanghai de s'imposer dans la hiérarchie des villes mondiales, incarnée par l'ouverture en 2016 d'un parc d'attraction Disney, à l'est de Pudong, le long du fleuve.

A Sélectionner les informations du texte pour organiser une légende

Méthode

Identifier les informations et les associer à une notion de géographie ; repérer des indices qui permettent de localiser les notions relevées (en raison du nombre limité d'informations sur un croquis, seules les informations essentielles – 8-10 maximum – sont mobilisées).

1. Sur le modèle réalisé pour le premier groupe d'informations (surlignées en jaune dans le texte), sélectionnez les autres informations utiles au sujet en utilisant deux autres couleurs. Reportez-les, en les reformulant si nécessaire, dans le tableau suivant.

	Expression du texte	Formulation des informations en légende
Partie 1 - ...	*« son quartier d'affaires incarne cette puissance par son paysage de gratte-ciel occupés par de nombreuses FTN »*	Quartier d'affaires (concentration de FTN) .....
Partie 2 - ...	.....	.....
Partie 3 - ...	.....	.....

2. Parmi les propositions suivantes, choisissez un titre problématisé correspondant aux informations surlignées en jaune dans le texte (première partie de la légende).
   - *Le centre de Shanghai ;*
   - *Un centre décisionnel attractif ;*
   - *La concentration des fonctions décisionnelles.*

CONSEIL

Pour problématiser un titre, ciblez le sujet pour donner l'impression qu'il a été spécifiquement écrit pour le territoire étudié. Pour cela, utilisez un adjectif qui permet de personnaliser le titre.

3. Sur le modèle de la question 2, attribuez un titre aux deux dernières parties de la légende.
4. Reportez les titres et les informations dans la légende du croquis en réfléchissant à l'ordre des parties.
5. Attribuez un figuré à chaque élément de la légende.

B Réaliser le croquis

6. Complétez le croquis et la nomenclature manquante en distinguant les éléments précisant la situation de Shanghai (fleuve, mer), des localisations qui en font une ville mondiale (quartier d'affaires, aéroport).

Titre : .....

.....
..... quartier d'affaires (concentration de FTN)
..... place financière
..... quartier commercial et touristique
..... autre espace urbanisé en cours d'étalement
.....
....
....
....
....
.....
....
....
....

Sujet BAC-E3C Réalisation d'une production graphique

Sujet : L'inégale intégration des territoires africains dans la mondialisation

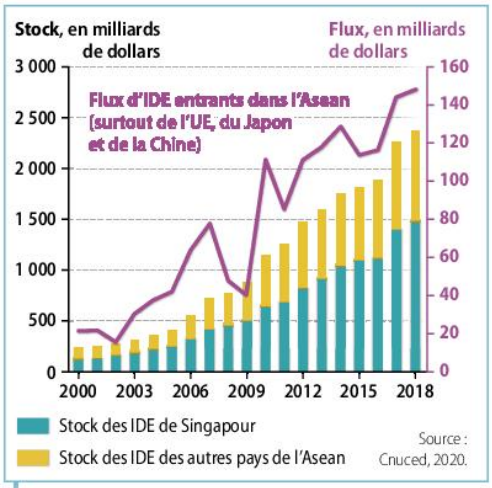
Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « L'inégale intégration des territoires africains dans la mondialisation », accompagné d'une légende organisée.

Les territoires africains bénéficient de nombreux atouts pour s'intégrer à la mondialisation. Le premier facteur repose sur les ressources naturelles, notamment les ressources énergétiques et minières qui sont particulièrement abondantes dans le Sahara (Algérie, Niger, Libye) et au sud de l'Afrique (de la RDC à l'Afrique du Sud). Les métropoles sont également des portes d'entrée, particulièrement celles qui ont un rayonnement international (Le Caire en Égypte, Casablanca au Maroc, Dakar au Sénégal, Abidjan en Côte d'Ivoire, Lagos au Nigeria, Le Cap et Johannesburg en Afrique du Sud, Nairobi au Kenya ou Addis-Abeba en Éthiopie). Certaines d'entre elles abritent des ports qui connectent l'Afrique au reste du monde (Le Cap, Lagos ou Abidjan). En dehors des métropoles, d'autres ports ouvrent l'Afrique sur la route maritime mondiale qui contourne le continent et traverse la mer Rouge (Tanger au Maroc, Alexandrie en Égypte, Mombasa au Kenya et Durban sur la côte est de l'Afrique du Sud). Ces ports permettent les exportations, essentiellement de produits bruts. D'autres flux s'organisent : des flux migratoires, essentiellement vers l'Europe, l'Amérique du Nord et le Moyen-Orient ; des flux de capitaux (IDE, transferts des migrants, aide au développement) en provenance de ces mêmes régions du monde. Au sein du continent, les flux migratoires sont également forts, notamment vers l'Afrique du Sud. Mais cette intégration croissante est aussi freinée par le mal développement et ses conséquences. L'explosion démographique hypothèque les progrès de la croissance économique, particulièrement en Afrique subsaharienne (exceptée l'Afrique du Sud) où on compte plus de 3 enfants par femme. Les zones grises, notamment du Sahara à la Corne d'Afrique, où règnent l'insécurité et le terrorisme sont aussi exclues de la mondialisation légale. La piraterie, enfin, dans le golfe d'Aden ou le golfe de Guinée est un autre frein aux échanges. En conséquence, les territoires sont donc inégalement intégrés. L'Afrique du Sud, seule puissance émergente africaine, s'individualise par son poids continental et mondial, même si les « lions africains » (Nigeria, Kenya, Éthiopie, Namibie, Bostwana, Cameroun, Gabon) mais également toute l'Afrique du Nord s'affirment. Le reste du continent est marqué par une faible intégration à la mondialisation en raison de leur grande pauvreté : ce sont les PMA.

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez les objectifs, les réussites et les freins de la coopération des pays d'Asie du Sud-Est au sein de l'Asean dans le contexte de la mondialisation.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.



1 L'évolution des Investissements directs à l'étranger (IDE)

2 **Réussites et limites de la coopération au sein de l'Asean**

En janvier 1991, les pays d'Asie du Sud-Est ont signé l'Accord de Libre-Échange de l'Asean (*ASEAN Free Trade Agreement*). Son but : améliorer le commerce intrarégional et éviter que les investissements étrangers ne se dirigent plutôt vers la Chine, l'Europe, ou encore l'Amérique du Nord. C'est l'article 1.5 de la Charte de l'Asean du 20 novembre 2007 qui a affiché expressément le projet de création d'« un marché et [d']une base de production uniques, stables, prospères, très compétitifs et économiquement intégrés », pour faciliter « le commerce et les investissements en s'appuyant sur la libre circulation des marchandises, des services et des investissements, la libre circulation des hommes [...] et une plus grande circulation du capital ».

La réduction des inégalités de développement et de puissance économique entre États membres est un des objectifs essentiels que poursuit les 10 pays de l'Asean[1]. À cet égard, de nombreux programmes d'assistance sont mis en place au sein de la communauté des États membres. D'autres organisations régionales (principalement l'Union européenne), les pays partenaires de dialogue, ainsi que des institutions financières internationales (Banque mondiale, Banque asiatique du développement, Banque asiatique d'investissement des infrastructures, etc.) fournissent également un soutien indéfectible à cet objectif de modernisation de l'économie des pays les plus faibles (Cambodge, Laos, Myanmar, Viêt-Nam). C'est une démarche nécessairement engagée sur le long terme. Dans la plupart des pays de la région, la corruption reste pratiquée à grande échelle et les dirigeants politiques, soucieux de préserver leurs pouvoir et leur autorité, manifestent une certaine réticence à l'endiguer, malgré des promesses et des déclarations de bonne résolution. Par ailleurs, persistent de nombreuses barrières non tarifaires (sanitaires, bureaucratiques).

1. Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Philippines, Brunei, Viêt-Nam, Laos et la Myanmar (ex-Birmanie), Cambodge.

Jacques Dupouey, « La construction de la communauté économique de l'Asean », *L'Asie en 1000 mots*, 17 septembre 2018.

A Préparer l'analyse de documents

1. Présentez les documents de manière concise en expliquant les termes de la consigne.
2. Prélevez les informations des documents en complétant la 2e colonne du tableau.
3. Classez les propositions suivantes pour compléter la colonne « Interpréter les informations » des 2e et 3e paragraphes.
   - *L'Asean favorise l'intégration de l'Asie du Sud-Est dans la mondialisation ;*
   - *l'Asean favorise une intégration économique et territoriale entre les pays du Sud-Est ;*
   - *l'Asean peine à lutter contre les inégalités économiques entre les États pour des raisons politiques ;*
   - *l'Asean renforce la place de Singapour dans la mondialisation ;*
   - *l'Asean renforce l'intégration des régions frontalières ;*
   - *l'Asean profite du soutien des grands organismes de régulation de la mondialisation.*

	Prélever les informations	Interpréter les informations
Objectifs (1er paragraphe)	Doc. 2 :	– Constituer une zone de libre-échange – Intensifier les échanges commerciaux et attirer les IDE – Faire concurrence aux autres pôles mondiaux
Réussites (2e paragraphe)	Doc. 2 : ..... Doc. 1 : *les stocks d'IDE de l'Asean ont été multipliés par 6 depuis 2000,*	.....
Freins (3e paragraphe)	Doc. 1 et 2 :	.....

B Rédiger l'analyse de documents

4. Identifiez les différents éléments du 1er paragraphe (phrase introductive, informations des documents, explications, mots de liaison).

Méthode

Commencer chaque paragraphe par une phrase indiquant l'idée générale ; utiliser les informations des documents qui sont à expliquer, à compléter ou à nuancer par les connaissances ; utiliser des mots de liaison pour donner du sens à votre démonstration ; terminer chaque paragraphe par une phrase de transition avec la suivante.

Le doc. 2 montre clairement que les objectifs de l'Asean ressemblent à ceux des autres associations économiques régionales dans le monde. Il s'agit de créer « un marché et une base de production uniques, stables, prospères, très compétitifs et économiquement intégrés » (doc. 2), c'est-à-dire un vaste marché intérieur de libre-échange regroupant ici 10 États d'Asie du Sud-Est. Ce marché a pour objectif de mettre en place à terme une « libre circulation des marchandises, des services et des investissements, la libre circulation des hommes [...] et une plus grande circulation du capital » en favorisant la baisse des barrières douanières et l'harmonisation des réglementations. En effet, les associations économiques régionales sont devenues des acteurs majeurs de la mondialisation à l'image de l'UE (34 % du commerce mondial) ou l'Aceum (14 %). Dans le contexte de la mondialisation, les territoires sont mis en concurrence par les firmes transnationales. Les États cherchent à coopérer pour intensifier leurs relations commerciales, attirer les IDE à l'échelle internationale et favoriser leur développement. Ainsi, l'Asean tente de s'affirmer comme un pôle économique majeur de la mondialisation pour rivaliser avec les autres puissances mondiales (UE, Chine, Aceum) (doc. 2 : « Son but : améliorer le commerce intrarégional et éviter que les investissements étrangers ne se dirigent plutôt vers la Chine, l'Europe, ou encore l'Amérique du Nord. »)

CONSEIL

Dans l'analyse de documents, il faut faire référence aux documents en les citant et utiliser ses connaissances pour les expliquer.

5. En vous appuyant sur le tableau et sur les propositions précédentes, rédigez les deux derniers paragraphes de l'analyse de document.

Sujet BAC-E3C

Analyse de document

En analysant le document, vous montrerez les formes de coopérations et de tensions dans la mondialisation.

L'évolution de la mondialisation selon Paresh (2016)

Méthode
BAC-E3C

Analyse de document

En analysant le document, vous montrerez que Panama est une ville intégrée à la mondialisation, mais que tous les territoires ne bénéficient pas également de l'ouverture au monde.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

Contrastes urbains à Panama City
Le quartier d'affaires de Panama (arrière-plan) attire les capitaux du monde entier en raison de son statut de paradis fiscal, tandis que le quartier Boca la Caja étire les habitations précaires le long de l'océan Pacifique.

A Décrire et interpréter la photographie

1. Complétez le tableau suivant pour décrire et interpréter la photographie.

	Sélectionner les informations	Interpréter les informations
Une métropole insérée dans la mondialisation (1er paragraphe)	– quartier d'affaires :	.....
Des territoires urbains moins intégrés (2e paragraphe)	.....	.....

Méthode
Pour décrire une photographie, il faut localiser précisément le lieu et le type de prise de vue (au sol, aérienne, oblique) ; repérer les éléments structurants de l'image : fleuve, axe de circulation, zone d'habitation ; délimiter les plans de la photographie et les sous-ensembles.

CONSEIL
Pour interpréter la photographie, il faut utiliser ses connaissances pour expliquer les éléments géographiques identifiés.

B Rédiger l'analyse de documents

2. Rédigez une phrase de présentation de la photographie en localisant précisément la ville de Panama City.
3. En vous appuyant sur vos connaissances sur les métropoles mondiales, rédigez l'analyse de document en utilisant les notions suivantes :
enclavement – gratte-ciel – habitat précaire – centre décisionnel – manque d'infrastructures – sièges sociaux de FTN – place financière – paradis fiscal – marginalisation – fragmentation socio-spatiale.

Analyse de document

En analysant le document, vous montrerez comment les tensions de la mondialisation entravent le commerce mondial. Vous appuierez votre étude sur les exemples précis vus en classe.

Les freins aux échanges mondiaux vus par le dessinateur Paresh
Paresh, 17 février 2019.
(a) Les tourments de Gulliver (b) Problèmes d'investissement (c) Problème de chaîne d'approvisionnement (d) Rivalités géopolitiques (e) Prêts bancaires (f) Tarifs douaniers

Décrire et interpréter le dessin de presse

Méthode

Pour décrire un dessin de presse, il faut repérer les éléments de construction : couleurs, personnages, symboles, décor ; décrypter les informations contenues dans le texte : titre, dialogue, ton employé ; identifier les exagérations du dessin en le remettant dans son contexte.

1. Après avoir rapidement présenté le dessin de presse, décrivez-le.
2. Sur une feuille de brouillon, définissez les différentes étiquettes du dessin qui représentent les facteurs qui freinent les échanges internationaux.

« Problème de chaîne d'approvisionnement » : les chaînes d'approvisionnement sont les chaînes de fabrication d'un produit qui se décompose en plusieurs étapes de la conception à l'assemblage à travers le monde.
« tarifs douaniers » : .....

3. Classez ces éléments dans la 2e colonne du tableau ci-dessous.
4. Interprétez le dessin de presse à l'aide des idées suivantes et de vos connaissances à placer dans la 3e colonne du tableau.
   - *instabilité politique des États*
   - *protectionnisme ;*
   - *États dépendants des investissements des FTN ;*
   - *rôle croissant des acteurs financiers (banques, bourses) ;*
   - *risque de crise financière.*
   - *une production mondiale éclatée ;*
   - *guerre économique entre les États-Unis et la Chine ;*
   - *matières premières utilisées comme arme diplomatique ;*

	Sélectionner les informations	Interpréter les informations
Paragraphe 1 : Des facteurs économiques	Problème de chaîne d'approvisionnement	Une production mondiale éclatée
Paragraphe 2 : Des facteurs financiers	.....	.....
Paragraphe 3 : Des facteurs politiques	.....	.....

CONSEIL
Pour interpréter le dessin de presse, il faut utiliser ses connaissances pour expliquer les facteurs économiques identifiés.

5. Rédigez l'analyse de document en vous aidant de la Méthode p. 20-21.

Méthode
BAC-E3C

Question problématisée

Comment les associations économiques régionales permettent-elles aux États de mieux s'intégrer dans la mondialisation ?

Méthode

Structurer votre réponse autour de deux ou trois paragraphes qui regroupent les idées clés. Plusieurs plans sont possibles en géographie : un plan par échelle (échelle locale, régionale, mondiale), un plan explicatif (phénomène, explications, conséquences) ou un plan descriptif (politiques, acteurs, résultats).

A Choisir un plan

1. Sélectionnez le plan qui vous semble le plus judicieux pour répondre au sujet. Justifiez votre réponse.

Plan 1	Plan 2	Plan 3
I. Des coopérations qui dynamisent l'économie des États	**I.** Des coopérations qui dynamisent l'économie des États	**I.** Des coopérations qui dynamisent l'économie des États
II. Des outils qui favorisent l'intégration des territoires	**II.** Des échanges qui se mondialisent	**II.** Des coopérations internationales qui régulent l'économie mondiale
III. Des outils d'intégration aux résultats inégaux	**III.** Des États qui intègrent les échanges mondiaux	**III.** Les coopérations locales qui mettent en réseau les acteurs locaux

2. Sélectionnez les idées clés qui répondent au sujet.
   - *certaines associations n'impulsent pas un dynamisme économique régional ;*
   - *les associations régionales renforcent l'intégration des régions frontalières ;*
   - *les associations économiques régionales, acteurs majeurs du commerce mondial ;*
   - *certaines associations poussent l'intégration vers de nouvelles coopérations ;*
   - *des organisations internationales régulent la gouvernance mondiale ;*
   - *des méga-accords régionaux se développent ;*
   - *les associations intensifient les échanges et atténuent les inégalités entre les États ;*
   - *les puissances émergentes bousculent la régulation de la mondialisation ;*
   - *certaines associations fonctionnent au profit d'une puissance dominante.*
3. Classez les idées clés sélectionnées dans le plan (choisi dans la question 1).
4. Associez chaque idée clé à des explications et un ou deux exemples précis comme dans le modèle suivant.

« Certaines associations fonctionnent au profit d'une puissance dominante » : Le plus souvent, elles sont entraînées par une puissance régionale qui en fixe les règles à son profit : le Brésil au sein du Mercosur, les États-Unis au sein de l'Aceum (ex. Alena).

Méthode

Chaque paragraphe est amorcé par une phase introductive qui reprend l'idée générale du paragraphe ; deux ou trois idées clés sont ensuite développées grâce à des arguments et du vocabulaire géographique précis. Chaque idée clé est illustrée par un ou plusieurs exemples qui la précisent ou la nuancent.

B Rédiger la question problématisée

5. Rédigez le premier paragraphe en suivant le modèle suivant :

Les coopérations entre les États sont des facteurs majeurs de dynamisme économique. Elles se sont multipliées depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à devenir des acteurs majeurs de la mondialisation. L'Union européenne, qui participe à plus d'un tiers du commerce mondial, demeure l'association la plus intégrée au monde .....
.....
De plus, ces associations peuvent coopérer entre elles pour former de méga-accords régionaux. .....
.....
.....

6. Rédigez l'ensemble de la réponse à la question problématisée.

Réalisation d'une production graphique

Sujet : Le Sahara, un désert en cours d'intégration à la mondialisation

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « Le Sahara, un désert en cours d'intégration à la mondialisation », accompagné d'une légende organisée.

Le Sahara dispose de nombreuses ressources stratégiques qui en font en espace très convoité. Le sous-sol du plus grand désert d'Afrique est riche en hydrocarbures que l'on trouve au centre de l'Algérie, en Libye mais aussi au nord de la Mauritanie et du Mali sur la frontière que ces deux États se partagent et enfin, à l'est du Niger près de la frontière tchadienne. Les minerais sont également présents en grande quantité et sont très variés. L'est du Niger abrite d'importants gisements d'uranium, le Maroc est le premier producteur mondial de phosphates. Des gisements de cuivre, d'or ou encore de fer sont présents au sud-est de l'Algérie, en Tunisie ou au nord de la Mauritanie. Ces ressources sont exportées en Europe, en Amérique et en Asie.

Ainsi, les flux entre le Sahara et le reste du monde sont de plus en plus nombreux. Les ressources sont acheminées vers les ports méditerranéens via des oléoducs et des gazoducs. De plus, les firmes transnationales investissent de plus en plus au Sahara afin d'exploiter directement les gisements. C'est le cas de BP (British Petroleum), de l'américain Exxon, de Total mais aussi du russe Gazprom et de CNPC (China National Petroluem Corporation). Les hydrocarbures et minerais sont ensuite exportés vers le reste du monde. Enfin, le Sahara est aussi parcouru, du sud vers le nord, par des flux illicites tels que la drogue, les armes ou encore les migrants en proie aux passeurs.

La multiplication de ces flux est un facteur d'intégration du Sahara à la mondialisation même si ce désenclavement reste inégal. Ainsi, les ports du nord de l'Afrique tels Casablanca, Tanger, Alger et Alexandrie sont des portes d'entrée privilégiées qui mettent en relation les espaces de production d'hydrocarbures ou de minerais avec le reste du monde. Ils sont aussi reliés à des pôles urbains dont la croissance est très forte. C'est le cas de Laâyoune au Maroc, de Nouakchott, Agadez, Tamanrasset, In Salah ou encore Sebha. Ainsi le Sahara se divise entre des territoires intégrés à la mondialisation, ceux qui sont le long des littoraux, autour des villes et des sites de production. Le reste de cet immense désert encore reste en marge.

Question problématisée

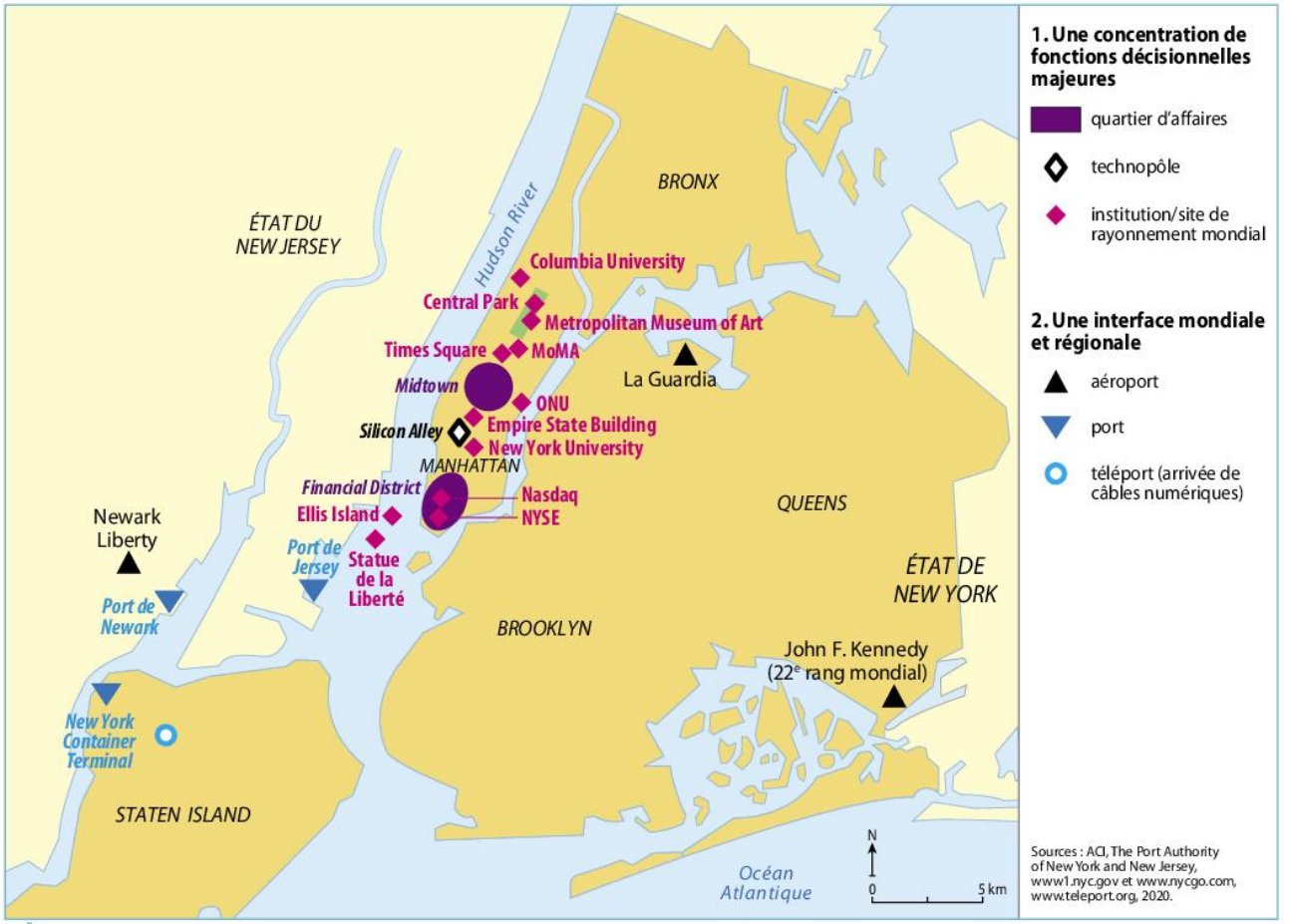
Comment la mondialisation hiérarchise-t-elle les territoires à toutes les échelles ?

CONSEIL
Essayez d'intégrer un ou plusieurs schémas dans votre réponse.

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez quels défis New York doit relever pour rester une ville mondiale attractive.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.



1 New York, un centre majeur de la mondialisation

CONSEIL

Relevez des exemples du rayonnement international de New York. Montrez la diversité des fonctions de prestige dans cette ville mondiale.

2 Le renforcement de l'accessibilité de New York

L'aéroport John Fitzgerald Kennedy (JFK) va bénéficier de nouveaux terminaux, d'un transport terrestre centralisé, d'une meilleure sécurité et de nouvelles pistes afin d'accroître sa capacité d'accueil d'au moins 15 millions de passagers par an. Le gouverneur A. Cumo a comparé ces efforts de réaménagement avec ceux de l'aéroport La Guardia et de la gare de Penn Station. Il a rappelé que New York devait mettre à jour ses infrastructures de transports ou se laisser dépasser par d'autres villes : « soit vous construisez et vous créez, soit vous vous laissez distancer ». Le plan prévoit une interconnexion entre les deux principaux terminaux afin que les passagers n'aient plus à sortir de l'aéroport pour en changer. Un terminal de 7 milliards de dollars sera financé et construit par un partenariat entre 4 transporteurs internationaux : Lufthansa, Air France, Korean Airlines et Japan Airlines. Un terminal de 3 milliards de dollars sera construit et financé par JetBlue[1]. L'amélioration de l'accès routier et des transports en commun est une autre priorité afin de réduire les embouteillages. 60 millions de passagers transitent par JFK chaque année. Ce chiffre devrait s'élever à 75 millions en 2030 et 100 millions en 2050.

1. Compagnie aérienne américaine à bas coûts.

D'après usatoday.com, 5 octobre 2018.

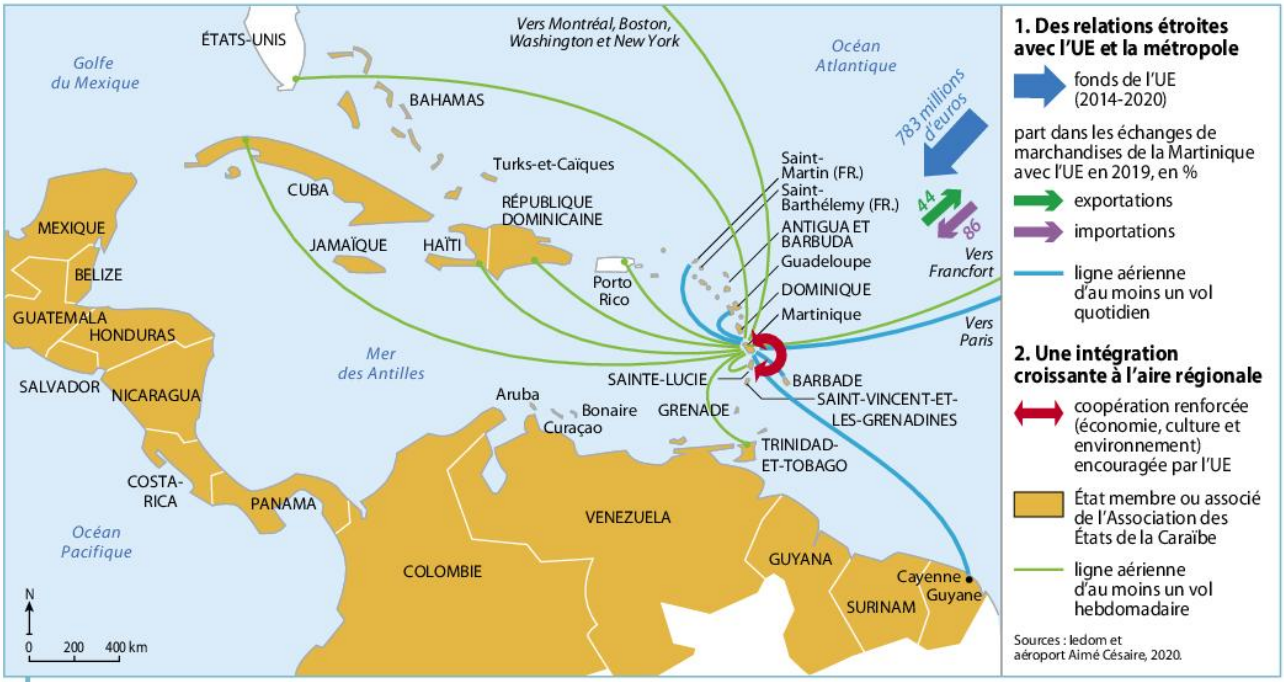
CONSEIL

Cherchez une citation du texte montrant que New York renforce son intégration à la mondialisation. Expliquez pourquoi.

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez que l'intégration des îles françaises des Antilles est inégale selon les échelles d'analyse, mais que des mutations sont en cours.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.



1 Des territoires entre intégration européenne et régionale : le cas de la Martinique

CONSEIL
Utilisez vos connaissances (étude de cas sur le bassin de la Caraïbe) pour replacer les Antilles françaises dans leur environnement régional.

2 Des stratégies d'intégration diverses

L'intégration des îles françaises des Antilles dans les échanges mondiaux demeure souvent fragile, surtout lorsque celle-ci ne repose que sur quelques filières productives limitées (banane, canne à sucre). Cependant l'isolement est à nuancer au XXIe siècle. Dès les années 2000, l'UE et les conseils régionaux investissent dans la pose de câbles optiques sous-marins connectant les Antilles françaises à la dorsale numérique venue des États-Unis. L'isolement ultramarin n'est donc pas une fatalité et peut, dans certains cas, résulter d'un choix, comme l'illustre le tourisme de luxe à Saint-Barthélemy. Cette petite île du nord des Antilles, bien connectée aux câbles sous-marins assurant son intégration au réseau mondial numérique, ne dispose en revanche que d'un aéroport et d'un port aux dimensions volontairement modestes afin d'en limiter l'accès aux seuls yachts et jets privés.

Paradoxalement, bien qu'éloignés de la métropole, c'est avec celle-ci que les relations extérieures des îles antillaises sont les plus importantes et les échanges avec les autres territoires caribéens sont anecdotiques. La Guadeloupe ne réalise que 1,5 % de ses exportations avec les 15 pays du Cariforum[1]. Bien qu'au cœur des espaces maritimes parcourus par les grandes routes marchandes ou du tourisme de croisières, les îles françaises sont encore peu intégrées aux flux. En 2016, 63 % des 581 250 touristes ayant séjourné en Guadeloupe sont résidents de l'Hexagone.

Mais des évolutions récentes démontrent de timides réorientations commerciales et ouvertures au monde. Dans le cas guadeloupéen, des liens commerciaux se tissent avec les États-Unis ou le Canada en raison du développement de la filière du nautisme faisant de la Guadeloupe un pôle de production de navires. De même, l'inauguration en 2015, de 6 routes aériennes reliant les principales villes des États-Unis (New York, Washington) à Pointe-à-Pitre et Fort-de-France a contribué à réorienter les échanges commerciaux et touristiques (entre 2014 et 2016, le nombre de touristes nord-américains a doublé).

1. Groupe de pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique liés à l'Union européenne par différents partenariats.

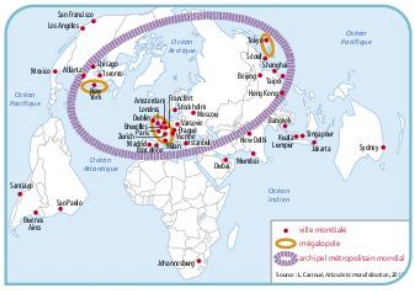
Sophie Dubois et Kevin Sutton (géographes), *La France, géographies d'un pays qui se réinvente*, Bréal, 2018.

CONSEIL
À l'aide du doc. 1, justifiez l'affirmation du doc. 2 « Bien qu'au cœur des espaces maritimes parcourus par les grandes routes marchandes ou du tourisme de croisières, les îles françaises sont encore peu intégrées aux flux ».

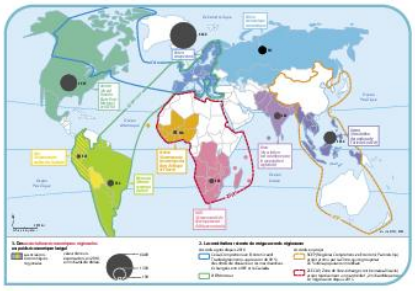
Dynamiques territoriales, coopérations et tensions dans la mondialisation

Cartographier

Question 4 Planisphère p. 464



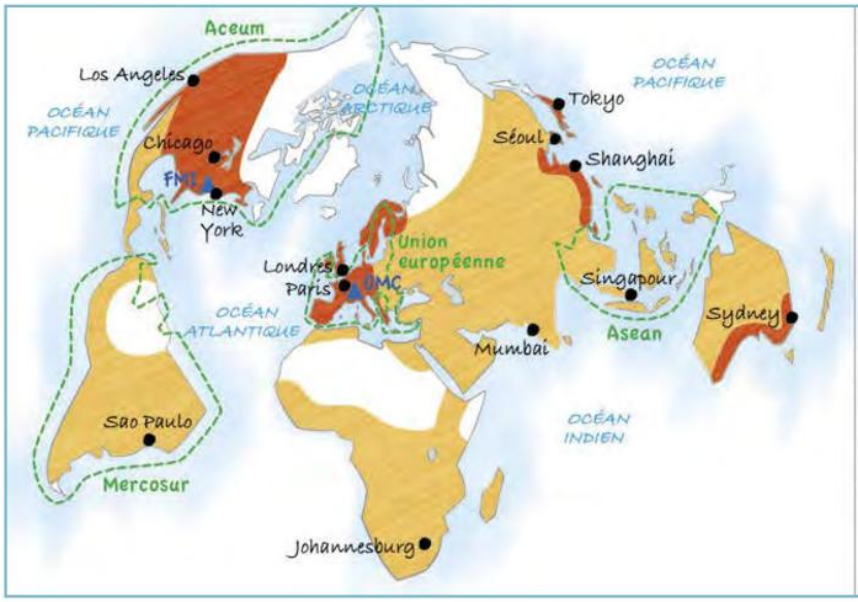
Question 4 Planisphère p. 465



Question 5 Planisphère p. 484

À l'aide des documents ci-dessus, complétez le croquis de typologie suivant.

Titre : .....



1. Des territoires inégalement intégrés à la mondialisation

....

....

....

....

2. Des territoires entre coopération et régulation

....

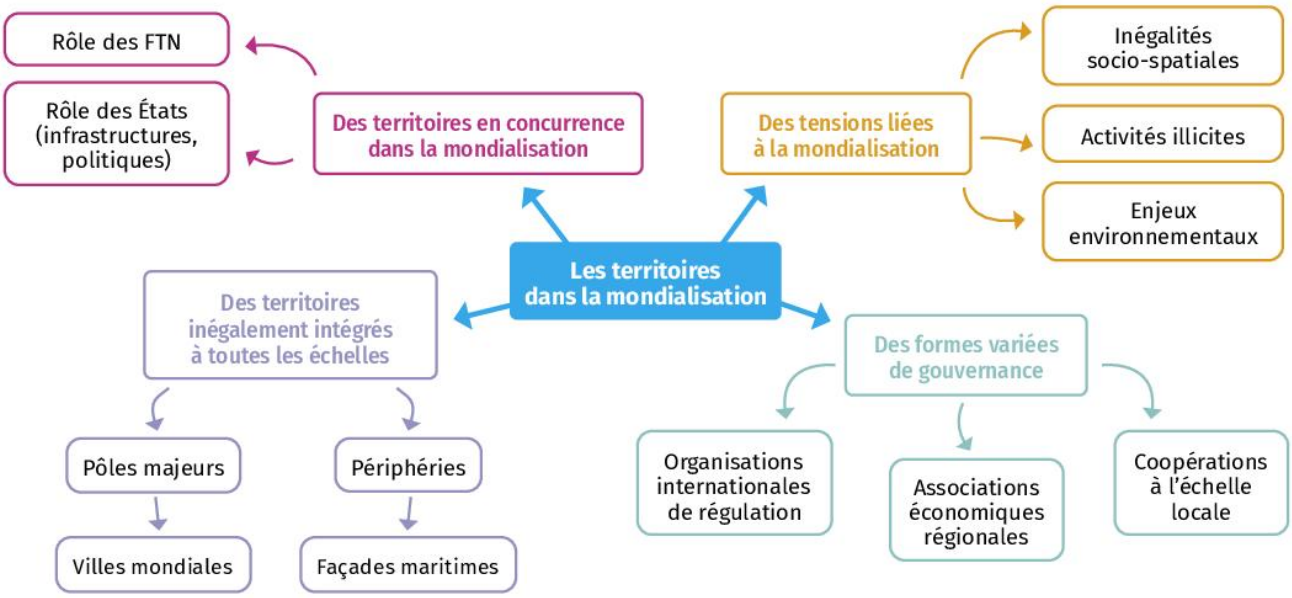
....

Ne pas confondre

• **Association économique régionale :** accord entre des États permettant d'établir un marché unifié par la suppression des droits de douane.
EX : l'Aceum (Accord Canada–États-Unis–Mexique) (ex Alena)

• **Organisation internationale (de coopération ou de régulation) :** organisation spécialisée de gouvernance visant à réguler les relations internationales et à encourager la coopération : FMI (Fonds monétaire international) pour la coopération monétaire et la stabilité financière mondiale ; OMC (Organisation mondiale du commerce) pour réguler les échanges commerciaux ; etc.

Mettre en relation



Changer d'échelle

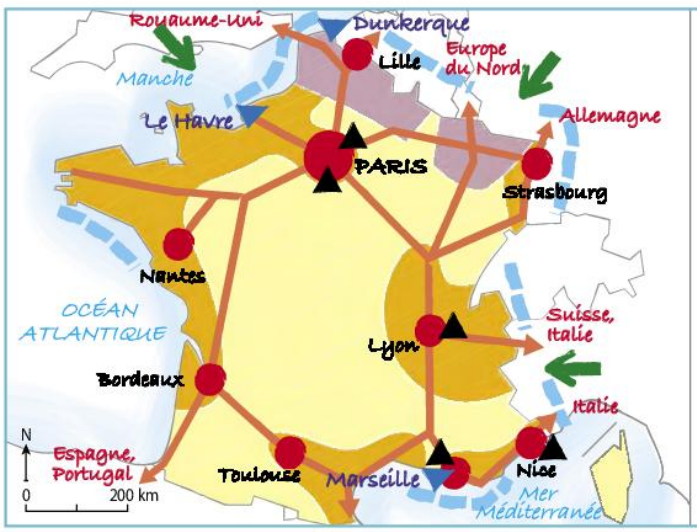
Du monde...

1. À l'aide de votre cours, illustrez chaque case de l'organigramme ci-dessus à partir d'exemples précis. Dans le choix des exemples, pensez à varier l'échelle.

... à la France

2. À quelle catégorie du croquis de typologie de la page ci-contre la France appartient-elle ? Comment le doc. 1 p. 624 nuance-t-il cette classification ?
3. À partir de vos connaissances sur l'inégale intégration des territoires dans la mondialisation, faites des hypothèses pour hiérarchiser les territoires français dans la mondialisation. Complétez la légende du croquis ci-dessous avec ces hypothèses.

Titre : .....



1. Les facteurs d'intégration dans la mondialisation

....

....

2. Des espaces productifs inégalement intégrés

....

....

....

4. Vérifiez la justesse de vos réponses en les confrontant au doc. 1 p. 328.

1 Le siège mondial de l'Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) à Paris

2 La « Sorbonne des sables » à Abu Dhabi (Émirats arabes unis)

Activités numériques

L'université de la Sorbonne à Abu Dhabi.
https://www.francetvinfo.fr

a. Comment les universités et les grandes écoles françaises des pays du golfe Persique favorisent-elles le rayonnement de la France dans le monde ?

b. À quelles concurrences ce rayonnement se heurte-t-il ?

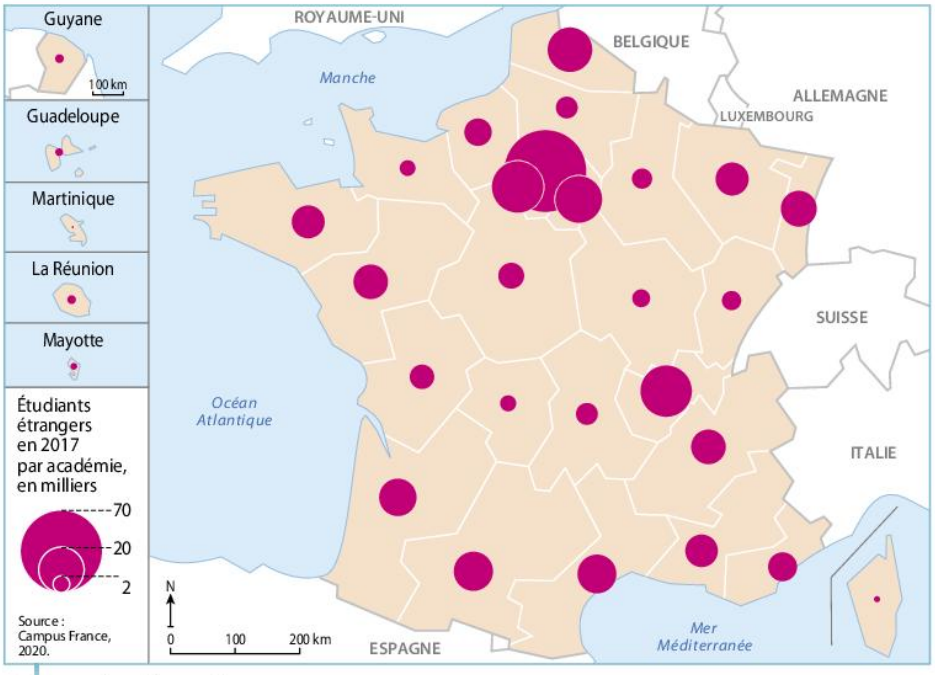
QUESTION

6

RESSOURCES EN +
Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

La France : un rayonnement international différencié et une inégale attractivité dans la mondialisation

À quels défis la France fait-elle face pour maintenir son influence et développer son attractivité dans la mondialisation ?



3 Les étudiants étrangers en France

1. Quels aspects du rayonnement français sont mis en valeur dans les doc. 1, 2 et 3 ?
2. Identifiez les territoires concernés par cette influence à l'échelle nationale. (doc. 3)
3. Quelles sont les limites de cette influence ? (vidéo et doc. 3)

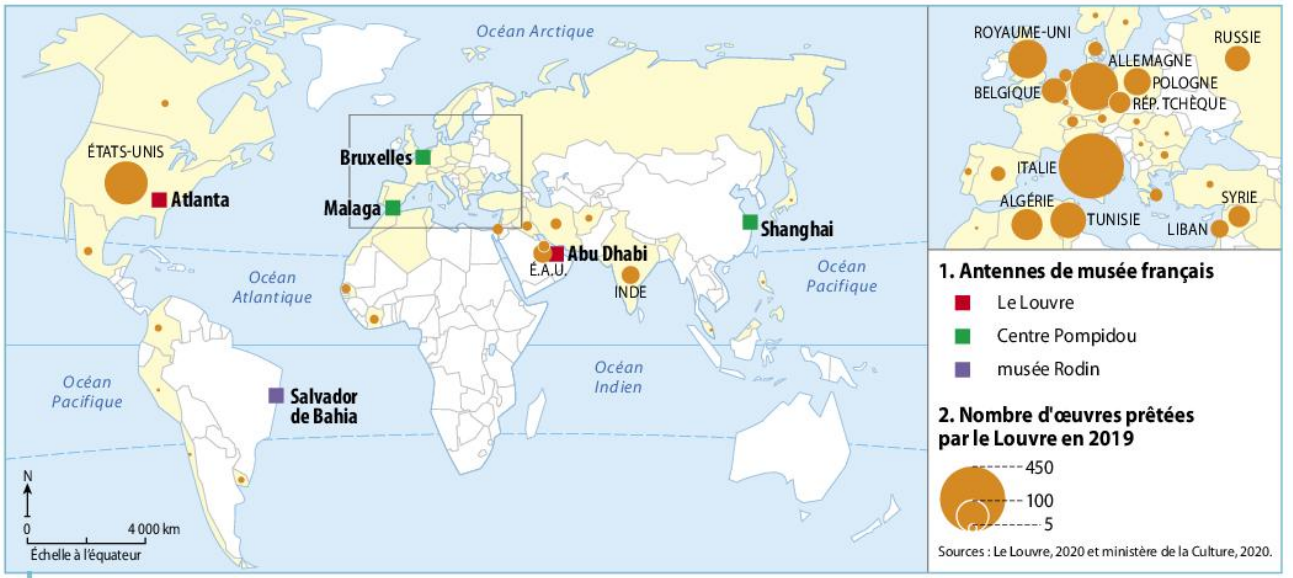
Étude de cas 1

Les musées français : entre influence culturelle et attractivité touristique

La France dispose, sur son territoire et à l'étranger, de 8 000 musées qui conservent des œuvres emblématiques de son histoire et du patrimoine mondial. Ces musées exercent cependant une attraction inégale, révélatrice des atouts et des limites de la France dans la mondialisation.

A Comment les musées, en France et à l'étranger, participent-ils au rayonnement de la France ?

Cours 1, p. 518-519



1 Les musées français dans le monde

2 **Le Louvre-Abu Dhabi, une réussite diplomatique**

Dessin de Chaunu pour l'inauguration du musée en 2017.

3 **Des musées aux retombées économiques majeures**

Dans un contexte de mondialisation effrénée de la culture, la Cour des comptes a mesuré le *soft power* des musées français. Le projet le plus exceptionnel concerne le Louvre-Abu Dhabi : il est prévu le prêt pour trente ans de la marque Le Louvre, la prestation de conseils et des prêts d'œuvres temporaires. Il devrait générer plus d'un milliard d'euros sur trente ans. Les Centres Pompidou à l'étranger reposent, eux, sur une vente temporaire de la marque dont la redevance, négociée pour cinq ans, apporte au minimum 1 million d'euros par an. Ce schéma pourrait être décliné en Corée du Sud, ou dans les pays d'Amérique du Sud et d'Afrique. La valorisation des musées se fait aussi en exportant des expositions clés en main. Elles concernent les musées bénéficiant d'une importante collection, comme le musée d'Orsay, qui a dégagé ainsi 16,6 millions de recettes entre 2012 et 2017, ou le Centre Pompidou qui a empoché 15,1 millions entre 2012 et 2018 avec trente expositions. Enfin, l'exportation de services techniques a pris de l'ampleur auprès de pays qui disposent d'infrastructures et de moyens financiers importants mais pas de collections : la Chine et les autres pays émergents sont demandeurs pour assurer une montée en gamme de leurs propres musées.

Le Monde, 17 juin 2019.

4 **Une antenne du centre d'art contemporain Georges Pompidou à Malaga (Espagne)**

Pays	Œuvres concernées	Origine du litige	Situation
Italie	Toiles de Léonard de Vinci pour une exposition au Louvre (2019-2020)	Blocage du prêt par l'Italie pour des raisons politiques	Déblocage en cours, prêt en retour de toiles de Raphaël pour une exposition à Rome
Nouvelle-Zélande	Têtes maories momifiées (musée du quai Branly et Musée de Rouen)	Demande de restitution de restes humains à vocation religieuse	Restitution effectuée (2013)
Bénin, Côte d'Ivoire	Œuvres symboliques de l'histoire des deux pays (musée du quai Branly)	Demande de restitution d'œuvres volées durant la colonisation	Restitution acceptée (2018)
Sénégal	2 000 œuvres du musée du quai Branly	Demande de restitution de toutes les œuvres volées	En attente depuis 2018

5 **Des musées au cœur de litiges historiques**
Source : *Télérama*, 23 février 2019.

Vocabulaire
- **Rayonnement :** fait pour un État d'exercer une influence sur un espace géographique extérieur.
- ***Soft power* :** capacité d'un État à influencer les autres États par des moyens culturels ou/et idéologiques.

Vérifier une hypothèse géographique

Itinéraire 1

Décrire et analyser les documents

1. Comment les musées français rayonnent-ils dans le monde ? (doc. 1, 3 et 4)
2. Identifiez les éléments faisant de l'ouverture du Louvre Abu Dhabi une réussite pour la France. (doc. 2 et 3)
3. Identifiez les limites au rayonnement des musées français dans le monde. (doc. 1 et 5)

Itinéraire 2 BAC E3C

Production graphique

Réalisez, à partir des doc. 1 à 5, une carte mentale pour vérifier l'hypothèse suivante :
« Les musées favorisent le rayonnement culturel de la France. »

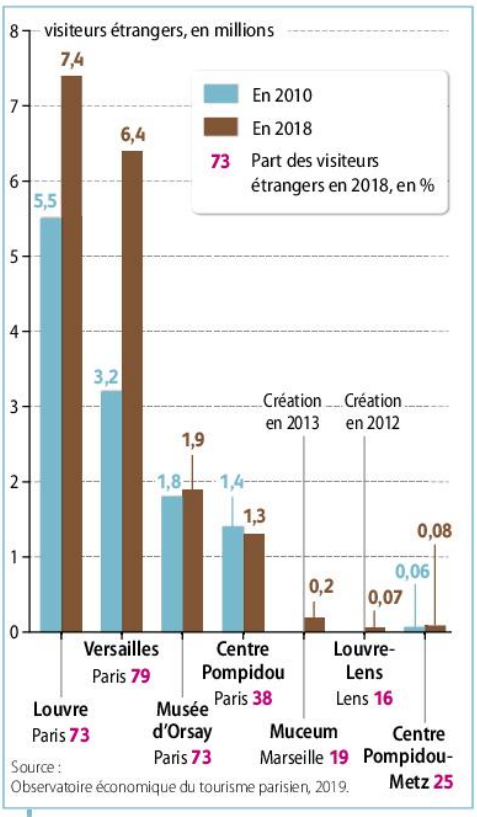
Vous montrerez les moyens, les retombées et les limites du rayonnement des musées français.

B Comment les musées renforcent-ils l'attractivité du territoire français ?

Cours 2, p. 524-525

6 Le Château de Versailles, une attractivité exceptionnelle

Versailles, par sa taille et son faste, symbolise pour les touristes étrangers la richesse patrimoniale et historique de la France.



7 Une attractivité internationale

8 Le Louvre-Lens, moteur d'attractivité pour le Pas-de-Calais

Comment accélérer la transformation touristique du Bassin minier et l'attractivité du Louvre-Lens, sorti de terre en 2012 et qui attire environ 450 000 visiteurs chaque année ? Depuis trois ans, c'est le carnet de route de la Mission Louvre-Lens de Pas-de-Calais Tourisme : elle a créé le dispositif Autour du Louvre-Lens (ALL), dernier né des contrats signés avec l'État afin de faire émerger le potentiel touristique des territoires. Ce dispositif a permis d'accompagner 80 projets touristiques, dont la construction du futur hôtel 4 étoiles du Louvre-Lens. La destination ALL s'est aussi lancée à l'assaut du marché japonais en signant un partenariat inédit avec la marque japonaise de prêt-à-porter Pas-de-Calais, donnant naissance à une collection d'écharpes haut de gamme inspirée du Bassin minier[1]. L'objectif de la mission entre 2018 et 2021 sera d'augmenter le nombre et la durée des séjours sur la destination.

La Voix du Nord, 31 juillet 2018.

1. Celui-ci déborde cependant largement la ville de Lens (le périmètre classé à l'Unesco s'étend sur 120 km de long), ce qui entraîne une dilution de la fréquentation touristique.

Itinéraire 1

Décrire et analyser les documents

1. Pour quelles raisons les musées français attirent-ils les flux internationaux ? (doc. 6 et 8)

2. Montrez le poids prédominant de l'attraction des musées parisiens. (doc. 7)

3. Identifiez l'intérêt du Louvre-Lens pour le développement du Pas-de-Calais et expliquez ses limites. (doc. 7 et 8)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

En quoi la fréquentation des musées par les touristes étrangers reflète-t-elle l'inégale attractivité du territoire français ?

Pour vous guider

Vous suivrez le plan suivant : des musées qui attirent des flux touristiques ; une attractivité qui profite surtout à l'Île-de-France ; des métropoles régionales qui développent l'attractivité de leurs musées.

QCM interactif | Organigramme PDF à télécharger | Croquis interactif + Version PDF à télécharger

Bilan de l'étude de cas

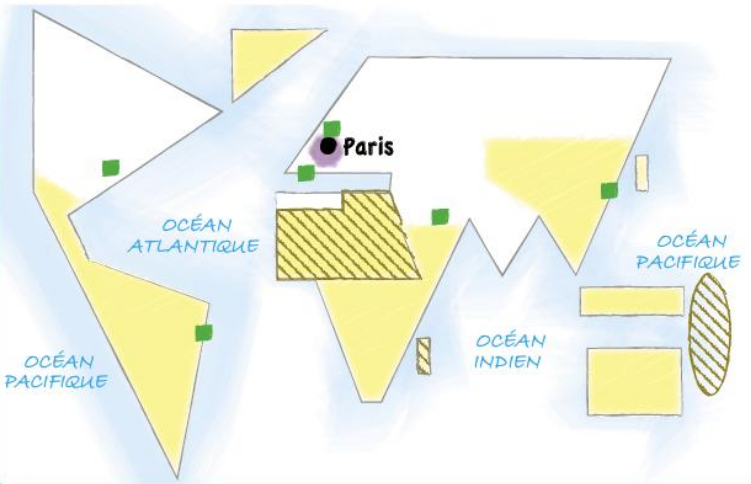
Retenir l'essentiel

Complétez le schéma fléché suivant à l'aide des informations des pages 510 à 512.

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 510 à 512, complétez le schéma suivant.

Titre : .....



1. Des musées au rayonnement inégal

.....

rayonnement des musées français

fort

moyen

faible

restitution d'œuvres

2. Des musées à l'attractivité contrastée

.....

flux de visiteurs internationaux

espace concentrant des musées moins attractifs

Changer d'échelle

De l'étude de cas... à la France

1. Dans quels autres domaines la France rayonne-t-elle dans le monde ? Cours 1, p. 518-519
2. En dehors des musées, dans quels autres domaines l'attractivité parisienne est-elle forte ? Cours 2, p. 524-525 Justifiez votre réponse à l'aide d'exemples précis.

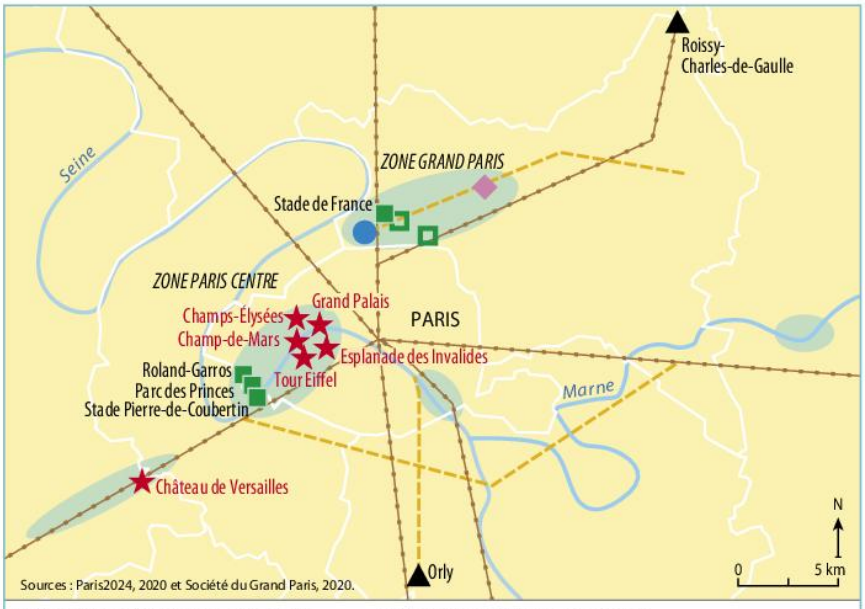
Comment la France peut-elle tirer parti de l'organisation des Jeux olympiques en 2024 ?

En 2024, la France organisera les Jeux olympiques d'été pour la 3e fois de son histoire, ce qui en fait la deuxième puissance olympique mondiale et contribue au renforcement tant de son rayonnement que de son attractivité.

1 Paris, une métropole sous le regard de 3,5 milliards de téléspectateurs

(1) Stade de France. (2) Autoroute (3) Piscine olympique (projet) (4) Passerelle sur l'autoroute (projet).

2 La mise en valeur de la politique environnementale française



3 Une attractivité parisienne renforcée

	Coûts, en milliards d'euros	Retombées, en milliards d'euros (scénario moyen)
Organisation événementielle	3,9 (privé : CIO, billetterie)	3,9
Infrastructures	3 (public 1,5 ; privé 1,5)	1,3
Tourisme		2,8
Total	6,9[1]	8,1[2]

5 Les JO (Jeux olympiques), une opportunité économique ?

1. Le budget final pourrait connaître un dérapage de 0,5 milliard (évaluation 2018).
2. Le scénario bas ne prévoit en revanche que 5,3 milliards de retombées.
Sources : CDES (Centre de droit et d'économie du sport), rapport indépendant à destination de Paris 2024, 2019 et franceolympique.com, 2020.

4 Les JO, une opportunité de développement pour la banlieue nord ?

L'œil du géographe

Certains voient dans les JO une chance inespérée de sortir la Seine-Saint-Denis de ses problèmes. Élus et organisateurs en attendent investissements et emplois, ainsi qu'une autre image de la banlieue. Effectivement, les Jeux devraient accélérer la réalisation d'anciennes opérations d'aménagement, comme la construction du village de la presse sur un ancien site de stockage de carburants, occasion d'accélérer une opération de logements qui date de 10 ans. Mais sur le front de l'emploi, le Mondial et l'Euro de football (1998 et 2016) ainsi que la Cop 21 (2015) n'ont rien changé au sort des habitants, car les emplois qu'ils génèrent sont temporaires et pas toujours adaptés aux populations résidentes. Les emplois générés par la construction des différents équipements des Jeux peuvent profiter temporairement aux habitants, à condition que les entreprises ne fassent pas appel à des travailleurs illégaux. De même, les habitants du territoire auront sans doute, grâce aux collectivités partenaires, un accès prioritaire aux emplois liés aux Jeux olympiques, mais ils seront cantonnés aux emplois les plus précaires.

B. Lebeau, *les Jeux olympiques de 2024 : une chance pour le Grand Paris ?*, *Echogéo*, 12 février 2018.

Confronter le savoir acquis en géographie avec ce qui est entendu, lu et vécu

Itinéraire 1

Lire et confronter les documents

1. Comment les Jeux olympiques de 2024 peuvent-ils contribuer à donner une image positive et moderne de la France à l'international ? (doc. 1 et 2) Pourquoi le doc. 2 nécessite-t-il toutefois un regard critique ?
2. Pourquoi les Jeux olympiques peuvent-ils renforcer le poids de la métropole parisienne ? (doc. 3, 4 et 5)
3. Quels peuvent être les problèmes et les limites de cette attractivité ? (doc. 4 et 5)

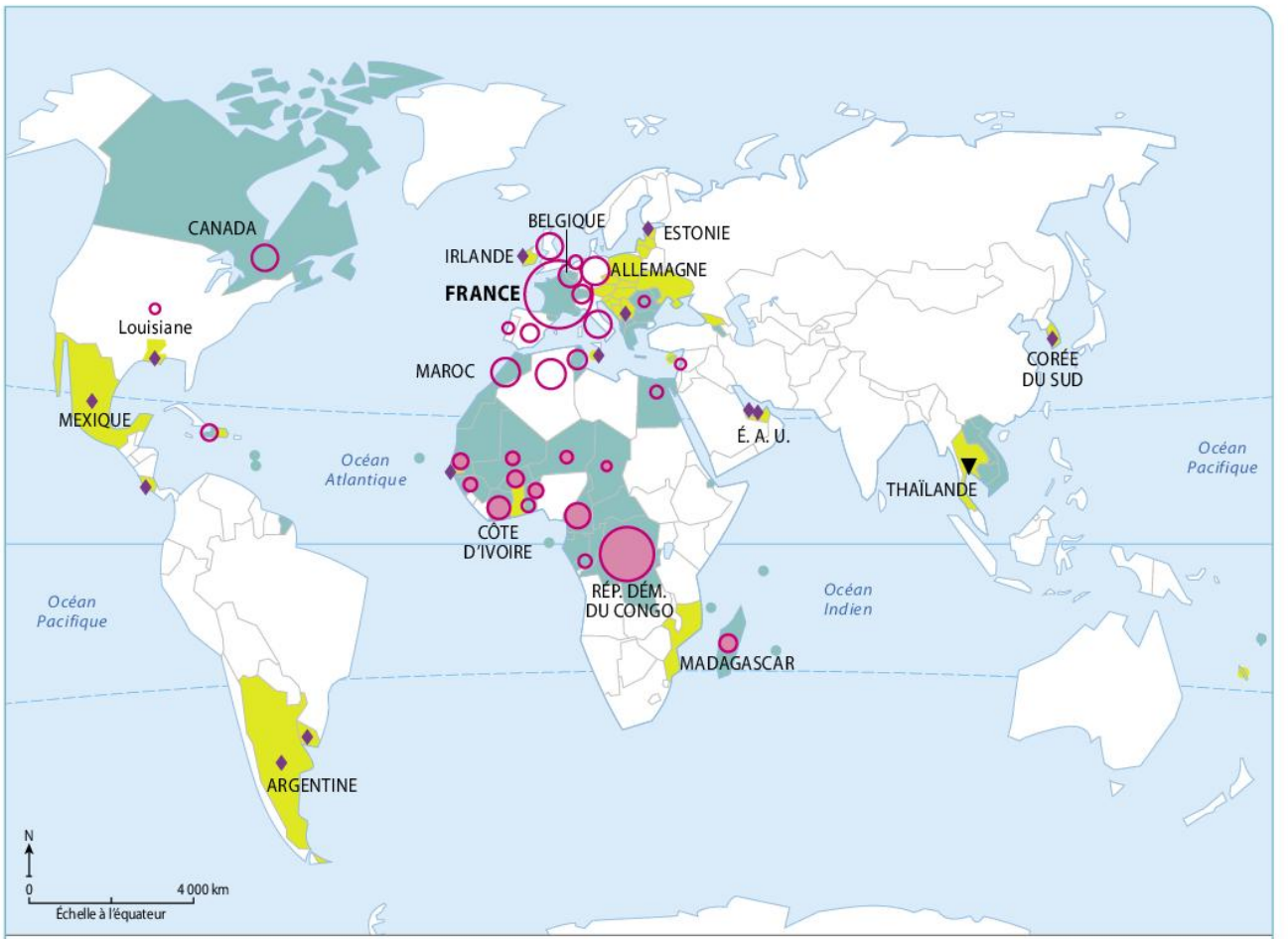
Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Quand le Comité international olympique annonce en 2017 l'attribution des Jeux olympiques de 2024 à Paris, un sondage montre que 8 Français sur 10 considèrent que c'est une bonne nouvelle pour la France et Paris. Dans quelle mesure cette opinion est-elle fondée ?

Le rayonnement international de la France

Carte interactive



1. Une diffusion mondiale de la langue française

locuteurs francophones, en millions

66

10

2

prévision de croissance des locuteurs francophones de plus de 200 % entre 2015 et 2050

2. Un outil diplomatique

État membre de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF)

État observateur ou associé

État suspendu [1]

adhésion depuis 2010

1. En raison du non-respect des droits et principes démocratiques promus par l'organisation.

Sources : B. Simmat, *Atlas de la France du futur*, 2016 et OIF, 2020.

1 La francophonie, un outil majeur de rayonnement

Lire les cartes

Carte 1

L'OIF vise à donner à la France une influence diplomatique majeure sur les pays qui utilisent le français comme langue officielle ou de communication. Elle a pour objectif de rayonner aussi sur ceux qui partagent ses valeurs de démocratie et de paix.

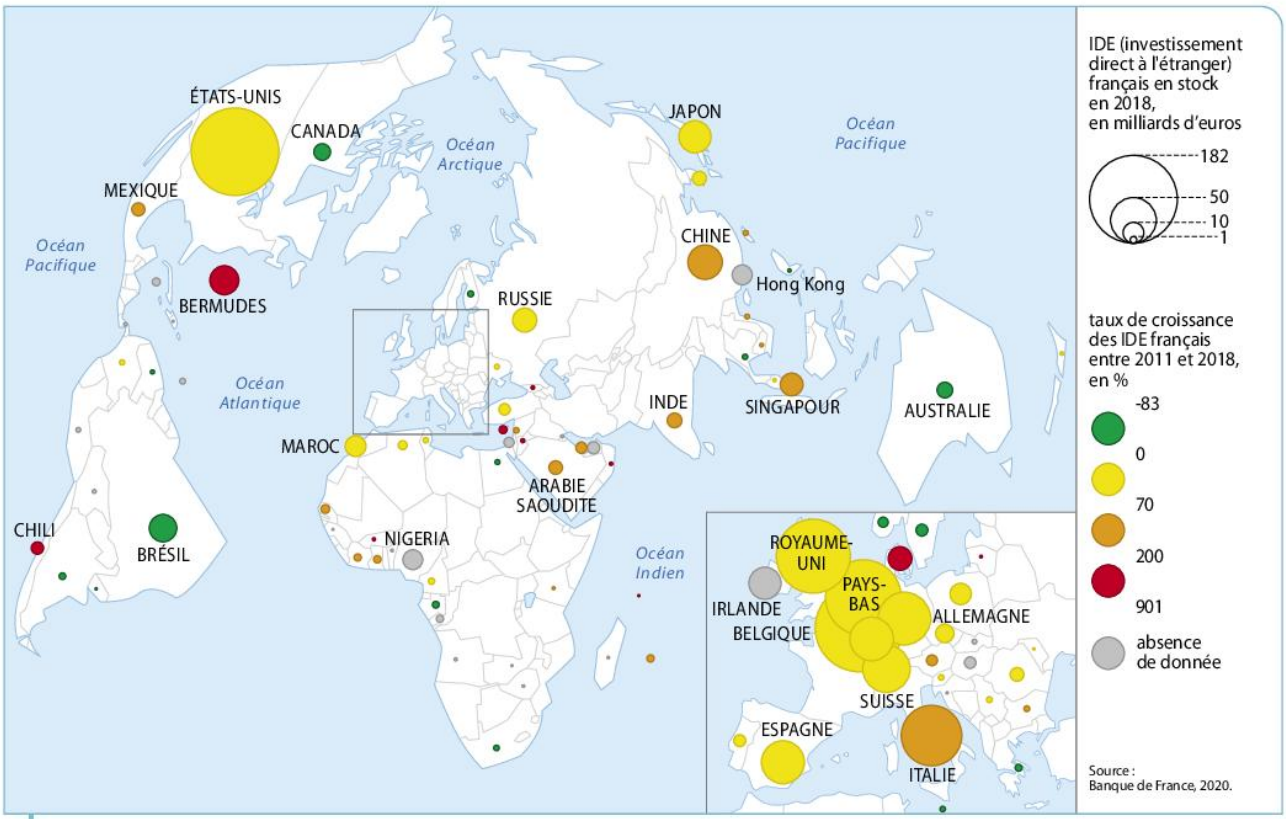
Identifiez les espaces où le français est particulièrement développé et expliquez pourquoi. Confrontez ces localisations à celles de l'OIF et émettez des hypothèses d'explication.

Cartes 2 et 3

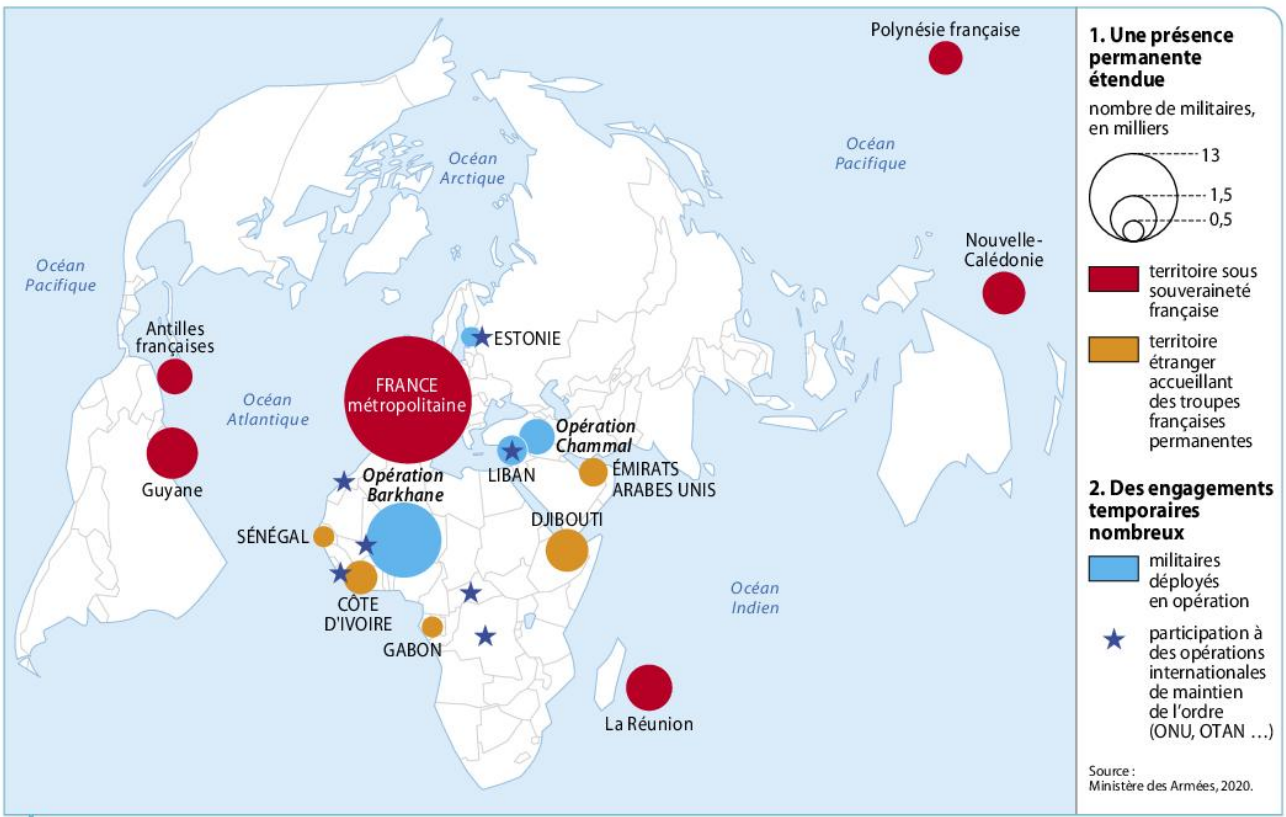
La France participe aux réseaux de la mondialisation aussi bien en émettant des flux d'investissements qu'en organisant une présence militaire à l'échelle mondiale. Ce rayonnement montre cependant des limites.

Décrivez la répartition des IDE (investissements directs à l'étranger). Que peut-on en déduire sur les atouts et les faiblesses de la puissance économique française ? Dans quelles régions du monde la présence militaire française est-elle particulièrement développée ?

À l'aide des cartes 1, 2 et 3, dressez la liste des régions qui échappent au rayonnement de la France dans le monde.



2 **Les investissements des entreprises françaises à l'étranger, relais de l'influence dans le monde**



3 **Le déploiement de l'armée française**

Cours 1

QCM interactif cours

La France : un rayonnement international différencié

Quels sont les effets de la mondialisation sur le rayonnement de la France ?

A Une influence géopolitique mondiale forte mais en recul

La France joue un rôle politique et diplomatique. Elle est présente dans les grandes organisations internationales comme le G7 et possède un siège permanent au conseil de sécurité des Nations unies. Elle dispose en outre du 3e réseau mondial d'ambassades, derrière la Chine et les États-Unis.

Son réseau militaire lui assure une présence mondiale mais se recompose. Elle appartient au club restreint des puissances militaires nucléaires et déploie hors de la métropole les 2/3 de ses soldats. Pour des raisons géopolitiques et financières, ce dispositif militaire se recentre sur l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient (doc. 2).

La France cherche à redéfinir sa place dans la gouvernance mondiale. Pour compenser sa perte d'influence face aux États-Unis et à la Chine, elle mise sur le multilatéralisme, les valeurs d'universalité et la défense de l'environnement. Elle a pesé dans la réalisation de l'accord de Paris sur le climat et appelé en 2018 à des pratiques communes de cyberdéfense.

B Un fort rayonnement culturel mondial

La France valorise son image et sa culture en créant la « marque France » (Repère A) pour soutenir ses domaines d'excellence. C'est le cas du luxe, dont les entreprises françaises détiennent le 1/4 du marché mondial, ou du cinéma, dont la France demeure le 2e exportateur au monde en nombre d'entrées.

Le pays bénéficie d'un réseau culturel étendu. L'Organisation internationale de la francophonie rassemble les pays partageant la langue française. Les réseaux de promotion de la langue (lycées français de l'étranger, Alliances françaises) et de la culture (Instituts français) assurent une présence mondiale.

Néanmoins, ces réseaux culturels font face à une perte de rayonnement. Face à la concurrence de l'anglais et au développement des réseaux chinois et russes en Afrique, les réseaux d'enseignement et de promotion de la culture française se rapprochent. Ils cherchent à mieux valoriser les cultures locales et la présence des 2 millions de Français de l'étranger (doc. 1).

C Un rayonnement économique fragilisé

L'économie de la France, classée au 7e rang mondial, souffre d'une ouverture insuffisante. Son intégration se fait surtout à l'échelle de l'Union européenne, avec laquelle la France réalise 2/3 de ses échanges. Les exportations, dominées par l'aéronautique et l'agroalimentaire, se concentrent aussi sur les marchés d'Amérique du Nord et du Japon, et peinent à atteindre les pays émergents (Repère B).

Ces difficultés sont dues à des faiblesses majeures. Les exportations reposent sur une gamme de produits limitée : les 2/3 des exportations de haute technologie relèvent de l'aéronautique. De plus, le pays n'est classé qu'au 13e rang mondial pour la part du PIB consacrée à la recherche et développement. Enfin, très peu de PME participent à l'ouverture économique.

Cependant, des politiques sont mises en œuvre pour remédier aux difficultés. Le réseau French Tech décerne un label aux métropoles les plus favorables à l'innovation. La France a choisi de ratifier l'accord commercial entre l'UE et le Canada pour élargir le marché de l'UE, malgré les oppositions de l'opinion publique. Elle tente de mettre en place une fiscalité commune sur les géants du numérique.

La mondialisation impose à la France de réorienter sa politique pour maintenir une influence dans l'ensemble du monde.

Vocabulaire

- **Francophonie :** ensemble des populations qui partagent l'usage de la langue française.
- **Multilatéralisme :** mode de relations interétatiques visant à établir des règles communes.
- **PME (petites et moyennes entreprises) :** entreprise qui emploie moins de 250 salariés.

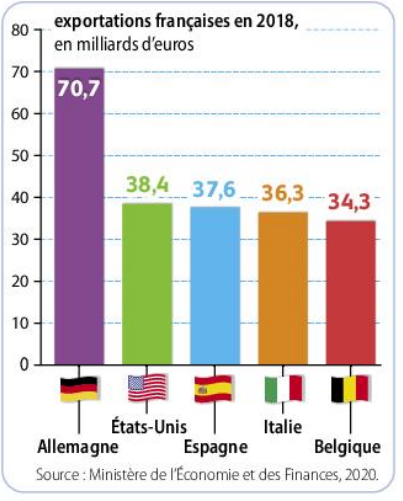
REPÈRE A

Logo de la marque France

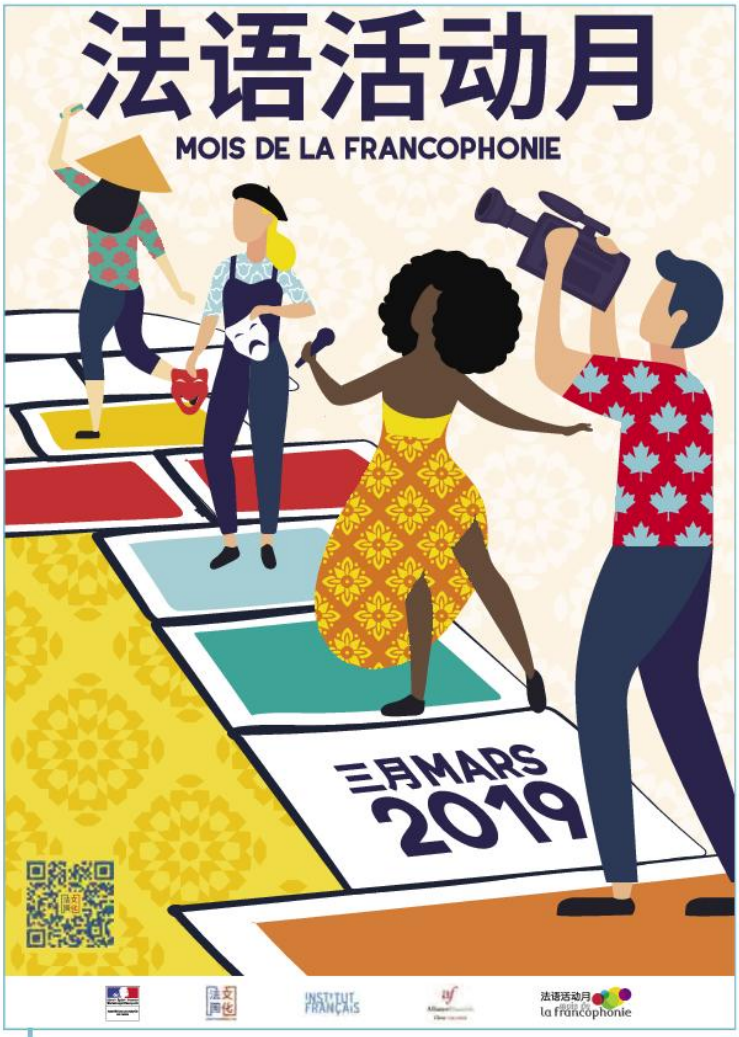
France.fr

REPÈRE B

Les partenaires économiques de la France



Source : Ministère de l'Économie et des Finances, 2020.



1 Affiche pour les Rencontres du cinéma francophone en Chine

2 **Le rayonnement militaire français à Djibouti**

Les forces françaises de Djibouti sont la plus grande force française permanente stationnée en Afrique. Ce réservoir permet de projeter rapidement des forces en cas de crise, comme ce fut le cas avec les opérations Barkhane ou Chammal[1]. Cette présence vise à répondre en outre à deux objectifs stratégiques majeurs : la capacité à intervenir sur les lignes de communication maritimes et la lutte contre le terrorisme. L'importance stratégique et la stabilité de Djibouti n'ont pas échappé aux autres puissances (États-Unis, Japon, Chine, Italie) qui se sont implantées, engendrant une perte d'influence relative de la France. Cette dernière a conservé une image de protecteur du pays, dont les autres partenaires ne bénéficient pas, mais cette image a. en même temps. été assombrie par un sentiment de désengagement militaire, politique et économique. Ainsi la politique d'économie budgétaire dans le domaine de la Défense envisagée en 2013 et le départ de la Légion étrangère, transférée dans les Émirats arabes unis en 2011, ont laissé des traces.

Diplomatie, avril-mai 2018.

1. Opérations militaires extérieures de la France, respectivement au Sahel, en Irak et en Syrie.

Capacités & Méthodes

Confronter deux documents

Remplissez le tableau suivant pour analyser le rayonnement de la France dans le monde.

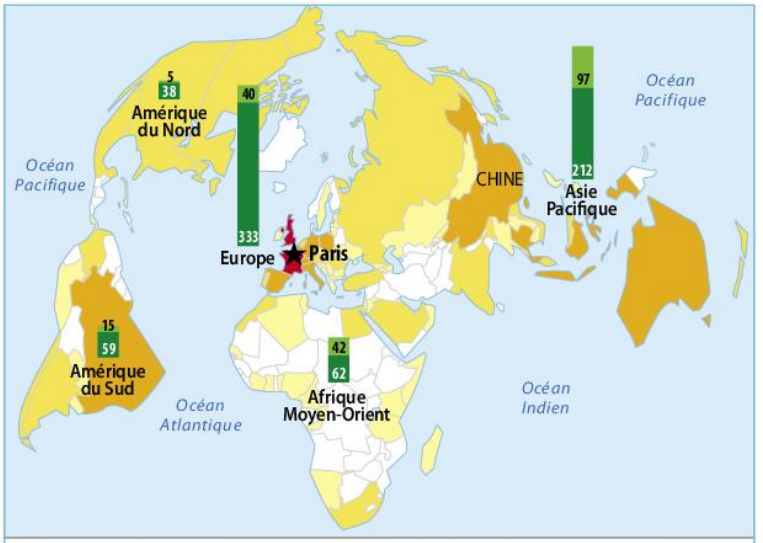
Rayonnement de la France	Doc. 1 :	Doc. 2 : .....
Nature	*Langue et culture*	
Acteur		
Région concernée		
Enjeu		
Limites		

Pour vous guider

Aidez-vous des cartes p. 516-517 pour identifier des limites et porter un regard critique sur les documents.

Exemple

Comment le groupe hôtelier Accor contribue-t-il à la puissance économique de la France ?



1 Une stratégie de développement planétaire

Nombre d'hôtels (rang)	Europe	Monde
Accor (France)	2 900 (1e)	4 900 (6e)
Marriott (États-Unis)	600 (4e)	6 400 (1e)
Hilton (États-Unis)	400 (7e)	5 685 (3e)

3 Un groupe confronté à une concurrence internationale

Sources : Accor, 2020, Hilton, 2020 et Marriott, 2020.

2 Une politique de rachat dans le secteur du luxe

Présent dans 20 pays d'Afrique avec 114 hôtels, Accor y rivalise avec l'américain Marriott, et si le français détient le plus grand nombre de chambres, l'américain le dépasse en nombre d'hôtels. En 2014, Marriott a racheté la plus grande chaîne d'hôtels sud-africaine. Or Accor n'avait jusque-là que 5 hôtels dans la première économie du continent : il a fait le choix d'un partenariat avec la marque Mantis, spécialisée dans le luxe et l'**écotourisme**, qui compte une trentaine d'établissements en Afrique du Sud et propose des safaris à une clientèle surtout européenne privilégiée. Mantis espère ainsi démultiplier son accès aux clients internationaux. Dans l'échange, Accor récupère un partenaire local, fin connaisseur de l'Afrique du Sud et de ses défis, pour pouvoir y développer ses marques. Selon le PDG d'Accor, *« on poursuit la stratégie de Mantis, une stratégie de niche, ce qui n'empêchera pas ensuite mes équipes de développeurs d'ouvrir un Pullman, un Novotel ou un Ibis[1] à Johannesburg ou Durban »*.

Le Monde, 7 avril 2018.

1. Marques du groupe représentant respectivement les catégories luxe, moyen de gamme et économique.

Vocabulaire

Écotourisme : forme de tourisme respectueuse de l'environnement.

Identifier les ressources d'une situation géographique

Itinéraire en groupe

Dans le cadre d'un congrès, le PDG d'Accor est invité à présenter le développement international de son entreprise. Une partie de la classe écrit le texte de son discours.

Pour vous guider

Décrivez la présence mondiale actuelle de l'entreprise, puis montrez les stratégies de développement actuelles.

Une directrice du groupe Marriott lui répond en soulignant les limites de développement de son groupe. L'autre partie de la classe écrit son intervention.

Pour vous guider

Montrez à la fois les limites de la présence internationale du groupe Accor mais aussi la concurrence qu'il rencontre.

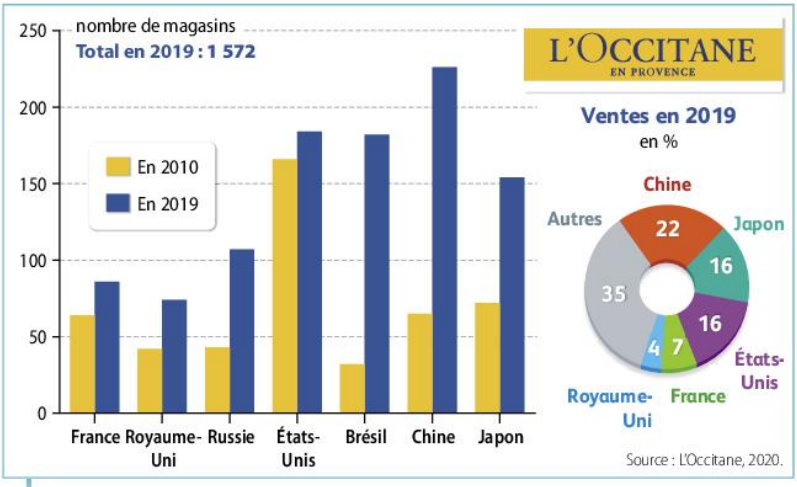
Exemple

Comment le groupe L'Occitane valorise-t-il son image locale pour se développer internationalement ?

1

Une publicité L'Occitane à Hong Kong

Né à Manosque, le groupe L'Occitane est désormais présent dans 90 pays et il est le 1er groupe français coté à la Bourse de Hong Kong.



2 **L'Occitane : les stratégies commerciales internationales d'une FTN**

3

Des stratégies pour le marché anglo-saxon

Avec ses senteurs de Provence et ses racines françaises, L'Occitane a conquis le monde, Asie en tête. Elle prend à présent l'accent british en s'offrant une nouvelle marque de produits de beauté, britannique, naturelle et de luxe, Elemis. Il s'agit, pour le groupe d'accélérer sur un marché cosmétique mondial haut de gamme en hausse de 5 % en 2018. Elemis lui ouvre plus larges les portes du Royaume-Uni (58 % de son chiffre d'affaires de 140 millions de dollars) et des États-Unis (16 %). L'Occitane parie aussi sur l'énorme potentiel de croissance d'Elemis en Asie-Pacifique.

Le Figaro, 15 janvier 2019.

Mettre en relation des faits de localisations différentes

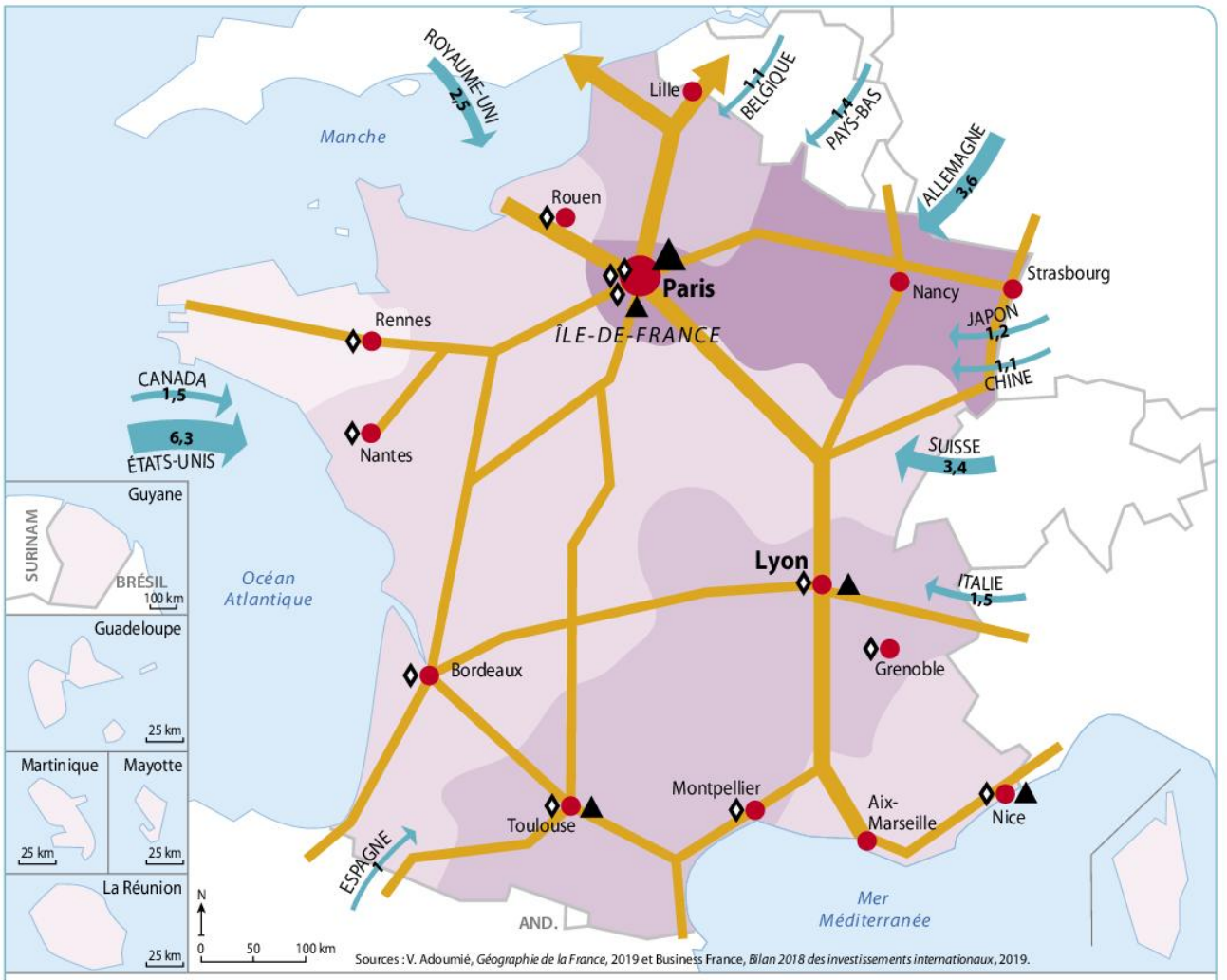
Itinéraire guidé

Complétez le tableau suivant pour comparer les exemples p. 520 et 521 et expliquer les stratégies de développement international des entreprises françaises.

	Accor	L'Occitane
Dynamisme du groupe		
Degré de développement international		
Valorisation de l'identité française		
Difficultés et limites		

Des territoires français inégalement attractifs dans la mondialisation

Carte interactive



1 L'attractivité économique de la France

Lire les cartes

Carte 1

L'intégration de la France à la mondialisation se traduit par une forte attractivité sur les flux d'investissements, qui se concentrent toutefois dans quelques territoires.

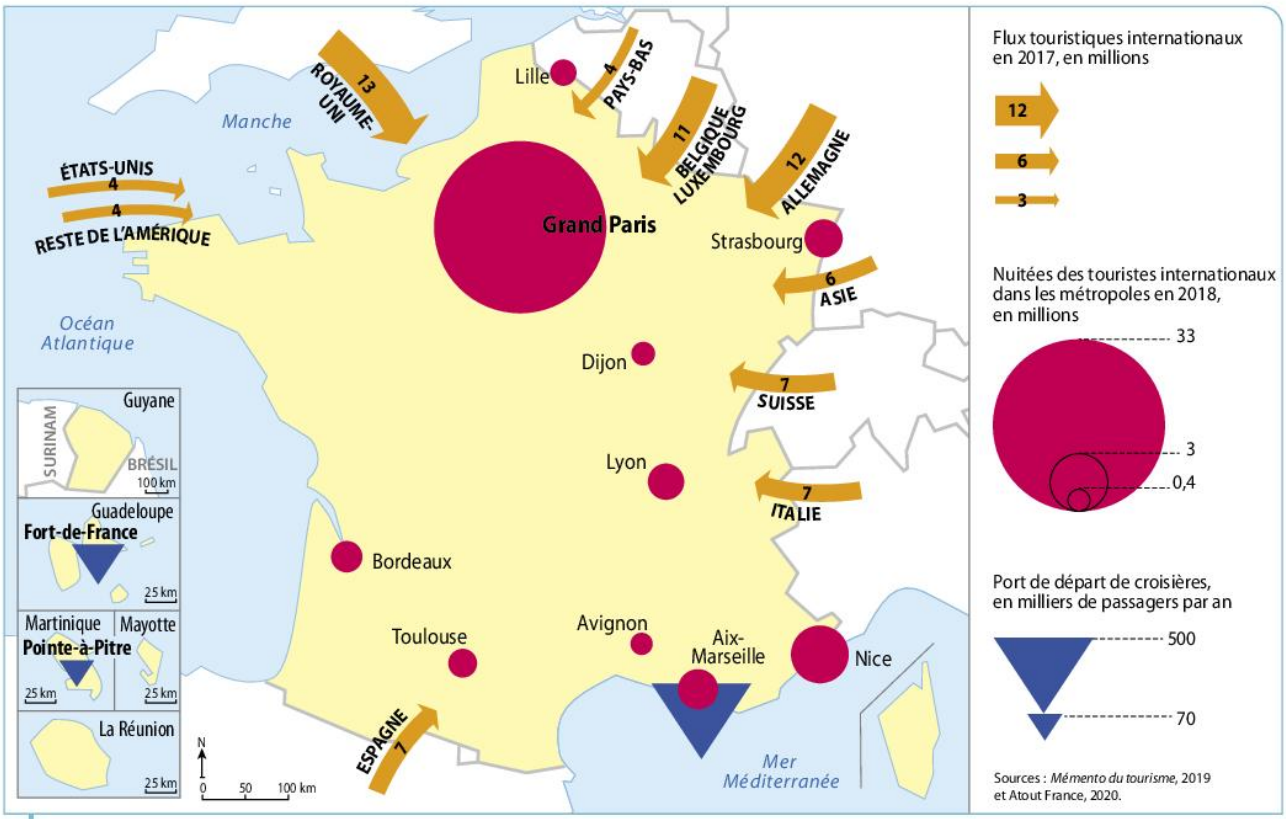
Quels espaces sont les plus attractifs ? Quels espaces sont marginalisés ? Quels facteurs expliquent l'attractivité des régions pour les IDE ?

Cartes 2 et 3

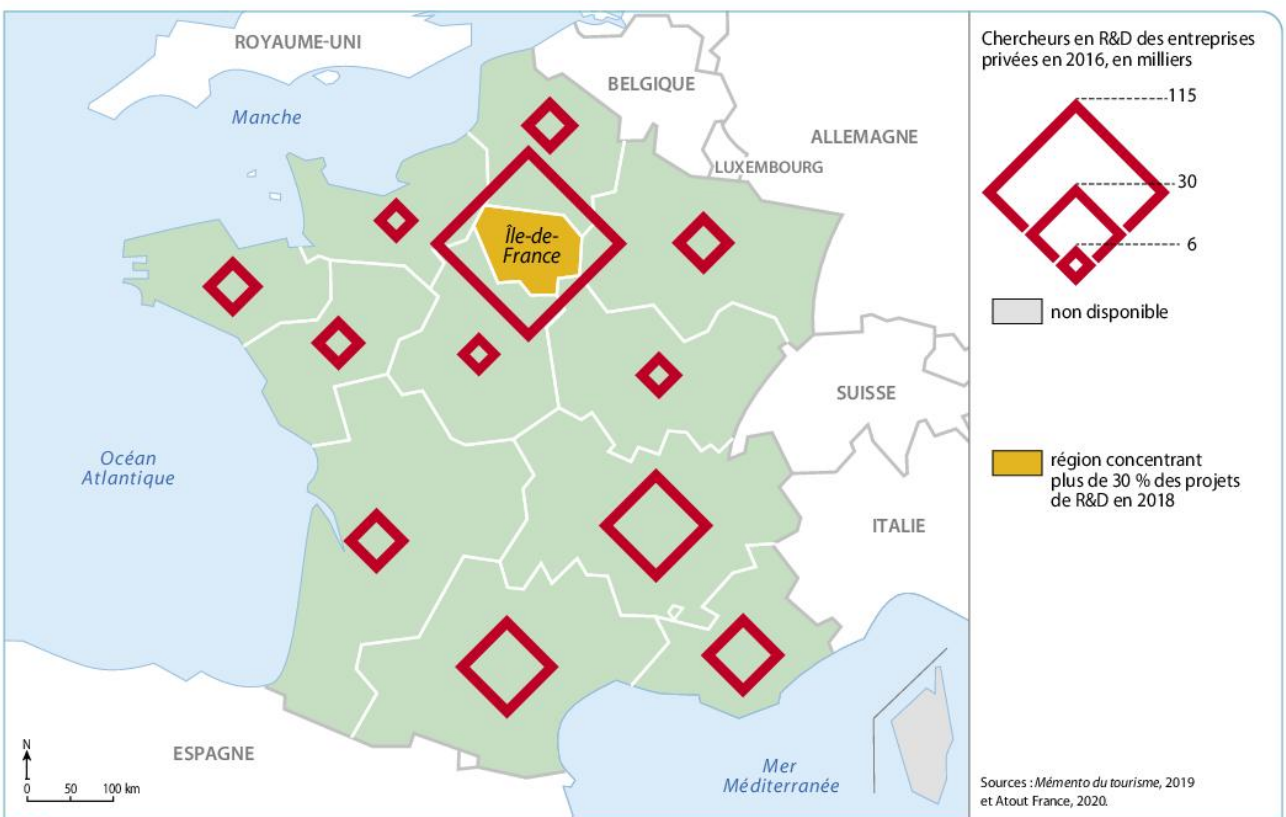
Cette intégration se manifeste aussi par des flux humains, notamment de touristes, et aboutit à une forte hiérarchisation des territoires en fonction de multiples facteurs comme la concentration des chercheurs.

D'où provient la majorité des touristes étrangers et quelles régions françaises les attirent le plus ?

Comment la carte 3 peut-elle expliquer la répartition des investissements étrangers de la carte 1 ? Comment le poids de l'Île-de-France se trouve-t-il renforcé par les flux provenant de l'étranger (doc. 1, 2 et 3) ?



2 L'attractivité touristique de la France



3 L'innovation en France

Cours 2

QCM interactif cours

Une inégale attractivité des territoires français

Comment les territoires français font-ils face à la concurrence internationale ?

A À l'échelle nationale, un territoire qui valorise ses atouts

La France est le 5e pays le plus attractif au monde pour les investissements directs à l'étrangers en 2019 (Repère A). Ses atouts sont une main d'œuvre bien formée et productive, une bonne accessibilité et un bassin de consommation national et européen. Les entreprises étrangères y emploient 2 millions de personnes (doc. 1).

Elle exerce également une attractivité touristique majeure : 1re destination touristique au monde, elle a accueilli 90 millions de touristes internationaux en 2018, ces derniers provenant aux 2/3 d'Europe. L'État et les collectivités cherchent à diversifier ces flux. Le nouveau label « Capitale française de la culture » (1er titre en 2021) vise en outre à attirer ces touristes en région.

Des institutions internationales siègent en France. La présence de l'Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) et de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) à Paris témoignent du rayonnement politique et culturel du pays. L'Autorité bancaire européenne, contrainte de quitter Londres en 2019, a choisi Paris parmi 7 villes européennes susceptibles de l'accueillir.

B À l'échelle régionale, des territoires inégalement attractifs

La métropole parisienne reste la plus attractive. Porte d'entrée de la France pour les investissements les plus stratégiques comme ceux de la finance, dont elle réalise 91% de l'activité, Paris attire la majorité des flux du tourisme d'affaires. De plus, elle se classe au 1er rang mondial pour le nombre de congrès internationaux.

L'attractivité des métropoles régionales demeure modeste et ciblée (Repère B). Toulouse attire les IDE de l'aéronautique (doc. 2), Nice les flux touristiques. Grâce à sa position médiane en Europe, Lyon fait exception en accueillant des institutions (Centre international de recherche contre le cancer, Interpol) et des FTN étrangères (centre de formation du canadien Robotiq).

L'attractivité des autres territoires reste ponctuelle. Elle peut provenir d'une situation frontalière ou d'atouts touristiques : les hôtels de Centre-Val de Loire totalisent 1,4 million de nuitées étrangères grâce aux châteaux de la Loire et au zoo de Beauval.

C L'essor des politiques publiques pour favoriser l'attractivité

Face à la concurrence mondiale, les politiques pour renforcer l'innovation se multiplient. L'État favorise les *clusters* par la relance en 2019 des pôles de compétitivité. À Paris, il soutient la Station F, campus de plus de 1 000 *start-up* dont certaines sont parrainées par Microsoft.

Attirer des événements internationaux mobilise les efforts de l'État et des collectivités. Paris a obtenu les Jeux olympiques (2024) et plusieurs collectivités (Biarritz, Tahiti...) se disputent l'organisation de la compétition mondiale de surf.

Malgré les efforts, l'attractivité des territoires ruraux et ultramarins reste faible. La « Marque Auvergne » valorise la nature préservée et les filières régionales d'excellence (automobile), mais malgré l'installation de la fibre, le territoire reste peu attractif. En Guadeloupe, les efforts pour diversifier la clientèle touristique se heurtent à la fermeture de la liaison aérienne avec les États-Unis (2019).

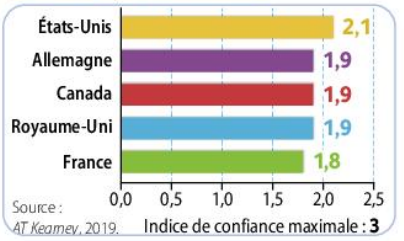
L'attractivité de la France dans la mondialisation révèle de fortes inégalités territoriales que cherchent à atténuer les politiques publiques.

Vocabulaire

- **Pôle de compétitivité :** regroupement, sur un territoire donné, d'entreprises et de centres de recherche publics ou privés, dans le but de développer l'innovation. Encouragés par l'État, il existe 56 pôles de compétitivité en France en 2020.
- **Tourisme d'affaires :** ensemble des activités liées aux déplacements et séjours des hommes d'affaires et visiteurs des congrès.

REPÈRE A

Les États bénéficiant de la plus forte confiance des investisseurs



Source : *AT Kearney*, 2019.

REPÈRE B

L'attractivité des métropoles vue par les investisseurs

Source : EY, *Baromètre de l'attractivité de la France*, 2019.

1 Une attractivité inégale à toutes les échelles

L'attractivité économique de la France progresse. Une situation qu'expliquent divers facteurs : la qualité de ses infrastructures (notamment électriques), ses hubs de transports, la productivité horaire du travail et le potentiel de financement des entreprises, mais aussi la dynamique de création d'entreprise et celle des *start-up* et de la French Tech, sans omettre la qualité de la recherche. Des évolutions récentes soutiennent cette attractivité, comme le Programme d'investissement d'avenir et l'action de Business France, solide opérateur public unifié. Cependant, l'attractivité est très différenciée selon les territoires. Par exemple, le Nord-Est se montre plus ouvert aux capitaux étrangers, et davantage de sociétés étrangères y emploient des salariés que dans l'Ouest. Mais il est aussi nécessaire de réaliser un examen très fin, au niveau des intercommunalités et des communes. C'est là que se joue pour beaucoup l'attractivité : proximité d'infrastructures, présence des compétences recherchées et à offrir, capacité à proposer un foncier ou un immobilier adapté, ainsi qu'un cadre de vie attractif pour les actifs. Les métropoles concentrent beaucoup d'emplois, mais au-delà des sièges sociaux dans les métropoles, ce sont des territoires de villes moyennes, périurbains ou ruraux, qui ont très majoritairement attiré les projets industriels ou logistiques (69 % des projets) ces dernières années. Les périphéries des métropoles, les villes moyennes et les territoires ruraux profitent aussi de l'amélioration de l'image du pays.

Commissariat à l'égalité des territoires[1], 2020.

1. service d'État chargé de l'aménagement et de l'attractivité des territoires.

2 Campagne de communication de la métropole de Toulouse

Capacités & Méthodes

Vérifier une hypothèse sur une situation géographique

1. Quels sont les facteurs d'attractivité des métropoles ? (doc. 1 et 2)
2. Pourquoi l'attractivité du territoire ne se limite-t-elle pas aux métropoles ? (doc. 1)
3. Rédigez une synthèse d'une dizaine de lignes qui discute l'idée que les métropoles concentrent l'attractivité internationale.

Exemple

La nouvelle région Sud peut-elle devenir le 2e pôle d'attractivité économique en France ?

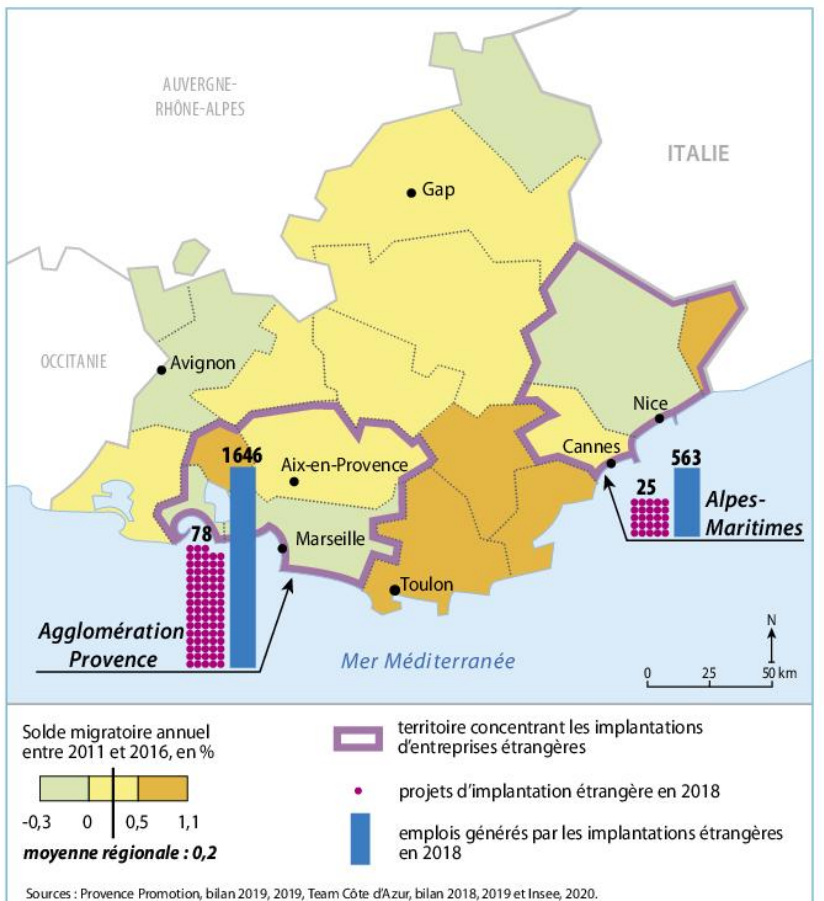
Située à 900 km de Paris, la nouvelle région Sud (anciennement PACA) cherche à mettre en valeur son environnement, sa culture et ses entreprises pour attirer et conserver sur son territoire les activités de haute technologie et les actifs les plus qualifiés.

1 **Campagne de promotion de la technopole Sophia Antipolis**

2 Un environnement économique favorable

Aix-Marseille est devenue l'une des douze villes françaises à recevoir le label « Capitale French Tech » : le dispositif permet par exemple de recruter du personnel étranger très qualifié en facilitant le processus de demande de visa. Elle souhaite devenir un centre des nouvelles technologies, avec un aéroport international (même s'il est petit), un port international et la plus grande université francophone au monde (elle compte plus de 77 000 étudiants). D'après Invest in Provence, l'agence de promotion régionale, le nombre de câbles sous-marins qui relient Marseille au reste du monde a quadruplé au cours des quatre dernières années et on espère arriver à 18 câbles en 2019. Par conséquent, les centres de données sont de plus en plus nombreux à s'installer dans la région, qui est celle qui en compte le plus en dehors de l'Île-de-France. Aix-Marseille French Tech Région Sud a maintenant 800 *start-up* sous son aile. Vingt-cinq d'entre elles se sont présentées au CES (Consumer Electronics Show), le plus grand salon du monde consacré à l'innovation en électronique grand public, à Las Vegas en 2019.

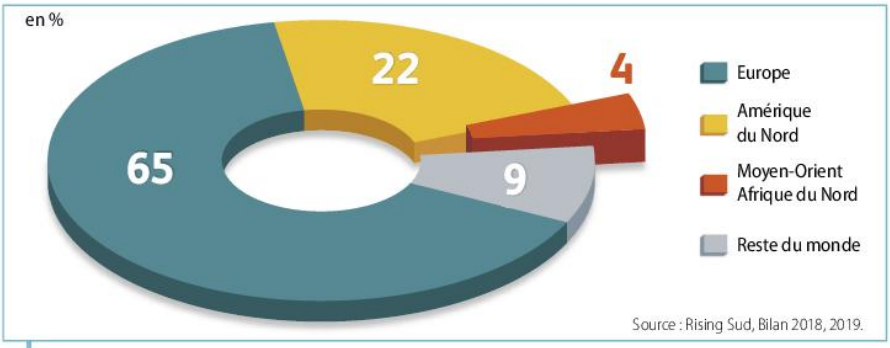
Forbes (magazine américain), publié dans *Courrier international*, 18-24 juillet 2019.



3 **La région Sud : une attractivité inégale**

4 **Un cadre de vie attractif**

Le marché d'Aix-en-Provence, vitrine des productions locales agricoles (melon, olive, fraise) et artisanales (savonnerie, poterie), symbolise un art de vivre à la française. Il participe au rayonnement régional bien au-delà des frontières nationales.



5 **Les créations d'emplois des entreprises étrangères en région Sud en 2018**

Vocabulaire

- **French Tech :** label qui réunit les acteurs du numérique (investisseurs, *start-up*...) pour favoriser le recrutement de travailleurs qualifiés.

Identifier les ressources d'une situation géographique

Itinéraire guidé

1. Classez les atouts de la région Sud dans le tableau suivant. (doc. 1, 2 et 4)

Facteurs d'attraction....	... pour les entreprises étrangères	... pour les populations étrangères (main-d'œuvre qualifiée, touristes, étudiants)
Environnement économique		
Cadre de vie		
Transports		
Rôle de l'État et des collectivités territoriales		

2. Quelles sont les réussites et les limites de l'attractivité du territoire régional ? (doc. 3 et 5)

Itinéraire en groupe

Une entreprise américaine spécialisée dans le e-commerce veut installer un site en Europe avec 10 salariés américains et 20 salariés à recruter sur place. Les collectivités territoriales veulent la convaincre de choisir la région Sud.

Pour vous guider

Distribuez les rôles (équipe entreprise : dirigeant, investisseurs, salariés ; équipe collectivités : technopole de Sophia Antipolis, métropole d'Aix-Marseille, Invest in Provence) et organisez la table ronde entre ces acteurs.

L'essentiel audio-vidéo | Organigramme version interactive

L'essentiel

À quels défis la France fait-elle face pour maintenir son influence et développer son attractivité dans la mondialisation ?

Un rayonnement international différencié

- Une influence géopolitique mondiale forte mais en recul
- Un fort rayonnement culturel mondial
- Un rayonnement économique fragilisé

Une inégale attractivité des territoires français

- À l'échelle nationale, un territoire qui valorise ses atouts
- À l'échelle régionale, des territoires inégalement attractifs
- L'essor des politiques publiques pour favoriser l'attractivité

Cours 1

La France dispose d'une **influence géopolitique**, culturelle et économique importante, en raison de son passé colonial. Sa présence est assurée par l'État (armée), mais aussi des entreprises ou des individus (Français de l'étranger).

Elle fait cependant face à un recul de son influence, en raison de difficultés économiques et du développement de **concurrences** (États-Unis, Chine). Son influence se maintient en **Europe**, mais décline en Afrique et peine à s'installer dans les **pays émergents**.

Elle tente donc d'**adapter ses politiques** à la concurrence internationale. Elle réorganise ses réseaux d'influence traditionnels et mène une politique active en faveur du multilatéralisme et de l'environnement.

Cours 2

La France constitue un territoire très attractif dans la mondialisation, en attirant les **touristes**, les **salariés étrangers** et les **investissements**. L'accueil d'organisations internationales ou de manifestations sportives symbolise cette attractivité.

Cependant, tous ces éléments favorisent surtout Paris. Ses **fonctions métropolitaines** et les **politiques d'attractivité** lui assurent un poids majeur pour les flux financiers, les institutions internationales et le tourisme.

Les autres territoires exercent en revanche une influence plus limitée. Les **métropoles régionales** possèdent une attractivité économique, mais de nombreux espaces (Corse, DROM...) forment des **marges peu attractives** en raison de leur manque d'accessibilité.

Chiffres clés

Les échanges économiques de la France

L'attractivité touristique de la France

1re destination mondiale
90 millions de touristes

1er centre de Congrès mondial
212 congrès par an

Pour aller plus loin

Un site Internet

L'AFD (Agence française de développement), qui gère l'aide de la France aux pays en développement, recense les projets et objectifs soutenus par la France à l'étranger.
https://www.afd.fr/fr

Une émission de radio

Un géopoliticien et un économiste du sport présentent l'intérêt des Jeux olympiques pour la France.

L'invité des matins d'été, «Paris 2024, y a-t-il un intérêt à organiser les JO»
https://www.franceculture.fr/

Un roman

Camarade Wang achète la France, de Stéphane Fière, éd. Phébus, 2016, montre comment les flux de capitaux et de touristes posent des questions politiques et sociales à la France.

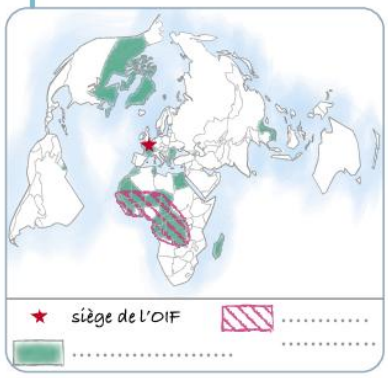
EXERCICES

Localiser

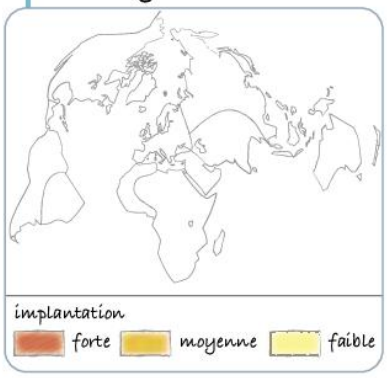
Croquis PDF à télécharger

en complétant les croquis suivants

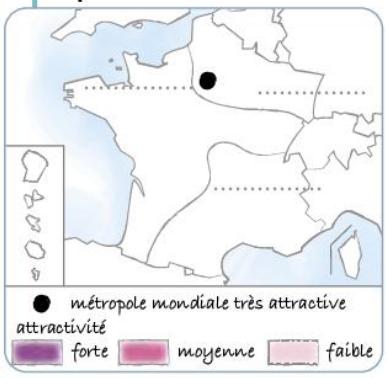
1 La langue française dans le monde



2 Les entreprises françaises à l'étranger



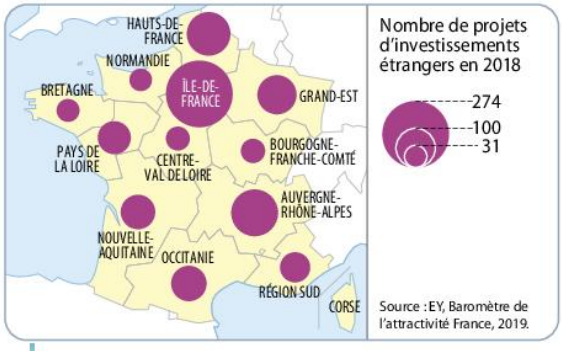
3 Des investissements étrangers inégalement répartis



Analyser

une carte

En analysant le document, montrez qu'il témoigne des inégalités d'intégration des territoires français dans la mondialisation.



Les investissements en France

Argumenter

en utilisant deux exemples précis pour chaque idée

- L'économie française exerce un rayonnement important dans l'ensemble du monde. Ex : .....
- Le rayonnement de la France en Afrique varie selon les domaines. Ex : .....
- Les grandes métropoles françaises constituent les territoires les plus attractifs dans la mondialisation. Ex : .....
- De nombreux acteurs mènent des politiques de développement de l'attractivité de la France. Ex : .....

Travailler autrement

Analyser une vidéo avec un regard critique

Recherchez sur le site https://youtube.com, la vidéo de présentation de la stratégie humanitaire française 2018-2022, pour la visionner.

Comment l'aide humanitaire permet-elle à la France de maintenir son rayonnement international ? Utilisez votre cours pour porter un regard critique sur le document.

Vidéo

Pour vous guider

1. Dans quelles régions l'action humanitaire de la France se déploie-t-elle, d'après les images ?
2. Pour quelles raisons et avec quels acteurs la France mène-t-elle des interventions humanitaires ?
3. Quelles difficultés ou quelles limites (parmi celles étudiées en cours) peuvent expliquer ou nuancer la politique décrite ici ?

Réalisation d'une production graphique

Sujet : L'inégal rayonnement de la France dans le monde

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « L'inégal rayonnement de la France dans le monde », accompagné d'une légende organisée.

La France exerce dans le monde une influence diplomatique importante, en grande partie héritée de son passé colonial. Ainsi, elle a conservé de nombreux territoires ultramarins où elle exerce sa souveraineté, plus ou moins étroite, et où elle maintient une présence militaire permanente. Ces territoires sont dispersés sur tous les océans : Atlantique (Antilles, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon), Indien (La Réunion, Mayotte, TAAF), Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française). Outre ses propres territoires d'Outre-mer, la France dispose aussi de partenariats stratégiques avec des États alliés en Afrique qui l'autorisent à stationner des troupes permanentes. C'est le cas du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Gabon et de Djibouti. Cependant, si l'héritage colonial est un atout indéniable pour le rayonnement de la France dans le monde, c'est aujourd'hui son rôle moteur dans l'Union européenne qu'elle met en avant.

Le rayonnement culturel de la France, fruit de son passé, est donc inégal. Si Paris s'affirme comme une capitale culturelle de rang mondial au niveau de la mode ou de la gastronomie, la France est surtout influente en Europe, en Afrique du Nord et de l'Ouest (jusqu'au Gabon) et à Madagascar. À l'inverse, son rayonnement reste limité en Afrique orientale et australe, en Amérique centrale et andine, ainsi qu'en Asie centrale et du sud-est. L'usage de la langue française entretient en effet les liens avec la France, notamment en Afrique du nord et de l'ouest, mais également au Québec.

A Sélectionner les informations du texte pour organiser une légende

1. Sélectionnez dans le texte les informations utiles au sujet.
2. Groupez les informations en deux thèmes et reportez-les dans les deux parties de la légende du croquis.
3. Formulez un titre aux deux parties de la légende en marquant clairement leur différenciation.
4. Attribuez un figuré à chaque élément de la légende.

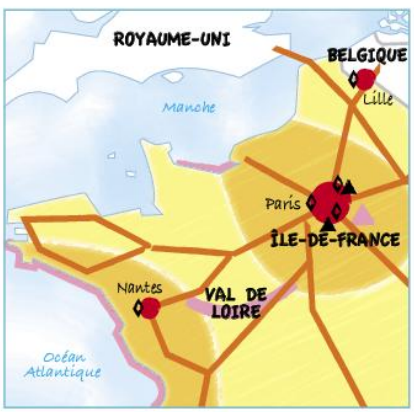
CONSEIL
Repérez dans le texte les deux grands domaines de rayonnement de la France pour organiser votre classement.

B Réaliser le croquis

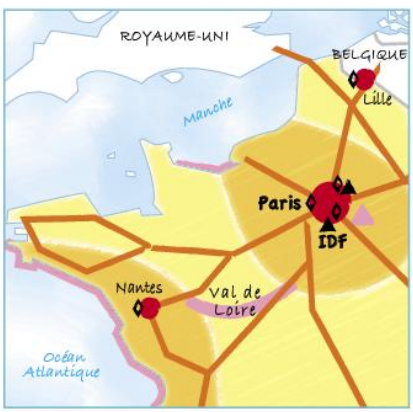
5. Complétez le fond de carte en vous appuyant sur les éléments de localisation fournis dans le texte.
6. Quel croquis parmi les suivants respecte les règles conventionnelles de la nomenclature ? Justifiez votre réponse.

Méthode
La nomenclature doit être en lien avec le sujet : États majeurs, villes représentées, mers et océans ; l'écriture des noms doit être horizontale, sauf éventuellement pour les fleuves ; la taille des lettres doit être identique pour un même type d'informations ; la taille ou la couleur des lettres doivent varier selon la nature de l'information : FRANCE, GUYANE, Paris, OCÉAN ATLANTIQUE, Méditerranée.

Croquis 1



Croquis 2



Croquis 3

7. Complétez la nomenclature : mers et océans, territoires mentionnés dans le texte (États, océans, villes, etc.).

CONSEIL
Les noms doivent être entièrement rédigés. Les abréviations ne sont pas recevables.

Titre : .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

rayonnement culturel

– +

8. Vérifiez que les règles de présentation du croquis sont respectées.

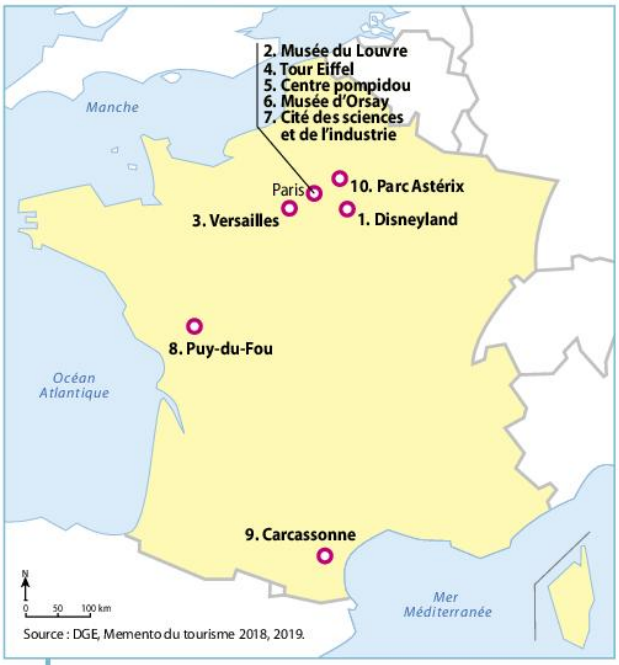
Méthode

a. Une carte comporte toujours :
– **T**itre correspondant au sujet ;
– **O**rientation ;
– **N**omenclature (noms des lieux, océans, ...) ;
– **L**égende organisée en grandes parties comportant des figurés associés à des informations ;
– **E**chelle (fournie sur le fond de carte) ;
– **C**adre.
b. Les informations doivent être localisées le plus précisément possible.
c. La réalisation doit être soignée pour que le croquis soit lisible.

Méthode
BAC-E3C

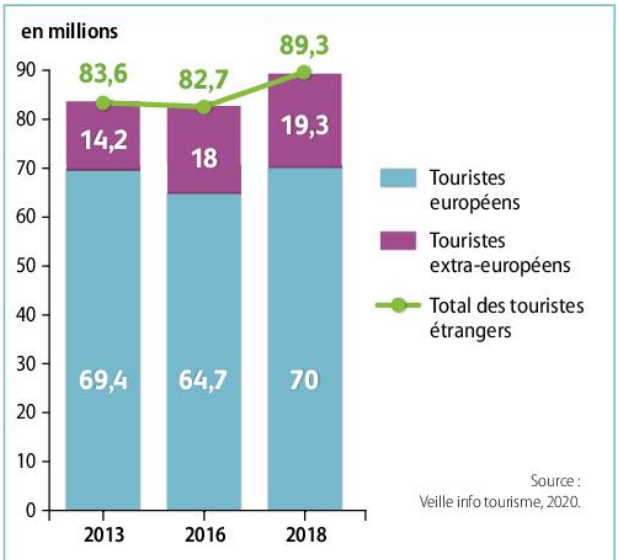
Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez que l'attractivité touristique est marquée en France, mais qu'elle est inégale selon les territoires.



Source : DGE, Memento du tourisme 2018, 2019.

1 **Les 10 sites touristiques les plus attractifs de France**



Note de lecture : en 2018, la France a accueilli 70 millions de touristes européens et 19,3 millions de touristes extra-européens.
Au total : 89,3 millions de touristes étrangers.
Source : DGE, Banque de France, Enquête auprès des visiteurs venant de l'étranger, 2020.

2 **L'évolution des arrivées touristiques internationales**

A Interpréter les documents

1. Hiérarchisez les sites touristiques présentés sur le doc. 1 en fonction de leur localisation et en fonction de leur nature.

Méthode

Pour interpréter un graphique, repérer les éléments de construction (forme du graphique, unité de mesure), tendances générales (augmentation, diminution). Puis utiliser les connaissances extraites du cours pour expliquer les grandes tendances et les exceptions.

2. Sélectionner dans la liste suivante les phrases qui traduisent convenablement le graphique.

– *Entre 2013 et 2018, le nombre de touristes étrangers en France a augmenté ;*

– *entre 2013 et 2016, le nombre de touristes européens a chuté de près de 7 % ;*

– *entre 2013 et 2018, le nombre de touristes internationaux a augmenté ;*

– *entre 2013 et 2018, le nombre de touristes extra-européens a progressé plus vite que le nombre de touristes européens ;*

– *les touristes européens représentent deux tiers des touristes français ;*

– *la part des touristes européens en France a baissé par rapport au total des entrées touristiques.*

CONSEIL

Pour sélectionner les affirmations, veillez à bien distinguer les valeurs brutes (nombre de touristes) des valeurs relatives (part des touristes).

B Organiser et rédiger l'analyse documents

3. Complétez le tableau suivant pour organiser l'analyse de documents.

	Sélectionner les informations	Utiliser les connaissances
La forte attractivité touristique de la France	– des sites touristiques variés –	– patrimoine historique (...) ; ....
Une attractivité touristique différenciée	– en fonction de la provenance (doc. 2) – en fonction	.....

4. Rédigez l'analyse des documents en vous aidant de la Méthode p. 20-21.

CONSEIL

Soignez les transitions entre chaque partie de l'analyse afin de renforcer votre démonstration.

Question problématisée

Par quels moyens la France maintient-elle son rayonnement international ?

A Analyser et organiser la question problématisée

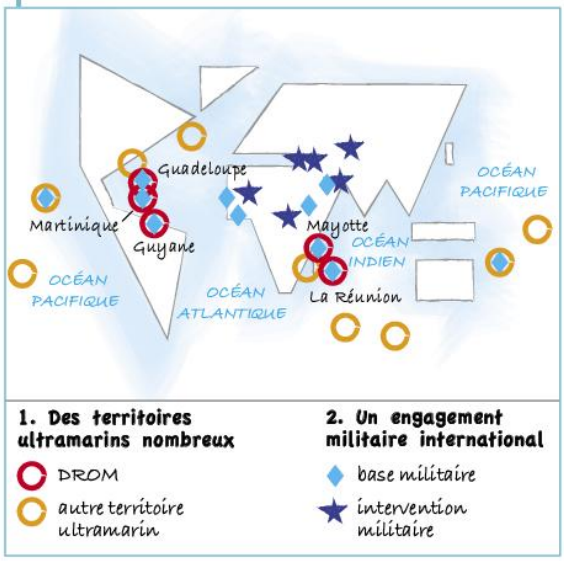
1. Identifiez les notions clés. Méthode p. 19
2. À quelle échelle le sujet doit-il être traité ? Justifiez votre réponse.
3. Choisissez le plan le plus adapté pour répondre à la question problématisée.

Plan 1	Plan 2	Plan 3
I. Des facteurs diplomatiques et militaires de rayonnement **II.** Des facteurs culturels **III.** Des facteurs économiques	**I.** Des facteurs de rayonnement nombreux **II.** Un rayonnement inégal dans le monde	**I.** La francophonie, un moyen culturel majeur **II.** La présence militaire dans le monde **III.** Des entreprises internationalisées

B Rédiger la question problématisée

4. Rédigez une ou deux phrases pour introduire la réponse à la question problématisée.
5. Rédigez les paragraphes de la question problématisée en fonction du plan sélectionné dans la question 3.
6. Complétez les schémas suivants qui pourraient illustrer votre rédaction.

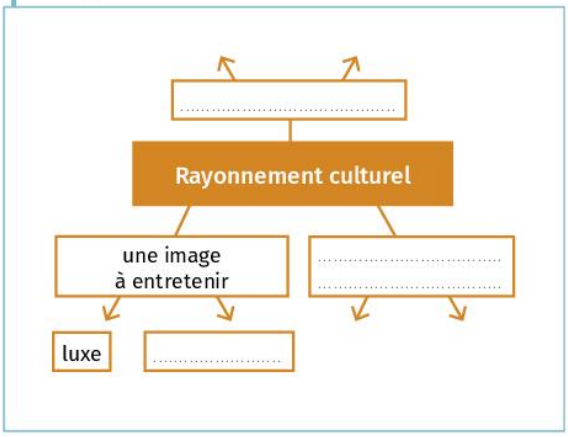
Schéma 1 (cartographique) :
Titre : .....



Méthode

Intégrer des schémas cartographiques ou fléchés à la réponse à la question problématisée : il peut illustrer une partie de la réponse, ou bien une notion essentielle au sujet. Le schéma, qu'il soit fléché ou cartographique, doit être simple mais clairement organisé.

Schéma 2 (fléché) : La France : un rayonnement culturel mondial



CONSEIL

Soignez ces schémas car les productions graphiques sont valorisées.

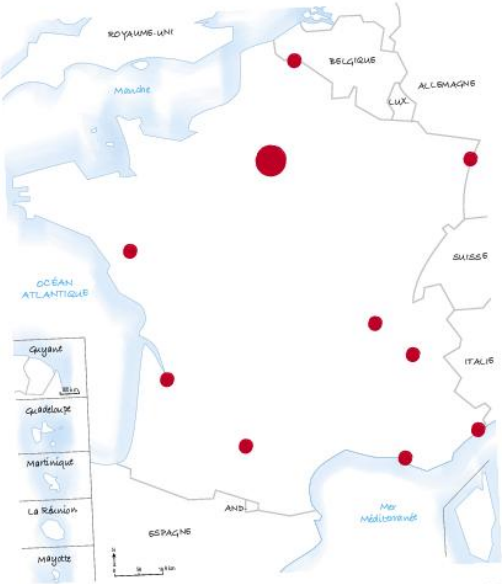
Sujet : L'inégale attractivité des territoires français

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « L'inégale attractivité des territoires français », accompagné d'une légende organisée.

Si la France est un pays très attractif pour les capitaux et les touristes, tous les territoires français ne sont pas dynamisés de manière identique. En effet, les facteurs rendant les territoires attractifs sont inégalement répartis, notamment les aéroports internationaux qui ne desservent que les grandes métropoles (Paris, Lyon, Nice, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Lille) ou les métropoles ultramarines (Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Saint-Denis). Les pôles de compétitivité de rang mondial se concentrent eux aussi dans les grandes villes. La localisation des sites touristiques de rayonnement international est, elle aussi, polarisée autour de Paris (musées et monuments de la ville, parc d'attraction Disneyland), le long de la Loire (châteaux du Val de Loire) ou des littoraux atlantique, méditerranéen et ultramarin. Le réseau de transport terrestre, lui aussi, tend à concentrer l'attractivité dans les grandes métropoles qu'il dessert, et en premier lieu la région parisienne.

Il en résulte donc une hiérarchisation des territoires français. La métropole parisienne reste la plus attractive. Porte d'entrée de la France pour les investissements les plus stratégiques comme ceux de la finance, Paris attire par conséquent les flux de capitaux et de touristes (affaires, culture) et dynamise un bassin régional qui s'étend en Île-de-France et jusqu'à la Manche et qui bénéficie de son attractivité. L'attractivité des métropoles régionales dépend de leur localisation : dynamisme de l'Ouest de la France ; attractivité ancienne mais non démentie du littoral méditerranéen ; présence d'un dynamisme transfrontalier (Strasbourg).

Titre : .....



Sujet BAC-E3C Question problématisée

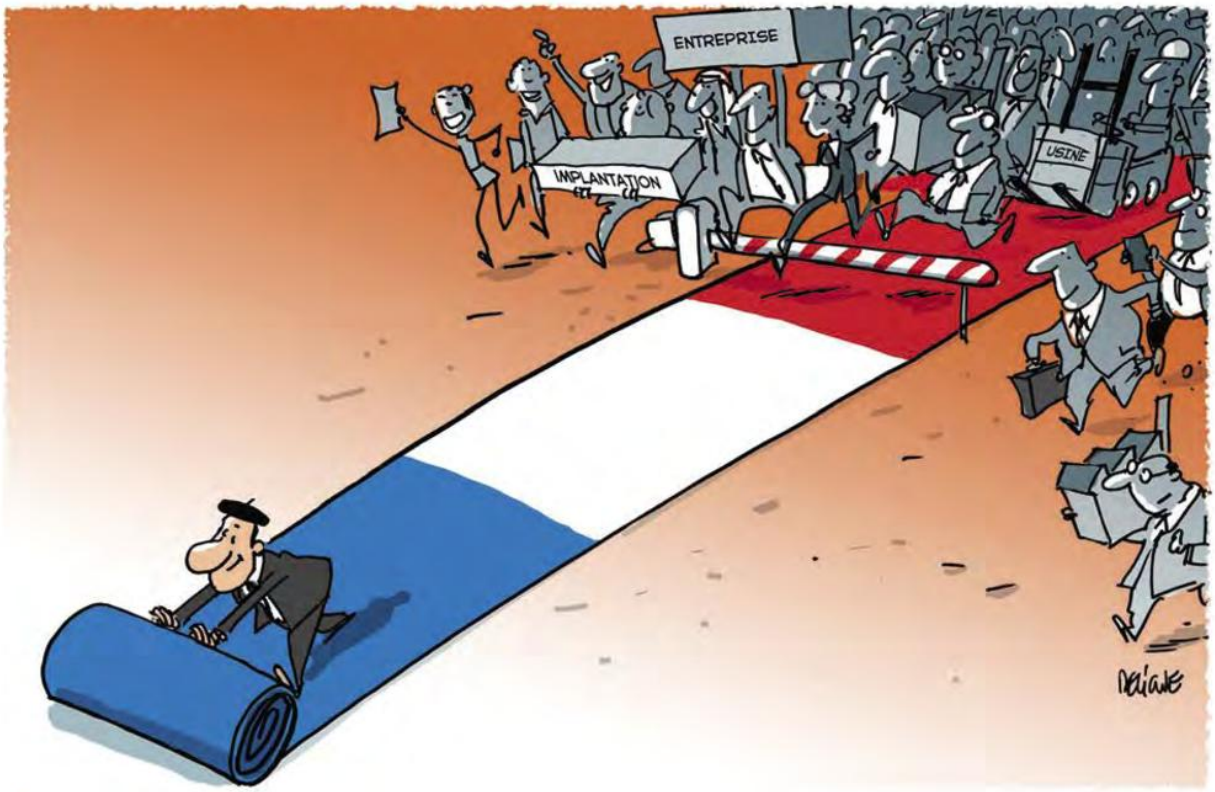
Comment l'attractivité de la France se traduit-elle sur ses territoires ?

CONSEIL
Pour répondre à la question, il faut à la fois distinguer les différents modes d'attractivité mais également les contrastes territoriaux.

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez que la France est à la fois une terre attractive pour les capitaux étrangers, et un pôle de rayonnement économique dans le monde.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances, notamment pour nuancer les documents.



1 L'attractivité de la France sur les investissements internationaux

CONSEIL

Nuancez le dessin en rappelant que la France s'est hissée au 3e rang mondial de l'attractivité des IDE en 2019, derrière les États-Unis et la Chine, mais que ce retour de l'attractivité est récent.

2 Les IDE français à l'étranger

Les firmes transnationales françaises emploient près de 6 millions de salariés à l'étranger, alors que leurs homologues allemandes n'en emploient qu'un peu plus de 5 millions, les italiennes 1,8 million et les espagnoles moins de 1 million. Les investissements directs de la France à l'étranger sont d'ailleurs à l'origine de l'internationalisation de l'économie française et de son intégration dans les chaînes de valeurs mondiales. Les revenus des investissements français à l'étranger sont supérieurs au déficit commercial. Dans le même temps, la France est une économie largement ouverte sur l'extérieur. L'Hexagone compte en effet 28 600 entreprises étrangères, employant 2 millions de personnes, et représentant 21 % des dépenses en R&D et 31 % des exportations.

Mais ce modèle économique français fait face à plusieurs problèmes. D'abord, le monde connaît un regain de protectionnisme. Les investissements à l'étranger se heurtent notamment aux subventions des concurrents locaux, aux réglementations défavorables, aux transferts forcés de technologies, notamment vers la Chine. Ensuite, *« l'Europe ne doit pas devenir le terrain de jeu des grandes puissances »*, a déclaré Jean-Yves Le Drian, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, mettant en avant le besoin de *« souveraineté européenne »* pour faire barrage aux investissements étrangers dans des entreprises stratégiques pour le Vieux Continent. L'ouverture de la France aux investisseurs étrangers *« n'est pas incompatible avec un certain filtrage des investissements »*.

Les Échos (quotidien spécialisé dans l'économie et la finance), 1er octobre 2019.

CONSEIL

En mobilisant vos connaissances, expliquez le fait que les entreprises françaises se heurtent à des mesures protectionnistes.

THÈME

3

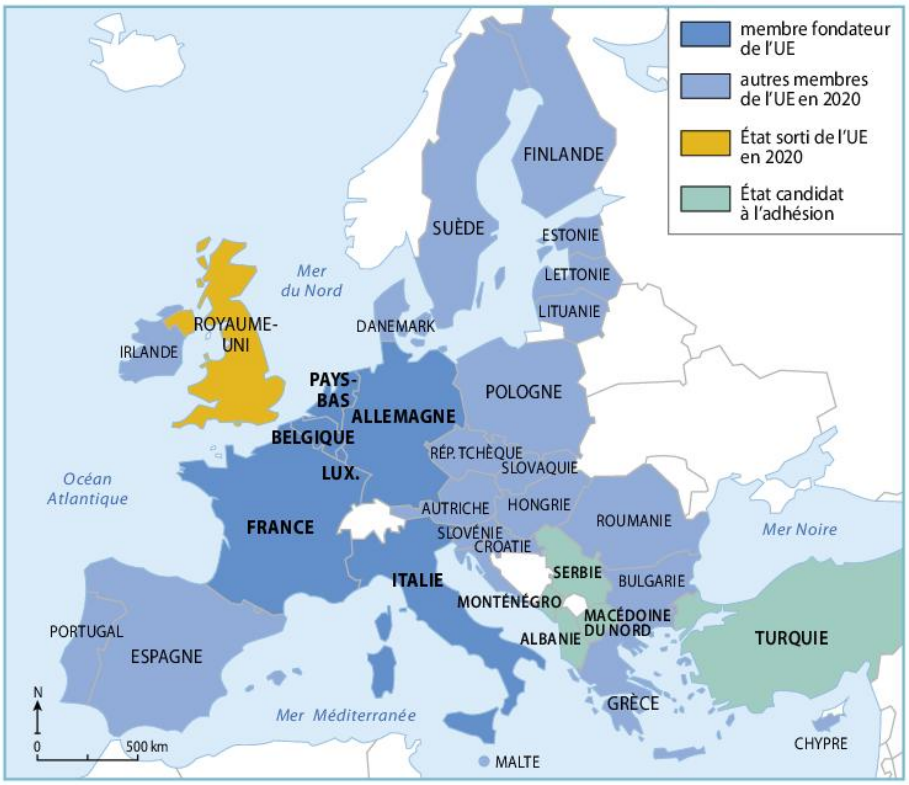
L'Union européenne dans la mondialisation : des dynamiques complexes

Le Rhin est une artère navigable majeure de l'Union européenne, aménagée pour recevoir les navires distribuant les marchandises depuis les ports maritimes de la Northern Range. Son réseau d'affluents, eux-mêmes navigables, structure un vaste arrière-pays. Lorsqu'ils séparent des pays, les fleuves-frontières deviennent des espaces de contact et non des ruptures, comme ici le Rhin entre la France et l'Allemagne.

Les territoires de l'Union européenne dans la mondialisation

Employer les notions de géographie à bon escient

L'Union européenne, une association économique régionale attractive



Les paradoxes de l'Union européenne

L'œil du géographe

Aujourd'hui, l'europessimisme est plutôt de mise. Les économies de l'Europe sont atones quand celles des autres continents accélèrent. Pourtant, les frontières de l'Europe restent extrêmement attractives. Le nombre de pays candidats à l'adhésion à l'UE reste important. L'afflux de migrants qui, au risque de leur vie, tentent de rejoindre l'Europe montre l'attractivité que représente encore le continent, perçu comme un eldorado : l'Europe représente 6 % de la population du monde, 22 % du PIB et 50 % des dépenses sociales mondiales. L'intégration d'anciens pays communistes (Roumanie, Croatie, ...) a permis une transition pacifique et leur développement économique. L'Europe demeure une terre d'innovations technologiques et d'attraction touristique et elle joue également un rôle majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique. Elle reste la zone du monde la plus riche avec le bassin de consommateurs le plus important. Son modèle de construction communautaire demeure une réussite. Le Brexit et l'élection de Donald Trump posent de nouveaux défis à l'Europe, mais offrent également l'opportunité de mieux s'organiser. Mais il manque encore aux pays européens une vision stratégique commune. Ils restent divisés sur l'attitude à avoir face aux États-Unis et à la Russie. Cela ne l'empêche pas de demeurer un pôle majeur de puissance sur la scène internationale.

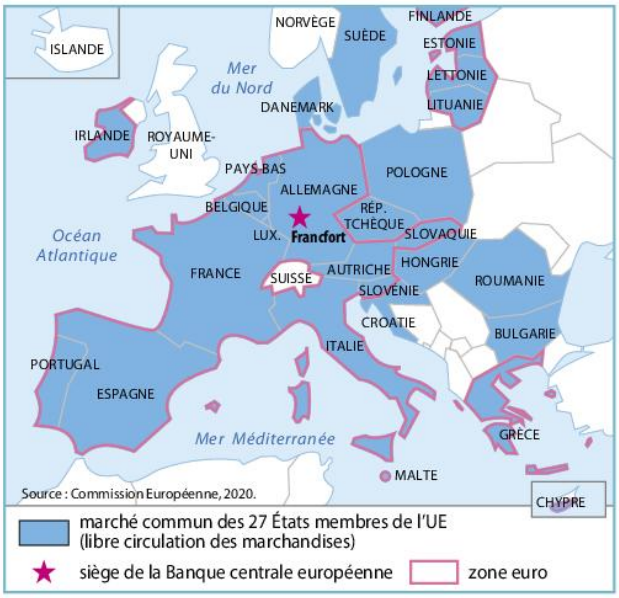
Pascal Boniface, *La géopolitique en fiches*, Eyrolles, 2019.

Ne pas confondre

- **Europe :** espace de l'Eurasie qui n'a pas de limites définies. Traditionnellement, on considère qu'elle s'étend de l'océan Atlantique à la chaîne de l'Oural (Russie) et compte une quarantaine d'États.
- **Union européenne :** association régionale groupant 27 États européens (depuis le Brexit en 2020).

L'Union européenne, l'association régionale la plus intégrée au monde...

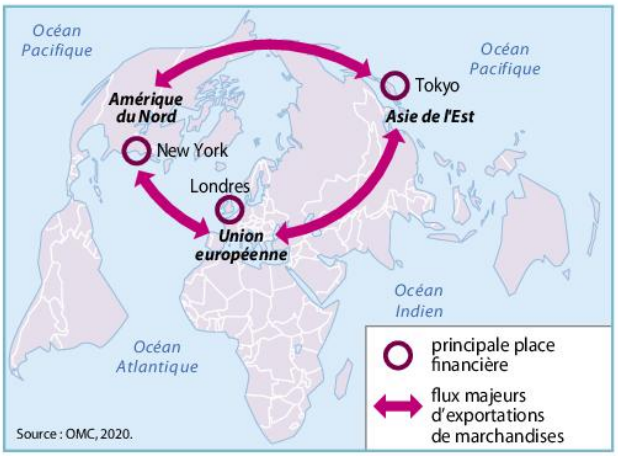
... du point de vue des flux commerciaux et financiers



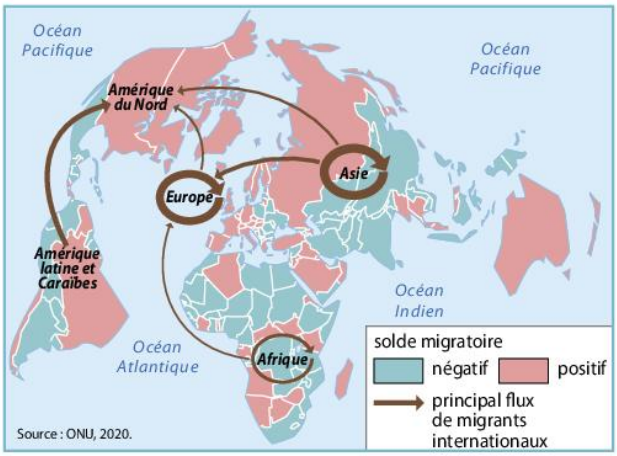
... du point de vue des flux humains

L'Union européenne, un pôle majeur de la mondialisation...

... commerciale et financière



... migratoire



Questions

1. Montrez que l'Union européenne est une association économique régionale, mais qu'elle ambitionne à dépasser ce statut.
2. En utilisant les documents, discutez l'affirmation de Pascal Boniface : « *Le modèle de construction communautaire de l'Union européenne demeure une réussite.* »

Vocabulaire

Association économique régionale : accord entre des États permettant d'établir un marché unifié par la suppression des droits de douane. Il peut aussi harmoniser les services, les investissements ou la protection de la propriété intellectuelle.

Étude de cas 1

L'Allemagne, une puissance européenne aux territoires inégalement intégrés dans la mondialisation

La renommée du « *Made in Germany* » illustre la puissance technologique de l'Allemagne. Elle en fait l'État le plus riche de l'Europe et un moteur de l'intégration de l'Union européenne dans la mondialisation. Néanmoins, tous les territoires allemands ne participent pas également à cette intégration.

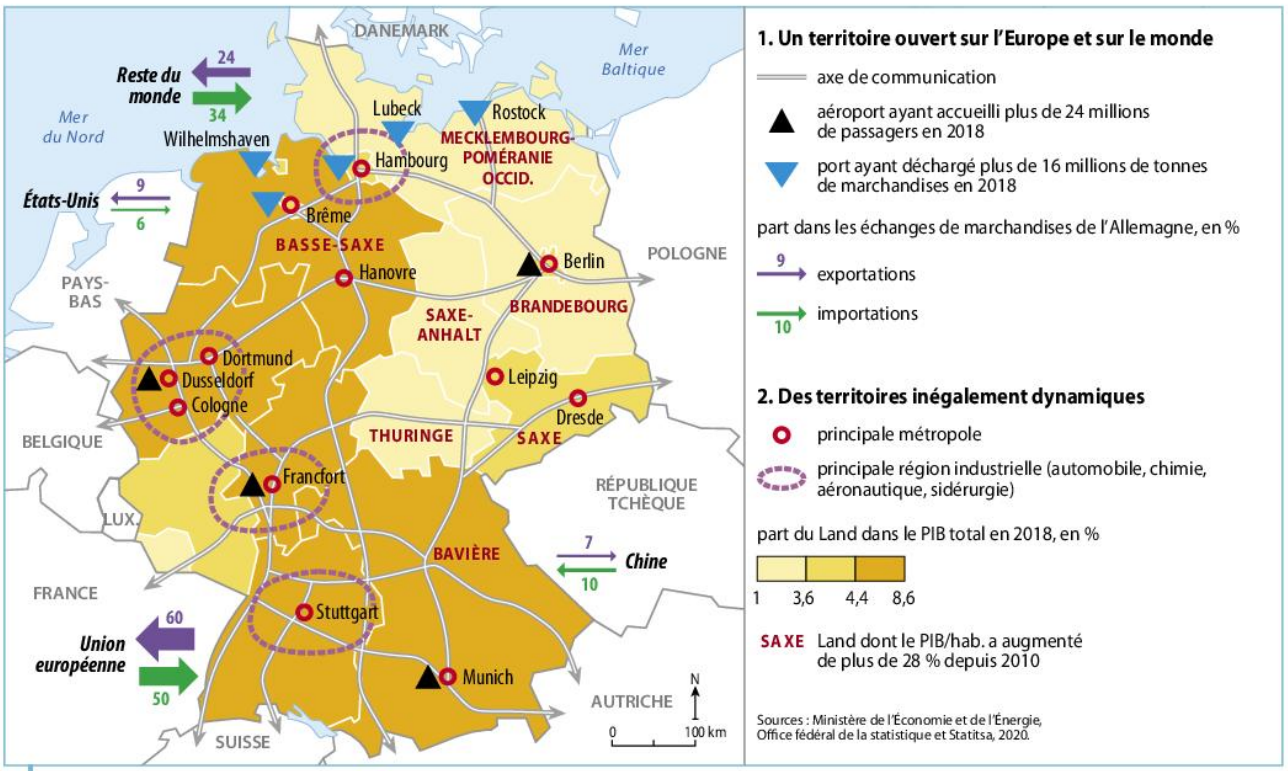
A Pourquoi les territoires allemands ne profitent-ils pas tous de sa puissance et de son intégration dans la mondialisation ?

Question 7, p. 554-563

	Allemagne	France	Royaume-Uni
Part des FTN en 2017, en %			
– mondiales	6,5 (4e rang mondial)	6 (5e rang mondial)	4 (6e rang mondial)
– européennes	29 (1er rang européen)	25 (2e rang européen)	19 (3e rang européen)
Part dans les exportations de biens en 2017, en %			
– mondiales	8 (3e rang mondial)	3 (8e rang mondial)	2,5 (10e rang mondial)
– européennes	28 (1er rang européen)	10,5 (4e rang européen)	11 (2e rang européen)
Part des prix Nobel en 2018, en %			
– dans le monde	10 (3e rang mondial)	6 (4e rang mondial)	12 (2e rang mondial)
– en Europe	19 (2e rang européen)	12 (3e rang européen)	23 (1er rang européen)

1 L'Allemagne, un pôle majeur de la mondialisation

Sources : Atlassocio, Eurostat, Forbes et *Le moniteur du commerce mondial*, 2020.



2 Des territoires au service de la puissance allemande

3 Des déséquilibres est/ouest hérités de l'histoire

Depuis la réunification en 1990, les ex-RFA et RDA ont emprunté un chemin commun, mais de fortes disparités persistent encore. De grandes entreprises de l'Ouest, dans l'agroalimentaire ou la chimie, ont racheté de nombreuses entreprises à l'Est. Elles ont reçu des subventions pour les rénover et conserver les emplois mais elles n'ont pas toujours tenu leurs promesses. En Allemagne de l'Est, les principaux employeurs sont aujourd'hui les banques et les écoles. Il y a aujourd'hui beaucoup moins d'entreprises dans l'Est de l'Allemagne et aucune société du DAX[1] n'a installé son siège social à l'Est. Beaucoup d'universités ont été rénovées à l'Est après l'unification, mais les diplômés ont peu de perspectives d'emploi et préfèrent partir à l'Ouest où les emplois sont bien rémunérés. On dit que l'Allemagne de l'Est est un désert industriel avec quelques oasis. Elle pratique aujourd'hui une agriculture très intensive et certains groupes d'intérêt cherchent à introduire dans ces régions des cultures qui rencontreraient une forte opposition à l'Ouest. La société chimique BASF, dont le siège social est à Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat), y a fait ses expérimentations de pommes de terre OGM.

A-M Pailhès (enseignant-chercheur à l'université Paris Nanterre), *France Info*, 9 novembre 2019.

1. Indice boursier allemand

4 « Mainhattan », le quartier d'affaires de Francfort-sur-le-Main

(a) Commerzbank Tower (Banque du commerce, Samsung) (b) Tours jumelles (Deutsche Bank) (c) Silver Tower (Deutsche Bahn, compagnie ferroviaire allemande) (d) Eurotower (Banque centrale européenne) (e) Main Tower (grands cabinets d'avocats) (f) Bourse de Francfort (2e place boursière de l'UE)

5 La Bavière, une région riche aux contrastes marqués

L'œil du géographe

D'une superficie un peu inférieure à celle de l'Autriche, avec une population bien plus importante de 12,5 millions d'habitants, la Bavière possède une économie florissante et très exportatrice. Considérée au début des années 1950 comme « la maison de la pauvreté » de la RFA[1], la Bavière a profité du développement de nouvelles activités industrielles dans l'automobile, l'aéronautique et l'électronique. Cependant, si la région autour de Munich est la plus riche d'Allemagne en raison de la concentration des activités performantes et de la qualité du cadre de vie qui y attire les hauts revenus, cette prospérité masque l'autre Bavière des confins orientaux et septentrionaux restée plus rurale. L'essor économique de la Bavière est d'abord celui de sa capitale, Munich, métropole allemande la plus dynamique, principal centre pour les assurances et les médias, second pour les banques. Avec plus de 20 000 entreprises dans l'informatique, l'aéronautique, l'aérospatiale, les biotechnologies, la région de Munich est le principal centre pour les activités high-tech allemande. L'une des grandes réussites est l'essor du pôle de biotechnologies, la BioRegio de Munich, avec 200 entreprises et 20 000 employés constituant le 4e *cluster* de biotechnologie en Europe.

M. Deshaies, *Atlas de l'Allemagne*, 2019.

1. RFA (République fédérale d'Allemagne) : Allemagne de l'Ouest entre 1949 et 1990.

Mettre en œuvre le changement d'échelles

Itinéraire 1

Lire et comprendre les documents

1. Montrez que la puissance de l'Allemagne repose sur l'industrie, la finance et l'ouverture de son économie. (doc. 1, 2 et 3)

2. Identifiez les territoires allemands puissants et intégrés dans la mondialisation et ceux qui le sont moins en les classant par échelle : nationale (doc. 2 et 3), régionale (doc. 5) et locale (doc. 4 et 5)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

À l'aide des doc. 2 et 5, montrez que les inégalités en Allemagne se lisent à plusieurs échelles. Quels liens pouvez-vous établir avec la mondialisation ?

B Comment l'Union européenne agit-elle pour réduire les inégalités territoriales en Allemagne ?

Question 7, p. 564-576

Europäische Union

Europa fördert Sachsen.
EFRE
Europäischer Fonds für regionale Entwicklung

6 Le soutien du Feder aux territoires allemands en difficulté

Traduction : L'Europe encourage la Saxe.

(a) encouragement à la robotique (le taux de robotisation en Saxe est inférieur à la moyenne allemande, elle-même record européen avec 300 robots pour 10 000 salariés)

(b) les mines de Saxe (argent, charbon) ont contribué à faire de la région une puissante région industrielle au XIXe siècle. La concurrence mondiale a fragilisé cette activité aujourd'hui en crise. Le Feder aide à la reconversion de la main-d'œuvre.

(c) reconversion des anciennes usines dans des activités technologiques (Silicon Saxony) ou tertiaires.

Vocabulaire

- **Feder (fonds européen de développement régional) :** fonds destinés à corriger les déséquilibres régionaux dans l'Union européenne (projets de développement, reconversion de zones industrielles en déclin).
- **Politique de cohésion :** politique de l'Union européenne qui vise à créer une solidarité financière entre les États membres afin d'améliorer la compétitivité des territoires et de corriger les inégalités régionales.

7 La renaissance de l'Est allemand

L'œil du géographe

Quel bilan territorial tirer de la réunification trente ans après la chute du Mur ? Les géographes parlent de « villes rétrécissantes » (*shrinking cities*) à propos des villes petites et moyennes qui ont perdu une partie de leur population : on peut citer, à l'Est, Magdebourg, Halle, Rostock, Cottbus ou Schwedt, mais il y en a aussi à l'Ouest, dans le bassin de la Ruhr notamment. En fait, la situation préoccupante de l'ex-RDA ne l'apparente pas pour autant à une sorte de Mezzogiorno allemand, et ce pour au moins deux raisons. D'une part, contrairement au grand Sud italien, les six Länder orientaux ne sont pas situés aux confins mais au cœur de la nouvelle Europe à 28, au contact de l'ouest de la Pologne et de la Bohême, deux régions dynamiques et en plein essor malgré le coup d'arrêt donné par la crise mondiale de 2009. D'autre part, ils sont bel et bien partie intégrante de l'Allemagne, première puissance économique de l'Europe et pays à forte tradition redistributive. Si l'on additionne tous les transferts bruts, donc les sommes versées à l'Est depuis 1990, financées par le Bund (État fédéral), les Länder de l'Ouest et le système de protection sociale ainsi que par l'Union européenne (UE) au titre des fonds structurels, on obtient la somme assez incroyable de 1 500 milliards d'euros. L'est de l'Allemagne est donc loin d'être abandonné à lui-même.

1. Les trois länder ayant reçu le plus de subventions européennes depuis 2014 sont la Saxe anhalt, la Saxe et la Rhénanie du nord.

B. Grésillon, Regards sur l'Europe, LgdJ, 2019.

Itinéraire 1

Lire et interpréter les documents

1. Identifiez les régions allemandes qui reçoivent le plus de subventions de la part de l'UE. Faites des hypothèses pour chacune de ces trois régions pour identifier l'objectif de cette aide. (doc. 7 et doc. 2 p. 540)
2. En analysant le doc. 6 montrez que la politique de cohésion de l'UE aux territoires allemands en difficulté est multiforme.
3. Pourquoi peut-on dire que l'Union européenne et l'État fédéral allemand contribuent à lutter contre les inégalités territoriales en Allemagne ? (doc. 6 et 7)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Comment les exemples bavarois et saxon montrent-ils que les inégalités entre les territoires restent fortes en Allemagne mais que des outils sont mis en œuvre pour les réduire ?

QCM interactif | Organigramme PDF à télécharger | Croquis interactif + Version PDF à télécharger

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

Complétez le schéma fléché à l'aide des informations des pages 540 à 542.

Des territoires inégalement mis au service de la puissance de l'Allemagne

- Territoires moteurs de la puissance allemande et leurs atouts : .....
- Territoires périphériques de la puissance allemande et leurs faiblesses : .....

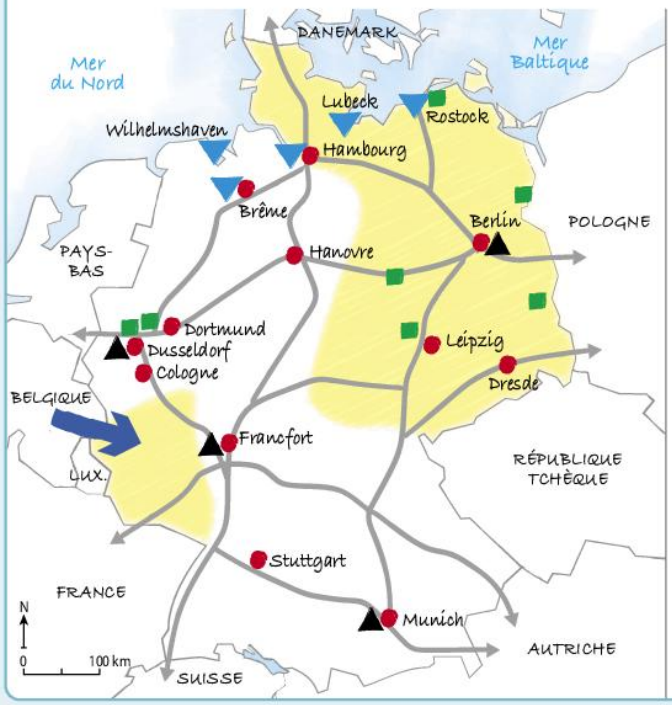
Vers un rééquilibrage territorial : l'œuvre de l'État et de l'Union européenne

- Aides et objectifs : .....
- Territoires concernés et résultats : .....

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 540-542, complétez le croquis suivant.

Titre : .....



1. Des atouts à exploiter pour l'ouverture à la mondialisation

....

..... aéroport majeur

....

..... principale région industrielle (automobile, chimie, aéronautique, sidérurgie)

..... axe de communication

2. Des territoires inégalement dynamiques

..... région riche, dynamique et attractive

....

....

3. Des politiques publiques pour réduire les inégalités territoriales

....

..... région ayant reçu le plus de subventions européennes

..... subvention de rééquilibrage national

Changer d'échelle

De l'étude de cas... au monde

1. Les autres pays de l'Union européenne sont-ils aussi touchés par les inégalités territoriales internes ?
Question 7, p. 554-563

2. Comment les politiques européennes luttent-elles contre les inégalités dans les autres territoires de l'UE ?
Question 7, p. 564-576

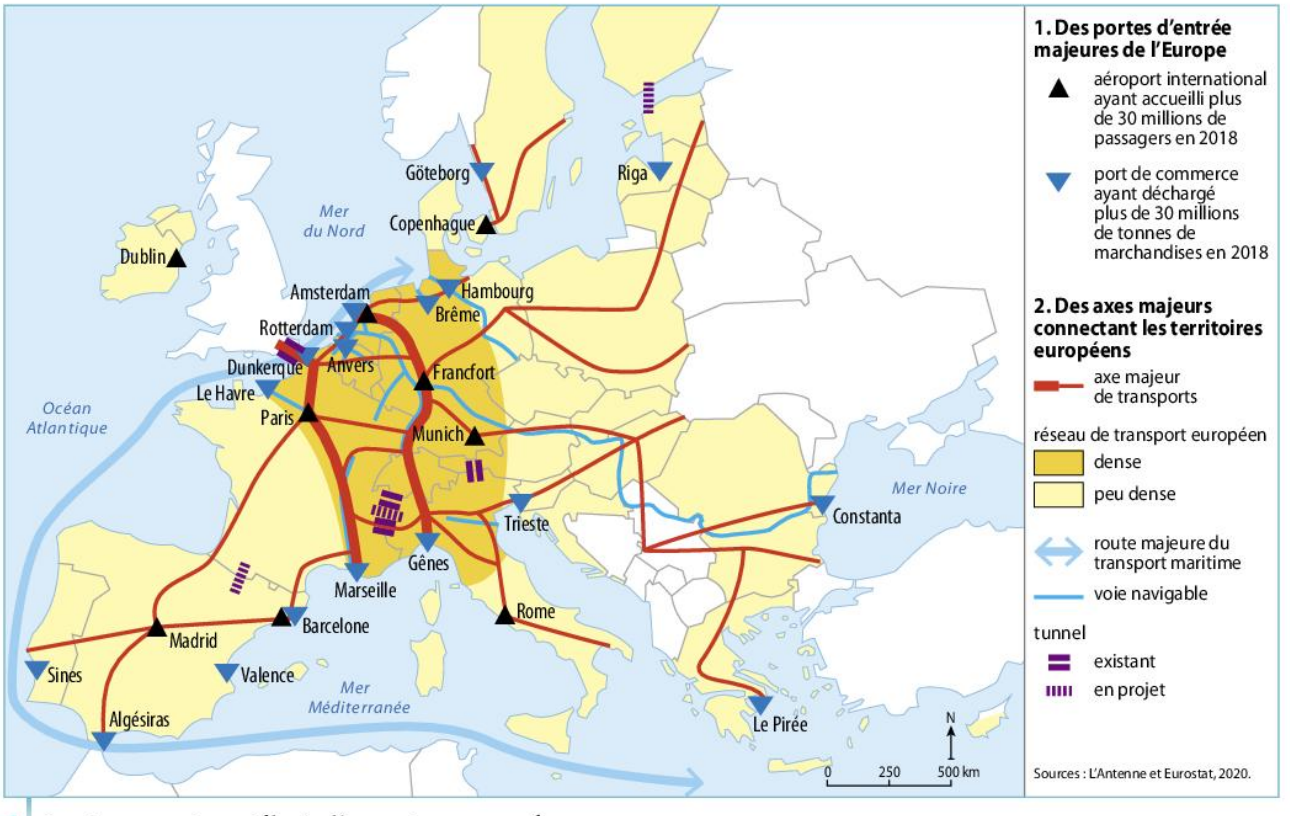
Étude de cas 2

Les transports dans l'UE, outil d'ouverture, de compétitivité et de cohésion

À l'heure de l'hypermobilité des hommes et des marchandises, les transports sont devenus un outil essentiel pour rendre les territoires attractifs et dynamiques. Toutefois, tous les territoires de l'UE ne sont pas également intégrés au **réseau** de transport.

A Comment les transports renforcent-ils l'attractivité de l'Union européenne dans la mondialisation ?

Question 7, p. 554-563



1 **Les transports, outils de l'ouverture européenne**

2 **Les transports, une priorité pour l'attractivité de l'Union européenne**

Les transports sont un secteur fondamental pour l'économie européenne avec 1,2 million d'entreprises et 10,5 millions d'employés. Des infrastructures de transport efficaces sont essentielles pour exploiter les atouts économiques, pour soutenir la croissance et pour permettre la cohésion économique et sociale. Elles influencent aussi la compétitivité commerciale, car la disponibilité et la qualité des services de transport ont des implications sur les processus de production. Si pour certains pays de l'UE la question principale est de moderniser et d'entretenir les infrastructures existantes (France, Allemagne, Italie), d'autres doivent encore développer ou étendre leur réseau de transport (Roumanie, Croatie, Pologne). La disponibilité et la qualité des infrastructures sont particulièrement faibles dans la partie orientale de l'UE. La rénovation et l'amélioration d'un réseau ferroviaire y sont aussi un défi courant car les efforts se sont surtout concentrés sur l'achèvement du réseau autoroutier. La construction de liaisons manquantes entre les pays et le long des grands axes européens, l'élimination des goulets d'étranglement[1] ou l'interconnexion des modes de transport sont essentiels pour relier l'Union européenne aux marchés extérieurs.

Commission européenne, 2018.

1. Zone où la vitesse est limitée en raison de contraintes physiques ou techniques.

3 **La plate-forme multimodale de Liège**

(a) Entrepôts, zones de stockage et de déchargement des marchandises (b) La Meuse (c) Voie ferrée (d) Autoroute E25

4 **Les effets de l'arrivée de la LGV à Bordeaux**

Sources : INSEE, Office du tourisme de Bordeaux et SNCF, 2020.

Vocabulaire

- **LGV (ligne à grande vitesse) :** ligne ferroviaire permettant la circulation de trains à grande vitesse (supérieure à 270 km/h).
- **Plate-forme multimodale :** nœud de circulation (portuaire, ferroviaire ou aéroportuaire) qui permet le passage d'un moyen de transport à un autre.
- **Réseau :** ensemble des infrastructures qui permettent aux flux de circuler (transport, communication).

5 **L'Alliance Air France-KLM : se grouper pour faire face à la concurrence mondiale**

Air France-KLM est une alliance née en 2004 et regroupant les deux compagnies aériennes française et néerlandaise pour constituer le 4e transporteur aérien mondial. Les États français et néerlandais sont actionnaires du groupe qui s'est récemment ouvert à des actionnaires chinois et étasuniens.

France 24, 4 septembre 2017.

S'approprier un questionnement géographique

Itinéraire 1

Lire et analyser les documents

1. À l'aide des doc. 1, 3 et 5 identifiez les infrastructures de transport qui ouvrent l'Union européenne au monde.
2. Comment la multimodalité organise-t-elle le transport des marchandises ? (doc. 3 et doc. 4 p. 415)
3. À l'aide des doc. 4 et 1 p. 564 montrez les effets des transports sur la compétitivité des territoires à l'échelle locale.
4. Quels défis l'Union européenne doit-elle encore relever en matière de transports ? (doc. 2)

Synthétiser les documents

5. Pourquoi peut-on parler d'une inégale ouverture des territoires de l'Union européenne au monde ?

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

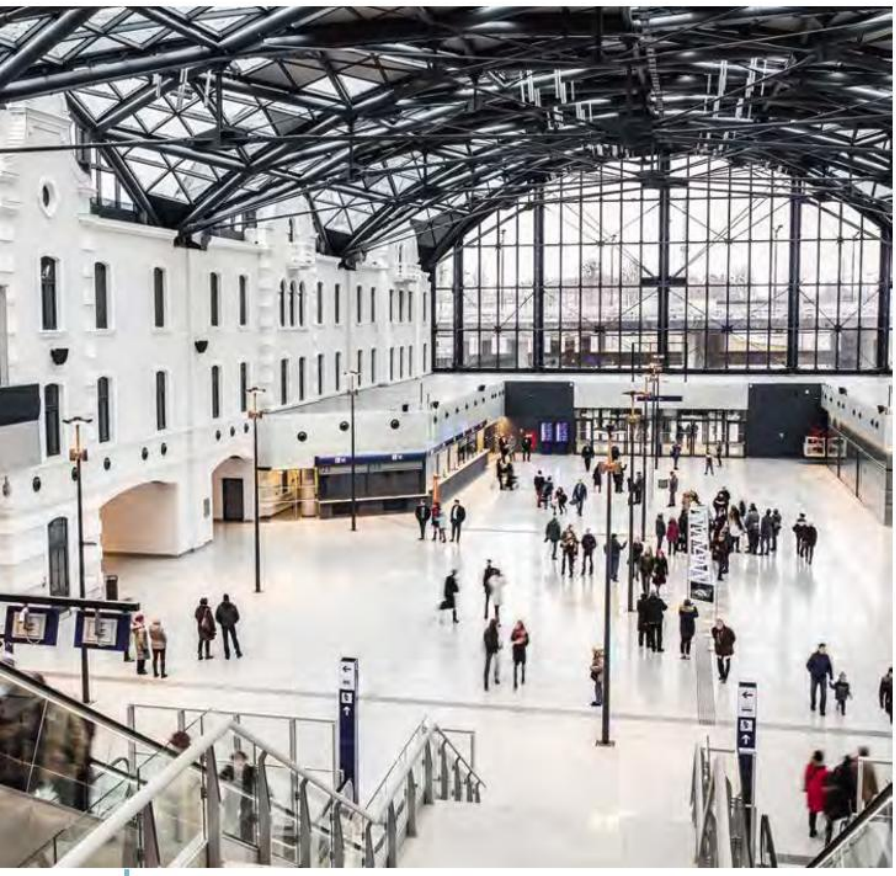
Pourquoi les transports représentent-ils un atout pour renforcer la compétitivité de l'UE dans la mondialisation ?

Pour vous guider

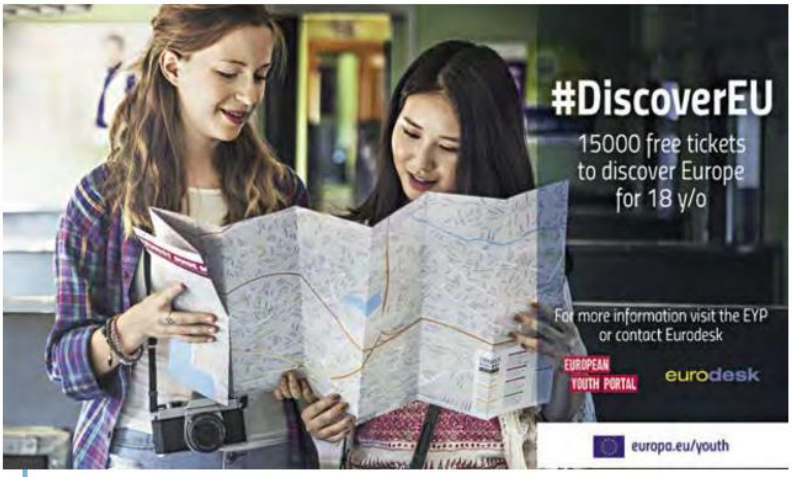
Vous pouvez organiser votre réponse en changeant d'échelle d'analyse entre les différents paragraphes.

B La politique européenne des transports favorise-t-elle le développement des territoires de l'UE ?

Question 7, p. 564-576



6 **La modernisation de la gare de Lodz (Pologne) par le Feder pour lutter contre l'enclavement**



8 **L'action de l'UE pour favoriser les échanges intra-européens**

Deux fois par an, l'UE propose à 15 000 jeunes de prendre en charge leur frais de transport pour découvrir l'Europe.

7 **Les limites de la politique des transports**

Sous impulsion de l'État et de l'Union européenne, l'arrivée de la grande vitesse ferroviaire sur l'axe Rhin-Rhône entre Dijon et Bâle a été perçue par les acteurs locaux comme un facteur favorable à l'émergence de coopérations à travers la constitution d'un réseau de villes, la Métropole Rhin-Rhône., Pourtant, après 8 années de service de la LGV, le bilan est décevant au regard des ambitions de départ. Si les enjeux d'accessibilité ont fédéré les acteurs locaux, le développement territorial souhaité à proximité de chaque gare a affaibli cette perspective de coopération. Les jeux d'acteurs se sont effacés progressivement au profit des velléités de développement local de chaque agglomération comme en témoigne la redondance des projets à proximité des points de desserte des agglomérations de Besançon et de Belfort-Montbéliard seulement distantes d'une centaine de kilomètres. L'espace Rhin-Rhône ne peut donc prétendre au statut de corridor de développement en raison de l'absence d'une gouvernance sur le plan régional et de la présence de maillons concurrents à l'échelle européenne, dont le corridor Rhin-Alpin, qui viennent contrarier ce statut d'interface.

G. Carrouet, « *Les enjeux de la grande vitesse ferroviaire dans l'émergence de coopérations interurbaines* », Échogéo n°49, septembre 2019.

Itinéraire 1

Lire et comprendre les documents

1. Comment l'UE agit-elle en matière de transport pour favoriser l'égalité des territoires ? leur développement ? (doc. 6, 7 et 8)
2. Montrez les limites de la politique des transports pour dynamiser un territoire. (doc. 7)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

Confrontez les doc. 6 et 8 pour montrer les actions mises en place en matière de transports par l'Union européenne.

QCM interactif | Organigramme PDF à télécharger | Croquis interactif + Version PDF à télécharger

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

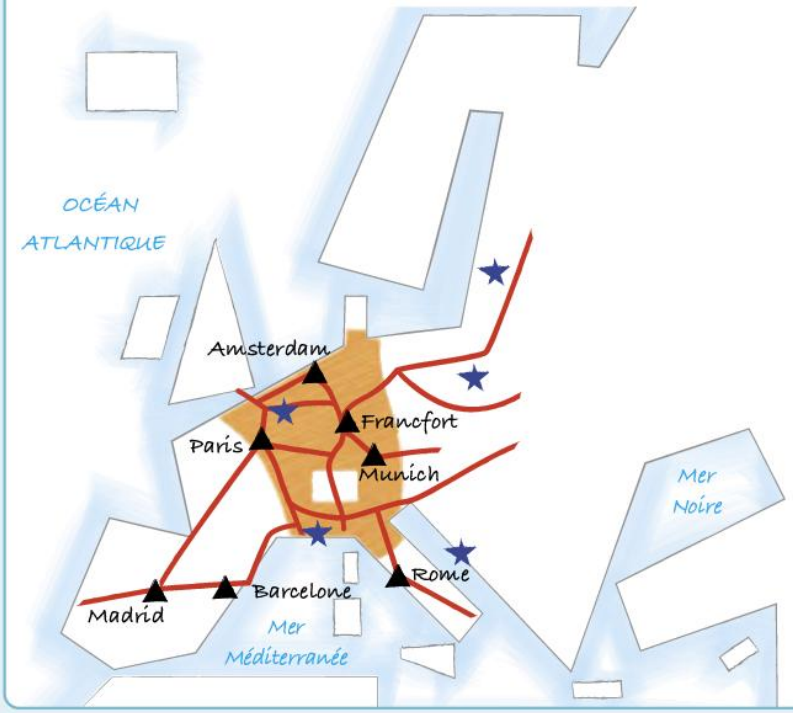
Complétez l'organigramme à l'aide des informations des pages 544 à 546.

	Des transports au service de la compétitivité	Des transports au service de la politique de cohésion
Des territoires ouverts sur le monde	.....	.....
Des politiques européennes nombreuses	.....	.....
Des limites	.....	.....

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 544-546, complétez le schéma suivant.

Titre : .....



1. Un outil de l'ouverture de l'Union européenne

- ..... (trait)
- ..... port
- ▲ .....

2. Des inégalités territoriales persistantes

- ..... (aplat)
- ..... réseau de transport européen peu dense
- ..... projet financé par l'Union européenne pour lutter contre les inégalités

Changer d'échelle

De l'étude de cas... au monde

1. Identifiez les autres politiques que celle des transports favorisant l'ouverture de l'UE au monde. Question 7, p. 554-563
2. Quelles sont les autres politiques européennes mises en place pour assurer l'attractivité et la lutte contre les inégalités pour tous les territoires de l'UE ? Question 7, p. 564-576

Étude de cas 3

La politique agricole commune (PAC) : les effets territoriaux d'une politique européenne

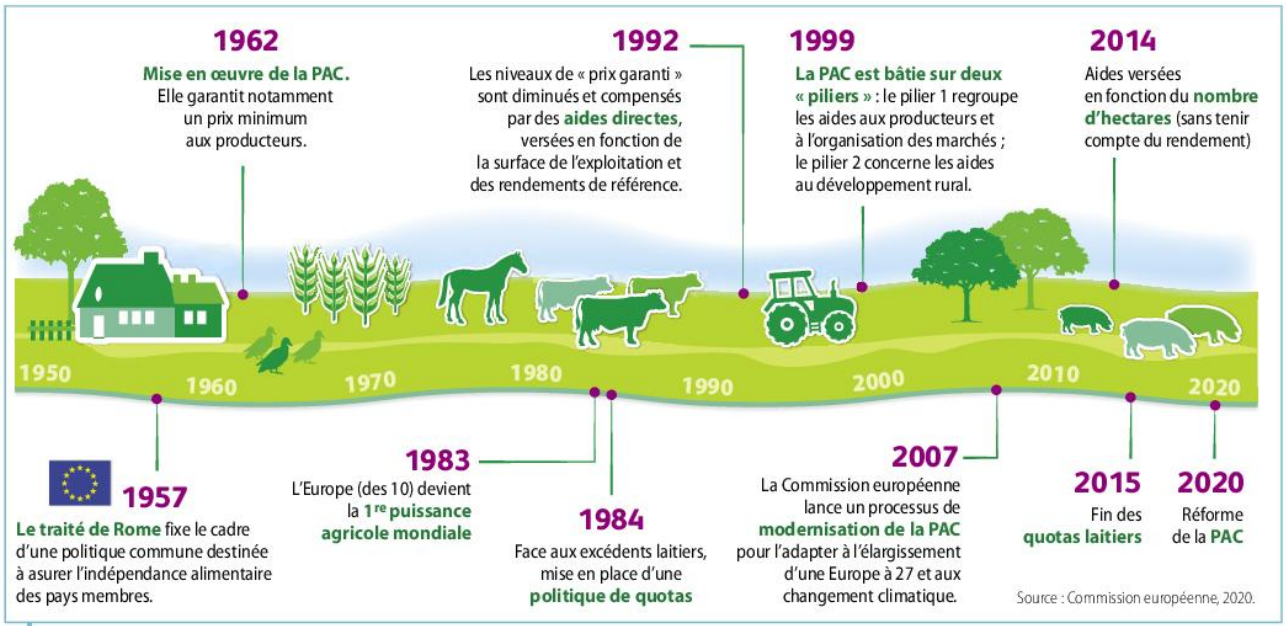
Doyenne des politiques européennes, la **politique agricole commune** a fait de l'UE la 1re puissance agricole au monde. Mais elle est aujourd'hui accusée de favoriser un modèle productiviste et les territoires agricoles, devenus parmi les plus compétitifs au monde, doivent faire face à de nouveaux défis.

A Comment la PAC rend-elle les territoires agricoles européens plus compétitifs ?

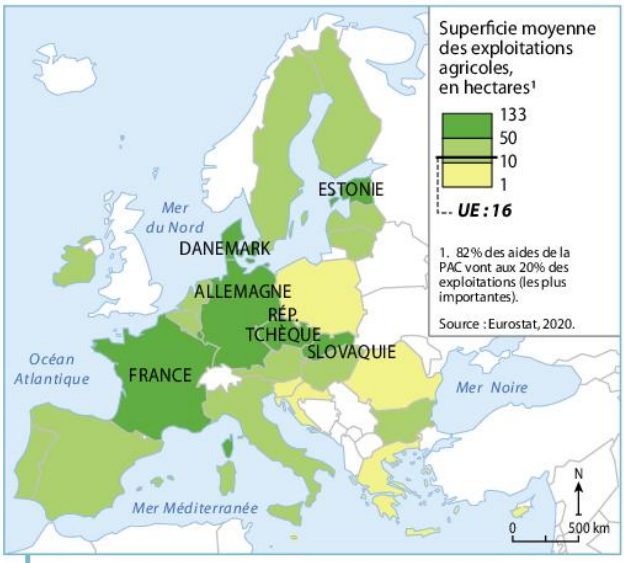
Question 7, p. 554-563

1 Les Pays-Bas, des territoires transformés par l'agriculture productiviste

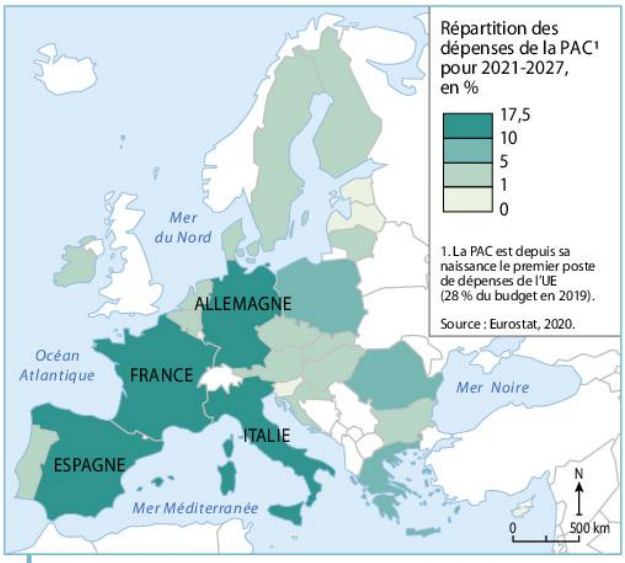
Malgré leur superficie limitée (14 fois plus petit que la France) et seulement 1,6 % de la population active, les Pays-Bas sont le 2e exportateur agricole au monde derrière les États-Unis et devant l'Allemagne. La PAC leur a en effet permis de développer une agriculture innovante (19 % du budget agricole est investi en R&D).



2 Les évolutions de la Politique agricole commune



3 La taille moyenne des exploitations agricoles de l'UE



4 Les aides versées aux agriculteurs

5 La PAC, à l'origine d'inégalités territoriales

L'œil du géographe

La PAC est la plus ancienne des politiques communes de l'Union européenne et a joué un rôle fondamental pour hisser l'Union européenne aux tout premiers rangs des grands exportateurs mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires. Mais en encourageant le productivisme, la PAC soutient de façon privilégiée les exploitations et les régions qui sont déjà les plus favorisées. Contrastes sociaux et contrastes territoriaux sont ainsi devenus de plus en plus accusés dans les campagnes européennes, d'autant plus que l'Union européenne s'est élargie à de nouveaux pays.

Dés lors, des écarts particulièrement sensibles se manifestent dans les domaines de la productivité par hectare, par tête d'animal, et, encore plus, pour la productivité par unité de main-d'œuvre. En Europe centrale et orientale continuent à s'opposer des exploitations de très grande taille[1], héritées d'anciennes fermes collectives du modèle socialiste, et une multitude de micro-exploitations de survie, fonctionnant encore largement en autosubsistance et couvrant au plus quelques hectares, héritées de la phase de décollectivisation[2]. La mise aux normes sanitaires et environnementales occidentales de telles exploitations est problématique.

J.-P. Charvet, *Encyclopedia Universalis*, 2020.

1. En Bulgarie, 3 % des exploitations contrôlent la moitié des terres agricoles et en Roumanie, près d'un tiers sont aux mains d'exploitants étrangers.
2. À la fin de la guerre froide, les terres ont été privatisées et distribuées à des propriétaires privés.

Vocabulaire

- **Agriculture productiviste :** agriculture commerciale recherchant l'augmentation des rendements par l'utilisation des progrès scientifiques et techniques.
- **PAC (politique agricole commune) :** politique européenne de modernisation de l'agriculture. Mise en place en 1962, elle avait pour but d'assurer l'indépendance alimentaire de l'Europe communautaire mais elle a connu de nombreuses réformes (calculs des prix agricoles, verdissement).

Identifier les contraintes et les ressources d'une situation géographique

Itinéraire 1

Lire et analyser les documents

1. Pourquoi peut-on dire que la PAC fait de l'Union européenne un territoire agricole productif et compétitif ? (doc. 1 et 2)

2. En comparant la taille des exploitations et les aides versées, quels territoires semblent favorisés par la PAC ? Lesquels semblent marginalisés ? (doc. 3 et 4)

Confronter les documents

3. Montrez que la PAC contribue à creuser les inégalités territoriales à toutes les échelles. (doc. 3, 4 et 5)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Comment la PAC a-t-elle rendu les territoires agricoles de l'Union européenne à la fois plus compétitifs et plus contrastés ?

Pour vous guider

Utilisez des exemples précis extraits des documents pour illustrer votre propos (chiffres, lieux, dates).

B Quels défis les territoires de la PAC doivent-ils aujourd'hui relever ?

Question 7, p. 564-576

6 **Faire face aux effets néfastes du productivisme agricole**

Dessin de presse de Plantu, *Le Monde*, novembre 2017.

7 **Répondre au malaise paysan**

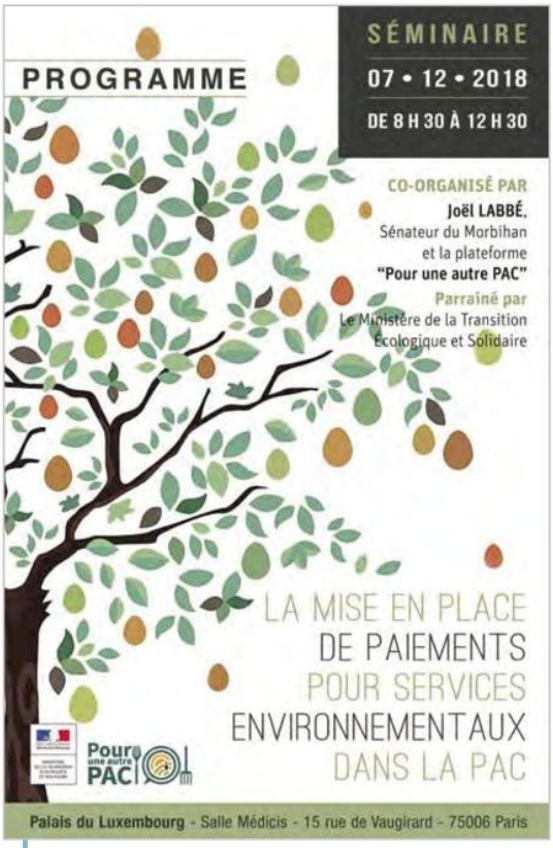
L'œil du géographe Le modèle agricole est en crise. Cette crise est d'abord économique : beaucoup d'agriculteurs peinent à joindre les deux bouts, particulièrement chez les éleveurs. Elle est aussi sociétale : le monde paysan se décourage. La moitié des agriculteurs français a plus de 55 ans. Les jeunes générations ne veulent plus poursuivre les exploitations : elles n'ont pas envie de trimer pour s'exposer à la vindicte collective[1] et pour à peine gagner leur vie. Depuis une décennie, la moitié des exploitations agricoles ont disparu. En Europe, une exploitation agricole disparaît tous les deux jours. Soit les exploitations restantes s'agrandissent, soit l'agriculture se financiarise et passe entre les mains d'investisseurs, soit les terres cultivées se perdent, transformées en lotissements ou en friches. Peu de professions doivent aujourd'hui relever autant de défis que les agriculteurs. Le climat qui change ; les attentes croissantes de la société qui a oublié la peur de manquer et exige des produits parfaits, beaux, sains, mais surtout pas chers en toute saison ; la concurrence internationale dans un monde ouvert ; la législation environnementale, de plus en plus exigeante et coûteuse.

S. Brunel, *Plaidoyer pour nos agriculteurs*, 2017.

1. Les agriculteurs se sentent victimes d'« agribashing », c'est-à-dire de critiques collectives et régulières des pratiques agricoles accusées de dégradations environnementales et sanitaires.

Vocabulaire

- **Circuit court** : circuit de distribution d'un produit limitant les intermédiaires et les kilomètres entre le producteur et le consommateur.



8 **Mettre en place une politique agricole durable**

L'association Pour une autre PAC plaide pour une profonde réforme visant à encourager davantage les pratiques respectueuses de l'environnement (prairies permanentes, agriculture biologique, circuits courts).

Itinéraire 1

Lire et comprendre les documents

1. Identifiez les effets néfastes du modèle agricole promu par la PAC sur les territoires. (doc. 6, 7 et doc. 5 p. 549)
2. Comment la PAC tente-t-elle de remédier aux effets néfastes du productivisme sur ses territoires ? (doc. 8 et doc. 2 p. 548)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

À l'aide du doc. 7, expliquez les manifestations et les causes du malaise paysan dans les territoires agricoles en illustrant les propos de l'auteure par des exemples précis extraits de vos connaissances sur le sujet.

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

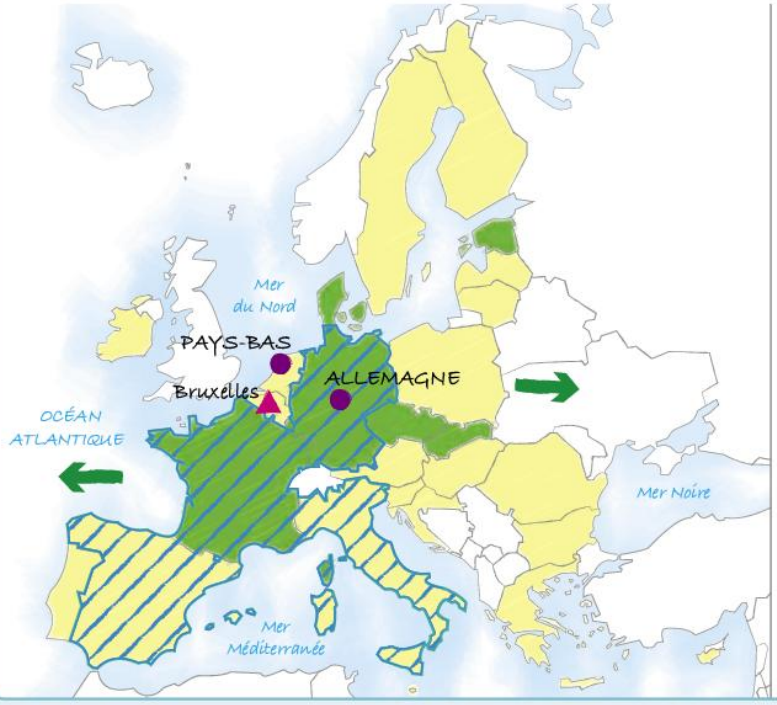
Complétez l'organigramme à l'aide des informations des pages 548 à 550.

	Des territoires agricoles compétitifs	Des territoires en mutation	Des contrastes territoriaux
À l'échelle européenne	.....	.....	.....
À l'échelle locale	.....	.....	.....
Des limites	.....	.....	

Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 548-550, reconstituez la légende du croquis suivant.

Titre : .....



1. Des territoires agricoles à la compétitivité renforcée dans la mondialisation

....

....

....

....

2. Des défis à relever pour les territoires agricoles

....

....

Changer d'échelle

De l'étude de cas... au monde

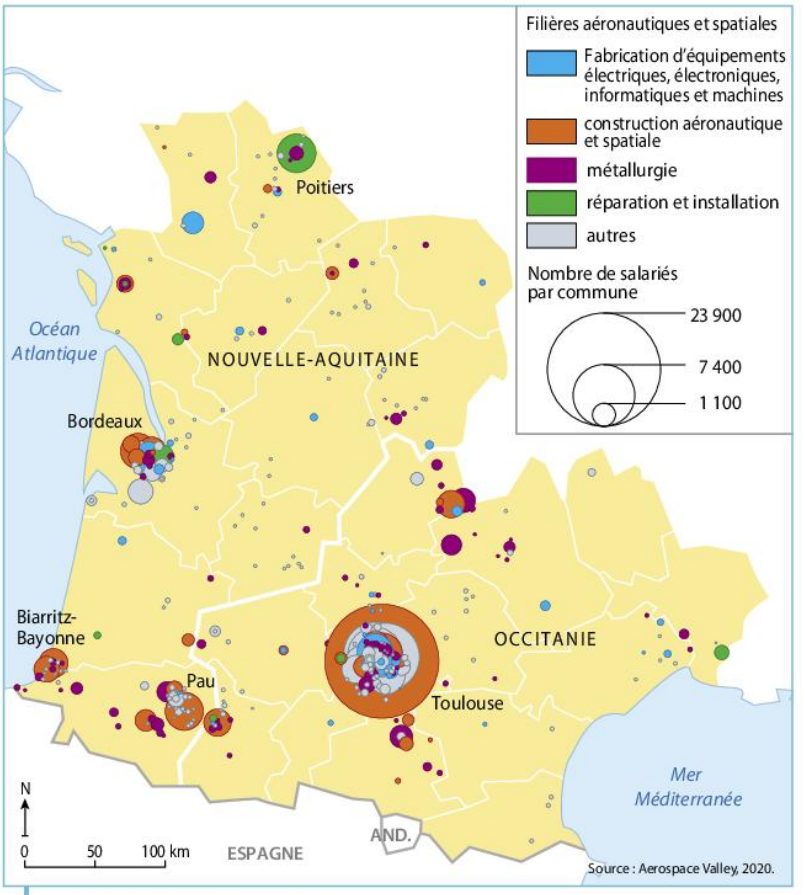
1. Identifiez les autres politiques que celle de l'agriculture favorisant l'ouverture de l'UE au monde.
Question 7, p. 554-563

2. Quelles politiques européennes visent à réduire les inégalités entre les territoires de l'UE ?
Question 7, p. 564-576

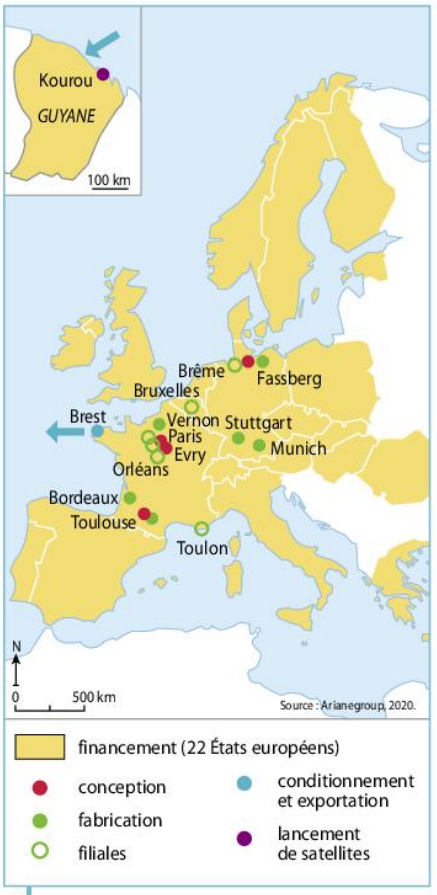
Étude de cas 4

Pourquoi Aerospace Valley se cartographie-t-elle à plusieurs échelles ?

À l'image de la Silicon Valley aux États-Unis et de ses industries de haute technologie, Aerospace Valley constitue une **agglomération économique** dynamique du Sud-Ouest de la France. Pourtant, la cartographie de ce réseau aéronautique se lit en réalité à de multiples échelles.



1 **Le pôle de compétitivité Aerospace Valley, une agglomération technologique du Sud-Ouest de la France**

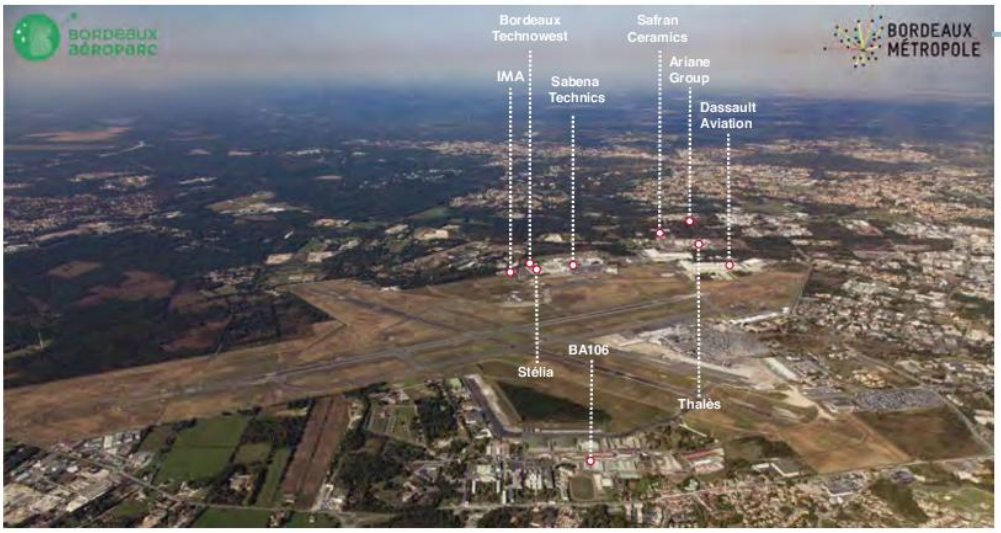


2 **Une agglomération technologique élargie à l'échelle européenne : l'exemple d'Arianespace**

3 Toulouse, la métropole centrale du système Airbus

Dans la géographie d'Airbus, Toulouse occupe la place centrale. L'agglomération est le siège et le lieu d'assemblage d'Airbus. Bien des observateurs ont souligné le paradoxe de ce choix : une métropole terrienne pour assembler un produit mondialisé mobilisant plus de 1 500 entreprises dispersées sur une quinzaine de sites européens. Plusieurs facteurs expliquent ce choix. Tout d'abord, la ville est le site de l'épanouissement de l'aviation en France avec le siège d'Airbus depuis les années 1970. Cet héritage s'accompagne d'une concentration d'acteurs expérimentés travaillant en réseau aux échelles locale et régionale (cadres de la recherche, pôle de compétitivité Aérospace Valley, sous-traitants). Enfin, d'autres facteurs ont joué, comme les disponibilités foncières au nord-ouest de l'agglomération dans le prolongement de l'aéroport de Blagnac, permettant la création de la vaste zone industrielle abritant le hall de montage. Choisir Toulouse pour assembler un produit dont les pièces proviennent de sites dispersés en Europe crée une organisation productive faite de flux intenses : de matériel lourd, d'informations stratégiques immatériels, de personnels qualifiés, ... Les principaux sites de production des éléments des avions sont reliés à Toulouse par des voies maritimes, des axes fluviaux de grand gabarit (dans l'estuaire de la Gironde), des voies routières pour des convois exceptionnels.

S. Dubois et K. Sutton, *La France, géographies d'un pays qui se réinvente*, Bréal, 2018.



4

Le parc technologique de Bordeaux

L'aéroparc de Bordeaux occupe 2 500 hectares accueillant des entreprises spécialisées dans l'aéronautique autour de pistes d'atterrissage permettant les essais. Le technopôle est aujourd'hui en cours d'agrandissement (400 hectares supplémentaires).

5

L'aéronautique, une activité aux dimensions mondiales

L'œil du géographe Le groupe Airbus, à travers ses activités aéronautiques et spatiales, apparaît comme le symbole de la concrétisation du projet européen de coopération industrielle en faisant intervenir différents pays membres de l'UE dans le processus de production. C'est dans le domaine spatial que s'exprime le plus clairement la coopération européenne, par le biais de l'Agence spatiale européenne. C'est la réputation d'excellence et de savoir-faire acquise par le secteur qui permet des exportations à l'international[1], les satellites européens étant devenus leaders sur le marché mondial.

Le groupe Airbus a aussi adopté récemment une stratégie de diversification de ses lieux de production, installant une usine en Chine et des sites en Inde, notamment à Bangalore, capitale indienne de la haute technologie afin de conquérir des marchés émergents jusqu'alors détenus par Boeing. L'un des éléments de l'implantation d'Airbus en Inde et en Chine est la promesse de transferts de technologie et d'une partie de la production (usine d'assemblage d'avions de ligne de Tianjin (Chine), partenariat avec l'entreprise indienne Mahindra pour la fabrication d'hélicoptères).

E. Libourel, *Géographie de la France*, A. Colin, 2017.

1. L'aéronautique représente 73 % des exportations de la région Occitanie, contre une moyenne française de 12 %.

Vocabulaire

- **Agglomération économique :** réseau territorial d'activités économiques qui travaillent en partenariat dans le cadre d'une production commune.
- **Pôle de compétitivité :** regroupement, sur un territoire donné, d'entreprises et de centres de recherche publics ou privés, dans le but de développer l'innovation. Il existe 56 pôles de compétitivité en France en 2020.

Réaliser des productions graphiques dans le cadre d'une analyse

Itinéraire 1

Décrire les documents

1. Comparez les procédés cartographiques utilisés pour la représentation de l'activité aéronautique. (doc. 1, 2)

2. Quelle représentation de l'agglomération économique Aerospace valley ces procédés donnent-ils à voir ? (doc. 1 et 2)

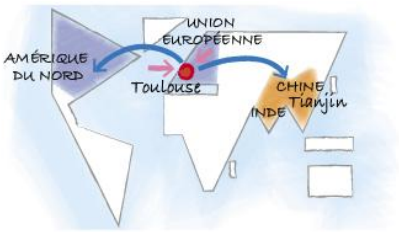
Interpréter les documents

Constituez des groupes de 4 élèves dans lesquels chacun propose un schéma de l'agglomération économique. Un élève propose un schéma à l'échelle locale (doc. 3 et 4), un second élève, à l'échelle régionale (doc. 1), un autre élève, à l'échelle européenne (doc. 2 et 3 p. 565) et un dernier élève, à l'échelle mondiale (doc. 5). Confrontez ensuite vos représentations.

Itinéraire 2 BAC E3C

Transposer un texte en croquis

À l'aide des documents, complétez le croquis et reconstituez sa légende à l'aide du doc. 5 pour répondre au sujet : « L'industrie aéronautique, un facteur d'intégration du Sud-Ouest français au monde ».



1 L'aéroport de Schipol (Amsterdam), 2e porte d'entrée du trafic aérien européen

Activités numériques

Entretien avec le cartographe Philippe Rekacewicz
Cartographier les migrations
https://www.youtube.com

a. Par quels moyens cartographiques peut-on représenter les migrations ?

b. Sur les cartes réalisées par Philippe Rekacewicz, comment les flux et la politique migratoires de l'Europe sont-ils représentés ?

c. Cherchez dans le manuel des cartes justifiant l'affirmation de Philippe Rekacewicz : « La carte résulte de choix qui tronquent la réalité. »

2 Une friche industrielle allemande reconvertie en centre de loisirs : Zollverein Essen

QUESTION

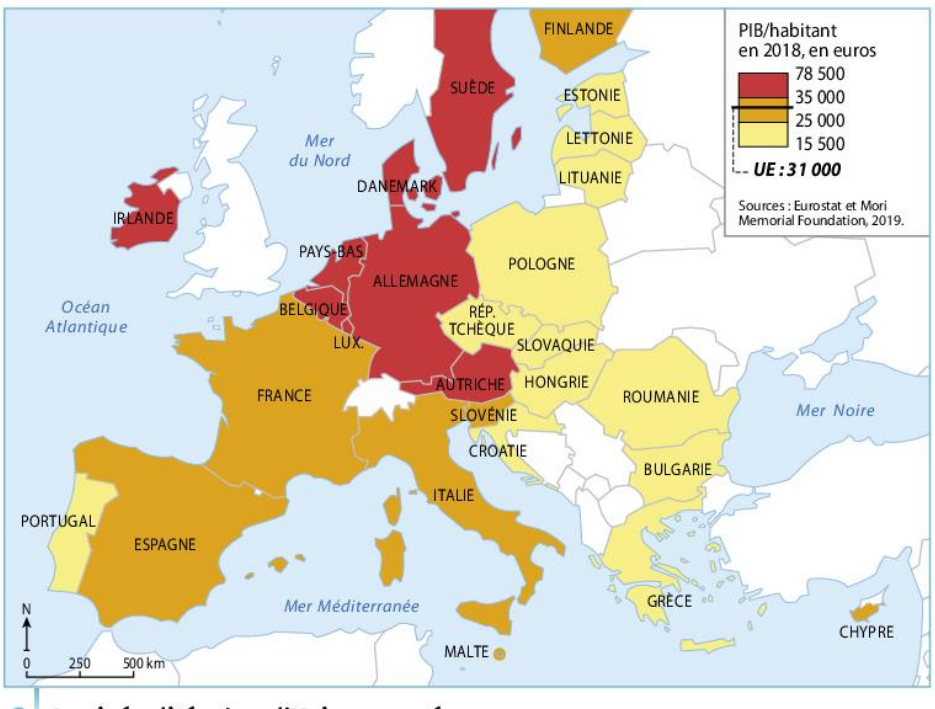
7

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

L'union européenne dans la mondialisation : des dynamiques complexes

Comment l'UE concilie-t-elle l'affirmation de sa puissance et la lutte contre ses inégalités internes ?

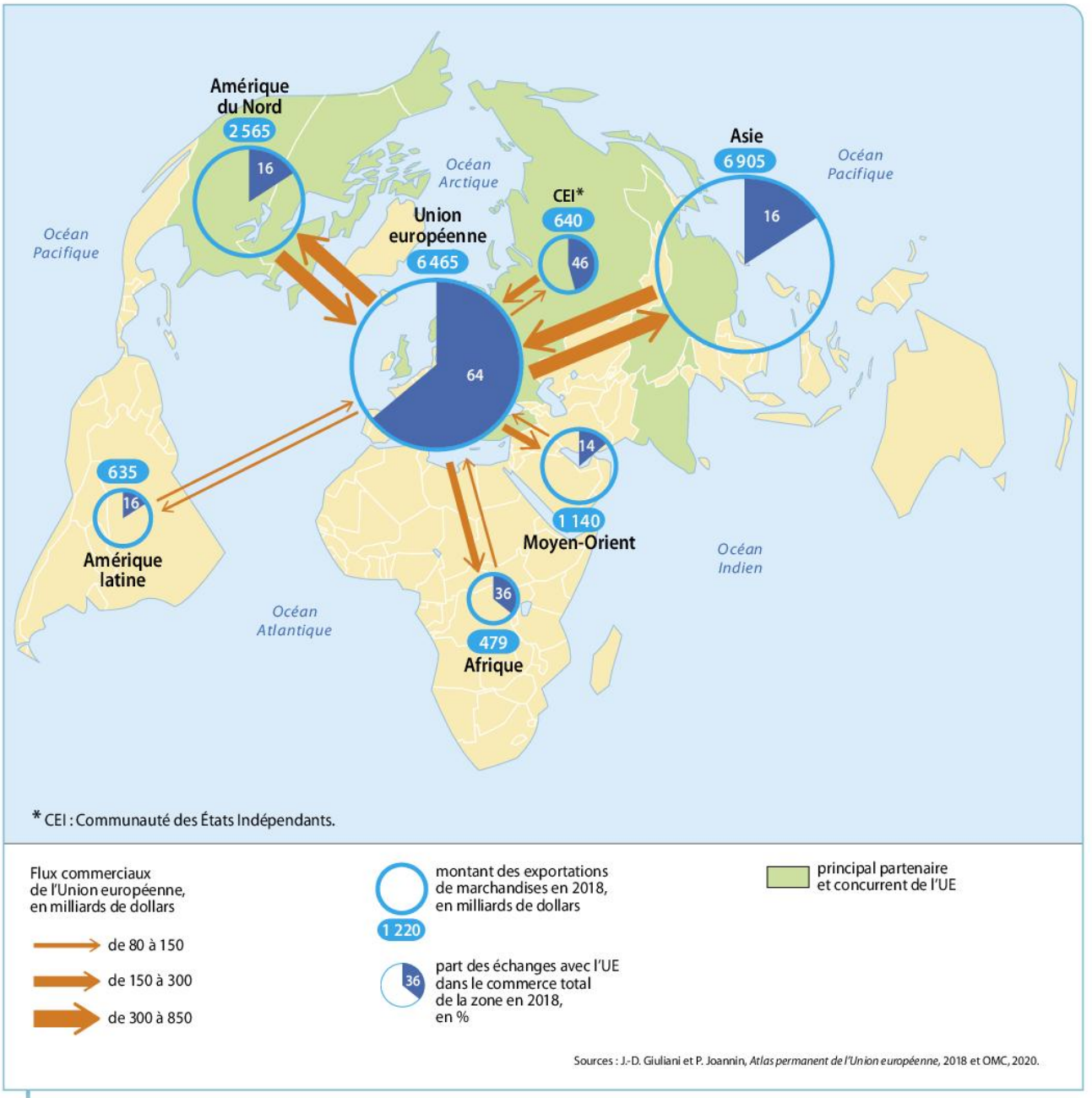


3 **Les inégalités dans l'Union européenne**

1. Comment le doc. 1 et la vidéo (activités numériques) montrent-ils l'inégale ouverture des territoires européens aux flux mondiaux ?
2. Décrivez les inégalités de richesse au sein de l'Union européenne. (doc. 3)
3. Comment l'UE agit-elle sur les territoires en difficulté ? (doc. 2)

Carte interactive

L'UE, un pôle majeur de la mondialisation



Sources : J.-D. Giuliani et P. Joannin, *Atlas permanent de l'Union européenne*, 2018 et OMC, 2020.

1 L'Union européenne, 1er pôle du commerce mondial

Lire les cartes

Cartes 1 et 2

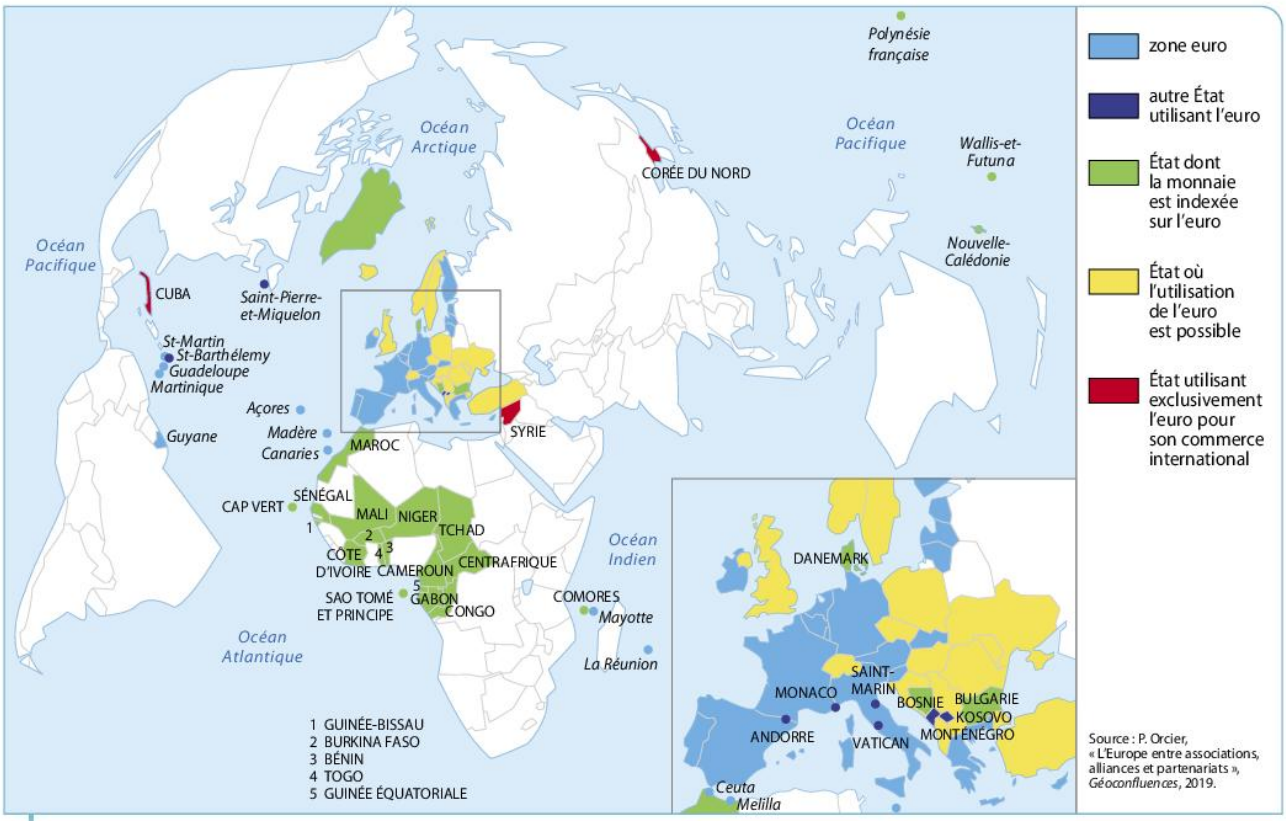
L'UE est, avec l'Asie, l'un des pôles majeurs de la mondialisation des échanges.

Quels sont les principaux partenaires commerciaux de l'UE ? Expliquez l'importance des informations représentées par les graphiques circulaires pour répondre à la question. Pourquoi l'euro renforce-t-il la place de l'UE dans la mondialisation ?

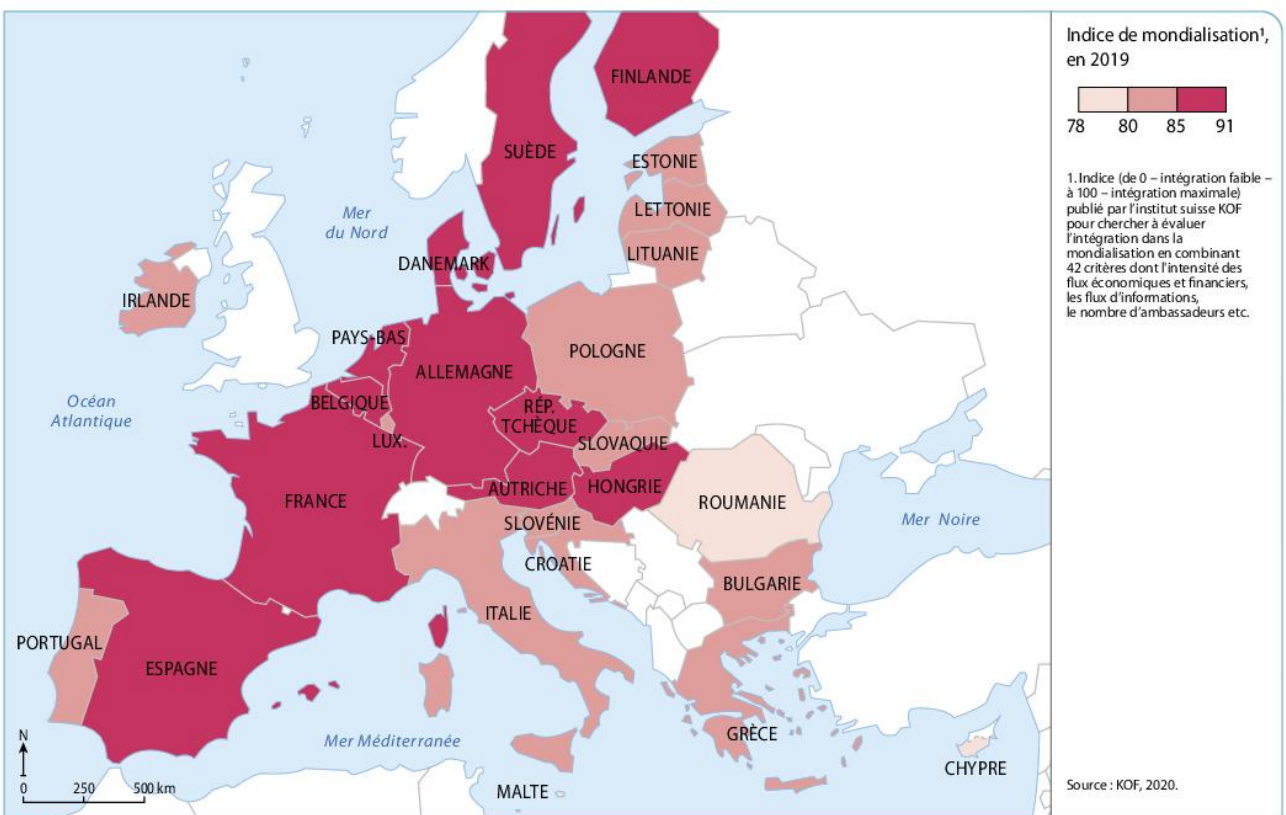
Carte 3

La carte met en évidence des différences d'intégration des territoires de l'UE dans les flux internationaux.

Localisez et identifiez les types de territoires favorisés par la mondialisation. Pourquoi la marginalisation des autres territoires est-elle toutefois à nuancer ? (doc. 3 p. 457)



2 **L'euro, outil de l'influence mondiale**



3 **Des États de l'UE inégalement ouverts dans la mondialisation**

Cours 1

QCM interactif cours

L'UE, une association régionale inégalement ouverte sur le monde

La forte intégration régionale de l'Union européenne, un atout dans la mondialisation ?

A L'association régionale au degré d'intégration le plus marqué au monde

L'Union européenne associe 27 États autour d'un projet d'unification continentale sans équivalent. C'est un espace unique au monde de libre circulation des marchandises, des hommes et des capitaux. Le territoire des 27 États membres en 2020 se prolonge également outre-mer (9 RUP).

Les frontières internes de l'UE semblent s'effacer avec les accords de libre-échange (Repère). Elles ne sont plus des ruptures mais souvent des espaces de coopération transfrontalière. La frontière germano-polonaise, invisible dans le paysage, est une interface parcourue par des flux de travailleurs et de capitaux valorisant les atouts de chaque pays.

Cependant, ces frontières s'estompent inégalement. L'espace Schengen (26 pays en 2020) comme la zone euro (19 pays) ne concernent pas toute l'UE. De plus, les frontières extérieures de l'UE se renforcent. Les contrôles des personnes s'opèrent surtout aux portes d'entrée de l'espace Schengen : aéroports, ports, frontières extérieures (Melilla, Calais). Celles-ci font l'objet d'une surveillance accrue (Frontex)

B Une intégration, facteur de puissance économique

La forte intégration régionale fait de l'UE la 1re puissance commerciale du monde (2/3 des échanges au sein de l'UE ; doc. 2). Pour accroître encore son poids dans les échanges internationaux, elle multiplie les accords avec d'autres territoires (Canada, Mercosur) tout en défendant ses intérêts à l'OMC.

L'UE cumule les atouts lui permettant une forte intégration à la mondialisation : 2e monnaie mondiale, main-d'œuvre qualifiée, transports performants, marché à haut revenu. Ses métropoles mondiales (Paris, Francfort) abritent les sièges de FTN (Total, Nokia), les bourses (réseau Euronext) et des centres de recherche de rang mondial (Aerospace Valley, Silicon Saxony en Allemagne).

C'est l'une des régions les plus riches (22 % du PIB mondial) et les plus attractives du monde : 1er pôle récepteur et émetteur d'IDE, 1er espace d'immigration et de tourisme (540 millions de visiteurs en 2018), signe de son *soft power*. Les candidatures nombreuses pour intégrer l'UE témoignent de son attractivité (Serbie, Turquie).

C Des territoires inégalement ouverts au monde

La mondialisation valorise les interfaces de l'UE. La Northern Range est une puissante façade maritime dont les ports (Rotterdam, Anvers) accueillent la moitié du trafic maritime de l'UE (doc. 1). Le long des fleuves (Rhin, Elbe), des corridors concentrant de puissants réseaux de transport irriguent l'arrière-pays, visant à relier la Northern Range à la Méditerranée ou à la mer Noire.

Les métropoles concentrent les activités de commandement (quartiers d'affaires, technopôles) et les infrastructures d'ouverture au monde (aéroports, *data centers*). Les plus puissantes sont des villes mondiales (Londres, Paris) ; d'autres rayonnent à l'échelle européenne (Francfort, Milan, Barcelone). La mégalopole européenne constitue le cœur de l'Europe.

Des espaces marqués par l'enclavement sont moins intégrés. Les espaces ruraux peu peuplés ne parviennent pas à enrayer le déclin agricole ou démographique (Ouest de l'Irlande, Sud de l'Italie). Si certains territoires ultramarins développent des ports et aéroports (Saint-Martin, Canaries), leurs échanges restent dépendants de l'UE.

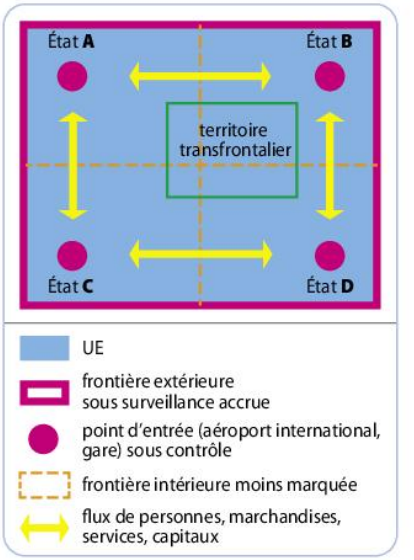
La forte intégration régionale de l'UE en fait un pôle majeur de la mondialisation même si tous les territoires n'en profitent pas équitablement.

Vocabulaire

- **Espace Schengen :** espace de libre circulation des personnes entre les États signataires des accords de Schengen.
- **Frontex :** agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes chargée de contrôler les flux migratoires aux frontières extérieures de l'Union européenne.
- **Mégalopole européenne :** vaste espace urbanisé s'étendant de Londres à Milan en englobant l'espace rhénan. Il se caractérise par une forte concentration de métropoles et d'axes de communication.
- **Northern Range :** façade maritime de l'Europe concentrant le long de la mer du Nord les principaux ports européens. Elle s'étire de Hambourg (Allemagne) au Havre (France).
- **RUP (région ultrapériphérique) :** région appartenant à l'Union européenne mais située en dehors du continent européen.

REPÈRE

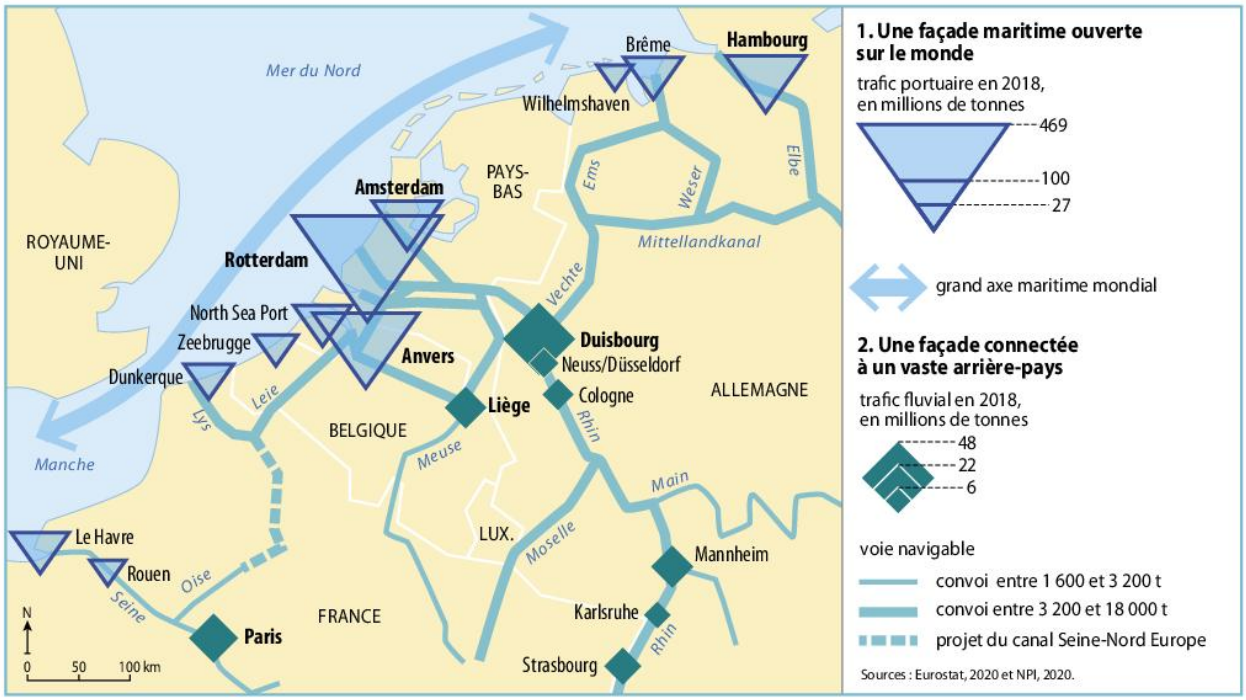
Les frontières de l'UE



1 La Northern Range, première façade maritime de l'UE

L'œil du géographe Depuis le Moyen Âge, l'Europe du Nord a vu se développer le long des côtes de la Manche et de celles de la mer du Nord des ports qui ont toujours été d'importants lieux d'échanges. La multimodalité, un même conteneur pouvant circuler par les voies maritimes, fluviales, ferroviaires et routières, est un atout fondamental, les réseaux néerlandais et belges étant connectés à ceux de toute l'Europe de l'Ouest et en particulier à la vallée du Rhin, cœur de l'industrie allemande, la première du continent. Cependant, malgré la construction européenne, les logiques d'organisation des espaces portuaires restent très largement nationales avec des formes de compétition entre les sites. Ainsi, l'incertitude qui règne quant à l'avenir du projet de canal Seine-Nord Europe empêche Le Havre de s'intégrer dans le réseau fluvial d'Europe du Nord.

V. Adoumié et J.-M. Escarras, *Lieux et territoires de la mondialisation*, Hachette, 2019.



2 L'UE, un géant dans la mondialisation

	Union européenne	États-Unis	Chine
Population en 2020, en millions	513	327	1 393
Part dans le PIB mondial en 2018, en %	22	24	16
Croissance annuelle moyenne du PIB entre 2008 et 2018, en %	+ 2	+ 3	+ 6,6
Part dans le commerce mondial en 2018, en %	15	17	13
Nombre de FTN parmi les 500 premières en 2019 (en 2010)	114 (133)	121 (139)	119 (46)

Sources : Banque mondiale, Eurostat et Fortune Global 500, 2020.

Capacités & Méthodes

Analyser une série statistique (doc. 2)

1. Identifiez dans le doc. 2 les éléments de puissance de l'UE sur la scène mondiale. Illustrez votre réponse par quelques éléments chiffrés soigneusement sélectionnés (valeurs brutes ou pourcentages, comparaison avec les États-Unis et la Chine,...).
2. Identifiez ensuite les éléments de faiblesse de l'UE (par rapport aux autres pôles mondiaux, évolution,...).

Cours 2

QCM interactif cours

Les enjeux de l'affirmation de l'UE dans le monde

Quels défis l'UE doit-elle relever pour affirmer sa puissance sur la scène mondiale ?

A Maintenir son poids sur la scène mondiale

L'UE est défiée par de nouveaux concurrents, notamment les pays émergents. Son poids dans le commerce mondial recule et sa puissance économique présente des faiblesses (dépendance énergétique, vieillissement) que le Brexit va sans doute accentuer (doc. 1).

Le rôle politique de l'UE reste faible. Présente dans les organisations internationales (ONU, G20), elle tisse des partenariats stratégiques (**politique européenne de voisinage**, Repère). Elle peine toutefois à parler d'une seule voix. De plus, l'UE n'est pas une puissance militaire malgré les débuts d'une politique étrangère et de sécurité commune.

Face aux enjeux planétaires, l'UE tente de défendre sa vision de la mondialisation : lutte contre les paradis fiscaux, défense de normes juridiques et environnementales, aide au développement (1er donateur mondial). Son action est toutefois freinée par des désaccords internes, comme sur la politique énergétique.

B Faire face aux divisions internes

La mondialisation et les élargissements creusent les inégalités à toutes les échelles au sein de l'UE, entre États (5 pays représentent 2/3 du PIB) et entre régions (écart de 1 à 8 entre le PIB/hab. du Luxembourg et du Nord-Ouest de la Bulgarie). À l'échelle urbaine, les inégalités entre quartiers riches et pauvres sont nombreuses (centre aisé et bidonville Canada Real Galiana à Madrid).

Les disparités internes sont sources de divisions internes, et donc facteurs d'affaiblissement sur la scène mondiale (doc. 2). Les crises financières et migratoires des années 2010 nourrissent la tentation du repli national. Ainsi, la Grèce en 2017 et l'Italie en 2019 ont rejoint le programme chinois des nouvelles routes de la soie, malgré l'inquiétude de leurs partenaires européens.

Ces crises illustrent la difficulté à créer des politiques communes protégeant les territoires et les populations des effets néfastes de la mondialisation. L'ouverture aux flux migratoires divise : les États méditerranéens réclament une redéfinition des règles d'accueil des migrants. La lenteur de la construction d'une Europe sociale fait l'objet de critiques (parité, accès à l'emploi).

C Approfondir l'intégration européenne ?

La puissance de l'UE peut être renforcée par des politiques communes. L'UE s'impose d'ailleurs comme leader mondial dans les domaines où la coopération fonctionne : aéronautique, aérospatiale, environnement. Les territoires de l'UE peuvent cependant être mis en concurrence entre eux, comme le Luxembourg, l'Irlande accusés de miser sur une politique fiscale attractive aux dépens de leurs voisins.

Toutefois, le désir d'approfondissement est inégal selon les États. Certains tentent de renforcer l'intégration (couple franco-allemand) mais d'autres y sont hostiles (groupe de Visegrad). Une « Europe à la carte » s'affirme. Un noyau d'États (France) adhèrent à toutes les politiques et mènent des coopérations renforcées ; d'autres bénéficient de clauses d'exemption (Danemark exempté d'obligation de coopération judiciaire avec les autres États).

La montée de l'euroscepticisme constitue un frein à l'approfondissement. Il a conduit le Royaume-Uni au Brexit. Ce départ est un défi majeur pour l'UE, qui entend prévenir tout risque de contagion.

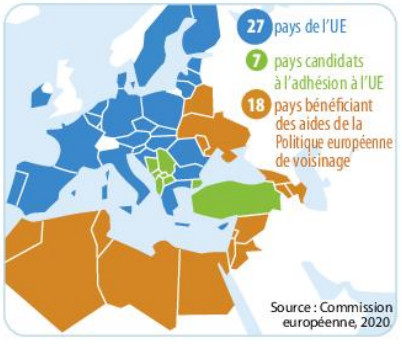
Tout en cherchant à affirmer sa puissance internationale, l'UE doit faire face aux tensions internes auxquelles elle tente de répondre en renforçant les politiques communes, avec des résultats inégaux.

Vocabulaire

- **Approfondissement :** processus d'unification et d'harmonisation favorisé par le renforcement des institutions européennes et la création de politiques communes.
- **Élargissement :** processus d'extension géographique de l'Union européenne qui est passé de 6 États en 1957 à 27 en 2020.
- **Euroscepticisme :** opposition à certains aspects de l'intégration européenne ou à l'Union européenne dans son ensemble.
- **Groupe de Visegrad :** groupe de pays appartenant à l'UE (Hongrie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie) défendant des positions communes (restriction de l'immigration, renforcement des souverainetés nationales).
- **Politique européenne de voisinage :** politique de coopération entre l'UE et ses voisins (Europe de l'Est, Maghreb, Proche-Orient). Elle vise à stabiliser les marges de l'UE en assurant la prospérité et la stabilité des frontières.

REPÈRE

L'ouverture de l'UE sur son voisinage



1 Une puissance qui fait face à des défis extérieurs

Dessin de Paresh Nath, 2019.
Traduction : « C'est le moment d'une protection supplémentaire ! » ; Chine ; Monopole des géants du numérique ; migration illégale ; chaos lié au Brexit.

2 Les paradoxes de la puissance européenne dans le monde

Le paradoxe pour l'UE est qu'elle n'est pas perçue comme un acteur majeur dans le système de gouvernance économique mondiale bien qu'elle soit, en termes de PIB, la première puissance économique (avec environ 22 % du PIB mondial). Pour l'heure, elle parvient encore à faire entendre sa voix dans le concert des nations grâce à son héritage historique, mais au fur et à mesure que s'accroîtra la concurrence des économies émergentes, il deviendra de plus en plus difficile pour elle de maintenir une telle position. Pour éviter la marginalisation, le défi pour l'UE est double : il s'agit d'une part de parvenir à maintenir son statut de puissance économique et d'autre part de trouver le moyen de convertir de manière durable son potentiel économique en capacité d'influence, ce qui passe par une réforme interne et une définition claire de sa propre vision de l'avenir.

Dès lors, les efforts de l'UE doivent porter sur trois axes. Tout d'abord, il paraît impératif de relancer l'effort de compétitivité au sein de l'Union. Deuxièmement, si l'UE veut continuer à participer à la structuration du système économique mondial de demain, elle doit se montrer plus unie, plus cohérente, et mieux à même de définir et d'exprimer une position commune. Enfin, la troisième piste est pour l'UE d'apprendre à travailler de manière indépendante et constructive avec les nouveaux acteurs clés du monde de demain, à savoir les grandes économies émergentes.

F. Nicolas, *L'Europe et le monde en 2020*, Septentrion, 2019.

Capacités & Méthodes

Analyser un document iconographique (doc. 1)

1. Complétez le tableau suivant pour décrire et interpréter le dessin de presse.

Décrire les menaces	Interpréter les menaces avec les connaissances personnelles	Interpréter la réaction de l'Union européenne face à ces menaces
Chine	– Concurrent économique –	
.....	.....	
.....	.....	
.....	.....	

2. En confrontant ce dessin avec le doc. 2, portez un regard critique sur le dessin en montrant que les menaces sont autant internes à l'Union européenne qu'externes.

Exemple

L'Union européenne, un moteur de la lutte contre le changement climatique ?

1 Un discours et des politiques volontaristes

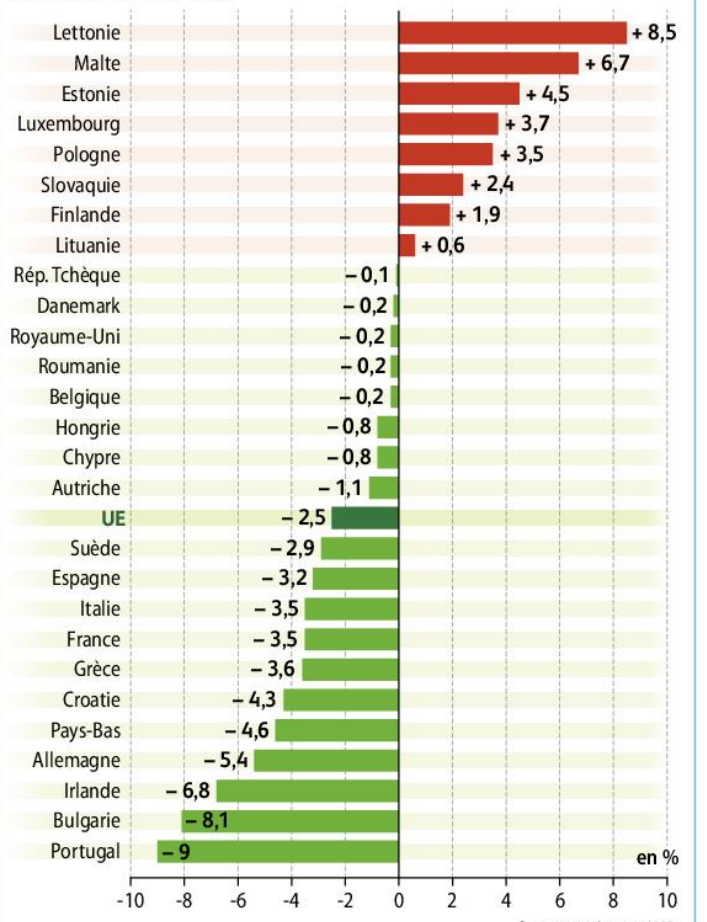
Depuis la COP21 de Paris en 2015, l'UE se veut le leader mondial de la lutte pour le climat[1]. L'ambition se traduit par l'engagement de réduire d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % (par rapport au niveau de 1990) et la promesse d'atteindre à cet horizon 32 % d'énergies renouvelables, un objectif revu à la hausse l'an passé. L'effort réglementaire et financier est indéniable, avec quelque 180 milliards d'euros alloués au plan climat et à l'économie verte sur la mandature. En soutenant le développement des énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse), la rénovation thermique des bâtiments et l'éco-conception des produits, la Commission européenne a joué son rôle d'aiguilleur des États membres. L'effort reste en devenir pour les énergies renouvelables, où l'Europe est le leader mondial des brevets mais manque encore de réalisations concrètes. Si les plans de sortie de l'énergie fossile se développent dans de nombreux États, le charbon reste encore très présent en Grèce, en République tchèque et surtout en Pologne. En Allemagne, 40 % de la production électrique en provient désormais, conséquence de la sortie du nucléaire. L'Europe souffre aussi de ses incohérences avec une fiscalité qui reste favorable aux énergies fossiles, comme le diesel. Au sommet de Sibiu[2], en Roumanie, huit États ont appelé à accélérer l'effort. Mais l'Allemagne, la Pologne, la République tchèque ou encore la Hongrie s'opposent à un tel renforcement des objectifs.

Les Échos, 15 mai 2019.

1. 20 % du budget 2014-2020 de l'UE est consacré à l'action climatique et la part des énergies renouvelables est passée de 10 à 17,5 % entre 2007 et 2017.

2. En mai 2019, France, Belgique, Danemark, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suède y lancent un appel pour atteindre « zéro émission de GES d'ici 2050 ».

Évolution des émissions de CO_2 provenant de la consommation d'énergie entre 2017 et 2018, en %



Source : toute l'europe, 2020.

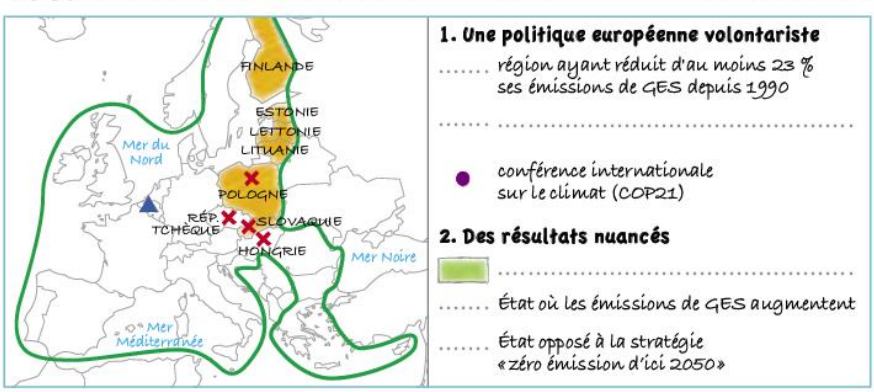
2 Des résultats nuancés

Utiliser une approche géographique pour mener une analyse

Itinéraire en autonomie

Complétez le croquis suivant avec les informations fournies dans les doc. 1 et 2 pour montrer les effets contrastés de la politique menée par l'UE contre le changement climatique.

Titre : .....



Exemple

Existe-t-il une politique étrangère de l'Union européenne ?

1 La lente émergence d'une politique étrangère européenne

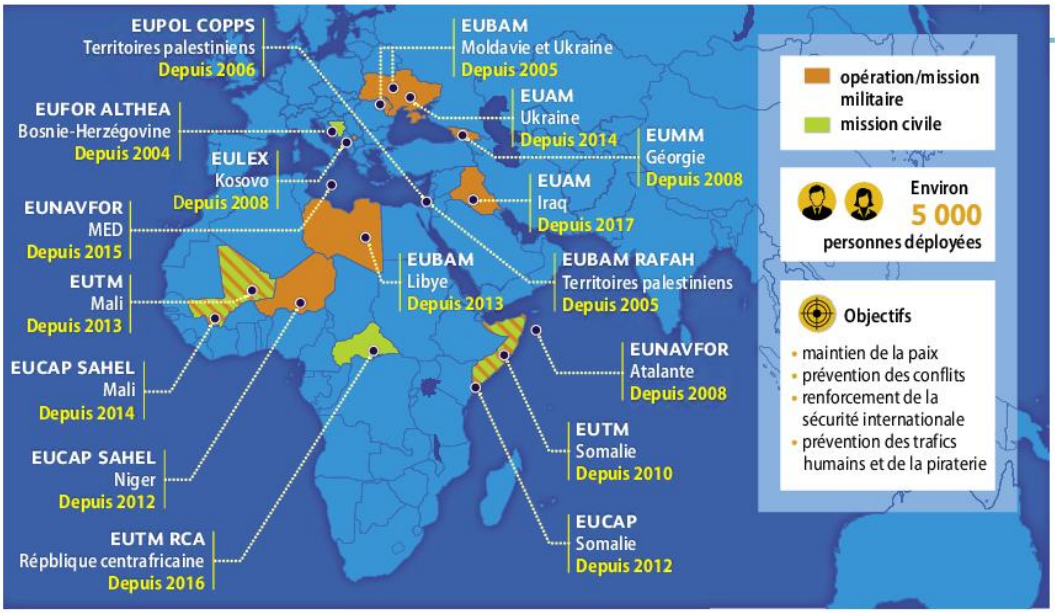
En matière de diplomatie et de défense, les États membres conservent l'essentiel des compétences. L'émergence d'une véritable politique étrangère européenne est freinée par les grandes disparités entre les États : 21 des 27 pays sont membres de l'OTAN[1], véritable bouclier militaire de l'Europe ; certains sont attachés à un positionnement neutre (Autriche, Finlande). C'est avec le traité de Maastricht (1993) que l'action extérieure européenne s'institutionnalise avec la politique étrangère et de sécurité. L'UE noue également des partenariats avec son voisinage. Tandis qu'en matière d'aide au développement, les Européens sont les premiers donateurs du monde : l'UE fournirait 57 % de l'aide au développement dans le monde en 2018. À partir de 1997, l'UE se dote d'un chef de la diplomatie officiel, le « haut représentant » afin de mieux incarner son action extérieure. Le Service européen pour l'action extérieure est sous son autorité. Cette montée en puissance de la politique étrangère et de sécurité européenne est encouragée par l'augmentation des zones de conflit près des frontières de l'UE (Ukraine, Syrie) et des facteurs de déstabilisation (terrorisme, changement climatique). Individuellement, les États européens ne sont en outre plus capables de peser face aux puissances que sont les États-Unis, la Chine ou la Russie.

Centre d'information sur l'Europe, 16 septembre 2019.

1. Organisation du traité de l'Atlantique nord : organisation militaire créée en 1949 autour des États-Unis et de ses alliés riverains de l'Atlantique.

2 La faiblesse militaire de l'UE vue par la Russie

Dessin de presse de Vitaly Podvitski paru dans *Sputniknews*, octobre 2016.
Dans un contexte de relations tendues entre l'UE et la Russie (crises ukrainienne et syrienne), le média en ligne *Sputniknews* dénonce la faiblesse militaire de l'UE face aux États-Unis.



3 Missions et opérations menées par l'UE dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune

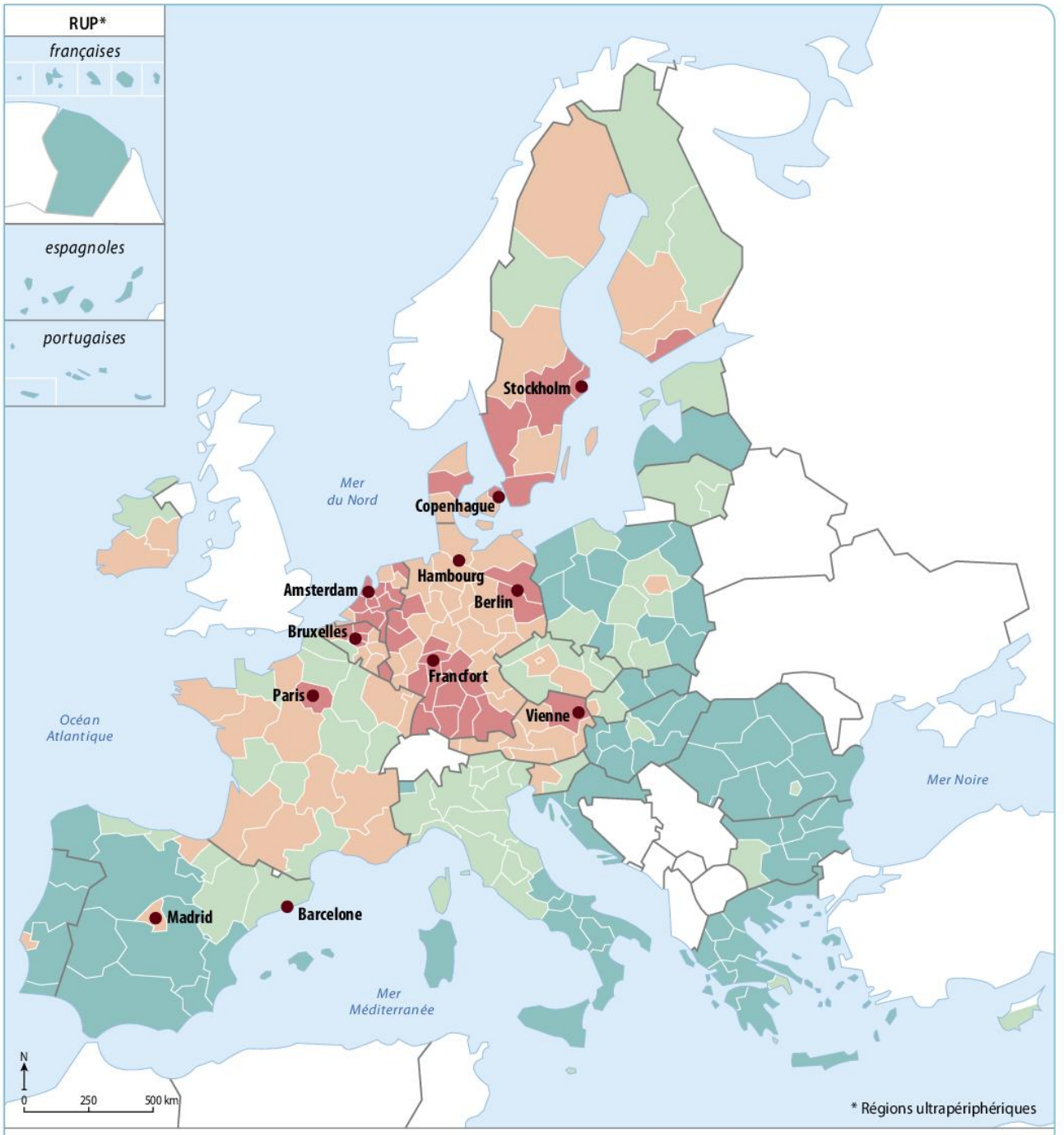
Conduire et justifier une démarche géographique

Itinéraire guidé

1. Identifiez les éléments qui témoignent d'une influence diplomatique et militaire de l'Union européenne à l'échelle internationale. (doc. 1 et 3)
2. Comment l'UE cherche-t-elle à avancer sur le terrain d'une politique étrangère commune ? (doc. 1 et 3)
3. Quelles sont les limites à la construction d'une politique étrangère et de défense de l'UE ? (doc. 1 et 2)

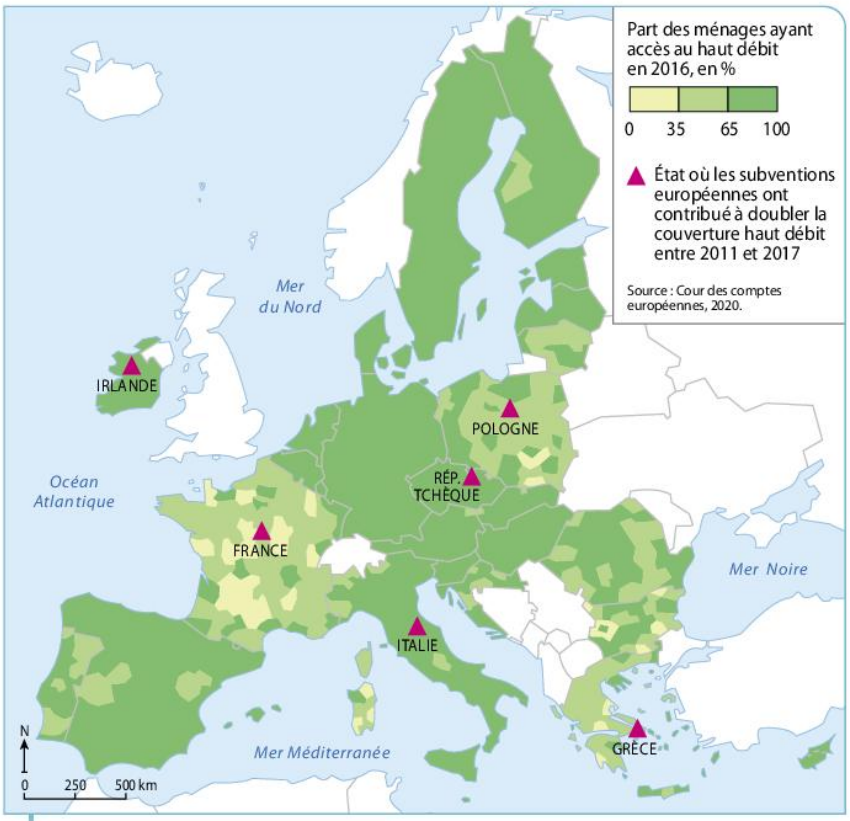
Des politiques pour renforcer la compétitivité de l'Union européenne

Carte interactive

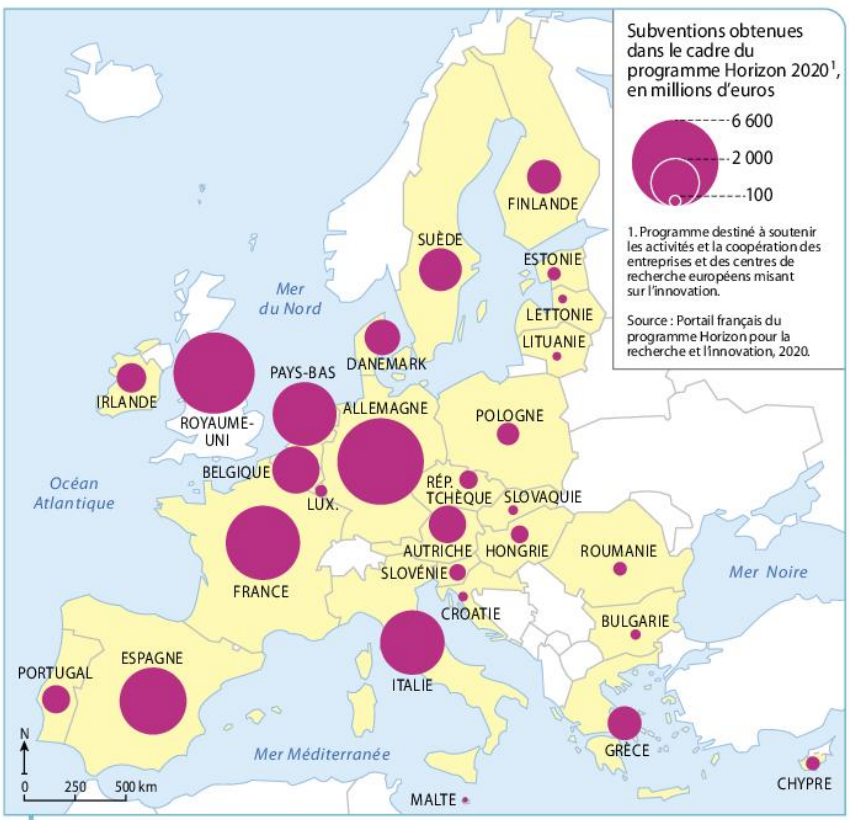


Source : Commission européenne, 2020.

1 Une inégale compétitivité des territoires de l'UE



2 **Le soutien de l'UE à la couverture haut débit**



3 **L'action de l'UE pour la recherche et l'innovation**

Vocabulaire

- **Compétitivité :** capacité à faire face à la concurrence des autres territoires dans le cadre de la mondialisation.

Lire les cartes

Carte 1

L'indice de compétitivité permet à l'UE d'évaluer, en croisant différents critères (innovation, transports, qualification de la main-d'œuvre, etc.), la compétitivité de ses territoires.

Quels sont les contrastes territoriaux que la carte 1 met en évidence à l'échelle européenne ? à l'échelle régionale ?

Cartes 2 et 3

Plusieurs leviers sont utilisés pour rendre les territoires européens plus attractifs.

Selon vous, quel rôle la couverture numérique et l'innovation jouent-elles pour favoriser la compétitivité des territoires européens ? Quelles sont les actions et les limites des réalisations présentées ici ?

Cours 3

QCM interactif cours

L'Union européenne, un espace qui soutient la compétitivité de ses territoires

Comment l'UE agit-elle pour faire face à la concurrence internationale ?

A Des politiques pour encourager la compétitivité

L'accessibilité des territoires de l'UE est une nécessité dans le contexte de concurrence des territoires dans la mondialisation. L'UE finance les réseaux européens de transport pour faciliter les échanges internes par route, voie ferrée ou voie navigable. De puissantes infrastructures ouvrent l'UE au reste du monde : Paris, 1er aéroport européen, a accueilli 72 millions de passagers en 2019 ; Rotterdam reste le 1er port mondial (hors Asie de l'Est).

L'UE finance des politiques économiques pour valoriser les atouts des États-membres. La PAC a permis la puissance agricole de l'Europe en encourageant le productivisme. L'UE a soutenu la reconversion des anciennes régions industrielles comme le Nord de la France, de l'Italie, ou la Ruhr en Allemagne.

Face à la concurrence internationale, l'UE mise aujourd'hui sur la recherche et l'innovation grâce au soutien financier du programme Horizon 2020. Les programmes technologiques communs sont une réussite (Airbus, Agence spatiale européenne). La stratégie numérique européenne vise à renforcer l'accessibilité numérique des territoires européens et encourager l'Intelligence artificielle.

B La mise en réseau des acteurs économiques

L'UE favorise les partenariats public-privé (Repère A). Par le cofinancement, des infrastructures coûteuses ont pu être réalisées, à 87 % dans les communications (autoroutes en Grèce ou en Espagne, déploiement numérique en Moselle). Pourtant, le bilan est mitigé (retard de livraison, hausse du coût). L'ouverture aux investisseurs étrangers fait débat (achat du port du Pirée par le chinois Cosco).

Pour faire face à la concurrence internationale, l'UE encourage la mise en réseau des acteurs d'une même branche d'activité, ce qui crée des agglomérations économiques. Elles peuvent être industrielles (Airbus, Food Valley aux Pays-Bas) ou tertiaires (assurances à Niort, Inclusilver autour de la *silver* économie en Suède).

Les agglomérations économiques diffèrent selon leur échelle : continentale (réseau aéronautique ou boursier), régionale (pôles de compétitivité français, danois, espagnols - doc. 1) ou locale (bassin rural industriel comme en Vendée, zone industrielle périurbaine). La coopération économique transfrontalière est aussi encouragée par l'UE (EuraTechnologies à Lille).

C Des résultats inégaux

La mise en réseau des acteurs économiques est inégalement efficace. Mis à part quelques secteurs comme l'aéronautique, la robotique ou l'efficacité énergétique, les efforts de R&D sont peu mutualisés. La coopération industrielle n'enraye pas la délocalisation des activités les moins productives hors de l'UE (automobile, textile).

L'absence d'une politique industrielle et fiscale commune crée une concurrence entre territoires européens. Les choix économiques des entreprises entraînent une redistribution des activités (délocalisation d'usines vers la Roumanie ou la Bulgarie ou de sièges sociaux vers l'Irlande et le Luxembourg) et des flux de travailleurs au sein de l'UE (Repère B).

Parfois, les principes de l'intégration européenne peuvent être perçus comme des freins à la compétitivité. Au nom du principe de concurrence, l'UE s'oppose à certaines fusions d'entreprises (doc. 2) ou dénonce les pratiques de soutien des États membres à leurs fleurons industriels.

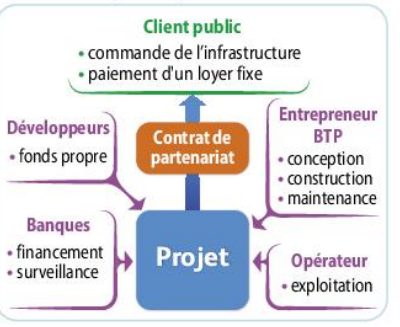
L'UE soutient ses territoires face à la concurrence mondiale à travers des politiques communes et la mise en réseau des acteurs économiques, même si les résultats sont inégaux.

Vocabulaire

- **Agglomération économique :** réseau territorial d'acteurs économiques (entreprises, centres de recherche) qui travaillent en partenariat dans le cadre d'une production commune.
- **PPP (partenariat public-privé) :** accord permettant la mise en place d'un aménagement public par des entreprises privées qui, en échange de tout ou d'une partie du financement, obtiennent l'usage de cet aménagement durant une période déterminée.
- **Pôle de compétitivité :** regroupement, sur un territoire donné, d'entreprises et de centres de recherche publics ou privés dans le but de développer l'innovation dans un domaine d'activité.

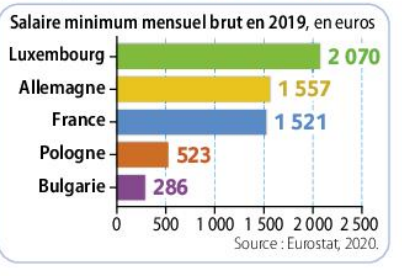
REPÈRE A

Partenariat public-privé



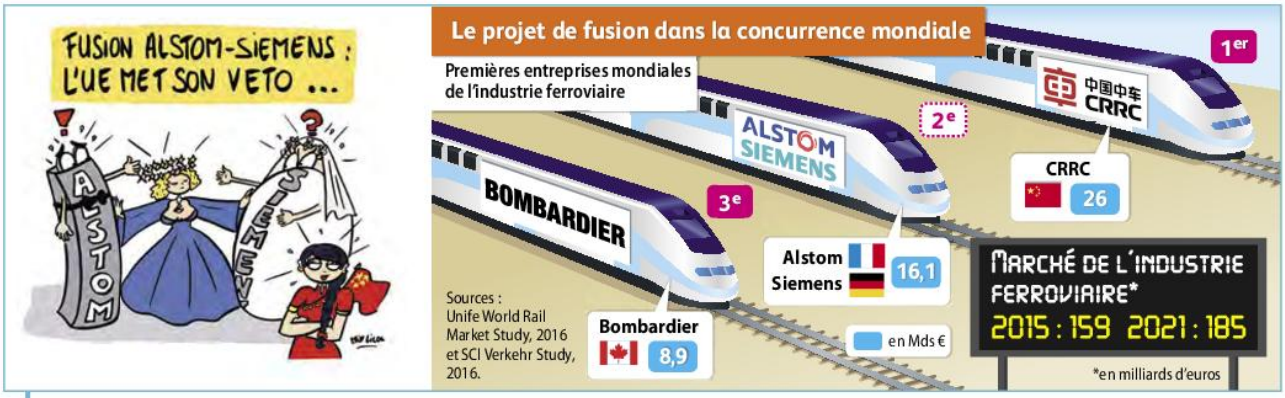
REPÈRE B

Les disparités salariales au sein de l'UE



1 **La Silicon Saxony (Allemagne), un territoire électronique dynamique**

Réunissant plus de 300 entreprises (Siemens, Zeiss, ...) et plus de 40 000 salariés, ce réseau d'entreprises fait de la Saxe le plus grand *cluster* de microélectronique d'Europe.



2 **Le veto de l'UE à la fusion de deux géants industriels européens**

La Commission européenne a refusé en 2019 la fusion du Français Alstom avec l'Allemand Siemens au nom du principe de concurrence qui vise à donner le choix aux consommateurs. Elle a été alors accusée de bloquer la constitution d'un groupe européen du transport ferroviaire capable de faire face à la concurrence chinoise.

Capacités & Méthodes

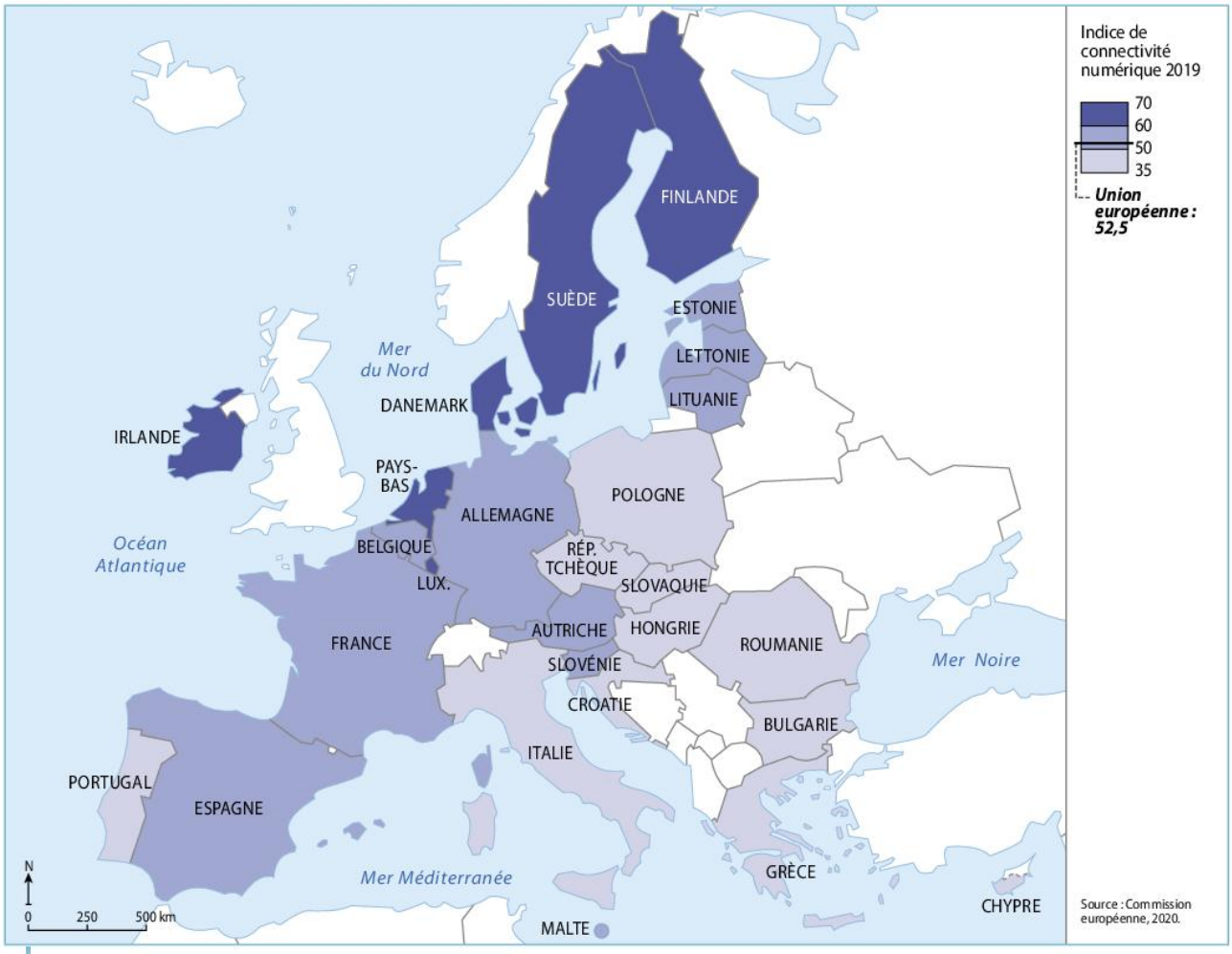
Confronter le savoir en géographie avec ce qui est lu (doc. 2)

1. Comment le dessin de presse montre-t-il le rôle de l'UE dans l'échec de la fusion entre Alstom et Siemens ? Selon le dessin, qui en est le bénéficiaire ?
2. En confrontant ce dessin de presse à l'infographie qui l'accompagne, expliquez le point de vue de l'auteur.
3. En consultant le site de la Commission européenne, https://europa.eu, recherchez l'article « IP-19-88 » pour repérer et expliciter les deux arguments majeurs qui ont dicté la décision de l'UE.

Exemple

Vers une politique numérique commune dans l'Union européenne ?

En retard dans la course aux innovations face aux États-Unis et à la Chine, l'Union européenne encourage aujourd'hui l'économie numérique sous toutes ses formes : e-commerce, intelligence artificielle… Pourtant, des freins persistent.



1 **Une inégale couverture numérique**

2 Une stratégie numérique récente

L'UE est marquée par des inégalités entre ses États membres et par un retard vis-à-vis des États-Unis et de la Chine dans le secteur numérique. Pourtant, elle dispose d'atouts prometteurs. Avec 48 % des parts de marché, l'UE s'impose sur le marché mondial des services numériques. Les pays nordiques ont amorcé une transition vers le numérique : l'Estonie, avec sa carte d'identité numérique, fait figure de précurseur européen ; la Finlande a misé sur une numérisation prononcée de son économie et a fait de l'accès à Internet haut débit un droit légal. Les compétences européennes, ses importants investissements en R&D, en logiciels et bases de données, son marché et sa diversité en font un concurrent qui compte : l'UE héberge trois entreprises de plus de 10 milliards de dollars : Supercell (en Finlande), Zalando (en Allemagne) et Spotify (en Suède).

Mais l'absence de politique industrielle européenne relègue au niveau des États les programmes de soutien à l'économie numérique, même si les choses sont en train de changer. Les investissements, le regroupement des forces européennes en matière d'intelligence artificielle marquent une orientation plus volontariste de l'UE. L'usage du numérique dans la production, indispensable à la compétitivité européenne, va s'imposer. La question est de savoir si les acteurs européens sont capables d'en assumer le rythme imposé par la mondialisation.

S. Guillou et C. Gaglio, « L'Europe, future puissance numérique », *Cogito* (magazine de recherche de Sciences Po), 24 janvier 2019.

2

Campagne de promotion de l'UE pour l'Intelligence artificielle

(a) associations européennes de promotion de la robotique
(b) centres de recherche de Poznan (ville polonaise d'accueil de la semaine européenne de la robotique 2019)
(c) fondation chargée de soutenir la recherche scientifique en Europe

Pour les particuliers

- Assurer une meilleure protection des données
- Créer des centaines de milliers d'emplois
- Faciliter les achats en ligne
- Économie sur les achats de **11,7** milliards d'euros par an*

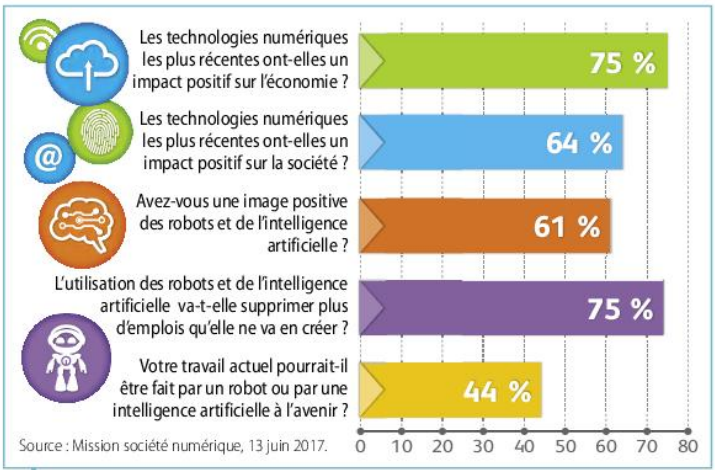
Pour les entreprises

- Élargir le marché aux **450** millions de consommateurs de l'UE
- Chiffre d'affaires potentiel de **415** milliards d'euros par an

*Si les consommateurs peuvent choisir dans toute la gamme de biens et services de l'UE.

Source : Commission européenne, 2020.

4 **Les atouts d'un marché unique numérique selon la Commission européenne**



Source : Mission société numérique, 13 juin 2017.

5 **Une robotisation qui inquiète selon les sondages**

Vocabulaire

- **Intelligence artificielle :** ensemble des technologies mises en œuvre pour simuler l'intelligence.

Justifier des choix

Itinéraire guidé

Décrire les documents

1. Présentez les objectifs de la politique numérique de l'UE ? (doc. 1, 2 et 4)
2. Quels moyens sont déployés par l'UE ? (doc. 2 et 3)

Interpréter les documents

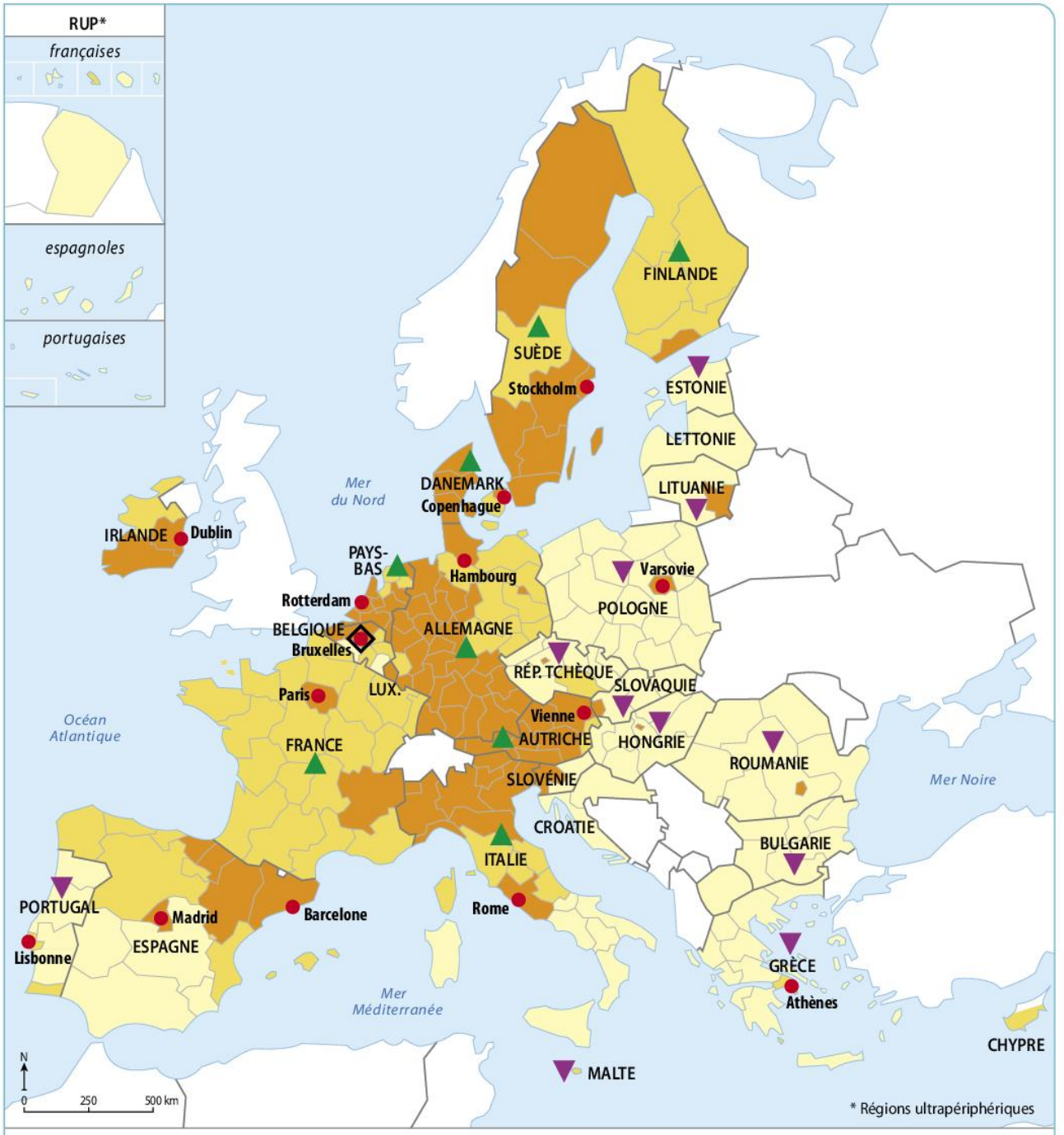
3. Quelles sont les réussites et les limites de l'action de l'UE dans le domaine numérique ? (doc. 1, 2, 4 et 5)

Itinéraire en groupe

La classe est divisée en deux groupes pour discuter lors d'un débat l'affirmation de Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État français au Numérique : « La seule option du futur numérique est européenne (1er groupe - doc. 1, 2, 3 et 5). Réciproquement, la seule option du futur européen est numérique (2e groupe - doc. 1, 3 et 4). »

Des politiques pour diminuer les inégalités au sein de l'Union européenne

Carte interactive



1. Des territoires marqués par de fortes inégalités socio-économiques

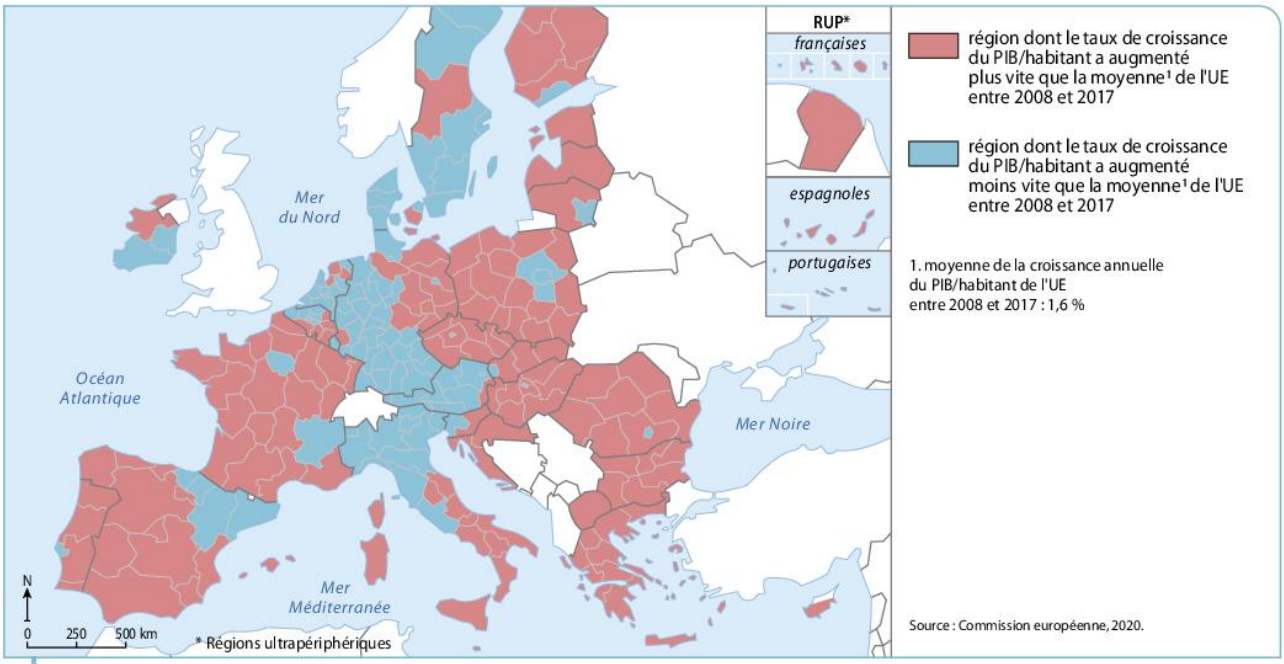
- grande métropole
- région très développée (PIB/hab. > 100 % de la moyenne de l'UE)
- région déceloppée (PIB/hab. compris entre 75 et 100 % de la moyenne de l'UE)
- région moins développée (PIB/hab. < 75 % de la moyenne de l'UE)

2. Une politique de cohésion pour gommer les inégalités

- centre décisionnel (débats et vote du budget de la politique de cohésion)
- État ayant reçu plus de 3 000 euros d'aides par habitant entre 2014 et 2020
- État qui contribue plus qu'il ne reçoit

Sources : Centre d'information sur l'Europe, 2020 et Commission européenne, 2020.

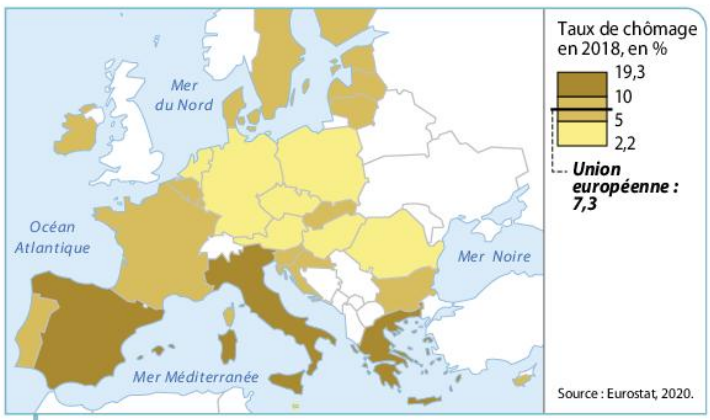
1 Les inégalités territoriales au sein de l'UE



2 **L'évolution du PIB par habitant**

Des cartes...

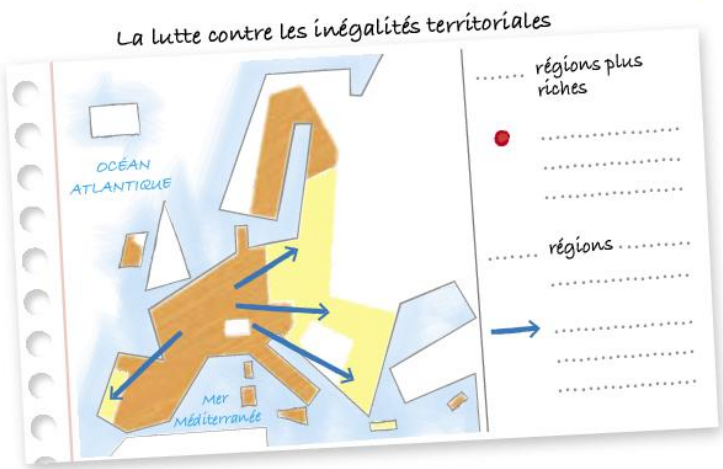
1. Localisez les régions qui bénéficient le plus des aides européennes. Celles-ci permettent-elles un rattrapage économique ?
2. Pourquoi dit-on que la politique de cohésion repose sur une solidarité entre les États membres de l'UE ?
3. Pourquoi certains États demandent-ils que le taux de chômage soit intégré aux nouveaux critères déterminant les bénéficiaires des fonds européens ?



3 **Le chômage dans l'UE**

... au schéma

4. En vous appuyant sur les documents 1 et 2, complétez le schéma répondant au sujet : « Comment l'UE lutte-t-elle contre les inégalités territoriales ? »



Cours 4

QCM interactif cours

L'Union européenne, un espace qui tente de réduire ses inégalités

Comment l'UE lutte-t-elle contre les inégalités entre ses territoires ?

A Une politique ancienne de lutte contre les inégalités

La lutte contre les inégalités repose sur une politique de cohésion économique, sociale et territoriale à laquelle l'UE consacre 1/3 de son budget. Dans un esprit de solidarité, les aides sont d'abord redistribuées aux régions et pays les moins développés (Europe de l'Est et du Sud). Des aides spécifiques sont réservées à certaines régions : territoires d'outre-mer, régions de pays candidats (Balkans).

Cette politique est assurée par des Fonds structurels (Repère) : le Fonds de cohésion aide les États les plus pauvres (doc. 3). Le Feder agit pour le développement des régions (transports, transition énergétique) en lien avec le Fonds social européen centré sur les ressources humaines (emploi, formation). D'autres fonds, tel le FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) participent aussi à la lutte contre les inégalités territoriales.

Cette politique repose sur un partenariat entre acteurs. Si la Commission européenne supervise l'ensemble, la gestion des fonds est partagée avec les autorités nationales et locales. En France, où les Régions distribuent les budgets européens, un projet est cofinancé par les fonds européens toutes les 3 minutes.

Vocabulaire

- **Feder (fonds européen de développement régional) :** fonds destinés à corriger les déséquilibres régionaux dans l'Union européenne (projets de développement, reconversion de zones industrielles en déclin).
- **Politique de cohésion :** politique de l'Union européenne qui vise à créer une solidarité financière entre les États membres afin d'améliorer la compétitivité des territoires et de corriger les inégalités régionales.

B Des résultats contrastés

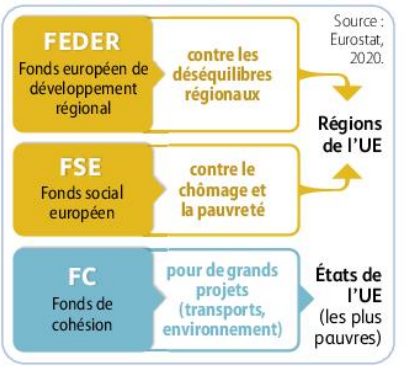
La politique de cohésion a permis une réduction des inégalités internes. Elles sont moindres dans l'UE qu'au sein des autres aires de puissance (Asie de l'Est, Amérique du nord). Les fonds ont permis la reconversion de régions industrielles en crise (Ruhr, Irlande du Nord) et aident les régions périphériques à surmonter leurs handicaps (doc. 1).

Elle favorise aussi les projets de coopération territoriale (programmes Interreg) que cette coopération soit transfrontalière, transnationale (région Danube) ou interrégionale (zone Caraïbes). Entre 2014 et 2020, 60 programmes transfrontaliers ont été financés dans l'UE.

Cette politique fait toutefois débat. Ses effets sont mitigés (dépendance des régions aidées). Dans un contexte de contrainte budgétaire, le coût de cette politique et l'usage des fonds sont discutés (pont entre la Guyane et le Brésil sans utilité). Certains contributeurs (pays scandinaves) refusent de verser plus de 1 % de leur PIB au budget européen et demandent qu'on soutienne davantage la compétitivité (doc. 2).

REPÈRE

Les outils de la politique de cohésion



C Une politique aujourd'hui repensée

La politique de cohésion se recentre sur la croissance économique et la lutte contre le chômage. Ses fonds, devenus plus sélectifs, vont à des projets qui répondent aux objectifs de compétitivité fixés par l'UE (innovation en Estonie et en Allemagne, lutte contre la pauvreté en Grèce et en Roumanie).

Les aides financières sont attribuées sur des critères supplémentaires comme la prise en compte du changement climatique ou l'accueil des migrants. Ainsi, certains États parfois peu sensibles à ces nouveaux enjeux (Hongrie, Pologne) sont incités à les prendre en compte.

Pour lutter contre le chômage et favoriser la compétitivité, l'approche se veut plus territoriale. Chaque région doit identifier ses points forts pour bâtir une stratégie de spécialisation (numérique à Malte, tourisme en Grèce) sur laquelle les fonds se concentrent. Le rôle de la région est donc renforcé.

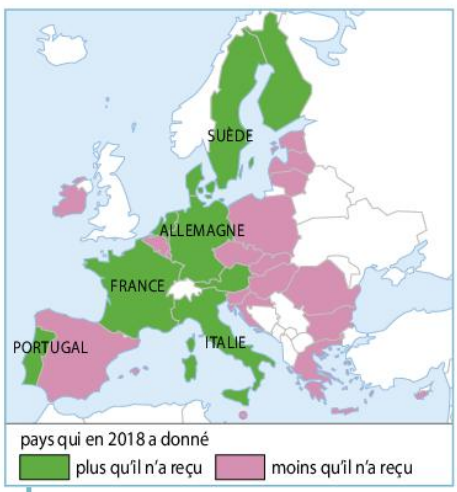
L'UE fait évoluer sa politique de cohésion pour concilier les exigences de solidarité et de compétitivité mais les défis restent nombreux.

1 **Une centrale solaire en Pologne aménagée grâce aux fonds de cohésion européens, grâce aux fonds de cohésion européens**

2 **Une politique de cohésion débattue**

L'œil du géographe La politique de cohésion doit-elle se focaliser sur les régions les plus défavorisées ou ne devrait-elle pas s'adresser à toutes les régions, voire se concentrer sur les plus performantes en comptant sur des effets d'entraînement sur les régions voisines ? Une partie des pays les plus développés remettent en cause le principe de solidarité, les moins développés insistant sur l'utilité des Fonds et la nécessité de les renforcer. Dans les régions moins développées, les investissements ont été principalement réalisés dans la construction des infrastructures de base (transports, télécommunications, énergie). En revanche, dans les régions plus développées, les enveloppes ont eu davantage tendance à être utilisées pour favoriser le développement de l'esprit d'entreprise, l'économie de la connaissance. Cette répartition des fonds peut conduire à une division du travail permanente en Europe, où les régions riches seraient spécialisées dans l'économie de la connaissance et les régions périphériques baseraient leur compétitivité sur des coûts de main-d'œuvre et de production moins élevés, renforçant dès lors les inégalités régionales.

S. Bourdin, « Concevoir autrement la politique de cohésion de l'UE : la spécialisation intelligente comme approche davantage territorialisée ? », *Économie et institutions*, 2019.



3 **Contributeurs et bénéficiaires du budget de l'Union européenne**

Capacités & Méthodes

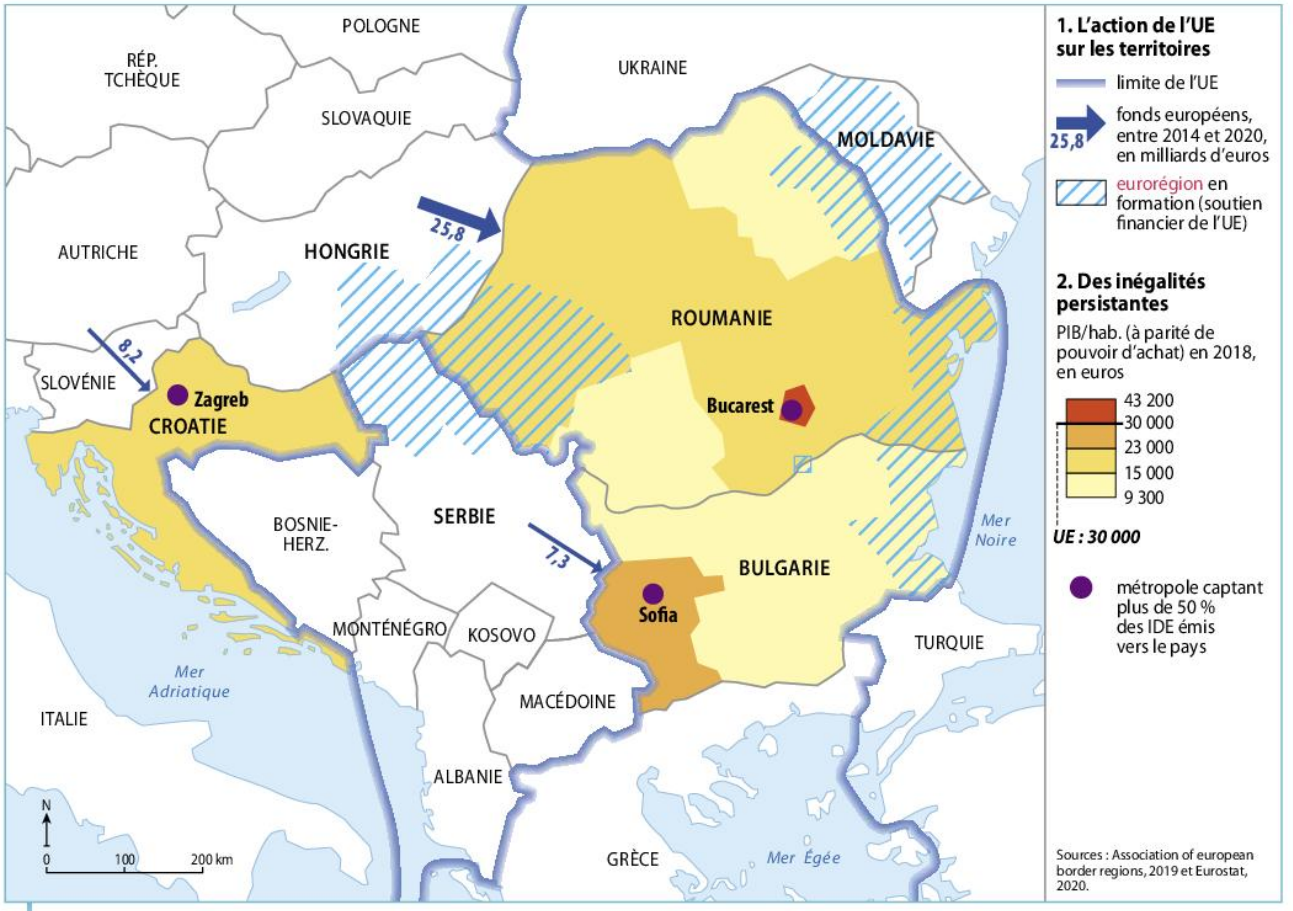
Mettre en relation des faits de natures différentes

1. Quels sont les principaux espaces bénéficiaires de la politique de cohésion ? Comment utilisent-ils ces fonds ? (Repère et doc. 2)
2. Pourquoi la politique de cohésion peut-elle alors paraître contre-productive ? (doc. 1 et 2)

Exemple

L'entrée dans l'UE, un facteur de dynamisme pour les États européens ?

Lorsque la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie sont entrées dans l'UE entre 2007 et 2013, elles étaient en retard par rapport à la moyenne de l'UE. Or, depuis leur entrée, ces territoires qui représentent seulement 2 % du PIB de l'UE ont bénéficié de 12 % des fonds européens, avec des résultats inégaux.



1 Des régions transformées par l'entrée dans l'UE

	Bulgarie	Croatie	Roumanie	UE
PIB/hab., en % du PIB moyen de l'UE				
en 2008	41	61	43	100
en 2018	50	63	64	100
Part de la population utilisant Internet, en %				
en 2008	40	44	32	64
en 2018	65	73	71	84
Salaire mensuel minimum, en euros				
en 2009	123	373	149	
en 2019	286	506	446	-

2 Une réduction des inégalités en cours

Sources : Banque mondiale et Commission européenne, 2020.

3 Les effets contrastés de la politique européenne de cohésion

Paradoxalement, la pauvreté s'aggrave même si la Roumanie enregistre de forts taux de croissance. Les campagnes roumaines manquent encore d'infrastructures et les fonds européens sont souvent mal utilisés. Si la Bulgarie, et surtout la Roumanie, attirent nombre d'entreprises européennes comme Renault sur leur sol, c'est parce que leurs salaires restent largement plus bas que ceux de leurs partenaires d'Europe de l'Ouest. Ces délocalisations bénéficient en partie à l'économie des pays, mais elles freinent l'augmentation des rémunérations. On estime que 3,4 millions de Roumains travaillent à l'étranger sur une population de 18,8 millions d'habitants. Côté bulgare une étude révèle que 43 % d'entre eux projettent de quitter leur patrie.

ARTE Info, « Roumanie, Bulgarie : dix ans d'UE pour quel résultat ? », 2018.

4 Des investissements pour améliorer cohésion et attractivité du territoire

Le pont de Peljesac (Croatie), financé à 85 % par l'UE, doit permettre, en 2021, de mieux relier la région de Dubrovnik au reste du territoire sans passer par le territoire bosnien.

5 Un village roumain transformé par les fonds européens

À Ciugud, en Transylvanie, toutes les maisons sont équipées de toilettes, les routes sont goudronnées, certaines sont dotées de pistes cyclables, la connexion Internet dans les zones publiques est gratuite et l'éclairage urbain est obtenu de manière intelligente via un système éolien ou des panneaux solaires[1]. Ciugud est aussi la commune roumaine championne quand il s'agit d'attirer les fonds européens, puisqu'elle a réussi au fil du temps à obtenir plus de 27 millions d'euros de financement. La population augmente d'une année à l'autre et compte actuellement plus de 3 200 habitants.

Des pâturages de la commune ont été transformés en zone industrielle pour les investissements. L'administration locale s'est concentrée sur les moyens d'attirer des fonds européens, elle a soumis des projets et obtenu des financements, devenant rapidement la commune roumaine championne des subventions européennes »

1. Le maire entend en faire un modèle de *smart village* « village intelligent ».

Courrier International, 14 mai 2019.

Vocabulaire

- **Eurorégion :** espace de coopération transfrontalière au sein de l'UE bénéficiant d'aides européennes pour mener des politiques communes (transports, économie, environnement).

La zone industrielle de Ciugud : https://ziarulunirea.ro/comuna-din-romania-care-a-atras-cele-mai-multe-fonduri-europene-isi-extinde-parcul-industrial-cu-aproape-un-hectar-615319/

Construire et vérifier des hypothèses sur une situation géographique

Itinéraire guidé

Hypothèse à vérifier : L'entrée dans l'UE, un facteur de dynamisme pour les États européens ?

Analyser et interpréter les documents

1. Comment se manifeste l'action de l'UE en faveur de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Croatie ? (doc. 1, 4 et 5)
2. Identifiez les éléments témoignant d'un rattrapage économique en cours et leurs limites. (doc. 1 et 2)
3. L'intégration à l'UE a-t-elle rendu les territoires plus compétitifs ? (doc. 1, 2 et 3)

Itinéraire en autonomie

En 2017, le Premier ministre roumain déclarait : « Pour les Roumains, les dix années passées dans l'UE peuvent être visibles au quotidien : de jeunes gens ont la possibilité d'aller étudier dans des pays de l'UE et la communauté rurale a réussi à faire de meilleures routes pour les villageois grâce aux fonds européens. »

Après avoir étudié les doc. 1 à 5, expliquez dans quelle mesure vous partagez cet enthousiasme. Cette déclaration pourrait-elle s'appliquer à la Bulgarie et à la Croatie ? Justifiez votre réponse.

L'essentiel audio-vidéo — Organigramme version interactive

L'essentiel

Comment l'UE s'affirme-t-elle comme une puissance, en restant inégalement ouverte au monde ?

Une association régionale inégalement ouverte sur le monde	Une puissance mondiale qui soutient sa compétitivité	Un espace qui tente de réduire ses inégalités
L'association régionale la plus aboutie au monde	Des défis à relever sur la scène mondiale	Une politique de cohésion ambitieuse
Un pôle économique majeur de la mondialisation	Des inégalités internes, frein à la puissance	Des effets débattus
Une inégale ouverture à la mondialisation	Des politiques communes de soutien à l'attractivité des territoires	Une politique repensée dans une logique de compétitivité

Cours 1

En construisant une forme d'**intégration régionale** unique au monde, l'UE s'est imposée comme un **pôle majeur** de la mondialisation. Son ouverture sur le monde est toutefois **inégale**. La mondialisation valorise les **interfaces** et les **métropoles** mais l'**enclavement** persiste dans les espaces ruraux isolés et en Outre-mer.

Cours 2

Les **défis** de l'UE pour affirmer sa puissance sont nombreux : **concurrence** croissante, difficulté à parler d'**une seule voix**. Les **disparités** internes compliquent la construction d'une puissance complète. L'UE met en place des politiques pour favoriser son **attractivité** (**accessibilité**, **innovation**) et encourage les **agglomérations économiques**.

Cours 3

La lutte contre les **inégalités** repose sur une **politique de cohésion** assurée par les fonds structurels .Cette politique a permis de réduire les inégalités internes et de favoriser les **coopérations territoriales** mais ses effets font débat. Elle est aujourd'hui repensée pour favoriser davantage la **compétitivité** des régions aidées.

Chiffres clés

Politique européenne d'**aide aux territoires** :

960 milliards d'euros
pour la période 2014-2020

Union européenne
1er pôle commercial au monde

Pour aller plus loin

Un site Internet

Une réflexion sur l'actualité européenne. Il associe des chercheurs européens de 15 nationalités différentes.
http://www.nouvelle-europe.eu/

Une vidéo

La PAC, une politique qui fait débat depuis 60 ans

Vidéo

Une bande dessinée

La Fissure, de Carlos Spottorno et Guillermo Abril, Gallimard, 2017.

Les deux journalistes ayant parcouru l'Europe y dessinent leur voyage et leurs rencontres avec les migrants.

Une conférence

« L'Union européenne est-elle condamnée à l'impuissance ? »
https://www.diploweb.com

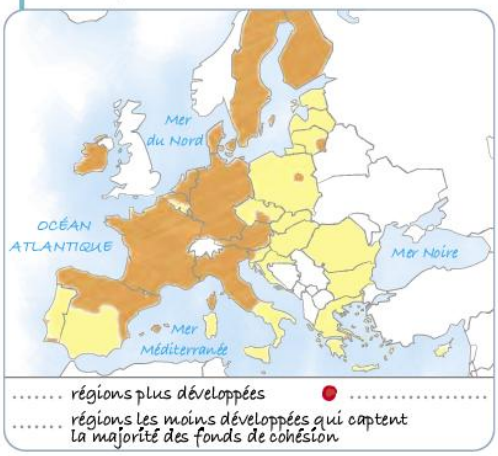
EXERCICES

Localiser

Version PDF à télécharger

en complétant le croquis suivant

Les disparités au sein de l'UE



Analyser

un dessin de presse

En analysant le document, identifiez les défis que l'Union européenne doit relever dans la lutte contre le changement climatique. Pourquoi faut-il nuancer la présentation de l'UE proposée par le dessin de presse ?

Traduction : « Nous pouvons montrer l'exemple » ; biocarburants destructeurs ; charbon ; efficacité énergétique limitée ; modestes objectifs 2030 ; subventions pour les énergies fossiles ; système de permis d'émissions de GES.

Argumenter

à l'aide d'exemples précis ...

- L'UE mène des politiques communes qui renforcent sa puissance économique. Par exemple ...
- La mise en réseau des espaces productifs est encouragée par l'UE, notamment ...
- La politique de cohésion ne vise pas uniquement à aider les régions les plus pauvres. Ainsi ...
- Concilier soutien à l'attractivité et lutte contre les inégalités territoriales est un défi pour l'UE. En effet, ...

Identifier

les politiques européennes

	Rôle
PAC	.....
Programme Horizon 2020	.....
.....	Politique visant à corriger les inégalités régionales au sein de l'UE
.....	Encourager la coopération transfrontalière en Europe

Travailler autrement

Réaliser une revue de presse

1. Choisissez un thème en lien avec la place internationale de l'UE : économie, finances, mobilités, culture, diplomatie, armée, etc.
2. Recherchez sur le site https://www.touteleurope.eu les articles, cartes, vidéos, infographies relatives au thème sélectionné et constituez une revue de presse. Les exemples ainsi collectés pourront servir d'illustrations dans une réponse à une question problématisée.

Pour vous guider

Utilisez la méthode de réalisation d'une revue de presse fournie par les sites spécialisés comme presse-France.com.

Réalisation d'une production graphique

Sujet : Inégalités territoriales et politiques de cohésion de l'Union européenne

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « Inégalités territoriales et politiques de cohésion de l'Union européenne » accompagné d'une légende organisée.

L'Union européenne, et plus exactement la Commission européenne dont le siège est à Bruxelles, est à l'origine d'une politique de cohésion visant à réduire les déséquilibres entre ses territoires. Pour cela, elle distribue sous des formes diverses (Feder, Fonds social européen, Fonds de cohésion) des subventions visant à soutenir divers projets dans les territoires les plus fragiles. Les espaces qui reçoivent le plus de subventions sont donc souvent les plus pauvres, tant au titre des populations (niveau de vie modeste, faible qualification) que des activités économiques qui sont le plus souvent réduites aux tâches d'exécution. Ces régions sont les territoires périphériques à l'est et au sud de l'Union européenne. À l'inverse, les territoires les plus développés et attractifs de l'Union (Europe rhénane et scandinave) ont des populations plus qualifiées et au niveau de vie en moyenne plus élevé. Ils constituent les territoires décisionnels et innovants de l'Union européenne, particulièrement dans la mégalopole européenne s'étirant de Londres à Milan et qui constitue son cœur économique. À l'échelle locale, les métropoles concentrent la richesse, mais elles sont aussi fracturées par de profonds clivages socio-spatiaux. C'est vérifié pour les plus développées d'entre elles (Paris, Rotterdam, Bruxelles, Berlin, Copenhague, Stockholm, Vienne, Rome, Barcelone, ou Madrid) mais également pour les plus périphériques de l'Union (Athènes, Varsovie, Dublin ou Lisbonne). Quelle que soit l'échelle observée, les territoires les plus riches reçoivent moins de subventions que leurs voisins. Pourtant, si les territoires les plus récemment entrés dans l'Union européenne (Europe de l'Est) parviennent ainsi à compenser un peu leur retard, comme le montrent les taux de croissance importants de leur production, les régions périphériques plus anciennement intégrées (Grèce, péninsule ibérique) peinent à le faire, à l'exception du sud de l'Irlande.

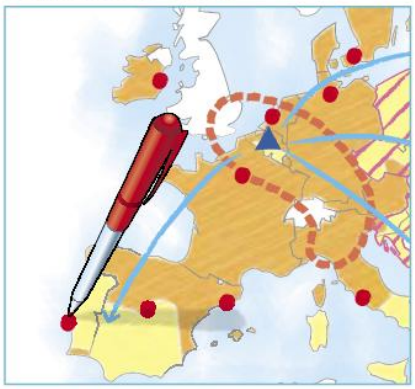
A Préparer la légende du croquis

1. Définissez les termes du sujet en vous aidant du lexique p. 644-647.
2. Classez les informations, sélectionnées dans le texte, dans les deux parties de la légende du croquis.
3. En vous aidant du memento cartographique, attribuez un figuré à chaque élément de la légende.

B Réaliser le croquis

D'abord les figurés de surface au crayon de couleur

Puis les figurés ponctuels et linéaires au feutre



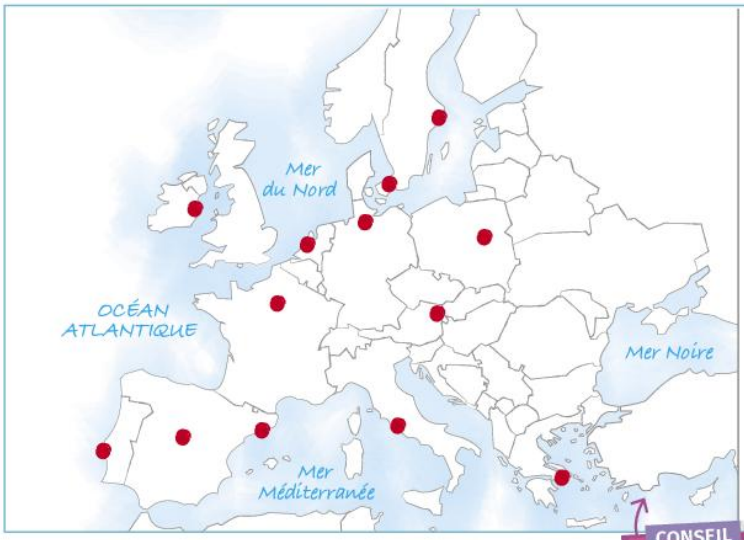
Enfin, la nomenclature et le titre au feutre fin

4. Complétez le fond de carte en vous appuyant sur les éléments de localisation fournis dans le texte.

5. Complétez la nomenclature : mers et océans, territoires mentionnés (villes, régions).

Titre : .....

Croquis interactif
Version PDF à télécharger



1. Des territoires inégalement développés et attractifs

....

....

....

....

2. Les politiques européennes de rééquilibrage

....

....

....

CONSEIL
Soignez votre travail (écriture, coloriage, tracés des figurés, ...).

Sujet BAC-E3C — Réalisation d'une production graphique

Sujet : L'archipel des Canaries, un territoire européen inégalement ouvert sur le monde

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « L'archipel des Canaries, un territoire européen inégalement ouvert sur le monde », accompagné d'une légende organisée.

L'archipel des Canaries est une région périphérique de l'Union européenne sous souveraineté espagnole. Longtemps un handicap au développement, l'insularité est en passe de devenir un atout. Si la nature volcanique de l'archipel peut être une contrainte, elle devient aussi une opportunité comme le montrent les nombreux parcs naturels (parc naturel du Teide, principal volcan actif à l'est de Tenerife ; parc de Garajonay au centre de La Gomera ; parc de la Caldeira de Taburiente au nord de La Palma ; parc national de Timanfaya sur l'île de Lanzarote). L'insularité est d'ailleurs en partie surmontée par les infrastructures de connexion des îles entre elles, notamment les liaisons maritimes qui forment une ligne continue d'est en ouest. Les ports de Santa Cruz de Tenerife, Los Cristianos et Las Palmas de Gran Canaria sont particulièrement actifs (marchandises, croisières). Trois aéroports permettent aussi les liaisons internationales (au sud de Lanzarote, à l'est de Grande Canarie et celui de Santa Cruz de Tenerife). Les activités économiques des îles Canaries témoignent aussi de leur ouverture au monde. Toutes bénéficient de littoraux balnéaires, le plus souvent aux extrémités nord et sud de leur territoire, même si Tenerife, Grande Canarie et Lanzarote accueillent à elles seules 4/5 des touristes. L'archipel reste enfin très dépendant de l'Union européenne. Les importations en provenance d'Espagne en témoignent : elles sont deux fois supérieures aux exportations et représentent les deux tiers des échanges de l'archipel. Les subventions européennes jouent donc un rôle majeur de soutien de l'économie et du développement de ces territoires qui restent pourtant un eldorado pour les candidats à l'immigration depuis l'Afrique subsaharienne. Les patrouilles Frontex assurent donc la surveillance maritime de l'archipel.

Méthode
BAC-E3C

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez que l'Union européenne est une puissance contestée dans la mondialisation. Utilisez le doc. 2 pour nuancer la présentation faite de l'UE dans le doc. 1.

1 L'UE, une puissance menacée ?

Traduction bulle : « *Allez venez ! Ceci est l'occasion de s'imposer en politique !* »
Source : dessin de Nath Paresh, mai 2019.

CONSEIL
Expliquez que « Russian aggression » sur le dos de V. Poutine, fait allusion aux agressions russes et rappelle l'attitude de la Russie aux portes de l'UE, notamment en Ukraine avec l'annexion de la Crimée en 2014.

2 Les atouts de l'UE sur la scène internationale

L'Europe doit parler d'une voix à la Chine pour exister entre Pékin et Washington, et défendre ses intérêts. C'est pourquoi la relation avec le géant chinois s'européanise – la seule manière de peser face à la 2e puissance mondiale et ses 1,4 milliard d'habitants. C'est un virage important, après une décennie durant laquelle la Chine a profité des contradictions européennes pour faire son marché sur le continent. Elle avait développé un dialogue privilégié avec un groupe de pays d'Europe de l'Est et du Sud, baptisé « 16 + 1 », le « 1 » étant la Chine et ses financements. Or, il y a eu une prise de conscience du risque de pillage de l'Europe. L'Allemagne a eu un choc lors du rachat d'un de ses fleurons de la robotique par une entreprise chinoise en 2016, alors que la réciproque serait tout bonnement impossible en Chine. Malgré ses contradictions, l'Europe commence enfin à comprendre que si elle veut exister dans un monde dominé par les géants américain et chinois, elle doit défendre ses intérêts communs, notamment en termes de règles commerciales ou de propriété intellectuelle.

Récemment le président allemand Frank-Walter Steinmeier soulignait que l'Europe était composée de petits pays qui se savent petits, et de petits pays qui se croient grands. Face à la Chine, nous sommes tous petits, en effet, à moins de parler d'une seule voix.

Pierre Haski, France Inter, 4 novembre 2019.

CONSEIL
Faites une petite recherche pour identifier Pierre Haski (métier, centres d'intérêt, ...).

A Préparer l'analyse de documents

1. Analysez la consigne pour comprendre ce qui est attendu : mots clés, mots de liaison, ponctuation...

Pour analyser les documents, il faut en repérer les idées principales, l'organisation générale, leur point de vue (objectif, subjectif).

À quelle échelle se comprend le sujet : à l'échelle de l'Union européenne ? à l'échelle mondiale ?

En analysant les documents, vous montrerez que l'Union européenne est une puissance contestée dans la mondialisation. Utilisez le doc. 2 pour nuancer la présentation faite de l'UE dans le doc. 1.

Complétez la liste des éléments qui peuvent faire d'un pays une puissance : économie, poids de la langue dans le monde, ...

Cette consigne met l'accent sur la confrontation des documents. Sur quels points ces documents s'opposent-ils ? Se complètent-ils ?

2. Complétez le tableau suivant pour confronter les documents.

	Les informations des doc. 1 et 2 s'accordent	Les informations des doc. 1 et 2 s'opposent
Les atouts de la puissance		
Les limites de la puissance		

B Rédiger l'analyse de documents

3. Rédigez une introduction à l'analyse de documents en présentant les documents et leur nature.

CONSEIL
Précisez la source de chacun des documents. Vous semblent-elles fiables ?

4. Terminez la rédaction des deux paragraphes de l'analyse de documents, en confrontant les points de vue des documents.

Méthode

Pour rédiger la conclusion de l'analyse de documents :
- Commencer chaque partie par une phrase indiquant l'idée générale ;
- Utiliser les informations des documents, complétées ou nuancées par les connaissances personnelles ;
- Utiliser des mots de liaison pour donner du sens à la démonstration ;
- Terminer chaque partie par une phrase de transition avec la suivante.

5. Rédigez une phrase de conclusion de l'analyse de documents en rappelant leur apport respectif au traitement du sujet.

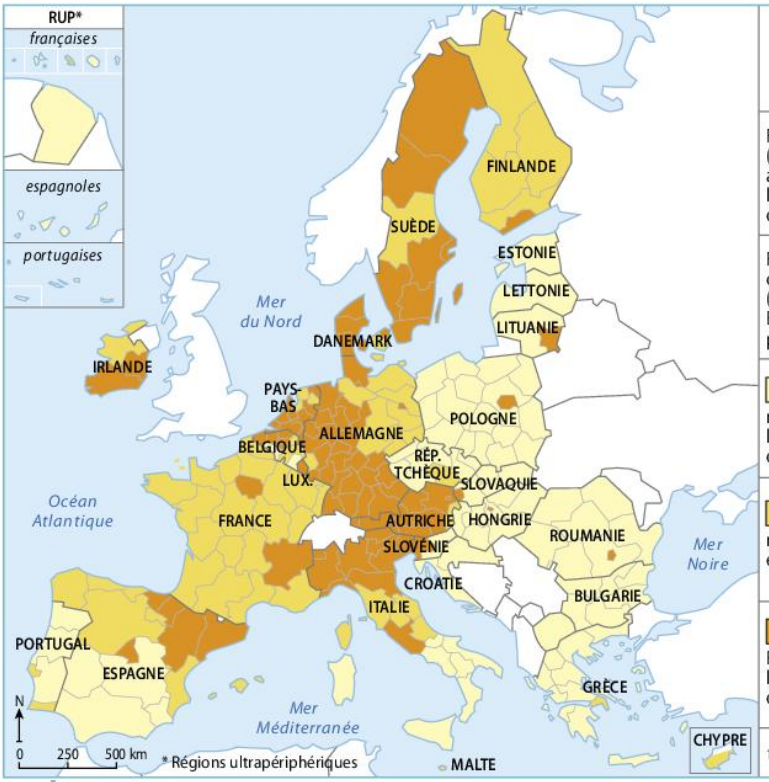
Tout d'abord, l'Union européenne apparaît comme une puissance contestée sur la scène internationale. Les documents proposés à l'étude le montrent, mais de manière contrastée. Le document 1 insiste surtout sur...
.....
Cependant, l'Union européenne dispose aussi de nombreux atouts. En effet, le document 1 laisse apparaître l'importance du modèle démocratique que peut représenter l'Union européenne sur la scène mondiale.
.....

CONSEIL
Dans votre analyse, décrivez le dessin de presse en y portant un regard critique.

Méthode
BAC-E3C

Analyse de document

En analysant la carte, vous montrerez quelles sont les politiques européennes mises au service de la compétitivité des territoires et de la lutte contre les inégalités.



	PIB/hab SPA[1], en % de la moyenne de l'UE	Part des aides en 2014-2020, en %	Part des aides en 2021-2027, en %
Fonds structurels (destinés à accroître la compétitivité des territoires)	–	**78**	**87**
Fonds de cohésion (destinés aux États les plus pauvres de l'UE)	–	**22**	**13**
régions les moins développées	<75	53	62
régions en transition	entre 75 et 100	10	14
Régions les plus développées	>100	15	11

1. en standard de pouvoir d'achat. Source : Commission européenne, 2020.

Les inégalités régionales au sein de l'UE

A Préparer l'analyse de document

1. Analysez la consigne en en définissant précisément les termes.
2. Complétez le tableau suivant pour préparer l'analyse de document.

Des politiques...	Sélectionner les informations	Expliciter les informations
... pour encourager la compétitivité des territoires.	....	....
... pour réduire les inégalités territoriales.	....	....

B Rédiger l'analyse de documents

Méthode

Pour rédiger l'introduction de l'analyse de document, présenter le sujet en analysant les notions clés de la consigne ; présenter le document (auteur, nature, source) et son utilité pour répondre à la consigne ; enfin, poser la problématique qui guidera l'analyse.

3. Rédigez une phrase de présentation du thème à traiter et du document en insistant sur sa source.
4. Complétez la question suivante pour formuler la problématique : En quoi ce document illustre-t-il... ?
5. Rédigez le reste de l'analyse de document en vous appuyant sur la Méthode p. 20-21.

Question problématisée

Pourquoi l'Union européenne est-elle un espace inégalement ouvert au monde ?

CONSEIL
Chaque terme de la question doit être analysé avec soin pour en comprendre l'enjeu.

A Analyser et organiser la question problématisée

1. Identifiez les notions clés et l'espace concerné. Méthode p. 19
2. Choisissez le plan le plus adapté pour répondre à la question problématisée.

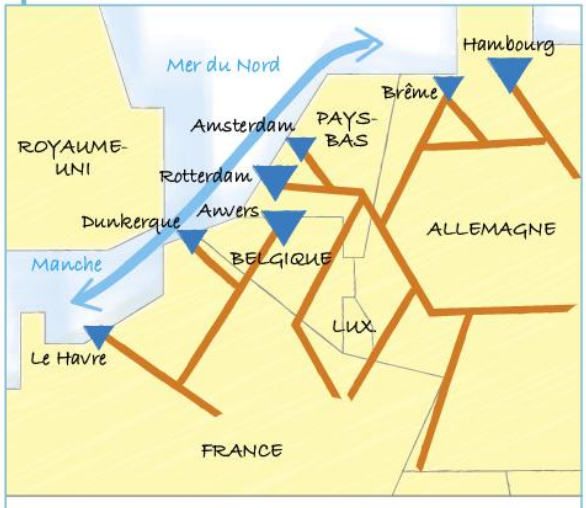
Plan 1	Plan 2	Plan 3
I. Des territoires plus ou moins connectés aux infrastructures de transport et de communication II. Des territoires plus ou moins attractifs aux flux mondiaux	I. Un territoire ouvert au monde II. Des territoires inégalement ouverts au monde	I. La connexion des territoires de l'Union européenne au monde II. Les politiques d'attractivités des territoires européens

CONSEIL
La question problématisée commençant par « Pourquoi », sélectionnez le plan qui aborde la question par le biais des facteurs d'intégration.

B Rédiger la question problématisée

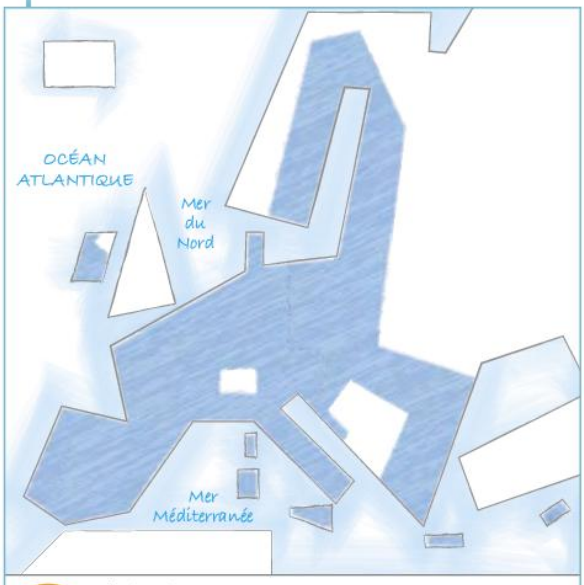
3. Rédigez une ou deux phrases pour introduire la réponse à la question problématisée.
4. Rédigez les deux paragraphes de la question problématisée en fonction du plan sélectionné dans la question 2.
5. Complétez les schémas suivants qui pourraient illustrer votre rédaction.

Schéma 1 : La Northern Range, un espace ouvert au monde par l'interface maritime



.....
.....
.....
.....

Schéma 2 : .....



Réalisation d'une production graphique

Sujet : L'Allemagne, puissance européenne intégrée à la mondialisation

Consigne : À partir du texte, vous construirez, à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « L'Allemagne, puissance européenne intégrée à la mondialisation », accompagné d'une légende organisée.

En tant que troisième exportateur et quatrième puissance économique au monde, l'Allemagne participe au rayonnement de l'Union européenne sur la scène internationale. La puissance allemande est le résultat de nombreux atouts. Parmi ces atouts se distingue tout d'abord la puissance industrielle. Volkswagen, Audi, Siemens ou encore Bayer sont de grands noms de l'industrie du pays. Ces industries se concentrent autour des villes de Munich et Stuttgart pour l'industrie automobile ou pour l'aérospatiale, Essen et Düsseldorf pour les industries énergétique et sidérurgique ou encore Leverkusen pour l'industrie pharmaceutique.

Outre la puissance industrielle, l'Allemagne profite de son ouverture au monde pour exporter ses fabrications et devenir l'une des grandes puissances commerciales de l'UE. Ainsi, ses ports de Bremerhaven, Hambourg ou Rostock lui permettent d'exporter par la voie maritime plus de 24 milliards d'euros de marchandises en 2018. Ses nombreuses autoroutes et ses grands aéroports tels Munich, Berlin ou Francfort complètent cet atout stratégique. Enfin, l'Allemagne jouit également d'une puissance financière en accueillant la Banque centrale européenne à Francfort et l'une des plus grandes places boursières. Cependant, il est inexact de penser que tout le territoire allemand participe équitablement au rayonnement du pays. Héritage de son histoire, un fossé s'observe entre l'Ouest et l'Est du pays. Alors que les régions de l'Ouest jouissent d'un PIB par habitant de plus de 31 000 euros (et même de plus de 40 000 euros pour le Sud du pays), les régions de l'Est souffrent d'un retard de développement avec un PIB/habitant inférieur à 31 000 euros, à l'exception de la capitale, Berlin. Pour gommer ces disparités, l'UE intervient à travers des subventions pour développer l'industrie et les universités, par exemple à Dresde ou Leipzig. Grâce aux aides européennes et à l'action gouvernementale, les régions qui ont vu leur PIB croître le plus depuis 2010 sont les régions de l'Est amenant les spécialistes à parler d'un rattrapage économique en cours.

CONSEIL

Appuyez-vous sur l'étude de cas p. 540-543 pour comprendre les lignes de force du territoire allemand.

Question problématisée

Comment l'Union européenne agit-elle pour valoriser les atouts de ses territoires et en accroître la compétitivité ?

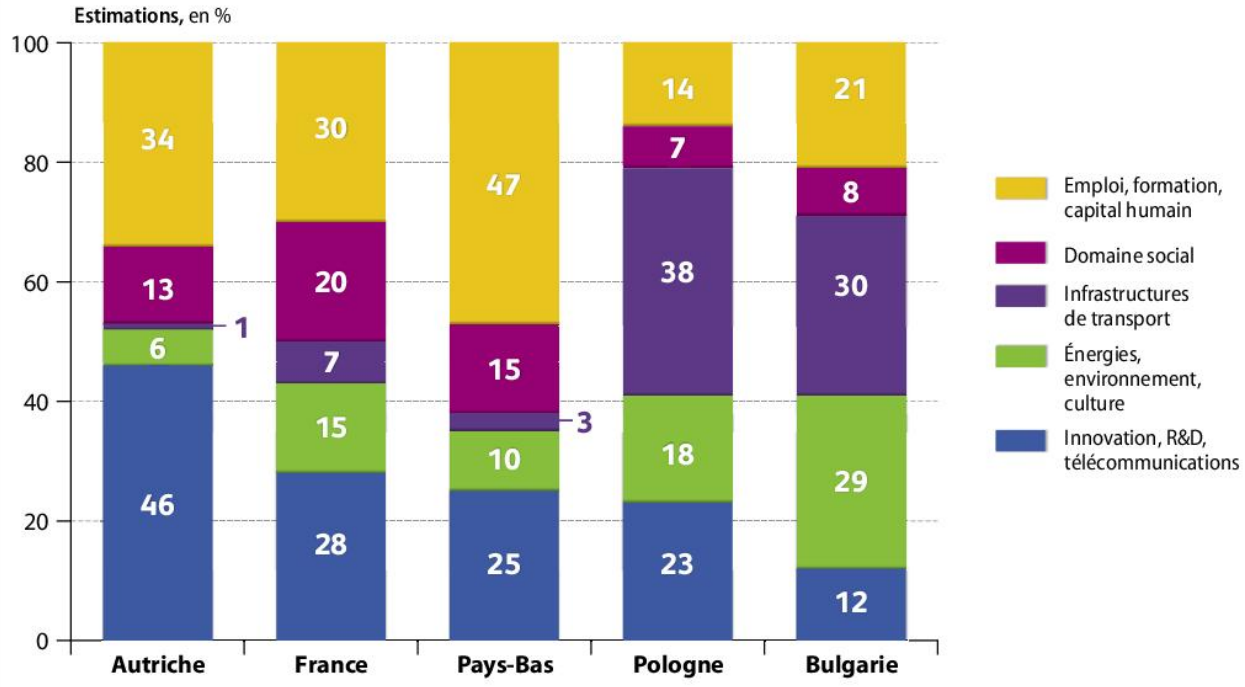
CONSEIL

Classez les politiques mises en œuvre par l'UE à l'échelle régionale et à l'échelle locale.

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez les priorités, les effets et les évolutions de la politique de cohésion de l'UE dans les années 2010.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.



Source : Sébastien Bourdin, « Concevoir autrement la politique de cohésion de l'UE : la spécialisation intelligente comme approche davantage territorialisée ? », *Économie et institutions*, 2019.

1 L'usage des fonds européens selon les pays

CONSEIL
Classez les pays selon la priorité donnée à la compétitivité ou à la lutte contre les inégalités.

2 La réorientation de la politique de cohésion

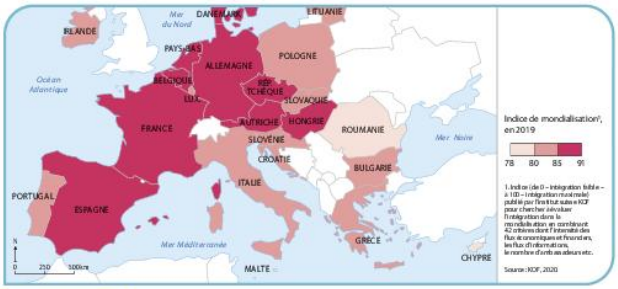
La question de savoir quel est le meilleur usage des fonds de cohésion est régulièrement posée. Les Allemands ont pesé pour que l'utilisation des fonds de cohésion soit réorientée. La politique de cohésion aidera l'ensemble des régions à moderniser leur industrie et à investir dans l'innovation, ainsi que dans la transition vers une économique circulaire à faibles émissions de carbone. En somme : on arrête avec les routes, les lampadaires et les pistes cyclables... L'outil lui-même sera également piloté différemment. La Commission européenne entend privilégier une « approche sur mesure ». Le PIB par habitant reste le critère prépondérant, mais de nouveaux critères viennent pondérer celui-ci puisque la Commission prendra en compte le taux de chômage chez les jeunes, le faible niveau d'éducation, les effets du changement climatique et l'intégration des migrations. Ces critères ont été pensés pour réorienter une partie importante des fonds de cohésion vers l'Espagne (35 % des jeunes au chômage en mars 2018), la Grèce et l'Italie. Les pays de l'Est ne connaissant quasiment pas le chômage reçoivent nettement moins ... Ce qui est une habile façon de mettre la Hongrie et la Pologne sous pression. Mais également de montrer à l'Italie pourquoi l'Europe est bonne pour elle.

Le Point, 31 mai 2018.

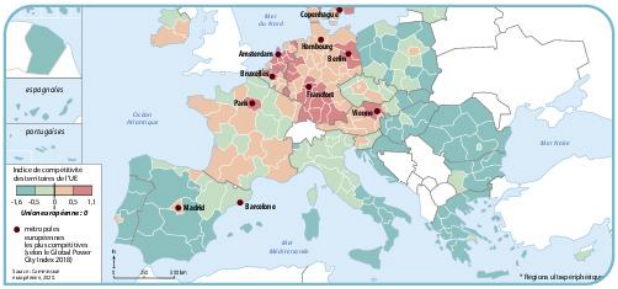
CONSEIL
Expliquez les deux dernières phrases en montrant que l'auteur fait allusion aux États accusés de ne pas jouer le jeu de la solidarité (accueil des migrants) ou de véhiculer des discours europhobes.

L'union européenne dans la mondialisation : des dynamiques complexes

Cartographier



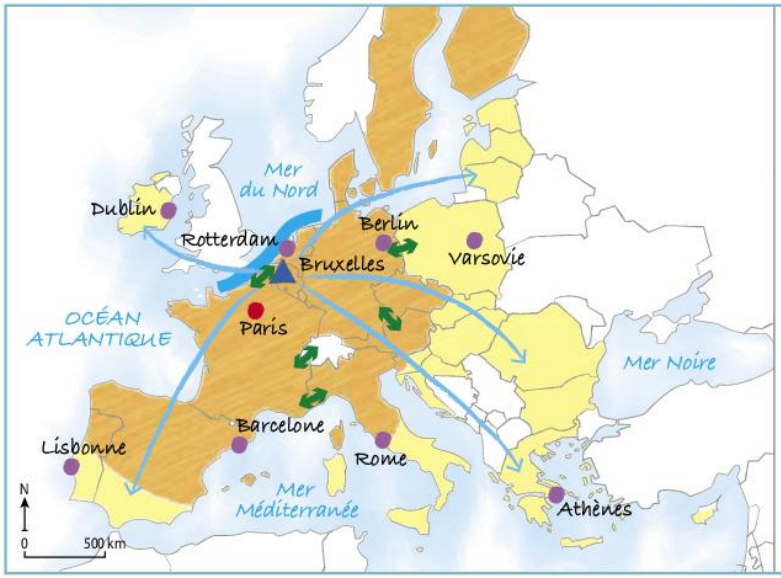
Question 7 Carte 3 p. 557



Question 7 Carte 1 p. 564

À l'aide des documents ci-dessus, complétez le croquis de typologie suivant.

Titre : .....



1. Des territoires inégalement intégrés à la mondialisation

....

....

....

....

....

2. Des politiques européennes nombreuses

....

....

....

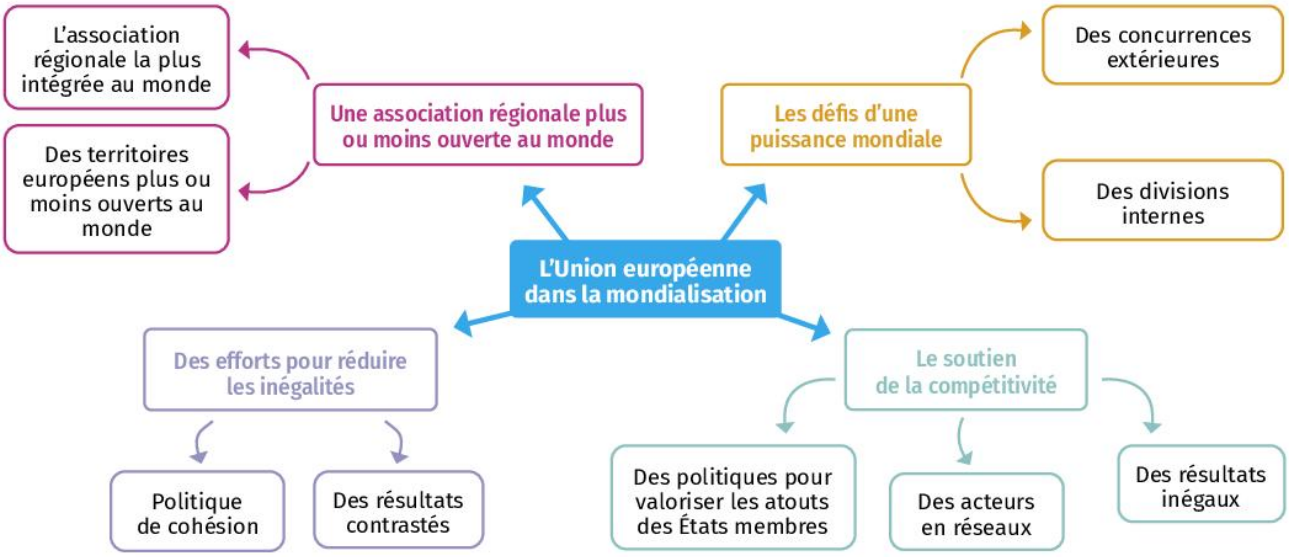
Ne pas confondre

• **Politique de cohésion des territoires :** politique qui vise à créer une solidarité financière entre les États membres afin de corriger les inégalités régionales.
Ex : installation de services ou d'équipements publics à l'intention des populations (cabinet médical, transport pour désenclaver une région, ...).

• **Politique de compétitivité des territoires :** politique qui vise à valoriser les atouts d'un territoire face à la concurrence et dans le cadre de la mondialisation.
Ex : installation d'infrastructures visant à favoriser les activités économiques (LGV pour favoriser la mobilité des cadres d'une métropole, *cluster* pour mettre en réseau les entreprises, ...).

Ces politiques peuvent être complémentaires (désenclaver une région peut attirer les entreprises ou les habitants et la rendre plus compétitive) ou **concurrentes** (les fonds favorisant la compétitivité bénéficient le plus souvent aux régions les plus riches et les plus intégrées).

Mettre en relation



Changer d'échelle

De l'Union européenne...

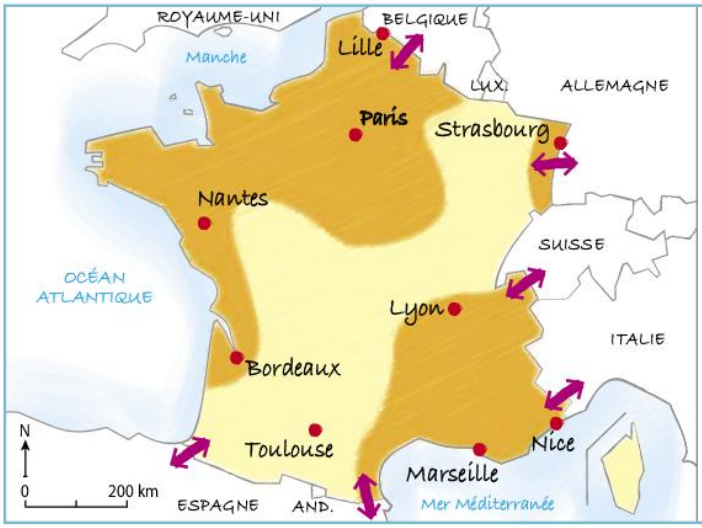
1. À l'aide de votre cours, illustrez chaque case de l'organigramme ci-dessus à partir d'exemples précis. Dans le choix des exemples, pensez à varier l'échelle.

... à la France

2. À quelle catégorie du croquis de typologie de la page ci-contre la France appartient-elle ? Comment le doc. 1 p. 628 nuance-t-il cette classification ?

3. À partir de vos connaissances sur l'inégale intégration des territoires européens dans la mondialisation et sur les politiques européennes, faites des hypothèses pour identifier les régions qui bénéficient le plus de la politique de compétitivité et celles qui bénéficient le plus de la politique de cohésion des territoires. Complétez la légende du croquis ci-dessous avec ces hypothèses.

Titre : .....



....

....

....

4. Vérifiez la justesse de vos réponses en les confrontant au doc. 1 p. 635.

1 **Une coopération universitaire transfrontalière**

Activités numériques

À partir du site du site https://www.youtube.com, recherchez la vidéo « Liaison Lyon Turin » et répondez aux questions suivantes :

a. Comment s'effectue aujourd'hui la liaison entre les villes de Lyon et de Turin ? Quels sont les problèmes de cette liaison ?

b. Expliquez les avantages de la future ligne Lyon-Turin.

c. Montrez que la vidéo est un outil de communication. Quels pourraient être les adversaires du projet ?

2 **La construction de la LGV Lyon-Turin, une coopération transfrontalière soutenue par l'Union européenne**

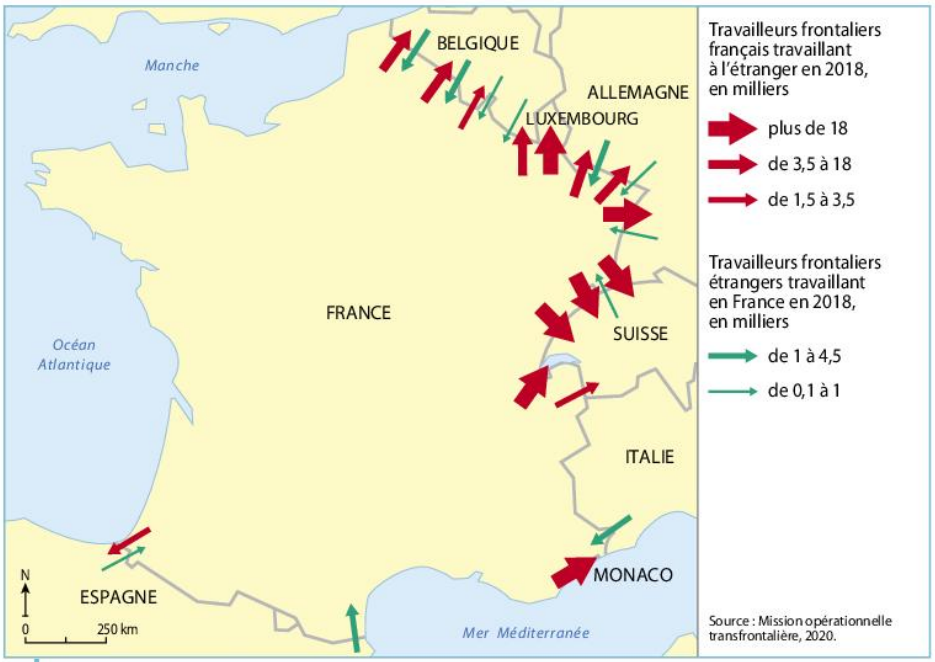
QUESTION

8

RESSOURCES EN ⊕
Sur le site collection :
lycee.hachette-education.com/hg/tle

La France, les dynamiques différenciées des territoires transfrontaliers

Pourquoi les territoires transfrontaliers français sont-ils inégalement dynamiques ?



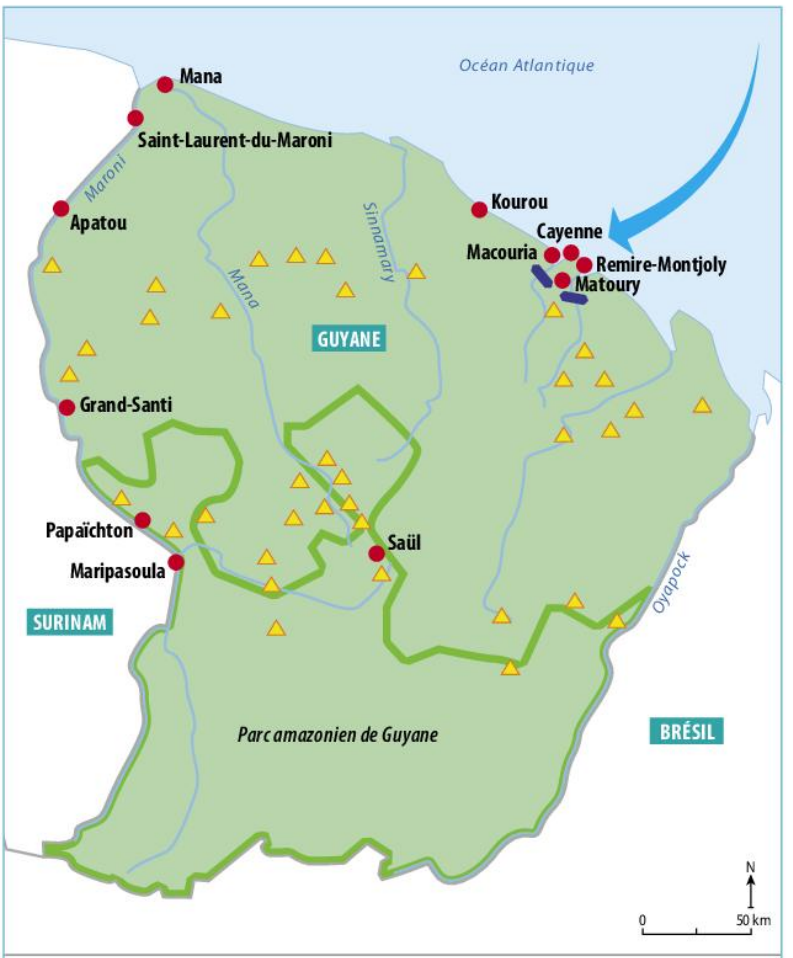
3 **Les mobilités transfrontalières aux frontières françaises**

1. Identifiez les flux traversant les territoires transfrontaliers. (doc. 1 à 3)
2. Relevez les aménagements mis en place pour faciliter la coopération et les échanges transfrontaliers. (doc. 2)
3. Comment le doc. 3 illustre-t-il l'inégal dynamisme des territoires transfrontaliers français ? Formulez des hypothèses pour expliquer cette situation.

Étude de cas

Comment la protection de l'environnement transforme-t-elle les territoires frontaliers guyanais ?

Couverte à 96 % par la forêt, la Guyane recèle une biodiversité exceptionnelle. La protection de son environnement devient l'objet d'une coopération transfrontalière de plus en plus intense malgré la pauvreté des pays voisins.



1. Un espace naturel fragile en quête de développement

- forêt équatoriale
- pôle urbain (plus de 7 000 habitants)
- activité minière et/ou orpaillage (risque de pollution)
- barrage existant/ en construction (risque de déforestation)

2. Une politique de protection à différentes échelles

- subventions de l'UE pour la protection de l'Amazonie
- GUYANE : membre de la coopération transfrontalière Amazonie pour la protection de l'environnement
- parc naturel national

Sources : Collectivité territoriale de Guyane, Insee et Parcs nationaux de France, 2020.

1 Une forêt guyanaise transfrontalière à protéger

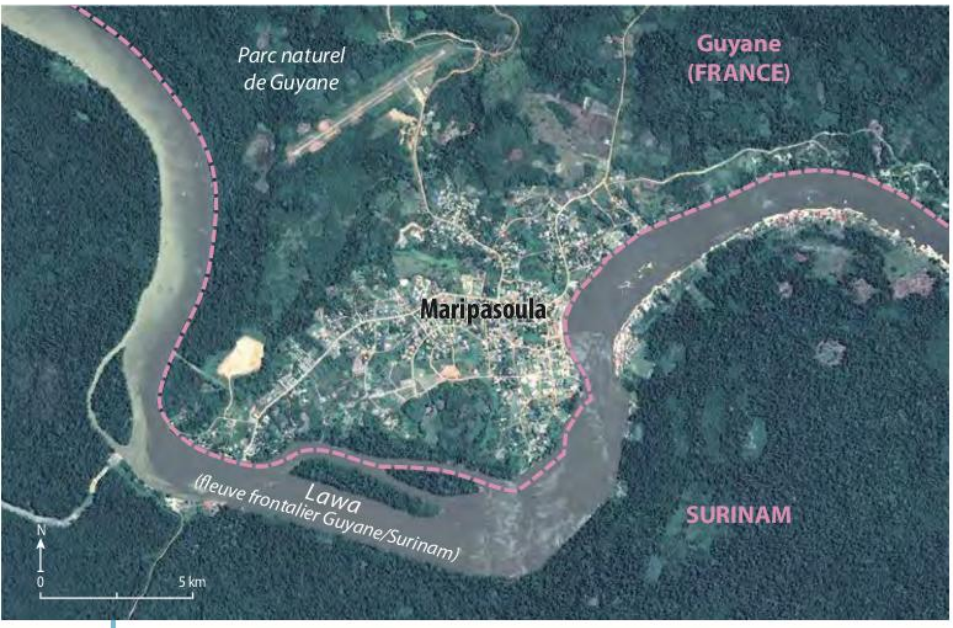
2 Une coopération transfrontalière pour préserver l'environnement

La coopération entre les rangers du Surinam et les fonctionnaires guyanais de la police de l'environnement s'inscrit dans le programme de renforcement du réseau des aires protégées du plateau des Guyanes, le Renforesap. Lancé en 2018, ce programme vise à structurer une véritable coordination et à renforcer le dialogue entre les aires protégées des trois pays du Plateau des Guyanes. L'objectif est de consolider la capacité de la Guyane, du Surinam et du Guyana à répondre à des défis communs, en montrant le rôle fondamental des aires protégées pour le développement durable des territoires à travers des actions concrètes. Quatre thématiques ont été retenues : l'écotourisme, la science participative pour la gestion durable des ressources naturelles, les stratégies de lutte contre les menaces liées à l'orpaillage illégal et la transmission des patrimoines culturels vivants. D'un montant total de 662 000 euros pour une durée de trois ans, le projet est financé à hauteur de 75 % par des fonds européens via le Programme de coopération Interreg Amazonie.

Parc amazonien de Guyane, 2020.

Vocabulaire

- **Interreg :** programme européen encourageant la coopération entre les régions européennes par le développement de projets communs dans des domaines variés (développement économique, gestion de l'environnement...).



3 **Une gestion des aires protégées en cours d'harmonisation**

Source : Plantu, *Le Monde*, 1er juillet 2019.

5

Des oppositions transfrontalières

Depuis 2017, en encourageant les entreprises minières et la déforestation, le Brésil relance la destruction de l'Amazonie. Cela provoque des oppositions au sein de l'UE, tiraillée entre sa politique de collaboration (accord commercial avec le Mercosur dont le leader est le Brésil) et ses efforts pour le climat.

4

Un cadre règlementaire pour renforcer la coopération

Le programme Interreg V-Amazonie concerne la coopération transfrontalière et transnationale entre la Guyane, le Surinam et les États de l'Amapa et de l'Amazonas au Brésil. Ce programme se décline en quatre priorités. La première est de renforcer l'offre de transport dans l'espace de coopération pour y accroître la mobilité, avec en particulier la mise en place d'un nouveau bac sur le fleuve Maroni pour assurer la liaison routière entre la Guyane et le Surinam. Vient ensuite la volonté de protéger et valoriser la biodiversité, le patrimoine naturel et culturel grâce à des actions conjointes de préservation de l'environnement, notamment pour la restauration de la biodiversité après les projets d'exploitation minière et des actions pour la protection de la faune et de la flore. Le troisième objectif est la poursuite de la lutte contre le VIH et les maladies comme le paludisme. Reste le développement des échanges économiques dans des secteurs-clés, notamment l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, les technologies de l'information et de la communication, et l'écotourisme. Les résultats attendus sont notamment le renforcement de la lutte contre la pollution sur les sites d'exploitation aurifère et l'augmentation des échanges commerciaux entre la Guyane et ses voisins.

Commission européenne, 2020.

Identifier les contraintes et les ressources d'une situation géographique

Itinéraire 1

Lire et analyser les documents

1. Identifiez les menaces qui touchent la forêt guyanaise et les formes de protection mises en œuvre par l'UE. Quels autres acteurs entrent en jeu ? (doc. 1, 2 et 3)

Interpréter les documents

2. Montrez que la coopération transfrontalière cherche un équilibre entre protection de la forêt et développement économique. (doc. 3 et 4)

3. Quelles sont les limites de la coopération frontalière pour préserver le milieu naturel ? (doc. 5)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

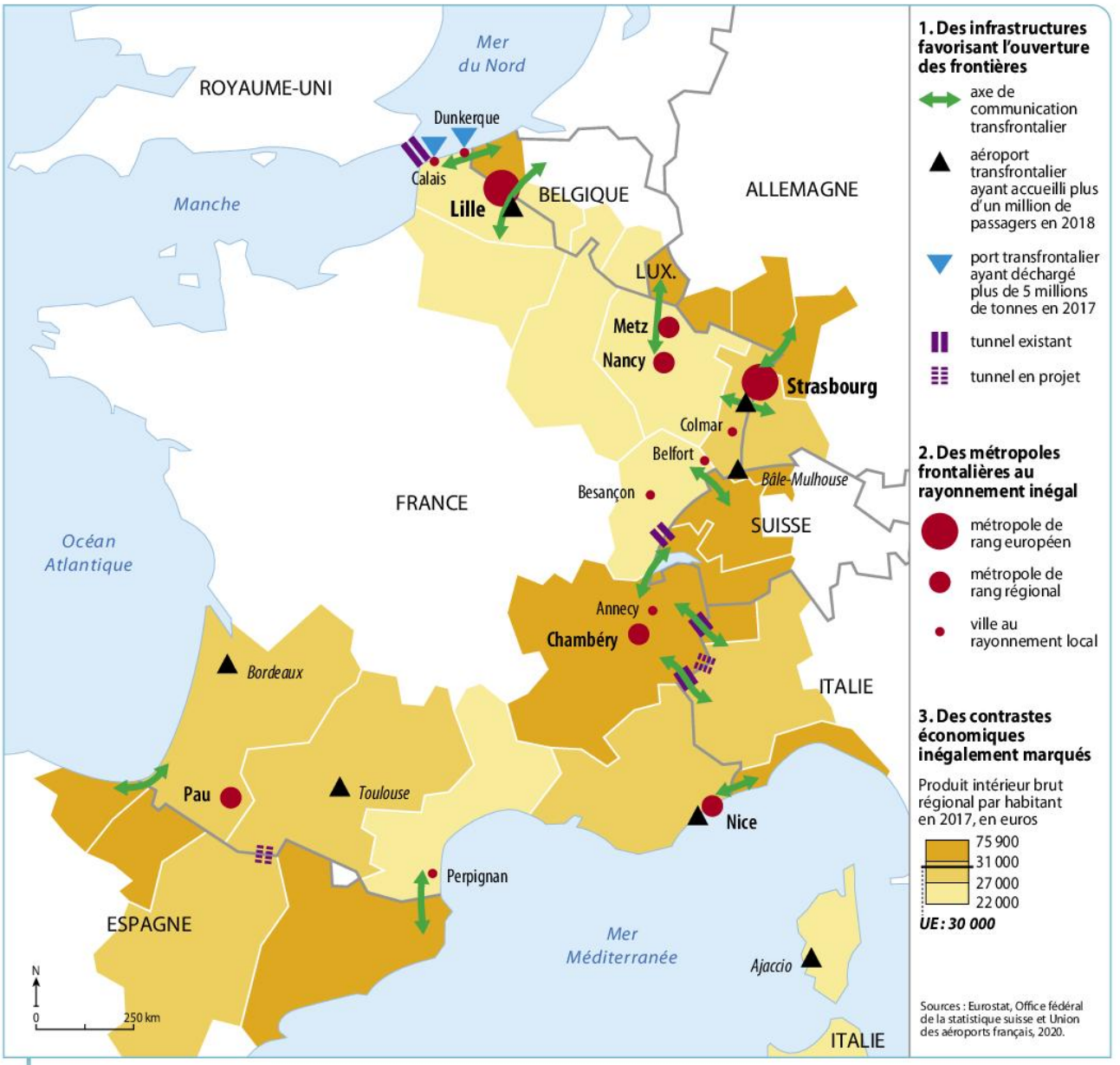
Comment la protection de l'environnement permet-elle de dynamiser les territoires frontaliers guyanais ?

Pour vous guider

Montrez que la protection de l'environnement est aussi un facteur de développement économique.

La diversité des territoires transfrontaliers français

Carte interactive



1 Les dynamiques des territoires transfrontaliers français

Lire les cartes

Carte 1

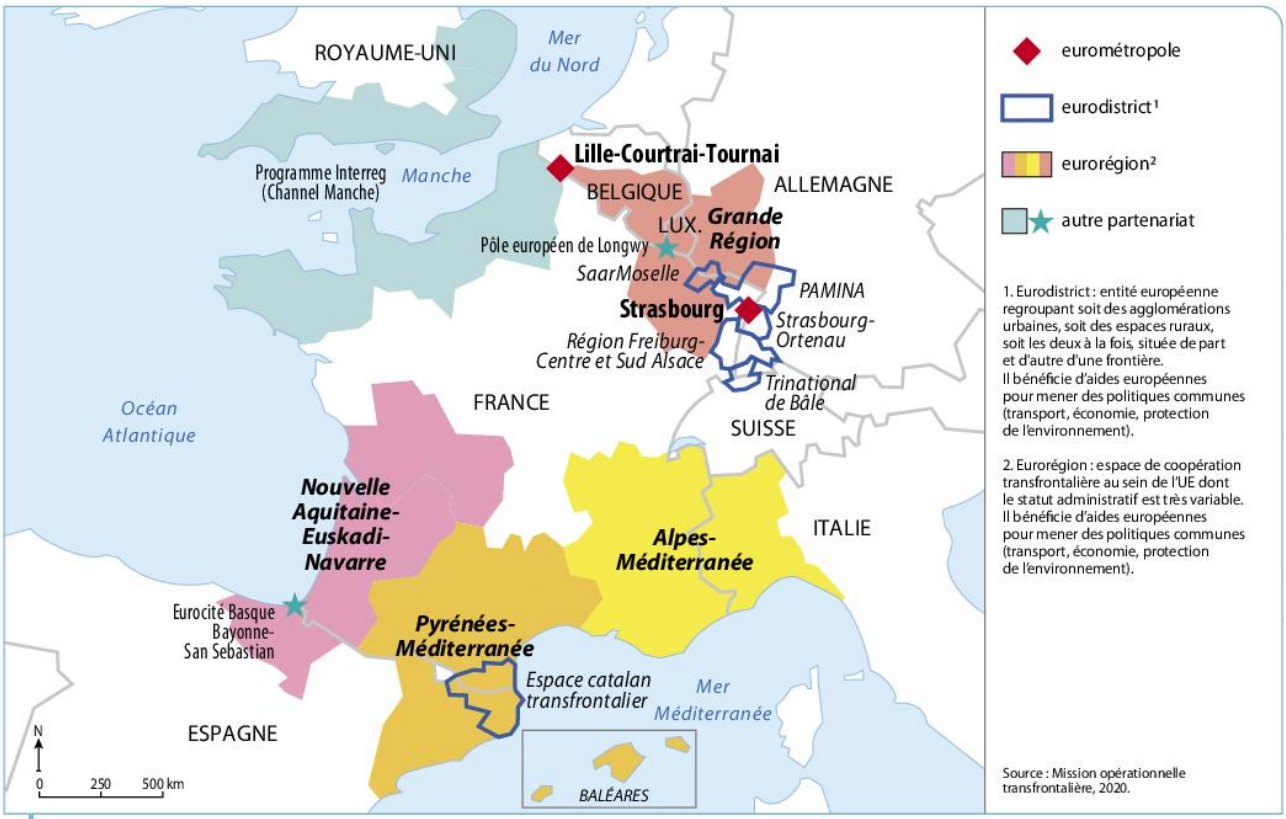
Dans le cadre de la construction européenne, les territoires transfrontaliers sont devenus des interfaces stratégiques pour la France et sont donc mis en valeur. Or cette valorisation demeure inégale.

Identifiez les types d'aménagements mis en place pour valoriser ces territoires. Ces aménagements profitent-ils également à tous les territoires transfrontaliers français ? Montrez que ces aménagements ne gomment pas les inégalités économiques de part et d'autre de la frontière.

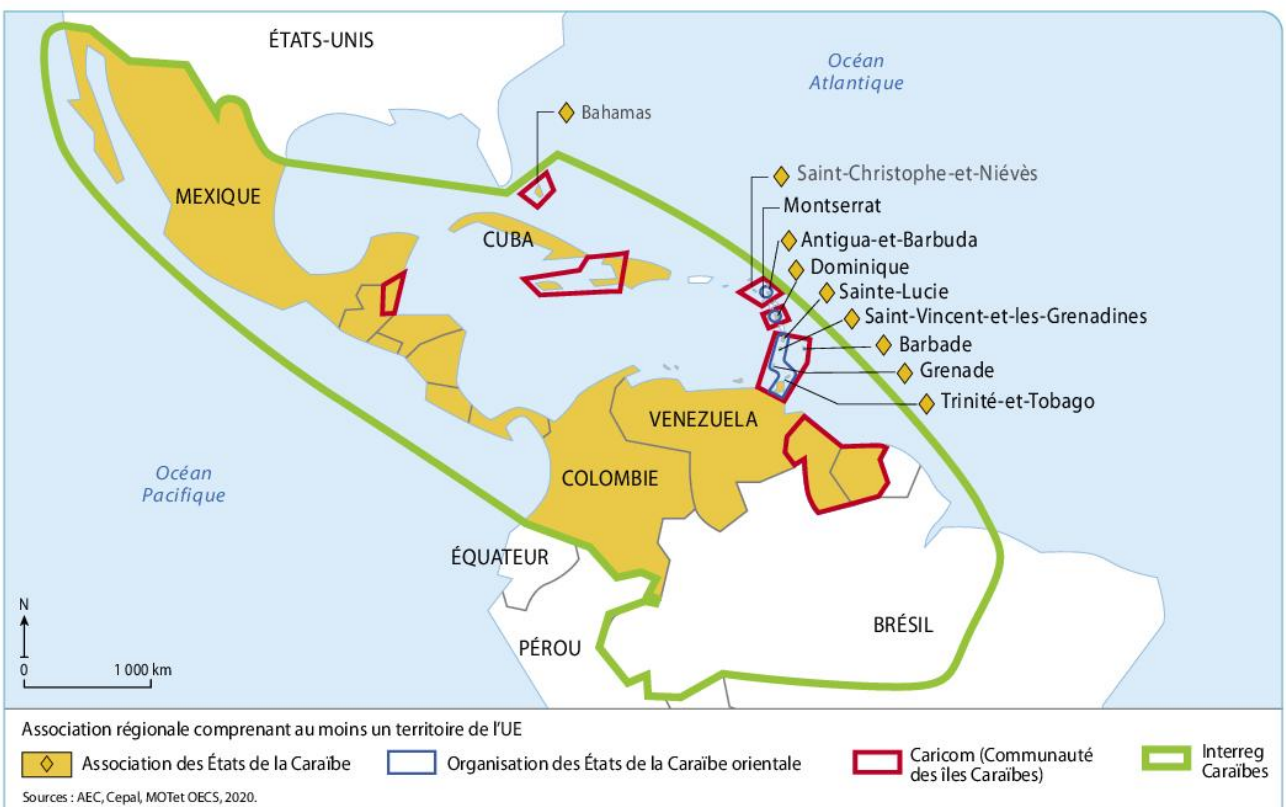
Cartes 2 et 3

Par ses fonds, l'Union européenne investit dans ses territoires transfrontaliers et les aménage pour soutenir leur développement.

Comment et à quelle échelle l'Union européenne encourage-t-elle la coopération transfrontalière ? Comment les territoires français en profitent-ils ? Pourquoi peut-on dire que la coopération transfrontalière ne se limite pas aux territoires de l'UE ?



2 **Des espaces de coopération transfrontalière au cadre réglementaire différencié**



3 **Les Caraïbes, un espace aux multiples formes de coopération transfrontalière**

Cours 1

QCM interactif cours

Des territoires transfrontaliers français au cœur de l'intégration européenne

Comment l'intégration de la France à l'Union européenne dynamise-t-elle les territoires transfrontaliers français ?

A Des territoires ouverts aux échanges et aux mobilités avec l'UE

Les territoires frontaliers terrestres couvrent 20 % du territoire de la France métropolitaine (15 départements). Aux frontières continentales qui s'étendent sur plus de 2 900 km avec 8 pays voisins s'ajoutent les 1 263 km de frontières de l'Outre-mer, ouvrant les espaces transfrontaliers sur d'autres continents (Afrique, Amérique et Océanie).

Le territoire transfrontalier est un espace situé de part et d'autre d'une frontière (doc. 2). Plus les échanges sur l'**interface** sont nombreux, plus ce territoire est attractif. Ces flux sont de nature variée : échanges de marchandises, mobilités liées au commerce, tourisme, travail. Leur intensité s'explique en partie par les différences entre les pays frontaliers (différences de prix, de salaire).

La frontière donne parfois naissance à un effet-frontière (Repère A) qui peut être un levier de développement pour ces territoires. On observe alors l'installation de nouveaux habitants (14 000 Sarrois en Moselle) ou l'arrivée d'entreprises (Mercedes à Hambach) créant ainsi de nouveaux emplois et un dynamisme économique renforcé.

B Des territoires qui s'adaptent à la libre-circulation

L'effacement des frontières dans le cadre de l'Union européenne donne un nouveau rôle aux territoires transfrontaliers. Désenclavés par de nombreux axes de communication (autoroutes, lignes à grande vitesse (LGV), aéroports), ils sont aujourd'hui des carrefours de flux internationaux.

Les acteurs des aménagements frontaliers sont nombreux. L'UE réserve une partie de ses aides régionales (Feder, Interreg) aux zones frontalières. États et collectivités locales participent aussi au financement de projets de développement (pôle de compétitivité de BioValley) et/ou à leur connexion.

Les aménagements sont avant tout pensés pour le développement local des territoires. Le service de navette Kussbus (doc. 1) assurant les trajets domicile-travail entre la France et le Luxembourg facilite le quotidien des travailleurs frontaliers tandis que la plate-forme santé de l'eurorégion Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre met en commun les dispositifs médicaux.

C Une coopération transfrontalière qui a des limites

Les aménagements peuvent être freinés par des différences techniques ou de réglementation. La différence d'écartement des rails entre la France et l'Espagne freine les échanges, et les différences de compétences entre les régions françaises et allemandes ralentissent la prise de décision.

L'effet-frontière peut être source de concurrences spatiales et de tensions. Les contrastes (fiscaux, salariaux, immobiliers - Repère B) avec le voisin peuvent nuire au développement local. En Haute-Savoie, le prix du m² équivaut à celui de Paris, freinant l'accession à la propriété des résidents. La précarité est localement entretenue par la frontière (70 % des intérimaires au Luxembourg sont des frontaliers).

Dans les territoires ultramarins, l'insularité, l'éloignement et les écarts de développement sont des freins à la coopération transfrontalière. Le premier voisin de la Réunion est situé à 9 400 km tandis que la population vivant sous le seuil de pauvreté est trois fois plus élevée au Surinam qu'en Guyane.

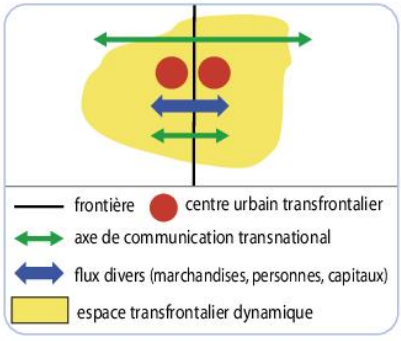
L'Union européenne a transformé les espaces transfrontaliers en espaces privilégiés de l'intégration européenne, même si des concurrences entre les territoires se développent.

Vocabulaire

- **Effet-frontière :** ensemble de phénomènes géographiques liés à la présence d'une frontière. Ces phénomènes peuvent être discriminants (écarts de développement, mauvaise connexion des réseaux de transport), ou dynamisants (création d'emplois, installation de populations).
- **Interface :** zone de contact entre un espace et le reste du monde.

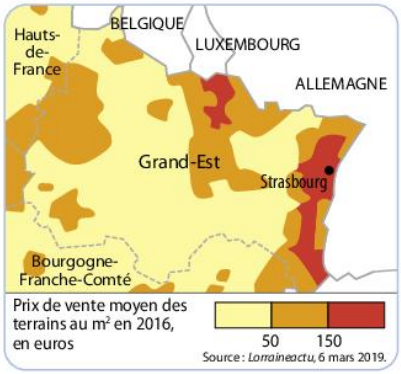
REPÈRE A

Un effet-frontière dynamisant



REPÈRE B

Les effets de la frontière sur l'immobilier



1 **La première structure de *coworking* tranfrontalier à Thionville**

2 **Le Pays basque, un territoire de vie transfrontalier**

L'espace de l'eurocité basque est un étroit couloir de 50 km de long, entre les Pyrénées et l'océan. Il forme un ensemble urbain continu de plus de 600 000 habitants et constitue un axe de communication majeur entre le Nord-Ouest de l'Europe et l'Espagne. Bien que ce corridor soit une source de dynamisme et de richesse, il est aussi source de nuisances environnementales et présente de nombreux dysfonctionnements : saturation des voies routières, discontinuités ferroviaires (écartements des rails différents entre la France et l'Espagne), emplois doubles d'infrastructures (les aéroports d'Irun et Biarritz à 20 km l'un de l'autre). Les flux de travailleurs restent faibles en raison des difficultés liées aux transports. On observe en revanche, dans les zones les plus proches de la frontière, un nombre croissant d'Espagnols s'installant en France (20 % de la population d'Hendaye est espagnole) en raison de la pression foncière du côté espagnol (le territoire du Guipuscoa est très accidenté et quasi saturé). Les échanges commerciaux sont importants et s'effectuent dans les deux sens. Enfin, il existe une communauté culturelle forte entre Basques français et espagnols. Le basque est parlé par plus de la moitié des Basques espagnols et par 10 % des Basques français.

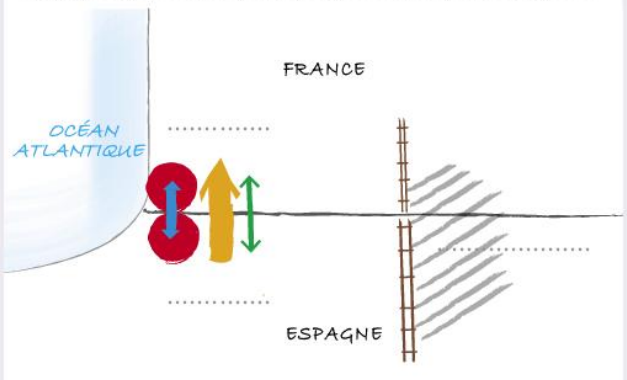
Mission opérationnelle transfrontalière, 2020.

Capacités & Méthodes

Transposer un texte en schéma

À partir du doc. 2, complétez le schéma suivant pour montrer pourquoi la frontière basque est un territoire parcouru par ses habitants.

Titre : .....



1. Un territoire de vie traversé par des flux multiples

..... installation définitive d'Espagnols en France

2. Une connexion imparfaite

..... relief accidenté

..... territoire à la culture commune (langue, coutumes...)

Exemple

Comment la frontière transforme-t-elle le quotidien des Français frontaliers ?

Les frontaliers ont une expérience intime et quotidienne avec la frontière. Malgré des difficultés linguistiques ou administratives, cette frontière offre aux frontaliers des opportunités et des avantages multiples.

1

L'ouverture des frontières

Depuis la mise en place de l'espace Schengen en 1995, les frontières françaises se sont ouvertes, entraînant la disparition des postes frontières et la libre circulation des citoyens.

2

La frontière, un territoire de vie

L'œil du géographe

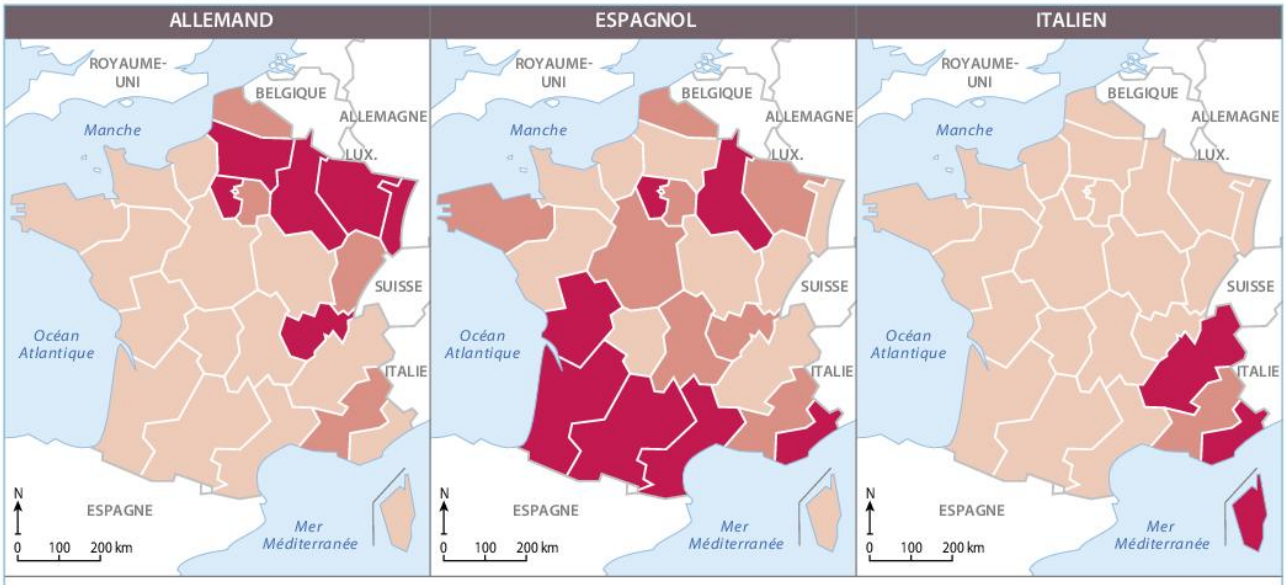
Dans un contexte de fréquente continuité urbaine de la France à la Belgique, la frontière en est presque gommée. Les échanges n'en sont que plus intenses : 45 % des frontaliers français fréquentent souvent les magasins belges, 59 % des frontaliers belges se rendent fréquemment dans les centres commerciaux français. Dans l'agglomération lilloise, la frontière franco-belge est reconstruite en permanence au moyen de la fête, principale cause de transit transfrontalier en fin de semaine. Depuis une vingtaine d'années, l'ouverture totale de la frontière se traduit paradoxalement par une réduction des échanges classiques liés au travail. Alors que sa dimension administrative, politique et économique diminue avec une simple indication par un panneau de signalisation dans une continuité urbaine monotone, ce sont ces pratiques festives qui entretiennent l'existence de la frontière. La frontière se rappelle au souvenir des Lillois qui vont fréquenter les boîtes de nuit, les discothèques et les bars belges. Elle est aussi avantageuse quand on exploite des législations différentes en matière de taxes sur les produits (prix de l'essence ou du tabac). Aujourd'hui, Lille tente cependant d'inverser le sens des déplacements liés à la détente et à l'amusement afin de renforcer son attractivité sur l'environnement belge.

V. Adoumié, *Les Nouvelles Régions françaises*, Hachette, 2018.

3

Des différences de réglementations sources de tensions

Les projets de révision de la réglementation de la Sécurité sociale par la Commission européenne inquiètent les frontaliers. En cas de chômage, ils ne seraient pas pris en charge par le pays dans lequel ils ont exercé leur activité professionnelle, mais par leur pays de résidence.



4 **Une plus grande ouverture aux langues**

5 **La frontière, un espace traversé et aménagé**

Lionel était convoyeur de fonds à 1 700 euros par mois. Après avoir repris ses études, il est parti travailler au Luxembourg où il gagne 3 100 euros mensuels comme *Web designer*. Chaque matin, il met 55 minutes à 1 h 25 pour parcourir les 55 kilomètres qui le séparent du Luxembourg. Les 164 000 transfrontaliers comme lui ramènent du pouvoir d'achat et dépensent cet argent en France. L'Insee estime les revenus frontaliers du Grand Est à 6 milliards d'euros par an. La région encourage donc ces flux avec, en 2018, un budget de 1,66 million d'euros pour promouvoir l'apprentissage des langues voisines. Elle les incite aussi à effectuer leur apprentissage dans des métiers « en tension », tels que charpentier, aide à domicile… Ces flux génèrent malgré tout des problèmes avec des besoins d'infrastructures de transport croissants côté français, d'où quelques coopérations transfrontalières. Entre Erstein (France) et Lahr (Allemagne), un bus circule aux horaires de travail des entreprises de la région. Il faudrait mieux répartir l'activité des deux côtés de la frontière pour éviter l'activité d'un côté et des cités dortoirs de l'autre. De plus, les villages limitrophes se développent rapidement entraînant une hausse des prix de l'immobilier.

Capital, 4 décembre 2018.

6 **La mobilité transfrontalière, un enjeu pour les élections municipales de 2020**

Dessin de presse de Régis Hector, *Le Républicain Lorrain*, 2020.

S'approprier un questionnement géographique

Itinéraire guidé

Comprendre le sens général des documents

1. Comment l'effacement des frontières se traduit-il dans l'espace et le quotidien des frontaliers ? (doc. 1 et 2)
2. À l'aide des doc. 4 et 5, montrez les atouts de la frontière sur le quotidien des frontaliers.
3. Montrez que la vie de frontalier peut aussi être source de contraintes et de tensions. (doc. 3, 5 et 6)

Itinéraire à l'oral

1. En binôme, préparez un débat sur les atouts et les contraintes de la frontière sur le quotidien des frontaliers français.
2. Choisissez chacun un point de vue à défendre et relevez-en les arguments dans les documents.
3. Lors du débat, prenez en note les arguments de votre contradicteur afin de les discuter.

Cours 2

QCM interactif cours

Des territoires transfrontaliers français contrastés

Quels facteurs expliquent l'inégal dynamisme des territoires frontaliers français ?

A La présence d'une métropole

La présence d'une métropole dynamise les territoires transfrontaliers. Strasbourg ou Lille s'imposent comme des centres d'impulsion transfrontaliers. Elles disposent de services rares pour les habitants et les entreprises (universités, centres de recherche, hôpitaux) et d'une bonne connexion aux réseaux de communication nationaux et internationaux qui renforcent leur attractivité.

Les 11 agglomérations transfrontalières mènent des projets avec leurs voisins européens qui transforment le territoire (doc. 1). Le jardin des Deux Rives est un parc transfrontalier de part et d'autre du Rhin, entre Strasbourg et Kehl, relié depuis 2004 par une passerelle. L'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai encourage les mobilités douces par l'aménagement de pistes cyclables.

Le Groupement européen de coopération territorial vise à faciliter la gouvernance des agglomérations transfrontalières. Cette structure permet la coopération des différents acteurs locaux, régionaux ou nationaux pour réaliser les projets : l'université franco-italienne Grenoble-Turin favorise la mobilité des étudiants, l'hôpital franco-espagnol de Cerdagne soigne 30 000 habitants, de part et d'autre de la frontière franco-espagnole.

B La mise en place d'un cadre institutionnel

L'eurorégion est la structure clé de la coopération transfrontalière. Cadre règlementaire, elle réunit les partenaires de deux ou plusieurs régions frontalières d'États de l'UE. Devenue le symbole des territoires transfrontaliers, elle reçoit les financements du programme Interreg (Repère A).

Par les projets mis en place, les eurorégions sont des laboratoires de la cohésion territoriale. L'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée a développé par exemple un programme d'énergies marines renouvelables tandis que celle du Grand Est mise plutôt sur un salon de l'emploi franco-allemand.

Les territoires transfrontaliers ultramarins profitent aussi d'aides pour financer des projets (pont sur le fleuve Oyapock entre la Guyane et le Brésil, formation interrégionale des médecins de la Caraïbe). L'UE encourage ces territoires à s'intégrer dans leur aire régionale pour accélérer leur développement : Martinique (doc. 2) et Guadeloupe ont intégré l'Association des États de la Caraïbe.

C La création de politiques transfrontalières

La protection du paysage ou la promotion du tourisme dessine de nouveaux périmètres de coopération transfrontalière. Des territoires s'allient pour créer des parcs naturels transfrontaliers (commission transfrontalière du Mont blanc, parc pyrénéen des Trois Nations).

D'autres territoires transfrontaliers se construisent sur une coopération culturelle. L'identité transfrontalière est valorisée par la promotion de la langue (catalan, alsacien), de fêtes (Pays basque) ou de rencontres culturelles constituant un nouveau levier de développement transfrontalier.

Certains territoires peinent à créer des projets communs avec leur voisin. Victimes de recul démographique et agricole (Ardennes, Alpes du Sud), les zones peu denses ou peu accessibles ne parviennent pas à valoriser la proximité frontalière pour mener des programmes communs. Elles sont donc exclues des dynamiques transfrontalières (Repère B).

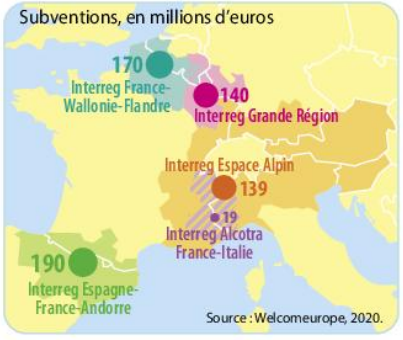
Les territoires transfrontaliers français sont inégalement dynamisés par la frontière en raison de facteurs internes (présence d'une métropole) et externes (dynamisme des territoires européens voisins, volonté politique).

Vocabulaire

- **Eurorégion :** espace de coopération transfrontalière au sein de l'UE bénéficiant d'aides européennes pour mener des politiques communes (transports, économie, environnement).
- **Interreg :** programme européen encourageant la coopération entre les régions européennes par le développement de projets communs dans des domaines variés (développement économique, gestion de l'environnement...).

REPÈRE A

Les fonds européens pour la coopération transfrontalière



REPÈRE B

Des frontières inégalement dynamiques

	Flux de travailleurs français
Frontière France-Luxembourg	94 700 personnes
Frontière France-Allemagne	46 000 personnes
Frontière France-Espagne	5 510 personnes

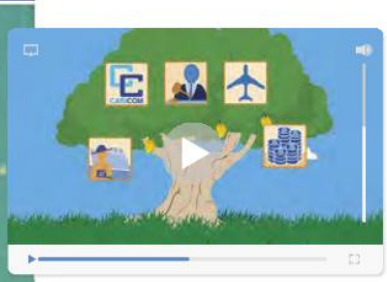
Sources : Europe en France et MOT, 2020.

1 **La frontière franco-allemande à Strasbourg**

Trait d'union entre Strasbourg et Kehl, le parc des Deux Rives et sa passerelle créent un espace transfrontalier dédié à la nature, aux cyclistes et aux piétons depuis sa création en 2004.

2 **Une coopération ultramarine récente : l'exemple des Antilles françaises**

Outre une coopération régionale sur les sujets de santé, la Guadeloupe et la Martinique ont intégré l'OECO.



« L'intégration de l'OECS expliquée »
Source : Région Guadeloupe

Capacités & Méthodes

Réaliser une carte mentale à partir d'une vidéo (doc. 2)

Organisez vos idées à partir des trois branches suivantes :

De nombreux acteurs à toutes les échelles ;
des domaines d'action variés ;
des objectifs ambitieux.

Exemple

Une coopération frontalière catalane en difficulté ?

1 **Un espace frontalier catalan contraignant**

2 Les limites de la coopération frontalière catalane

Les politiques de coopération sont promues par les élus pour insuffler une nouvelle dynamique au développement local. Ainsi, une eurorégion a été créée dans l'espace est-pyrénéen autour de la Catalogne et de l'Occitanie comme si l'espérance d'un redressement économique reposait sur une meilleure articulation intercatalane. Les deux parties s'engagent à mettre en œuvre une coopération approfondie pour améliorer le quotidien des habitants[1]. Cependant, les coopérations restent peu nombreuses. Le transfrontalier butte ici sur divers obstacles. D'abord, les coopérations ont un caractère précaire : leur pérennité est incertaine une fois les subventions européennes arrivées à leur terme ou les objectifs sont compromis par des conflits car des décideurs s'engagent sur la scène transfrontalière dans le but de servir leur propre intérêt. Enfin, les différences administrative, institutionnelle, politique, législative persistent. Les frontières demeurent des enveloppes qui différencient juridictions, cultures politiques, modèles administratifs… Ces asymétries sont des obstacles à l'action. Le cas catalan n'est pas isolé : des recherches ont montré le faible degré d'institutionnalisation de la coopération transfrontalière sur d'autres localités (comme les Ardennes ou les projets de faible envergure entre la France et l'Italie).

J. Gomez (chercheur en sciences politiques), *Les limites de la coopération transfrontalière : l'exemple catalan*, Pôle Sud, 2018.

1. Comme l'hôpital transfrontalier de Cerdagne. Vidéo

Vérifier des hypothèses sur une situation géographique

Itinéraire guidé

Lire les documents

1. Identifiez les infrastructures qui facilitent la coopération transfrontalière. Quels éléments freinent cette coopération ? (doc. 1)

Interpréter les documents

2. Pourquoi les caractéristiques naturelles du territoire ne suffisent-elles pas à expliquer le faible dynamisme de cette coopération ? (doc. 2)

3. Montrez, à travers l'exemple de l'hôpital transfrontalier de Cerdagne, que la création d'aménagements communs peut dynamiser la coopération. (vidéo)

Itinéraire en autonomie

Un journaliste enquête sur la frontière catalane. À l'aide des documents, rédigez son article d'une quinzaine de ligne intitulé : « Pourquoi la coopération frontalière catalane est-elle en panne ? ».

Exemple

Une coopération frontalière franco-allemande dynamique ?

1 **Les potentialités de l'espace frontalier allemand**

2 La coopération transfrontalière, une stratégie de développement pour l'Alsace

Les acteurs en Alsace et Bade-Wurtemberg sont motivés et se mobilisent pour mettre en œuvre l'ensemble des projets à développer : immobilier d'entreprises, ZIP franco-allemande EcoRhena, centre technologique d'excellence, centre d'affaires transfrontalier... Différents événements sont déjà organisés pour le développement de l'emploi transfrontalier et portés par plusieurs des partenaires du Haut-Rhin dans le cadre de l'emploi et de l'insertion. De plus, rouvrir la ligne ferroviaire entre Colmar et Volgelsheim au transport de voyageurs participera à la revitalisation du territoire de Fessenheim, mais elle contribuera aussi à créer un bassin d'emploi transfrontalier permettant aux Haut-Rhinois en recherche d'emploi, notamment les jeunes, de postuler au sein des entreprises du Bade-Wurtemberg qui affiche un taux de chômage de 3,4 % contre 8,4 % et 21 % pour les jeunes dans le Haut-Rhin. Cette ligne permettra aussi l'interconnexion de deux villes parmi les plus importantes du Rhin que sont Colmar (70 000 habitants) et Fribourg (230 000 habitants) et contribuera en outre à un développement socio-économique très important pour l'ensemble du territoire de l'eurodistrict (1,2 million d'habitants).

Conseil départemental du Haut-Rhin, 1er mars 2018.

« Strasbourg-Kehl : main dans la main »
Source : France Info, 19 avril 2018.

Mettre en relation des faits de localisations différentes

Itinéraire guidé

Complétez le tableau suivant pour comparer les exemples catalan (p. 600) et alsacien (p. 601) et expliquer l'inégal dynamisme des espaces frontaliers français.

	La coopération frontalière catalane	La coopération frontalière franco-allemande
Situation géographique	.....	.....
Population (densité)	.....	.....
Axes de communication	.....	.....
Travailleurs transfrontaliers	660 Français et 1 200 Espagnols	46 000 Français et 4 000 Allemands
Nature des projets transfrontaliers	.....	.....
Bilan	.....	.....

L'essentiel audio-vidéo | Organigramme version interactive

L'essentiel

Quelles sont les dynamiques qui traversent les territoires transfrontaliers français ?

Des territoires transfrontaliers français au cœur de l'intégration européenne

- Des territoires ouverts aux échanges avec l'UE
- Des territoires qui s'adaptent à la libre circulation
- Une coopération transfrontalière qui a des limites

Des territoires transfrontaliers français contrastés

- ... par la présence d'une métropole
- ... par la mise en place d'un cadre institutionnel
- ... par la création de politiques transfrontalières

Cours 1

Les **territoires transfrontaliers** français se caractérisent par des **flux multiples** de part et d'autre de la frontière (travailleurs frontaliers, échanges commerciaux, culturels...).

Pour faciliter ces échanges, différentes formes de **coopérations transfrontalières** sont mises en place (eurorégion, eurodistrict, eurométropole) avec le **soutien de l'UE**.

L'objectif est de mettre en œuvre des **projets communs** et de renforcer leur **connexion** pour assurer le développement de leurs territoires.

Cours 2

La vitalité d'un territoire transfrontalier se caractérise par la présence d'une métropole dynamique et par une **connexion des réseaux de transport** de part et d'autre de la frontière.

Les **eurorégions** créent un cadre réglementaire pour organiser la coopération transfrontalière et percevoir des soutiens financiers de l'UE (programme **Interreg**)

Les **politiques transfrontalières** renforcent les liens et s'inscrivent dans des domaines variés (culture, environnement, développement économique) mais les espaces peu dynamiques peinent à établir des politiques efficaces.

Chiffres clés

LUXEMBOURG 1er 70 300

Les flux de travailleurs frontaliers français les plus intenses

→ 2e Allemagne (46 000)

→ 3e Belgique (37 800)

Les populations françaises en situation transfrontalière

de la population française totale

Pour aller plus loin

Des sites Internet

- Une sélection d'articles et de cartes sur les espaces transfrontaliers, leurs projets et l'action de l'Union européenne : http://www.espaces-transfrontaliers.org
- Un site pour découvrir l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai : https://eurometropolis.eu/

Un documentaire

Salariés sans frontières, de G. Balbastre. Sur les destructions d'emploi en Lorraine et sur l'attrait du Luxembourg pour ces salariés.

Un film

Rien à déclarer, réalisé par D. Boon, en 2011. Une comédie illustrant la suppression de la frontière franco-belge lors de la création de l'espace Schengen.

Un livre

La Grande Région Saar-Lor-Lux, vers une suprarégionalisation transfrontalière, E. Evrard, Presses universitaires de Rennes, 2018 . Ouvrage consacré à l'espace frontalier concentrant le plus grand nombre de travailleurs frontaliers en Europe.

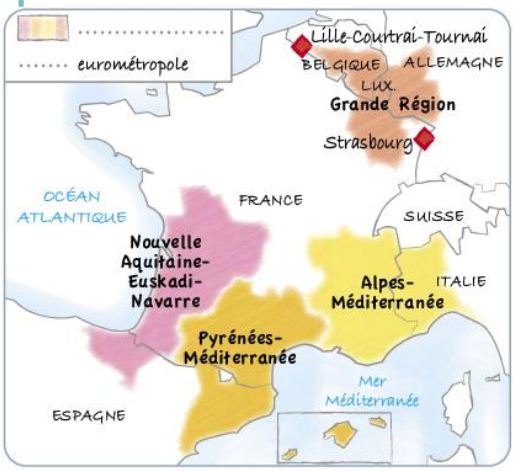
EXERCICES

Localiser

Croquis PDF à télécharger

en complétant le croquis suivant

Les eurorégions et eurométropoles en France



Identifier

les acteurs et leurs actions en faveur du développement frontalier

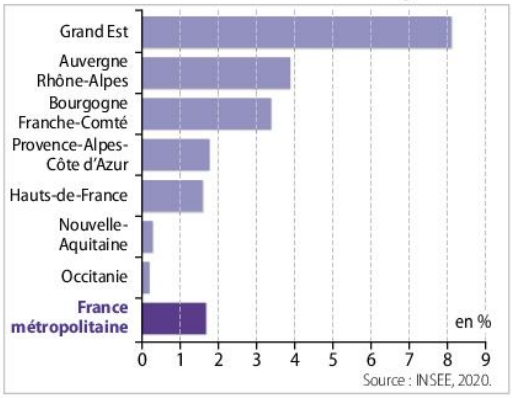
Échelle	Acteurs	Actions
européenne	Interreg	.....
nationale	.....	• bourses aux étudiants • .....
locale	.....	.....

Analyser

un graphique

En analysant le document, montrez que la part des salariés travaillant à l'étranger est inégale entre les régions frontalières. Formulez des hypothèses permettant d'expliquer cette situation.

Part des salariés travaillant à l'étranger



Argumenter

par des exemples précis puis nuancer le propos

- Les eurométropoles sont un facteur clé dans le développement d'un territoire frontalier car ..... Mais .....
- Les flux transfrontaliers permettent un développement du territoire car ..... Cependant, ...
- Les espaces frontaliers français sont dynamiques grâce à ..... Or, ...
- La coopération frontalière dans les territoires ultra-marins nécessite le soutien de l'Union européenne car ..... Mais .....

Travailler autrement

Analyser une vidéo

À l'aide de la vidéo *Le Statut frontalier dans le Grand Est*, présentez la région transfrontalière Grand-Est et les politiques mises en place pour dynamiser l'emploi et l'apprentissage transfrontaliers à destination des jeunes.

Vidéo

Source : Alsace20, 13 mars 2018.

Réalisation d'une production graphique

Sujet : Atouts et défis de la coopération transfrontalière : l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai

Consigne 1 : Transposer un texte en schéma fléché

À partir du texte, vous construirez un schéma fléché correspondant au sujet suivant : « Les atouts et les défis de la coopération transfrontalière : l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai ».

OU

Consigne 2 : Transposer un texte en croquis

À partir du texte, vous construirez à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « Les atouts et les défis de la coopération transfrontalière : l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai », accompagné d'une légende organisée.

CONSEIL
Attention à la formulation de la consigne qui le plus souvent propose de transposer le texte en croquis mais peut aussi proposer de le transposer en schéma fléché.

Premier territoire transfrontalier à adopter le nouveau statut de GECT (Groupement Européen de Coopération Territoriale en 2008), l'Eurométropole (EM) Lille-Courtrai-Tournai est très structurée institutionnellement mais peine encore à se présenter en tant qu'entité lisible par ses habitants, intelligible par les acteurs et visible de l'extérieur. Il s'agit d'un ensemble de 152 communes, appartenant à deux pays et dépendant de trois Régions : les Hauts-de-France ; la Wallonie, francophone ; et la Flandre, néerlandophone. Il y a ainsi deux jeux de limites qui traversent ce territoire : l'un est politique, étatique, l'autre est linguistique, culturel, et les deux ne coïncident pas. Et le périmètre de l'Eurométropole est tout à fait arbitraire : il découle des cinq associations intercommunales qui se sont regroupées en 1991, sous une forme d'abord spontanée puis associative. L'EM revendique un statut de territoire « inter-régional ». En effet, son agence se définit depuis 2016 comme « facilitatrice » des interactions entre régions, une entité incitative pour la coopération. Ces enjeux, s'ils sont transfrontaliers, sont aujourd'hui définis et cadrés à l'échelle européenne via les programmes Interreg.

Le fait régional principalement unifiant est sa métropolisation, en colonne vertébrale transfrontalière, même si celui-ci ne correspond néanmoins qu'à une partie centrale du territoire. Il ressort que l'Eurométropole est tiraillée entre des positionnements assez opposés : d'un côté, elle cherche à se construire comme une entité régionale pluriculturelle, pour les besoins de visibilité et d'attractivité qui poussent toutes les villes à la métropolisation. Elle a pour cela quelques « faits régionaux » à invoquer, que ce soit la conurbation, les continuités de la géographie, un même rapport de porosité ville-campagne, une histoire commune, etc. D'un autre côté elle est couramment ramenée à s'envisager comme une somme de territoires, la « métropole tri-régionale », une mosaïque de fragments juxtaposés qui doivent être considérés comme égaux. Mais pour y arriver, d'autres déséquilibres ont été engendrés : le partage du budget pour moitié entre France et Belgique survalorise la contribution de la Métropole européenne de Lille ; la superficie augmentée a intégré des territoires peu concernés par le transfrontalier et amène l'Eurométropole aux portes de Bruxelles.

D'après Bénédicte Grosjean (géographe), « Les ambiguités de l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai à travers ses représentations régionales », *Belgéo*, 2019.

Consigne 1 : Transposer un texte en schéma fléché

A Sélectionner et hiérarchiser les informations à schématiser

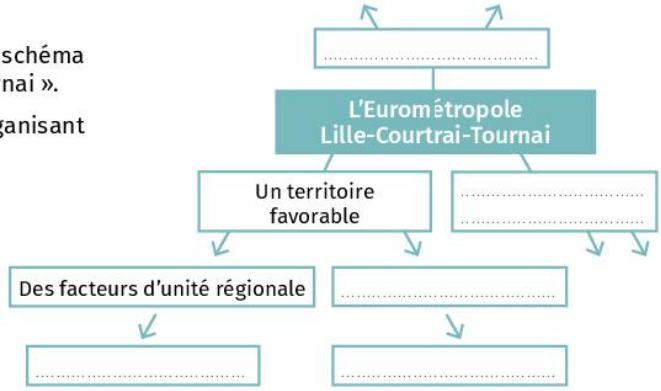
1. Parmi les propositions suivantes, identifiez les trois grandes idées du texte qui permettent de répondre au sujet.
   - *Un territoire favorable à la coopération*
   - *L'histoire de la coopération transfrontalière*
   - *Des formes de coopérations multiples*
   - *Une coopération encouragée par l'UE*
   - *Des défis à relever pour approfondir la collaboration transfrontalière*
2. Attribuez une couleur à chaque idée principale, et surlignez les informations dans le texte en fonction de ces idées.

CONSEIL
Sélectionnez les propositions qui couvrent l'ensemble des informations du texte.

B Réaliser le schéma fléché

3. Écrivez au centre de votre feuille le titre du schéma fléché : « L'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai ».
4. Complétez le schéma fléché suivant en y organisant les informations prélevées.

CONSEIL
Soignez la présentation du schéma en traçant les traits à la règle et en écrivant lisiblement.



Consigne 2 : Transposer un texte en croquis

A Préparer la légende du croquis

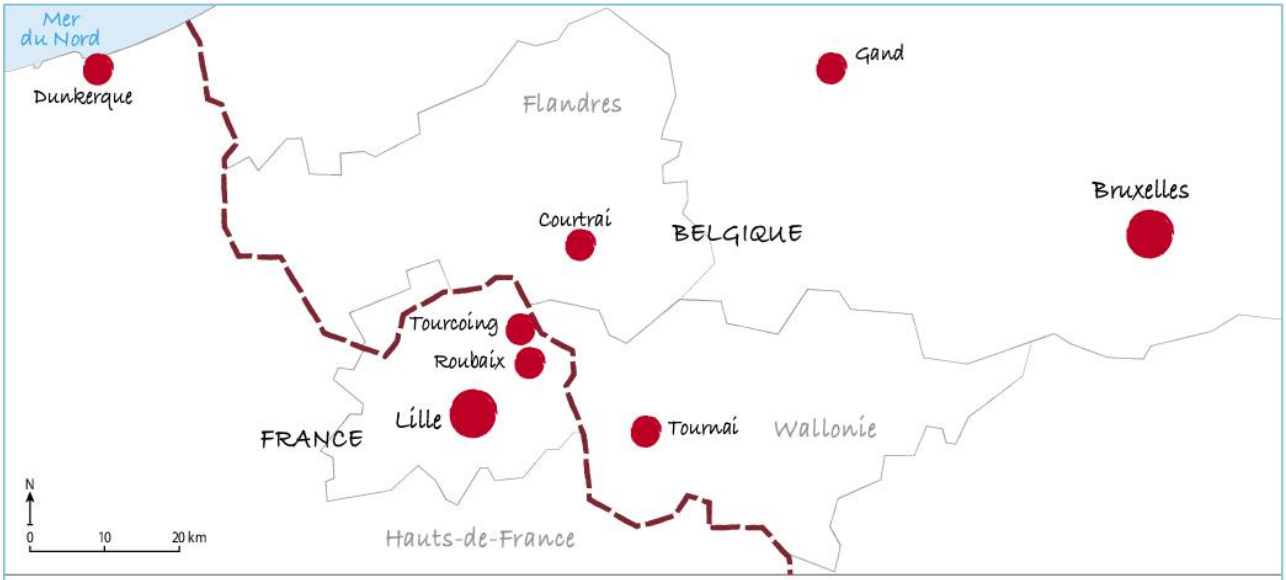
1. Sélectionnez les informations du texte en fonction des titres proposés dans la légende du croquis.
2. Associez un figuré à chaque information sélectionnée.

CONSEIL
Choisissez une gamme de couleurs chaudes ou froides pour chacune des parties de la légende.

B Réaliser le croquis

3. Complétez le croquis suivant en vous appuyant sur les informations fournies par le texte.

Titre : .....



1. Une région transfrontalière aux nombreux points communs

....

....

....

2. Des limites à la coopération transfrontalière

....

....

....

....

Méthode
BAC-E3C

Analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez que les projets communs transfrontaliers sont portés par des acteurs divers. Vous expliquerez aussi pourquoi ils dynamisent les territoires transfrontaliers français.

1 La mise en place d'actions communes

La coopération transfrontalière est indissociable des incitations émanant de l'échelle communautaire, l'action territoriale de l'UE se portant historiquement sur les espaces frontaliers, par exemple avec le Feder, créé en 1975. Elle incite à la coopération entre territoires frontaliers autour de problématiques du quotidien (mobilité, environnement) ou d'ordre organisationnel (mise en place d'Eurorégions). Plusieurs initiatives ont ainsi permis le développement de services transfrontaliers qui contribuent à redéfinir les territoires français. Le Briançonnais (Hautes-Alpes) souffre d'un enclavement prononcé à l'échelle nationale. Toutefois, de l'autre côté de la frontière, en Italie, la gare d'Oulx est desservie par les TGV Paris-Milan. En conséquence, le département des Hautes-Alpes et la province de Turin obtiennent au titre du programme Interreg un financement pour mettre en place un service de navette par car entre cette gare et Briançon, en desservant la station Montgenèvre, elle-même reliée à d'autres stations italiennes pour former le domaine skiable de la Voie lactée. Les territoires frontaliers connaissent aussi des dynamiques spécifiques autour de la question de l'emploi. Le cas des périphéries françaises de Genève, de Bâle ou de Luxembourg en sont des exemples. La transfrontaliarité ne nie pas la frontière, mais joue avec les différentiels qu'elle offre.

Sophie Dubois et Kevin Sutton, *La France, Géographies d'un pays qui se réinvente*, Bréal 2018.

2 La culture au service de la coopération transfrontalière

A Comprendre la consigne

1. Répondez aux questions suivantes pour analyser le sujet.

Identifiez les territoires transfrontaliers français évoqués dans les documents.

En variant les échelles, listez les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière.

Dans quels domaines des projets communs peuvent-ils se mettre en place entre territoires frontaliers ?

En analysant les documents, vous montrerez que les projets communs transfrontaliers sont portés par des acteurs divers. Vous expliquerez aussi pourquoi ils dynamisent les territoires transfrontaliers français.

Trouvez des exemples vus en cours pour justifier le fait que la coopération dynamise les territoires transfrontaliers.

Définissez la notion de territoire transfrontalier. Pourquoi l'intégration de la France à l'Union européenne fait-elle de ces territoires des centres d'impulsion ?

B Préparer l'analyse de documents

CONSEIL
Identifiez les informations dans les documents en choisissant une couleur de surlignage pour chaque thème.

2. Complétez la 2e colonne du tableau suivant pour identifier les informations.

3. Complétez ensuite la 3e colonne en utilisant vos connaissances pour interpréter les documents.

	Identifier les informations	Interpréter les informations à l'aide des connaissances personnelles
Des projets divers	– transport (doc. 1) –	– Politiques (navette Kussbus entre le Luxembourg et la France) ; infrastructures (pont pour le tramway à Strasbourg) – .....
Des acteurs multiples	....	....
Des territoires inégalement dynamisés	....	....

C Rédiger l'analyse de documents

CONSEIL
Faites directement allusion aux documents dans votre rédaction, en les citant. Cela évite la paraphrase.

4. Rédigez l'introduction de l'analyse de documents en vous appuyant sur la Méthode p. 20-21.

5. Rédigez l'analyse de documents en complétant les paragraphes suivants.

Les projets de coopération transfrontalière des territoires français sont nombreux et divers. Ils sont d'abord liés aux transports, ces derniers étant déterminants dans la connexion des espaces de part et d'autre de la frontière. Ainsi, le doc. 1 évoque.....
.....
Les acteurs encourageant la coopération transfrontalière sont nombreux à toutes les échelles. Le doc. 1 rappelle notamment le rôle moteur de l'Union européenne, à travers le Feder (Fonds européen de développement régional) ou Interreg (.....).....
.....
Les territoires français sont donc dynamisés par ces différentes formes de coopération. Ainsi, le pays basque et la Navarre bénéficient de mobilités étudiantes visibles dans le doc. 2. .....
.....

6. Terminez la rédaction de la conclusion suivante, en rappelant l'apport des documents au traitement du sujet.

Les documents proposés à l'étude ont donc permis de montrer que les projets de coopération transfrontalière des territoires français sont nombreux et.....
.....

Méthode
La conclusion doit apporter une réponse globale à la question posée dans l'introduction pour guider l'analyse de document(s). Elle doit être rédigée de manière concise en insistant sur l'apport du ou des document(s) dans le traitement du sujet.

Méthode
BAC-E3C

Question problématisée

Pourquoi les territoires transfrontaliers français sont-ils inégalement dynamiques ?

A Préparer la réponse à la question problématisée

1. Analysez la question posée en répondant aux questions suivantes.

L'inégal dynamisme peut être lié à plusieurs facteurs. Lesquels ?

Sans précision, le sujet porte sur la France métropolitaine et ultramarine. Montrez la grande diversité des territoires transfrontaliers français, en métropole et en Outre-mer.

Pourquoi les territoires transfrontaliers français sont-ils inégalement dynamiques ?

Pourquoi l'effet-frontière peut-il dynamiser ou au contraire être un frein au développement des territoires ? Donnez des exemples de chacune de ces situations.

2. Complétez le plan suivant pour dégager les principaux arguments de la démonstration.

1er paragraphe : Des territoires inégalement dynamisés par l'environnement local	2e paragraphe : Des territoires inégalement dynamisés par l'existence de projets communs
– La présence ou non d'une métropole de rang européen –	.....

B Rédiger la réponse à la question problématisée

3. En vous aidant du tableau proposé dans la question précédente, terminez la rédaction de l'introduction suivante.

Méthode

Pour rédiger l'introduction, rappelez d'abord la question problématisée, puis présentez le plan choisi pour la réponse.

Pour répondre à la question « Pourquoi les territoires transfrontaliers français sont-ils inégalement dynamiques ? », il convient dans un premier temps de .....

4. Rédigez les deux paragraphes du développement en vous aidant du travail réalisé dans la question 2.

5. Rédigez la conclusion en complétant le paragraphe suivant.

Ainsi, les territoires transfrontaliers français sont inégalement dynamiques pour deux raisons principales :
.....
.....

Méthode

Pour rédiger la conclusion, rappelez les principaux éléments qui constituent la réponse à la question problématisée.

Réalisation d'une production graphique

Sujet : L'inégal dynamisme des territoires transfrontaliers français

Consigne : À partir du texte, vous construirez à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « L'inégal dynamisme des territoires transfrontaliers français », accompagné d'une légende organisée.

CONSEIL
L'organisation du texte constitue souvent un guide pour l'organisation de la légende. Il convient alors d'en dégager les principales idées et d'en problématiser la formulation.

Les territoires transfrontaliers français sont inégalement dynamiques. Leur ouverture dépend d'abord des infrastructures matérielles et politiques. Ainsi, les principaux axes de communication qui ouvrent le territoire français au reste du monde emprunte les couloirs naturels de pénétration du territoire : le long des littoraux (Côte d'Azur, Pays basque à l'ouest des Pyrénées ou catalan à l'est, mer du Nord), à la faveur de vallées perçants les massifs montagneux (Jura, Ardennes, Alpes). D'ailleurs, pour franchir les principaux massifs, des tunnels sont percés (Fréjus, Mont-Blanc, Tunnel sous la Manche, axe Lyon-Turin). De même, les structures politiques de coopération encouragées par l'Union européenne sont des cadres privilégiés de coopération : eurodistricts (Alsace, Moselle, Catalogne) ou Eurorégions (Alpes méditerranéenne, Pays basque).

La présence de métropoles frontalières de rang européen (Lille, Strasbourg, Genève) ou régional (Pau, Nice, Nancy-Metz, Chambéry) est un facteur de dynamisme. C'est particulièrement vrai dans les territoires connectés à la mégalopole européenne, vaste région urbaine qui de Londres à Milan, concentre les zones de fortes densités démographiques et économiques de l'Europe. Certaines de ces métropoles étendent leur territoire d'influence au-delà de la frontière et bénéficient du statut européen d'eurométropole (Lille, Strasbourg).

L'ensemble de ces leviers de développement explique l'inégale intensité des mobilités transfrontalières. Massives avec la Suisse, particulièrement vers Genève, elles sont également fortes, dans les deux sens, avec l'Allemagne, le Luxembourg, et dans une moindre mesure avec la Belgique ou l'Italie, via Nice. Les mobilités sont en revanche plus réduites avec l'Espagne.

Titre : .....

Question problématisée

Comment la frontière transforme-t-elle le quotidien des Français frontaliers ?

CONSEIL
Aidez-vous de l'exemple p. 596-597.

THÈME

4

La France et ses régions dans l'Union européenne et dans la mondialisation : lignes de force et recompositions

Cinquième commune de France la plus peuplée, Nice doit son rayonnement à sa situation géographique privilégiée sur la Méditerranée, proche de la frontière italienne. Son aéroport, aménagé sur la mer, occupe le premier rang français en dehors de l'Île-de-France (14,5 millions de passagers en 2019). La métropole accueille en effet de nombreux flux touristiques, mais également des industries de haute technologie, notamment dans le technopôle voisin de Sophia-Antipolis. La métropolisation et la littoralisation de cette région incarnent ainsi les recompositions des territoires français.

04
L
04
R

Les acteurs de l'aménagement des territoires français dans la mondialisation

Employer les notions de géographie à bon escient

Des acteurs publics nombreux à toutes les échelles

Les acteurs de l'aménagement des territoires

L'œil du géographe

L'image du mille-feuille territorial tend à caractériser à la fois la superposition de nombreux échelons politico-administratifs et un certain flou dans l'attribution des compétences entre ceux-ci. Cette situation résulte de deux grands processus de redéfinition de la répartition des compétences entre les différents acteurs territoriaux : la décentralisation entamée en 1982 et l'intercommunalité, entraînant une multiplication du nombre des acteurs institutionnels en France qui a pour point commun de renforcer toujours plus le rôle des **collectivités territoriales**. Celles-ci sont devenues des acteurs publics majeurs de la vie et de la démocratie locales. Les relations entre les différentes strates de cet empilement sont multiples, ne serait-ce que par les jeux de redistribution des recettes fiscales. Comme le précise la géographe Magali Reghezza-Zitt, « dans un contexte de crise des finances publiques, alors même que la défiance à l'égard des pouvoirs traditionnels s'est accrue, l'État n'est plus le seul pilote. Dans le même temps, du fait de la décentralisation ou de la mondialisation, de nouveaux acteurs sont apparus aussi bien à l'échelon supranational (UE, organisations de régulation internationales, FTN) qu'infranational (intercommunalités). »

Sophie Dubois et Kevin Sutton, *La France, Géographies d'un pays qui se réinvente*, Bréal, 2018.

Ne pas confondre

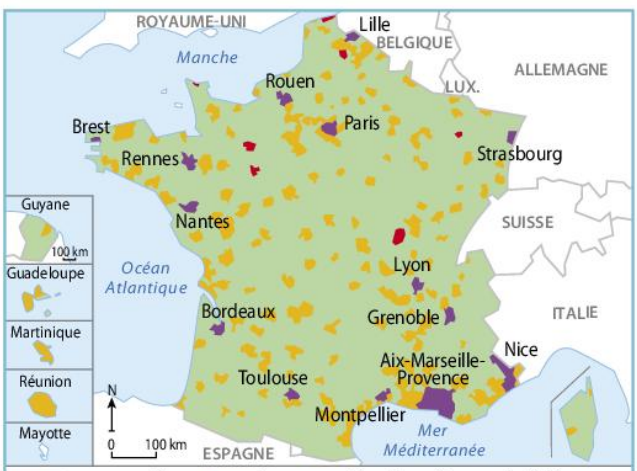
• Les acteurs publics de l'aménagement des territoires français

Le rôle croissant des collectivités territoriales

La région, un acteur au rôle croissant

Compétences privilégiées :
- **orientation économique**
- **développement durable**
- **transports, emploi.**

L'intercommunalité



communauté de communes
communauté d'agglomération
communauté urbaine
métropole

Compétences privilégiées : urbanisme, déchets, distribution et assainissement de l'eau, social, transports urbains.

Source : Assemblée des communautés de France, 2020.

Une coopération croissante des acteurs publics...

... avec les entreprises

Pour attirer les investissements des entreprises, les collectivités territoriales aménagent leur territoire (zone industrialo-portuaire, *cluster*).

Dans le cadre des projets d'aménagement les plus coûteux, des Partenariats public-privé se mettent en place.

... avec les associations de citoyens

L'aménagement des territoires associe de plus en plus les citoyens dans le cadre d'une démocratie participative. Les enquêtes publiques menées pour toute procédure d'aménagement collectent l'avis des citoyens. Les conseils de quartier sont parfois forces de proposition, même si leur rôle reste limité.

Les finalités de l'aménagement des territoires

Assurer le développement économique	Réduire les disparités territoriales	Assurer la transition environnementale
Pour faire face à la concurrence dans la mondialisation, les territoires sont aménagés pour développer leur compétitivité (infrastructures, pôles de compétitivité). Ex : le technopôle de Saclay.	La cohésion des territoires passe par l'aide aux régions en difficultés : anciennes régions industrielles en reconversion, quartiers prioritaires en ville, zones de revitalisation rurale. Ex : bus de service public.	Face au changement global, les territoires engagent une transition environnementale qui passe par des aménagements durables. Ex : champ d'éoliennes dans les Hauts-de-France.

Questions

1. En utilisant les documents, justifiez l'affirmation de Magali Reghezza-Zitt : « *Dans le même temps, du fait de la décentralisation ou de la mondialisation, de nouveaux acteurs sont apparus aussi bien à l'échelon supranational (UE, organisations de régulation internationales, FTN) qu'infranational (intercommunalités)* ».
2. Formulez des hypothèses pour expliquer pourquoi les coopérations entre acteurs publics et acteurs privés augmentent pour répondre aux objectifs de l'aménagement des territoires.

Vocabulaire

- **Collectivité territoriale :** structure administrative (commune, département, région) compétente sur un territoire délimité. Elle est représentée par des élus qui disposent d'un pouvoir de décision, de compétences propres et d'un budget pour répondre aux besoins des habitants.
- **Démocratie participative :** forme d'exercice et de partage du pouvoir qui implique la participation des citoyens.
- **PPP (partenariat public-privé) :** accord permettant la mise en place d'un aménagement public par des entreprises privées qui, en échange de tout ou partie du financement, obtiennent l'usage de cet aménagement durant une période déterminée.

Étude de cas 1

L'Île-de-France, la région capitale

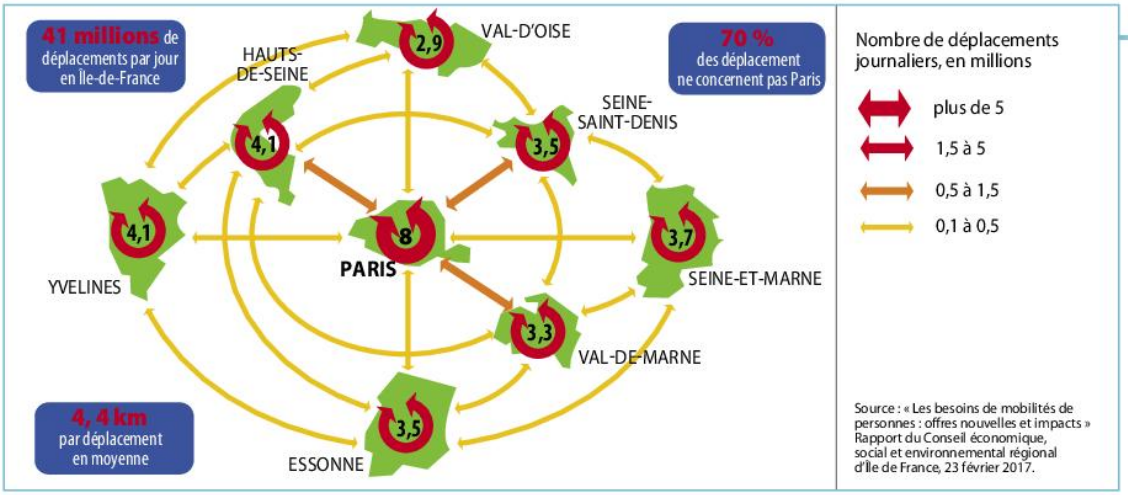
Avec 1/3 du PIB et 20 % de la population française, la région Île-de-France incarne la région-capitale. Mais à l'image des autres territoires métropolitains, elle doit faire face aujourd'hui au creusement de ses inégalités sociales et territoriales et renouveler sa gouvernance.

A Pourquoi l'organisation régionale de l'Île-de-France reste-t-elle marquée par de forts contrastes ?

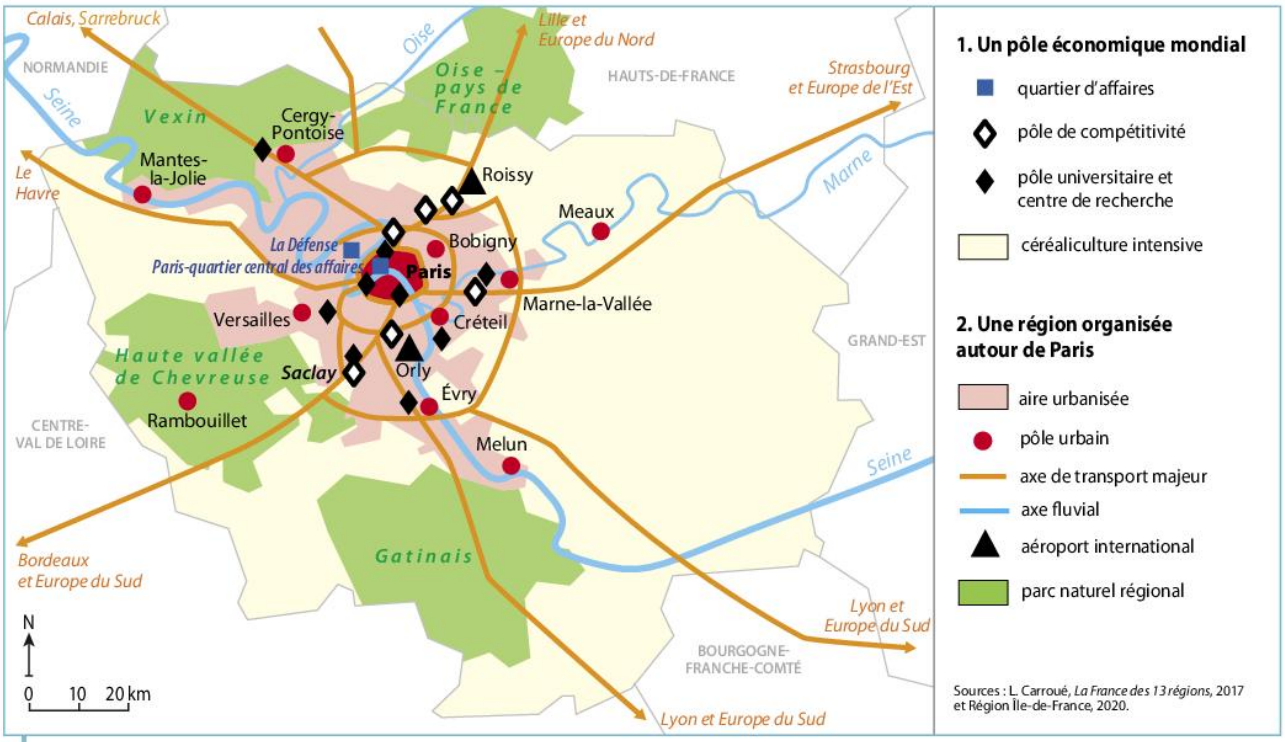
Cours 1, p. 626-627

1 Paris, le cœur économique de la région Île-de-France

Paris regroupe 1/3 des emplois franciliens. Le quartier de la Défense, qui est le 2e grand bassin d'emplois régional, accueille plus de 180 000 salariés. Cependant, cette concentration n'empêche pas le développement de 40 pôles d'emplois dans la périphérie régionale, à plus de 25 km de la capitale.



2 Une région au cœur des migrations pendulaires



3 **De grands contrastes régionaux de l'Île de France**

4 **Une accentuation des inégalités sociales**

Une enquête de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) intitulée « Gentrification et paupérisation au cœur de l'Île-de-France » met en exergue la polarisation sociale de la région. D'un côté Paris (2,2 millions d'habitants) et les Hauts-de-Seine, départements les plus aisés du pays, continuent à « s'embourgeoiser ». De l'autre, la Seine-Saint-Denis, le territoire le plus pauvre. « La richesse est plus marquée, plus concentrée que la pauvreté ». Sans surprise, la différenciation sociale reflète surtout le marché immobilier. Paris n'échappe pas au phénomène de gentrification observé dans de nombreuses capitales, qui se traduit par l'arrivée de cadres dans des quartiers populaires, entraînant ainsi une baisse de la pauvreté. À Paris comme ailleurs, c'est le renchérissement des prix du logement qui exclut progressivement les plus modestes des quartiers centraux.

À noter toutefois, quelques villes pauvres de grande couronne ont réussi à inverser la situation, en utilisant le levier de la construction (Chanteloup-les-Vignes, Saint-Ouen-l'Aumône), ou en diversifiant l'offre de logements grâce à des programmes menés par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Meaux, Persan, Mantes-la-Jolie). Alors que le conflit des « gilets jaunes » a amené à opposer « souvent de façon caricaturale » deux France, « celle des métropoles » « qui gagnent » et de la périphérie « qui perd », l'étude de l'IAU montre au contraire que la situation financière des ménages s'améliore dans les secteurs périurbains de grande banlieue. L'auteure parle de « moyennisation » des territoires périphériques.

« En quinze ans, Paris s'est enrichi et sa région appauvrie », *L'Express*, 3 juin 2019.

Construire une argumentation géographique

Itinéraire 1

Décrire et analyser

1. Quels territoires et quelles infrastructures favorisent l'attractivité régionale et l'intégration de la région dans la mondialisation ? (doc. 1 et 3)
2. Pourquoi peut-on dire que Paris joue encore un rôle majeur dans l'organisation de l'Île-de-France ? (doc. 1, 2 et 3)
3. Montrez cependant que les mobilités ne se résument pas à un simple échange entre Paris et sa périphérie et qu'elles se complexifient. (doc. 2 et 3)
4. Comment évoluent les inégalités socio-spatiales régionales ? (doc. 4)

Itinéraire 2 BAC E3C

Question problématisée

Comment les grands contrastes sociaux et économiques se manifestent- ils sur le territoire francilien ?

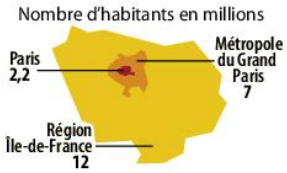
B Pourquoi les politiques de réduction des inégalités territoriales et d'attractivité créent-elles des tensions ?

Cours 2, p. 630-631 et cours 3, p. 636-637

5 L'État, un acteur majeur des mutations régionales

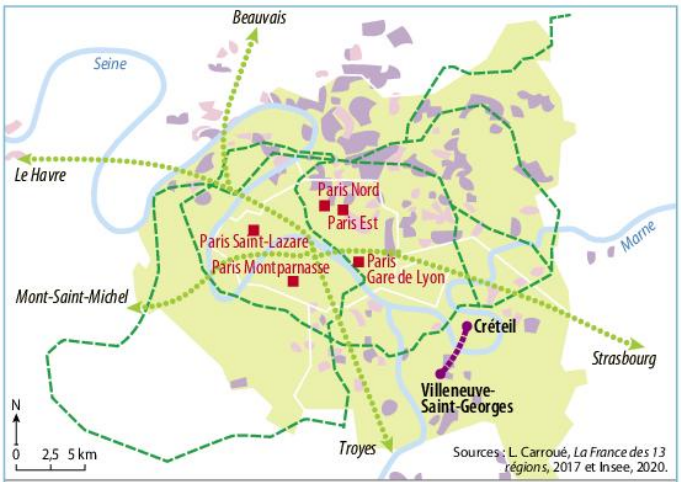
L'œil du géographe L'Île-de-France n'a pas profité comme les autres régions des lois de décentralisation des années 1980 : les principaux leviers en matière d'aménagement – les transports et la planification urbaine – ne lui ont été transférés par l'État qu'au début des années 2000. Jusqu'en 2013, toute opération d'urbanisme devait être compatible avec le schéma directeur élaboré par l'État en 1994, qui avait pourtant été rejeté par l'ensemble des collectivités locales.

Cette décentralisation est, par ailleurs, restée inachevée. Ainsi, l'État contrôle des opérations d'intérêt national concernant de grands secteurs stratégiques : les aéroports de Roissy et d'Orly, la vallée de la Seine en amont et en aval de Paris, le faisceau nord de Paris à Roissy et enfin le plateau de Saclay. En 2010, il promulgue la loi relative au Grand Paris[1] qui confie le pilotage de la construction du Grand Paris Express à un opérateur, la Société du Grand Paris (SGP). La région, pourtant autorité organisatrice des transports depuis 2000, est ainsi prise en tenaille entre la SGP et les deux exploitants du réseau francilien (la SNCF et la RATP) qui relèvent tous les trois de l'État.



D. Béhar et A. Delpirou, *Atlas du Grand Paris, une métropole en mutations*, 2020.

1. Intercommunalité regroupant les communes de Paris et celles des trois départements de la petite couronne. Elle vise à développer la continuité des aménagements entre Paris et sa proche banlieue.



6 Des aménagements inégaux en faveur de la mobilité et du logement

7 Des tensions sur les choix d'aménagement : l'exemple du projet EuropaCity

En 2019, le gouvernement décide d'abandonner le projet EuropaCity (boutiques, hôtels, espaces de loisirs) au nord de Paris qui avait le soutien des élus locaux. Mais les opposants sont encore actifs face aux autres projets d'urbanisation qui se succèdent sur ces 80 hectares de terres agricoles fertiles à proximité de Gonesse.

Itinéraire 1

Décrire et confronter les documents

1. Quels aménagements favorisent la réduction des inégalités territoriales ? l'attractivité régionale ? (doc. 5 et 6)
2. Pourquoi peut-on affirmer que les choix en faveur d'une transition environnementale sont encore faibles ou en débat ? (doc. 6 et 7)
3. Montrez que l'aménagement régional est source de fortes tensions entre les acteurs. (doc. 5 et 7)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de document

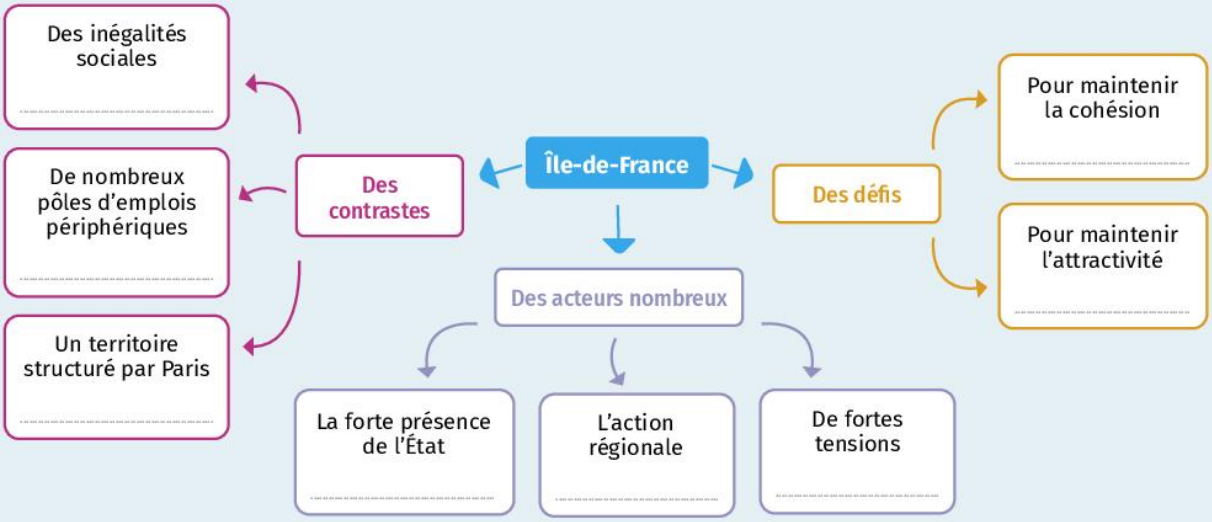
En analysant le doc. 6, vous montrerez que les aménagements en Île-de-France tentent de rééquilibrer le centre et sa périphérie.

QCM interactif | Organigramme PDF à télécharger | Croquis interactif + Version PDF à télécharger

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

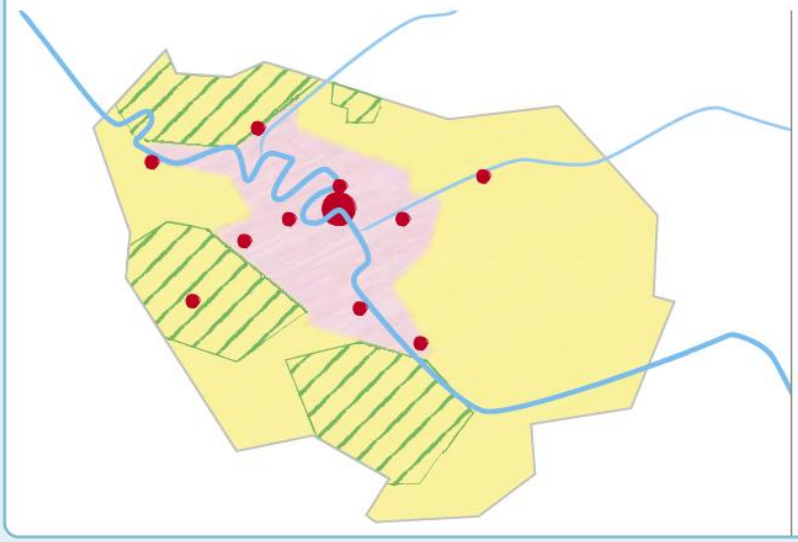
Complétez le schéma fléché à l'aide des informations des pages 614 à 616.



Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 614 à 616 complétez le croquis suivant.

Titre : .....



Changer d'échelle

De l'étude de cas... au territoire français

1. Quelle autre région occupe une position de carrefour du territoire français comme l'Île-de-France ?
cours 1, p. 626-627

2. Toutes les régions françaises bénéficient-elles de la même attractivité que la région Île-de-France ?
cours 2, p. 630-631 et cours 3, p. 636-637

Étude de cas 2

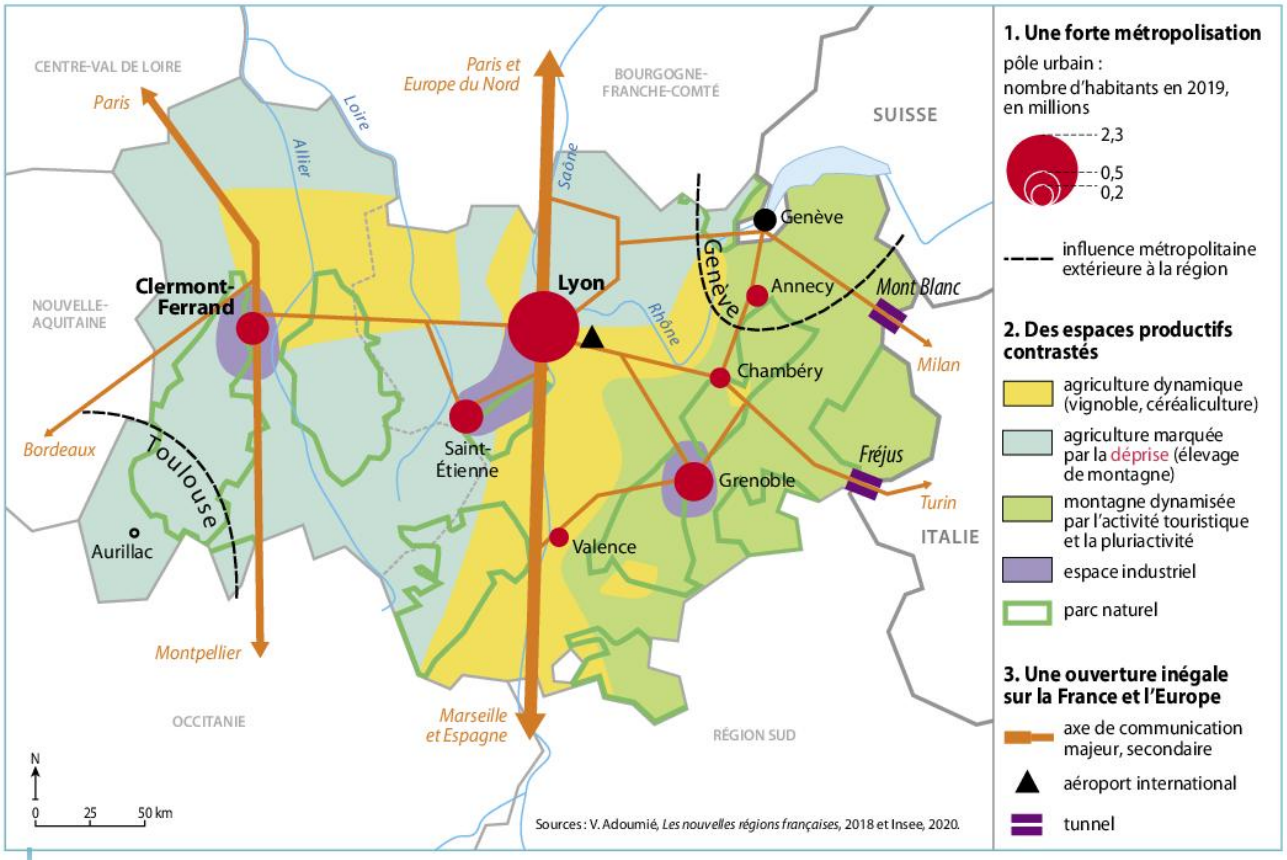
La région Auvergne-Rhône-Alpes, entre attractivité et contrastes territoriaux

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

2e région française par son PIB et sa population (8 millions d'habitants), la région Aura (Auvergne-Rhône-Alpes) se hisse parmi les régions européennes les plus dynamiques. Développer son attractivité, tout en luttant contre ses inégalités territoriales, reste un défi majeur pour cette jeune région.

A Les contrastes territoriaux sont-ils un frein à l'attractivité de la région Auvergne-Rhône-Alpes ?

Cours 1, p. 626-627



1 Un territoire contrasté aux activités complémentaires

En 2018	Département du Rhône[1]	Département du Cantal[2]	Région AURA	France métropolitaine
Densité de population, en hab./km²	561	25	115	120
Part des plus de 60 ans	21 %	34 %	25 %	25 %
Évolution annuelle de la population depuis 2010	+ 1,1 %	- 0,3 %	+ 0,8 %	+ 0,5 %
Part des cadres et professions intellectuelles dans la population active	19 %	5,5 %	13,7 %	13,4 %

2 Des inégalités socio-économiques régionales : l'exemple du Rhône[1] et du Cantal[2]

Source : Insee, 2020.

1. préfecture Lyon ; 2. préfecture Aurillac.

3 **Lyon, pôle métropolitain attractif de la région : le quartier d'affaires de la Part-Dieu**

4 **Un développement économique contrasté**

L'œil du géographe L'Aura est la 2e région industrielle de France, derrière l'Île-de-France. Elle est marquée par un fort dynamisme grâce à sa spécialisation sectorielle (chimie-pharmacie, énergie, transports) et fonctionnelle (innovation, services hauts-de-gamme). La production manufacturière s'articule autour de trois pôles principaux (Lyon, Clermont-Ferrand, Grenoble) et de nombreux bassins secondaires (St-Étienne, Montluçon, etc.). Avec 19,5 % des dépôts de brevets nationaux, Aura est au 4e rang des régions européennes grâce à son potentiel de recherche et de formation (40 000 chercheurs, 10 universités et 43 grandes écoles). Des synergies nouvelles se créent à l'échelle de la Région : en 2014, 6 laboratoires des universités de Lyon, Clermont, Chambéry, Grenoble et l'ENS de Lyon ont fondé la Fédération de recherche en mathématiques AURA. La région vient également au 3e rang national pour les investissements étrangers, essentiellement grâce à la partie Est. Mais rhodanienne plutôt qu'auvergnate, urbaine plus que rurale, l'inégale attractivité économique de la région se lit aussi sur le plan démographique. L'attractivité migratoire favorise prioritairement les villes et d'abord l'agglomération lyonnaise.

L. Carroué, *La France des 13 régions*, A. Colin, 2017.

Vocabulaire

- **Déprise :** recul de l'activité agricole qui se traduit par des friches et la progression de la forêt.

Identifier les contraintes et les ressources d'une situation géographique

Itinéraire 1

Décrire les documents

1. Quelles caractéristiques économiques font de la région Aura une région puissante ? (doc. 2, 3, 4 et doc. 1 p. 622)
2. À l'échelle régionale, identifiez les territoires dynamiques du point de vue économique et du point de vue démographique. Quels sont ceux qui le sont moins ? (doc. 1 et 2)
3. Pourquoi peut-on dire que la métropolisation organise le territoire régional ? (doc. 1, 3 et Repère B p. 524)

Interpréter les documents

4. Comment expliquer les contrastes économiques et démographiques entre les territoires de la région ? (doc. 1 et 4)

Itinéraire 2 BAC E3C

Analyse de documents

En analysant les documents 1 et 2, vous montrerez et expliquerez les contrastes persistants au sein de la région Aura.

Pour vous guider

Justifiez dans votre analyse le choix des départements du Cantal et du Rhône pour illustrer les contrastes régionaux.

B Comment les acteurs publics aménagent-ils le territoire régional pour renforcer son unité et son attractivité ?

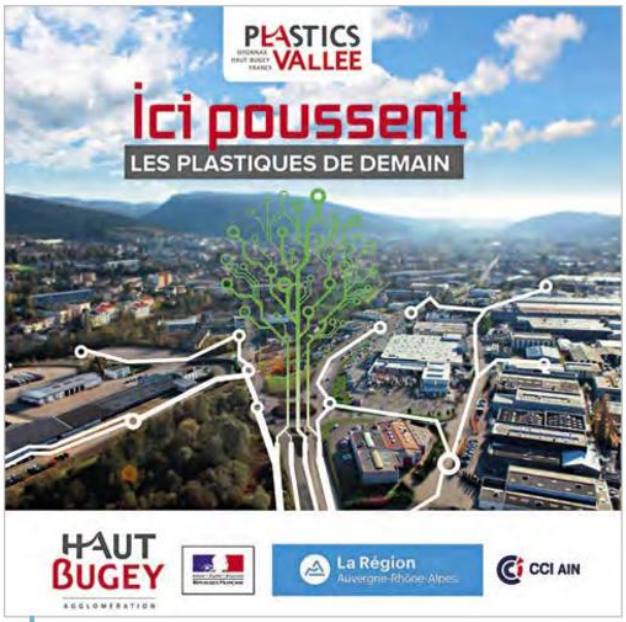
Cours 2 p. 630-631 et cours 3, p. 636-637

5 Le renforcement du transport régional

L'œil du géographe L'autoroute transeuropéenne A89[1] concrétise la continuité de la circulation autoroutière entre Genève, Lyon, et Bordeaux, contribuant à désenclaver les hautes terres du Massif central. L'engagement imminent des travaux de la nouvelle autoroute A45 entre Lyon et St-Étienne, à travers les monts du Lyonnais permettra de doubler l'obsolète A47, totalement saturée. De fait, les grandes convergences autoroutières concernent en premier lieu le carrefour lyonnais et sa périphérie urbaine, le sillon alpin et la dynamique grenobloise, et le Pays du Léman français, articulé à Genève. En termes de réseau ferré, la gare Lyon-Part-Dieu-TGV concentre tous les flux nationaux ou régionaux. Lyon est ainsi une plaque tournante ferroviaire de niveau européen. Les élus d'Auvergne et du pays roannais se mobilisent pour la réalisation d'un nouveau trajet de LGV entre Paris, Clermont-Ferrand, Roanne et Lyon, sans cesse repoussé.

V. Adoumié, *Les nouvelles régions françaises*, Hachette, 2018.

1. financée à la fois par des fonds publics (UE, État français, région, collectivités locales) et privés (Vinci).



6 Le soutien des pouvoirs publics à l'innovation

Plastics Valley participe au pôle de compétitivité Plastipolis mettant en réseau 200 entreprises et 50 centres de R&D travaillant dans l'innovation en plasturgie (plastique biocompatible, plastique connecté).

7 Le difficile maintien des services publics dans les territoires ruraux

a) Le point de vue des pouvoirs publics

Depuis 2018, en Auvergne-Rhône-Alpes, l'État se mobilise pour assurer une égalité d'accès aux services publics. En Ardèche par exemple, l'État soutient le dispositif de télémédecine avec pour développer la régulation médicale du SAMU. Au total, 167 maisons de services au public ont été co-construites par l'État, les Conseils départementaux et la région Aura. L'objectif est d'assurer une présence pérenne et équitable sur tout le territoire régional.

Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes, 5 juin 2019.

b) Manifestation contre la fermeture de l'hôpital de Die (Drôme)

Itinéraire 1

Complétez le tableau suivant pour répondre à la question

« Comment les acteurs publics aménagent-ils le territoire régional pour renforcer son unité et son attractivité ? »

	Acteurs	Moyens	Limites
Encourager l'attractivité des territoires (doc. 6 et doc. 1 p. 622)			
Lutter contre les inégalités territoriales (doc. 5 et 7)			

Itinéraire 2 BAC E3C

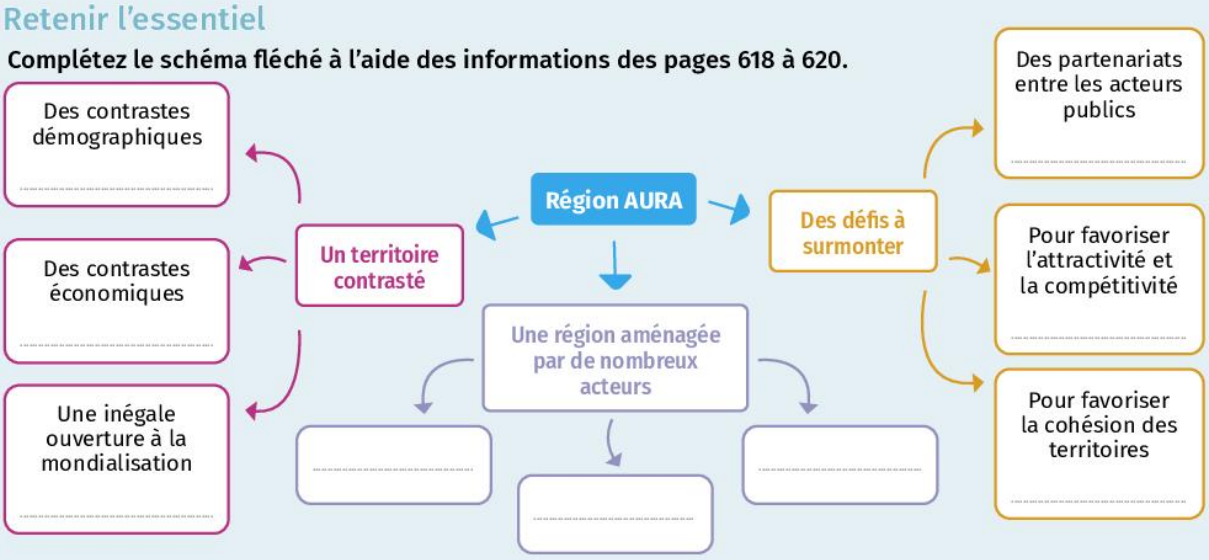
Question problématisée

Comment la région Aura tente-t-elle de concilier attractivité et unité de ses territoires ?

Bilan de l'étude de cas

Retenir l'essentiel

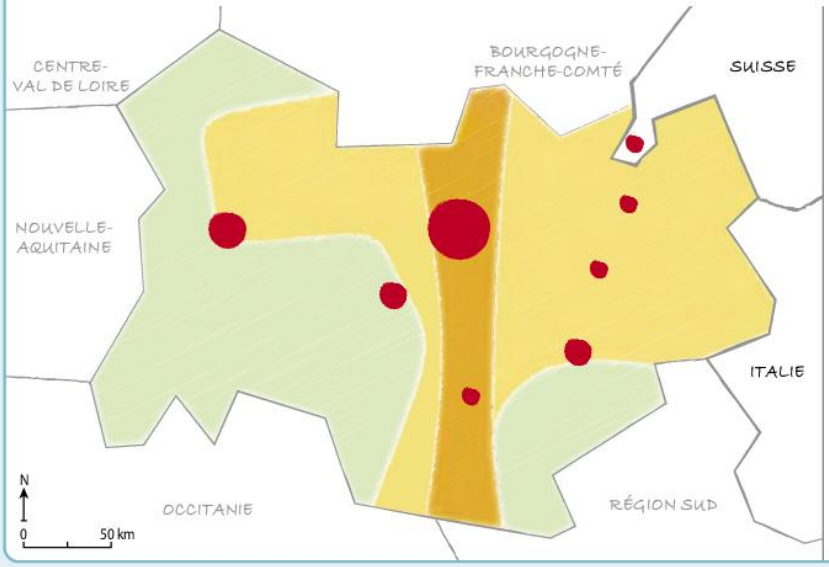
Complétez le schéma fléché à l'aide des informations des pages 618 à 620.



Schématiser l'essentiel

À l'aide des documents des pages 618 à 620, complétez le croquis suivant.

Titre : .....



Changer d'échelle

De l'étude de cas... au territoire français

1. Comment la région Auvergne-Rhône-Alpes s'articule-t-elle au reste du territoire français ?
Cours 1, p. 626-627

2. Toutes les régions françaises doivent-elles relever les mêmes défis de cohésion de leurs territoires ?
Cours 2 p. 630-631 et cours 3, p. 636-637

1 Lyon Confluence : un territoire métropolitain en mutation

2 Loix, un territoire de l'île de Ré en mutation

Activités numériques

Site de l'IGN
https://remonterletemps.ign.fr

a. Recherchez les photographies aériennes de 1950 des documents 1 et 2.

b. Comparez l'évolution du paysage (architecture, tracé des parcelles, activités, voies de communication). Montrez que les aménagements réalisés ont transformé ces paysages.

c. Formulez des hypothèses pour expliquer le lien entre les transformations de ces territoires et la mondialisation.

QUESTION

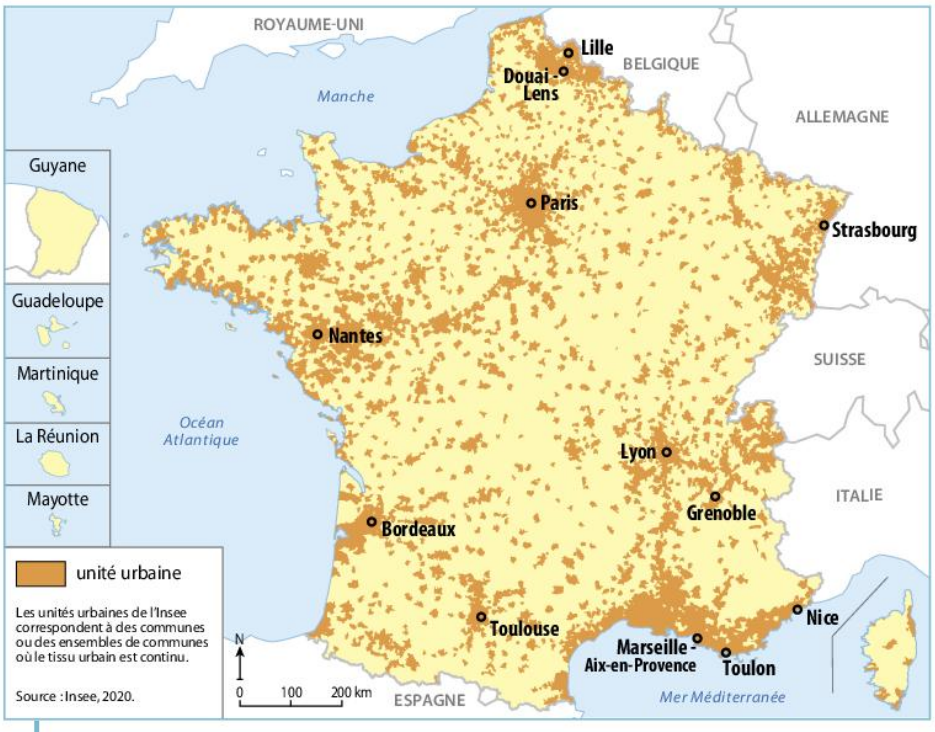
9

RESSOURCES EN +

Sur le site collection : lycee.hachette-education.com/hg/tle

La France et ses régions dans l'Union européenne et dans la mondialisation

Comment la mondialisation transforme-t-elle les territoires français à toutes les échelles ?

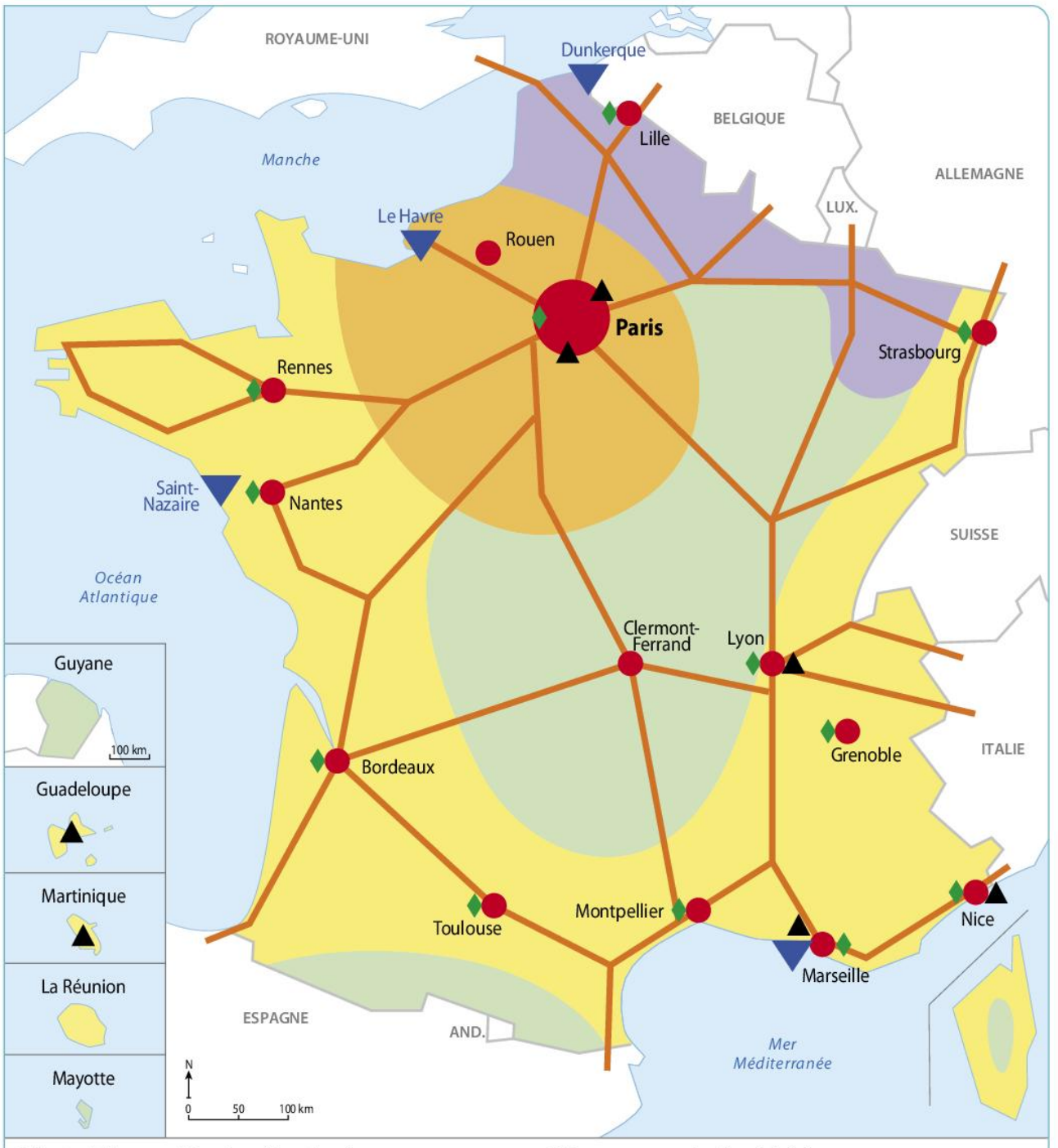


3 Les territoires urbanisés en France en 2020

1. Montrez que la métropolisation transforme le quartier de la Confluence. (doc. 1)
2. Montrez comment l'agriculture et le tourisme structurent ce paysage rural. (doc. 2)
3. Montrez que les métropoles organisent le territoire français et que la périurbanisation transforme certains espaces ruraux. (doc. 2 et 3)

Les contrastes des territoires français

Carte interactive



1. Un territoire organisé par les pôles et les réseaux

- ville mondiale
- métropole régionale
- *cluster*
- axe de transport
- aéroport
- port

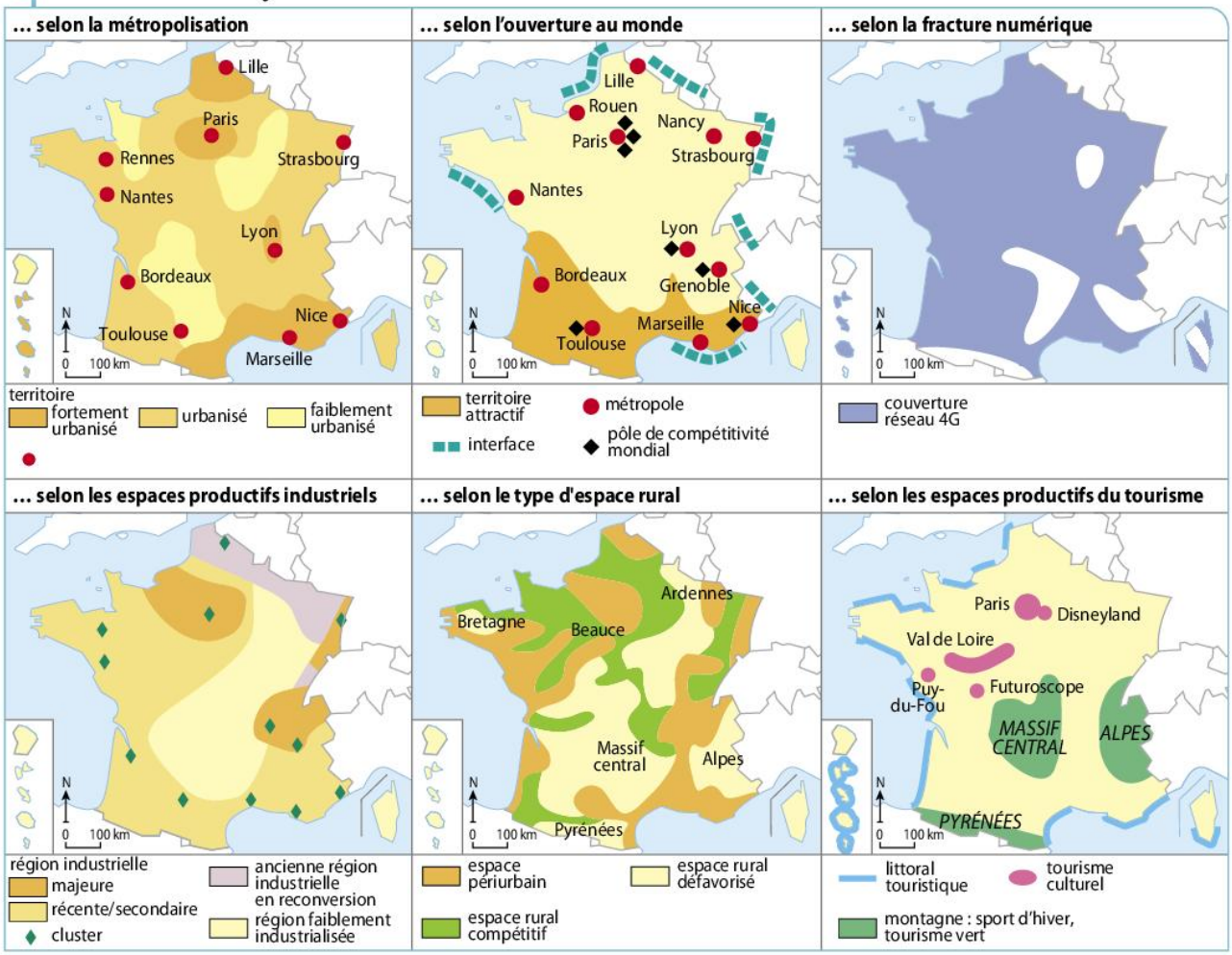
2. Des espaces productifs spécialisés

- région motrice dynamisée par Paris
- région dynamique (agriculture productiviste, industrie de haute technologie, tourisme)
- région essentiellement rurale (agriculture traditionnelle, tourisme vert)
- région anciennement industrialisée

Source : V. Adoumié, Géographie de la France, 2019.

1 Les lignes de force du territoire français

2 Des territoires français contrastés



Des cartes...

1 À l'aide des doc. 1 et 2, complétez le tableau suivant pour comprendre les contrastes des territoires français.

	Caractéristiques	Localisations
Les contrastes liés à la métropolisation	– les métropoles : des territoires concentrant les activités et les hommes –	
Les contrastes liés aux systèmes productifs	– une France anciennement industrialisée à l'est d'une ligne Le Havre-Marseille –	
Les contrastes dans l'ouverture au monde	– interface –	

Vocabulaire

- **Ligne de force :** principe de lecture d'un territoire selon des axes et des espaces structurants.

... au schéma

2 La classe est divisée en trois groupes. À l'aide des doc. 1 et 2, chacun des groupes réalise un schéma sur l'un des trois sujets suivants :
– La France : un territoire métropolisé ;
– La France : des espaces productifs contrastés ;
– La France : un territoire inégalement ouvert au monde.

Cours 1

Les lignes de force du territoire français

QCM interactif cours

Quels sont les grands éléments structurants du territoire de la France ?

A Des métropoles dynamiques

Seule ville mondiale française, Paris domine le territoire par macrocéphalie**.** Elle concentre les fonctions de commandement politique, économique (31 % du PIB en 2019) et culturel. Le quartier d'affaires de La Défense abrite à lui seul 18 % des sièges sociaux des grandes entreprises françaises.

Les métropoles régionales organisent le territoire. Les 15 premières concentrent 33 % de l'emploi. Elles se concentrent le long des fleuves (Lyon), des littoraux (Nice) et des régions frontalières (Strasbourg). En Guadeloupe, Pointe-à-Pitre assure presque les deux tiers de l'emploi.

Les métropoles dynamisent et transforment les campagnes périurbaines qui les entourent. Les modes de vie urbains des néo-ruraux modifient les paysages : les lotissements pavillonnaires, les zones d'activités, de loisirs et les infrastructures de transport artificialisent les territoires (doc. 1). Certaines petites villes stimulent un dynamisme local (économie résidentielle à Aubenas, tourisme à Saint-Malo).

B Des espaces qui ouvrent le territoire sur le monde

Les espaces les plus accessibles sont les plus dynamiques à toutes les échelles (Repère). À l'échelle nationale, la France est un territoire bien desservi et ouvert sur le monde. Paris dispose des infrastructures qui relient la France au monde : 2 aéroports internationaux (Roissy, Orly) et 4 gares TGV en font un hub majeur. L'accessibilité numérique étant déterminante, l'Île-de-France abrite 36 % des *data centers* du pays.

Les littoraux sont des territoires privilégiés de l'ouverture au monde. Avec 7000 km de littoral en comptant l'outre-mer, la France dispose de l'ensemble côtier le plus long d'Europe, avec des ports ouverts sur un large arrière-pays (Le Havre, Nantes/St-Nazaire, Marseille). Les ports ultramarins modernisent leurs infrastructures pour devenir des hubs régionaux (Saint-Denis, Fort-de-France).

L'ouverture sur l'Europe valorise certaines interfaces frontalières. Le Nord et l'Est de la France sont bien intégrés à la mégalopole européenne : les métropoles frontalières deviennent des hubs du trafic ferroviaire (Lille, Lyon) ou fluvial (Strasbourg) européen. Des corridors se mettent en place et dynamisent les régions Ouest (Nouvelle-Aquitaine) et Sud (Montpellier, Nice).

C Des réseaux qui intègrent inégalement les territoires à la mondialisation

Les territoires français sont de plus en plus intégrés dans les flux mondiaux, mais surtout européens. 61 % des investissements étrangers qu'ils accueillent sont d'origine européenne. À l'inverse, la géographie productive de la France est de plus en plus mondialisée, en particulier grâce aux FTN (Renault à Tanger, Carrefour en Afrique de l'Ouest).

Les métropoles régionales sont bien intégrées à l'échelle nationale mais peu à l'échelle internationale (doc. 2). En effet, Paris reste le carrefour de tous les réseaux nationaux : 70 % du trafic ferroviaire national y transite. Si les grandes villes françaises sont bien reliées à Paris, elles le sont moins entre elles ou avec le reste du monde.

Les espaces les plus isolés sont en conséquence peu intégrés. Les espaces ruraux peu peuplés ne parviennent pas à enrayer le déclin agricole ou démographique (Cantal, Corse). Les territoires ultramarins restent dépendants des échanges avec la métropole : elle représente 55 % de leurs importations et 70 % de leurs exportations.

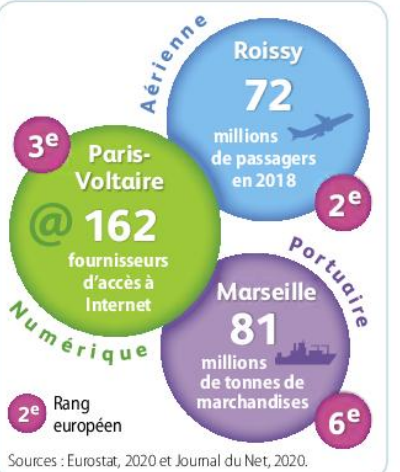
Métropolisation et ouverture sur le monde conditionnent les lignes de force des territoires français dont l'intégration à la mondialisation est encore inégale.

Vocabulaire

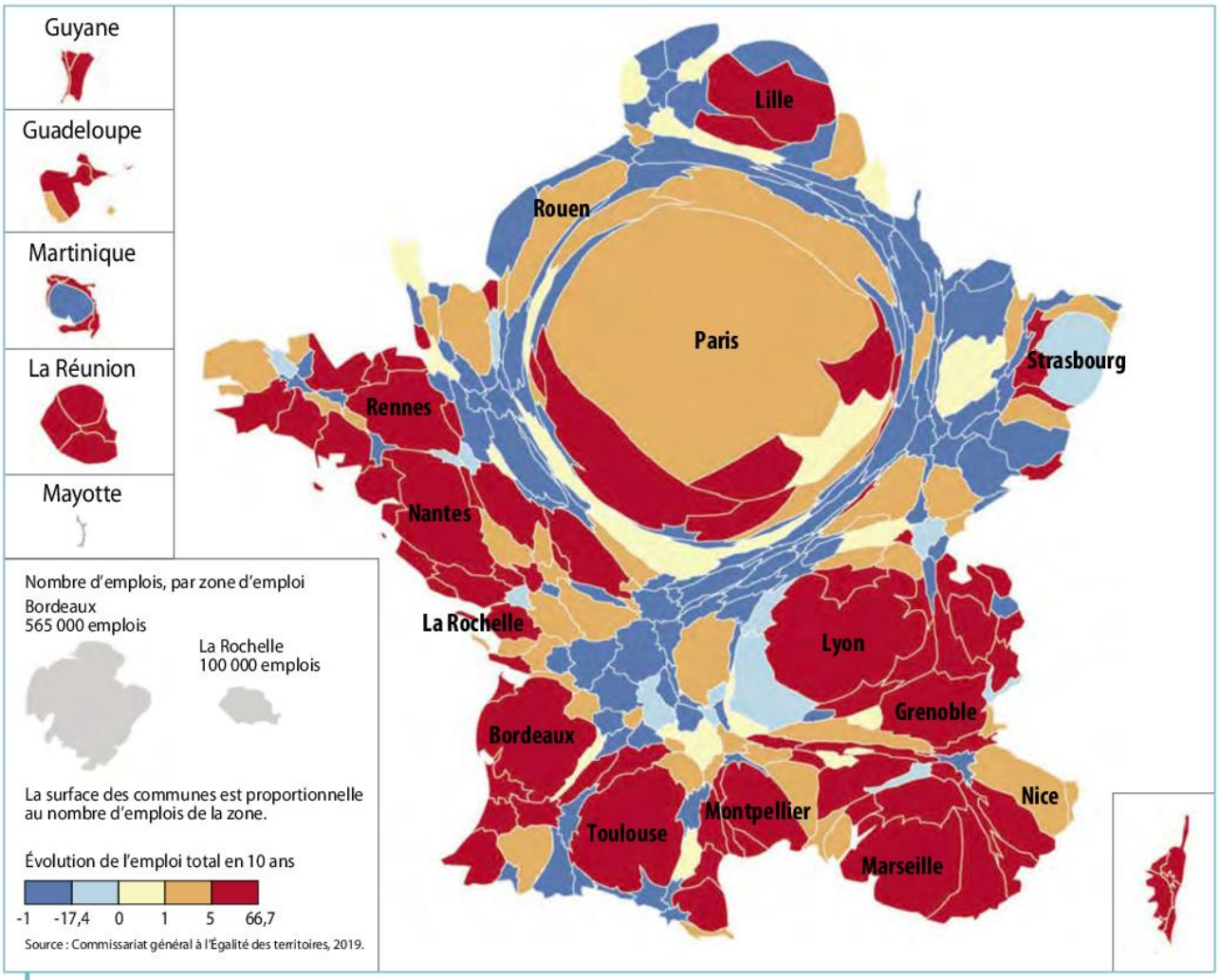
- **Économie résidentielle :** ensemble des activités essentiellement destinées à satisfaire les besoins des résidents permanents ou des touristes (services aux personnes, transports, commerces).
- **Ligne de force :** principe de lecture d'un territoire selon des axes et des espaces structurants.
- **Macrocéphalie :** situation d'une métropole dominant nettement les autres villes du pays.

REPÈRE

Les premiers hubs du territoire français



Sources : Eurostat, 2020 et Journal du Net, 2020.



1 Des métropoles régionales dynamiques

2 Un réseau métropolitain structuré mais déséquilibré

L'œil du géographe On ne dira jamais assez combien le TGV a changé la France. Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Nantes, Rennes et tant d'autres villes grandes ou moyennes, font désormais partie d'un cercle urbain qui, vu de Delhi ou de Beijing, a toutes les caractéristiques d'une agglomération unique. Chaque entreprise, chaque individu de ce cercle a désormais accès à un espace de contacts immense, accessible dans un aller-retour dans la demie-journée. Les dix premières villes de France (celles qu'on vient de citer, plus Nice et Toulouse, à une heure d'avion) accueillent un Français sur trois. Elles produisent la moitié du PIB national. Ce *cluster* métropolitain constitue un atout majeur pour la France car la constellation de ces grandes villes forme une structure d'appui et de services dont tout le territoire bénéficie ; on le voit par défaut lorsque le relais métropolitain est lointain et faible, comme dans une partie du Grand Est.

Si le réseau métropolitain est toujours inégal, il est en voie de rééquilibrage. À Toulouse, Nantes, Montpellier, les emplois ont crû fortement depuis dix ans, à la fois dans les activités résidentielles (liées à la population) et dans les activités productives. Lyon et Bordeaux ont également vu une forte croissance, avec une proportion moindre pour la sphère productive. L'ampleur de la prédominance parisienne reste toutefois frappante : Paris regroupe la moitié des habitants des 10 premières métropoles mais fournit les 3/5e du PIB.

P. Veltz, *La France des territoires, défis et promesses*, L'Aube, 2019.

Capacités & Méthodes

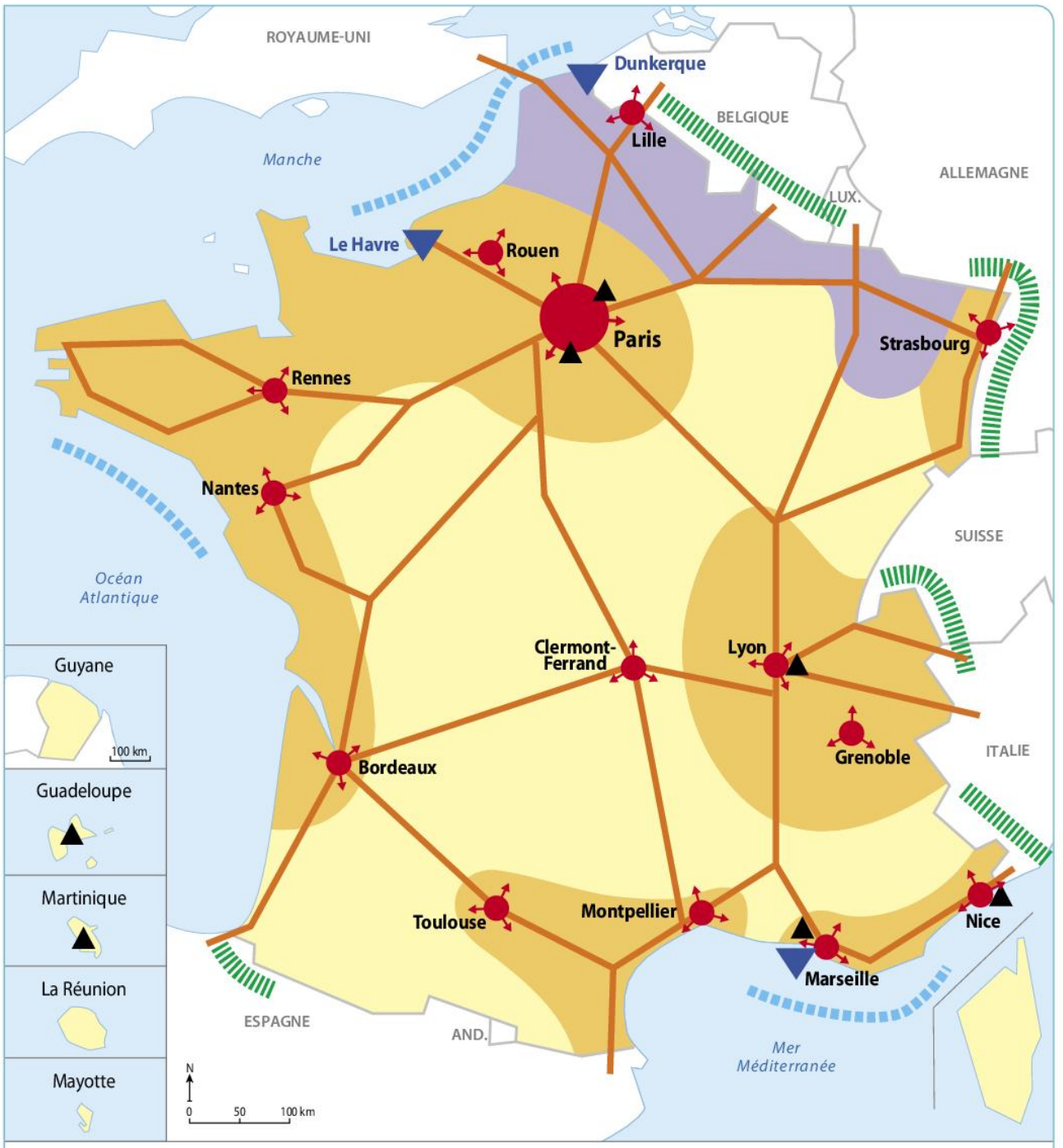
Analyser une carte par anamorphose (doc. 1)

1. Décrivez la carte puis expliquez sur quel principe une carte par anamorphose est construite.

2. Quels sont les atouts et les inconvénients d'une telle représentation ?

Les mutations du territoire français dans la mondialisation

Carte interactive



1. Les facteurs d'intégration dans la mondialisation

- axe de transport
- aéroport
- influence des métropoles
- espace transfrontalier dynamique
- interface maritime

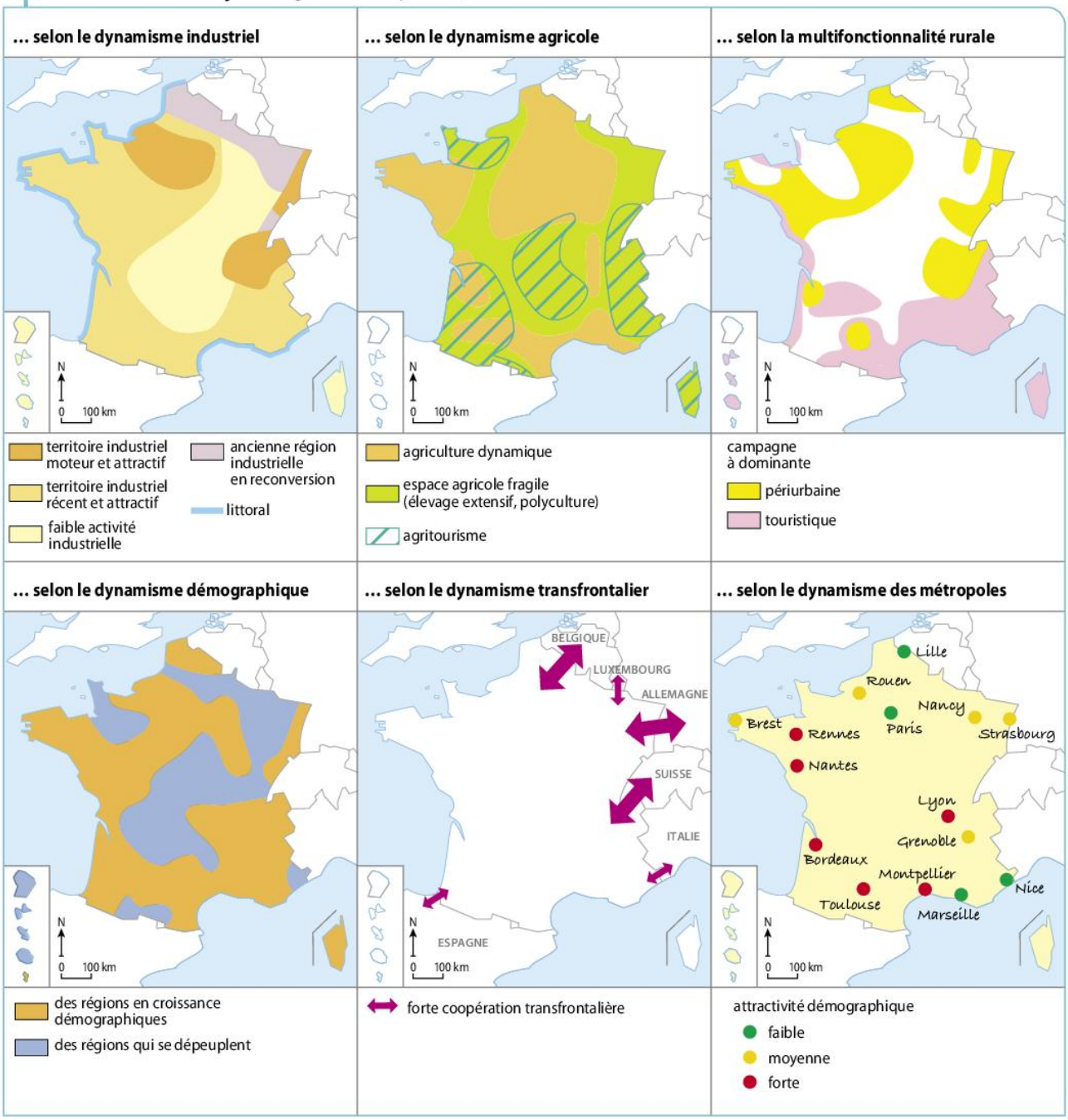
2. Des territoires inégalement valorisés par la mondialisation

- territoire fortement intégré dans la mondialisation et attractif
- ville mondiale
- autre métropole
- Zone industrialo-portuaire
- territoire en reconversion
- territoire peu dynamisé par la mondialisation

Source : S. Dubois et K. Sutton, *La France, Géographies d'un pays qui se réinvente*, 2018.

1 Des territoires français en recomposition sous l'effet de la mondialisation

2 Des territoires français inégalement dynamiques



Lire les cartes

Carte 1

La mondialisation recompose les territoires français. Elle les met en concurrence entre eux et avec les autres territoires de la mondialisation. Une hiérarchisation s'établit donc en fonction de la capacité des territoires à s'adapter.

Localisez les territoires les plus attractifs dans la mondialisation et ceux qui le sont moins. Mobilisez vos connaissances pour expliquer cette hiérarchie.

Carte 2

La mondialisation n'est pas le seul facteur de recomposition des territoires français. D'autres forces participent aussi à ces mutations.

Localisez les territoires dynamisés par la métropolisation et ceux valorisés par l'intégration européenne. Montrez que cette liste rejoint celle des territoires dont l'attractivité est renforcée par la mondialisation (doc. 1). Justifiez ce constat.

Cours 2

Des recompositions à toutes les échelles

QCM interactif cours

Quelles mutations transforment les territoires de la France ?

A Des recompositions sous l'effet de la mondialisation

Les FTN s'imposent comme des acteurs majeurs des recompositions territoriales. Elles mettent en concurrence les territoires français entre eux et avec les autres territoires du monde. Ainsi, les espaces qui misent sur la connaissance sont les plus attractifs (Saclay au sud de Paris, Sophia Antipolis près de Nice) (doc. 2) pour les investissements étrangers et nationaux.

L'organisation des territoires en systèmes productifs locaux accroît leur compétitivité : pôles de compétitivité pour les industries de haute technologie (aéronautique dans le Sud-Ouest), régions agricoles spécialisées (bassin parisien, vignobles), bassins touristiques (Outre-mer, Côte d'Azur).

La mondialisation creuse les inégalités entre les territoires français. À l'échelle nationale, les régions marquées par la désindustrialisation et les territoires ultramarins sont les plus pauvres. À l'échelle locale, la fragmentation socio-spatiale progresse dans les villes comme dans les campagnes (espace périurbain dynamisé par les métropoles, espace rural en déclin).

B Des recompositions sous l'effet de l'intégration à l'UE

L'UE occupe une place centrale dans les échanges de la France. Ainsi, près des 2/3 des IDE et plus des 3/4 des touristes qu'elle accueille sont d'origine européenne. De même, 8 des 10 premiers partenaires commerciaux de la France sont européens. Des infrastructures sont d'ailleurs financées pour améliorer les liaisons avec le reste de l'Europe. (doc. 1)

L'UE agit pour renforcer les territoires les plus compétitifs. Le soutien à l'innovation, à la coopération transfrontalière ou à l'agriculture représente la moitié des aides versées à la France. Ainsi, la France est le 1er pays bénéficiaire de la PAC. Dans le cadre de la politique Horizon 2020, les PME françaises sont accompagnées dans leurs démarches d'innovation.

L'UE tente aussi de réduire les inégalités territoriales. Les efforts européens ont ainsi longtemps soutenu la reconversion industrielle (Nord, Lorraine). Si ces régions bénéficient toujours de l'aide pour l'emploi ou la transition énergétique, la politique de cohésion, aux résultats inégaux, s'est élargie : lutte contre les déserts ruraux, soutien aux **quartiers prioritaires** (Repère A).

C Des recompositions sous l'effet de l'aménagement du territoire

Les acteurs impliqués dans l'aménagement des territoires sont de plus en plus nombreux. Si les grands projets se pensent par l'État à l'échelle nationale (LGV, réseau autoroutier), voire européenne (tunnels transalpins – doc. 1), l'implantation d'un écoquartier ou d'un centre de recherche se décide à l'échelle locale. L'augmentation du nombre des acteurs rend l'aménagement des territoires plus complexe : la création d'un réseau de transport doit non seulement se concevoir à l'échelle des communes, de l'**intercommunalité**, mais également de la région.

L'aménagement vise à assurer l'égalité des territoires, mais également à promouvoir le développement économique, tout en préservant l'environnement. Ainsi, les parcs naturels élaborent des chartes pour favoriser l'exploitation raisonnée des ressources (forêt dans le Morvan, pêche en mer d'Iroise). Des zones franches urbaines sont créées dans les quartiers prioritaires pour favoriser l'emploi.

Les résultats des politiques d'aménagement sont inégaux selon les échelles. Malgré la décentralisation, la région parisienne reste le cœur décisionnel de la France. À l'échelle locale, le déclin rural n'est enrayé que dans les zones périurbaines et se poursuit ailleurs, malgré le soutien des pouvoirs publics (**ZRR** – Repère B).

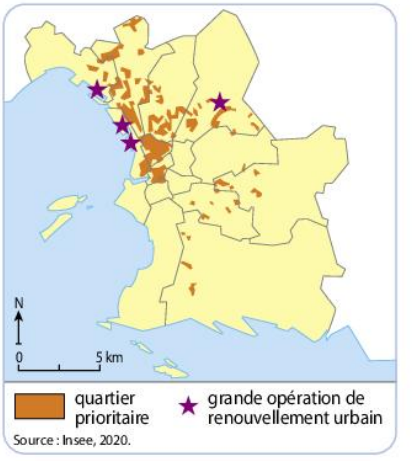
Mondialisation, intégration européenne et politiques d'aménagement recomposent les territoires français à toutes les échelles.

Vocabulaire

- **Intercommunalité :** regroupement de communes ayant des projets de développement communs et qui sont soumises à des règles identiques (fiscalité, urbanisme).
- **Quartier prioritaire :** quartier qui bénéficie en priorité des aides publiques en raison du faible niveau de vie de ses habitants.
- **ZRR (zone de revitalisation rurale) :** espace rural présentant des difficultés et bénéficiant de l'aide des acteurs publics pour mener des projets de développement économique.

REPÈRE A

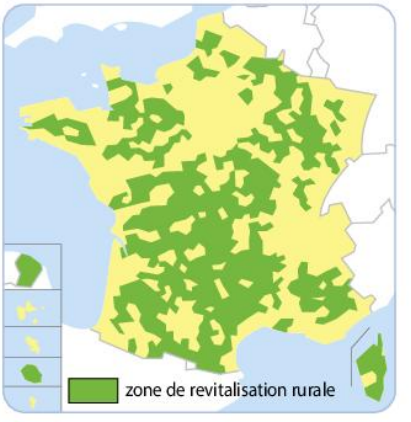
La politique de la ville à Marseille

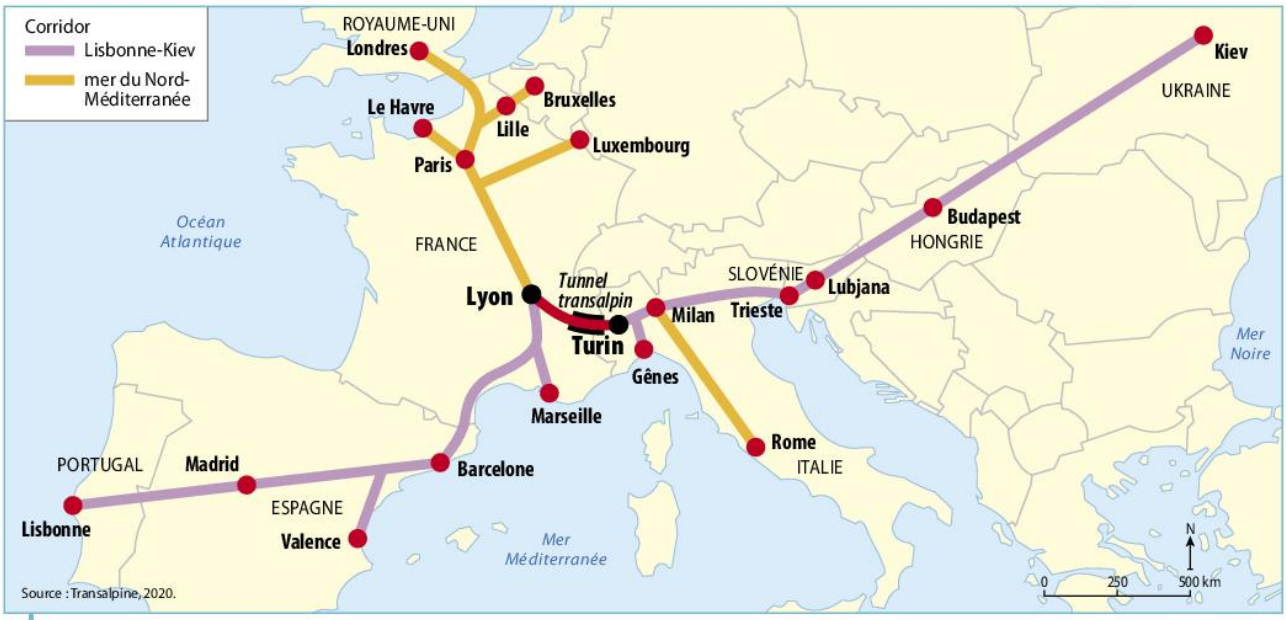


Source : Insee, 2020.

REPÈRE B

Les zones de revitalisation rurale





1 La LGV Lyon-Turin, des travaux d'aménagement destinés à favoriser l'intégration européenne

L'UE s'est engagée à financer la moitié des travaux nécessaires pour percer les tunnels de la liaison ferroviaire Transalpine Lyon-Turin, le reste à charge étant partagé entre la France et l'Italie. Concernant les autres travaux liés à la LGV, la France envisage d'associer des entreprises dans le cadre d'un partenariat public-privé.

2 L'innovation, une priorité pour l'attractivité des territoires dans la mondialisation

L'œil du géographe

Dès les années 1970, l'établissement de technopôles est planifié en France. Les premiers naissent à Grenoble et Sophia Antipolis (à proximité de Nice). Aujourd'hui, la France accueille 47 technopôles, répartis sur l'ensemble du territoire national. Ces lieux de haute technologie se sont le plus souvent spécialisés en lien avec les universités locales. L'électronique, l'informatique, les biotechnologies, les télécommunications sont autant de domaines développés dans ces nouveaux territoires de l'innovation. Savoie Technolac par exemple, financé par le département de la Savoie et la communauté d'agglomération Chambéry, accueille aujourd'hui près de 180 entreprises et l'université Savoie-Mont-Blanc, avec 19 laboratoires de recherche et 69 programmes scientifiques et techniques d'enseignement supérieur. L'implantation à la fin des années 2000, de l'Institut de l'énergie marque un soutien de l'État dans le développement de cette structure qui ne cesse de s'étendre. Les technopôles constituent alors le tissu territorial dans lequel s'épanouissent aujourd'hui les pôles de compétitivité. Mais si les technopôles sont des structures spatiales locales et localisables, les pôles de compétitivité sont quant à eux des structures de projet d'échelle régionale qui prennent la forme de réseaux. Il s'agit donc de deux dispositifs distincts quoique complémentaires parce qu'emboîtés[1].

S. Dubois et K. Sutton, *La France, géographies d'un pays qui se réinvente*, Bréal, 2018.

1. Le technopôle Savoie Technolac a par exemple intégré les pôles de compétitivité Trimatec (dissous en 2018) et Tenerrdis.

Capacités & Méthodes

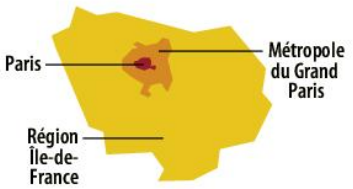
Utiliser les outils numériques

En vous aidant du doc. 2 et en consultant le site du pôle de compétitivité Tenerrdis (https://www.tenerrdis.fr/fr/) et celui du technopôle Savoie Technolac (https://www.chambery-grandlac.fr/parc-activite/savoie-technolac/), complétez le tableau suivant pour différencier « pôle de compétitivité » et « technopôle ».

	Pôle de compétitivité Ex : Tenerrdis	Technopôle ex : Savoie Technolac
Définition		
Initiative		
Acteurs (publics, privés)		
Territoire de compétence		
Objectifs		

Exemple

Pourquoi Paris reste-t-elle l'hypercentre de la France ?



Avec ses deux aéroports internationaux, la métropole de Paris est la première porte d'entrée du territoire français. Malgré les aménagements visant à rééquilibrer le territoire national, la seule ville mondiale française demeure le principal centre d'impulsion, produisant à elle seule presque un tiers du PIB du pays.

Paris en 2020 (ou date la plus récente)	Rang mondial	Poids à l'échelle nationale
12,6 millions d'habitants	28e	19 %
649 milliards de richesse produites	5e	31 %
13 000 entreprises étrangères	3e	46 %
17 millions de touristes internationaux	3e	22 %

1 **Paris, une ville mondiale**

Sources : Gouvernement français, *Forbes 500* et ONU, 2020.

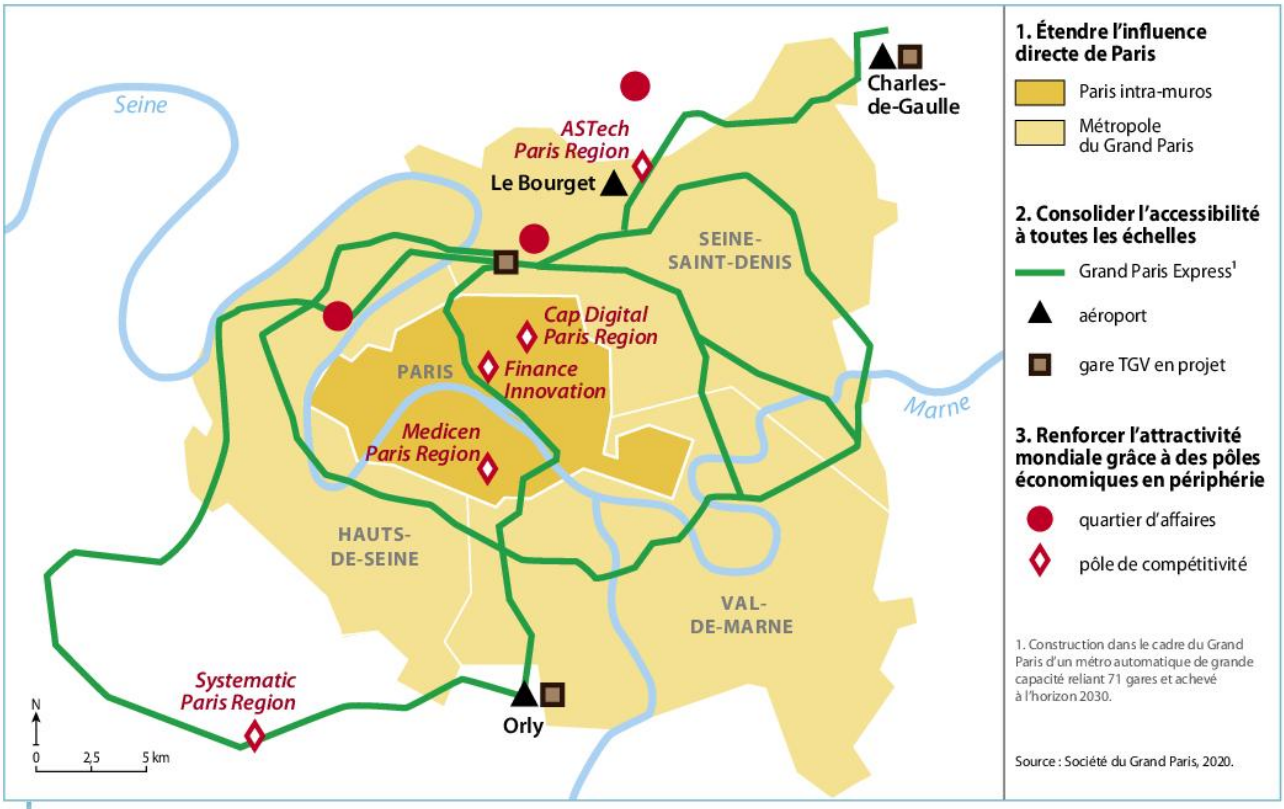
1. Un aéroport intégré dans la mondialisation

- zone aéroportuaire
- terminal passagers existant
- terminal passagers en projet
- zone de fret
- zone d'activité

2. Une situation de carrefour privilégiée

- LGV
- autoroute
- RER (réseau express régional)
- métro du Grand Paris Express et CDG Express en projet

2 **Roissy, une interface majeure avec le monde**



3 **Des aménagements qui renforcent l'attractivité parisienne**

4 **Des liens Paris-province, fondements de la puissance mondiale**

L'œil du géographe

Pour l'instant, Londres et Paris restent concurrentes. Mais leurs relations avec leurs espaces nationaux sont très différentes. Alors que Londres semble de moins en moins concernée par ce qui se passe dans le reste du pays, Paris reste liée par mille fibres au territoire français. Le dynamisme de Paris se nourrit de celui des autres territoires, à commencer par celui des métropoles régionales, et réciproquement. De nombreux facteurs expliquent une telle différence, à commencer par l'ultra-spécialisation financière de Londres, qui contraste avec la diversité de l'économie parisienne et ses liens étroits avec l'économie productive française. Mais il y a d'autres facteurs, culturels, politiques. Dans tous les domaines, Londres joue à fond l'appel aux ressources extérieures, alors que la France et Paris restent focalisés sur l'optimisation de nos ressources internes. Ainsi, en matière universitaire, nos universités parisiennes sont beaucoup moins « globalisées » que les grands centres anglais. Paris regroupe environ 40 % de la recherche publique mais avec de nombreuses connexions en province. Autre atout majeur de Paris : sa position de hub, notamment aérien. Pour le transport maritime, on a aussi pris conscience du caractère crucial de la relation entre Paris, Rouen, Le Havre, pour donner à la capitale, non seulement un débouché, mais une véritable composante maritime, présente dans la majorité des villes-mondes.

P. Veltz, *La France des territoires, défis et promesses*, L'Aube, 2019.

Conduire une démarche géographique

Itinéraire guidé

Lire les documents

1. Listez les domaines dans lesquels Paris joue un rôle majeur dans l'organisation du territoire français. Illustrez chacun de ces domaines par un exemple précis. (doc. 1 et 4)
2. Identifiez les éléments qui font de Paris une ville mondiale. (doc. 1, 2 et 3)

Confronter et synthétiser les documents

3. Montrez que l'affirmation de Paris dans la concurrence mondiale contribue au déséquilibre territorial en France, mais qu'elle constitue également un moteur de l'intégration des autres régions dans la mondialisation. (doc. 3 et 4)

Itinéraire en groupe

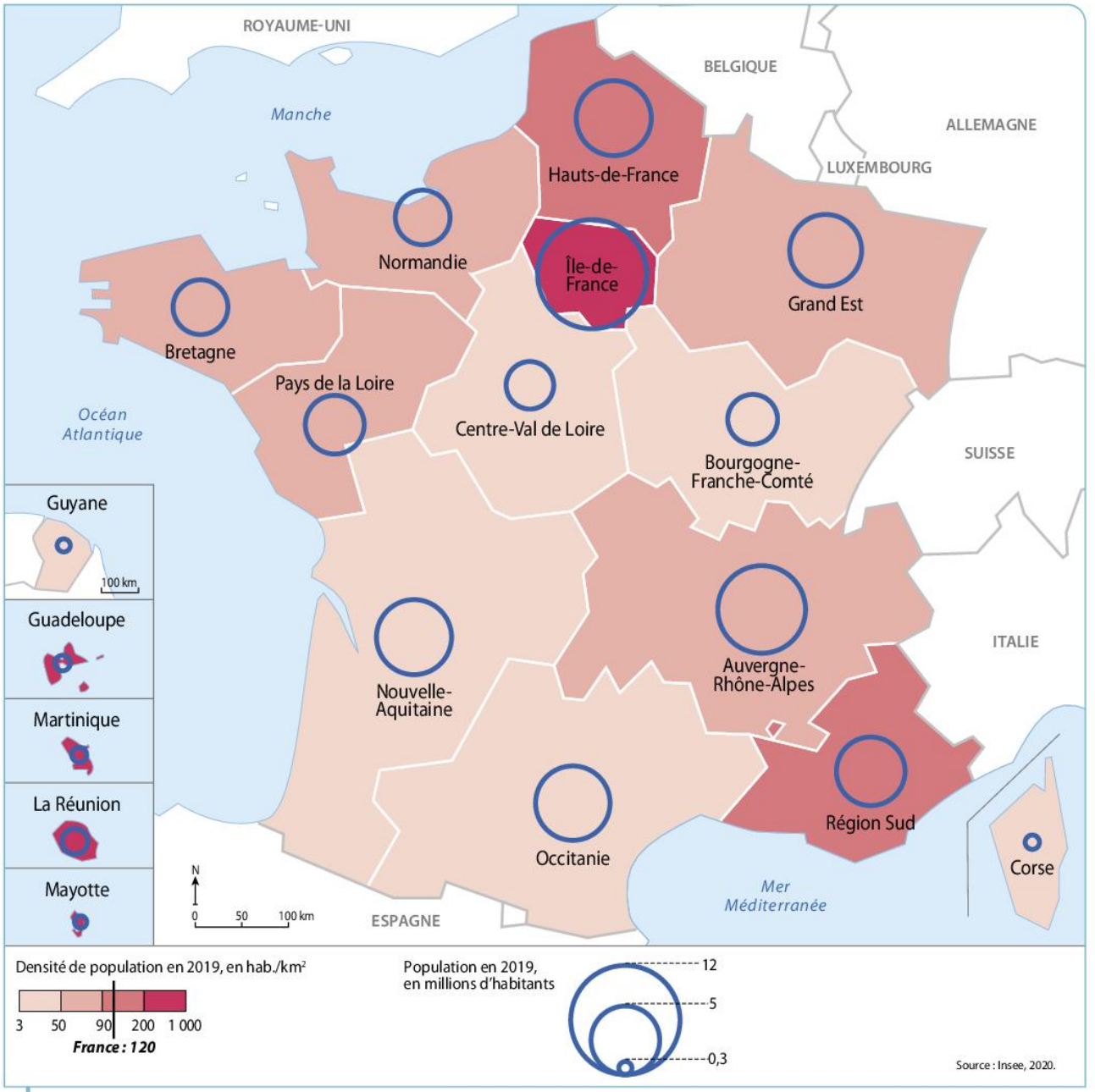
Divisez la classe en deux pour un débat portant sur le thème : Paris, handicap ou moteur de l'affirmation des territoires français dans la mondialisation ?

Pour vous guider

Listez les arguments montrant d'une part que les territoires français subissent la domination parisienne et d'autre part, que les liens restent forts et permettent l'intégration de Paris et des régions dans la mondialisation.

La place des régions françaises dans l'Union européenne et dans la mondialisation

Carte interactive



1 **Le poids démographique des régions françaises**

Lire les cartes

Carte 1

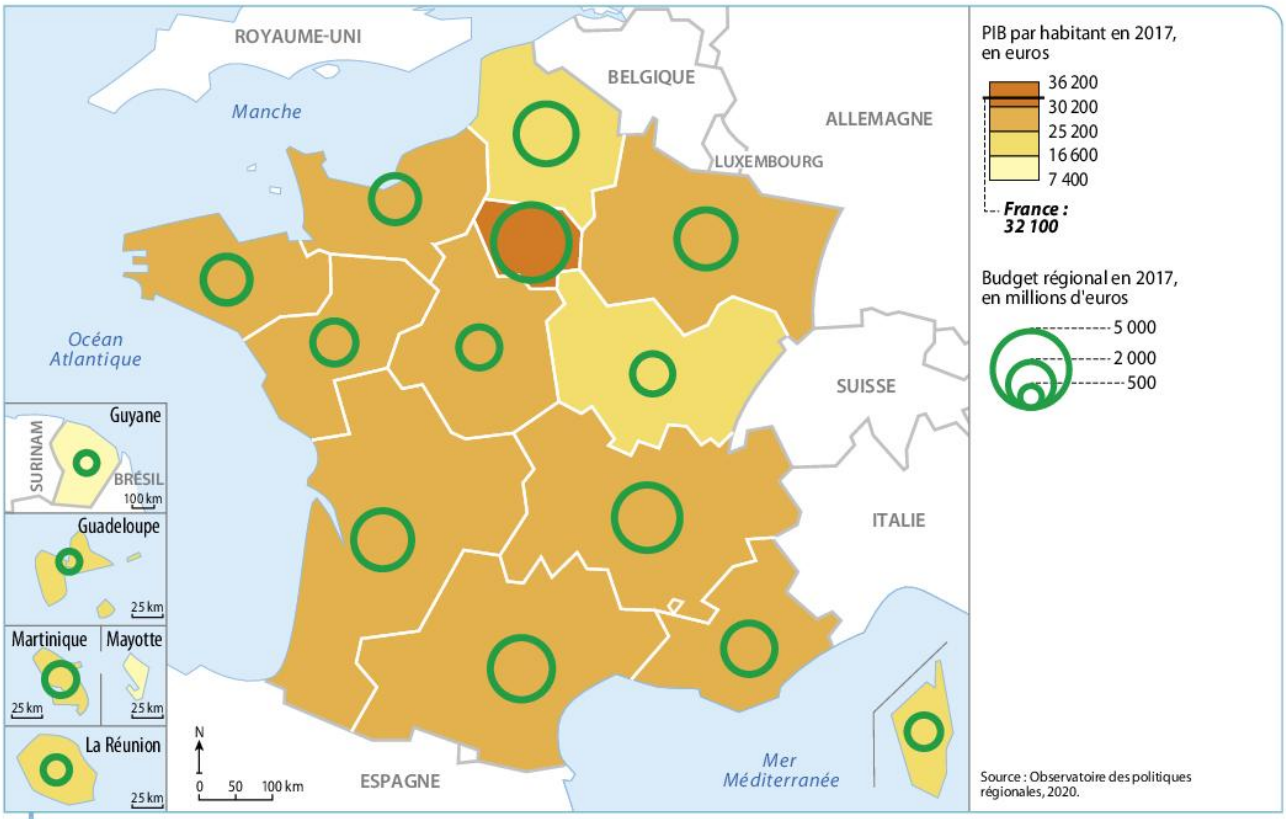
Le découpage actuel de la France en régions date de 2015 et a conduit à l'émergence de régions moins nombreuses mais plus grandes et plus peuplées.

Montrez que ce découpage n'a pas gommé les inégalités entre les régions en termes de population.

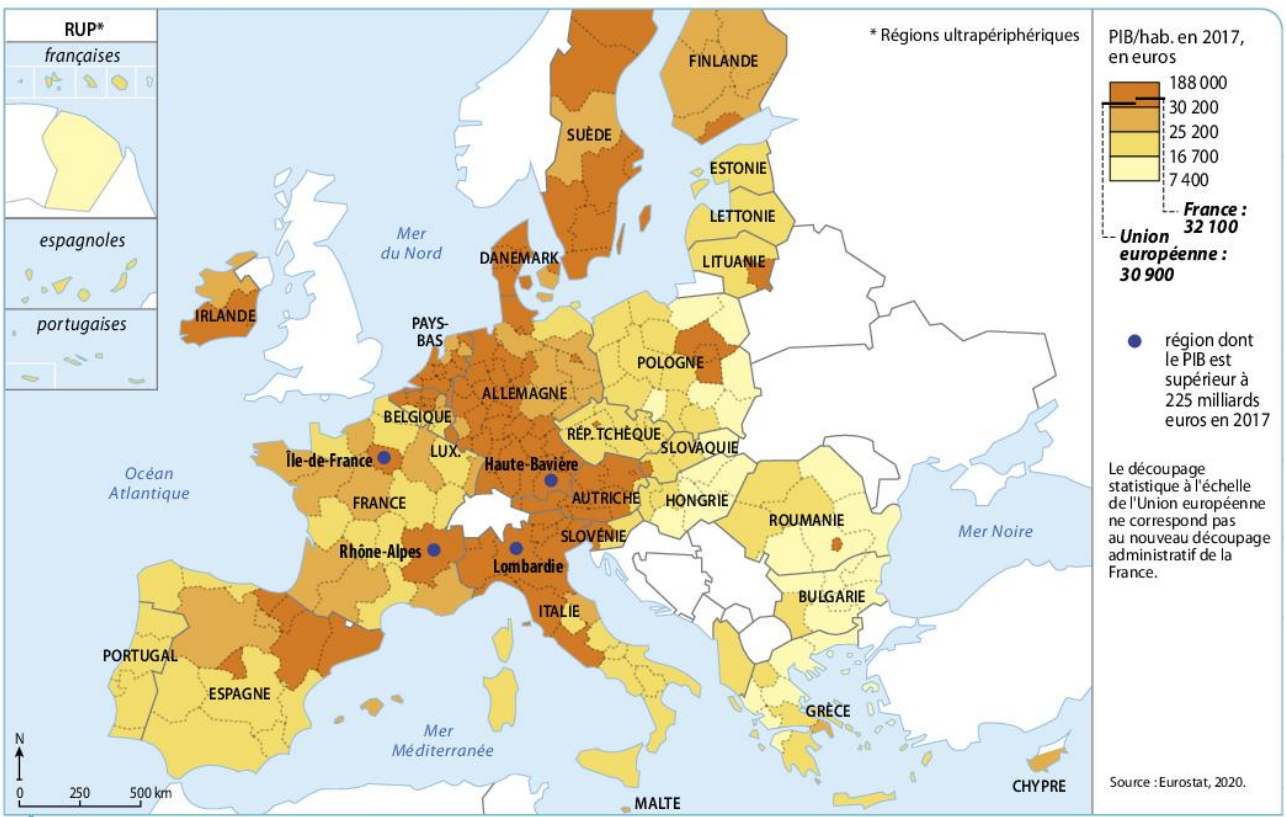
Cartes 2 et 3

Bien qu'inégales, les régions françaises sont désormais plus attractives à l'échelle européenne.

Comment les régions françaises se positionnent-elles par rapport au reste de l'Europe en termes de poids économique ? de dynamisme économique ? Quelles sont les conséquences des inégalités de richesse sur la capacité d'action des régions ?



2 **Des régions aux moyens d'action inégaux**



3 **Les régions françaises dans l'Union européenne**

Cours 3

QCM interactif cours

Les régions, au cœur des recompositions territoriales

Comment en France la région devient-elle un acteur des recompositions spatiales ?

A Un acteur majeur de la compétitivité des territoires

Dans le cadre de la mondialisation, les régions françaises sont en concurrence avec les autres territoires, notamment les autres régions européennes. Elles s'engagent donc dans des opérations de marketing territorial, pour renforcer leur image auprès des habitants et des investisseurs (Lyon, Bordeaux).

La réforme territoriale de décentralisation de 2015 vise à faire des régions françaises des pôles plus compétitifs à l'échelle européenne (Repère A). Elle a d'ores et déjà renforcé leur poids démographique et économique dans la concurrence internationale : la France compte en 2020 six régions parmi les 20 plus riches de l'Union européenne. (doc. 1)

Dans ce contexte, les régions aménagent leur territoire pour les rendre plus attractifs. Elles sont également chargées d'anticiper les mutations économiques des territoires (transport, tourisme, innovation dans le cadre des pôles de compétitivité) pour les adapter à la mondialisation : innovation numérique à la Réunion, pratiques touristiques innovantes en Centre-Val de Loire.

B Un acteur soutenant le développement des territoires

La région est le partenaire privilégié de l'UE pour favoriser l'égalité des territoires (doc. 1). Elle reçoit et redistribue les fonds européens de la politique de cohésion (15 milliards d'euros pour 2014-2020) : création de maisons de services en région Auvergne-Rhône-Alpes, lutte contre les épidémies liées aux moustiques en Guyane, lutte contre la fracture numérique en Bretagne.

La région s'affirme comme un acteur important de la transition environnementale. La région Sud (ex-PACA), par exemple, a développé son propre plan climat. Les régions impliquent de plus en plus les habitants en organisant des débats sur la planification urbaine ou la transition énergétique, à l'image de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

À l'échelle internationale, la région porte une politique de développement par la coopération. Ainsi, en 2019, les 749 programmes des régions françaises financent des partenariats dans des domaines divers (éducation, patrimoine, environnement). La région Grand Est encourage par exemple des coopératives agricoles féminines au Togo.

C Les limites à l'action régionale

Même si leurs compétences sont renforcées, les régions restent très dépendantes de l'État, et de plus en plus, des entreprises privées, notamment financièrement. En outre, les régions doivent coordonner leurs actions avec des intercommunalités de plus en plus vastes, (Lyon Métropole, Métropole du Grand Paris) avec lesquelles elles entrent en concurrence.

L'action des régions françaises reste ainsi limitée (doc. 2). Même si leur budget a presque doublé depuis 2000, il est encore 5 à 10 fois plus faible que les budgets régionaux des autres pays européens (Repère B). Les budgets sont aussi inégaux d'une région à l'autre et certaines se désengagent financièrement (ouverture à la concurrence du train régional Marseille-Toulon-Nice).

La recherche de l'attractivité est difficile à concilier avec la lutte contre les inégalités territoriales. Par exemple, les travaux de la Métropole du Grand Paris tentent de renforcer le rayonnement mondial de l'Île-de-France, au risque de creuser le déséquilibre avec les métropoles régionales.

Dans la mondialisation, la région joue un rôle croissant car elle est un acteur essentiel de la recomposition des territoires.

Vocabulaire

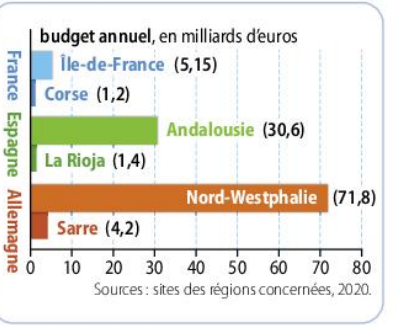
- **Marketing territorial :** campagne de communication (affiche, presse institutionnelle, sites Internet) visant à renforcer l'image d'un territoire.
- **Métropole du Grand Paris :** intercommunalité regroupant les communes de Paris et celles de 3 départements de la petite couronne. Elle a vocation à s'élargir. Elle vise à développer et à assurer la continuité des aménagements entre Paris et sa proche banlieue.
- **Plan climat :** plan d'action visant à adapter un territoire (commune, département, région) au changement climatique dans l'objectif de la neutralité carbone à l'horizon 2050.
- **Transition environnementale :** transformations visant à remédier aux changements environnementaux et à en limiter les conséquences.

REPÈRE A

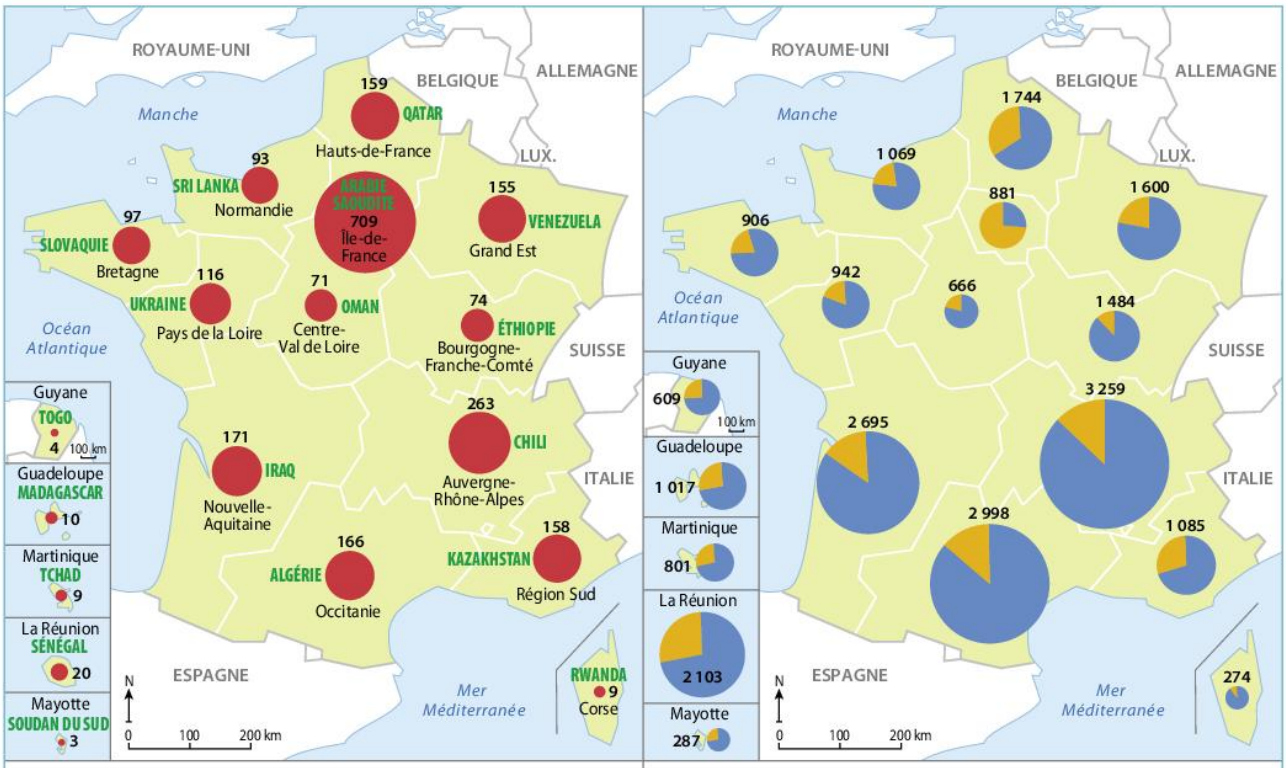
La décentralisation

REPÈRE B

Des moyens financiers régionaux inégaux en Europe



Sources : sites des régions concernées, 2020.



1 L'action de l'UE pour renforcer compétitivité et égalité des territoires

2 La place des régions françaises en Europe et dans le monde

L'œil du géographe

Les régions françaises sont conscientes des exigences de la compétitivité internationale. En coordination avec l'État, elles s'efforcent de mettre en œuvre des projets de développement économique innovants dans des secteurs scientifiques, technologiques et industriels performants. Elles s'efforcent aussi de renforcer leurs atouts extérieurs : notoriété internationale, voisinage européen, flux touristiques, investissements internationaux, coopérations diverses et échanges commerciaux. Les régions françaises affichent toutes une volonté de « mettre le cap sur l'international ». C'est certes avant tout un slogan politique des conseils régionaux, mais il témoigne d'une prise de conscience de l'importance de l'échelle mondiale et de ses enjeux. Pour le moment, les régions françaises peinent à y parvenir : vue de loin, la France reste toujours le pays d'une seule grande ville, Paris. L'émergence d'une nouvelle territorialité régionale semble donc inévitable. C'est sûrement l'échelle européenne qui lui permettra de relever les défis de demain.

V. Adoumié, *Les Nouvelles Régions françaises*, Hachette, 2018.

Capacités & Méthodes

Confronter deux documents (doc. 1 et 2)

1. Quelles régions disposent du plus fort budget de fonctionnement ? du plus faible ? Montrez que ce budget ne dépend pas seulement de la richesse régionale.
2. Les régions les plus riches sont-elles favorisées dans la compétition internationale ?
3. Comment la région Centre-Val de Loire cherche-t-elle à attirer les entreprises ? (vidéo, doc. 2) Cherchez dans le manuel des exemples du marketing territorial des régions et montrez les atouts qu'elles mettent en avant.

Exemple

Comment la région Guadeloupe agit-elle pour une meilleure intégration de son territoire dans la mondialisation ?

Réputée pour ses productions agricoles et ses paysages paradisiaques, l'« île papillon » connaît aujourd'hui des difficultés. Obligée de repenser son modèle économique, la région Guadeloupe agit pour s'ouvrir davantage au monde et assurer ainsi son développement.

1 La Guadeloupe face à son espace régional

L'œil du géographe La quasi-totalité des échanges guadeloupéens[1] s'effectue avec l'Hexagone. La métropole est le partenaire exclusif de la Guadeloupe : 60 % des importations et 40 % des exportations sont réalisées avec la France. Les échanges avec le continent américain, dont l'archipel fait pourtant partie, ne représentent que 7 % des importations et 5 % des exportations et sont même inférieurs à ceux réalisés avec l'Asie. Les flux migratoires montrent cette polarisation : 63 % des vols sont en direction ou en provenance de la métropole. L'Amérique du Nord ne représente que 3 % des mouvements aériens. Air France et Air Caraïbes accaparent 66 % des vols. Si la Guadeloupe est très bien reliée à la métropole et aux autres départements français d'Amérique, il en va tout autrement des liaisons avec le continent américain. Consciente de cette mauvaise intégration régionale, la région, soutenue par la métropole, a entamé en 2015 des négociations pour intégrer la Communauté caribéenne, espace de coopération économique du bassin caraïbe créée en 1973. La Guadeloupe y voit un outil de développement économique par la conquête de nouveaux marchés et de promotion touristique avec l'ambition de rompre avec son enclavement.

E. Janin, *Les 18 régions françaises*, Ellipses, 2017.

1. La Guadeloupe exporte essentiellement des produits agricoles tropicaux (sucre, banane même si cette production est en recul depuis 2017) ; elle importe majoritairement des produits énergétiques et industriels.

2 Promouvoir le tourisme guadeloupéen

La région poursuit la promotion touristique de l'île. L'objectif est de faire de l'île une destination incontournable de la Caraïbe, notamment en provenance d'Amérique du Nord, et de mettre en avant les richesses de l'archipel.
Source : Région Guadeloupe, 2020.

3 Aménager le territoire : le cas du Port Caraïbes

Pour s'adapter aux évolutions du transport maritime, la région Guadeloupe a modernisé le port de Pointe-à-Pitre avec l'installation de deux nouveaux portiques et de quais agrandis pour accueillir porte-conteneurs et navires de croisière. Le port ambitionne de devenir un hub entre l'Europe, les Caraïbes et le continent américain.

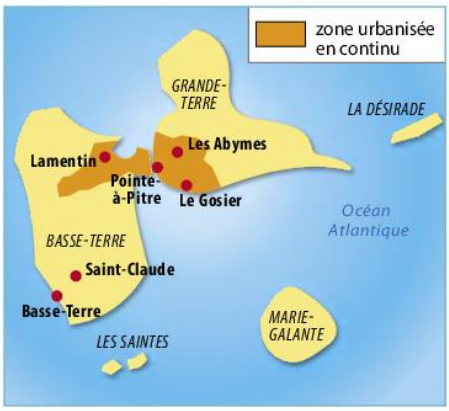
Vidéo

4 Une ouverture au monde, source de nouvelles inégalités

L'œil du géographe

Le modèle de développement extraverti contribue à l'affirmation de forts déséquilibres spatiaux – urbains et économiques – alors que se déploie un vaste processus de métropolisation dans lequel la ville-capitale écrase tout l'espace régional. Ainsi, l'agglomération de Pointe-à-Pitre/Les Abymes concentre 64 % de la population et 66 % des emplois totaux, largement devant Basse-Terre (13 %). Si la ville-centre de Pointe-à-Pitre et Les Abymes perdent des habitants, sa vaste conurbation (le Gosier, Lamentin) connaît une forte urbanisation et surtout capte l'essentiel de la croissance des activités économiques et des services modernes dont, par exemple, 88 % des cadres de la recherche et du développement, et ce malgré la présence historique de la préfecture à Saint-Claude, au sud-ouest, largement marginalisée.

L. Carroué, *La France des 13 régions*, Colin, 2017.



5 Les problèmes environnementaux : une menace pour l'attractivité ?

Les sargasses sont des algues polluantes qui s'entassent sur les plages de Guadeloupe, notamment sur celles de Marie-Galante, entraînant des nuisances importantes (odeur, corrosion) qui font fuir les touristes.

Identifier les contraintes et les ressources d'une situation géographique

Itinéraire guidé

Lire les documents

1. Identifiez les atouts de la Guadeloupe pour s'insérer dans la mondialisation. Comment le conseil régional les valorise-t-il ? (doc. 2 et 3)

Interpréter les documents

2. Expliquez pourquoi la région Guadeloupe fait de l'intégration régionale un levier pour l'insertion de l'île dans la mondialisation. (doc. 1 et doc. 2 p. 599)
3. Quels défis l'action régionale doit-elle encore relever pour l'avenir ? (doc. 1, 4 et 5)

Itinéraire en autonomie

Question problématisée

« Comment la région Guadeloupe agit-elle pour permettre une meilleure intégration de son territoire dans la mondialisation ? »

Pour vous guider

Rédigez votre réponse à partir des trois idées suivantes :
- Des atouts locaux à valoriser (doc. 2 et 3)
- Promouvoir la coopération pour s'intégrer à la mondialisation (doc. 1 et 4)
- La difficile conciliation entre attractivité et lutte contre les inégalités (doc. 4 et 5)

L'essentiel audio-vidéo

Organigramme version interactive

L'essentiel

Comment la mondialisation transforme-t-elle les territoires français à toutes les échelles ?

Les lignes de force du territoire français

- Des métropoles au rôle structurant
- Des interfaces connectées au monde
- Des territoires inégalement intégrés à la mondialisation

Des recompositions à toutes les échelles

- Unes mise en concurrence des territoires par les acteurs de la mondialisation (FTN)
- L'UE, un acteur au rôle croissant
- Des acteurs de l'aménagement de plus en plus nombreux à toutes les échelles

Les régions au cœur des recompositions territoriales

- Pour améliorer l'attractivité de leur territoire
- Pour soutenir le développement de leur territoire
- Des limites à l'action régionale

Cours 1

Les **métropoles** organisent le territoire français. Paris est la seule **ville mondiale** et domine le territoire national.

La mondialisation valorise les espaces les plus accessibles à toutes les échelles : **interfaces** maritimes ou frontalières, **quartier d'affaires**.

Certains territoires isolés souffrent d'**enclavement** (espaces ruraux peu peuplés, territoires ultramarins).

Cours 2

La **mondialisation** met les territoires français en concurrence entre eux et avec le reste du monde. Ils misent donc sur l'**innovation** (*clusters*, pôles de compétitivité).

Les politiques de l'**UE** valorisent les territoires français les plus compétitifs tout en luttant contre les inégalités.

Ces actions rejoignent celles des autres acteurs de l'aménagement du territoire : État, et surtout **collectivités locales**.

Cours 3

La **réforme territoriale** de 2015 vise à faire des régions françaises des pôles compétitifs.

Dans ce contexte, elles aménagent leur territoire pour le rendre plus **attractif** et pour favoriser l'égalité territoriale.

Mais leur action reste limitée en raison de leur **faiblesse financière** et de la concurrence des autres acteurs publics (État, intercommunalités).

Chiffres clés

18 régions en France :
13 régions métropolitaines
+ 5 régions ultramarines

12,5 millions d'habitants
18 % de la population ;
31 % du PIB national

Pour aller plus loin

Un site Internet

L'observatoire des politiques régionales permet de comparer les choix des régions dans l'aménagement de leur territoire.

http://regions-france.org

Des publications

Les rapports annuels du Commissariat général à l'égalité des territoires.

https://www.cget.gouv.fr

Un média

Les reportages du journal régional (France 3) évoquent l'actualité économique, sociale et culturelle de la région. Certains reportages mettent en avant l'action des acteurs publics dans l'aménagement du territoire et les réactions qu'elle peut susciter dans l'opinion publique.

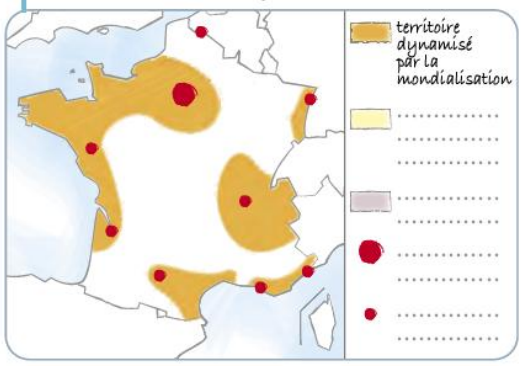
EXERCICES

Localiser

Croquis PDF à télécharger

en complétant le croquis suivant.

L'inégale adaptation à la mondialisation des territoires français



Définir

les notions principales

Partenariat public-privé

.....

.....

Mise en valeur et transformation à usage public d'un territoire. Il peut résulter d'une politique à l'échelle nationale (réseau de communication) ou locale (construction d'un pont, d'un lycée).

Enclavement

.....

.....

Transfert de compétences et de ressources budgétaires de l'État vers les collectivités territoriales.

Argumenter

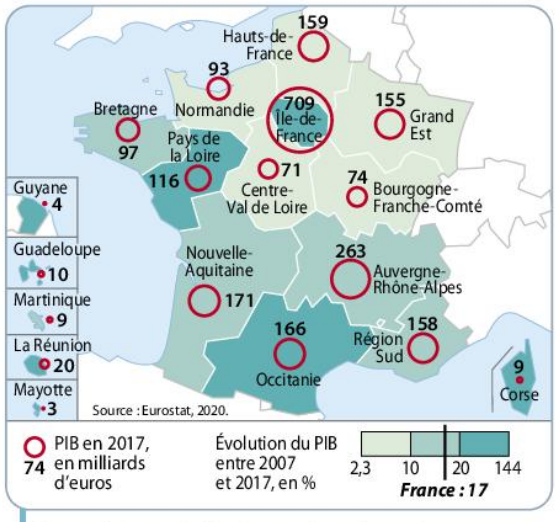
à l'aide d'exemples précis

- Paris domine le territoire français car .....
- La réforme territoriale de 2015 vise à renforcer la compétitivité des régions françaises à l'échelle européenne. Ainsi, ...
- La mondialisation hiérarchise les territoires français en les mettant en concurrence comme le montre l'exemple de .....
- Les interfaces maritimes et frontalières françaises sont ouvertes au monde grâce à .....

Analyser

une carte

En analysant le document, vous montrerez que les régions françaises ont un poids économique inégal, puis vous identifierez les évolutions qui tendent à un rééquilibrage ou au renforcement de ces contrastes.



Des régions inégalement puissantes et dynamiques

Travailler autrement

Sélectionner des informations sur des sites institutionnels

Sur le site du Conseil régional de votre région : consultez le budget de l'année en cours et identifiez les principaux postes de dépenses. Classez-les dans un schéma fléché dont les deux branches sont : les actions renforçant l'attractivité des territoires ; les actions visant à réduire les inégalités territoriales.

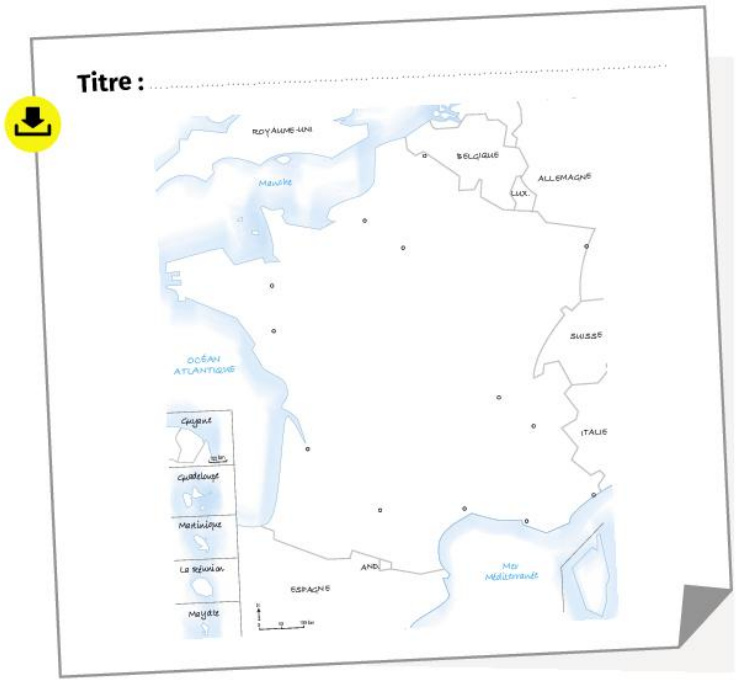
Sujet BAC-E3C

Transposer un texte en croquis

À partir du texte, vous construirez à l'aide du fond de carte fourni, un croquis correspondant au sujet suivant : « Le rôle des acteurs publics dans les recompositions des territoires français », accompagné d'une légende organisée.

Le territoire français est marqué par de forts contrastes que les acteurs publics tentent aujourd'hui de corriger. La macrocéphalie parisienne, héritée de la tradition centralisatrice de la France, persiste : Paris reste le centre décisionnel du pays et constitue l'hypercentre d'une vaste région motrice qu'elle dynamise : Île-de-France et vallée de la Seine jusqu'à son embouchure. Les autres métropoles françaises (Lyon, Lille, Marseille, Toulouse, ...) constituent une armature structurée du territoire, polarisant les hommes et les activités. Les lignes de force organisent le territoire français en vastes régions inégalement dynamiques : les régions anciennement industrialisées du nord et de l'est de la France peinent à se reconvertir ; le centre du pays (diagonale Ardennes-Massif central) reste essentiellement rural et la polyculture et l'élevage y persistent, même si le tourisme vert peut localement dynamiser certains territoires ; les périphéries de l'ouest et du sud sont aujourd'hui des régions attractives accueillant des activités variées (agriculture productiviste, industrie de haute technologie, tourisme).

Ces contrastes constituent aujourd'hui des défis pour l'aménagement des territoires. Les axes de transport marquent toujours la centralité parisienne (toutes les métropoles sont reliées à Paris), mais l'État encourage aussi les liaisons entre les métropoles. Pour faciliter l'ouverture à la mondialisation, des aéroports internationaux sont aménagés (Orly et Roissy à Paris, mais également à Lille, Lyon, Marseille, Nice, ...), ainsi que des hubs portuaires plus ou moins spécialisés (Le Havre, Marseille, Saint-Nazaire). Enfin, l'État encourage également l'innovation, notamment par le financement de pôles de compétitivité dans les grandes métropoles. Cependant, d'autres acteurs publics jouent aujourd'hui un rôle croissant : l'Union européenne, dans le cadre de la politique de cohésion et de compétitivité des territoires, finance de nombreux projets, de même qu'elle encourage la coopération transfrontalière. Les régions deviennent également des acteurs incontournables de la recomposition des territoires, dans le domaine des transports ou de la compétitivité économique par exemple.



Sujet BAC-E3C

Question problématisée

Comment les lignes de force structurent-elles les territoires français ?

CONSEIL
Utilisez le lexique pour définir l'expression « lignes de force » ce qui vous permettra de bien cerner le sujet.

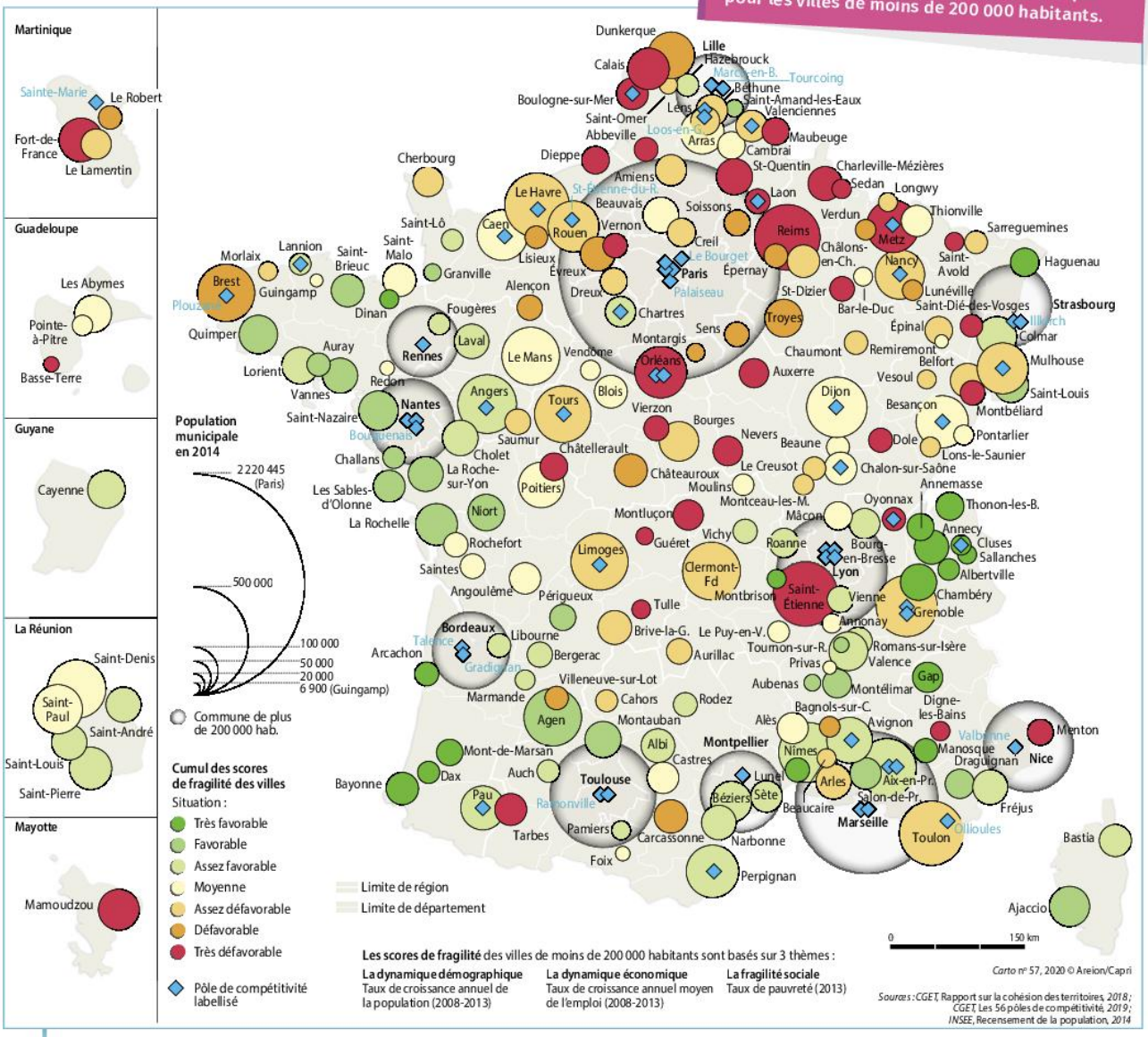
Analyse de document

En analysant le document, vous montrerez l'importance de la métropolisation dans l'organisation des territoires français et son rôle inégal dans leur recomposition.

L'analyse du document constitue le cœur de votre travail, mais nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

CONSEIL

Faites des hypothèses pour expliquer pourquoi le Commissariat général à l'égalité des territoires ne calcule le score de fragilité que pour les villes de moins de 200 000 habitants.



L'attractivité des villes de France

A

Acidification : modification chimique liée à la dissolution du CO_2 dans l'eau.

Acteur : personne ou organisme ayant, directement ou indirectement, une action sur un territoire. Cet acteur peut être public (collectivités territoriales, État, UE) ou privé (entreprises, associations usagers).

Agglomération économique : réseau territorial d'acteurs économiques (entreprises, centres de recherche) qui travaillent en partenariat dans le cadre d'une production commune.

Agriculture productiviste : agriculture commerciale recherchant l'augmentation des rendements par l'utilisation des progrès scientifiques et techniques.

Aire marine protégée : espace délimité en mer qui répond à des objectifs de protection de l'environnement à long terme.

Aménagement du territoire : mise en valeur et transformation à usage public d'un territoire. Il peut résulter d'une politique à l'échelle nationale (réseau de communication) ou locale (construction d'un pont, d'une zone industrielle).

Approfondissement : processus d'unification et d'harmonisation favorisé par le renforcement des institutions européennes et la création de politiques communes.

Appropriation : action, pour un acteur, de s'emparer ou de contrôler un territoire de manière concrète ou symbolique.

Archipel métropolitain mondial : ensemble de métropoles étroitement connectées en réseaux (de transport et numérique) nouant des relations privilégiées entre elles.

Armateur : personne ou entreprise qui possède une flotte de navires et qui s'occupe de son exploitation commerciale.

Arrière-pays : espace terrestre en liaison avec un port.

Association économique régionale : accord entre des États permettant d'établir un marché unifié par la suppression des droits de douane. Il peut aussi harmoniser les services, les investissements ou la protection de la propriété intellectuelle.

B

***Brain drain* (fuite des cerveaux) :** migration des élites à la recherche de meilleures conditions de travail.

BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) : groupe de puissances ascendantes appelées à remettre en cause la domination des pays développés dans l'économie mondiale.

C

Centre d'impulsion : ville ou région motrice de la mondialisation dans laquelle sont concentrées des fonctions de commandement internationales (économique, politique, culturelle).

Chaîne de valeur ajoutée : ensemble des activités menées par les entreprises pour amener un produit ou un service de sa conception à son utilisation finale par le consommateur. À chaque étape de la chaîne, de la valeur est ajoutée au produit.

Circuit intégré asiatique : spécialisation des territoires asiatiques dans des secteurs d'activité qui se complètent, occasionnant de nombreux échanges de matières premières et de produits manufacturés.

***Cluster* :** regroupement d'entreprises spécialisées dans un même secteur d'activités innovantes et fonctionnant en réseau.

Collectivité territoriale : structure administrative (commune, département, région) compétente sur un territoire délimité. Elle est représentée par des élus qui disposent d'un pouvoir de décision, de compétences propres et d'un budget pour répondre aux besoins des habitants.

Compétitivité : capacité à faire face à la concurrence des autres territoires dans le cadre de la mondialisation.

Conflit d'usage : concurrence entre différents acteurs pour le contrôle et l'utilisation d'un espace ou d'une ressource.

Conteneur : boîte métallique de taille standardisée facilitant le transport et la manutention des marchandises.

Convention de Bâle : traité international signé en 1992 par 166 pays (mais non ratifié par les États-Unis et Haïti) qui vise à contrôler les échanges internationaux de déchets dangereux. Depuis décembre 2019, il interdit l'exportation de déchets dangereux à partir de pays développés en direction de pays en développement.

Corridor de développement : espace combinant infrastructures de transport et activités productives permettant le développement économique d'un territoire, qui traverse le plus souvent plusieurs pays, qui, jusque-là, était en marge.

D

***Data center* :** lieu de stockage des données numériques.

Démocratie participative : forme d'exercice et de partage du pouvoir qui implique la participation des citoyens.

Déprise : recul de l'activité agricole qui se traduit par des friches et la progression de la forêt.

Déréglementation : démantèlement des règles organisant un secteur économique pour accroître la libre concurrence.

Désenclavement : opération consistant à rendre accessible un territoire isolé en améliorant la desserte par les voies de communication et de transport pour le relier aux autres territoires.

Développement : amélioration des conditions sociales et économiques apportant aux hommes la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Division internationale du travail : spécialisation des territoires dans un type d'activités (conception, production, montage).

Droit de la mer : ensemble des règles internationales relatives à l'utilisation des espaces maritimes. Il résulte en grande partie de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer, signée à Montego Bay (Jamaïque) en 1982 (création de ZEE, libre circulation dans les détroits, haute mer ouverte à tous les États).

***Dumping* :** pratique consistant à pratiquer ou utiliser des coûts bas (production, prix de vente ou main-d'œuvre) pour être plus concurrentiel sur les marchés extérieurs.

E

Économie bleue : économie garantissant la meilleure utilisation possible des espaces maritimes en conciliant développement économique et protection.

Économie résidentielle : ensemble des activités essentiellement destinées à satisfaire les besoins des résidents permanents ou des touristes (services aux personnes, transports, commerces).

Écotourisme : forme de tourisme respectueuse de l'environnement.

Effet tunnel : situation dans laquelle un espace est traversé par une voie de transport rapide mais sans y avoir accès (pas de gare, par exemple). L'espace supporte les nuisances du trafic sans bénéficier des effets économiques ou sociaux dynamisants

Effet-frontière : ensemble de phénomènes géographiques liés à la présence d'une frontière. Ces phénomènes peuvent être discriminants (écarts de développement, mauvaise connexion des réseaux de transport), ou dynamisants (création d'emplois, installation de populations).

Élargissement : processus d'extension géographique de l'Union européenne qui est passé de 6 États en 1957 à 27 en 2020.

Émergence : situation d'un pays en développement dont la croissance économique est forte et dont les conditions de vie des populations s'améliorent, mais de manière inégale.

EMR (énergies marines renouvelables) : technologies permettant de produire de l'électricité à partir du milieu marin (vents, courants marins...).

Enclavement : situation d'un espace géographique isolé du fait d'une desserte insuffisante par les voies de communication et de transport.

Espace maritime : ensemble formé par les mers et les océans qui recouvrent 71 % de la surface terrestre.

Espace Schengen : espace de libre circulation des personnes entre les États signataires des accords de Schengen.

Eurométropole : espace de coopération organisé autour d'un ou plusieurs pôles urbains transfrontaliers.

Europe : espace de l'Eurasie qui n'a pas de limites définies. Traditionnellement, on considère qu'elle s'étend de l'océan Atlantique à la chaîne de l'Oural (Russie) et compte une quarantaine d'États.

Eurorégion : espace de coopération transfrontalière au sein de l'UE bénéficiant d'aides européennes pour mener des politiques communes (transports, économie, environnement).

Euroscepticisme : opposition à certains aspects de l'intégration européenne ou à l'Union européenne dans son ensemble.

F

Feder (fonds européen de développement régional) : fonds destinés à corriger les déséquilibres régionaux dans l'Union européenne (projets de développement, reconversion de zones industrielles en déclin).

***Feedering* :** technique qui consiste à redistribuer des conteneurs entre des ports secondaires et le port principal (hub) où ils sont chargés et déchargés sur des navires transocéaniques.

Flux : quantité de personnes, de biens, d'informations ou de capitaux qui se déplacent dans l'espace mondial.

Francophonie : ensemble des populations qui partagent l'usage de la langue française.

French Tech : mouvement qui réunit les acteurs du numérique (investisseurs, start-up...) pour favoriser le recrutement de travailleurs qualifiés.

Frontex : agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes chargée de contrôler les flux migratoires aux frontières extérieures de l'Union européenne.

FTN (firme transnationale) : grande entreprise, développant son activité à l'échelle internationale à travers la présence de filiales productives ou commerciales dans plusieurs pays.

G

G7 (groupe des Sept) : groupe de discussion et de partenariat économique entre les chefs d'État et de gouvernement de l'Allemagne, du Canada, des États- Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume- Uni, créé en 1975. Depuis 1999, 12 pays ainsi que l'Union européenne s'y sont ajoutés pour former le G20.

Gentrification : afflux d'une population aisée dans un quartier auparavant populaire, à la suite d'opérations immobilières.

GES (gaz à effet de serre) : gaz (dioxyde de carbone, méthane ou ozone) piégé dans l'atmosphère contribuant au changement climatique.

Globalisation : étape ultime de la mondialisation qui aboutit à un marché planétaire, organisé par des acteurs et des réseaux qui ignorent les frontières.

***Greenwashing* (écoblanchiment) :** pratique commerciale qui consiste à utiliser des arguments environnementaux parfois trompeurs pour vendre des produits ou une politique.

Goulet d'étranglement : passage stratégique en matière de transports. Les goulets d'étranglement maritimes (détroits, canaux) sont étroits, peu profonds et leur traversée limite la capacité des navires.

Gouvernance : coordination de l'ensemble des acteurs et des règles qui constituent une autorité pour gérer les affaires publiques.

Groupe aéronaval : groupe de navires de combat naval intégrant un porte-avions et une escorte composée d'un sous-marin nucléaire d'attaque et de frégates.

Groupe de Visegrad : groupe de pays appartenant à l'UE (Hongrie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie) défendant des positions communes (restriction de l'immigration, renforcement des souverainetés nationales).

H

Haute mer : espace maritime situé au-delà de la ZEE ouvert à tous les États, côtiers ou sans littoral, qui ont la liberté de navigation, de pêche, de survol et de pose de câbles et pipelines sous-marins.

Hub : point d'un réseau (aéroport, port) drainant passagers ou marchandises pour les redistribuer à une échelle internationale.

Hydrocarbure : composé formé de carbone et d'hydrogène (pétrole, gaz).

I

IDE (investissement direct à l'étranger) : investissement d'une FTN à l'étranger par la création ou le rachat d'une entreprise, ou encore la prise de participation dans son capital.

Indication géographique : signe identifiant des produits possédant des qualités et une notoriété liée à son lieu d'origine. Elle est protégée par l'OMC et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Indice de Gini : instrument de mesure de l'écart entre les revenus des habitants (indice 100 = inégalité maximale).

Insularité : caractère isolé d'une île ou d'un archipel.

Intégration : processus d'insertion des territoires dans des réseaux d'échanges à toutes les échelles.

Intégration à la mondialisation : insertion aux échanges mondiaux de toute sorte (mobilités humaines, marchandises, capitaux, ...) dans le cadre de la mondialisation.

Intégration régionale : participation à une association économique régionale qui encourage les échanges avec les pays voisins membres de l'association.

Intelligence artificielle : ensemble des technologies mises en œuvre pour simuler l'intelligence.

Intercommunalité : regroupement de communes ayant des projets de développement communs et soumises à des règles identiques (fiscalité, urbanisme).

Interface : zone de contact entre un espace et le reste du monde.

Interreg : programme européen encourageant la coopération entre les régions européennes par le développement de projets communs dans des domaines variés (développement économique, gestion de l'environnement...).

L

LGV (ligne à grande vitesse) : ligne ferroviaire permettant la circulation de trains à grande vitesse (supérieure à 270 km/h).

Ligne de force : principe de lecture d'un territoire selon des axes et des espaces structurants.

Littoral : zone de contact entre la terre et la mer.

Littoralisation : processus de concentration des hommes et des activités sur les littoraux.

M

Macrocéphalie : situation d'une métropole dominant nettement les autres villes du pays.

Maritimisation : processus d'accroissement des échanges par les voies maritimes depuis les années 1970 dans le contexte de la mondialisation.

Marketing territorial : campagne de communication (affiche, presse institutionnelle, sites Internet) visant à renforcer l'image d'un territoire.

Méditerranée : espace maritime semi-fermé traversé par des flux intenses et variés et suscitant une volonté d'appropriation par une puissance riveraine : mer Méditerranée, mer de Chine, Caraïbes, mer Baltique...

Mégalopole : vaste espace urbanisé qui se caractérise par une forte concentration de métropoles et d'axes de communication.

Mégalopole européenne : vaste espace urbanisé s'étendant de Londres à Milan en englobant l'espace rhénan. Il se caractérise par une forte concentration de métropoles et d'axes de communication.

Métropole du Grand Paris : intercommunalité regroupant les communes de Paris et celles de 3 départements de la petite couronne. Elle a vocation à s'élargir. Elle vise à développer et à assurer la continuité des aménagements entre Paris et sa proche banlieue.

Métropole : grande ville qui concentre la population, les activités et les fonctions de commandement et qui exerce une influence sur le territoire qui l'entoure.

Métropolisation : processus de concentration des hommes et des activités dans les métropoles.

Mondialisation : processus de mise en relation des différentes parties du monde par l'intensification des flux. Elle résulte de la diffusion mondiale du capitalisme et engendre une intégration différenciée des territoires dans un monde de plus en plus interdépendant.

Multilatéralisme : mode de relations interétatiques visant à établir des règles communes.

N

Northern Range : façade maritime de l'Europe concentrant le long de la mer du Nord les principaux ports européens. Elle s'étire de Hambourg (Allemagne) au Havre (France).

Nouvelles routes de la soie : programme chinois visant à développer les infrastructures de transport entre la Chine, l'Europe et l'Afrique grâce à des partenariats avec les pays traversés.

O

***Offshore* :** activité se déroulant en mer.

OMC (organisation mondiale du commerce) : organisation régulant le commerce international et réglant les différends commerciaux. Son objectif est de réduire les obstacles au libre- échange.

ONG (organisation non gouvernementale) : acteur de la société civile aux divers domaines d'intervention (environnement, humanitaire, droits de l'homme).

Organisation internationale (de coopération ou de régulation) : organisation spécialisée de gouvernance visant à réguler les relations internationales et à encourager la coopération : FMI pour la coopération monétaire et la stabilité financière mondiale ; OMC pour réguler les échanges commerciaux ; etc.

OTAN (organisation du Traité de l'Atlantique Nord) : alliance militaire qui rassemble la plupart des pays d'Europe, la Turquie, le Canada et les États-Unis.

P

PAC (politique agricole commune) : politique européenne de modernisation de l'agriculture. Mise en place en 1962, elle avait pour but d'assurer l'indépendance alimentaire de l'Europe communautaire mais elle a connu de nombreuses réformes (calculs des prix agricoles, verdissement).

Paradis fiscal : territoire sans fiscalité ou à fiscalité très basse qui attire les capitaux internationaux.

Parc naturel : espace protégé soumis à une réglementation spécifique afin d'y préserver l'environnement tout en favorisant le développement économique. Il peut être régional, national ou marin.

Pays émergent : pays dont la croissance économique est forte et dont les conditions de vie s'améliorent.

Piraterie : acte de violence ou de détention dirigé contre un navire ou ses occupants à des fins privées (vol, demande de rançon, ...).

Plan climat : plan d'action visant à adapter un territoire (commune, département, région) au changement climatique dans l'objectif de la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Plate-forme logistique : zone de stockage et de redistribution de marchandises reliée à des axes de communication rapides (autoroute, voie ferrée ou aérienne).

Plate-forme multimodale : nœud de circulation (portuaire, ferroviaire ou aéroportuaire) qui permet le passage d'un moyen de transport à un autre.

PMA (pays les moins avancés) : États les plus pauvres et les moins développés selon l'ONU (47 États en 2020).

PME (petites et moyennes entreprises) : entreprise qui emploie moins de 250 salariés.

Pôle de compétitivité : regroupement, sur un territoire donné, d'entreprises et de centres de recherche publics ou privés, dans le but de développer l'innovation. Il existe 56 pôles de compétitivité en France en 2020.

Pôle d'excellence rurale : projet de développement d'un territoire rural fondé sur l'innovation.

Pôle logistique : espace de stockage et de redistribution de marchandises favorisant l'implantation d'entreprises.

Politique de cohésion : politique de l'Union européenne qui vise à créer une solidarité financière entre les États membres afin d'améliorer la compétitivité des territoires et de corriger les inégalités régionales.

Politique de compétitivité des territoires : politique qui vise à valoriser les atouts d'un territoire face à la concurrence et dans le cadre de la mondialisation.

Politique européenne de voisinage : politique de coopération entre l'UE et ses voisins (Europe de l'Est, Maghreb,

Proche-Orient). Elle vise à stabiliser les marges de l'UE en assurant la prospérité et la stabilité des frontières.

PPP (partenariat public-privé) : accord permettant la mise en place d'un aménagement public par des entreprises privées qui, en échange de tout ou partie du financement, obtiennent l'usage de cet aménagement durant une période déterminée.

Projection : intervention militaire d'un État en dehors de ses frontières.

Protectionnisme : politique visant à protéger l'économie nationale de la concurrence étrangère (contraire du libre-échange).

Q

Quartier d'affaires : quartier qui concentre les activités économiques décisionnelles des métropoles (sièges sociaux des grandes entreprises, places boursières).

Quartier prioritaire : quartier qui bénéficie en priorité des aides publiques en raison du faible niveau de vie de ses habitants.

R

Rayonnement : fait pour un État d'exercer une influence sur un espace géographique extérieur.

R&D (recherche et développement) : activité créatrice des entreprises et des laboratoires de recherche basée sur l'innovation scientifique et technologique.

Recomposition des territoires : réagencement d'un espace dans la durée, et sous l'effet combiné de facteurs externes (développement des échanges) ou internes (action des acteurs publics ou privés sur les territoires).

Remontée de filière : processus économique qui vise à fabriquer des produits de plus en plus innovants et élaborés.

Réseau : ensemble des infrastructures qui permettent aux flux de circuler (transport, communication).

Ressource : élément naturel mis en valeur pour les besoins des sociétés.

Ressources halieutiques : ressources vivantes (animales et végétales) des milieux aquatiques exploitées par l'homme (pêche, aquaculture).

Route circumterrestre : route maritime faisant le tour de la terre en passant par les principaux foyers de l'économie mondiale.

Route polaire : route maritime arctique en cours d'ouverture (passage du nord-est, passage du nord-ouest et route transpolaire).

RUP (région ultrapériphérique) : région appartenant à l'Union européenne mais située en dehors du continent européen.

S

***Shrinking city* (« ville en décroissance ») :** ville marquée par le déclin démographique et économique (diminution de la population, perte d'emplois, hausse de la pauvreté).

***Silver* économie :** ensemble d'activités économiques et industrielles dédiées aux seniors (loisirs, transports, santé, sport, habitat).

***Smart city* :** « ville intelligente » tirant profit de l'innovation et des nouvelles technologies pour améliorer la qualité des services urbains (gestion des transports, de l'énergie et des déchets).

***Soft power* :** capacité d'un État à influencer les autres États par des moyens culturels ou/et idéologiques.

Solde migratoire : différence entre les flux migratoires entrants et les flux migratoires sortants.

Solde naturel : différence annuelle entre les naissances et les décès.

Souveraineté : autorité suprême qui s'exerce sur un territoire.

Surpêche : pêche qui menace le renouvellement des ressources marines.

T

Technopôle : parc d'activités spécialisé dans les industries de haute technologie.

Terminal portuaire : infrastructure spécialisée dans le chargement et déchargement des conteneurs transportés par les porte-conteneurs.

Terres rares : métaux non ferreux servant à la fabrication de produits électroniques de grande consommation (écrans plats, smartphones) et de technologie verte (moteurs hybrides, éoliennes).

Territoire : espace vécu et approprié par ses habitants. Il donne lieu à des aménagements d'infrastructures dans des objectifs variés (protection, compétitivité, lutte contre les inégalités, ...).

Tourisme : déplacement temporaire de plus d'une nuit le plus souvent à des fins de récréation (loisirs), même si on y intègre parfois des déplacements liés aux affaires.

Transition environnementale : transformations visant à remédier aux changements environnementaux et à en limiter les conséquences.

Très haut débit : accès à Internet performant, qui permet d'envoyer et de recevoir un grand nombre de données dans un temps court.

U

Unesco : agence de l'ONU spécialisée dans la mise en place de projets destinés à favoriser la collaboration des États dans les domaines de l'éducation et de la culture.

Union européenne : association régionale groupant 27 États européens (depuis le Brexit en 2020).

V

Ville mondiale : grande métropole concentrant des fonctions de commandement et exerçant une influence à l'échelle mondiale dans les domaines politique, économique et culturel.

Z

ZEE (zone économique exclusive) : espace marin large de 200 milles nautiques (370 km) dans lequel l'État côtier dispose de droits exclusifs sur l'exploration et l'exploitation des ressources.

ZIP (zone industrialo-portuaire) : espace côtier associant des fonctions portuaires (accueil de gros navires) et industrielles liées au transport maritime (transformation des matières premières).

Zone blanche : zone géographique où les habitants n'ont pas accès à un service de communication numérique 4G ou Internet haut débit.

Zone franche : zone délimitée par un acteur public qui présente des avantages fiscaux pour attirer les entreprises et développer l'activité économique.

Zone grise : espace où les institutions internationales et nationales ne parviennent pas à imposer leurs règles.

ZRR (zone de revitalisation rurale) : espace rural présentant des difficultés et bénéficiant de l'aide des acteurs publics pour mener des projets de développement économique.

LEXIQUE

A

acquis communautaire : droits et obligations juridiques qui lient entre eux les États membres de l'Union européenne. **p. 306**

Acte unique : traité signé en 1986 transformant le Marché commun en Marché unique. Il ouvre la voie au traité de Maastricht signé en 1992. **p. 300**

action : titre de propriété négociable d'une partie du capital d'une société anonyme. **p. 29**

Afrikaner : Sud-Africain blanc non anglophone né en Afrique du Sud. **p. 270**

Alliés : nom donné aux pays engagés dans la Grande Alliance, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS. **p. 84**

ALN (Armée de libération nationale) : force armée du FLN. **p. 178**

alternance : basculement politique intervenu en 1981, alors que les Français élisent pour la première fois depuis 1958 un président de la République de gauche. **p. 248, 264 et 326**

ANC (African National Congress) : congrès national africain, parti fondé en 1912 pour défendre les intérêts de la majorité noire de l'Afrique du Sud face à la minorité blanche. Interdit en 1960, il est de nouveau légal en 1990. **p. 270**

apartheid : politique ségrégationniste dite de « développement séparé » mise en place en 1948 qui exclut, de fait, de la société et de la vie politique des populations selon des critères raciaux (Noirs, métis…). **p. 270**

***Appeasement* :** politique d'apaisement, consistant à faire des concessions pour maintenir la paix à tout prix. **p. 70**

approfondissement : processus par lequel les États de l'Union européenne affermissent leur coopération en renforçant les institutions communautaires ou les politiques communes. **p. 296 et 316**

armistice : décision par laquelle des pays en guerre décident d'arrêter les combats sans pour autant signer la paix. **p. 86**

atlantiste : qui adhère à l'atlantisme, c'est-à-dire participe à l'OTAN et suit la politique étrangère des États-Unis. **p. 173**

austérité : réduction du déficit des États membres par la maîtrise des dépenses publiques. **p. 310**

autarcie : système économique dans lequel le pays vit replié sur lui-même, essayant de produire la totalité des ressources dont il a besoin pour ne pas dépendre de l'étranger. **p. 62**

autonomie des universités : liberté pour les universités de fixer les droits d'inscription, de mettre en place une sélection à l'entrée de l'université, d'évaluer leurs étudiants et d'organiser leur propre délivrance de diplômes. **p. 236**

Axe : nom donné à l'alliance formée à partir de 1936 par l'Allemagne et l'Italie auxquelles se joint le Japon en 1940. **p. 80**

axe Rome-Berlin : alliance signée entre l'Allemagne et l'Italie par un accord secret, le 23 octobre 1936, pour faciliter leur expansion territoriale. **p. 70**

ayatollah : titre donné aux membres les plus importants du clergé chiite. **p. 215**

B

baby-boom : forte augmentation des naissances dès la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 1970. **p. 242**

banque d'investissement : établissement de crédit opérant des placements de produits financiers (actions, obligations, etc.) sur les marchés boursiers avec des prises de risque souvent très importantes. **p. 29**

bantoustans : régions créées durant la période de l'apartheid en Afrique du Sud, réservées aux populations noires. **p. 277**

Beurs : néologisme populaire apparu dans les années 1980 pour désigner les personnes nées sur le sol français de parents immigrés d'Afrique du Nord. « Beur » signifie « Arabe » en verlan. **p. 239**

bipolarisation : à partir de 1947, processus de structuration des relations internationales autour des États-Unis et de l'URSS, deux puissances opposées idéologiquement. **p. 132 et 140**

***Blitzkrieg* :** « guerre éclair » qui désigne l'utilisation conjointe par l'armée allemande des forces motorisées, terrestres et aériennes afin de détruire rapidement le potentiel militaire de l'adversaire. **p. 84**

blocus : opération visant à isoler un territoire en coupant les communications terrestres, aériennes ou maritimes avec l'extérieur. **p. 148**

bolcheviks : terme russe signifiant « majoritaire » et désignant les plus radicaux des socialistes puis devenant synonyme de « communiste » à partir de 1917. **p. 62**

Brexit : abréviation de *British Exit* désignant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. **p. 305**

Brigades internationales : nom donné pendant la Guerre d'Espagne aux volontaires antifascistes étrangers enrôlés au sein de l'Armée populaire de la République espagnole. **p. 69**

brut : ici, pétrole qui n'a pas encore été raffiné pour être utilisé en tant que carburant. **p. 202**

C

camps de concentration : camps ouverts après 1933 par les nazis pour interner opposants, Juifs, homosexuels, suspects et droits communs puis les résistants de l'Europe occupée. Dans ces « camps de la mort lente », les détenus meurent de maltraitances, de la faim et du travail forcé. Il faut les distinguer des camps d'extermination ou la grande majorité des détenus sont assassinés dès leur arrivée. **p. 78 et 112**

capitalisme : système économique et social qui repose sur la propriété privée des moyens de production et le salariat, dans lequel les échanges se font d'après les règles de l'offre et de la demande. **p. 25**

CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) : marché commun du charbon et de l'acier regroupant six pays (France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg). **p. 173**

CEE (Communauté économique européenne) : créée en 1957 par le traité de Rome, elle institue entre les pays membres un marché commun dans lequel les marchandises circulent librement. **p. 170**

centre d'extermination ou « centre de mise à mort » selon l'expression de l'historien Raoul Hilberg : au contraire des camps de concentration, le but n'est pas d'interner les déportés mais de les exécuter à leur arrivée, dans des chambres à gaz. Les centres de mise à mort sont spécifiques à la Shoah et au nazisme, et incarnent la dimension industrielle du génocide. **p. 98 et 112**

CGPF (Confédération générale de la production française) : principale organisation représentative du patronat français. Elle devient en 1936 la Confédération générale du patronat français. **p. 40**

CGT (Confédération générale du travail) : créée en 1895, principal syndicat français de travailleurs dans les années 1930. **p. 40**

chiites : adeptes d'un courant minoritaire de l'islam. Le chiisme se réfère aux écrits du Coran ainsi qu'aux successeurs directs du Prophète. **p. 215**

choc pétrolier : augmentation brutale du prix du pétrole liée à la baisse de l'offre des pays producteurs. **p. 206**

CNR (Conseil national de la résistance) : organisation créée en 1943 et chargée de coordonner les actions des différents groupes de la résistance sur sol français. **p. 119**

cohabitation : coexistence d'un président de la République et d'un Premier ministre de tendances politiques opposées. **p. 252, 264 et 326**

collaboration : le terme, utilisé par le maréchal Pétain dans un discours du 30 octobre 1940, consiste en un soutien à l'occupant nazi pour construire une société européenne selon les valeurs du nazisme, et notamment l'antisémitisme. **p. 88**

collectivisation des terres : politique menée par Staline à partir de 1929 visant à supprimer la propriété privée et à mettre en commun les terres, les animaux et le matériel de production. **p. 55**

collectivité territoriale : structure administrative dirigée par un exécutif élu (commune, département, région). **p. 324**

collège unique : créé par la loi Haby en 1975, il vise à donner la même scolarité à tous les enfants, de la 6e à la 3e, sans aucun système de filières. **p. 242**

commandement intégré : organe de décision militaire de l'OTAN. **p. 190**

conférence de Bretton Woods : conférence internationale qui vise à créer un nouveau système monétaire international après la guerre. **p. 122**

Congrès : réunion des députés et des sénateurs afin d'approuver une révision constitutionnelle, d'entendre une déclaration du président de la République ou d'autoriser l'adhésion d'un État à l'Union européenne. **p. 321**

conflit asymétrique : affrontement qui oppose des forces combattantes déséquilibrées comme une armée régulière d'un État et un mouvement terroriste ou une guérilla. **p. 280**

Conseil constitutionnel : organisme créé par la Constitution de 1958 qui doit veiller à la constitutionnalité des lois et à la régularité des élections organisées en France. **p. 334**

Constitution : loi fondamentale d'un État dans laquelle est précisé l'ensemble des droits et des libertés des citoyens ainsi que l'organisation du pouvoir politique (législatif, exécutif, judiciaire) et l'ensemble de ses modalités de fonctionnement. Elle se situe au sommet du système juridique d'un État. **p. 338**

construction européenne : processus initié après la Seconde Guerre mondiale visant à renforcer la coopération entre les États européens. Depuis lors, ce processus se poursuit par l'élargissement à de nouveaux États. **p. 296**

***containment* :** traduit en français par « endiguement », le terme renvoie à la politique des États-Unis visant à contrer et limiter l'influence du communisme dans le monde. **p. 146**

conteneur : grande caisse métallique standardisée facilitant le transport des marchandises. **p. 212**

contingent : ensemble des jeunes Français effectuant leur service militaire. **p. 178**

COP (Conference of the Parties) : conférence réunissant, depuis 1995, l'ensemble des États de la planète sous l'égide de l'ONU pour décider en commun de mesures afin de limiter l'impact du réchauffement climatique. **p. 288**

corporatisme : organisation d'institutions rassemblant les ouvriers et les patrons dans le but de subordonner les différents intérêts à celui de l'entreprise. **p. 94**

coup d'État : action de force menée par une minorité pour renverser le pouvoir en place. **p. 32 et 183**

Cour pénale internationale : juridiction internationale, créée en 1998, qui siège de manière permanente pour juger les personnes accusées de génocide, de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou de crime d'agression. **p. 284 et 288**

crématoire : four destiné à l'incinération des cadavres des personnes assassinées dans les chambres à gaz. **p. 101**

crime contre l'humanité : notion élaborée par le tribunal de Nuremberg (novembre 1945-octobre 1946), et depuis intégrée au droit international. Imprescriptible, le crime contre l'humanité couvre le génocide, les persécutions, la réduction en esclavage de populations entières, ou encore l'enlèvement d'enfants d'un peuple pour les faire élever au sein d'un autre. **p. 124**

crime de guerre : violation du droit de la guerre. La notion de crime de guerre ne concerne que les militaires ou les autorités qui les commandent, dans le cadre d'une guerre. **p. 124**

crime de masse : destruction volontaire d'une part importante d'une population civile, hommes, femmes et enfants. Frank Chalk, et Kurt Jonassohn, co-fondateurs de l'institut montréalais d'études sur le génocide, appellent cela une « tuerie à sens unique » car elle est marquée par une dissymétrie du rapport de force. **p. 276**

crise : période de dépression ou de stagnation durable de l'économie. **p. 25**

croissance économique : augmentation importante, sur une longue période, de la production d'un pays, mesurée par le PIB. **p. 186**

CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) : autorité chargée de la régulation et du contrôle des programmes. **p. 254**

culte du chef : vénération d'un dirigeant politique charismatique vu comme le sauveur infaillible de son peuple. **p. 49**

D

décentralisation : transfert de certains pouvoirs et de certaines compétences, jusqu'alors exercés par l'État, aux collectivités locales comme les régions. **p. 252 et 324**

décolonisation : processus conduisant à l'indépendance d'une colonie. **p. 142 et 176**

déficit budgétaire : déséquilibre entre les dépenses et les recettes, quand un État dépense plus qu'il ne gagne d'argent. **p. 212**

déflation : processus général et durable de diminution de la masse monétaire, accompagné d'une baisse des prix et de l'activité économique. **p. 34 et 46**

délocalisation : action de déplacer le lieu d'implantation d'une entreprise, souvent dans un pays pratiquant des salaires moins élevés. **p. 212**

démocratie libérale : système politique fondé sur le respect des libertés fondamentales, de l'État de droit et l'organisation régulière d'élections libre. **p. 224 et 230**

démocratie populaire : régime communiste dont le parti au pouvoir estime défendre les intérêts du peuple. **p. 224 et 230**

déplacé : personne qui quitte son lieu de vie sous la contrainte pour un autre lieu de vie au sein du même pays. **p. 286**

dépression : phase de réduction de l'activité économique qui entraîne une baisse de la demande, de la production et des revenus et une montée du chômage. **p. 29**

désindustrialisation : disparition des activités industrielles d'un pays ou d'une région quand celles-ci ne sont plus suffisamment compétitives. **p. 206**

détente : phase de la guerre froide marquée, entre 1962 et 1979, par un apaisement des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'URSS. **p. 152**

dérégulation : politique qui vise à supprimer certaines réglementations pour faciliter l'activité économique. Elles aboutissent à un désengagement de l'État dans de nombreux secteurs. **p. 208**

dévaluation : opération par laquelle une banque centrale d'un pays décide de faire baisser la valeur de la monnaie, au moyen d'une importante création monétaire. Ce processus entraîne une augmentation des prix (inflation), ce qui permet d'améliorer la compétitivité à l'export par exemple, ou encore de rendre la dette plus facile à rembourser. **p. 40 et 46**

dictature : régime dans lequel un pouvoir autoritaire est détenu par une personne ou par un groupe de personnes. **p. 67**

dictature du prolétariat : pour Karl Marx, phase transitoire dans le passage d'une société capitaliste à une société communiste. Cette période de dictature assumée pour la défense des intérêts de la classe ouvrière doit permettre de parvenir à une société sans classe. **p. 62**

Dow Jones : indice créé à la fin du XIX[e] siècle indiquant la valeur des trente premières entreprises cotées à la Bourse de New York. **p. 29**

droit de veto : droit accordé aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU qui leur permet de bloquer toute décision prise par celui-ci. **p. 122**

drôle de guerre : période qui s'étend entre la déclaration de guerre en septembre 1939 et la campagne de France en mai 1940 durant laquelle, sur le front de l'Ouest, les belligérants ne lancent pas d'offensive majeure. **p. 84**

Duce : terme venant du latin *dux*, signifiant « chef, guide ». Surnom donné à Mussolini par la propagande fasciste pour montrer sa capacité à diriger l'Italie de manière positive. **p. 53**

E

ECU : acronyme pour *European Currency Unit* (unité de compte européenne) qui servait à désigner la politique commune de création d'une monnaie unique avant l'adoption du nom *euro*. **p. 300**

égalité : principe républicain selon lequel aucune différence de traitement ne doit être faite par la loi entre les citoyens. **p. 332**

***Einsatzgruppen* :** « groupes spéciaux » de la SS. Ils suivent la *Wehrmacht* lors de l'invasion de l'URSS. Ils sont chargés d'éliminer tous les « ennemis du Reich » : Juifs, Tsiganes, communistes. **p. 96**

élargissement : processus par lequel de nouveaux États adhèrent à l'Union européenne. **p. 296 et 316**

embargo : interdiction de vendre un produit à un pays. **p. 207**

émigré : personne qui a quitté son pays pour s'installer dans un autre. **p. 239**

endiguement : politique mise en place par le président Truman en 1947 pour contenir l'expansion du communisme en aidant les alliés des États-Unis. **p. 132**

enseignement secondaire : ensemble des enseignements dispensés au collège et au lycée. **p. 236**

enseignement supérieur : ensemble des enseignements généraux, techniques ou professionnels qui peuvent être suivis après l'obtention du baccalauréat ou d'un de ses équivalents. **p. 236**

épuration ethnique : politique visant à faire disparaître d'un territoire un groupe humain en fonction de son identité ethnique. **p. 273**

Erasmus : programme d'échanges scolaire, universitaire d'étudiants et d'enseignants et pour les apprentis au sein des États membres de l'UE visant à favoriser la mobilité pour se former à l'étranger. **p. 306**

espace vital : théorie justifiant l'expansion d'un État sur un autre. **p. 106**

espace Schengen : espace de libre circulation des personnes en Europe. **p. 286 et 299**

État-providence : État qui intervient de façon importante dans le domaine économique et social, afin d'assurer le bien-être de ses citoyens. **p. 36 et 119**

ethnie : groupement humain qui possède une structure économique, sociale et familiale homogène, et dont l'unité repose sur les mêmes pratiques culturelles (langue, religion…) et la conscience d'appartenir à un même groupe. **p. 274**

eurocratie : mode de fonctionnement des institutions européennes ou les décisions sont prises par les hauts fonctionnaires qui les dirigent. **p. 310**

Europe à plusieurs vitesses : tous les États membres ne sont pas obligés de participer à l'ensemble des politiques communes. **p. 302**

Europe forteresse : expression qui fait référence à la politique de l'UE visant à renforcer les contrôles aux frontières extérieures et à lutter contre l'immigration illégale. **p. 310**

eurosceptique : personne critique à l'égard de l'Union européenne et de la construction européenne dans son ensemble ou s'y opposant. **p. 308**

F

famille monoparentale : famille réunissant un parent isolé et un ou plusieurs enfants. Les femmes représentent 85 % des parents à la tête d'une famille monoparentale. **p. 332**

FAO : (Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) : Institution des Nations unies dont l'objectif est de lutter contre la faim dans le monde. **p. 289**

Fasci (Faisceaux de Combat) : mouvement politique fondé en 1919 par Mussolini. Des fagots de branchages (faisceaux), symboles de force et d'unité, étaient portés dans l'Antiquité par des licteurs, accompagnant les grands magistrats romains. **p. 53**

fascisme : mouvement et idéologie nationalistes affirmant la toute puissance de l'État et de son chef Mussolini. **p. 53**

fédéralisme : fédération d'États qui partagent leur souveraineté dans différents domaines (sécurité, politique étrangère, monnaie…). **p. 306**

fédération : union d'États regroupés sous une autorité commune. **p. 173**

féminicide : meurtre de femmes ou de jeunes filles lié au fait qu'elles sont des femmes. **p. 332**

féminisation des emplois : augmentation du pourcentage de femmes dans une activité professionnelle donnée. **p. 242**

féminisme : mouvement défendant les droits des femmes dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et sociétale pour parvenir à l'égalité homme-femme. **p. 242 et 332**

filiation : lien de parenté entre des individus liés par la naissance ou par un acte juridique. **p. 330**

FLN (Front de libération nationale) : parti politique indépendantiste algérien fondé en 1954. **p. 178**

Forces françaises de l'Intérieur (FFI) : regroupement de différents groupes de résistants français le 1[er] février 1944. Les FFI jouèrent un rôle non négligeable dans la préparation et l'élaboration du débarquement de Normandie le 6 juin 1944. **p. 90**

Forces françaises libres : fusion des principaux groupes militaires de la résistance intérieure à partir du 1[er] février 1944. **p. 94**

FPR (Front patriotique rwandais) : mouvement politique et militaire fondé par les descendants d'exilés tutsis dans les années 1960. **p. 274**

LEXIQUE

francophonie : ensemble de territoires et de personnes pratiquant la langue française. **p. 190**

Francs-tireurs partisans : mouvement de résistance intérieure français créé à la fin de 1941 par la direction du parti communiste français. **p. 94**

Front populaire (ou Républicains) : alliance électorale signée en Espagne par de nombreux partis de gauche en janvier 1936 (socialistes, communistes…) qui remporte les élections de février 1936. Manuel Azaña devient président de la République espagnole de 1936 à 1939. **p. 66**

FTP-MOI (Francs-Tireurs Partisans – Main-d'œuvre immigrée) : groupe de résistants communistes formé par des étrangers qui combattent sur le sol français. Les FTP-MOI figurent parmi les groupes de résistants les plus actifs durant la guerre. **p. 90**

Führer : terme allemand signifiant « guide » et utilisé par Hitler qui veut se présenter comme le sauveur providentiel et le chef infaillible de l'Allemagne. **p. 58**

G

garde des Sceaux : synonyme de ministre de la Justice. **p. 250**

GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) : accords signés en 1947 par 23 pays représentant 80 % du commerce international, qui vise à harmoniser les politiques douanières entre les États. **p. 122 et 212**

génocide : extermination programmée et systématique d'une population pour des raisons ethniques, politiques, ou religieuses. **p. 106 et 275**

géopolitique : étude de l'influence des facteurs géographiques, économiques et sociaux sur les relations internationales et la politique des États. **p. 206**

gouvernance mondiale : mise en place de règlements et de régulations à l'échelle de la planète par des instances internationales. **p. 288 et 294**

GPA (gestation pour autrui) : grossesse qu'une femme, appelée mère porteuse, mène pour une autre personne. **p. 330**

GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) : entité gouvernementale dont s'est doté le FLN avant l'indépendance de l'Algérie de 1958 à 1962. **p. 184**

Grande Alliance : nom donné à l'alliance formée par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS. **p. 84**

Grande Dépression : nom donné à la crise des années 1930, qui débute avec le krach de Wall Street en 1929 pour se terminer en 1939. **p. 34**

Grande Terreur : période de répression massive menée par le Parti communiste en URSS (1936-1938) et qui aurait fait plus de deux millions de victimes dont 725 000 personnes exécutées. **p. 64**

Goulag : organisme chargé des camps de travail en URSS ou sont internés les opposants au régime ou de simples citoyens accusés de délits réels ou supposés. **p. 57**

gouvernance : manière de gouverner prenant en compte l'ensemble des règles et des acteurs qui permettent à l'État de fonctionner, de décider et d'agir. **p. 310 et 326**

guerre froide : période pendant laquelle les États-Unis et l'URSS s'opposent de façon idéologique, politique, économique et militaire, sans réel affrontement direct. **p. 132, 142 et 176**

guerre Iran-Irak : guerre qui oppose ces deux pays entre 1980 et 1988. La guerre commence avec l'invasion de l'Iran par Saddam Hussein (le président irakien). Elle fait près d'un million de morts. **p. 207**

guérilla : guerre non conventionnelle, sans ligne de front, faite d'embuscades, de sabotages, d'attaques surprises. **p. 178**

H

harkis : soldats algériens combattant pour l'armée française (environ 200 000 hommes). **p. 180**

HCR (Haut-commissariat aux réfugiés) : branche de l'ONU qui a pour mission de protéger les réfugiés. **p. 286**

Holodomor : terme d'origine ukrainienne désignant la grande famine qui a tué entre 2,6 et 5 millions de personnes en Ukraine en 1932-1933 et qui a été organisée par le gouvernement soviétique. **p. 49**

I

IDE (investissement direct à l'étranger) : investissement réalisé par une entreprise dans un pays étranger, sous forme de la création d'une filiale ou de l'achat d'actions dans une entreprise étrangère. **p. 212**

immigré : personne née à l'étranger, mais résidant en France de façon permanente. **p. 239**

impérialisme : domination d'un État sur un autre État dans différents domaines (politique, économique, culturel, etc.). **p. 146**

industrie de pointe : secteur industriel s'appuyant sur l'innovation technologique (hautes technologies, aéronautique, aérospatiale). **p. 207**

inflation : hausse des prix. **p. 207**

intégration : insertion des immigrés dans la communauté nationale, qui passe notamment par l'adoption de codes culturels partagés. **p. 239**

institutions : ensemble des structures permettant à un État d'être en capacité de fonctionner, d'assurer son autorité et d'intervenir dans la vie politique, économique et sociale. Les institutions assurent l'action de l'État et garantissent sa souveraineté ainsi que son fonctionnement administratif. **p. 338**

intégration (économique) : processus de convergence des politiques (économiques) d'un ensemble de pays. **p. 172**

intégration européenne : transfert volontaire d'une partie de la souveraineté d'un État à l'Union européenne. **p. 300**

Interahamwe : milice extrémiste hutue fondée en 1992 et voulant exterminer les Tutsis. Leur nom signifie « ceux qui combattent ensemble ». **p. 274**

intercommunalité : regroupement de communes afin de faciliter et de promouvoir la coopération dans différents domaines (gestion de l'eau, transports, etc.). **p. 324**

islamisme : mouvement radical musulman qui mêle la politique et la religion. Il est capable d'utiliser la violence pour imposer les lois islamistes. **p. 214**

islamiste : personne qui suit une interprétation radicale de l'islam et cherche à imposer cette religion y compris dans la sphère politique. **p. 282**

J

justice internationale : justice qui, à l'aide d'une législation internationale, vise à régler les différends entre États ou entre des particuliers et des États. **p. 124 et 284**

K

kamikaze : avion suicide japonais. **p. 106**

kolkhoze : coopérative agricole rendue obligatoire pour tout paysan à partir de 1929 dans le cadre de la collectivisation forcée des terres. **p. 55**

Komintern : troisième internationale communiste créée en mars 1919 sous l'impulsion de Lénine pour réunir l'ensemble des partis communistes dans le monde. **p. 70**

Komsomol : jeunesses communistes en URSS. **p. 62**

koulak : paysan considéré comme riche et que Staline entend faire disparaître. Dans les faits, un koulak n'a qu'un peu plus de terres que ses voisins et quelques vaches. Le terme « koulak » désigne donc rapidement tout opposant à la collectivisation des terres. **p. 62**

krach boursier : chute soudaine et violente du cours des actions dans une bourse. **p. 29**

Kurdes : peuple, majoritairement sunnite, distinct des Arabes et des Perses, vivant en Syrie, en Iran, en Irak et en Turquie. **p. 215**

L

laïcité : principe selon lequel l'État se désengage de la sphère religieuse en ne favorisant aucune religion, tout en garantissant le libre exercice des cultes ainsi que la liberté d'expression de ses convictions. **p. 323**

LGBTQI : sigle désignant les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes. **p. 332**

libéralisation : processus de mise en place de dispositifs favorisant les principes du libéralisme économique. **p. 176 et 212**

libéralisation des mœurs : évolution des comportements sexuels qui, à partir des années 1960-1970, est surtout marquée par l'émancipation sexuelle des femmes et l'affirmation de l'égalité des sexes. **p. 332**

libéralisme : doctrine défendant les libertés individuelles, ici économiques, contre l'emprise de l'État. **p. 40**

M

maoisme : courant communiste développé autour de la personne et de la pensée de Mao Zedong. **p. 156**

maquis : désigne les poches de résistance situées dans les régions peu peuplées, montagnes ou forets, bases arrière du combat contre l'occupation et la collaboration. **p. 90**

Marché unique européen : espace économique de libre circulation des marchandises, des personnes, des capitaux et des services dans lequel les législations des États membres sont harmonisées. **p. 299**

mesures protectionnistes : mesures prises par un gouvernement pour freiner les importations et privilégier les entreprises nationales. **p. 32**

métropole : territoire continental de la France (Corse comprise) par opposition à l'outre-mer et aux colonies. **p. 178**

migrant : personne en situation de mobilité, quelle qu'elle soit (choisie ou subie) et ou que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de son pays d'origine. **p. 286**

milice : groupe armé non officiel chargé d'assurer l'ordre. **p. 130**

MLF (Mouvement de libération des femmes) : mouvement féministe autonome et non-mixte, fondé en 1970, qui revendique, pour les femmes, la libre disposition de leur corps et remet en question la société patriarcale. **p. 234**

monde bipolaire : division du monde en deux grands blocs, l'un composé de l'URSS et de ses alliés, notamment les démocraties populaires d'Europe de l'Est, et de l'autre les États-Unis et ses alliés, notamment en Europe de l'Ouest et au sein de l'OTAN. Ce monde bipolaire régit les relations internationales entre 1947 et 1991. **p. 138 et 152**

monde multipolaire : concept géopolitique dans lequel la puissance est partagée entre plusieurs grands États. **p. 267 et 294**

monde unipolaire : monde dans lequel une seule puissance domine militairement, économiquement et culturellement. **p. 268**

mondialisation : ensemble des échanges de biens, de services et de capitaux à échelle mondiale et leur développement. **p. 212**

motion de censure : texte de défiance vis-à-vis du gouvernement présenté par au moins 10 % des députés. Si le texte obtient une majorité des votes à l'Assemblée nationale, le gouvernement doit démissionner. **p. 184**

mouvement taliban : organisation terroriste islamiste au pouvoir en Afghanistan de 1996 à 2001. **p. 279**

Moyen-Orient : région qui regroupe les pays situés entre le Proche-Orient et l'Afghanistan, regroupant tous les pays de la péninsule arabique. **p. 154**

multilatéralisme : attitude qui privilégie le règlement des problèmes mondiaux de façon collective. **p. 122**

N

nationalisation : action de transférer du privé au public la propriété d'une entreprise. **p. 186**

nationalistes : nom pris en Espagne à partir de juillet 1936 par les insurgés contre le gouvernement républicain. À partir de 1937 surtout, on les appelle également les Franquistes, car dirigés par le général Franco. **p. 66**

Nations unies : terme utilisé à partir de 1942 pour désigner les pays en lutte contre l'Axe. **p. 84**

nazisme : abréviation de « national-socialisme », mouvement et idéologie racistes, antisémites, antidémocratiques et nationalistes, développés par Hitler. **p. 58**

***New Deal* :** terme anglais signifiant « nouvelle donne » et désignant l'ensemble des mesures de politique économique et sociale adoptées aux États-Unis par le gouvernement de F. D. Roosevelt à partir de 1933 pour enrayer les effets de la Grande Dépression. **p. 36**

non-alignement : attitude de neutralité de certains pays vis-à-vis du bloc occidental et du bloc communiste. **p. 160**

non-alignés : mouvement qui regroupe les pays refusant de s'inscrire dans la logique d'affrontement Est-Ouest. Il est fondé par 25 pays du tiers-monde et la Yougoslavie qui cherchent à collaborer pour défendre leur indépendance sur la scène internationale. **p. 152 et 166**

nostalgérie : sentiment de tristesse et de mélancolie pour l'Algérie d'avant l'indépendance. **p. 180**

« nouveaux mouvements sociaux » : expression utilisée pour désigner les mouvements qui, à partir des années 1960, insistent dans leurs revendications davantage sur l'égalité des droits que sur plus d'égalité dans la répartition des richesses. **p. 242**

nouvel ordre mondial : concept géopolitique né du titre d'un ouvrage de H. G. Wells, *The New World Order*, publié en 1940, qui traite de l'établissement d'un gouvernement mondial unique. Il souligne aussi l'hégémonie américaine dans les nouvelles relations internationales après la Seconde Guerre mondiale. **p. 144 et 138**

Nouvelle Vague : mouvement cinématographique porté par des réalisateurs français dans les années soixante et modifiant les règles traditionnelles de narration et de prise de vue. **p. 190**

NPIA (Nouveaux pays industrialisés asiatiques) : Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hong Kong (colonie britannique). **p. 200**

NSDAP : parti national-socialiste des travailleurs allemands ou parti nazi, dont le programme est défini par Hitler en 1920. Seul parti autorisé en Allemagne à partir de 1933. **p. 58**

O

OAS (Organisation armée secrète) : groupe armé clandestin créé en février 1961 par le général Salan et s'opposant par la violence à l'indépendance algérienne. **p. 180**

OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) : elle regroupe, depuis 1961, la plupart des pays industriels occidentaux. **p. 204**

OECE (Organisation européenne de coopération économique) : organisme chargé de répartir entre les pays membres l'aide américaine du plan Marshall. **p. 173**

OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole) : créée en 1968, elle regroupe les seuls pays arabes exportateurs de pétrole. **p. 200**

OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) : organisation créée en 1960 et rassemblant les pays producteurs de pétrole pour négocier la production et le prix du pétrole à l'exportation. **p. 200**

opération Triton : opération de surveillance des côtes (et non de sauvetage des réfugiés) organisée par l'Union européenne entre 2014 et 2018. **p. 286**

opinion publique : ensemble des opinions, des convictions et des valeurs qui apparaissent comme majoritaires dans la société. **p. 250 et 326**

Organisation de Libération de la Palestine (OLP) : organisation fondée en 1964 qui regroupe différentes composantes du mouvement palestinien. **p. 154**

ORTF : office de radiodiffusion-télévision française, établissement public détenant le monopole de la radio et de la télévision en France jusqu'en 1974. Après cette date, elle est remplacée par sept sociétés (TF1, Antenne 2, France 3, Radio France, SFP, INA et Télédiffusion de France). **p. 254**

OTAN : alliance militaire qui regroupe les États-Unis, le Canada et des pays d'Europe occidentale alliés des États Unis, dont la France. **p. 132 et 138**

P

pacte de Varsovie : alliance militaire regroupant, à partir de 1955, les pays communistes du bloc de l'Est autour de l'URSS. **p. 152**

PACS (pacte civil de solidarité) : contrat conclu entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune. **p. 330**

panarabisme : mouvement politique affirmant la nécessité d'unir le monde arabe. **p. 160**

parité : principe d'égalité de représentation entre les deux sexes dans une institution. **p. 328**

Parlement : ensemble constitué de l'Assemblée nationale et du Sénat. **p. 174 et 321**

partis populistes : mouvements politiques dont le discours oppose le peuple aux élites politiques, économiques, médiatiques, culturelles, etc. **p. 326**

parti républicain : parti politique américain qui défend une vision libérale de l'économie dans laquelle l'État est le moins présent possible. **p. 208**

pays ateliers : pays réalisant l'assemblage de pièces produites dans d'autres régions du monde, grâce à une main-d'œuvre abondante, docile et peu payée. **p. 212**

PIB (produit intérieur brut) : valeur des biens et des services produits sur le territoire d'un pays. **p. 186 et 204**

pieds-noirs : expression désignant les Européens vivant en Algérie. **p. 180**

plan Marshall : de son vrai nom *European Recovery Program*. Aide financière américaine fournie à partir de 1947 aux 16 pays d'Europe de l'Ouest qui l'acceptent pour les aider à se reconstruire après la Seconde Guerre mondiale. **p. 132**

planification : processus consistant à fixer, pour un horizon de moyen terme, des objectifs de production, en termes qualitatifs et quantitatifs. **p. 36, 62 et 186**

PMA (procréation médicalement assistée) : techniques permettant à un couple qui ne peut avoir d'enfant d'en concevoir un. **p. 330**

pogrom : mot russe signifiant « dévastation ». Terme désignant une violente émeute antijuive, spontanée ou organisée par les autorités. **p. 60**

politique commune : politique mise en place par l'Union européenne et qui remplace la politique nationale de chaque État membre. **p. 299**

politique déflationniste : généralement mise en place par un gouvernement afin de restaurer la compétitivité, elle passe par une baisse autoritaire des salaires ou des prix et un freinage du crédit. **p. 34**

Politique européenne de voisinage : lancée en 2004, cette politique commune vise à soutenir et à favoriser la stabilité, la sécurité et la prospérité dans les pays frontaliers de l'UE. **p. 299**

populisme : mouvement politique qui oppose le peuple aux élites politiques, économiques, médiatiques, culturelles, etc. **p. 40**

poujadisme : mouvement antifiscal d'artisans et commerçants porté par Pierre Poujade entre 1953 et 1958. Il devient antiparlementaire et populiste, et rassemble une partie de l'extrême-droite. **p. 176**

pouvoir d'achat : quantité de biens qu'il est possible d'acheter avec un revenu donné. **p. 207**

pouvoir exécutif : pouvoir chargé de faire appliquer les lois. **p. 174 et 326**

pouvoir législatif : un des pouvoirs constituant l'État et qui est la prérogative de l'Assemblée nationale et du Sénat. **p. 326**

président du Conseil : chef du gouvernement sous la IVe République. **p. 174**

présidentialisation : processus politique amenant au renforcement des pouvoirs du président de la République à l'encontre de ceux du Parlement. **p. 184**

principe de subsidiarité : principe selon lequel une autorité centrale ne peut effectuer que les tâches ne pouvant pas être réalisées à l'échelon inférieur. **p. 321**

privatisation : vente d'une entreprise publique à des investisseurs privés. **p. 212 et 252**

prix Pulitzer : créé en 1904 par le journaliste américain Joseph Pulitzer (1847-1911), ce prestigieux prix récompense depuis 1917, des journalistes, des écrivains, des photographes et des musiciens. **p. 146**

Proche-Orient : région au contact de l'Asie et de l'Afrique, comprenant les pays du sud-est du bassin méditerranéen, depuis l'Égypte jusqu'à la Turquie. **p. 154**

Programme commun : programme politique partagé par les socialistes, les radicaux et les communistes entre 1972 et 1977. Il prévoit d'importantes réformes notamment dans le domaine économique et social. **p. 248**

prolétariat : pour Karl Marx, groupe qui rassemble les ouvriers, qui ne possèdent que leur force de travail, et dont les intérêts sont contraires à ceux du patronat, qui possède le capital. **p. 62**

propagande : action de diffuser par tous les moyens une doctrine afin d'influencer l'opinion publique. **p. 53**

protectorat : régime établi par traité, dans lequel un État en contrôle un autre pour les aspects diplomatiques, militaires et économiques tout en lui assurant une certaine autonomie pour ses affaires intérieures. **p. 144**

Q

question de confiance : texte par lequel le gouvernement engage sa responsabilité devant l'Assemblée nationale. Si les députés votent majoritairement contre ce texte, le gouvernement doit démissionner. **p. 184**

R

radios périphériques : stations de radio diffusant depuis l'étranger afin d'échapper au monopole de l'ORTF. **p. 254**

récession : ralentissement généralisé de l'économie caractérisé par une baisse de la production, des ventes et des investissements. **p. 34 et 204**

référendum : question posée aux électeurs qui répondent par « oui » ou par « non ». **p. 174 et 320**

réfugiés : selon la Convention de Genève du 28 juillet 1951,

LEXIQUE

un réfugié est une personne qui, en cas de retour dans son pays, craint « avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe ou de ses opinions politiques ». **p. 267**

régime autoritaire : régime politique qui limite le droit des opposants d'exprimer leurs désaccords. **p. 50**

régime parlementaire : régime politique dans lequel les pouvoirs exécutif et législatif sont séparés et dans lequel le gouvernement est responsable devant le Parlement. **p. 176 et 183**

régime totalitaire : régime fondé sur le contrôle total et la transformation radicale de l'individu et de la société par un État tout puissant, un chef charismatique, un parti unique et une idéologie qui s'impose à tous. L'usage de la répression permet d'éliminer les opposants au régime. **p. 76**

regroupement familial : procédure permettant à la famille d'un étranger installé en France de le rejoindre légalement. **p. 242**

relance budgétaire : politique économique visant à augmenter les dépenses de l'État pour « relancer » la consommation et donc l'activité économique. **p. 252**

« Révolution nationale » : idéologie du régime de Vichy, fondée sur le nationalisme, l'autoritarisme, la xénophobie et l'antisémitisme. Elle rejette la démocratie parlementaire et les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité. **p. 88**

Rideau de fer : frontière fermée séparant l'Europe de l'Ouest de l'Europe de l'Est. **p. 218**

rigueur : politique économique visant à réduire les dépenses de l'État pour limiter les déficits publics et maîtriser l'inflation. **p. 252**

S

scrutin de liste à la proportionnelle : mode de scrutin dans lequel les électeurs votent pour une des listes de candidats en lice. Le nombre d'élus d'une liste dépend du pourcentage des voix qu'elle rassemble. **p. 176 et 196**

scrutin uninominal à deux tours : au 1er tour, le candidat qui obtient la majorité des voix est élu. En l'absence de majorité au 1er tour, un 2e tour est organisé. Le candidat qui arrive en tête est alors élu. **p. 184 et 196**

ségrégation : séparation imposée dans le droit et dans les faits d'un groupe social avec les autres. La ségrégation raciale repose sur des critères racistes appliqués au quotidien, dans la vie professionnelle et au plan juridique. **p. 159**

Service du travail obligatoire (STO) : à partir de février 1943, réquisition et transfert vers l'Allemagne de centaines de milliers de travailleurs français pour participer à l'effort de guerre allemand. **p. 88**

sexisme : discrimination fondée sur le sexe. **p. 328**

Shah : titre porté par les souverains iraniens. **p. 215**

Shoah : « catastrophe » en hébreu. Désigne l'extermination systématique des Juifs par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. **p. 98**

Shoah par balles : exécution des Juifs par fusillade. **p. 98**

sida : le syndrome d'immunodéficience acquise provoque un affaiblissement général du système immunitaire, celui-ci n'étant plus capable de protéger l'organisme. **p. 241**

sionisme : mouvement politique, initié par Theodor Herzl en 1897, qui vise à la création d'un État juif en Palestine. **p. 129**

SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) : créé en 1950, il fixe un taux horaire minimum en dessous duquel un employeur ne peut rémunérer ses employés. Il est remplacé par le SMIC en 1970. **p. 176**

socialisme : idéologie politique qui prône la socialisation des moyens de production, par la révolution ou la réforme, en préservant le cadre démocratique. **p. 248**

socialisme de marché : système économique dans lequel l'économie s'ouvre au commerce international alors que l'État conserve un contrôle étroit sur celui-ci. **p. 210**

société civile : ensemble des acteurs non gouvernementaux, des associations et des Églises cherchant à être des interlocuteurs pour les gouvernements. **p. 224**

Solidarność (Solidarité) : premier syndicat libre créé en Pologne dans l'Europe communiste par des ouvriers et des intellectuels. Il est dirigé par Lech Walesa. Il est interdit en 1981, mais demeure, dans la clandestinité une force puissante. **p. 224**

« Solution finale » : nom donné par les nazis à leur projet d'extermination des Juifs. **p. 98**

Sonderkommando (« commando spécial ») : déportés juifs chargés de s'occuper des déportés dans les salles de déshabillage des chambres à gaz et de brûler les corps dans les fours crématoires ou sur les bûchers. Ils sont régulièrement éliminés par les nazis. **p. 101**

souverainisme : volonté d'un parti politique de conserver à l'État national ses compétences au lieu de les déléguer à une institution supranationale. Le souverainisme est souvent présenté comme un gage d'indépendance de la nation. **p. 310**

sovkhoze : ferme d'État en URSS ou les paysans sont rétribués par un salaire fixe. **p. 62**

spéculation : achat d'un bien en vue de réaliser un gain lors de sa revente. **p. 29**

STASI (Staatssicherheit, « Sécurité d'État ») : service d'espionnage de la RDA chargé également de la surveillance de la population. **p. 226**

stéréotypes de genre : idées préconçues et souvent déterminées par la tradition sur ce que devrait être la répartition des rôles et des tâches entre les hommes et les femmes. **p. 245**

suffrage universel : droit de vote accordé à l'ensemble des citoyens majeurs, indépendamment de toute condition de fortune, de genre, d'hérédité, d'ethnie et de religion. **p. 176**

sunnites : adeptes d'un courant majoritaire de l'islam, fidèle à la *Sunna* qui retranscrit les paroles et les actes de Mahomet. **p. 215**

superpuissance : nation dont le rayonnement économique, culturel, politique et militaire se diffuse dans le monde entier. Une superpuissance est capable d'influencer des événements à l'échelle mondiale. **p. 268**

supranationale : désigne une institution communautaire à laquelle des nations ont délégué une partie de leur souveraineté. **p. 306**

surproduction : situation où la production de biens ou de services dépasse la demande des consommateurs. **p. 26**

T

taliban (mouvement) : organisation terroriste islamiste au pouvoir en Afghanistan de 1996 à 2001. **p. 279**

termes de l'échange : rapport, pour un produit donné, entre l'indice du prix des exportations et celui des importations. Les termes de l'échange s'améliorent si les mêmes quantités exportées permettent d'acheter une quantité accrue de marchandises importées. **p. 40**

terrorisme : ensemble d'actes de violence (prise d'otages, sabotages, enlèvements, attentats, destructions…) commis dans un but politique par une organisation ou un individu pour déstabiliser un État et frapper l'opinion publique. **p. 282**

tiers-monde : expression créée par Alfred Sauvy en 1952 (en référence à l'expression tiers état) qui désigne les pays en développement, souvent issus de la colonisation. Ces pays, malgré leur poids démographique, sont peu représentés sur la scène internationale et dans le commerce mondial. **p. 140, 166 et 190**

totalitarisme : système politique dans lequel un homme et un parti soumettent l'ensemble de l'État et de la société à une idéologie. Toutes les activités individuelles ou collectives sont subordonnées au contrôle du parti-État. Toute opposition est interdite et réprimée. **p. 49**

township : en Afrique du Sud, ghetto réservé aux non-blancs créé en périphérie des grandes agglomérations, durant l'apartheid. **p. 277**

TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda) : juridiction spéciale mise en place par le Conseil de sécurité de l'ONU de 1994 à 2015 à Arusha (en Tanzanie) pour juger les responsables du génocide rwandais et les personnes ayant commis des atrocités pendant le conflit. **p. 274**

TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) : a été créé le 25 mai 1993 par le Conseil de sécurité de l'ONU et dissout le 31 décembre 2017. Il juge les personnes suspectées d'être responsables d'atteintes graves au droit international humanitaire. **p. 284**

« Trente Glorieuses » : période, qui s'étend de 1945 à 1973, marquée par une forte croissance économique et l'essor d'une société de consommation dans les pays occidentaux, dont la France. **p. 170**

Troisième Force : coalition de socialistes, centristes et démocrates chrétiens. **p. 176**

trust : entreprise assez puissante pour dominer un marché voire exercer un monopole. **p. 32**

U

Union de la Gauche : alliance électorale conclue entre le Parti socialiste (PS), le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et le Parti communiste français (PCF), sur la base du Programme commun, de 1972 à 1977. **p. 252**

Union européenne : fondée en 1992, à la suite de la CEE, elle regroupe 27 États membres qui ont délégué des compétences souveraines à des institutions supranationales communes. **p. 296**

Union française : ensemble territorial constitué de la France et de ses colonies sous la IVe République. **p. 174**

URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) : État fédéral créé le 22 décembre 1922 pour regrouper les républiques communistes fédérées issues de l'ancienne Russie tsariste. **p. 50**

V

valeur ajoutée : différence entre le prix de vente d'un produit et les dépenses engagées pour sa production. **p. 212**

Viet-minh : parti politique vietnamien fondé en 1941 alliant communisme et nationalisme. Par extension, tout combattant du Vietnam du Nord. **p. 144**

VIH : virus de l'immunodéficience humaine, responsable du sida. Il se transmet par les relations sexuelles et par le sang. **p. 241**

W

Waffen SS : unité militaire de la SS intégrant à partir de 1942 des recrues étrangères. **p. 96**

Wehrmacht : nom porté par l'armée allemande entre 1935 et 1946. **p. 94**

Z

ZES (Zones économiques spéciales) : ouvertes aux investissements étrangers, elles leur garantissent un ensemble de privilèges économiques. **p. 210**

zone euro : espace géographique regroupant l'ensemble des États qui ont adopté l'euro comme monnaie unique et commune. **p. 299**

BIOGRAPHIES

Aubrac Lucie
(1912-2007)

Agrégée d'histoire en 1938, communiste, elle entre dans la résistance avec son mari Raymond dès 1940. Elle participe à de nombreuses actions (tractage, évasion de son mari…). Jusqu'à la fin de sa vie, elle est intervenue régulièrement dans les classes comme témoin de cette période. **94**

Badinter Robert
(né en 1928)

Avocat, il mène un combat contre la peine de mort dès le début des années 1970. Après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, il est nommé garde des Sceaux et obtient l'abolition de la peine capitale en 1981. Il est l'époux de la philosophe Élisabeth Badinter. **250**

Ben Gourion David
(1886-1973)

Né en Pologne, il émigre en Palestine en 1906 et participe à la fondation en 1930 du Parti des Travailleurs d'Israël (Mapaï). Il arrive en 1935 à la tête de l'Agence juive, organisation sioniste créée en 1929 qui devient le gouvernement de fait de la population juive de Palestine. Il est le fondateur de l'État d'Israël dont il proclame l'indépendance le 14 mai 1948. Il est Premier ministre du pays de 1948 à 1954 puis de 1955 à 1963. **129**

Ben Laden Oussama
(1957-2011)

Issu d'une riche famille saoudienne originaire du Yémen, il fait de brillantes études avant d'être recruté par les États-Unis pour lutter contre l'URSS en Afghanistan (années 1980). Islamiste convaincu, il fonde à la fin des années 1980 le mouvement Al-Qaïda pour étendre l'islamisme à travers le monde. Il commet dès lors des attentats contre les intérêts occidentaux, notamment le 11 septembre 2001. Ayant trouvé refuge dans les zones tribales entre l'Afghanistan et le Pakistan, il est tué par l'armée américaine le 1er mai 2011, après dix ans de traque. **279**

Benes Edvard
(1884-1948)

Il est un des fondateurs de la Tchécoslovaquie et a été président de 1935 à 1938 puis de 1939 à 1948. Le 25 février 1948, sous la pression de son Premier ministre Klement Gottwald, il accepte la démission des ministres non-communistes de son gouvernement et la nomination de ministres communistes. Après avoir refusé de signer la nouvelle constitution qui consacre la main-mise du parti communiste sur le pays, il démissionne de son poste. Il meurt le 3 septembre 1948. **130**

Beveridge William
(1879-1963)

Économiste et homme politique britannique, il est surtout connu pour être l'auteur d'un rapport sur les services sociaux publié en novembre 1942 dans lequel il préconise une plus grande intervention de l'État dans la société. Ce rapport est à l'origine de la mise en place d'un État-providence au Royaume-Uni. **124**

Blum Léon
(1872-1950)

Homme politique socialiste français, président du Conseil du Front populaire en 1936 qui permet de grandes avancées sociales, il est contraint à la démission en juin 1937. Interné par le régime de Vichy puis livré aux Allemands en 1943, il est déporté près de Buchenwald. Après la guerre, il dirigea le dernier gouvernement provisoire avant l'instauration de la IVe République. **38**

Bush George
(1924-2018)

Homme politique républicain, directeur de la CIA, vice-président de Ronald Reagan, il est élu président des États-Unis en 1988. Il soutient la réunification allemande, est favorable à un nouvel ordre mondial et déclenche l'opération « Tempête du désert » contre Saddam Hussein avec l'appui de l'ONU. Il est battu en 1992 par le démocrate Bill Clinton. **224**

Churchill Winston
(1874-1965)

Homme d'État britannique, il occupe plusieurs fonctions au sein du gouvernement britannique avant de devenir Premier ministre du Royaume-Uni entre mai 1940 et juillet 1945, puis entre octobre 1951 et avril 1955. Resté célèbre pour ces discours et ses écrits, il obtient par ailleurs le prix Nobel de littérature en 1953. **133**

De Klerk Frederik
(né en 1936)

Avocat, député du Parti national, il est plusieurs fois ministre (Sports, Environnement, Intérieur…) à partir de 1978. Il devient président de la République d'Afrique du Sud (1989-1994) et fait libérer Mandela en 1990. Ensemble, ils obtiennent le prix Nobel de la paix en 1993 et préparent les premières élections libres du pays (1994). Vice-président de Mandela (1994-1996), puis chef de l'opposition, il se retire de la vie publique en 1997. **276**

Deneuve Catherine
(1943)

Née à Paris, elle est considérée comme l'une des plus grandes actrices françaises de sa génération. Elle a tourné pour les plus grands réalisateurs et a utilisé sa notoriété pour défendre les causes qui lui tiennent à cœur comme l'autorisation de l'IVG ou l'abolition de la peine de mort. **258**

Franco Francisco
(1892-1975)

Né en Galice en 1892 dans une famille de la petite bourgeoisie, il devient le plus jeune général de l'armée à 33 ans. Chef d'état-major des armées en 1935, il prend la tête le 20 juillet 1936 de la rébellion contre le gouvernement républicain issu des élections démocratiques. C'est le début de la Guerre civile espagnole, que Franco remporte. Il établit une dictature et dirige l'Espagne jusqu'à sa mort en 1975. **67**

Gaulle Charles de
(1890-1970)

Militaire de carrière, il est nommé général de brigade en juin 1940, de Gaulle devient sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale le 5 juin 1940. Après la nomination de Pétain, il se rend à Londres et y prononce son célèbre appel du 18 juin. Il devient le chef de la France Libre puis du Comité français de la résistance nationale. De 1944 à 1946, il est président du Gouvernement provisoire de la République française. Après s'être retiré de la vie politique pendant plusieurs années, il devient le premier président de la Cinquième République de 1958 à 1969. **95 et 174**

Gorbatchev Mikhaïl
(1931)

Dirigeant soviétique, il prend la tête de l'URSS en 1985. Il entreprend de profondes réformes : glasnost, « transparence », favorisant les libertés, perestroïka, « restructuration », des réformes économiques favorables à l'initiative privée. Il retire les troupes d'Afghanistan, négocie avec les Occidentaux. Mais les résultats tardent alors qu'il mène une politique hésitante face aux revendications indépendantistes et démocratiques. Affaibli par une tentative de coup d'État, il démissionne en 1991. **222**

BIOGRAPHIES

Himmler Heinrich (1900-1945)

Dirigeant nazi, chef des SS et de la Gestapo (police secrète allemande), il est le principal artisan de la « Solution finale ». Les camps de concentration et d'extermination dépendaient directement de son autorité. En fuite après la capitulation allemande, il est arrêté par les troupes britanniques mais se suicide avant d'avoir été jugé. **106**

Hitler Adolf (1889-1945)

Né en Autriche, engagé volontaire dans l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale, il devient caporal. Après la guerre, Hitler prend en 1921 la tête du NSDAP et fonde le nazisme. Emprisonné après l'échec de son coup d'État à Munich en 1923, il écrit Mein Kampf (Mon Combat), en 1925, où il présente son programme et développe ses idées racistes et antisémites. Son parti ayant gagné les élections, il est nommé chancelier le 30 janvier 1933 et instaure rapidement une dictature. Il entraîne avec lui l'Europe et le monde dans le second conflit mondial en 1939. Il se suicide dans son bunker à Berlin le 30 avril 1945. **58**

Jdanov Andreï (1896-1948)

Il est chargé de la propagande au sein du parti communiste de l'URSS. Lors de la création du Kominform (septembre 1947), il définit la stratégie soviétique de soutien aux pays en lutte contre la présence occidentale et souligne la nécessité pour les partis communistes de se ranger derrière l'URSS. **150**

Joliot-Curie Irène (1897-1956)

Fille de Marie Curie, elle obtient à son tour le prix Nobel de chimie en 1935 pour ses travaux sur la radioactivité artificielle. Elle entre au gouvernement de Léon Blum comme sous-secrétaire d'État chargée de la recherche scientifique. **41**

Kennedy John Fitzgerald (1917-1963)

Démocrate, il devient président des États-Unis le 20 janvier 1961. Il est vite confronté aux crises de la guerre froide à Berlin en 1961 et à Cuba en 1962. À l'issue de cette crise, Kennedy engage son pays dans un traité d'interdiction partielle des essais nucléaires. Il lance le programme Apollo dans le cadre de la course à l'espace, mais est assassiné en 1963. **153**

Keynes John Maynard (1883-1946)

Économiste britannique, il défend l'intervention de l'État pour assurer le plein-emploi par une politique fiscale et monétaire favorisant la relance par la consommation, afin d'enrayer les effets de la crise économique de 1929. Il est nommé gouverneur de la Banque d'Angleterre et a théorisé des idées qui rejoignent celles du New Deal de Roosevelt. Il participe également à la réorganisation du système monétaire international à Bretton Woods en 1944. **41**

Khomeyni Ayatollah Ruhollah (1900-1989)

Théologien, exilé en France, il appelle à la révolution. En 1979, il accède au pouvoir après le départ du Shah. Guide suprême de la révolution, il crée un régime autoritaire, fondé sur une stricte application de l'islam chiite. Il soutient les mouvements islamistes du Moyen-Orient. **215**

Khrouchtchev Nikita (1894-1971)

Premier secrétaire du Parti communiste de l'URSS de 1953 à 1964, à la suite de Staline, il engage un programme spatial ambitieux et s'oppose à J. F. Kennedy durant la crise de Cuba. À la suite de cet épisode de tension extrême entre les deux superpuissances, il décide de normaliser les relations bilatérales avec les États-Unis, engageant une période de détente. **153**

Luther King Martin (1929-1968)

Noir américain originaire de Géorgie, il devient pasteur. Il lutte pacifiquement contre la ségrégation raciale et pour les droits civiques des Noirs aux États-Unis. Il reçoit le prix Nobel de la Paix en 1964. Il est assassiné en 1968. **161**

Mandela Nelson (1918-2013)

Entré à l'ANC, le Congrès national africain, en 1943, il dédie sa vie à la lutte contre la ségrégation raciale qui sévit dans son pays. Après la mise en place de l'apartheid en 1948, il va multiplier les actions pour dénoncer ce système politique raciste. Arrêté en 1962, incarcéré, il devient la figure de la lutte contre l'apartheid dans le monde entier. Libéré en 1990, il négocie avec le président Frederik de Klerk et obtient avec lui le prix Nobel de la paix en 1993. Lors des premières élections libres, Mandela devient président de l'Afrique du Sud (1994-1999). Après un seul mandat, il se retire de la vie publique. Il est considéré comme un modèle de tolérance et le père de la « nation arc-en-ciel ». **276**

Mendès France Pierre (1907-1982)

Homme politique radical-socialiste, il s'engage dans la Résistance dès 1940. À la Libération, il devient ministre de l'Économie dans le gouvernement provisoire dirigé par de Gaulle. Député sous la IVe République, il est investi président du Conseil en juin 1954. Dans un contexte difficile de décolonisation et de guerre froide, il met en œuvre l'indépendance de l'Indochine, du Maroc et de la Tunisie. Il démissionne en février 1955. **175**

Merkel Angela (1954)

Née à Hambourg, elle passe toute sa jeunesse en RDA où son père est pasteur. Physicienne de formation, députée de l'Allemagne réunifiée dès 1991, elle est chancelière depuis novembre 2005. Elle domine alors la politique européenne. Le magazine Forbes l'a élue à 13 reprises « femme la plus puissante du monde ». **310**

Minh Hô Chi (« celui qui éclaire ») (1890-1969)

Né dans le protectorat français d'Annam en 1890, Nguyên Ai Quôc est un intellectuel vietnamien, militant communiste et anticolonialiste. Entre 1911 et 1923, il vit en France puis voyage en URSS et en Chine, avant de fonder le Parti communiste indochinois en 1930. Il lutte pour l'indépendance du Vietnam face au Japon, à la France puis aux États-Unis, des années 1930 à sa mort en 1969. Il est le premier président de la République du Vietnam (Nord-Vietnam). **144**

Mitterrand François (1916-1996)

Né en 1916 dans un milieu familial de droite, passé par Vichy puis par la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale, François Mitterrand occupe plusieurs postes ministériels sous la IVe République, avant de se présenter, comme candidat unique de la gauche, face à Charles de Gaulle en 1965. Lors du congrès d'Épinay, en 1971, il devient à la fois adhérent et Premier secrétaire du Parti socialiste. En 1981, il est candidat pour la troisième fois à l'élection présidentielle. Il est président de la République de 1981 à 1995, durant deux mandats. **253**

Moulin Jean (1899-1943)

Haut fonctionnaire et résistant français. Préfet sous la IIIe République, il refuse l'occupation nazie

et rejoint en 1941 la France libre. Il dirige le CNR avant d'être arrêté et torturé par la Gestapo. Il meurt en détention en juin 1943. **118**

Mussolini Benito (1883-1945)

Ancien socialiste, partisan de l'entrée de l'Italie dans le premier conflit mondial, il fonde les Faisceaux de Combat (Fasci), le 23 mars 1919, devenus en 1921 le Parti national fasciste. Après la « marche sur Rome » les 27 et 28 octobre 1922, qui menace le pouvoir, il devient chef du gouvernement. Mussolini met en place une dictature fasciste à partir de 1925. En 1945, il est fusillé par des partisans italiens. **52**

Pasionaria (la) Dolores Ibarruri dite (1895-1989)

Ayant participé à la fondation du Parti communiste espagnol, elle s'oppose à la junte militaire et lance son célèbre « ¡no pasaran! » (« ils ne passeront pas ! »), le 19 juillet 1936. Elle tente en vain d'obtenir l'intervention du gouvernement français dans la Guerre civile. Exilée en URSS, elle devient secrétaire générale du Parti communiste espagnol de 1942 à 1960. Elle est encore aujourd'hui le symbole de la lutte républicaine en Espagne. **70**

Pétain Philippe (1856-1951)

Maréchal de France, considéré comme le « vainqueur de Verdun » en 1916, Pétain est nommé chef du gouvernement français le 16 juin 1940. Il obtient les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940 et dirige le nouveau régime de Vichy, antirépublicain et antisémite. Il met en place une politique de collaboration avec l'Allemagne nazie. Après la Libération, il est condamné à la prison à perpétuité. **94**

Reagan Ronald (1911-2004)

Ronald Reagan commence sa carrière comme acteur à Hollywood, puis comme présentateur à succès à la télévision. En 1967, il est élu gouverneur républicain de Californie. Son slogan « America is back » (« L'Amérique est de retour ») lui vaut une élection triomphale en 1980 à la présidence des États-Unis. Il met en œuvre un programme de restauration de la puissance américaine dans le monde, et de profondes réformes économiques libérales sur le plan intérieur. Il est réélu en 1984 en étant majoritaire dans 49 des 50 États américains. **208**

Roosevelt Franklin Delano (1882-1945)

Homme politique américain, président démocrate des États-Unis pendant quatre mandats, de 1933 à 1945, il met en œuvre la politique du New Deal pour tenter de sortir le pays de la crise. Il renforce la personnalisation du pouvoir exécutif et rompt avec la position traditionnellement isolationniste du pays pendant la Seconde Guerre mondiale. **36**

Roux Odette (1917-2014)

Institutrice, résistante communiste, elle entre dès 1944 au conseil municipal des Sables-d'Olonne à la demande du préfet. Elle devient maire de la commune en 1945, une première pour une sous-préfecture. **124**

Staline Joseph Vissarionovitch Djougachvili, dit (1878-1953)

Né en Georgie, dans le Caucase, il ne joue qu'un rôle secondaire lors de la révolution bolchévique en novembre 1917. Il arrive à s'imposer en 1922 comme Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste. Alors que Lénine ne souhaitait pas faire de lui son successeur, il profite de la mort de celui-ci en 1924 pour se débarrasser peu à peu de tous ses rivaux. Il obtient ainsi le pouvoir absolu à partir de 1928 et le conserve jusqu'à sa mort en 1953. **64**

Suzman Helen (1917-2009)

Fille d'émigrés juifs qui ont fui l'antisémitisme en Lituanie, elle est élue députée à Johannesburg de 1953 à 1989. Elle fonde le Parti progressiste en 1959 et s'oppose à l'apartheid. Elle souhaite la liberté d'expression pour tous les habitants de son pays et l'abolition des lois ségrégationnistes. **277**

Thatcher Margaret (1925-2013)

Après des études de chimie à Oxford, elle se lance en politique sous la bannière des conservateurs. Élue députée en 1950, elle devient secrétaire d'État à l'Éducation et aux Sciences en 1970. Très influencée par les idées libérales défendues par l'économiste autrichien Hayek, elle est Premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990. **213**

Truman Harry S. (1884-1972)

Démocrate, il est président des États-Unis entre 1945 et 1953. Il décide des bombardements sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945 et définit la position des États-Unis face à l'URSS avec la doctrine Truman. Il développe notamment la notion d'endiguement pour limiter l'influence communiste en Europe et en Asie. **150**

Varda Agnès (1928-2019)

Née à Ixelles en Belgique, elle est photographe de formation et se fait connaître par ses clichés d'acteurs célèbres comme Gérard Philipe. Réalisatrice proche de la Nouvelle Vague, elle reçoit de nombreux prix pour ses documentaires et ses fictions : Ulysse (1984) reçoit le César du meilleur court-métrage documentaire et Sans toit ni loi (1985) le Lion d'Or à la Mostra de Venise. **258**

Veil Simone (1927-2017)

Rescapée de la Shoah, Simone Veil devient ministre de la Santé après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. À ce titre, elle présente devant le parlement le projet de loi sur la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Elle est alors la cible de mouvements de droite et d'extrême-droite opposés à l'avortement. **243**

Xiaoping Deng (1904-1997)

Il adhère très jeune au Parti communiste chinois en 1924. En 1976, après la mort de Mao, il arrive au pouvoir et prend la tête des réformateurs. Il engage alors le pays dans une série de réformes visant à moderniser l'économie, à partir de décembre 1978. Deng Xiaoping favorise ainsi une certaine ouverture économique tout en maintenant la dictature communiste. **210**

Zedong Mao (1893-1976)

Mao est un des fondateurs du Parti communiste chinois en 1921. Entre 1934 et 1949, il mène la lutte contre les Japonais et contre les nationalistes chinois. Il sort vainqueur de la guerre civile en 1949 et proclame la République populaire de Chine. Principal dirigeant du nouveau régime, Mao impose la dictature du Parti communiste. Les réformes (Grand Bond en avant et Révolution culturelle) dans lesquelles il engage le pays conduisent à des millions de morts. À partir du début des années 1970, Mao Zedong cherche à rapprocher la Chine de l'Occident. **160**

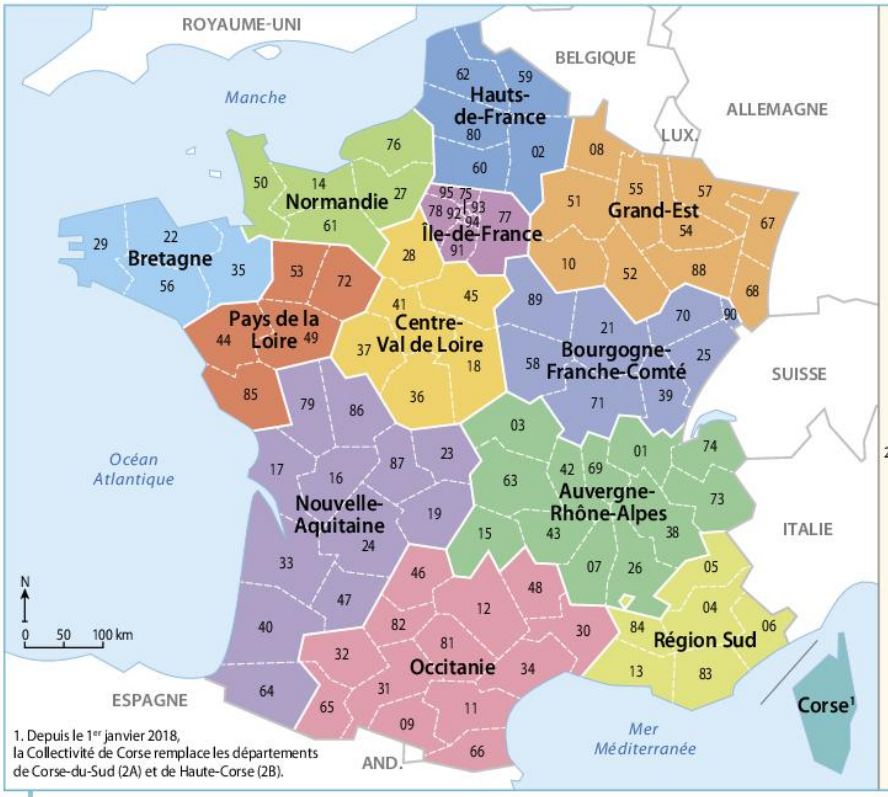
CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES HISTOIRE

Couverture haut : Manifestation du 13 mai 1968 à Paris, Michel Le Tac/Paris Match/Scoop.
3 : Akg-Images ; **5** : BDIC, coll.Dimier/Kharbine-Tapabor ; **6** : Trippett/Sipa ; **7** : R. Clark/AP/Sipa ; **24** : Ullstein Bild/Akg-Images ; **25** : Keystone France/Gamma-Rapho ; **29** : Keystone France/Gamma-Rapho ; **30** : Ullstein Bild/Akg-Images ; **31** : Akg-Images ; **32** : Ullstein Bild/Getty Images ; **33** : Hulton Archives/Getty Images ; **36** : (**2**) National Archives photo **69**-AG-**410** ; Keystone ; **37** : Fotosearch/Getty Images ; **38** : Leemage; **39** : (**2**) Roger-Viollet ; (**4**) LAPI/Roger-Viollet ; **41** : UPI/AFP ; AKG-images ; **42** : Ciné-Archives, fonds audiovisuel du PCF et du mouvement ouvrier et démocratique ; **43** : L'Office Universitaire de Recherches Socialistes ; **44** : DR ; **48** : Keystone France/Gamma-Rapho ; **49** : Mary Evans/Rue des Archives ; **52** : Roger-Viollet ; (**2**) Patrick Le Floch/Gamma-Rapho ; (**3**) DEA Picture Library/Getty Images ; **53** : (**4**) Tallandier ; (**6**) Giancarlo Costa/Bridgeman Images ; **54** : Fine Art Images/Bridgeman Images ; **55** : Fine Art Images/Bridgeman Images ; **56** : Archives BIS ; **58** : Leemage ; Akg-Images ; **59** : Collection IM/Kharbine-Tapabor ; **60** : Keystone/Zuma/Leemage ; **61** : Mémorial de la Shoah, United States Holocaust Memorial Museum ; **64** : Photothèque Hachette ; **67** : L'Illustration/Photo**12** ; akg-images ; **69** : Guernica, **1937** ©Succession Picasso **2020** /Deagostini/Leemage ; **70** : Imagno/Getty Images ; **72** : Akg-Images ; **73** : Prisma/Album/Akg-Images ; **78** : Archives départementales des Yvelines, cote **300W54** ; **79** : J. Floréa/Time Life Pictures/Getty ; **82** : (**2**) Akg-Images ; (**3**) Archives Charmet/Bridgeman Images ; **83** : (**4**) Akg-Images ; **86** : Akg-Images ; **89** : (**3**) Photo Josse/Leemage ; (**4**) Tallandier/Bridgeman Images ; **90** : Henri-Pierre Verger/Akg-Images ; **91** : (**5**) Kharbine-Tapabor ; (**6**) LAPI/Roger-Viollet ; **92** : Keystone France/Gamma-Rapho ; **93** : IM/Kharbine-Tapabor ; **94** : PVDE/Bridgeman Images ; PVDE/Bridgeman Images ; **95** : Keystone ; **96** : Sovfoto/UIG/Leemage ; **97** : (**4**) Akg-Images ; (**5**) Everett Collection / Bridgeman Images ; **98** : Pictures from History/Bridgeman Images ; **99** : Akg-Images ; **101** : (**3**) Buyenlarge Archive/UIG/Bridgeman Images ; (**5**) Dist RMN-Grand Palais/Image BPK, Berlin ; **102** : Keystone France/Gamma-Rapho ; **103** : Ria Novosti/Sputnik/AFP ; **104** : National Archives and Records Administration ; **105** : (**4**) DOD/Photri ; **106** : SZ Photo/Scherl/Bridgeman Images ; **108** : DR ; **109** : Jean-Jacques Allevi/Bridgeman Images ; **114** : Tallandier/Bridgeman Images ; **115** : Tallandier/Bridgeman Images ; **118** : Keystone ; (**1**) adoc-photos ; **120** : collection O. Calonge/adoc-photos ; **121** : Alfred Eisenstaedt/The Life Picture Collection/Getty Images ; **123** : Bettman/Getty Images ; **124** : Patrice Morel ; Central Press/Hulton Archive/Getty Image ; **128** : (**2**) David Low/Solo Syndication/Aurimages ; (**3**) Walter Sander/The Life Picture Collection/Getty Images ; **129** : Bildarchiv Pisarek/agk-images ; **130** : (**1**) Akg-Images ; Lebrecht Authors/Bridgeman Images ; **131** : Akg-Images ; **133** : Bridgeman Images ; **134** : Heritage Images/Fine Art Images/Akg-Images ; **140** : Granger/Bridgeman Images ; **141** : Keystone France/Gamma-Rapho ; **144** : Roger-Viollet ; (**2**) L'Illustration/Photo**12** ; **145** : Sipa ; **147** : (**5**) Nick Ut/AP Photo/Sipa ; (**6**) Larry Burrows/The Life Picture Collection/Getty Images ; **149** : (**3**) AFP ; (**5**) Leslie Illingworth/DR ; **150** : Edimédia/DR ; Edimédia/DR ; **153** : W. Miller/Magnum ; Keystone ; **155** : AFP ; **156** : Chine Nouvelle/Sipa ; **157** : The Chambers Gallery, London/Bridgeman Images ; **158** : Ullstein Bild/Roger-Viollet ; **159** : AP/Sipa ; **160** : Chine Nouvelle/Sipa ; **161** : Roger-Viollet ; **168** : Reporters Associés/Gamma-Rapho : **169** : adoc-photos ; **172** : (**1**) Usis-Dite/Leemage ; (**3**) Dixmier/Kharbine-Tapabor ; **173** : collection prvée ; **174** : Keystone ; Serge De Sazo/Gamma-Rapho ; **175** : Roger-Viollet ; **178** : STF/AFP ; **179** : STF/AFP ; **180** : (**1**) Calle Montes/Photononstop ; (**2**) Photopqr/L'Independant/MaxPPP ; **181** ; Régis Martin/Alamy/Photo**12** ; **183** : Jonas/Kharbine-Tapabor, Adagp Paris **2020** ; **188** : (**1**) Hans Geisen, Collection Cartoonmuseum Basel ; (**2**) AFP ; **189** : (**4**) Alain Nogues/Sygma/Getty Images ; (**6**) Jacques Boissay/Akg-Images ; **192** : (**1**) coll. Michael Lellouche/Leemage ; (**2**) Fondation Gilles Caron/Clermes ; **193** : Caricadoc/Bridgeman Images ; **198** : Bettman/Getty Images ; **199** : David Brauchli/Reuters ; **202** : Fritz Behrendt/DR ; **203** : Marty Lederhandler/AP/Sipa ; **204** : Klaus Rose/Ullstein Bild/Getty Images ; **208** : Ann Ronan Picture Library/Photo**12** ; **209** : Bettman/Getty Images ; **210** : Georges Gobet/Gamma-Rapho ; **211** : (**4**) Wally McNamee/Getty Images ; (**6**) Forrest Anderson/Getty Images ; **213** : Sven Nackstrand/AFP ; **214** : (**1**) Philippe Ledru/Akg-Images ; **215** : (**4**) Philippe Ledru/Akg-Images ; Kalari/Corbis-Sygma ; **216** : (**1**) Plantu ; (**3**) Gabriel Ferran/EFE/MaxPPP ; **218** : (**1**) Dirk Eisermann/LAIF/REA ; (**2**) Tom Stoddart Archive/Getty Images ; **220** : (**1**) Jeff Widener/AP/Sipa ; (**2**) Sputnik/Akg-Images ; **222** : akg-images ; **224** : akg-images ; **226** : DPA Picture Alliance/Alamy/Photo**12** ; **232** : AFP ; **233** : Chip Hires/Gamma-Rapho ; **234** : Nouvel Observateur, **5** avril **1971** ; **235** : AGIP/Bridgeman Images ; **237** : (**4**) AFP ; (**6**) Patrick Kovarik/AFP ; **238** : coll. Jean-Jacques Allevi/Bridgeman Images ; **239** : (**4**) Dixmier/Kharbine-Tapabor ; (**5**) DR ; **240** : AFP ; **241** : (**4**) Mohamed Lounes/Gamma-Rapho ; **243** : Micheline Pelletier/Gamma-Rapho ; **244** : Jean Vigne/Kharbine-Tapabor ; **245** : affiche, Archives Charmet/Bridgeman Images ; **246** : Gaumont international/Collection ChristopheL ; **247** : Michel Gangne/AFP ; **250** : (**1**) Peine de mort pour la guillotine, Libération, **17** septembre **1981** ; Daniel SIMON/Gamma-Rapho ; **253** : Delalande Raymond/JDD/Gamma ; **255** : (**6**) Frédéric Reglain/Gamma-Rapho ; **256** : (**2**) Joël Robine/AFP ; **257** : Jacques Witt/Sipa ; **258** : AFP ; Ullstein Bild/Photo**12** ; **262** : Plantu ; **266** : Ramzi Haidar/AFP ; **267** : Gokhan Sahin/Getty Images Europe/AFP ; **270** : (1) William F. Campbell/The Life Images Collection/Getty Images ; (**2**) Lux-in-Fine/Bridgeman Images ; **271** : Jon Eeg/AP/Sipa ; **272** : (**2**) David Brauchli/AP/Sipa ; (**3**) Koca Sulejmanovic/AFP ; **276** : JiwaFoto/ZUMA/REA ; Yuryl Abramochkin/Sputnik/AFP ; **277** : Roger Hutchings/Alamy/Photo**12** ; **278** : David Surowiecki/Getty Images North America/AFP ; **279** : (**3**) Maher Attar/Sygma/Getty Images ; AFP ; **284** : Bas Czerwinski/ANP/AFP ; **287** : (**3**) Narciso Contreras/Hans Lucas ; (**6**) Bernadett Szabo/Reuters ; **293** : Plantu ; **296** : Damjian Tadic/Cropix/Sipa ; **297** : Alkis Konstantinidis/Reuters ; **301** : Joël Robine/AFP ; **302** : DR ; **304** : Flexilink ; **305** : Matt Dunham/AP/Sipa ; **309** : Ixène ; **314** : Bulgarian Post ; **318** : Laboratoire de l'Egalité ; **319** : Thibault Camus/AP/Sipa ; **323** : Frederick Florin/AFP ; **324** : Plantu ; **329** : Plantu ; **331** : (**4**) Pascal Fayolle/Sipa ; (**5**) Jean-Luc Luyssen/REA ; **334** : © Les Arènes, Paris, **2018** ; **337** : Insee

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES GÉOGRAPHIE

Couverture:
Haut: COUV Histoire
Bas: Adrian-Catalin Lazar/Alamy Stock Photo/Hemis

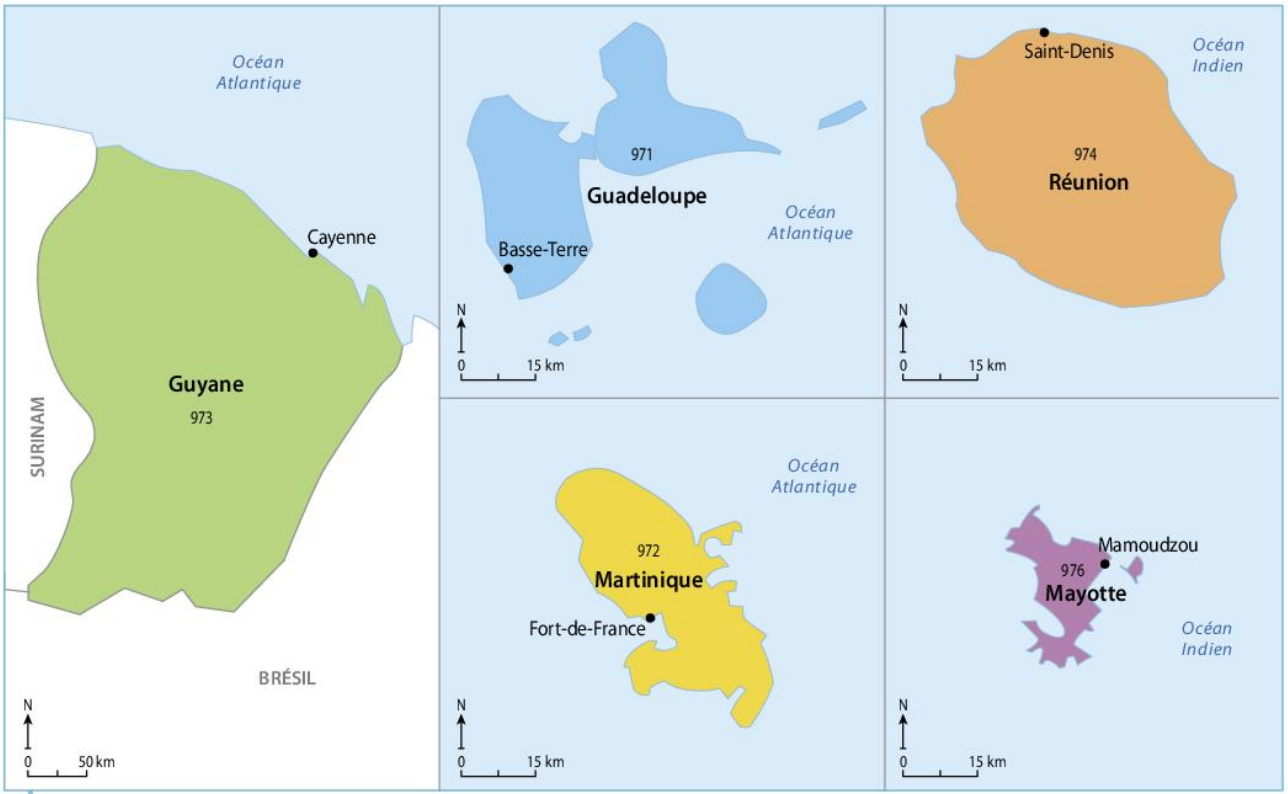
342-343: Xinhua/Rea
344h: Majority World CIC/Alamy Stock Photo/Hemis
344m: Xinhua News Agency/Afp
344bg: Xu congjun-Imaginechina/Afp
344bd: DR
345hg: Carnival Cruise Line
345hd : Ho/Afp
346: Qatargas
347: Cosco
348: Stephan Peray/Cagle Cartoons
351h: Cai Mep Terminal
351b: Hainan
352: Vitaly Podvitsky/Sputnik News
354: Peter Schrank
355: Port of Gwadar
356hg: Sullan Pradeep
356hd: Commission de l'Océan Indien
359: Ministère de la Défense/ECPAD
360h:Royal Caribbean
360b: www.marinetraffic.com
367b: Ahmed Zakaria/Anadolu Agency/Afp
371: Port de Marsaxlokk
372: Andy Johnstone/Panos-Rea
376h: Arnaud Chicurel/Hemis
376bg: Donut holes in international waters
376bd: KKP News
381: Heng/The New York Times
383: Ministère de la Transition écologique et solidaire
387: Total
389h: Pierre Gleizes/Rea
389b: Sommet de Lomé
391h: Marine Protected Area South Africa
391b: Medsealitter
392: Martin Berry/Alamy Stock Photo/Hemis
393h: Steve Sack/Cagle Cartoons
393m: surfrider.org.au
395: Gestes Propres
408h: MSC Croisières
408b: Tara Expeditions
411: Bora Bora Pearl Beach Resort
412hg: Miguel Riopa/Afp
412hd: Richard Bouhet/Afp
415: Google Earth
419: Ile de la Reunion
420h: A & J Visage/Alamy Stock Photo/Hemis
420b: Twitter
421: Nino - 2424.mg
425: A & J Visage/Alamy Stock Photo/Hemis
427h: Sabella
427m: HO/ideol/Afp
430: Laure Chamias/Port de Marseille Fos
437: Gouvernement de la Nouvelle Calédonie
438-439: Shutterstock
440hg: Lufthansa/AP/Sipa
440hd: Invest In Philippines
440md: Martchan/Alamy/Hemis
441hg: Tang Chhin Sothy/Afp
441hd: Nicolas Vadot
442: Trade and invest Jamaica
443: Peal Of Caribbean
447h:Anton Vaganov/TASS/Getty Images
447b: Alexander Nemenov/Afp
448b: Gazprom
451: Port of Singapore
452: Paresh Nath/Cagle Cartoons
454: Belgrano
455: Christopher Pillitz/Getty Images
456h: Duffour / Andia.fr
456b: Tanger Free Zone
463h: CHEC Port City Colombo
463m: Lakruwan Wanniarachchi/Afp
467: Goodbingdetroit
469: Google Earth
471: Shutterstock
472: Richard Green/Alamy Stock Photo/Hemis
473: Thomas Mukoya/Reuters
476h: Ludovic Marin/Afp
476b: Rob Crandall / Alamy / Hemis
481h: Journée Mondiale Anti-Contrefaçon/Unifab
481b: deligne/Iconovox
482: Friedrich Stark / Alamy/Hemis
483: Maria Salvador Tan/Afp
487: Tada Images/Alamy/Hemis
489: Aurel- Le Monde- 30 septembre 2015
491: Jean François Monier/Afp
493h: Jorge Duenes/Reuters
493b: Paresh Nath/Cagle Cartoons
499, reprise 11: Paresh Nath/Cagle Cartoons
500: Carlos Jasso/Reuters
501: Paresh Nath/Cagle Cartoons
508h: Simon Tranter Photography/Alamy Stock Photo/Hemis
508b: Karim Sahib/Afp
510: Chaunu
511: Perry van Munster/Alamy Stock Photo/Hemis
512: Angus McComiskey/Alamy Stock Photo/Hemis
514h: Paris 2024
514b: WWF
518: France.fr
519: La Francophonie
521: Antony Dickson/Afp
525: Toulouse A tout-Agence d'Attractivité de Toulouse Métropole
526: Technopole Sophia Antipolis
527: Shutterstock
535: Deligne-Iconovox
536-537: Jean-Marc Rauschenbach/Clipimage
541: Allan Baxter/The Image Bank RF/Getty Image
542: EFRE Sachsen
545h: Entre Ciel Terre et Mer/ECTM
545m: Philippe Desmazes/Afp
546h: Shutterstock
546b: European Union 2019
548: Bertrand Rieger/Hemis
550hg: Plantu dessin paru dans Le Monde du 29 novembre 2017
550hd: Pour une autre PAC
553: Bordeaux Métropole
554: Bildagentur-online/Schoening/Alamy Stock Photo/Hemis
554b: Zollverein
561: Paresh Nath/Cagle Cartoons
563: Vitaly Podvitski/Sputnik News
567hg: Silicon Saxony
567hd: Silicon Saxony
567bg: Miss Lilou-Fusion ALSTOM-SIEMENS : L'UE met son veto
569: European Robotics Week
573: Jacek Nowak/Alamy/Hemis
575h: European Commission 2017
575b: Unirea/DR
577: Jampur Fraize/WWF
580: Paresh Nath/Cagle Cartoons
588h: Université de la Grande Region
588b: Jean-Pierre Clatot/Afp
591h: Google Earth
591b: Plantu dessin paru dans Le Monde du 2 juillet 2019
595hg, hd: Julio Pelaez/PhotoPqr/LeRépublicain Lorrain/Maxppp
596h: DR
596b: Darek Szuster/PhotoPqr/L'Alsace/Maxppp
597: Régis Hector
599h: Jean-Marc Rauschenbach/Clipimage
599b: Région Guadeloupe
600: Google Earth
601: Google Earth
606: Université de Pau
610-611: L'Europe vue du ciel
613hd: Ville du Robert
613bg: J.Barande/Ecole Polytechnique
613bm: Jean-Christophe Marmara/Figaro Photos
613bd: T.Thorel/PhotoPqr/Voix du Nord/Maxppp
614: Alexander Spatari/Getty Images
616: Martin Noda/Hans Lucas
619: Pluquet/Alpaca/Andia
620bg: Plastics Vallee-Oyonnax Haut-Bugey
620bd: Fabrice Anteron/PhotoPqr/Le Dauphine Libéré/Maxppp
622h: Stephane Syn/AirTechphoto
622b: Francis Leroy/Hemis
632: Google Earth
638g: Région Guadeloupe
638d: Guadeloupe Port Caraibes
639: André Pascal/Biosphoto
643: Areion 24 News/ Carte



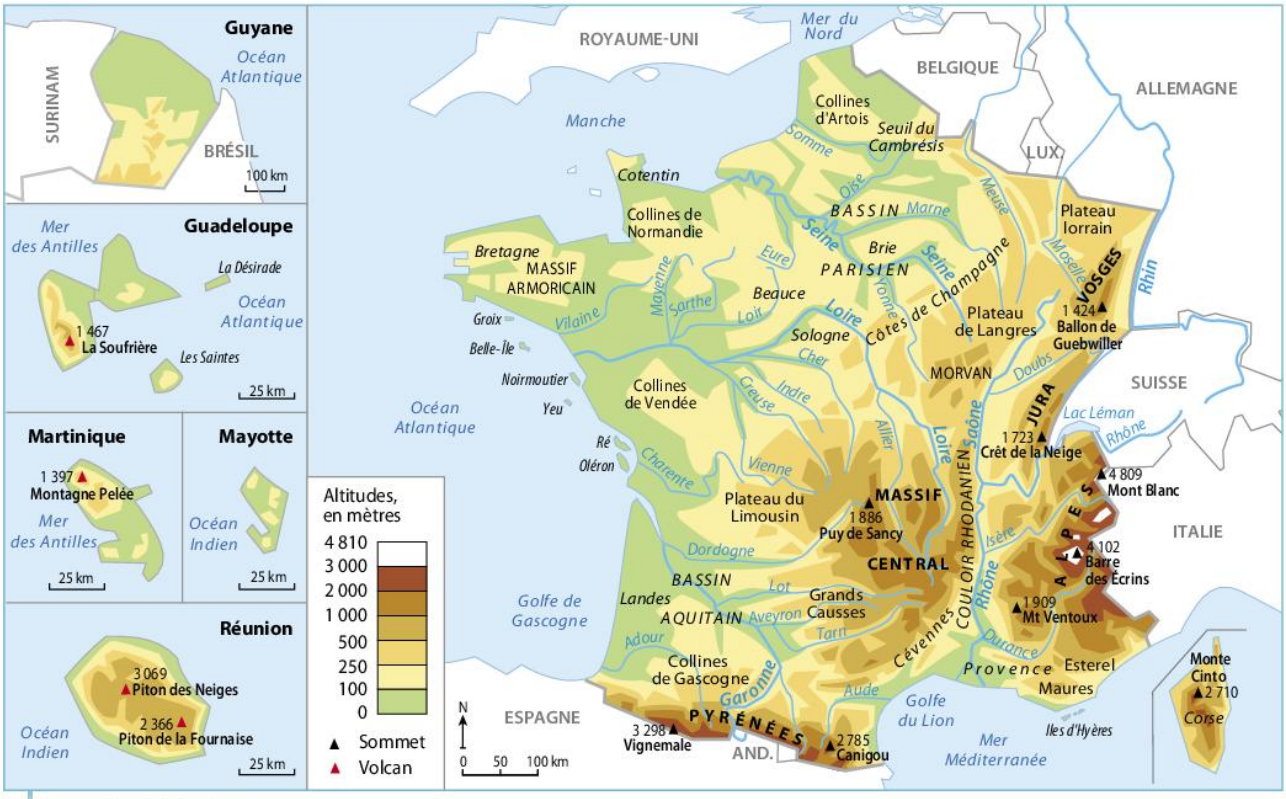
DÉPARTEMENTS :

1	Ain	36	Indre	67	Bas-Rhin
2	Aisne	37	Indre-et-Loire	68	Haut-Rhin
3	Allier	38	Isère	69	Rhône
4	Alpes de Haute-Provence	39	Jura	70	Haute-Saône
5	Hautes-Alpes	40	Landes	71	Saône-et-Loire
6	Alpes-Maritimes	41	Loir-et-Cher	72	Sarthe
7	Ardèche	42	Loire	73	Savoie
8	Ardennes	43	Haute-Loire	74	Haute-Savoie
9	Ariège	44	Loire-Atlantique	75	Paris
10	Aube	45	Loiret	76	Seine-Maritime
11	Aude	46	Lot	77	Seine-et-Marne
12	Aveyron	47	Lot-et-Garonne	78	Yvelines
13	Bouches du Rhône	48	Lozère	79	Deux-Sèvres
14	Calvados	49	Maine-et-Loire	80	Somme
15	Cantal	50	Manche	81	Tarn
16	Charente	51	Marne	82	Tarn-et-Garonne
17	Charente Maritime	52	Haute-Marne	83	Var
18	Cher	53	Mayenne	84	Vaucluse
19	Corrèze	54	Meurthe-et-Moselle	85	Vendée
2A-2B	collectivité de Corse	55	Meuse	86	Vienne
21	Côte d'Or	56	Morbihan	87	Haute-Vienne
22	Côtes d'Armor	57	Moselle	88	Vosges
23	Creuse	58	Nièvre	89	Yonne
24	Dordogne	59	Nord	90	Territoire-de-Belfort
25	Doubs	60	Oise	91	Essonne
26	Drôme	61	Orne	92	Hauts-de-Seine
27	Eure	62	Pas-de-Calais	93	Seine-St-Denis
28	Eure-et-Loir	63	Puy-de-Dôme	94	Val-de-Marne
29	Finistère	64	Pyrénées-Atlantiques	95	Val-d'Oise
30	Gard	65	Hautes-Pyrénées		
31	Haute-Garonne	66	Pyrénées-Orientales		
32	Gers				
33	Gironde				
34	Hérault				
35	Ille-et-Vilaine				

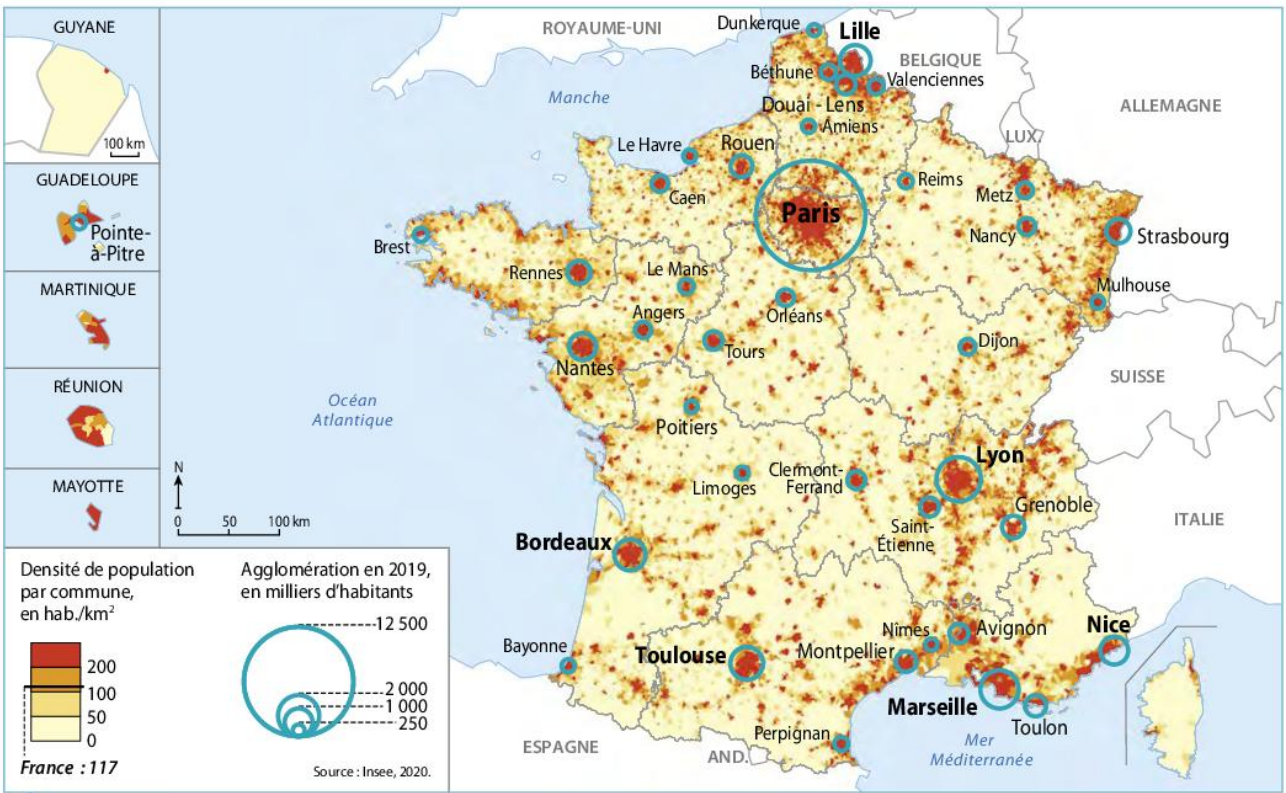
1 **Le découpage administratif de la France métropolitaine**



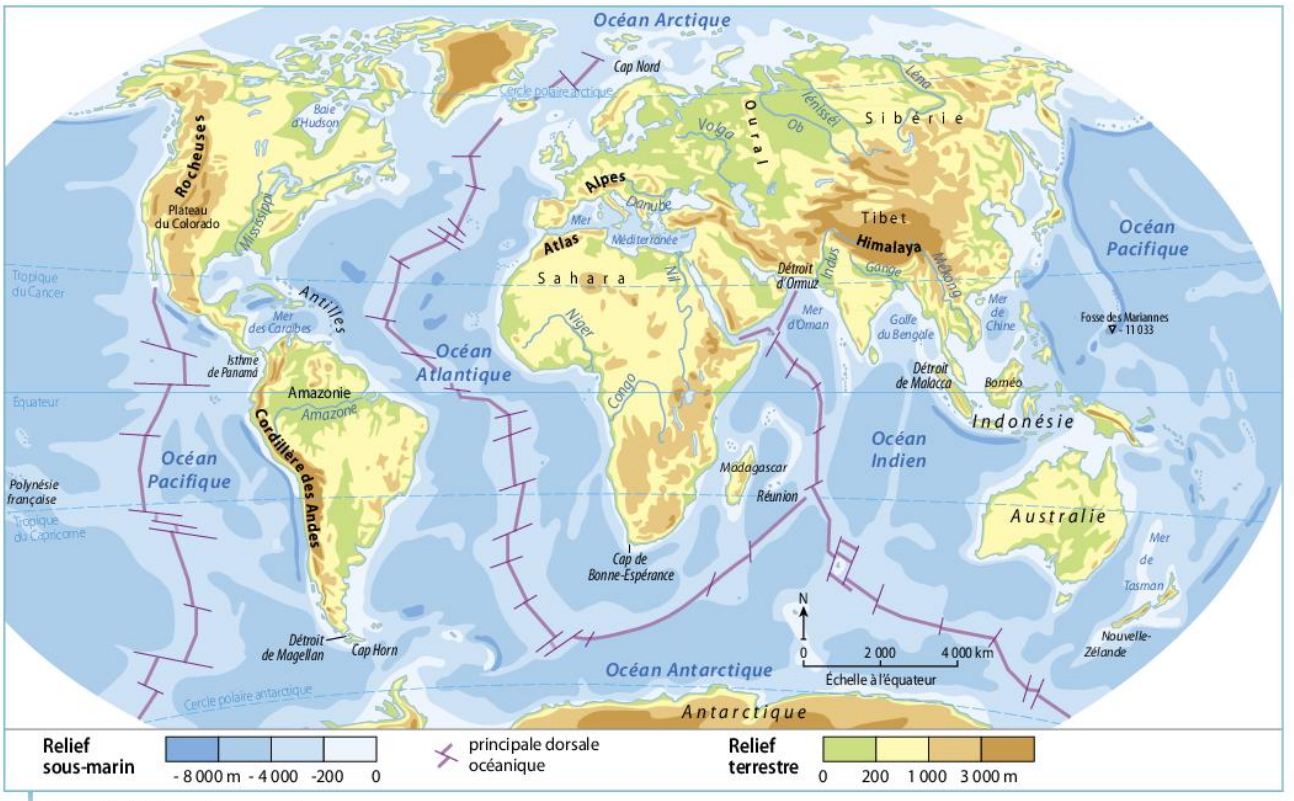
2 **Les 5 départements et régions d'Outre-mer français**



3 Le relief de la France



4 La répartition de la population française



5 **Le relief dans le monde**

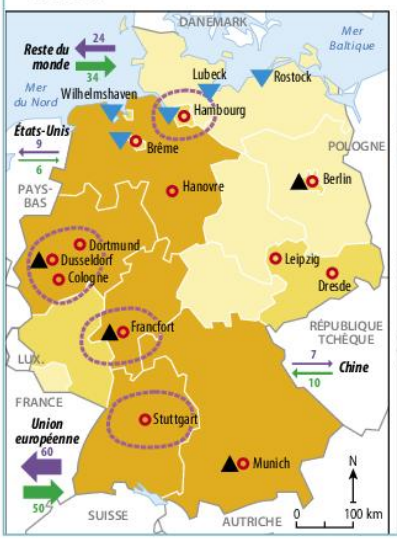
6 **Les États de l'Union européenne**

Mémento cartographique

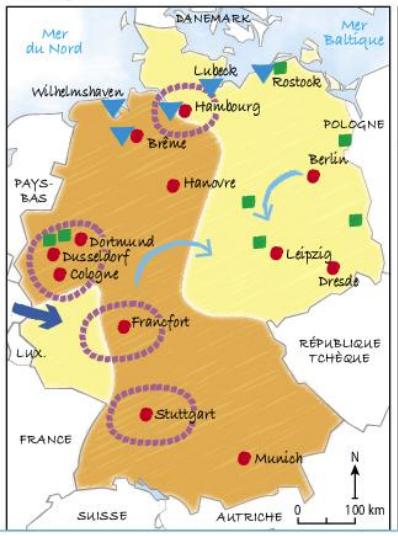
La représentation cartographique utilise un langage spécifique qui répond à des règles d'usage, dans le choix des figurés (surfaces, lignes, flèches, points), des couleurs ou de la taille des figurés. La maîtrise de ces règles est nécessaire pour la compréhension des cartes de votre manuel ou la réussite des productions graphiques (croquis et schémas).

	Caractériser les informations	**Hiérarchiser les informations**
Surfaces (espaces, territoires)	zone euro monnaie indexée sur l'euro utilisation de l'euro possible	PIB par habitant fort moyen faible
Lignes (axes, limites)	axe routier majeur frontière voie ferrée itinéraire des croisières	Trafic fluvial fort moyen faible
Flèches (dynamiques, flux)	flux d'hydrocarbures flux de minerais flux de céréales	Flux commerciaux fort moyen faible
Points (lieux, pôles)	ville mondiale quartier d'affaires aéroport port	Trafic portuaire, en millions de tonnes 1 6 17 60

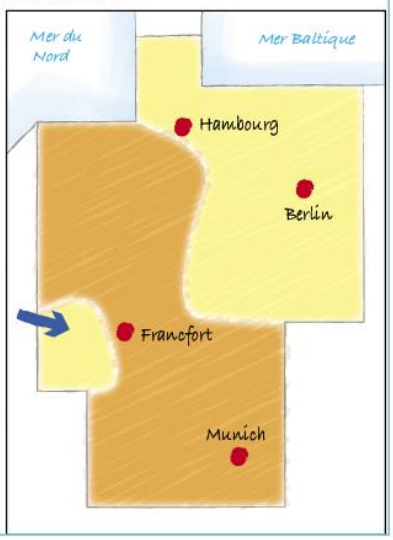
Carte



Croquis



Schéma



Planisphère politique

RUSSIE
KAZAKHSTAN
MONGOLIE
CORÉE DU NORD
JAPON
CORÉE DU SUD
OUZBÉKISTAN
KIRGHIZISTAN
TURKMÉNISTAN
TADJIKISTAN
CHINE
AFGHANISTAN
IRAK
IRAN
KOWEÏT
PAKISTAN
NÉPAL
BHOUTAN
QATAR
ARABIE SAOUDITE
É. A. U.
INDE
BANGLADESH
TAÏWAN
MYANMAR
LAOS
OMAN
THAÏLANDE
VIETNAM
YÉMEN
CAMBODGE
PHILIPPINES
DJIBOUTI
SRI LANKA
BRUNEI
MALAISIE
SINGAPOUR
SOMALIE
MALDIVES
INDONÉSIE
SEYCHELLES
Océan Indien
COMORES
MAURICE
MADAGASCAR
TIMOR-ORIENTAL
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
Océan Pacifique
PALAOS
MICRONÉSIE
ÎLES MARSHALL
KIRIBATI
NAURU
TUVALU
ÎLES SALOMON
VANUATU
FIDJI
AUSTRALIE
NOUVELLE-ZÉLANDE
16 MONACO
17 MONTÉNÉGRO
18 RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
19 RWANDA
20 SAINT-MARIN
21 SERBIE
22 SLOVAQUIE
23 SLOVÉNIE
24 TERRITOIRES PALESTINIENS
25 VATICAN

Histoire Géographie

Tle

Programme 2020

Un tout-en-un pour traiter tout le programme

Accès libre : mon manuel toujours accessible en ligne sur mesmanuels.fr/4597648

Le manuel numérique Premium

Fini les sacs trop lourds !

Avec :
- Des lectures d'image avec des documents d'archives originales de musées
- Des vidéos
- Des cartes interactives

En vente sur
https://kiosque-edu.com/familles

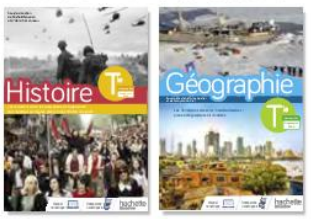
Ressources en +

Les ressources numériques de votre manuel en accès direct

Avec les QR-codes dans le manuel

Sur le site collection
lycee.hachette-education.com/hg/tle

Dans la même collection :



33/6807/6
ISBN : 978-2-0170-8823-3

ina

hachette
ÉDUCATION
www.hachette-education.com